1 Oct 1893
15 Oct "
1 Nov "

Albert Lemoine

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1853

THE GETTY CENTER
LIBRARY

LE

THÉATRE EN FRANCE

EN 1853.

L'école dramatique de la restauration est demeurée bien loin de ses promesses. C'est un fait acquis désormais à la discussion, et que nous n'essaierons pas de démontrer, car l'évidence a dessillé les yeux des plus incrédules. Tout le monde sait maintenant à quoi s'en tenir sur la résurrection de Shakspeare, annoncée par les hérauts de l'école nouvelle; et quand je dis résurrection, j'attribue aux néophytes et aux hiérophantes une modestie qui n'était ni dans leur caractère ni dans leur langage. Les esprits familiarisés avec leurs prétentions n'ont pas oublié qu'ils nous annonçaient un poète qui serait à Shakspeare ce que Napoléon est à Charlemagne. Cette formule ingénieuse, bien que présentée à la foule sous la forme interrogative, était acceptée comme une affirmation par tous les initiés, et c'est au nom de cette formule que nous devons estimer les œuvres poétiques accomplies en France depuis vingt ans. A Dieu ne plaise que j'entreprenne de rabaisser le mérite des tentatives qui ont signalé la première partie de cette période : il n'est permis qu'à l'ignorance de nier tout ce qu'il y avait à la fois de légitime et de hardi dans les projets de la génération nouvelle. Malheureusement les faits sont restés bien au-dessous des paroles. Nous attendons encore, et sans doute nous attendrons longtemps le poète prédestiné qui devait rattacher la France au siècle d'Élisabeth.

L'Angleterre n'était pas le seul pays dont les enseignemens fussent invoqués comme un moyen de régénération; l'illustre Florentin qui a fondé tout à la fois la langue et la poésie de l'Italie figurait près de Shakspeare dans l'arbre généalogique de la *nouvelle école;* chacun

sait que l'école de la restauration aimait à se désigner sous ce dernier nom. L'Espagne et l'Allemagne n'étaient pas non plus oubliées, mais n'occupaient que des rameaux secondaires. Calderon et Lope de Vega, Goethe et Schiller étaient cités et appelés en témoignage, mais n'avaient que le rang de petits prophètes.

Nous pouvons aujourd'hui parler sans amertume et sans injustice, sans aveuglement et sans partialité, de cette époque déjà si loin de nous. A l'égard de ces tentatives, le dédain serait une preuve d'ineptie. Si nous comparons en effet les espérances qui animaient les poètes de cette période à l'anarchie intellectuelle du temps présent, la déférence est pour nous un devoir. C'était une période laborieuse, où l'amour de la gloire tenait plus de place que l'industrie : aujourd'hui l'industrie règne à peu près en souveraine; à peine quelques rares esprits essaient-ils encore de lutter au nom des idées préconisées sous la restauration comme les vrais principes de toute poésie. Ce qu'il m'importe de constater, c'est que la cause du drame, qui devait anéantir à jamais la tragédie et la comédie, est abandonnée par le public aussi bien que par les écrivains. Entendons-nous : je ne veux pas dire que l'alliance du rire et des larmes soit déclarée chimérique; je tiens seulement à rappeler que cette alliance n'est plus considérée comme nécessaire. Qu'il se rencontre aujourd'hui un homme capable de créer des types aussi profonds qu'Hamlet, aussi jeunes que Roméo, aussi émouvans que le roi Lear, et la foule ne manquera pas d'applaudir; mais dans l'opinion des lettrés, dans l'opinion de la multitude, Shakspeare n'exclut ni Corneille, ni Molière, ni Sophocle, ni Aristophane. Sur les débris du drame, improvisé pour le plaisir des yeux, infidèle aux promesses de la nouvelle école, puisqu'il ne s'adressait ni au cœur comme Roméo, ni à la pensée comme Hamlet, la tragédie et la comédie sont demeurées debout. Cependant ces deux formes de la pensée poétique n'ont pas échappé à l'action du temps. Si la tragédie et la comédie veulent garder la faveur publique, il faut qu'elles se résignent à tenter des voies nouvelles. Que le ridicule soit offert à nos yeux dans tout son éclat, que les vices et les infirmités de notre nature égaient la foule, rien de mieux; que la peinture des passions tire des larmes de ses yeux, rien de plus légitime. Toutefois il faut que la tragédie consente à nous montrer les plus illustres personnages de l'histoire sous un aspect plus familier que les poètes français du XVIIe siècle; il faut que, sans essayer un compromis impossible entre Sophocle et Shakspeare, elle se souvienne à la fois d'Antigone et de Cordelia, de Gertrude et de Clytemnestre. C'est à cette condition seulement qu'elle peut espérer de captiver l'attention et la sympathie de la foule. Si elle s'obstinait dans les traditions du siècle de Louis XIV, si elle continuait à refaire une Grèce, une Italie

antiques à l'image de la France, elle tomberait bientôt dans l'oubli. La tragédie, pour vivre, pour durer, pour attendrir, pour émouvoir la foule, doit absolument aborder la vie familière; sinon elle servira tout au plus d'aliment aux discussions des lettrés.

Quant à la comédie, bien que proscrite par les novateurs comme une création incomplète et boiteuse, elle n'a jamais été menacée aussi sérieusement que la tragédie. Il y a dans l'esprit français une prédilection marquée pour la raillerie; Rabelais, La Fontaine et Molière sont assurés de garder leur popularité parmi nous, quelles que soient les doctrines vaincues ou triomphantes. Que les régénérateurs littéraires parlent au nom de l'Italie, de l'Espagne ou de l'Angleterre, peu importe à la gloire de ces grands gausseurs : la raillerie est un élément de l'esprit national, et fût-il cent fois prouvé que la comédie est une création incomplète, la comédie ne périrait pas parmi nous. Ajoutons, pour être vrai, que la comédie, comme la tragédie, doit tenir compte du temps où elle se produit, des auditeurs à qui elle s'adresse. Pour ma part, je n'hésite pas à mettre *le Misanthrope* au-dessus d'*Athalie*. S'il y a en effet, dans la tragédie écrite pour Saint-Cyr, des passages empreints d'une incomparable beauté, il est certain pourtant que cette œuvre savante n'offre qu'une image assez infidèle des faits racontés dans le Livre des Rois. *Le Misanthrope* garde encore aujourd'hui toute la fraîcheur, toute la jeunesse des premiers jours. C'est une peinture de la faiblesse humaine tracée d'une main habile et sûre, qui sans doute ne vieillira jamais. Toutefois je pense que, si Molière renaissait de nos jours, il sentirait le besoin de plier son génie aux exigences de notre temps; tout en poursuivant l'analyse des caractères, il comprendrait la nécessité de donner aux incidens un peu plus de vraisemblance, à l'action un peu plus de mouvement. Voué par sa nature même à l'étude des passions et des vices, il n'oublierait jamais la mission capitale du poète comique; mais il comprendrait que le dialogue le plus ingénieux, les tirades les plus éloquentes, les plus fines reparties ne suffisent pas à soutenir l'intérêt d'une comédie.

Les pensées que j'exprime aujourd'hui sont communes à tous les esprits qui suivent avec attention le développement littéraire de notre pays; je ne parle pas en mon nom, je parle au nom de tous les hommes désintéressés qui voient dans le passé un sujet d'étude et non un sujet d'imitation, qui jugent le présent sans amertume et se confient dans l'avenir sans aveuglement. Je me propose aujourd'hui d'examiner l'état du théâtre en France.

Pourquoi le drame est-il aujourd'hui tombé dans le discrédit? Pourquoi les promesses faites au nom de Shakspeare et de Schiller sont-elles accueillies avec indifférence, parfois même avec ironie? La

raison n'est pas difficile à trouver. L'école dramatique de la restauration nous avait annoncé l'attendrissement et la terreur : que nous a-t-elle donné? Chacun le sait, et je n'ai pas besoin de le rappeler. Les yeux des enfans ont été pleinement satisfaits; quant au cœur des hommes, il est demeuré calme comme on devait s'y attendre. Les processions de moines défilant sur la scène le cierge à la main, le *De Profundis* chanté dans la coulisse, les caveaux d'Aix-la-Chapelle illuminés d'une clarté soudaine, une reine d'Angleterre offrant au bourreau la tête de son amant, la fille d'un pape projetant à son insu la mort de son fils pour venger un ridicule jeu de mots, — il y avait là sans doute de quoi effrayer les enfans et les nourrices. Les esprits familiarisés avec l'histoire ne pouvaient que sourire à cette tentative d'une imagination puérile. Shakspeare et Schiller, évoqués par la baguette magique d'un nouveau Merlin, écoutant les paroles placées dans la bouche de ces singuliers personnages, se seraient trouvés étrangement dépaysés; j'imagine même qu'ils n'auraient pas compris grand'chose aux applaudissemens prodigués par les amis du poète. Non pas que je songe à contester l'habileté empreinte dans tous ces enfantillages : il y a certainement un art consommé dans la combinaison des incidens, dans les occasions sans nombre offertes au talent du machiniste et du costumier; mais offrir un tel spectacle à des hommes déjà mûris par l'étude, à des femmes déjà éprouvées par les passions, c'est vraiment se moquer, et je ne m'étonne pas que la foule, un moment éblouie, ait bientôt désappris le chemin du théâtre. Il y avait entre les promesses et les faits accomplis une disparité trop frappante pour que l'auditoire ne témoignât pas son dépit. Le parterre et les loges n'étaient pas peuplés d'érudits : la multitude, étrangère à toutes les doctrines poétiques, ne demandait qu'à être émue; mais au lieu de l'émotion, le poète ne lui offrait que la surprise. Il ne faut donc pas gourmander la multitude et lui reprocher son apathie et son inintelligence, car elle a fait preuve en cette occasion d'un rare bon sens. Sans connaître ni l'Angleterre ni l'Allemagne, sans comparer les œuvres de l'école nouvelle au programme pompeux que ces œuvres devaient réaliser, elle s'est contentée de bâiller, et les esprits éclairés ne sauraient lui en vouloir. Son ennui n'était qu'un acte de justice, un arrêt sans appel.

Je comprends très bien la colère de l'école nouvelle, aujourd'hui délaissée; je comprends très bien qu'elle accuse de vieillesse et même de caducité les esprits rebelles qui enregistrent ses échecs comme des faits prévus depuis longtemps, et acceptent comme très légitime l'oubli où elle est tombée : la colère n'est pas un argument; il ne suffit pas d'injurier ses adversaires pour les convaincre d'ineptie. Le sarcasme, excellent dans une péroraison, quand la victoire est

déjà gagnée, n'est dans l'exorde qu'une pure imprudence, car il ne réussira jamais à captiver la bienveillance de l'auditoire. Les bons esprits ne s'émeuvent pas des attaques furibondes prodiguées à leur indifférence; ils ne pourraient s'en inquiéter sans renoncer au parti de la raison. Ils sont arrivés aux mêmes conclusions que la foule par une voie différente, mais non moins sûre. Ils n'ont pas invoqué comme elle la seule autorité du bon sens; préparés par des études laborieuses, ils ont pu appeler en témoignage l'histoire littéraire de l'Europe. L'histoire s'est trouvée d'accord avec le bon sens, c'est-à-dire que les lettrés ont ratifié l'arrêt prononcé par la foule.

L'école dramatique de la restauration peut s'indigner tout à son aise contre cet accord qu'elle n'avait pas prévu : elle ne réussira pas à le détruire. Ses plus fines railleries, ses plus ingénieux quolibets, viendront s'émousser contre l'évidence. Que signifie son indignation, sinon qu'elle s'avoue vaincue et que la défaite n'est pas de son goût? Si elle persévérait dans ses croyances, si elle n'était pas arrivée à douter d'elle-même, au lieu d'argumenter contre les esprits désintéressés qu'il lui plaît d'appeler ses ennemis, elle songerait à renouveler le combat, c'est-à-dire à réaliser son programme dans des œuvres nouvelles. Or elle s'abstient, donc elle se défie de ses propres espérances. Ce n'est pas moi qui blâmerai sa réserve et son inaction; je voudrais seulement qu'elle recueillît sans colère les fruits de sa prudence. Qu'elle ne tente pas une bataille nouvelle, je le conçois : le passé n'est qu'un présage trop certain de l'avenir qui l'attend; mais qu'elle demeure au moins silencieuse en même temps qu'inactive; qu'elle ne prenne pas en main la défense d'un passé condamné sans retour; qu'elle se résigne à l'oubli, au lieu de s'en affliger. Elle a cru que les jeux du bas-empire convenaient à notre génération et suffiraient pour l'occuper tout entière; elle s'est trompée : pourquoi ne pas l'avouer de bonne grâce? Espère-t-elle par sa colère désarmer la sévérité de ses juges? Il faut accepter sans réserve les faits accomplis dans l'ordre littéraire toutes les fois que ces faits ne blessent ni le bon sens, ni le goût, qui n'est que le bon sens agrandi, élevé par la réflexion, — ni l'érudition, qui prépare laborieusement les arrêts prononcés par le goût. Or ici le bon sens, le goût et l'érudition se réunissent pour déclarer puériles la plupart des œuvres dramatiques écrites depuis vingt ans. Ce qu'il y a d'ingénieux et d'élégant dans ces tentatives applaudies pendant quelques jours ne suffit pas à dissimuler l'intervalle qui sépare la promesse de la conception. Je ne dis pas que ces tentatives soient demeurées toutes sans profit. Si l'école dramatique de la restauration s'est adressée aux yeux plus souvent qu'au cœur, si elle a excité la curiosité plus souvent que l'attendrissement, il n'est pas permis de contester les services qu'elle a

rendus au maniement de la langue. Elle a prouvé aux plus incrédules que le style le plus familier peut très bien se concilier avec le style le plus élevé, et comme si elle eût tenu à rendre l'enseignement complet, elle a placé la trivialité près de la familiarité, nous signalant ainsi le danger des plus saines doctrines poussées à l'excès. Un tel service, auquel la nouvelle école n'avait sans doute pas songé, mérite la reconnaissance de tous les bons esprits; ce n'est pas d'ailleurs le seul qu'elle ait rendu à notre littérature. En exagérant l'importance de la vérité historique et locale, elle a remis en honneur, à son insu, la vérité humaine et permanente, qui domine tous les lieux et tous les temps. C'est un second service aussi digne de reconnaissance que le premier.

Que l'école dramatique de la restauration ne s'afflige donc pas sans mesure et n'accuse pas d'ingratitude et d'ignorance la génération qu'elle a voulu charmer, et qui la déclare aujourd'hui, non pas impuissante ou inhabile, mais tout simplement infidèle à son programme. Elle tiendra sa place dans l'histoire, sinon par l'éclat et la pureté de ses œuvres, du moins par le mouvement qu'elle a suscité. C'est à elle en effet que nous devons l'étude des nations voisines, et j'oserai dire l'étude de la France elle-même. Pour contrôler ses affirmations, nous avons promené nos regards autour de nous et reporté notre attention sur les différens âges de notre langue. Pour savoir si la prose nouvelle rappelait avec plus d'ampleur et d'éclat la manière du XVIe siècle, si le XVIIe siècle n'avait possédé la clarté qu'en sacrifiant la grâce, si le XVIIIe siècle n'avait jamais connu qu'une phrase écourtée, nous avons relu Montaigne, Pascal et Rousseau, et ce triple examen, loin de justifier les louanges que l'école nouvelle se décernait elle-même, a converti en certitude les doutes que nous avions conçus. La période souple et ondoyante de Montaigne ne se retrouve pas tout entière dans la prose de la nouvelle école. Le style sobre et contenu de Pascal ne fait pas trop mauvaise figure près des livres écrits depuis vingt ans. Quant au style de Rousseau, s'il n'est pas toujours exempt d'emphase, il a toujours du moins un accent de sincérité, et, pour ma part, je ne trouve pas la phrase de Rousseau trop écourtée. Nous pouvons donc nous montrer justes envers l'école dramatique de la restauration sans faire violence à nos instincts. Nous lui devons une leçon qu'elle ne prétendait pas nous donner : la pleine connaissance de nos richesses. Songerait-elle à nous reprocher une largesse qui ne lui a rien coûté?

La forme tragique est aujourd'hui discréditée, c'est un fait que je ne songe pas à contester. Cependant, quel que soit l'état de l'opinion, le bon sens ne perd pas ses droits, et je crois que le bon sens n'a pas condamné et ne peut pas condamner la forme tragique. Il est très

vrai que les tragédies écrites depuis vingt ans ne sont guère que des calques plus ou moins ingénieux des tragédies écrites au XVIIe siècle, et l'opinion n'est pas précisément coupable en déclarant morte cette forme de la pensée dramatique. A quoi se réduit, en effet, le rajeunissement de la forme tragique, tel qu'il a été conçu de nos jours? Parlons sans amertume et sans indulgence. Nous avons vu tout à l'heure le drame, qui prétendait régénérer le théâtre, préférer à l'histoire l'anecdote et le pamphlet, préférer la splendeur du costume et de la décoration à l'étude des sentimens humains : la tragédie, il faut bien le dire, a suivi une méthode pareille. Les archéologues avaient signalé depuis longtemps l'intervalle qui sépare l'antiquité interprétée par le XVIIe siècle de l'antiquité vraie. La découverte était facile. Il suffisait de relire Sophocle et Euripide pour voir que Racine s'était trompé en nous présentant Oreste et Pyrrhus, Hermione et Andromaque. Ces quatre personnages, très vrais, si l'on veut se contenter de les étudier au point de vue purement humain, n'ont pas une couleur antique. Les poètes tragiques de nos jours ont emprunté les lumières de l'érudition pour donner à leurs œuvres un accent de vérité. L'intention était bonne, je me plais à le reconnaître, mais comment s'est réalisée cette intention? C'est là ce qu'il s'agit d'examiner. Le XVIIe siècle avait façonné la Grèce et l'Italie antiques à l'image de la cour de Louis XIV; Racine, qui avait le malheur de préférer Euripide à Sophocle, et il ne l'a que trop prouvé, Racine, qui avait appris par cœur le roman d'Héliodore, dessinait ses héroïnes d'après Mme de Montespan et Mlle de La Vallière; mais il gardait du moins, dans ses aberrations les plus singulières, un respect profond pour la nature humaine. Les poètes de nos jours, qui ne savent guère distinguer Sophocle d'Euripide, qui ne vivent pas dans un commerce familier avec les lettres grecques, ont imaginé un moyen très puéril de renouveler la forme tragique : ils ont interrogé l'érudition sans se donner la peine de vérifier les conclusions auxquelles l'érudition était arrivée. Témoins des succès éphémères obtenus par le drame qui se disait historique, ils ont cru que l'archéologie suffisait à renouveler une forme que l'opinion avait condamnée : ils ont nommé par leur nom tous les vêtemens, toutes les agrafes, tous les détails de la chaussure; ils se sont réjouis de cette innovation, comme s'ils eussent découvert un continent nouveau. Si les esprits frivoles, qui sont malheureusement, qui seront toujours en trop grand nombre, ont accepté avec joie cette prétendue rénovation, la critique ne peut s'associer à cet aveuglement. La connaissance la plus complète de tous les détails du costume grec ou romain ne peut suffire à renouveler la forme tragique. Pour prétendre au titre de créateur, il faut quelque chose de plus. Je reconnais volontiers que le XVIIe siècle a travesti

l'antiquité, c'est une vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée; je reconnais, sans me faire prier, que Pierre Corneille, malgré la fierté des sentimens qui l'animaient, n'a pas toujours respecté le texte des historiens dont il a emprunté le secours. Si l'on compare les pages de Tite-Live à la tragédie d'*Horace*, l'infidélité est flagrante; le poète normand, qui occupe dans l'histoire de notre littérature un rang si élevé, a négligé tout le côté religieux du sujet qu'il avait choisi. C'est une erreur très grave, et qui ne peut être passée sous silence; mais si Pierre Corneille a omis les suffètes, qui auraient donné à sa tragédie un caractère plus majestueux et plus grave, il s'est du moins associé à l'austérité des mœurs romaines par l'analyse des sentimens, et, placé sur ce terrain, il ne craint pas de rival.

Les poètes tragiques de nos jours ont suivi une méthode bien différente. Résolus en toute sincérité à dépasser Corneille et Racine, ils ont étudié l'histoire pendant quelques matinées; une fois nantis de cette cargaison rapidement acquise, ils se sont mis à l'œuvre; enivrés par leur érudition de fraîche date, ils ont tenu à montrer tout ce qu'ils savaient, et je dois reconnaître qu'ils ont fait preuve d'une excellente mémoire. Par malheur ils sont tombés dans un piége facile à prévoir; pour me servir d'une expression toute scolastique, ils ont sacrifié l'éternel au contingent, c'est-à-dire, et je redescends à la langue vulgaire, qu'ils ont mis la vérité historique et locale au-dessus de la vérité humaine. La puérilité que je reprochais tout à l'heure à l'école dramatique de la restauration s'est retrouvée tout entière dans les œuvres tragiques de nos jours. Au lieu des anecdotes du moyen âge, nous avons eu les anecdotes de l'antiquité; au lieu des ogives et des bahuts, nous avons eu la toge et la prétexte; la date seule des personnages était changée, la puérilité demeurait la même. Je ne voudrais pas laisser croire que je ne comprends pas ce qu'il y avait de sincère et de sérieux dans cette tentative : c'était une réaction contre le travestissement de l'antiquité. L'intention était à coup sûr excellente, et je m'y associe de tout cœur; seulement cette intention n'a pas été menée à bonne fin, par une raison très simple : c'est que les novateurs se sont mis en route sachant où ils voulaient aller, n'oubliant qu'une chose, le chemin par lequel ils devaient passer. Ils ont voulu, et je les en remercie, rendre à l'antiquité la physionomie qui lui appartient; mais ils ont négligé une condition élémentaire, une condition qui domine toutes les œuvres de la pensée, — la nature humaine. Ils ont cru que le costume grec et romain suffisait pour constituer la vérité sous la forme tragique : la méprise est grossière, mais facile à concevoir, car ce n'est à tout prendre que la répétition de la méprise que nous avons constatée tout à l'heure en parlant du drame. Pour la juger, il suffit de rappeler les vers at-

tribués à Solon : c'est le sacrifice de *l'être* au *paraître*. La tragédie en effet, jalouse peut-être des applaudissemens que la foule prodiguait au drame moderne, qui se disait fils de Shakspeare et de Schiller, s'est mise à son tour à cultiver la vérité historique et locale; elle a cru que ces deux élémens résumaient la vérité tout entière : erreur trop facile à concevoir, mais que la raison ne saurait amnistier. La tragédie est devenue, à son insu, aussi puérile que le drame moderne. Elle a mis, comme les disciples infidèles de Shakspeare et de Schiller, le machiniste et le costumier bien au-dessus de cette banalité qui s'appelle la nature humaine. Nous avions vu se promener sur la scène des cuirasses et des hauberts qui réjouissaient les yeux des antiquaires; nous avons vu la poussière des planches balayée par des toges : qu'y a-t-il de changé? C'est toujours le distique de Solon.

Je ne crois pas que la tragédie soit une forme condamnée sans retour; mais la rénovation tentée de nos jours ne saurait être acceptée comme un rajeunissement. L'antiquité, comme le moyen âge, peut être interprétée de deux manières : les esprits frivoles s'attachent dans la vie antique au costume et à la décoration. Aussi arrive-t-il à la tragédie renouvelée ce qui est arrivé au drame moderne : la foule, qui applaudit les chapiteaux doriques, comme elle avait applaudi les ogives, s'étonne, en quittant le théâtre, de n'emporter aucun souvenir. Elle se demande ce qu'elle a entendu, et, ne trouvant dans sa mémoire aucun sentiment élevé, aucune idée généreuse, elle recueille avec déférence l'avis des esprits éclairés. Elle s'aperçoit qu'elle a été trompée, elle comprend que les héros affublés de la toge romaine ne sont ni plus vrais ni plus vivans que tous les héros bardés de fer qui lui avaient été présentés comme l'image fidèle du moyen âge; elle s'éloigne avec dépit et oublie le chemin du théâtre. Il y a certainement beaucoup d'esprit et d'érudition dans la rénovation dont je parle; seulement je crois que cet esprit est mal dépensé et que cette érudition est gaspillée. Qu'il s'agisse de l'antiquité ou du moyen âge, de l'ogive ou du chapiteau corinthien, la décoration ne sera jamais qu'une partie accessoire de l'art dramatique; que les passions s'agitent sous la pierre d'une cathédrale ou sous le marbre d'un temple païen, les passions seront toujours l'éternel, l'inévitable aliment de la poésie. Or les poètes tragiques de notre temps me paraissent avoir méconnu cette condition élémentaire. Qu'ils ne se plaignent pas, car leurs plaintes ne seraient pas écoutées; ils recueillent le fruit de la semence qu'ils ont livrée à la terre. La foule ne connaît pas le passé et n'aura jamais des loisirs suffisans pour l'étudier, mais elle possède dans sa conscience une pierre de touche dont le témoignage ne peut être contesté par personne. Lettrée ou illettrée, elle a souffert, elle a pleuré, elle connaît la haine et l'amour, et toutes les fois qu'on

lui offre des personnages taillés sur un modèle imaginaire, elle s'étonne à bon droit. Étrangère à toutes les poétiques, sans tenir compte du costume ou de la décoration, dès qu'elle ne retrouve pas dans les acteurs les sentimens qui lui sont familiers, elle condamne la pièce récitée devant elle.

La comédie jouit aujourd'hui d'une plus grande faveur que le drame et la tragédie; c'est maintenant la forme la plus populaire de la poésie dramatique. *L'Honneur et l'Argent, Philiberte,* sont des ouvrages dont le succès éclatant doit être pris en considération, car il serait difficile d'admettre que le public tout entier se fût trompé en applaudissant MM. Ponsard et Augier. Il y a dans chacune de ces comédies plus d'une page très digne d'éloges. Malheureusement l'œuvre de M. Ponsard n'est pas vivante, et l'œuvre de M. Augier appartient plutôt à la fantaisie qu'à la réalité. A proprement parler, je ne vois dans *l'Honneur et l'Argent* qu'une argumentation dialoguée. Plus d'une fois, je le reconnais volontiers, l'auteur s'est élevé jusqu'à des mouvemens d'une véritable éloquence; il a trouvé, pour flétrir la corruption, la bassesse, la lâcheté, des accens d'une poignante vérité, et l'auditoire a eu raison de battre des mains; mais il n'en est pas moins vrai que George et Rodolphe sont deux argumens et non deux personnages. Aussitôt que la crédulité, qui s'appelle George, et la raison, qui s'appelle Rodolphe, ont expliqué le caractère qui leur appartient, le spectateur devine sans peine toute la fable qui va se dérouler sous ses yeux, ou plutôt il devine toutes les idées, tous les sentimens qui vont se produire dans une langue tantôt enrichie d'images très vraies, tantôt terne et décolorée. Le premier acte est plutôt un programme qu'une exposition, tant est pauvre la part laissée à l'incertitude, à la curiosité. Laure et Lucile ne sont guère plus animées que George et Rodolphe. Lucile, qui parle souvent à sa sœur comme Dorine à Marianne, ne réussit pourtant pas à prendre les proportions d'un personnage. M. Mercier, le père des deux jeunes filles, est d'une banalité qui ne soutient pas la discussion. Depuis trente ans, ce type de bourgeois naïvement égoïste a défrayé tous les théâtres de boulevards. Quant aux créanciers numérotés que l'auteur n'a pas même pris la peine de baptiser, ils paraissent et disparaissent à point nommé pour les besoins de la thèse, et si quelque chose m'étonne, c'est que le poète n'ait pas terminé sa comédie comme Planude termine ses fables. Je m'attendais à voir Rodolphe venir au dénoûment nous dire: « Cette comédie prouve qu'il faut toujours préférer l'honneur à l'argent. » Je n'ai pas à relever les hyperboles entassées par une amitié trop complaisante. Chacun sait aujourd'hui que M. Ponsard, tout en imitant parfois avec bonheur la période poétique de Molière, n'a pas fait une comédie, mais un plaidoyer. Or *Tartufe* et *le Misanthrope,*

l'Ecole des femmes et *les Femmes savantes,* sont conçus et composés d'après une tout autre méthode. Si Orgon et Clitandre, Alceste et Philinte, Arnolphe et Horace, Armande et Chrysalde, aiment à discourir, ils parlent comme des créatures mêlées à la vie commune, et ne procèdent jamais par syllogismes. C'est ce que M. Ponsard paraît avoir oublié. Il a cru ressusciter Molière en lui empruntant les formes de son langage, et n'a omis qu'un seul point, assez important, selon moi, l'invention poétique. Aussi son œuvre, dont plusieurs passages ont été très justement applaudis, n'est qu'une œuvre inanimée, et ne prendra pas rang dans l'histoire de la comédie. En présence de l'engouement public, nous avons gardé le silence; nous n'avons pas voulu troubler la joie du poète. Aujourd'hui le jour de la justice est venu; nos paroles, qui auraient semblé trop sévères il y a quelques mois, ne sont maintenant que l'écho de l'opinion générale. Si l'auteur de *l'Honneur et l'Argent* était assez imprudent, assez malavisé pour écrire une seconde comédie sans changer le moule de sa pensée, il saurait bientôt à quoi s'en tenir sur la portée réelle de ce premier succès.

Si la fable imaginée par M. Augier n'est pas précisément nouvelle, si elle rappelle tour à tour Florian et Marivaux, il faut avouer que l'auteur a su donner une sorte de jeunesse à des personnages connus depuis longtemps. Il a dépensé beaucoup d'esprit pour dire en vers souvent très bien tournés ce que nous avons déjà entendu mainte et mainte fois. Je rends pleine justice au talent vif et pimpant qu'il nous a montré dans *Philiberte,* mais la sympathie même que son talent m'inspire m'oblige à lui dire qu'il a complétement négligé le côté sérieux du sujet qu'il avait choisi. L'analyse du cœur tient trop peu de place dans sa comédie; n'était l'éclat, le charme du langage, on croirait assister à la représentation d'un proverbe de Carmontelle. Je veux bien saluer comme de vieilles connaissances le duc et le chevalier, je consens de grand cœur à leur serrer la main; pourquoi Philiberte a-t-elle déçu mes espérances? Le spirituel babil de sa sœur ne m'empêche pas de remarquer combien l'auteur est demeuré loin de ce qu'il nous avait promis. J'attendais une étude tout à la fois délicate et profonde; comment pourrais-je me contenter d'une esquisse tracée à la hâte? La comédie de M. Augier, qui se passe à peu près tout entière dans le royaume de la fantaisie, qui ne peint ni les mœurs d'aujourd'hui, ni les mœurs d'aucune époque déterminée, soulève d'ailleurs une autre objection : le style manque absolument d'unité. Jamais l'auteur n'avait révélé aussi pleinement les qualités et les défauts de son esprit. Après avoir parlé le langage de la plus tendre élégie, il revient tout à coup à la vie familière par l'expression la plus crue. Ce mépris constant pour les nuances et les transi-

tions étonne quelques esprits sans les charmer, mais blesse tous les hommes de goût; cette perpétuelle opposition des images les plus poétiques et des termes les plus vulgaires n'est pas plus acceptable que les tons criards dans un tableau. Vouloir associer la langue de *la Jeune Captive* et la langue de Macette sera toujours un dessein chimérique, un dessein condamné par le bon sens. J'aime à croire que M. Augier comprendra le danger de cette folle tentative, s'efforcera d'atteindre à l'unité de style, qu'il a trop négligée jusqu'ici, et abandonnera le champ de la fantaisie pure pour l'étude et la peinture de son temps. La comédie vit tout à la fois d'observation et de fantaisie; sacrifier l'une à l'autre, c'est méconnaître la moitié de sa mission. C'est pourquoi *Philiberte* n'est, à tout prendre, qu'une très ingénieuse espiéglerie.

L'auteur de *Claudie,* enhardi par les applaudissemens, poursuit la tâche qu'il s'est proposée, la réhabilitation de la simplicité au théâtre. *Le Pressoir,* son dernier ouvrage, n'a pas été moins heureux que *le Mariage de Victorine* et *François le Champi.* Confié à des interprètes très habiles et parfaitement disciplinés, il a réuni de nombreux suffrages. J'espère pourtant que l'auteur ne se laissera pas abuser par le succès, et comprendra que cette veine est maintenant épuisée. Signé d'un nom inconnu, *le Pressoir* n'aurait certainement pas rencontré une si vive sympathie. Le talent incontestable qui recommande plusieurs scènes de cette comédie n'aurait pas suffi pour déguiser l'absence complète de mouvement. Les personnages sont vrais, je le veux bien, mais ils n'agissent pas, et le théâtre ne peut se passer d'action. Pierre Bienvenu, Valentin, Noël Plantier, sont des figures dessinées avec finesse; mais, pour les rendre intéressantes, il fallait imaginer une fable rapide et vivante, et c'est ce que l'auteur a cru pouvoir négliger. Se fiant à ses forces, se fiant surtout à la popularité qui environne son nom et qui accueille ses moindres ébauches, il s'est contenté d'écrire un dialogue tantôt naïf, tantôt spirituel, et n'a pas pris la peine de construire une œuvre dont les diverses parties ne pussent être déplacées. Le public s'est montré plus qu'indulgent. Cependant je ne conseille pas à l'auteur de renouveler l'épreuve, car il pourrait se trouver fort désappointé. Une rapide analyse démontrera, je l'espère, la justesse de mon sentiment.

Maître Bienvenu et maître Valentin sont rivaux de gloire et de talent dans un petit village du Berry. Maître Bienvenu, menuisier, est chargé par la commune de la construction d'un pressoir. Maître Valentin, charpentier, voit avec jalousie, avec colère, lui échapper une tâche qui lui revenait de droit. Cependant le jour de l'inauguration approche, et maître Bienvenu n'achèverait pas son pressoir, si maître

Valentin ne venait à son aide avec son fils. Reine, filleule de maître Bienvenu, aimée du fils de son parrain, se sent entraînée par une passion irrésistible vers le fils de maître Valentin. Voilà toute la donnée. Rien au monde ne serait plus facile que de dénouer la difficulté, si Reine consentait à parler; mais elle craint d'affliger Pierre, le fils de son parrain, et se prête avec une étrange docilité à tous les mensonges imaginés pour abuser ce pauvre garçon. Suzanne Bienvenu, dont je n'ai pas encore parlé, doit épouser Noël Plantier. Comme Pierre et Valentin se sont juré une éternelle amitié, comme ils se sont engagés par serment à ne jamais laisser une femme prévaloir sur leur mutuelle affection, comme Pierre ne pourrait accepter sans désespoir la préférence accordée à son ami, la famille de l'amant dédaigné invente une ruse digne de Berquin et laisse croire à Pierre que Reine est éprise de Noël Plantier. Ce stratagème, plus ingénu qu'ingénieux, ne peut tarder à se découvrir, et c'est en effet ce qui arrive. Pierre, en apprenant qu'il est supplanté dans le cœur de Reine par Valentin, devient furieux et veut le tuer. Trop généreux pour persévérer dans ses projets de vengeance et pourtant exaspéré par le désespoir, il s'enivre afin de réduire à néant les bons sentimens qui arrêtent son bras. Il va frapper Valentin et l'étendre à ses pieds d'un coup de hache, lorsque son ami le désarme par une allocution dont je ne veux pas contester l'éloquence, mais qui étonne à bon droit dans la bouche d'un paysan. Et quand je parle d'étonnement, je n'entends pas discuter la nature même des sentimens exprimés par Valentin, mais la forme qu'il leur donne. Le langage qu'il a tenu pendant toute la pièce ne nous a pas préparés à cette explosion de rhétorique. Après une lutte de générosité qui rappelle Damon et Pythias, Valentin épouse Reine, et Pierre comprend, sans que nous sachions comment, qu'il n'est pas digne d'elle; Noël Plantier épouse Suzanne, et maître Valentin consent à vivre en bonne intelligence avec son rival maître Bienvenu.

A quoi se réduit l'action? Je serais vraiment fort embarrassé de le dire. Elle est d'une simplicité tellement enfantine, qu'elle échappe à toute définition. Le dénoûment est prévu dès la première scène, et la curiosité n'a pas le temps de s'éveiller. Que Reine parle, et la comédie à peine commencée finit brusquement. Pourquoi Reine ne parle-t-elle pas? C'est ce que l'auteur a négligé de nous expliquer, ou du moins ce qu'il indique trop vaguement. Elle craint d'affliger son parrain, à la bonne heure; mais elle connaît l'amitié mutuelle de Pierre et de Valentin, et ne peut espérer que son secret demeure éternellement caché. Cependant elle laisse croire qu'elle aime Noël Plantier. A parler franchement, cette pauvre Reine joue un rôle par trop passif. Elle ne vit pas, elle se prête, comme une poupée, à tous les caprices des personnages qui l'entourent. Douce et bonne,

elle pousse la douceur et la bonté jusqu'à la nullité. La vertu ainsi comprise n'est pas moins dangereuse que le vice. Suzanne Bienvenu, qui n'est plus une jeune fille, qui devrait deviner le péril, partage l'aveuglement de Valentin et s'associe, comme un enfant, au complot formé pour abuser Pierre. Quant à Noël Plantier, c'est le seul dont la conduite soit facile à justifier. Crédule et vain, comme tous les coqs de village, je comprends très bien qu'il accepte sans hésitation le rôle qui lui est donné par Suzanne et par Valentin, qu'il se croie aimé de Reine, tout en respectant le serment qu'il a fait à Suzanne. Il y a dans l'expression de sa vanité plusieurs traits que le public a justement applaudis. La réception du pressoir par maître Valentin, expert nommé par le bailli, n'est qu'un enfantillage digne tout au plus de l'Opéra-Comique. De pareilles plaisanteries ne sauraient se passer d'orchestre. C'est le cas de se rappeler le mot de Beaumarchais : « Ce qui ne vaut pas la peine d'être récité vaut encore la peine d'être chanté. » Je m'étonne qu'un esprit aussi fin, aussi délicat que l'auteur de *Claudie,* ait pu commettre une pareille méprise. Maître Valentin, avide, intéressé, naïf jusqu'à la crudité dans l'expression de son avarice, me paraît dessiné d'après nature. Malheureusement il ne prend pas une part assez vive à l'action, si toutefois il y a une action. Tous les personnages de cette comédie font la navette; cette locution vulgaire est la seule qui puisse rendre ma pensée : aussi je ne crains pas de l'employer. Quand la toile tombe pour ne plus se relever, la comédie est finie depuis si longtemps, qu'on se demande pourquoi elle ne continue pas, car il n'y a pas de raison pour qu'elle s'arrête. Après avoir marché au hasard pendant deux heures, sans prévoyance, sans dessein déterminé, elle pourrait poursuivre longtemps encore cette route aventureuse. L'indécision et le silence de Reine, la complaisance de Suzanne, la crédulité de Noël Plantier, l'abnégation de Valentin, l'aveuglement de Pierre, fourniraient sans peine la matière de trois actes nouveaux.

Comment donc expliquer le succès du *Pressoir,* contre lequel je ne veux pas protester? Par une raison très simple, par le charme et la vérité des détails. Le public, justement fatigué des sentimens exagérés qui ont envahi la scène depuis vingt ans, s'est montré plein de bon vouloir pour les sentimens vrais que l'auteur a placés dans la bouche de ses personnages. Cependant je peux affirmer que, malgré sa bienveillance, qui ne s'est pas démentie un seul instant, il s'est plus d'une fois étonné de l'immobilité des personnages, ou, pour parler plus nettement, de leurs mouvemens sans but, ce qui est la même chose dans l'ordre poétique : s'agiter n'est pas marcher. L'abnégation héroïque de Valentin a contenté les amis du beau langage sans être approuvée par le bon sens : la majorité de l'auditoire eût

souhaité un peu plus de simplicité dans la grandeur. Pour ma part, je m'associe au sentiment de la majorité.

Le Pressoir rappelle tout à la fois *Claudie* et *le Champi;* mais, à mon avis, il vaut moins que ces deux ouvrages. Inférieur au *Champi* dans sa partie naïve, il n'a pas l'austérité de *Claudie.* Ce n'est pas un progrès, quoi que puissent dire les flatteurs, qui ne manquent jamais à la célébrité. Si, au lieu de m'en tenir à *Claudie* et au *Champi,* j'évoquais le souvenir de *la Mare-au-Diable,* je serais forcé d'être encore plus sévère. L'auteur de cet admirable récit nous a donné le droit de le juger sans indulgence, et c'est lui témoigner une sympathie sincère que d'user de ce droit sans réserve et sans restriction. Eh bien! vingt pages de *la Mare-au-Diable* valent mieux que *le Pressoir* tout entier : à moins de fermer les yeux à l'évidence, il faut le reconnaître. Je ne pense pas que les facultés de l'auteur soient affaiblies par un excès de production, je ne lui dirai pas ce que disait Gil Blas à l'archevêque de Grenade, car ce serait parler contre ma pensée; mais je crois tout simplement qu'il se laisse égarer par la louange, et qu'il ne prend pas la peine de réfléchir. Spirituel, ingénieux, éloquent, il abuse des dons qu'il a reçus et se confie à l'improvisation. Or l'improvisation, qui ne suffit pas toujours au récit, ne suffit jamais à la poésie dramatique. Le défaut d'enchaînement, qui se pardonne quelquefois dans une narration, ne peut se pardonner dans une comédie. Il faut que toutes les scènes aient une place nécessaire. Si elles peuvent être dérangées impunément, fussent-elles cent fois vraies, elles ne produiront qu'un effet incomplet. Vous aurez beau me montrer des personnages dessinés d'après nature : s'ils agissent au hasard, si leur conduite n'est pas réglée par une pensée prévoyante, ou s'ils ne sont pas entraînés par une passion énergique, ils ne réussiront pas à m'intéresser. J'applaudirai votre talent tout en proclamant l'insuffisance de votre œuvre.

J'avais conseillé à l'auteur de *Claudie* d'étudier Sedaine, et tout en affirmant que Sedaine échappe à l'étude, il a écrit *le Mariage de Victorine.* Aujourd'hui je crains qu'il n'associe à l'étude très salutaire de Sedaine l'étude très dangereuse de Diderot. Si *le Philosophe sans le savoir* renferme des leçons excellentes, des leçons dont peuvent profiter les écrivains les plus habiles, *le Père de Famille* est loin de mériter le même éloge. Diderot, malgré l'élévation de sa pensée, sera toujours un modèle périlleux; il a trop d'emphase, trop de goût pour la déclamation. Or, j'ai regret à le dire, il y a dans *le Pressoir* plus d'une scène qui rappelle le ton du *Père de Famille.* Quand Pierre et Valentin vont se battre au bâton ou au compas, et que Pierre parle de leur titre de compagnon comme d'un titre de noblesse, il est impossible de ne pas songer aux phrases ampoulées du *Père de Famille.*

J'espère que l'auteur du *Pressoir* comprendra la supériorité de Sedaine sur Diderot dans le domaine dramatique, et ne confondra plus l'emphase avec la vraie grandeur : un talent aussi élevé que le sien ne doit pas trébucher deux fois. Quant aux sujets qu'il pourra choisir, la critique n'a pas de conseils à lui donner; le champ de l'imagination est infini. Toutefois il serait temps pour lui de renoncer à la peinture de la vie champêtre, et d'aborder franchement la vie à laquelle nous sommes mêlés. Les paysans madrés, les coquettes de village, n'excitent plus aujourd'hui qu'un intérêt assez tiède. Il serait digne d'un esprit aussi hardi d'attaquer les vices et les ridicules au cœur même de la ville. Quel que soit d'ailleurs le parti auquel il s'arrête, ce que le bon sens commande, ce que le goût exige, c'est la prévoyance. Concevoir et composer avant de se mettre à l'œuvre, c'est à ces termes élémentaires que se réduit toute poétique. L'auteur du *Pressoir* sait où il veut aller, mais ne prend pas la peine de prévoir le chemin par lequel il passera. Aussi plus d'une fois sa marche capricieuse a lassé la patience de l'auditoire. Avec moins de talent, il pourrait mieux faire, et qu'on ne prenne pas cette parole pour un paradoxe, car je n'exprime qu'une vérité vulgaire. Il y a dans le *Pressoir* autant de talent gaspillé que de talent utilement employé. C'est ce que les géomètres appellent une force perdue.

Revenons maintenant sur les trois formes de la poésie dramatique, et voyons à quelles conditions chacune de ces trois formes pourrait contenter tout à la fois le goût de la foule et le goût plus délicat des hommes voués à l'étude. Et d'abord, étant donné la cause du discrédit dans lequel est tombé le drame, il n'est pas difficile de deviner comment il pourrait retrouver la popularité dont il a joui pendant quelques années. En effet, depuis vingt ans, le drame ne s'est guère proposé que le côté anecdotique de l'histoire; quant à l'histoire proprement dite, il ne l'a presque jamais abordée. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'il rappelle si peu Shakspeare et Schiller. Je ne dis pas que l'étude approfondie de l'histoire suffise pour régénérer le drame, car il y aura toujours entre la science et l'invention un intervalle immense, que le génie seul peut combler; mais si la science ne suscite pas le génie, elle offre du moins à l'imagination une nourriture salutaire, et renouvelle ses forces. Je ne crois pas que le drame doive se proposer la reproduction littérale et complète de la réalité; cette prétention, annoncée hautement sous la restauration et soutenue par quelques œuvres ingénieuses, est une des hérésies les plus déplorables qui puissent se produire dans le domaine de l'art. Les disciples de l'école historique auront beau faire et beau dire : inventer et copier ne seront jamais synonymes. La connaissance complète d'une époque déterminée n'équivaudra jamais au pouvoir de la ressusciter : c'est une vérité évidente par elle-même; mais pour inter-

préter la réalité, pour la transformer sans la dénaturer, pour l'élever, pour l'agrandir, il faut la connaître. Or l'école dramatique de la restauration a presque toujours négligé cette condition. La plupart du temps elle n'emprunte à l'histoire que des noms, et sous ces noms elle produit des personnages que l'histoire n'a pas connus, dont le type ne se retrouve pas dans le passé. Que les poètes ignorent ou dédaignent les faits accomplis, peu importe; ce qu'il y a de certain, c'est que les drames représentés depuis vingt ans, sauf de très rares exceptions, n'offrent pas même une image infidèle du passé.

Or je pense que les poètes rendraient leur tâche plus facile en suivant la méthode conseillée par le bon sens, et qui ne saurait déplaire qu'à la paresse. Vouloir tout deviner, c'est se condamner à l'impuissance, car les génies les plus pénétrans, lors même qu'ils paraissent deviner, ne font qu'établir un rapport inattendu, mais légitime, entre des faits qu'ils connaissent depuis longtemps; leur sagacité ne va pas au-delà, et c'est déjà une part assez belle. La méthode suivie par l'école dramatique de la restauration contredit manifestement la raison. Au lieu de considérer la réalité comme le seul point de départ que l'intelligence humaine puisse avouer, elle proclame la souveraineté absolue de l'imagination. J'ai dit assez clairement ce que je pense du génie et de ses droits; je n'ai pas à y revenir. Dussent les poètes m'accuser de sacrilége, je pense que l'imagination peut ressusciter l'histoire, mais non la créer. L'oubli où sont ensevelies aujourd'hui tant d'œuvres applaudies d'abord avec fracas n'a pas à mes yeux d'autre origine que cette méprise. Que signifie en effet la méthode pratiquée par l'école dramatique de la restauration, sinon l'espérance de substituer la création à la résurrection? Quel jour a-t-elle prouvé son respect pour l'histoire, qu'elle invoquait pourtant à tout propos? Parfois, il est vrai, il lui arrivait de feuilleter les récits du moyen âge ou de la renaissance; mais son courage se lassait bien vite. Aussi qu'arrivait-il? N'ayant amassé en quelques semaines qu'une érudition confuse, elle n'en pouvait tirer parti. Si elle connaissait les noms des hommes et des choses, elle ignorait les choses et les hommes. Gênée par cette demi-science, elle s'en débarrassait pour marcher plus librement à la conquête de l'idéal. Or ce qu'elle nommait l'idéal, c'était tout simplement le caprice. Je n'ai pas à expliquer en quoi l'idéal diffère du caprice; si je l'essayais, le lecteur m'accuserait à bon droit de le traiter comme un enfant. La réalité historique une fois connue dans ses moindres détails et comprise dans son ensemble, car le second point est aussi important que le premier, l'imagination pouvait tenter de la ranimer, de lui donner une seconde vie. Le fait, soumis à l'épreuve de la réflexion, conduisait à l'idée, et l'idée, en passant du domaine de la conscience dans le domaine de l'art, change de nom et devient l'idéal poétique. C'est

pour avoir méconnu cette loi suprême, cette nécessité impérieuse, que l'école dramatique de la restauration est aujourd'hui condamnée à subir l'indifférence. Elle n'a pas voulu tenir compte des procédés constans de l'intelligence, et s'est attribué le droit d'inventer sans avoir réuni les élémens de l'invention. Une tentative aussi insensée, aussi arrogante n'allait pas à moins qu'à changer la nature humaine, et l'échec n'était pas difficile à prévoir. Si la mémoire en effet diffère profondément de l'imagination, l'imagination n'est jamais féconde quand la mémoire est déserte. Si cette affirmation n'était pas acceptée avec empressement par tous les bons esprits en raison même de l'évidence attachée à chacun de ses termes, j'invoquerais l'histoire entière de la pensée humaine; je montrerais tous les poètes dramatiques préparés à l'invention par l'étude de l'histoire, par les voyages, par la pratique de la vie, c'est-à-dire prenant possession de la réalité avant d'essayer de la transformer, de l'idéaliser. A cet égard, les témoignages sont si nombreux, que j'aurais l'embarras du choix.

Les poètes, une fois résignés à l'étude de l'histoire, auront fait un grand pas vers la vérité. Cependant leur tâche préliminaire ne finit pas là. Avant d'aborder la poésie proprement dite, il leur faut accepter une épreuve nouvelle : je veux parler de la réflexion. Le souvenir des faits ne suffit pas; l'histoire sans le secours de la philosophie n'offre à l'imagination qu'un thème obscur. C'est à la philosophie qu'il appartient de dégager l'idée représentée par le fait. Je sais que les poètes dédaignent généralement la philosophie aussi bien que l'histoire, qu'ils voient dans la réflexion comme dans la mémoire des béquilles utiles tout au plus aux petits esprits, et cependant je ne crois pas abuser de l'évidence en insistant sur l'importance de la réflexion; car il est hors de doute que la vérité humaine a manqué à l'école dramatique de la restauration aussi bien que la réalité historique. Les passions ne se devinent pas plus que les faits : pour les peindre, il faut les avoir senties ou contemplées; il faut avoir soumis à l'analyse, c'est-à-dire à la réflexion, ses souffrances personnelles ou les souffrances d'autrui. Les poètes de notre temps, lors même qu'ils nous annoncent la peinture de la vie moderne, repoussent avec un égal dédain la philosophie et l'histoire. Ils croiraient déroger en étudiant le passé; le deviner, à la bonne heure! c'est une besogne à leur taille, une entreprise digne de leur génie. Méditer sur les faits accomplis, sur l'origine et le développement des passions, fi donc! pour qui les prenez-vous? Sans doute pour des hommes ordinaires, obligés d'ouvrir les yeux pour saisir la forme et la couleur des choses : de telles conditions ne sont pas faites pour les intelligences privilégiées! Écoutez-les parler entre eux, lorsqu'ils ne redoutent pas les oreilles indiscrètes; recueillez ce qu'ils pensent d'eux-mêmes : ils savent dès qu'ils veulent savoir, ils voient sans regarder,

ils devinent le passé, ils devinent la nature humaine, ils dominent l'histoire et la philosophie, et ne descendent jamais jusqu'à les interroger. Tant que les poètes n'auront pas consenti à reconnaître les droits de l'histoire et de la philosophie, le drame n'offrira qu'un spectacle puéril; tant que l'histoire et la philosophie ne viendront pas en aide à l'imagination, elle ne produira que des œuvres éphémères. La foule aussi bien que les esprits studieux demande aux poètes dramatiques la peinture de la nature humaine; elle fait volontiers bon marché des temps et des lieux, mais elle veut à tout prix voir et entendre des hommes. Pour la contenter, les poètes ne peuvent donc se dispenser d'étudier au moins la conscience, s'ils ne veulent pas étudier le passé. Cependant je crois qu'ils agiraient plus sagement encore en consultant tour à tour l'histoire et la philosophie, car ils réussiraient ainsi à produire des œuvres tout à la fois vraies et variées. S'ils ne veulent pas survivre à leur renommée, ils n'ont pas d'autre méthode à suivre. C'est la plus laborieuse, mais la plus sûre.

La tragédie ne peut plus garder aujourd'hui la forme consacrée par le XVIIe siècle. Il faut absolument qu'elle aborde la vie familière de l'antiquité. Si elle persistait dans le ton solennel, les efforts les plus généreux, l'habileté la plus profonde, ne la sauveraient pas de l'indifférence. En abordant la vie familière, elle ne fera d'ailleurs que se montrer fidèle à son origine, car les œuvres tragiques représentées devant le peuple d'Athènes ne ressemblent guère aux œuvres tragiques applaudies par la cour de Louis XIV. Ce n'est pas que je conseille aux poètes de nos jours d'imiter servilement la Grèce. En suivant une telle voie, ils seraient assurés de ne jamais rencontrer la popularité; ils pourraient tout au plus intéresser quelques esprits studieux : or toutes les formes de la poésie dramatique doivent s'adresser à la foule. Qu'ils demandent donc à l'antiquité des inspirations, mais qu'ils n'essaient jamais de copier les modèles qu'elle nous a laissés. M. Leconte de Lisle (que j'ai chicané injustement sur les knémides de Pâris, puisque l'expression employée par Homère comme adjectif possède aussi une valeur substantive), M. Leconte de Lisle, qui comprend si bien l'antiquité, pourrait, je crois, s'essayer dans la tragédie. S'il consentait à ne pas mêler ses sentimens individuels aux sentimens qui doivent animer les personnages, il obtiendrait l'attention et la sympathie de toutes les âmes délicates, et la foule n'assisterait pas sans émotion au développement d'une action, tout à la fois simple et pathétique, dont la Grèce aurait fourni tous les élémens. Pour tenter la tragédie, pour dédaigner les railleries qu'on lui prodigue chaque jour, il faut une certaine trempe d'intelligence que je crois reconnaître dans *Hélène* et dans *Niobé*.

La Grèce n'est pas d'ailleurs la source unique où doive puiser la tragédie. La Bible n'est pas une source moins riche et moins féconde

que les poèmes homériques. Si les chœurs d'*Esther*, d'*Athalie*, réunissent tous les suffrages par l'élégance du langage et l'élévation des sentimens, on peut sans impiété discuter la fidélité des tableaux présentés par le poète. Il serait imprudent sans doute de reprendre les sujets traités par Racine; mais il n'y a ni témérité ni présomption à s'engager dans la voie ouverte par lui sans suivre ses traces. Quoique Racine, en effet, pour écrire *Esther* et *Athalie*, se soit nourri de l'Ancien Testament, quoiqu'il ait dérobé tantôt au Livre des Rois, tantôt aux prophètes plus d'une expression hardie, plus d'un tour inattendu, ces deux admirables tragédies sont un peu trop françaises. Un poète qui choisirait dans la Bible un sujet tragique pourrait se montrer plus vrai, je ne dis pas dans le domaine des sentimens humains, mais dans le domaine historique. Ce dernier genre de vérité, dont Racine se souciait peu, n'est pas d'ailleurs la seule nouveauté que devrait se proposer un poète de nos jours. Si la vie familière trouve une grande place dans la poésie grecque, elle ne tient pas une place moins importante dans l'Ancien Testament. C'est pourquoi je pense que la tragédie biblique offrirait un puissant intérêt, si le poète acceptait franchement les conditions que je viens d'énoncer.

La vieille Italie se prêterait aussi docilement que la Grèce et la Judée au renouvellement de la forme tragique. J'admire aussi vivement que personne *Horace* et *Cinna*, *Sertorius* et *Nicomède;* je pense pourtant que les poètes de nos jours pourraient interroger Tite-Live et Tacite sans manquer de respect pour le génie de Corneille. L'histoire du peuple romain est aujourd'hui mieux étudiée, mieux comprise qu'au XVIIe siècle. Nous attachons plus d'importance aux traits qui lui appartiennent en propre, et nous ne cherchons pas dans la vieille Italie l'image de la France. Nous tenons compte de tous les élémens dont se compose la vie d'une nation, depuis l'industrie jusqu'à la religion. Si les poètes s'adressaient aujourd'hui à la patrie de Brutus et de Néron, ils seraient forcés d'être nouveaux sous peine de n'être pas écoutés, et quand je dis nouveaux, je n'ai pas besoin d'expliquer la portée de ma pensée : le respect de l'histoire serait une véritable nouveauté au théâtre.

Il y a pour la tragédie ainsi conçue, ainsi renouvelée, un écueil facile à prévoir. Il est à craindre que la Grèce, la Judée, l'Italie, mieux étudiées, mieux comprises, ne détournent les poètes tragiques de l'analyse et de la peinture des sentimens humains. C'est un danger sans doute, mais il ne faut pas l'exagérer. L'histoire sans la philosophie n'est qu'un passe-temps puéril, et j'aime à croire que les poètes qui auraient pris la peine de sonder l'antiquité n'oublieraient pas d'interroger leur conscience avant de se mettre à l'œuvre. L'écueil dont j'ai parlé ne serait vraiment périlleux que pour les esprits

frivoles. Quant aux intelligences élevées, elles n'ont pas à s'en inquiéter, car elles ne cherchent dans l'histoire que l'expression des idées et des passions humaines. La couleur des faits n'est pas ce qui les séduit. Nous n'avons pas à redouter qu'elles oublient l'homme pour le costume ou l'ameublement. Le temps de ces badinages est aujourd'hui passé; l'archéologie cède le pas à la philosophie. La foule ne se contente pas du plaisir des yeux, elle demande des émotions et des enseignemens.

Quant à la comédie, il semble que nous n'ayons pas le droit de nous plaindre. Il n'y a pas une nation en Europe qui produise, bon an, mal an, une telle quantité d'ouvrages consacrés à la peinture des vices et des ridicules. Quittez la France, et vous trouverez en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Espagne, les plaisanteries applaudies sur nos théâtres de boulevard. L'Europe accueille avec empressement les moindres parcelles de l'esprit français. Serons-nous plus sévères que l'Europe? Nous reconnaissons volontiers tout ce qu'il y a d'ingénieux et d'égrillard dans ces improvisations de chaque jour; mais nous ne saurions les accepter comme des œuvres dignes d'une étude attentive. Nous avons la comédie de mœurs et la comédie de fantaisie; à côté des ridicules éphémères esquissés par un crayon habile, nous avons des boutades hardies qui relèvent du seul caprice, qui égaient les plus moroses pendant une soirée. Avons-nous la comédie de caractère, la seule qui mérite vraiment le nom de comédie, qui réunisse le plaisir à l'enseignement? Qui oserait le dire? L'esprit le plus bienveillant ne saurait accepter pour héritiers de Molière les écrivains qui ont pris aujourd'hui possession de la scène comique. On dit et on répète à satiété que la comédie de caractère est une forme vieillie, qu'il faut y renoncer sous peine de se condamner à d'éternelles imitations. Pour ma part, je suis loin de partager cet avis : je crois fermement qu'il est permis de revenir à la comédie de caractère sans copier le XVIIe siècle, sans copier Plaute et Térence, que Molière n'avait pas négligés. Sans doute les types ne sont pas innombrables; mais ils se renouvellent et se rajeunissent. Les vices et les ridicules que Molière semble avoir épuisés ne sont pas aujourd'hui ce qu'ils étaient sous Louis XIV. Si le fond est demeuré le même, l'apparence a changé. La comédie telle que la comprenait Aristophane est aujourd'hui impossible parmi nous pour des raisons que je n'ai pas besoin de déduire. La comédie de mœurs, attrayante et gaie, j'en conviens, représentée de nos jours par des œuvres ingénieuses dont je n'entends pas contester le mérite, n'offre pourtant qu'un intérêt secondaire. Il faut donc revenir à la comédie de caractère. Est-ce à dire que je conseille aux poètes de notre temps de calquer *le Misanthrope* et *les Femmes savantes*, et de réduire leur tâche à la reproduction servile des pensées enfantées par un génie

puissant? Un tel conseil ne sortira jamais de ma bouche. Je recommande le procédé de Molière comme excellent, mais il me semble que le procédé une fois accepté, il y a diverses manières de l'appliquer. Tout en conservant à l'analyse des sentimens une place importante, il n'est pas défendu d'introduire dans le développement de la fable un peu plus de mouvement. Ce qu'il faut étudier, ce qu'il faut méditer sans relâche, c'est l'art profond qui a présidé à la création de ces œuvres savantes que le vulgaire croit écrites sans effort; là les moindres incidens relèvent de la nature même des personnages, tandis que, dans les comédies qui se multiplient sous nos yeux, nous voyons presque toujours le caractère des personnages sacrifié au désir de prodiguer, de varier les incidens. La méthode inaugurée au XVIIe siècle est d'une pratique plus difficile que la méthode inaugurée de nos jours; mais le but qu'elle se propose est bien autrement élevé que le but rêvé par les écrivains de notre temps. La comédie de caractère part de la réalité pour s'élever jusqu'à la vérité, jusqu'à l'expression idéale des vices et des ridicules; la comédie de mœurs ne cherche et ne voit rien au-delà de la réalité. Or, dans la comédie comme dans la tragédie, comme dans le drame, l'imitation n'est qu'un moyen, et rien de plus; c'est ce que Molière, Corneille et Shakspeare ont compris, ce qu'ils ont affirmé, ce qu'ils ont démontré dans toutes leurs œuvres. Dans *l'École des Femmes* comme dans *Cinna*, comme dans *Hamlet*, l'idéal domine la réalité.

Vérité vulgaire, me dira-t-on, vérité inutile à rappeler! Pourquoi donc cette vérité si vulgaire est-elle méconnue aujourd'hui par la plupart des écrivains? Ils croient avoir touché le but quand ils ont copié ce qu'ils voient. Il n'est donc pas hors de propos de reprendre en main la cause de l'idéal. La comédie, qui, pour les esprits inattentifs, semble circonscrite dans les limites de la vie réelle, n'offre pas à l'imagination un champ moins vaste que la tragédie et le drame, et je ne crois pas gaspiller mes paroles en développant de nouveau une idée déjà développée tant de fois. De toutes les formes de la pensée, la forme dramatique est aujourd'hui celle qui semble étudiée avec le plus d'ardeur; à ne consulter que le chiffre des pièces représentées chaque année, il ne serait pas permis d'en douter. Pour moi, je pense que la vérité se trouve dans l'affirmation contraire. L'industrie dramatique est une des plus florissantes de notre pays : l'art dramatique n'est pas cultivé avec autant de ferveur et de désintéressement que la poésie lyrique. Tant que l'idéal n'aura pas repris au théâtre le rang qui lui appartient, nous verrons l'art étouffé par l'industrie. C'est pourquoi je ne me lasse pas de proclamer l'insuffisance de l'imitation. Le paradoxe le plus ingénieux, le plus attrayant, ne vaut pas la plus vieille des vérités.

GUSTAVE PLANCHE.

LA CONVENTION

Histoire de la Convention nationale, par M. de Barante; tomes III, IV, V et VI.

Il y a deux ans, lorsque M. de Barante commençait cette publication maintenant achevée, l'histoire de la convention avait, il faut le dire, plus d'à-propos qu'aujourd'hui. C'était un sujet de circonstance. Nous sortions de 1848, nous touchions à 1852 : on avait fait un 10 août, on nous promettait une terreur. Chacun avec anxiété cherchait dans nos fastes révolutionnaires le souvenir ou l'exemple, soit des excès qu'il avait vus la veille, soit des calamités qu'il attendait le lendemain. Tout cela, nous le reconnaissons, est déjà loin de nous; mais parce que l'ouragan, dont tant de gens avaient peur, s'est évanoui avant de naître, parce que le vent s'est élevé d'un autre point de l'horizon et nous a transportés tout d'un trait en brumaire sans passer par prairial, s'ensuit-il qu'une exacte peinture des misères et des crimes que peut engendrer chez nous la fièvre démocratique soit désormais hors de saison?

M. de Barante ne l'a pas cru. Il a continué son œuvre, comme si rien n'était changé, sans se détourner ni se ralentir. Et maintenant sa tâche est remplie. Nous avons un récit véridique et complet de ces trois années formidables, la plus dure, la plus horrible épreuve qu'ait subie notre patrie. Un tel livre a beau ne pas répondre aux préoccupations du jour, il n'en est pas moins opportun et salutaire. C'est dans les temps de calme et de silence qu'il faut s'aguerrir à la tempête. L'esprit démagogique n'est pas toujours menaçant, il a ses heures de lassitude, ses momens de défaillance; mais se tient-il jamais pour battu? est-il jamais plus à craindre que lorsqu'il paraît endormi? Ce n'est donc pas un anachronisme que de méditer, même

aujourd'hui, sur ces temps de sinistre mémoire, et de signaler à un pays où tout s'oublie si vite l'abîme constamment ouvert sous ses pas. Il y a des gens, nous le savons, qui fuient ces souvenirs, de peur de troubler leur repos. Il leur faut de moins sombres lectures. A quoi bon étudier des temps qui ne reviendront plus? — Ils ne reviendront plus si vous êtes sur vos gardes, si les générations qui vous suivent ne s'engourdissent pas dans un oubli trompeur, si le danger leur apparaît et les tient en éveil. Il faut donc leur parler des maux que nos pères ont soufferts, leur en dire les vraies causes, les préparer d'avance à n'être dans l'occasion ni effrayées ni surprises. Voilà ce qui donne à l'œuvre de M. de Barante un éternel à-propos.

Pas plus aujourd'hui qu'il y a deux ans nous ne voulons analyser cette histoire (1), en suivre pas à pas les dates et les faits, en réciter la table des matières; mais pour achever d'apprécier le plan, le but, la méthode de l'auteur, pour faire sentir l'esprit, le caractère général de son œuvre, est-il un moyen plus sûr que de le suivre dans son récit? Parcourons donc ces quatre nouveaux volumes, essayons d'en signaler au moins les sommités et de nous orienter ainsi au travers des événemens et des péripéties qu'ils renferment.

Le second volume s'arrêtait aux approches du 31 mai. Le troisième est consacré d'abord à reprendre et à raconter en détail les faits précurseurs de la crise. Triste récit où apparaît pour la dernière fois l'imprévoyante faiblesse des girondins! Dans ces deux mois qui précèdent leur chute, ils préparent eux-mêmes tout ce qui doit la précipiter. C'est par eux que le tribunal révolutionnaire était né; c'est encore d'eux que vient le comité de salut public. Ils font décréter la dictature, sans s'être au moins assurés qu'ils l'exerceront par eux-mêmes. La destinée de ces hommes de parole, qui avaient besoin de la liberté, qui l'invoquaient sans cesse, était d'être les premiers auteurs de toutes les lois qui l'étouffaient. Et pourtant que de leçons, que d'avertissemens n'avaient-ils pas reçus? Au moment où Isnard, pour échapper à une difficulté passagère, pour écarter les soupçons de complicité avec Dumouriez, demandait, au nom de ses amis, cette création nouvelle, ce comité d'exécution entre les mains duquel l'assemblée devait abdiquer, leurs ennemis n'avaient pas pris la peine de déguiser la portée du projet. Marat, de sa voix cynique, avait dit à l'assemblée : « Il faut qu'on sache bien ce que nous allons voter. C'est la violence, c'est le despotisme de la liberté qu'il s'agit d'organiser pour écraser le despotisme des rois. » La franchise du commentaire souleva bien quelque objection : les girondins hésitèrent, mais n'en votèrent pas moins. Après avoir lancé l'assemblée, reculer n'était plus possible : le vote fut rendu. Ils venaient de doter leur pa-

(1) Voyez la livraison de la *Revue* du 1er octobre 1851.

trie de l'instrument de tyrannie le plus puissant qui ait jamais existé.

Puis, quelques jours après, à quoi dépensent-ils leurs efforts? Qu'obtiennent-ils de l'assemblée à force d'éloquence? L'accusation de cet abject Marat. Satisfaction puérile! Ils lui ménagent un triomphe. Ce tribunal où ils l'envoient, ce tribunal dont l'invention leur appartient, ils l'ont laissé peupler de leurs plus fougueux ennemis. Marat absous, applaudi, couronné de fleurs, transporté sur les bras d'un cortége déguenillé, revient insolemment s'asseoir sur ces bancs qu'ils avaient cru purger de sa présence, et s'apprête à commander contre eux un plus sérieux ostracisme.

Malgré cette série d'impardonnables fautes, ils avaient alors pour eux, ne l'oublions pas, les vœux, les sympathies, les secrets encouragemens des opprimés de tous les partis, c'est-à-dire de la France muette et tremblante, de la France, les jacobins exceptés. Plus les sans-culottes grandissaient en audace, en démence, en fureur, plus les girondins gagnaient en estime et en bonne renommée. La société dissoute et dispersée, sans courage et sans espoir, se tournait vers eux avec reconnaissance comme vers ses derniers défenseurs. « On oubliait, dit M. de Barante, le mal qu'ils avaient fait l'année précédente, l'encouragement qu'ils avaient donné à la faction qui les menaçait aujourd'hui, le 10 août qu'ils avaient suscité et dont ils réclamaient la complicité, leur coopération empressée ou docile à toutes les mesures révolutionnaires, la mort du roi lâchement votée, tout leur passé si récent : on voyait en eux des sauveurs. » Dans les départemens, dans les villes surtout, à Bordeaux, à Lyon, à Marseille, on leur tressait des couronnes, on chantait leurs louanges, on leur envoyait des adresses et des députations. Ce mouvement des esprits, où ne se mêlait encore aucune pensée de royalisme ni de contre-révolution, avait gagné l'assemblée elle-même : la majorité, jusque-là flottante, se décidait de plus en plus pour la gironde. Qu'on juge de la rage des jacobins! Ils étaient avertis par leur vaste correspondance que partout ils perdaient du terrain. A Paris même l'influence allait leur échapper. Si une fois les modérés devenaient les plus forts, s'ils faisaient la constitution, s'ils composaient un gouvernement, c'en était fait de la puissance jacobine. Il n'y avait donc pas à balancer, il fallait un coup de force, un coup d'état, un nouveau 10 août; il fallait traiter la convention comme on avait traité la monarchie. De là le 31 mai.

Cette journée était depuis six mois dans la pensée de Robespierre; dès que l'urgence en fut comprise par le parti tout entier, vers la fin d'avril environ, le travail insurrectionel commença. Il faut suivre dans le récit de M. de Barante les longs apprêts, les savans préliminaires de cette émeute. Ce sont des détails instructifs. Les traditions du 20 juin et du 10 août étaient encore toutes fraîches, on s'y con-

forma ponctuellement, selon l'usage des partis, qui copient à satiété les moyens qui leur ont une fois réussi. Il y avait lieu pourtant, en cette circonstance, à procéder plus simplement. Tant de précautions et de conciliabules n'étaient pas nécessaires : on complotait à coup sûr. Que pouvaient les girondins? Ils avaient contre eux la commune, le tribunal révolutionnaire, tous les agens de l'autorité publique; ils ne pouvaient donner un ordre sans être désobéis. Dans le lieu même de leurs séances, les tribunes publiques vociféraient contre eux sans qu'ils eussent le pouvoir de chasser les perturbateurs. Il est vrai qu'au scrutin ils avaient la majorité, c'est-à-dire quelques voix de plus que leurs adversaires, voix timides, incertaines, toujours prêtes à les abandonner. Mieux eût valu quelques soldats : ils n'en avaient pas un. Les seules troupes qu'il y eût alors dans Paris étaient quelques milliers de volontaires recrutés dans les cabarets pour la guerre de Vendée, et soldés par la commune, qui les avait mis sous les ordres du septembriseur Henriot. Ainsi ceux contre qui tant de gens conspiraient n'étaient pas difficiles à vaincre. Ils n'avaient que des phrases pour lutter contre des bras, des piques, des canons, et leurs plus grands ennemis, c'étaient encore eux-mêmes, c'étaient leurs indécisions, leurs faiblesses, leur incurable imprévoyance. S'ils avaient été d'autres hommes, ils auraient eu des défenseurs : une partie des sections se prononçaient pour eux sans oser se mettre en mouvement. En payant de leur personne, ils les auraient entraînées, et alors quel désarroi dans les rangs de l'insurrection! La moindre démonstration de résistance eût dérangé tous les calculs. N'avait-on pas vu, dans la soirée du 26 mai, la société des jacobins éperdue, consternée à la seule nouvelle que la section de la Butte des Moulins venait de prendre les armes pour l'assemblée? L'idée qu'un modéré pût se battre faisait sur ces buveurs de sang l'effet d'un coup de foudre; la séance fut suspendue; il fallut que Robespierre les gourmandât et leur prouvât que la nouvelle était fausse, sans cela ils ne l'auraient point écouté. Avis éternel à ceux qui ont affaire à la démagogie : elle n'avance que quand on recule; dès qu'on marche en avant, elle fuit.

Danton, avec ce langage pittoresque et grossier dont il usait dans les couloirs et qui valait cent fois mieux que ses déclamations de tribune, dépeignait à merveille la situation des deux partis : « Je sais bien, disait-il, que nous sommes en minorité dans l'assemblée; nous n'avons pour nous qu'un tas de gueux qui ne sont patriotes que quand ils sont soûls. Nous sommes un tas d'ignorans : Marat n'est qu'un aboyeur, Legendre n'est bon qu'à dépecer sa viande, les autres ne savent que voter par assis et lever. Nous sommes bien inférieurs en talens aux girondins; mais si nous avions le dessous, ils nous feraient un crime des journées de septembre, de la mort de Capet et du 10 août, dont ils ont été d'accord. Il faut donc marcher sur eux : ce

sont de beaux parleurs qui délibèrent et qui tâtonnent; nous avons plus d'audace qu'eux, et la canaille est à nos ordres. »

C'était bien juger son monde. Tout se passa comme il avait prévu. Les beaux parleurs tâtonnèrent, et au dernier moment tentèrent un expédient qui hâta la catastrophe. Une commission extraordinaire de douze membres, placée momentanément au-dessus du comité de salut public lui-même, fut chargée de veiller à la défense de l'assemblée. Le scrutin y fit entrer douze girondins, avec mission de faire de la force, bien que la majorité, en les nommant, fût résolue d'avance à les abandonner si par hasard ils en faisaient. La commission renouvela la faute commise le mois précédent; au lieu de casser la commune et d'éteindre hardiment ce foyer d'insurrection, elle fit arrêter un homme. Ce ne fut plus Marat, ce fut Hébert, le substitut de la commune, l'ignoble auteur du *Père Duchêne*. De ce moment, la populace eut un mot d'ordre plus commode et moins contestable que l'expulsion des députés de la droite; elle demanda la liberté d'Hébert et la suppression de la commission des douze. A peine sa voix eut-elle grondé, que la pauvre commission, dans un abattement indicible, lâcha son prisonnier et offrit sa démission. C'était abdiquer devant l'émeute, arrêt de mort de tout pouvoir, quel qu'il soit. Le dénoûment devenait inévitable; il fut aussi prompt qu'au 10 août. Les deux coups de main, comme les deux complots, étaient calqués l'un sur l'autre; ce furent les mêmes rôles, presque les mêmes acteurs. Il y manqua pourtant le dévouement des Suisses, car personne ne se fit tuer cette fois. Pache, le nouveau maire, suivit dévotement la trace de son prédécesseur : il rassura la convention jusqu'au dernier moment, comme Pétion avait rassuré le roi. « Ce n'est rien, disait-il quand le tocsin sonnait, quand le canon grondait, quand le Carrousel était envahi par Henriot et sa bande, ce n'est rien qu'une insurrection morale. » Pétion n'avait pas mieux dit; mais cette fois Pétion était à la place du monarque : il allait, lui aussi, assister à sa déchéance. Et tout cela en moins d'une année! Quelle leçon! quel éclair dans cette nuit profonde! quelle intervention manifeste de la divine justice!

Quand Dieu par plus d'effets montra-t-il son pouvoir?

Mais les yeux ne devaient pas s'ouvrir, et la nuit n'en devint que plus profonde.

Si la lutte était encore possible avant le 31 mai, si les girondins, à leur poste, pouvaient risquer utilement leur vie, ils ne le pouvaient plus le lendemain. Les uns, et les plus notables, se soumirent au décret d'arrestation; d'autres, plus prudens, se cachèrent dans Paris; ceux qui s'échappèrent pour en appeler à la force firent vainement un essai de guerre civile. Non-seulement ils avaient porté à Évreux et à Caen ces faiblesses de caractère qui les avaient perdus à Paris,

mais leur cause n'intéressait plus personne. Les mécontens de tous les partis qui les soutenaient la veille, lorsque le pouvoir était nominalement à eux, n'avaient aucune envie de se faire tuer pour le leur rendre. Autre chose est aider de ses vœux et même de ses efforts un gouvernement qu'on n'aime pas, afin d'en éviter un pire; autre chose en renverser un, si mauvais qu'il soit, sans savoir à qui profitera sa chute. On se contente d'un pis-aller quand on le tient, on ne se bat pas pour le conquérir. M. de Barante demande avec raison à qui pouvaient s'adresser les girondins proscrits? Aux amis de la monarchie? Ils se vantaient de l'avoir renversée. Aux parens des émigrés? Il n'était pas une loi de spoliation ou de sang qu'ils n'eussent proposée ou votée. Aux familles religieuses? Ils tenaient à honneur d'avoir persécuté les prêtres. Ils n'avaient de soutiens naturels que les républicains modérés, parti peu nombreux même alors, habile à faire les affaires de la démagogie, incapable de jamais sauver ni sa cause ni ses amis. La révolte des girondins était donc chimérique. C'était encore de la déclamation. Au bout de quelques semaines, il ne resta plus vestige de leur échauffourée. Lyon lui-même, qui seul avait vaillamment résisté, succomba dans sa lutte héroïque, et la montagne n'eut plus en face d'elle à l'intérieur d'autres ennemis que les paysans vendéens. Ceux-là étaient redoutables, parce qu'ils étaient des cœurs simples, obéissant à leurs croyances, et non des rhéteurs fourvoyés luttant pour leur ambition; mais ces derniers champions de la foi croyaient à l'impossible, à la résurrection pure et simple de l'ancien régime, sans mélange ni transaction. De là leur enthousiasme et leurs victoires; de là aussi leurs inévitables revers. Les Vendéens succombèrent comme avaient succombé les Lyonnais; en moins de six mois, ils cessaient d'être redoutables aux vainqueurs du 31 mai.

Ces luttes locales, partielles, isolées, sans unité d'opinion ni de drapeau, et par conséquent impuissantes, avaient pourtant un résultat. Pour la première fois depuis quatre ans, la France venait de se débattre contre l'insurrection. Jusque-là l'insurrection avait été acceptée comme un juge souverain et sans appel, donnant à qui bon lui semblait le pouvoir. Roi, assemblée, magistrats, fonctionnaires, corps publics, simples citoyens, tout le monde s'était incliné devant la toute-puissance de l'insurrection. Pour la première fois, on venait de contester ses arrêts, audacieuse nouveauté que les vainqueurs ne pouvaient souffrir. Ils allaient essayer d'étouffer dans son germe cet esprit d'affranchissement; ils allaient se fortifier dans la France vaincue et soumise comme dans une citadelle imprenable, au moyen d'un régime d'oppression et d'extermination systématique qu'aucun peuple civilisé n'avait encore subi. L'histoire conservait le souvenir des gouvernemens violens et sanguinaires qui avaient pratiqué la terreur;

ce qu'elle n'avait jamais vu, c'était un gouvernement professant la théorie de la terreur, en faisant une institution et une arme légale pour assassiner de propos délibéré toute une partie du peuple soumis à sa domination. L'histoire parlait aussi de gouvernemens révolutionnaires, c'est-à-dire nés du triomphe de la force, mais travaillant aussitôt à corriger ce vice originel et à s'assimiler aux anciens gouvernemens; ce qui ne s'était jamais vu, c'était un gouvernement se proclamant lui-même révolutionnaire, se déclarant incompatible avec tous les pouvoirs existans, leur jetant à tous un défi, et se donnant la mission de perpétuer indéfiniment la tempête d'où lui-même était sorti.

Tel fut pourtant le programme des hommes que la défaite des girondins laissait maîtres de la France, programme qu'ils rédigèrent en décret solennel, et que la convention, décimée et muette, vota le 10 octobre. Entre le 31 mai et le 10 octobre, tant qu'il y avait eu sur un point quelconque du territoire une lutte plus ou moins énergique, une ombre de protestation, les vainqueurs avaient ajourné cette proclamation publique de leur système. La terreur et le gouvernement révolutionnaire existaient déjà de fait, ils n'avaient pas encore pris place au Bulletin des lois; le tribunal était en exercice, il n'osait pas encore s'affranchir d'un semblant de procédure; la guillotine se dressait quelquefois, elle ne fonctionnait pas tous les jours. Ce ne fut qu'après la prise de Lyon, après les premiers désastres des Vendéens que Robespierre et Saint-Just se crurent assez forts, assez sûrs du lendemain pour mettre pompeusement la terreur à l'ordre du jour.

De ce moment, l'histoire n'est plus qu'un nécrologe, et M. de Barante semble accomplir un devoir funèbre en continuant son récit. Il ne parle pourtant que des plus illustres condamnés, de ceux qui tombent les premiers dans ce massacre juridique; mais la liste en est longue. En entrant dans de touchans détails sur les dernières heures de leurs vies, c'est presque une consolation qu'il nous donne : ainsi qu'il le dit lui-même : « Le courage et la noble contenance des victimes relèvent l'honneur national souillé par les bourreaux. »

Ce qui étonne, ce qui confond dans cet affreux régime, ce n'est pas son atrocité seulement, c'est sa durée. Le sac d'une ville, quelque désespérée qu'ait été la défense, quelque féroces que soient les vainqueurs, ne se prolonge pas au-delà de quelques jours; les bras se lassent de frapper; la satiété, le dégoût, mettent fin au carnage : ici le carnage a duré dix mois, sans interruption, sans relâche, les bourreaux s'échauffant toujours à mesure que les têtes tombaient. Et vingt-cinq millions d'hommes ont assisté à ce spectacle, le cœur paralysé, les bras glacés par la peur. Paris, pendant ces dix mois, a vu chaque jour, aux mêmes heures, le fatal tombereau suivre les mêmes rues,

toujours chargé de victimes humaines, et jamais un cri généreux n'est parti de la foule, jamais un noble effort n'a seulement été tenté; que dis-je? toujours il s'est trouvé des hommes, des femmes, des enfans pour jeter à ces malheureux des outrages et de la boue. Que faisaient donc les gens de bien? Chacun ne songeait qu'à soi, ne connaissant plus en ce monde d'autre soin, d'autre devoir que d'éviter la mort. Pour se sauver, les uns déguisent leur demeure, chargent leurs cheminées de bustes de Marat, tapissent leurs murs de ses images, s'abonnent aux journaux sans-culottes; d'autres se déguisent eux-mêmes, endossent la carmagnole, s'en vont à la section, jurant comme des crocheteurs, opinant comme des jacobins et finissant leur journée par entonner le soir *la Marseillaise* à l'Opéra, car les théâtres étaient ouverts, et dans les journaux du temps vous lisez sur la même page les noms des condamnés mis à mort le matin et ceux des comédies qui se joueront le soir!

Quand on n'a pas vécu dans ces temps désastreux, on ne peut s'en faire une idée; tant de crime et tant de lâcheté, notre esprit se refuse à y croire! Et pourtant, si jamais Dieu nous condamnait à revoir de tels jours, serions-nous plus vaillans que nos pères? Que de raisons d'en douter, — à commencer par cet égoïsme que les divisions des partis, leurs sottes rivalités, leur amour-propre invincible nous ont inoculé plus profondément que jamais, puis aussi cette doctrine si bien enracinée chez nous, que, quel que soit le gouvernement qui s'empare de la France, les gens de bien lui doivent leurs services et ne peuvent abandonner leurs fonctions! Admirable instrument de toutes les tyrannies! Croit-on que la terreur, par exemple, se fût ainsi établie et perpétuée, si tous ceux qui dans la convention la maudissaient tout bas avaient eu dès le premier jour, dès le lendemain du 31 mai, le courage alors facile de résigner leur mandat, de laisser à la montagne seule la responsabilité de ses crimes? Sans la sanction de leur présence, sans l'autorité d'une assemblée revêtue d'un caractère légal, c'est-à-dire en nombre suffisant pour voter, jamais les plus hardis montagnards, jamais surtout Robespierre, n'auraient seulement conçu ce qu'ils ont osé. Tenter alors des élections était chose impossible : il leur fallait une assemblée, et ils n'avaient que celle-là. Les membres de la plaine et du marais, les débris de l'ancien côté droit étaient donc pour Robespierre des instrumens indispensables; c'est à ce titre qu'il les a non-seulement sauvés de la guillotine, mais ménagés et caressés. Sans cet échange de bons offices, le salut de ces muets, de ces types du modérantisme, serait une énigme inexplicable. De telles complicités nous semblent plus honteuses que le crime lui-même. Les vrais coupables du sang versé ne sont pas seulement ceux qui l'ont répandu pour leur compte,

francs scélérats qui dans leurs discours affectaient, professaient, outraient, s'il est possible, leur propre scélératesse; ce sont ces hommes qui n'ont pas même osé fuir les bancs d'où leurs collègues venaient d'être arrachés, qui tous les matins sont venus s'y rasseoir, comme des automates, assidus, silencieux, se levant, s'asseyant dix fois, vingt fois par jour pour convertir en lois le vol ou l'assassinat : misérable métier qu'ils acceptaient pour vivre, uniquement pour vivre, comme l'un d'entre eux l'a depuis confessé!

A ce spectacle monotone et lugubre s'entre-mêlaient parfois des coups de théâtre imprévus. Le public étonné voyait passer sur la charrette les proscripteurs en guise de proscrits, et bien qu'après chacune de ces crises la persécution redoublât et le sang coulât à plus grands flots, il accueillait avec une joie secrète ces commencemens de réparation et de justice; sa patience s'en ranimait; il en concluait que ses maux pouvaient enfin avoir un terme. Deux châtimens de ce genre occupent une place principale dans l'histoire de la terreur et sont comme le prélude d'un châtiment plus solennel, du 9 thermidor. A quinze jours d'intervalle, les *hébertistes* d'un côté, les *dantonistes* de l'autre, sont frappés par le comité, c'est-à-dire par les trois hommes qui le dominent, Robespierre, Saint-Just et Couthon. Ces deux coups d'état sont des 31 mai en miniature, de même que le 31 mai lui-même n'est qu'un diminutif du 10 août. Les procédés se simplifient avec l'expérience : on ne convoque plus la canaille, on n'arme plus les sections; point de canon, point de tocsin; on fait tout simplement arrêter dans leur lit les hommes dont on veut se défaire, et Paris à son réveil apprend que le père Duchêne et ses ignobles compagnons, ces extravagans démoniaques, vont passer par la guillotine, que la commune est renversée, cette commune par qui fut fait le 31 mai, par qui sont au pouvoir ceux qui la déciment aujourd'hui. Le comité la détruit pour n'être pas détruit par elle, et Paris d'applaudir : il n'en est pas plus libre, mais c'est toujours des oppresseurs, des aboyeurs de moins!

Puis quinze jours après, le 2 avril, c'est le tour de Danton. Il est accusé, qui l'eût cru? de modération, de clémence. Il a pris en dégoût les massacres depuis qu'il ne les commande plus. Il s'est aperçu, un peu tard, qu'on ne fondait rien dans le sang; il voudrait modérer, régulariser le torrent que sa violence a déchaîné; en un mot, il se fait girondin. Il rêve, il poursuit des chimères, comme ces beaux parleurs dont naguère il se moquait. Comme eux, au lieu d'agir, il délibère, il tâtonne : plus d'audace, plus de Danton. Une fois dans le cachot d'Hébert, il ne pèse pas plus que lui; sa mort étonne un peu plus, réjouit un peu moins, mais n'émeut pas davantage.

Après ce double coup, la table est rase à gauche aussi bien qu'à

droite. Les triumvirs ou plutôt les décemvirs, car le comité n'est pas encore divisé, n'ont plus rien qui leur porte ombrage. « Maintenant, s'écrie Robespierre, nous sommes dégagés des conspirateurs, nous n'avons plus d'obstacle à rendre le peuple heureux. » Et pour travailler au bonheur du peuple, il fait ajouter quatre sections au tribunal révolutionnaire, afin d'imprimer à la justice une salutaire activité, afin que le peuple ait la consolation de voir tomber moins lentement la tête de ses ennemis. Puis, comme en dépit de ce renfort le sang ne coulait pas assez vite, comme les prisons, encombrées par la *loi des suspects,* ne se vidaient pas assez tôt, le génie révolutionnaire enfante son chef-d'œuvre, la loi du 22 prairial, la *loi des condamnés,* la loi de l'extermination en masse. Plus d'instruction, plus d'interrogatoires préalables, plus de témoins, plus de défenseurs; rien que des *preuves morales* et la *conscience* du juge! « La convention frémissait d'épouvante, nous dit M. de Barante, en écoutant Couthon développer ce projet. » Il fallut pourtant le voter séance tenante, sans sursis, sans amendement. « Point de délai, répondait Robespierre à quelques voix timides murmurant l'ajournement, vous devez décréter sur-le-champ, parce que vous n'êtes plus sous l'empire des factions, parce que tout délai serait pour les conspirateurs un moyen de corrompre l'opinion; quiconque est embrasé de l'amour de la patrie doit accueillir avec transport le moyen de frapper ses ennemis. »

Voilà comment le dictateur usait de sa victoire. Devenu tout-puissant, maître absolu, il semblait de plus en plus avide de vengeance et de sang. Moins on lui résistait, plus il était impitoyable. Les quatre derniers mois de son règne, depuis la mort de Danton jusqu'au 9 thermidor, virent tomber plus de victimes que tous les autres ensemble. C'est la terreur dans la terreur. A Paris, sous les yeux de la convention et des triumvirs, le nombre des exécutions alla toujours croissant jusqu'à l'heure de la délivrance; mais là du moins les têtes ne tombèrent qu'une à une. En province, on perdait moins de temps : les mitraillades de Lyon avaient enseigné un moyen plus sommaire de rendre la justice; on en usa pendant ces quatre mois avec d'affreux raffinemens. Les noyades de Nantes, les massacres d'Arras, les boucheries de Bédouin et d'Orange, firent presque oublier les tueries des Brotteaux.

Faut-il croire, comme le veulent quelques historiens, que Robespierre fût las et dégoûté de son système; que s'il eût encore vécu seulement quelques jours, il allait devenir clément et modéré? Est-il vrai que la terreur, qui cessa par sa chute, eût également cessé par son triomphe? De quelle preuve appuie-t-on cette indulgente conjecture? On cite ce mot de Saint-Just : « Encore quelques châti-

mens, et nous mettrons la clémence à l'ordre du jour. » Mais à bon entendeur ce mot ne promet pas, il menace; aussi ne rassura-t-il personne. Quant à Robespierre lui-même, pas un acte, pas une parole qui ait laissé percer, même au dernier moment, un symptôme quelconque de projets pacificateurs. Que se passait-il dans sa froide cervelle? Personne ne le peut dire. Ce que nous savons, c'est que les jacobins étaient sa force, que c'est par eux qu'il dominait la convention et par la convention la France. S'il leur parlait en maître, s'il les tançait quelquefois, au fond il leur obéissait toujours; il ne pouvait s'en séparer. Les jacobins savaient très bien, tous par instinct, quelques uns par réflexion, qu'ils ne survivraient pas à la terreur. Ce n'étaient pas seulement leurs haines politiques qui les condamnaient à verser du sang, c'était la conscience de leurs propres méfaits. Ils se sentaient incompatibles avec toute société gouvernée par des lois. Le retour de la justice était pour eux l'heure du châtiment; ils n'avaient de salut que dans le désespoir. Et l'on voudrait que Robespierre eût rêvé la douceur et la modération, au risque de rompre avec eux, de perdre son armée, de se livrer sans défense à l'ennemi, de provoquer une réaction impossible à contenir! Non, comme les jacobins, il fallait qu'il marchât toujours dans sa route sanglante; il ne pouvait s'arrêter qu'à l'abîme. Ni l'idée ni le pouvoir de mettre fin à la terreur ne devaient appartenir à ceux qui l'avaient créée. La guillotine était une machine indomptable que ne pouvaient plus arrêter ceux qui l'avaient mise en mouvement.

A défaut de ces nécessités de situation, Robespierre, par son seul caractère, eût été inaccessible aux idées qu'on lui prête. Jamais il ne se fût résigné à la clémence, parce que jamais l'extermination des aristocraties de naissance, de richesse, et surtout de talent et de réputation, n'eût été complète et suffisante à son gré. La haine était le fond de son âme et de sa politique. M. de Barante, qui le connaît et qui le peint jusque dans ses moindres replis avec une sagacité pénétrante, le montre médiocre en tout, supérieur seulement dans la haine. Personne n'a poussé plus loin l'art de perdre ses ennemis. L'envie le rendait habile, presque éloquent; parfois aussi elle tournait en fureur et le faisait sortir de son impassibilité. Deux choses lui étaient également impossibles, supporter un rival et la contradiction.

Cette horreur de la contradiction hâta l'heure de sa chute. Ses collègues des comités étaient à genoux devant lui; il les trouvait irrespectueux et indociles. Discuter avec eux était une souffrance. Peu à peu il s'éloigna, s'isola, devint comme étranger au comité et ne parut plus qu'aux Jacobins, où il trônait tout à son aise. C'était en jouant le même jeu, en quittant ainsi la partie, que Danton s'était perdu, et avant lui la gironde. Robespierre l'oubliait, ou plutôt il se

croyait invulnérable : sûr de ses jacobins, sûr de la nouvelle commune, son œuvre, son enfant, tout lui semblait possible. Il ne quittait le comité que pour y rentrer bientôt en maître plus absolu, après une épuration dont il dressait déjà la liste. Ce qu'il ne voyait pas, c'est que l'émeute, son moyen habituel d'imposer sa volonté, commençait à avoir fait son temps. A force d'élargir le cercle des proscriptions, à force d'ensanglanter aussi bien les échoppes que les châteaux, on avait guéri tout le monde de la fièvre révolutionnaire; la populace avait perdu son feu; ses chefs étaient sans entrain; les ressorts de l'insurrection étaient usés et détendus. Robespierre obéissait donc à une routine à la fois impuissante et dangereuse en organisant un nouveau 31 mai contre ses derniers amis et ses derniers complices. Quant à ceux-ci, forcés de se défendre, forcés de risquer leurs têtes pour essayer de les sauver, ils ne s'apercevaient pas davantage de l'état nouveau des esprits. Aucun d'eux ne s'imaginait que l'heure de la justice eût sonné, aucun d'eux ne songeait à gouverner sans la guillotine; seulement ils n'en voulaient que pour autrui, pas pour eux. Ils se dévouaient non pour délivrer la France d'un tyran, mais pour échapper eux-mêmes à la tyrannie, sauf ensuite à en hériter.

Quel que fût leur motif, ils osèrent résister. Pour réussir, il n'en fallait pas davantage. Ici commence une ère toute nouvelle. Nous entrons dans la troisième phase de la vie de la convention et dans les deux derniers volumes de l'histoire de M. de Barante. C'est là que s'achève et se complète le tableau de la terreur, car rien ne fait comprendre ce qu'elle a été comme de voir ce qu'il a fallu de temps, d'efforts et de sang pour en sortir, c'est-à-dire pour renoncer aux habitudes violentes et despotiques qu'elle avait fait contracter, pour accoutumer les esprits à un autre procédé de gouvernement que l'oppression et l'extermination. On se figure assez généralement le 9 thermidor comme un changement à vue, comme une grande et subite délivrance; on croit que du soir au matin la France a recouvré la vie et la liberté, que toutes les poitrines ont aussitôt respiré largement, que le règne de la justice a été sinon rétabli de fait, du moins hautement reconnu et proclamé. Consultez M. de Barante, et vous saurez à quoi vous en tenir. Cette partie de son livre est vraiment neuve et instructive; elle est à la fois plus franchement originale et d'une vérité plus saisissante que tout le reste de l'ouvrage. Nul n'avait compris comme lui et si bien mis au jour les caractères complexes de cette époque, ses instincts pervertis, ses penchans tyranniques, sa perpétuelle confusion des idées de justice et de vengeance; jamais on n'avait analysé du haut d'une politique aussi saine et aussi libérale l'esprit thermidorien, c'est-à-dire l'état de la France durant

cette réaction non moins révolutionnaire que la révolution elle-même.

La victoire de thermidor, comme toutes les victoires précédentes, fut scellée du sang des vaincus. Robespierre et ses deux acolytes n'étaient pas tombés seuls; outre son frère et Lebas, qui voulurent mourir avec lui, outre Henriot, Coffinhal et quelques représentans, soixante-dix membres de la commune et vingt et un autres individus, en tout cent trois personnes, furent dans les vingt-quatre heures envoyés au supplice sans jugement, sans discussion, sans constatation régulière de l'identité de chacun, en masse, par catégorie, la plupart sur de simples ouï-dire ou sur la proposition à peine écoutée de tel ou tel représentant. « Cette clôture de la terreur, dit M. de Barante, lui appartenait donc encore. »

Le lendemain commença la guerre entre les vainqueurs. Ils étaient de deux sortes. Nous ne parlons pas des membres de la plaine : ceux-là n'avaient pris parti que vers la fin de la journée, lorsque le sort s'était prononcé, lorsque leur maître était presque à terre; nous parlons des meneurs. C'étaient d'abord les terroristes du comité, les Billaud-Varennes, les Collot d'Herbois, séïdes de Robespierre, s'il n'eût pris fantaisie de se débarrasser d'eux, admirant sa politique, choqués seulement de son orgueil, de sa dévotion à l'Être suprême et de ses airs de marquis; du reste les mains encore fumantes du sang versé dans leurs missions, se glorifiant de l'avoir répandu, se promettant de faire longtemps encore *transpirer le corps social par raison de santé,* et professant, comme leur ami Barrère, que *les morts seuls ne reviennent pas.* A ces gens-là s'étaient unis, pour le jour du combat, les Tallien, les Barras, les Bourdon, les Legendre, tous amis et disciples de Danton, montagnards et septembriseurs comme lui. Ils l'avaient renié prudemment après sa chute; ils s'étaient fait oublier sur quelques bancs obscurs de la montagne, mais l'occasion d'une revanche et surtout la perspective d'un danger personnel leur avaient subitement rendu le courage et la voix.

A qui allait passer l'héritage de Robespierre? Des deux côtés les hommes se valaient. Entre Collot d'Herbois et Tallien, par exemple, quelle était la différence? L'un venait de faire de la terreur à Lyon, l'autre en avait fait six mois auparavant à Bordeaux. Seulement un instinct secret, une certaine habitude d'obéir aux circonstances, avaient averti Tallien et ses amis que la chance pouvait tourner, que mieux valait servir la république avec un peu moins d'ardeur. Ils n'en restaient pas moins jacobins au fond de l'âme, sans remords et même sans regrets. Pourquoi rougir de leurs anciens exploits? Que pouvaient-ils se reprocher? Ils avaient eu la fièvre comme tout le monde; ils avaient agi selon le temps. — Tel est, dit M. de Barante,

le cynique langage que, de révolution en révolution, ont constamment tenu les survivans de l'école de Danton. — École vraiment féconde, qui paraît décidée à ne périr jamais.

Pour disputer la place aux débris du parti terroriste, que pouvaient faire les débris du parti de Danton? Les classes inférieures, les faubourgs, les sociétés populaires, tout le vieux flot révolutionnaire en un mot appartenaient de droit aux premiers. Force était donc de chercher ailleurs un appui.

C'est alors qu'apparaît sur la scène un personnage tout nouveau, l'opinion. Jusque-là ce qu'on avait appelé l'opinion, c'étaient les hurlemens de la démagogie; les voix libres et raisonnables n'étaient comptées absolument pour rien. Il est vrai qu'elles étaient rares au début de la révolution. Dans ces premiers momens d'enthousiasme universel, les gens sensés, comme les autres, avaient perdu la tête; puis, lorsque la raison était revenue, la peur leur avait clos la bouche. Mais le coup de thermidor venait de les affranchir. Les terroristes des comités réduits à cette alternative, ou de sacrifier Robespierre, ou de se sacrifier eux-mêmes, avaient, en le renversant, renversé la terreur, c'est-à-dire supprimé la principale cause de l'effroi général et rendu à chacun la force de penser, d'espérer, de parler. De là une explosion irrésistible de vœux, de plaintes et de désirs; de là une force inconnue, une puissance toute nouvelle, justement appelée cette fois l'opinion.

Eh bien! c'est à cette nouveauté mystérieuse que les adversaires des comités, sous peine de succomber, étaient forcés de demander secours. Ils ne pouvaient opposer aux rancunes, aux fureurs de la démagogie que l'indignation des honnêtes gens; mais cette arme avait ses dangers. Les journées de septembre, oubliées seulement de ceux qui les avaient faites, étaient encore présentes à tous les souvenirs. Les amis, les parens des victimes savaient à qui attribuer leurs douleurs. S'ils étaient encouragés à la vengeance, où s'arrêteraient-ils? La réaction était donc à la fois un moyen de salut et une chance de ruine. Il fallait la provoquer pour achever de vaincre Robespierre dans son parti posthume, il fallait la comprimer pour n'être pas vaincus par elle. C'étaient deux nécessités égales de surexciter son énergie et de combattre ses exigences.

Ces difficultés et ces complications n'apparurent pas d'abord. La majorité de la convention, c'est-à-dire la plaine comme auparavant, mais la plaine affranchie et liguée avec cette petite fraction de montagnards dantonistes désignés depuis ce jour sous le nom de thermidoriens, la majorité, aux premières heures de la victoire, s'imagina que rien ne serait changé, que le régime révolutionnaire, en passant dans d'autres mains, dans des mains moins odieuses, n'en continue-

rait pas moins sa marche accoutumée. Les esprits même clairvoyans étaient si loin d'avoir compris ce qu'ils avaient fait la veille, que Barrère, ce glorificateur de tous les coups d'état, montant à la tribune pour célébrer le 9 thermidor, l'assimilait au 31 mai, et ne voyait dans la chute de Robespierre que la suite et la confirmation de la chute des girondins.

Mais bientôt les questions se présentèrent : au lieu de phrases, il fallut des votes. Et d'abord l'échafaud allait-il rester debout? La veille, à la barrière du Trône, pendant le tumulte de la journée, quelques heures avant la victoire, soixante têtes étaient encore tombées. Allait-on continuer? Le tombereau, déjà chargé, allait-il se mettre en marche? Un cri d'horreur fut la réponse, et l'échafaud fut abattu.

Était-ce tout? Le pourvoyeur de supplices, le tribunal révolutionnaire allait-il rester en fonctions? Qui eût osé le proposer? On mit aux voix la suppression du tribunal, et la suppression fut votée. Alors pourquoi laisser à Lyon, à Nîmes, à Orange, ces commissions encore plus promptes à l'assassinat que les jurés de Fouquier-Tinville? Pourquoi laisser subsister la base légale de toutes ces horreurs, la loi organisatrice des massacres, la loi du 22 prairial? Loi, juges, échafaud, en quelques heures tout fut emporté.

Il fallut voir aussitôt l'étonnement et la consternation de ceux-là même qui avaient rendu ces votes. « Quoi! plus de tribunal révolutionnaire, autant vaut dire plus de révolution. Comment tiendrons-nous en respect l'aristocratie et le modérantisme? Supprimons, si l'on veut, la loi du 22 prairial; mais avant cette loi le tribunal marchait avec vigueur *dans le sentier de la justice*. Retournons à ces temps heureux. » — Et par un revirement soudain, le comité de salut public est invité à maintenir intacte la législation du tribunal révolutionnaire antérieure au 22 prairial, et à réorganiser immédiatement le tribunal lui-même, « afin de ne pas laisser un dangereux répit aux ennemis de la chose publique. »

Le comité prend ce vote à la lettre, il maintient tout, même Fouquier-Tinville. Alors nouveau revirement. « Quel nom! s'écrie-t-on, l'opinion le repousse. » Et les applaudissemens d'éclater. « Qu'il aille cuver aux enfers le sang qu'il a versé! » Les applaudissemens redoublent, et sur-le-champ, d'enthousiasme, malgré le comité stupéfait, voilà Fouquier décrété d'accusation. Son arrestation et sa mise en jugement sont l'affaire d'un quart d'heure.

Telle est en abrégé l'histoire de la convention à partir du 9 thermidor. Chaque jour, elle est comme entraînée malgré elle à renier, à maudire, à renverser les institutions de la terreur; puis, par réflexion, elle s'y rattache comme à la clé de voûte de son propre édifice, elle les conserve, elle les rajuste, jusqu'à ce qu'une impulsion nouvelle en

fasse tomber quelques pierres. Mais que ce travail est lent! Pendant ces indécisions et ces alternatives, que de souffrances qui se prolongent, que de maux qui s'aggravent! Un rayon d'espérance était d'abord entré dans les prisons, on vit même quelques détenus rendus au jour et à leurs familles. Ausitôt les jacobins, les montagnards, les thermidoriens eux-mêmes, s'indignèrent. « Rassurez-vous, s'écria Barrère au nom du comité, il ne s'agit ni d'amnistie ni de clémence. Les patriotes incarcérés par le tyran auront seuls droit à la justice. Il n'y aura, comme par le passé, pour les aristocrates, que les fers ou la mort. » — « A la bonne heure, répondit la montagne, justice pour les patriotes, terreur pour les aristocrates. — Justice pour tout le monde, » osèrent murmurer quelques voix.

Justice pour tout le monde! quel mot! quel paradoxe! C'était la première fois, depuis plus de cinq années, qu'on se permettait un tel vœu, et personne, d'aucun côté, n'était en état de le comprendre. Les modérés, comme les jacobins, ne connaissaient, ne concevaient, ne voulaient pratiquer d'autre justice que la justice révolutionnaire, c'est-à-dire l'extermination de leurs ennemis. La violence était entrée dans toutes les âmes, la vue du sang en avait fait naître le goût. Personne n'aurait eu l'idée de jeter un voile sur le passé, d'étouffer les vengeances, de prévenir d'odieuses représailles; on ne pleurait pas ses parens, ses amis juridiquement égorgés, on songeait à châtier leurs bourreaux. Les hommes les plus humains, les plus doux, ne s'exprimaient qu'en style terroriste. « Frappez, disaient-ils dans leurs adresses à la convention, frappez au nom de l'humanité; la nature outragée demande vengeance; la terre est impatiente de s'abreuver du sang des tigres qui l'ont si souvent rougie du sang innocent. »

Il est vrai que les tigres de leur côté continuaient à rugir. Collot-d'Herbois, Billaut-Varennes, avaient compris la chute de Robespierre tout autrement que le public. Pour eux, son crime était l'indulgence, ils le disaient hautement. L'œuvre de thermidor était donc inachevée; les gens de bien ne pouvaient dormir tranquilles tant que ces hommes et leurs suppôts, les Amar, les Vadier, les Vouland, restaient debout et maîtres du pouvoir. Un mois se passa pourtant sans que personne osât les attaquer, et lorsqu'un enfant perdu de la réaction, naguère jacobin lui-même, Lecointre de Versailles, crut le moment venu de demander leur mise en jugement, un cri de *haro* s'éleva contre lui. L'assemblée n'avait aucun goût pour ceux qu'il accusait, mais elle sentit aussitôt que c'était son propre procès, le procès de la révolution tout entière, qu'on lui proposait d'instruire. Lecointre fut donc honni, bafoué, conspué, traité de fou par les uns, de traître par les autres, abandonné de tous, menacé de la guillotine. Sa proposition, repoussée, non par un simple ordre du jour, mais avec un témoignage

d'indignation, fut déclarée calomnieuse à l'unanimité, au milieu des plus vifs applaudissemens, et quelque temps après la convention, pour donner une preuve encore plus éclatante de la pureté de son sans-culottisme, décréta que les cendres de Marat seraient portées au Panthéon, car, il est bon de s'en souvenir, ce n'est pas la convention asservie et courbée sous le joug qui a commandé cette inepte apothéose, elle l'a votée en toute liberté, plus d'un mois après thermidor.

Mais Lecointre ne s'était trompé que de date. Dès la fin de septembre, la discussion qu'il avait prématurément provoquée se réveilla brusquement et prit un tout autre caractère. Les membres des anciens comités, réduits à la défensive, n'obtinrent cette fois qu'à grand'peine un ordre du jour pur et simple. Que s'était-il donc passé? La lumière s'était faite; la presse était devenue libre, ou plutôt, comme le dit M. de Barante, les journalistes qu'on ne guillotinait plus s'étaient peu à peu enhardis, avaient repris leur plume, et racontaient les actes de la terreur. Les jacobins s'imaginèrent d'abord qu'ils allaient disposer de la presse comme par le passé; mais cette arme dont ils avaient tant usé, qui leur avait donné tant de victoires, était maintenant aux mains de leurs ennemis. Dans la guerre de journaux, la chance n'était plus pour eux : le public ne prenait plaisir qu'au récit de leurs crimes. Paris, qui depuis près de deux ans, depuis que les journaux étaient muets, n'avait presque rien su des souffrances de la province, en accueillait avec avidité les tardives révélations. Chaque jour, dans les lieux publics, la lecture des journaux provoquait de bruyantes clameurs. Les provinces de leur côté prenaient courage et commençaient leurs confidences. De toutes parts pleuvaient des plaintes, des dénonciations, des suppliques, des adresses. La convention en recevait chaque matin des liasses dont la lecture faisait horreur.

Bientôt ces récriminations prirent un caractère encore plus solennel : les récits des journaux, les plaintes des victimes se transformèrent en documens authentiques et judiciaires. Le droit de défense venait d'être rendu aux accusés; les avocats étaient rentrés en exercice; un procès mémorable, le procès des Nantais, qui dura près d'un mois, mit au jour et démontra par pièces irrécusables toutes les turpitudes, toutes les atrocités du régime révolutionnaire. Une indignation générale éclata contre les représentans qui avaient commis ou autorisé ces forfaits, contre Carrier, l'inventeur des noyades de Nantes; contre Lebon, le massacreur d'Arras; contre d'autres encore non moins compromis, quoique plus obscurs. Il devenait presque impossible que ces hommes continuassent de siéger sur leurs bancs. La convention ne pouvait se le dissimuler, mais comme à aucun prix

elle ne voulait se laisser décimer de nouveau, elle se mit sur ses gardes. Des décrets furent préparés pour assurer aux représentans sinon l'inviolabilité, du moins de fortes garanties, en soumettant les mises en accusation à de lentes et difficiles formalités. Cette protection accordée aux Carrier, aux Lebon, fut accueillie par la montagne avec des transports de joie, mais presque aussitôt la réaction en prit occasion d'une revanche éclatante et décisive. « Oui, vous avez raison, s'écria-t-on des bancs de la droite, le titre de représentant est sacré, digne de respect; commencez donc par le respecter vous-mêmes : n'oubliez pas que près de cent de vos collègues croupissent depuis plus d'un an dans les prisons. Jugez-les, s'ils sont coupables; s'ils ne le sont pas, ouvrez-leur cette enceinte : qu'ils siégent ici avec nous. »

Le grand mot était lâché : c'était un nouveau 9 thermidor qu'on demandait à la convention. Il s'agissait de désavouer non plus seulement la terreur, mais le 31 mai, cette journée proclamée sainte et glorieuse entre toutes, cette journée qui depuis dix-huit mois était inscrite dans les éphémérides révolutionnaires à côté et presque au-dessus du 10 août et du 21 janvier. Les représentans dont on demandait le rappel avaient eu l'audace de croire que ce jour-là l'assemblée n'était pas parfaitement libre, qu'elle avait voté sous la pression d'Henriot et de ses canonniers; ils avaient protesté contre l'arrestation de leurs collègues. Les rappeler, n'était-ce pas amnistier les girondins eux-mêmes, faire amende honorable à leur mémoire, et réduire à néant le fantôme du fédéralisme?

Ici, comme pour la proposition de Lecointre, triompher du premier coup était chose impossible. Le rappel des soixante-treize (c'est ainsi qu'on désignait les représentans détenus, bien qu'ils fussent environ quatre-vingts) était à double titre une énormité politique, d'abord comme désaveu du 31 mai, puis comme déplacement des forces de l'assemblée. Ces quatre-vingts voix nouvelles auraient créé une majorité appartenant en propre au côté droit. Dès lors que serait devenue l'importance des thermidoriens, eux dont la situation était de servir d'appoint à la majorité, et qui se rendaient puissans et nécessaires en la déplaçant à leur gré? Aussi Tallien et ses amis éludèrent la question, prirent des faux-fuyans, invoquèrent des formes dilatoires, crièrent et firent crier par l'assemblée *vive le* 31 *mai*, si si bien que la proposition fut étouffée sous un ordre du jour équivalent à un atermoiement indéfini.

Mais cinq ou six semaines après, le 7 décembre, tout avait changé d'aspect. Le retour des détenus ne faisait plus question, personne n'eût osé le contredire, pas une objection ne s'éleva; l'assemblée impatiente ne donna que trois jours au comité pour lui soumettre

un décret de rappel : le comité le proposa dès le lendemain, et le rappel fut voté sur-le-champ par acclamation, aux cris de *vive la république!*

Il est vrai que les jacobins avaient pris soin de hâter cette métamorphose. Le spectacle de la réaction les jetait dans une sorte de démence; ils ne pouvaient s'accoutumer aux manifestations d'une opinion publique qu'ils ne maîtrisaient plus, à l'existence d'un peuple qui n'était plus le leur et qui se levait contre eux. Plus la terreur était maudite, plus ils s'obstinaient à la justifier, à la glorifier, plus ils prophétisaient sa prochaine résurrection. Exagérant, outrant dans de folles hyperboles leurs sanguinaires projets, ils demandaient un million de têtes au lieu des deux cent mille dont se contentait Marat. Devant la convention, leurs orateurs étaient plus calmes et plus prudens : ils restaient sur la défensive; mais le soir, à la tribune de la société, c'était une insolence incendiaire et factieuse qui ne respectait rien et s'attaquait directement à la convention elle-même. Quand on sut aux Jacobins que Carrier était menacé d'arrestation, Carrier leur fils chéri, le patriote selon leur cœur, quand le gouvernement conventionnel, cédant enfin aux assauts réitérés de l'indignation publique, eut prononcé la mise en accusation, ils tombèrent dans une exaltation fiévreuse et tentèrent de soulever leur vieille armée des faubourgs. Les journalistes, de leur côté, firent appel aux jeunes gens, à cette *jeunesse dorée* qu'ils excitaient, qu'ils enrôlaient chaque matin contre les terroristes, jeunesse armée de gros bâtons et s'arrogeant, faute de lois et de police, le droit de se faire justice à elle-même. Ces muscadins, comme on les appelait, suivis d'une partie du peuple des sections, vinrent mettre le siége devant la citadelle jacobine, devant cette vieille église où depuis cinq ans s'étaient couvés tant de crimes et où se préparaient encore à l'heure même de si détestables desseins. L'invasion fut brutale; les sans-culottes furent injuriés sans pitié, et quelques-uns roués de coups. Sans oser ni blâmer ni punir les assaillans, la convention, sous prétexte de rétablir le calme, prit un parti qui lui aurait paru la veille une folle témérité : elle déclara les séances de la société des jacobins suspendues, ordonna de fermer la salle, et s'en fit remettre les clés.

Fermer les Jacobins, mettre en jugement Carrier, c'était la guerre, la guerre à mort avec la horde démagogique. L'assemblée et les thermidoriens ne s'étaient décidés à ce parti extrême qu'à leur corps défendant; puis, une fois le gant jeté, il avait bien fallu soutenir la gageure, se créer des renforts, satisfaire l'opinion par un grand acte réparateur: de là cet empressement subit à rappeler les signataires de la protestation du 2 juin; mais cette concession en préparait une autre bien autrement compromettante. Outre les soixante-treize re-

présentans détenus, vingt-trois membres de la convention étaient encore hors la loi, les uns, comme Isnard et Louvet, appartenant à la gironde elle-même, les autres en dehors du parti, mais entraînés dans sa chute, comme Lanjuinais, Defermon, Pontécoulant. La justice qu'on venait de rendre aux soixante-treize, pouvait-on la refuser aux vingt-trois? Leur cause était la même; seulement, pour aller jusqu'à eux, il fallait franchir un fossé plus large et plus profond, il fallait que la convention réhabilitât les girondins eux-mêmes dans leurs personnes et confessât que Vergniaud, Brissot, Barbaroux, avaient été assassinés par elle. La première fois qu'on lui parla de ces vingt-trois proscrits, l'orage fut violent, le tumulte épouvantable : leurs amis ne purent obtenir qu'une amnistie qui mettait à l'abri leurs têtes sans leur restituer leurs droits; mais peu à peu, la presse et l'opinion revenant chaque jour à la charge, l'assemblée se résigna, et, vers les premiers jours de mars, le décret de rappel fut voté. Presque aussitôt, comme conséquence nécessaire, il fallut qu'un autre décret supprimât la célébration anniversaire du 31 mai. Les mots reprenaient leur signification. On qualifia officiellement de jour néfaste cet attentat contre la liberté de la convention et de la France.

Ne semblerait-il pas qu'arrivé à ce point, le mouvement rétrograde dût continuer sa marche et aller en s'accélérant? L'assemblée venait de franchir deux années en arrière, elle avait reculé jusqu'au-delà du 31 mai, pourquoi ne pas remonter plus haut? C'est là qu'est la péripétie de ce grand drame. Pour continuer à remonter le cours des temps, il eût fallu n'avoir pas derrière soi un obstacle, une digue insurmontable. La convention pouvait redevenir girondine, elle ne pouvait pas se faire royaliste; il dépendait d'elle de fermer les plaies qu'elle s'était faites à elle-même, de relever les partis qu'elle avait abattus : elle ne pouvait pas ressusciter le roi. Les auteurs du 21 janvier avaient bien su ce qu'ils faisaient. Ils s'étaient coupé la retraite à eux et à la France; ils s'étaient interdit la possibilité de revenir à la monarchie par une pente douce, et avaient placé entre elle et eux un précipice où le pays ne voulait à aucun prix tomber, la contre-révolution. Aussi ne croyez pas que ces soixante-treize et ces vingt-trois, rentrés dans l'assemblée après tant de luttes et d'efforts, lui apportent un esprit nouveau; ne croyez pas qu'ils tempèrent son ardeur républicaine, ses tendances révolutionnaires. Pas le moins du monde. Ces modérés sont pour la plupart régicides, et ceux qui ne le sont pas, ceux même qui tout bas se félicitent de ne pas l'être, sont voués corps et âme à la révolution. De ce que les thermidoriens redeviennent bientôt montagnards et presque terroristes, il n'en faut pas conclure que la droite soit presque royaliste : elle n'est que gi-

rondine. La réaction ne peut aller loin dans l'intérieur de l'assemblée : elle a pour limite extrême les opinions, les sentimens girondins.

Il n'en est pas de même au dehors. Là les têtes s'échauffent, la terreur a semé des haines implacables. Dans certaines provinces, le mouvement réparateur devient sanguinaire et ne fait souvent que reproduire, avec d'odieux raffinemens, les crimes qu'il prétend punir. Ces actes de vengeance et de férocité sont l'œuvre d'une populace contre-révolutionnaire, digne sœur de la populace jacobine. Loin de servir la cause de la réaction, loin de la propager en France, ils contribuent plutôt à en arrêter les progrès. Paris, contre toute attente, échappe à ces excès : il en est quitte pour quelque turbulence. Sans l'incorrigible fureur des jacobins, qui deux fois, en germinal et en prairial, se ruent sur la convention et tentent de reconquérir le pouvoir à force ouverte, le sang n'eût peut-être pas coulé. La réaction parisienne était vive, mais pacifique; elle expulsait Marat du Panthéon, brisait çà et là ses bustes, les jetait quelquefois aux égouts, puis tous les soirs chantait à pleins poumons *le Réveil du Peuple,* et s'amusait à poursuivre de huées, comme de méchans masques, les bonnets rouges obstinés. Ces désordres regrettables n'affligeaient que les montagnards : ils plaisaient à la masse du public, devenu peu sympathique aux révolutionnaires; mais comme ce même public était en même temps cordialement attaché à la révolution, toutes les fois qu'à ces démonstrations anti-terroristes il voyait se mêler une apparence, un soupçon de royalisme, aussitôt les rangs s'éclaircissaient, les esprits se divisaient, et dans la rue aussi bien que dans l'assemblée les révolutionnaires de toutes les dates et de toutes les nuances faisaient cause commune pour tenir tête à l'ennemi commun.

Si la résurrection de la royauté eût été à cette époque une combinaison moyenne, un parti de transaction, assurant à la fois les avantages de la révolution et les sécurités de la monarchie, la France n'eût pas mieux demandé que de s'y rattacher, et bientôt, en dépit de la convention, elle eût fait bon marché de la république; mais grâce au régicide d'un côté, grâce à l'émigration de l'autre, le rétablissement de la monarchie était devenu un parti extrême, un de ces partis qu'un peuple pris en masse n'embrasse jamais spontanément. Le royalisme tempéré n'existait plus qu'en rêve dans quelques cerveaux de penseurs et de théoriciens; le seul royalisme possible était celui de l'émigration, c'est-à-dire la contre-révolution avec ses vengeances, ses représailles et tout un cortége de calamités. D'un autre côté, malgré ses récens échecs, le jacobinisme était encore dans certaines provinces puissant et redoutable, même à Paris il était menaçant et hargneux; la France, avant toute chose, voulait en être délivrée : elle bornait là ses prétentions, et comme depuis le 9 thermidor

la convention, pour sa propre sûreté, avait fait assez bonne guerre aux ultra-démagogues, la France lui en savait gré, et, faute de mieux, se rattachait à elle, la soutenant de ses vœux froidement, sans amour ni estime. Les conventionnels de leur côté, tout en profitant de cet appui, sentaient qu'il était précaire et se défiaient de la France. Abandonner entre ses mains le sort de la révolution, c'eût été à leurs yeux une imprudence impardonnable; eux seuls en pouvaient être bons gardiens. La droite, sur ce point, était d'accord avec la gauche. Pas d'élections, pas d'appel au pays, tel était leur commun symbole. Mandataires non de la France, mais de la faction qui depuis le 10 août s'était emparée de la France, ils n'avaient qu'une pensée et ne connaissaient qu'un devoir, conserver le pouvoir à leurs commettans, c'est-à-dire s'y maintenir eux-mêmes comme dans une place de sûreté.

Cette prétention de perpétuer leur mandat n'apparut clairement qu'après le rappel des représentans proscrits; aussitôt que le public s'en aperçut, ses défiances s'éveillèrent, et la mésintelligence entre l'assemblée et le pays, à peine visible jusque-là, devint bientôt vive et flagrante.

Ici commence le dernier acte, l'épilogue de cette histoire. La convention comptait alors près de trois ans de règne et n'avait encore créé que des ruines; l'édifice républicain n'était pas même hors du sol : la constitution de 93 était son seul fondement, cette constitution morte en naissant, reconnue impraticable par ses auteurs eux-mêmes, et bâtie sur un système dont l'expérience avait si cruellement fait justice. Victorieuse des jacobins en germinal et en prairial, épurée une dernière fois et rendue au calme et au silence par la fuite ou l'incarcération d'une partie de la montagne, la convention pouvait en toute liberté accomplir sa mission législative; mais elle semblait peu empressée à y mettre la main, comme un avare au lit de mort répugne à faire son testament. Il fallut s'y décider pourtant, et la constitution de l'an III vit le jour.

Ce code politique, bien qu'impatiemment attendu, n'inspirait à personne une aveugle confiance. Le temps n'était plus où nos pères assistaient dans des transports d'enthousiasme et avec une curiosité crédule à l'enfantement de cette constitution de 91, que vingt-quatre heures après sa naissance ils devaient mettre en lambeaux. Ils avaient traversé six années de révolution, et savaient, moins bien que nous, mais déjà passablement, ce que valent les constitutions et leurs promesses. Néanmoins, comme la masse du pays était résignée bon gré mal gré à expérimenter la république, et comme la nouvelle œuvre législative semblait avoir mis à profit les leçons du passé, évitant les dangers d'une assemblée unique, écartant par de minutieuses pré-

cautions les chances de tyrannie et d'asservissement, on avait généralement un vif désir de la mettre à l'épreuve. Les conventionnels, au contraire, s'en souciaient médiocrement. L'exécution franche et loyale de cette loi qu'ils avaient faite leur semblait un affreux danger; ils ne voyaient qu'un moyen de salut : tricher sur la mise en œuvre. « Tant vaut l'homme, tant vaut la chose, disaient-ils; notre constitution est bonne, mais à la condition que nous la pratiquerons nous-mêmes. » C'était finir comme ils avaient vécu, en vrais révolutionnaires. Pendant toute une semaine, les membres de la convention délibérèrent sur la question de savoir s'ils se rééliraient eux-mêmes, ou s'ils se feraient réélire par ordre dans les colléges électoraux. Ce dernier mode l'emporta. Il fut enjoint aux électeurs de choisir dans la convention les deux tiers de leurs futurs élus.

Une constitution ainsi comprise et inaugurée n'était pas née viable. N'eût-elle pas porté en elle-même les germes d'une mort prochaine, son temps était marqué. Modérée d'intention, mais au fond partiale et violente, assez libérale pour tolérer les plaintes et les remontrances, assez oppressive pour donner à toute une partie de la nation, à tous les vaincus de la république, de légitimes sujets de plainte et de révolte, elle condamnait d'avance le pouvoir chargé de la maintenir à la violer pour se défendre, et à se perdre en la violant.

On sait l'opposition que soulevèrent surtout à Paris ces décrets de fructidor imposant au droit électoral de si étranges restrictions. Soumis en même temps que la constitution à l'approbation des assemblées primaires, eux seuls étaient menacés dans cette épreuve. Une constitution soumise au suffrage universel n'est jamais refusée, comme le fait observer judicieusement M. de Barante : « Lorsqu'un gouvernement met en question son existence devant une population paisible et soumise, comme il ne propose pas à son choix un autre maître que lui, une autre constitution que celle qu'il vient de rédiger, le vote est forcé. Demander aux citoyens, aux pères de famille de répondre par oui ou par non si le lendemain le gouvernement disparaîtra et si on se passera de lois, c'est poser une question où la négative ne peut être prononcée que par les bandits d'une émeute. »

La constitution de l'an III n'était donc pas en péril devant les assemblées primaires; les décrets électoraux couraient seuls quelque danger. Ils révoltaient les consciences, et les révolutionnaires eux-mêmes ne savaient comment défendre cet attentat à la souveraineté du peuple. Dans les départemens, la convention était encore assez puissante pour faire peur : presque partout les décrets furent adoptés; mais Paris les rejeta à une majorité immense, et ce premier refus fut suivi d'un second : les électeurs ne voulurent point se soumettre aux prescriptions qui limitaient leurs choix. L'assemblée irritée,

effrayée, tendit les bras aux démagogues, aux sans-culottes, aux ignobles débris de l'ancienne commune, en les décorant seulement du nom de patriotes de 89. Le choix de tels défenseurs décupla la fureur et l'audace de la bourgeoisie parisienne. Alors la convention fit appel aux baïonnettes. Déjà depuis quelque temps sa force et son espoir n'étaient plus que dans l'armée. Elle s'était hâtée de faire adopter dans les camps sa constitution et ses décrets. Les soldats avaient voté, sous les armes, par acclamations. « C'était, dit le maréchal Saint-Cyr dans ses mémoires, une de ces fourberies politiques avec lesquelles on leurre les Français. » Cette fois la comédie avait été d'autant plus facile, que l'armée au fond de l'âme était républicaine, beaucoup plus républicaine que le pays, non qu'elle eût pour telle forme de gouvernement plutôt que pour telle autre une prédilection raisonnée, mais parce qu'elle aimait son drapeau et détestait l'ancien régime.

Le défi jeté par la convention à cette classe moyenne, à cette garde nationale qui six mois auparavant, en germinal et en prairial, s'était battue pour elle et l'avait arrachée des mains des jacobins, fut malheureusement et follement accepté. La partie n'était pas égale. Il ne s'agissait plus de dissiper une bande d'énergumènes sans ordre et sans discipline; il fallait soutenir le choc de troupes aguerries, dirigées par un capitaine qui, dans ce combat de carrefour, préludait, sans qu'on s'en doutât, à la conquête de l'Europe. Les assaillans avaient sans doute un avantage, ils attaquaient un pouvoir justement méprisé, pris en flagrant délit d'usurpation et de mensonge; mais, s'ils eussent triomphé, le lendemain était-il clair? Que voulaient-ils? que pouvaient-ils? Offraient-ils au pays en échange de ce gouvernement misérable, mais établi, un autre gouvernement plus digne, plus habile, capable de garantir aux intérêts nouveaux de la grande majorité des Français une égale sécurité? Si difficile que fût la victoire, il était plus difficile encore d'en bien user. C'est là surtout ce qui faisait la force de la convention, ce qui rendait presque certaine la déroute de ses adversaires.

Cette journée du 13 vendémiaire n'était au fond que la revanche du 9 thermidor. La terreur allait-elle renaître? Peu s'en fallut. M. de Barante établit clairement que, si la montagne et les thermidoriens l'avaient voulu, rien n'était plus facile que d'éviter le combat. Ils le rendirent inévitable. Ils avaient besoin d'une journée et s'arrangèrent pour que le sang coulât, ce qui n'est que trop facile, nous le savons, dans ces malheureuses rues de Paris. Le but était d'exploiter la victoire, de rendre au gouvernement révolutionnaire sa jeunesse, sa verdeur, de se débarrasser de rivaux incommodes, de casser les deux cent cinquante élections laissées au libre choix des électeurs,

élections toutes anti-jacobines, d'ajourner à six mois au moins le renouvellement partiel de l'assemblée, de suspendre la constitution et d'instituer une dictature provisoire. Si ce coup eût réussi, c'en était fait de tout le terrain conquis depuis quinze mois; l'assemblée retombait sous le joug. Déjà Tallien et Barras, revenus à leurs premiers instincts, s'étaient faits chefs de la cabale; ils semblaient sûrs du succès, lorsqu'ils furent pris corps à corps avec énergie et sang-froid par quelques membres de la droite. C'en fut assez pour rendre un peu de cœur à la majorité et mettre l'intrigue en déroute. Cette séance du 1er brumaire est une heureuse exception dans l'histoire de la convention. Lanjuinais, Boissy-d'Anglas et surtout Thibaudeau y firent de la vraie, de la bonne résistance. Sans eux, la victoire de vendémiaire dégénérait en tyrannie; ils lui donnèrent, malgré les vainqueurs, un caractère de modération. Les élections furent maintenues, la constitution confirmée; puis le 5 brumaire, à deux heures après midi, la convention, prenant enfin son parti, cessa de vivre. Son président prononça la formule d'adieu, et le même jour, à neuf heures du soir, le corps législatif, c'est-à-dire les cinq cents conventionnels réélus et ceux des députés du nouveau tiers qui étaient arrivés à Paris, se réunit pour former les deux conseils institués par la nouvelle constitution et procéder à l'élection du directoire.

Cinquante ans environ après cette abdication, une autre assemblée souveraine, parvenue, elle aussi, au terme de son mandat, se retirait, sans mot dire, au jour fixé par la loi, déposant sa souveraineté aux mains d'une héritière élue pour la contredire et détruire presque tout ce qu'elle avait fait. D'où vient que cette assemblée n'avait pas tenté, comme la convention, de se maintenir au pouvoir, de s'imposer aux électeurs, de les forcer à réélire tout ou partie de ses membres? D'où vient que sa mauvaise humeur s'était bornée à décréter quelques mauvaises lois, à semer quelques ronces sous les pas de ses successeurs? Sans doute il faut lui faire honneur à elle-même de sa modération, il faut en savoir gré surtout à une minorité ferme, éclairée, nombreuse, soutenue par le sentiment public; mais ce qui condamnait plus sûrement encore la constituante de 1848, en dépit de ses passions et de ses penchans révolutionnaires, à tolérer la liberté des votes, à subir respectueusement les arrêts du scrutin, c'étaient les trente-cinq ans de liberté légale dont la France venait de jouir. Les bons gouvernemens ont un beau privilége : ils font, même quand ils ne sont plus, le bien des peuples qui les ont laissés tomber. Lorsqu'un pays, pendant un tiers de siècle, a vécu dans une atmosphère de légalité et de vraie liberté, il a, même à son insu, contracté de tels besoins de modération et de justice, que, pendant un certain temps, il en est comme protégé contre l'excès du despotisme. La convention

avait trouvé la France façonnée à l'anarchie; en se jouant du droit, elle n'avait pas bravé nos habitudes, tandis qu'en 1849 il eût fallu, pour oser mettre au jour de nouveaux décrets de fructidor, affronter l'incommode exemple de 1830, c'est-à-dire d'une révolution modérée, équitable, respectueuse des droits de tous, repoussant comme de dangereux poisons ces remèdes empiriques, ces expédiens de tyrannie qui ne prolongent la vie d'un gouvernement qu'aux dépens de celui qui doit suivre, c'est-à-dire aux dépens du pays lui-même. Sans doute, il n'est pas sans péril de gouverner un peuple en respectant le droit toujours, quoi qu'il arrive; il se peut qu'on y succombe, mais alors même on a servi les grands, les vrais intérêts de ce peuple. Il n'y a de chutes mortelles pour les nations que celles qui les exposent à des réactions méritées. Quoi qu'on en ait pu dire, la légalité ne tue pas; elle ne nous a pas tués, car c'est par elle, c'est sur le fonds amassé par elle, que nous vivons encore.

M. de Barante interrompt son récit au dernier jour de la convention, au premier jour du directoire. On lui a dit, non sans raison, qu'il n'avait pas achevé sa tâche, que l'histoire du directoire était l'appendice obligé de l'histoire de la convention, que les membres de cette assemblée n'avaient pas seulement prorogé leurs pouvoirs, mais imposé un devoir de plus à leur historien, qu'il était tenu par conséquent de les suivre sur leur nouveau théâtre. Il y a là q atre années qui lui appartiennent, car elles ne diffèrent, à vrai dire, de la dernière année de la convention que par quelques changemens de mots. Ce sont les mêmes hommes, le même esprit, la même anarchie, le même culte de la force, la même inintelligence du droit. Il serait à souhaiter que toute cette période, dans son ensemble et jusqu'à son dénouement, c'est-à-dire jusqu'au 18 brumaire, fût appréciée du même point de vue. M. de Barante compléterait ainsi tout à la fois son œuvre littéraire et le service qu'il nous a rendu.

Telle qu'elle est, cette histoire de la convention se distingue de toutes celles qui l'ont précédée et comble une vraie lacune. Le talent, l'éloquence, n'avaient pas fait défaut jusqu'ici pour peindre cette époque; mais chacun avait tracé son tableau au profit d'une idée, d'un système. Ce qui caractérise M. de Barante, c'est une intelligence supérieure du sujet et une impartialité naturelle qui le rend comme étranger aux entraînemens et aux complaisances des partis. Nous ne voulons pas dire qu'il ne penche d'aucun côté, ce qui, selon nous, serait un triste compliment; mais, tout en étant au fond très décidé pour la cause qu'il croit juste, sa méthode lui défend d'en avoir l'air. Cette méthode, moins systématique qu'on ne suppose et inspirée à l'auteur plutôt par la nature de son talent que par un calcul de son esprit, ne laisse pas, on le sait, de soulever quelques objec-

tions. Le rôle purement narratif et impassible qu'elle prête à l'histoire exige, même en présence des plus horribles catastrophes, des plus déchirantes douleurs, l'emploi d'un coloris toujours égal qui fuit les grands effets de l'ombre et de la lumière, d'un dessin toujours sobre qui se borne à tracer des contours sans en accuser aucun de peur de rien outrer. Un peu plus de modelé et de perspective, un peu moins de laisser-aller, exciteraient peut-être, sans dommage pour la vérité, plus d'émotion et de sympathie; mais d'un autre côté, nous l'avons déjà dit, cette méthode a des vertus singulières : lisez ce livre jusqu'au bout, et voyez quelle impression vous en aurez reçue; sans que l'auteur ait eu l'air de s'en mêler, il a redressé vos jugemens, dirigé votre opinion. Plus il s'abstient d'exciter la passion, plus votre raison l'écoute avec confiance. Ces longues citations, ces récits peu condensés, cette indifférence apparente, cette modération imperturbable, sont les plus excellens moyens d'entrer dans les esprits et de forcer les convictions. Nous n'oserions donc pas, quand nous en aurions le pouvoir, changer quoi que ce soit au fond même du livre; mais il est des changemens purement matériels que nous demanderions avec moins de scrupule. Une indication plus fréquente des dates soit en marge, soit dans le texte même, des divisions de chapitres plus multipliées et coupant mieux chaque phase principale du récit, telles seraient les innovations en quelque sorte typographiques que nous nous permettrions de souhaiter. Ces sortes de jalons sont plus nécessaires qu'on ne pense; ils donnent à la narration un genre de précision et de clarté qui parle aux yeux. C'est surtout dans le compte-rendu d'un si grand nombre de séances presque toutes également orageuses que ces précautions seraient bonnes : on préviendrait toute confusion en rappelant de loin en loin au lecteur quel est le mois, quel est le jour dont on lui parle. Si l'auteur accueille notre avis, il n'aura besoin pour y faire droit que de quelques traits de plume en corrigeant une édition nouvelle.

Peut-être aussi l'engagerions-nous, tant nous aurions à cœur que cette lecture devînt courante et populaire, à ne pas toujours reproduire les séances qu'il raconte dans leur ordre chronologique, sans égard à la diversité des matières qui s'y traitent. Il est conduit par-là à revenir jusqu'à deux ou trois fois sur le même sujet, ce qui non-seulement l'oblige à des répétitions et le force à briser la chaîne du récit, mais rend le classement des matières moins facile au lecteur. Sans renoncer dans l'occasion au charme de ces suspensions, de ces interruptions qui ravivent l'intérêt et sont une des ressources du narrateur, il pourrait, ce nous semble, en user un peu moins et ne pas fractionner certains sujets dont il suffit de parler une fois. C'est, à la vérité, lui demander un peu plus de composition que n'en comporte

sa méthode; mais lui-même, sans renoncer à son allure, sans forcer son naturel, a plus d'une fois usé de ce moyen, surtout dans ses deux derniers volumes. Les questions s'y présentent plus ramassées, plus groupées, plus ordonnées, et l'intérêt n'en est que plus pressant.

Qu'on nous permette, avant de terminer, de revenir en quelques mots sur ces deux derniers volumes. Nous tiendrions à dire, mieux que nous ne l'avons fait, pourquoi nous les préférons aux quatre autres. Ce n'est pas seulement parce que l'ordonnance en est peut-être plus heureuse, parce que l'auteur, plus maître de sa matière, la domine de plus haut et se laisse aller plus souvent à ces considérations générales, à ces aperçus d'ensemble, indispensables, selon nous, pour élever l'histoire au-dessus de l'anecdote et lui donner toute sa grandeur morale; le vrai motif de notre préférence, ce qui nous fait trouver cette troisième partie de l'ouvrage plus neuve et plus originale que les deux autres, c'est que le sujet, merveilleusement approprié à l'esprit sagace, à la fine raison de l'auteur, n'a jamais été si bien vu, si bien compris, si franchement exposé. Ce sujet, c'est le gouvernement révolutionnaire. La convention, dans les deux premières phases de son histoire, est une faction victorieuse qui prend possession de sa conquête, qui use de sa force, en abuse, extermine ses adversaires, mais ne prétend en aucune façon constituer un gouvernement régulier. Dans la troisième, au contraire, elle voudrait fonder quelque chose, elle voudrait s'établir dans le pays qu'elle a conquis, elle voudrait gouverner en un mot; elle comprend que gouverner, c'est reconnaître certaines règles de modération et de justice; elle aspire à devenir juste et modérée : d'où vient qu'il lui est interdit de l'être? C'est là ce que M. de Barante nous apprend et nous explique à chaque page, pour ainsi dire, de ses deux derniers volumes.

Les historiens de la convention, ceux-là même qui, sans épouser ouvertement sa cause, sont pleins de prédilection et d'excuse pour l'esprit révolutionnaire, ne peuvent, en présence de la terreur et du sang qu'elle fait ruisseler, rester froids et impassibles, il y en a même qui, à propos de ces temps désastreux, exhalent une indignation tout aussi chaleureuse que celle de M. de Barante; mais, une fois venu le 9 thermidor, ils se tiennent pour contens, et paraissent étonnés que tout le monde ne le soit pas comme eux : ils ne comprennent pas que la France fasse tant de difficulté à se laisser conduire par cette convention qui veut bien lui accorder la vie sauve; ils s'en prennent de la mauvaise grâce du pays à la fureur, à l'entêtement des partis; ils s'en prennent à l'étranger, à tout le monde, excepté à la convention elle-même. Il n'y a qu'une chose qu'ils ne voient pas,

qu'ils ne savent pas voir, c'est que ce gouvernement est, par son essence même, intolérable et impossible.

Son essence est de n'être pas, de ne pouvoir pas être le gouvernement de tout le monde, de placer nécessairement hors du droit commun, hors de la protection commune, hors de la plus vulgaire justice des classes entières de citoyens, coupables seulement d'avoir été les plus forts et de ne l'être plus. A de telles conditions point de paix, point de repos, point de soumission dans la société. Des classes de proscrits dans l'état ne valent pas mieux, disait Mme de Staël, et ne sont pas moins contraires à l'égalité devant la loi que des classes de privilégiés. Voilà ce que M. de Barante sent et exprime d'autant plus vivement qu'il est plus franchement libéral, qu'il a l'esprit plus éveillé sur les vraies conditions de l'ordre légal et de la saine liberté. A propos de chaque question de législation, d'administration, de finances, il nous fait toucher au doigt le vice et l'infirmité du gouvernement révolutionnaire; il nous montre cette assemblée puissante et formidable, devant laquelle tout tremble et tout fléchit, incapable de faire une loi sans la subordonner à un intérêt de circonstance et de parti, à un de ces intérêts qu'en temps de révolution on appelle le salut public. Ces pauvres législateurs passent leur vie à proclamer de beaux principes abstraits et métaphysiques; mais il leur faut bien vite attacher à chaque principe une exception qui le détruit ou le paralyse. S'agit-il de religion? la liberté des cultes est proclamée; mais c'est une liberté pour le huis-clos seulement. Hors du foyer domestique, toute croyance est un délit passible d'emprisonnement; tout recours à un prêtre est un crime : le prêtre est l'ennemi de la république et du genre humain : il faut savoir s'en passer. La convention assure donc la liberté des cultes, mais sans prêtres ni culte; elle n'a garde de laisser dire la messe, tant de gens seraient encore capables d'y courir! S'agit-il de la famille? ses saintes lois sont proclamées; mais comme la logique républicaine exige que la nature ait aussi ses droits, les enfans naturels sont admis par la loi à part égale dans les successions. S'agit-il de la propriété? elle est déclarée inviolable; mais les ennemis de la république ne peuvent pas être propriétaires. Abolir la confiscation, laisser aux vaincus et à leurs descendans de quoi vivre, ce serait la mort de la république. Aussi que de précautions, que d'embarras chez les hommes éclairés de l'assemblée, chez les magistrats les plus convaincus des effets désastreux de la confiscation, pour demander, non pas qu'elle soit abolie, mais que tout en la confirmant et même en l'aggravant à l'égard des émigrés, à l'égard de leurs complices et de la famille des Bourbons, on ménage aux familles des condamnés mis à mort sous la terreur une chance de recouvrer une partie de leurs biens! Cette discussion sur les biens des condamnés

donne à elle seule la mesure exacte de l'état moral de la convention pendant cette période de soi-disant modération gouvernementale : il est si clair qu'un pouvoir qui maintenait et pratiquait la confiscation n'était pas un gouvernement.

Ainsi, après comme avant thermidor, le droit révolutionnaire, le droit du plus fort, préside seul aux destinées de la France. Elle est un pays conquis, gouverné par des conquérans, un pays de proscripteurs et de proscrits. Le sang coule un peu moins, voilà tout; l'ordre, la raison, la justice, ne règnent pas davantage. Il n'est pas donné aux hommes de passer en un jour de la mort à la santé; plus la maladie fut terrible, plus longue est la convalescence. Ce serait en vérité trop commode si, après s'être joué de tout ce qu'il y a de sacré dans ce monde, après avoir tout renversé, tout saccagé, un peuple pouvait à volonté, quand il est las du chaos révolutionnaire, s'en dégager sain et sauf, et rentrer en paisible possession de sa raison et de son bon sens. Non, tout cela ne se rachète qu'avec du temps, beaucoup de temps, de longs efforts, de désespérantes épreuves.

Si M. de Barante, dans ses deux derniers volumes, excelle à mettre en lumière cette grande leçon, il a dans tout son livre un autre mérite au moins égal à nos yeux : il sait être à la fois sans faiblesse pour l'esprit révolutionnaire et sans rancune contre la révolution. Tout en détestant les moyens, il comprend et adopte le but; il met à nu le vice du système et s'incline sans hésiter devant des résultats dont l'incontestable grandeur, le caractère supérieur et définitif, ne peuvent être impunément méconnus. Deux écueils sont également à fuir aujourd'hui, quand on veut apprécier avec vérité et enseigner avec fruit l'histoire de la révolution française : d'abord et avant tout, le système de fatalisme et d'indulgence, théorie qui, contre le gré de ses premiers auteurs, n'est au fond, nous le répétons, qu'une provocation permanente à bouleverser la société, non plus pour déraciner des abus, mais pour assouvir des ambitions. Rien ne séduit comme cette absolution donnée d'avance à tout succès, quel qu'il soit, — comme cette subordination constante de la morale à la nécessité. C'est de ce côté que l'attrait est le plus fort, c'est là que longtemps encore portera le courant. Avec M. de Barante, aucun danger, cela va sans dire, de se heurter à cet écueil; mais en évitant celui-là, on peut en rencontrer un autre. Il est assez de mode aujourd'hui d'aller jusqu'à l'antithèse du système de fatalité. Non-seulement on conteste, comme le veut la vérité, cette soi-disant nécessité des moyens révolutionnaires, mais on rapetisse à plaisir le but de la révolution. La France, avant 89, songeait-elle donc à se plaindre? L'ancien régime, à ses yeux, n'avait-il pas des douceurs infinies? S'il existait des abus, la réforme n'en était-elle pas facile, puisque le pouvoir lui-même la de-

mandait? Nos pères ont donc fait beaucoup de bruit pour rien. Ils n'avaient qu'à mettre à la raison quelques brouillons d'avocats, quelques bourgeois affamés de places; c'était l'affaire de quelques gendarmes bien dirigés. Que n'étions-nous là, semble-t-on dire, nous qui savons mener les hommes!

Voilà pourtant comme on écrit l'histoire! Ce n'est pas M. de Barante qui la travestit ainsi. Lui, comme un autre, assurément il eût préféré des réformes : ces réformes, le roi les voulait, et ce sera l'éternel honneur de l'infortuné monarque; mais la noblesse, le haut clergé, les parlemens, les voulaient-ils aussi? N'ont-ils pas opposé à tout changement raisonnable, à toute transaction modérée une intraitable résistance? N'est-ce pas leur aveuglement, si tôt et si cruellement puni, qui a mis la France dans la dure nécessité de conquérir son émancipation au prix de maux incalculables? Conquête inévitable et follement contestée! Ce n'est pas là du fatalisme, la responsabilité des erreurs et des crimes n'en pèse pas moins sur ceux qui les ont commis; mais autant il est coupable et insensé de perpétuer, d'encourager sans relâche l'esprit révolutionnaire, autant il est puéril de nier la souveraine puissance, le caractère providentiel et expiatoire de ces grandes catastrophes, de ces crises terribles qui renouvellent et transforment un pays. Confondre avec une émeute mal réprimée le mouvement national de 89, c'est une thèse qu'il faut laisser à ceux qui, depuis soixante ans, n'ont pas pris leur parti d'un ordre nouveau désormais irrévocable, ou à ceux qui, encore aujourd'hui, nous marchandent notre émancipation, c'est-à-dire aux anciens absolutistes, s'il en existe encore, ou aux absolutistes modernes, puisqu'il est vrai qu'il s'en forme de nouveaux.

M. de Barante, encore un coup, a l'incontestable mérite de rester à distance égale de tous ces excès opposés. En le lisant, on prend l'horreur des violences révolutionnaires sans épouser un seul des préjugés de l'émigration. Il inspire un salutaire dégoût de toutes les tyrannies, de tous les despotismes, et par le seul effet du contraste, sans qu'il se mette en frais, il réchauffe, il fortifie un sentiment tout contraire, le respect et l'amour des institutions modérées, de la liberté légale, du vrai gouvernement libre, en un mot ce but suprême, ce noble idéal de l'homme en société : gouvernement qu'il nous est permis d'admirer, de défendre et même de souhaiter, puisque la constitution qui nous régit nous le montre en perspective et nous le promet comme une récompense.

L. Vitet.

BOLINGBROKE

SA VIE ET SON TEMPS.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XXII.

La cause de l'opposition en janvier 1735 paraissait désespérée, au moins pour sept ans. Après de si grands efforts, c'était une défaite décisive, et Bolingbroke donna le signal de la retraite. Une passion de loisir champêtre et littéraire le reprit soudain, et il partit pour la France, où il alla s'établir en Touraine.

« Mon rôle est fini, écrivait-il à sir William Wyndham, et celui qui reste sur le théâtre après que son rôle est fini mérite d'être sifflé... *Desperandum est de republica.* Je porterai le poids de cette affliction jusqu'au tombeau, et rien ne l'allégera qu'une parfaite indifférence à ce qui peut advenir... Puisque je ne saurais plus être utile à mes amis et à mon pays, je dois vivre pour moi-même, et je remercie l'auteur de la nature humaine et de la nature entière de ce que je suis encore capable de le faire avec un entier contentement. » Toutes ses lettres de France sont remplies de ces sentimens de tristesse et de détachement. Ils auraient dû être sincères. Les affaires du monde ne lui avaient donné nul bonheur. Condamné à l'obscurité d'un rôle secondaire, il tournait vainement dans un cercle de haine et de cabales impuissantes. Il avait toujours aimé la campagne et l'étude. Il

(1) Voyez les livraisons du 1er et 15 août, du 1er et 15 septembre.

avait cinquante-sept ans; sa femme, plus âgée que lui, était malade. Sa fortune, toujours dérangée, lui commandait une vie d'économie, et le séjour de la France n'était pas pour lui sans attrait. Cependant cette philosophie subite ne s'expliquerait pas sans les revers de sa politique. On a vu que la majorité était manquée. Le roi était irrité contre lui. Il s'éloigna cette année même de lady Suffolk, parce qu'il apprit de sa fille, la princesse Amélie, qu'elle avait des entrevues avec Bolingbroke. A ces causes de découragement le public en ajouta d'autres, et les historiens ont admis ses suppositions. Une retraite si prompte et surtout si prolongée ne paraît pas naturelle. Bolingbroke, en effet, ne revint demeurer dans sa patrie qu'après la chute de Walpole, c'est-à-dire après sept années d'intervalle. A l'époque même de son départ (1735), des bruits divers couraient sur son compte, et ses amis concevaient de pénibles doutes. Swift, dans ses lettres, questionnait Pope, qui assurait que l'unique affaire de Bolingbroke était *vacare litteris,* reprochant au docteur de lui avoir supposé d'autres pensées. « Si une autre raison de sa conduite existait, dit Pope, il faudrait la taire; mais elle n'existe pas. » On a conclu de ces mots qu'elle existait. Par exemple, il pouvait se trouver gêné par des embarras d'argent qu'il n'osait avouer. Lui-même convient, en écrivant à Wyndham, qu'il a grand besoin de vendre Dawley, et Pulteney, dans une lettre à Swift, dit que si Bolingbroke avait voulu écouter leurs conseils d'économie, il serait encore en Angleterre (22 novembre 1735). Cependant il vendit bientôt Dawley 26,000 livres sterling à son entière satisfaction, et il ne revint pas sur-le-champ en Angleterre. Il a écrit lui-même, en 1746, à lord Marchmont : « Je n'ai quitté l'Angleterre, en 1735, que quand de certains plans qui étaient sur le métier, — quoiqu'ils n'aient jamais été mis à exécution, — eurent fait de moi *quelqu'un de trop* pour mes plus intimes amis. » On a voulu rattacher ces plans aux intérêts du prétendant. L'hypothèse est des moins plausibles. Aucun indice n'est donné d'un rapprochement qui, pour le sérieusement compromettre, aurait eu besoin d'arriver jusqu'au complot. D'où lui serait venue la démence de renouer avec un parti qu'il avait appris à bien connaître, auquel sa raison refusait toute confiance, à qui son cœur gardait une rancune profonde? On ajoute qu'il eut à se plaindre de ses amis et de ses alliés. Dans plus d'une lettre, il insinue que ses plans dépassaient l'énergie et la persévérance du parti qu'il avait formé. L'attaque de Walpole avait, dit-on, réveillé de vieux ressentimens et troublé les whigs qui s'étaient ligués avec les tories. Pulteney lui-même s'était trouvé trop engagé; il avait reproché à Wyndham de se laisser trop facilement conduire par Bolingbroke, et conseillé à cet allié compromettant de quitter pour un temps l'Angleterre. L'amertume avec laquelle Bolingbroke parle dans ses lettres de ceux

qui n'ont pas eu la fermeté d'aller jusqu'au bout justifierait ces conjectures; mais, pour expliquer un des épisodes les plus obscurs de cette vie souvent énigmatique, on a recours à des suppositions plus graves que lord Mahon lui-même ne repousse pas. Dans le portrait terrible que Walpole traça de l'*anti-ministre*, dans cette invective où il le grandit au rôle de chef et d'inspirateur secret de la coalition tout entière, au nombre des méfaits dont il l'accuse est l'imputation formelle d'avoir en tout temps comploté avec l'étranger, livré les secrets de son pays aux gouvernemens ennemis, dirigé leur bras par ses conseils, et jeté ensuite l'alarme dans la nation en divulguant leurs desseins, qu'il avait lui-même suggérés. Le ton du passage est si positif et si menaçant, qu'on n'y saurait voir une pure déclamation, et l'on s'est demandé si, après le triomphe de Walpole, la crainte d'une dénonciation sous forme juridique n'aurait pas déterminé Bolingbroke à fuir devant un ennemi qu'il savait muni contre lui de pareilles armes. Tel sera aussi le danger qui aura inquiété et refroidi ses amis de l'opposition. Lui-même, troublé de la conscience de ses actes, il se serait prudemment condamné à un volontaire exil. Voilà pourquoi il aurait attendu la chute de Walpole pour oser affronter sa présence.

Ce n'est là toutefois qu'une conjecture. On voit bien, dans la correspondance d'Horace Walpole (l'ancien), que pendant son ambassade à Paris, en 1727, lady Bolingbroke correspondait, par la voie des contrebandiers, avec une partie du ministère français, et annonçait un changement de ministère et l'abandon de Gibraltar. Des historiens accusent également son mari d'avoir, vers 1730, cherché à jeter la division parmi les signataires du traité de Hanovre, et encouragé l'Espagne à ne pas exécuter sur quelques points le traité de Séville. Néanmoins ce sont là de pures allégations, appuyées seulement par la mauvaise renommée de celui qu'elles accusent. Nous n'oserions les qualifier d'imposture; mais nous admettons volontiers qu'entre la froideur de ses amis qu'il avait fourvoyés, la colère de ses ennemis qu'il avait offensés, il jugea prudent de disparaître, et songea pour la première fois à se faire oublier.

Quoi qu'il en soit, il se retira en Touraine, à Chanteloup, lieu célèbre par plus d'un exil. Locataire de cette résidence, il en avait une autre plus modeste, Argeville près de Fontainebleau; mais laissons Pope nous décrire sa nouvelle existence.

« Sa vie est maintenant une vie très agréable, partagée entre l'étude et l'exercice, dans la plus belle contrée de la France, car il écrit ou lit cinq ou six heures par jour, et chasse généralement deux fois la semaine. Il a toute la forêt de Fontainebleau à sa disposition, avec les chevaux et l'équipage du roi, le gendre de sa femme étant gouverneur de ce lieu. Celle-ci demeure la majeure partie de l'année

avec milord dans une maison qu'ils ont louée, et le reste avec sa fille qui est abbesse d'un couvent royal du voisinage. Quant à lui, je ne l'ai jamais vu en meilleure santé, en meilleure humeur, ni plus indifférent, plus exempt de passion à l'égard de ses ennemis. Il s'est mis sérieusement à écrire l'histoire de son temps qu'il a commencée par une belle introduction; c'est un tableau de l'état de l'Europe entière depuis la paix des Pyrénées. » (Lettre à Swift, du 17 mai 1739.)

Lady Bolingbroke avait en effet conservé deux filles de son premier mariage : l'une abbesse de Notre-Dame de Sens, l'autre mariée au baron de Volore, gouverneur et capitaine des chasses de Fontainebleau. On pourrait presque dire que Bolingbroke ne revit pas d'autres personnes en France. Sa présence n'y produisit aucun effet. Il y resta sept années sans que les mémoires du temps, assez rares d'ailleurs, parlent de lui. Il n'avait nulle relation avec la cour de France, où dominait Fleury, l'ami de Walpole; nulle relation avec les Stuarts, qui n'étaient plus en France. On ne sait s'il revit le monde de Paris. Son ancienne société était dispersée. Voltaire à cette époque ne s'occupe plus de lui : il ne séjournait plus à Paris, il habitait Cirey, Lunéville, Bruxelles, La Haye, Berlin, et semblait oublier le Caton et le Mécène qu'il avait admiré. C'est donc bien réellement cette fois dans la retraite que vécut Bolingbroke; le travail seul anima la solitude de l'homme d'état désabusé. Jamais il n'avait perdu son goût pour l'histoire et pour la philosophie. Il était presque de l'avis de Platon et disait que l'homme d'état pouvait être philosophe. Il croyait l'être en effet, parce qu'il raisonnait de métaphysique et trouvait, comme tous les amateurs qui s'en mêlent, qu'on avait extravagué jusqu'à lui. Il promettait de démontrer en quelques pages à toutes les écoles qu'elles n'y entendaient rien. Dans le cercle où il vivait, il s'était donné ainsi l'autorité d'un maître, l'emploi de juge et de réviseur des systèmes, tant sacrés que profanes. Autour de lui, on attendait son livre. Pope écrivait : « Le projet de lord Bolingbroke de réduire la métaphysique à un sens intelligible sera une entreprise glorieuse. » Mais l'entreprise n'avait pas encore été menée à bonne fin, et la politique avait fait tort à la philosophie. Le public cependant avait été mis dans la confidence de l'admiration que Bolingbroke inspirait à quelques amis. L'*Essai sur l'Homme*, de Pope, avait paru en 1733; ce poème, adressé à Saint-John, est donné comme inspiré par lui, et une controverse célèbre dans l'histoire de la littérature avait attiré sur ses doctrines, comme sur celles de Pope, l'attention curieuse et la défiance inquiète de ceux qui ne séparent pas la poésie de la vérité.

Bolingbroke était pour Pope un oracle. « C'est quelque chose de supérieur à tout ce que j'ai vu de la nature humaine, » disait de lui le poète à Spence, qui a écrit ses conversations. Il pouvait donc sans honte lui emprunter ses idées et pour ainsi dire écrire sous sa dictée.

Aussi a-t-on prétendu que Bolingbroke avait pensé et Pope versifié l'*Essai sur l'Homme*. Sans aller jusque-là, comme Disraëli, qui veut que le premier l'eût écrit en prose tout entier, on peut croire avec Johnson que pour le fond, le plan, les principaux argumens, l'entretien du philosophe fut au poète d'un grand secours, et ce dernier n'a jamais caché de qui il prenait les conseils et suivait l'inspiration. Un jour qu'il avait la fièvre, Bolingbroke le vint voir, trouva près de son lit un Horace, l'ouvrit au hasard, tomba sur le passage *sunt quibus in satyra videor*, etc., et remarqua combien une traduction en vers des satires et des épîtres, en les appliquant à son temps, irait au talent et à l'humeur de Pope. Son vœu fut accompli, et Bolingbroke y gagna d'être mis à la place de Mécène dans l'imitation de la première épître.

Pope paraît avoir conçu l'idée de l'*Essai sur l'Homme* vers 1729. Il est tout simple qu'elle lui soit venue en causant avec son ami. Personne autour de lui ne passait pour avoir autant médité sur la philosophie morale. Son esprit ou son langage avait quelque chose de mâle qui lui donnait de l'autorité. Une convention fut passée entre les deux amis : c'est que, tandis que l'un écrirait en vers sur tout ce que le sujet aurait d'accessible à la poésie, l'autre remonterait pour lui aux principes mêmes de leur commune philosophie, et recueillerait dans un ouvrage spécial toutes ses idées sur les questions premières. Le poème contient plus d'une allusion à cette sorte de collaboration. D'abord Pope le dédie à Bolingbroke, et la première des quatre épîtres morales dont il se compose débute par ces mots célèbres : « Éveille-toi, mon saint Jean ! Laisse toutes les choses infimes à la basse ambition et à l'orgueil des rois, et puisque la vie ne peut guère nous donner qu'un moment pour regarder autour de nous et puis mourir, parcourons librement tout ce théâtre de l'homme, grand labyrinthe, etc., etc. » Dans certains passages, Pope semble un disciple qui ne s'adresse à son maître que pour le faire parler.

Que le système de l'*Essai* vînt de Pope ou de Bolingbroke, il n'était pas original. Lord Shaftesbury avait déjà soutenu l'excellence de l'ordre universel et l'accord du bien particulier avec le bien général. C'est là un système qui peut rendre moins nécessaire le recours à une autre vie pour expliquer ce monde et justifier la Providence. L'*Essai sur l'Homme*, conçu dans ces idées, l'est donc en dehors de toute religion révélée, et l'optimisme, si tempéré qu'il soit, paraît difficile à réconcilier avec la sévérité du dogme chrétien. Lorsque le poème avait paru en parties successives entre 1733 et 1734, son succès ne l'avait pas préservé des censures de l'orthodoxie. Crouzas, déjà l'adversaire de Leibnitz, publia une critique en forme, et l'on raconte que Pope en fut surpris et troublé. Suivant un récit fort douteux, il avait innocemment accepté les principes de Bolingbroke, qui s'était

vanté de faire de lui un hérétique sans le savoir, et la découverte de cette sorte de perfidie jeta Pope dans la plus grande indignation. Ce qui est plus certain, c'est qu'une controverse publique s'éleva et qu'elle effraya le poète, qui avait cru garder les ménagemens nécessaires. Warburton, qui étudiait pour être évêque, lut Crouzas, et prit la défense de l'*Essai*, et Pope reconnaissant lui écrivit en 1739 : « Votre système est le même que le mien, mais illuminé par un rayon qui vient de vous. Ainsi l'on dit que notre corps naturel reste le même encore, lorsqu'il est glorifié. » Warburton a raconté qu'il fit sentir à Pope quelle différence le séparait de Bolingbroke, et que leur commun principe : *tout est pour le mieux*, servait à défendre, chez l'un, la Providence contre les athées, chez l'autre, la nature contre les théologiens. Bolingbroke en voulut à Pope d'avoir accepté un tel défenseur, et vit dans ce recours au patronage de celui qu'il appelait *un pédant dogmatique* une défection ou du moins une faiblesse. S'il en résulta quelque refroidissement entre eux, la liaison ne fut pas rompue, et si Pope eut quelque regret d'avoir été compromis, il ne put s'en prendre à la philosophie de son ami. Il ne devait pas s'être mépris sur la portée des principes soutenus dans son ouvrage, et pour qu'il s'en repentît, il lui aurait fallu moins de pénétration et plus de scrupule que n'en suppose sa vie entière. Bolingbroke ne faisait nul mystère de ses opinions. Dans sa correspondance avec Swift, il dit que c'est à son instigation que Pope a commencé *le noble ouvrage*. Il en analyse la doctrine et le plan, sans en dissimuler les conséquences; il oppose le point de vue où le poète et lui se sont placés aux idées des théologiens sur les dispensations de la Providence en ce monde. Comment donc aurait-il caché à Pope ce qu'il discutait avec Swift? Le poète ne l'appelle-t-il pas *son guide, son philosophe et son ami?* Ne l'exhorte-t-il pas à s'expliquer à son tour? Et cette exhortation était sérieuse. On voit dans ses lettres qu'ils travaillaient tous deux de concert sur les mêmes questions. Il place par avance Bolingbroke à côté de Locke et de Malebranche; il annonce l'espérance de le voir rendre par un seul volume tous les volumes inutiles; il craint seulement de ne pas vivre assez pour lire ce grand ouvrage. Enfin le principal monument de philosophie que Bolingbroke ait laissé est une série d'essais non terminés qui sont adressés à Pope, et dans lesquels la liberté de penser se montre sans voile. L'introduction suffit à elle seule pour prouver que l'un n'avait pas pour l'autre de secret métaphysique. « Puisque vous avez commencé à ma demande l'ouvrage que j'ai désiré longtemps vous voir entreprendre, il n'est que trop raisonnable que je me soumette à la tâche que vous m'avez imposée... Vous serez plus en sûreté que moi dans les généralités de la poésie, et je connais assez votre prudence pour m'assurer que vous vous y abriterez contre toute accusation directe d'hétérodoxie. » Ces mots nous donnent la

vraie différence entre les deux complices, et le caractère cauteleux de Pope est assez connu pour qu'on puisse le soupçonner de s'être livré avec Bolingbroke et ménagé avec Warburton. « Le jour est venu, écrivait-il une fois à Swift, jour désiré que je n'espérais pas voir, où tout ce que j'estime entre les mortels est du même sentiment en politique et en religion. » — « Quand lui (Pope) et vous (Swift) et un ou deux amis aurez vu ma métaphysique, écrit Bolingbroke, *satis magnum theatrum mihi estis.* » Sur ce théâtre-là, Pope, on le voit, pensait librement comme ses amis; mais quand il se trouva compromis devant le public et que Warburton s'offrit pour le refaire orthodoxe, il accepta ce secours inespéré, et consentit à un système de défense auquel il n'avait jamais pensé.

Mais ce n'est qu'en 1739 qu'il se couvrit ainsi du bouclier de la foi. Dans les premiers temps de sa retraite, Bolingbroke jugea le moment favorable pour travailler à l'ouvrage qu'il avait promis. Jusqu'à la fin de sa vie, il le poursuivit sans l'achever. Lord Chesterfield, qui, traversant la France en 1741, le vit dans sa retraite, le trouva, à son grand regret, tout occupé de métaphysique, et comme c'était chose dont il ne faisait aucun cas, il essaya de le ramener à l'idée d'écrire l'histoire de l'Europe depuis la paix de Vervins. Bolingbroke n'était pourtant pas aussi étroitement confiné qu'il voulait bien le paraître dans les spéculations de la philosophie. Il était depuis peu de temps à Chanteloup, lorsqu'il écrivit à lord Bathurst une lettre très étendue sur ses projets d'études dans sa nouvelle situation. Il y expose avec développement l'état de son esprit, et prend la défense de la raison contre les préjugés et les passions. Chercher la vérité sera désormais le seul plaisir qui lui reste, et cependant du sein de sa retraite il contribuera, s'il le faut, à défendre la constitution britannique, puisque, l'ayant reçue de ses pères, il en est comptable à la postérité.

Cette dernière pensée le porta à entremêler ses recherches philosophiques de travaux sur l'histoire. Après avoir maintes fois exprimé une répugnance absolue à défendre sa conduite politique même par le simple récit des faits, il trouva que la relation écrite par le docteur Swift des quatre dernières années de la reine Anne était peu satisfaisante et ressemblait trop à un ouvrage de polémique. Il adressa donc à lord Cornbury ses *Lettres sur l'étude et l'usage de l'histoire.* La première partie se compose de réflexions qui rappellent ce que Voltaire nommait philosophie de l'histoire. On y trouve une instruction variée, plus d'indépendance que d'originalité, et une grande liberté dans l'examen des monumens de la tradition biblique (1). La

(1) La dernière section de la lettre III est dirigée contre la certitude du témoignage de la Bible en ce qui touche l'histoire, la chronologie, la géographie, etc. C'est cette par-

seconde partie est un tableau politique de l'Europe depuis l'époque où, selon l'auteur, l'histoire commence à devenir réellement utile, savoir le XVIe siècle. Les deux dernières lettres formeraient à elles seules un ouvrage spécial. C'est l'esquisse des événemens qui se sont passés entre la paix des Pyrénées et la paix d'Utrecht. Nous avons parlé de cet écrit, nous n'y reviendrons pas.

Cet ouvrage montre qu'il n'avait pas tout à fait oublié la politique. Dans son inaction forcée, il écrivait du moins à Wyndham (1735-1740), et tout en se disant revenu de toutes choses, il répétait, comme si le public pouvait l'entendre, que la corruption minait le gouvernement anglais au point d'anéantir la constitution. « Il y a tyrannie, dit-il, le mot n'est pas trop fort, car partout où une volonté prévaut sans contrôle, volonté de roi ou volonté de ministre, la tyrannie est établie ; » et le mal est tel qu'il exclut le remède, les forces mêmes qui le devraient guérir en étant devenues le siége. Aussi, quant à lui, renonce-t-il à tenter l'impossible. Dans son mépris pour le pouvoir et les partis, une seule pensée le console, un seul exemple le soutient : c'est la conduite de Frédéric, prince de Galles. L'héritier de la couronne en effet n'avait pas manqué de se déclarer contre la couronne; le fils était en lutte ouverte avec son père. Bolingbroke lui envoyait de loin des éloges qui devenaient des conseils, et il concevait une vague espérance d'être dans sa vieillesse le confident du futur roi. Il avait interrompu ses lettres sur l'histoire pour en composer une sur *l'Esprit de patriotisme*. C'est une amplification dans le goût des anciens, mais au fond c'est la vieille thèse de l'absorption des partis dans une coalition de patriotes. Lord Cornbury fut probablement chargé de faire arriver ce morceau sous les yeux du prince. C'était la destination plus évidente encore de deux lettres adressées à Lyttelton, alors engagé comme Pitt, son allié, dans l'opposition de cour de Leicester-House (1738). L'une était une peinture de l'état des partis à l'avénement de George Ier, fragment apologétique destiné à réconcilier Bolingbroke avec la maison de Hanovre; l'autre, sous ce titre : *Idée d'un roi patriote*, est une déclamation brillamment écrite, ou le portrait d'un monarque qui, tout-puissant par le respect même de la constitution, s'élève au-dessus des partis parce qu'il s'élève au-dessus des passions, et qui obtient

tie des lettres que Voltaire prétend traduire dans son ouvrage intitulé : *Examen important de milord Bolingbroke*. Ni pour le ton, ni pour la suite des idées, ni même pour le choix des critiques, son ouvrage ne ressemble au texte sur lequel il prétend l'avoir *collationné*. Une lettre à lord Cornbury et la réponse, ainsi qu'une note, signée Mallet, du 18 mai 1767, suivent ordinairement ce traité dans les œuvres de Voltaire, et sont tout à fait apocryphes. La *Défense de lord Bolingbroke par le chapelain du comte de Chesterfield* est une fiction non-moins reconnaissable.

de la confiance ce que d'autres cherchent en vain à conquérir par la force. Bolingbroke espérait tout à la fois séduire, flatter et relever un prince assurément très peu fait pour réaliser cet idéal. Le vice de l'ouvrage, c'est que, tout en prêchant la constitution, il promet, ou peu s'en faut, le pouvoir illimité au prince qui la comprendra comme lui, car il dominera tous les partis. Or c'est là une pure chimère ou l'anéantissement de la liberté politique. Celle-ci ne peut subsister sans les partis, et le prince assez fort pour les dédaigner est maître absolu. On a beau dire que c'est à la condition de sacrifier son égoïsme au bien public et de maintenir tous les droits de la nation; c'est un artifice de langage fait pour tromper le monarque ou les sujets. Dériver la liberté de l'extension de la prérogative et réciproquement, c'est un sophisme tentateur qui n'enhardit les rois qu'à faire leur volonté. Quand l'opposition ne sait plus où se prendre, elle essaie souvent de ce moyen, et c'est l'aveu de son impuissance ou de sa mauvaise foi.

En 1739, l'opposition songea à se retirer du parlement. L'abstention systématique est la ressource souvent factieuse et presque toujours inefficace de la colère des partis : c'est une protestation contre les institutions mêmes; c'est un appel au peuple. Bolingbroke, qui conseillait la retraite, voulait qu'on déclarât la constitution réellement anéantie. Wyndham prononça dans ce sens un discours très vif, mais il fut peu suivi. Lord Cornbury lui-même, l'ami et l'élève de Bolingbroke, ne se retira pas. On voit, dans les lettres de ce dernier à lord Marchmont, qu'il s'efforçait encore de tracer à distance un plan de conduite à l'opposition, et que l'indécision dont il trouva qu'elle faisait preuve le dégoûta profondément. « N'en sommes-nous pas, mylord, écrivait-il, à l'âge de radotage de notre république? Ne sommes-nous pas dans la seconde enfance? Dans la première seule, il y a espérance d'amendement. » L'esprit de parti a de ces découragemens et de ces injustices. Depuis un siècle et demi, à presque toutes les époques, des hommes même éminens ont déploré le déclin de la constitution britannique et lui ont prédit l'avenir le plus sombre. On sait comment les événemens ont traité ces prophéties.

Bolingbroke avait pu échanger les siennes contre les gémissemens des patriotes dans un voyage de quelques mois qu'il fit en Angleterre pour terminer de régler ses affaires par la vente de Dawley. Cependant il y garda une sorte d'incognito et ne quitta guère Pope et Twickenham. On sait seulement qu'il vit quelquefois le prince de Galles, et peut-être est-ce dans ces entretiens qu'il conçut son *Idée d'un roi patriote*. Je n'ai pu constater s'il écrivit cet ouvrage en France ou en Angleterre. Quoi qu'il en soit, son action demeura secrète et renfermée dans un petit cercle; toute démarche publique et bruyante

n'aurait servi qu'à le compromettre davantage. La prudence lui conseillait d'attendre des jours plus favorables et de se préparer une meilleure situation, sans devancer le temps. L'heure du retour définitif dans sa patrie ne devait venir pour lui qu'après la chute de Walpole. Aux élections de 1741, Walpole, qui avait pourtant fait à l'opposition l'imprudente concession de déclarer à l'Espagne une guerre inutile, perdit la majorité, ou du moins il la retrouva si faible et si vacillante, que le gouvernement lui parut impossible. Il fallut bien quitter ce pouvoir qu'il ne semblait devoir abandonner qu'avec la vie (février 1742). J'ai raconté ailleurs cette grande révolution ministérielle qui ne changea pourtant pas l'esprit du gouvernement (1). Elle rouvrit du moins à Bolingbroke les portes de sa patrie. Il eut besoin de voir son ennemi désarmé pour se retrouver sur le même sol que lui.

XXIII.

La mort de son père, qui arriva vers ce temps, le remit en possession viagère de ses biens de famille. Lord Saint-John, mort à près de quatre-vingt-dix ans, fut enseveli à Battersea le 16 avril 1742. Il laissait d'une Française, sa seconde femme, des enfans qui devaient, après son fils aîné, hériter des titres et du patrimoine. En attendant, Bolingbroke retrouvait une fortune. Il alla visiter le château de Lidyard, dont il portait le titre, dans le comté de Wilts; mais il fixa sa résidence habituelle à Battersea, son lieu natal. On y montre encore debout une partie de sa maison et une belle salle boisée en cèdre, qui a vue sur la Tamise, et dont Pope aimait à faire son lieu d'étude, au milieu d'une précieuse bibliothèque. Bolingbroke ne quitta plus guère ce lieu, si ce n'est en 1743, pour aller encore à Aix-la-Chapelle, où il croyait se guérir de la goutte, et en 1744, pour se défaire du dernier établissement qu'il eût conservé en France. Les travaux de l'esprit, qui en sont aussi les délassemens, convenaient seuls à son âge. Le temps avait renouvelé le monde autour de lui : il devait comprendre combien il lui siérait peu d'y vouloir ressaisir une active influence; mais la politique est la passion qui vieillit le moins. Un dernier mécompte aurait dû l'en guérir pour jamais. La perte de Walpole ne lui avait servi de rien. L'opposition victorieuse l'avait oublié. Pulteney, qui, il est vrai, s'oublia lui-même, ne parut pas songer à lui. Les tories étaient sans puissance, le prince de Galles à demi réconcilié. Comme Walpole, en sortant du cabinet, eut l'adresse d'en fermer la porte à presque tous les chefs de l'opposition, on pouvait dire que l'ancienne coalition avait échoué. L'infatigable Boling-

(1) Voyez le premier article sur Horace Walpole dans la *Revue* du 1er juillet 1852.

broke songea encore à la reformer : il reprit avec moins de bruit et d'ardeur ses habitudes d'intrigues, il eut des entrevues avec Pitt et avec Chesterfield, alors au premier rang des compétiteurs du pouvoir; mais il trouva le premier *hautain et intraitable,* et ce ne fut pas la dernière fois que ces épithètes devaient s'unir à son nom (1744). Pitt dit que c'était un vieillard pédant, inquiet et qui se querellait avec sa femme. Chesterfield le goûta davantage. C'était un homme de conversation et que Bolingbroke charma; cependant il causa avec lui et ne se compromit pas à suivre ses conseils : il était plus près de s'entendre avec les Pelham, devenus tout-puissans, que de conspirer contre eux. Jusque dans les menées qui amenèrent lord Granville (Carteret) au ministère pour deux jours, on retrouve la main de lord Bolingbroke. La même année (1746), il s'occupait encore de son plan favori de coalition, une de ses lettres en fait foi. Deux ans après, la paix d'Aix-la-Chapelle lui remettait la plume à la main, et il commençait des *Réflexions sur l'état de la nation.* Cet écrit, qui devait être d'une certaine étendue, ne fut pas fini. Le point que l'auteur y traitait principalement était l'exagération des taxes et de la dette publique, sujet accoutumé des gémissemens des tories depuis la guerre de la succession. En aucun temps depuis son retour, il ne cessa de cultiver la bienveillance du prince de Galles, protection impuissante à qui devait manquer l'avenir. L'opposition de Leicester-House se guida par ses conseils. Il avait une telle réputation d'esprit qu'elle résistait à ses revers et à ses fautes. On venait encore à lui, ne fût-ce que pour l'entendre, et rien ne pouvait le faire renoncer à l'espoir de regagner un jour sa pairie. Mourir pair avec le titre de comte fut jusqu'au bout son ambition; mais elle dut s'évanouir sans retour, quand une mort prématurée enleva, en 1751, le prince Frédéric.

Il fallut qu'il se contentât de la célébrité de son nom et de la distinction de son esprit. S'il s'était plus tôt décidé à jouir en repos de ces avantages, sa vieillesse calme et brillante aurait relevé sa vie. Telle qu'elle fut, et malgré les écarts de son humeur inquiète, elle ne manqua pas de dignité. On l'appelait le premier citoyen de la république des lettres. L'admiration du moins qu'il inspirait comme écrivain à des juges habiles eût permis de lui donner ce titre. Lord Chesterfield ne cesse dans ses lettres d'exalter les ouvrages de Bolingbroke, et il va jusqu'à dire qu'avant d'avoir lu son *Essai sur le patriotisme,* il ignorait la puissance de la langue anglaise. Il ajoute que la facilité, l'élégance et l'éclat de sa conversation la rendaient égale au style de ses écrits. Il le cite sans cesse à Philippe Stanhope comme un modèle accompli. Dans le portrait qu'il a tracé de lui, il ne dissimule cependant ni ses désordres, ni ses passions violentes, ni les petitesses d'un caractère irritable; mais il le dépeint comme

un homme incomparable et dont la supériorité faisait tout oublier en sa présence.

La mort avait enlevé la plupart de ses anciens ennemis; le temps avait affaibli tous les ressentimens, effacé le souvenir de ses fautes. Les hommes distingués qui maintenant remplissaient la scène le considéraient comme un homme d'état d'un autre temps dont les avis ressemblaient aux leçons de l'histoire. Il savait porter avec art cette haute situation, et n'avait rien perdu de ces formes gracieuses et imposantes qui ont tant servi à sa renommée. « Je crois réellement, disait Pope, qu'il y a dans ce grand homme quelque chose qui lui donne l'air d'avoir été mis ici bas par méprise. Lorsque la dernière comète a paru, j'ai imaginé quelquefois qu'elle pourrait bien être venue dans notre monde pour le transporter dans le sien. »

Pope survécut quelque temps auprès de lui à presque tous ses amis. Quand Bolingbroke revit l'Angleterre, Gay, Arbuthnot, Lansdowne, Wyndham, étaient morts. Swift ne sortait plus de l'Irlande et était tombé au-dessous de lui-même. Leur correspondance s'était arrêtée depuis 1734. Pope de loin en loin donnait au doyen des nouvelles de Bolingbroke, chaque jour plus froidement accueillies. Il cessa d'écrire en 1735 : Swift, qui devait vivre encore dix ans, ne pouvait plus répondre.

A travers les inégalités d'une santé chancelante, Pope poursuivit sa carrière jusqu'en 1744. Son intimité avec Bolingbroke ne fut jamais interrompue. Quoique ce dernier blâmât ses complaisances pour Warburton, il les pardonnait à un homme dont il se sentait admiré et dont les hommages publics pouvaient immortaliser son nom. Un peu par goût, un peu par calcul, ces deux hommes difficiles et irritables furent toujours aimables l'un pour l'autre. Le poète était déjà fort souffrant, lorsqu'un jour qu'il était à Twickenham avec Warburton, Hooke le vint voir et lui raconta qu'il avait soupé la veille à Battersea, et que sa seigneurie avait, dans la conversation, avancé de si étranges notions sur les attributs moraux de la Divinité, savoir la bonté et la justice (il ne lui attribuait en effet que la puissance et la sagesse), qu'autant aurait valu la nier tout à fait. Pope, toujours inquiet de se voir compromis par les témérités de Bolingbroke, dit à Hooke avec un peu d'aigreur qu'il s'était mépris, et Hooke répondit de même qu'il comprenait ce qu'on lui disait. Pope, la première fois qu'il revit le philosophe, lui demanda une explication, et la réponse fut que Hooke s'était trompé. Quelque temps après, il voulut absolument se faire porter à Lincoln's-Inn-Fields, chez William Murray, célèbre plus tard sous le nom de lord Mansfield, et qui réunissait à dîner Bolingbroke et Warburton. La conversation revint naturellement sur cette question des attributs divins. Bolingbroke laissa négligemment échapper quelques mots

qui amenèrent Warburton à développer sa profession de foi. Il impatienta Bolingbroke, qui répondit avec vivacité, et il s'ensuivit une assez chaude dispute qui laissa Pope fort agité, car il était obligé d'être de l'avis de tous les deux, l'un étant son maître, l'autre son apologiste; l'un pensant pour lui, l'autre répondant pour lui.

Au printemps qui suivit, Pope, chaque jour plus faible, sentit sa fin prochaine. Bolingbroke vint à Twickenham et n'en sortit presque plus. Ses tendres soins pour son ami touchèrent les assistans. Il était, le 21 mai, près du fauteuil du malade sans connaissance. Sa douleur lui arrachait des larmes. Il s'écriait : « O grand Dieu! qu'est-ce que l'homme? » Puis il le regardait, il répétait ces paroles, et des sanglots l'interrompaient. Quelqu'un remarqua que Pope, lorsqu'il reprenait ses sens, avait toujours à dire quelque chose d'affectueux. « De ma vie, répondit-il, je n'ai vu un homme qui eût le cœur aussi tendre pour ses amis et une affection plus générale pour l'humanité; voilà trente ans que je le connais, et je m'estime plus pour l'amitié de cet homme que... que... » Sa voix faiblit, et il laissa en pleurant tomber sa tête dans ses mains. Pendant son absence, Pope, qui était catholique, consentit à voir un prêtre, parce que, dit-il, cela serait convenable (*it would look right*). Après avoir reçu les sacremens, il dit : « Rien n'est méritoire que la vertu et l'amitié, et encore l'amitié elle-même n'est-elle qu'une partie de la vertu. » Lorsque Bolingbroke revint à Battersea, on assure qu'il fut très irrité qu'un prêtre eût été appelé; mais Hooke lui répéta à dîner la parole de Pope. « Oui sûrement, s'écria-t-il, c'est là tout le devoir de l'homme. » Pope mourut le 30 mai, en laissant par son testament à Bolingbroke quelques livres comme marque de souvenir, et tous ses manuscrits.

Il est difficile de ne pas voir dans tous ces détails, transmis par des témoins, les preuves d'une véritable amitié. Bolingbroke, il faut bien lui rendre cette justice, ne savait pas dissimuler sa malveillance, et cependant il avait à peine fermé les yeux de Pope, qu'il devait montrer envers sa mémoire des sentimens fort différens de ceux qu'il lui témoignait pendant sa vie. Quelques années auparavant, il l'avait chargé de faire imprimer pour quelques amis un petit nombre d'exemplaires du *Roi patriote*. Peu après la mort de Pope, un imprimeur vint lui dire qu'il avait, par son ordre, tiré de l'ouvrage quinze cents exemplaires, lui offrant de les lui remettre comme au légitime propriétaire. Bolingbroke fit aussitôt allumer un grand feu sur la terrasse de Battersea et brûler jusqu'à la dernière feuille; mais sa colère ne s'arrêta pas là. Il avait eu déjà à reprocher à Pope ce qu'il regardait comme des abus de confiance. Lorsqu'il lui avait antérieurement donné ses *Lettres sur l'histoire*, Pope les avait montrées à Warburton, qui lui dit que les argumens contre la Bible n'avaient rien d'original, et écrivit quelques pages de réfutation qui furent en-

voyées en France à Bolingbroke. Outré qu'on lui proposât une suppression dans son œuvre, ce dernier prépara une réponse très-vive dont on eut grand' peine à obtenir de lui le sacrifice. En apprenant une nouvelle indiscrétion, tous ses ressentimens se réveillèrent. Il était choqué d'ailleurs que Pope eût désigné Warburton pour l'éditeur de ses œuvres. Depuis longtemps il voulait se venger du théologien. Tous deux étaient, au dire de Disraëli, *les deux plus arrogans génies qui aient jamais paru.* En outre Pope avait fait quelques retranchemens et quelques corrections dans le texte des écrits de Bolingbroke, et les malveillans prétendaient que, lui ayant fait payer le prix de l'impression des quinze cents exemplaires, il avait calculé, espérant lui survivre, qu'il les vendrait avec grand profit. Nous savons combien Bolingbroke était vindicatif. Il voulut que le public fût mis dans les confidences de son grief et partageât son ressentiment. Il avait maintenant pour commensal un Écossais, David Mallet, secrétaire en sous-ordre du prince de Galles, et à qui l'on doit une vie du chancelier Bacon. Quoique ce Mallet eût été un des admirateurs publics de Pope, il lui donna ses lettres *sur le patriotisme, sur un roi patriote,* etc., et le chargea d'en faire une nouvelle édition avec une préface où tout serait raconté (1749). Le manuscrit de cette préface est au *British Museum* avec des corrections de Bolingbroke. Cette publication fit grand bruit. Ces procédés au moins singuliers entre deux amis célèbres, ces dénonciations tardives, amusèrent la malignité de leurs ennemis, la malice des indifférens. Il parut des brochures en grand nombre, et Warburton, indigné, prit la plume pour défendre la mémoire de Pope. Il s'attira une réponse anonyme, écrite par Bolingbroke, et qui portait ce titre étrange : *Épître familière au plus impudent de tous les hommes vivans;* mais ce qu'il y eut de plus fâcheux pour notre irritable auteur, c'est que les écrits qu'il faisait enfin paraître avaient perdu de leur à-propos et ne furent admirés que pour le style. Walpole était mort depuis quatre ans. Toutes les colères étaient oubliées. Lyttelton, à qui deux de ces écrits étaient adressés, demanda qu'on n'y laissât rien de trop vif contre Walpole, maintenant qu'il était lié avec tous ses amis, et Pitt, qui avait fait une évolution du même genre, dit à Horace d'un air fort dégagé qu'il avait lu tout cela autrefois, dans un temps où il admirait Bolingbroke plus qu'il ne le faisait aujourd'hui. En tout, cette affaire, à laquelle le caractère et la volonté de l'homme donnèrent seuls de l'importance, ne lui valut que des ennuis et dut lui faire sentir qu'il vieillissait au milieu d'un monde nouveau. « Je suis singulier dans tout ce qui m'arrive, écrivait-il à lord Marchmont, une espèce à part dans la société politique, et ceux qui n'osent attaquer personne autre peuvent m'attaquer,

moi. Chesterfield dit que j'ai formé contre moi une coalition de whigs, de tories, de *trimmers* et de jacobites. A la bonne heure! j'ai la vérité de mon côté, qui est plus forte qu'eux tous. »

Le 18 mars 1750, lady Bolingbroke mourut à soixante-quatorze ans. Bolingbroke paraît l'avoir toujours aimée. En 1723, il avait écrit à Swift : « L'amour que j'étais habitué à répandre avec quelque profusion sur tout un sexe a été depuis quelques années dévoué à un seul objet. » Et depuis lors, jusqu'au jour où il la perd, il ne nomme sa femme dans ses lettres qu'avec tendresse, et il se plaît à retracer en elle les qualités qu'il admire. Pendant les longues souffrances qui précédèrent la fin, il lui rendit des soins dévoués, et ses lettres à lord Marchmont, un de ses derniers amis, expriment avec vérité les vives inquiétudes qu'elle lui inspire. Il fit déposer ses restes dans le caveau des Saint-John de l'église de Battersea, et on y lit encore une épitaphe qu'il composa lui-même à la louange de cette femme, *l'honneur de son sexe, le charme et l'admiration du nôtre.*

Elle lui légua d'assez pénibles procès, commencés en France, qui ne furent même gagnés qu'après lui et par les soins de son ami le marquis de Matignon. Il s'agissait de droits fondés sur son mariage, dont on contestait l'existence et la régularité, mais qui fut enfin reconnu par arrêt du parlement.

Son âme attristée ne demandait plus que du repos; mais une maladie cruelle tortura la dernière année de sa vie. Il la supporta avec calme et avec courage. Lord Chesterfield, depuis quelque temps lié intimement avec lui, le vit pour la dernière fois quinze jours avant sa mort. Ils se quittèrent avec émotion : « Dieu, qui m'a placé ici-bas, fera de moi ce qu'il voudra après ceci, et il sait ce qu'il y a de mieux à faire. Puisse-t-il vous bénir ! » Tels furent les derniers adieux de Bolingbroke. On y voit le fond de son cœur, plus de foi en Dieu que dans l'autre vie. Il mourut, le 17 décembre 1751, dans sa soixante-quatorzième année. « N'êtes-vous pas bien touchée, écrit en français lord Chesterfield à Mme de Mauconseil, mais je suis sûr que vous l'êtes, de la misérable mort de notre ami Bolingbroke ? Le remède a avancé sa mort contre laquelle il n'y avait point de remède... Je perds un ami chaud, aimable et instructif. Je l'avais vu quinze jours avant sa mort... Le lendemain, les grandes douleurs commencèrent et ne le quittèrent plus que deux jours avant sa mort, pendant lesquels il resta insensible. Quel homme! quelle étendue de connaissances! quelle mémoire ! quelle éloquence! Ses passions, qui étaient fortes, faisaient tort à la délicatesse de ses sentimens; on les confondait, et souvent exprès. On lui rendra plus de justice à présent qu'on ne lui en a rendu de son vivant. »

Avant de mourir, Bolingbroke avait défendu qu'aucun ecclésias-

tique fût admis à ses derniers moméns. On l'ensevelit auprès de ses ancêtres dans l'église de Battersea. Ce monument est en marbre gris et noir, et deux médaillons sculptés par Roubillac offrent son profil et celui de sa femme. L'on y lit cette inscription dont l'original, écrit de sa main, existe au Muséum britannique :

« Ici repose Henry Saint-John, sous le règne de la reine Anne secrétaire de la guerre, secrétaire d'état et vicomte Bolingbroke; au temps du roi George Ier et du roi George II, quelque chose de plus et de mieux. Son attachement à la reine Anne l'exposa à une longue et rude persécution. Il la supporta avec fermeté d'âme. Il passa la dernière partie de sa vie dans sa patrie. Il ne fut l'ennemi d'aucun parti national, l'ami d'aucune faction. Sous ce nuage de proscription qui ne fut jamais entièrement écarté, il se distingua par son zèle à maintenir la liberté et à restaurer l'antique prospérité de la Grande-Bretagne. »

Le testament de Bolingbroke commence par ces mots : « Au nom de Dieu, que j'adore humblement, à qui j'offre mes perpétuelles actions de grâces, résigné de grand cœur (*cheerfully*) aux ordres de sa providence... » L'acte d'ailleurs ne contient que des dispositions insignifiantes. Des amis que nous lui connaissons, un seul est nommé, c'est le marquis de Matignon auquel il donne un diamant qu'il portait au doigt. Une seule de ses dernières volontés intéressait le public et devait livrer de nouveau sa mémoire au jugement du monde. Il léguait à David Mallet la propriété de tous ses ouvrages, lettres et manuscrits, avec l'intention manifeste de faire de lui son éditeur. Cette intention fut accomplie.

Mallet, dans les dernières années, le voyait sans cesse, l'écoutait, l'admirait, le flattait, se pénétrait de ses idées et de ses volontés. Il regarda le legs qui lui était fait comme une mission, et rien ne le put détourner de la remplir tout entière. On redoutait la publication de certains ouvrages de Bolingbroke, soit pour sa mémoire, soit pour ses contemporains. Dans les *Lettres sur l'histoire*, imprimées dans le temps pour huit personnes seulement, les fondemens de l'histoire sainte étaient librement examinés. Lord Cornbury, aujourd'hui lord Hyde, à qui ces lettres avaient été adressées, tâcha d'obtenir de Mallet que cette partie suspecte ne fût pas réimprimée. Il lui écrivit de Paris une longue lettre où, parmi les plus grands éloges donnés à Bolingbroke, il dit qu'il ne lui a connu de préjugé et de passion que sur les questions religieuses, et qu'il ne serait ni prudent, ni respectueux de divulguer cette faiblesse d'un homme supérieur. Il ajoutait même qu'il serait obligé de désavouer la publication (mars 1752). Mallet, qui pensait au fond comme Bolingbroke, répondit qu'il avait un mandat et qu'il le remplirait sans restriction. Les intentions de son noble ami lui étaient bien connues. Les manu-

scrits lui avaient été remis, revus, corrigés, préparés pour l'imprimerie. Il regardait comme un devoir de les publier tels qu'il les avait reçus. Il aurait pu ajouter que le recueil contiendrait de bien autres hardiesses, bien autrement méditées, dans de longs ouvrages encore inconnus de lord Hyde et de ses amis. Mallet d'ailleurs, éditeur enthousiaste, comptait pour sa publication sur un succès qui ferait sa fortune. Telle était sa confiance, qu'il refusa 3,000 livres sterling que lui en offrait un libraire, et il lui fallut attendre plus de vingt ans pour rentrer dans ses frais par la vente des cinq volumes d'œuvres complètes qu'il fit paraître en 1754. Dans ce recueil, on ne trouve encore aucune correspondance diplomatique ou familière, mais tous les ouvrages que nous avons cités et les essais inédits destinés à Pope. Cette dernière partie est considérable et contient le fond de la philosophie de Bolingbroke. Cette publication, attendue avec un mélange de curiosité et d'inquiétude, n'augmenta point la réputation de l'auteur, car cette réputation, en tout temps égale au moins à son mérite, devait quelque chose à une sorte de mystère. Il y eut seulement un peu de scandale, ce qui tempéra l'admiration convenue que le public portait à des talens dont il n'avait pas la mesure. « C'était un coquin et un poltron, dit brutalement Johnson : un coquin pour avoir chargé une espingole contre la religion et la morale; un poltron, car il n'a pas eu le courage de faire feu lui-même, et il a laissé une demi-couronne à un mendiant d'Écossais pour lâcher la détente après sa mort. » La société anglaise offre dans ses jugemens des disparates que nul n'a su peindre comme Horace Walpole. Voici ce qu'il écrit à ses amis : « 6 mars 1754. — Lord Bolingbroke a paru en cinq pompeux in-quarto, deux et demi sont nouveaux et les moins orthodoxes. Warburton est résolu à répondre, et les évêques à ne lui pas répondre... 1er décembre. Il est comique de voir comme Bolingbroke est abandonné ici, depuis que les meilleurs de ses écrits, sa théologie métaphysique, ont été publiés. Du temps qu'il trahissait et outrageait tout homme qui s'était fié à lui, ou qui lui avait pardonné, ou qui l'avait obligé, il était un héros, un patriote, un philosophe et le plus grand génie du siècle. Du moment que ses *Craftsmen* contre Moïse et saint Paul ont été publiés, nous avons découvert que c'était le plus méchant homme et le plus méchant écrivain du monde. Le grand jury a présenté ses ouvrages (pour l'accusation), et aussi longtemps qu'il y aura des gens d'église, il sera rangé parmi les Tindal et les Toland. Et même je ne sais si mon père ne pourrait pas devenir un martyr en titre pour avoir été persécuté par lui. » La proposition du grand jury de Westminster fut sans résultat, bien que Herring, archevêque de Canterbury, eût annoncé des poursuites contre l'éditeur et l'imprimeur. Tout se

réduisit à une adresse présentée au roi par l'église de ce diocèse pour se plaindre de la corruption des temps manifestée et propagée par la publication de coupables et dangereux écrits.

XXIV.

Nous imiterons la justice de Londres, qui ne donna pas suite à l'examen des ouvrages philosophiques de Bolingbroke; nous n'en essaierons pas une critique approfondie : bornons-nous à en faire connaître l'origine et l'esprit. Ces écrits, peu lus aujourd'hui et qui n'ont eu jamais un fort grand succès, sont peut-être les derniers ouvrages composés sérieusement, exécutés avec talent, que jusqu'à nos jours la liberté de penser, ou, pour mieux parler, l'incrédulité en matière de révélation ait ouvertement produits en Angleterre. Gibbon est un historien; Hume enveloppe sa pensée et n'atteint le christianisme que par les conséquences de son scepticisme métaphysique. Bolingbroke est dans les opinions de Voltaire, aussi hardiment, plus gravement que lui, et Voltaire, qui s'est couvert sans cesse de son autorité, souvent aidé de ses idées, aime à le représenter comme le chef d'une grande école, et presque comme un type de l'esprit britannique. Il n'a pas tenu à lui et aux écrivains ses contemporains qu'on ne crût la société anglaise gouvernée par les opinions qu'il voulait transmettre à la France. Cette société proteste cependant, et ne veut pas nous avoir donné l'exemple; elle ne parle qu'avec aversion de ce qu'on appelle la philosophie du XVIIIe siècle. Elle est religieuse, elle se dit chrétienne; et quand il s'agit de foi, à moins de soupçonner tout un peuple d'imposture, il est ce qu'il croit être.

Voltaire cependant ne feignait pas son admiration pour la libre pensée du peuple breton. De son temps et à son exemple, on représentait, jusque dans les ouvrages d'imagination, un Anglais comme un homme indépendant, hardi dans son langage, supérieur aux préjugés, au nombre desquels on classait sans hésiter la foi chrétienne. Faut-il admettre que l'Angleterre ait tout à fait changé, ou rechercher si des époques et des parties diverses d'une même société ont pu légitimement donner lieu à des jugemens contradictoires sur ses sentimens et ses croyances?

Rappelons-nous que l'Angleterre, au temps de Bolingbroke, sortait d'une révolution, et d'une révolution où la religion avait joué un grand rôle. Or la religion dans l'homme ou plutôt le sentiment religieux, malgré la sublimité de son origine, est sujet à s'altérer, à se dénaturer, autant qu'aucune de nos dispositions primitives. Comme tout ne s'y réduit pas à une idée dogmatique, la religion quitte le domaine de la raison pure ou de la pure spiritualité pour

devenir comme sentiment une passion, comme culte une institution. La passion peut être louable, l'institution peut être vénérable; mais l'une et l'autre ne sont pas à l'abri de l'abus qui s'attache à toutes les passions et à toutes les institutions de l'humanité. Considérée sous ce dernier rapport, la religion est un fait social, une loi écrite, un établissement national, et elle tend à se confondre avec les autres moyens de pouvoir. Elle fait à un certain degré partie du gouvernement, elle le seconde ou le supplée, et elle est dans la main des hommes ce que sont tous les instrumens politiques, quelque chose dont se sert la prudence, dont se couvre l'intérêt, dont s'arme l'ambition. Par suite, le respect qu'elle inspire subit toutes les variations de l'opinion publique, et peut même être exposé à l'atteinte des révolutions.

Comme sentiment individuel, au contraire, la religion, quand elle se passionne, peut s'exalter sans mesure et troubler l'ordre général. La conscience, séduite par l'imagination, s'enhardit à des singularités qui peuvent être dangereuses encore qu'innocentes, mais qui ne sont pas toujours innocentes. Un enthousiasme aveugle, une mysticité qui s'égare, tout, jusqu'à l'ascétisme désintéressé, jusqu'aux excès d'une austérité sans contrôle, peut entraîner les hommes aux violences de l'esprit de secte, à des témérités subversives, à des crimes pieux. Sans même aller aussi loin, la religion, comme fait individuel, est un moyen d'indépendance, tandis que comme fait social elle est un moyen de pouvoir. Or les hommes abusent de tous les moyens, de l'un dans le sens révolutionnaire, de l'autre dans le sens absolutiste. Ainsi, sous l'influence de la corruption ou de la faiblesse humaine, on conçoit que la religion puisse dégénérer ici en hypocrisie oppressive, là en fanatisme perturbateur.

Je force à dessein les expressions; mais on saisira, j'espère, ma pensée dans sa juste mesure, on comprendra surtout qu'au jugement des hommes, toujours prompts à porter des condamnations sans restriction, la religion peut, suivant les circonstances, présenter des faces diverses, et trouver des ennemis, rencontrer au moins des indifférens ou des incrédules à des titres opposés. Les uns s'en détacheront parce qu'ils sont hommes de gouvernement, les autres parce qu'ils sont hommes d'opposition.

Tous ces résultats se sont produits dans la révolution anglaise. Tandis que la réformation, conçue à la manière des rois, avait fait de la religion une annexe de leur autorité et une partie de l'établissement monarchique, la réformation, comprise à la manière du peuple, avait déchaîné dans le champ de la croyance l'indépendance individuelle. On sait à quels excès de pensée et parfois d'action la libre prédication de la Bible avait poussé les sectes innombrables qui

donnent à ce moment de l'histoire des trois royaumes un aspect si varié et si original. Les conservateurs de toutes nuances, les hommes de pouvoir, les hommes de cour, même les esprits froids et sensés que blesse la déraison, les esprits frivoles et timides qu'alarme l'énergie, durent maudire ces effets extrêmes d'une grande révolution religieuse. Quand on déteste ceux qui prêchent, on est bien près de peu aimer ceux qui croient. Qui hait le fanatisme se laisse aisément aller à suspecter la foi. Dans les temps de dissensions civiles surtout, on ne connaît pas de mesure : on proscrit tout, l'usage avec l'abus, le bien avec le mal; c'est le règne des opinions absolues.

On conçoit donc que la restauration des Stuarts ait été signalée par une réaction irréligieuse. Il y eut sans doute à la cour même des catholiques et des épiscopaux sincères; mais le catholicisme était pour la majorité une religion de rebelles, le culte épiscopal une institution qui puisait sa sainteté dans sa nationalité. Aux yeux des courtisans, des prétendus sages, des beaux esprits, des roués élégans, si nombreux alors, le zèle chrétien semblait à la fois une absurdité et un danger. Excité par la répression chez les dissidens, il apparaissait comme un fanatisme stupide et menaçant, grossier et niveleur. C'était une preuve de bon goût et de bon sens que de laisser la ferveur au populaire. Les libertins, qui tiraient ce nom de leurs opinions d'abord, puis des mœurs dont ces opinions étaient ou la cause ou l'effet, régnaient dans le cercle où brillait le chevalier de Grammont. Le comte Hamilton revenait de bien loin, quand, sur ses vieux jours, il donna son âme aux jésuites de Saint-Germain. Saint-Évremond était un oracle pour ce beau monde si spirituel et si léger. Et comme il faut toujours que l'esprit d'une époque, même frivole, ait son philosophe, Hobbes était le philosophe de celle-là. Ses principes spéculatifs vont à la négation de la religion comme de la justice. Pour lui, tout en ce monde est de ce monde. Comme la justice, la religion n'est sainte que parce qu'elle est établie, et elle n'est établie que parce qu'elle est utile.

La conséquence était la destruction ou tout au moins l'oppression des dissidens. La conséquence était, en toutes choses comme en religion, la tyrannie. De là, nécessité pour les non-conformistes de toutes nuances de se jeter dans l'opposition, de se couvrir de l'égide des principes de liberté. Ces principes, qui n'étaient pas seulement une sauvegarde pour les presbytériens, les baptistes, les puritains, trouvaient de plus désintéressés défenseurs; ils étaient aimés pour eux-mêmes. La révolution avait été pour le moins aussi politique que religieuse. Les républicains, les whigs, même les tories éclairés, s'apitoyaient sur les non-conformistes à titre d'opprimés, et s'intéressaient à la liberté des cultes, parce qu'elle était une liberté. Voyant

enfin la cour flotter entre le catholicisme et l'anglicanisme, l'épiscopat et les universités exagérer à l'envi la prérogative royale, ils n'apercevaient plus dans la religion constituée que ce que Tacite appelle *instrumentum regni*. Elle leur devenait suspecte ou odieuse, comme la sainte complice de l'absolutisme. De là ils tiraient au moins cette conclusion, que le sentiment chrétien libre et désintéressé était seul respectable et sacré comme un droit de la conscience; mais, ne pouvant l'attribuer exclusivement à aucun symbole particulier, ils arrivaient à une large indifférence entre toutes les interprétations de l'Évangile. Ils professaient un christianisme fondé sur la raison, et de là déviaient aisément jusqu'à une croyance peu définie que leurs adversaires appelaient arianisme. Sur cette pente, il est fort difficile de fixer des points d'arrêt. Les esprits qui ont une fois proclamé leur émancipation conçoivent aisément, dans le secret de leurs pensées, cet idéal de la foi philosophique auquel aspire la raison qui veut, comme dit Platon, se conformer à Dieu. Respectons le mystère des consciences; mais hâtons-nous d'ajouter que la liberté chrétienne, que le christianisme de la raison eut aussi son philosophe, et celui-là, c'est le philosophe de la révolution de 1688 : il se nommait Jean Locke.

Lord Shaftesbury l'avait précédé. On a dit que lord Somers était de ceux qui, de ce christianisme rationnel et libéral, avaient passé au pur théisme. On l'a dit, mais qui le sait? Le même soupçon atteignit aussi lord Cowper. N'oublions pas que les whigs étaient en lutte politique avec la haute église, et que la tentation était bien forte pour leurs ennemis de les dénoncer aux préjugés de la dévotion populaire. Lord Wharton, par exemple, n'avait pas besoin d'être calomnié. Incrédule de la même manière que les courtisans de Charles II, tolérant à la façon des amis de Guillaume III, il avait les mœurs des uns et les principes des autres, et son rare esprit touchait au cynisme par abus de sa force et de sa liberté. D'ailleurs dans le parti de la cour on comptait plus d'un Wharton. Lord Shrewsbury s'en rapprochait, quoiqu'il conservât plus de mesure et de goût, et que ses faiblesses élégantes ne pussent se confondre avec des vices audacieux. Un des champions les plus chéris de l'église, le duc de Buckingham, passait pour ne la défendre qu'à titre de machine gouvernementale; Bolingbroke enfin, Bolingbroke, dégoûté dès sa jeunesse des rigueurs du puritanisme, débauché avec éclat, incrédule avec fierté, n'avait embrassé la religion de l'état qu'en homme d'état, et devait finir par haïr ou mépriser la foi sous toutes ses formes : presbytérienne, parce qu'elle était fervente et démocratique; épiscopale, parce qu'elle n'avait pas su lui prêter un pouvoir durable; chrétienne, parce qu'elle contrariait sa raison, son orgueil et ses passions.

La littérature et la conversation l'avaient toujours charmé. Ses disgrâces politiques mirent son esprit en pleine liberté. Dans le cercle choisi où il vécut alors, on connaissait peu la contrainte, et ses opinions se produisaient avec autorité. Il formait avec Swift et Pope un triumvirat intellectuel de grande renommée. Les Anglais n'aiment pas à convenir que ses idées philosophiques y dominassent sans partage; mais la mort de Pope laisse peu de doute sur ses sentimens intimes, et Bolingbroke, en lui écrivant, ne cesse de lui rappeler qu'il ne fait que rédiger leurs conversations. Quant à Swift, sa profession lui commandait plus de réserve. Il avait adopté la politique de la haute église, et son esprit du reste était peu fait pour les spéculations métaphysiques; mais il se moquait des controverses et des sectes, ce qui n'annonce jamais une grande ferveur. Son *Conte du Tonneau* n'en épargne aucune. Il ne put parvenir à se faire une réputation de piété suffisante pour être évêque. Dans ses *Pensées sur la religion*, jamais il n'appuie sur la vérité du dogme en lui-même; sa foi ne semble que l'accomplissement d'un devoir de position. « Quoique je pense que ma cause soit juste, dit-il quelque part, cependant mon grand motif est ma soumission aux volontés de la Providence et aux lois de mon pays. » Cette manière de croire n'a pas manqué d'imitateurs en Angleterre; mais, on en conviendra, elle n'exclut pas le doute intime et ne répond point aux objections. Swift devait tout entendre quand il causait, et ne blâmer dans les opinions de Bolingbroke que leur publicité. Ce n'est guère que par l'ironie, ou bien au nom de la morale sociale, qu'il attaque les libres penseurs; ce n'est pas en théologien, c'est en publiciste qu'il les condamne. Sa foi se réduit à la profession de la religion établie.

Cette doctrine, fort répandue et qui s'est perpétuée, conduisait le clergé politique à regarder les libres penseurs à peu près comme des dissidens. Eux-mêmes se présentaient comme une secte, et pour l'église ils n'étaient guère moins odieux que les déistes, qui ne l'étaient guère moins que les athées. Dans le vocabulaire du zèle anglican, vous trouverez souvent ces trois noms mis sur la même ligne; et comme dans les momens d'intolérance il pouvait y avoir devant la loi et l'opinion un risque égal à mériter indistinctement un de ces noms, des raisonneurs extrêmes, Tindal, Toland, Collins, franchirent les dernières limites : l'irréligion fut professée. L'esprit de controverse et l'esprit de secte, puissans tous deux dans une partie de la population, protégeaient leurs témérités. Leurs excès rendirent les esprits plus indulgens pour des libertés moins choquantes. L'arianisme, puis l'unitairianisme, puis le socinianisme, puis le déisme, devenaient les termes d'une progression continue, s'ils n'étaient pas des expressions diverses d'une même valeur. Malgré les anathèmes

de la chaire, malgré les menaces et les rigueurs du parlement, malgré les clameurs de la multitude scandalisée, une liberté de fait était à peu près acquise à ces transformations successives du libre examen, un des principes de la réforme. Si certaines convenances étaient gardées, si l'accent de la piété s'échappait de l'âme, l'étude des Écritures conduisait impunément des chrétiens à des interprétations que le catholicisme ou le calvinisme n'auraient pas tenues pour chrétiennes. En croyant revenir au texte, on s'écartait de la tradition. Sur la divinité du Messie, sur la justification, sur la prédestination, des doctrines latitudinaires étaient mises en avant par des hommes que la religion acceptait pour défenseurs. Leland lui-même les compte au nombre des meilleurs adversaires des déistes de son siècle. Burnet, Locke, Newton, Clarke, défendaient la foi en supprimant ou en atténuant ses mystères. Ainsi le dogme s'effaçait peu à peu des esprits, disparaissait peu à peu du langage. « Nous sommes par degrés tombés, dit Addison, dans cette mauvaise honte qui a en quelque sorte banni du milieu de nous l'apparence du christianisme dans l'usage de la vie et dans la conversation ordinaire (1712). » Et la hardiesse des opinions faisait de tels progrès, que Leibnitz écrivait à la princesse de Galles, en 1715, que même la religion naturelle s'affaiblissait en Angleterre.

Comment maintenant s'étonner qu'un catholique du continent jeté au milieu de cette société, ce catholique s'appelât-il Voltaire, imaginât à la première vue que la foi chrétienne y marchait à son terme, ou du moins se retirait des classes élevées par le rang ou par l'esprit? Vainement se savait-il chez des protestans; il entendait des prêtres, des évêques institués par l'état traiter d'erreurs superstitieuses quelques dogmes inséparables pour lui de la religion de l'Évangile. Il trouvait même chez les orthodoxes une liturgie simple, peu de cérémonies, plus de latin consacré, presque tous les sacremens supprimés, le culte de la Vierge, le culte des saints, et tous les miracles modernes proscrits comme des restes d'idolâtrie; puis, en dehors de cette religion officielle, des symboles divers, des dissidences de toutes sortes, des sectes de toute nature qui prêchaient, écrivaient, disputaient. Enfin il tombait dans le monde politique où des hommes considérables et habiles réduisaient le culte à une institution publique, que les uns trouvaient nécessaire, les autres abusive, et près d'eux, quelquefois au-dessus d'eux, de beaux esprits, même des génies supérieurs, qui modifiaient le dogme par le raisonnement, et mettaient leurs pensées à la place des croyances. Devant un tel spectacle, on pouvait naturellement supposer que l'Angleterre s'en allait devenir une nation de philosophes, et surtout quand on avait bonne envie que la supposition fût vraie. « Point de religion en An-

gleterre, » écrivait Montesquieu dans les notes de son voyage de 1730.

Ce jugement cependant était faux, s'il voulait dire que l'Angleterre allait devenir la proie d'une incrédulité systématique et déclarée. La vivacité avec laquelle se produisaient et s'attaquaient les opinions religieuses était un souvenir des discordes civiles, un vestige des temps de faction. Les sectes étaient encore des partis, et les partis, encore révolutionnaires. Si leurs querelles provoquaient chez les esprits modérés un dégoût, une aversion qui atteignit la foi même, cette indifférence en matière de dogme était une réaction passagère. A l'avénement de la maison de Brunswick, l'Angleterre, sans le bien savoir encore, mit définitivement le pied hors des révolutions. Avec les arrière-pensées d'absolutisme, l'esprit de bigoterie sortit du gouvernement, au moins jusqu'à George III. Il n'y resta sans doute encore que trop d'intolérance; mais cette intolérance était surtout politique, et le prosélytisme ne reparut plus dans le pouvoir. Walpole, qui, grâce à la durée de son administration, exerça une si grande influence sur l'esprit du gouvernement anglais et en forma, pour ainsi dire, la tradition, professait dans les questions qui touchaient l'église une neutralité éclairée. L'expérience du procès de Sacheverell avait beaucoup frappé son esprit. De ce jour, il s'était promis de ne jamais blesser ni caresser aucune passion religieuse; il n'appliquait à aucune chose avec plus grand soin sa maxime favorite : *Quieta non movere*. Le temps et cette sage conduite calmèrent de plus en plus les esprits, et servirent à décourager du même coup le fanatisme et l'incrédulité. L'un perdant de sa force, l'autre devint sans objet et sans prétexte. Il ne faut jamais oublier que les Anglais ne sont point un peuple de spéculatifs désœuvrés qui, ne répondant de rien, se passent toutes leurs fantaisies d'esprit, qui raisonnent pour occuper leurs loisirs, et discutent par goût pour la logique. Tout est une affaire pour eux; ils sont un peuple libre et un peuple pratique.

Chez un peuple libre, il est difficile que la religion cesse d'être publiquement respectée. On peut dans les salons aristocratiques, on peut dans les clubs littéraires, se laisser aller aux licences du scepticisme; mais le monde politique ne les comporte pas. Toute religion est à un certain degré une opinion populaire, et là où règne la liberté, toute opinion populaire est respectable ou du moins veut être ménagée. Les nations ne laissent pas diffamer ce qu'elles révèrent, et grande est la faute de certains clergés de n'avoir pas compris quel secours peut apporter à la religion la liberté politique. Ils se sont fait follement d'une protectrice une ennemie.

Pour un peuple pratique, la religion est autre chose encore qu'une idée ou un sentiment; elle est appréciée par ses effets plus que par

ses principes; elle est, quand même une analyse rigoureuse trouverait à reprendre dans ses dogmes considérés comme des systèmes, elle est la forme convenue et vénérée sous laquelle se représente aux masses la sanction de la morale. Elle vient en aide à la conscience par l'imagination; elle sanctifie le devoir. Où serait donc l'intérêt de détruire ou seulement d'ébranler cette règle sociale, cette garantie de tous, cette loi qui consacre toutes les lois, cette tradition de toutes les familles, ce premier des souvenirs nationaux? On peut objecter que ceci revient à dire que la religion est utile. Et quand cela serait, n'est-ce rien? Je suis de ceux qui pensent que l'utilité n'est pas tout, qu'elle n'est pas avant tout; mais est-elle pour cela méprisable? L'utilité sociale d'une religion n'est pas, pour une piété délicate ni pour une philosophie sévère, la meilleure raison d'y croire; mais pour n'être pas la meilleure, est-elle une raison mauvaise? Elle est en général une des plus puissantes. C'est cette raison qui d'ordinaire arrête les progrès de l'incrédulité et détermine ce qu'on appelle les réactions religieuses. C'est elle surtout que pèse la politique. Les hommes ne sont pas des idéalistes qui s'accommodent d'un platonique amour, même quand il s'agit d'aimer la vérité, et chez un peuple qui fait ses affaires, la religion même en est une, la première de toutes si l'on veut, une condition de salut en ce monde, avant d'être la voie du salut dans la cité invisible.

On ne peut nier que dans les discours et dans les livres où les Anglais défendent la religion, la considération de l'intérêt et de l'ordre public ne tienne une grande place. Cette liaison même de la foi et de la politique est exprimée par l'union constitutionnelle de l'église et de l'état. C'est à ce point de vue que se plaçait Swift pour soutenir son ministère évangélique, et Bolingbroke pour repousser le titre de libre penseur. Burke, qui tant d'années après résumait dans sa personne l'esprit conservateur de la Grande-Bretagne, ne trouve jamais, pour soutenir la religion, d'autre langage que celui de la politique. Elle était sainte pour lui comme la loi et la patrie.

La religion, quand elle ne s'appuie pas sur d'autres fondemens, peut perdre de sa sublimité comme idée, de sa profondeur comme sentiment. Elle peut dégénérer en formalisme légal, en fiction politique, et son empire sur le fond des âmes s'affaiblit. Elle ne conserve tout au plus que son royaume de ce monde. Ainsi parut-il arriver pendant un temps à l'église anglicane. Le foyer intérieur semblait s'y refroidir. Elle tendait à n'être plus qu'une institution mondaine. L'esprit de conservation la soutenait seul, la foi du cœur ne l'animait plus. Au milieu de cet attiédissement, il fallut que la flamme chrétienne se rallumât au sein des communions dissidentes. Ce fut l'œuvre de Wesley et de Whitefield; car, je n'en doute pas, c'est le

méthodisme qui, par la puissance de l'exemple et de l'émulation, rendit la vie aux anciennes formes du protestantisme. De là vint le réveil religieux de l'Angleterre, et, pour l'honneur de la nation, la liberté religieuse a du même moment pris son essor. Cependant une pensée prévaut toujours, c'est que la religion est un attribut nécessaire et une sauvegarde vitale de toute société civilisée, et cette pensée qui, dans sa généralité, n'est pas plus protestante que catholique, pas plus chrétienne que philosophique, domine tous les motifs purement spirituels qui, tout-puissans pour l'individu, sont nuls pour la société.

Lorsque les œuvres posthumes de Bolingbroke parurent, les anciennes luttes des sectes s'étaient apaisées. Les questions religieuses cessaient d'agiter le parlement; l'administration calmante de Walpole avait porté ses fruits. Dans le domaine de la spéculation, la liberté de penser, faute d'excitation, avait cessé de produire. Tous les écrivains déistes un peu célèbres étaient morts. Bolingbroke, qui avait survécu, s'était, dans le désœuvrement et l'isolement politique, acharné à des recherches et à des discussions qui n'intéressaient plus. Je crois bien que dans le grand monde ses opinions étaient encore répandues : c'est toujours là qu'elles règnent, malgré des apparences contraires; mais la mode était passée de les étaler, parce que le droit de les avoir était acquis. Plus de liberté à conquérir, d'obstacle à vaincre, de zèle excessif à contenir, d'excès à tempérer par un autre excès; ainsi prévalait naturellement cette sagesse pratique qui ménage ce qu'elle veut conserver, conserve tout ce qui sert, et qui en toutes choses, même en religion, peut aborder les réformes nécessaires, mais ne cherche pas les révolutions. Les œuvres de Bolingbroke venaient donc trop tard, et trouvèrent un public froid ou malveillant. L'homme avait eu beaucoup d'ennemis. Dès longtemps, l'église avait oublié d'anciens services peu dignes par leurs motifs de sa reconnaissance. Les whigs, accusés souvent d'indifférence et de relâchement, saisirent avec empressement l'occasion de flétrir l'impiété d'un ancien adversaire. Il était piquant de montrer dans le ci-devant protecteur de Sacheverell un antagoniste du christianisme. Enfin les reproches que la conduite de Bolingbroke avait justement suscités se tournaient contre ses opinions, et sa vie ne recommandait pas sa doctrine. Warburton, animé par des rancunes récentes, écrivit quatre lettres assez mordantes, mais assez médiocres, où il attaqua par la critique plus que par la réfutation la philosophie de Bolingbroke (1754). Ce qui nous intéresse le plus dans cet ouvrage, c'est qu'il en envoya un exemplaire à Montesquieu, et la réponse qu'il reçut contient ces passages remarquables : « J'ai lu quelques ouvrages de milord Bolingbroke, et s'il m'est permis de

dire comment j'en ai été affecté, certainement il a beaucoup de talent; mais il me semble qu'il l'emploie ordinairement contre les choses, et il ne faudrait l'employer qu'à peindre les choses... Celui qui attaque la religion révélée n'attaque que la religion révélée; mais celui qui attaque la religion naturelle attaque toutes les religions du monde... J'ajoute à ceci : quel peut être le motif d'attaquer la religion révélée en Angleterre? on l'y a tellement purgée de tout préjugé destructeur?... Tout homme qui l'attaque l'attaque sans intérêt, et cet homme, quand il réussirait, quand même il aurait raison dans le fond, ne ferait que détruire une infinité de biens pratiques pour établir une vérite purement spéculative. » N'admirez-vous pas une singulière intelligence entre l'esprit anglais et le génie de Montesquieu!

Bolingbroke rencontra un censeur d'une plus grande autorité que Warburton. Leland, après avoir combattu dans un écrit spécial celle des *Lettres sur l'Histoire* où les livres saints sont attaqués, comprit Bolingbroke dans sa *Revue des principaux écrivains déistes en Angleterre depuis un siècle*. L'examen méthodique de la doctrine de Bolingbroke est une partie considérable de ce solide ouvrage. Leland, sans être un écrivain d'un grand talent, est certainement digne du rang que toutes les écoles chrétiennes lui assignent parmi les apologistes de la religion.

Mais ce qu'il y eut de plus triste pour la mémoire de Bolingbroke, ce n'est pas la polémique, c'est l'indifférence qui accueillit la publication de ses œuvres. David Mallet vit ses espérances déçues. Il y eut un peu de scandale, nulle approbation, et je crois qu'alors et depuis ces gros volumes n'ont pas eu beaucoup de lecteurs. Ce n'est pas que ses écrits philosophiques, pour avoir produit peu d'impression sur les esprits, nous paraissent sans mérite.

En les lisant, nous les avons trouvés supérieurs à notre attente; mais qu'importe après un siècle la philosophie qui n'a point fait école? car il y a une philosophie dans Bolingbroke; ce serait lui faire injure que de supposer qu'il n'a su que débiter des objections contre l'authenticité des livres saints et contre la vérité de la doctrine dont ils sont les monumens. C'est bien là le sujet d'une lettre sur les sermons de Tillotson, qui sert d'introduction : l'auteur y soutient que le commencement du monde est un fait, vrai dans tout ce que la tradition en apprend, fabuleux dans tout ce que le récit de Moïse ajoute à la tradition; mais les quatre essais qui suivent et les nombreux fragmens détachés qui en forment comme un cinquième, composent un traité fort étendu adressé à Pope, et dont la moitié environ appartient à la pure philosophie. L'auteur établit avec assez de force et avec une sincérité visible l'existence d'un Dieu unique, auquel le monde doit la naissance. La Providence divine éclate exclusivement

dans les lois générales que ce monde a reçues et dans l'harmonie universelle des choses. Une des preuves de cette harmonie est dans un certain rapport fondamental entre l'idée de Dieu et la raison de l'homme, et c'est par là que le principe général de la morale peut être assis sur une base universelle. Aussi quelques-unes de nos idées correspondent-elles à certaines conditions des choses qui en sont comme les archétypes : c'est à peu près là tout ce qu'on peut savoir d'absolu, c'est là toute la philosophie première. Tout ce qu'on en prétend déduire sur les lois particulières du monde, sur l'action de Dieu dans la création, sur ses attributs autres que la puissance et la sagesse, sur la nature de l'esprit comme de la matière, sur ce qui existe en dehors de ce monde, sur ce qui doit subsister après cette vie, est hasardé, artificiel, chimérique. Bolingbroke veut bien pourtant tenir Locke pour son maître dans la science de la nature humaine. C'est le seul à qui il rende cet hommage, et son exemple a dû déterminer Voltaire. Comme il est de ces métaphysiciens qui nient la métaphysique, tous les philosophes qui ont porté leur regard jusqu'à la nature des choses lui sont suspects, et Platon, Descartes, Leibnitz, sont traités par lui comme des rêveurs. Il ne récuse les théologies et les religions que parce qu'elles ont aussi prétendu résoudre les insolubles questions. Elles doivent être proscrites au même titre que toute autre tentative de philosophie première. L'illusion ou l'imposture a exagéré la portée de la connaissance humaine et défiguré, en les amplifiant, les seules vérités que la raison révèle et qui se retrouvent dans la tradition. Toute cette doctrine, qui, nous n'avons pas besoin de le dire, ne nous satisfait pas, est développée assez habilement. Le ton est grave, le style distingué, la clarté suffisante, le raisonnement plausible. Il s'y rencontre des idées justes et des observations spirituelles; mais le coup d'œil n'est pas sûr, et le champ n'est pas large. Il y a plus de talent d'exposition que de démonstration. L'examen de la nature humaine n'est pas poussé assez avant. Quoiqu'il fût trop rigoureux de contester à l'auteur des connaissances philosophiques, il n'a pas toujours pénétré au fond des systèmes qu'il discute, et l'antiquité, avec laquelle il paraît plus familiarisé que Locke ou Descartes, aurait encore bien des choses à lui apprendre. Ce défaut rend plus importune la légèreté méprisante avec laquelle il condamne les écoles dont il n'est pas, et rejette des opinions qu'il n'a pas toujours comprises. Ce défaut d'ailleurs ne lui est point particulier, et c'est celui de presque toute la philosophie moderne jusqu'à la fin du dernier siècle. Les mêmes reproches s'adresseraient avec non moins de sévérité à la portion de l'ouvrage qui traite d'histoire et de doctrine religieuse. Une partie de ses objections et de ses remarques pourraient être ou détruites ou modifiées

par un examen plus sévère, par une érudition plus complète. La sienne n'est pas méprisable, mais elle n'est pas profonde, et elle est rarement textuelle. Sa sagacité est limitée par un parti pris d'incrédulité qui peut, tout aussi bien qu'une foi préconçue, aveugler l'esprit. Cependant s'il est hostile, il est en général mesuré. Il est passionné, mais il est sérieux. On doit le lire avec défiance, mais avec attention. La partialité et la malveillance sont ses plus grands défauts; mais ce serait imiter la hauteur superficielle et tranchante avec laquelle il juge les théologiens que de le déclarer indigne d'être réfuté. Il est vrai que, dans sa critique des livres saints, il a beaucoup emprunté à Richard Simon.

Pope le mettait de beaucoup au-dessus de tous les écrivains de son temps. Nous avons vu quel était le sentiment de Chesterfield. Horace Walpole, qui juge Bolingbroke avec une juste sévérité, le tient pour un des meilleurs écrivains de l'Angleterre. Lord Brougham remarque qu'il a imité la manière de Shaftesbury et visiblement étudié la prose de Dryden. Cependant son style véhément, épigrammatique, coloré, mais un peu diffus, est plutôt d'un orateur que d'un écrivain. L'ordre, la précision, le naturel, la vérité, ne sont pas ses qualités éminentes; mais il réunit toutes celles qui sont indispensables à l'éloquence.

Il nous semble qu'à le prendre en général, Bolingbroke a de l'élévation, quoiqu'il n'arrive pas au sublime, un esprit vif et hardi, mais qui cherche le singulier, des vues plutôt que des principes, plus d'élégance que de grâce, un talent animé et brillant sans une puissante imagination, sans une véritable originalité. Sa diction est soutenue, ornée, non pas froide, mais monotone, non pas obscure, mais privée de ces traits lumineux qui portent un jour subit dans la pensée. Son éloquence parlée devait être digne, facile, abondante; il devait avoir de la chaleur et du mouvement, mais ni l'entraînement de la passion ni cette puissance de dialectique qui subjugue la conviction. Dans l'attaque, il devait blesser par des sarcasmes dédaigneux plutôt qu'accabler par l'invective, et ce qu'on raconte de ses manières, de sa figure et de sa façon de dire le place au rang de ces orateurs dont l'éloquence réside en grande partie dans l'action, et ce ne sont pas les moins dignes de la tribune. Chez lui, l'écrivain et l'orateur sont à nos yeux au-dessus du reste; le politique et l'homme ne les égalent pas. L'un et l'autre n'avaient que les apparences de la grandeur; il est toujours heureux que la grandeur réelle manque là où ne sont pas la bonté ni la vertu.

CHARLES DE RÉMUSAT.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LES ANTIQUITÉS DU MEXIQUE. — LES MINES. — L'AVENIR.[1]

MUSÉE DES ANTIQUITÉS MEXICAINES, TYPES DIVERS, AFFREUX COLOSSE. — HIÉROGLYPHES DU MEXIQUE COMPARÉS A CEUX D'ÉGYPTE. — UN PROFESSEUR NEVEU DE MONTEZUMA. — LANGUES DU MEXIQUE, RESSEMBLANCE DE L'OTHOMI ET DU CHINOIS. — ORIGINE ASIATIQUE DES AZTÈQUES. — LA BARBARIE DANS LA CIVILISATION. — ÉTAT DU MEXIQUE A L'ARRIVÉE DES ESPAGNOLS. — CORTEZ N'A PAS BRULÉ SES VAISSEAUX. — ENVIRONS DE MEXICO. — CHAPOULTÉPEC. — LE GÉNÉRAL OBSTACLE, LE TAILLEUR BANDERAS. — NOTRE-DAME DE GUADALUPE, LÉGENDE GRACIEUSE. — ARCHITECTURE SINGULIÈRE. — MINES DE REAL-DEL-MONTE, PROCÉDÉ ALLEMAND ET PROCÉDÉ AMÉRICAIN. — LA COMPAGNIE ANGLAISE. — LITTÉRATURE MODERNE DU MEXIQUE. — GUERRES CIVILES. — PERCEMENT DE L'ISTHME DE PANAMA. — DU CENTRE DE LA CIVILISATION DANS L'AVENIR.

Mars 1852.

En présence d'une société qui se décompose, on éprouve le besoin de détourner les regards d'un spectacle si triste; on aime mieux les reporter sur les antiquités de ce pays, sur les peintures hiéroglyphiques des Aztèques, sur les anciennes langues du Mexique, sur les races qui s'y étaient successivement établies et sur la civilisation qui y régnait au moment de la conquête, enfin sur cette conquête elle-même, prodige de courage et de cruauté. Au milieu de beaucoup de barbarie, il y a là du moins quelque grandeur. On a besoin de trouver ici un autre intérêt que l'intérêt du présent.

Le musée des antiquités mexicaines est malheureusement beaucoup moins complet qu'il ne devrait être. Un zèle excessif a fait dé-

(1) Voyez la livraison du 15 septembre.

truire un grand nombre de ces antiquités comme suspectes d'idolâtrie; de plus, le musée de Mexico est dans un état de confusion et de désordre qui ne permet guère de l'étudier avec fruit : non qu'il ne renferme des objets fort curieux, seulement il est impossible de s'y orienter; tout est pêle-mêle, et des morceaux dont la provenance mexicaine est plus que douteuse sont confondus avec des monumens authentiques. Parmi les objets véritablement mexicains, il en est qui appartiennent évidemment à des races diverses et à des époques de l'art tout à fait dissemblables. Cette circonstance concorde avec la variété des langues parlées dans l'ancien Mexique et la multiplicité des types que présente encore aujourd'hui la population indigène. Il y a donc là un chaos à débrouiller, et il sera difficile de le faire tant que le musée de Mexico sera lui-même un chaos, sans catalogue, sans méthode, sans indication assurée de l'origine des monumens. Le fait de la diversité de ces origines est la seule conclusion qu'on puisse aujourd'hui déduire de cette collection en désordre; mais, rapprochée de la variété des langues et des races du Mexique, une telle conclusion est importante, car elle atteste dans ce pays, conformément à ce que son ancienne histoire nous indique, des âges et des centres de civilisation distincts. Ainsi, tout ce que l'on m'a dit venir de la province méridionale d'Oajaca offre un caractère et un style particulier. A côté de figures difformes, il en est qui montrent une régularité de traits assez grande et semblent faire preuve d'un art plus avancé. J'ai remarqué quelques-uns de ces masques que d'après une coutume bizarre on mettait sur le visage des idoles quand le roi était malade; ils ne manquent point d'une certaine beauté calme. Quelques figures ont de la vie, et l'une d'elles est d'une étonnante réalité. Ces figures diffèrent notablement des images informes et grotesques dans lesquelles on est accoutumé à contempler les monstrueuses combinaisons de l'art mexicain. Je puis dire que le musée de Mexico a changé mes idées sur le caractère de cet art, au moins sur une portion de son histoire. Les sculptures les plus considérables sont placées sous un hangar dans la cour du musée. Là est la *pierre des sacrifices,* destinée à l'immolation des victimes humaines. L'affreuse destination de ce monument est contestée. M. de Humboldt croit plutôt que cette pierre servit de théâtre à ce duel à mort qu'un condamné à la peine capitale obtenait parfois la permission de livrer; s'il parvenait à triompher de six guerriers mexicains, sa vie était épargnée. En effet, sur le pourtour de la pierre sont deux combattans aux prises.

C'est en somme un étrange aspect que celui de tous ces débris de l'art des anciens Mexicains. Non loin d'une tête de femme dont la coiffure et un peu le style rappellent la sculpture égyptienne, une tête

mutilée semble pousser un cri de douleur, et une statue accroupie tire la langue avec un rire idiot et béat qui fait horreur, car entre ses mains et ses pieds on découvre la place réservée pour déposer le cœur arraché tout fumant par le sacrificateur de la poitrine des misérables qu'il immolait à de pareils dieux. Ce qui frappe ici plus que tout le reste et laisse dans l'âme une impression d'effroi qu'on ne saurait oublier, c'est une statue colossale déterrée près de la cathédrale par un hasard singulier le 23 août 1790, deux cent soixante-neuf ans, jour pour jour, après la prise de Mexico. Cette statue semble moins la représentation d'une figure humaine qu'un rêve monstrueux pétrifié. On n'aperçoit d'abord qu'une masse difforme sur laquelle sont tracés des dessins bizarres qui ne ressemblent à rien de réel, et parmi lesquels on discerne des mains, des dents, des ongles, des serpens entrelacés, et au milieu de tout cela une tête de mort placée au-dessous de la poitrine. En regardant de plus près ces hideuses arabesques, on parvient à y démêler l'intention de représenter une figure humaine qui a une tête de caïman à dents énormes, quatre mains ouvertes et étalées comme pour recevoir les victimes. On reconnaît même aux mamelles indiquées au-dessus de la tête de mort que cette épouvantable figure est une figure de femme. Une divinité masculine, accompagnée des mêmes attributs, dents, ongles, serpens, tête de mort, est adossée à la première et semble ne former qu'une masse avec elle. La moitié féminine du groupe est Teoyaomiqui, la déesse de la mort pour la guerre sacrée, pour la défense de l'abominable religion mexicaine. L'autre moitié représente, selon Gama, le dieu Teoyaotlatohua, qui présidait à la mort violente, et dont l'emploi était de recevoir les âmes de ceux qui étaient tués dans les combats, ou qu'on sacrifiait après les avoir faits prisonniers. Ce groupe est donc une sorte d'*Hermès*, formé par les images de Teoyaotlatohua et de Teoyaomiqui, couple très bien assorti, et dont l'aspect est aussi rébarbatif que les noms.

Personne à Mexico ne s'occupe avec plus d'intelligence que M. Ramirez des antiquités du pays. Malheureusement pour moi, il est en ce moment ministre et a une loi de douane à défendre, ce qui ne lui permet pas de donner autant de temps que je le voudrais à des conversations sur les *hiéroglyphes* mexicains. Ceux des lecteurs de la *Revue* qui ont bien voulu me suivre en Égypte sentiront combien un tel mot doit m'affriander; mais, sans prévention, ce qu'on appelle les hiéroglyphes mexicains n'a pas l'intérêt des hiéroglyphes d'Égypte. Ceux-ci forment une écriture véritable et complète qui se compose en majeure partie de signes *phonétiques*, c'est-à-dire représentant des sons, et au fond assez analogues des lettres. Dans les hiéroglyphes mexicains tracés sur la pierre, sur le papier d'aloës, sur des peaux

de cerf préparées, sur de la toile, ce qui me paraît dominer de beaucoup, c'est la *représentation des objets et non des sons*. L'écriture mexicaine est surtout une peinture montrant aux yeux une action plutôt que transmettant les expressions d'un récit. C'est évidemment un degré moins avancé de l'art. Je crois même que le sens des livres historiques ne pouvait être pénétré qu'à l'aide d'une interprétation traditionnellement transmise (1). La portion la plus considérable des manuscrits aztèques offre aux regards une indication directe et abrégée d'un fait visible. Dans un livre sur l'éducation, on voit au chapitre des châtimens des parens frapper leurs enfans au visage avec les feuilles piquantes du nopal : cette scène peinte est un précepte d'éducation domestique. Quand Fernand Cortez aborda au Mexique, avec les envoyés de Montezuma vinrent des peintres qui dessinaient les hommes, les chevaux, les vaisseaux; c'était leur manière d'écrire leur rapport. Je ne sais comment Montezuma l'aurait compris sans explication. Cette explication était si nécessaire, que plus tard, Cortez ayant reçu d'un chef allié une représentation hiéroglyphique du pays qu'il avait à parcourir, ce chef lui envoya en même temps *dix nobles très savans* pour l'interpréter.

Deux choses seulement ne pouvaient se peindre aux yeux, les dates et les noms de lieu. Pour les premières, les Aztèques avaient recours à leur cycle, qui, au moyen de quatre signes, la *maison,* la *pierre,* le *lapin* et le *roseau,* dont chacun tour à tour commence une série de treize, divise en quatre treizaines les cinquante deux années du cycle; en joignant à un des quatre signes dénommés plus haut un certain nombre de points depuis un jusqu'à treize, on peut indiquer facilement à laquelle des cinquante-deux années un fait se rapporte. Quant aux noms de lieux, comme ils ont tous un sens qui peut se traduire en images, il n'y a encore là nulle nécessité de recourir à des lettres. Ainsi Tenotchitlan veut dire *la pierre près du nopal :* on traçait les images d'une pierre et d'un nopal, et l'ancien nom de Mexico était non pas écrit, mais figuré ; ce n'était pas une transcription de sons, mais un dessin représentant des armes parlantes. Cela est si vrai, que cet hiéroglyphe de Tenotchitlan sert aujourd'hui d'armoiries à la ville de Mexico. Chapoultépec voulait dire *la montagne de la sauterelle :* on plaçait une sauterelle sur une montagne, et je ne dirai pas on lisait, mais on voyait le nom de Chapoultépec.

De même, dans une peinture qui montre Alvarado massacrant les nobles mexicains dans le grand temple, l'armée espagnole et l'ar-

(1) C'était une sorte de mnémonique. Il en était, je crois, de ces peintures comme de celles par lesquelles les *Peaux-Rouges* transmettent des chants qui ont besoin d'être conservés par une autre voie; car, comme dit Tanner, « bien qu'on puisse, par l'inspection des figures, comprendre l'idée, on ne saurait, par ce moyen seul, répéter le chant. »

mée mexicaine sont figurées chacune par un homme. On voit les Indiens livrés aux chiens en présence de Cortez et de sa bien-aimée Marina, qui tient un rosaire rouge. Alvarado est désigné par l'image du nom que lui avaient donné les Mexicains, *Tonantiu* (le soleil). Cet Alvarado était un Guzman. Peut-être a-t-il donné à Voltaire l'idée de nommer Guzman l'époux d'Alzire. Alvarado, en mourant, ne prononça point les belles paroles que Voltaire a mises dans la bouche de son personnage :

> Des dieux que nous servons connais la différence :
> Les tiens t'ont commandé le meurtre et la vengeance;
> Et le mien, quand ton bras vient de m'assassiner,
> M'ordonne de te plaindre et de te pardonner.

Ces paroles, on le sait, furent inspirées au poète, qui ne les eût peut-être pas imaginées, par celles que le duc de Guise adressa en mourant à son assassin. Le dernier mot du Guzman de l'histoire a aussi son énergie. Après avoir commis toute sorte de cruautés, il fut blessé à mort en combattant près de Guadalajara. — Où souffrez-vous? lui demandait-on. Il répondit : — A l'âme!

Ce qui précède peut donner une idée du procédé graphique usité dans ce qu'on appelle l'écriture mexicaine. C'est en général un dessin plus qu'une véritable écriture. M. Ramirez, en en convenant avec moi, m'apprend pourtant qu'il y a çà et là un peu de phonétisme au milieu des dessins aztèques, c'est-à-dire que parfois un signe est employé non comme figure d'un objet, mais comme représentation d'un son (1). Les anciens Mexicains ont donc seulement touché au phonétisme et à l'écriture, tandis que les Égyptiens y sont arrivés et ont écrit réellement dès la plus haute antiquité.

Je croirais volontiers que des signes véritablement hiéroglyphiques à la manière de ceux des Égyptiens se trouvent sur le monument de la péninsule du Yucatan, où existent les vestiges les plus considérables d'une civilisation antique venue très probablement du Mexique central. A en juger d'après ce qui a été publié, il y a là des indices d'une écriture proprement dite. J'ai cru même y retrouver un hiéroglyphe égyptien, celui de la *lumière*. Il est répété plusieurs fois au-dessous des fenêtres d'un palais, ce qui rappelle l'emploi significatif qu'on en a fait à Dendera, où je l'ai vu placé à l'intérieur des jours percés dans la muraille par lesquels le grand temple de Dendera recevait la lumière. Cependant cet hiéroglyphe figurant un soleil

(1) Cette observation m'a été confirmée et démontrée, depuis mon retour à Paris, par M. Aubin, qui a formé au Mexique la collection la plus curieuse des monumens de ce genre et en a commencé l'explication. La publication des peintures historiques et autres que possède M. Aubin, avec des traductions faites au Mexique après la conquête, serait de l'intérêt le plus neuf et le plus grand.

d'où partent des rayons est tellement naturel, qu'il a pu se présenter à des peuples qui n'avaient entre eux aucune communication. M. Ramirez a cherché à interpréter, et ce me semble d'une manière fort ingénieuse, des figures hiéroglyphiques tracées sur la pierre et qui sont, selon lui, de véritables inscriptions historiques (1). Il pense en avoir déchiffré les dates, et rapporte une de ces inscriptions à l'année 1507, quand pour la dernière fois les Mexicains rallumèrent le feu sacré à l'occasion du nouveau cycle qui devait durer plus que leur empire. Dans une autre inscription, M. Ramirez trouve même l'indication du mois et du jour, et lit la date du 28 novembre 1456. Le but de cette inscription aurait été, selon M. Ramirez, de célébrer le retour de l'abondance après sept ans de famine. Il rapporte à la même époque le traité par lequel plusieurs états mexicains convinrent de se faire la guerre dans la pensée étrange d'avoir des prisonniers pour les offrir aux dieux. Une troisième inscription a donné à M. Ramirez le 19 février 1447 comme date de la fondation du grand temple sur l'emplacement duquel s'élève la cathédrale de Mexico. On n'est guère en état de discuter ces résultats; ils témoignent d'efforts sérieux tentés au Mexique pour l'interprétation des monumens indigènes. Puissent-ils exciter l'émulation des savans européens!

Il n'y a pas pour comprendre la langue des Aztèques les mêmes difficultés que pour déchiffrer leur écriture. On possède de cette langue des dictionnaires et des grammaires; seulement celles-ci, suivant l'usage, ont trop été modelées sur les grammaires latines. La langue aztèque est parlée dans les rues de Mexico, et il y a dans cette ville, au *Collége des Indiens*, un professeur chargé de l'enseigner : il s'appelle Chimalpopocan (bouclier fumant). Ce nom a été celui d'un empereur du Mexique. M. Chimalpopocan a la prétention d'être un peu neveu de Montezuma; il m'a même affirmé que lors de l'expédition des États-Unis, on lui avait fait à ce sujet quelques ouvertures, mais qu'il n'avait vu là que des intrigues auxquelles il avait eu soin de ne pas se prêter. M. Chimalpopocan a bien voulu me donner une leçon de prononciation aztèque. Cette prononciation n'est pas difficile pour des Français, car la langue aztèque offre plusieurs des sons que le français possède à l'exclusion de la plupart des autres langues, l'*u*, le *ch*. La lettre *x*, qui abonde dans les noms mexicains et leur donne une apparence si barbare, doit être prononcée comme notre *ch*. La prononciation véritable du mot Mexico est donc Mechico, et non, à l'espagnole, Mehico. J'ai visité à cette oc-

(1) Voyez les dissertations placées à la suite de la traduction espagnole de l'*Histoire du Mexique* de Prescott, imprimée à Mexico.

casion la bibliothèque du *Collége des Indiens*, où j'ai trouvé avec quelque plaisir et un peu de surprise une collection de la *Revue des Deux Mondes*. J'y ai trouvé aussi les grammaires de quatre langues du Mexique, qui m'ont paru différer plus ou moins de l'aztèque. La plus curieuse est l'othomi, parlée par des montagnards qui sont toujours représentés comme moins civilisés que les Aztèques. Cette langue, qui probablement fut celle d'une portion des habitans très anciennement établie dans le pays, est remarquable par un certain nombre de points de ressemblance assez frappans avec une langue qui ne ressemble à aucune autre, le chinois. En effet, comme le chinois, l'othomi est presque purement monosyllabique. Les mots sont en général dépourvus de toute flexion grammaticale; l'accentuation en change entièrement le sens, ce qui, comme on sait, est propre à la langue chinoise. « Leur langage, dit Herrera en parlant des Othomis, est fort grossier et bref. Une même chose étant proférée en hâte ou posément, haute ou basse, a diverses significations (1). » Dans l'othomi ainsi que dans le chinois, le même terme peut être employé comme substantif, comme adjectif, comme verbe, et signifier tour à tour par exemple *amour, aimant, aimer*. Enfin un certain nombre de mots sont identiques ou extrêmement semblables dans les deux idiomes. Je sais qu'il ne faut pas donner une importance exagérée à ces ressemblances que le hasard peut produire. Ainsi, sans sortir du Mexique, *teo* veut dire Dieu en aztèque comme *theos* en grec, *may* (aimer) en othomi comme en égyptien, *eria* (aimer) en langue cahita comme *eran* en grec, et ces rapports accidentels ne prouvent rien. Cependant un certain nombre de termes semblables est un fait qu'on ne saurait négliger; la singularité même des mots chinois, si différens par leur caractère et leur aspect des mots usités dans tous les autres idiomes, donne plus de valeur aux rapprochemens qu'on peut établir entre cette langue et l'othomi.

Voici quelques exemples de mots qui sont identiques ou extrêmement semblables dans les deux langues :

	Chinois.	Othomi.
Cesser	Pa	Pa.
Je	Ngo	Nuga, nga.
Toi	Ni	Nuy.
Lui	Na	Na (ce).
Médecin	I	I (remède).
Bonheur	Ki	Hi.
Femme	Niu	Ntsu.
Vieux	Kou	Ko.
Grand	Ta	Da.

(1) Herrera, 3e décade, liv. IV, chap. XIX.

	Chinois.	Othomi.
Prendre	Pa	Pa.
Petit	Siao	Tsi.
Peu	Sie	Tsi.
Fils	Tseu	Tsi.
Faire	Tso	Tsa.
Diable (mauvais génie)	Kouei	Koua.
Plein	Man	Ma.
Acheter	Mai	Ma.

Outre l'analogie singulière de ces mots othomis avec les mots chinois correspondans, ils ont une ressemblance de physionomie pour ainsi dire qu'on ne trouverait, je crois, dans aucun des idiomes connus, tous si radicalement différens du chinois. Ces deux langues présentent aussi plusieurs rapports grammaticaux assez importans que je ne puis indiquer ici (1). Cette curieuse analogie de l'othomi et du chinois, rapprochée du type tartare qui m'a frappé chez certains Indiens du Mexique et dans plusieurs statues mexicaines, est favorable à l'opinion avancée par divers savans, dont le plus illustre est M. de Humboldt (2), et qui fait venir au Mexique une émigration du nord de l'Asie. Le passage est si aisé de cette partie du rivage asiatique sur le continent américain, que les Tchouktchas franchissent chaque année ce détroit pour aller chercher en Amérique les pelleteries qu'ils viennent vendre dans les villages de Sibérie (3). Il resterait à expliquer comment des peuples d'origine tartare se seraient avancés si haut vers le nord, dans des régions affreuses et désertes. Ce n'est pas le mouvement naturel des émigrations. Cependant des circonstances particulières peuvent diriger la marche d'un peuple du sud au nord et d'un climat meilleur vers un climat plus rigoureux. Dans ces grands déplacemens des races humaines, il y a des oscillations en sens divers, des courans et des contre-courans. Les Scandinaves venaient certainement de régions plus méridionales et plus heureuses dont le souvenir s'était conservé pour eux dans la tradition de l'ancien Asgard, leur patrie, où ils travaillaient l'or et buvaient le vin. Sans nous éloigner des pays qu'on a considérés comme le point de départ des migrations aztèques, on voit, dans l'ouvrage de l'amiral Wrangel que je citais tout à l'heure, les Omoks fuir au nord, devant des populations venues des bords de l'Anadir et des steppes

(1) Ces rapports sont exposés dans une dissertation en latin et en espagnol de Fr. Manuel-Crisostomo Naxera (*Disertacion sobre la lengua othomi*,..... 1845), dont un extrait a été publié en français dans les *Recherches sur les Antiquités de l'Amérique du Nord et de l'Amérique du Sud*, de Warden.

(2) M. de Humboldt a particulièrement insisté sur l'analogie du cycle mexicain et des cycles chinois et tartare.

(3) Voyez Wrangel, *le Nord de a Sibérie*, etc., t. Ier, p. 249.

de l'Amour, et arriver précisément dans les pays misérables d'où les populations parties des frontières de la Chine ont pu passer en Amérique (1).

Il y a encore bien loin de l'extrémité septentrionale de l'Amérique au plateau du Mexique, mais on a trouvé dans cet intervalle des monumens qui peuvent être des vestiges du passage des Aztèques durant leur migration vers le sud. Dans une vallée située à l'ouest de la Californie supérieure, c'est-à-dire de la Californie septentrionale, don Vasquez de Coronado rencontra en 1540 des ruines de bâtimens en pierre. On a découvert les débris d'un édifice considérable sur les bords du Gila (2). On peut voir dans ces édifices et ces ruines comme des *témoins* de la marche des Aztèques. Il n'y a donc rien que de vraisemblable à faire venir ce peuple du nord de l'Asie en suivant le bord occidental du continent américain.

Il n'en est pas de même des navigations qui auraient amené les Chinois à travers l'Océan Pacifique, de la connaissance qu'ils auraient eue du Mexique dès le ve siècle de notre ère, et surtout des voyages entrepris par les Aztèques depuis la Mésopotamie jusqu'à Mexico, en rencontrant sur leur chemin la tour de Babel, ou de l'identité, soutenue gravement par quelques antiquaires mexicains, du dieu de l'air Qualzatcoal et de saint Thomas. Le chef-d'œuvre du genre est l'ouvrage de M. John Ranking (Londres, 1827), intitulé : *Historical Researches...* (*Recherches historiques sur la conquête du Pérou, du Mexique, de Bogota, etc., au* XIIIe *siècle par les Mongols, à l'aide des éléphans.*) Suivant cet auteur, le conquérant du Mexique était Koubilaï, petit-fils de Gengiskhan, qui amena des éléphans en Amérique. On n'en saurait douter, car on trouve dans les Cordillères des ossemens de mastodonte ! C'est ainsi que jusqu'à Cuvier on attribuait les débris d'éléphans antédiluviens des Apennins à l'expédition d'Annibal, et que Voltaire, il faut bien le dire comme consolation pour M. Ranking, soutenait que les coquilles fossiles des Pyrénées y avaient été apportées par des pèlerins. M. Abel Rémusat a fait remarquer que « jamais Alexandre le Grand, ni les Romains, ni Gengiskhan, souvent cités pour leurs immenses conquêtes, n'ont joui d'une domination aussi étendue que celle de Chit-sou (nom chinois de Koubilaï), monarque à peine connu, et que ne citent point nos savantes histoires modernes. » M. Ranking a voulu ajouter encore à cet immense empire en faisant conquérir par cet empereur tartare de la Chine, déjà suffisamment pourvu, ce semble, une partie de l'Amérique avec des éléphans.

(1) Wrangel, t. I, p. 122.

(2) Un journal californien annonce qu'on vient de découvrir une pyramide sur les rives du Colorado.

Quelle que fût son origine, le peuple mexicain n'en offrait pas moins à l'arrivée des Espagnols un bien étrange spectacle : des villes, des armées immenses, un grand luxe, le goût des fêtes, de la magnificence, et parmi les marques d'une civilisation raffinée, des coutumes d'une incroyable barbarie, des cérémonies religieuses dans lesquelles le cœur des victimes humaines encore vivantes était arraché de leur sein (1) par des prêtres qui se faisaient des culottes avec la peau des femmes, — enfin l'anthropophagie. Ce dernier fait est prouvé (2) malgré les dénégations de quelques antiquaires mexicains qui, par haine pour les Espagnols, épousent parfois avec exagération la cause de leurs anciennes victimes. Bustamente, l'un d'entre eux, par exemple, chez qui la haine du gouvernement espagnol qui venait d'être renversé avivait une sympathie exaltée pour ceux qui, dans un autre temps, avaient été aussi opprimés par les Espagnols, après avoir parlé d'un arbre qui datait de Montezuma, qu'on avait eu l'impiété de couper, mais sur le tronc duquel avaient providentiellement poussé de nouveaux rameaux, Bustamente s'écriait : « Bien souvent j'ai visité cet arbre, et sous son ombre je me suis rempli du souvenir de Montezuma... Il me semblait voir l'ombre de ce monarque planer sur ma tête en déplorant l'ingratitude dont les Espagnols payèrent son hospitalité. J'entrais dans ses sentimens, je conversais avec lui, je versais des larmes, et, levant les yeux au ciel, je lui demandais justice contre une abominable agression. Franchissant l'espace de trois siècles de servitude, les voyant maintenant écoulés et la puissance espagnole disparue, je rentrais en moi-même, je comparais cette époque funeste avec la liberté dont nous jouissons aujourd'hui. En m'arrachant à ces émouvantes méditations, je ne pus m'empêcher de m'écrier, un peu consolé : Mânes de Montezuma, vous êtes vengés ! »

M. Ramirez, dans de très intéressans appendices ajoutés à la traduction espagnole du livre de M. Prescott, se montre également en

(1) Voici la peinture que trace Herrera de ces affreux sacrifices; je laisse parler son traducteur, dont le français ne manque pas d'énergie : « Ils faisaient monter celui qui devait être sacrifié le long de l'escalier du temple, et, en le couchant sur la pierre, ils lui mettaient le collier en forme de couleuvre à la gorge. Quatre prêtres lui prenaient les pieds et les mains, puis le souverain prêtre lui ouvrait le sein et en arrachait le cœur avec la main, et, tout palpitant, il le montrait au soleil, auquel il offrait cette chaleur et cette vapeur qu'il exhalait; puis il se retournait vers l'idole et le lui jetait à la face, et aussitôt après, d'un coup de pied, il jetait le corps du haut en bas de l'escalier. » (3e décade, liv. II, chap. XVI.)

(2) On lit dans Herrera qu'après une victoire, l'armée des Tlascalans *fit un souper avec cinquante mille poto de chair humaine.* A Mexico, les marchands terminaient une fête annuelle de leur paisible corporation, fête qui était une sorte de carnaval, par un banquet du même genre.

sympathie avec une race pour laquelle il demande un historien qui sente dans ses veines le sang indien mêlé au sang espagnol. M. Ramirez, qui reproche avec une rancune toute mexicaine à M. Prescott d'être trop indulgent pour les cruautés des Espagnols et trop sévère pour leurs ennemis, n'a pas entièrement disculpé les Aztèques du crime d'anthropophagie. Tout ce qu'il a pu faire, ç'a été d'établir que dans l'ancien Mexique, on ne mangeait les hommes que par un motif pieux et dans les grandes circonstances. En effet, Montezuma, selon l'historien Herrera, *mangeait peu souvent de la chair humaine, et il fallait qu'elle fût bien apprêtée.*

C'est un fait très curieux que cette civilisation des Aztèques à la fois perfectionnée et barbare, brillante et féroce; on s'étonne de rencontrer la culture de la poésie et des arts chez un peuple anthropophage : les mêmes hommes se plaisaient à voir égorger des victimes humaines et à nuancer des plumes de mille couleurs, pour en former ces broderies gracieuses dont le secret s'est conservé parmi les religieuses du Mexique.

Faut-il supposer, comme on l'a fait, selon moi, sans beaucoup de vraisemblance, que le Mexique avait été visité antérieurement à la conquête espagnole par quelques missionnaires européens égarés sur l'Océan, ou par quelques bouddhistes de l'Inde? Faut-il expliquer le contraste que je signalais tout à l'heure par les enseignemens d'une religion plus douce tombés sur un fonds de coutumes barbares? Je ne puis croire que là où le christianisme et même le bouddhisme auraient passé, aient subsisté les sacrifices humains et l'anthropophagie. Non, c'est tout simplement que l'homme peut concilier un certain développement social avec des usages cruels. Sans parler des Nouveaux-Zélandais, remarquables par leur intelligence et célèbres par leur anthropophagie, la Grèce héroïque sacrifiait Iphigénie. Homère, qui a exprimé dans l'entrevue d'Achille et de Priam ce que l'âme humaine contient de plus pathétique, montre ce même Achille égorgeant douze captifs sur le tombeau de Patrocle. Les Romains, après avoir pleuré sur Didon, allaient applaudir aux horreurs de l'amphithéâtre. Les dames de la galante cour de François Ier assistaient au brûlement des hérétiques. La jeune Andalouse joue coquettement avec son éventail et prête l'oreille à des propos d'amour, tandis que ses regards boivent le sang versé dans l'arène. Enfin, au XVIIIe siècle, l'aimable président de Brosses, dans ses charmantes *Lettres sur l'Italie*, si pleines de finesse et d'enjouement, écrit gaiement à une dame de Dijon, qu'il plaisante sur ses cruautés : « J'ai fait mettre à la torture bien des gens qui n'étaient pas si coupables que vous. » Et il l'avait fait comme il le disait.

Les Aztèques avaient une littérature et même, dit-on, des acadé-

mies. Leurs livres peints se rapportent à la division de la propriété, au cadastre, à la perception des impôts, à la législation pénale, au calendrier; mais ils avaient aussi des annales en tableaux. On sait qu'ils possédaient des chants historiques, et on a des traductions d'hymnes religieux et moraux composés au xve siècle par le roi de Tezcuco, Nazahualcoyotl, qui tenta d'abolir les sacrifices humains. Tezcuco passait pour la ville savante et littéraire. C'était l'Athènes du Mexique.

Ces poésies du roi de Tezcuco sont remarquables par une sorte de mélancolie prophétique. Dans un hymne philosophique sur la fragilité des choses humaines, j'ai été frappé d'une singulière ressemblance entre les lamentations du prince mexicain et les effusions mélancoliques, tour à tour si amères et si gracieuses, de ce pauvre diable de Villon, menacé lui, non de perdre un empire par la conquête, mais de perdre tout ce qu'il possédait, la vie, sur un gibet.

Villon, devançant le monologue d'Hamlet, moralise sur les débris que l'homme laisse après la mort :

Quand je considère ces têtes
Entassées en ces charniers,
Tous furent maîtres des requêtes
Au moins de la chambre aux paniers,
Ou tous furent porte-paniers.

. . . . . .

Et icelles qui s'enclinoient
Unes contre autres en leur vie,
Desquelles les unes régnoient,
Des autres craintes et servies;
Là les voys toutes assouvies
Ensemble en un tas pesle-mesle,
Seigneuries leur sont ravies,
Clerc ni maître ne s'y appelle.

Nazahualcoyotl disait dans le même siècle que Villon :

« La poudre infecte dont les caveaux sont remplis jadis était ossemens et cadavres; ces cadavres furent des corps animés qui, assis sous le dais, présidaient des assemblées, commandaient des armées, conquéraient des royaumes, possédaient des trésors, etc. »

La ressemblance n'est pas moins frappante entre une pièce où Villon invoque le souvenir des hommes illustres qui ont passé, et termine chaque strophe par ce refrain :

Mais où est le preux Charlemagne?

et les vers que l'empereur mexicain a composés dans la même pensée :

« Si je vous demandais où sont les os du puissant Achalchicihtlanextzin,

premier chef des anciens Toltèques, et ceux de Necaxecmitl, le pieux adorateur des dieux; si je vous demandais où est la beauté incomparable de la glorieuse impératrice Xiuhtzal... »

On voit qu'à côté de ces souverains, dont les noms un peu longs parfois étaient populaires au Mexique, mais auront de la peine à le devenir en Europe, le poète de Tezcuco plaçait aussi ceux des femmes célèbres par leur beauté. C'est un rapport de plus entre lui et notre Villon, qui se demande où est Flora, la belle Romaine :

La reine, blanche comme un lis,
Qui chantoit à voix de sereine (sirène),

et qui finit cette énumération mélancolique par ce vers d'une grâce charmante, si souvent cité :

Mais où sont les neiges d'antan (de l'an passé)?

Le poète mexicain, qui ne voyait pas fondre la neige chaque année, qui ne connaissait que les neiges impérissables des sommets de la Cordillère, n'a pu se rencontrer avec l'enfant de Paris dans ce dernier trait. Lui, il compare les grandeurs passagères aux fumées du Popocatepetl, et il trouve aussi une comparaison gracieuse pour exprimer la vanité des gloires humaines : « Tout cela est semblable à des bouquets qui passent de mains en mains, qui se fanent, et qui finissent par disparaître du monde. »

Les Aztèques connaissaient plusieurs des produits végétaux aujourd'hui les plus employés en Europe. Ils ne possédaient pas le blé, qui fut introduit par un nègre esclave de Cortez, mais ils cultivaient l'indigo, la cochenille, le coton, mentionné aussi dans le vieux monde dès le temps d'Hérodote, le sucre, qu'ils tiraient de l'aloès et même de la canne. C'est à eux que nous devons le chocolat, dont le nom est mexicain (*calahuatl*), et qu'ils gâtaient en y ajoutant des épices et des aromates dont la vanille est la seule trace aujourd'hui. Ils en faisaient, avec de la farine, une sorte de bouillie à laquelle ils mêlaient le piment et le rocou. Un soldat espagnol disait que ce mélange était bon à donner aux cochons. C'est ce que nos paysans disaient, il n'y a pas longtemps, de la pomme de terre. La pomme de terre elle-même est indigène au Mexique, et ne croît à l'état sauvage dans aucun autre pays. Quand Raleigh l'apporta de la Virginie en Angleterre, elle avait peut-être été déjà portée en Europe, et d'Europe dans le Nouveau-Monde, car on ne voit pas trop comment elle serait arrivée directement du Mexique à la Virginie. Aussi a-t-elle partout en Amérique le nom de pomme de terre *irlandaise* pour la distinguer de la patate ou pomme de terre *douce*. Pour le tabac, j'ai déjà dit que les anciens Mexicains en connaissaient l'usage; ils pri-

saient, et ils fumaient des cigares qu'ils plaçaient dans de petits tubes d'écaille ou d'argent. Fumer était du bel usage à la cour de Montezuma.

Comme aujourd'hui, l'usage du *pulque*, liqueur spiritueuse extraite des feuilles de l'aloès, était très répandu chez les Aztèques. Il ne paraît pas qu'ils connussent le vin. Le personnage qu'on appelle le dieu du vin dans leur mythologie était, je pense, le dieu du *pulque* (1). On lui offrait des victimes humaines en les choisissant dans la province qui passait pour produire le plus d'ivrognes. Les Mexicains d'aujourd'hui sont demeurés très fidèles à cette partie de la religion de leurs pères, et les *pulquerias* remplacent nos cabarets. Du temps des Espagnols, à la suite d'une émeute, on essaya d'interdire l'usage du *pulque*. L'université publia un manifeste qui énumérait les inconvéniens de l'ivresse; mais cette tentative d'une *loi de tempérance*, la plus ancienne de toutes, ne put réussir : on y avait déjà pensé sous les Aztèques. Les *sociétés de tempérance* des États-Unis réussiront-elles mieux?

Quand les Espagnols vinrent dans le pays, il n'y avait pas trois cents ans que les Aztèques dominaient à Mexico. Ils y avaient été précédés par diverses races, dont celle qui a laissé la plus grande mémoire était les Toltèques (2) : les Toltèques semblent avoir été les Pélages du Mexique; et comme on attribue à ceux-ci les monumens les plus anciens et les plus solides qu'on trouve dans le pays habité plus tard par les Hellènes, on rapporte aux Toltèques la construction des pyramides mexicaines, et notamment de la grande pyramide de Cholula (3). Il me paraît très vraisemblable que les Toltèques, après avoir émigré, allèrent dans le Yucatan élever ces villes dont les débris offrent les plus grandes ruines du Nouveau-Monde (4).

Les Aztèques, dominateurs d'une portion du Mexique à l'arrivée de Cortez, n'y exerçaient pas un empire incontesté. A quinze lieues de leur capitale, l'état de Tlascala, qui formait une sorte de république aristocratique et jusqu'à un certain point représentative (5), avait conservé son indépendance. Un peu plus loin était l'état théo-

(1) Les Mexicains tiraient aussi une liqueur spiritueuse du maïs.

(2) On suppose que les Toltèques s'établirent sur le plateau du Mexique au VIIe siècle, les Chichimèques au XIIe, les Aztèques au XIIIe. On croit que Mexico avait été fondé par les Chichimèques en 1325, et qu'un grand feudataire, nommé Acamapitzin, prit en 1352 le titre de roi, et fut le fondateur de l'empire aztèque.

(3) Les Toltèques passent pour avoir inventé les premiers la culture du maïs, celle du coton et l'art de faire le pain.

(4) Clavigero dit positivement que quelques-uns des Toltèques émigrèrent dans le Yucatan.

(5) Chaque canton, dit Solis, nommait quelques personnages considérables qui allaient

cratique de Cholula. Ce fut par le secours de ces ennemis des Aztèques et des chefs, qui portaient avec impatience le joug de leur domination, que Cortez vainquit Montezuma. Outre ses six cents Espagnols, il avait au moins cent cinquante mille alliés; des historiens mexicains disent deux cent et même trois cent mille. Cortez n'en fut pas moins étonnant par l'audace avec laquelle, sans savoir les difficultés et les secours qui l'attendaient, il s'élança, suivi d'une poignée d'hommes aussi déterminés que lui, à la conquête d'un vaste empire, et plus encore peut-être par la persévérance intrépide et l'habileté infatigable qu'il montra jusqu'à la fin. Aussi la légende s'est emparée de cette expédition dont la réalité est si grande. On dit que, contemplant Mexico du haut d'un *teocalli*, il pleura sur cette magnifique ville qu'il allait détruire. Cortez n'a jamais, je crois, répandu ces philosophiques larmes. On a aussi rajeuni pour lui la vieille histoire, déjà racontée plusieurs fois dans l'antiquité, d'Agathocle, de Julien et de quelques autres, qui a laissé un proverbe dans notre langue : *brûler ses vaisseaux*. Malgré l'autorité du proverbe, Cortez n'a point brûlé ses vaisseaux par une inspiration héroïque, pour s'enlever tout moyen de retour. Rappelé par le gouverneur de Cuba, dont il était le lieutenant, ayant désobéi à son chef et conservé le commandement malgré lui, perdu s'il revenait, ses vaisseaux, qui ne lui servaient à rien, ne pouvaient que lui nuire en offrant aux mutins un moyen d'aller révéler au gouverneur de Cuba les desseins de son subordonné rebelle : il les sacrifia donc sans regret et sans mérite. Du reste, il ne les brûla point; il faut renoncer à le voir, une torche à la main, les embrasant théâtralement sur le rivage. Cortez montra dans tout ceci plus de ruse que d'héroïsme : il fit échouer ses vaisseaux secrètement et comme par accident, puis ordonna qu'ils fussent dépecés, gardant avec soin le fer, les cordages et tout ce qui pouvait servir. Ce qu'il accomplit de vraiment étonnant, ce fut d'entrer une première fois à Mexico sans coup férir, par la terreur qu'inspirait son audace, en se servant habilement des haines que les Aztèques avaient soulevées et de la prophétie qui annonçait la venue d'un homme blanc; ce fut d'enchaîner dans son propre palais un monarque adoré de son peuple comme une idole, d'aller sur la côte au-devant des Espagnols envoyés pour lui ravir le commandement, de les gagner et de revenir à leur tête, puis de rentrer dans Mexico encore indépendant — comme dans une ville conquise. Quand le peuple se souleva enfin, les revers montrèrent Cortez plus grand que ses succès, aidés par la supériorité des armes et le nombre de ses alliés.

résider à Tlascala, et ces députés formaient le corps du sénat, dont les Tlascalans observaient les décrets.

Il fut plus admirable de patience et de résolution dans la *nuit triste* (*noche triste*), quand il sortit de Mexico, sur une étroite chaussée, assailli par une immense multitude, ayant perdu bon nombre de ses Espagnols et toute son artillerie, que lorsqu'il revint prendre Mexico, à la suite d'un siége de soixante-cinq jours, à la tête des soldats qu'on avait envoyés contre lui et de toutes les tribus mécontentes, dont la haine pour les Mexicains était si grande, qu'alors même que les Espagnols étaient fatigués de carnage, ils ne pouvaient empêcher leurs alliés d'égorger et de dévorer leurs ennemis.

Du reste, la cruauté de Cortez fut égale à sa résolution indomptable. Ces hommes étaient ainsi : à force de mépriser pour leur propre compte la douleur et la mort, ils devenaient indifférens à les infliger. Tout le monde connaît le mot adressé par Guatimozin, mis à la torture pour déclarer où étaient ses trésors, au confident qui, livré aux mêmes tourmens, semblait, en regardant son maître, lui demander la permission de parler : « Homme de peu de cœur! et moi, suis-je sur un lit de roses? » On ne sait pas aussi généralement la fin de ce Guatimozin, qui ne succomba point aux tortures du feu, et avec lequel Cortez vécut depuis assez amicalement et comme si rien ne s'était passé, mais qu'il fit pendre un beau jour dans une expédition vers le sud. Avec Guatimozin se trouvait un prince mexicain, nommé Ixtlixochtli (1), qui avait toujours été très fidèle au conquérant, ce qui n'empêcha pas Cortez de donner l'ordre de pendre son frère comme Guatimozin. Ixtlixochtli dormait en ce moment. On vient lui apprendre ce singulier trait de reconnaissance. Aussitôt il accourt, et, au nom de nombreux services rendus, reproche à Cortez d'avoir ainsi disposé de son frère sans le prévenir. « Je comptais en effet vous avertir, répondit négligemment Cortez, mais on m'a dit que vous dormiez, et je n'ai pas voulu vous réveiller. » J'ai trouvé ce singulier détail, qui, plus qu'un autre peut-être, montre chez le vainqueur du Mexique l'insouciance de la vie des hommes, dans le curieux récit écrit par un descendant du prince Ixtlixochtli. La véracité de l'auteur n'est pas suspecte, car, moine et bon catholique, après avoir retracé toutes les horreurs commises par les Espagnols, au lieu de se livrer contre eux à l'indignation qu'elles semblent devoir inspirer, il ajoute pieusement : « Nous ne devons pas nous plaindre de la venue des Espagnols, quelles que soient les cruautés qu'ils ont exercées, car nous leur devons d'avoir échappé à l'idolâtrie et connu le vrai Dieu. »

La guerre de l'indépendance a commencé par un réveil de l'an-

(1) Cet allié si dévoué de Cortez lui avait sauvé la vie, et poussait si loin le zèle pour la religion du vainqueur, qu'il menaça un jour sa mère de la brûler vive, si elle ne voulait consentir à être baptisée.

cienne nationalité mexicaine. Ce fut d'abord une explosion terrible du sentiment indien, de la haine que la race subjuguée gardait à la race des conquérans. De même, au Pérou, un descendant des Incas, nommé Tupac-Aymara, leva l'étendard de la rébellion contre l'Espagne. Au Mexique, cent mille Indiens se soulevèrent à la voix d'un curé. Une religieuse, dona Maria Quitana, quitta son couvent pour aller combattre. Les insurgés furent écrasés; mais le feu de l'insurrection, comprimé sur un point, éclatait sur un autre, et après bien des vicissitudes, l'indépendance du Mexique fut proclamée. Les Indiens, qui avaient les premiers versé leur sang pour elle, en ont peu profité. Je ne sais, du reste, si elle a beaucoup profité à personne.

Pour compléter nos souvenirs aztèques, nous sommes allés faire une promenade à Chapoultépec. Là était le Versailles des anciens souverains du Mexique, la ménagerie et le jardin des plantes de Montézuma, qui avait réuni en ce lieu les animaux et les productions végétales de tout son empire. A cet égard, les Mexicains étaient alors plus avancés qu'ils ne le sont aujourd'hui, car le jardin des plantes, qu'a vu encore M. de Humboldt, n'existe plus. Ce n'était pas une simple curiosité qui portait les souverains du Mexique à rassembler ainsi tous les végétaux de leur pays. Les plantes médicinales étaient distribuées aux malades, des médecins étaient chargés de rendre compte au monarque de l'effet des remèdes, et on enregistrait ces dépositions comme on faisait en Grèce pour les observations desquelles est sortie, dit-on, la médecine hippocratique. Chapoultépec est un lieu charmant. On s'y promène sous de magnifiques *cyprès chauves,* les plus grands qui existent dans le monde. Leurs troncs énormes et tordus, leurs branches, d'où pend, comme une longue barbe grise, le *spanish moss,* offrent un aspect bizarre et presque fantastique. Selon M. de Candolle fils, ces arbres ont plus de cinq mille ans. C'est à peu près l'âge des pyramides d'Égypte. Un poète mexicain a dit des cyprès de Chapoultépec : « Sur leurs fronts mille siècles reposent. » On voit que la poésie est restée bien loin de la réalité.

Au sommet de la colline qu'environnent ces arbres antiques est l'école militaire. Dans la guerre avec les États-Unis, les élèves de cette école se sont fait tuer bravement. Les troupes régulières n'ont pas toujours aussi bien tenu. Après avoir eu l'avantage sur les ennemis à Molino del Rey, elles se sont retirées dans la nuit, à la grande surprise de leurs adversaires, que la cavalerie aurait pu détruire. C'est qu'il y avait de singuliers officiers de cavalerie. L'un d'eux, ayant reçu l'ordre de charger, fit répondre qu'il y avait un obstacle : cet obstacle était un petit fossé très facile à franchir. Il a reçu le nom de *général Obstacle.* Un autre officier, fait prisonnier, après avoir re-

mis son épée au général Scott, lui offrit une cigarette en lui disant : « Fumez-vous? » Du reste, l'habitude de fumer établit dans les pays espagnols, entre tous ceux qui s'y livrent, la familiarité quelquefois la plus singulière. J'ai vu un galérien, qui travaillait, la chaîne au pied, sur la grande place de Mexico, s'approcher d'un soldat en faction à la porte du président, et allumer son cigare à celui de la sentinelle. On se consolait des revers en les transformant en victoires. J'ai lu un rapport officiel de Santa-Anna où il parle du triomphe de Buena-Vista; ce triomphe est une victoire des Américains. Les soldats n'ont pas manqué de bravoure. Les Indiens se sont laissé tuer sans rien dire, avec beaucoup de sang-froid. La garde nationale de Mexico s'est très bien battue. Son commandant, qui était un tailleur nommé Banderas, a été héroïque. Blessé la veille, il répondit à son fils, qui voulait l'empêcher de remonter à cheval : « Il s'agit aujourd'hui de sauver son pays ou de mourir. » Et il mourut. Malheureusement les officiers des troupes régulières n'ont pas tous imité ce tailleur, et la défense a été très mal conduite.

Les Américains n'étaient pourtant pas des guerriers consommés. Ici les officiers valaient mieux que les soldats; mais soldats et officiers ont montré constamment la plus aventureuse intrépidité, s'élançant à travers des déserts et allant devant eux en dépit de tous les *obstacles*. Avant d'arriver à Mexico, ils imaginèrent de s'aventurer dans le *Pedrigal*. On appelle ainsi un immense champ de lave d'un aspect singulier et désolé qui s'étend jusqu'à l'Océan Pacifique; ils s'y égarèrent plusieurs jours et en sortirent mourans de soif, de faim, de fatigue, pour venir prendre Chapoultépec et Mexico.

Nous sommes allés faire notre pèlerinage à l'église de Notre-Dame-de-Guadalupe, qui est la patronne des Indiens, et qu'a adoptée la république mexicaine. Cette église s'élève sur une colline voisine de Mexico, où fut jadis le temple d'une déesse aztèque. La légende qui se rapporte à sa fondation est assez gracieuse. Un pauvre *peon* indien s'était endormi en ce lieu; pendant son sommeil, la Vierge lui apparut et lui ordonna d'aller dire à l'évêque de Mexico de bâtir là une église. L'évêque ne voulut pas recevoir l'Indien; celui-ci revint le lendemain. L'évêque demanda une preuve de la vérité du récit. La Vierge apparut de nouveau à l'Indien et lui ordonna cette fois d'aller sur la colline stérile y cueillir des roses; il en trouva en effet qui avaient crû miraculeusement parmi les rochers, et les rapporta à la Vierge, qui les jeta *avec son portrait* dans le *sarapé* du pauvre homme. L'évêque crut enfin et fit construire l'église.

Cette légende, toute populaire, convient à l'origine du culte de cette Vierge de Guadalupe, l'une des madones pour lesquelles je me sens le plus de dévotion, car elle est la protectrice d'une race oppri-

mée, *mater afflictorum;* mais la légende n'en est pas restée là. Ce portrait de la Vierge donné au pauvre Indien, quel en était l'auteur? Ce fut Dieu lui-même. « Jéhovah, dit un poète mexicain que je traduis fidèlement, Jéhovah voulut laisser aux Mexicains un portrait de sa mère *fait de sa main,* en raison de l'amour qu'il avait pour nous. »

L'église de Notre-Dame-de-Guadalupe est d'un goût plus simple que la plupart des églises de Mexico; l'intérieur n'a rien de l'ornementation espagnole : la voûte est blanche avec des bandes en or. Il y a dans cette église une balustrade d'argent qui a une grande valeur : on dit que les moines vont la vendre et la remplacer par une balustrade de cuivre argenté. En général, les ornemens précieux disparaissent aujourd'hui des couvens et des églises du Mexique; les moines se hâtent de réaliser, comme un vieillard qui sait bien qu'il n'a pas longtemps à vivre. Ce peuple meurt et se sent mourir.

Dans l'église même de Notre-Dame-de-Guadalupe, on vend des chapelets bénits et des images miraculeuses. Les bons pères qui font ce petit trafic n'ont jamais lu dans l'Évangile que Jésus-Christ chassa du temple ceux qui vendaient des colombes pour les sacrifices, ni la dissertation du savant chanoine Thiers sur les *porches des églises, dans laquelle il est fait voir qu'il n'est permis d'y vendre aucune marchandise, non pas même celles qui servent à la piété.* Après quelques dévotes emplettes, je montai sur la colline qui est derrière l'église, et d'où l'on a une belle vue de Mexico. La campagne est couverte çà et là d'efflorescences salines qui ont l'aspect de la neige.

Ce que j'ai vu en fait d'architecture de plus ravissant pendant tout mon voyage en Amérique, c'est la chapelle construite au-dessus de la source miraculeuse de Notre-Dame-de-Guadalupe. Cette architecture est très originale; elle ne ressemble à rien. C'est bien une sorte de renaissance, mais d'un goût particulier, arabe et mexicain. 'est très élégant et très étrange. Des zigzags blancs et noirs surmontent des fenêtres en étoiles autour desquelles des anges déroulent des légendes empruntées aux litanies, en langue espagnole. Les colonnes sont à demi grecques, mais d'un grec de fantaisie; — la porte est moresque, il y a des fenêtres moresques. Tout cela semble devoir être très incohérent et ne l'est point. La disposition de l'ensemble fait de ce caprice architectural un caprice harmonieux.

Un des plus grands intérêts que présente le Mexique, ce sont les mines d'argent qui ont, depuis trois siècles, versé en Europe une si grande quantité de ce métal précieux. L'or ne s'y est pas trouvé avec la même abondance. Cependant on sait que des gisemens aurifères d'une grande étendue existent dans l'état de Sonora. Malheureusement ils sont gardés par soixante mille Apaches, sauvages très-belliqueux qui jusqu'ici ont toujours repoussé les Européens. En ce

moment, l'attention est tournée vers Sonora, qui pourrait donner au Mexique sa Californie, comme l'Angleterre vient de trouver la sienne en Australie. Une expédition dirigée par un Français, M. Raousset de Boulbon (1), s'organise pour aller conquérir cette toison d'or. En attendant, c'est l'argent qui forme la principale richesse du pays. Pour avoir une idée des mines d'argent du Mexique, je vais visiter celles de Real-del-Monte, exploitées maintenant par une compagnie anglaise et dans lesquelles il est intéressant de comparer les divers procédés mis en usage pour l'extraction de l'argent.

Dans la diligence qui nous a conduits aux mines de Real-del-Monte, presque tout le monde parlait français. C'est à Pachuca, petite ville située au pied des montagnes, que l'on quitte la diligence et que l'on monte à cheval pour gagner les mines. Ces montagnes paraissent au premier coup d'œil arides et dénuées d'arbres. Cette pauvreté apparente recèle des trésors; jamais il n'y eut un plus grand contraste entre l'apparence et la réalité. Quand on pénètre dans ce qui semblait un désert de roches dépouillées, la végétation reparaît, et Real-del-Monte est d'un aspect beaucoup moins sévère; mais la température a changé. Nous sommes près de la Terre-Froide. Il n'y a plus de traces de la végétation tropicale. Le blé croît sur les plateaux, et de beaux arbres couvrent les sommets. Le soir, sur le balcon en bois de notre auberge, nous pouvons nous croire dans un village de la Suisse ou des Pyrénées.

Real-del-Monte.

Nous sommes montés à cheval de bonne heure et nous nous sommes mis en route pour la première exploitation que nous devions visiter. Plusieurs améliorations y ont été introduites par la compagnie anglaise, entre autres le *revolving furnace*, fourneau à sole tournante qui donne sur le bois employé une économie de près de moitié; on y a établi aussi les *barils tournans*, dont le travail remplace le piétinement des mulets, procédé usité généralement en Amérique pour unir au mercure l'argent contenu dans le minerai, et qui, par cette raison, a reçu le nom de procédé américain. Cette dernière méthode, fruit d'une routine ingénieuse, avait jusqu'alors triomphé complétement au Mexique; mais la méthode allemande des barils tournans, au moyen desquels s'opère le mélange du mercure et de l'argent, prévaut aujourd'hui dans les mines de Real-del-Monte, exploitées par la compagnie anglaise. C'est dans l'industrie minière du Mexique un changement considérable et une sorte de révolution qu'il est important de signaler, car selon les hommes les plus com-

(1) On sait maintenant que cette expédition n'a pas réussi; mais j'ai vu une fois M. Raousset de Boulbon à Mexico, et je crois qu'il est homme à recommencer.

pétens, M. de Humboldt et M. Boussingault (1), la méthode américaine, toute grossière qu'elle est, convenait cependant mieux qu'aucune autre à l'exploitation des mines mexicaines dans les circonstances particulières où elles sont placées.

On parle beaucoup d'un autre essai tenté pour extraire l'argent sans le secours du mercure et en dissolvant le sel argentifère au moyen du sel de cuisine. Ce procédé n'est pas nouveau, on l'a employé en Allemagne, au Pérou et en France dans la mine de Poullaouen (2). Il semble d'abord devoir offrir un grand avantage, la déperdition du mercure employé pour l'amalgamation de l'argent, et qui est surtout très considérable quand on suit la méthode dite *américaine*, augmentant de beaucoup les frais d'extraction. Cependant ce procédé par dissolution saline n'a pas eu le succès qu'on en attendait. Le sel est cher dans cette partie du Mexique, les chaudières employées à l'opération se détruisent promptement, et il paraît qu'une partie de l'argent échappe à la dissolution. En Europe, les choses vont mieux, parce que le sel est moins cher et que les ouvriers sont plus actifs et plus intelligens. Enfin l'avantage de se passer de mercure a considérablement diminué depuis que ce métal a été découvert en Californie et que par là son prix au Mexique a été réduit des deux tiers.

M. Buchan, à l'obligeance duquel je dois les renseignemens qui précèdent, me communique aussi de curieux détails sur l'organisation de la compagnie anglaise, dont il est un des directeurs. Tout le pays des mines appartient à cette compagnie. Elle fait travailler de six à huit mille hommes et a sous ses ordres vingt soldats de l'état. Elle a débuté par construire des routes et des ponts entre les diverses *haciendas* (3); ces routes et ces ponts sont magnifiques. Jusqu'ici le revenu des mines a été presque entièrement absorbé par les frais d'établissement. Maintenant toutes les dépenses nécessaires sont faites, et l'on commence à gagner. M. Buchan estime que sur le million de piastres produit chaque année, la compagnie fait un bénéfice de 200,000 piastres. Si on trouve de nouvelles veines, elle gagnera peut-être un million de piastres par an. Du reste, on a changé de méthode; autrefois on cherchait un bon filon, puis un meilleur. Le principe actuel est de faire rendre davantage au filon que l'on tient

(1) Voyez, *Annales de Chimie*, 1832, t. LI, p. 375, les curieuses recherches de M. Boussingault sur *les phénomènes chimiques qui se passent dans l'amalgamation américaine*, dont il a mieux que personne démêlé les réactions compliquées.

(2) Voyez *Recherches sur l'association de l'argent aux minéraux métalliques et sur les procédés à suivre pour son extraction*, par MM. Malaguti et J. Durocher; troisième partie, *Annales des Mines*, quatrième série, t. XVII, p. 653.

(3) Usines pour l'extraction de l'argent.

par l'amélioration des procédés, les machines et le bon ordre. Ces changemens sont conformes à la marche naturelle des choses. L'industrie, comme les autres facultés humaines, comme l'imagination elle-même, commence par se porter au hasard sur tout ce qui l'attire, puis elle choisit son objet et se perfectionne en se concentrant.

L'un des *partners* de la compagnie a la ferme de la monnaie, et un autre la ferme du tabac. Cela leur permet d'avoir des agens dans toutes les villes; dans le district des mines, les maires et les municipalités sont sous leur influence. Au sein d'un pays désorganisé, le spectacle d'un établissement considérable et bien entendu fait plaisir. Real-del-Monte est le seul lieu du Mexique où l'on n'entende pas parler des voleurs. Le gouvernement accorde à la compagnie cent cinquante condamnés qu'elle choisit parmi ceux qui sont jeunes et propres au travail. On les nourrit bien, et, si l'on a été content d'eux, ils reçoivent une gratification quand le temps de leur peine est expiré.

La dernière des *haciendas* que nous avons visitée est celle de Regla. Ici on n'emploie pas pour l'amalgamation le système des barils : les mulets piétinent le mélange. L'opération dure un mois au lieu d'un jour (1), mais elle demande moins de capitaux et n'exige pas la calcination du produit; elle convient mieux, dit-on, à certains minerais. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle est plus pittoresque. Au milieu d'une cour que dominent des rochers, on chasse les mulets à travers la pâte métallique que leurs pieds pétrissent; ces mulets sont jaunes, bleus, verts, de toutes les nuances de l'arc-en-ciel. Une chute d'eau fait mouvoir, au moyen d'une roue, des pilons de basalte; c'est un produit de la localité. Derrière le bâtiment d'exploitation se voient, au fond d'une petite vallée, des prismes de basalte d'une grande hauteur; les uns verticaux comme à Staffa, les autres déployés en éventail; une cascade tombe à travers cette colonnade naturelle. Les collines environnantes sont couvertes de cactus, d'aloès, d'yuccas. En descendant de Real-del-Monte, nous avons trouvé la Terre-Chaude à deux heures de la Terre-Froide. Ici les beautés de la nature accompagnent l'intérêt qui s'attache aux opérations de l'industrie. Les constructions qui encadrent la scène concourent au pittoresque. Regla, avec sa vieille église, a bien l'ancien caractère espagnol. En allant à la cascade, on voit des arches énormes construites par les comtes de Regla pour faire arriver l'eau, travail d'une grandeur et d'une solidité vraiment romaines. Tout ce qui a ce caractère au Mexique appartient au temps de la domination des Espagnols. Le plus remarquable des travaux exécutés par eux est le canal de déchargement entrepris au

(1) Et même beaucoup plus, quelquefois l'amalgamation n'est terminée qu'après deux et même trois mois. (Dumas, *Chimie appliquée aux arts*, t. IV, p. 350.)

commencement du XVIIIe siècle, et terminé en 1789, pour empêcher les deux lacs appelés Saint-Christobal et Zumpango de se déverser dans les lacs voisins de Mexico, que des débordemens avaient plusieurs fois inondé : ce canal a environ quatre lieues.

On m'a montré la pauvre civière sur laquelle on porte en terre les Indiens; j'ai recueilli sur leur inhumation des détails qui m'ont serré le cœur; ils sont enterrés, à la lettre, comme des chiens, sans vêtement; puis on piétine la terre, et tout est dit. — Un prêtre vient-il bénir les morts? ai-je demandé au guide qui me contait cela comme il m'eût conté toute autre chose. — Il vient, m'a-t-il répondu, pour les *señores*.

Nous sommes retournés à la première *hacienda*, ramenés par M. Buchan dans sa voiture, attelée, selon l'usage, de quatre mules, à cause des montées. Il nous apprend qu'on envoie tous les mois le produit à Mexico sous bonne escorte, dans une caisse métallique munie d'une serrure de Bramah. Comme il n'y a qu'un citoyen des États-Unis qui ait pu ouvrir ces serrures, on ne craint pas qu'elles le soient entre Real-del-Monte et Mexico; il faudrait deux heures aux voleurs pour les forcer. Nous quittons M. Buchan à Velasco, où est son habitation, et nous revenons coucher à Real-del-Monte. La soirée est fraîche. Nous avons encore une fois changé de climat : ce matin nous étions en Afrique, ce soir nous sommes en Europe.

En général, les mines sont une des nombreuses déceptions qui attendent le voyageur, quand il n'a pas assez d'expérience pour leur échapper. Descendre au moyen d'échelles dans un puits noir, suivre d'interminables galeries et voir quelques hommes donner des coups de marteau ou porter du minerai, c'est à peu près tout ce qu'ont à offrir de curieux aux voyageurs non métallurgistes les mines du nouveau comme de l'ancien monde (1). Ce qui est intéressant dans la région de Real-del-Monte, ce sont les *haciendas* que nous avons visitées hier et les divers procédés employés pour extraire l'argent; mais, instruits par nos souvenirs, mon compagnon de voyage et moi nous nous sommes gardés de nous donner le plaisir de descendre, en touristes novices, des échelles interminables pour aller dans un trou. Nous nous sommes contentés d'admirer la machine à vapeur qui va puiser l'eau dans le fond de la mine de *Dolorès*, à quinze cents pieds, pour l'amener dans la galerie d'écoulement, située elle-même à une profondeur de cinq cents pieds. Le poids qui porte sur

(1) Je dois faire une exception pour la mine de Danemora en Suède, où l'on descend à ciel ouvert au fond d'un abîme, dans un panier suspendu à une corde, parmi des rochers très pittoresques.

le piston est évalué à quinze quintaux. Le balancier vient toucher tout doucement une surface sur laquelle on peut mettre une noisette qu'il effleure sans la briser. Cette force si formidable, mesurée avec tant de précision, gouvernée avec tant d'exactitude, inspire un grand respect pour l'homme qui est parvenu à la maîtriser.

Nous avons erré dans le village de Real-del-Monte. Ici l'on marche sur l'argent. Les cailloux des chemins et les pierres des maisons contiennent un minerai argentifère, mais trop peu riche pour être exploité. J'ai vu pour la première fois de ma vie l'échange en nature remplacer l'emploi de la monnaie : une femme a donné à une autre des haricots pour une herbe appelé *chichi*. Dans beaucoup d'endroits, les Indiens en sont restés à ce procédé commercial très primitif. Les anciens Mexicains étaient plus avancés que leurs descendans : ils avaient une monnaie. Cortez parle, dans sa lettre à Charles-Quint, d'une monnaie d'étain usitée dans quelques provinces de l'empire. Selon Torquemada, on employait à Mexico une monnaie de cuivre qui avait la forme d'un T, mais l'usage n'en fut jamais général, et l'instrument d'échange le plus répandu étaient les graines de cacao, encore employées pour cet objet dans certaines parties du Mexique. Du reste, l'usage de la monnaie n'est pas toujours, comme on l'a dit, une preuve de civilisation. Les Peaux-Rouges de l'Amérique du Nord se servaient de coquilles, qui chez eux tenaient lieu de monnaie, et on n'a rien trouvé qui jouât clairement le rôle d'une monnaie dans l'ancienne Égypte.

Comme il fallait cependant voir une galerie d'exploitation, nous nous sommes détournés de notre route en revenant à Pachuca pour visiter la mine d'*el Rosario*. Cette visite n'a pas eu plus d'intérêt que nous ne l'espérions et s'est bornée à faire quelques centaines de pas sous une voûte, précédés par un homme qui nous disait : Ceci est du bon minerai, cela est encore du bon minerai. Mais comme il arrive très souvent en voyage, le chemin valait mieux que le but. La gorge au sein de laquelle se trouve la mine d'*el Rosario*, avec un orage en perspective qui lui donnait un aspect encore plus sauvage et les roulemens du tonnerre dans la montagne, formait un ensemble sévère de l'effet le plus imposant. Arrivé à Pachuca, je me suis assis sous un portique, regardant les Indiens enveloppés dans leurs *sarapés* courir à travers la pluie ou s'enfoncer à cheval dans les montagnes, — me livrant au sentiment du lointain, de l'isolé; me disant : Comment suis-je à Pachuca?

Ce matin, nous sommes revenus sans encombre à Mexico, où nous avons terminé notre course métallurgique par une visite à l'école des mines (*mineria*), qui est bien tenue. C'est, de tous les établisse-

mens fondés par les Espagnols, le seul peut-être qui n'ait pas dégénéré depuis la révolution, bien qu'il ait perdu dans Del Rio un minéralogiste estimé en Europe.

Pour être juste avec le Mexique, il faut citer tout ce qui peut faire honneur au développement intellectuel du pays. C'est ce qui m'engage à parler de quelques écrivains qu'il a produits. On a publié, sous le titre de *Bibliotheca Mexicana,* en deux gros volumes, le catalogue des livres écrits au Mexique. Là se trouvent indiqués, parmi beaucoup de traités sur la théologie, un certain nombre de travaux importans sur les langues, les populations mexicaines et sur l'histoire du pays. Sahagun, Torquemada, l'infortuné Botturini, dans ces derniers temps Bustamente, Gama et M. Alaman ont fait beaucoup pour les éclaircir. Je ne parle pas ici de ces travaux scientifiques, je m'attache à ce qui est plus proprement littéraire. On cite pour l'époque antérieure au XIXe siècle une religieuse mexicaine, Inez de la Cruz, dont les poésies ont été publiées sous ce titre : *Par la dixième Muse.* Il faut mentionner aussi l'évêque de Puebla, Palafox, adversaire ardent des jésuites, l'Arnauld du Mexique, dont Arnauld lui-même raconte avec complaisance les combats contre l'ennemi commun. Auteur de plusieurs ouvrages mystiques, il composa, ce qui est assez étrange, une histoire de la conquête de la Chine par les Tartares. Les jésuites ont eu aussi au Mexique leur écrivain, ce fut Siguenza-y-Gongora, qui, au XVIIe siècle, célébra les merveilles de la nature tropicale en latin, dans cette langue qui offrait un lien aux beaux esprits des deux mondes; il étudia les antiquités, et mathématicien en même temps qu'il était poète et archéologue, écrivit, avant Bayle, contre la crainte superstitieuse des comètes.

J'ai déjà parlé de M. Carpio, dont je regrette de ne pouvoir citer davantage. Son poème sur *le Mexique* est écrit en très beaux vers et bien supérieur à celui qu'a publié sur le même sujet Balbuena. Dans ce siècle ont paru deux ouvrages consacrés à peindre, au point de vue satirique, les mœurs mexicaines; le premier en date est un roman intitulé *El Periquillo Sarniento,* par Fernand de Lizardi. C'est le *Gil Blas* du Mexique, mais bien inférieur à son modèle. L'auteur a imité les romans *picaresques* de l'Espagne. C'est plutôt un roman *leperesque,* un roman de gueux, comme *Lazarille de Tormes,* mais en général sans verve, sans invention, sans comique, et ne relevant point par l'enjouement et l'imagination la bassesse des tableaux. L'auteur moralise beaucoup et dégoûte un peu; il est trop froid pour être amusant, et souvent trop ignoble pour plaire. Le morceau suivant peut donner une idée de la manière de l'auteur quand il tombe sur un ridicule réel de ses compatriotes et qu'il en

tire bon parti : « C'est une chose très risible de faire parade de luxe et de laisser voir sa misère, d'avoir une voiture et d'y atteler des mules dont on peut compter les côtes, ou d'avoir un cocher qui ressemble à ces figures dont s'amusent les enfans, de posséder une grande maison pour en habiter les combles, de vivre entre le bal et la promenade, d'une part, et de l'autre les créanciers et les billets du mont-de-piété. Il y a de ces travers, et de pires encore, à Mexico et ailleurs. »

On trouve plus d'esprit, de malice, de feu dans une œuvrre satirique intitulée *le Coq pythagoricien,* dont l'idée première est empruntée au *Coq de Lucien*. Elle offre des peintures un peu chargées, mais qui ne manquent ni de vivacité ni de vérité. Pour arriver à frapper sur ses compatriotes, l'auteur s'est cru obligé de donner en passant quelques coups sur les doigts des Français et des Yankees. Je suis trop patriote pour traduire ce qui nous concerne, et je passe aux Anglo-Américains. « Je m'assurai, dit le malin coq, que tous les Anglo-Américains avaient un cœur et un cerveau d'argent, car à force de n'aimer autre chose et de ne chercher autre chose que ce métal, ils en sont venus à se métalliser le cœur et le cerveau, et c'est une providence de Dieu qu'ils ne sachent pas qu'il en est ainsi, car ils s'égorgeraient les uns les autres et se tueraient eux-mêmes pour tirer de leur poitrine ou de leur tête un dollar. » Arrivé aux Mexicains et à leurs *pronunciamentos :* « L'un se prononce, dit-il, parce qu'il a enfoncé la caisse de son régiment, un autre pour voir s'il entraînera quelque parti à soutenir ses projets, un troisième pour tâcher de vivre aux frais d'autrui, un quatrième pour acquérir une *position sociale* (*adquirir rango en la sociedad*) et donner le ton, tous pour améliorer leur condition. »

Je ne crois pas que ce jugement sur les causes ordinaires des soulèvemens politiques en ce pays soit trop sévère. Tout ce qu'on me dit sur les motifs des guerres civiles s'accorde avec les explications que le coq en fournit. L'ambition personnelle fait ordinairement tous les frais de ces *révolutions,* d'où il résulte qu'il n'y a pas beaucoup d'animosité entre les factions qui sont aux prises. D'après les récits de témoins oculaires et dignes de foi, les choses se passent ainsi : chacun des deux partis s'établit dans une tour ou dans un couvent à une distance raisonnable de l'autre, et on tire pendant un certain temps des coups de fusil qui ne portent pas; enfin on a recours à l'artillerie : un des deux partis charrie un canon dans une petite rue qui donne dans celle que le canon doit enfiler, on le charge dans la petite rue, puis on le pousse dans la grande; on y met le feu avec un long bâton, sans se montrer, et l'on abat une

maison voisine. Ces renseignemens s'accordent parfaitement avec ceux qu'a transmis à ses lecteurs *le Charivari*, dont les *hommes d'état* me semblent sur ce sujet très bien informés. « Trois généraux s'avancent sur une ville de trois côtés; l'un prend la ville, l'autre la lui reprend, et il en est chassé par le troisième. » Si ces révolutions misérables ne peuvent exercer aucune influence sérieuse sur l'avenir du Mexique, une question qui s'y agite à cette heure peut influer prodigieusement sur ses destinées et sur les destinées du monde : c'est le passage qui va s'ouvrir à travers le continent américain.

Le Mexique a accordé à une compagnie des États-Unis l'autorisation d'établir ce passage sur son territoire, à Tehuantepec; aujourd'hui le gouvernement mexicain paraît vouloir revenir sur cette concession. Je ne crois pas que les États-Unis y renoncent, car il y va pour eux d'un intérêt immense. La communication des deux mers, en y joignant l'occupation soudaine ou graduelle du Mexique, commencerait une nouvelle ère et entraînerait, je pense, un changement peut-être sans égal dans les relations des diverses portions du globe.

On a projeté cinq ou six passages à travers la partie la plus étroite du continent américain sur différens points. Si le Mexique était dans d'autres conditions, un chemin de fer de Vera-Cruz à Acapulco sur l'Océan Pacifique pourrait lui donner en partie au moins le bénéfice de ce passage; mais dans l'état actuel des choses, même en supposant que le Mexique pût mener à fin ce grand ouvrage, on ne saurait espérer que le chemin de fer en question fût en état de se soutenir avec avantage. L'isthme de Panama est en ce moment la véritable route de la Californie. On estime qu'il y passe cinq mille personnes par mois, ce qui égale le nombre des passagers de Douvres à Calais.

Le chemin de fer de l'isthme sera prochainement terminé, et alors la jonction des deux mers sera véritablement accomplie. Que l'on continue à suivre cette route, ou qu'on établisse la communication sur un point plus avantageux, il n'en est pas moins certain que l'on peut dès à présent considérer le continent américain comme percé et raisonner sur les conséquences de ce grand événement. Quand on a vécu aux États-Unis, parmi le peuple le plus confiant qui ait jamais été dans ses destinées futures, on est atteint soi-même par la contagion de cette confiance illimitée, on ouvre son âme aux pressentimens et peut-être aux illusions de l'avenir. Sur ce plateau élevé du Mexique, en présence des gigantesques montagnes qui le couronnent, je ne puis me défendre d'un rêve colossal comme elles, et qui n'a peut-être pas leur solidité; mais si le prophète s'abuse, il est du moins convaincu : je regarde comme très vraisemblable que la force

des choses amènera un déplacement dans le centre de la civilisation et le transportera, au bout d'un plus ou moins grand nombre de siècles, sous les tropiques, entre les deux Amériques et les deux océans, vrai milieu du monde à venir.

Jetons un coup d'œil sur le vieux continent. Nous voyons d'abord dans l'Orient de grands empires, isolés par leur situation non moins que par le génie des peuples qui les habitent. L'Égypte était emprisonnée dans la vallée du Nil, entre deux déserts comme entre deux murailles infranchissables; la mer eût pu être une porte, mais les Égyptiens avaient horreur de la mer. L'Inde est séparée de l'Occident, au sud par le désert, au nord par les montagnes de l'Afghanistan; à peine entrevue des anciens, elle fut pour ainsi dire découverte par Gama, et n'a jamais pu être pour l'ancien monde un centre, car elle était un pôle. Plus lointaine, plus perdue aux extrémités de l'Orient, bien que dans son ignorance géographique elle s'appelle l'empire du milieu, la Chine pouvait moins encore jouer ce rôle. Le seul empire central qui se soit formé en Orient est celui qui fut tour à tour assyrien, babylonien et persan; mais il ne sortit point de l'Asie : quand il en voulut sortir, il rencontra à Marathon une poignée de Grecs qui le repoussèrent, et, quelques siècles après, un jeune homme parti de la Macédoine vint le briser. La Grèce fut le centre d'un monde restreint dont les limites ne s'éloignaient guère des côtes de la Méditerranée, semées de ses colonies. Les Romains se firent à leur tour le centre de ce petit monde méditerranéen qui s'étendait autour d'eux, puis de proche en proche atteignirent par leurs armes et gouvernèrent par leurs lois presque tout ce qui était connu de la terre. Le Capitole, bien que placé à une extrémité du monde civilisé, en fut par la conquête le centre politique et souverain; puis l'invasion barbare défit ce qu'avait fait l'invasion romaine, et pendant longtemps il n'y eut plus rien qui ressemblât à un centre politique dans le monde. Il y eut un centre religieux qui, héritant de l'universalité romaine et transformant une domination guerrière en une domination morale, gouverna l'Europe des bords du Tibre. Une seconde fois on vit l'autorité s'étendre sur les peuples du midi au nord, des côtes de la Méditerranée aux bornes septentrionales de l'Europe. La religion, moins que toute autre puissance, a besoin, pour être un centre d'action, d'être un centre géographique; mais ici même l'importance d'une position centrale se fit sentir : le monde grec, le monde slave et l'Orient résistèrent à la Rome chrétienne, et, au XVIe siècle, le nord de l'Europe lui échappa presque tout entier.

L'empire que Charlemagne tenta de relever, et qui passa bientôt

de la France à l'Allemagne, aspira toujours à être le centre de l'Europe sans jamais y parvenir. L'Allemagne, malgré sa position géographique, ne pouvait être un centre, parce qu'elle-même n'avait pas de centre. Dans les temps modernes, plusieurs états de l'Europe arborèrent tour à tour la prétention de se faire centres par la conquête. Aucun n'y réussit d'une manière durable. Les trois principales tentatives de ce genre furent celle de Charles-Quint, celle de Louis XIV et celle de Napoléon, la plus hardie des trois et la plus chimérique en raison de l'état actuel de l'Europe. Aujourd'hui la Russie fait peut-être à son tour un rêve encore plus vaste. Mieux placée pour devenir le centre du monde, car elle touche à l'Occident et à l'Orient, au Nord et au Midi, à la Baltique et à la Mer Noire qui est un prolongement de la Méditerranée, à la Turquie et à l'Allemagne, la Russie ne parviendra pas à être le centre du monde européen et du monde asiatique, parce qu'elle est inférieure au reste de l'Europe en civilisation, et que rien ne peut prévaloir contre l'ascendant d'une civilisation supérieure.

Il n'y a donc nulle chance dans l'avenir pour un centre de puissance créé par les armes. L'égalité de culture est trop grande parmi les peuples chrétiens pour que l'un d'eux puisse dominer les autres comme les Romains ont dominé le monde, et les peuples non chrétiens sont frappés d'une infériorité morale et sociale qui ne permet pas de les redouter. Mais, dans les temps modernes, une nouvelle source de puissance s'est formée : c'est le commerce. L'on peut se demander où sera le centre commercial du monde, et par suite où sera le centre de la civilisation moderne.

Un autre grand changement s'est opéré. La terre, dont les anciens ne connaissaient qu'une partie, est maintenant connue presque tout entière, et l'Europe, qui jusqu'au XVe siècle n'était sortie de chez elle que passagèrement, au temps des croisades, a commencé à se répandre au dehors. Ce débordement, cette inondation successive a été battre le pied des Cordillères et de l'Himalaya; les îles et les continens du Grand-Océan ont reçu des populations européennes, comme les îles de la mer Égée, les côtes de l'Asie et de la Libye, recevaient des colonies d'Hellènes. Le théâtre de l'action humaine s'est prodigieusement agrandi : la mer Méditerranée était la mer des anciens; la mer des modernes, c'est le double Océan, qui embrasse et unit les quatre parties du globe. La possession de cet Océan par le commerce est désormais la grande source de richesse et d'importance. A quel point sur la terre est réservé d'être un jour le centre commercial du monde?

Ici la position géographique est pour beaucoup plus que quand il

était question d'une influence acquise par la religion ou par la guerre, ou quand il ne s'agissait que du commerce de la Méditerranée. Toute position était bonne pour exercer l'empire commercial dans des limites si étroites et si faciles à atteindre, et cet empire appartenait, suivant les circonstances, à Tyr ou à Carthage. Déjà cependant l'avantage de la situation se montre dans Alexandrie, dans cette ville que le génie de son fondateur avait placée entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe, et qui ouvrit au commerce de l'Occident la route de l'Inde, suivie jusqu'au XVIe siècle. Au moyen âge, le commerce fleurit sur plusieurs points des côtes de la Méditerranée, à Venise sur l'Adriatique, à Gênes et à Pise sur la mer de Toscane. Parmi ces puissances méditerranéennes et toutes littorales, pas une n'était dans une position centrale. Il en a été de même de celles qui avaient pied sur l'Océan, depuis les villes de la Hanse, qui s'emparèrent de la Baltique et de la Mer du Nord, jusqu'au Portugal et à l'Espagne, qui d'abord se partagèrent l'Océan nouvellement exploré et les deux Indes ouvertes, l'une par la navigation de Gama, l'autre par la découverte de Colomb.

La France, la Hollande, l'Angleterre, se trouvèrent dans une position analogue par rapport aux lointaines colonies qu'elles fondèrent; entre ces colonies et les métropoles, il ne s'établit point de centre commercial important, parce que la jalousie des nations et des compagnies européennes ne souffrit comme intermédiaires que des comptoirs. Cependant parmi ces comptoirs l'utilité d'une position centrale fut marquée par la grandeur éphémère d'Ormus, placé à l'embouchure de la Mer-Rouge et sur les routes de l'Océan indien. Peu à peu plusieurs puissances commerciales disparurent de la scène ou s'y effacèrent, et le commerce de l'Océan ne fut plus disputé que par la Hollande et l'Angleterre, jusqu'à ce que l'Angleterre en vînt à le posséder presque tout entier. Mais alors commencèrent à paraître les États-Unis.

Les États-Unis, dans leurs limites actuelles, n'occupent pas encore le centre des deux océans; toutefois ils s'acheminent vers cette situation. Naguère encore leurs ports regardaient tous l'Atlantique; aujourd'hui l'Orégon et la Californie leur ont ouvert le Pacifique. Un mouvement immense, dont les Mormons sont les précurseurs, se dirige vers l'ouest de l'Amérique septentrionale. Le chemin de fer que l'on projette en ce moment réunira les deux mers. Dès lors les Anglo-Américains auront déjà pris une position vraiment centrale entre ces deux mers et les deux parties du monde qu'elles baignent; mais cette position centrale des États-Unis ne sera vraiment conquise que lorsque la portion la plus étroite du continent par où doit passer le chemin

le plus court d'une mer à l'autre leur appartiendra, quand ils seront au Mexique et à Panama.

Alors ils seront vraiment établis dans le centre commercial du monde, entre l'Europe à l'est, la Chine et l'Inde à l'ouest. La ville inconnue qui s'élèvera un jour vers le point où se réunissent les deux Amériques sera l'Alexandrie de l'avenir; elle sera de même un entrepôt de l'Occident et de l'Orient, de l'Europe et de l'Asie, mais sur une échelle tout autrement vaste et dans la proportion du commerce moderne agrandi comme l'étendue des mers qui lui sont livrées. L'isthme de Panama sera l'isthme de Suez de cette Alexandrie gigantesque, mais un isthme de Suez coupé. Qu'on imagine ce que pourra être une situation commerciale semblable, quand la Chine sera ouverte, ce qui ne peut manquer d'arriver, quand l'Amérique méridionale sera occupée et régénérée, soit par les États-Unis, soit par l'Europe, si elle peut l'accomplir, ce qui arrivera aussi certainement un jour. Alors quel pays de la terre pourra le disputer à cette zone favorisée, s'étendant des deux côtés de l'équateur, depuis le golfe du Mexique jusqu'à la magnifique rade de Rio-Janeiro, pays admirable où croissent dans les plaines toutes les plantes tropicales, et où, sur les hauteurs, un climat tempéré permet de cultiver les végétaux de l'Europe, qui renferme les plus grandes richesses minérales de la terre, l'or de la Californie, l'argent du Mexique, les diamans du Brésil? Comment ne pas croire que quelque part dans cette région prédestinée, vers le point de jonction des deux Amériques, sur la route de l'Europe et de l'Asie, sera la capitale future du monde? Alors la vieille Europe se trouvera à l'une des extrémités de la carte géographique de l'univers civilisé. Elle sera le passé, un passé vénérable, car c'est d'elle que sera venu ce développement nouveau. Ce seront ses langues, ses arts, sa religion, qui règneront si loin d'elle; c'est à la liberté moderne, née dans la petite île brumeuse d'Angleterre, que ces vastes et sereines régions devront la liberté plus complète encore dont elles jouiront. Alors on viendra faire de pieux pèlerinages sur le vieux continent, comme nous allons contempler les lieux célèbres d'où notre civilisation est sortie : on visitera Londres et Paris comme nous visitons Athènes ou Jérusalem; mais le foyer de la civilisation, déplacé par la force des choses et par suite de la configuration même du globe, aura été transporté vers le point marqué par le doigt de Dieu sur notre planète pour être le vrai centre de l'humanité.

J.-J. Ampère.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

XI.[1]

LES LARGESSES DE BEAUMARCHAIS ET LE MARIAGE DE FIGARO.

I. — SITUATION SOCIALE DE BEAUMARCHAIS AVANT LE MARIAGE DE FIGARO.

Nous sommes arrivés au point le plus élevé et le plus brillant de la carrière de Beaumarchais : il a atteint l'apogée de sa fortune, de sa célébrité, de son influence sur l'opinion. Après avoir constaté par l'expérience même de sa vie les inconvéniens d'un ordre de choses où l'intelligence réduite à ses seules forces ne peut guère se produire que par des chemins de traverse, il va se dédommager en quelque sorte des déboires sans nombre qu'il a subis pour conquérir une situation qui, en l'exposant à la jalousie de ses ennemis, ne le met pas à l'abri de leur dédain. Il va prendre à partie la société tout entière et l'amener à se prendre elle-même en ridicule. Il résumera pour un instant en lui les besoins de destruction ou de réformation qui agitent son siècle; il appliquera avec une audace jusqu'alors inconnue le dissolvant de l'ironie à une forme sociale qui tombe de vétusté, et avec sa marotte et ses grelots, il ouvrira le chemin à de plus redoutables démolisseurs.

Il faut éviter cependant de s'exagérer, comme on le fait très souvent, les *intentions* révolutionnaires de l'auteur du *Mariage de Fi-*

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852, 1er janvier, 1er mars, 1er mai, 1er juin, 15 juillet et 15 août 1853.

garo et par suite l'aberration d'un pouvoir qui tolérait des attaques dont les résultats seuls nous ont appris la portée. Nous jugeons aujourd'hui l'ouvrage de Beaumarchais d'après les événemens qui l'ont suivi, et nous sommes trop enclins à forcer, soit pour l'éloge, soit pour le blâme, la signification de cette comédie. En entreprenant d'embrasser dans une seule pièce de théâtre la critique de divers abus et de diverses conditions sociales que bien d'autres auteurs avant lui, depuis Molière jusqu'à Lesage, avaient déjà attaqués séparément, en conduisant cette attaque avec la vivacité audacieuse et même licencieuse qui caractérise son talent, Beaumarchais était loin de s'imaginer qu'il concourait à préparer un bouleversement général, et que la société était arrivée à un tel degré de faiblesse qu'une comédie assez peu saine à la vérité, mais ayant comme toutes les comédies la prétention de guérir, deviendrait un mal de plus qui contribuerait à emporter le malade.

Ce qu'on sait déjà de Beaumarchais prouve surabondamment, avec ce qu'on en lira plus tard, qu'il n'était pas un révolutionnaire bien farouche, et que les quatre ou cinq premiers articles par lesquels débute invariablement aujourd'hui toute constitution, même la plus mince, auraient suffi à satisfaire son tempérament politique. Disposé à fronder des vanités, des priviléges et des abus dont il avait souffert plus d'une fois, il n'était rien moins que disposé à pousser les choses à outrance, et à voir avec enthousiasme une commotion sociale qui allait bientôt le dépasser, le renverser et le ruiner au moment même où il touchait à l'âge du repos, et n'aspirait plus qu'à jouir en paix d'une opulence si laborieusement acquise. L'auteur du *Mariage de Figaro* écrivit donc sa comédie avec des sentimens beaucoup moins subversifs que ne le supposent généralement ceux qui ignorent qu'il possédait à cette époque une fortune de plusieurs millions; il l'écrivit les yeux fermés sur l'avenir, ne songeant qu'au plaisir présent de savourer un nouveau succès dramatique, de se venger des humiliations ou des injustices dont son esprit ni ses richesses n'avaient pu le garantir, de continuer avec plus de hardiesse la mission de Molière, de faire rire les petits aux dépens des grands, et d'amuser les grands eux-mêmes en intéressant leur amour-propre à ne pas se reconnaître dans un tableau un peu chargé des abus de la grandeur.

La société de son côté, c'est-à-dire la tête de la société, que Beaumarchais attaquait, n'avait pas plus que lui conscience du danger de ses attaques. Un estimable écrivain de nos jours, après avoir rappelé ce mot si connu de Beaumarchais : « Il y a quelque chose de plus fou que ma pièce, c'est son succès, » s'exprime ainsi : « Nous pouvons ajouter qu'il y a encore quelque chose de plus fou que ce

succès, c'est le fait de la représentation autorisée d'un pareil ouvrage sous un régime qui n'était pas celui de la liberté. Un gouvernement qui tolère, qui protége même de pareils écarts, une société qui se laisse ainsi bafouer et qui est pour elle-même un agréable sujet de risée, déclarent de concert qu'ils n'ont pas l'intention de vivre. » C'est ainsi que nous jugeons commodément et après coup les actes de nos devanciers en leur prêtant notre expérience ou nos idées. Quand le malade est mort et livré à l'autopsie, il n'est pas difficile de reconnaître la gravité de sa maladie et de signaler son imprudence. Les gouvernemens comme les sociétés ont toujours l'intention de vivre, mais rien n'est moins extraordinaire que de les voir se tromper sur la nature ou l'intensité des maux qui les travaillent ou des dangers qui les menacent. La société officielle en 1783 ne se croyait nullement en péril de mort, malgré quelques prophéties plus ou moins sinistres, qui d'ailleurs n'ont manqué à aucune époque de notre histoire; elle vivait joyeuse et comptait sur un lendemain avec beaucoup plus de sécurité que la société officielle d'aujourd'hui. Persuadée qu'elle était parfaitement de force à supporter une comédie satirique même très audacieuse, elle ne s'inquiétait guère plus des redoutables malices de Figaro qu'un seigneur du moyen âge ne s'inquiétait des insolences du fou chargé de distraire ses loisirs. Il est si vrai qu'à cette époque chacun marchait avec un bandeau sur les yeux, ignorant l'avenir et s'ignorant soi-même, que le seul homme peut-être qui ait pris au tragique les insolences de Figaro, et qui, non content de protester comme Suard au nom du *bon goût* et des *bonnes mœurs,* ait accusé avec indignation Beaumarchais de *déchirer, d'insulter, d'outrager tous les ordres de l'état, toutes les lois, toutes les règles,* est un homme qui devait lui-même, trois ans plus tard, faire à coups de massue ce que l'auteur de *la Folle Journée* faisait à coups d'épingle. Mirabeau, posant en 1786 comme défenseur *des ordres de l'état et des lois* de l'ancienne France contre Beaumarchais, est une de ces méprises qui donnent bien l'idée d'une situation que le père du fougueux orateur définissait à sa manière quand il disait : « Le colin-maillard poussé trop loin finira par la culbute générale. »

Il y avait alors dans les esprits, même les plus *avancés,* de telles illusions sur l'avenir, qu'au début de cette révolution qui devait d'abord se montrer si impétueuse et si effrénée, à cinq ans de distance du 21 janvier, le 9 octobre 1787, on voit Lafayette écrire à Washington une lettre dans laquelle, après avoir énuméré tous les symptômes du mouvement qui se prépare, il conclut ainsi : « Tous ces ingrédiens mêlés ensemble nous amèneront *peu à peu, sans grande convulsion,* à une représentation indépendante et par consé-

quent à une diminution de l'autorité royale; mais c'est *une affaire de temps,* et *cela marchera d'autant plus lentement* que les intérêts des hommes puissans mettront des bâtons dans les roues. » On ne peut pas à coup sûr prophétiser plus complétement au rebours du vrai. Il n'y a donc point lieu de s'étonner qu'en 1783 et 1784 la société officielle n'ait pas cru commettre un suicide en se livrant avec complaisance aux traits meurtriers que lui lançait Figaro. Il faut rabattre aussi un peu de la surprise qu'inspire l'audace de Beaumarchais imposant de force la représentation de sa comédie *malgré toutes les autorités;* on verra plus loin quelle quantité d'associés et même d'autorités, à commencer par cinq censeurs sur six, vinrent d'eux-mêmes, une fois la curiosité éveillée dans un monde qui voulait s'amuser à tout prix, prêter main-forte à l'auteur de *la Folle Journée* et l'aider à se produire sur la scène. Cependant il faut dire aussi que Beaumarchais rencontra un obstacle qui, en d'autres temps ou pour un autre homme, eût été insurmontable. Dès le commencement de 1782, il y avait une autorité qui avait décidé que *le Mariage de Figaro* ne serait *jamais* joué, et cette autorité, c'était le roi. Les souverains, même quand ils ne sont pas doués d'un génie transcendant, doivent quelquefois à la hauteur de leur situation la faculté de voir plus loin que les autres hommes; ils ont d'ailleurs un intérêt trop immédiat à la conservation du pouvoir déposé dans leurs mains, pour ne pas s'inquiéter plus aisément de ce qui semble devoir y porter atteinte. Il était incontestable que les *hardiesses de Figaro* contre les *courtisans,* les *lettres de cachet,* la *diplomatie,* la *censure,* etc., traînaient déjà depuis vingt-cinq ans dans les livres les plus goûtés du public; mais c'était la première fois qu'elles prétendaient forcer en masse l'entrée d'un théâtre et se produire sous une forme vive, légère, acérée, qui devait les faire pénétrer chaque soir comme autant de flèches dans l'esprit d'un auditoire incessamment renouvelé. Il y avait là un danger au sujet duquel Louis XVI était déjà prévenu par le garde des sceaux, M. de Miromesnil, très prononcé contre la pièce; mais d'un autre côté, comme il était dès lors poursuivi de sollicitations en faveur de cette comédie, il voulut juger la question par lui-même et se fit apporter le manuscrit.

Mme Campan nous a conservé dans ses *Mémoires* le tableau de cette scène où Louis XVI, seul avec Marie-Antoinette, se fait lire *le Mariage de Figaro.* Après le fameux monologue du cinquième acte, le roi s'écrie : « C'est détestable; cela ne sera jamais joué. Il faudrait détruire la Bastille pour que la représentation de cette pièce ne fût pas une inconséquence dangereuse. Cet homme se joue de tout ce qu'il faut respecter dans un gouvernement. — On ne la jouera donc point? dit la reine, dont le ton semble indiquer un certain penchant

pour la pièce. — Non, certainement, répond le roi; vous pouvez en être sûre. »

Il y avait donc chez Louis XVI un parti pris contre la représentation du *Mariage de Figaro;* à ce parti pris s'associait le garde des sceaux, entretenu dans ses répugnances par M. Suard. C'était cette opposition, très redoutable par la qualité des personnes, sinon par le nombre, qu'il s'agissait de vaincre à l'aide du nombre. Beaumarchais manœuvra de telle sorte qu'il arriva un moment où l'on peut dire presque sans exagération que tout Paris, excepté le roi, le garde des sceaux et M. Suard, voulait voir jouer *le Mariage de Figaro,* et le voulait avec une ardeur de curiosité impatiente contre laquelle un gouvernement ne peut rien, quand cette fièvre, s'emparant d'une société oisive et frivole, devient pour elle une idée fixe qui domine et absorbe toute autre préoccupation.

Reste à se demander comment la curiosité publique a pu être surexcitée à ce point au sujet d'une comédie qui par elle-même n'est pas absolument un chef-d'œuvre; c'est ici qu'il faut tenir compte à la fois de l'habileté de Beaumarchais et de sa position toute particulière. Il n'eût été qu'un écrivain de génie luttant contre la volonté d'un roi, d'un ministre et d'un censeur : sa pièce n'aurait point vu le jour, ou elle aurait dû subir des modifications considérables; mais il avait alors une situation tout à fait à part dans l'histoire des écrivains célèbres, et qui lui permettait de faire jouer en même temps une foule de ressorts très divers. Cette situation, étrange par elle-même, fournissant un moyen d'expliquer son succès dans une lutte qui paraît si disproportionnée, il nous faut d'abord essayer de la caractériser en faisant un choix parmi les nombreux documens que nous avons sous les yeux.

Écrivain populaire, financier habile, Beaumarchais, durant cette période de quatre ou cinq ans qui précède *le Mariage de Figaro,* était de plus une sorte d'homme d'état au petit pied consulté en secret par les ministres. On l'a déjà vu, sous l'influence de la faveur très marquée que lui accordait M. de Maurepas, obtenir jusqu'à un certain degré la confiance de M. de Vergennes, et jouer incognito un rôle assez considérable dans la politique française au sujet des États-Unis; mais son intervention dans les affaires ne se borna pas à ce fait isolé : on trouve dans ses papiers la preuve que, soit qu'il se mît en avant, soit qu'on l'y invitât, il intervenait assez fréquemment dans des questions d'administration ou de finances. On le voit par exemple, en 1779, sur la demande de M. de Maurepas, délibérant avec M. de Vergennes sur un plan de réorganisation de la ferme générale, ayant de fréquentes entrevues avec ce ministre, qui lui écrit au sujet du plan en question plusieurs billets dont je ne citerai qu'un seul :

« Si vous voulez bien, monsieur, vous rendre ici demain jeudi à six heures du soir avec votre assistant (1), je pourrai vous donner une bonne séance pour continuer le travail entamé la semaine dernière. Je vous préviens que j'aurai un adjoint qui a toute la confiance du mentor (2); je l'ai désiré, parce que dans une matière d'une aussi grande importance on ne peut trop multiplier les observations.

« C'est toujours avec plaisir, monsieur, que je vous renouvelle tous mes sentiments.

« Mercredi, 17 mars 1779. »

Beaumarchais écrit de son côté en envoyant à M. de Vergennes un mémoire sur ce projet : « J'ai donné un ton élémentaire à ce compte-rendu afin que, lorsque M. de Maurepas le montrera au roi, son inexpérience en affaires aussi compliquées ne l'empêche pas d'en saisir toute la vérité. » Plus loin, c'est le ministre Necker qui de son côté entre en conférence avec Beaumarchais soit sur le transit des tabacs venus d'Amérique, soit sur les moyens les plus économiques d'approvisionner les troupes françaises envoyées aux États-Unis. Plus loin encore, c'est un autre ministre des finances, M. Joly de Fleury, qui consulte Beaumarchais sur un projet d'emprunt; ailleurs, c'est le ministre de la marine qui demande son avis ou le charge de surveiller quelque opération financière relative à son département. Souvent c'est Beaumarchais qui intervient de lui-même, par divers mémoires, sur des questions d'intérêt général, par exemple, *l'état civil des protestans,* pour lesquels il contribue du moins à obtenir, en attendant mieux, l'admission dans les chambres du commerce : certaines villes, comme Bordeaux, les excluaient encore en 1779, quand les finances de l'état étaient dirigées par un protestant.

Quelquefois même, par un contraste assez piquant, on voit Beaumarchais, qui a si souvent maille à partir avec la censure, investi à brûle-pourpoint des fonctions de censeur, non pas officiel, mais officieux. « Voici, monsieur, lui écrit le lieutenant de police Lenoir en date du 19 décembre 1779, un manuscrit pour lequel on demande la permission d'imprimer. Je ne l'ai pas lu; je vous prie de m'en donner votre avis. » C'est une singulière idée de transformer en censeur un homme si fréquemment censuré. La réponse de Beaumarchais indique un peu d'embarras dans l'exercice de ce genre de fonctions. L'ouvrage qu'on lui soumet roule sur la guerre d'Amérique, au sujet de laquelle il a écrit précisément lui-même une brochure qui vient d'être *supprimée.* Il répond au magistrat qu'il n'a rien trouvé

(1) C'était sans doute quelque autre financier associé à Beaumarchais dans ce plan de réorganisation de la ferme, qui n'eut pas de suite.

(2) Le mentor est M. de Maurepas. C'est une qualification que M. de Vergennes lui donne souvent dans ses lettres.

de blâmable dans l'ouvrage *politiquement badin* qu'on lui soumet, et que *la censure proprement dite* ne doit pas en arrêter l'impression. Cependant, comme il ne veut pas rester trop au-dessous de ce rôle austère de censeur, et comme il reconnaît que le ton de l'ouvrage en question n'est pas en harmonie avec la gravité du sujet, il ajoute ces lignes, assez curieuses sous la plume de l'auteur du *Mariage de Figaro :* « Cet ouvrage manque de cette *décence patriotique si peu connue dans ce pays-ci, où l'on plaisante sur tout;* les événemens présens sont *les vases sacrés de la politique, il faut ou se taire ou prendre le ton élevé qui rend les objets respectables.* Sur ce, monsieur, vous prendrez le parti qui vous semblera le plus juste. » On reconnaît ici que Beaumarchais n'a pas de vocation pour l'état de censeur, et qu'il ne sait trop comment conclure.

Brouillé avec M. Necker à la suite de quelques dissentimens sur des mesures financières et probablement aussi par l'effet d'un désaccord naturel entre la raideur si connue du ministre genevois et la facile souplesse de ses propres allures, Beaumarchais est au mieux avec le rival et le successeur de M. Necker, M. de Calonne, qui paraît avoir pour lui un goût très marqué. On s'étonnera peut-être de voir, à l'époque même où l'on est habitué à considérer Beaumarchais comme une sorte de factieux en lutte avec toutes les autorités pour faire jouer une comédie séditieuse, on s'étonnera de voir M. de Calonne lui accorder, de la part du roi, une indemnité considérable et depuis longtemps vainement réclamée, en lui adressant une lettre des plus aimables, écrite tout entière de la main du ministre, et dont la date est précieuse, car elle précède de trois mois à peine celle de la première représentation du *Mariage de Figaro.*

« A Versailles, le 19 janvier 1784.

« Je vous annonce avec un vrai plaisir, monsieur, que le roi, sur le compte que je lui ai rendu de votre demande, de toutes les circonstances de votre affaire, et du besoin que vous aviez de recevoir un nouvel à-compte sur les indemnités que vous réclamez, a bien voulu vous faire toucher la somme de 570,627 livres qui, avec celle de 905,400 que vous avez déjà reçue, fera le montant de ce que les commissaires chargés de l'évaluation de vos indemnités ont estimé vous être dû. Sa majesté a approuvé en même temps que l'examen de vos répétitions ultérieures fût confié à cinq négocians instruits des objets maritimes, dont elle a agréé la nomination telle que je la lui ai proposée. Vous recevrez incessamment l'ampliation du bon du roi qui vous apprendra leurs noms.

« Vous me faites éprouver, monsieur, le plaisir qu'il est naturel de trouver à procurer justice et satisfaction à un citoyen aussi distingué par son zèle pour le service du roi et pour l'intérêt de l'état que par ses lumières, ses talens et les grâces de son esprit. Je suis charmé d'avoir cette occasion de vous exprimer les sentimens sincères que je vous ai voués depuis longtemps

et avec lesquels je suis inviolablement, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur, « DE CALONNE. »

Ce n'est pas seulement à son profit que Beaumarchais utilise son crédit auprès des ministres : il est le patron d'une foule de solliciteurs : gens de lettres, artistes, financiers, magistrats, acteurs, actrices, tout le monde s'adresse à lui. Soit qu'il plaide auprès de M. de Maurepas pour Marmontel demandant la place d'historiographe; soit qu'auprès du garde des sceaux il défende l'avocat-général Dupaty, son ami, contre les préventions des vieilles têtes parlementaires de Bordeaux; soit qu'il prie M. Necker de venir en aide à quelque banquier en déconfiture; soit que, pressé par les supplications de la famille La Reynière, qu'épouvantent les déportemens d'un fils, il aille jusqu'à demander au ministre de la maison du roi, M. de Breteuil, le maintien d'une lettre de cachet contre ce fils maniaque et haineux; soit enfin qu'il ait à protéger quelque artiste auprès des grands seigneurs qui dirigeaient alors les théâtres royaux, Beaumarchais travaille pour autrui avec autant d'ardeur et d'insistance que pour lui-même. Je n'en citerai qu'un exemple qui prouvera combien ses recommandations ressemblent peu aux recommandations vagues, indifférentes et banales que distribue journellement un homme influent, mais très occupé. Peut-être aussi trouvera-t-on un certain attrait inattendu de curiosité à voir Beaumarchais protéger, avec un désintéressement qui paraît vraiment très sincère, une jeune et jolie personne qui veut entrer au Théâtre-Italien, et la protéger non-seulement parce qu'elle a du talent, mais parce qu'elle est *sage*. La lettre est adressée à M. de La Ferté, intendant des *menus*, c'est-à-dire préposé à l'administration des théâtres sous la surveillance des quatre premiers gentilshommes de la chambre.

« Paris, le 16 mars 1782.

« Lorsqu'on fait une recommandation, monsieur, à un homme aussi éclairé que vous l'êtes en faveur de quelqu'un, il faut la motiver de façon qu'il puisse reconnaître qu'on ne cherche pas à l'intéresser pour un objet de pure fantaisie. C'est ce que je vais tâcher de faire en vous recommandant Mlle Méliancourt, dont j'ai déjà beaucoup parlé à M. le maréchal de Richelieu.

« Ce que tout le monde voit fort bien en elle est une figure agréable et la plus charmante voix; mais ce qui ne frappe pas autant la multitude est son grand talent musical, fruit d'une longue étude et de l'excellente éducation qu'elle a reçue. Ce seul avantage devrait lui mériter toutes sortes de préférences pour un théâtre où, forcé de jouer la comédie en chantant, l'acteur le plus musicien sera toujours celui dont le talent comique se développera le plus tôt, parce que l'idiome musical dont il se sert ne l'embarrassera jamais. Aussi, lorsque je vois un acteur ou une actrice gauche au Théâtre-Italien, je dis : Ou c'est une bête incurable, ou c'est un sujet qui n'a point de musique. On ne fait pas assez d'attention à cela.

« Quelques personnes ont dit que Mlle Méliancourt avait peu de voix, et moi, toutes les fois que je l'ai entendue, je lui ai fort recommandé de ne pas gâter son superbe organe en le forçant, comme on ne fait que trop au Théâtre-Italien de Paris. Il n'y a pas dans toute l'Italie une cantatrice qui donne la moitié de la voix de Mlle Méliancourt; mais comme elles sont musiciennes, elles se rendent maîtresses de l'orchestre et ne souffrent pas que l'accompagnement les couvre (1). C'est ce qu'elle doit obtenir de l'orchestre de Paris; alors on verra que c'est une des voix les plus étendues qu'il y ait au théâtre. Tout ce que la nature et l'éducation peuvent donner, Mlle Méliancourt l'a reçu avec profusion; il ne lui manque rien que les choses que l'expérience du théâtre peut seule lui apprendre, le maintien et le débit. Je suis bien étonné qu'avec tout ce qu'il faut pour devenir si utile aux intérêts de la Comédie, MM. les comédiens italiens hésitent à son égard. Comment ne sentent-ils pas que, leur existence morale tenant beaucoup à la conduite de chacun, toutes les fois qu'ils pourront recevoir un sujet bien né et d'une conduite irréprochable, ils acquerront de nouveaux droits à l'estime des honnêtes gens? Les comédiens bien famés et qui ont du talent à Paris sont nos amis, vivent avec nous, et n'éprouvent aucun désagrément d'un préjugé que leur conduite efface.

« Mlle Méliancourt est bien née. Son père avait une très bonne place. Devenu incapable de travailler, il trouve dans sa fille un doux soutien de sa vieillesse. Je n'emploierais pas cet argument, si je la recommandais à Des Entelles (2). Jeune et un peu coquin, je le crois plus disposé à corrompre des jeunes filles qu'à les protéger parce qu'elles sont sages; mais à vous, qui, revenu de tout cela, voyez net dans mon raisonnement et en sentez la force, je prends la liberté de vous recommander Mlle Méliancourt. Je la livre à vos bons offices comme une charmante cantatrice, bien musicienne et pleine d'émulation pour devenir actrice, de plus sage, bien née et propre à faire honneur à tout homme éclairé qui s'en rendra le protecteur.

« Que ferait-elle, monsieur, si on ne la recevait pas? Elle a tout sacrifié à sa tendresse filiale en débutant. Il n'est plus pour elle un autre état dans le monde, et l'existence de ses parens tient absolument au succès de son sacrifice. En voilà bien assez, trop pour vous. Permettez-moi d'ajouter que je partagerai sa gratitude, et que je joindrai ce nouveau sentiment au sincère attachement avec lequel vous savez que je suis, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

La situation de Beaumarchais en tant qu'homme du monde, dans cette période qui précède *le Mariage de Figaro*, fournirait matière à d'assez nombreuses citations où l'on verrait le fils de l'horloger Caron dégager son style de ce qu'il a parfois d'un peu cru, pour faire assaut de grâce et de finesse avec une assez grande quantité de belles dames. Nous nous bornerons encore ici à présenter un seul échan-

(1) Cela était vrai au temps de Beaumarchais, où l'on disait en Italie que l'accompagnement devait faire avec le chant une *conversation respectueuse* (*fanno col canto conversazione rispetosa*); mais cette répugnance pour l'orchestration bruyante est bien modifiée aujourd'hui.

(2) Sous-intendant des menus plaisirs.

tillon de ce côté mondain de l'esprit de Beaumarchais, et nous le choisirons comme propre à caractériser jusqu'à un certain point les mœurs du temps. L'auteur du *Mariage de Figaro* était fort lié avec le marquis de Girardin, celui-là même chez qui Rousseau venait de mourir à Ermenonville. Le marquis avait un fils, jeune officier qui s'appelait alors le vicomte d'Ermenonville, et qui devint plus tard un des orateurs populaires de la restauration, sous le nom de Stanislas de Girardin. Ce jeune officier, en garnison à Vitry, ayant ouï parler d'une chanson *plus que grivoise* que Beaumarchais avait composée dans sa jeunesse, et qui se chantait avec succès entre sous-lieutenans (1), désira posséder une copie exacte de ce chef-d'œuvre, et, au lieu de s'adresser pour cela, soit à l'auteur lui-même, soit à M. de Girardin son père, ce qui nous paraîtrait encore à la rigueur admissible, il prit un parti qui semble aujourd'hui un peu bizarre; il écrivit à la marquise sa mère pour la prier d'obtenir pour lui de Beaumarchais ce cadeau peu moral, et la marquise, qui, à la vérité, ne savait pas au juste à quel point cette chanson était *légère*, s'empresse de transmettre à Beaumarchais la demande de son fils par le billet suivant :

« Ce mercredi.

« Mon fils m'a écrit, monsieur, pour avoir une chanson de vous *sur les femmes*. Comme on ne peut mieux faire que de s'adresser à l'auteur pour avoir la véritable, j'espère que vous ne refuserez pas cette satisfaction à un jeune homme qui la désire beaucoup. Comme elle est, à ce que l'on m'a dit, contre mon sexe, si vous craignez que ce ne soit pas de la politesse de me l'adresser, vous voudrez bien la lui envoyer à lui-même (2). M. de Girardin m'a mandé le plaisir qu'il avait eu de vous posséder pendant quelques jours, et le regret qu'il a eu de ce que votre voyage a été aussi court.

« J'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissante servante,

« Marquise DE GIRARDIN. »

Voici maintenant la réponse de Beaumarchais :

« Paris, ce 25 mars 1780.

« Non, madame la marquise, je n'enverrai pas à monsieur votre fils la chanson que vous me demandez pour lui. Il peut la désirer parce qu'il ne la connaît pas; mais moi, qui me repens de l'avoir composée dans un moment d'humeur où j'avais la folie de vouloir punir tout le beau sexe de la légèreté d'une coquette, dans un de ces momens si contraires à la conduite du Sauveur, où l'on voudrait faire souffrir tout le monde pour les péchés d'un seul, je n'irai point ouvrir le cœur d'un jeune homme à des impressions défavorables à celles qu'il doit aimer et servir, après le roi, toute sa vie. C'est l'ouvrage de

(1) C'est la chanson intitulée *Galerie des Femmes du siècle*, que l'ami Gudin n'a pas manqué de recueillir pieusement dans son édition de Beaumarchais.

(2) « A M. le vicomte d'Ermenonville, officier dans le régiment de Colonel-Général, en garnison à Vitry. »

M. Thomas, madame, où l'auteur a célébré les vertus des dames en deux beaux volumes, qu'il faut lui envoyer.

« Au reste, personne ne pouvant mieux juger de ce qui est profitable ou nuisible à son fils qu'une excellente mère comme vous, j'ai l'honneur de vous adresser cette chanson, l'un des plus grands torts de ma jeunesse. A vous, madame, de la soustraire ou de la laisser passer. Je lave mes mains, entre les innocens, du mal qui peut en résulter pour le fils, si la mère devient complice de ma faute passée après que je l'ai rendue confidente de mes scrupules présens. Je ne chercherai pas non plus à excuser devant vous les blasphèmes de ma chanson avec la coupable légèreté que j'y mis autrefois, lorsqu'une dame irritée me demanda pourquoi je ne chansonnais pas les hommes. Étaient-ils plus parfaits à mes yeux? « Les noirs défauts des hommes, lui dis-je, ne sont bons qu'à punir; il n'y a que ceux des femmes qui soient charmans à chanter, quelquefois même à partager. » C'était bien là le discours d'un jeune homme abandonné de Dieu et perdu de licence. Je suis fort loin aujourd'hui d'approuver une morale aussi relâchée, et, si je prends sur moi de vous envoyer ma chanson avec tout ce qu'elle a de blâmable, c'est autant pour m'humilier devant vous d'avoir eu le tort de la faire que pour vous donner une preuve non équivoque de l'obéissance et du dévouement respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être, madame la marquise, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Il est un autre côté de la vie de Beaumarchais à cette époque qui offre également de l'intérêt en lui-même et comme explication de l'influence qu'il peut exercer à un moment donné. Il n'est pas seulement un homme qui a prise sur les ministres, qui protége beaucoup de solliciteurs et qui a des relations de société très étendues; il est un financier opulent que l'on croit plus riche encore qu'il ne l'est, et qui donne ou prête beaucoup d'argent à toutes sortes de personnes. Son caissier Gudin constate qu'il lui arrivait en moyenne vingt demandes d'argent par jour, et cela s'explique. A force de dire du mal de lui, ses ennemis l'obligeaient à en dire du bien. Il était souvent contraint d'afficher un peu sa générosité. Il s'ensuit que le public le prenait au mot, et que de tous les coins de la France on le sommait de prouver qu'il ne se vantait pas. Parmi les sommations de ce genre, il en est d'assez originales :

« Le diable m'emporte, monsieur, lui écrit de Saint-Brieuc un jeune sous-lieutenant, vous êtes un homme charmant. Je viens de lire vos *Mémoires* (1) qui m'ont fait un plaisir infini. On ne peut habiller son monde plus complétement. On m'a dit que vous étiez fort riche; eh bien! la différence, c'est que je ne le suis guère et que vingt-cinq louis feraient que je le serais beaucoup. Donc, en conscience, pour faire les choses aussi joliment que vous les dites, vous devriez m'envoyer ces vingt-cinq louis : je vous les rendrai dans un an,

(1) Ce sont sans doute les *Mémoires* contre Goëzman, que cet officier lisait un peu tard, puisque sa lettre est de 1780.

foi d'honnête homme. Je vous vois rire et dire : « Quel est ce fou? » Et pourquoi donc? Vous avez beaucoup d'argent, à ce que je présume; moi, j'en ai fort peu; je vous crois un homme bienfaisant qui tirerez un pauvre diable de peine en lui prêtant vingt-cinq louis qu'il est en état de vous rendre : qu'est-ce qu'il y a donc là de surprenant? Que je ne vous ai jamais vu? Eh bien! vous m'en devez plus d'obligations de vous croire assez généreux pour prêter vingt-cinq louis à un homme qui en a besoin et que vous n'avez jamais vu. N'allez pas vous amuser à mes dépens et envoyer ma lettre aux chefs de mon régiment : vous me feriez désirer un trou pour me cacher, ce qui ne m'est jamais arrivé au moins. Mais non, je suis persuadé que vous ferez mieux, et que vous m'enverrez ces vingt-cinq louis. Allons, monsieur, touchez là, et que ce soit marché fait. Je vous donne ma parole d'honneur que vous jouissez dans mon esprit de toute la considération et le respect possibles joints à toute l'admiration dont je suis capable, parce que je vous connais par vos ouvrages, et que je ne sens rien pour les gens dont je ne connais que le nom. « Le chevalier DE SAINT-MARTIN,

« Sous-lieutenant au régiment d'Aquitaine (infanterie).

A Saint-Brieuc, en Bretagne, ce 24 août 1780. »

« Surtout de la discrétion. »

Sur cette lettre, Beaumarchais a écrit de sa main : *Répondu le* 20 *septembre* 1780. — Malheureusement je n'ai pas trouvé le brouillon de sa réponse. L'auteur du *Mariage de Figaro* était assez original lui-même pour apprécier l'originalité de cette demande, et je ne serais pas étonné qu'il eût envoyé les vingt-cinq louis. Quand on voit un sous-lieutenant parfaitement inconnu à Beaumarchais attaquer ainsi sa bourse du fond de la Bretagne, on comprend facilement à quel point il devait être assailli par toutes les variétés de quêteurs, d'emprunteurs ou de malheureux qui abondent toujours à Paris. Ses papiers fourmillent d'incidens de ce genre. En voici un entre mille que je cite, parce qu'il est relatif à un poète assez célèbre et parce que Beaumarchais, qui d'ailleurs n'en a jamais parlé, même après la mort de l'homme qu'il avait si délicatement obligé, s'y montre digne du rôle de Mécène qu'il aimait à jouer dans cette période brillante de sa vie.

Tout le monde connaît Dorat, mais tout le monde ne sait peut-être pas que ce poète, dont le nom éveille l'idée d'une existence frivole et insoucieuse, mourut à quarante-six ans, en proie à des chagrins profonds. C'était un homme faible, mais doué de sentimens délicats. Après avoir possédé quelque fortune, le défaut d'ordre, la vanité et aussi des accidens indépendans de sa volonté l'avaient conduit peu à peu à une ruine complète, et même à une situation plus difficile encore, car il était écrasé sous une avalanche de dettes, et, avec un cœur assez fier pour en souffrir mortellement, il n'avait pas assez de force d'âme pour entreprendre une lutte courageuse contre la des-

tinée. Sa santé était perdue, et il s'éteignait lentement, cachant de son mieux la souffrance morale qui le rongeait sous le fard, les mouches et les rubans de son rôle de *chantre des Grâces*. C'est alors que son amie, la comtesse Fanny de Beauharnais, celle qui, suivant Lebrun, *faisait son visage et ne faisait pas ses vers*, mais qui n'en était pas moins une excellente femme, après avoir elle-même rendu à Dorat tous les services que comportaient des ressources personnelles très bornées, prit le parti de s'adresser, à l'insu de son ami, à Beaumarchais, qu'elle ne connaissait pas du tout et qui n'avait avec Dorat que des rapports très superficiels. Elle écrit donc à l'auteur du *Barbier de Séville* une lettre touchante dans laquelle, après lui avoir exposé la déplorable situation de Dorat et lui avoir annoncé qu'un ami commun lui en dira davantage, elle demande pour lui un prêt de *vingt mille francs*. Prêter 20,000 fr. à un homme complétement ruiné, c'était les donner. Beaumarchais trouve d'abord la somme un peu forte; voici sa première réponse à Mme de Beauharnais :

« Paris, ce 20 mars 1779.

« Votre lettre, madame la comtesse, m'a vivement pénétré. Jamais la douce amitié n'a peint sa sollicitude avec des traits plus touchans. Je vous connais, vous honore et vous aime sur cette lettre; mais que vous m'affligez en me demandant pour votre ami des secours au-dessus de mes forces! J'estime sa personne et fais le plus grand cas de ses ouvrages; par-dessus tout cela, je crois qu'il faut faire autant de bien qu'on le peut, pour être aussi heureux que notre état le comporte; tel est mon sentiment naturel et le fruit des réflexions de toute ma vie. Je m'y tiens sans faste et sans égard pour ce que les hommes disent ou pensent de moi. Revenons à vous, madame.

« Votre confiance excite la mienne, et je dois vous parler sans détour. On se trompe sur la nature de mon aisance comme sur tout le reste de mon être. Je ne suis pas un fort capitaliste, mais un grand administrateur. La fortune de mes amis, confiée à ma prudence, me force d'être circonspect et scrupuleux sur l'emploi de leurs fonds, d'où il suit que je puis bien venir au secours d'un ami souffrant pour 25, 50 ou 100 louis, en les prenant sur l'argent qui m'appartient dans mes affaires, mais que je ne puis aller plus loin sans déposer à ma caisse, en papier, l'équivalent de l'argent que j'en tire, et je sais trop que les malheureux n'ont point à donner d'équivalens solides aux fonds qu'ils empruntent; ils ne sont gênés que parce qu'ils en manquent. C'est donc avec bien de la douleur que je me vois dans l'impossibilité physique de prêter à votre ami la forte somme dont il a besoin.

« Quant aux prêts personnels que ma sensibilité m'arrache sans cesse depuis quatre ans, ma maudite réputation d'homme riche a tellement accumulé ces demandes autour de moi, qu'il semble que tous les infortunés du royaume se soient donné le mot pour peser à la fois sur mon cœur et l'étouffer de déplaisirs. Je n'ouvre pas mes paquets sans oppression, toujours sûr d'y puiser le nouveau chagrin de connaître un infortuné de plus, sans pouvoir souvent le soulager.

Telle est ma vie : de grands travaux, peu de succès; un état dispendieux, peu de fortune, et le cercle éternel de la plus douloureuse correspondance avec une foule de malheureux dont les maux sont devenus les miens. Si vous avez un ami qui me connaisse à fond, il vous dira que ce tableau de ma personne et de mon état est le plus vrai que je puisse offrir.

« Quoi qu'il en soit, madame, engagez cet ami commun à me voir; puisqu'il a mérité votre confiance, il aura la mienne. Nous causerons de l'affaire de M. Dorat; il m'expliquera la nature de son malaise, ce qu'il craint, ce qu'il espère, et quand je serai mieux instruit, si je puis venir à son secours, soyez sûre, madame, qu'en enterrant, avec la religion de l'honnêteté, tout ce qu'il veut tenir secret, je ferai l'impossible pour que votre confiance en moi ne lui soit pas tout à fait infructueuse.

« J'ai l'honneur d'être, avec le plus profond respect, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Au moment où Beaumarchais termine cette lettre, entre chez lui le nouvel avocat de Dorat que Mme de Beauharnais lui a annoncé sans le nommer; c'est un officier dont nous aurons occasion de reparler et qui était un de ses plus anciens amis. Beaumarchais ajoute alors à sa lettre un *post-scriptum* qui nous permet de suivre en quelque sorte au naturel le bon mouvement qui s'opère en lui.

« Mon ami Datilly vient me parler au moment où je ferme ma lettre; son récit me perce le cœur. Il est bien certain que je ne puis disposer des 20,000 livres que vous me demandez; mais, encore une fois, si M. Dorat, qui me connaît peu, ne s'offense pas que vous m'ayez confié son douloureux secret, faites en sorte qu'il vienne en causer franchement avec moi, ou daignez m'en faire passer les détails, et toutes mes ressources sont à son service. »

Mme de Beauharnais répond à Beaumarchais que Dorat est à la campagne, et qu'il se rendra chez lui à son retour. Quinze jours se passent. Beaumarchais a besoin de quitter Paris pour ses affaires; il craint que la fierté de Dorat ne l'empêche de venir à lui; et, aussi impatient de secourir un malheureux qu'un autre le serait de l'éviter, le voilà maintenant qui va au-devant de cette misère qu'on lui a confiée et qui écrit à Mme de Beauharnais cette seconde lettre qui me semble en vérité l'expression d'un cœur foncièrement excellent; qu'on en juge :

« Paris, 5 avril 1779.

« Je n'ai point vu votre ami, madame la comtesse; est-il encore à la campagne, ou désapprouve-t-il la douloureuse confidence que vous m'avez faite?

« Il serait bon pourtant que nous eussions une conférence avant mon départ pour Bordeaux, qui sera sous peu de jours. Il ignore peut-être quelle force et quel courage on puise auprès d'un homme sensible et éprouvé par la mauvaise fortune. Je suis cet homme-là, et, très différent des gens dont le sort a changé en bien, je me plais à consoler les infortunés qui ont du mérite, et à leur rendre ce ressort si nécessaire à l'âme que le malheur

détend toujours. Peut-être, à force d'y rêver, ai-je trouvé le moyen de l'aider à sortir de la détresse qui le tue. Enfin je ne sais, mais quelque chose me dit que je ne lui serai pas tout à fait inutile. Je frémis quand je pense qu'un moment de désespoir a coûté la vie à ce pauvre Mairobert, qui avait mille voies pour se relever avec éclat du mal que lui causait un jugement un peu léger peut-être (1). Il avait demandé à me voir; il avait, disait-il, besoin de mes conseils. Sans savoir quelle était sa peine, je lui avais écrit qu'il serait toujours le bien-venu, car je le connaissais depuis vingt ans pour mauvaise tête et galant homme. L'arrêt du parlement est sorti soudainement; il s'est tué. S'il ne méritait pas son jugement, il a mal fait de quitter la vie : on revient de tout avec du courage et de la patience; s'il était coupable, je lui pardonne : on ne survit pas à la honte méritée.

« Ici le cas est très différent; mais ce Mairobert m'a jeté du noir dans l'âme, je n'aime pas qu'un infortuné souffre sans communiquer ses peines : on ne sait jusqu'où la tête en cet état peut s'exalter. Encore un coup, madame, envoyez-moi votre ami, que je le voie, qu'il m'entende! Et, s'il est possible, nous parviendrons à le sauver par la réunion de ses efforts et des miens.

« J'ai l'honneur d'être avec respect, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Dorat se présente enfin chez l'homme généreux qui lui tend la main si cordialement, et le ton de sa lettre à Beaumarchais, après les épanchemens de cette première entrevue, nous donnera une idée de la délicatesse avec laquelle l'auteur du *Barbier de Séville* savait encourager et secourir ceux qui lui inspiraient de l'intérêt :

« Ce 12 avril 1779.

« Monsieur et cher ami, lui écrit Dorat (après vos procédés avec moi, permettez que je vous donne ce titre), quel plaisir j'éprouve à vous assurer que je suis sorti de chez vous avec un poids énorme de moins, pénétré de la plus douce reconnaissance, et consolé pour la première fois depuis trois ans que je lutte avec un courage intérieur bien pénible contre toutes les crises de ma situation! Il n'y avait sans doute que vous au monde qui pouviez m'en tirer; quand on m'a prononcé votre nom, il m'a tranquillisé. La même force d'âme qui vous a fait terrasser tous vos ennemis s'est tournée en sensibilité pour les malheureux, et je m'applaudis, à travers vos talens si brillans et si aimables à la fois, d'avoir démêlé vos vertus. Je vous dis tout ce que mon âme, que vous avez soulagée et qui s'épanche librement avec vous, m'inspire de sentimens vrais sur votre compte; c'est une jouissance pour moi d'avoir des raisons d'aimer ce que j'ai toujours estimé. Vous m'avez demandé l'état actuel de mes affaires, le voici : je dois à peu près *soixante mille francs;* pour la moitié, j'obtiendrai du temps; mais mon honneur, mon repos, ma santé, disons tout, ma vie, demandent que je paie le reste dans le cours d'un an ou de quinze mois, à différentes époques : tous les engagemens que je prendrai

(1) Ce Mairobert était un écrivain assez bien posé, et de plus censeur royal, qui, se voyant impliqué, dit Grimm, d'une manière déshonorante dans la discussion des intérêts du marquis de Brunoy, venait de s'ouvrir les veines dans un bain chaud.

avec vous seront sacrés; je les signerais de mon sang. Mme de B..., dont la fortune sera considérable, s'engagera au besoin, et deux êtres intéressans vous offriront avec les larmes de la reconnaissance deux âmes qui n'en font qu'une. Pardonnez au désordre de ma lettre et de mes idées; j'éprouve en vous écrivant un attendrissement involontaire. Je crois qu'à force de bienfaisance vous m'avez rendu meilleur encore que je ne suis, et à coup sûr je n'étais pas méchant; revenons et déposons dans votre sein le poids qui m'oppresse et me tue... »

Suit l'état détaillé de ses dettes; mais le malheureux poète se fait illusion : il espère se tirer d'affaire par son travail, et il est mourant; il offre sa signature, elle n'a aucune valeur; celle de Mme de Beauharnais n'en a pas davantage. Beaumarchais voit clair dans tout cela. Il ne demande aucune signature; il s'agit tout simplement pour lui d'adoucir les derniers jours d'un homme intéressant qui se meurt; il autorise Dorat à faire prendre à sa caisse de mois en mois les sommes dont il aura besoin. Au bout de dix mois, le 29 avril 1780, Dorat était mort. Durant ces dix mois, Beaumarchais lui avait donné, par 25 et 50 louis, une somme de 8,400 livres, et le caissier Gudin, après avoir soigneusement additionné les sommes, écrivait sur le dossier du poète cette terrible phrase d'arithméticien : *Dorat, mort insolvable, numéro* 23. C'était le numéro 23 des débiteurs insolvables; ces numéros dépassent la centaine dans les papiers de Beaumarchais.

A côté des poètes qui ont besoin d'argent figurent aussi les grands seigneurs. Ici Beaumarchais fait quelquefois la sourde oreille, d'autant que les grands seigneurs demandent souvent des sommes proportionnées à leur qualité, c'est-à-dire énormes. Il n'est personne qui n'ait ouï parler du comte de Lauraguais, un des excentriques les plus caractérisés du XVIIIe siècle, réunissant en lui tous les goûts, toutes les fantaisies, tous les talens, toutes les folies possibles; dissertant à merveille sur les finances de l'état, mais conduisant très mal les siennes, et écrivant sur toutes choses avec une telle abondance d'idées, que chacune de ses phrases est régulièrement suivie d'une série d'*et cetera*. Le comte de Lauraguais avait été pendant plusieurs années très lié avec Beaumarchais, qu'il appelle *mon cher ami* gros comme le bras. A l'époque du *Mariage de Figaro,* on fit circuler contre l'auteur un pamphlet très violent, généralement attribué au comte de Lauraguais. Si cette opinion était fondée, l'explication de ce pamphlet se trouverait tout naturellement dans la dernière lettre de Beaumarchais au comte en réponse à une lettre de celui-ci. Après s'être ruiné à la ville, M. de Lauraguais s'était pris momentanément d'une belle passion pour les champs; il adresse de la vallée d'Auge à *son cher ami* de beaux raisonnemens sur l'administration, et conclut en le priant de lui prêter ou de lui faire prêter *cent mille*

francs. Beaumarchais, tout en parant adroitement cette botte insidieuse, profite de l'occasion pour donner à son spirituel et écervelé correspondant une leçon de bon sens qui me paraît assez joliment tournée, et qui, accompagnée d'un refus d'argent, dut plaire médiocrement à l'aimable comte de Lauraguais :

« Vous êtes comme *Robin*, monsieur le comte, *toujours le même* (1) : le même esprit de discussion, la même force de raisonnement, et la même grâce d'élocution; mais à quoi tout cela sert-il? Changerez-vous les événemens? détruirez-vous la puissance de l'intrigue? et tout ce que vous direz en matière d'administration ne sera-t-il pas toujours ce qu'on appelle *verba volant*? Plus malheureux que vous, je vis au moins aussi renfermé. Les mille et une contradictions m'enveloppent, et je marche pesamment au milieu d'une pression, d'un frottement universel. Du courage et des ennemis, voilà ma fortune. Et vous avez besoin d'un prêt de cent mille livres, et vous en apercevez la possibilité dans vos périlleuses délégations! Vous avez donc oublié Paris, et les hypothèques insuffisantes, et les priviléges toujours exigés, et les nantissemens, etc., etc.?

« Monseigneur votre père (2), à qui vous n'accordez pas autant d'esprit qu'il vous en a donné, — ce qui est bien ingrat, par parenthèse, — me disait l'autre jour un grand mot sur vous, qui répond à cet adage italien : *Di de auro, ma fa di m....* — Il a tout l'esprit possible, lui répliquai-je. — Je ne sais, reprenait-il, quel est cet esprit-là, qui met toujours un homme hors de sa convenance, hors de sa fortune, hors de sa sphère naturelle. Il y a huit mois que je n'ai eu de ses nouvelles; que fait-il? — Monsieur le duc, il cultive son jardin. — Eh! monsieur, son vrai parc était celui de Versailles. — Oh! diable, ai-je dit en moi-même, cet homme-ci ne raisonne pas trop mal. — Vos fermiers, monsieur le comte, vous volent en votre présence; croyez-vous qu'ils ne le fassent pas aussi bien en votre absence? La rue de La Harpe et la place Maubert sont à la vérité des rues bien crottées (3); mais il y a du bruit, des fiacres, des crieurs d'arrêts; on y renverse des ministres, qui n'en restent pas moins sur leurs pieds; on y débat des questions oiseuses à force d'être intéressantes; on y lit la gazette, on y fait des nouvelles, on y forge le fer, parce qu'il y est toujours brûlant, et pour un cerveau très allumé comme le vôtre, un grand mouvement vaudrait peut-être mieux que l'aspect et la jouissance de votre vallée. Plaisir de vieillard, monsieur le comte! Et s'il faut le classer parmi les autres, on doit avouer que la douce culture est le premier des plaisirs insipides.

(1) Allusion au refrain d'une chanson tant soit peu cynique de Beaumarchais, mais la plus spirituelle de toutes celles qu'il a composées, qui est intitulée *Robin*, que l'on chantait beaucoup au XVIIIe siècle, et que l'ami Gudin a transmise également à la postérité.

(2) Il s'agit ici du duc de Brancas, père du comte de Lauraguais et très peu enthousiasmé de son fils, lequel, de son côté, était très peu respectueux pour son père.

(3) Réponse à une phrase de la lettre du comte de Lauraguais, dans laquelle ce dernier, en proie à sa nouvelle manie d'agriculture, disait à Beaumarchais : « Il faudrait être un usurier ou une c.... pour préférer la rue de La Harpe et la place Maubert à la vallée d'Auge. »

« M. de Sartines et M. de Vergennes me demandent souvent de vos nouvelles avec intérêt, je réponds toujours par un : — Hélas ! il cultive son jardin; et pour le coup, comme disait Louis XV, il s'occupe à *penser* fortement..... ses chevaux (1). J'ai l'honneur d'être, monsieur le comte, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

« Paris, ce 28 septembre 1778. »

Cependant, si Beaumarchais refuse d'aventurer 100,000 francs en les prêtant à un écervelé, il aime assez à prêter aux grands seigneurs en général. Cela lui fait comme une clientèle de débiteurs patriciens qui l'aident parfois à surmonter les difficultés de sa situation ; mais s'il aime à prêter, il aime assez d'ordinaire à être payé. Quand un seigneur, fût-il prince, lui semble positivement y mettre de la mauvaise volonté, il écrit des sommations assez vertes. C'est à une sommation de ce genre que s'applique le billet suivant du prince de Luxembourg à Beaumarchais.

« Je n'ai pas oublié, monsieur, la manière noble et honnête dont vous avez bien voulu m'obliger, et si de malheureuses circonstances ne m'avaient tourmenté, mon premier soin aurait été de m'acquitter envers vous; mais soyez persuadé que sous peu de jours j'irai moi-même vous porter votre argent, et en vous remerciant de votre honnêteté, vous témoigner le regret que j'ai d'avoir été si peu exact, et vous assurer des sentimens avec lesquels j'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« Le prince DE LUXEMBOURG (2). »

« Ce 9 octobre 1783. »

En revanche, quand un grand seigneur paie exactement, Beaumarchais l'encourage dans cette bonne habitude par les lettres les plus flatteuses. C'est ainsi qu'il écrit au comte de Polastron, qui lui rend de l'argent prêté : « Votre lettre, monsieur le comte, respire la candeur et la vertu chevaleresque de nos bons aïeux; je suis vraiment charmé de vous avoir obligé, » tandis qu'il écrira à la vicomtesse de Choiseul, qui prend des lettres de rescision contre ses créanciers et *veut le fourrer*, dit-il, *dans cette Saint-Barthélemy* : « Quand on a sauté ainsi à pieds joints par-dessus les honorables procédés, on ne doit point être étonné, madame la vicomtesse, qu'il ne reste plus de relations que les rigoureuses procédures. »

(1) Allusion à un mot très connu de Louis XV, adressé à ce même comte de Lauraguais, qui se vantait d'avoir appris en Angleterre à *penser*. Ce mot, par parenthèse, est nié par le prince de Ligne, qui déclare dans ses souvenirs qu'il n'est pas de Louis XV. Or, le témoignage de Beaumarchais détruit l'assertion du prince de Ligne, puisque son allusion s'adresse à M. de Lauraguais lui-même.

(2) Quand on compare ce billet si poli du prince de Luxembourg au billet si insolent écrit vingt ans auparavant dans une circonstance exactement semblable par un mince hobereau nommé M. de Sablières, billet que nous avons cité en son lieu, on peut se faire une idée du changement opéré durant ces vingt ans dans la situation de Beaumarchais.

De tous les débiteurs aristocratiques de Beaumarchais, le plus original, sans contredit, est le prince de Nassau-Siegen, représentant de la branche catholique de la maison de Nassau. On ferait une comédie des rapports de Beaumarchais avec ce prince et la princesse sa femme, qui n'est pas moins bizarre que son mari. Ces rapports d'amitié très intime ont duré plus de dix ans, et les nombreux témoignages qui en restent dans les papiers de l'auteur du *Mariage de Figaro* offrent les élémens d'un tableau de mœurs assez curieux que nous nous contenterons d'esquisser. Tous les survivans de l'ancienne France qui nous ont laissé leurs souvenirs sur la période qui précède la révolution, M. de Ségur, le duc de Lévis, le prince de Ligne, Mme Lebrun, etc., tous s'accordent à présenter le prince de Nassau-Siegen comme une des figures les plus étranges de son temps. « C'était, dit M. de Ségur, un vrai phénomène au milieu d'un temps et d'un pays où l'effet d'une longue civilisation est de donner à tous les esprits une ressemblance uniforme. » — « Le prince de Nassau, dit le duc de Levis, avait la plupart des qualités qui composent les héros, leur caractère entreprenant, une prodigieuse activité, l'amour de la gloire et un souverain mépris pour la vie. Il a recherché les occasions de se signaler, et ces occasions ne lui ont pas manqué; cependant il n'a laissé que la réputation d'un aventurier, et pendant sa vie il eut plus de célébrité que de considération. » On peut déjà reconnaître là quelque analogie qui contribuera à expliquer l'intimité de Beaumarchais et du prince dont nous allons d'abord résumer la vie. Le prince de Nassau avait par sa grand'mère, Charlotte de Mailly, tante de la duchesse de Châteauroux, du sang français dans les veines; son origine même passait pour être complétement française, attendu que la légitimité de son père, quoique reconnue par un arrêt du parlement de Paris, avait été contestée et repoussée en Allemagne par le conseil aulique. Dès sa jeunesse, Nassau se trouva ainsi prince allemand reconnu en France, repoussé en Allemagne et dépourvu de principauté. A quinze ans, il était engagé dans un régiment français comme volontaire; à dix-huit ans, il était capitaine de dragons, et il débutait par faire le tour du monde avec Bougainville. Là, il avait eu des duels fameux avec des tigres et des lions qui l'avaient fait surnommer *le dompteur de monstres,* et à son retour il avait été nommé colonel du régiment royal-allemand (cavalerie). Quoiqu'il aimât de préférence le séjour de Paris ou de Versailles, il menait la vie d'un paladin du moyen âge, toujours en quête d'aventures et d'entreprises de guerre. Partout où l'on se battait en Europe, on était sûr de le rencontrer : tantôt commandant une batterie flottante au siége fameux de Gibraltar, on le voyait quitter le dernier à la nage son bâtiment incendié et regagner le rivage, le sourire aux lèvres, sous une grêle de boulets;

tantôt au service de la Russie, avec des bateaux plats il détruisait une escadre turque à Oczakow, ou dispersait une flotte suédoise dans la Baltique. Cavalier ou fantassin, général ou amiral, il combattait avec la même ardeur sur tous les élémens, et ce guerrier d'une témérité fabuleuse, ce *dompteur de monstres*, d'ailleurs grand et bien fait de sa personne, « avait, dit Mme Lebrun dans ses *Souvenirs*, l'air doux et timide d'une demoiselle qui sort du couvent. » C'est là le côté héroïque du prince de Nassau; son côté comique consistait dans une impossibilité absolue d'apprécier la valeur de l'argent, qui s'échappait de ses doigts comme de l'eau, — si bien que ce héros, le plus essentiellement *panier percé* de tous les héros, partageait sa vie à disperser des flottes, à renverser des bataillons, et à fuir épouvanté devant des créanciers, des huissiers et des recors, qui ne lui laissaient pas un instant de repos.

C'est par ce côté faible que le prince de Nassau s'était attaché à Beaumarchais comme à un ange gardien destiné à le garantir du seul genre de danger qu'il redoutât. C'est Beaumarchais qui devait payer les créanciers les plus dangereux, faire patienter les autres, réviser les comptes fantastiques de ceux-ci, parer aux embûches tendues par ceux-là, en un mot débarrasser son héros de cette troupe infernale toujours attachée à ses pas.

L'intimité entre Beaumarchais et le prince avait commencé en 1779. Voici à quelle occasion. Comme il était question à cette époque d'une descente en Angleterre, Nassau, qui commandait déjà un régiment de cavalerie, avait formé de plus un corps d'hommes déterminés qui s'appelait la *légion de Nassau*, et tenté avec son intrépidité ordinaire un coup de main sur l'île de Jersey. Le gouvernement français ayant renoncé à son projet, le prince demanda que les volontaires formés par lui fussent incorporés dans les troupes du roi et qu'on lui en payât le prix, lequel, d'un autre côté, était destiné à rembourser les frais d'équipement qu'il avait avancés ou plutôt pour lesquels il s'était endetté, et à indemniser de leurs dépenses les officiers de ce corps. Le ministre de la marine, craignant que l'argent donné directement au prince de Nassau ne se trouvât fondu comme à l'ordinaire au détriment des créanciers de la légion, avait chargé Beaumarchais de surveiller cette liquidation et d'avancer par à-comptes les sommes nécessaires, en ayant soin de payer d'abord les créanciers avant d'indemniser le prince. La situation de Beaumarchais était délicate. Nassau, toujours harcelé de créanciers personnels, demandait sans cesse de l'argent. Beaumarchais, tout en lui en donnant un peu, s'attachait à lui faire comprendre qu'il fallait d'abord payer les créanciers de la légion, et profitait de l'occasion pour donner de temps en temps à ce héros quelques leçons d'économie domestique.

« Mon prince, lui écrit-il en date du 1er août 1779, j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint une rescription de 6,000 livres. Il ne faut point me savoir mauvais gré si je fais comme les bons parens, qui économisent sur les menus plaisirs de leurs enfans pour remplir leurs dettes sérieuses. Bien des gens trouvent déjà mauvais que j'aie pris sur moi de distraire pour vos besoins 500 louis, qui, versés, disent-ils, chez le trésorier de la marine, auraient été, d'après leurs oppositions, réservés pour leur paiement, de préférence à vos mandats personnels. Il est certain qu'ils sont dans leurs droits à cet égard. Me permettrez-vous aussi de vous demander, mon prince, pourquoi un courrier de 18 à 20 louis pour un objet également bien rempli par un port de lettre de 30 sous? Ou vous portez une attention bien légère à vos dépenses, ou vos besoins ne sont pas si pressans que vous le dites, et je ne suis que le triste écho de cette réflexion, qui peut aussi bien vous frapper qu'elle m'a paru juste lorsqu'on l'a faite devant moi.

« Si vous me trouvez un peu plus austère, mon prince, que ma réputation d'homme gai ne semble le comporter, ne l'attribuez qu'au sérieux et véritable intérêt que je prends à vos peines; elles exigent tous les soins et l'attention la plus continue de la part de ceux qui travaillent à vous en tirer.

« Je me mets au nombre de ces travailleurs zélés en vous assurant du profond respect avec lequel je suis, mon prince, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Ces premiers rapports entre Nassau et Beaumarchais avaient amené bientôt une intimité toujours croissante, et le prince s'était habitué peu à peu à considérer son ami comme une sorte de tuteur et surtout comme un caissier qui lui aurait été donné par la nature. « La caisse de M. de Beaumarchais, dit le gardien de cette caisse Gudin, était devenue celle du prince, qui y puisait pour presque tous ses besoins. » — « Mon cher ami, délivrez-moi de mes créanciers; ils m'accablent et me font tourner la tête... Mon cher Beaumarchais, je vous recommande mes affaires, que vous m'avez promis de soigner, et je vous prie d'être certain que l'amitié que je vous ai vouée ne finira qu'avec ma vie... » Tel est le refrain ordinaire des innombrables lettres du prince de Nassau à l'auteur du *Mariage de Figaro*. Celui-ci se prête avec une complaisance inépuisable, entremêlée cependant quelquefois de mauvaise humeur, à ce rôle de caissier et de tuteur, que la princesse de Nassau contribue pour sa part à rendre très difficile, car elle est aussi *panier percé* que son mari.

C'était une princesse polonaise, mariée en premières noces au prince Sangusko et divorcée. Quoique la Pologne soit un pays catholique, on sait que le divorce y est toléré. Le prince de Nassau tenait à faire reconnaître son mariage par l'archevêque de Paris, et il était si bien habitué à se servir de Beaumarchais en tout, que c'est encore lui qui plaide dans cette affaire et qui transmet au prélat, en l'appuyant, la demande du prince. Je regrette de n'avoir pas

retrouvé le plaidoyer de Beaumarchais sur la question; mais on ne sera peut-être pas fâché de rencontrer ici la réponse du sévère prélat, Christophe de Beaumont, à l'auteur du *Mariage de Figaro* plaidant pour une princesse divorcée.

« Paris, le 13 septembre 1780.

« Je vous envoie, monsieur, ma réponse à la lettre dont M. le prince de Nassau m'a honoré. Vous voudrez bien la lui faire passer. Je ne vous dissimulerai pas que cette réponse est négative. Malgré le désir que j'aurais d'entrer dans les vues du prince, je n'aurais pu concourir à son mariage sans aller contre les principes de l'église latine, qui ne connaît aucune cause de divorce, et notamment contre les principes de l'église gallicane, où il n'y a jamais eu d'exemples de pareils mariages. D'ailleurs il y a en France une parfaite conformité entre les lois civiles et ecclésiastiques sur la matière du divorce.

« On ne peut rien ajouter à la sincérité des sentimens avec lesquels je suis, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« † CHRISTOPHE, archevêque de Paris. »

Malgré le refus de l'archevêque, le mariage du prince, considéré comme contracté en Pologne, n'en fut pas moins reconnu à la cour de Versailles, et sa femme admise comme princesse de Nassau. « Ce ménage, dit le duc de Lévis, était bien assorti. La princesse était une grande femme mince qui avait un reste de beauté. Sans être parfaitement droite, elle avait de l'élégance dans la taille, ses manières étaient nobles et polies; mais elle avait plus d'imagination que de jugement, de l'esprit sans suite, et, comme la plupart des Polonaises, le cœur chez elle valait mieux que la tête. » Cette princesse, en effet, jetait, nous l'avons dit, l'argent par les fenêtres avec la même facilité que son mari. Comme son mari, elle adorait Beaumarchais, et comme son mari, elle abusait de sa caisse. « Je ne conçois pas, écrit à ce couple auguste Beaumarchais, sans doute un peu impatienté ce jour-là, je ne conçois pas que deux personnes aussi spirituelles que vous et la princesse puissent toujours enchâsser dans le même cadre et le malaise le plus affligeant et la prodigalité la plus désordonnée. » Le malaise, en effet, va quelquefois très loin. Sur deux cents lettres de la princesse, il y en a bien une centaine griffonnées d'une écriture illisible, et qui ont toutes pour but de faire un appel à la bourse de l'ami *Bonmarchais;* la princesse, par parenthèse, n'a jamais pu venir à bout d'écrire correctement le nom de son ami. Voici quelques échantillons de ces billets de princesse :

« Il y a bien longtemps que je ne vous ai vu, mon cher *Bonmarchais,* et vous allez en lire la preuve : c'est que je suis encore sans le sou. Envoyez-moi quelques louis par le porteur, mon ami, si vous voulez que je dîne demain. »

Autre billet :

« Mon cher *Bonmarchais,* je suis désespérée, mais il faut absolument que j'aille demain pour affaires à Versailles, et je n'ai pas un petit écu. Envoyez-moi, si vous pouvez, quelques louis. »

Variante sur le même sujet :

« Mon cher *Bonmarchais,* voici le déjeuner que m'a envoyé mon maître d'hôtel aujourd'hui; voyez s'il est d'une digestion facile (1). M. de Nassau l'a trouvé, il lui a demandé son compte. Il faudra que nous causions là-dessus, pour que l'examen puisse traîner jusqu'au moment où nous pourrons le rembourser. En attendant, mon ami, envoyez-moi ce que vous pourrez. Adieu; pardonnez si je vous tourmente presque autant que je suis tourmentée. »

L'ami *Bonmarchais* gronde, prêche l'économie, et finit toujours par s'exécuter avec assez de bonne grâce. On voit qu'il a du goût pour ces deux personnages, non-seulement parce qu'ils sont princes, mais parce qu'ils sont bizarres et qu'ils paraissent d'ailleurs éprouver pour lui une affection sincère et prennent une part très vive à toutes ses tribulations. La princesse, qu'il ne faudrait pas juger sur ses billets *quémandeurs,* a souvent de l'esprit avec un certain vernis d'étrangeté qui lui donne du piquant. C'est ainsi qu'elle écrira à Beaumarchais, à propos d'un abbé Sabathier qu'elle n'aime pas et qui a rendu des services à son mari : « Combien j'aime ma reconnaissance avec vous! combien elle me tourmente avec lui! Vous allez vous fâcher. Je ne le hais pas, mais je ne puis l'estimer : je le regarde comme un grand enfant, et j'aime à peine les petits, hors Eugénie (2). De plus, cet homme me présente l'idée de l'imperfection, de la faiblesse, et quand je vois cette araignée quasi sous mes talons, cela me donne la chair de poule. Je suis trop franche peut-être, mais avec vous je n'ai jamais su penser que haut. »

Le prince, de son côté, offre des traits d'originalité assez amusans, par exemple, lorsqu'il s'en va en guerre, laissant sa femme aux prises avec ses nombreux et insupportables créanciers. Si la princesse s'avise de lui écrire sur ses affaires, au moment de monter à l'assaut de Gibraltar, il adressera à Beaumarchais les lignes suivantes :

« Mon cher Beaumarchais, il est assez agréable, lorsque l'on a en France un régiment de cavalerie et un corps d'infanterie, de venir en Espagne commander une des batteries flottantes qui ouvriront la porte de Gibraltar (3);

(1) C'était sans doute quelque lettre du maître d'hôtel de la princesse, refusant de la nourrir plus longtemps à ses frais.

(2) La fille de Beaumarchais.

(3) On sait que cette attaque échoua; mais elle fut conduite en partie par le prince de Nassau avec une rare intrépidité.

mais dites, je vous en prie, à Mme de Nassau, qu'il est ridicule de me consulter comme elle le fait sur toutes mes affaires. Je lui ai donné une procuration bien générale, parce que je m'en rapporte absolument à elle. Si elle a besoin de conseils, elle n'a qu'à vous en demander : ils vaudront mieux que les miens. Dites-lui bien que je ne répondrai plus aux articles de ses lettres qui me parleront affaires. Adieu, mon cher Beaumarchais. Croyez que personne ne vous est plus attaché que moi. « NASSAU. »

« Ce 25 juillet 1782. »

Il était en effet un peu dur pour un héros d'être poursuivi par du papier timbré jusque sous le feu de l'ennemi; mais, d'un autre côté, la pauvre princesse ne savait où donner de la tête. Le prince avait en Flandre des terres qu'il mettait en vente; malheureusement il y avait des procès qui arrêtaient la vente de ces terres. La princesse avait aussi des biens en Pologne qu'elle vendait et qui servaient à payer une partie des dettes de son mari; mais le gouffre était effrayant et difficile à combler. Elle jetait les hauts cris et renvoyait tous ces tracas à l'ami *Bonmarchais,* dans les papiers duquel on voit ainsi circuler les types les plus variés du créancier de prince sous l'ancien régime, depuis les plus honnêtes et les plus débonnaires, véritables personnifications de M. Dimanche, jusqu'aux plus impérieux qui parlent philosophie et veulent *exécuter* un héros comme un simple mortel.

Cependant le prince se couvre de gloire au siége de Gibraltar. Le roi d'Espagne lui accorde la *grandesse;* mais il paraît que cet honneur oblige à dépenser de l'argent : le prince, comme à l'ordinaire, n'en a plus, et comme à l'ordinaire aussi la princesse, qui n'en a pas davantage, en demande à Beaumarchais. Celui-ci, qui a déjà fourni l'argent nécessaire à l'équipement du guerrier, se fait un peu tirer l'oreille. Cependant il est bon prince lui-même :

« Quoique je sois horriblement gêné, écrit-il à la princesse, je vais lui faire passer à Madrid encore 1,000 écus du fond de ma bourse, et vous pouvez lui écrire par le courrier de demain qu'ils sont à ses ordres chez le même banquier de Madrid qui lui a fourni les premiers fonds; je ne puis souffrir que pendant qu'il se couvre de gloire et qu'il travaille à réparer ses affaires, les embarras de la vie habituelle y mettent le plus triste obstacle. »

La princesse, qui aime passionnément son mari, se confond en remerciemens :

« Que vous dirai-je, mon cher ami? écrit-elle à Beaumarchais. Comment vous exprimer toute ma reconnaissance, et dans quelle occasion pourrai-je en avoir davantage que lorsque vous venez au secours de tout ce que j'ai de plus cher au monde? Je lui envoie votre lettre; je n'ai pas besoin de lui faire sentir tout ce qu'il vous doit; il a un cœur comme le mien, et il vous connaît aussi bien que moi. »

L'auteur du *Mariage de Figaro,* qui a l'esprit inventif et qui serait d'autant plus charmé de voir le prince payer ses créanciers, que ce dernier lui doit beaucoup d'argent, indique à son illustre ami un moyen ingénieux de mettre à profit l'admiration que le roi d'Espagne éprouve pour son brillant courage. Le prince, qui a déjà fait le tour du monde, dira à sa majesté qu'il désire le recommencer, et il lui demandera pour toute faveur l'entrée franche de deux vaisseaux et de leurs cargaisons dans tous les ports des colonies espagnoles. Cette permission obtenue, le prince se retournera du côté du roi de France, et le priera de vouloir bien lui prêter deux vaisseaux pour refaire le tour du monde, et arriver par cette voie un peu détournée à payer ses dettes. En effet, sur ces deux faveurs obtenues, Beaumarchais se fait fort de trouver une compagnie de négocians qui se chargera de munir les deux vaisseaux de marchandises, et d'avancer au prince *cinq cent mille francs.* Nassau adopte avec enthousiasme cette combinaison savante. Le roi d'Espagne accorde la faveur demandée. Reste à obtenir les deux vaisseaux du roi de France. Dans cette pensée, le prince adresse à Louis XVI un long mémoire sur l'état de ses affaires; il sollicite un arrêt de surséance aux poursuites de ses créanciers, il expose le plan qui lui permettra de payer ses dettes, et en faveur de ses services militaires il demande le prêt de deux vaisseaux. Ce qu'il y a de plus curieux dans ce mémoire après la combinaison destinée à débarrasser un héros de ses créanciers sans qu'il en coûte rien à l'état, c'est qu'en terminant son mémoire au roi, le prince de Nassau invoque à l'appui de sa pétition le témoignage de Beaumarchais, « lequel veut bien, dit-il, par une suite de son attachement pour moi, donner tous ses soins à l'entier acquittement de mes dettes. » Et Beaumarchais appuie la demande du prince à Louis XVI par la note suivante :

« Si le témoignage d'un homme d'honneur invoqué peut donner quelque poids aux faits énoncés dans ce mémoire, j'atteste que depuis le mariage du prince de Nassau-Siegen, par les sacrifices les plus étendus de la princesse sa femme, tant sur ses terres que sur ses diamans et autres effets, le prince a payé près de *cent mille écus* de ses dettes.

« Je certifie que tout l'argent accordé par sa majesté pour acquitter les dettes du prince relatives à sa campagne de Jersey, lequel argent m'a passé par les mains à l'invitation de M. le comte de Maurepas et de M. de Sartines, a été entièrement appliqué aux créanciers fournisseurs de cette campagne sans qu'il en ait été détourné un écu pour l'usage personnel du prince (1).

« Je certifie qu'il est dû sur les reliquats de cette campagne à divers créan-

(1) On a vu plus haut que cette assertion n'est peut-être pas rigoureusement exacte; mais on a vu aussi que Beaumarchais avait fait tout son possible pour qu'elle le fût.

ciers 280,000 francs, pour le paiement desquels la tranquillité du prince et bien souvent la mienne ont été troublées.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

« Ce 10 mai 1783. »

La demande du prince avait été d'abord accueillie par le nouveau ministre de la marine, M. de Castries, qui avait promis les deux vaisseaux; mais le prince ayant eu une querelle avec le ministre, l'affaire avorta. Nassau, toujours fuyant ses créanciers, part pour la Pologne, où il se distingue au service du roi Stanislas-Auguste, en discutant à grands coups de sabre dans les diétines contre le parti Czartorisky. « Avant que l'on se fût reconnu, écrit-il en parlant d'une délibération à la polonaise, il y en a eu trois cent quatre de tués et plusieurs de blessés; voilà à quoi nous passons notre temps et ce que c'est que la liberté : chacun a son avis et le soutient; cependant vous voyez que partout les rois ont raison lorsqu'ils le veulent bien. » Quand il ne bataille pas dans les diètes, le prince s'occupe à faire jouer *le Mariage de Figaro* par les dames et les seigneurs de la cour, et partage avec le roi de Pologne les fonctions de régisseur. « On s'est avisé de prétendre, écrit-il de Varsovie le 15 décembre 1785 à Beaumarchais, que moi ayant été témoin de plus de dix répétitions, et toujours à côté de l'auteur, je devais le suppléer et traiter la troupe d'ici comme je l'avais vu quelquefois traiter celle de la Comédie-Française (1). Vous voyez, mon cher Beaumarchais, que mon rôle n'est pas le plus facile à jouer. Aussi n'ai-je pas la prétention de le rendre aussi bien que celui de la comtesse Almaviva sera rendu par la comtesse Tyskiewicz, que vous avez vue chez moi à Paris. Ma femme a le rôle de Suzanne; Sophie, qui est fort grandie, celui du petit page, qu'elle joue très bien. M. de Maisonneuve, qui joue la comédie avec moins de froid que Dazincourt et tout autant d'intelligence, a le rôle de Figaro. Le comte Almaviva est joué par M. V... (nom illisible), qui a l'air noble et tout ce qu'il faut pour bien rendre ce rôle. Le roi, qui vient aux répétitions, et qui met le plus vif intérêt à ce que la pièce soit bien jouée, disait hier soir à souper : — Je paierais bien cher pour que M. de Beaumarchais arrivât ici cette nuit. — Vous jugez bien que ma femme et moi nous faisions chorus. »

Après avoir fait jouer *le Mariage de Figaro* à Varsovie, le prince passe au service de Catherine, bat les Turcs et les Suédois, et tandis que l'Europe retentit du bruit de son nom, il continue avec Beaumarchais une correspondance dans laquelle ce dernier rappelle de temps

(1) Ceci s'accorde bien avec une tradition de la Comédie-Française, que je tiens de M. Régnier, qui la tient lui-même de Baptiste et de Duparay. « L'art du comédien, dit M. Régnier, avait en Beaumarchais un appréciateur d'un goût très sûr, mais très difficile. » Duparay affirmait qu'il était méticuleux, nerveux, même emporté, aux répétitions.

en temps à son glorieux ami, placé, dit-il, à la *tête des guerriers de l'Europe*, les susceptibilités de la vie réelle, et qu'il ne serait pas mal *de faire voir à ses créanciers au moins quelques écus.*

« Mon prince, lui écrit-il, vos chevaux, saisis entre les mains du duc de Lauzun, ne se vendent pas et se mangent... Les fonds de la vente de Villers ne rentrent pas non plus... Je ne vous envoie pas toute votre escopeterie, que ce malheureux armurier Toupriand a déposée chez moi, lorsque j'ai donné l'argent pour la retirer du mont-de-piété, parce que cet armurier a mis une opposition entre mes mains qui ne peut être levée qu'à la solution de tous ses comptes avec vous. Vous m'avez demandé un bon chirurgien; comme le métier que vous faites vous rend cet homme indispensable, je vous envoie ce chirurgien utile en même temps que vos inutiles valets... Je vous renvoie vos diamans, dont je n'ai fait aucun usage, parce qu'il y a trop loin de la valeur que les joailliers, les revendeurs et les juifs leur donnent à celle que vous leur attribuez... Je n'ai pu payer la lettre de change que la princesse a tirée sur moi de Varsovie, parce que je n'ai plus d'argent libre après tout celui que j'ai avancé pour vous... Cependant vous avez vos succès militaires qui consolent mon amitié : le grand homme en jupons qui gouverne la Russie, cette tête de héros sur un beau corps de femme (1), n'a pas manqué de saisir l'occasion de vous faire servir au triomphe de ses armes; je vous félicite de nouveau de son auguste bienveillance. J'ai fait l'addition de tous les corps d'armée que vous allez joindre, ils montent à quatre cent soixante-dix mille hommes, selon votre lettre. Avec de pareilles forces, on prendrait l'univers. Preux chevalier, vous avez son portrait; vous lui crierez de loin : — Dame de mes pensées, je vais combattre pour vous. — Volez donc à Constantinople, *mais surtout ne vous faites pas tuer;* c'est ce que je vous demande, et l'avenir est à nous. Adieu, mon prince, je suis, avec un attachement inviolable, etc.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

On comprendra la vivacité de cette exclamation, — *ne vous faites pas tuer,* — qui se reproduit dans plusieurs lettres de Beaumarchais au prince de Nassau, quand on saura que ce guerrier, connu par sa témérité, était en ce moment tout à la fois l'ami de l'auteur du *Mariage de Figaro* et son débiteur d'une somme de 125,000 francs. Beaumarchais du reste se montre ici un créancier fort complaisant, car soit qu'il juge que beaucoup d'insistance ne l'avancerait à rien, soit par une suite de son amitié, je le vois écrivant au prince de Nassau à Saint-Pétersbourg, en date du 25 avril 1791 :

« Le motif de la cherté du change que vous m'avez donné, mon prince, dans votre dernière lettre pour me faire adopter le reculement de votre acquit envers moi ne vous ayant point arrêté pour des gens qui vous ont obligé avec un zèle moins vif et moins pur, m'aurait semblé l'effet de quelque mé-

(1) Ces lignes, écrites en 1786, sont un peu hyperboliques, attendu qu'à cette époque Catherine avait cinquante-sept ans, et que sa taille peu élevée était envahie par un embonpoint assez disgracieux; mais Beaumarchais voyait l'impératrice à distance.

contentement que j'ignore, si je ne savais que je suis l'homme sur la facilité duquel vous avez toujours le plus compté. Vous avez trop d'honneur pour que je prenne de l'inquiétude; vous me paierez quand vous croirez le devoir et le pouvoir sans altérer votre bien-être. L'air de la liberté n'a point tué ma sensibilité; je suis toujours le même, comme *Robin*, et je veux vous aimer avec le désintéressement d'un sylphe. Recevez les salutations du cultivateur,

« BEAUMARCHAIS. »

Après la mort de Beaumarchais, le caissier Gudin constate que la créance de son patron sur le prince de Nassau, réduite sans doute par des à-comptes, se monte à la somme de 79,858 francs. Cette dette a-t-elle été payée par le prince, qui survécut assez longtemps à Beaumarchais, ou bien faut-il ranger ce *paladin du moyen âge* parmi les *débiteurs insolvables?* C'est ce que j'ignore; mais par tout ce qui précède, on saisira mieux la véritable physionomie de l'existence de Beaumarchais au moment du *Mariage de Figaro*, et l'on comprendra quelles variétés de ressources il pouvait au besoin employer pour faire jouer une pièce de théâtre malgré Louis XVI, le garde des sceaux et M. Suard.

II. — LE MARIAGE DE FIGARO.

Cette comédie fameuse, qui ne devait être jouée pour la première fois que le 27 avril 1784, fut terminée par l'auteur et reçue au Théâtre-Français dans les derniers mois de 1781 (1). Si j'en crois une lettre inédite de Beaumarchais exposant au ministre de la maison du roi, M. de Breteuil, les vicissitudes de sa pièce avant d'arriver à la représentation, ce serait d'abord à l'insu de l'auteur qu'auraient eu lieu les premières lectures.

« Aussitôt que les comédiens, écrit Beaumarchais, eurent reçu par acclamation ce pauvre *Mariage*, qui depuis a eu tant d'opposans, je priai M. Lenoir (le lieutenant de police) de me nommer un censeur, en lui demandant comme une grâce particulière que la pièce ne fût lue par aucune autre personne, ce qu'il voulut bien me promettre en m'assurant que ni secrétaires ni commis ne toucheraient le manuscrit, et que la pièce serait censurée dans

(1) C'est ce qui résulte d'une lettre inédite de Sedaine, qui avait assisté à une première lecture faite chez Beaumarchais en septembre 1781, et d'une lettre de Mlle Fanier, soubrette du Théâtre-Français, qui écrit à Beaumarchais en date du 11 octobre 1781 pour réclamer le rôle de Suzanne, que l'auteur veut donner à Mlle Contat, dont Mlle Fanier prétend que *ce n'est point le genre*. Mlle Contat tenait en effet l'emploi des *jeunes premières*, mais la perspicacité de l'auteur du *Mariage de Figaro* le porta à penser que le rôle de Suzanne tel qu'il l'avait conçu serait parfaitement joué par Mlle Contat, et comme un auteur est libre de distribuer à son gré les rôles de sa pièce sans tenir compte des *emplois*, il persista dans son choix, ce qui fut très heureux à la fois pour le succès de sa comédie et pour Mlle Contat, dont le talent était déjà très distingué, mais dont la brillante réputation date surtout du *Mariage de Figaro*.

son cabinet. Elle le fut par M. Coqueley, avocat, et je supplie M. Lenoir de mettre sous vos yeux ses retranchemens, sa censure et son *approbation*. Six semaines après, j'appris dans le monde que ma pièce avait été lue dans toutes les soirées de Versailles, et je fus au désespoir de la complaisance *peut-être forcée* du magistrat sur un ouvrage qui m'appartenait encore, parce que ce n'est point là la marche austère, discrète et fidèle de la grave censure. Bien ou mal lue, ou méchamment commentée, *on* trouva la pièce détestable, et sans que je susse par où je péchais, parce qu'on n'exprimait rien selon l'usage, je me vis à l'inquisition, obligé de deviner mes crimes, et me jugeant tacitement proscrit; mais comme cette proscription de la cour n'avait fait qu'irriter la curiosité de la ville, je fus condamné à des lectures sans nombre. Toutes les fois qu'on voit un parti, bientôt il s'en forme un second...»

Il me paraît évident que dans tout ce passage Beaumarchais fait surtout allusion à cette lecture de son manuscrit faite par le roi lui-même, dont parle Mme Campan et dont l'auteur aurait eu connaissance, ce qui reporte cette lecture à une époque un peu antérieure à celle que semble indiquer Mme Campan. Dès le commencement de 1782, la question se pose donc ainsi : le roi a lu le manuscrit, déclare la pièce *détestable* et *injouable;* beaucoup de personnes de la cour probablement commencent par faire chorus, et Beaumarchais entreprend de lutter contre ce qu'il appelle la *proscription de la cour* (ne voulant pas spécifier davantage, car il a déjà à la cour de très chauds partisans), en excitant la curiosité de la ville par des lectures habilement ménagées. Ce fut bientôt à qui obtiendrait la faveur de l'entendre, soit chez lui, soit dans les plus brillans salons, faisant la lecture de sa pièce, qu'il lisait, à ce qu'on assure, avec un rare talent. « Chaque jour, écrit Mme Campan, on entendait dire : J'ai assisté ou j'assisterai à la lecture de la pièce de Beaumarchais. »

J'ai sous les yeux le manuscrit qui servait à ces lectures de salon; il est beaucoup plus élégant que celui de la Comédie-Française; les feuillets sont soigneusement attachés avec des faveurs roses; le tout est recouvert d'une enveloppe en carton, sur laquelle Beaumarchais a écrit de sa main, en belles lettres moulées, ce titre : *Opuscule comique*. Singulier titre pour une volumineuse comédie en cinq actes, sorte de levier qui a contribué à faire sauter l'ancien régime! Sur la première feuille de ce manuscrit se trouve une espèce d'avant-propos qui n'a jamais été publié et qui est intitulé *préliminaire de la lecture,* c'est-à-dire qu'avant de lire sa pièce Beaumarchais commençait par lire une page que nous ne citerions point, parce qu'elle est un peu effrontée et d'un goût équivoque, si nous ne savions, — ainsi qu'on l'apprendra tout à l'heure, — que les plus grandes et même les plus vertueuses dames, la princesse de Lamballe, par exemple, ou la grande-duchesse de Russie, plus tard impératrice, et

aussi, Dieu me pardonne, des archevêques et des évêques permettaient à Beaumarchais de leur débiter gravement cette étrange préface :

« Avant d'entamer cette lecture, mesdames, je dois vous rapporter un fait qui s'est passé devant mes yeux.

« Un jeune auteur soupant dans une maison fut prié de lire un de ses ouvrages dont on parlait beaucoup dans le monde. On employa jusqu'à la cajolerie; il résistait. Quelqu'un prit de l'humeur et lui dit : « Vous ressemblez, monsieur, à la fine coquette, refusant à chacun ce qu'au fond vous brûlez d'accorder à tous.

« — Coquette à part, reprit l'auteur, votre comparaison est plus juste que vous ne pensez, les belles et nous ayant souvent le même sort d'être oubliés après le sacrifice. La curiosité vive et pressante qu'inspire un ouvrage annoncé ressemble en quelque sorte aux désirs fougueux de l'amour. Avez-vous obtenu l'objet souhaité, vous nous forcez à rougir d'avoir eu trop peu d'appas pour vous fixer.

« Soyez plus justes, ou ne demandez rien. Notre partage est le travail; vous n'avez, vous, que les jouissances, et rien ne peut vous désarmer. Et quand votre injustice éclate, quel douloureux rapport entre nous et les belles! Partout le coupable est timide : ici c'est l'offensé qui n'ose lever les yeux; mais (ajouta le jeune auteur), pour que rien ne manque au parallèle, après avoir prévu les suites de ma démarche, inconséquent, faible comme les belles, je cède à vos instances et vais vous lire mon ouvrage.

« Il le lut, on le critiqua; j'en vais faire autant, vous aussi. »

La curiosité une fois bien éveillée par les premières lectures, Beaumarchais sut habilement pratiquer le manége de coquetterie qui vient de lui fournir ce parallèle un peu léger. Il remit son manuscrit dans le tiroir, déclarant qu'il n'en sortirait plus, craignant, disait-il, d'offenser le roi en faisant connaître davantage une pièce que sa majesté désapprouvait. Il fallait le prier, le supplier; il fallait de plus que la qualité des personnes le mît à l'abri de tout mécontentement en haut lieu, d'où il suit que les personnages les plus considérables n'obtenaient cette faveur qu'à la condition de la demander au moins deux fois. La princesse de Lamballe, par exemple, l'amie de la reine, éprouve un violent désir de faire lire chez elle *le Mariage de Figaro*. Elle dépêche à Beaumarchais un ambassadeur. C'est un des plus grands seigneurs de la cour, c'est le fils aîné du maréchal de Richelieu, le duc de Fronsac, un de ces rejetons dégénérés de l'aristocratie française qui ont le plus contribué à rendre si redoutable la comédie de Beaumarchais; car à une fatuité insolente et à tous les vices d'un débauché de profession (1), le duc de Fronsac unissait

(1) Tout le monde sait que c'est contre un acte infâme et impuni attribué à ce jeune duc que le poète Gilbert a dirigé la plus courageuse de ses satires. Quant à l'esprit du duc de Fronsac, Mme Campan assure que la reine, le comparant à celui de son père, qui

une grande pauvreté d'esprit et une grande ignorance. C'était bien sur lui que tombait d'aplomb la fameuse phrase : *Vous vous êtes donné la peine de naître,* car il ne s'était jamais soucié d'ajouter quelque chose à cette peine-là; mais, comme Beaumarchais avait dit dans sa pièce : « Il n'y a que les petits hommes qui redoutent les petits écrits, » le duc tenait essentiellement à ne point passer pour un petit homme, et il patronait de son mieux *le Mariage de Figaro.* Nous donnons ici *textuellement* un des billets du duc de Fronsac à Beaumarchais. Ceux qui ont lu dans la correspondance de Voltaire une lettre où l'auteur de *Zaïre* exprime au duc de Richelieu ses regrets de n'avoir pu se charger de l'éducation de son fils aîné reconnaîtront facilement que cette éducation laisse en effet quelque chose à désirer. Après cela, si on veut bien se souvenir que le duc de Fronsac était colonel à l'âge de *sept ans,* on comprendra mieux qu'il n'ait pas eu le temps d'apprendre l'orthographe. Voici son billet :

« Vous m'avez fait fermer votre *portte* hièr, monsieur, et cela n'est pas trop bien; mais je n'en garderai *pourttant* pas assez de rancune pour ne pas vous parler de la *négotiation* dont je suis chargé vis-à-vis de vous par Mme la princesse de *Lambal* qui aurait grande envie *d'enttendre le Mariage de Figaro* dont on lui a fait les plus grands éloges ainsi qu'à moi, et elle vous proposerait de venir mercredi prochain à Versailles. Je vous donnerais à dîner, et *ensuitte* nous irions chez elle. Je suis *enchantté* que la paix soit *réttablie* avec la Comédie (1) et vous prie de me mander si vous *accepttez* ma proposition. Adieu, vous *conoissez* les *senttimens* avec lesquels je serai *toujourr,* monsieur, votre très humble et très obéissant *servitteur.* « Le duc DE FRONSAC. »

Beaumarchais refuse sans doute une seconde fois de donner audience au duc de Fronsac, car voici un second billet de lui non signé qui n'est pas plus daté que le premier, mais qui en est évidemment une conséquence, et dans lequel il revient à la charge avec la même abondance de fautes d'orthographe. Il nous semble inutile de les reproduire encore une fois.

« A Versailles, ce vendredi.

« Je suis bien flatté de l'honneur que m'a fait votre ménagère de me refuser sa porte, et d'autant plus que malheureusement je m'en reconnais indigne, dont bien me fâche (2); mais au surplus, ce n'est pas de cela *dont* il

déjà n'offrait rien de bien extraordinaire, disait : « Il est affligeant de trouver un si petit homme dans le fils du maréchal de Richelieu. »

(1) Allusion au procès de Beaumarchais contre les comédiens, ce qui nous donne la date de ce billet : il doit être de la fin de 1781 ou du commencement de 1782.

(2) Il paraît qu'on ne se gênait point chez Beaumarchais pour refuser la porte au duc de Fronsac, puisque c'est la seconde fois que pareille chose arrive. La phrase sur la ménagère ressemble à de la fatuité sous un masque de modestie. Mme de Beaumarchais étant très jolie, ce duc, qui du reste n'avait rien des agrémens de son père, n'a-t-il pas l'air de supposer qu'on a craint l'aspect de sa personne !

s'agit. Je serais bien fâché de vous faire manquer de parole à celui que vous nommez votre protecteur (1), mais il me semble, d'après ce que vous me mandez, que vous n'avez point de jour pris. Ainsi je vous propose, si vous ne voulez pas refuser Mme la princesse de Lamballe et moi, son porte-parole, d'accepter pour mercredi ou pour samedi, et de me faire dire mardi ou lundi, si vous pouvez, le jour que vous aurez choisi. Jusqu'à votre réponse, je ne lui en ferai point. Vous dites que j'ai été votre adversaire en comédie; je ne le nie pas, mais il me semble que je n'ai pas eu tout à fait tort, et que vous vous êtes beaucoup rapproché de mon avis. En vérité, il serait injuste d'avoir plus de rancune contre moi que contre les comédiens, cela ne serait pas généreux. Ainsi j'attends votre réponse, et suis, je vous assure, sans rancune, comme vous devez y être. Adieu. »

Beaumarchais finit par céder aux instances du duc de Fronsac, parlant pour la princesse de Lamballe; mais il est évident qu'il se fait prier.

L'arrivée à Paris du comte et de la comtesse du Nord (le grand-duc de Russie, depuis Paul Ier, et la grande-duchesse) au printemps de 1782 parut à l'auteur du *Mariage de Figaro* une excellente occasion pour tenter un vigoureux coup de collier contre la réprobation du roi, et là encore Beaumarchais s'arrange pour qu'on vienne au devant de lui. C'est M. le baron de Grimm, demi-philosophe, demi-chambellan, qui se charge de le prévenir que les augustes voyageurs ont un extrême désir d'entendre une lecture de cette pièce, qui fait l'entretien de tout Paris. La lettre suivante n'est pas signée, mais elle est du baron de Grimm, dont nous avons l'honneur de connaître l'écriture. Le brouillon de la réponse de Beaumarchais au baron ne laisse d'ailleurs aucun doute sur l'authenticité de sa lettre.

« Il faut que vous sachiez, monsieur, écrit Grimm à Beaumarchais, qu'aujourd'hui à dîner il a été beaucoup question chez M. le comte du Nord du *Mariage de Figaro*, que M. le comte et Mme la comtesse ont témoigné un grand désir de connaître cette pièce, et qu'il a été convenu qu'on proposerait à l'auteur de venir dimanche vers les sept heures du soir, et d'avoir la complaisance d'apporter sa pièce et de la lire. Le prince Yousoupoff s'est chargé de cette proposition comme étant d'ancienne date de la connaissance de l'auteur. Je crois que cette lecture ne doit pas être refusée, et que, bien loin de nuire au projet de la représentation, elle pourra l'avancer considérablement, parce que si, comme je n'en doute pas, la pièce fait l'effet qu'elle est accoutumée de faire, les auditeurs n'en seront que plus encouragés à faire quelque démarche en faveur de la représentation. J'ai cru devoir vous informer de l'état des choses, mais je vous supplie très instamment, monsieur, de ne pas me compromettre, car je n'ai été que témoin en disant mon avis; on ne m'a chargé de rien, et l'intérêt que nous prenons tous les deux à la chose exige

(1) Beaumarchais alléguait sans doute une lecture promise à quelque autre grand seigneur que j'ignore.

que vous soyez au courant de ce qui se passe. Recevez, je vous supplie, mes hommages (1).

« Ce vendredi 24 mai 1782. »

Cette lecture, y compris sans doute le préliminaire que nous avons cité, eut un grand succès. Le souvenir de ce succès nous a été conservé par une dame amie de la grande-duchesse, Mme la baronne d'Oberkirch, qui y assistait et dont on vient de publier des souvenirs intéressans sur le XVIIIe siècle. Il y a là un petit portrait de Beaumarchais qui s'accorde à merveille avec celui de Gudin déjà connu, pourvu toutefois qu'on prenne le mot de *vaurien* dans le sens que lui donnait probablement la baronne et que lui donnerait très certainement le sémillant Gudin. Nous ne pouvons nous empêcher de reproduire ce portrait, en demandant pardon à l'ombre de La Harpe de la légèreté irrespectueuse avec laquelle Mme d'Oberkirch le fait servir de repoussoir à la figure de Beaumarchais. « Autant, dit cette dame, la mine de chafouin de M. de La Harpe m'avait déplu, autant la belle figure ouverte, spirituelle, un peu hardie peut-être de M. de Beaumarchais

(1) On voit que Grimm est un homme prudent, qui n'aime pas à se compromettre; mais puisque M. le baron prend de lui-même un si vif intérêt à *la chose*, c'est-à-dire à la représentation du *Mariage de Figaro*, on se demande pourquoi, lorsque cette représentation a lieu, le même Grimm, dans sa *Correspondance*, adressée en Allemagne, parle d'un ton si ironique des *intrigues* auxquelles l'*illustre* Beaumarchais a eu recours pour faire jouer sa pièce. On se demande pourquoi M. le baron de Grimm nous dit : « L'événement vient de justifier l'opinion que M. de Beaumarchais avait de ses forces, opinion que nous n'avons jamais cessé de partager, *avec tout le respect que peuvent inspirer la profondeur* et *la sublimité de ses ressources*. » Ce ton dénigrant ne s'accorde guère ni avec la lettre que nous venons de citer, ni avec une autre lettre précédente que nous ne citons pas, dans laquelle Grimm se félicite avec une grande effusion d'assister à une lecture du *Mariage de Figaro* chez l'auteur lui-même. Serait-ce que Beaumarchais aurait manqué au respect dû à ce baron du saint-empire? Tant s'en faut, car après la lecture chez le comte du Nord, Beaumarchais écrit à Grimm en date du 27 mai 1782 une belle lettre qui commence ainsi : « Monsieur le baron, c'est bien la moindre chose que vous receviez mes premiers remerciemens, puisque c'est à vous que je dois la réception pleine de bienveillance dont leurs altesses impériales ont daigné honorer ma grave personne et mon fol ouvrage. Hier encore, à la lecture, ne voyais-je pas du coin de l'œil que vous aviez la bonté de donner à des choses assez communes l'importance de votre approbation, qui eût suffi pour entraîner celle du couple auguste?... Samedi dernier, M. le comte de Vergennes me disait : « Il y a peu d'hommes dont je fasse autant de cas que de M. le baron de Grimm, et son opinion sur votre ouvrage achèvera de fixer la mienne. » A coup sûr, on ne peut pas ménager moins les coups d'encensoir. Pourquoi donc M. le baron parle-t-il avec tant de dédain d'une chose à laquelle on vient de le voir s'intéresser lui-même si bénévolement? C'est qu'apparemment M. le baron éprouvait le besoin de commencer son compte-rendu en *homme de qualité*, car une fois que sa bouffée vaniteuse est lâchée, quand il entre dans l'analyse de la pièce, il y met, comme à son ordinaire, de l'esprit, du bon sens, et, à tout prendre, plus de bienveillance que de sévérité; seulement le baron du saint-empire ne pouvait pas décemment avouer à des princes allemands qu'il avait lui-même pris sa petite part des *intrigues de l'illustre Beaumarchais*.

me séduisit. On m'en blâma. On disait que c'était un vaurien. Je ne le nie pas, c'est possible; mais il a un esprit prodigieux, un courage à toute épreuve, une volonté ferme que rien n'arrête, et ce sont là de grandes qualités. »

Fort des suffrages du grand-duc de Russie, Beaumarchais se décide à une première démarche auprès du garde des sceaux pour obtenir la représentation de sa pièce. Le garde des sceaux le reçoit comme Beaumarchais lui-même a reçu le duc de Fronsac, c'est-à-dire qu'il lui ferme sa porte. Beaumarchais se rejette alors sur le lieutenant de police, auquel il adresse la lettre suivante, où on le voit exploiter habilement la sympathie du comte et de la comtesse du Nord pour sa pièce, et nous offrir en même temps quelques détails curieux et jusqu'ici inconnus.

« Monsieur,

« Je me suis présenté hier chez M. le garde des sceaux, que vous m'aviez promis de prévenir; il a refusé de me recevoir. Je vous demande pardon de revenir encore une fois sur un objet frivole; mais M. le prince Yousoupoff, premier chambellan du grand-duc, sort de chez moi. Il m'a renouvelé la demande de mon manuscrit, pour que M. le comte du Nord le porte à l'impératrice (1). Il m'est impossible de l'envoyer sans que la pièce ait été jouée, car une comédie n'est vraiment achevée qu'après la première représentation. Depuis que la pièce est censurée, j'y ai fait de grands changemens. Elle a eu le bonheur de plaire au couple auguste de nos illustres voyageurs. Depuis, je l'ai fait passer par une coupelle plus austère encore, car j'en ai fait une lecture chez Mme la maréchale de Richelieu, devant des évêques et archevêques qui, après s'en être infiniment amusés, m'ont fait l'honneur d'assurer qu'ils publieraient qu'il n'y avait pas un mot dont les bonnes mœurs pussent être blessées (2).

« M. le garde des sceaux me fermant sa porte, monsieur, je ne puis m'adresser qu'à vous, qui êtes à la tête de la police des spectacles.

« M. le grand-duc et Mme la grande-duchesse montrent un désir si public de voir représenter l'ouvrage, ils l'ont dit à tant de monde, qu'il n'y a plus moyen de faire semblant de l'ignorer; ce refus peut finir par avoir quelque chose de très désobligeant, et quant à moi, cela ressemble si fort à une persécution personnelle, que je vous supplie de vouloir bien me dire enfin le mot de l'énigme, si vous le savez. J'ose croire qu'aucun citoyen ne mérite moins que moi d'éprouver ce traitement.

(1) L'impératrice Catherine II, qui, après avoir proposé d'éditer Voltaire, offrait encore, à ce qu'il paraît, de faire jouer chez elle une comédie interdite en France. A la vérité, les hardiesses de Figaro comme celles de Voltaire offraient peu de danger en Russie.

(2) Ceci est très fort; on serait curieux de savoir quels sont ces évêques et ces archevêques; malheureusement Beaumarchais ne le dit pas, mais il est évident qu'une assertion pareille, adressée au lieutenant de police avec indication de la maison où cette lecture a eu lieu, ne peut pas être un mensonge. Il reste donc acquis à l'histoire des mœurs du XVIIIe siècle que le manuscrit du *Mariage de Figaro*, beaucoup plus *léger* encore que la pièce imprimée, trouvait grâce même devant des évêques et des archevêques.

« Les comédiens à qui on a fait demander l'ouvrage, à qui le public, dont la *plus saine partie* le connaît, fait de vives instances pour qu'on le joue, m'ont écrit que le tour de la pièce est venu, et me la demandent avec empressement.

« Je vous prie en grâce, monsieur, en votre qualité de magistrat, de m'indiquer ce que je dois répondre à M. le grand-duc, qui sait fort bien que ma pièce n'est pas immorale, et à son auguste mère, qui la veut avoir très promptement. Je joins ici la lettre en original de son grand chambellan, que vous voudrez bien me rendre. Si la première censure ne suffit pas, monsieur, ayez la bonté de m'en nommer une deuxième, une troisième : *le Barbier de Séville* en eut quatre de suite, car tout est bizarre dans ce qui m'arrive. Mais observez que M. le garde des sceaux repart ce soir pour la campagne, et que si vous n'avez pas sa permission aujourd'hui, il y aura huit jours de perdus encore au moins, et que M. le grand-duc n'en a que quinze à rester ici. J'ai dit à son chambellan que j'allais vous en écrire de nouveau : je le fais.

« J'aurai l'honneur de vous aller renouveler demain l'assurance du respectueux attachement avec lequel je suis, monsieur, votre, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Cette lettre nous mène jusqu'à la fin de 1782. En juin 1783, Beaumarchais, qui, il ne faut pas l'oublier, conduit cent autres affaires en même temps que celle-ci, paraît un instant à la veille de remporter la victoire sur le roi et le garde des sceaux, et de voir sa pièce jouée sur le théâtre même de la cour. Par l'influence de je ne sais qui, les comédiens reçoivent tout à coup l'ordre d'apprendre la pièce pour le service de Versailles (1). Il fut décidé ensuite qu'on la jouerait à Paris même, dans la salle de spectacle de l'hôtel des Menus-Plaisirs. Des billets étaient distribués à toute la cour; les équipages se pressaient déjà aux abords de la salle, lorsqu'au moment même où la représentation allait commencer, arrive un ordre exprès du roi défendant de jouer cette pièce sur quelque théâtre et quelque part que ce puisse être. « Cette défense du roi, dit Mme Campan, parut une atteinte à la liberté publique. Toutes les espérances déçues excitèrent le mécontentement à tel point que les mots d'*oppression* et de *tyrannie* ne furent jamais prononcés dans les jours qui précédèrent la chute du trône avec plus de passion et de véhémence. » Ici Mme Campan attribue à Beaumarchais un propos insolent souvent répété depuis et qui me paraît fabriqué à plaisir. D'après cette dame, Beau-

(1) Je ne trouve dans les papiers de Beaumarchais pour toute explication de cet incident que les lignes suivantes du mémoire inédit à M. de Breteuil : « Des personnes que j'honore et dont je respecte les demandes, ayant désiré donner une fête à l'un des frères du roi, voulurent absolument qu'on y jouât *le Mariage de Figaro*. Pour toute condition à ma déférence, je priai qu'on ne confiât la pièce, très difficile à jouer, qu'aux seuls comédiens français. Du reste, je laissai tout à la volonté des demandeurs. » Je présume que cette représentation avait été organisée pour le comte d'Artois par M. de Vaudreuil et la société de Mme de Polignac, que nous allons voir tout à l'heure agir plus ouvertement.

marchais se serait écrié dans la salle même des Menus-Plaisirs : « Eh bien! messieurs, *il* ne veut pas qu'on la représente ici, et j'espère, moi, qu'elle sera jouée peut-être dans le chœur même de Notre-Dame. » L'auteur du *Mariage de Figaro* avait, je le crois, trop d'esprit et d'habileté pour proférer publiquement une bêtise grossière qui l'aurait empêché à tout jamais d'atteindre son but, quand il était sûr d'y arriver en continuant le système jusque-là adopté.

Comment le roi fut-il déterminé à interdire ainsi au dernier moment une représentation qu'il ne pouvait pas ignorer, puisqu'elle avait été préparée par les personnes même qui l'entouraient? Tout ce que nous trouvons à ce sujet dans les papiers de Beaumarchais se borne au passage suivant de la lettre inédite à M. de Breteuil : « Je ne sais vraiment quelle intrigue de cour sollicita et obtint la défense expresse du roi de jouer la pièce aux Menus-Plaisirs, ou plutôt, si je le sais, je crois inutile de le dire à qui le sait beaucoup mieux que moi (1). Je remis encore une fois patiemment la pièce en portefeuille, attendant qu'un autre événement l'en tirât. » En effet, il s'en présenta bientôt un autre, et cette comédie dont le roi venait de défendre la représentation fut jouée avec sa *permission* devant toute la cour et le comte d'Artois à la maison de campagne du comte de Vaudreuil.

Les contemporains sont quelquefois bien mal informés, ou le temps altère considérablement leurs souvenirs. Voici par exemple Mme Lebrun qui a assisté à cette représentation de Gennevilliers et qui nous dit dans ses *Mémoires* : « Il fallait que Beaumarchais eût cruellement harcelé M. de Vaudreuil pour parvenir à faire jouer sur ce théâtre une pièce aussi inconvenante sous tous les rapports. » On va juger lequel avait été harcelé, de M. de Vaudreuil ou de Beaumarchais. Ce dernier, après le désagrément du contre-ordre donné si tard aux Menus-Plaisirs, était allé en Angleterre pour des affaires de commerce, lorsque se présente chez lui, à Paris, ce même duc de Fronsac auquel il a déjà plusieurs fois fermé sa porte, et qui, ne le trouvant pas, lui laisse la lettre suivante :

« A Paris, ce 4 septembre 1783.

« J'espère, monsieur, que vous ne trouverez pas mauvais que je me sois chargé d'obtenir votre agrément pour que *le Mariage de Figaro* soit joué à Gennevilliers; mais il est vrai que quand j'ai pris cette commission, je vous croyais encore à Paris. Voici le fait. Vous saurez que j'ai cédé pour quelques années ma plaine et ma maison de Gennevilliers à M. de Vaudreuil. M. le comte

(1) Dans une lettre au marquis de Thibouville, au sujet de cet incident, Beaumarchais écrit : « Nous sommes occupés à chercher quel est le Galiléen qui nous a vaincus ce jour-là. En attendant cette rare découverte, qui ne regarde point du tout M. le maréchal de Duras (car il n'a point dédaigné d'en donner sa parole d'honneur), je garde le silence devant un ordre du roi, comme cela est juste. »

d'Artois y vient chasser vers le 18, et Mme la duchesse de Polignac avec sa société y viennent souper. Vaudreuil m'a consulté pour leur donner un spectacle, car il y a une salle assez jolie, et je lui ai dit qu'il n'y en avait pas de plus charmant que *le Mariage de Figaro*, mais qu'il fallait avoir l'agrément du roi. *Nous l'avons eu*, et je suis vite accouru chez vous, que j'ai été fort étonné et fort affligé de savoir bien loin. La pièce est bien sue, comme vous savez : nous donneriez-vous votre agrément pour qu'elle fût jouée? Je vous promets bien tous mes soins pour qu'elle soit bien mise. M. le comte d'Artois et toute la société se font la plus grande fête de la voir, et certainement ce serait un grand acheminement pour qu'elle fût jouée peut-être à Fontainebleau et à Paris. Voyez si vous voulez nous faire ce plaisir-là. Pour moi, en mon particulier, j'en ai le plus grand désir et vous prie de me faire vite, vite réponse. Qu'elle soit favorable, je vous en prie, et ne doutez point de ma reconnaissance ni des sentimens d'estime et d'amitié (1) avec lesquels je serai toujours, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« Le duc DE FRONSAC. »

Le même jour sans doute ou la veille, le duc de Fronsac écrit à l'intendant des Menus-Plaisirs, M. de La Ferté, cet autre billet qui a aussi son prix :

« A Saint-Denis.

« Depuis ma lettre écrite, mon cher La Ferté, et depuis une que j'ai *écrit* à Des Entelles et qu'il recevra ce soir à Paris, *la reine m'a dit que le roi consentait* à ce que *le Mariage de Figaro* fût joué à Gennevilliers vers le 18 (2); ainsi je vous prie de dire à Des Entelles de faire tous les arrangemens en conséquence. Si Beaumarchais n'est pas à Paris, il faut lui envoyer un courrier quelque part qu'il soit, et en prévenir les comédiens, en faisant le moins de bruit possible. Je serai toujours jeudi à Paris, pour dîner. J'avais mandé à Des Entelles de demander à Carline à dîner pour moi pour ce jour-là, parce que je ne savais pas qu'on jouerait *les Noces de Figaro;* mais au lieu de cela qu'il le demande à Contat (3), pour que nous arrangions tout cela. Bonjour. »

(1) Il va sans dire que le duc de Fronsac écrit, comme toujours, les *senttimens d'esttime* et *d'amittié*, etc.

(2) Cette phrase du duc de Fronsac nous prouve que Mme Campan, de son côté, fait comme Mme Lebrun et arrange aussi les choses à sa manière, car elle nous dit dans ses *Mémoires :* « La reine témoigna son mécontentement à toutes les personnes qui *avaient aidé* l'auteur du *Mariage de Figaro à surprendre le consentement* du roi pour la représentation de sa comédie à Gennevilliers. » On voit combien Mme Campan est ici peu au courant de la vérité. L'auteur du *Mariage de Figaro* est en Angleterre, et par conséquent ne cherche à surprendre aucun consentement, et c'est la reine en personne qui transmet au duc de Fronsac le consentement du roi, d'où il suit que, pour faire ce que dit Mme Campan, la reine aurait eu d'abord à se témoigner son mécontentement à elle-même. La lettre du duc de Fronsac semble indiquer au contraire que, pour être agréable au comte d'Artois, à M. de Vaudreuil et à Mme de Polignac, la reine, de son côté, avait contribué à obtenir du roi cette permission.

(3) Je pense que si Mlle Contat avait lu ce billet, elle aurait été médiocrement flattée de se voir ainsi placée pour un dîner sur la même ligne que Mlle Carline, qui, si je ne me trompe, était une sorte de fille entretenue. On n'est pas fâché non plus de savoir que

Tandis que le duc de Fronsac fait courir après Beaumarchais, le comte de Vaudreuil, qui prépare sa fête pour le comte d'Artois et Mme de Polignac, attend avec anxiété le consentement de l'auteur du *Mariage de Figaro*. Nous avons sous les yeux un billet de lui au duc de Fronsac, qui se trouve dans les papiers de Beaumarchais apparemment parce que ce dernier, craignant quelque boutade de la part du roi, avait exigé du duc de Fronsac la remise de toute cette petite correspondance, afin de prouver qu'il n'avait fait que céder aux sollicitations des courtisans. Cette circonstance heureuse nous permet d'observer de près ce qui se passait dans toutes ces têtes frivoles que la révolution allait bientôt frapper, et de reconnaître avec quelle aveugle impatience ces patriciens étourdis aspiraient à être signalés par Figaro au mépris des masses. Écoutons maintenant le comte de Vaudreuil. Nous lui devons cette justice de déclarer d'abord qu'il écrit beaucoup plus correctement que le duc de Fronsac.

« Ce vendredi, à Versailles.

« On a trouvé, mon cher Fronsac, la parodie de *l'Ami de la Maison* beaucoup trop gaie pour être jouée devant de très jeunes femmes; l'autre pièce est peut-être encore plus forte pour le fond, mais du moins les mots n'y effraient pas l'oreille, et elle peut être jouée. Ainsi, dans le cas où la réponse de M. de Beaumarchais n'arriverait pas assez tôt, nous nous en tiendrons à la pièce de Cailhava et à deux proverbes bien arrangés, mais je ne doute pas que la permission (1) ne nous arrive, et en conséquence nous retarderons le petit spectacle de trois à quatre jours : ainsi ce sera pour le 21 ou le 22. Voulez-vous bien vous charger d'engager les comédiens à se tenir prêts pour ce temps-là? *Mais, hors le Mariage de Figaro, point de salut* (2). Je vous rends mille grâces, mon cher Fronsac, de la peine que vous voulez bien prendre, je sens bien que c'est pour ces dames et M. le comte d'Artois, qui partagent ma reconnaissance. Recevez de nouvelles assurances de la tendre amitié que je vous ai vouée pour la vie.

« Le Cte DE VAUDREUIL. »

« J'irai, à mon premier voyage à Paris, voir et remercier Mlle Contat et Mme Raimont de la peine qu'elles veulent bien prendre. S'il y a d'autres rôles de femmes dans la pièce, vous voudrez bien me les dire pour que je ne manque à rien. »

Beaumarchais apprend donc en Angleterre que, pour faire jouer devant la cour cette pièce prohibée par le roi quelques mois aupa-

M. de La Ferté, intendant des Menus-Plaisirs du roi, se trouvait par la même occasion intendant de ceux du duc de Fronsac, qui exerçait à la place de son père la charge de premier gentilhomme de la chambre.

(1) Il s'agit ici de la permission de Beaumarchais, celle du roi étant déjà obtenue.

(2) Cette phrase n'est-elle pas curieuse sous la plume de M. de Vaudreuil, quand on songe à l'influence incontestable que *le Mariage de Figaro* a exercée pour la destruction de l'ancienne hiérarchie sociale?

ravant, on n'attend plus que sa permission. Il revient sur-le-champ à Paris, et c'est lui maintenant qui, profitant de la circonstance, va faire ses conditions. Il ne s'agit pas précisément pour lui d'amuser la cour à huis-clos, mais d'arriver devant le public, et de le faire rire aux dépens de la cour, ce qui est un peu différent; pourvu qu'une chose conduise à l'autre, Beaumarchais sera charmé de plaire à MM. de Vaudreuil et de Fronsac. Seulement, avant de consentir à la représentation de Gennevilliers, il exige *innocemment* qu'on lui accorde la faveur d'une nouvelle censure. Singulière exigence au premier abord! « Mais, lui dit-on, votre pièce a déjà été censurée, approuvée, et nous avons la permission du roi. — N'importe, il me faut encore un nouveau censeur. » — « On me trouva, écrit-il à M. de Breteuil, on me trouva un peu bégueule à mon tour, et l'on dit que je faisais le difficile uniquement parce qu'on me désirait; mais, comme je voulais *absolument fixer l'opinion publique* par ce nouvel examen, j'insistai pour qu'on l'accordât, et le sévère historien M. Gaillard, de l'Académie française, me fut nommé pour censeur par le magistrat de la police. »

Ce n'était pas mal imaginé. A la veille d'une fête de cour, où chacun se faisait une joie de voir jouer *le Mariage de Figaro*, quel censeur atrabilaire aurait voulu entraver cette joie et se brouiller avec les puissans seigneurs qui ordonnaient la fête? Et si, comme on devait s'y attendre, le rapport du censeur était *complétement* favorable, c'était un titre de plus à la représentation publique, dont Beaumarchais comptait bien tirer parti. On connaît déjà par une citation assez plaisante celui que Beaumarchais appelle le *sévère historien* Gaillard; on ne sera peut-être pas fâché de retrouver ici ce sévère historien, et de savoir ce qu'il pensait du *Mariage de Figaro*. Voici son rapport, d'ailleurs assez court, adressé au lieutenant de police :

« Permettez-moi, monsieur, de vous faire part de mon sentiment sur la comédie intitulée *la Folle journée ou le Mariage de Figaro*.

« Je l'ai entendu lire, et je l'ai lue ensuite avec toute l'attention dont je suis capable, et j'avoue que je ne vois aucun danger à en permettre la représentation en corrigeant deux endroits et en supprimant quelques mots dont on pourrait abuser malignement, ou faire des applications dangereuses ou méchantes.

« La pièce est d'une très grande gaieté; mais quand les gaietés, quoique approchant de ce qu'on nomme *gaudrioles*, ne vont pas jusqu'à l'indécence, elles font plaisir sans faire de mal. Les gens gais ne sont pas dangereux, et les troubles des états, les conspirations, les assassinats et toutes les horreurs que l'histoire de tous les temps nous apprend ont été conçus, combinés et exécutés par des gens réservés, tristes et sournois. La pièce d'ailleurs est intitulée *la Folle journée*, et Figaro, le héros de cette pièce, est connu par la comédie du *Barbier de Séville*, dont celle-ci est la suite, pour un de ces intri-

gans du bas peuple dont l'exemple ne peut être dangereux pour aucun homme du monde. D'ailleurs, je crois qu'en s'élevant par la crainte du danger contre certaines choses peu importantes, on leur donne une valeur qu'elles n'avaient point, et l'on inspire aux sots ou aux méchans une crainte ou un avis d'un danger qui n'a point de réalité. »

Après avoir ensuite proposé deux suppressions, l'une du mot *ministre*, et l'autre d'un passage qui a été en effet retranché et qui faisait allusion au jugement de Salomon, le sévère historien Gaillard conclut ainsi :

« Cette pièce m'a paru très bien écrite. Les personnages y parlent comme ils doivent parler, suivant leur état, et je la crois très propre à attirer à la Comédie, qui en a grand besoin, beaucoup de spectateurs et par conséquent beaucoup de recettes (1). »

L'aimable censure de M. Gaillard ne suffit pas à Beaumarchais; il demande encore autre chose pour consentir à la représentation de Gennevilliers : « La pièce *approuvée* de nouveau, écrit-il dans son mémoire inédit à M. de Breteuil, je *portai* la *précaution* jusqu'à prévenir qu'elle ne devait pas être jouée pour la fête sans que j'eusse avant la parole expresse du magistrat que les comédiens français pouvaient la regarder comme appartenant à leur théâtre, et j'ose certifier que cette assurance me fut donnée par M. Lenoir, qui certainement croyait tout fini, comme je dus le croire moi-même. »

Pour apprécier la valeur diplomatique de ce passage et l'art avec lequel Beaumarchais, dans sa ténacité pleine de souplesse, savait enlacer les gens qui le gênaient et qu'il ne pouvait pas combattre de front, il faut se souvenir qu'il lutte dans ce moment contre une défense expresse de représentation publique émanée de la bouche même du roi, défense que le roi consent à lever, mais seulement pour un jour, dans une maison particulière, et pour complaire au comte d'Artois et à M. de Vaudreuil. Beaumarchais, de son côté, voudrait bien n'accepter Gennevilliers qu'à la condition qu'on lui

(1) Comme je tiens à être rigoureusement exact, je dois dire que ce rapport, très curieux à mon sens comme témoignage de l'esprit du temps, se trouve dans les papiers de Beaumarchais, sans signature, portant seulement cette indication écrite de sa main : *Copie de la censure du Mariage de Figaro, remise à M. Lenoir par le censeur;* mais ce qui me donne la conviction que ce rapport est bien celui de Gaillard, c'est que parmi ces mêmes papiers se trouvent en original les autres rapports des censeurs, tels que Coqueley, Desfontaines, Bret, qui ont été successivement chargés d'examiner l'ouvrage. Il n'y manque que le rapport de M. Suard, le seul absolument défavorable, concluant à l'interdiction de la pièce, et qu'on aura probablement refusé de communiquer à Beaumarchais. Par conséquent le rapport anonyme que nous venons de citer ne peut être que celui de Gaillard, dont Beaumarchais fait souvent valoir l'approbation, et qui semble se déceler d'ailleurs suffisamment par ses allusions aux crimes de l'*histoire* et aux *gens sournois*.

promettra formellement de le laisser arriver jusqu'au public; mais, comme il n'ose pas encore pousser jusque-là, et qu'il veut cependant faire un pas de plus, il invente la belle périphrase qu'on vient de lire, qui devient ainsi une sorte d'engagement vague contracté envers lui, et sur lequel il s'appuiera tout à l'heure pour aller plus avant. A ces conditions, il accorde enfin la permission demandée, et M. de Vaudreuil l'en remercie par le billet suivant, qui prouve que, quant à lui, il accepte l'engagement dans le sens entendu par Beaumarchais :

« Le comte de Vaudreuil a eu l'honneur de passer chez M. de Beaumarchais pour le remercier de la complaisance qu'il veut bien avoir de laisser jouer sa pièce à Gennevilliers. Le comte de Vaudreuil a saisi avec empressement cette occasion de rendre au public un chef-d'œuvre qu'il attend avec impatience. La présence de monseigneur le comte d'Artois et le mérite réel de cette charmante pièce détruiront enfin tous les obstacles qui avaient retardé la représentation, et conséquemment le succès. Le comte de Vaudreuil désire vivement pouvoir faire bientôt lui-même tous ses remerciemens à M. de Beaumarchais.

« Ce lundi, 15 septembre 1783. »

Quelques jours après, toute la cour se donna le plaisir d'assister à la représentation d'une pièce que le roi avait déclarée *détestable* et *injouable*. On dit même que la reine aurait paru à Gennevilliers sans une indisposition. Il est bien possible, comme le raconte Mme Lebrun, que, les dames se plaignant de la chaleur, Beaumarchais ait cassé les carreaux avec sa canne, et que cela ait fait naître ce joli mot, qu'*il avait doublement cassé les vitres;* mais quand Mme Lebrun nous le montre ivre de bonheur, courant de tous côtés comme un homme hors de lui-même, elle le considère à travers le prisme du temps écoulé et de son imagination, ne pouvant pas se douter qu'au lieu d'avoir *cruellement harcelé* M. de Vaudreuil, comme elle le croyait, Beaumarchais s'était contenté de le voir venir, de se faire prier, flatter par lui, et de l'exploiter tranquillement.

De même, quand Mme Lebrun, sans le dire expressément, semble indiquer que la représentation de Gennevilliers eut peu de succès, et quand elle nous dit que *chacun souffrait de ce manque de mesure,* nous sommes porté à croire que l'auteur substitue à ses impressions du moment celles qui la dominent à l'époque où elle rédige ses souvenirs. Le manque de mesure, en quelque genre que ce soit, faisait alors l'effet d'une hardiesse amusante. On vient d'entendre le *sévère historien* Gaillard, qui nous a donné le diapason du sentiment général. Cependant la pièce contenait encore, au moment de cette représentation de Gennevilliers, des détails qui durent choquer sans doute même les têtes folles disposées, comme Gaillard, à pardonner beaucoup à

la gaieté, quoique *approchant de ce qu'on nomme gaudrioles*. Il y avait d'énormes gaudrioles, qu'on lit encore bâtonnées sur le manuscrit de la Comédie-Française, et qui ne furent supprimées que par le quatrième censeur, M. Desfontaines, dans un rapport du 15 janvier 1784, et par conséquent nous devons supposer qu'elles ont été proférées en 1783 devant cet illustre auditoire de Gennevilliers (1). Il y avait aussi dans le monologue du cinquième acte des passages qui renforçaient encore le caractère frondeur de ce monologue. Il dut se rencontrer parmi les spectateurs de Gennevilliers quelques esprits plus scrupuleux que les autres qui se prononcèrent pour le maintien de l'interdiction lancée par le roi; mais l'ensemble de ce brillant auditoire se déclara enchanté de la pièce, sauf quelques légères suppressions. C'est là en effet, à partir de la représentation de Gennevilliers, le thème de M. de Vaudreuil, qui plaide ouvertement pour la représentation publique, et qui n'est plus occupé qu'à obtenir de Beaumarchais le sacrifice de quelques phrases. Quant à lui, le changement qui s'opère dans son attitude indique qu'il est sûr de vaincre. Plein de patience jusqu'ici devant la prohibition royale, travaillant lentement et habilement à gagner du terrain, il devient impatient, pressant, presque impérieux. Il est clair, en effet, pour quiconque réfléchit un peu, que du jour où Louis XVI avait accordé à la reine, au comte d'Artois, à M. de Vaudreuil, à Mme de Polignac, la représentation de Gennevilliers, il s'était mis dans le cas de ne pouvoir résister longtemps à la curiosité publique, portée au comble par cette représentation même, dont tout le monde parlait, et soigneusement entretenue par Beaumarchais. Ceux qui font un reproche à Louis XVI d'avoir laissé arriver *le Mariage de Figaro* jusqu'à la scène oublient que sous l'ancienne royauté le public n'était pas absolument un troupeau docile, et que si son influence disparaissait quelquefois dans les affaires importantes, elle se produisait souvent dans des questions secondaires ou frivoles avec une énergie à laquelle il eût été dangereux de résister. — Le mot qu'on attribue à Louis XVI : « Vous verrez que Beaumarchais aura plus de crédit que le garde

(1) Qu'on se représente les plus grandes dames de la cour écoutant par exemple Figaro au troisième acte, qui disait à son maître à propos des infidélités du comte et en parlant de la comtesse : « A sa place, moi, je ne dis pas ce que je ferais. — Le Comte. Je te le permets. — Figaro. Quelque sot. — Le Comte. — Je te l'ordonne. — Figaro. Instruite de vos faits et gestes et prenant conseil de l'exemple, je vous solderais vos petits bâtards en un bon gros enfant légitime,... et puis cherche. » Ailleurs, au premier acte, le vieux Bartholo répondait à Marceline, qui le conjure de l'épouser, par cette phrase qui est bien le *nec plus ultra* de la forme subtile et prétentieuse que Beaumarchais applique parfois à une idée grossière, comme s'il cherchait à marier ensemble Voiture et Rabelais : « J'irais, disait Bartholo, j'irais, grison apoplectique, agacer risiblement la mort avec les jeux printaniers qui donnent la vie! Vous me prenez pour un Français. »

des sceaux, » prouve, s'il est vrai, que ce prince jugeait sainement la situation. Cependant tout devait concourir à rendre le triomphe de Beaumarchais plus éclatant. Le roi, ne pouvant se décider à permettre la représentation d'une pièce qu'il jugeait dangereuse et immorale, essaya de traîner la chose en longueur et résista encore sept mois.

Dès le lendemain de la représentation de Gennevilliers, l'auteur du *Mariage de Figaro*, agissant comme si sa cause était gagnée, avait demandé formellement au lieutenant de police la permission de faire jouer sa pièce. Ce magistrat lui avait répondu que la défense du roi donnée le jour de la représentation des Menus-Plaisirs subsistait encore et qu'il devait en référer à sa majesté. « Deux mois après, écrit Beaumarchais dans la lettre inédite à M. de Breteuil, M. le lieutenant de police me dit que le roi avait daigné répondre qu'il y *avait, disait-on, encore des choses* qui ne devaient pas rester dans l'ouvrage; qu'il fallait nommer un ou deux nouveaux censeurs, et que l'auteur corrigerait sa pièce d'autant plus facilement que la pièce était longue. M. Lenoir eut la bonté d'ajouter qu'il regardait cette lettre du roi comme une levée de la défense de jouer la pièce aussitôt après l'examen des nouveaux censeurs. »

On voit avec quel soin Beaumarchais, à mesure qu'il avance, se fortifie derrière chaque portion de terrain conquis. Cependant on cherchait toujours à traîner en longueur. Le censeur annoncé ne fonctionnait pas; mais Beaumarchais n'était pas homme à se laisser oublier.

« Monsieur, écrit-il au lieutenant de police en date du 27 novembre 1783, si la multitude de vos occupations vous permettait de vous rappeler que j'en ai beaucoup moi-même, et que depuis trois mois j'ai fait cinquante fois le chemin du Marais à votre hôtel sans avoir pu vous parler plus de cinq fois, pour obtenir la chose la plus simple, — une décision sur un ouvrage frivole, — vous auriez peut-être compassion du rôle pitoyable qu'on me force à jouer dans cette comédie. Si ce sont des dégoûts qu'on vous prie de me donner, je les ai bus jusqu'à la lie; s'il s'agit d'une proscription absolue de tout ce qui sort de ma plume, pourquoi me faire attendre cet arrêt et me refuser tout moyen de savoir à quoi m'en tenir? Je vous supplie, monsieur, de vouloir bien me remettre mon manuscrit; cette bagatelle n'est devenue importante pour moi que par l'acharnement qu'on a eu de m'en faire un tort public, sans vouloir permettre que le public en jugeât lui-même.

« Je ne doute pas, monsieur, que vous, qui ne m'avez montré que de la bienveillance, n'ayez quelques regrets des désagrémens qu'on vous oblige sans doute à me donner; mais il est temps qu'ils finissent. Jamais affaire grave ne m'a causé tant de tracas que la plus folle rêverie de mon bonnet de nuit, qui est cette pièce. Le public de province et de Paris m'accable de lettres auxquelles je ne sais que répondre; je ne sais que dire aux comé-

diens qui me pressent et me reprochent une négligence que je n'ai point. Je vous supplie de me permettre de vous voir ce soir, à la sortie de la caisse d'escompte, et, en retirant de vos mains cet ouvrage proscrit pour le rendre à mon portefeuille, de vous assurer du très respectueux dévouement avec lequel je suis, etc.,

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Ce ton est évidemment celui d'un homme qui se sent appuyé par l'opinion, et qui sait très bien qu'on n'ira pas jusqu'à une rupture en lui rendant son manuscrit. La pièce est enfin livrée à un troisième censeur, qui fait quelques modifications, mais qui approuve. Le roi en demande un quatrième, qui fait très peu de corrections et qui approuve. Il en demande un cinquième. Celui-là approuve sans corrections. Ayez donc des censeurs, pour qu'ils se laissent ainsi entraîner eux-mêmes par la curiosité publique (1)! Le rapport du quatrième censeur, de Desfontaines, qui lui-même écrivait pour le théâtre, offre des passages assez curieux. Il examine très attentivement l'ouvrage, « dont j'ai fait, dit-il, quatre lectures dans lesquelles j'ai suivi l'auteur phrase par phrase. » Il fait quelques légères suppressions; il rature par exemple les deux phrases licencieuses que nous avons citées, un passage contre les loteries qui se trouvait dans le monologue. Quant à la pièce en elle-même, il plaide pour elle et défend chaque personnage avec une ardeur que Beaumarchais ne dépasserait pas. Il va très loin dans ce sens, car, rencontrant dans le rôle de Suzanne une phrase tournée d'une manière indécente, et que l'auteur lui-même dut changer aux dernières répétitions, il commence par la supprimer; ensuite il se ravise, la rétablit, et, avec un amour de l'art assez rare chez un censeur, il écrit en marge : *Mot unique, impossible à remplacer, et que je laisse.* Ce mot est en effet tellement unique qu'il nous est impossible de le reproduire ici (2). Après avoir

(1) Parmi ces cinq censures, je ne sais où fixer la date de la sixième, celle de M. Suard, la seule qui concluait à l'interdiction; je dirai même que dans les papiers de Beaumarchais j'ai bien trouvé la preuve d'une opposition très prononcée de Suard, et qui se continue, comme tout le monde le sait, même après la représentation; mais je n'ai rien trouvé qui indique que Suard ait été officiellement chargé de censurer le manuscrit de Beaumarchais, lequel parle très souvent de tous ses censeurs. Cependant Garat, dans ses *Mémoires* sur Suard, et je crois aussi, Mme Suard, dans le petit volume qu'elle a publié sur son mari, affirment également le fait.

(2) Les phrases purement grotesques trouvent naturellement grâce devant le censeur. Il y en avait de très fortes en ce genre qui ne furent supprimées qu'à la dernière répétition. L'acteur Dazincourt raconte dans ses *Mémoires* la peine qu'il eut à décider Beaumarchais au sacrifice d'une phrase à laquelle il tenait beaucoup. Dans la querelle avec Basile, au quatrième acte, Figaro lui disait : « Si vous faites mine seulement d'approximer madame, *la première dent qui vous tombera sera la mâchoire, et, voyez-vous mon poing fermé? voilà le dentiste.* » Beaumarchais comptait sur le succès de cette phrase auprès du parterre, et peut-être il ne se trompait pas; mais ce n'était pas une raison pour

ainsi défendu la pièce de son mieux, le censeur concluait par ce passage, qui ne manque pas d'une certaine vérité :

« Je ne crains pas d'ajouter que la représentation de cette pièce peut contribuer à étendre la carrière dramatique, et autant la censure doit être délicate sur tout ce qui concerne la décence, la religion et le gouvernement, autant elle doit être indulgente pour les traits qui peuvent tourner au profit des mœurs. C'est à la liberté dont jouissait Molière que nous devons la morale dont ses pièces sont remplies; ses caractères seraient-ils aussi énergiques qu'ils le sont, si on lui eût imposé la loi de n'en offrir que l'esquisse?

« DESFONTAINES, Censeur royal. »

Que faire contre un homme qui transforme ainsi successivement cinq censeurs en autant d'avocats? qui a pour lui M. de Vaudreuil, M. de Fronsac, le prince de Nassau, alors à Paris, et qui cabale fortement pour son ami, toute la jeunesse masculine et féminine de la cour, des acteurs et des actrices qui, comptant sur un succès brillant et fructueux, se plaignent hautement du tort qu'on fait à leur théâtre, et enfin tout un public impatient qui demande à grands cris que sa curiosité soit satisfaite? Que pouvait contre cette explosion le roi lui-même, assisté du garde des sceaux et de M. Suard? Il fallut bien accorder à tout le monde ce qu'on avait accordé aux courtisans de Gennevilliers. On assure que pour lever complétement les scrupules du roi, des protecteurs adroits de Beaumarchais s'attachèrent à lui répéter que la pièce n'aurait aucun succès, et, comme il le désirait de tout son cœur, il se résigna à céder à la fiévreuse curiosité du public, dans l'espérance qu'elle serait déçue.

C'est en mars 1784 que Beaumarchais obtint enfin la permission tant de fois demandée, et il s'empresse d'en donner avis à l'acteur Préville, qui était alors à la campagne, par la lettre suivante qui respire la joie et la fierté du triomphe.

« Paris, le 31 mars 1784.

« Nous nous sommes trompés tous les deux, mon vieil ami. Je tremblais que vous ne quittassiez le théâtre à Pâques, et vous, vous étiez dans l'opinion que *le Mariage de Figaro* ne pourrait pas se jouer.

« Mais il ne faut jamais désespérer de garder un acteur que le public adore, ni de voir vaincre un auteur courageux qui croit avoir raison, et que l'on ne dégoûte pas par les dégoûts. J'ai, mon vieil ami, le *bon* du roi, le *bon* du ministre, le *bon* du lieutenant de police; il ne nous manque plus que le vôtre pour voir un beau tapage à la rentrée. Allons, mon ami! c'est bien peu de chose que ma pièce; mais la voir au théâtre est le fruit de quatre ans de com-

u'elle fût bonne à garder. — Au premier acte, dans l'entrevue avec le docteur Bartholo, Figaro lui disait : « Bonjour, cher docteur de mon cœur, *de mon âme et autres viscères.* » Cette impertinence matérialiste fut sans doute considérée par le censeur comme une critique à l'adresse des médecins.

bats; voilà ce qui m'y attache. Quel mal ils ont fait, ces méchans! Deux ans plus tôt, mon ami Préville aurait assuré le succès de mes cinq actes; aujourd'hui le charme qu'il répandra sur un moindre rôle fera bien regretter qu'il ne joue pas le premier (1).

« On me conseille l'étude et la répétition sans éclat, et nous sommes convenus d'agir, mais sans rien dire. Dazincourt et Laporte se sont chargés d'écrire à tout le monde en recommandant le silence, afin que notre bonne fortune ne finisse pas encore une fois par en devenir une de capucin.

« Je vous salue, vous honore et vous aime.

« BEAUMARCHAIS. »

Le tableau de cette première représentation du *Mariage de Figaro* est dans tous les recueils du temps; c'est un des souvenirs les plus connus du XVIIIe siècle. Tout Paris se pressant dès le matin aux portes du Théâtre-Français; les plus grandes dames dînant dans les loges des actrices, afin de s'assurer des places; « les cordons bleus, dit Bachaumont, confondus dans la foule et se coudoyant avec les Savoyards; la garde dispersée, les portes enfoncées, les grilles de fer brisées sous les efforts des assaillans; » — « trois personnes étouffées, dit La Harpe; une de plus, ajoute-t-il malignement, que pour Scudéry; » sur la scène, après le lever du rideau, la plus belle réunion de talens qu'ait peut-être jamais possédée le Théâtre-Français, tous employés à faire valoir une comédie pétillante d'esprit, entraînante de mouvement et d'audace, qui, si elle choque ou épouvante quelques-unes des loges, enchante, agite et enflamme un parterre électrisé : — voilà le tableau qui se trouve partout, et sur lequel par conséquent nous n'insisterons pas. Nous n'y ajouterons qu'un trait nouveau, qui peut-être le complétera assez bien : c'est que, si nous en croyons une lettre inédite de Beaumarchais, il assistait à tout ce tapage, au fond d'une loge grillée, entre deux abbés, avec lesquels il venait de faire un joyeux dîner, et dont la présence lui avait paru indispensable, afin de se faire administrer, disait-il, en cas de mort, des *secours très spirituels*. — Il nous semble que ce trait manquait au tableau de la première représentation du *Mariage de Figaro*.

LOUIS DE LOMÉNIE.

(1) Pour comprendre cela, il faut savoir que Préville, qui devait d'abord jouer le rôle de Figaro, se trouvant trop vieux et trop fatigué pour un rôle de cette importance, l'avait cédé à Dazincourt; mais comme il voulait contribuer au succès de l'ouvrage, il consentait à accepter le rôle de Brid'oison.

HISTOIRES D'ARMORIQUE

I.

LE RUBAN JAUNE.

XIIIe SIÈCLE.

I.

Je laisse pour un jour les pêcheurs et les pâtres,
La ferme où, tout enfant, par les landes verdâtres
J'accourais, visitant et l'aire et le lavoir,
Les grands bœufs étendus dans la crèche le soir,
Les ruches du courtil, l'âtre où le grillon crie,
Et doucement assise à son rouet, Marie.
Adieu pour aujourd'hui les robustes lutteurs,
Les combats des conscrits, les travaux des mineurs :
J'entre en nos vieux manoirs; il est sous leurs décombres
Bien des fleurs à cueillir ou brillantes ou sombres.

Cyprien chevalier, mais pauvre, avait vingt ans.
Sous les murs d'un manoir, un matin de printemps,
Il errait par le pré, cueillant des églantines,
Et de frais boutons d'or et de blanches épines,
Et, tout en les cueillant, il mêlait dans les fleurs
Aux gouttes du matin les gouttes de ses pleurs;
Parfois il les portait humides à ses lèvres
Où des nuits d'insomnie avaient marqué leurs fièvres,
Et ses regards voilés, des mots de désespoir,
Allaient de la prairie aux portes du manoir...
Enfin d'un ruban jaune (et dans tous nos villages
C'est la couleur encor du deuil et des veuvages)
Il noua son bouquet; puis, non loin du château,
Songeant qu'un plus heureux l'en chasserait bientôt,
Entra dans la chapelle, et sous une relique,
Sur un coffre il posa son bouquet symbolique.
Ah! les fleurs d'églantiers, les boutons d'or si frais,
Tristement entourés de feuilles de cyprès,
C'étaient tous ses espoirs de jeunesse première

Qu'il venait déposer comme sur une bière!
Un vieillard qui suivait vit le doux chevalier,
Et vint tout près de lui, pâle, s'agenouiller.
« Oui, mon vieux serviteur, fais que Dieu me bénisse!
Pour elle aussi prions... Jésus, quel sacrifice! »
Et tous deux les voilà priant sur les pavés,
Sous leurs cheveux pendans leurs yeux au ciel levés,
Et maître et serviteur, et vieillard et jeune homme :
Toi qui rapproches tout, c'est Douleur qu'on te nomme!

II.

La fille du manoir disait le même jour :
« Ma mère, cette preuve encor de votre amour!
Mon esprit s'est créé peut-être une chimère;
Mais voyez ma faiblesse, et plaignez-la, ma mère.
Ce jour, dans tous les temps, me fut un jour fatal.
Pour vous comme pour moi, je redoute un grand mal.
Toutes vos volontés sont les miennes, madame,
Donnez à qui vous plaît et ma main et mon âme,
Mais qu'il vienne plus tard, dans quelques jours... demain,
Je lui livre soumise et mon âme et ma main.
— C'est assez. La noblesse et toute la famille
Et tous les domaniers sont arrivés, ma fille;
Déjà même le prêtre est dans la salle, en bas;
Il n'est qu'un seul absent dont je ne parle pas.
Rosily, vous savez l'usage de Bretagne :
Devant le fiancé doit s'enfuir sa compagne;
Trouvez donc un endroit bien sombre où vous cacher,
Et que le jour entier se passe à vous chercher.
Ma fille, qu'à présent votre cœur me pardonne,
Croyez bien, Rosily, que votre mère est bonne...
Mais on heurte au portail et j'entends le sonneur :
Fille des anciens ducs, songez à votre honneur! »

L'époux et ses amis, comme une meute ardente,
Ont empli le manoir; mais la biche prudente,
Devançant les limiers aux sauvages abois,
Fuyait vers un abri plus sûr que ceux des bois.
Pêle-mêle ils couraient, nobles, vassaux, vassales,
Visitant les paliers, les tourelles, les salles,
Et les granges enfin, l'étable des fermiers :
La biche défiait le flair prompt des limiers;
La nuit était venue, on la cherchait encore;
Cent voix, cent voix criaient au lever de l'aurore;
Trois jours sur les viviers, sur les puits se penchant,
La mère désolée appela son enfant.

III.

« — Sous ses habits de deuil, morne et la tête basse,
Où va donc ce vieillard? — Oh! de grâce, de grâce,
Mes amis, suivez-moi! C'est la messe des morts
Pour l'enfant qui d'un ange avait l'âme et le corps :

Le cercueil vide est là, couronné d'immortelle.
Oh! celle que mon maître aimait, où donc est-elle?...
Chut! Près du coffre noir voici le chevalier.
Perdu d'esprit, sans cesse il y revient prier.
On dit la messe. »

Hélas! une messe funèbre,
Et comme rarement une église en célèbre.
Point de chants, des sanglots; mais, debout à l'autel,
Quand le prêtre élevait le froment immortel,
Un cri part de la nef, et le jeune homme embrasse
Un ruban qui sortait des fentes de la châsse;
Puis, levant le couvercle, il montre tout en pleurs
La vierge dont la main tient un bouquet de fleurs :
Elle semblait dormir sous cette froide planche;
Douce comme ses fleurs, comme elles pure et blanche.
Ainsi, dans son danger, sans chercher d'autre lieu,
Son asile certain fut la maison de Dieu;
Et le triste bouquet peut-être à la colombe
Indiqua l'autre abri qui dut être sa tombe!
Mais au coffre fatal qui devait l'engloutir
Sans peur elle est entrée et pour n'en plus sortir;
Ou, malgré ses efforts, le couvercle rebelle
Impérieusement se ferma-t-il sur elle?
Mystère où chaque esprit se perdait confondu!
De l'autel cependant le prêtre descendu,
Au cercueil qui l'attend fait déposer la vierge;
Aux quatre angles l'amant place lui-même un cierge;
Puis, sentant d'ici-bas son âme s'en aller,
Dans un hymen céleste il voulut l'exhaler :
Dans sa main déjà froide il prit la main glacée,
Et, calme, il trépassa près de la trépassée.

IV.

Aux cœurs bien aimans nos regrets.
Telle fut à vingt ans leur couche nuptiale;
La Mort seule en fit les apprêts.
Pour rappeler leurs noms, la pierre sépulcrale
Montrait entrelacés une rose, un cyprès.

II.

L'ÉOSTIK OU LE ROSSIGNOL.

Tiré du Barzaz-Breiz et de Marie de France.

XIIIe SIÈCLE.

A M. AUGUSTE LE PRÉVOST.

I.

Ses mains sur sa figure, une jeune épousée,
Un jour, dans Saint-Malo, pleurait à sa croisée :

— « Las! mon cher oiselet! las! ils l'ont mis à mort!
« Adieu, joie! » Et ses pleurs amers coulaient plus fort;

Car elle avait jadis connu les douces larmes
Et les nuits de bonheur avant ce jour d'alarmes.

II.

— « Dites, ma jeune épouse, au milieu de la nuit,
Pourquoi donc vous lever si souvent et sans bruit?

Quand je dors près de vous, mon épouse nouvelle,
Pourquoi me laisser seul? — Sire, répondit-elle,

C'est qu'à l'heure où la lune illumine les eaux,
J'aime à voir sur la mer passer les grands vaisseaux.

— Non! ce n'est pas pour voir la mer et les étoiles!
Ni sur les grandes eaux passer les grandes voiles!

Çà, madame, parlez sans leurre à votre époux :
Au milieu de la nuit pourquoi vous levez-vous?

— Quand mon petit enfant dans sa couche repose,
J'aime à voir ses yeux clos et sa bouchette rose.

— Non! ce n'est pas pour voir le sommeil d'un enfant
Que, pieds nus, de mon lit vous sortez si souvent!

— Mon vieil et cher époux, grâce pour votre dame!
Voici tout mon secret, pur caprice de femme :

La nuit un rossignol chante en notre jardin;
Dès que la mer s'endort, lui s'éveille soudain;

Sur le rosier en fleur jusqu'à l'aurore il chante,
Et si douce est sa voix, si claire, si touchante! »

La jeune dame ainsi parlait au vieux seigneur
Qui murmurait, songeant à venger son honneur :

— « Mensonge ou vérité, vertueuse ou parjure,
Demain le rossignol sera pris, je le jure. »

Le jour venant à luire, il dit au jardinier :
— « Mon ami, pour un jour laisse là ton métier.

Un souci me travaille : à peine je sommeille,
Qu'un maudit rossignol dans le clos me réveille;

Dresse donc tes gluaux, d'engins couvre le sol;
Je te baille un sou d'or si j'ai le rossignol. »

L'oiseleur fit trop bien son métier, et le traître
Prit un chanteur nocturne et l'offrit à son maître;

Et quand le vieux seigneur tint le pauvre captif,
Il rit d'un méchant rire, et, serrant le chétif,

Brusquement l'étouffa; puis, d'une main jalouse,
L'ayant jeté saignant au sein de son épouse :

— « Tenez, dame, voici votre cher oiselet!
Je l'ai pris. Mort ou vif, n'est-ce pas qu'il vous plaît?

III.

Un jeune homme, apprenant bientôt cette aventure,
Disait, et de longs pleurs sillonnaient sa figure :

— « Oh! combien la jeunesse a de sombres ennuis
Adieu, ma bien-aimée, adieu, nos belles nuits!

Mon regard n'ira plus, la nuit, chercher le vôtre :
Adieu nos doux baisers d'une fenêtre à l'autre! »

Mais le pauvre oiselet mort par leur amitié,
La dame et son fidèle en eurent grand'pitié :

En un gentil coffret tout d'or fin et d'ivoire,
Le petit corps fut mis bien entouré de moire;

Puis autour du coffret l'histoire on raconta,
Et l'amant sur son cœur jour et nuit le porta.

III.

L'ARTISANNE.

XVIIe SIÈCLE.

I.

Elle est née au Croisic et se nomme Suzanne.
Or un noble l'épouse, elle, simple artisanne,
Et seigneurs et bourgeois, tous les gens du pays,
Pour voir passer la noce ont quitté leurs logis.
Les propos se croisaient : « Il a raison, s'il l'aime.
— La raison dit d'aimer l'égale de soi-même.
— Dans ce monde, chacun doit chercher son bonheur.
— Il faut chercher surtout ce qui nous fait honneur. »
Et les langues ainsi, telles que des épées,
Entr'elles s'escrimaient, diversement trempées.
Mêlez-vous à la foule, elle aura, de nos jours,
Et les mêmes pensers et les mêmes discours.

Moi, je prise un cœur fier qu'un cœur faible apprivoise.
Si le noble marin aima l'humble bourgeoise,
C'est que dans sa boutique entrant vers un midi,
Devant elle il resta muet, pâle, étourdi.
Oh! l'amour, l'amour vrai, c'est la vive étincelle
Tout d'un coup jaillissant du fer qui la recèle.
A côté de sa mère occupée à filer,
Elle filait, tournant ses fuseaux sans parler.
Si la porte s'ouvrait de l'étroite boutique,
Soudain la belle enfant d'aller vers la pratique,
Parcourant les rayons, et sur ses jeunes bras

Portant la lourde toile et les pièces de draps.
Pour les pauvres de même attentive et dispose,
Elle leur détaillait jusqu'à la moindre chose.
Les épices aussi garnissaient la maison.
Dès l'entrée, on sentait toute une exhalaison
De poivre, de café; près des blocs de résine,
Le miel de l'Armorique et le thé de la Chine
Embaumaient. Au dehors, c'étaient sous les auvents
Des images de saints et des jouets d'enfans,
Puis de la poterie, une pile d'écuelles;
Du plafond retombaient des lustres de chandelles;
Avec leurs poids de cuivre enfin, sur le comptoir,
Les balances brillaient comme un double miroir.
Mille emplettes rendaient libre cette demeure.
L'officier y revint chaque jour, à toute heure,
Tant que la mère ouvrit les yeux et murmura,
Et que sous ses deux mains la jeune enfant pleura.

II.

Dans le petit jardin d'un manoir en ruines,
Le vieux baron taillait sa clôture d'épines,
Quand le brave officier vint le front découvert
(Ses yeux caves disaient ce qu'il avait souffert),
Puis conta son histoire au chef de la famille :
« — Mon fils, elle n'est pas de vieux sang, cette fille!
— J'aimais, elle m'aima; j'engageai mon honneur.
— Il suffit; je vous fais votre maître et seigneur.
D'autres nous blâmeront : avant tout sa promesse.
A mon banc je prendrai ma place à votre messe.

III.

Voici comment chacun voulut la voir passer,
Jusqu'au pied de l'autel ardent à se presser.
Le cœur plein de fierté, les yeux rayonnant d'aise,
Elle avait conservé sa coiffure nantaise,
Une ample catiolé aux dentelles de prix :
Son amant, son époux, ainsi l'avait compris.
Avec le vieux seigneur venait la vieille mère.
La messe terminée, on vit, calme et sévère,
La noce s'avancer vers l'antique manoir :
Un splendide banquet devait la recevoir.
On s'assit. Les valets, sur le bras leur serviette,
Emplissaient chaque verre, emplissaient chaque assiette;
Noblesse et bourgeoisie avaient fait leur accord,
Lorsqu'une lettre arrive, et le seigneur d'abord
Lentement la parcourt, puis sur la table tombe :
« — Ruiné! Mon navire est pris, creusez ma tombe! »
Ce fut un long moment de silence et d'effroi :
Contre des maux si grands, quels biens trouver en soi?
Lorsque avec dignité se lève la marchande :

« — Devant vous je requiers une faveur bien grande :
Contente de mon bien, et pour vous faire honneur,
Je fermais ma maison, je la rouvre, seigneur;
Je retourne au travail avec joie et vaillance;
Grâce au ciel, j'ai toujours mes poids et ma balance.
Monsieur, consentez-vous? car c'est tout cordial,
Si je revêts ainsi l'orgueil commercial.
— Oui, j'accepte, madame. — Oui, j'accepte, ma mère,
Répliqua le marin. » Puis de sa voix si fière :
« Pour qui va sur les flots avec un Duguay-Trouin,
Dès qu'arrive l'Anglais, le Breton n'est pas loin. »

IV.

Vingt mois s'étaient passés; un jour de chaleurs grandes,
Le vieux baron, assis entre les deux marchandes,
Caressait sur la porte un enfant aux yeux bleus,
A la bouche riante et fraîche, aux blonds cheveux;
Par instans leurs regards se tournaient vers la côte :
Tout à coup apparut au loin, sur la mer haute,
Un navire! Il marchait lestement. L'heureux brick
Bientôt à pleine voile abordait au Croisic.
« C'est lui! cria Suzanne. — Oh! c'est lui! dit la mère. »
Et, le petit enfant dans les bras du grand-père,
Les voilà haletant de courir vers le port,
Où le brun capitaine, élancé de son bord,
Les presse dans ses bras, les presse sur sa bouche;
(Son père le premier, saint respect qui le touche),
Puis sa chère Suzanne, et quand ce fut le fils
Ignoré de ses yeux, quand de ses yeux ravis
Il revit son image et celle de sa femme,
Des pleurs, des pleurs de joie inondèrent son âme!...

Le soir, riches tissus, bois de l'Inde à foison,
Barils d'or encombraient le manoir, la maison;
Le ciel avait béni la vaillante entreprise,
Et l'Anglais au Breton avait rendu sa prise.

Sur mer il repartait ainsi chaque printemps,
Pour revenir au port plus riche tous les ans :
Alors on le voyait au bras de sa Suzanne,
Qui n'avait pas quitté les habits d'artisanne,
S'en aller sous les bois, dans les chemins ombreux,
Et leur fils grandissant courait, jouait entr'eux :
A ce tableau paisible, à ces riantes choses,
Reprenez-vous, ô cœurs troublés, esprits moroses;
L'homme (en nos jours surtout) a trop de ses douleurs
Pour demander à l'art d'autres sujets de pleurs.

A. Brizeux.

QUESTION

DES SUBSISTANCES

DU TARIF DES BESTIAUX.

Un décret du 14 septembre a réduit dans une proportion très considérable le tarif d'entrée des bestiaux étrangers et des viandes salées. D'après les termes mêmes du décret, cette mesure paraît n'avoir été prise qu'à titre temporaire, en vue de la crise des subsistances. Par la suppression de tous droits sur les céréales, le gouvernement avait déjà facilité, autant qu'il était en lui, l'arrivage des grains du dehors destinés à combler le déficit présumé de la récolte; par la réduction du tarif sur les bestiaux, il veut prévenir la hausse qui se serait inévitablement produite dans le prix de la viande, car la raison et l'expérience démontrent que le cours de toutes les denrées alimentaires se règle sur celui du blé.

Lors de la crise de 1847, le gouvernement s'était borné à suspendre l'action du tarif à l'égard des céréales étrangères, et encore ne s'y était-il résolu que tardivement. Quant au tarif des bestiaux, il lui eût été bien difficile de le modifier; les passions protectionistes étaient à cette époque trop violemment excitées. Le gouvernement actuel a pu procéder avec plus de promptitude et de vigueur. En présence d'une récolte que les renseignemens officiels et les vives préoccupations de l'opinion publique annonçaient devoir être insuffisante, il est allé droit au but : il a laissé toute latitude au commerce en abaissant les barrières de douanes.

Cette politique est très naturelle, et au premier abord beaucoup d'esprits ne s'expliqueront pas qu'elle puisse paraître hardie. Quoi de plus simple, en effet, que de pourvoir, par tous les moyens, à l'approvisionnement du pays et de faire appel aux denrées alimentaires de l'étranger, lorsque la production intérieure fait défaut à la consommation? Cependant le système protecteur, sur lequel repose notre législation économique, n'admet pas toujours cette simplicité, et il s'écarte parfois du naturel. Ainsi les partisans absolus

de ce système, et ils sont puissans, prétendent que le maintien d'une taxe élevée sur les bestiaux étrangers est nécessaire à la prospérité de l'agriculture nationale, et ils affirmeraient au besoin que la réduction du tarif, même dans les circonstances actuelles, constitue une atteinte fort grave portée aux intérêts comme aux droits de notre première industrie. On évoque alors l'épouvantail du libre-échange; on dit que le cultivateur est sacrifié, ruiné. Cette opinion, habilement propagée, peut semer la crainte et la défiance dans les campagnes, et cela suffit pour qu'un gouvernement éprouve quelque hésitation avant de se décider à une mesure qui, mal interprétée, mal comprise, doit heurter de violens préjugés et rencontrer une opposition très vive. Il est donc juste de reconnaître que le décret du 14 septembre est un acte hardi, et, si l'on se place au point de vue des intérêts généraux, on ne saurait accorder trop d'éloges à la pensée qui l'a inspiré.

Afin d'apprécier exactement la portée du décret, il convient de rappeler en peu de mots le tarif chronologique des bestiaux à leur entrée en France. — On sait que la république et l'empire ne furent point avares de prohibitions. C'est de cette époque que date le régime prohibitif, appliqué, il est vrai, plutôt comme un instrument de guerre que comme un instrument de protection en faveur du travail national; mais pendant que la législation de l'empire repoussait obstinément, en haine de l'industrie britannique, les produits des manufactures étrangères, les céréales et les bestiaux demeurèrent exempts de tous droits à l'importation. Peu de temps après la rentrée des Bourbons, la loi du 28 avril 1816 établit sur les bestiaux le tarif suivant :

Bœufs et taureaux.....	3 fr.	»»	c. par tête.
Bouvillons, vaches et génisses.....	1		—
Béliers, brebis, moutons et veaux.....	»	25	—
Agneaux.....	»	10	—

Ce tarif était modéré; il ne procédait d'ailleurs que d'une pensée fiscale. M. le comte de Saint-Cricq le déclara plus tard dans un rapport fait à la chambre des députés sur un projet de loi de douanes (1). Il s'agissait, disait-il, d'accorder une allocation au trésor, *sans aucune vue protectrice*. En effet, pour alléger les charges financières qui pesaient sur elle, la restauration s'était vue contrainte à multiplier les taxes indirectes, et elle avait dû, par la loi fondamentale du 28 avril 1816, puiser à peu près indistinctement à toutes les sources de la matière imposable. Elle avait donc taxé les bestiaux, qui représentaient un article de grande consommation. Cependant elle n'était entrée dans cette voie que très timidement, et les exigences du fisc ne lui avaient point fait perdre de vue les besoins de l'alimentation populaire.

Pendant les années 1818, 1819 et 1820, les importations furent, en moyenne, de 16,000 bœufs, de 20,000 vaches et de 160,000 moutons. En 1820, elles s'élevaient à 27,000 bœufs, 20,000 vaches et 246,000 moutons. Cet accroissement rapide épouvanta les producteurs, qui jetèrent des cris de détresse, et le gouvernement, qui avait accordé une protection très énergique aux manufactures françaises, ne crut pas devoir refuser la même faveur aux intérêts de l'agriculture. Il proposa donc à la chambre des députés un projet de tarif qui

(1) Rapport déposé à la séance du 3 avril 1833.

élevait les droits sur les bestiaux à 30, 15 et 2 fr. Pour la première fois, on songeait à appliquer franchement à cette importante denrée alimentaire le régime protecteur.

Il est toujours fort aisé de critiquer les gouvernemens après coup. Cependant, si l'on veut apprécier avec équité les actes d'une administration et en particulier ceux qui rentrent dans le domaine de la législation économique, il convient de se placer par la pensée au milieu des circonstances qui ont provoqué ces actes. Assurément, on peut poser en principe que toute taxe qui pèse sur les subsistances est mal calculée; mais quand un gouvernement se trouve assailli de réclamations incessantes, quand il est sollicité non-seulement par des intérêts individuels ou locaux, mais encore par les pouvoirs constitutionnels, par les chambres, il faut bien qu'il cède. En 1822, l'opinion publique, du moins l'opinion légale, c'est-à-dire celle qui votait dans les colléges électoraux ou au sein des assemblées, se prononçait énergiquement pour l'élévation du tarif des bestiaux. Les appréhensions des producteurs en présence des importations croissantes de l'étranger dominaient complétement l'intérêt des consommateurs : ceux-ci devaient être sacrifiés. Il serait donc injuste de mettre ici en cause les ministres de la restauration; les propositions qu'ils furent obligés de soumettre à la chambre des députés, pour remplacer par un droit de 30 fr. sur les bœufs la taxe de 3 fr. en vigueur depuis 1816, ne se trouvèrent même pas au niveau des exigences parlementaires. La chambre repoussa le droit de 30 francs comme insuffisant, et elle adopta pour maximum le chiffre de 50 fr. En 1826, malgré les efforts du gouvernement, cette dernière taxe fut appliquée uniformément aux bœufs de toute classe, et le tarif demeura fixé ainsi qu'il suit :

Bœufs	50 fr.	»» c.	par tête.
Vaches	25	»»	—
Taureaux, bouvillons et taurillons	15	»»	—
Génisses	12	50	—
Veaux	3	»»	—
Béliers, brebis et moutons	5	»»	—
Agneaux	»»	25	—

On avait donc poussé les choses à l'extrême. Ces taxes étaient exorbitantes et elles dépassaient toutes limites; aussi ne faut-il point les considérer exclusivement comme l'expression d'une doctrine économique : elles procédaient surtout d'une pensée politique, d'un plan hautement avoué de réorganisation sociale. On venait de restaurer la vieille monarchie; on voulait restaurer en même temps les institutions qui autrefois avaient fait sa force, c'est-à-dire l'aristocratie territoriale, la grande propriété. Après avoir été, sous la convention et sous l'empire, transformé en arme de guerre, le tarif des douanes était détourné encore une fois de ses voies naturelles et livré aux aveugles passions de l'intérêt politique. Il ne s'agissait plus de *protéger* l'agriculture, selon le sens que les esprits raisonnables attachent à ce mot; on était décidé à hausser outre mesure le prix des denrées, afin d'augmenter la rente du sol, de reconstituer la classe des riches propriétaires, d'accomplir en un mot la contre-révolution. La restitution du milliard aux émigrés, l'élévation exagérée du tarif des bestiaux et des laines, l'établissement des droits sur les cé-

réales, tous ces actes concouraient au même but, ardemment poursuivi par la majorité d'une chambre véhémente (1).

Cependant cette législation outrée existait encore il y a un mois. Elle a traversé intacte la révolution de juillet et la révolution de février. Promulguée dans un intérêt purement aristocratique, elle a survécu au gouvernement des classes moyennes et au gouvernement du peuple par le peuple! On avait oublié son origine, qui devait la rendre à bon droit suspecte; on ne voyait plus en elle que la sauve-garde et en quelque sorte le palladium de la protection agricole, et à la longue les cultivateurs étaient demeurés convaincus qu'ils ne pourraient plus s'en passer. Vainement, dès 1833, le gouvernement avait-il proposé de réduire de moitié le tarif des bœufs étrangers; vainement encore, en 1834, M. Thiers, ministre du commerce, avait-il demandé une réduction d'un tiers seulement : tous ces efforts devaient échouer devant l'opinion parlementaire, qui se montrait inflexible. Un traité conclu en 1843, qui accordait aux bestiaux sardes un dégrèvement du cinquième des droits, faillit être rejeté pour cette seule clause. Un illustre général déclarait qu'il aimerait mieux voir notre territoire envahi par les Cosaques que par les bœufs de l'Allemagne! Bref, il eût été réellement impossible de modifier dans une proportion sensible les taxes de 1822 et 1826. Après le triomphe de la révolution de 1848, le gouvernement provisoire, qui décrétait tant de choses, aurait pu décréter la franchise des denrées alimentaires, il paraît même difficile qu'il n'y ait pas songé; mais il venait d'imposer à la propriété foncière les 45 centimes, et après avoir exigé ce sacrifice, qui sauva, il faut bien le dire, les finances et le crédit de la nation, il jugea, non sans raison, que le moment serait mal choisi pour inquiéter l'agriculture; d'ailleurs, à cette époque, par un bienfait providentiel, toutes les subsistances étaient à très bas prix. Il n'a fallu rien moins que la menace d'une crise de céréales et la volonté, généralement peu entravée, d'un gouvernement qui sent sa force et qui en use, pour que le tarif reçût la première atteinte. D'un trait de plume, les taxes de 1826 sont suspendues et les droits modérés de 1816 remis en vigueur, « jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. »

Tel est l'historique du tarif des bestiaux.

Si l'on se bornait à considérer le décret du 14 septembre comme un expédient temporaire destiné à atténuer la crise des subsistances, il serait assurément très inutile d'en faire ressortir le mérite et l'opportunité. Le prix du pain est trop éloquent! Dans de pareilles conjonctures, toutes les règles de la législation économique fléchissent devant une nécessité suprême : il faut premièrement assurer l'alimentation du peuple et conjurer les prix de disette; les exceptions que l'on introduit alors dans le régime douanier ne tirent pas à conséquence pour l'avenir. Mais ce qui donne aujourd'hui tant d'importance au décret du 14 septembre, c'est que la réduction, même provisoire, du droit d'entrée sur les bestiaux fournit une occasion toute naturelle de signaler les effets du tarif normal et d'expérimenter, pour la première fois depuis plus de trente ans, les conséquences de la franchise ou du moins d'une taxe très modérée.

(1) L'épithète est de M. Thiers. Exposé des motifs du projet de loi de douanes de 1834.

Constatons d'abord que les espérances des députés de la restauration quant à la reconstitution de la grande propriété furent complétement trompées. On courait après une chimère. Depuis 1789, la France était entrée trop avant dans les voies démocratiques pour qu'il fût possible de rétablir dans son sein, par des moyens artificiels, cette aristocratie territoriale que la révolution avait détruite. Tous les stratagèmes législatifs devaient échouer contre un fait accompli et consacré, à tort ou à raison, par les idées nouvelles. Il était donc bien inutile de mettre le tarif dans la complicité d'une œuvre politique contre laquelle protestaient énergiquement les mœurs du pays, et de combattre, par des lois de douanes, la transformation qui, depuis la vente des biens nationaux, s'était opérée dans le régime de la propriété. Sous ce rapport, les taxes violentes imposées aux bestiaux manquèrent leur but: le morcellement du sol n'a cessé de faire d'incroyables progrès.

Dira-t-on que ces taxes, condamnées par l'expérience au point de vue politique, ont du moins protégé sérieusement l'agriculture, et qu'elles ont exercé une influence favorable sur l'élève du bétail et sur nos subsistances? Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que les *existences* eussent augmenté, que la consommation se fût accrue, et que le prix de vente présentât une certaine réduction. Malheureusement, si l'on s'en rapporte aux statistiques, il ne paraît pas que ces résultats aient été obtenus. Le recensement de 1829 évaluait à 9,130,400 le nombre des bestiaux de la race bovine, et dans ce chiffre on comptait 2,033,000 bœufs. En 1839, la statistique officielle a constaté l'existence de 9,936,400 têtes de race bovine, comprenant 1,968,000 bœufs. Pendant cette période de dix ans, l'accroissement de la race bovine (800,000 têtes) était loin de se trouver en rapport avec celui de la population, et, en ce qui concerne particulièrement les bœufs, on doit remarquer que leur nombre avait diminué de plus de 100,000 têtes. Il n'y a pas eu de recensement en 1850, et cette lacune est très regrettable; cependant, à défaut de chiffres authentiques et généraux, on peut, en consultant l'état des bestiaux achetés pour Paris sur les marchés d'approvisionnement, arriver pour l'ensemble à des conclusions à peu près exactes. Or il ressort de ce tableau que, de 1831 à 1840, la moyenne était pour les bœufs de 70,000 têtes, pour les vaches de 17,000 têtes, et pour les veaux de 72,000 têtes. De 1841 à 1849, cette même moyenne ne s'est élevée respectivement qu'à 76,000, 20,000 et 77,000 têtes. L'accroissement n'est point proportionnel à celui de la population parisienne, surtout si l'on observe que depuis 1845 les chemins de fer amènent dans la capitale des flots de voyageurs dont la consommation est très considérable. Il est donc permis de conclure, d'après la situation du marché de Paris, que, de 1840 à 1850, les existences des bestiaux de race bovine ne présentent pas une augmentation supérieure à celle qui a été constatée pour la période 1830-40 : d'où il suit, en résumé, que les droits de douane à l'aide desquels on entendait protéger l'agriculture n'ont point développé la production intérieure.

Envisageons maintenant la consommation. Sur ce point, les statistiques et les opinions sont très contradictoires. Il est en effet très difficile d'évaluer le chiffre des abattages pour toute la France, attendu que dans les campagnes il n'est point fait état des opérations de la boucherie, et c'est précisé-

ment dans les campagnes que les défenseurs du tarif signalent une consommation croissante. Nous en sommes donc réduit à ne constater que les résultats obtenus pour Paris, résultats parfaitement authentiques, puisqu'ils ont été recueillis à la préfecture de police par les agens chargés de la surveillance des marchés et de la perception des droits. Voici les chiffres de la consommation de Paris en *viande de boucherie* de 1818 à 1849 (1).

De 1818 à 1824	moyenne	41,306,000 kil.
De 1824 à 1831	—	47,059,000
De 1831 à 1840	—	48,422,000
De 1840 à 1849	—	52,910,000

Ainsi la consommation totale de Paris, de 1818 à 1849, a augmenté de 11 millions de kilogrammes, c'est-à-dire d'un quart environ, tandis que la population (700,000 en 1818 et 1,053,000 d'après le recensement de 1846) s'est accrue de près d'un tiers, et encore, nous le répétons, la population flottante, devenue si nombreuse depuis l'ouverture des lignes de chemins de fer, réduit très fortement la part proportionnelle des consommateurs à résidence fixe, en sorte que l'on peut considérer l'alimentation de la capitale en viande de boucherie comme étant moindre aujourd'hui qu'elle ne l'était avant l'établissement des tarifs de 1822 et 1826. Il faut signaler en outre un fait qui a son importance. L'accroissement *absolu* que présente l'approvisionnement de Paris s'applique surtout aux viandes de vache et de mouton : la consommation des viandes de bœuf et de veau est demeurée presque stationnaire. Quant à la viande de porc, la moins saine de toutes, on sait que son introduction dans Paris ne cesse de s'accroître.

Nous arrivons à la question de prix. Ici les statistiques dressées avec soin par l'administration permettent de connaître exactement le prix du kilogramme de viande à la consommation pour toute la France. D'après un document officiel émané du ministère de l'agriculture et du commerce, la moyenne générale des prix, pour la viande de bœuf et celle du mouton, s'établit ainsi qu'il suit :

	Bœuf.		Mouton.
1817.....	0 86 cent. le kil.		0 86 cent.
1824.....	0 77	—	0 79
1841.....	0 99	—	1 01
1846.....	0 98	—	1 01
1849.....	0 96	—	0 99

Entre les années extrêmes de la période 1817 et 1849, le renchérissement de la viande est considérable. Le tableau officiel divise la France en 9 zones; sur ces 9 zones, une seule, celle du nord-est, a vu diminuer le prix de la viande, tandis que les huit autres ont subi une hausse plus ou moins forte,

(1) Ces chiffres, extraits d'un document officiel distribué en 1850 au conseil général de l'agriculture et du commerce (*Notice sur le régime du commerce de la Boucherie*), diffèrent un peu de ceux qui ont été publiés à la suite du rapport de M. Lanjuinais, président de l'enquête législative sur la production et la consommation de la viande de boucherie, 1851; mais le désaccord est peu sensible, et d'ailleurs il n'altère pas les proportions.

et c'est la zone du sud-est, comprenant les départemens limitrophes du Piémont, qui a été le plus maltraitée.

M. Thiers était donc dans le vrai, lorsqu'il disait, dès 1834, que le droit du bétail « avait produit bien peu des effets qu'on en attendait, et qu'il avait frappé sur certaines provinces *avec une dureté cruelle.* » Il ajoutait : « Le prix du bétail n'a pas sensiblement augmenté, les importations étrangères ont continué à peu près dans la même proportion, par une raison toute simple; les départemens du nord qui tiraient leurs bestiaux de la Belgique, les départemens de l'est qui les tiraient de Bade et de la Suisse ont continué à les tirer de ces pays, parce qu'ils ne pouvaient les prendre en Normandie ou en Saintonge, et se sont soumis à payer le droit, quelque élevé qu'il fût. Le droit a donc été une souffrance pour certaines de nos provinces, sans être un avantage bien sensible pour les autres. » Les faits signalés par M. Thiers au sujet du prix du bétail étaient exacts en 1834; les cours de 1830 à 1833, comparés avec ceux de 1820 à 1826, n'avaient point sensiblement haussé, ainsi qu'on peut en juger par les mercuriales de Sceaux et de Poissy. Depuis 1834, la hausse est devenue beaucoup plus sensible et justifie complétement les inductions que nous avons exposées plus haut. Pour les importations du bétail de l'étranger, les tableaux de douane nous fournissent des indications qui se résument dans les chiffres ci-après :

IMPORTATIONS.

	Race bovine. Têtes.	Race ovine. Têtes.
1820.....	42,000	155,000
1826.	53,000	201,000
1830.....	53,000	175,000
1835.....	30,000	155,000
1840.....	39,000	135,000
1845.....	48,000	152,000
1850.....	33,000	79,000
1851.....	31,000	103,000

Il y a eu depuis 1826 une diminution assez notable dans les importations de bestiaux étrangers, diminution qui ne s'était point encore fait sentir en 1834, à l'époque où M. Thiers présentait à la chambre des députés son projet de loi de douanes, mais qui s'est révélée ultérieurement d'une manière incontestable. Si, dans le relevé des chiffres relatifs à la race bovine, on ne tenait compte que de ceux qui concernent les bœufs, la diminution serait encore bien plus appréciable. Les habitans de nos frontières de terre en sont donc réduits à manger et à payer plus cher les vaches qui leur sont expédiées de l'étranger, et l'approvisionnement intérieur ne leur fournit pas assez de bœufs pour leur consommation.

Mais ce qui demeure aujourd'hui encore et demeurera toujours vrai dans l'appréciation de M. Thiers, c'est que la taxe sur les bestiaux influe très cruellement sur le bien-être de certains départemens de la frontière, alors même que, sur d'autres points de la France, la production serait surabondante. Quel que soit le tarif, les habitans du nord-est, de l'est et du sud-est seront tenus

de s'adresser à l'étranger pour assurer leur approvisionnement, et il y aura, en toute hypothèse, une importation de bestiaux. En même temps, si nous jetons les yeux sur le tableau des exportations, nous remarquons que de 1822 à 1851 la sortie des bestiaux français tend à s'accroître, surtout depuis l'ouverture du marché anglais; ce sont les bœufs qui proportionnellement ont pris la plus grande part à cette augmentation. Ainsi l'est importait des vaches, la Normandie et la Bretagne exportaient des bœufs; voilà le trafic que nous faisions avec l'étranger sous l'empire des tarifs de 1822 et 1826.

Ces faits établis, n'est-on pas autorisé à soutenir qu'au point de vue économique comme au point de vue politique, ces tarifs ont échoué complétement? Si l'on veut encourager l'agriculture, propager l'élève du bétail, accroître la consommation et abaisser le prix de la viande sans dommage pour le producteur, ce n'est point à l'aide des restrictions douanières qu'il convient de procéder. Efficaces dans certains cas pour le développement du travail industriel, les tarifs semblent frappés de stérilité et d'impuissance lorsqu'ils s'appliquent aux bestiaux.

On objectera sans doute que si les droits de 50 francs par tête sur les bœufs, de 25 francs sur les vaches, etc., n'avaient pas été décrétés par la prévoyance des législateurs de la restauration, l'importation des bestiaux étrangers aurait suivi la progression rapide qui s'était manifestée en 1820; la France aurait été envahie ou inondée (car les deux expressions sont devenues classiques dans le langage de la protection) par les bœufs de la Belgique, de l'Allemagne, de la Suisse et du Piémont. En conséquence, l'agriculture nationale aurait été ruinée par la baisse exagérée des prix, elle n'aurait point obtenu ce qu'on appelle le prix rémunérateur, et la richesse publique eût été exposée à une crise presque irrémédiable.

Voilà l'objection dans toute sa force. Mais alors on se demande comment il se fait que l'agriculture française ait pu vivre et prospérer avant 1822, car ce n'est qu'à partir de cette époque, on l'a vu plus haut, que l'on a imaginé de taxer fortement les bestiaux dans une pensée de protection. Comment l'agriculture s'est-elle maintenue sous l'ancien régime, pendant les premières années de la révolution, sous l'empire? Elle n'était point cependant *protégée*. Si l'on répudie cette expérience du passé, qui pourtant a bien son mérite, mettons-nous en présence de la situation actuelle. Pour que les pays qui nous environnent puissent nous inonder de leurs bestiaux au point de déterminer une baisse ruineuse dans les prix, il faudrait qu'ils fussent eux-mêmes en possession d'un approvisionnement de beaucoup supérieur à leurs besoins, car, en matière de bestiaux comme en toute autre, le plus riche pays du monde ne peut donner que ce qu'il a.

En Belgique, le dernier recensement officiel, qui a eu lieu en 1846, évalue à 1,099,000 têtes le chiffre des existences de la race bovine. En 1816, on comptait 981,000 têtes; en 1826, 886,000; en 1836, 930,000 (1). Ainsi, à la suite d'une période de trente ans, l'accroissement n'est que de 100,000 têtes. En 1846, on comptait 277 bêtes bovines par mille habitans, alors qu'en France, d'après le

(1) Rapport adressé à M. le ministre de l'intérieur par M. Quételet. — *Moniteur belge* du 20 septembre 1848.

recensement de 1839, la proportion atteignait environ 300 têtes par mille habitans. Quant au nombre des bestiaux de la race ovine, l'infériorité de la Belgique est depuis longtemps constatée. De 996,000 têtes en 1816, les existences se sont réduites à 662,000 têtes en 1846. Il n'est donc pas permis de supposer que la Belgique serait en mesure d'importer en France de grandes quantités de bétail qui aviliraient la denrée. Même en l'état actuel, le prix du bétail sur pied vendu à Bruxelles est à peu près égal au cours des marchés de Sceaux et de Poissy.

En Prusse, il existait, suivant les calculs de 1846, 5,262,000 têtes de bêtes bovines et 16 millions de moutons; mais la production du bétail n'y est point surabondante, puisque les importations dépassent les exportations. En Bavière, les existences sont plus considérables; dans le grand-duché de Bade, elles se rapprochent proportionnellement de celles de la Prusse; enfin la Suisse et les états sardes ne paraissent point menacer davantage notre production. Voici, au surplus, un tableau qui présente aussi approximativement que possible les existences de bétail dans ces différens pays. La plupart des chiffres sont empruntés à un travail fort consciencieux, publié par M. Maurice Block et imprimé aux frais de la Société nationale d'agriculture (1).

		Bêtes bovines.	Bêtes ovines.
Belgique.	(1846.)	1,099,000 têtes.	662,000 têtes.
Prusse.	—	5,262,000	16,236,000
Bavière.	(1843.)	2,625,000	1,899,000
Bade.	—	492,000	189,000
Suisse.	—	950,000	550,000
États sardes.	—	950,000	1,750,000
Espagne.	—	2,000,000	18,000,000
Totaux.		13,378,000 têtes.	39,286,000 têtes.

Le recensement de 1839 attribuait à la France près de 10 millions de bêtes bovines et 32 millions de bêtes ovines, c'est-à-dire des chiffres presque égaux au total des existences constatées dans l'ensemble des pays voisins, dont la population réunie dépasse 46 millions d'habitans. Conçoit-on dès lors que ces divers pays puissent nous envoyer de fortes quantités de bestiaux? Il faut bien qu'ils gardent ce qui leur est nécessaire pour leur alimentation, et on sait qu'en général leurs habitans consomment plus de viande qu'on n'en consomme en France. Ils seront stimulés, il est vrai, à accroître leur production, s'ils trouvent sur notre sol un nouveau débouché; mais d'une part on ne fabrique pas du bétail aussi aisément ni aussi vite qu'on fabrique des tissus, et d'autre part, qu'importe au cultivateur français que les bestiaux étrangers nous arrivent plus nombreux, pourvu que les prix ne descendent pas au-dessous du taux rémunérateur? Or il semble impossible que cette baisse se produise dans les conditions que nous avons signalées; d'après les lois ordinaires du commerce, il y a plutôt lieu de prévoir une hausse dans les pays voisins appelés à nous approvisionner qu'une baisse en France : ce

(1) Ce travail, intitulé *des Charges de l'Agriculture dans les divers pays de l'Europe*, forme un volume rempli de faits et de renseignemens utiles sur la situation économique, financière et sociale de tous les pays européens.

sera le prix français, le prix le plus élevé, qui deviendra, par la force des choses, le cours régulateur, par la raison que c'est le plus fort marché qui fait la loi aux plus petits.

Cependant il est certain que les représentans des intérêts agricoles se sont toujours récriés très vivement chaque fois qu'il a été question de remanier, même partiellement, même dans une proportion très restreinte, le tarif des bestiaux. Le traité de commerce conclu en 1843 entre la France et les états sardes substituait la taxe au poids à la taxe par tête pour les bestiaux importés de ce pays, et fixait à 40 francs le maximum du droit. Que l'on relise les discussions qui s'engagèrent au sein de la chambre des députés lorsque le gouvernement s'adressa aux pouvoirs législatifs pour obtenir la sanction des clauses douanières inscrites dans ce traité. On jugera à quel point certains orateurs se montrèrent effrayés, indignés même de l'attentat dont l'agriculture allait être victime : ces ardens défenseurs des bestiaux français voyaient déjà tous les bœufs du Piémont et de la Savoie défiler en bon ordre vers notre frontière et passer à l'aise sous le droit réduit. Eh bien! qu'est-il arrivé? Le traité n'a été mis à exécution qu'à partir de 1846, et il se trouve que depuis cette époque il n'y a pas eu d'augmentation sensible dans l'importation de ces bœufs si redoutés. Si l'on avait prêté l'oreille aux craintes exagérées, aux réclamations vraiment ridicules qui s'étaient produites, on aurait renoncé à un traité qui, en échange d'une concession peu importante, favorisait dans les états sardes le placement de nos vins. Veut-on un autre exemple de la susceptibilité, souvent puérile, que provoque dans les régions agricoles la moindre modification de tarif? On sait qu'une loi votée au mois de janvier 1851 a remanié le régime commercial de l'Algérie et autorisé l'admission en franchise dans la métropole des produits naturels de la colonie. Cette mesure sage, équitable, paraissait à l'abri de toute critique : si elle avait un tort, c'était de s'être fait attendre trop longtemps. Cependant il y eut, dans un département du centre de la France, un conseil général qui prit ombrage et signala une prétendue concurrence des bestiaux de Tunis ou du Maroc, que l'on aurait pu introduire en France avec exemption de droits en les faisant passer par l'Algérie! Il ne faut donc pas, en vérité, se préoccuper trop sérieusement des exigences restrictives qui se manifestent ainsi en toute occasion; c'est presque un parti pris.

En résumé, il est probable que, sauf l'excitation du premier moment, l'abaissement du droit des bestiaux n'entraînera pas en France une importation trop considérable de l'étranger, ou du moins ne réduira pas sensiblement le prix de la viande. Le décret du 14 septembre serait-il donc inutile, et n'aurait-il pour résultat que d'inquiéter, de mécontenter, sans grand profit pour le consommateur, les classes nombreuses qui se livrent à l'industrie agricole? Non, certes. Ce décret présente au contraire, à d'autres points de vue, d'incalculables avantages : à titre d'expérience, il démontrera, nous l'espérons, que l'agriculture, favorisée aujourd'hui par la réduction de l'impôt du sel, par le dégrèvement de 27 millions accordé récemment à la propriété foncière, par l'ouverture du marché anglais (bénéfices dont elle ne jouissait pas en 1826), n'a point d'intérêt sérieux au maintien des droits d'entrée. Or il est toujours d'un bon exemple et d'un excellent effet de supprimer dans la législation une taxe qui n'a point de raison d'être, et surtout une taxe qui,

frappant une denrée de première nécessité, pourrait devenir à certains jours un prétexte de réclamations populaires. Ce qui s'est passé en Angleterre est là pour nous enseigner avec quelle énergie une nation habilement excitée se soulève contre les impôts qui atteignent les subsistances. De plus, le décret du 14 septembre enlève un argument très puissant au parti exclusif qui voudrait ajourner indéfiniment toute réforme douanière dans notre régime industriel : on ne pourra plus dire que la protection agricole élève le prix des denrées alimentaires et enchérit la main-d'œuvre. Quand on aura vu clair d'un côté, on sera bien près de plonger un regard plus sûr dans l'ensemble du système et de corriger le défaut des prohibitions, les excès et les abus de certains droits protecteurs. Enfin, lors des négociations commerciales qui seront engagées avec les nations étrangères, celles-ci n'auront plus à nous objecter, comme elles l'ont fait souvent depuis 1822, les taxes exorbitantes qui repoussaient leurs bestiaux. Ce sont là, nous le répétons, de grands avantages. Il y a tout à gagner au retour vers les saines idées économiques, qui conseillent de ne point taxer outre mesure, et à plus forte raison de ne point taxer inutilement les denrées alimentaires.

Mais nous ne devons pas perdre de vue que le principal but du gouvernement en promulguant le décret du 14 septembre a été d'abaisser le prix du bétail, afin de compenser la hausse inévitable du pain. On saura bientôt par les mercuriales si la modération du tarif des douanes atteindra ce but. A notre avis, et nous nous sommes attaché à le démontrer par les explications qui précèdent, ce n'est point au tarif qu'il faut attribuer la plus grande part de responsabilité dans la cherté de la viande : ce qui entrave surtout la consommation, ce sont les taxes d'octroi et les règlemens relatifs au régime de la boucherie. L'étude de cette question nous entraînerait trop loin; elle a d'ailleurs été faite par la commission d'enquête parlementaire de 1851, et on peut en lire les résultats dans les interrogatoires des témoins ainsi que dans le rapport de M. Lanjuinais. Après un examen approfondi, la commission d'enquête n'a pas hésité à proposer la liberté complète du commerce de la boucherie, ainsi que la suppression de la taxe dans les villes. Quant aux droits d'octroi, elle a demandé : 1° qu'ils ne pussent être désormais établis sur la viande dans les villes où cette denrée n'a pas été jusqu'ici imposée; 2° que dans les localités où ils existent, ils ne dépassent pas 5 centimes par kilogramme, sauf certaines exceptions; 3° qu'à partir de 1860 ils soient supprimés dans toute la France. A l'appui de ces demandes, rédigées sous forme de projet de loi, M. Lanjuinais a publié de nombreux documens qui attestent l'étendue des charges que l'octroi impose au commerce de la viande. Sur 1,300 communes sujettes à l'octroi, 1,200 taxent le bétail, et sur un revenu total de 86 millions, la viande seule procure plus de 25 millions. Les départemens où l'impôt qui frappe cette denrée est le plus productif sont, d'après les relevés de l'année 1850 :

La Seine.....	7,870,080
Le Rhône.....	1,251,000
Les Bouches-du-Rhône....	1,247,000
La Gironde.....	946,000
La Seine-Inférieure.....	828,000
Le Nord.....	748,000

Il est certain que la suppression complète des taxes d'octroi présente des difficultés assez graves, attendu que ce revenu constitue, avec les boissons, la principale ressource des budgets communaux. Toutes les fois que les autorités municipales ont été consultées à ce sujet, elles se sont prononcées à peu près unanimement et en termes très formels pour le maintien du droit; mais, si l'on ne peut trancher aujourd'hui la question par une mesure radicale, il serait désirable que l'on procédât au moins à une réforme dans les grandes villes, où il serait plus aisé de transformer une partie de l'impôt municipal. Les cinq départemens cités plus haut perçoivent la moitié des droits d'octroi acquittés dans toute la France (12,898,000 fr. sur 25,273,000 en 1850). Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Rouen et Lille ont établi sur la viande de boucherie des droits très considérables, qui pèsent à la fois sur la consommation et la production. A Paris, les documens officiels établissent que depuis le commencement du siècle la consommation moyenne des habitans a sensiblement baissé : c'est un fait très regrettable à tous égards. Nous ignorons s'il s'est produit à un égal degré dans les autres régions du pays; mais ce qui est notoire, c'est que l'alimentation de la France en denrées animales est plus faible que celle de la plupart des peuples européens. D'après les calculs de M. Block, un Français consomme en moyenne 6 kilogrammes 740 grammes de viande de bœuf ou de vache par an, tandis que l'Anglais, le Suédois, le Danois et l'habitant du Wurtemberg consomment environ 13 kilogr.; le Hollandais, près de 9 kilogr. Il est vrai que, pour la consommation de la viande de porc, la France figure dans le tableau au second rang, après le duché de Bade; mais c'est une triste compensation, car rien ne remplace la viande de boucherie, dont les propriétés saines et fortifiantes entretiennent la santé du peuple et les forces des ouvriers. La réduction des tarifs d'octroi dans les grandes villes manufacturières, se combinant avec la liberté du commerce de la viande, amènerait une baisse dans le prix de la denrée beaucoup plus sûrement que ne pourra le faire l'abaissement du tarif à la frontière, et cette baisse profiterait tout entière au producteur, qui verrait s'ouvrir devant lui un débouché plus large. C'est là, nous le croyons, que se trouve le nœud de la question, et il ne reste qu'à exprimer le vœu de voir donner suite aux études entreprises dans ce sens par la commission d'enquête parlementaire.

Ainsi le décret du 14 septembre atteste, de la part du gouvernement, la volonté bien arrêtée de faciliter par tous les moyens les arrivages de subsistances; considéré comme mesure temporaire, il produira, il a déjà produit un excellent effet moral sur les populations; il ouvre une période d'expérience, pendant laquelle on appréciera définitivement l'influence exercée sur notre agriculture par l'importation du bétail étranger, moyennant un droit très réduit. A la suite de cette épreuve, l'autorité législative décidera, en parfaite connaissance de cause, si le décret provisoire peut être sans inconvénient consacré par une loi permanente. La vérité se fera jour, et il est permis d'espérer que les taxes évidemment exagérées de 1822 et 1826 ne figureront plus au tarif.

C. LAVOLLÉE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1853.

Les affaires d'Orient, que l'on avait pu croire à la veille de s'arranger, sont rentrées brusquement dans une phase qui serait menaçante pour la tranquillité de l'Europe, si l'union de la France et de l'Angleterre ne devait pas rassurer les esprits trop prompts à s'alarmer. Résumons brièvement la question qui se débat, depuis une année bientôt, entre la Russie et la Turquie : c'est le meilleur moyen d'en faire ressortir le véritable caractère.

Au début de cette crise, sur l'importance de laquelle, il faut le reconnaître aujourd'hui, le gouvernement français a eu le mérite de ne pas se tromper un instant, l'on ne voulait y voir, qu'on nous passe l'expression, qu'une querelle de sacristie. On s'étonnait généralement que l'on fît tant de bruit (et peut-être, en effet, était-ce un tort) de la grande clef de l'église de Bethléem, de l'étoile de la grotte de la Nativité, et du droit recouvré par les catholiques de célébrer leurs cérémonies dans le tombeau de la Vierge. La vérité est que la France, en se contentant d'un résultat si incomplet, montrait que, si elle n'avait pas oublié, comme on le lui reprochait, ses traditions religieuses en Orient, elle comprenait aussi que le siècle plus qu'écoulé depuis 1740 avait donné aux faits accomplis une sorte de consécration dont, en dépit des traités les plus formels, il eût été imprudent et même, à certains égards, injuste et impolitique de ne pas tenir compte. Les concessions qu'elle avait obtenues n'ôtaient aux Grecs, on ne saurait trop le répéter, aucun des avantages dont ils se trouvaient en possession; elles admettaient seulement les Latins à la participation très restreinte de plusieurs sanctuaires qui avaient été autrefois leur propriété exclusive. Rien n'était plus simple, et si dès lors la Russie n'avait pas eu un but politique en perspective, elle aurait eu le bon goût de se taire et de ne pas affecter, pour les priviléges de l'église orientale, les appréhensions calculées qui ont décidé la mission de M. le prince Menchikof à Constantinople. Cela est tellement vrai qu'entre la note remise à M. de La Valette et le firman délivré à la même époque au patriarche du rite grec, les différences de détail sont insaisissables; et, comme M. Drouyn de Lhuys l'a péremptoirement démontré, si quel-

qu'un avait le droit de se plaindre, c'était la France, dont on paraissait n'avoir admis les titres que pour les méconnaître, en confirmant de la façon la plus solennelle, sauf d'insignifiantes restitutions faites aux Latins, les religieux grecs dans tous les avantages que leurs adversaires leur contestaient, en principe du moins. Nous avons même de bonnes raisons de croire que les deux documens émanés de la Porte avaient été préalablement communiqués à la légation de Russie, ce qui ne rend que plus inexplicable encore la colère après coup du cabinet de Saint-Pétersbourg. On a prétendu, il est vrai, que les catholiques n'avaient reçu une clef que sous la réserve expresse de ne pas s'en servir, et qu'ils ne pouvaient entrer dans le tombeau de la Vierge qu'à la condition de ne pas y prier selon les exigences de leur culte. C'est là l'origine de toute l'affaire, et le texte turc, à ce qu'il semble, se prêtait à deux interprétations différentes: l'une sensée, naturelle, nous allions dire honnête, et qui nous donnait ce que nous pensions avoir obtenu; l'autre forcée, abusive, qui nous refusait tout et faisait du succès de M. de La Valette une véritable mystification. La Porte, appelée à se prononcer, ne put avouer qu'elle nous avait trompés; à Saint-Pétersbourg, aussitôt on l'accusa de mauvaise foi, et M. le prince Menchikof partit pour Constantinople. Le gouvernement français, qui avait déjà donné spontanément à la Russie toutes les explications désirables, comprit à l'instant même la portée de cette mission extraordinaire, et les brusques façons de l'ambassadeur russe à son arrivée lui causèrent moins de surprise qu'aux autres cabinets. Notre escadre d'évolutions, en sentinelle vigilante, se tenait bientôt après dans la baie de Salamine pour le compte de l'Europe endormie et presque railleuse. A Vienne, où l'on nous conteste sourdement notre protectorat religieux, on n'était pas très peiné de l'échec subi par le catholicisme en notre personne. Les puissances d'Italie, la cour de Rome exceptée, étaient plus que froides; l'Espagne seule nous avait loyalement appuyés de ses vœux. En Angleterre, on se moquait franchement de notre ferveur, empruntée au XIIe siècle. Partout enfin on se disait: Que nous fait cette querelle de moines?

Nous étions donc isolés à Constantinople, et il fallait certainement que notre cause fût bien juste, car le prince Menchikof n'exigea le retrait d'aucune des concessions qui nous avaient été faites; seulement il en demanda d'autres, et parmi elles la restauration de la coupole de l'église du Saint-Sépulcre, à l'exclusion des Latins, ce qui était un triomphe pour le rite grec. On pouvait croire tout fini : nous n'avions rien rendu, il est vrai, et c'était beaucoup; mais les Russes avaient obtenu de larges compensations, et à ce propos on ne nous épargnait guère, quand on apprit tout à coup que le prince Menchikof ne s'était pas dérangé pour si peu, et qu'il proposait au sultan, en le menaçant d'une rupture des relations diplomatiques en cas de refus, de céder dans les vingt-quatre heures à l'empereur de Russie la moitié de sa souveraineté sur ses sujets chrétiens. La rumeur fut grande en Europe; on ne nous blâmait plus d'avoir été à Salamine, et les escadres réunies de la France et de l'Angleterre se portèrent à Besika, à l'entrée des Dardanelles. Le même jour à peu près les troupes russes passaient le Pruth, et le cabinet de Saint-Pétersbourg annonçait par un manifeste que son armée n'évacuerait les principautés que lorsque la Porte aurait accepté l'*ultimatum* du prince Menchikof. En vain le sultan publiait-il firmans sur firmans, en vain recherchait-il les moyens les plus propres à

rassurer les rayas, en vain les patriarches des différens rites déposaient-ils aux pieds de sa hautesse l'hommage de leur reconnaissance; la Russie voulait à toute force que la religion grecque fût menacée, même persécutée, et elle cantonnait cinquante mille de ses soldats sur la rive gauche du Danube, chez les malheureux Moldo-Valaques, qui paient chèrement aujourd'hui cette lourde et inutile protection. Le passage des Dardanelles semblait être une mesure indiquée par les circonstances, justifiée par l'agression dont le territoire ottoman était l'objet en violation flagrante du traité d'Andrinople et de la convention de Balta-Liman, commandée enfin par tous les calculs de la politique; mais le cabinet de Saint-Pétersbourg proclamait qu'un acte de guerre n'était pas la guerre. On eut l'air d'admettre cette étrange doctrine, et l'Europe négocia. Les cabinets firent les plus loyaux efforts pour maintenir la paix, ménager les amours-propres et réconcilier les deux parties. A Vienne et à Berlin néanmoins, tout autant qu'à Paris et à Londres, on disait sa pensée avec une franchise qui l'emportait — ici sur des considérations de famille, là sur la reconnaissance des services rendus. Quant à la Turquie, elle gardait pendant ce temps une attitude correcte; elle armait, mais sans bruit, sans fracas, sans opposer fanatisme à fanatisme. Quoi qu'il advienne, sa sagesse et sa fermeté dans ces mauvais jours resteront pour elle un titre d'honneur. Les puissances étaient enfin tombées d'accord sur un projet de rédaction qui substituait à la note obligatoire exigée par M. le prince Menchikof une note polie et contenant tout ce que la Porte pouvait accorder, on le croyait du moins, sans entamer son indépendance. L'empereur de Russie accepta cette note avec un empressement qui devait faire craindre le refus de la Porte. C'est en effet ce qui arriva, et les rôles semblèrent intervertis. A Saint-Pétersbourg, on s'était montré habile; à Constantinople, on avait été maladroit. Ce n'était donc plus l'ambition du tsar, mais l'obstination du sultan qui menaçait la paix du monde. Cette phase, la plus singulière des affaires d'Orient, dura peu. Une dépêche de M. le comte de Nesselrode, adressée en date du 7 de ce mois à M. le baron de Meyendorff, ministre de Russie à la cour d'Autriche, et dont les journaux ont publié l'analyse, est venue rétablir la vérité des situations et justifier les appréhensions de la Porte. Le cabinet de Saint-Pétersbourg ne veut pas des amendemens proposés par Rechid-Pacha, parce que les phrases qu'ils remplaceraient dans la note émanée de la conférence de Vienne attribuent à l'empereur Nicolas, selon l'interprétation complaisante de son chancelier, un droit de surveillance et même d'ingérence dans les rapports du sultan avec ses sujets chrétiens. Ainsi, entre la note de M. le prince Menchikof et celle de la conférence, M. le comte de Nesselrode n'établit aucune différence; on entend faire le même usage de l'un ou l'autre de ces documens. Ce n'est pas à la Russie que l'Europe aurait dit : Arrête-toi; c'est à la Turquie qu'elle aurait dit : Soumets-toi! Voilà en quelques mots où les choses en sont aujourd'hui, et de même qu'au début de la crise il ne s'agissait pas des lieux-saints, de même aujourd'hui il ne s'agit pas des priviléges de l'église grecque : c'est l'empire ottoman qui est en cause; on lui offre nettement l'alternative du vasselage ou de la ruine; on le livre, en attendant, à toutes les chances d'une révolution intérieure; on le contraint à appeler à son aide les tribus à demi barbares de l'Asie; on le jette dans des dé-

penses écrasantes; on le met dans l'impossibilité de faire une paix honorable; on le pousse, sciemment ou non, aux abîmes. Oui, nous le disons de toute la force de notre conscience, voilà, sans le vouloir peut-être, tout ce que l'on risque à Saint-Pétersbourg, et tout ce qui s'accomplira, si l'Europe ferme les yeux aux dangers qui la menacent. Pour nous, nous espérons que les gouvernemens ne failliront pas à leur tâche : la loyauté leur fait une loi de dire ce qu'ils ont voulu faire, et de restituer à leur intervention en faveur de la Turquie son véritable caractère. D'autres devoirs plus urgens leur sont encore imposés : le pouvoir du sultan, la population paisible de Constantinople, les nombreux étrangers qui habitent cette capitale, les églises grecques enfin, dont la Russie se dit la protectrice, sont à la merci de l'explosion soudaine d'un fanatisme imprudemment provoqué et à bout de patience. La place des escadres n'est plus aujourd'hui à Besika; elles ont été exposées assez longtemps dans cette baie aux rafales du vent du nord et aux brisans de la côte: c'est dans le Bosphore qu'il leur faut mouiller; l'humanité et l'intérêt politique l'exigent, et le traité du 13 juillet 1841 ne s'y oppose plus. Grâce à cet acte de dignité et de vigueur, les négociations, nous en sommes convaincus, n'en seront que plus efficaces, et l'Europe devra son repos et le maintien de son équilibre à l'énergique initiative de la France et de l'Angleterre. V. DE MARS.

Nous reprenons notre récit de la quinzaine sur la crise actuelle. — Il est impossible, quelles que soient les résolutions des divers gouvernemens intéressés dans les affaires d'Orient, de ne point remarquer la gravité singulière que vient de prendre tout à coup cette crise dans ces derniers jours. Engagée par l'ambition russe, ramenée par l'Europe à un point où on la croyait presque apaisée, puis ravivée par une décision inattendue de la Turquie, elle s'est trouvée replacée sur un terrain où elle ne semble pouvoir se dénouer que par un conflit, et où la balance penche de nouveau vers la guerre. A l'origine du moins, la question était, pour ainsi dire, intacte au point de vue des tentatives possibles de conciliation; on avait devant soi la voie des négociations. Tant que la diplomatie n'avait pas fait son œuvre, on pouvait croire à l'efficacité de ses efforts, on devait se reposer sur la puissance des intérêts universels, sur la solidarité de la plupart des états du continent, sur le bon accord qui s'est promptement établi entre les cabinets. La position est changée aujourd'hui; elle est changée pour tout le monde, pour la Turquie comme pour la Russie, comme pour les puissances médiatrices, et malheureusement, il faut le dire, c'est le refus de la Turquie de souscrire à la note préparée à Vienne qui est le principe de cette situation nouvelle. — Il s'est produit ce qui ne pouvait manquer de se produire : le divan interprétant et modifiant pour sa part la note de Vienne, la Russie l'a interprétée à son tour, et comme l'Europe, chargée de la médiation, a conservé aussi apparemment le droit d'attribuer un sens à ce qu'elle a fait, il se trouve en fin de compte que ce sont là trois interprétations différentes, dont aucune peut-être ne ressemble à l'autre. En un mot, il est arrivé, comme nous le disions récemment, qu'on ne s'est plus compris, on ne s'est plus entendu, là où tout devait être tranché par un esprit mutuel de conciliation. Il en résulte pour tous, pour l'empire ottoman, pour la Russie et pour l'Europe, une situation

qu'il ne faut point exagérer sans doute, mais sur laquelle il ne faut point aussi se méprendre. C'est un ordre nouveau de faits qui s'ouvre, où chacun a sa part et où les divers intérêts politiques qui se rattachent à cette question ne tarderont point indubitablement à se dessiner d'une manière plus nette.

Quand nous disons que la première faute du gouvernement turc a été de ne point accepter purement et simplement la note de Vienne, ce n'est pas qu'il eût essentiellement tort dans les modifications qu'il demandait : c'est parce que son refus était un obstacle au rétablissement de la paix, en provoquant inévitablement des difficultés nouvelles de la part de la Russie, tandis que son acceptation ne compromettait en rien ses droits et ses prérogatives, qui restaient sous la garde des puissances médiatrices, et c'est en cela justement que le cabinet ottoman a semblé apprécier inexactement sa situation vis-à-vis de l'Europe. Si la Turquie eût agi par elle-même, par ses propres forces, sans avoir besoin d'autre secours, elle était libre sans doute dans ses résolutions. Abritée, protégée par l'Europe, elle ne pouvait évidemment espérer se servir des flottes de la France et de l'Angleterre sans que celles-ci eussent à déterminer la mesure de leur concours et à stipuler pour leur propre intérêt. Or le maintien de la paix était l'intérêt de l'Angleterre et de la France parce que c'était l'intérêt européen, et c'était aussi, nous continuons à le croire, la condition la plus favorable pour l'empire ottoman lui-même. Le divan, dira-t-on, s'est vu aux prises avec des circonstances terribles qui durent encore; il n'a point accepté la note de Vienne, parce qu'il ne pouvait pas l'accepter sans risquer une révolution intérieure. Nous le savons bien; mais c'est précisément là l'élément le plus redoutable de cette phase nouvelle de la question d'Orient, parce qu'il en résulte que la direction des événemens n'appartient plus à la sagesse des cabinets, mais aux passions nationales. Oui, en effet, Constantinople est depuis quelque temps le théâtre de mouvemens singuliers; les passions belliqueuses tendent de plus en plus à l'emporter. Le sultan inclinerait vers la paix par caractère; l'un de ses principaux ministres, Rechid-Pacha, homme éclairé et acquis à la civilisation, serait pour la paix par réflexion, par un sentiment élevé des besoins de l'empire ottoman. Malheureusement ils sont dominés par la recrudescence du fanatisme turc qui les presse et les menace. Chaque nuit, dit-on, des placards sont affichés sur les principales mosquées, mettant le sultan en demeure de répondre par la guerre à la Russie, et réclamant le renvoi des ministres infidèles qui conseillent la paix. L'Europe elle-même est l'objet des manifestations les plus ridicules, parce que sans doute elle ne va pas assez vite pour ces barbares. Les populations chrétiennes répandues dans l'empire se sentent menacées par les passions musulmanes. Après avoir convoqué ses contingens, le sultan n'est plus maître de lui-même; il est à la merci de ces hordes asiatiques qu'il a appelées à la défense de l'indépendance ottomane, et qui submergent en quelque sorte le peu de civilisation qu'il pouvait y avoir dans l'empire. En un mot, la Turquie d'Europe est en ce moment le théâtre d'une invasion nouvelle plus barbare peut-être que la première invasion turque. Qu'arrivera-t-il dans ces circonstances? Il serait difficile de rien conjecturer. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'à l'heure qu'il est le gouvernement turc se trouve placé entre la folie d'une guerre qui peut être désastreuse, qui peut

amener les Russes aux portes de Constantinople, et le danger d'une révolution intérieure qui peut aboutir à la déposition du sultan actuel. Le refus d'accéder à la note de Vienne est en définitive l'expression de cette violente situation intérieure, si bien faite pour aggraver les complications du dehors.

Mais, il faut le dire, si malgré cette situation le refus de la Porte a été une faute, si au premier moment le cabinet ottoman semblait n'avoir d'autre parti à prendre que de revenir sur sa décision, au hasard d'avoir à invoquer le secours de l'Europe contre un soulèvement intérieur, il est bien difficile aujourd'hui que la Turquie accepte purement et simplement la note de Vienne, après les interprétations que vient de lui donner le cabinet de Saint-Pétersbourg. La Russie n'a point changé de position : elle a repris celle qu'elle avait au début, ce qui en vérité est bien assez. Dans cette déplorable affaire, où le plus beau rôle appartient naturellement au plus sage, les impressions se modifient incessamment, à mesure que la question se déplace, ou prend un caractère nouveau. A l'origine, c'est la Russie qui a soulevé en Europe la répulsion des cabinets par une politique qui ressemblait trop à un excès de la force. Quand la note de la conférence de Vienne est venue et qu'elle a été repoussée par le divan, tandis que le tsar l'acceptait, on s'est retourné contre la Turquie avec d'autant plus de vivacité peut-être qu'on s'attendait moins à son refus. Les commentaires récens du cabinet de Saint-Pétersbourg viennent rétablir les choses, parce que, après tout, la modération de la Russie n'a été qu'apparente. L'empereur Nicolas avait cependant la plus merveilleuse situation à prendre en tout ceci, il nous semble. Lors même qu'il eût consenti aux modifications sollicitées par la Porte, donnant ainsi des gages plus complets de son désir de la paix, qui eût songé à mettre en doute la puissance et l'efficacité de sa politique? Il a cédé à une autre pensée, et cette pensée, c'est toujours celle qui a présidé à la mission du prince Menchikof à Constantinople, celle que l'Europe a jugée déjà incompatible avec l'équilibre de l'Occident. Rien ne prouve mieux la persistance de l'ambition russe que la note de M. de Nesselrode à M. de Meyendorf, et le document qui explique le refus de la Russie d'accéder aux modifications de la Porte. Nous n'avons point le dessein de revenir sur des questions épuisées, de chercher à démontrer une fois de plus ce qu'il y a de peu justifiable au point de vue du droit dans les prétentions russes. Il y a cependant dans la note de M. de Nesselrode un argument singulier. — Si les changemens réclamés par la Porte sont insignifians, dit le chancelier de Russie, pourquoi en fait-elle dépendre son acceptation? S'ils sont importans, pourquoi s'étonner que nous refusions d'y acquiescer? — Oui, cela peut être, mais c'est là justement ce qu'on disait à la Russie dans les commencemens de cette crise. Si les prétentions qu'elle voulait faire reconnaître étaient fondées sur des traités existans, et si elles étaient toutes simples, pourquoi y tant tenir et réclamer des stipulations nouvelles? Si elles étaient quelque chose de très nouveau et de très sérieux, pourquoi trouver surprenant que la Porte, usant de son droit, refusât d'y accéder? Est-ce donc que la seule supériorité de l'argument russe, c'est la force? Ainsi, du côté de la Russie et de la Turquie, les choses en sont revenues à un point où un conflit est dans l'ordre des faits possibles et probables. Tout peut dépendre, dans ces circonstances, de quelque enga-

gement qui aura lieu vers le Danube, d'autant plus qu'il ne tient qu'à la Turquie de considérer la guerre comme ouverte par l'occupation des principautés moldo-valaques.

Quant à l'Europe, sa situation ne laisse point assurément d'être difficile après l'insuccès de sa récente médiation. La vérité est que pour le moment la conférence de Vienne n'a plus de but, et que l'action commune des gouvernemens a cessé. Il est arrivé pour la médiation ce qui est arrivé pour les parties principales dans cette malheureuse affaire : c'est qu'en voulant trop s'expliquer, on devait finir par ne plus s'entendre. La différence des points de vue devait reparaître : chacun avait sa politique, ses engagemens, ses précédens, et après avoir délibéré une note en commun, le difficile était de se concerter également sur le degré d'action à employer pour la faire accepter. Il en résulte que les conseils portés à Constantinople ne devaient point être les mêmes. L'Autriche a pu conseiller à la Porte une acceptation pure et simple. L'Angleterre et la France, bien que regrettant la décision du divan, ont pu s'arrêter en présence des commentaires que la Russie faisait de la note de Vienne. C'est dans ces conditions que se produit aujourd'hui un événement qui n'est point évidemment sans importance, — le voyage de l'empereur Nicolas au camp d'Ollmütz, où il doit rencontrer le jeune empereur d'Autriche. Quel est jusqu'ici le sens de cette entrevue de souverains? Indépendamment des résultats que nous connaîtrons sans nul doute, il faudrait d'abord peut-être lui ôter un caractère trop général, surtout si, comme on l'assure, le roi de Prusse, en présence de l'opinion manifeste de Berlin, a refusé de se rendre à Ollmütz; mais enfin il reste toujours l'Autriche. Le tsar a voulu certainement essayer son ascendant personnel, qui est grand, sur l'empereur François-Joseph. Il a voulu sonder par lui-même le secret de la politique autrichienne, qui s'était jusqu'à un certain point montrée indépendante dans ces derniers temps, et la ramener probablement à ses desseins. Dans quelle mesure réussira-t-il? C'est là la question. Dans les affaires d'Orient elles-mêmes, l'Autriche a certainement des intérêts très distincts de ceux de la Russie; en outre il lui reste à peser ce qu'elle a à gagner au maintien de la paix générale, et ce qu'elle pourrait risquer dans une conflagration qui menacerait l'Europe. Ce qu'elle peut risquer, c'est le sort de ses provinces slaves d'un côté, et celui de ses provinces italiennes de l'autre. Il ne faut pas que l'Autriche oublie qu'elle a encore ces deux lourds fardeaux : la Hongrie et la Lombardie. Que des difficultés sérieuses s'élèvent en Europe, qui pourrait dire que l'Italie ne s'ébranlera pas? Faut-il donc un regard si pénétrant pour voir le travail des esprits dans ce pays, cette perpétuelle irritation de la fibre nationale frémissante sous la domination étrangère? Et en ce moment même, les relations de l'Autriche avec le Piémont sont-elles si sûres, si faciles, qu'elles ne puissent devenir une occasion des complications les plus sérieuses? Toutes ces considérations, l'Autriche les a présentes sans nul doute, et si elle ne les avait pas présentes, on les lui rappellerait probablement. Voilà pourquoi, la Prusse ne participant pas d'ailleurs directement aux conférences souveraines d'Ollmütz, nous ne croyons pas qu'il en puisse rien sortir de très décisif, malgré les puissantes séductions du tsar. Le jeune souverain de l'Autriche est à peine sur le seuil de son règne. Monté au trône après une révolution et ayant eu la fortune de rasseoir son empire, c'est à

lui de voir s'il doit compromettre cette œuvre pénible, accomplie par la main victorieuse de ses généraux et par la politique énergique du prince Schwarzenberg, qui eût maintenu intacte, à coup sûr, l'indépendance de l'Autriche dans la crise actuelle. Après tout, cette indépendance de la politique autrichienne vis-à-vis de la po itique russe est la seule chose à désirer pour que l'accord soit possible, naturel, nécessaire même, entre le cabinet de Vienne et les autres gouvernemens de l'Occident.

Mais, à quelque parti que s'arrête l'Autriche, que feront l'Angleterre et la France? L'envoi aux Dardanelles d'une partie des flottes combinées n'est-il pas déjà le sûr indice de la résolution qu'elles ont prise? Le refus du divan, on ne saurait le dissimuler, avait mis un instant les deux puissances dans une situation singulière, soit à l'égard de la Porte, soit à l'égard de la Russie. Comment continuer à couvrir l'empire ottoman après avoir préparé pour lui un arrangement qu'on croyait acceptable, et qui n'était pas accepté? Et d'un autre côté, comment le contraindre par la force ou l'abandonner à son destin? Le seul moyen était la voie des conseils diplomatiques, et ce moyen, la Russie est venue le paralyser en assignant à la note de Vienne un sens qu'elle ne pouvait avoir, de telle façon que l'Angleterre et la France se trouvent en réalité replacées dans une situation plus naturelle, ayant encore à défendre dans l'indépendance de l'empire ottoman un intérêt européen, comme à l'origine de la crise. Seulement les deux gouvernemens n'auront-ils pas cette fois à agir d'une manière plus décisive et plus efficace? Au premier mouvement, il se peut que la place des flottes anglaise et française ne soit plus à Besika, mais à Constantinople, et ceci pour deux raisons des plus sérieuses : la première, pour défendre la Turquie contre des actes ultérieurs d'hostilité de la part de la Russie; la seconde, pour protéger le sultan et les chrétiens de l'empire contre les hordes barbares qui les menacent. Il y a là un double intérêt à sauvegarder en présence de l'invasion russe et du fanatisme turc, excité, dit-on, par des agens étrangers. C'est de cette manière que l'Angleterre et la France peuvent le mieux marquer le sens élevé qu'elles attachent à la protection dont elles couvrent l'empire ottoman, protection qui ne cache aucune vue ambitieuse, qui s'appuie au contraire sur l'intérêt le plus actuel de l'Europe et de la civilisation. Là nous semble le but. Quant au reste, nous n'avons pas la prétention de savoir les moyens qu'emploieront les gouvernemens, et moins encore de pressentir les phases diverses par lesquelles peut passer encore la question d'Orient. Déjà l'opinion publique commence à s'émouvoir en Angleterre. Des *meetings* nombreux s'assemblent, et laissent apercevoir un mouvement prononcé contre la politique russe. Ce n'est point certainement à dire qu'il faille souscrire à tout ce qui se débite au-delà du détroit, ni même qu'on doive utiliser les services de M. Kossuth. Le mieux au contraire, c'est de se dispenser de tels services, et de ne pas permettre à M. Kossuth d'aller les offrir à qui que ce soit. Il y a lieu de croire d'ailleurs que le divan ne les accepterait pas; cependant il est bon que l'opinion publique en Angleterre comprenne le danger de pareilles alliances.

Ces mouvemens de l'opinion publique à l'occasion de quelque grande question politique sont fréquens en Angleterre. Ils s'étendent facilement à tout le pays, non pas toujours sans excès et sans excentricités, mais le plus sou-

vent sans danger. Dans leur ensemble, ils constituent une force qui peut être en certains instans l'appui des gouvernemens. En France, par malheur, voici longtemps qu'on cherche un milieu entre s'occuper trop et s'occuper trop peu de politique, et même quand la politique court les rues et les places publiques, les questions extérieures ne sont pas ce qui passionne le plus. Qu'est-ce donc dans ces périodes de stagnation qui suivent les agitations prolongées! Qu'on observe aujourd'hui l'état du pays : rien ne serait plus curieux à rechercher que l'influence et le retentissement de la question d'Orient dans la vie intérieure de la France. A Paris, on s'en émeut; elle a son effet à la Bourse; elle est matière à nouvelles et souvent à spéculations hasardées. A un autre point de vue, les esprits politiques s'en préoccupent. Bien des gens ne la connaissent pas toujours, mais ils en parlent et ils s'arrangent de leur mieux pour s'y intéresser. La question étant à la mode, ils ne peuvent faire autrement. Dans la masse du pays, la question d'Orient prend un tout autre caractère. Nous ne voulons pas dire qu'elle rencontre l'indifférence; seulement elle devient quelque chose de très lointain et presque étranger à l'ensemble normal des intérêts. C'est presque une affaire de luxe, si l'on nous passe ce terme. Cela n'a rien de bien surprenant. En France, comme nous le disions, on connaît peu en général les questions extérieures, on les suit peu, on n'aperçoit que la paix ou la guerre qui peut en sortir, et l'opinion se prononce par des considérations le plus souvent fort étrangères aux questions elles-mêmes, selon les dispositions générales du moment, comme le veut l'invisible courant qui traverse l'atmosphère. Il est des instans où on ferait la guerre pour rien en France, et il en est d'autres où ce serait beaucoup que de l'accepter pour les intérêts les plus sérieux. Or on ne saurait se dissimuler que la question d'Orient se présente dans une heure où l'instinct de la paix a une singulière puissance. Allez dans quelques provinces, et tâchez de vous reconnaître dans cette absence de tout symptôme de vie publique. Ce qui domine d'abord, c'est le sentiment du repos après les tempêtes passées. C'est à peine si on est revenu encore. Parlez des affaires d'Orient, il se peut qu'on vous réponde par l'expression de préoccupations bien différentes et d'ailleurs très sérieuses par elles-mêmes. La solution des crises extérieures, on en remet sans effort le soin au gouvernement. Ce qui préoccupe, parce qu'il y a un intérêt plus rapproché, c'est l'affaire des subsistances, l'état des marchés, le mouvement du prix des grains; c'est encore la maladie qui s'étend sur la vigne dans un assez grand nombre de contrées, — chose plus grave peut-être qu'un déficit de grains, parce que ce déficit peut se combler dans un an, tandis que la maladie de la vigne non-seulement atteint un objet d'alimentation, mais encore peut menacer pour longtemps un des élémens les plus considérables du commerce extérieur. Il semble même que cette influence néfaste atteigne cette année tous les fruits de la terre. Dans ce concours de circonstances diverses, il n'y a sans doute nul sujet d'alarme; il y a lieu du moins à de sages et opportunes mesures en tout ce qui est du ressort de la prévoyance et de l'habileté humaine.

Le gouvernement tout le premier y porte son attention. On a vu récemment quelques-unes des dispositions qu'il a prises pour faciliter l'entrée et la circulation des grains. Il vient encore de dégrever un autre objet de consommation en réduisant les droits à l'importation des bestiaux et des viandes

fraîches ou salées. Cette réduction n'est point peu de chose, puisque sur certains articles, sur les bœufs par exemple, le droit s'abaisse de 50 francs à 3 francs par tête. Quelle sera dans l'application la portée de ce décret? Il a évidemment pour but de faire diminuer le prix des viandes livrées à la consommation et de rendre accessible au plus grand nombre une alimentation substantielle. En lui-même, le principe est excellent; mais, en réalité, ses effets tiennent à une infinité de circonstances, à la différence des conditions locales. A Paris notamment, il n'est point sûr que l'abaissement des droits d'importation ait un résultat bien sensible, tant que la boucherie restera un monopole. C'est ce monopole plus que tout le reste qui favorise le maintien de prix élevés sur les viandes. Nous savons tout ce qu'on peut dire pour la défense du commerce constitué comme il l'est aujourd'hui. Il n'y a point cependant de priviléges à Londres, et l'Angleterre ne s'en trouve pas plus mal. L'existence du privilége fait que souvent des mesures prises dans l'intérêt des consommateurs commencent par profiter aux commerçans eux-mêmes; l'effet s'arrête en route. Quant aux campagnes, il est certain qu'il en est beaucoup où l'usage de la viande est peu répandu, où il est même plus rare que ne le pensent parfois les économistes, qui voient souvent de chez eux; mais cela tient-il à l'élévation des droits d'importation? Il n'en est rien. Cela tient sans doute en partie au peu de ressources des habitans des campagnes, et aussi à des habitudes d'alimentation différente, à de la sobriété chez beaucoup, à de l'économie. Nous étonnerions peut-être bien des gens en leur parlant de contrées en France où il y a des paysans même riches qui n'achètent point de la viande dix fois en une année, et où il n'y a point de boucher : à quoi nous pouvons ajouter au surplus que la population y est aussi saine et aussi vigoureuse qu'ailleurs. Il n'en faut pas conclure qu'il n'y ait rien à améliorer dans cet état de choses. Il faut au contraire s'efforcer de rendre possible et facile pour tous une nourriture substantielle; mais en même temps il ne faut pas croire avoir tout fait, avoir pourvu à tous les besoins en faisant une sorte d'idéal dithyrambique de l'usage de la viande. Quant à nous, notre économie politique serait bien simple : elle consisterait à ne laisser subsister nulle part aucun monopole dans le commerce de la boucherie pour que le privilége ne maintienne pas un objet essentiel de consommation au-dessus des ressources du plus grand nombre, — à développer du mieux qu'on peut l'aisance chez les habitans des campagnes en les laissant libres de faire ce qu'ils veulent, même de ne pas manger de la viande, si cela leur convient, — et à maintenir parmi eux de salutaires influences morales, pour qu'ils ne se créent point des goûts et des besoins factices, et pour qu'ils ne soient pas un peu moins riches dans le bien-être qu'on leur aura donné que dans leur pauvreté première.

Quant aux incidens politiques d'une autre nature propres à caractériser notre situation intérieure, le plus saillant sans doute est le discours de l'empereur à la levée du camp de Satory. Deux paroles sont à remarquer surtout dans ce discours : l'une qui remet aux armées le soutien des empires dans les temps difficiles, l'autre qui fait de l'abnégation, du désintéressement de la vie militaire une sorte de reproche aux énervemens de la paix, à l'amour des richesses qui se développe dans d'autres classes : paroles également graves, également significatives, de quelque manière qu'on les comprenne.

Et comme au milieu des choses les plus sérieuses la comédie a toujours quelque place dans une société comme la nôtre, voici que les tables tournantes sont encore en jeu. Il y avait longtemps qu'on n'avait ouï parler des tables tournantes; elles n'avaient point cependant disparu de la scène. Des brochures de toute couleur se sont succédé pour expliquer le merveilleux phénomène, pour l'exalter ou pour le maudire. Des évêques même, dit-on, ont eu l'extrême conscience de s'en occuper, ce qui dénotait de la part des dignes prélats une opinion peu rassurante sur le compte de leurs ouailles. Il est pourtant curieux de voir comment des choses de ce genre peuvent agir sur les esprits violens et excessifs de la plus diverse nature. L'autre jour, M. Agénor de Gasparin n'écrivait-il pas des lettres pour confesser le prodige avec une naïve et ardente conviction? Et bien mieux encore, il s'est trouvé un ancien représentant montagnard qui a surpassé tous les miracles : il a fait parler les tables tournantes, lesquelles lui ont dicté un livre : *Sauvons le genre humain!* que le confident du bois miraculeux a demandé l'autorisation de publier. L'ancien représentant montagnard n'a qu'un scrupule, c'est que les merveilleuses tables ont bouleversé toutes ses idées démocratiques, ou du moins les ont sensiblement modifiées. Quand nous disions, il y a quelque temps, que les tables tournantes simplifieraient singulièrement l'art de gouverner! Voilà déjà que d'un coup elles sauvent le genre humain! Et c'est ainsi qu'au sortir des bouleversemens on ne peut se remettre au simple et paisible exercice de l'intelligence. On a goût à l'excentrique; on se jette dans l'excès ou la puérilité, — choses qui ne s'excluent pas toujours, qui se complètent au contraire, et font un tableau au moins aussi curieux, sinon plus miraculeux que les tables tournantes.

Ce n'est pas en un jour que les traces de si profondes commotions s'effacent. On peut les suivre encore dans les choses de la pensée, même quand elles ne sont plus ailleurs. Elles se font reconnaître à l'inquiétude des uns, à la lassitude des autres, à l'incertitude de tous, aux influences qui se prolongent, à l'obstination avec laquelle on se reprend sans cesse à considérer et à reproduire certaines époques en qui se résument toutes nos luttes, tous nos combats. Quelle époque, plus que la révolution française, a conservé le don de s'imposer aux imaginations, de les troubler et de les égarer même, en restant toujours une chose vivante et présente? On a beau faire, c'est là qu'il faut revenir comme à la source génératrice de notre temps. Aussi, dans la multitude d'œuvres qui voient encore le jour, en est-il régulièrement un bon nombre sur la révolution. La politique et la philosophie la commentent, le drame et le roman la mettent en scène, l'histoire la raconte dans ses moindres détails; chaque parti, chaque faction a son point de vue et son témoignage. Par tous les points, l'intelligence contemporaine mord au sinistre sujet. Cela prouve qu'en dépit du temps, des expériences et des transformations, nos comptes ne sont pas réglés avec la grande époque, — grande surtout par les formidables problèmes qu'elle a posés. Cela signifie que la révolution reste malgré tout à l'état de mystère et de doute pour la conscience humaine. Malheureusement rien n'est moins fait que la nouvelle histoire achevée en ce moment par M. Michelet pour éclaircir ces doutes; elle ne peut qu'y ajouter au contraire les fumées d'une imagination devenue ma-

lade à force de se surexciter elle-même dans la contemplation solitaire de ces lugubres années.

Entre tous les écrivains de ce temps, M. Michelet avait autrefois un talent original et élevé. Il avait un fonds d'inspiration personnelle, sympathique et émue, qui s'alliait à une érudition savante, à un grand art d'interroger le passé et de le faire revivre. On n'a point oublié les pages attachantes et pittoresques de son *Histoire de France* où il donne une couleur si vive et si forte à la géographie de notre pays dans sa formation. Qui ne se souvient de l'épisode de Jeanne d'Arc? Ce talent, nous ne voulons pas dire que M. Michelet ne l'a plus; mais, — on peut le voir encore par ses derniers volumes de l'*Histoire de la Révolution française*, — il s'est livré au souffle de ces orages où les esprits médiocres se boursouflent et se guindent, où les esprits comme le sien contractent quelque chose de fébrile et de maladivement nerveux. Il erre comme une âme en peine dans ce dédale de luttes, de violences et d'immolations; il va d'un événement à l'autre, d'un homme, d'un parti à l'autre, de Marat à Chalier de Lyon, de Danton à Robespierre, des girondins aux montagnards, des cordeliers aux jacobins, demandant partout qui lui donnera un gouvernement, cherchant partout la réalisation d'un idéal qui ne vient guère, on le comprend. La seule chose bien claire, c'est une sorte d'enthousiasme mystique de l'auteur pour l'idée même de la révolution, dont il fait une religion; mais comme après tout il ne peut abdiquer un certain instinct élevé, il se trouve assez bizarrement partagé quelquefois entre son enthousiasme et une espèce d'ironie violente pour tous ces petits personnages qu'il décompose, qu'il dissèque et qu'il démasque sans trop de façons. En vérité, au milieu de toutes les formules d'admiration, on n'est pas plus sévère pour ce pauvre grand homme de Robespierre; on ne saurait le railler d'un ton plus dégagé sur ses prétentions au pontificat, à la divinité : — « Un prêtre, une idole, un pape! » dit ironiquement de lui M. Michelet. Il faut voir comme l'auteur peint ce pur, cet incorruptible jouant de son mieux à la bascule, ne demandant pas mieux que d'incliner vers la clémence et se réfugiant dans la terreur tout simplement pour se soutenir, attendant le moment de « serrer ces drôles » d'Hébert, Vincent et autres, et jusque-là se servant d'eux en tolérant leurs corruptions, ne sachant à quoi se résoudre, et en fin de compte emporté par un orage qu'il ne sait pas prévenir. Quant au tribunal révolutionnaire, s'il ne s'agissait d'une telle tragédie, les traits de l'historien ne seraient-ils pas amusans, lorsqu'il trace le profil de cet « excellent juré qui, étant idiot, à tout hasard tuait toujours, » et de cet autre, meilleur et plus solide encore, insensible à toute émotion, à tout incident, « véritable idéal du juré, — il était sourd? » Après cela, M. Michelet a bien quelque droit de se demander avec scrupule s'il a conservé tout le respect possible pour ses héros. Tout se mêle un peu dans le livre de M. Michelet, et il est tel passage de son histoire où, dans un accès d'illuminisme, il en vient à être parfaitement convaincu que la fureur révolutionnaire supplée à toute sorte de capacités, et dispense de savoir les finances, la diplomatie ou la guerre. Il est vrai que l'auteur a également sa théorie sur les femmes, lesquelles, selon lui, embrouillent la politique par leurs passions, mais seraient beaucoup plus propres que les hommes à l'administration. M. Michelet place

les femmes entre l'administration et le sacerdoce, pour lequel elles ont aussi une vocation toute spéciale, à ce qu'il paraît. Voilà pourtant où peut tomber une imagination malade! Tout cela se presse et se mêle dans un récit haché, fantasque, plein de boutades humoristiques. Cette histoire était commencée avant 1848; février est venu et n'en a point changé l'esprit. Seulement elle était autrefois une arme de parti, elle ne peut plus guère être cela aujourd'hui et n'est pas davantage une sérieuse histoire. Tout au plus est-elle un symptôme de certaines tendances morales et intellectuelles de notre temps et des ravages que peut causer dans une imagination cette espèce de fanatisme mystique de la révolution.

Si on étudiait les maladies morales, les symptômes intellectuels du moment présent, ce genre de mysticisme révolutionnaire serait certes au premier rang; il y aurait encore par malheur dans la vie morale des hommes d'aujourd'hui plus d'une nuance, plus d'une singularité, plus d'une corruption, ou bien d'autres erreurs périlleuses, quoique sous des apparences plus inoffensives, qu'il serait facile d'analyser et de décrire sans se rejeter dans l'histoire. C'est ce que fait l'auteur du *Mariage au point de vue chrétien*, par un procédé plus direct d'observation, dans un livre nouveau et un peu étrange sur *Quelques défauts des Chrétiens d'aujourd'hui*. On connaît l'auteur et son zèle de prosélytisme protestant et sa verve assez âpre de moraliste presque sectaire. Or cette verve et ce zèle, Mme de Gasparin les emploie avec une sincérité passionnée à signaler des défauts qu'elle connaît sans nul doute, tandis que de son côté M. Agénor de Gasparin s'occupe à méditer et à écrire sur les tables tournantes, s'exposant ainsi à d'assez dangereux rapprochemens avec les montagnards en disponibilité. N'est-il point étrange que ce soit l'auteur du *Mariage au point de vue chrétien*, du *Journal d'un Voyage au Levant*, qui entreprenne une croisade contre l'esprit de secte, contre l'étroit formalisme et les passions exclusives des petites églises, contre le rigorisme intolérant? Mme de Gasparin n'y va pas même de main légère, et il ne serait point impossible, à tout prendre, que sans y songer elle ne se blessât elle-même parfois, et qu'elle ne fût la première à tomber dans quelques-uns de ces défauts qu'elle signale : pure affaire d'habitude. L'auteur est d'humeur prêcheuse et ne peut si subitement y renoncer. Le formalisme, l'esprit de secte, le mysticisme même, sont des caractères généraux que Mme de Gasparin peut décrire avec verve, mais qui n'ont rien de particulièrement propre à notre siècle. Ce temps-ci cependant n'est point sans lui offrir plus d'un trait nouveau, par exemple ce radicalisme qui se pare d'une couleur chrétienne, cette espèce de communisme qui se déguise sous un habit religieux et qui va s'entretenir dans les agapes fraternelles. Ce qu'est ce radicalisme sous sa forme purement révolutionnaire, nous l'avons vu ces dernières années : Mme de Gasparin le montre sous une autre forme. Il y a donc, à ce qu'il paraît, quelque part, dans l'ombre des églises que connaît l'auteur, des agapes fraternelles? On s'y réunit pour causer, pour prier, pour prendre le thé, pour se dire qu'on est frères en Christ. La cuisinière s'asseoit à côté de sa maîtresse, le cordonnier à côté de son client. Le prétexte, c'est l'édification mutuelle et la fraternité chrétienne; le vrai mobile, c'est la passion du nivellement. Par malheur cela ne change rien, et après comme avant il faut en revenir à ce mot d'un domestique que rapporte l'auteur : « Hier soir nous étions tous *messieurs;* ce matin c'est encore : Pierre, apportez-moi

mes bottes! » Et c'est là l'histoire de ces comédies d'égalité, même quand ce sont des chrétiens qui les jouent, et surtout quand ce sont des démocrates. Le livre de Mme de Gasparin doit avoir à coup sûr une destination spéciale, et nous n'avons nulle envie d'y regarder : il vaut mieux s'arrêter aux aperçus plus généraux, aux vérités de tout le monde. Oui, Mme de Gasparin a raison quand elle dit que nous ne savons pas trouver un milieu entre l'excès de l'indépendance et l'excès de la servilité; que ce qui nous manque, c'est le caractère. Elle a raison aussi lorsqu'elle dit spirituellement que nous sommes dans « le siècle du gris, » que nous aimons les demi-jours, les vérités à demi effacées, les subtilités, les interprétations bizarres, ce que l'auteur appelle en un mot « des cheveux partagés en quatre. » Tel est l'effet de l'abus de l'intelligence fonctionnant à vide, si l'on nous passe cette expression.

Ce n'est point sûrement qu'il faille se hâter de proscrire les études abstraites, l'analyse morale, qui a joué un si grand rôle de nos jours. Cela veut dire plus simplement qu'il y a aussi pour l'intelligence une utilité féconde et comme un préservatif salutaire à se retremper dans la réalité, dans l'observation exacte des faits, dans la contemplation virile des mouvemens et des transformations du monde. On apprend là peut-être à se guérir des fantaisies et des utopies. Ce siècle au fond n'est pas si dénué de vie, qu'il n'offre les élémens les plus nombreux et les plus variés; le difficile est de classer ces élémens et d'en saisir l'ensemble. Et dans cet ordre de travaux, pourquoi ne parlerions-nous pas d'un livre, — l'*Annuaire des Deux Mondes*, — à qui il ne nous est point interdit sans doute de faire sa place par cela seul qu'il est né auprès de nous, au milieu de nous? L'*Annuaire* n'a pas la prétention d'être un ouvrage de spéculation philosophique, de partager des cheveux en quatre, comme le dit Mme de Gasparin, ou de tirer de la révolution une religion, comme le veut M. Michelet : il a la prétention de rassembler des faits et des documens qui ne sont point à la portée de tous, et de faire de ces documens le tissu d'un récit complet et exact; il a la prétention de résumer tous les ans l'histoire de tous les peuples, de leur diplomatie, de leur développement politique intérieur, de leurs progrès intellectuels, de leur commerce, de leur industrie, de leurs finances, de telle façon qu'on puisse avoir en un moment sous les yeux le spectacle de la civilisation contemporaine à mesure que les événemens s'accomplissent, et qu'on sente en quelque sorte dans ce tableau renouvelé d'année en année les palpitations du monde. Ce qu'il y a de curieux en effet dans une publication de ce genre, c'est de pouvoir suivre pour ainsi dire jour par jour la marche de la politique et des intérêts, de pouvoir prendre sur le fait l'agrandissement de certaines races, le dépérissement de certaines autres, le mouvement compliqué des influences qui s'agitent pour se disputer la prépondérance. Ce ne sont à coup sûr ni les épisodes curieux, ni les questions graves, ni les luttes décisives, qui manquent dans cette histoire contemporaine pour mettre en relief ce travail universel des peuples. Il y a trois ans déjà que l'*Annuaire* a commencé de paraître, et ce sont par conséquent trois volumes qui ont vu le jour avec le dernier, qui comprend la période de 1852-1853. Qu'on observe dans cet intervalle les événemens qui se sont produits : l'Europe a changé de face; là où la république existait comme en France, un empire est né; les monarchies ébranlées et menacées de dislocation, comme la monarchie autrichienne, se sont progres-

sivement rassises. Aux mouvemens de 1848 et 1849 une réaction immense a succédé. L'Italie, sauf le Piémont, est retombée sous le pouvoir absolu. Seule l'Angleterre a poursuivi durant ces années le cours victorieux de ses destinées, ajoutant chaque jour à sa fortune; et tandis que s'opérait ce mouvement intérieur dans chaque pays, il naissait à l'horizon une question qui tient encore la politique extérieure en suspens : les projets de la Russie sur l'Orient se dessinaient non pas sous un jour nouveau, mais dans un sens plus décisif et plus menaçant. Étendons nos regards hors de l'Europe. Au-delà des mers, ce sont les États-Unis qui grandissent d'année en année; c'est le Mexique qui se débat dans la plus effroyable anarchie, prêt à être envahi et dévoré; c'est l'Amérique centrale qui est le théâtre des rivalités des Anglais et des Américains; ce sont toutes les républiques de l'Amérique du Sud qui travaillent péniblement à s'organiser et à vivre : elles ne travaillent à s'organiser que depuis quarante ans! Sur un autre point enfin, vers l'extrême Orient, en Chine et dans l'Inde, des révolutions s'accomplissent, des conquêtes se préparent ou se poursuivent. C'est cet ensemble si complexe et si varié de faits contemporains que l'*Annuaire* a l'ambition de reproduire. Nous ne voulons point toucher aux questions générales qui sont encore à résoudre, non plus qu'aux événemens de France, où il y aurait pourtant plus d'un détail curieux à recueillir sur la reconnaissance de l'empire par les gouvernemens étrangers; mais il y a à côté plus d'un de ces incidens qui passent obscurément quand ils arrivent, parce qu'on n'en sait pas le secret, et qui trouvent ici leur explication.

Transportons-nous à Naples, et souvenons-nous de deux incidens dont l'un a fait quelque bruit à son heure, et dont l'autre est passé presque inaperçu : nous voulons parler des *Lettres* de M. Gladstone sur l'état napolitain et de la retraite du président du conseil, le marquis Fortunato, qui suivit quelque temps après. Quel rapport pouvait-il y avoir entre ces deux incidens? C'était là un point assez peu éclairci, peut-être peu important, mais qui dévoile un fait singulier, — le rôle de la crainte là où il n'y a qu'un maître faisant tout, réglant tout, quelque honnête que soit ce maître d'ailleurs. Or tel est l'état du royaume de Naples, où la puissance la plus absolue n'a de correctif que la conscience du monarque. Avant de publier ses *Lettres*, M. Gladstone avait fait savoir, par l'organe de lord Aberdeen, au gouvernement de Naples qu'il ne les mettrait pas au jour, s'il était tenu compte des faits qu'elles révélaient, et si la liberté était rendue au jeune Poerio, impliqué dans le procès de *l'Unité italienne*. Cet avis, le prince Castelcicala, ministre napolitain à Londres, le transmettait à son ministre des affaires étrangères, le marquis Fortunato; mais celui-ci craignit de blesser les susceptibilités du roi en lui communiquant les conditions de M. Gladstone : il ne fit rien, et les *Lettres* parurent. Peu après, au milieu des polémiques soulevées à ce sujet à Londres, le prince Castelcicala recevait une assez verte semonce de lord Palmerston, et était rappelé par son gouvernement. Admis à l'audience royale, le prince Castelcicala avait à essuyer de vifs reproches de ce qu'il n'avait pas su prévenir la publication du pamphlet de M. Gladstone, ou du moins la connaître d'avance. Pour toute réponse, le prince n'avait qu'à produire la dépêche qui transmettait l'avis de lord Aberdeen; mais alors la colère royale retombait sur le marquis Fortunato, qui ne pouvait alléguer que la crainte où il avait

été de déplaire au roi. La conclusion était une sorte de révocation du président du conseil. Quant à la moralité, elle peut être double : cela prouve d'une part que les maîtres absolus peuvent faire des serviteurs dévoués, mais non pourvus toujours d'un sentiment suffisant de la responsabilité, et de l'autre, que quand il s'agit uniquement de complaire à une volonté, on se trompe souvent, on risque de trop faire ou de ne pas faire assez. Un autre fait non moins curieux et qui n'est pas plus connu, c'est la négociation qui avait lieu en 1852 entre le saint-siége et le gouvernement anglais, — négociation où en définitive ce dernier n'a eu le dessus sous aucun rapport. Après la grande affaire de l'établissement de la hiérarchie épiscopale, le cabinet anglais voulait fonder une légation à Rome, et de plus il promettait une protection spéciale à l'église catholique d'Irlande, si la cour de Rome voulait diriger l'action politique de cette église dans un sens conforme aux vues du gouvernement britannique. Le saint-siége se refusait formellement à toute immixtion dans les luttes de partis en Angleterre, et quant à la fondation de la légation britannique à Rome, il ne la voulait admettre à aucun prix, à moins de l'abrogation du bill voté il y a quelques années, en vertu duquel le représentant du pape à Londres ne peut avoir qu'un caractère purement laïque.

Il serait facile de recueillir bien d'autres faits de ce genre; mais c'est déjà de l'histoire qui n'est presque plus contemporaine, tant les années s'écoulent vite : c'est du passé, et le présent est là avec ses incidens nouveaux et ses crises plus récentes. On n'a qu'à ouvrir ce livre au chapitre de l'Espagne, on y trouvera le germe et les commencemens des faits qui se produisent aujourd'hui au-delà des Pyrénées. La situation présente de ce pays est du reste assez difficile à définir. Depuis deux ans, la Péninsule se trouve placée entre une pensée de réforme constitutionnelle et l'impossibilité d'accomplir cette réforme. D'un côté, la pensée a semblé subsister jusqu'ici invariablement dans les conseils du gouvernement; de l'autre, un tel projet a rencontré une invincible opposition chez le plus grand nombre des hommes éminens du parti conservateur lui-même. La lutte se poursuit et se résout périodiquement en crises ministérielles qui jusqu'à ce moment n'ont eu aucun résultat très appréciable. Depuis la fin de 1852, trois cabinets se sont succédé, et en réalité il y a eu peu de différence dans leur politique. Lorsque M. Bravo Murillo tombait du pouvoir, on croyait que le cabinet présidé par le général Roncali allait porter aux affaires une autre pensée, un autre esprit; il n'en était rien cependant, et bientôt ce ministère était conduit aux mêmes extrémités que le précédent. Un nouveau cabinet se formait, à la tête duquel était le général Lersundi; celui-ci avait-il une pensée différente, surtout plus arrêtée? Le ministère Lersundi était animé sans doute d'intentions excellentes de conciliation; quant à sa politique, il n'a vécu qu'à la condition de ne point s'expliquer, de ne point toucher aux questions les plus graves et les plus urgentes, telles que la convocation des cortès par exemple. Toutes les fois qu'il a voulu prendre une décision sur un point important, il s'en est suivi une dislocation ministérielle. C'est ainsi que MM. Manuel Bermudez de Castro et Claudio Moyano sont sortis successivement du cabinet. Aujourd'hui, après avoir eu la plus extrême peine à se compléter, c'est le cabinet tout entier qui disparaît; il disparaît par les mêmes causes qui ont fait toutes les crises ministérielles depuis six mois, parce qu'il n'a pu se résoudre ni à revenir purement

et simplement à l'ordre constitutionnel, ni à tenter d'une manière quelconque un changement dans la régime politique de l'Espagne. Dans ces conditions, quel est le caractère du nouveau cabinet? Voyons d'abord les hommes. Le président du conseil, M. Sartorius, comte de San-Luis, est, comme on sait, un ancien publiciste ayant été ministre avec le général Narvaez. Il avait été opposé aux projets de réforme de M. Bravo Murillo. Dans ces derniers temps cependant, il s'était séparé de ce qu'on appelait la coalition pour se rapprocher des cabinets Roncali et Lersundi. M. Roca de Togoras, marquis de Molins, a fait aussi partie du ministère Narvaez. M. Esteban Collantes a été un moment dans le dernier cabinet. Le général Blaser est un officier d'opinions politiques peu marquées jusqu'ici. Le fait le plus singulier est la présence d'un progressiste, de M. Domenech, dans le conseil nouveau. Maintenant, nous le répétons, quel est le caractère de ce cabinet? Si on avait voulu former un ministère conservateur purement constitutionnel, c'étaient d'autres hommes plus importans qui étaient désignés au pouvoir, non pas peut-être à l'exclusion du comte de San-Luis, mais avec lui du moins. S'il s'agissait de donner une place aux progressistes dans le pouvoir, ce qui ne s'expliquerait en rien du reste, on aurait pu trouver quelque chef de ce parti plus marquant que M. Domenech : c'est donc encore un essai de transaction tenté seulement dans d'autres conditions que les précédens. Sur quelles bases s'opérera cette transaction? C'est là ce qu'il est impossible de savoir encore d'après la composition un peu hétérogène du ministère. Si les cortès ne sont pas convoquées, ce ne sera guère que la politique de ces derniers mois continuée; si elles sont réunies, nous ne savons comment le nouveau cabinet fera pour se soutenir, à moins de procéder à une dissolution nouvelle : là en est pour le moment la situation de l'Espagne.

Au fond de l'Amérique du Sud, la République Argentine vient encore d'avoir un changement de décoration politique, une révolution nouvelle, ou plutôt la fin d'une révolution, si tant est que ce soit la fin. On sait quels mouvemens successifs, contradictoires et toujours anarchiques ont eu lieu à Buenos-Ayres depuis la chute de Rosas. Menace d'un soulèvement, coup d'état, révolution contre le coup d'état, insurrection contre insurrection, tout cela a rempli l'année 1852, et tout cela avait fini par le siége en règle que le général Urquiza, chargé des pouvoirs du reste de la confédération, était venu mettre devant la ville de Buenos-Ayres. Il y a six mois déjà que ce siége durait avec des alternatives diverses, entremêlé chaque jour d'engagemens et d'essais infructueux de médiation et de conciliation. A qui est restée la victoire? Est-ce au plus fort, au plus habile ou au plus conciliant? Non; la lutte s'est tranchée par de tout autres moyens, qui dénotent ce qui vient se mêler de corruption à toute cette anarchie des républiques américaines. La réalité est que pendant tout ce siége c'était à qui corromprait les agens de l'autre. La vénalité a commencé la débâcle, la défection des troupes l'a achevée. On n'a point oublié que le général Urquiza, en même temps qu'il assiégeait par terre la ville de Buenos-Ayres, avait mis devant le port un blocus maritime. Quelques forces navales que le directeur provisoire avait pu réunir étaient chargées d'exécuter ce blocus, et à la tête de ces troupes se trouvait, non un Argentin, comme on pourrait le penser, mais un Américain du Nord du nom de Coe. Pourquoi un Américain n'aurait-il pas commandé la flotte d'Urquiza?

c'était un Polonais qui commandait celle des assiégés : nouveau trait caractéristique de ces luttes étranges. L'amiral polonais s'était fait battre; l'amiral américain a été plus habile : il s'est fait acheter par ceux qu'il était chargé de combattre, pour lever le blocus et leur livrer les quelques bâtimens placés sous ses ordres, et c'est ainsi que le général Urquiza s'est trouvé privé d'un de ses plus puissans moyens d'action. Une fois ceci accompli, les événemens se sont précipités. Un officier argentin réfugié à Montevideo, le général Florès, a débarqué dans la province de Buenos-Ayres pour soulever les campagnes contre Urquiza et pour chercher à lui enlever ses troupes. Il a réussi, un corps d'armée envoyé contre lui par le directeur provisoire a fait défection, et c'est au point que le général Urquiza, abandonné de la plus grande partie de son armée, sans même attendre l'issue de négociations nouvelles nouées avec la ville, a dû regagner précipitamment la province d'Entre-Rios. La ville de Buenos-Ayres s'est donc trouvée délivrée, et la délivrance a été, comme on pense, célébrée par de grands triomphes et de pompeuses fêtes. Un nouveau gouverneur, le docteur Pastor Obligado, a été nommé. Ce n'est pas tout cependant d'avoir vaincu. La difficulté maintenant est de vivre. On peut se demander si les autres provinces accepteront la loi de Buenos-Ayres, si le congrès de Santa-Fé verra sa constitution supprimée avant d'avoir existé bien réellement. Que d'élémens encore de guerre civile! Urquiza avait commis de grandes fautes. Le parti libéral de Buenos-Ayres est pourtant dans une grande erreur, s'il pense, en renversant Urquiza, s'être préservé du péril des antagonismes et des dominations militaires. Demain peut-être ce sera le tour des généraux qui ont aidé à évincer le vainqueur de Rosas, le libérateur de l'an dernier, tant l'anarchie est profonde et presque incurable dans ces malheureuses régions. Sur l'autre bord de la Plata, à Montevideo, il vient d'y avoir aussi un mouvement qui heureusement n'a point eu de suites. Malgré la défaite du général Oribe il y a deux ans, il ne faut pas croire que son parti fût sans force. Il était au contraire en majorité dans le pays, dans les chambres, au ministère. De là une assez grande irritation des anciens défenseurs de Montevideo. Depuis quelques mois déjà, il régnait une certaine agitation. Le 18 juillet, jour de l'anniversaire du serment prêté à la constitution, une collision s'engageait entre la milice nationale, composée des partisans d'Oribe, et les troupes de ligne, à la tête desquelles venaient se mettre bientôt les généraux Diaz et Pacheco y Obes dans une pensée de conciliation et d'apaisement. Le résultat a été la mise en fuite de la garde nationale, et à la suite le président, M. Giro, a changé son ministère. Il a appelé au pouvoir quelques-uns des hommes principaux du parti des anciens défenseurs de Montevideo, M. Berro, M. Herrera y Obez. Peu après, le calme était complétement rétabli dans la République Orientale, et le calme est certes un besoin pour elle, afin qu'elle puisse cicatriser les plaies d'un siége de dix ans, réparer ses finances complétement épuisées et obérées, stimuler le travail et l'industrie par un appel intelligent fait aux émigrans et aux capitaux étrangers, et devenir enfin un état régulier au milieu de cette Amérique si tristement et si stérilement agitée.

CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

DE MEXICO A PARIS.[1]

DÉPART, HISTOIRES DE VOLEURS. — PUEBLA, ANECDOTES SUR LA DERNIÈRE GUERRE. — SANG-FROID D'UN ANGLAIS. — TYPES DES DIVERSES RACES MEXICAINES. — ÉGLISES ET COUVENS DE PUEBLA. — PYRAMIDES DE CHOLULA. — LES PYRAMIDES MEXICAINES ET LES PYRAMIDES D'ÉGYPTE. — LE POÈTE HEREDIA. — FERTILITÉ DU MEXIQUE. — LAS CUMBRES. — ORIZABA. — MOULIN. — PAYSAGE ADMIRABLE. — LA TERRE-CHAUDE. — BAL DANS UN RANCHO. — ARRIVÉE A VERA-CRUZ. — DÉPART POUR L'EUROPE. — VIE A BORD. — RENSEIGNEMENS SUR LE MEXIQUE. — LA POURPRE DES ANCIENS. — COLONIE FRANÇAISE AU MEXIQUE. — LA JAMAÏQUE. — CONFIDENCE D'UNE CONSPIRATION CONTRE SOULOUQUE. — EFFETS DE L'ÉMANCIPATION DES NOIRS. — SAINT-THOMAS. — RÉVOLUTIONS DE L'AMÉRIQUE DU SUD. — DÉTAILS SUR LA CALIFORNIE. — LES AÇORES.

27 mars 1852.

Nous avons décidé que nous retournerions de Mexico à Vera-Cruz par une route différente de celle que nous avons suivie en venant de Vera-Cruz à Mexico, — par la route d'Orizaba, qu'on dit remarquablement pittoresque. Comme après Puebla on ne trouve plus de diligence sur cette ligne, nous voyagerons dans une voiture louée pour notre usage, ce qui nous permettra de nous arrêter à volonté. Heureusement nous avons pu faire entrer dans ce plan deux Français, qui ont été une excellente recrue : l'un est le docteur Goupilleau, membre de la Société de médecine de Paris, qui est venu il y a seize ans au Mexique pour étudier la fièvre jaune, qui y est resté depuis, et y a exercé son art avec une grande distinction; l'autre est M. Es-

(1) Voyez les livraisons du 15 septembre et du 1er octobre.

tienne, très honorable négociant de Bordeaux établi à Mexico depuis le même nombre d'années. Le docteur Goupilleau est parent de M. Villemain. Une telle parenté lui a porté bonheur; il rapporte du Mexique un esprit très piquant et du meilleur aloi. Mes deux nouveaux compagnons de voyage connaissent à fond un pays où ils ont vécu si longtemps, et leur conversation ne peut manquer de m'apprendre bien des choses : ainsi tout me promet que cette dernière partie du voyage sera aussi instructive et aussi agréable que les autres.

Nous sommes partis ce matin de Mexico en pensant avec une certaine satisfaction que nous allions droit à Paris; nous y serons au plus tard dans six semaines, car nous n'avons qu'environ deux mille lieues à faire; encore devons-nous nous arrêter sur la route à Puebla et à Orizaba, sans compter les relâches à la Jamaïque et à Saint-Thomas. Les garçons de l'hôtel ont eu soin de nous dire, en nous servant le café du matin, que nous ne pouvions manquer d'être dévalisés, qu'on avait arrêté la diligence presque tous les jours de la semaine dernière, ce qui n'était qu'en partie vrai; mais nous commençons à nous faire à ces bruits et à ces exagérations. A peine dans la diligence, on se met à raconter des histoires de voleurs, dont quelques-unes sont assez comiques : l'autre jour, ils ont été fort polis, et même assez humbles, demandant presque pardon aux voyageurs de la *liberté grande,* assurant que la misère les forçait à faire ce métier; on leur a donné 50 piastres, et ils se sont retirés très satisfaits. On parle aussi d'Yankees qui ont tué et volé les voleurs, c'est-à-dire leur ont repris ce qu'ils avaient dérobé à d'autres. Un Français est parvenu à soustraire sa valise à leurs recherches et à détourner leur attention en s'occupant d'une manière empressée et bruyante d'aller au secours des dames qui s'évanouissaient, puis en aidant un Anglais, qui avait pris le costume du pays, à ôter les boutons d'argent de son pantalon mexicain. Quand nous arrivons à l'endroit le plus redouté, au fameux bois de pins, la gaieté se calme un peu, surtout là où l'on découvre une échappée de vue sur la plaine. En Italie, c'est dans les gorges resserrées que l'on court le plus de risque d'être surpris par les brigands, parce que ce sont des brigands à pied; au Mexique, comme on a affaire à des brigands à cheval, on n'a guère à craindre quand on ne voit pas un lieu ouvert par où ils puissent fondre sur vous au galop et se retirer de même. C'est ainsi qu'en voyageant on apprend à connaître les mœurs et coutumes des différens pays.

A côté de moi, dans la voiture, est M. ... des États-Unis; seul il est armé, et laisse avec soin passer par la portière l'extrémité d'un fusil. J'avoue que ce voisinage, malgré l'intéressante conversation

de M. ..., m'inquiète un peu. Si le dialogue à coups de fusil s'établissait entre mon voisin et les brigands par la portière auprès de laquelle je suis placé, je me trouverais dans une situation intermédiaire assez fâcheuse. Je songe d'abord à me blottir, le cas échéant, au fond de la voiture, pour laisser passer l'orage sur ma tête; mais les jambes de mon vis-à-vis ont des proportions colossales, et cette retraite m'est fermée. Le mieux est donc de ne pas me troubler des futurs contingens, et de penser à autre chose. Heureusement j'ai en poche une dissertation espagnole sur la langue othomi. Je suis bientôt plongé dans l'étude des curieux rapprochemens que l'auteur établit entre cette langue et la langue chinoise; j'appelle à mon aide pour les compléter ce que j'ai su de chinois jadis, et j'arrive à Puebla sans encombre vers trois heures de l'après-midi, ayant échappé non-seulement aux voleurs, mais à la pensée des voleurs, grâce à l'othomi, recette que je recommande tout particulièrement à ceux qui se trouveraient dans la même situation.

En arrivant à Puebla, tous les voyageurs se précipitent à la fois dans le bureau du télégraphe électrique pour faire savoir à leurs parens et à leurs amis qu'ils n'ont point été arrêtés. Ainsi un moyen de communication dont l'idée se lie naturellement avec celui d'une civilisation perfectionnée a ici un emploi qui tient à un état de civilisation fort imparfaite. Les brigands en permanence sur la grande route et le télégraphe électrique servant à donner de leurs nouvelles, voilà un contraste qui peint bien ce qu'on pourrait appeler la *barbarie avancée* de la société mexicaine.

Puebla de los Angeles.

Nous avons dîné chez des amis du docteur, qui sont des Français établis dans cette ville. Le dîner a été très gai; je dois dire que des anecdotes sur les exploits de l'armée mexicaine ont fait une grande partie des frais de cette gaieté. On ne se serait point douté, à les entendre, que le dieu de la guerre (*Mexitli*) a donné son nom à la ville de Mexico et par suite au peuple mexicain. Je ne garantis point l'authenticité de ces anecdotes où il entre peut-être quelque exagération; en tout cas, elles n'ôtent rien à la valeur de ceux qui en ont montré. Mes convives connaissaient aussi l'héroïsme des jeunes défenseurs de Chapoultépec et la mort glorieuse du tailleur Banderas, à laquelle j'aime à rendre une seconde fois l'hommage qui lui est dû. Il ne faut jamais se hâter de juger légèrement un peuple et de lui refuser surtout la possibilité du courage, cette qualité si commune aux hommes; quand ils n'en montrent point, la faute en est souvent à ceux qui les gouvernent ou les conduisent. Il y a eu des soldats napolitains qui s'enfuyaient en disant aux officiers qui voulaient les retenir : *Mà c'è*

il canone! et les bataillons napolitains se sont fait remarquer par leur intrépidité dans la retraite de Russie.

Le héros d'une de ces anecdotes est le général Santa-Anna lui-même. On disait à dîner qu'ayant invité dans la dernière guerre un commandant anglo-américain à se rendre, et celui-ci ayant répondu qu'il le ferait volontiers, n'était que ce poste lui avait été confié et qu'il devait tâcher de le défendre, Santa-Anna s'en tint à cette réponse et dit seulement dans son rapport : « J'ai sommé le général ennemi de se rendre (*intimado reddita*); le général a refusé, et je me suis retiré. » Santa-Anna a payé de sa personne en face des Français à Vera-Cruz et y a honorablement perdu une jambe; seulement il eût été de meilleur goût de ne pas faire enterrer cette jambe avec les honneurs militaires. On racontait aussi qu'un parlementaire anglo-américain suivi de quelques hommes ayant rencontré un corps de Mexicains, ceux-ci se mirent à fuir; un des fuyards tombe, et le commandant de la petite troupe anglo-américaine lui dit avec un grand sang-froid : « Allez remettre cette lettre à votre commandant, il court trop bien pour que nous puissions espérer de l'atteindre. »

Une heure auparavant, j'avais eu un autre exemple du sang-froid de la race anglo-saxonne manifesté dans une circonstance plus terrible, dans l'incendie qui vient de détruire le bateau à vapeur *l'Amazone* et a causé la mort de plus de cent personnes. Un Anglais, en ce moment à Puebla, nous racontait ainsi comment il avait échappé à cette affreuse catastrophe : « J'étais sur le pont; j'ai vu qu'on mettait à la mer une embarcation; je me suis dit : je n'ai pas de confiance dans ce petit bateau; il va chavirer, — et en effet il a chaviré. On a mis une seconde embarcation à la mer; je l'ai considérée attentivement et j'ai dit : je n'ai pas de confiance dans ce petit bateau; il a chaviré comme le premier. — Un troisième m'a inspiré plus de confiance, et j'y suis descendu; mais il a chaviré comme les autres, et tous ceux qui s'y trouvaient se sont noyés, excepté moi. Je me suis cramponné à un banc, et j'ai fini par remonter sur le bateau qui s'était retourné; on l'a remis à flot, vingt autres passagers sont venus me rejoindre, et seuls nous avons été sauvés. » Pour apprécier autant qu'elle le mérite cette présence d'esprit, il faut se transporter par la pensée sur un bâtiment qui brûle la nuit en mer par une tempête, c'est-à-dire au milieu de la plus formidable réunion de périls qu'on puisse imaginer.

Le soir, nous nous promenons à travers le marché de Puebla, qui se tient en permanence devant la cathédrale, et nous regardons avec curiosité les figures des Indiens accroupis à côté des feux qui éclairent leurs visages jaunes et leurs chevelures de jais.

28 mars.

J'ai plaisir à revoir Puebla après Mexico. Plus que Mexico même, cette ville porte le cachet mexicain. La population semble avoir mieux conservé sa physionomie native : ce sont plus des sauvages et moins des *leperos* (1). Je crois être en présence des diverses nations qui successivement ont peuplé le Mexique. J'aime à parcourir les rues et les places de Puebla, à observer la race ou plutôt les races indigènes qui les remplissent. Je remarque des types très différens. Quelquefois je suis frappé d'une ressemblance assez grande entre ceux que j'ai devant les yeux et ce type extraordinaire que présentent les monumens de Palenqué. Je ne m'en étonne point depuis que j'ai trouvé dans l'historien Clavigero que les Toltèques, un de ces peuples qui précédèrent au Mexique l'arrivée des Aztèques, se réfugièrent dans le Yucatan; ce qui porterait à croire que les curieux monumens de ce pays sont des monumens toltèques. Quelques débris de cette nation ont dû rester au Mexique, et peut-être je contemple en ce moment ces débris. D'autres Indiens ont une figure assez tartare, et ceci confirmerait encore l'opinion qui donne aux Mexicains une origine asiatique. Je vois défiler un corps de troupes qui se rend à l'église. Ces soldats sont chétifs et ont l'air très peu guerrier; leur costume ne l'est pas davantage : les uns portent des chapeaux noirs, et les autres des chapeaux de paille. Comment de pareilles troupes n'auraient-elles pas été battues par les milices que je voyais parader dans les rues de New-York, qui n'offraient pas un modèle parfait de la tenue militaire, mais qui au moins avaient un uniforme et marchaient d'un pas ferme et résolu, — me rappelant un peu l'allure martiale de la garde mobile avant qu'elle fût exercée? Du reste, on me dit que pendant la guerre les Mexicains craignaient encore moins les *rifles* de leurs adversaires que leurs propres fusils vendus par des Anglais, quelquefois même, dit-on, par des Anglo-Américains, et qui éclataient sans cesse entre leurs mains. On ajoute que les Indiens, qui forment la très grande majorité de la population, étaient assez favorables aux envahisseurs. On ne voit pas en effet pourquoi ils eussent été très dévoués aux Espagnols, qui les traitaient fort mal. Cette désaffection et la manière dont l'armée était commandée expliquent les faciles succès des vainqueurs. Ceux-ci étaient parfois étonnés de leurs propres triomphes. Après avoir franchi la position de Buena-Vista, le général Scott disait : « Je ne conçois pas comment ils m'ont laissé passer. J'aurais défendu cette position avec trois cents Mexicains. »

Nous sommes allés visiter quelques cloîtres comme nous aurions

(1) Nom des *lazzaroni* du Mexique.

fait en Espagne ou en Italie, et comme je ne le pouvais faire aux États-Unis. La ville de Puebla est la seule qui ne s'élève pas sur l'emplacement d'une ancienne ville indigène; elle fut bâtie en 1530 par le commandement de don Antonio de Mendoza, vice-roi du Mexique. Il y a quelques années, les étrangers qui s'aventuraient à entrer dans Puebla, où nous nous promenons aujourd'hui si tranquillement, étaient reçus à coups de pierres comme dans une ville fanatique d'Orient. La vieille Espagne semble s'être réfugiée ici. Puebla est remplie de couvens et d'églises; c'est la cité la plus monacale et la plus cléricale du Mexique, et les couvens ont des moines. Ces moines, qui manquent à la physionomie traditionnelle de l'Espagne d'Europe, la complètent dans l'Espagne américaine. Le couvent des dominicains a un fort beau cloître. On y entre après avoir traversé un vestibule sur les murs duquel toutes les figures d'un crucifiement sont percées de balles, témoignage des guerres civiles qui forment l'état habituel du Mexique. Dans l'intérieur du cloître, les murs sont couverts de peintures représentant la vie du saint fondateur de l'ordre. Le premier de ces tableaux, qui est de beaucoup le meilleur et qui n'est certainement pas de la même main que les autres, montre le jeune saint Dominique vendant ses livres pour en donner le prix aux pauvres : c'est le triomphe de l'amour des hommes sur l'amour de la science. Dans l'escalier qui conduit aux corridors supérieurs, une fresque assez singulière représente saint Dominique mourant. La vierge Marie tient deux échelles par où descendent des anges dont l'un porte le costume des dominicains. En revanche, un peu plus loin, saint Dominique est représenté avec des ailes d'ange. Dans les anciennes peintures, le Père éternel est parfois affublé d'un costume sacerdotal; on pouvait identifier l'ange et le moine, puisqu'on identifiait le prêtre et Dieu. Dans un des tableaux dont se compose l'histoire de saint Dominique, on voit le saint rappelant à la vie des pèlerins anglais qui avaient été précipités dans la Garonne par les Albigeois. Je ne nie point le miracle, bien qu'il s'agisse de la Garonne.

L'église des dominicains est bien une église espagnole, avec des moulures et des dorures à profusion. Deux chapelles, dont l'une est celle de la Vierge, étalent toute la prodigalité du goût espagnol en ce genre et ce mélange de sculpture dorée, de bas-reliefs dorés, de tableaux encadrés dans l'or, qui éblouissent partout dans les églises d'Espagne. La statue de la Vierge est d'une magnificence que je n'ai vue égalée nulle part. Ce lieu rappelle au spectateur qu'il est dans le pays des mines d'argent. La Vierge est posée sur un vase de ce métal qui a plusieurs pieds de circonférence; elle est vêtue en reine, et un petit page habillé de blanc, à genoux près d'elle, porte

la queue de son manteau. On sait que les peintres chrétiens s'y sont pris de diverses manières et ont souvent employé des moyens bizarres pour exprimer le mystère de la Trinité. Je trouve ici une représentation de ce mystère qui n'est pas rare au Mexique : ce sont trois figures semblables; l'une tient une croix, c'est le Fils; l'autre un livre, c'est le Saint-Esprit; la troisième ne tient rien, c'est le Père.

J'ai remarqué aussi des dominicains indiens sculptés au plafond. Le catholicisme, plus volontiers qu'aucune autre communion chrétienne, ouvre les rangs de son clergé à toutes les races. Il a voulu montrer qu'il ouvrait aussi le paradis à toute la famille humaine, car il y a placé des saints chinois et des saints nègres.

La cathédrale de Puebla est construite sur le plan des cathédrales espagnoles. Le chœur, séparé du sanctuaire où se trouve le maître-autel et entouré d'une enceinte, obstrue la nef. Une disposition semblable nuit à l'effet général dans les cathédrales, si admirables d'ailleurs, de Tolède et de Séville. Du reste, tout est d'une grande magnificence. Le tabernacle est formé d'une seule pièce de *tecali*, espèce d'albâtre mexicain. Des marbres du pays, de couleurs variées, décorent l'autel; un beau crucifix en bois noir est, nous dit-on, un don de Charles-Quint. L'art de la sculpture en bois, qui a été porté si loin par les Espagnols, se révèle en ce lieu par des demi-figures pleines d'expression et de vie. A chaque objet que le guide nous fait remarquer, il a soin de dire : *Muy viejo!* (très ancien!) Cependant presque tout me semble appartenir au XVIIIe siècle. Un *Christ* peint est probablement de l'école de Bologne. De bonnes copies, réduites sur cuivre, de la *Transfiguration* et de la *Communion de saint Jérôme* ont été apportées de Rome par le dernier évêque de Puebla. Le chœur porte la date de 1722; les incrustations en bois qu'on appelle en Italie *tarsie* sont d'un art assez pur pour cette époque. Je crois retrouver un souvenir du goût moresque dans une chapelle dont les ornemens imitent les lettres arabes. On sait qu'au moyen âge on copia quelquefois les entrelacemens gracieux de ces caractères dans lesquels on ne voyait qu'une décoration, et qu'on a lu sur la dalmatique d'un évêque cette phrase du Koran, reproduite en toute innocence : « Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. » Pendant que nous visitions la cathédrale, un dominicain est monté en chaire et a prononcé un sermon dont le ton général était assez élevé. Il a montré dans Pythagore et dans Platon les précurseurs du christianisme. Il a dit que la charité était plus importante que la mortification. Cette prédication, inspirée par l'esprit du XIXe siècle, bien que conforme à l'esprit de l'église primitive, était d'une autre date que les dorures de l'église.

L'église des Carmes contient huit tableaux qu'on donne pour des

Murillos. Trois d'entre eux me semblent être des copies de l'école italienne. Sur les cinq autres, il en est quatre qui peuvent, je crois, appartenir à Murillo; mais un tableau vivant et bien espagnol était celui qu'offrait un coin de l'église dans lequel on faisait la toilette de la Vierge. Une señora la parait pour une solennité religieuse exactement comme une femme de chambre habille sa maîtresse.

Je suis allé voir une autre église, qui est plus spécialement celle des Indiens; elle appartient à un couvent de franciscains. Les franciscains sont partout l'ordre populaire le plus particulièrement en sympathie avec les misérables. La façade est revêtue de plaques de faïence où sont tracées des arabesques parmi lesquelles figurent des perroquets. L'église était pleine d'Indiens accroupis sur le pavé. Un prédicateur indien est monté en chaire. Son sermon était fort différent de celui que j'avais entendu le matin à la cathédrale et dans lequel il était question de Pythagore et de Platon, précurseurs du Christ : doctes considérations à l'usage du beau monde et des fortes têtes de Puebla. L'orateur jaune que je viens d'entendre n'était pas si savant. Le premier mot de son discours a été *demonio,...* le diable; c'était probablement celui qui était le plus propre à frapper ses auditeurs et à éveiller leur attention.

En sortant de cette église, on trouve l'ancien Alameda. Cette promenade est abandonnée aujourd'hui pour le nouvel Alameda, situé à l'autre extrémité de la ville. C'est dommage, il y a ici de beaux arbres qu'ailleurs on n'improvisera pas. A gauche, on découvre les majestueux sommets des montagnes, la Pierre-Fumante et la Femme-Blanche. J'aime mieux donner la traduction de leurs noms mexicains que les noms eux-mêmes, dont la prononciation est presque impossible. Sur une colline hors de la ville est une jolie église dédiée à Notre-Dame de Guadalupe, la Vierge des Indiens, qui, on s'en souvient, est devenue la patronne de la république mexicaine.

Cet édifice, qui porte la date de 1812, montre que les Mexicains de nos jours entendent très bien la décoration extérieure des églises. La façade est tapissée de plaques de faïence colorées en rouge et en vert, de l'effet le plus élégant et le plus gracieux. Des colonnes blanches et légères portent un chapiteau ionique qui semble surmonté d'un voile. Une jolie balustrade, de sveltes clochers, couronnent agréablement l'édifice; sur des médaillons sont représentées diverses apparitions de Notre-Dame de Guadalupe, avec les légendes qui accompagnent ordinairement son image : *mulier amicta sole,* une femme qui avait le soleil pour vêtement; *non fecit taliter omni nationi,* elle n'a pas fait cela pour toute nation : parole où la superbe espagnole se mêle à la dévotion! Le cloître est à demi démoli; partout on aperçoit des traces de balles, vestiges de la guerre civile qui

rappellent à chaque pas la condition agitée de ce beau et triste pays. De l'esplanade qui est placée devant cette charmante église, nous avons joui d'une vue ravissante : les grands volcans avec leur capuchon de neige s'élevaient à l'horizon; à nos pieds se déroulait la ville de Puebla comme hérissée d'églises; çà et là dans la campagne solitaire pointaient des clochers et s'arrondissaient des coupoles; le ciel, aux approches du soir, a pris ces teintes extraordinaires dont rien ne saurait égaler la mollesse et la suavité. Nous sommes redescendus lentement dans la ville, interrompant sans cesse notre marche suspendue à chaque pas par cet enchantement et cherchant en vain à découvrir d'ici la grande pyramide de Cholula, que nous visiterons demain.

30 mars.

Montés à cheval de bonne heure, nous sommes allés à Cholula voir les pyramides. On traverse une plaine qui, encore plus que les environs de Mexico, rappelle la campagne de Rome, parce qu'elle est semée de monticules, coupée de ravins et terminée de même par des montagnes qui offrent constamment, comme l'horizon romain pendant une partie de l'année, le spectacle de sommets neigeux sous un ciel méridional; mais, malgré mon admiration pour l'horizon de Rome, qu'est-ce que la montagne d'Albano auprès du Popocatepetl, dont le nom est moins harmonieux, je l'avoue, mais dont la hauteur est dix fois plus grande?

Notre guide était peu intelligent, et au lieu de nous conduire à la grande pyramide qui est à la porte de la ville de Cholula, il nous a lancés en pleine campagne, à travers les terres labourées et les champs d'aloès, jusqu'au pied d'une éminence qu'il nous a fait gravir, après quoi nous sommes arrivés à l'entrée d'une exploitation anciennement abandonnée. Du reste, c'était un peu notre faute; le mot espagnol *piramide,* le mot mexicain *teocalli,* étaient également inconnus au guide qui nous conduisait, et nous n'avions pas donné au monument aztèque le seul nom sous lequel il est connu dans le pays, *Cerro* (la montagne), désignation dont il est digne par sa masse. N'ayant pas su demander le *Cerro,* on s'est persuadé que nous cherchions une mine, car c'est là l'objet ordinaire de la préoccupation des étrangers qui viennent au Mexique. Du reste encore ici un hasard malencontreux nous a bien servis, car le lieu où l'on nous a menés, et qui s'appelle Zapotecas, méritait d'être vu, et peut-être y avons-nous fait une sorte de découverte : c'est une hauteur isolée et terminée par une plate-forme visiblement aplanie de main d'homme, et où nous avons reconnu les traces d'un pavé qui devait être celui d'un temple. Les temples chez les anciens Mexicains

se plaçaient en général au sommet d'une élévation naturelle ou artificielle. Nous avons cru même remarquer que la petite montagne où l'on nous avait conduits pouvait avoir été grossièrement façonnée en pyramide, et que des degrés semblaient avoir été taillés sur ses côtés. Quoi qu'il en soit, de ce point on embrassait admirablement l'ensemble du pays, et nous n'avons pas regretté de nous être égarés pour jouir d'un tel spectacle.

Cependant il fallait voir la vraie pyramide de Cholula, et pour cela retourner à la ville. En y revenant, nous avons traversé de magnifiques champs d'aloès : ce sont les vignobles du pays, car c'est avec la séve de cette plante qu'on fait ce *pulque,* liqueur fermentée, dont s'enivre avec délices le peuple mexicain. Ces énormes aloès, dont les feuilles, de six ou huit pieds, sont dures, épaisses, lustrées, armées de pointes, ont cet air de férocité que Linnée dans son latin expressif attribue aux plantes d'Afrique : *Africæ plantarum torva facies et atrox.* L'architecture est en harmonie avec la végétation. Une église bâtie en pierre blanche, et dont le dôme et le clocher se découpaient sur le bleu du ciel, ressemblait exactement à une mosquée d'Orient avec son minaret.

Nous avons traversé de nouveau Cholula, petite ville qui a été grande. On le reconnaît à l'étendue de la place, où de loin en loin se montrent quelques Indiens ou quelques Indiennes accroupis à l'ombre d'un cerceau garni de toile, qu'ils placent dans la direction du soleil. Cette fois nous avons été conduits aux véritables pyramides, car il y en a trois, comme à Gizèh. Une seule est considérable, et encore sa hauteur est loin d'approcher de la pyramide de Chéops; sa base est plus étendue : elle offre une longueur de 1,355 pieds; mais sa hauteur n'est que de 170 pieds, à peu près celle de la pyramide de Mycerinus, tandis que la grande pyramide de Gyzèh a plus de 450 pieds d'élévation. Les monumens dont on ignore l'histoire donnent lieu à des traditions merveilleuses qui parfois se ressemblent. L'imagination des Arabes a entouré de prodiges le berceau inconnu des pyramides égyptiennes; elle en a rattaché la construction au déluge. Il en a été de même au Mexique. Voici ce qu'au XVIe siècle on racontait sur les pyramides de Cholula (1).

Lors de la dernière grande inondation, le pays d'Anahuac était habité par des géans. Tous ceux qui ne périrent pas dans ce désastre furent changés en poissons, excepté sept géans, qui se réfugièrent dans des cavernes quand les eaux commencèrent à baisser. Un de ces géans, nommé Xelhua (2), qui était architecte, éleva près

(1) Cette tradition a été recueillie en 1566 par Pedro del Rio, et se trouve dans ses manuscrits conservés au Vatican.

(2) Prononcez *Chelhuha.*

de Cholula, en mémoire de la montagne de Tlaloc, qui avait servi d'asile à lui et à ses frères, une colonne artificielle de forme pyramidale. Les dieux, voyant avec jalousie cet édifice, dont la cime devait toucher les nuages, irrités de l'audace de Xelhua, lancèrent des feux célestes contre la pyramide, d'où il arriva que beaucoup des constructeurs périrent, et que l'œuvre ne put être achevée. Elle fut consacrée au dieu de l'air Qualzalcoatl. Il y a une analogie frappante entre ce récit et celui de l'édification interrompue de la tour de Babel. Ce qui suit n'est pas moins curieux et nous apprend ce qu'étaient les feux célestes de la tradition mexicaine. Au temps de Cortez, on montrait encore une pierre qui était venue frapper la pyramide. C'était évidemment un aérolithe tombé à la suite d'une apparition de ces météores qui accompagnent en général les pluies de pierres. Les Cholulans, à cette époque, dansaient autour de cet aérolithe en chantant un chant dont les deux premiers vers étaient dans une langue inconnue.

L'aspect de la pyramide de Cholula ne rappelle nullement l'aspect de la grande pyramide d'Égypte. La grande pyramide d'Égypte est une masse de pierre que l'on gravit au moyen des éboulemens de ses angles. La grande pyramide de Cholula est, comme son nom l'indique, une colline au sommet de laquelle on peut arriver à cheval et même en voiture. Sur ce sommet, une église s'élève à la place où s'élevait autrefois le temple mexicain. On ne saurait croire qu'on ait devant les yeux l'œuvre des hommes et non l'œuvre de la nature. Cependant il est aisé de voir que cette montagne est au moins en partie construite en briques; on en découvre facilement sur ses parois les assises. Ces briques ont été cuites au soleil, comme nous les avons vu fabriquer encore dans les environs. La question est de savoir si la maçonnerie forme le corps du monument ou bien ne fait qu'envelopper, ce qui est plus probable, la montagne taillée en pyramide.

On a trouvé au Mexique un assez grand nombre d'autres pyramides moins considérables. Presque toutes sont des pyramides à degrés. Les deux plus remarquables sont celles de Saint-Jean de Teotihuacan, dont l'une a conservé un revêtement pareil à celui qui recouvrait la grande pyramide et recouvre encore la seconde pyramide de Gizèh. En général, les pyramides mexicaines sont orientées, c'est-à-dire que leurs faces sont tournées vers les quatre points cardinaux. Il en est de même de la grande pyramide d'Égypte. Cela ne prouve point du tout qu'il faille expliquer la construction des unes ou des autres par un but astronomique, car une intention religieuse ou funéraire peut avoir motivé cette relation des monumens avec les différentes parties du ciel. Pour la pyramide de Cholula, son

sommet a eu l'honneur d'être l'observatoire de M. de Humboldt. Les cimes du Popocatepetl et de l'Orizaba, qu'on découvre de la plate-forme, ont servi à lier deux endroits éloignés l'un de l'autre de près de trois cent mille mètres. On n'a pas souvent de pareils points de repère dans les mesures trigonométriques.

Du reste, sauf la forme, il n'y a, je crois, nulle analogie à établir entre les pyramides d'Égypte et les pyramides mexicaines. Les premières avaient certainement un but funéraire, et les secondes un but religieux. Dans les premières, on a trouvé des sarcophages, — celui de la grande pyramide de Gizèh est encore en place, — et dans la troisième, la planche du cercueil du roi Mycerinus avec le nom de ce roi. Le témoignage d'Hérodote ne pouvait recevoir une confirmation plus éclatante, et il n'y avait pas lieu à chercher de nos jours une autre destination aux pyramides d'Égypte. C'étaient d'immenses tombeaux. Rien n'était plus dans le génie égyptien que d'élever de gigantesques monumens en l'honneur des morts. Les tombeaux des rois creusés dans la montagne, près de Thèbes, ces palais souterrains qui renferment plusieurs étages et une foule de chambres, sont des monumens funèbres aussi étonnans que les pyramides. Partout on a entassé en l'honneur des morts la pierre, la brique ou simplement la terre, selon le degré de civilisation des différens peuples. Les collines artificielles qui subsistent encore sur les rives de la Troade, dans les plaines de la Scandinavie ou la vallée du Mississipi, ont été élevées dans une intention funéraire. Plus tard, une reine de Carie construisit le premier mausolée, sépulture gigantesque renouvelée par les Romains. On voit encore aujourd'hui à Rome deux mausolées : celui d'Auguste sert d'arène, et celui d'Adrien est une forteresse. Enfin dans la même ville un particulier obscur, du nom de Cestius, donnait à son tombeau la forme d'une pyramide de cent pieds. Tertres, mausolées, pyramides, c'est la même pensée, l'exécution seule varie d'après la nature des matériaux dont on dispose. C'est toujours une vaste masse élevée au-dessus du sol en mémoire d'un mort, et je ne vois pas quelle autre origine on pourrait attribuer au singulier monument des environs de Tours, qui est connu sous le nom de Pile-Cinq-Mars. Les pyramides du Mexique n'ont donc nul rapport avec les pyramides funéraires de l'Égypte. Les premières portaient à leur sommet un temple auquel on montait par des degrés; elles n'en étaient, je pense, que l'immense soubassement, construit pour élever dans les airs le lieu où s'accomplissaient les sacrifices humains, et rendre visible à tout le peuple le terrible spectacle de cette immolation religieuse (1). Le même effort gigan-

(1) On a trouvé à la base de la grande pyramide de Cholula une salle contenant des

tesque bâtissait une montagne en Égypte pour envelopper un sépulcre, et au Mexique pour porter un autel (1). Il en est donc pour les pyramides comme pour les hiéroglyphes. On trouve des pyramides et des hiéroglyphes à la fois en Égypte et au Mexique : voilà qui frappe l'imagination et porte à établir un rapport entre les deux civilisations, peut-être même à leur chercher une origine commune; mais, en y regardant de plus près, il se trouve que ces traits de ressemblance ne sont qu'apparens, que là où l'on voulait rapprocher il faut distinguer, et qu'il y a diversité où l'on croyait qu'il y avait similitude. Très souvent, quand on compare deux époques, deux civilisations, on arrive au même résultat : la ressemblance est à la surface, la différence est au fond.

Des deux petites pyramides qu'on voit aussi à Cholula, l'une porte les ruines d'une chapelle chrétienne; l'autre, taillée à pic de tous côtés, a dû être un point fortifié. Ces deux pyramides ne sont que des taupinières : la plus haute n'a point la hardiesse des masses grandioses qui s'élèvent au bord du Nil; mais de sa cime on voit le plus magnifique panorama de montagnes qui soit dans l'univers : la Femme-Blanche, la Pierre-Fumante, l'Orizaba, voilà pour le Mexique les véritables, les incomparables pyramides.

La grandeur de ce spectacle a inspiré de beaux vers à un poète, à un vrai poète, Heredia. Je vais essayer de traduire quelques-uns de ces vers d'une harmonie magnifique et douce comme le ciel qui les a vus naître. Dépouiller cette poésie de l'éclat de la langue espagnole, c'est, je le sens trop, dépouiller un paysage tropical des splendeurs du soleil.

« C'était le soir; une brise légère repliait ses ailes en silence, et moi je rêvais, couché sur l'herbe, parmi la verdure des arbres, tandis que le soleil plongeait son disque derrière l'Orizaba. La neige éternelle, comme fondue en une mer d'or, semblait tracer autour de lui un arc immense qui montait jusqu'au zénith; on eût dit un étincelant portique du ciel... Puis cet éclat s'évanouit. La blanche lune et l'étoile solitaire de Vénus se montraient dans le ciel. Heure fortunée du crépuscule! plus belle que la chaste nuit ou le jour brillant, que ta paix est douce à mon âme!... La nuit descendit enfin; l'azur léger du ciel devint de plus en plus foncé; les mobiles ombres des nuées sereines qui volaient à travers l'espace, emportées par les ailes de la brise,

idoles et quelques ossemens, mais rien qui ressemblât à un sépulcre. M. de Humboldt pense que ces ossemens appartenaient à des prisonniers. Peut-être était-ce à des victimes. Le nom de *Chemin de la Mort*, resté à la route qui conduit aux pyramides de Teotihuacan, peut s'expliquer aussi par les sacrifices humains dont ces monumens étaient le théâtre.

(1) Les pyramides mexicaines, qui sont en général *à degrés*, ressemblent davantage au monument de Babylone dans lequel on croit reconnaître la tour de Babel, et qui, d'après la description la plus récente, celle de M. Fresnel, se composait de « huit parallélipipèdes rectangles en retrait l'un sur l'autre. » *Nouveau Journal asiatique*, cinquième série, . Ier, p. 504.

passaient sur la plaine immense; la neige limpide de l'Orizaba réfléchissait les calmes splendeurs de la lune, et à l'orient, comme des points dorés, scintillaient mille et mille étoiles. Oh! je vous salue, fontaines de lumière dont s'illumine le voile de la nuit, vous êtes la poésie du firmament!

« A mesure que la lune s'abaissait radieuse vers l'occident, l'ombre du Popocatepetl s'étendait avec lenteur; on eût dit un gigantesque fantôme. L'arc ténébreux vint jusqu'à moi et me couvrit, et il alla toujours grandissant, jusqu'à ce qu'enfin toute la terre fut enveloppée de son ombre. Je tournai les yeux vers le majestueux volcan qui, voilé de transparentes vapeurs, dessinait ses immenses contours à l'occident, sur le ciel. Géant de l'Anahuac (1), comment le vol rapide des âges n'imprime-t-il aucune ride sur ton front de neige? Le temps court impétueux, amoncelant les années et les siècles, comme le vent du nord précipite devant lui la multitude des ondes; tu as vu bouillonner à tes pieds les peuples et les rois qui combattaient comme nous combattons, et appelaient leurs cités éternelles, et croyaient fatiguer la terre de leur gloire! Ils ont été! Il n'en reste pas même un souvenir. Et toi, seras-tu éternel? Peut-être un jour, arraché de ta base profonde, tu tomberas; ta grande ruine attristera l'Anahuac solitaire; de nouvelles générations s'élèveront, et, dans leur orgueil, nieront que tu aies été! »

L'auteur de ces vers était né à Caracas; une révolution l'amena enfant au Mexique. A la mort de son père, il alla vivre dans l'île de Cuba, où sa famille avait des biens; une autre révolution l'en chassa. Il voyagea dans les États-Unis et revint au Mexique, où il mourut, à trente-deux ans, dans la ville de Toluca. Heredia avait une âme ardente et rêveuse, pleine d'enthousiasme pour la liberté et d'horreur pour l'oppression : il traduisit tour à tour en vers espagnols Ossian, Byron et Béranger; mais ce qui l'inspirait surtout, c'était la patrie adoptive d'où il était exilé. A Toluca, qui appartient à la Terre-Froide du Mexique, il se sentait relégué dans une région glacée; il adressait des vers passionnés à sa chère Cuba, *mi suspirada Cuba*... dont il adorait le soleil... *yo ti amo sol*..., mais dans laquelle il n'avait pas voulu vivre asservi. « Sous le ciel sans nuage de ma patrie, je n'ai pu consentir à ce que toute la nature fût noble et heureuse, excepté l'homme. »

Tels étaient les sentimens et telle fut la vie d'Heredia. Il y a quelques jours à Mexico, M. Carpio, qui lui a été fort attaché, me racontait qu'étant allé visiter la tombe du poète, il ne l'avait pas retrouvée. On lui apprit que, cinq ans s'étant écoulés, le terrain avait été vendu; ainsi la place même de la sépulture d'Heredia est déjà ignorée au Mexique; puissent les lignes que je lui consacre ici commencer sa renommée en Europe!

31 mars.

Nous sommes sortis de Puebla à quatre heures du matin; nous

(1) Ancien nom du plateau mexicain.

avions une lettre du ministre de la guerre pour le commandant de cette ville, invitant celui-ci à nous donner une escorte. L'escorte a été promise avec la plus grande obligeance, mais n'a point paru, et nous sommes partis sans elle à quatre heures du matin. En toute chose, on retrouve la même subordination et la même exactitude.

A Aczatzinco, nous avons rencontré un propriétaire du pays qui allait du même côté que nous. Nous lui avons donné une place dans notre voiture et pris son escorte jusqu'à Saint-Augustin del Palmar, où nous coucherons. Il nous parle de la culture des terres que traverse la route. Le pays est sec, la rareté des cours d'eau est le seul inconvénient du Mexique; mais cette terre volcanique a tant de vigueur, que dans quelques endroits le blé vient sans fumier et sans jachères. Il vient encore mieux là où il y a des irrigations. Tout le pays est fort dépeuplé par suite de la guerre et du choléra, qui a été terrible. Arrivés à Saint-Augustin del Palmar, nous nous promenons le soir en vue de l'Orizaba. Cette magnifique montagne que nous avons eue en perspective presque durant tout notre voyage au Mexique, et que nous avions déjà aperçue sur mer vingt-quatre heures avant d'aborder, est comme un grand phare naturel que les yeux rencontrent toujours, qui semble élevé dans la région des astres, et dominer, ainsi qu'eux, les scènes changeantes de la terre. Aujourd'hui de ce village, contemplé au coucher du soleil, l'Orizaba était particulièrement frappant. La cime de la montagne a pâli d'abord; on eût dit un fantôme blanc qui allait se dissoudre dans les airs; puis, au moment où le soleil descendait sous l'horizon, la neige du volcan a pris une teinte rosée. Le soleil n'était plus que là. Peu à peu sa lumière s'est retirée de ce dernier asile, et la gigantesque tête de la montagne s'est enfoncée dans la brume et la nuit.

Une cérémonie d'un caractère grave et touchant nous attendait à notre auberge : on a apporté le saint-sacrement à un mourant, sous un parasol, au bruit lent et mesuré des tambours. La famille et les voisins étaient agenouillés près de la porte. Du silence recueilli de la foule on entendait sortir des prières murmurées et des soupirs. Nous n'avions nulle raison de ne pas nous agenouiller aussi avec ces parens désolés; d'ailleurs il n'eût pas été prudent de s'y refuser. Il y a un certain nombre d'années, on a tué au Mexique deux Anglais qui s'obstinaient à rester debout et deux mules qui ne se rangeaient point.

1er avril.

Nous nous sommes mis en route à quatre heures du matin. Le pays n'est devenu très remarquable qu'en approchant de ce qu'on appelle *las Cumbres*. C'est l'endroit où l'on trouve la plaine au débouché des montagnes. La beauté de ce passage est célèbre et mérite

de l'être. Une superbe route qui date du temps des Espagnols descend en zigzags hardis le long du flanc de la montagne. Une suite d'arètes abruptes et noyées dans une vapeur bleuâtre se succèdent parallèlement; à chaque coude de la route, suspendue au-dessus de précipices que remplit une végétation touffue, on aperçoit un spectacle toujours différent et toujours pittoresque. Ce n'est pas le

Hills upon hills and alps on alps arise

du poète anglais. Les dos des montagnes ne s'élèvent pas l'un derrière l'autre, mais s'abaissent graduellement devant vous, tandis qu'au contraire ceux qu'on vient de quitter se dressent à pic en arrière. On arrive ainsi, comme par une suite de degrés immenses, à un espace plus ouvert, où un ruisseau court à travers la verdure, et après avoir beaucoup descendu, on se trouve comme dans une vallée des Alpes. C'est qu'on est encore à une assez grande hauteur, et bientôt commence une autre descente, aussi pittoresque au moins que la première. C'est une espèce de surprise que la nature a ménagée au voyageur, c'est comme une seconde édition encore perfectionnée d'un beau poème, ou, si l'on veut, comme la seconde partie d'un morceau de musique dans laquelle un thème qui avait charmé est repris avec des variations heureuses. Ainsi encore à Rome, le jour de la Saint-Pierre, une seconde illumination, supérieure à celle qu'on admirait, remplace la décoration étincelante du dôme par une décoration plus merveilleuse. Je cherche des termes de comparaison dans les plus grands plaisirs de l'imagination et des yeux pour donner quelque idée de l'impression que produit ici le spectacle des beautés naturelles. Désespérant d'exprimer avec une plume ce que le pinceau seul pourrait rendre, je tâche, puisque je ne puis faire voir les objets, de les faire sentir, ou au moins comprendre.

Une fois sortis des montagnes, la végétation devient de plus en plus tropicale; les bananiers reparaissent, et les aloès ne se montrent plus. Le bombax étale ses aigrettes de pourpre. On est au milieu des yuccas et des cactus. En même temps que la température est plus chaude, le paysage devient plus frais. Un cours d'eau limpide entretient la verdure à côté de la route poudreuse. Des *ranchos* plus propres s'élèvent parmi des jardins et des cultures bien soignées, et c'est à travers ce pays fertile et riant que nous arrivons à la ville d'Orizaba. Arrêtés à la porte par la douane, nous devons à ce retard le temps d'admirer un magnifique *seyba*. C'est un arbre à lait de la taille d'un noyer, dont le tronc monstrueux est couvert de saillies difformes. Bientôt nous nous reposons sous le toit hospitalier de M. Saunier, Français établi à Orizaba, et qui reçoit les amis du docteur Goupilleau, avec qui il est lié, comme s'ils étaient les siens.

Singulier climat que celui du Mexique! Ce point n'offre plus rien de tropical que sa végétation. Partout on voit de l'eau, de la verdure. Le brouillard, que nous ne connaissions plus depuis deux mois, flotte sur les collines. Le pays semble humide; il y a de la mousse sur les murs, et une pluie fine, une pluie de France ou d'Angleterre, commence à tomber.

M. Saunier a établi ici un moulin à eau qui moud le grain de toute cette partie du Mexique. Les grands établissemens de ce genre que l'on construit aujourd'hui sont de véritables usines et ne ressemblent en rien à cette frêle maisonnette sur le bord d'un ruisseau, parmi les saules, près de laquelle tournent les aubes noires d'une roue revêtue de mousse où pendent les longues herbes du ruisseau. La petite chute d'eau, les prés qui l'entourent, les canards qui se baignent au-dessous, ont une poésie que les peintres hollandais ou M. Decamps savent rendre admirablement, et qu'on ne trouve pas dans les moulins-usines mus par la vapeur, comme ceux de Saint-Maur par exemple, ou même par un cours d'eau comme celui de M. Saunier à Orizaba. Son moulin-usine est une grande maison très proprement tenue, dans laquelle huit meules réduisent en farine tous les jours, pendant les douze heures de travail, quarante-huit charges de blé pesant trois cent soixante livres chacune et représentant une valeur de 1,600 piastres. Tout cela n'est pas si pittoresque que le moulin à eau des paysagistes; mais la grande roue qui met la meule en mouvement est une roue à auget qui utilise la soixante-dixième partie de la force fournie par la chute, et la roue pittoresque n'en utilise que la cinquantième partie. J'ai dit à M. Saunier que ces meules venaient de La Ferté-sous-Jouarre, et il s'est trouvé que j'avais raison. C'est qu'habitué à aller tous les ans à la campagne près de cette ville (1), je savais que la pierre meulière de La Ferté-sous-Jouarre est employée dans toutes les parties du monde.

Nous rencontrons ici une triste preuve de la férocité accidentelle des brigands mexicains. Assez débonnaires en général, ils ne le sont cependant pas toujours. M. Nieto, jeune naturaliste établi à Orizaba où il a formé une très belle collection d'insectes, se trouvait dans une diligence qui fut arrêtée. Personne ne fit résistance, et il descendit de voiture comme les autres sur l'injonction des voleurs. Deux de ses compagnons de route avaient mis pied à terre sans encombre, quand un des bandits, par un caprice homicide que rien ne provoquait, lui tira un coup de pistolet à bout portant. La balle est encore

(1) Qu'on me pardonne de mentionner ce petit fait, mais je ne puis me défendre d'exprimer la joie que j'ai ressentie en trouvant au Mexique un souvenir qui m'est toujours bien cher, et que, depuis que ces lignes ont été écrites, la perte d'un ami, d'Adrien de Jussieu, m'a rendu bien douloureux.

dans la poitrine de M. Nieto, et, bien qu'il ait guéri de la blessure, il a toujours grand'peine à respirer et à parler. Ces voleurs ont donc leurs fantaisies de cruauté. L'un d'eux, condamné à mort, disait : « *Me gustaba sobre todo arrancar las tripas;* mon plus grand plaisir était d'arracher les entrailles. » C'était peut-être le descendant de quelque prêtre aztèque qui avait conservé les instincts du sacrificateur-bourreau. J'espère que celui-là au moins aura été exécuté; cependant je n'en voudrais pas jurer.

3 avril.

J'ai vu aujourd'hui le paysage qui m'a le plus frappé au Mexique et peut-être dans tous mes voyages : c'est un point de vue ravissant qui est près d'Orizaba et s'appelle *Rincon-Grande.* Nous y sommes arrivés en traversant de grandes prairies où paissaient des vaches, et qui ressemblaient assez à un pâturage de la Normandie. Notre surprise n'en a été que plus vive quand, au bout de cette plaine qui pourrait se trouver partout en Europe, nous avons découvert à nos pieds un ravin rempli de la plus luxuriante végétation, et au fond de ce ravin une cascade à laquelle on ne peut comparer aucune cascade européenne, parce que c'est une cascade des tropiques. La chute d'eau apparaît parmi des lianes, de grands roseaux, des touffes de bananiers dont on voit d'en haut les panaches étoilés. Tout autour sont de beaux arbres dont le feuillage offre toutes les nuances, depuis le brun et l'orange jusqu'au vert le plus tendre. Des fleurs rouges courent à travers les rameaux; c'est ravissant et éblouissant.

Quand on est descendu dans cette catacombe de verdure, on peut suivre à droite ou à gauche l'eau qui bouillonne à l'endroit de la chute, et qui, à vingt pas au-dessus et au-dessous, glisse calme et verte sous un fourré de grands arbres. Entre leurs troncs croissent à profusion des fougères gigantesques au feuillage délicat, et une foule de plantes dont quelques-unes me sont connues, mais qui offrent ici des proportions inaccoutumées. Les troncs eux-mêmes et les rameaux des arbres sont couverts d'orchidées parasites qui viennent là par touffes comme le gui sur les chênes, et dont les fleurs présentent ces formes d'une élégance bizarre qu'on dirait un caprice magnifique de la végétation.

Assis sur une petite hauteur, je contemple à mes pieds les cimes fleuries des arbres à travers lesquelles monte vers moi le bruissement de la cascade. Un brouillard léger flotte sur la montagne, et sa présence rend plus singulière encore cette flore méridionale. La température est chaude, et l'aspect du pays environnant donne un sentiment de fraîcheur. Cet ensemble extraordinaire est à la fois tropical et tempéré; c'est comme une Suisse mexicaine.

Après Orizaba, l'on continue à trouver une riche végétation jusqu'à ce qu'on arrive décidément à la Terre-Chaude. Ici, le sol est brûlé, et après la température fraîche et humide d'hier soir et de ce matin, nous nous trouvons dans une plaine brûlante.

Paso del Macho.

Nous nous arrêtons ici vers trois heures en pleine zone torride. Pas un souffle d'air, un soleil ardent, de vastes plaines à l'extrémité desquelles nous voyons encore l'Orizaba. Il y a bien un bois près du *rancho,* mais on n'ose s'y aventurer parce qu'il est rempli de *garapates,* petits animaux qui ont la mauvaise habitude de laisser leur tête dans la plaie qu'ils font, ce qui cause une vive douleur. Nous voyons avec plaisir l'approche du soir annoncée par le vol tremblottant des perroquets qui regagnent les bois. La lune se lève, et nous songeons au bonheur de dormir dans le vestibule du *rancho* qui laisse passer l'air à travers ses parois à jour formées de roseaux.

Un fâcheux accident survient. Il y aura bal cette nuit dans le *rancho* en l'honneur de *Notre-Dame de los Dolorès.* Ce bal est en même temps dédié à une belle qui s'appelle *Dolorès,* association bien espagnole de la dévotion et de la galanterie. Impossible de dormir de toute la nuit dans le lieu où nous sommes. On consent à nous loger dans une autre habitation ; mais l'aspect des danseurs, qui arrivent tous avec le *machete* (1) à la ceinture, n'a rien de très rassurant pour nous et pour nos malles, qui sont sur la voiture remisée en plein air. Je propose de les transporter dans la cabane où nous devons coucher. Le docteur Goupilleau, qui connaît les gens du pays, n'est pas de cet avis : « Nous sommes à leur discrétion, dit-il; il n'y a rien à faire que de montrer de la confiance. » Nous suivons le conseil du sage docteur, et nous allons nous coucher après avoir regardé quelque temps danser les Indiens. Leur danse est très monotone; c'est un petit trémoussement et un petit trépignement au son de la harpe, car la harpe est au Mexique ce qu'est la guitare en Espagne. Ce divertissement peu varié a duré toute la nuit. Grâce au ciel, nos malles sont intactes. Le docteur dit qu'il n'en eût pas été ainsi dans l'intérieur; mais nous approchons de la côte, et les Indiens de la côte sont plus honnêtes que ceux du haut pays. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on ne nous a rien pris.

Avant de nous éloigner, nous voyons les danseuses se retirer vers six heures du matin. Elles sont couronnées de fleurs. L'une d'elles a un beau peigne doré dans lequel elle a logé des cigares. C'est probablement un cadeau de son amoureux. Avant d'arriver au village où

(1) Grand couteau que portent les Indiens.

nous devons coucher, nous avons traversé un véritable désert semé de grandes masses volcaniques noires. C'est aujourd'hui dimanche; dans le *rancho* où nous nous sommes arrêtés, le curé se balançait mollement sur un hamac, tandis que ses paroissiens jouaient autour de lui au *monte*. Le soir, un enfant de quatre ans tout nu s'est amusé à mettre le feu au *rancho*. Le petit drôle semblait trouver très divertissant ce jeu sauvage. On dansait encore ici, mais à quelque distance. Après m'être promené longtemps au clair de lune sur une place que traversaient de temps en temps des Indiens enveloppés de leurs grands manteaux pour aller prendre leur part du bal, je me suis endormi aux sons des harpes mourans dans la nuit.

5 avril.

En approchant de Vera-Cruz, nous avons retrouvé la verdure. Après nous être perdus dans de grandes prairies, nous sommes arrivés à des bois touffus pleins de fleurs et d'oiseaux; mais par une de ces alternatives qui au Mexique attendent à chaque pas le voyageur et l'empêchent d'éprouver jamais l'ennui de l'uniformité, en approchant de la mer, nous nous sommes engagés dans des sables parfaitement semblables aux déserts de la Nubie. La voiture, même débarrassée de nos personnes, a eu beaucoup de peine à franchir les dunes d'un sable fin et blanc qui nous masquaient Vera-Cruz. Parvenus sur leur sommet, la ville s'est montrée tout à coup sous son véritable aspect de cité fiévreuse et maudite, étalant sa longue ligne de murs surmontés de quelques clochers à travers des tourbillons de poussière, et cette fois toute semblable à une ville pestiférée de l'Orient. Heureusement pour nous, cette poussière embrasée qui donnait à Vera-Cruz une physionomie si lugubre était soulevée par un *norte*, lequel est une garantie contre la fièvre jaune. Nous avons béni aujourd'hui ce *norte* bienfaisant que nous avions tant redouté en mer quand nous venions de La Havane. L'effet en a été si puissant, qu'il a fait presque froid le soir pendant les trois jours très ennuyeux et toujours un peu longs qu'il nous a fallu passer dans la capitale de la fièvre jaune. Heureusement encore ce *norte* est tombé le jour où nous nous sommes embarqués sur le bateau à vapeur anglais qui nous ramène en Europe.

De Vera-Cruz à la Jamaïque.

Nous voilà donc en route pour Southampton et la France. C'est désormais l'affaire du bateau à vapeur. Nous n'avons plus à nous mêler de rien. Bien que j'aie encore dix-huit cents lieues à faire, il me semble que je suis arrivé.

Je trouve que la vie de bord est fort semblable à celle qu'on

mène à terre, et particulièrement à la vie de château. Seulement on ne peut pas faire de promenade; mais le château se promène et nous promène sur cette plaine immense dont l'aspect ne me lasse point, car j'y trouve une variété infinie d'aspects, grâce aux perpétuels changemens de la lumière, du ciel et de l'océan. Ce qu'on a le moins, c'est le sentiment de l'immensité. L'horizon circulaire paraît très rapproché. Il semble qu'on est porté sur un plateau de verre bleu sur les bords duquel poserait un couvercle bleu. Le matin, je quitte de bonne heure ma cabine pour voir lever le soleil. Je jouis de la fraîcheur de ces premières heures du jour jusqu'au déjeuner. Après le déjeuner, je travaille jusque vers trois heures, puis je monte sur le pont et commence les visites du matin. Ces visites sont un tour d'Europe et même un tour du monde, car il y a à bord des voyageurs de toutes les nations : des Français, des Allemands, des Anglais, des Espagnols, des Mexicains et des Chiliens. Un grand nombre de ces voyageurs ont parcouru diverses contrées que leurs récits me font connaître. Puis vient le dîner. Le soir, représentation d'un spectacle toujours le même et nouveau : coucher de soleil et clair de lune. Les femmes sont assises à une extrémité du pont : c'est le salon de conversation. A côté est la salle de concert. Les Allemands chantent en chœur avec cet ensemble et ce sentiment de l'harmonie qui est le privilége de leur nation. Au concert succède le bal. Deux belles Chiliennes apparaissent vers neuf heures, viennent danser la polka, et puis disparaissent jusqu'au lendemain soir. Pendant ce temps, on se promène de long en large sur le pont, exactement comme sur le boulevard des Italiens. Peu à peu les promeneurs se retirent, chacun rentre chez soi. Quelques-uns descendent pour jouer; moi qui ne joue point, je demeure en possession du pont seul ou avec un compagnon de voyage. En général, je reste le dernier en tête-à-tête avec la lune. J'ai de la peine à finir ces belles journées que je ne trouve pas trop longues. J'aime l'uniformité, le repos de ce genre d'existence succédant à la diversité et la fatigue de la vie de voyageur, et chaque soir, après un jour ainsi passé, je me dis que je suis à soixante-dix lieues plus près de la France, car nous ne faisons communément guère plus de trois lieues à l'heure comme une médiocre diligence. Quand le vent est favorable, on déploie les voiles et on ménage le charbon. Si ce bâtiment anglais marchait comme le bâtiment américain qui m'a amené d'Europe à New-York, la durée de la traversée serait diminuée d'un tiers. Il a aussi un inconvénient : c'est d'appartenir à une compagnie qui, sur la ligne que nous suivons, a perdu six bateaux en huit années. Deux ont péri sur les mêmes écueils. Enfin il est très inférieur quant au comfortable et surtout à la nourriture. Nous n'avons point de conserves

comme sur le *Humboldt,* nos bœufs et nos moutons sont un peu durs; quant au lait, une seule vache est censée en fournir pour cent personnes qui prennent du thé deux fois par jour. Je dois dire qu'on ne l'épargne point. Je ne sais quel procédé on emploie pour le fabriquer : je n'ai vu que l'extérieur du mécanisme. Comme nous considérions attentivement une manivelle qu'on faisait tourner, le capitaine s'est approché : « Que regardez-vous, messieurs? » a-t-il dit d'un air aimable. Le docteur Goupilleau a répondu avec un grand sang-froid : « Capitaine, nous regardons faire le lait. » Le capitaine s'est éloigné en fredonnant. Il fredonne toujours et a l'air très satisfait. J'imagine qu'il fait avec nous d'assez bonnes affaires. Aussi, quand le docteur entend la petite chanson, il nous dit : « Le capitaine chante; nous aurons un mauvais déjeuner. »

Il y a deux cuisiniers, l'un Anglais, qui est chargé de la partie française de la cuisine, et un Français, qui fait la cuisine anglaise. Comme nous adressons quelques observations à celui-ci, il nous répond avec un aplomb tout français : « La cuisine est très mauvaise ici. Quand elle est bonne, c'est que nous nous trompons... » S'il en est ainsi, les erreurs sont rares.

Entouré de passagers dont plusieurs reviennent du Mexique après y avoir passé un plus ou moins grand nombre d'années, je continue pour ainsi dire à voyager dans ce pays. Chaque jour c'est une nouvelle anecdote qui achève de peindre la désorganisation universelle, l'absence de justice et de sécurité pour ceux qui l'habitent. Un négociant en joaillerie raconte qu'un jour on lui a vendu un bijou qui s'est trouvé être engagé. Il a déposé le prix; mais le juge a prétendu que le bijou valait davantage. Le joaillier a donné encore quinze piastres. Le juge a déclaré qu'elles ne pouvaient être rendues que quand le vendeur serait arrêté et châtié, et il les a gardées (1). Ou bien c'est l'histoire du général Yañès, qui était en même temps l'aide de camp du président et l'agent des bandes de voleurs, les avertissant des envois d'argent faits par le gouvernement. Ceci n'est pas une supposition, car Yañès s'est empoisonné après sa condamnation, et le docteur Goupilleau a été appelé près de lui dans cette circonstance. Tout cela est déjà du passé; mais ce qui est très actuel, c'est le dénûment du trésor. Un négociant respectable, établi à Vera-Cruz, m'atteste que la garnison ne reçoit plus de paie depuis un mois, et depuis huit jours plus de rations. On songe à donner les douanes à une compagnie. Triste aveu d'impuissance de la part du gouverne-

(1) En même temps mes interlocuteurs me disent qu'il y a de très honnêtes gens parmi les négocians mexicains. Avec ceux-ci, on peut agir de confiance. Après l'échéance d'une lettre de change, on ne se presse pas d'en exiger la valeur; on donne du temps, et presque toujours on est payé.

ment! Il paraît qu'elles rendraient par ce moyen 30 pour 100 de plus; mais il y a trop de personnes intéressées aux abus de l'administration pour en permettre le remède.

On parle aussi de la condition des Indiens du Mexique. Un ecclésiastique français, qui a été plusieurs années curé au Mexique, me donne à ce sujet de tristes renseignemens sur l'oppression des Indiens par les blancs. Les uns sont corvéables; les autres sont exempts de corvées, mais accablés d'impôts. Quand le curé nous eut quittés, M. ... me dit que les Indiens sont surtout pressurés par les prêtres, qui, outre le prix des noces et des baptêmes, leur font donner quelque chose à chaque fête, — et il y a beaucoup de fêtes dans un pays espagnol. Une jeune fille avait perdu sa mère et ne possédait qu'une jument qui lui était nécessaire pour gagner sa vie. Le curé a réclamé la jument, disant que la mère de cette fille la lui avait donnée *par confession*. Il avait déjà fait tout vendre pour payer l'enterrement. M. .... ajoute que, dans quelques endroits, les Indiens ont chassé ces indignes prêtres. Ces détails me sont confirmés par un Français qui connaît bien les Indiens, car il vit dans l'intérieur du pays, n'ayant d'autre société européenne qu'un Irlandais qui habite dans le même village mexicain. M. Gay est de Toulouse. Le genre de vie qu'il mène n'a rien ôté à la cordialité et à l'urbanité de ses manières. Il me raconte comment un pharmacien de Toulouse a pu devenir un agriculteur de Pinota. Il lui restait à écouler en partie une pacotille qu'il allait vendant par le Mexique. On lui parla d'une foire à quelque distance, il s'y rendit. La foire terminée, il lui restait des marchandises. Il continua à marcher en avant. Arrivé sur une hauteur, il vit à ses pieds le village de Pinota dans une situation qui lui plut, et il lui sembla qu'il aurait plaisir à s'arrêter là et à y passer ses jours. Il s'y est établi en effet, et en est à sa seconde femme du pays. Il retourne en Europe voir sa sœur, et reviendra finir ses jours dans la patrie qu'il s'est choisie, où il a des chevaux, de la chasse, de l'aisance, et mène une vie qu'avec les mêmes ressources il ne lui serait pas possible de mener en Europe. Il serait parfaitement heureux, s'il pouvait décider quelques compatriotes à le suivre.

M. Gay me donne d'intéressans détails sur le coquillage des côtes mexicaines qui fournit une teinture semblable à la pourpre. Pour appliquer cette teinture, on entre dans la mer avec les fils ou la pièce d'étoffe qu'on veut colorer, on arrache les coquilles du rocher et on teint immédiatement. La couleur qui se montre d'abord est le vert; par l'exposition au soleil, le vert devient violet. M. Gay m'a donné un échantillon d'étoffe teinte par ce procédé. C'est bien la vraie pourpre des anciens, qui n'était point l'écarlate, mais un violet foncé, ainsi qu'on peut l'établir par plusieurs passages des écri-

vains de l'antiquité (1). M. Gay a quelques connaissances en histoire naturelle et beaucoup d'intelligence. Il s'emploierait volontiers à des collections d'animaux et de plantes dans un pays où il n'y a guère d'autre Européen que lui.

Un établissement français plus considérable, que vient de visiter un des passagers et dont M. Levasseur m'avait beaucoup entretenu à Mexico, est la colonie de Ticaltepec, sur les bords de la Nutla, à une vingtaine de lieues de Vera-Cruz. Là, quatre cents de nos compatriotes sont établis dans un pays sain et fertile, où ils cultivent la vanille, le café, le cacao, le sucre sans esclaves et le tabac. Je fume à bord des cigares qui proviennent de Ticaltepec, et, patriotisme à part, je les fume avec assez de plaisir. M. Levasseur, dans sa sollicitude pour cet établissement français, a demandé au gouvernement mexicain qu'on reliât Ticaltepec à Mexico par une route qui viendrait tomber à Jalapa; il pense que le gouvernement n'aurait qu'à faire les frais des matériaux et à payer les ingénieurs, et que les trois états intéressés par le voisinage au succès de l'entreprise y contribueraient pour le reste de la dépense. Il faudrait établir un entrepôt de tabac à Vera-Cruz. La régie achèterait une partie de ce tabac; ce serait une charge de retour pour les navires français qui vont au Mexique; ils prendraient aussi du sucre et d'autres produits. Il est impossible de ne pas partager cet intérêt de notre ministre à Mexico pour cette petite nationalité française qui, sans appui, se maintient isolée et lointaine, et dont la prospérité pourrait augmenter encore.

13 avril.

Aujourd'hui était la journée aux aventures. On a découvert les montagnes de la Jamaïque, on a vu des cachalots lancer l'eau de la mer par leurs évents, un beau paille-en-queue blanc a voltigé longtemps au-dessus du bateau entre nous et le soleil; on a aperçu des vaisseaux : depuis plusieurs jours, nous n'en avions pas rencontré un seul. Cette solitude de la mer est triste et a fait admirer la résolution de Colomb s'avançant intrépidement dans ce désert, soutenu par une idée fausse qui devait produire une immense découverte. Le soir, nous sommes entrés dans la rade de Kingston, principale ville de la Jamaïque. C'est bien ainsi qu'on se figure une cité coloniale : de petites maisons de toutes couleurs parmi des bosquets de palmiers.

Nous descendons à terre vers la tombée de la nuit par une chaleur étouffante. La population noire est bruyante et peu respectueuse pour les Européens. Elle jouit assez brutalement de sa liberté. N'importe, j'ai un certain plaisir à voir marcher la tête haute ces nègres

(1) Pindare parle des ailes de pourpre de la nuit. Homère donne fréquemment à la mer l'épithète de *purpurine;* c'est le *dark blue sea* de Byron.

qui du moins ne craignent pas le fouet du planteur, et ces négresses qui vous regardent fièrement en passant près de vous. Ici la race noire est chez elle; les Européens sont rares. Un visage blanc semble faire tache.

La Jamaïque est une des îles où l'émancipation a le moins réussi. Les journaux anglais retentissent chaque jour des lamentations de ses habitans. Il n'en a pas été de même dans toutes les colonies anglaises. A Maurice, la production a doublé après l'affranchissement des noirs. A Antigua, la prospérité des planteurs n'a pas été sensiblement troublée. Il paraît que dans les grandes îles, comme la Jamaïque, où il y a beaucoup de terre à cultiver, et où par conséquent la terre est à bon marché, on a plus de peine à faire travailler les noirs à la production du sucre. Ils aiment mieux acheter un petit champ et vivre de son produit. Je ne saurais les blâmer beaucoup de cette préférence, quelque désagréable qu'elle puisse être aux colons, car, à la place de ces noirs, je ferais certainement comme eux. De plus, l'état déplorable de la Jamaïque tient à deux autres causes peut-être, à la législation fondée sur le libre-échange, qui a privé les colonies anglaises de leurs prérogatives commerciales, et surtout à la mesure si inconséquente, mais nécessaire, à ce qu'il semble, qu'a prise le gouvernement de la Grande-Bretagne, et qui admet, sans avantage pour le sucre produit par le travail libre, le sucre produit par le travail esclave. Les habitans de la Jamaïque sont en droit de dire à l'Angleterre : Vous émancipez chez nous les esclaves, et vous donnez une prime contre nous aux pays qui en ont encore, pour payer votre sucre moins cher. Est-ce justice? Soyez philanthropes jusqu'au bout, ou ne le soyez pas à nos dépens.

De la Jamaïque à Saint-Thomas.

Après nous être promenés aux environs de Kingston, nous nous sommes rembarqués vers trois heures. M. ..., cet abbé français qui a été curé au Mexique et qui l'a été aussi à Haïti, m'apprend que dans trois jours une tentative va avoir lieu pour détrôner Soulouque. Un *gentleman* mulâtre avec qui j'ai déjeuné à Kingston partira ce soir pour aller prendre part à l'entreprise. J'avoue que je ne me sens nul intérêt pour sa majesté impériale noire, pour son pouvoir grotesque et sanguinaire. On a choisi le jour du sacre, et l'on espère être aidé par le sentiment catholique, assez puissant chez les populations d'Haïti, Soulouque n'ayant pu trouver pour le sacrer qu'un évêque non reconnu par le pape.

Nous avons ensuite longé les côtes montagneuses d'Haïti. Nous étions en vue de l'île le jour même où devait éclater le complot contre Soulouque. Il était assez piquant d'être dans le secret d'un évé-

nement qui s'accomplissait peut-être dans cette île que je voyais fuir devant mes yeux (1). M. l'abbé ... me parlait de ce pays qu'il a longtemps habité, où il a prêché contre Soulouque. Il me parlait aussi des Antilles françaises qu'il connaît également. Des planteurs qui viennent de la Martinique et de la Guadeloupe se sont mêlés à la conversation. Ils étaient naturellement peu favorables à l'émancipation; mais ils convenaient que bien qu'accomplie de la manière la plus brusque et la plus téméraire, elle n'avait pas eu d'aussi mauvaises conséquences qu'on pouvait le craindre. Les nègres libres travaillent aux sucreries. Les îles ne sont pas ruinées. Il y a eu d'abord une grande baisse dans la production sucrière; mais cette baisse diminue chaque année. Chaque année, le chiffre de la production s'élève. Après être tombé de soixante-dix mille boucauts à quinze mille, il est déjà remonté cette année à cinquante mille, et sans la sécheresse serait arrivé à soixante mille. Ainsi cette expérience, faite très imprudemment et dans des conditions très défavorables, n'a pas trop mal réussi. C'est un argument de plus contre la nécessité de l'esclavage. Je le recueille ici de bouches qui ne sont pas suspectes.

En approchant de Saint-Thomas, nous avons suivi de près la côte de Porto-Rico, où le bâtiment a touché pour mettre plusieurs passagers à terre, entre autres une prima donna et quelques chanteurs italiens que nous avions pris à la Jamaïque. L'île nous a semblé admirable. La nuit, tandis que nous regardions monter les fusées qu'on tirait pour célébrer l'accouchement de la reine d'Espagne, j'ai reconnu dans le ciel la croix du sud. Cette constellation, qui annonce au navigateur les cieux inconnus pour nous de l'hémisphère austral et que j'apercevais en Nubie à la même latitude dans le vieux continent, aujourd'hui comme alors me rappelait en mémoire les vers de Dante au commencement du *Purgatoire :* « Je vis ces quatre étoiles, etc. » Il n'est pas nécessaire, comme l'ont fait les commentateurs de *la Divine Comédie,* de voir là les quatre vertus théologales; Dante a pu connaître la croix du sud par les planisphères arabes.

Saint-Thomas, où nous avons passé deux jours pour faire notre provision de charbon, est une jolie petite ville qui a une rue pavée, ce qui est un avantage que ne possède pas, ce me semble, Kingston. La population noire y montre aussi un certain air de fierté, mais sans insolence. La ville est bâtie sur trois monticules et a une apparence chinoise. Les environs sont charmans. L'île appartient au Danemark; mais excepté la monnaie, les noms des rues et un chien danois, je n'ai rien vu qui me rappelât la Scandinavie parmi les cocotiers, les palmiers, les mangliers de Saint-Thomas. J'ai rencontré

(1) On sait que l'entreprise a échoué.

ici le général Florès, qui allait conquérir la république de l'Équateur. Ces états de l'Amérique du Sud, sauf le Chili, qui a bien eu sa petite révolution cet hiver, mais qui en somme continue à prospérer, sont tous livrés à des agitations et à des bouleversemens continuels. Voilà Rosas qui se fait chasser de Buenos-Ayres. Un Français qui vient de Caracas m'apprend que les choses ne vont pas mieux dans l'état de la Nouvelle-Grenade. Il y a quelque temps, l'on a conspiré contre le président : il devait être frappé pendant un repas. En effet, au dessert les épées ont été tirées; il s'est défendu et est parvenu à s'échapper. Depuis, on n'en a plus entendu parler; on ne sait ce qu'il est devenu. On est tranquille pour le moment à Caracas, capitale de l'état de Venezuela. C'est une agréable ville dans un charmant pays; là il s'est passé une chose assez singulière. Un *zambo,* c'est-à-dire un métis provenant du mélange du sang indien et du sang noir, nommé Paez, s'est trouvé le chef du parti aristocratique, et un homme appartenant à une ancienne famille du pays, Monagas, a chassé Paez; il gouverne maintenant au nom de la démocratie.

De Saint-Thomas aux Açores.

Comme Saint-Thomas est le point central des diverses lignes de bateaux à vapeur, à notre départ le bâtiment se trouve très au complet. Nous sommes maintenant, y compris l'équipage, environ deux cents personnes à bord. Vingt-trois enfans jouent sur le pont, où sont organisées des balançoires pour ces jeunes passagers. Le temps, qui avait été jusqu'ici merveilleusement beau, commence à se gâter un peu. La réunion des voyageurs est moins complète; beaucoup de dames ne paraissent plus. Cela est triste sans doute; mais le jour où tout le monde se porte bien, on ne sait comment trouver de la place à table, comment se faire servir et comment dîner. Nous avons eu à Saint-Thomas une irruption de Californiens venus par le bateau de Panama. Je les interroge sur cette cité naissante, ce monde primitif qui sort du chaos, sur cette ville de San-Francisco qui n'existait pas il y a quatre ans, et qui est maintenant une cité de cinquante mille âmes dont l'aspect est semblable à toutes les cités de l'Union. On me donne de curieux détails sur le *comité de surveillance,* sur ce pouvoir qui s'est formé comme naturellement et fait régner la justice dans une ville où les magistrats n'étaient ni assez purs ni assez forts pour l'établir. Les premiers négocians de la ville se sont, de par la nécessité, constitués en tribunal; ils ont fait arrêter les criminels, leur ont donné un avocat pour les défendre, un jury pour les juger; puis on a attaché une corde à un balcon, les membres du tribunal de surveillance ont paru sur le balcon, chacun a touché la corde

pour prendre la responsabilité du fait, et on a pendu les condamnés. Ce procédé judiciaire peut sembler dangereux, et chez nous le serait, je crois, beaucoup. J'ai demandé, non à des Américains, qui auraient été suspects de partialité pour cette procédure américaine, mais à des Allemands, à des Français qui venaient de San-Francisco : — Y a-t-il eu quelque condamnation qui ne fût pas évidemment juste? — Aucune. — Les membres du comité de surveillance n'ont-ils pas cherché à profiter de l'autorité dont ils étaient investis pour satisfaire des haines particulières, au moins pour se donner une importance politique et servir des intérêts de parti? — Jamais, c'eût été impossible. Le jour où leur action n'a plus été rigoureusement nécessaire, ils se sont séparés en déclarant que, si les circonstances l'exigeaient, ils se réuniraient de nouveau. — Telles sont les réponses qui m'ont constamment été faites. Je craindrais que partout ailleurs que chez des Anglo-Saxons une semblable expérience ne réussît pas. Je ne conseillerais point, par exemple, à des Français de la tenter.

Tout le monde en Europe a les yeux tournés vers la Californie, vers cet Eldorado rêvé par les *conquistadores* du XVIe siècle, qui leur échappa toujours comme en punition de leur cruauté, et devait se révéler en 1848 à un officier de la garde suisse de Charles X; mais on ne sait pas en général l'histoire de ce pays dont on parle tant. J'en dirai quelques mots.

Cortez toucha la côte de Californie, où un de ses lieutenans avait abordé le premier. Le golfe de Californie s'est appelé d'abord Mer de Cortez; mais le navigateur espagnol ne fonda aucun établissement dans ce pays, qui, chose curieuse, devait être conquis par des jésuites. Après s'être fait autoriser à cette conquête par le gouvernement de Mexico, les pères se mirent à l'œuvre. Le père Salvatierra débarqua sur la côte avec cinq hommes et leur caporal, éleva un mur autour d'une chapelle où il avait placé l'image de Notre-Dame-de-Lorette, et défendit contre les Indiens ce petit fort, qui fut plus tard la capitale de la basse Californie. De leur côté, des franciscains plantèrent une croix dans la Californie supérieure, au fond d'une rade magnifique qu'ils appelèrent San-Francisco; les apôtres de la pauvreté marquaient sans le savoir la place de la ville d'or.

L'histoire du gouvernement de la Californie par les missions est une admirable histoire. Résistant aux Indiens par les armes et pansant leurs blessés après le combat, les nourrissant, les instruisant, les gouvernant comme des enfans, défrichant le pays, agriculteurs, architectes, artisans; bâtissant des églises, des maisons, des moulins, jetant des ponts, creusant des canaux, les jésuites montrèrent là comme ailleurs cette possibilité de tout faire qui est le propre de leur institut. L'indépendance du Mexique et les révolutions qui la

suivirent, en désorganisant les missions, avaient plongé la Californie dans la plus irrémédiable anarchie. Au milieu du désordre, les aventuriers des États-Unis, venus par les cimes de la Sierra-Nevada, regardées longtemps comme infranchissables, commencèrent à jouer un rôle en appuyant quelqu'une des factions indigènes qui divisaient le pays. Ils trouvèrent un point d'appui dans le capitaine Sutter, qui, après la révolution de juillet, était allé bâtir un fort et fonder une espèce de principauté indépendante dans la vallée du Sacramento. Bientôt ils se soulevèrent contre la faible autorité du gouvernement mexicain, et proclamèrent leur indépendance en arborant un pavillon où l'on voyait un ours et une étoile. Enfin arriva la guerre du Mexique, et un parti d'Américains, composé de douze dragons sur des chevaux éreintés, de cinquante hommes montés sur des mulets et de cinquante fantassins, attaqua les troupes mexicaines; puis les Américains, aidés d'un renfort arrivé par mer et d'Espagnols mécontens, parvinrent à mettre en ligne cinq cents hommes qui opérèrent la conquête de la Californie. Elle avait déjà été une fois conquise par une armée cent fois moins nombreuse, les cinq hommes du jésuite Salvatierra.

Ce même capitaine suisse Sutter, qui avait joué un rôle dans ces événemens, était appelé à prendre une initiative bien autrement importante : celle de l'exploitation de l'or de la Californie. Un jour, comme il faisait la sieste, un de ses amis, nommé Markham, entra chez lui tout éperdu. La première pensée de Sutter fut qu'une attaque se préparait contre lui, et il sauta sur sa carabine; mais Markham le détrompa en jetant sur la table une poignée de pépites d'or qu'il venait de découvrir. Ayant vu quelques cailloux briller au soleil, il ne s'était pas donné d'abord la peine de se baisser pour les prendre; puis il en avait ramassé un avec distraction et avait reconnu de *l'or;* il s'était rapidement assuré que le précieux métal abondait dans les environs. Le capitaine Sutter organisa les premiers lavages. Bientôt tout se précipita vers la Californie. Aujourd'hui on dit que Sutter, à la suite de spéculations malheureuses, est entièrement ruiné. Les chercheurs d'or lui ont fait une pension qu'ils lui doivent bien.

Un Français qui revient de la Californie nous montre des échantillons du précieux minerai. La récolte aurifère, loin d'être à la veille de s'épuiser, comme on l'a quelquefois annoncé, donne au contraire les espérances les plus fondées d'un accroissement indéfini. Les gisemens d'or s'étendent à une grande distance. Chaque jour, on en découvre de nouveaux. On a commencé par s'adresser surtout au sable des rivières, qui offrait le minerai dans l'état où il est le plus facile de le recueillir et de le dégager; mais ce sable ne contient de

l'or que parce qu'il provient des montagnes d'où les eaux l'ont entraîné. Ces montagnes sont les vraies mines à exploiter (1).

A mesure que nous nous avançons, le ciel est moins constamment pur, et l'Océan remplace sa constante sérénité par des accès passagers de mauvaise humeur, puis reprend son calme et son sourire accoutumés. Nous sommes sur la limite de la mer enchantée des Antilles et de la mer sauvage de l'Europe. Une autre circonstance assombrit un peu les fronts des passagers : les vivres diminuent chaque jour. En allant visiter le garde-manger vivant du navire, je vois avec une certaine inquiétude décroître le nombre des moutons, des porcs, des poulets. Les bœufs ont disparu, et nous sommes menacés d'être réduits à la viande salée pour les dix ou douze jours qui nous restent à passer en mer. Si le temps est beau, nous toucherons aux Açores pour nous ravitailler. Chacun désire vivement qu'il en soit ainsi.

23 avril, les Açores.

Enfin nous découvrons les Açores. Outre l'intérêt tout prosaïque qui me faisait désirer de les apercevoir, leur vue, après plusieurs jours de navigation sur une mer sans îles, réjouit l'âme et les yeux. Elles se présentent de la manière la plus gracieuse, annoncées par le Pic, beaucoup plus élevé que le Vésuve, mais qui lui ressemble. En approchant, l'illusion augmente, et c'est la baie de Naples que je crois contempler. Je n'ai jamais rien vu qui la rappelle davantage. L'île de Caprée seule est absente; mais le Pic à notre droite, à notre gauche une île assez semblable à Ischia, en face une ligne qui s'allonge comme Procida, une autre qui s'abaisse comme le Pausilippe, rendent la comparaison de plus en plus exacte. Seulement, en approchant de Fayal, on s'aperçoit que les collines très vertes et très fertiles sont presque entièrement dépouillées d'arbres.

Nous nous arrêtons en face de la ville de Fayal. Ses maisons blanches bordent la mer; les églises sont blanches aussi; les portes et les fenêtres, encadrées d'une pierre noire, ont un aspect particulier que je n'ai vu qu'ici. Le capitaine a déclaré qu'on ne descendrait point à terre; quelques passagers n'en risquent pas moins une promenade furtive. Pendant ce temps, le bâtiment est entouré de barques remplies d'oranges, de petits paniers à la mode du pays, de fleurs artificielles en plumes; mais ce que l'on voit venir à bord avec encore plus de plaisir, ce sont des quadrupèdes et des volatiles qui nous rassurent tous sur l'avenir de nos dîners. Bientôt on repart,

(1) En septembre 1853, il résulte des derniers rapports sur la Californie qu'elle a déjà fourni 40,000,000 de livres sterling, probablement un dixième environ de tout l'or qui jusque-là existait dans le monde. (*The Economist*, 17 septembre 1853.)

cette fois décidément pour l'Europe. Nous sommes déjà dans l'ancien monde, car les Açores appartiennent à l'Afrique.

Les Açores, découvertes avant l'Amérique, formaient comme l'avant-poste des régions ignorées vers lesquelles s'élançaient les imaginations du xve siècle. On disait qu'on y avait vu échouer des arbres inconnus et même des cadavres, qu'on avait aperçu des canots passer à quelque distance, poussés par les courans. On racontait que, dans l'île de Cuervo, la plus occidentale des Açores, on avait trouvé la statue gigantesque d'un cavalier dont la main s'étendait vers l'ouest et semblait diriger de ce côté l'audace des navigateurs. C'était alors le seuil du monde inconnu. Les uns placèrent de ce côté les îles Fortunées des anciens, les autres l'île flottante de Saint-Brandan. Les Espagnols qui y abordèrent au xive siècle croyaient y trouver une mer enveloppée de ténèbres, aux confins de l'univers. Aujourd'hui les Açores sont comme le terme de notre traversée d'Amérique. Il nous semble en les touchant nous sentir déjà en Europe. Ces limites des anciens voyages sont presque pour nous les frontières de la patrie. En effet, à peine a-t-on passé les Açores, que la mer prend décidément l'aspect sévère de l'Océan européen. La température perd tout à fait ce qu'elle avait conservé de la douceur des tropiques. D'autre part, elle s'anime, on rencontre plus de navires. Quelques jours encore, et l'Atlantique sera franchi.

Un seul incident a rompu la monotonie de nos dernières journées de bord, et cet incident était triste. Un vieil agent de la compagnie que nous avions pris à Saint-Thomas est mort subitement dans sa cabine. Quelques passagers ont entendu le vieillard pousser un cri d'angoisse et comme de désespoir; on est entré, et on l'a trouvé expiré sur son lit. Cette mort solitaire pourrait bien être le lot de ceux qui courent le monde. Une telle perspective n'a rien de riant. Je n'aimerais pas à mourir ainsi, d'autant plus que les funérailles n'ont point eu la solennité que j'attendais. On n'a point apporté le corps sur le pont. Après quelques prières prononcées dans une des chambres du bâtiment, on a jeté sans aucun appareil le cadavre dans la mer par une ouverture pratiquée sur le flanc du navire, et qui sert à vider les cuvettes. Il était enveloppé dans un pavillon; mais pour ne rien perdre, on a retiré le pavillon avec une corde. Tel a été le dernier événement de la traversée.

Au bout de quelques jours, nous sommes arrivés à Southampton, et le surlendemain 10 mai, j'étais à Paris, prêt à ouvrir mon cours au Collége de France, comme je l'avais annoncé de Vera-Cruz avant de partir pour Mexico.

J.-J. Ampère.

L'ÉCONOMIE RURALE

EN ANGLETERRE.

V.

LA VIE AGRICOLE DANS LES COMTÉS DU SUD.

I.

Après avoir jeté un coup d'œil d'ensemble sur l'économie rurale anglaise (1), je vais essayer de faire connaître à part chacune des régions dont se compose le royaume-uni : l'Angleterre d'abord, avec le pays de Galles, l'Ecosse et l'Irlande ensuite.

L'Angleterre proprement dite se divise en 40 comtés. La moyenne de ces comtés est égale en étendue à la moitié d'un de nos départemens français, mais il y a parmi eux beaucoup d'inégalité. Le comté de Rutland est à peine grand comme un de nos cantons; celui d'York vaut à lui seul deux de nos plus grands départemens. On les partage assez généralement en cinq groupes : le sud, l'est, le centre, l'ouest et le nord. Je commence par le groupe du sud, le moins riche des cinq, parce qu'il se présente le premier à ceux qui arrivent de France; il contient sept comtés.

Abordons à Douvres, et entrons dans le comté de Kent. Tous les voyageurs français sont portés à juger l'Angleterre par le pays qu'ils traversent en allant de Douvres à Londres. Cette province présente en effet les traits les plus généraux du paysage anglais, et peut don-

(1) Dans la *Revue* du 15 janvier, du 1er et 15 mars, et du 15 avril 1853.

ner à un étranger une idée superficielle du reste de l'île; mais au fond elle a un caractère particulier, et les Anglais, naturellement plus frappés que nous des différences, peuvent dire avec raison qu'elle fait exception. Cette exception se manifeste partout, dans la nature des cultures, dans l'étendue des fermes, et jusque dans la législation. Le Kent formait autrefois un royaume à part; sur cette terre où la tradition est si vivace, il en est resté quelque chose.

Géologiquement, le Kent appartient à ce grand bassin d'argile tenace dont Londres occupe le centre. Ces sortes de terres étant, dans l'état actuel de l'agriculture britannique, les moins bien cultivées et les moins productives, le pays peut être considéré dans son ensemble comme en retard sur beaucoup d'autres; cependant il est moins arriéré que ses voisins les comtés de Surrey et de Sussex, soit que l'argile s'y montre moins rebelle, soit que le grand courant commercial qu'ont entretenu de tout temps l'embouchure de la Tamise et le voisinage de la capitale y ait favorisé l'esprit d'industrie. Le sous-sol est calcaire. Une ligne de collines crayeuses court le long de la mer et y forme ces blanches falaises qui ont fait donner à l'île le nom d'Albion.

La rente des terres y était en 1847 à peu près égale à la moyenne des rentes en Angleterre, c'est-à-dire de 20 à 25 shillings l'acre, ou de 60 à 75 fr. l'hectare, terres incultes et terres cultivées tout compris. C'est beaucoup sans doute quand on compare ce chiffre à la moyenne des rentes en France, mais peu de chose en comparaison du nord et du centre de l'île. Les agronomes anglais blâment les procédés de culture encore suivis par les cultivateurs du Kent. Ce pays passait autrefois pour un des mieux exploités; il a conservé la plupart de ses anciennes pratiques, qui sont aujourd'hui dépassées par les riches et habiles fermiers du nord. On peut dire que la révolution agricole dont Arthur Young a donné le signal ne s'y est pas faite, et qu'on y trouve plutôt l'ancienne agriculture anglaise que la moderne. Cette riche culture herbagère, qui fait l'orgueil et l'originalité du sol britannique, y est peu répandue. Les terres humides qui longent les fleuves sont à peu près seules en prés naturels; il faut cependant excepter le célèbre marais de Romney, situé le long de la mer, qui couvre une superficie d'environ 16,000 hectares, et qui passe avec raison pour un des plus riches herbages du royaume. Là s'est formée la belle race de moutons connus sous le nom de *new Kent*, qui joint à des qualités éminentes pour la boucherie l'avantage d'une laine supérieure à celle des autres races anglaises. A part cette race précieuse, les bestiaux du Kent n'ont rien qui les distingue; ce n'est pas là qu'il faut aller chercher les grands types nationaux. Les cultures mêmes laissent à désirer. Depuis quelques années, des pratiques perfectionnées se répandent : la crise agricole a sévi sur

le Kent et amené de nouveaux efforts, l'extension du drainage paraît destinée à transformer ces terres argileuses; mais en général les vieux erremens persistent. Tout le monde a pu remarquer, en passant, la lourde charrue du pays traînée par quatre chevaux, quand deux devraient suffire, et le reste est à l'avenant.

Quand l'île entière s'adonne à deux ou trois cultures principales en négligeant tout le reste, le Kent reste fidèle à des productions spéciales qui lui ont mérité le nom de jardin de l'Angleterre. On y récolte la moitié à peu près du houblon produit dans le royaume. Dans l'île de Thanet, on fait venir des graines de toute espèce pour les marchands grainiers de Londres. Dans les parties les plus rapprochées de la capitale, c'est la culture maraîchère en grand. On y trouve des vergers d'arbres à fruits, des champs de légumes; rien de pareil ne se voit ailleurs en Angleterre. Le nombre des maisons de plaisance pour les riches habitans de Londres y est aussi considérable. L'étendue des exploitations varie beaucoup, mais la petite et la moyenne culture dominent. Beaucoup de fermes n'ont pas plus de 10 à 15 acres ou de 4 à 6 hectares, très peu excèdent 200 acres ou 80 hectares; on en voit quelques-unes de 250 à 500, mais elles sont rares, ce qui s'explique par plusieurs causes, notamment par la législation spéciale qui régit la province.

Dans le comté de Kent, la succession immobilière du père de famille mourant *ab intestat* n'est pas de plein droit dévolue à l'aîné, comme dans le reste de l'Angleterre. Les terres, sauf celles qui sont exceptées par un acte spécial de la législature, sont possédées en *gavelkind*, c'est-à-dire partagées par égales portions entre tous les enfans mâles du père de famille mort sans testament, et, à défaut de mâles, entre ses filles. On suppose que c'était là le droit commun de l'Angleterre avant la conquête normande; il n'en est resté trace que dans le Kent et sur un petit nombre d'autres points. Cette ancienne coutume a eu pour résultat de diviser la propriété plus qu'ailleurs. Sous ce rapport capital, comme sous plusieurs autres, le Kent ressemble plus à une province française qu'à un comté anglais. Il est vrai que l'esprit national lutte contre cette disposition de la loi, ce qui n'arrive pas en France. La plupart des parens ont soin de faire un aîné par testament; d'autres ont demandé que leurs propriétés fussent placées, par des lois spéciales, sous l'empire du droit commun. Le nombre des *yeomen*, c'est-à-dire des propriétaires cultivant eux-mêmes, est encore assez considérable; mais cette classe d'hommes, qui ne se conserve que dans le Kent et dans quelques districts montagneux, tend là encore à s'effacer devant la nouvelle constitution de la propriété et de la culture.

Ce comté est un des plus peuplés; il contient environ 550,000 ha-

bitans sur une superficie totale de 400,000 hectares, ou plus d'une tête et quart par hectare, à peu près la même proportion que dans le Bas-Rhin. Heureusement l'agriculture n'est pas tout à fait seule à nourrir cette population. Si l'industrie proprement dite a peu d'activité, le commerce au moins est florissant, grâce aux nombreux ports de la côte, et la condition du peuple paraît meilleure dans le Kent que dans les comtés voisins. La moyenne des salaires d'homme est d'environ 15 francs par semaine, ou 2 francs 50 centimes par jour de travail. En résumé, le Kent ne présente aucun trait saillant, ni en bien ni en mal, à l'observateur. Il forme, par sa physionomie générale comme par sa situation, une sorte de transition entre le nord-ouest de la France et l'Angleterre. Bien supérieur, comme richesse agricole, à la moyenne de nos départemens, il est inférieur dans l'ensemble à nos meilleurs, le Nord et la Seine-Inférieure par exemple. Presque tous les voyageurs le traversent rapidement pour se rendre à Londres, nous ne nous y arrêterons pas davantage. Ailleurs qu'en Angleterre, un pays arrivé à ce point de production et de population serait digne de remarque; ici, il n'a rien que d'ordinaire. Le paysage même, que les Anglais vantent beaucoup, est gracieux sans être frappant. Tout s'y montre à l'état moyen, la beauté pittoresque comme la richesse agricole.

Au sud-ouest du comté de Kent s'étend l'ancien royaume des Saxons du sud, aujourd'hui comté de Sussex. La rente moyenne des terres y descend à 18 shillings l'acre ou 57 francs l'hectare. C'est encore beaucoup plus que la moyenne des rentes en France, mais fort au-dessous de la moyenne de l'Angleterre. Les salaires aussi descendent plus bas que dans le Kent; ils sont en moyenne de 12 fr. par semaine, ou 2 francs par jour de travail.

L'étendue du Sussex est à peu près égale à celle du Kent, c'est-à-dire d'environ 400,000 hectares, ou les deux tiers de l'étendue moyenne de nos départemens. La population n'y est plus que de 300,000 âmes, ou un peu moins d'une tête par hectare. La moitié environ de cette surface forme ce qu'on appelle le *Weald*. C'est peut-être la partie de toute l'Angleterre où l'agriculture est le plus arriérée. La faute en est surtout à la nature extrêmement argileuse du sol. Dans les siècles passés, ce pays était couvert de forêts épaisses, comme l'indique son nom, qui signifie *bois*. Là se trouvait la grande forêt d'Andraswald, mémorable par la mort du roi de Wessex, Sigebert, qui y fut assassiné par un porcher. Encore aujourd'hui, le Weald est remarquable par la quantité de beaux arbres qu'il produit. Il est partagé en fermes de 50 à 200 acres, ou de 20 à 80 hectares, louées de 5 à 15 shillings l'acre, ou de 15 à 45 francs l'hectare. Même à ce prix, la plupart des fermiers ne peuvent pas payer. Ce sont en

général des hommes sans capitaux, aussi ignorans que pauvres; ils avaient à peine de quoi vivre avant la baisse des prix, aujourd'hui leur détresse est extrême. Ce n'est pas le faible taux des rentes qui fait l'aisance du fermier; partout où les rentes sont élevées en Angleterre, les fermiers font mieux leurs affaires que là où elles sont basses; tout se lie dans la pauvreté comme dans la richesse. Les machines perfectionnées sont peu répandues dans le Weald : on y bat encore au fléau. C'est aussi la seule partie de la Grande-Bretagne où l'on cultive encore avec des bœufs. Ces bœufs, d'une grande taille et d'une conformation vigoureuse, contrastent par leur aspect avec les autres races nationales; les vaches sont mauvaises laitières, comme dans toutes les races de travail. On se croirait, en le traversant, dans une de nos moins bonnes provinces.

Un des plus grands propriétaires anglais et des plus occupés d'agriculture, le duc de Richmond, a sa principale résidence, Goodwood, dans le comté de Sussex. Aussi a-t-il été un des chefs de la croisade contre le *free trade*.

Tout le monde sent que le Weald ne peut pas rester dans l'état où il est. Nulle part une large infusion de capital, pour parler comme sir Robert Peel, n'est plus nécessaire; mais ce capital n'est pas facile à trouver : sur les lieux, il manque absolument. Les propriétaires, n'ayant que peu de revenus, ne sont guère plus que leurs fermiers en état de faire des avances. Il faut que l'argent vienne du dehors, soit par une transformation de la culture, soit par une transformation de la propriété. De pareilles crises sont toujours douloureuses. Si les procédés de la grande culture s'introduisent, et il est bien difficile, dans l'état actuel des idées et des capitaux en Angleterre, de vaincre autrement la résistance du sol, que va devenir cette population de petits tenanciers qui s'était développée de siècle en siècle à l'abri de l'ancienne organisation agricole? Ces malheureux, qui cultivent la terre natale depuis plusieurs générations, seront forcés d'émigrer. Ainsi le veut la fatalité moderne : quiconque ne sait pas assez produire est rejeté comme un être à charge à la communauté.

Plusieurs essais heureux montrent ce que peut devenir la terre de Sussex entre des mains riches et habiles. Parmi ces modèles qui devancent l'avenir se trouve la ferme de Hove, près Brighton. Cette ferme, tenue par M. Rigden, a une étendue de près de 300 hectares (740 acres); elle est louée 1,300 livres sterl. ou 32,000 francs, ce qui porte la rente à 110 francs par hectare. Les impôts sont de 150 livres sterl. ou 3,750 francs, soit un peu plus de 12 francs par hectare; les assurances, de 2,500 francs, en tout près de 39,000 fr. Les frais d'exploitation annuels s'élèvent à 75,000 fr. ou environ 250 francs par hectare, divisés ainsi qu'il suit : salaires, 42,000 fr.;

mémoires d'ouvriers, 8,700 francs; achat d'engrais et de semences, 23,400 francs : total de la dépense annuelle, 380 francs par hectare. De plus, M. Rigden a dépensé en entrant dans sa ferme 12,000 liv. sterling ou 300,000 francs, soit environ 1,000 francs par hectare, pour la mettre en valeur. Ce capital doit, d'après les règles généralement admises en Angleterre, rapporter 10 pour 100. M. Rigden doit donc pour s'y retrouver obtenir, de produit brut, environ 480 fr. par hectare, ou 145,000 francs en tout. Voilà la grande culture anglaise dans ce qu'elle a de plus magnifique.

L'assolement adopté est le suivant : 40 acres sont en pâturage permanent; sur les 700 autres, la moitié est en grains, et l'autre moitié en récoltes fourragères; les 350 acres en grains se divisent ainsi : 250 en froment, 40 en orge et 60 en avoine; les 350 de récoltes fourragères se divisent ainsi : 20 en betteraves, 12 en turneps, 42 en rutabagas, 6 en carottes, 50 en pommes de terre, 10 en choux, et le reste en trèfle, ray-grass, luzerne, sainfoin et vesces. Cet assolement diffère un peu de celui généralement suivi en Angleterre, en ce qu'il donne une plus large place au froment et une moindre aux turneps qu'on ne le fait ordinairement. C'est une conséquence de la nature du sol, plus propre au froment qu'à l'orge et aux fourrages verts qu'aux racines.

M. Rigden obtient en moyenne par acre 36 boisseaux de froment, 40 d'orge et 60 d'avoine, ou à un dixième près autant d'hectolitres à l'hectare. L'avoine est consommée presque tout entière par les chevaux de la ferme; mais il a vendu tous les ans, même après la baisse des prix, pour plus de 60,000 francs de froment et d'orge. Voici le bétail qu'il entretient : 350 brebis *south-down* de la plus belle espèce, 20 béliers, 150 agnelles d'un an, 21 vaches laitières, 12 génisses, 28 chevaux de travail et un petit nombre de cochons. Il n'engraisse pas de moutons; il vend annuellement environ 250 agneaux de six mois et une centaine de brebis de quatre ans qu'il remplace par ses élèves. Cette branche de produits lui rapporte plus de 12,000 francs, à cause de la haute réputation de sa race; ses jeunes agneaux se vendent 25 francs, les brebis mères et les béliers plus du double. Quant aux vaches laitières, il engraisse tous les ans les 6 plus vieilles qu'il remplace par des élèves; tous les autres veaux sont vendus en naissant. Ces vaches produisent en moyenne 2 gallons et demi, ou près de 12 litres de lait par jour; le lait se vend à Brighton 22 centimes le litre, ce qui porte le produit d'une vache à 900 francs environ par an. En y comprenant les veaux et les vaches grasses, la vacherie rapporte une vingtaine de mille francs. Il faut que M. Rigden vende encore pour environ 50,000 fr. de paille, de foin et de pommes de terre. Le voisinage de Brighton lui fournit un

débouché assuré pour ses foins et ses pailles, à cause du grand nombre de chevaux qui s'y trouvent dans la saison des bains. Sur les 28 chevaux de travail, 7 sont presque toujours occupés sur la route de Brighton à transporter des produits et à rapporter des engrais.

L'exemple de M. Rigden n'a encore que peu d'imitateurs. Tout le monde n'a pas 300,000 francs à mettre dans une exploitation rurale, surtout dans un pays comme le comté de Sussex, où l'agriculture est depuis longtemps en souffrance. Néanmoins l'élan est donné; on peut affirmer que, d'ici à peu d'années, la transformation sera en bonne voie. Deux chemins de fer, celui de Douvres à Brighton et celui de Turnbridge à Hastings, traversent le Weald; deux autres, ceux de Douvres à Londres et de Douvres à Chichester, l'embrassent; plusieurs embranchemens rallient ou rallieront ses diverses parties à ces grandes lignes; sa situation le met à la portée de deux grands marchés, Londres et Brighton. Il est impossible que dans de pareilles conditions, la révolution agricole ne finisse pas par s'accomplir.

A côté du Weald, le comté de Sussex présente déjà une des régions les plus originales et les plus prospères de la Grande-Bretagne : ce qu'on appelle les dunes du sud ou *south-downs*. On désigne ainsi une rangée de collines calcaires d'environ quatre lieues de large sur vingt-cinq de long, qui s'étend le long de la côte dans toute la largeur du Sussex, et qui pénètre à droite et à gauche dans les comtés de Kent et de Hants; le sol en est maigre et brûlant, et se montre rebelle à toute culture. Cette stérilité même a fait leur fortune; elles sont couvertes, depuis un temps immémorial, de troupeaux de moutons qui paissent l'herbe courte, mais savoureuse, qu'elles produisent, et qui les engraissent de leurs déjections. Ces moutons, habilement conduits par des éleveurs soigneux, sont devenus la souche de la race dite *south down,* la plus recherchée aujourd'hui en Angleterre. Les riches Anglais qui affluent à Brighton dans la saison placent au premier rang, parmi les amusemens de cette résidence, le plaisir de galoper à cheval sur ces dunes immenses où rien ne les arrête. Point d'arbres, peu de bruyères ou d'arbustes, partout un gazon fin et serré jeté sur leurs pas comme un vert tapis; mais cet abandon apparent de la terre livrée à elle-même, cette solitude que peuplent seulement de grands troupeaux parqués, cachent une exploitation habile et lucrative.

La rente doit être à peu près la même dans le comté de Surrey que dans celui de Sussex. La nature du sol n'est pas meilleure. Le midi du comté touche au Weald et en reproduit tous les inconvéniens. L'ouest a un autre genre d'infertilité : ce sont de mauvaises landes que la culture n'a pas encore abordées partout, parce qu'elles n'en paieraient pas les frais. Quant au nord et à l'ouest, Londres les rem-

plit de ses faubourgs et de ses immenses dépendances; tout le côté droit de la Tamise à Londres, c'est-à-dire Southwark tout entier, fait partie du comté de Surrey.

Ce comté n'a donc aucune importance agricole; la population qui s'y accumule est beaucoup plus urbaine que rurale. Il n'a d'ailleurs que peu d'étendue, 400,000 acres anglais ou 160,000 hectares, l'équivalent d'un de nos arrondissemens. C'est celui que les étrangers visitent le plus à cause de son voisinage de Londres et de la quantité de belles résidences royales ou autres qui s'y trouvent. Là sont Kew, Richmond, Hamptoncourt, Twickenham, Claremont, Weybridge; Windsor, le Versailles anglais, est tout proche. Cette belle campagne a été de tout temps célébrée comme une des plus riantes du monde, et elle mérite sa réputation. A quelques milles au-dessus de Londres, la Tamise n'est plus qu'une rivière de parc dont les eaux claires, couvertes de cygnes, serpentent au milieu des plus vertes prairies et sous les ombrages les plus magnifiques. Les parcs se touchent, les châteaux se succèdent, entremêlés de villas élégantes et de gracieux cottages. Des chemins entretenus avec soin circulent au milieu de ce paysage enchanteur et en montrent successivement toutes les beautés.

Chaque peuple a son goût en fait de jardins : les jardins italiens sont des œuvres d'art où la sculpture et l'architecture s'emparent des arbres eux-mêmes pour les soumettre à l'effet monumental; les jardins français se composent de longues allées percées dans de grands bois, et d'élégans parterres où des massifs de verdure et de fleurs marient leurs couleurs et leurs formes; le jardin anglais n'a rien de pareil, tout y est exclusivement champêtre. Ce peuple est pasteur, agriculteur et chasseur par excellence, avant même d'être marin. Pas de bois proprement dits, des arbres semés çà et là sur d'immenses prairies, des chemins au lieu d'allées; rien d'artificiel, d'arrangé ou ayant l'air de l'être; la vraie campagne portée à sa perfection par la fraîcheur des gazons, la beauté des arbres et des troupeaux, la profondeur des horizons, l'heureuse distribution des eaux, l'utile enfin essentiellement uni à l'agréable, l'art n'aspirant qu'à dégager la nature de ses aspérités et de ses défaillances pour la laisser parée de ses agrémens et de sa fécondité : tel est le spectacle que présente de toutes parts le comté de Surrey. La forme *ondu-leuse* du sol, comme disent les Anglais, qui aiment à retrouver sur la terre l'image de l'océan, y ajoute la grâce des perspectives. « Montons sur ta colline, délicieux Richmond, chantait Thompson il y a plus d'un siècle, et contemplons de là l'heureuse Angleterre. Partout de frais vallons, des plaines fertiles, des villes populeuses, des ruisseaux d'argent, des prés qui verdissent en plein été, des mois-

sons qui flottent en vagues dorées. » Tout Anglais, en parcourant cette campagne chérie, chante dans son cœur cet hymne de l'orgueil national. Ce n'est pourtant pas la bonté du sol qui a fait toutes ces merveilles; naturellement aride sur les hauteurs et marécageux dans les bas-fonds, il n'a pu être amélioré qu'à force de travail. Il n'y a pas jusqu'aux landes qu'on rencontre encore de temps en temps, toutes couvertes d'ajoncs, de genêts et de bruyères, qui ne contribuent par leur mine sauvage à la variété du coup d'œil; on les appelle des champs communs, *common fields*. Tout ce qui est en Angleterre est beau aux yeux des Anglais, et en effet la terre inculte a bien son charme à côté de la terre cultivée. Les *common fields* sont traversés par de nombreux sentiers et remplis de promeneurs; ils sont là comme un souvenir de l'ancien état du pays, comme un prélude de ces immenses bruyères d'Écosse si chères aux voyageurs et aux poètes. Les jeunes amazones des villas voisines y font galoper leurs chevaux avec un sentiment de fière liberté, comme si elles se lançaient dans les savanes de l'Amérique, et l'étranger ne peut qu'admirer ce goût ingénieux qui sait tirer parti même de la pauvreté du sol pour en faire un objet de plaisir et de luxe.

Les moindres coins de terre, dans cette banlieue de Londres, ont leurs souvenirs. Les plus grands hommes de l'Angleterre, ministres, poètes, guerriers illustres, y ont résidé. Pour nous-mêmes Français, ils commencent à se peupler de pieuses traces : les plus grands débris de nos discordes civiles y sont venus chercher un port. C'est dans un de ces villages calmes et agrestes, à Weybridge, que reposent dans une bien petite chapelle les restes mortels du roi Louis-Philippe, non loin de Twickenham, où il a passé une partie de sa jeunesse, et de Claremont, où il est mort, après avoir porté une couronne entre deux révolutions. Toute l'histoire moderne de l'Angleterre et de la France est dans ce rapprochement : ici toujours l'orage, là toujours la paix.

Le *Hampshire* ou comté de *Hants* s'étend le long de la mer à la suite du comté de Sussex. Ceux qui arrivent de France en Angleterre par Southampton font d'abord connaissance avec le Hampshire, comme ceux qui arrivent par Brighton avec le Sussex, et ceux qui arrivent par Douvres avec le Kent. Cette province passe pour une des plus agréables à habiter, à cause de son climat, qui est doux et salubre. La charmante île de Wight, séjour de prédilection des riches Anglais et où se trouve la résidence favorite de la reine, est une des dépendances du Hampshire.

Le sol en est généralement mauvais, surtout vers le nord, où il touche au comté de Surrey et à celui de Berks. Il y avait là autrefois une immense lande connue sous le nom de *bruyère de Bagshot;*

c'est la Sologne de l'Angleterre. On en a défriché plusieurs parties, on en a planté d'autres en arbres résineux, mais il en est beaucoup resté à l'état inculte, et ce qui a été cultivé a fort mal payé les frais de culture. Les landes reparaissent vers le sud-ouest, où se trouvait la grande forêt appelée *forêt nouvelle, new forest,* parce qu'elle avait été créée par Guillaume le Conquérant. Ce roi avait, dit-on, détruit des villes et villages et interdit à la population un immense espace qu'il se réservait pour la chasse; c'est cet espace vide et désert qu'on appelait alors et qu'on appelle encore une *forêt,* du vieux mot français *fors,* dehors, dérivé lui-même du latin. Ces terrains abandonnés se couvraient peu à peu de broussailles, puis de grands arbres, et telle est l'origine de la plupart des forêts existantes. La *new forest* est maintenant très réduite; elle ne couvre plus que 26,000 hectares qui appartiennent à la couronne. D'autres forêts qui n'ont laissé que peu de traces s'étendaient sur d'autres points du comté.

Le comté de Hants est donc une ancienne contrée de forêts et de bruyères; voilà son caractère principal. Les bruyères nourrissaient une espèce de moutons, petite, mais excellente, connue sous le nom de moutons de Bagshot. Les forêts de chênes, semblables à celle où s'ouvre le roman d'*Ivanhoe,* nourrissaient à leur tour des troupeaux de porcs qui fournissaient un lard estimé; le lard du Hampshire est encore considéré comme le meilleur. Le pays a été modifié par la culture, mais il a beaucoup conservé de son ancien aspect : les beaux arbres y abondent, et on y trouve encore des étendues de bruyères et de bois. La *new forest* est célèbre par ses sites sauvages. La rente de la terre y descend assez bas : on l'évalue à 45 fr. l'hectare en moyenne; mais cette moyenne est ainsi abaissée par la quantité de terres médiocres qui ne produisent que des bois ou de mauvais pâturages; dans les meilleures, l'agriculture est assez avancée. La population, bien plus nombreuse qu'un pareil sol ne le ferait supposer, s'élève environ à une tête par hectare. Il est vrai que, plus encore que dans le Kent, une partie de sa subsistance lui vient du dehors. Les ports de Southampton et de Portsmouth, l'un commercial, l'autre militaire, sont les théâtres d'une immense activité. On y apporte de France beaucoup de denrées alimentaires.

Dans les mauvais districts, les fermes sont très vastes : on en trouve qui ont jusqu'à 400, 800, 1,200 hectares; dans le midi du comté, elles ont moins d'étendue, de 50 à 200 hectares environ. Ce sont toujours des moutons qu'on produit à peu près exclusivement dans les fermes à grands parcours; seulement la race a été grandement améliorée, non pour la qualité, mais pour la quantité de la viande. Il en a été de même de la race de porcs, qui n'est plus la race grande, agile et forte d'autrefois, mais qui s'engraisse mieux et plus vite.

La *new forest* est, avec celle de Windsor, dans le comté de Berks et une partie de celle de Sherwood, dans le Nottingham, si célèbres toutes deux dans les légendes nationales, tout ce qui reste des anciennes forêts d'Angleterre. On a vivement attaqué dans ces derniers temps l'existence de ce vestige du passé. Elle est, dit-on, un refuge de braconniers et de voleurs, et le sol qu'elle occupe peut être avantageusement divisé et vendu, soit pour des fermes, soit pour des parcs. Le préjugé qui s'oppose en France au défrichement est beaucoup moins fort en Angleterre; le bois de chauffage n'y a que très peu de valeur, et les progrès de la population ont été si rapides, qu'il a bien fallu chercher avant tout les moyens de la nourrir. L'opinion publique est plutôt contraire que favorable à la conservation des forêts; tout le monde comprend parfaitement qu'il est de l'intérêt général de rendre la terre aussi productive que possible, et que la maintenir en bois quand elle peut produire quelque chose de mieux, c'est se résigner tous les ans à une perte considérable. On fait bien valoir encore, dans un sens opposé, des considérations tirées de la marine : on dit que les forêts royales peuvent seules fournir le bois de chêne nécessaire pour la construction des vaisseaux, ces remparts mobiles de l'Angleterre; mais cette raison elle-même a perdu beaucoup de son crédit : il a été démontré qu'il était bien moins cher de faire venir les bois pour la marine des pays étrangers que de les produire dans les forêts de l'état. La *new forest* n'est donc plus défendue que par quelques intéressés qui jouissent du voisinage, comme on jouit partout des bois du domaine public, et par les amateurs des grandes scènes de la nature. Ce ne sera probablement pas assez pour résister au mouvement d'opinion qui pousse au morcellement. Il est d'ailleurs à remarquer que la destruction des forêts n'entraîne pas la suppression des grands arbres, au contraire. Si l'Angleterre est un des pays du monde où il y a le moins de bois, c'est aussi un de ceux où il y a le plus de beaux arbres. La physionomie de la plupart de ses comtés est celle d'un pays très boisé, mais ces arbres sont disséminés dans les haies, dans les parcs, sur les routes; ils ne s'étouffent pas mutuellement, et ne sont pas soumis à ces coupes régulières qui font qu'avec nos 10 millions d'hectares de bois, un arbre séculaire est chez nous une curiosité fort rare. En même temps, on fait des plantations dans les terrains qui ne peuvent pas porter autre chose; l'art et le goût des plantations sont maintenant très répandus en Angleterre, et promettent pour l'avenir une grande richesse à cause de la variété et du choix des essences, de l'intelligence et du soin qu'on apporte à cette culture comme à toutes les autres. Ce qu'on supprime, c'est la forêt proprement dite, c'est-à-dire ces immenses étendues livrées au bois, qui y pousse au hasard et qui souvent n'y pousse pas du tout; ce qu'on ne veut pas, c'est que

les terres fertiles, propres aux céréales, soient confondues avec les mauvaises et condamnées à une stérilité relative, parce qu'il y est venu un bois dans les temps passés. Faire du blé dans les terres à blé et du bois dans les terres à bois, et partout ailleurs que dans ces dernières se servir des arbres comme abris, comme rideaux, comme ornemens, en avoir assez sans en avoir trop, mais les respecter et les défendre contre la hache, voilà le système; je le crois bon.

La terre de Stratfieldsaye, dont l'Angleterre a fait présent au duc de Wellington, se trouve dans le nord du Hampshire. Encore un de ces sols argileux et tenaces qui présentent au laboureur de si grandes difficultés. Le duc y dépensait libéralement tout le revenu en améliorations de toute sorte; il y a fait de grands frais de drainage, de marnage, de constructions rurales, et sans beaucoup de succès. On a remarqué avec raison que, sur un terrain moins rebelle, on aurait obtenu avec la même dépense dix fois plus de résultats; mais le vieux soldat s'obstinait dans cette lutte comme autrefois sur les champs de bataille : il appartenait à cette catégorie de grands propriétaires plus nombreux en Angleterre qu'ailleurs, qui croient de leur honneur et de leur devoir d'être plus forts que leur terre. Il était, du reste, fort aimé de ses fermiers et de ses voisins, qui trouvaient leur compte à ces largesses. Il avait fait bâtir pour ses ouvriers des chaumières fort propres et fort commodes, dont chacune est accompagnée d'un petit jardin d'environ 10 ares; il leur louait le tout, chaumière et jardin, à raison de 1 shilling par semaine, ou 64 francs par an, dont il se payait en journées.

Tout concourt à faire de Stratfieldsaye une possession plus onéreuse que lucrative. La rente nominale est de 20 shillings par acre, ou 62 francs par hectare; mais la dîme, la taxe des pauvres, les impôts de toute sorte, égalent la moitié de la rente ou plus de 30 fr. par hectare. Dans de telles conditions, aggravées encore par l'*income tax*, il n'était pas étonnant que le duc de Wellington ne retirât rien de sa propriété. Tout ce qu'il est possible d'arracher à ce sol avare passe entre les mains des fermiers, des ouvriers, du clergé, des pauvres; il ne restait au vieux duc que le titre de *landlord*.

En descendant toujours la côte vers le sud, on trouve, après le comté de Hants, celui de Dorset. Ici la physionomie devient toute différente : au lieu des vallées et des collines boisées du Hampshire, ce sont de larges plateaux calcaires, nus et ouverts, sans arbres, sans abris; une population beaucoup plus rare, puisqu'il ne s'y trouve qu'une tête humaine pour deux hectares; peu d'habitations, surtout peu de châteaux; de très grandes fermes; une richesse agricole plutôt inférieure, mais une rente moyenne plus élevée. Le pays étant triste et peu agréable, rien n'y distrait de la production, et cette

production elle-même étant obtenue sans beaucoup de travail, il en revient une plus large part au propriétaire.

La plus grande partie du comté étant en pâtures, les industries agricoles généralement pratiquées sont l'élève des moutons pour la boucherie et l'entretien des vaches laitières pour le beurre. Sur ce sol maigre et brûlant comme celui des *downs* de Sussex, qu'il reproduit à beaucoup d'égards, tout autre système de culture serait probablement onéreux et improductif. Celui-ci permet de payer en moyenne une rente d'environ 60 francs par hectare. Le produit annuel d'une vache en beurre était évalué, avant 1848, à 10 livres sterling ou 250 francs; après la baisse des prix, il a été réduit environ d'un dixième. Quant aux moutons, l'importance d'une ferme se mesure à la quantité qu'elle en nourrit. Le comté de Dorset ayant peu d'industrie, peu d'activité commerciale, et ne vivant guère que de son agriculture, c'est un des points de l'Angleterre où le salaire est le plus bas, quoique la population soit peu nombreuse; les salaires y sont en moyenne de 9 francs par semaine ou 1 franc 50 centimes par jour de travail, ce qui est regardé en Angleterre comme tout à fait insuffisant.

Là réside M. Huxtable, un des plus habiles et des plus hardis pionniers de l'agriculture anglaise. M. Huxtable a publié un des premiers une brochure où il essayait de prouver que, même avec le bas prix des denrées agricoles, les fermiers anglais pouvaient se retrouver, s'ils ne perdaient pas courage. On devine la tempête qu'une pareille assertion a soulevée; M. Huxtable a été traité comme un ennemi public. Il est cependant fermier lui-même, en même temps que recteur de la paroisse de Sulton Waldron. Les fermes où il met ses théories à l'épreuve redoutable de la pratique sont au nombre de deux. La première, située à un mille de Sulton Waldron, est la moins importante, mais c'est là qu'a pris naissance le mode de distribution de l'engrais liquide par des canaux souterrains. La seconde se compose de 112 hectares; c'est un coteau calcaire, nu, aride, battu des vents, s'élevant par une pente abrupte à plusieurs centaines de pieds; il était autrefois à peu près inculte, il est aujourd'hui admirablement cultivé. On peut y voir tous les nouveaux procédés pris en quelque sorte à leur source. Les constructions de M. Huxtable méritent surtout l'attention par l'extrême économie qui y a régné. En général, les Anglais mettent moins d'amour-propre que nous dans leurs constructions rurales; ils ne donnent rien au luxe et à l'apparence, l'utile seul est recherché. Chez M. Huxtable, les murs des étables sont en claies de genêts et de branchages, les couvertures sont en chaume; mais rien de ce qui peut contribuer au bien-être, à la propreté et à la bonne alimentation des animaux, n'a été négligé.

Les deux derniers comtés de la région du sud sont montagneux et granitiques. Le Devon, qui succède au Dorset, contient environ 1,650,000 acres ou 660,000 hectares. Fort renommé pour ses sites pittoresques, il ne mérite pas moins l'attention par l'état de son agriculture, qui a fait de grands progrès depuis vingt-cinq ans. Il en est des parties cultivables des montagnes comme des districts argileux et en général de tous ceux qui exigent beaucoup de travail sur un étroit espace : ils se divisent naturellement en petites exploitations. Les petites fermes sont nombreuses dans le comté de Devon, où on en trouve de 5, 10, 15, 20, 25 hectares; mais ces fermiers pauvres ne sont pas ceux qui ont fait rapidement avancer la culture. C'est dans les grandes fermes de 200 à 250 hectares qu'ont été entreprises et menées à bien les améliorations qui ont changé la face du pays. Les principales sont : l'irrigation des prairies, l'extension des récoltes fourragères, l'introduction des engrais artificiels et le perfectionnement des races indigènes de bétail. Les petits fermiers profitent ensuite des exemples qui leur sont donnés.

Nulle part en Angleterre l'art des irrigations n'a été poussé aussi loin que dans le Devonshire. Les eaux qui traversent des terrains granitiques sont particulièrement fécondantes; la disposition accidentée du sol se prête d'ailleurs admirablement à ces travaux. On peut dire qu'il n'y a pas aujourd'hui dans tout le comté de source, si petite qu'elle soit, qui ne soit recueillie et utilisée. Le perfectionnement des races se manifeste surtout dans le bétail à cornes; la race nouvelle du Devonshire est une des plus gracieuses et des plus productives de la Grande-Bretagne. Elle n'est pas de grande taille, la nature du sol ne s'y prête pas; mais pour la perfection des formes et l'excellence de la viande, elle ne connaît pas de supérieure. Le lait des vaches de Devon est peu abondant, mais renommé pour la qualité du beurre qu'il produit; c'est en effet du beurre et de la crème que fournissent les nombreuses laiteries du pays. Le produit annuel d'une vache laitière est estimé 200 francs.

La rente des terres dans les environs d'Exeter monte à 100 francs l'hectare, dans le reste du comté elle est de 60 francs en moyenne. C'est beaucoup assurément pour un pareil sol. Les terres analogues rapportent en France tout au plus le quart. Les cultivateurs de nos montagnes granitiques devraient prendre modèle sur ceux du Devonshire. Ce comté et le suivant, celui de Cornwall, font exception parmi les comtés du sud, non que la rente y soit plus élevée, mais parce qu'elle est à peu près tout ce qu'elle peut être, tandis que, dans les comtés de Sussex, de Dorset et de Hants, elle pourrait être fortement accrue.

Le Cornwall, le plus méridional des comtés anglais, occupe l'ex-

trémité sud de cette presqu'île longue et étroite qui s'étend entre le canal de Bristol et la Manche. C'est un amas de montagnes généralement stériles, et dont le tiers environ a résisté jusqu'ici à la culture. Cependant, comme il doit à sa position presque insulaire un climat particulièrement doux, notamment sur la côte occidentale, l'agriculture y est plus avancée et plus productive qu'on ne pourrait s'y attendre. La population y est aussi infiniment plus dense que dans les contrées analogues de la France : on y compte environ 340,000 habitans sur 340,000 hectares, ou une tête humaine par hectare, ce qui est énorme pour un sol aussi ingrat, mais il s'en faut de beaucoup que toute cette population vive de l'agriculture. Les mines d'étain et de cuivre du Cornwall occupent un nombre considérable d'ouvriers; une autre industrie, celle de la pêche, emploie à son tour beaucoup de bras; l'agriculture n'a guère que le troisième rang parmi les travaux et les richesses du comté. On sent à chaque pas, dans la culture de ce district, naturellement sauvage et reculé, les heureux effets du voisinage de l'industrie. La rente de ces mauvaises terres a monté jusqu'à 50 ou 60 francs l'hectare en moyenne. La pomme de terre est la culture dominante, les sols légers des pays montagneux étant éminemment favorables à la production de ce tubercule.

II.

Ici finit la région du sud. Passons maintenant la Tamise, et entrons dans la région de l'est. Le premier comté que nous rencontrons est celui de Middlesex, qui n'a, à proprement parler, aucune valeur agricole, car, outre qu'il est un des plus petits, n'ayant que 70,000 hectares environ, son territoire presque tout entier disparaît sous l'immense métropole de l'empire britannique.

Hors de la ville proprement dite, presque tout ce qui n'est pas en villas ou en jardins est en prairies naturelles ou artificielles, dont le foin se vend à Londres ou sert à alimenter les laiteries de la capitale. Le voisinage d'une aussi grande population fournit des quantités énormes de fumier qui renouvellent la fertilité du sol, épuisée par une incessante production. On s'accorde cependant assez généralement à reconnaître que la culture n'est pas aux environs de Londres tout ce qu'elle pourrait être. Quelque haute que soit la rente des terres cultivées, 125 francs en moyenne par hectare, elle ne dépasse, elle n'atteint même pas le taux où elle arrive sur d'autres points de l'Angleterre. L'état de l'agriculture dans les comtés environnans s'est fait sentir jusqu'aux portes du plus grand centre de consommation qui existe. L'étendue moyenne des fermes dans cette banlieue de

Londres est de 100 acres ou 40 hectares; on en trouve quelques-unes de 100 à 200 et un grand nombre au-dessous de 40. Parmi celles qui sont exploitées avec le plus d'intelligence figure celle de Willesden, à trois ou quatre milles seulement de Regent's-Park. Elle se compose de 40 hectares, uniquement en herbages, dont 24 en prairie naturelle et 16 en ray-grass d'Italie; elle est louée près de 200 francs l'hectare, et le fermier paie en sus la dîme et les taxes, qui sont d'environ 50 francs par hectare.

Immédiatement au nord de Londres se trouve le petit comté de Hertford, tout rempli, comme celui de Surrey au sud, de maisons de campagne et de jardins. Il contient un des établissemens les plus curieux et les plus remarquables de l'Angleterre, le laboratoire de chimie agricole de M. Lawes, à Rothamstead-Park, près Saint-Alban. Cet établissement est aujourd'hui unique au monde depuis que le laboratoire du même genre établi à grands frais à l'Institut agronomique de Versailles a été détruit. Un simple particulier a créé et soutenu à ses propres frais une entreprise dispendieuse qui fait ailleurs reculer des gouvernemens, et qui sera pour le pays entier d'une immense utilité. Toute l'Angleterre a les yeux fixés sur ses expériences, et en a déjà tiré de précieux renseignemens sur les variétés d'engrais qui conviennent le mieux aux diverses espèces de cultures et de terrains. Son laboratoire a les proportions d'une véritable usine; une machine à vapeur de la force de 10 chevaux, une étuve en fonte de 2 mètres et demi de long, des fourneaux énormes, tout concourt à étendre la portée de ses essais. On y réduit en cendres des bœufs entiers, pour en soumettre les débris à des analyses exactes. M. Payen, bon juge en pareilles matières, a vu ces ateliers et en a exprimé son admiration dans un rapport qui a été publié. Outre le laboratoire, un champ de culture, de 5 à 6 hectares, divisé en 28 compartimens, sert à expérimenter les divers engrais.

Quiconque a un peu suivi de près le mouvement agricole moderne sait parfaitement que le moment approche où les progrès de la culture ne pourront plus être demandés qu'aux sciences proprement dites. Tout ce que peut faire l'expérience est bien près d'être fait. Le monde marche cependant, la population s'accroît, le bien-être se généralise; ce qui suffisait hier ne suffit plus aujourd'hui; ce qui suffit aujourd'hui ne suffira plus demain. Il faut tirer sans cesse de la terre, cette mère commune, de nouveaux trésors. Nous n'aurions devant nous que famine, dépopulation et mort, si Dieu, qui nous donne tous les jours tant de nouveaux besoins à satisfaire, ne nous avait donné en même temps un moyen puissant d'y parer. Ce moyen inépuisable, c'est la science, la science qui couvre le monde de ses merveilles, qui permet de converser en un instant par le télégraphe électrique d'un

bout de la terre à l'autre, qui transporte par la vapeur d'eau, et bientôt peut-être par l'air chauffé, des masses énormes d'hommes et de marchandises sur la terre et sur l'océan, qui commande dans les ateliers de l'industrie à la matière inerte tant de transformations inouïes, et qui ne s'est encore qu'à peine exercée sur l'agriculture. Rien ne montre mieux les progrès que fait en Angleterre la chimie agricole qu'un quart d'heure de conversation avec le premier fermier venu. Les termes scientifiques sont déjà familiers à la plupart d'entre eux; ils parlent d'ammoniaque et de phosphate comme des chimistes de profession, et comprennent très bien quel avenir indéfini ce genre d'études peut ouvrir à la production. Les livres à bon marché se multiplient sur ces matières, des professeurs nomades, payés par souscription, les enseignent dans les campagnes. Une école spéciale et florissante de chimie et de géologie appliquées à l'agriculture existe à Londres sous la direction de M. Nesbit.

Tout près du comté de Middlesex, et sur la même rive de la Tamise, se trouve l'ancien royaume des Saxons orientaux, aujourd'hui comté d'Essex. C'est un des grands comtés de l'Angleterre, puisqu'il contient environ 1 million d'acres ou 400,000 hectares, comme ceux de Sussex et de Kent, dont il est historiquement l'égal. Nous ne le trouverons pas, malgré le voisinage de Londres, dans une situation meilleure. Le comté d'Essex, c'est là son principal malheur, est presque tout entier sur l'argile. De là, comme dans les cantons analogues de Sussex, un système d'exploitation qui a principalement les céréales pour but; de là aussi une plus grande division de la propriété et de la culture que dans les trois quarts de l'Angleterre. La moyenne des fermes y est de 50 à 100 hectares, et beaucoup d'entre elles sont cultivées par leurs propriétaires. Dans d'autres temps, l'agriculture du comté a dû à ces diverses circonstances une prospérité relative. Au commencement de ce siècle, la moyenne des rentes atteignait 60 francs par hectare, et elle s'est élevée graduellement jusqu'à 80 francs en 1845; mais cette augmentation a été suivie, depuis quelques années, d'un mouvement rétrograde qui la ramène à peu près à son point de départ. Les propriétés ont été généralement hypothéquées pour plus de la moitié de leur valeur. Les Anglais ne manquent pas de l'attribuer à la trop grande division. Quelle qu'en soit la cause, le mal est réel et a laissé les propriétaires sans défense contre la crise. Il en est résulté un assez grand nombre de ventes forcées qui ont fait baisser d'un quart ou même d'un tiers la valeur moyenne des terres. Heureusement le comté d'Essex ne manque pas plus que ses voisins d'un de ces travailleurs énergiques qui vont au-devant de l'avenir en cherchant tous les moyens de sortir des embarras du présent. Dans une de ses plus mauvaises parties, près de Kel-

vedon, est située la fameuse ferme de Triptree Hall, appartenant à un coutelier de la Cité passionné pour l'agriculture, M. Mechi.

Tous ceux de nos agronomes qui ont fait le voyage de Londres ont visité la ferme de M. Mechi; elle est maintenant généralement connue, même en France. Tout ce que l'esprit d'invention des Anglais peut imaginer pour faire rendre au sol le plus grand produit possible, et surtout pour vaincre la résistance des terres argileuses, est immédiatement mis en usage par cet infatigable novateur. Ce n'est point là, qu'on ne s'y trompe pas, l'agriculture anglaise telle qu'elle est, ce n'est même pas l'agriculture telle qu'elle paraît devoir être dans la plus grande partie du pays, car quelques-uns de ses caractères fondamentaux y manquent absolument; mais c'est un des plus complets résumés des vigoureux efforts faits depuis quelque temps pour améliorer la culture des terres fortes, et en même temps un exemple frappant du caractère social et politique de la révolution agricole qui s'accomplit. Le mouvement qui, du temps d'Arthur Young, a fait faire un si grand pas à l'agriculture anglaise était essentiellement aristocratique; le mouvement qui tend aujourd'hui à en faire un autre, et dont M. Mechi est un des agens les plus zélés, est, je ne dirai pas démocratique, mais bourgeois.

La ferme de M. Mechi, qui est en même temps sa propriété, a 170 acres ou 68 hectares. C'est, comme on voit, de la moyenne propriété et de la moyenne culture; mais ce qui n'est pas dans des conditions moyennes, c'est la dépense qu'il y a faite. Il l'a choisie exprès dans une lande marécageuse complétement rebelle jusque-là à toute espèce de culture, et il a eu soin de laisser tout autour un échantillon des anciennes landes pour montrer l'état primitif du pays. Il a tout créé, le sol d'abord, qu'il a débarrassé par un drainage énergique des eaux croupissantes, qu'il a ameubli par un défoncement général de 60 centimètres et transformé par les amendemens les plus puissans. Il y a bâti une maison d'habitation assez modeste et des granges et étables qui ne brillent pas par le luxe extérieur, mais qui sont au dedans parfaitement disposées d'après le nouveau système. Au centre du domaine, il a établi une machine à vapeur qui est comme l'âme de ce grand corps. Il y entretient, sans compter les chevaux de travail, 100 bêtes à cornes, 150 moutons et 200 cochons, ou l'équivalent de 2 têtes de gros bétail par hectare, et ces animaux, soumis à la stabulation la plus stricte, grandissent et engraissent à vue d'œil. Il n'a presque pas de prés naturels; la moitié du domaine est en blé et orge, et l'autre moitié en racines et fourrages artificiels. Grâce à l'immense quantité de fumier qu'il recueille et à la masse non moins énorme d'engrais supplémentaires qu'il achète tous les ans, il obtient des récoltes magnifiques et enrichit toujours sa terre, au lieu

de l'épuiser. M. Mechi est venu à Paris avec le lord-maire; il parle français, et on ne peut pas lui faire de plus grand plaisir que de visiter sa ferme. L'homme et le lieu sont également curieux. On dit qu'il mange beaucoup d'argent dans ses essais, je le crois sans peine, mais j'aime mieux ce luxe-là qu'un autre. A sa place, un bourgeois de Paris enrichi aurait une élégante villa, avec pavillon gothique, châlet suisse, toute sorte d'inutilités fastueuses et souvent ridicules. Lequel vaut le mieux?

Les comtés de Suffolk, de Norfolk, de Bedford et de Northampton, qui touchent à celui d'Essex, présentent un tout autre spectacle. Dans celui-ci, on peut voir chez M. Mechi la révolution qui se fait; dans les quatre autres, on voit les résultats de la révolution agricole et sociale qui s'est faite il y a environ soixante ans. A la fin du dernier siècle, les terres de cette région étaient plus pauvres et plus délaissées que ne le sont aujourd'hui les plus mauvaises du sud, et leur nature maigre et sablonneuse paraissait offrir bien moins de ressources au travail. On n'avait cru possible d'en utiliser la plus grande partie qu'en y formant d'immenses garennes où pullulaient des lapins; aujourd'hui elles comptent parmi les plus riches et les plus prospères. Ce que font de nos jours l'esprit mercantile, la moyenne culture, la stabulation permanente, le drainage et la vapeur pour les terres fortes, la grande propriété, la grande culture et l'assolement quadriennal l'ont fait alors pour les terres légères.

Arthur Young est né dans le comté de Suffolk. Comme tous les grands hommes, il a eu le mérite de venir à propos. Il a paru au moment où le génie industriel prenait son essor, et où il fallait songer à produire beaucoup de denrées alimentaires avec peu de main-d'œuvre pour nourrir les populations nouvelles qui allaient encombrer les ateliers. C'était de plus le moment où la réaction contre la France révolutionnaire favorisait l'esprit aristocratique; les capitaux, plus rares et plus concentrés que de nos jours, ne se rencontraient avec quelque puissance que dans un petit nombre de mains. Tout poussait à la fois à la grande propriété et à la grande culture; en même temps les terres les plus disponibles étaient précisément de celles qui conviennent le mieux aux grands procédés. De là l'immense succès de son système, qui a été jusque dans ces derniers temps comme une seconde charte pour les Anglais.

Le comté de Suffolk, d'où est parti le signal, n'est pas de ceux qui en ont le plus profité. Nul n'est prophète dans son pays, et le mauvais succès d'Arthur Young comme fermier a nui pendant quelque temps, dans les lieux les plus voisins de sa résidence, à son autorité comme réformateur. Le sol d'une grande partie du comté participe d'ailleurs de la nature argileuse de ses voisins du sud; ce n'est que

dans le nord que se trouvent, avec quelque étendue, des terres légères. Le Suffolk a dû surtout à Arthur Young d'être resté le siége de la plus grande fabrique d'instrumens aratoires qui existe en Angleterre. Là sont les célèbres ateliers de MM. Ransome à Ipswich, Garrett à Leiston, etc. Tout le monde peut constater, dans ces gigantesques usines, le prodigieux usage que les cultivateurs anglais font des machines les plus lourdes et les plus coûteuses. Il est curieux que la même trace soit restée en France de M. Mathieu de Dombasle dans le département qu'il a habité; le souvenir de ce grand agronome, qui n'est pas sans quelques rapports avec Arthur Young, s'y est surtout conservé par une fabrique d'instrumens.

Le comté de Norfolk a été le véritable théâtre des succès de l'école d'Arthur Young. Le nord et l'ouest de ce comté forment une immense plaine sablonneuse de 300,000 hectares, où rien ne fait obstacle à la grande propriété et à la grande culture, où tout favorise le travail des chevaux, la culture des racines, l'emploi des machines, en un mot l'assolement quadriennal. Grâce à cet assolement, suivi avec persévérance pendant plus de soixante ans, ces mauvaises terres, qui rapportaient à peine, en 1780, 15 francs par hectare, rapportent aujourd'hui 75 francs en moyenne, c'est-à-dire que leur produit net a quintuplé, et leur produit brut s'est accru au moins dans la même proportion. Une grande partie de l'honneur qui s'attache à cette merveilleuse transformation revient à un grand propriétaire du pays, ami et sectateur d'Arthur Young, M. Coke, qui est devenu, en récompense de ses travaux agricoles, pair d'Angleterre et comte de Leicester, et qui est mort presque centenaire il y a peu d'années. M. Coke possédait dans l'ouest du comté, à Holkham, une propriété d'environ 30,000 acres ou 12,000 hectares. Cet immense *estate*, qui vaut aujourd'hui pour le moins 30 millions de francs, en valait tout au plus 5 ou 6 quand M. Coke en hérita en 1776. Il était divisé en un grand nombre de petites fermes; les tenanciers payaient fort mal, quoique la rente fût des plus faibles, et un beau jour beaucoup d'entre eux abandonnèrent leurs exploitations, qui ne leur donnaient pas de quoi vivre. M. Coke se décida alors à faire valoir par lui-même une portion de ces sables stériles; le reste, il le partagea en très grandes fermes, où il appela, par des baux de 21 ans, des fermiers intelligens et riches. On estime à 400,000 livres sterling ou 10 millions de francs la somme que M. Coke a dépensée en cinquante ans en améliorations de toutes sortes, et qui en a fait dépenser à peu près autant aux fermiers, placement excellent de part et d'autre, puisque tous se sont enrichis. Quiconque veut se faire une idée de cette période de l'histoire agricole de l'Angleterre doit visiter la terre d'Holkham. La ferme que dirigeait personnellement lord Leicester est située dans

le parc même du château. Elle n'a pas moins de 1,800 acres ou 720 hectares, dont 200 en pâtures permanentes, et le reste en terres arables exactement soumises à l'assolement quadriennal. On y entretient 250 têtes de gros bétail, 2,500 moutons *south-down* et 150 cochons. On peut encore visiter avec fruit la ferme de Castleacre, qui a 1,500 acres ou 600 hectares, et plusieurs autres justement renommées; on trouvera partout les mêmes principes appliqués avec la même largeur et suivis des mêmes résultats. Toute cette terre qui ne portait autrefois que du seigle, n'en porte plus aujourd'hui un grain, et on y voit les plus belles récoltes de froment à côté du plus beau bétail du monde. Le comte actuel de Leicester est le digne successeur de son père.

L'amélioration agricole du comté de Bedford n'a été ni moins complète ni moins rapide que celle du Norfolk. Il y a moins d'un siècle, les trois quarts de ce comté n'offraient que des communaux incultes. Ces terrains improductifs ont été successivement divisés, enclos et cultivés. Aujourd'hui, grâce à l'assolement quadriennal, ils ont pris rang dans la bonne moyenne des terres anglaises. C'est que là aussi il s'est trouvé, comme dans le Norfolk, un promoteur puissant et infatigable de la révolution : le célèbre duc de Bedford, qui y a gagné, comme lord Leicester, une fortune énorme. Une visite au château de Woburn, résidence des ducs de Bedford, et dans les fermes qui en dépendent, est le complément obligé de la visite à Holkham. Auprès des galeries historiques qu'ornent en foule des portraits de Van Dyck et où revivent à chaque pas les souvenirs de membres illustres de la famille Russell, des princes et des grands hommes de leur temps, on voit d'autres galeries pleines de dessins et de modèles de charrues, de figures d'animaux de diverses races, d'échantillons choisis de plantes cultivées, enfin tout un musée rural. La maison de Bedford n'est pas moins fière de ces trophées que des autres. La conduite du duc actuel envers ses fermiers et journaliers est encore présentée comme un modèle; il a fait réviser, depuis la crise, toutes les rentes, et offert à ses fermiers des conditions nouvelles qui ont été acceptées avec empressement; quant à ses journaliers, il a fait bâtir pour eux d'excellens cottages avec de petits jardins attenans, des écoles pour leurs enfans, des églises, etc. Ces actes de bienveillance ne lui imposent au fond aucun sacrifice, ils n'exigent que des avances. En fait, la rente de ses domaines n'a pas sensiblement baissé, elle pourra même s'accroître par suite des travaux considérables qu'il a fait faire en drainage, constructions rurales et autres améliorations foncières. Le secours qu'il a donné à ses fermiers a été plus apparent que réel; en leur laissant le choix d'un bail à rente fixe ou d'une rente en blé, il a relevé leur confiance et excité leur

émulation; il n'y a pas d'effort qu'un fermier anglais ne soit capable de faire quand il se croit sûr d'avoir un bon *landlord* qui ne lui impose pas des conditions trop onéreuses et qui vienne à son aide au besoin. D'un autre côté, ce n'est pas pour rien qu'on donne aux ouvriers des chaumières propres et commodes; ils en paient le loyer à un bon prix, et il est accepté que le propriétaire qui fait bâtir un village rural doit retirer au moins 3 pour 100 de son argent. En même temps, le duc a fait couper lui-même ses grandes haies, et il a renoncé un des premiers à la plus grande partie de sa chasse. Tout est chez lui subordonné à l'utile. Au milieu même de son parc, à côté de sa ferme domestique, *home farm,* est une usine qui occupe cent ouvriers; on y confectionne tout ce qui est nécessaire aux nombreuses constructions toujours en train sur quelque point de ses vastes domaines. Des fenêtres de son château, il vóit les cheminées à vapeur de sa ferme et de son usine s'élever et fumer en face l'une de l'autre, non loin des derniers troupeaux de daims qui bondissent encore sur les pelouses, mais qui disparaissent tous les jours devant des moutons.

Dans le comté de Northampton, qui touche au Bedford, la rente a triplé depuis soixante ans, toujours par les mêmes causes. La maison de Bedford y possède beaucoup de terres, et un autre grand propriétaire du pays, lord Spencer, a mérité, comme agronome, la même renommée que M. Coke et le duc Francis.

Des dix comtés dont se compose la région de l'est, les trois derniers, ceux de Cambridge, de Huntingdon et de Lincoln, forment une division à part, celle des marais. Quand on jette les yeux sur une carte d'Angleterre, on voit au nord du Norfolk un large golfe qui entre assez profondément dans les terres, et qu'on appelle *wash* ou lagune. Tout autour de ce golfe vaseux, les terres sont plates, basses et habituellement couvertes par les eaux. Ces marais, jadis inhabitables, figurent aujourd'hui parmi les plus riches prairies de l'Angleterre. Ils sont situés en face de la Hollande, et ont été comme elle assainis par des digues. L'étendue totale des trois comtés est d'environ 1 million d'hectares; les marais proprement dits en occupent environ le tiers. Ils sont formés par les rivières d'Ouse, de Nene, de Cam, de Witham et de Welland. Les travaux d'assainissement ont été commencés par les Romains; au moyen âge, ils ont été poursuivis par les moines qui s'étaient établis sur les îles sortant çà et là des terres inondées. Les Anglais parlent peu des services que leur ont rendus les anciens monastères; il est certain cependant que, dans leur île comme ailleurs, les seuls monumens de quelque valeur qui subsistent des temps les plus reculés proviennent du culte catholique; l'agriculture en particulier a dû ses premiers succès aux ordres reli-

gieux. Lors de la réformation, les grandes familles reçurent en don les biens des abbayes et se firent les continuateurs des moines. Les résidences de beaucoup de grands seigneurs portent encore le nom des abbayes qu'elles ont remplacées : on dit Woburn-Abbey, Welbeck-Abbey, etc. Dans la région marécageuse, les moines avaient poussé assez avant leurs desséchemens, quand ils furent chassés, laissant pour traces de leur passage, outre leurs canaux et leurs cultures, les belles églises de Peterborough et d'Ely, qui dominent encore la contrée. Au commencement du XVIIe siècle, un comte de Bedford se mit à la tête d'une compagnie pour reprendre les travaux; une concession de 40,000 hectares lui fut accordée. Depuis cette époque, l'entreprise n'a jamais été interrompue. Des moulins à vent, des machines à vapeur établies à grands frais, font jouer éternellement des pompes à épuisement; des tranchées immenses, des digues indestructibles, achèvent l'œuvre. Le pays conquis est maintenant traversé dans tous les sens par des routes et des chemins de fer; on y a construit des villes, des fermes sans nombre, et ces terres jadis submergées et absolument improductives se louent de 75 à 100 francs l'hectare. On y voit quelques cultures de céréales et de racines, mais la plus grande partie reste en prairies; on y engraisse des bœufs courtes-cornes et des moutons provenant du croisement de la race ancienne de Lincoln avec des Dishley.

Tout le nord du comté de Cambridge fait partie de la région des marais; la rente moyenne y a doublé depuis quarante ans; la population aussi s'est accrue rapidement, soit à cause de l'augmentation de salubrité, soit parce que les progrès du desséchement ont développé la demande de travail. Le sud du comté est dans une situation moins satisfaisante; il ressemble au comté de Hertford, dont il est en quelque sorte le prolongement; les sols argileux y dominent, et la crise agricole est assez intense; de plus, les habitans y vivent dans une crainte perpétuelle, celle des incendies. Tous les bâtimens ruraux étant en bois et couverts en paille, les ravages du feu y sont faciles et redoutables. Les moindres mécontentemens de la population ouvrière se traduisent par des incendies dont les auteurs échappent presque toujours aux recherches de la police. Ce fléau reparaît sur d'autres points en Angleterre, mais nulle part il n'est aussi fréquent que dans le comté de Cambridge; on a vu des compagnies d'assurances refuser d'assurer des fermes qui avaient été brûlées plusieurs fois. La lueur de ces incendies éclaire d'un reflet sinistre la condition des classes laborieuses dans ceux des comtés anglais qui ne sont qu'agricoles, et le Cambridge est de ce nombre; le nombre des pauvres y est égal au dixième de la population.

Entre le comté de Cambridge et celui de Bedford s'étend en long

le petit comté de Huntingdon, qui n'a pas tout à fait 100,000 hectares, et ne compte que 60,000 habitans. Tout petit qu'il est, il a joué un grand rôle dans l'histoire d'Angleterre, car c'est la patrie de Cromwell. Rien ne le recommande spécialement à l'attention sous le rapport agricole.

Si le comté de Norfolk a occupé longtemps le premier rang en Angleterre pour le développement rural, cette place lui est aujourd'hui disputée par le comté de Lincoln, qui était, il y a un siècle, encore plus stérile et plus désert. Ce comté est un des plus grands, il a environ 680,000 hectares; aussi doit-il être divisé en trois districts agricoles très différens les uns des autres : les marais au sud et à l'est, les *wolds* ou plateaux au nord, et les bruyères à l'ouest. Le district des marais a pris le nom de *la Hollande,* et lui ressemble beaucoup en effet. Ce sont les mêmes digues qui s'avancent tous les jours de plus en plus et gagnent sur la mer de nouveaux terrains; ce sont les mêmes prairies et presque les mêmes troupeaux, c'est le même aspect vert, bas et humide. Sur quelques points, le haut prix des grains avait encouragé la culture des céréales; mais cette culture recule aujourd'hui de toutes parts, et les herbages, mieux appropriés au sol, lui succèdent. La rente y atteint en moyenne 100 fr. Les *wolds* sont des plateaux arides et nus, à sous-sol calcaire, que l'assolement quadriennal a tout à fait transformés. C'est aujourd'hui un beau pays de culture qui ne se loue pas moins de 75 fr. l'hectare en moyenne; on y élève beaucoup de bétail, qu'on n'y nourrit guère qu'en hiver, une ferme dans les *wolds* ayant ordinairement pour annexe un pâturage dans le marais, où l'on envoie les bestiaux pendant l'été. L'assolement de Norfolk y est assez généralement modifié, en ce sens que le trèfle occupe deux ans la terre, et que le blé ne revient que tous les cinq ans. Cette modification est maintenant aussi généralement suivie que l'assolement primitif, parce qu'elle épargne la main-d'œuvre; mais il est douteux qu'elle vaille mieux. Ce qu'on appelait autrefois la bruyère de Lincoln, *Lincoln heath*, était peut-être plus maigre encore; la transformation n'en est pas moins complète.

Comme les comtés de Norfolk, de Bedford et de Northampton, le Lincoln a dû surtout le prodigieux changement que l'on y admire aujourd'hui à un riche propriétaire, lord Yarborough. Les terres de lord Yarborough ont environ 30,000 acres ou 12,000 hectares, qui rapportent aujourd'hui 30,000 livres sterling de revenu, et qui n'en rapportaient peut-être pas le dixième il y a un siècle. Pour donner une idée de ce qu'était autrefois ce pays, aujourd'hui si peuplé et si cultivé, on raconte que, près de Lincoln même, on avait élevé, il n'y a pas plus de cent ans, une tour avec un phare pour servir

de guide la nuit aux voyageurs égarés dans ces landes inhabitées.

De même que la grande propriété, la grande culture fleurit dans le Lincoln; on y trouve des fermes de 400, 500 et même 1,000 hectares. De pareilles fermes ont de 100 à 200 hectares de turneps, autant d'orge ou d'avoine, autant de trèfle, autant de froment; c'est un spectacle magnifique. Les bâtimens aratoires sont en excellent état, les fermiers, presque tous riches, vivent libéralement. La plupart ont de belles maisons, de nombreux domestiques, des équipages de chasse, de superbes chevaux de main. C'est, comme le Norfolk, le beau idéal de la grande propriété et de la grande culture. Je ne cite pas une seule ferme; il faudrait les citer toutes. Dans les parties du comté plus naturellement fertiles, on retrouve la moyenne et même la petite culture.

III.

Si la région du sud est la zone des céréales et celle de l'est le principal domaine de l'assolement quadriennal, celle de l'ouest a aussi son caractère particulier; là dominent les herbages, cette primitive richesse du sol anglais. La prospérité rurale de cette région n'est pas de création moderne; elle date de loin. Toute la richesse agricole de l'île était autrefois concentrée dans deux zones, les herbages de l'ouest et d'une partie du centre, et les terres à blé du sud-est; tout le reste n'offrait que des bruyères, des marais et des montagnes incultes. Depuis, les terres à blé ont été dépassées par les terres légères soumises à l'assolement quadriennal; mais les herbages ont conservé leur antique supériorité. Il pleut trois fois plus dans l'ouest de l'Angleterre que dans l'est. Les émanations salines que les vents y apportent de l'océan paraissent d'ailleurs exercer sur la végétation de l'herbe une influence qui se reproduit sur nos côtes occidentales. De temps immémorial, des comtés entiers n'y forment qu'une immense prairie couverte de troupeaux, et les générations de bétail qui s'y sont succédé y ont déposé une masse d'engrais qui ne cesse de s'accroître. Ces prairies sont, comme la houille, un don du ciel; toute l'économie rurale de l'Angleterre en découle, car ce sont elles qui ont appris par expérience aux cultivateurs britanniques l'importance du bétail en agriculture. Le comble de l'art a été d'imiter ailleurs ce que la nature donnait si libéralement dans l'ouest.

Aujourd'hui les pays d'herbages commencent à leur tour à rester en arrière. Comme il arrive toujours après une longue prospérité, ils se sont endormis dans leur facile succès, pendant que tout marchait autour d'eux. Les agronomes actuels sont en général assez peu favorables à ce qu'on appelle le vieux gazon, *old grass;* l'art de l'homme n'y est que pour peu de chose, et partout où il s'en trouve

en grande étendue, la science agricole proprement dite a peu marché. Les fermiers des pays d'herbages font aujourd'hui ce que faisaient leurs pères; l'aiguillon de la nécessité ne les a pas atteints, les procédés perfectionnés de la culture moderne ont beaucoup de peine à pénétrer parmi eux. Cette stabulation savante des Huxtable et des Mechi, cet art du drainage, cette recherche assidue de nouveaux engrais, cette invention ingénieuse d'instrumens, ce choix de semences, toute cette fiévreuse activité qui caractérise la nouvelle école leur est inconnue; l'école d'Arthur Young elle-même ne les a pas profondément modifiés; ces deux révolutions, qui à un demi-siècle d'intervalle ont agité le monde agricole, ont passé presque sans les toucher. Leur antique méthode est encore celle qui donne le plus grand produit net; ils se reposent sur cette supériorité traditionnelle, obtenue et conservée jusqu'ici sans effort.

En sera-t-il toujours ainsi? Il est permis d'en douter. Non-seulement l'agriculture perfectionnée obtient en général un plus grand produit brut, mais sur quelques points déjà elle obtient aussi un plus grand produit net. Pour le moment toutefois, la rente des pays à herbages est encore, dans l'ensemble, la plus élevée. Il y a dans le royaume plusieurs millions d'hectares, un quart peut-être de la superficie totale, en vieux gazon, et nulle part ailleurs on ne trouve une pareille étendue de terres donnant un pareil revenu. Sur quelques points privilégiés du nord et du midi de la France, dans quelques parties de la Belgique, de l'Italie ou de l'Espagne, on peut signaler des rentes plus élevées, mais sur d'étroits espaces seulement.

La rente, en Angleterre comme en France, est le tiers environ du produit brut. La moyenne du produit brut étant estimée, pour tout le royaume, à 250 francs par hectare, la moyenne du produit net ou de la rente est de 75 francs; le bénéfice du fermier, les impôts et les frais de production se partagent le reste. Cependant cette proportion varie beaucoup selon le mode de culture; sur les points où les frais de production sont très élevés, la rente tombe au quart et même au cinquième du produit brut; sur ceux au contraire où les frais de production sont peu de chose, la rente monte à la moitié et au-delà : c'est ce qui arrive pour les herbages. Là en effet la main-d'œuvre se réduit à presque rien, il n'y a en quelque sorte qu'à recueillir; le capital d'exploitation est faible, les mauvaises chances sont infiniment réduites, tout est profit à peu près assuré. Aussi en voit-on qui donnent jusqu'à 500 francs de rente par hectare et au-delà.

Il y a trois manières de tirer parti de ces herbages, l'élève du bétail, l'engraissement et le laitage. On a trouvé en Angleterre, comme en France, que l'élève était le moins profitable des trois; on n'y con-

sacre d'ordinaire que les pâturages les plus maigres, et il se fait le même commerce que chez nous de jeunes animaux nés dans les régions montagneuses, qui viennent s'engraisser dans les contrées plus fertiles. Les idées nouvelles sont contraires à ces migrations du bétail, et partout où ces idées prennent faveur, comme elles ont précisément pour base une forte alimentation pendant le jeune âge, elles tendent à réunir l'industrie de l'élève à celle de l'engraissement; mais ce ne sont là que des exceptions plus ou moins répandues, et les faits généraux sont encore pour la distinction. L'engraissement est considéré comme plus lucratif et plus sûr, quand les pâturages sont suffisamment bons, et en effet nous savons par l'exemple de nos herbagers normands combien cette industrie est commode et avantageuse; mais ce qui l'emporte sur tout, en Angleterre comme en France, c'est le lait. Les herbagers de l'ouest font surtout des fromages, et la plupart de ces fromages sont très renommés. Ces pays sont aussi de ceux qui font exception à ce qu'on regarde comme la règle commune en Angleterre; la propriété et la culture y sont généralement divisées. Pour quelques grands domaines, on en rencontre beaucoup de petits, dont quelques-uns sont exploités par leurs propriétaires. Nous avons déjà trouvé cette division dans le Kent, le Sussex, le Devon; nous la retrouverons encore. La cause change suivant les lieux : dans le Kent, c'est la diversité des cultures; dans le Sussex, la difficulté du travail; dans le Devon, l'état montagneux du pays; dans les pays à herbages, la nature de l'industrie dominante, qui exclut les grands appareils. Les économistes anglais trouvent que cette division y a été poussée trop loin, et ils pourraient bien avoir raison, car la condition générale de la population n'y est pas toujours bonne malgré la richesse des produits, et les salaires sont peu élevés.

La région de l'ouest comprend six comtés. Dans celui qui se présente le premier, le comté de Somerset, les parties qui touchent au Devonshire sont, comme lui, âpres et montagneuses, il s'y trouve même un des districts les plus déserts et les plus incultes de l'île, la lande granitique qui porte le nom de *forêt d'Exmoor*, et qui rivalise pour la rudesse avec celle de Dartmoor; elle se compose de 8,000 hectares environ, abandonnés à une espèce de moutons à demi sauvages et au gibier qui fuit le plus la présence de l'homme, comme le cerf. En revanche, la vallée de Taunton, qui touche à la forêt d'Exmoor, est une des plus renommées pour sa fraîcheur et sa fertilité, et toute la partie du comté qui se rapproche de Glocester, celle où se trouvent la ville de Bath, célèbre par ses eaux minérales, et le port populeux de Bristol, abonde en excellens pâturages. Nulle part en Angleterre, si ce n'est dans le comté de Leicester, celui de Middlesex étant excepté, la rente des terres ne s'élève aussi haut que dans le

Somerset; elle est de 100 francs en moyenne, et atteint le double et même le triple dans la vallée. Un pays qui réunit tant d'avantages, qui se trouve à une faible distance de Londres et qui a dans son propre sein des débouchés comme Bath et Bristol, qui a été d'ailleurs favorisé par la nature de cette belle végétation herbagère et qui en retire une rente si élevée, semblerait devoir jouir d'une grande prospérité. La population souffre cependant; l'excès de population est la cause manifeste de cette souffrance. C'est cet excès même qui, en provoquant une concurrence extrême pour les fermes, a amené à la fois l'élévation de la rente et la trop grande division de la culture. Depuis 1801, la population du Somerset est passée, de 280,000 âmes, à 456,000; la richesse n'a pas augmenté dans la même proportion : de là le défaut d'équilibre signalé, et qui ne peut se guérir que par une augmentation de production ou une réduction de population.

Le comté de Glocester, qui touche au Somerset, se divise en deux parties : ce qu'on appelle les *costwolds* ou les hauteurs, et ce qu'on appelle la vallée ou les plaines qui bordent les rivières de la Severn et de l'Avon. Ces deux contrées agricoles, étant très différentes, doivent être étudiées séparément.

Les *costwolds* forment une série de plateaux de 5 à 600 pieds d'élévation au-dessus de la mer, entrecoupés de vallées peu profondes. Le sol en est maigre, et le climat froid. C'étaient autrefois à peu près uniquement des pâturages à moutons; mais la culture s'est peu à peu répandue sur ce sol naturellement improductif, et grâce à l'assolement de Norfolk et aux achats d'engrais supplémentaires, on y a obtenu des résultats remarquables. La moyenne de la rente atteint aujourd'hui 50 francs l'hectare. Les fermes sont vastes, et les fermiers aisés en général. L'écobuage est très usité, mais cette pratique est mieux entendue qu'en France; au lieu de semer sur le terrain écobué une céréale qui l'épuise du premier coup, on y sème d'abord des turneps, qui sont mangés sur place par des moutons, puis de l'orge avec des graines fourragères; le trèfle occupe la troisième année, et le froment n'arrive qu'à la quatrième. Le principal bétail des *costwolds* est encore le mouton. L'ancienne race du pays, devenue, par les perfectionnemens modernes, une des plus belles de l'Angleterre, rivalise avec les Dishley et les *south-down*. Les moutons des *costwolds* sont gras à un an, et se vendent avec leur laine de 40 à 50 francs. En résumé, l'agriculture des *costwolds*, justement considérée comme une des plus avancées, peut être présentée comme un modèle pour les sols légers et pauvres.

C'est dans les *costwolds* que se trouve le collége agricole de Cirencester, fondé par une réunion de souscripteurs sur un domaine appartenant à lord Bathurst et loué spécialement à cet effet. Les

hommes les plus considérables de l'Angleterre se sont fait un devoir de souscrire pour ce grand établissement, qui a beaucoup d'analogie avec notre ex-institut national agronomique. Il n'a pas été plus que le nôtre à l'abri des hésitations et des difficultés qui embarrassent la marche de toute institution naissante; mais la persévérance anglaise ne se rebute pas pour si peu. C'est aussi dans cette région que résidait un des grands propriétaires anglais occupés avec le plus de succès de perfectionnemens agricoles, lord Ducie. Cet habile agronome vient de mourir, et la vente de ses étables, le 24 août dernier, a offert un de ces spectacles qui ne se voient qu'en Angleterre. Près de 3,000 amateurs étaient accourus à la ferme de Tortworth-Court; 62 bêtes de la race courtes-cornes ont produit 9,361 livres sterl. ou 234,000 francs, soit en moyenne 3,775 francs par tête. Une seule vache de 3 ans s'est vendue avec sa génisse, âgée de 6 mois, 1,010 guinées; il est vrai que c'était une descendante de la célèbre *duchesse* de Charles Collings.

La vallée de Glocester a été bien autrement douée par la nature que les *costwolds;* mais l'industrie humaine a moins fait pour elle. La moyenne de la rente y atteint environ 90 francs par hectare. Le sol presque tout entier est en herbages, et la réputation du fromage qu'il produit est ancienne et méritée. Malgré ces avantages, on s'accorde à dire que l'organisation agricole pourrait être meilleure et le produit aisément accru. Le drainage est encore peu usité, l'emploi des engrais supplémentaires peu commun. On attribue généralement cet état arriéré à la division de la propriété et de la culture. La crise, qui a en général épargné les pays d'herbages, a sévi dans la vallée de Glocester. La baisse générale des prix s'est fait sentir aussi sur les fromages; le produit moyen d'une vache, qui était évalué autrefois à 200 francs par an, est tombé à 175. Les fermiers d'herbages, pauvres déjà et réduits par la concurrence au strict nécessaire, n'ont pas pu supporter cette réduction. A leur tour, les propriétaires, ayant besoin de tout leur revenu, ont pu difficilement diminuer leurs rentes ou faire des sacrifices en améliorations pour augmenter le produit. C'est là le cercle vicieux ordinaire dont il faut cependant sortir. Au fond de cette pauvreté accidentelle, il y a une grande richesse réelle, car le produit brut est toujours là. Du reste, rien ne révèle à l'œil ces souffrances; il est difficile de voir un plus charmant paysage que les fraîches vallées de la Severn et de l'Avon, avec leur éternelle verdure, leurs haies luxuriantes et leurs milliers de vaches au pâturage. Il semble que l'aisance et le bonheur devraient toujours habiter un pareil pays.

Parmi les six comtés de l'ouest, trois forment la région des herbages, les trois autres appartiennent à la région montagneuse qui

sépare l'Angleterre du pays de Galles. Le petit comté de Monmouth, le plus méridional des trois, placé entre la mer et les montagnes, présente les aspects les plus variés : vers l'ouest et le nord, ce sont les aspérités sauvages des Alpes; vers l'est et le sud, sur les bords de la Wye, c'est un véritable jardin. On y cultive encore quelquefois avec des bœufs, ce qui devient de plus en plus rare en Angleterre. La rente monte très haut sur le bord de la mer; à mesure qu'on s'avance vers les montagnes, elle descend. La population, bien plus nombreuse que ne le feraient supposer les ressources naturelles du sol, révèle tout de suite un état industriel florissant : de nombreuses mines de charbon et de fer y entretiennent beaucoup d'ouvriers, et cette abondance de débouchés locaux est évidemment la cause première du progrès agricole.

Le comté de Hereford offre moins de contrastes que le Monmouth; il s'y trouve à la fois moins de montagnes et moins de plaines, et sa surface est généralement accidentée sans d'aussi brusques oppositions. Les neuf dixièmes du sol sont cultivés, et la rente s'élève en moyenne un peu plus haut que dans le Monmouth. Quant au comté de Salop, le dernier et le plus grand des trois comtés frontières, une partie de son territoire est la continuation du Hereford; l'autre sert de transition entre cette région accidentée et le comté plus plat de Chester; c'est de plus une contrée industrielle : les mines de fer y abondent, et les fabriques de poteries y rivalisent avec celles de son autre voisin, le comté de Stafford. La principale industrie agricole de cette région est l'élève de cette belle race de bœufs rouges à tête blanche connus sous le nom de *Hereford*. Ces bœufs, les plus estimés des herbagers du centre, qui les achètent pour les engraisser, prennent la graisse plus facilement qu'aucune autre race, quand ils sont transportés dans de bons pâturages, et leur viande est meilleure que celle des Durham, mais plus lente à se former. Si, comme tout l'annonce, l'élève des bœufs courtes-cornes se développe dans les pays qui n'élevaient pas jusqu'ici, l'industrie la plus florissante de la frontière galloise pourra être menacée; les éleveurs du Hereford seront forcés à leur tour de se faire engraisseurs.

Vient enfin le comté de Chester, le plus riche des six. Le fromage de Chester est encore plus connu hors d'Angleterre que celui de Glocester. L'étendue totale du comté est de 270,000 hectares, dont la moitié environ en herbages. On y entretient plus de 100,000 vaches laitières, dont chacune donne en moyenne de 2 à 400 livres de fromage et de 15 à 20 livres de beurre. La rente des herbages dépasse en général 100 francs; mais, comme celle des terres arables reste au-dessous, la moyenne générale du comté est de 80 à 90 francs, le fermier payant en outre la dîme et les taxes. La propriété est moins

divisée que dans le Glocester et le Somerset, mais la culture l'est au moins autant. On cite seulement une ou deux fermes de 150 hectares. La majorité n'en a pas plus de 30, et un grand nombre, dans les districts à fromage, en a moins de 5. Cette organisation agricole n'a pas eu dans le comté de Chester les mêmes inconvéniens que dans le Glocester et le Somerset, soit parce qu'elle ne coïncide pas avec une égale division de la propriété, soit plutôt à cause du voisinage des districts manufacturiers, qui ouvrent d'immenses débouchés. Le salaire moyen des ouvriers ruraux s'élève à 12 shillings par semaine, ou 2 francs 50 cent. par jour de travail. Le drainage est généralement pratiqué, l'emploi des engrais supplémentaires fréquent. Cette antique et prospère économie rurale n'a pas empêché l'esprit d'innovation de pénétrer dans le Cheshire. La ferme de M. Littledale, située près de la Mersey, en face de Liverpool, est déjà célèbre pour son admirable stabulation. Les vaches de cette ferme ne sortent jamais, ce qui doit paraître une monstruosité aux herbagers voisins; elles sont nourries en été avec du trèfle, du ray-grass d'Italie et des vesces en vert, en hiver avec du grain, du foin haché, des navets et des betteraves On assure que par ce moyen on nourrit, sur 32 hectares, 83 vaches laitières et 15 chevaux de travail.

Nous venons de parcourir la moitié environ de l'Angleterre : l'ouest y représente en quelque sorte le passé, l'est le présent, et le sud l'avenir. Dans la plus grande partie de cette région, l'état de l'agriculture laisse à désirer; dans d'autres au contraire, les brillans modèles abondent. La grande culture est en général ce qui l'emporte pour les résultats; mais elle n'occupe qu'un tiers environ du sol, et ce n'est pas toujours elle qui paie les rentes les plus élevées. La crise des prix y a sévi avec beaucoup de force, surtout dans le sud; la petite et la moyenne culture en ont souffert plus que la grande, parce qu'elles ont moins de ressources. L'ensemble de la région n'en est pas moins supérieur à la France, même à la meilleure partie de la France. Le *Weald* seul reste en arrière; tout le reste nous a atteints ou dépassés. Quand même les rentes et les profits y subiraient une réduction de 20 pour 100, leur taux excéderait encore la moyenne des nôtres, et partout où cette réduction paraissait inévitable, une heureuse transformation s'opère sous la pression de la nécessité. Nous trouverons dans le centre et le nord un état général encore meilleur.

LÉONCE DE LAVERGNE.

XENIA DAMIANOWNA

SCÈNES DE LA VIE RUSSE.[1]

Il y a peu d'années, je visitais la Palestine, et j'avais voulu, selon l'usage des pèlerins, passer une nuit dans la chapelle du Calvaire, près de Jérusalem. Je ne viens point ici retracer des impressions personnelles. Quiconque a souffert ne peut fouler sans émotion une terre où s'est accomplie dans sa forme la plus saisissante l'alliance de la divine miséricorde et de l'humaine douleur. Toutes les pensées qu'éveilla en moi la vue du saint temple, je les tairai donc : c'est hors de moi-même que je veux chercher un exemple de résignation, de persévérance, dans l'histoire d'une pauvre femme avec laquelle j'ai passé sur le Golgotha une nuit dont les trop courtes heures ne s'effaceront pas de ma mémoire.

Qu'on ne s'attende à trouver dans cette histoire ni le mouvement, ni la variété des aventures. Le récit que j'ai recueilli ne m'a frappée que comme le tableau de la vie russe telle qu'on peut l'observer dans les campagnes, parmi les populations qui cultivent la terre et qui vivent dans un commerce familier avec la sévère nature des forêts et de la steppe. L'histoire de l'humble paysanne dont je veux noter ici les souvenirs m'a été racontée dans cette belle langue russe, si

(1) L'auteur du récit qu'on va lire a pu étudier la vie des paysans russes sous bien des aspects qui échappent aux voyageurs, auxquels manque, avec le temps nécessaire pour compléter leurs observations, cette sorte d'intuition qui n'appartient qu'au génie national. Dans l'histoire qui se mêle ici à quelques souvenirs sur les lieux-saints, on trouvera un tableau fidèle des mœurs populaires de la Russie, peut-être aussi une explication sûre, quoique lointaine, des influences religieuses qui dominent et agitent aujourd'hui ce grand empire.

pleine d'images, si empreinte encore dans sa naïveté poétique de la saveur et de la simplicité des champs. Les circonstances au milieu desquelles j'ai recueilli la confession de ma pauvre compatriote ajouteront elles-mêmes peut-être à l'intérêt de son récit, et on me permettra de leur laisser quelque place à côté du tableau dont elles forment en quelque sorte le cadre nécessaire.

I.

Un incident obligé de tout pèlerinage à Jérusalem, c'est une nuit passée dans l'église du Saint-Sépulcre. Les pèlerins chrétiens se laissent enfermer dans cette église au moins une fois pendant leur séjour, pour y entendre les vêpres et les matines. Les portes de l'église se fermant le soir, au coucher du soleil, et ne s'ouvrant que le matin, après le soleil levé, les chrétiens qui veulent entendre vêpres et matines sont forcés de subir une espèce de claustration, qu'ils mettent à profit pour parcourir l'immense édifice plus à loisir et avec plus de recueillement.

Un beau soir du mois de mars 1847, me trouvant à Jérusalem dans les premiers jours de la semaine sainte, j'avais suivi l'exemple des autres pèlerins, et je m'étais laissé emprisonner dans l'enceinte sacrée. Je comptais y passer les longues heures de la nuit dans le silence et la méditation; mais cet espoir fut trompé : tous les pèlerins de la Russie semblaient s'être donné le mot pour veiller comme moi-même dans le saint cloître. Une foule agitée se pressait autour de moi, et mon attention se porta forcément sur les types variés qui représentaient, au pied du Golgotha, toutes les provinces de l'empire russe, toutes les variétés aussi de l'exaltation religieuse de mes compatriotes. Un de ces types me frappa bientôt plus que les autres : c'était une espèce de *fakir* chrétien, dont la singulière industrie mérite qu'on en dise quelques mots. Cet homme, dans lequel je reconnus un de mes serfs, nommé Judas (singulier nom à prononcer en pareil lieu!), avait trouvé moyen de se faire un revenu fort honnête, grâce aux pèlerinages qu'il recommençait sans relâche, moitié par folie, moitié par dévotion. Il avait visité tous les monastères et s'était prosterné devant toutes les images miraculeuses que renferme la Russie. Je me rappelle qu'il vint me demander un jour la permission de se rendre à un monastère très renommé par l'austérité de sa règle, et situé dans une île de la Mer-Blanche. Dans un espace de temps incroyablement court, il vint me rejoindre à Saint-Pétersbourg, m'apportant un certificat délivré par le supérieur du couvent avec toute une collection de bizarres amulettes. Au reste, il revenait toujours de ses excursions la besace pleine d'objets consacrés qu'il vendait ensuite

fort cher aux fidèles de son pays. Quant à ses voyages, ils ne lui coûtaient absolument rien, car de la Mer-Noire à la Mer-Blanche, des frontières de la Pologne au Kamtschatka, le pain et le sel ne manquent jamais au pèlerin. En échange de ses bénédictions et de ses prières, il peut toujours compter sur la meilleure part à table et sur le coin le plus chaud près du foyer. Il faut dire aussi que les pèlerinages à Jérusalem sont parmi les vieilles coutumes du peuple russe une de celles qui exercent sur lui le plus d'empire.

Le serf Judas, que je retrouvai sur le Calvaire, personnifiait merveilleusement cette classe de derviches chrétiens; on pouvait observer en lui un de ces restes curieux des mœurs orientales si nombreux encore en Russie. Ces *hommes de Dieu,* comme les appelle le peuple, mêlent pour la plupart à des calculs très positifs une certaine dose d'exaltation et presque de folie. Doués d'une prodigieuse mémoire, ils sont toujours prêts à réciter, sans s'aider ni de livres ni de notes (car rarement ils savent lire et écrire), toutes les prières de l'église russe en ancien slavon, idiome dans lequel sont traduits tous les offices du rite grec. Ils doivent en outre savoir improviser des formules dans ce même idiome pour des cas que l'église n'a pu prévoir. Ils portent ordinairement des cilices, et quelques-uns se chargent même de chaînes très pesantes, passées plusieurs fois autour des reins. Les jeûnes qu'ils s'imposent sont très rigoureux : j'en ai vu qui ne mangeaient à leur faim que trois fois par semaine, et leurs repas ne se composaient que de pain noir avec des oignons. Le reste du temps, ils se nourrissent seulement de quelques miettes de pain bénit (1). Il est vrai que la loi du jeûne ne s'étend pas aux liqueurs fortes, et les derviches russes ne refusent jamais le verre d'eau-de-vie ou de vin que leurs hôtes leur présentent, selon leurs moyens, avant le repas. S'ils parviennent même à beaucoup boire sans donner signe d'ivresse, leur réputation de sainteté n'en est que mieux affermie.

Le pieux Judas réunissait, je l'ai dit, toutes les qualités exigées par l'état qu'il avait embrassé. Son organisation débile et presque épileptique l'avait préparé de bonne heure à cette vie extatique et vagabonde qu'il poursuivait à travers tous les couvens de l'empire russe et jusqu'en Terre-Sainte. C'est grâce en effet à un excès d'exaltation nerveuse que ces corps ordinairement faibles et macérés peuvent supporter les austérités et les fatigues auxquelles ils se soumettent. Judas se donnait d'ailleurs pour un prophète; il guérissait les malades, détestait les médecins et avait fort peu d'estime pour les

(1) On appelle *pain bénit* en Russie de petits pains nommés par l'église grecque *prosfora,* et que le prêtre distribue aux fidèles après en avoir extrait quelques parcelles, qui, consacrées au commencement de la messe, servent d'hosties pour la communion.

religieux blancs (1). J'eus hâte, on le comprend, de me dérober aux discours de cet illuminé, et je me mis à parcourir tous les détours de l'immense édifice où j'étais prisonnière. La nuit était venue, et l'obscurité faisait encore mieux ressortir les vastes proportions du saint cloître. Des groupes de pèlerins étaient prosternés çà et là, les uns devant un pilier, les autres devant un autel consacré. Les lampes vacillantes jetaient leur triste lueur à travers les grandes ombres projetées par les colonnes; dans le lointain passaient des fidèles agitant leurs cierges, qui brillaient comme des faisceaux d'étoiles. Je m'unissais d'esprit aux prières de cette multitude, qui s'élevaient vers le ciel comme les parfums d'une nuit d'été, ou, selon l'expression de l'hymne chantée dans l'église grecque pendant le carême, « comme les vapeurs de l'encensoir consacré aux offrandes de la fin du jour. » Quelques chants confus dominaient de temps en temps ce grand murmure : ils sortaient du pauvre monastère copte adossé à l'édifice du Saint-Sépulcre; on eût dit la voix mélancolique du vent venant par intervalles mêler ses plaintes, comme une harmonie de plus, aux prières des fidèles.

Ainsi rôdant, admirant, écoutant, je parvins aux degrés du Golgotha. Je les gravis, et après avoir fait les génuflexions d'usage, je m'assis sur un vieux fauteuil dans un coin de la chapelle, espérant n'être plus troublée dans mes méditations; mais j'avais compté sans mon trop fidèle vassal, le pèlerin Judas, qui m'avait suivie et qui vint s'asseoir à mes pieds. Sa simarre noire et flottante, ses cheveux roux et sales, ses yeux hagards, son visage pâle et contracté, tout, jusqu'au bâton blanc et recourbé qu'il tenait sans cesse à la main, lui donnait plutôt l'air d'un méchant sorcier que d'un pèlerin chrétien. Autour de moi, la foule redoublait, et le bruit avec elle. On allait, on venait, et le tumulte augmentait sans cesse, quand tout à coup un fort désagréable incident vint le porter à son comble.

Une dame assez ridiculement vêtue venait d'entrer dans l'église, et cherchait à s'ouvrir un passage en écartant à la force du poignet tous les assistans qui se trouvaient sur son chemin. C'était une certaine baronne de R., Grecque de religion, mais Allemande de nation, que je reconnus de loin à ses grands gestes et à ses invocations en mauvais russe. Un des coups de poing qu'elle distribuait autour d'elle avec une vigueur toute virile atteignit malheureusement mon serf Judas. Il n'en fallut pas davantage pour réveiller en lui le double orgueil du Russe et du fanatique. Un torrent d'invectives s'échappa de ses lèvres : « *Muette* (2) maudite, *muette* excommuniée, *muette* ré-

(1) Nom donné en Russie au clergé séculier.
(2) En Russie, les Allemands s'appellent *muets*.

prouvée! » criait-il, et la *muette* rendait d'une voix stridente invective pour invective. Je dus intervenir dans ce conflit, et un ordre que je donnai à mon serf d'aller m'attendre à l'église grecque, où je devais me rendre le lendemain matin put seul mettre fin à un débat auquel tout l'auditoire commençait à se mêler par des murmures significatifs. Je calmai non sans peine la baronne, en lui faisant observer combien une descendante des chevaliers du Glaive compromettait sa dignité en se querellant avec un misérable serf. C'était peut-être la première fois qu'on avait tiré un bon parti de son orgueil de caste. Mme de R. finit par me donner raison, et s'éloigna pour aller chercher noise ailleurs.

Pendant notre entretien, la foule s'était éloignée aussi, et je ne remarquai pas sans satisfaction, quand je me trouvai enfin rendue à moi-même, que l'église était à peu près vide. Une seule femme était restée près de moi; elle se tenait à la place que Judas venait de quitter. Son costume était celui de la classe aisée du peuple russe. Sur sa figure, qui indiquait un âge avancé, régnait une expression de douceur et de sérénité qui me frappa. Je remarquai qu'elle m'observait attentivement. En rencontrant mon regard, elle sourit, me salua d'une inclinaison de tête et s'assit à mes pieds.

— Mère, me dit-elle alors dans le langage affectueux de sa caste, petite mère, tu as bien fait d'apaiser la querelle de ces pauvres fous (1). *Les pacifiques seront appelés les enfans de Dieu*, et Dieu te bénira d'avoir rétabli la paix dans l'endroit où le Sauveur du monde s'est laissé crucifier pour la paix du genre humain. Il ne faut pas leur en vouloir pourtant, il faut leur pardonner comme Notre-Seigneur pardonnait à ses persécuteurs; comme eux, *ils ne savent ce qu'ils font.*

Ces citations dans la bouche d'une femme du peuple m'étonnèrent. Sa voix douce et grave, contrastant avec les aigres clameurs qui venaient de frapper mes oreilles, me remit sous le charme que la scène précédente avait rompu. — Je n'ai fait que mon devoir, *ma colombe,* répondis-je, en empruntant au langage populaire de la Russie une de ces désignations caressantes et affectueuses qu'on y trouve si multipliées; je n'ai fait que mon devoir, et je suis charmée que tu m'approuves, car tes paroles annoncent une femme sensée et pieuse. Mais permets-moi de te demander d'où tu viens? D'après ton langage, je te croirais d'au-delà de Moscou.

— Tu as deviné, *maîtresse* (2), je suis du gouvernement de Twer. C'est loin, n'est-ce pas?

(1) Le peuple russe tutoie indifféremment tout le monde, jusqu'au souverain lui-même. Ce tutoiement donne aux conversations entre le seigneur et le paysan un accent de bonhomie patriarcale qui voile un peu ce qu'il y a souvent d'arbitraire et de despotique dans leurs rapports.

(2) *Barine* en russe : c'est le titre correspondant à *madame,* que l'homme du peuple

— Très loin, mon amie, surtout si tu as fait le voyage à pied.

— Sans doute, madame, je l'ai fait à pied, et beaucoup d'entre nous viennent de plus loin encore. Je t'assure que ce n'est pas aussi difficile que tu le supposes. Nous autres pauvres gens, nous sommes habitués aux fatigues, et puis nous ne nous pressons pas. Je me disais : « Si seulement je fais quelques pas dans une journée, ce sera toujours autant! » Tu t'étonnes de ce que j'aie accompli ce pèlerinage une fois : que diras-tu quand tu apprendras que c'est pour la seconde fois que je le fais?

— Mais qui t'a décidée à entreprendre deux fois un si long voyage?

— Je vais te le dire, maîtresse. Je suis veuve, et je possède une maison avec quelques champs dans un village situé à une petite journée de Twer. Après être revenue de mon premier pèlerinage, je crus avoir accompli très exactement tous les devoirs que Dieu m'avait imposés. Je le crus d'autant plus aisément, que, pendant vingt ans, j'avais dû attendre le moment où je pourrais sans remords me diriger vers Jérusalem. Une fois les difficultés du premier pèlerinage vaincues, je m'aperçus que l'orgueil avait pénétré dans mon âme. Me reposant sur ce que j'avais achevé, je ne songeais plus qu'à passer le reste de ma vie dans le repos et dans ce que j'appelais les bonnes œuvres. J'allais même, dans ma coupable présomption, jusqu'à me comparer à la sainte veuve Anne, qui attendait dans le temple du Seigneur la venue du Messie. Dans mes loisirs, j'aimais à lire la *Vie des Saints*. L'histoire d'un anachorète qui recueillit dans sa grotte une biche blessée par la flèche d'un chasseur, et qui vit ce pauvre animal, après sa guérison, s'attacher à lui pour ne plus le quitter, la reconnaissance de cette biche qui, après la mort de l'anachorète, revint chaque jour visiter sa tombe, cet exemple de ce que peut l'instinct d'affection chez un être privé de raison me confondit tout à coup et arracha de mes yeux un torrent de larmes. — Tu te crois pieuse, me dis-je, tu te crois en droit de te reposer comme les justes le feront au dernier jour! Est-ce que tu t'imagines que le Seigneur de l'univers se soucie du grain d'encens que tu lui as apporté, lui que les cieux proclament et que la création entière adore? Crois-tu par tes pauvres efforts avoir contribué à la félicité de celui qui lui-même est la félicité de ses saints? Ne t'a-t-il pas portée dans ses bras vers le but de tes désirs comme le bon pasteur porte son agneau malade? Et maintenant que ce but a été atteint, ce n'est plus lui, c'est toi-même que tu oses glorifier! Non, il n'en sera pas ainsi. Tu reprendras ton bâton de voyageuse, tu retourneras au Saint-Sépulcre, et une fois encore avant ta mort tu porteras, comme la biche du saint anacho-

accompagne souvent de plusieurs appellations bizarres, telles que *mon âme, mon cœur, ma vie, père* ou *mère, colombe, ramier, hirondelle*, etc.

rète, le tribut de ta reconnaissance à celui qui t'a secourue sur le chemin du péché. — Je fis ce que je dis. Huit jours après la lecture qui m'avait ouvert les yeux, je me mis de nouveau en route pour Jérusalem, où je suis arrivée hier.

— Tu as agi comme une femme pieuse et forte, lui répondis-je; mais comment t'est venue l'idée de ton premier pèlerinage? Quels sont les obstacles qui s'opposèrent à l'accomplissement de ton vœu pendant vingt longues années?

L'humble voyageuse me regarda un moment comme si ma question l'eût étonnée.

— Il me faudrait pour cela te raconter toute l'histoire de ma vie, maîtresse, me dit-elle. Auras-tu la patience d'écouter le simple récit d'une villageoise qui, jusqu'au moment où elle se mit en route pour la Palestine, n'avait pas quitté un seul jour la cabane où elle était née?

Je la pressai de nouveau. Le langage dans lequel s'exprimait la paysanne de Twer était empreint d'une austérité, d'une onction éloquentes qui me rendaient curieuse de pénétrer dans les secrets de cette âme d'élite que je venais de découvrir sous les humbles vêtemens d'une femme du peuple. La chapelle du Golgotha, rarement employée au service divin, était un lieu bien choisi pour la confession que je venais de provoquer; c'est un endroit de refuge pour ceux qui, après avoir entendu les vêpres dans l'église du Saint-Sépulcre, y viennent passer les longues heures de la nuit en attendant les *matines*. Des groupes de pèlerins sont accroupis dans tous les coins, les uns dormant, les autres se racontant leurs aventures; j'en ai vu tirant de leur besace le morceau de pain sec ou le biscuit destiné à réparer leurs forces. Ce fut donc sans remords que j'invitai la paysanne de Twer à raconter son histoire; ce fut sans remords aussi qu'elle se prêta à mon désir. C'est à elle que je veux maintenant laisser la parole le plus possible, en observant, avant tout, que le don de la parole est un don généralement répandu parmi le peuple russe, et qu'il élève souvent les individus les moins instruits à une véritable éloquence. Les femmes ajoutent encore au charme de l'idiome russe par un accent d'une suavité indéfinissable. Cette remarque fera comprendre bien des traits de cette histoire, dont le fond est exactement vrai, et que je me suis bornée à recueillir fidèlement, heureuse d'y retrouver le caractère du peuple simple et bon dont les mœurs m'étaient interprétées avec une si touchante sincérité par un de ses plus dignes enfans.

II.

Je suis née aux environs de Twer, me dit la paysanne russe; mon père était *diatchok* (sous-diacre) dans un village assez considérable

situé à une petite journée de cette ville et nommé Welikopolje. Mon frère et moi nous restions seuls d'un grand nombre d'enfans que la mort avait frappés presque en bas âge ou à l'entrée de l'adolescence. Le souvenir de ces pertes vivait poignant dans le cœur de mon père et de ma mère. Les dimanches de la belle saison surtout, leurs regrets se réveillaient plus vifs, quand ils voyaient passer les jeunes gens du village vêtus de belles chemises rouges, avec des cafetans de drap de lin et le chapeau de castor sur l'oreille (1), se tenant enlacés et chantant de leur mieux pour inviter les jeunes filles cachées dans les maisons à les suivre dans la rue. Des chœurs se formaient souvent alors en longues files ou en grandes rondes dans la rue principale de notre village (2). Mon père regardait en soupirant les vieillards assis sur leurs bancs devant leurs maisons, et qui, suivant des yeux leurs enfans, faisaient de beaux projets pour leur avenir. Il soupirait encore en voyant ces mêmes jeunes gens, quand arrivait l'automne, revenir de leurs excursions sur les barques du Volga, ou bien se rassembler au retour de l'hiver pour aller, comme *isvochik* (voituriers), gagner des roubles à Moscou ou à Saint-Pétersbourg. Ma mère aussi avait ses heures de tristesse : les jeux des nombreux enfans qui se pressaient autour de mères plus heureuses lui arrachaient parfois des larmes; mais elle se hâtait de les essuyer, et c'était elle toujours qui exhortait mon père à la patience. « C'est pécher, Damian Alexiewich, lui disait-elle; c'est pécher contre Dieu que de t'affliger ainsi; toi, serviteur de l'église, toi, homme savant et pieux, ton devoir est de te résigner. Vois ce qu'il t'a laissé pour ta consolation; regarde ta fille Xenia et ton beau et brave Siméon. C'est mal d'envier aux autres leur bonheur. — Tu as raison, répondait mon père; tâchons de moins

(1) Le costume du paysan de la Grande-Russie est remarquable par sa ressemblance avec l'antique costume grec. La chemise rouge ou bleue qu'il porte par-dessus ses caleçons, et qui laisse le cou découvert, rappelle la tunique. Un cordon de soie, brodé d'or chez les riches, est noué autour des reins. L'ouverture de la chemise est de côté et se ferme par des boutons de métal sur l'épaule gauche. D'autres parties de ce costume rappellent l'Orient; ainsi le caleçon large rentre dans une botte de maroquin rouge ou jaune. Quant au cafetan, au châle en soie ou en laine qui le retient, quant au chapeau de castor à calotte basse et à rebords larges, orné d'une plume de paon, ce sont des détails empruntés un peu à tous les pays.

(2) Ces chœurs sont encore un usage qui rappelle la Grèce. Les jeunes femmes et les filles les conduisent seules; elles ont des chants spécialement appropriés à ces sortes de jeux. Quelquefois elles forment des rondes et représentent en action une ballade ou un conte; d'autres fois elles se partagent en demi-groupes et chantent des strophes et des antistrophes. Un groupe s'approche, puis recule en cadence, l'autre fait de même; puis des danses s'organisent, auxquelles les jeunes gens prennent part. Tous ces chœurs, toutes ces danses mimiques s'exécutent d'après des chants particuliers. Les refrains rappellent l'ancienne mythologie slave, et les plus vifs, les plus gais même, portent l'empreinte de la sévère nature qui les a inspirés.

pleurer les trésors que Dieu nous a enlevés pour nous les mieux garder et nous les rendre dans un meilleur monde, purs des souillures de celui-ci. » Et là-dessus il faisait le signe de croix, ma mère l'imitait, et tous deux retournaient à leurs travaux. C'étaient des gens craignant Dieu que mes parens. Ma mère était fille de prêtre et avait apporté une belle dot à mon père, qui lui-même avait fait de bonnes études au séminaire de Twer, et aurait été ordonné prêtre sans un accident qui, peu de jours avant sa sortie, frappa de paralysie une de ses jambes. Tu sais, maîtresse, que ceux que Dieu a marqués de quelque infirmité extérieure ne peuvent, suivant nos lois religieuses, desservir ses autels... Mais pardonne; c'est l'histoire de mes parens que je te raconte, et c'est ma vie que tu voulais connaître.

— Continue, dis-je à Xenia; ne crains pas de lasser mon attention. L'histoire de ta famille comme la tienne ne me fera-t-elle pas vivre pour quelques instans sous le ciel de mon pays?

— On proposa à mon père de rester au séminaire de Twer comme maître de théologie. Il demanda du temps pour se décider; il ne voulait prendre aucune résolution avant d'être allé en personne rendre leur parole aux parens de ma mère, qu'il avait recherchée en mariage avant son malheur (1), quand il se croyait encore sûr d'occuper une cure à sa sortie du séminaire. Pour se rendre à l'habitation de mes grands parens, il devait passer par le village de Welikopolje. Il s'arrêta chez le prêtre de ce village. — Écoute-moi, Damian Alexiewich, lui dit ce respectable vieillard, je connais ta *prédestinée;* c'est une fille d'un noble cœur, et, comme tu ne t'es pas borné à la faire rechercher par une *swacha* (2), mais que tu as passé tes dernières vacances chez ses parens, je crois que ce n'est point par simple obéissance qu'elle a consenti à devenir ta femme. Il est donc possible que malgré ton malheur elle persiste à t'épouser. Dans

(1) Aucun jeune homme, d'après les lois du clergé russe, ne peut être ordonné prêtre avant d'être marié. Aussi, dès la dernière année de leurs études, les jeunes gens cherchent à se pourvoir d'une fiancée qu'ils épousent à leur sortie. Un prêtre ne peut se marier qu'une fois. S'il devient veuf, il renonce d'ordinaire à sa cure et entre dans un couvent. Sa carrière alors même n'est pas perdue; il peut la poursuivre dans les ordres et devenir archimandrite, évêque ou même archevêque.

(2) Le peuple russe nomme *prédestinés* ceux qui se recherchent, et qui, par convenance ou par hasard, semblent destinés l'un à l'autre. Le peuple suppose que c'est la volonté de Dieu qui règle les mariages. — On nomme *swacha* la personne qui est chargée par les parens du *prédestiné* ou par le prétendant lui-même de faire la demande en mariage. Cette personne est choisie ordinairement parmi les veuves les plus considérables du lieu. A défaut d'une veuve qui réunisse les qualités nécessaires, on choisit une femme mariée. Les qualités requises d'une *swacha* sont beaucoup de discrétion et de souplesse, des *lèvres de miel* et de la fermeté aussi, pour défendre les intérêts de la partie qu'on représente. Les *swachas* sont très respectées, et prennent dans les ménages qu'elles contribuent à former le rang de proches parens.

ce cas, voici ce que je te propose. Le *diatchok* de mon église vient de mourir; sa veuve veut retourner dans son pays et vend sa maison que tu peux voir d'ici, une habitation à trois fenêtres avec des volets verts, un jardin considérable, des champs et des prairies. Si tu épouses ta *prédestinée,* je t'engage à acheter ce coin de terre qui t'occupera et te fera vivre, et je t'offre en outre la place de *diatchok* qui est à ma disposition. Certainement, comme maître de théologie, tu occuperais un rang plus élevé dans le monde; mais crois-moi, mon fils, le repos des champs te vaudra mieux que les honneurs mondains. Suis mon conseil, et si tu le trouves bon, tu peux disposer de moi. Je ferai tes affaires comme si c'étaient les miennes.

Mon père remercia l'excellent prêtre et promit de ne pas négliger ses avis. Il repartit, décidé à se faire moine, si ma mère lui rendait sa parole. Enfin la charrette s'arrêta devant la maison de la *prédestinée.* En voyant mon père en descendre à l'aide d'une béquille, ma mère fondit en larmes et s'enfuit au jardin. L'arrivée du jeune séminariste n'était cependant pas une surprise : il avait écrit aux parens de la jeune fille pour leur annoncer le malheur qui l'avait frappé et le projet qui en était la conséquence. Les parens le reçurent gravement et affectueusement. Après la prière et les salutations d'usage, le séminariste leur dit que, la main de Dieu s'étant appesantie sur lui, il ne lui convenait plus à lui, pauvre estropié, de prétendre à la main de leur fille. — Tu as bien fait, répondit le père, de nous avoir rendu la parole que nous t'avions donnée; tu as d'autant mieux fait, que nous sommes des gens de l'ancien temps qui croient que « la honte est le partage de celui qui manque à sa parole (1). » Nous aurions par conséquent tenu notre serment. Va, ménagère, appelle ta fille, et qu'elle déclare elle-même sa volonté, qui sera la nôtre.

Ma mère arriva bientôt, — rouge comme une rose baignée de pluie, disait plus tard mon père. En voyant les yeux du jeune séminariste attachés avec anxiété sur elle, elle rejeta son tablier sur sa tête et se cacha honteuse derrière ses parens. — Ma fille, dit le vieux prêtre de sa voix imposante, écoute-moi bien, car ce que j'ai à te dire est grave. Découvre ton visage et ton cœur devant nous pour que nous y puissions lire l'arrêt que tes lèvres vont prononcer. Voici un bon et honnête jeune homme qui vient nous rendre notre parole. L'infirmité dont il a plu au Seigneur de l'affliger ne lui permettant pas d'aspirer à la prêtrise, il ne se croit plus digne d'être ton mari et d'entrer dans notre famille. Nous ne voulons en rien influencer ta décision : prononce toi-même sur ton sort.

(1) *Que la honte soit son partage :* c'est une formule appliquée, comme punition, par les anciennes lois russes du XIIe siècle, à celui qui les enfreint.

Dès les premiers mots qu'avait proférés le prêtre, ma mère s'était découvert le visage; elle avait écouté son discours avec recueillement. — J'ai voulu, dit-elle, lui appartenir dans la prospérité; je ne reculerai pas devant la crainte de l'adversité. Dieu, qui a voulu permettre à ce grand malheur de l'atteindre, m'a aussi inspiré de ne jamais l'abandonner. Puisque tu le veux bien, mon père, puisque tu y consens, ma mère, je jure ici en votre présence de n'être jamais qu'à lui ou à Jésus-Christ.

— Que ta volonté soit donc faite, — répondirent les parens. Et les jeunes gens tombèrent prosternés à leurs pieds. Les images du Sauveur et de sa sainte Mère furent ensuite détachées du *kivott* (1), où elles étaient suspendues, et devant ces saintes images mon père et ma mère furent solennellement bénis et déclarés fiancés. On discuta ensuite les projets d'établissement pour l'avenir. La proposition du vieux prêtre fut adoptée. On acheta avec la dot de la jeune femme la maison qu'il avait désignée à Welikopolje. Quinze jours plus tard, cette maison recevait les époux, qui devaient y passer de longs jours tantôt de joie, tantôt d'affliction, mais toujours de paix et d'amour.

Ici Xenia s'arrêta encore. — Vraiment, maîtresse, je crains d'avoir pris mon récit de trop haut; ce que j'ai à te raconter, ce sont de bien longues années encore. Voudras-tu t'intéresser à mes souvenirs?

J'encourageai encore la paysanne à ne rien oublier, à ne négliger aucun de ces détails qui me rappelaient si vivement les mœurs simples et patriarcales d'une des régions les plus intéressantes de la Russie. Xenia Damianowna reprit donc avec plus de confiance son récit interrompu.

— Tout le monde respectait et aimait mon père. Il tenait une école pour les enfans du village. Notre maison étant trop petite, c'est dans une chaumière voisine qu'il l'avait établie. L'école fut bientôt si renommée, que les paysans des environs et même des propriétaires fort aisés demandaient à y envoyer leurs enfans. Bien des grands seigneurs haut placés à Saint-Pétersbourg et à Moscou doivent au pauvre *diatchok* de Welikopolje l'instruction qui a facilité leur avancement. Les riches payaient le *diatchok* en argent ou en provisions de tout genre; le surplus servait à défrayer les écoliers pauvres. C'étaient d'heureux jours que ces jours d'aisance et de bien-être. Le vieux prêtre était mort. Mon père put bientôt renoncer à sa place de *diatchok* et se vouer exclusivement à son école. Un garçon de ferme

(1) *Kivott*, petite armoire plus ou moins ornée où son tsuspendues les saintes images; une lampe brûle perpétuellement devant le kivor. Chaque personne, même de la classe élevée, tient à se former un *kivott* et à l'enrichir. C'est l'oratoire du culte grec.

et une servante secondaient ma mère dans les travaux du ménage. Comme j'étais la plus jeune de tant d'enfans qu'elle avait perdus, j'étais l'objet pour elle d'une sollicitude constamment éveillée. Quant à mon frère Siméon, sa brillante et robuste jeunesse faisait l'orgueil de mes parens.

Si je ne pouvais, à cause de ma frêle santé, partager les travaux de ma mère, je ne restais pas cependant oisive. On m'avait appris à broder en or, en argent et en soie de beaux ouvrages qu'une de mes tantes établie à Twer vendait fort cher. Je pus donc amasser un assez riche trousseau (1). Déjà ma mère songeait en soupirant que le temps approchait où sa *petite hirondelle,* comme elle m'appelait, la quitterait pour se soumettre aux peines et aux travaux d'une nouvelle vie. Ma santé chétive ne me permettait guère cependant d'affronter de si tôt l'épreuve d'un changement d'existence. Faible et délicate, je restais près de mon père, pendant que ma mère vaquait aux nombreuses occupations du ménage, et que mon frère, à peine les heures de l'école passées, s'échappait dans la rue pour jouer avec les *rebiatshki* (2). Mon père ne pouvait lui-même prendre que peu d'exercice. Sa seule distraction était le jardin, qu'il aimait à parcourir appuyé sur mon bras. Ce jardin était assez grand et borné par un ruisseau qui, à l'époque de la fonte des neiges, prenait les dimensions d'une rivière. Un beau tilleul était planté à l'endroit le plus escarpé de la rive. Mon père y avait fait placer un banc et une table. C'est là que, dans la belle saison, nous passions les dernières heures de la journée. Devant nous, et séparée seulement par le ruisseau, s'étendait la prairie avec sa nappe verte émaillée de fleurs au printemps, la prairie qu'animait en été le travail des faucheurs, qu'égayait le chant des faneuses parées de leurs beaux habits et toutes fières de leurs *sarafanes* rouges. C'était un plaisir que de voir alors

(1) Les jeunes paysannes, en Russie, travaillent elles-mêmes pour gagner de quoi faire leur trousseau. Elles sont rarement occupées aux travaux des champs. Les mères soignent leur toilette et leur beauté. L'époque de leur mariage met fin à cette vie paisible; aussi est-elle un véritable deuil. Les compagnes de la jeune mariée s'assemblent alors pour déplorer, dans de touchantes complaintes, le sort du *beau cygne blanc* qui va être métamorphosée en *oie grise;* elles plaignent la délicate jeune fille, aux mains blanches et paresseuses, à l'épaisse chevelure blonde, que sa mère lissait avec tant de soin tous les matins; elles la montrent obligée à son tour de servir avec humilité ses nouveaux parens.

(2) Diminutif de *rebiata*, mot qui lui-même est le pluriel vulgaire de *rebenik*, enfant. Le Russe nomme ainsi ses camarades de travail ou de plaisir; le seigneur applique cette expression et celle de *bratsi* (frères) à ses serfs; le salut de l'empereur à son armée est: *Sdorowa, rebiata* (bonne santé, enfans!). L'armée répond en masse : *Sdorowie gelaem* (nous te souhaitons la santé). Le mot *rebiatshki* désigne aussi les jeunes adolescens qu'on voit courir en troupe dans les rues des villages. Les *rebiatshki* russes, avec leur blonde chevelure retombant sur les oreilles, leur tunique rouge ou bleue, leur teint frais et ver-

les faux étincelantes se plonger dans l'herbe épaisse et les grandes meules à l'odeur pénétrante s'élever bruyamment sous la fourche des travailleurs. Ensuite venait l'automne, et les gazons jaunissans se transformaient en pâturages. Nous regardions nos beaux troupeaux brouter l'herbe, déjà rare, au milieu d'un silence que troublait seul le bruit de leurs clochettes harmonieuses. Mon père jouissait profondément de ces heures tranquilles du soir, et moi, penchée sur mon ouvrage, j'écoutais dans un recueillement religieux les sages paroles qui tombaient de ses lèvres. Toutes les harmonies, tous les spectacles de la nature, il savait les rapporter à la gloire, à la sagesse, à la providence de Dieu. Quand la nuit commençait enfin à étendre sur nous la sombre magnificence de sa tente étoilée, il résumait notre entretien par quelque verset des psaumes, et, appuyés l'un sur l'autre, nous regagnions doucement la maison.

Dans les longues soirées d'hiver, quand la prairie était couverte de neige jusqu'au sommet des meules, quand la lune argentait les glaçons suspendus à notre toit, et qu'un morne silence régnait dans la campagne, nous jouissions de la chaleur du foyer, auprès duquel ma mère filait sa quenouille en chantant quelque longue et mélancolique complainte. Mon père profitait de ces soirées pour m'apprendre à lire non-seulement l'idiome de l'église, mais aussi le russe vulgaire. Bientôt je pus venir en aide à sa vue affaiblie, et même ma mère écoutait avec plaisir les lectures que je lui faisais. Pourtant elle voyait avec peine mon père fortifier mon instruction au-delà de ce qui semblait convenir à une ménagère. Quand il en vint à me donner des leçons d'écriture et d'arithmétique, elle s'échappa en naïfs reproches : « C'est tenter Dieu, maître! s'écria-t-elle. Cette timide enfant, modeste comme une fleur des champs, diligente comme le ver à soie, cette blanche colombe, tranquille comme si elle couvait

meil, sont les plus charmans lutins du monde; il faut les voir, en hiver, se construire de petits traîneaux, s'y atteler à tour de rôle au nombre de quatre de front, pour former le quadrige, orgueil du cocher russe. Ce sont alors de folles courses à travers la neige; c'est une joie, un enivrement qui sont portés à leur comble, si les mouvemens du terrain permettent d'établir des glissades et de précipiter ainsi la course du traîneau. Ces glissades sont la véritable origine du jeu qu'on appelle *montagnes russes*. C'est pendant l'intervalle compris entre Noël et le carême que ces fêtes de l'hiver sont dans tout leur éclat. La dernière semaine du carême surtout, *maslenitza* (semaine de beurre), où toute sorte de friandises remplacent la viande, dont l'usage est interdit, est marquée par un redoublement d'entrain dans ces naïves réjouissances. Vieux et jeunes, grands et petits, hommes et femmes, tout chante, tout glisse, tout rit et s'amuse. Le contraste de ces villages remplis d'un joyeux tumulte et des plaines silencieuses et glacées qui les pressent de toutes parts agit lui-même sur les imaginations, et l'excitation qui en résulte transforme le plaisir en une lutte salutaire contre la rigueur du climat. Nulle part mieux que dans ces fêtes villageoises on ne remarque ce qu'il y a d'enfantin dans le caractère du paysan russe et combien sa nature est riche d'insouciance et de gaieté.

ses œufs dans son nid, la voilà qui va devenir vaine et présomptueuse comme un paon criard! T'ai-je moins aimé, Alexiewich, pour n'avoir pas compris tous tes beaux discours? Dis-moi, dis-moi, mon mari et mon maître! aurais-tu été mécontent de moi pendant les longues années que nous avons passées ensemble? Pourquoi donc élever ma fille si fort au-dessus de moi et détourner son cœur de sa mère? » A ces reproches nous répondions, mon père par de douces explications, et moi par des caresses. Quelquefois aussi mon frère était le sujet de l'entretien, qui devenait alors plus sérieux. On se plaignait de ses fréquentes absences, de sa dissipation. Mon père surtout épanchait avec chagrin ses inquiétudes sur l'emploi que faisait Siméon de sa journée. Il avait vu des *babki* (1) rouler de sa poche sur le plancher de l'école. C'était mauvais signe que tout cela. Ma mère trouvait cependant toujours des excuses plausibles pour la conduite de Siméon, et le lendemain de ces discussions le chef de la famille se montrait d'ordinaire plus indulgent pour mon frère, plus aimant pour sa femme.

Il fallut toutefois prendre le parti d'envoyer Siméon au séminaire de Twer. Là, ma mère trouva moyen, sous un prétexte ou sous un autre, de ne le visiter que trop souvent. Jamais elle n'allait le voir sans s'être munie de mille petits cadeaux pour les maîtres et d'un certain petit sac de cuir soigneusement caché à mon père, et d'où sortaient toujours, pour les plaisirs du jeune dissipateur, quelques beaux roubles blancs. Après le départ de ma mère, mon père m'embrassait, souriait, et me faisait lire la parabole de l'enfant prodigue; puis il essuyait une larme.

III.

J'arrive maintenant à l'événement qui a déterminé mon pèlerinage, et dont l'influence a dominé toute ma vie. En évoquant ici sur le Calvaire tous les souvenirs de cette douloureuse époque, il me semble qu'un voile tombe de mes yeux, et que je comprends enfin une énigme dont j'ai longtemps cherché le sens.

En parlant ainsi, ma compagne avait placé sa main sur la mienne; je pris cette main et la serrai vivement. Elle continua :

— Mes parens espéraient qu'avec l'âge ma santé se raffermirait. C'est le contraire qui arriva.

L'époque de l'adolescence trouva en moi une intelligence précoce mariée à un corps chétif. Bientôt une maladie singulière vint contri-

(1) Osselets, un des jeux favoris des paysans russes, qui sont très passionnés, en général, pour tous les jeux de hasard.

buer à m'isoler encore du monde extérieur (1). Pendant un voyage de ma mère à Twer, je l'avais remplacée dans les travaux du ménage. Ces soins me fatiguaient beaucoup, d'autant plus que j'y apportais une attention toujours distraite, et qui multipliait nécessairement mes occupations par les oublis que j'avais sans cesse à réparer. Heureuse enfin d'avoir achevé ma besogne, j'avais rejoint mon père sur son banc favori, sous le tilleul du jardin, et j'avais commencé à lui lire l'Évangile selon saint Jean. En arrivant au dix-septième chapitre, je sentis que ma voix faiblissait. Aux mots: « Mon père, l'heure est venue, » elle s'éteignit tout à fait; mes yeux se fermèrent, et une torpeur singulière s'emparant de tous mes membres, je perdis connaissance.

Comment te décrire, maîtresse, ce singulier état, cet engourdissement des sens et cette activité de l'âme? Un moment, mon père me crut évanouie; mais, en remarquant ma respiration régulière, mes joues doucement colorées, il présuma que je n'étais qu'endormie. Otant doucement le livre de mes mains, il continua à lire le chapitre interrompu. Bien qu'il ne lût que des yeux, je crus entendre tous les mots de cette magnifique prière, comme si une voix intérieure me les eût récités. Non-seulement je crus les entendre, mais j'en compris le sens merveilleux pour la première fois. Après avoir achevé sa lecture, mon père fit le signe de la croix et ferma le livre. Je soupirais profondément, et je repris connaissance. — Tu as dormi, ma *petite amie* (2), me dit-il; ton esprit est vigilant, mais ton corps est faible. Rentrons maintenant, car la rosée du soir commence à tomber, et pour nous autres vieillards l'humidité ne vaut rien. — Je le suivis en silence, me demandant avec inquiétude si j'avais dormi en effet, ou si, comme saint Paul, j'avais été transportée hors de mon corps. Peu à peu l'impression de ce que je prenais pour un rêve s'effaça, et je finis par n'y plus penser.

Un second accès plus long, survenu quelques semaines plus tard, renouvela toutes les impressions du premier; un autre le suivit après un assez long intervalle, et bientôt ces singulières attaques se rap-

(1) La maladie qui avait affligé la paysanne dont je recueille ici les souvenirs est très répandue parmi le peuple russe. La cause de cette maladie bizarre est un état de surexcitation nerveuse, produit probablement par l'usage immodéré des bains de vapeur et par les fréquentes variations de la température. L'abstinence excessive que s'impose le Russe à certaines périodes de l'année, pour obéir aux règles de son église, n'y est pas non plus étrangère. J'ai connu moi-même une villageoise qui avait souffert, comme le principal personnage de ce récit, de paroxysmes étranges, d'accès cataleptiques, qui la surprenaient principalement pendant les offices de l'église.

(2) Le mot *ami*, témoignage d'une tendresse toute particulière, est rarement employé en Russie. Il a un sens très exclusif. Les époux s'en servent quelquefois, surtout en se désignant l'un l'autre à des étrangers; les parens l'appliquent aussi à leurs enfans.

prochèrent assez pour que mon père les remarquât. Comme mes extases ressemblaient complétement au sommeil, mes parens s'en inquiétèrent peu d'abord; mais la fréquence croissante des accès finit par les alarmer sérieusement. Ma mère retrouvait dans sa mémoire mille exemples de maladies semblables qui toutes avaient été produites, disait-elle, par des maléfices ou par l'influence du mauvais œil. Je sentais un changement douloureux s'opérer en moi-même. Mes nuits, bien que les crises m'épargnassent à ce moment, n'en étaient que plus cruelles. D'effrayantes hallucinations les troublaient sans cesse. Ma mère venait parfois s'asseoir au chevet de mon lit; elle passait sa main sur mon front brûlant, sur mes cheveux humides. Je croyais revivre sous cette main caressante: — Allons, lui disais-je alors, chante-moi la chanson dont tu berçais mon enfance. — Et aux accens doux et monotones de cette voix amie, un sommeil bienfaisant descendait sur mes paupières brûlées par l'insomnie. C'étaient là mes seuls instans de trève. Pendant le jour, j'étais en proie à une sorte de morne indifférence. Les exhortations, les consolations de mon père avaient même perdu pour moi tout prestige, et m'étaient presque devenues importunes. — C'est plus fort que moi, — lui disais-je, et je m'en allais rêver à l'écart. C'est qu'aussi, pour résister à cette maladie sans nom, il fallait une énergie, une persistance que je n'avais pas encore. Le malheur pouvait seul me l'inspirer.

Maîtresse, c'était une effroyable lutte pour une simple fille. J'ai vu des oiseaux du ciel tomber morts frappés par le froid rigoureux de l'hiver, j'ai vu des arbres déracinés par la violence des vents. Ni le froid rigoureux de l'hiver, ni la violence des vents, rien n'était comparable au mal qui me dévorait. Sans un miracle, j'aurais succombé comme les oiseaux du ciel et l'arbre de la forêt. Ces alternatives d'extase et d'insomnie, de visions et de veillées fiévreuses, comment en décrire les angoisses et les terreurs? Et pourtant cet état singulier avait son charme; mes visions étaient toujours dominées par une influence céleste. C'était le Christ qui m'apparaissait tour à tour dans les phases de son existence terrestre et dans les attributs de sa majesté divine. La chose la plus singulière, c'est qu'en arrivant plus tard à Jérusalem, je reconnus les lieux où je passais comme s'ils m'étaient familiers. Déjà je les avais contemplés dans mes rêves. Toute cette nature, si différente de celle où j'étais née, n'avait pour moi plus de surprises. Mais à quoi bon insister sur des sensations indescriptibles! Autour de moi, je te l'ai dit, on me croyait ensorcelée. Mon père attribuait mes souffrances à une maladie du cerveau, ma mère à l'influence d'une bohémienne, et moi, je m'affaiblissais de plus en plus sous l'action d'une force invisible, lorsqu'une circonstance miracu-

leuse vint m'arrêter enfin sur cette route qui me menait à la mort.

Le jour de l'Annonciation, après la messe, quand déjà ma mère se préparait à servir le repas de midi, la porte de la chambre où nous étions s'ouvrit, et un moine entra. Il se prosterna devant les saintes images, puis, se relevant, il appela mon père par son nom. Celui-ci reconnut en lui un ancien camarade d'études et son meilleur ami, qui, au sortir du séminaire, était entré dans un couvent des environs et y menait une sainte vie. Après les salutations d'usage, les deux amis se mirent à table, et ma mère s'empressa de les servir. Moi, de mon coin, je regardais le père Grégoire (c'était le nom du religieux) avec une attention que de longtemps je n'avais prêtée à personne. De son côté, le moine fixait sur moi un regard clair et profond. Au bout de quelques instans, il demanda à mon père si j'étais malade. — Sa pâleur est singulière, dit-il, et son regard est plus étrange encore. Son âme doit souffrir plus que son corps.

Mon père soupira et lui demanda, comme pour changer la conversation, d'où il venait.

— Directement de Jérusalem, répondit le moine, et ses yeux me cherchèrent de nouveau.

J'avais tressailli de tout mon corps à ce nom de Jérusalem.

— Je me suis détourné du chemin qui mène à mon couvent, continua le moine, pour venir te voir, Damian Alexiewich, mon excellent ami. Outre le besoin que j'avais de t'embrasser encore une fois dans cette vie, un secret pressentiment, que je tiens pour la voix de mon ange gardien, me disait que je pouvais être utile ici.

Et de nouveau le regard du moine se fixa sur moi. Involontairement je me levai et vins m'asseoir près de mon père. Le moine alors se mit à nous raconter son voyage en Palestine et les merveilles de cette terre promise, qu'il avait parcourue pendant une année dans toute son étendue. Sa parole, grave et simple, était d'une douceur pénétrante. A mesure qu'il avançait dans son récit, je paraissais renaître à l'existence, mes angoisses s'apaisaient, et un attendrissement sans bornes me gagnait insensiblement. Quand il nous parla du Saint-Sépulcre, mes yeux, si longtemps secs, se remplirent de larmes. — Voilà ma maladie, m'écriai-je, voilà le désir qui m'obsède, qui me brûle, et que mon cœur ne savait pas reconnaître! Ce saint homme lui a donné un nom. Je me sens guérie. Je veux aller à Jérusalem, je veux me prosterner devant le Saint-Sépulcre, je veux adorer le Seigneur aux lieux de sa passion.

Et en parlant ainsi, j'étais tombée à genoux sur le plancher. Le père Grégoire avait posé sa main sur ma tête et priait. Ma mère m'embrassait, se félicitant de me voir enfin revenue à la vie. Ensuite, se prosternant devant le père Grégoire, elle le remercia d'avoir

rompu le charme qui tenait sa fille chérie depuis si longtemps enchaînée. — Mais saint homme, ajouta-t-elle, achève ton ouvrage; ôte-lui du cœur ce désir insensé; regarde-la, si frêle et si faible, et dis si elle pourrait affronter de telles fatigues.

— Lève-toi, femme, dit mon père impatienté; lève-toi, et retiens ta langue. Et toi, ma fille, calme-toi; essuie tes larmes, demande à Dieu de t'éclairer. La nuit va venir. Ne prenons aucune résolution avant le lever du soleil.

Je pleurais toujours, mais c'étaient de douces larmes qui coulaient silencieusement et rafraîchissaient mes paupières brûlantes. Pendant la soirée, j'accablai le moine de questions sur Jérusalem. Avant de nous quitter, le père Grégoire me donna sa bénédiction, et il me rappela sévèrement le commandement de Dieu qui ordonne l'obéissance aux volontés des parens. Je baissai la tête sans répondre et rentrai dans ma chambre. Au lieu de mes angoisses ordinaires, j'y trouvai enfin un sommeil paisible, et des songes radieux me retracèrent les plus heureuses scènes de mon enfance. Que la matinée du lendemain me parut belle, quand les premiers rayons du soleil me réveillèrent! J'allai m'asseoir à ma fenêtre, pour contempler dans une muette admiration le spectacle que mes yeux fascinés par la maladie avaient dédaigné si longtemps. Le soleil dans son lever majestueux, les hirondelles dans leur vol rapide, les nuages blancs dans leur fuite à travers l'immense azur, tout me parlait du pèlerinage que je brûlais d'accomplir : c'étaient autant de guides, de conducteurs, de messagers qui me répétaient un seul mot : Jérusalem.

Pour célébrer cette première journée de renaissance, j'avais donné plus de soin à ma toilette : mon plus beau ruban retenait mes tresses blondes; un *sarafane* (1) rouge, une chemise artistement brodée, me donnaient l'air d'une jeune fille parée pour les fiançailles. Je descendis pour rejoindre mon père, qui m'attendait assis sur le banc devant la maison. Ma mère avait les yeux rouges de larmes. Elle vint à ma rencontre, et me prenant par la main : — Vois, Alexiewich, dit-elle, regarde ta fille, et donne-lui ta bénédiction. Il y a longtemps que tu ne l'as vue ainsi, pareille à une belle rose blanche qui s'épanouit à l'aurore. Embrasse-la, maître, et bénis-la avant de la mener à l'église.

— Je l'embrasse et je la bénis, répondit mon père. Dieu a fait un grand miracle en sa faveur. Qu'il daigne l'achever en la rendant digne de ses miséricordes!

La voix de mon père était altérée : mon cœur se serra. Je compris

(1) Veste sans manches, de couleur bleue ou rouge, et qui laisse voir une chemise dont les manches descendent jusqu'au coude.

que ma résolution l'avait douloureusement affecté. Nous allâmes ensemble à l'église. Après avoir écouté les offices de la Vierge des affligés, pour laquelle mon père avait une dévotion particulière, nous revînmes à la maison. Il me mena droit au tilleul du jardin. Nous nous assîmes.

— Ma fille, me dit-il avec une gravité sévère que je ne lui connaissais pas, tout entière à la maladie de ton âme et de ton corps, tu n'as prêté aucune attention aux événemens qui se sont passés autour de toi. Je ne t'en fais pas de reproches. Ton mal a été extraordinaire, et c'est une guérison miraculeuse qui t'en a délivrée. Mais quelle a été ta première pensée en revenant à toi? As-tu songé à observer ceux qui t'entouraient, les changemens accomplis pendant de longs jours de fatigues et de souffrances? Non, ta première pensée n'a été que pour toi-même, pour la proclamation de ton désir. A Dieu ne plaise que je veuille blâmer ce désir; mais avant d'y songer, tu aurais pu jeter les yeux sur ta mère accablée, affaiblie par le travail, sur ton père vieux et infirme. Regarde-moi donc maintenant avec attention, et dis-moi si rien ne te frappe?

Surprise, je levai les yeux sur mon père. Je fus effrayée du changement que j'aperçus. Sa chevelure, autrefois abondante et foncée, était devenue rare et presque blanche; son front était sillonné de rides; sa bouche était contractée. La souffrance avait marqué de son cachet tous les traits de cette figure, jadis empreinte de tant de calme et de sérénité. — Mon père, dis-je en tremblant, serais-tu malade?

— Ma fille, je suis mourant.

Je tombai à ses pieds en sanglotant. Je m'accusai d'avoir abrégé cette vie précieuse; mais mon père me releva, et en quelques mots il rassura ma conscience. Il me révéla aussi la cause de ses douleurs; il me montra la misère menaçant notre maison, jadis si heureuse, l'école dirigée par un autre, la gêne et les privations succédant à notre ancienne aisance. De notre troupeau, il ne restait que deux vaches qu'on allait vendre avec la prairie qui leur servait de pâturage. Le pauvre se détournait de notre porte, les gâteaux de fine farine manquaient sur notre table. Et après avoir déroulé ce triste tableau, après m'avoir rappelé les exemples de résignation donnés par le Sauveur, mon père ne m'adressa que cette seule question : — Ma fille, veux-tu toujours partir pour Jérusalem?

Ai-je besoin, maîtresse, de te dire quelle fut ma réponse? Je me jetai à son cou, puis je courus à ma chambrette, d'où je revins un petit sac de cuir à la main. Ce sac contenait les épargnes que j'avais faites sur le produit de mes broderies. Je vidai mon trésor sur les genoux du vieillard en m'écriant : — Oui, père, j'aspire toujours à Jérusalem, mais je n'irai adorer les saints lieux qu'après avoir accom-

pli mon premier devoir, quand tu pourras me dire : Va en paix; ma bénédiction t'accompagne. Et maintenant parle-moi, mon père, aime-moi comme dans les belles années de notre passé, car ta fille t'est rendue et ne te quittera pas.

Cette journée s'acheva pour moi au milieu des embrassemens et des caresses. Ma mère aussi avait retrouvé sa fille, et sa joie éclata en démonstrations bruyantes. Fatiguée de tant d'émotions, je regagnai de bonne heure ma petite chambre. Le soleil, qui l'éclairait si joyeusement à mon réveil, avait disparu ; la lune nageait lumineuse et froide dans les espaces du firmament. Une épaisse rosée couvrait la prairie comme d'un linceul humide. Le vent frais du matin était tombé, les oiseaux se taisaient dans leurs nids. Tout était triste et morne. — En est-il ainsi, pensais-je, de toutes les espérances de la vie? — Et le nom de Jérusalem revenait sur mes lèvres; mais en offrant au Seigneur la promesse solennelle de faire ce pèlerinage, je lui demandais aussi de m'inspirer la résignation, la persévérance, pendant la longue attente que j'étais résolue à m'imposer. Je fis cette prière à haute voix devant les saintes images de mon *kivott,* et j'entendis la voix de mon père y répondre. Inquiet de mon état, il avait voulu voir si je dormais. Il venait d'écouter mes paroles et de s'associer à mon serment.

IV.

A partir de ce moment, ma vie n'a été qu'une suite d'épreuves, au milieu desquelles la pensée du lointain voyage qui devait les couronner m'apparaissait comme une suprême consolation. Tu pourras juger par mon récit quels devoirs se succèdent dans la plus humble existence, et combien l'appui de Dieu est nécessaire pour les remplir.

La cause de la gêne que je venais de découvrir autour de moi ne tarda pas à m'être révélée. La passion du jeu avait résisté chez mon frère Siméon aux salutaires influences que mon père avait cru lui opposer en l'envoyant au séminaire de Twer. Le joug de la règle, la surveillance la plus sévère, n'avaient rien pu contre ce triste penchant. Ma mère avait longtemps caché les désordres que par une regrettable indulgence elle avait favorisés; mais enfin la vérité s'était fait jour. Les supérieurs du séminaire avaient annoncé à mon père que des transactions d'argent honteuses et déshonorantes étant parvenues à leur connaissance, ils se voyaient forcés de chasser le jeune homme, si ses parens ne parvenaient pas à satisfaire les personnes atteintes par ces transactions, et que, même à cette condition, ils ne pourraient garder l'élève coupable que pour un temps limité.

Cette nouvelle avait été un coup terrible pour mes parens : ma maladie était alors à son degré d'intensité le plus menaçant, et pour couvrir le déshonneur de son fils, mon père n'avait pas assez des épargnes de plusieurs années d'économie. Il avait fallu que des amis lui vinssent en aide, et on avait obtenu que mon frère achèverait l'année au séminaire, et qu'il paraîtrait ainsi n'en sortir qu'à son propre gré. C'était peu après l'arrangement de cette difficulté que ma guérison était survenue et m'avait rendue à ma famille.

Je passerai rapidement sur quelques incidens qui précédèrent un changement complet dans ma situation. Peu de temps après ma guérison, mes parens reçurent une lettre de ma tante de Twer, qui s'intéressait à Siméon. Elle nous apprit qu'il allait faire un riche mariage, et qu'il dépendait de lui à l'avenir d'effacer toute trace des fautes de son passé. A cette nouvelle, ma mère oublia ses chagrins, et de nouveau mon frère redevint à ses yeux l'appui, le soutien de la famille. — Pauvre femme, dit mon père en soupirant, c'est sur un roseau brisé qu'elle appuie son espoir, et ce roseau la blessera au vif. Puis il me prit à part. — Une triste époque va se dérouler devant toi, me dit-il, une époque de brumes que le regard de ton esprit aura grande peine à percer. Que ta sainte aspiration vers Jérusalem te soutienne; mais accomplis strictement tes devoirs dans toute leur étendue, si tu veux ressembler à celui qui a bu le calice des douleurs jusqu'à la lie avant de s'écrier : « Tout est accompli ! »

Quelques jours s'étaient passés depuis cette conversation, quand un ami de mon père vint le voir. — C'est sans doute ton *prédestiné*, me dit-il en riant, et il se tourna vers ma mère : « Tu sais, femme, quand tu me grondais de lui enseigner l'écriture et le calcul, je te répondais qu'elle séduirait un jour par sa science quelque riche marchand qui l'épouserait pour lui faire tenir ses livres et régler ses comptes. Voilà ce marchand, et je t'assure qu'il est suffisamment riche. J'ai le pressentiment qu'il deviendra ton gendre.

J'avais toujours la pensée de Jérusalem dans le cœur; pourtant je baisai en souriant la main de mon père. L'hôte qu'il venait d'introduire n'était pas un jeune homme : c'était un très riche marchand, qui était déjà arrivé au milieu d'une vie laborieuse, mais dont la figure exprimait la bonté. Je le laissai seul avec mon père. Quand il fut parti, le vieillard m'appela. — Écoute, ma fille, me dit-il; ce marchand m'a en effet parlé de toi, sans se prononcer pourtant. Il paraît songer à toi comme à une compagne qui pourrait l'aider dans ses travaux, qui pourrait apporter un précieux esprit d'ordre au sein de ses affaires. Et maintenant, ma fille bien-aimée, écoute-moi. Tu sais que le terme de ma vie approche, tu sais aussi qu'un mariage avantageux vient de se conclure pour ton frère. Une fois mes yeux fermés, il vien-

dra s'établir avec sa femme dans cette maison, qui deviendra la sienne. Ton frère a échangé en connaissance de cause sa liberté, sa jeunesse et son avenir contre la dot d'une personne difforme et âgée. Il me semble que ta mère et toi, vous ne vous trouverez pas bien sous le toit d'un pareil ménage. J'ai ordonné cependant que ta chambre restât entièrement à ta disposition jusqu'au jour de ton mariage. Je t'ai encore légué mes livres et mes manuscrits. C'est bien peu de chose, ma pauvre enfant, mais c'est tout ce que les dissipations de ton frère m'ont laissé. Je ne te prescris, je ne te conseille rien. Agis selon les conseils de ton cœur et de ta sagesse. Seulement rappelle-toi que je remets le sort de ta mère entre tes mains; c'est un legs aussi, un legs solennel que je te fais devant Dieu.

Je ne répondis à mon père qu'en promettant de lui dévouer mon existence. Cet entretien me laissa énergiquement résolue à vaincre mes habitudes de rêverie pour accepter la nécessité du travail. Il ne s'agissait plus de trousseau à faire, mais de pain à gagner. Il fallait remplacer ma mère fatiguée, tout en veillant à la santé de plus en plus affaiblie de mon père. Ma seule force au milieu de ce labeur incessant, c'était la pensée de mon pèlerinage à Jérusalem.

Le triste jour où je devais me trouver seule avec ma mère, où l'heure d'accomplir la dernière volonté paternelle allait sonner, ce jour arriva enfin. C'était le 1er novembre. Mon père s'éteignit doucement entre nos bras, sous le tilleul du jardin, comme un voyageur fatigué qui s'endort à la fin d'une chaude journée. Dès le lendemain de cette mort du juste, mon frère arriva. Sa douleur fut plus bruyante que la nôtre. Il criait, il hurlait, il se roulait dans la poussière; mais cet accès dura peu, et il ne tarda pas à se montrer entièrement consolé. Il partit à la hâte après les funérailles, emportant avec lui tout ce qu'il pouvait convertir en argent, et nous laissant, ma mère et moi, à notre désolation. Quand je fus seule, j'allai me prosterner devant les saints de mon *kivott,* et je renouvelai là le serment que j'avais fait quelques mois auparavant, ce serment auquel mon père s'était associé une première fois sur la terre, auquel il s'associa de nouveau dans le ciel.

Une vie de travail commença dès lors pour nous. Je me mis à mon métier, afin d'amasser quelques épargnes pour les *jours noirs* (1). Vous autres riches, vous ne savez pas de quelle consolation le travail nous est à nous autres pauvres. Nous traversâmes ainsi moins péniblement nos premiers mois de solitude. A l'époque des fêtes de Noël et de l'Épiphanie, mon frère arriva avec sa femme, et vint s'établir

(1) Ce sont les jours *néfastes* des anciens. Il y a des jours voués en Russie au dieu de la lumière, comme d'autres le sont à l'esprit des ténèbres; le jour malheureux du Russe est le lundi.

dans notre demeure. La nouvelle mariée, née et élevée dans une ville, ne pouvait se faire à la vie monotone de notre village. Plutôt que de s'accoutumer à l'isolement, elle préféra se créer des relations vulgaires, où elle porta cette habitude, ce goût du dénigrement propres à quelques personnes disgraciées de la nature. Toute la maison eut bientôt à souffrir des caprices de cette femme impérieuse. Mon frère n'avait plus d'autre volonté que la sienne. Ma vieille mère pétrissait le pain, faisait la cuisine, surveillait la laiterie, pendant que la nouvelle mariée passait ses jours dans l'indolence et l'oisiveté. Moi seule je savais résister à cette femme, qui prétendait s'ériger en maîtresse dans les lieux consacrés pour moi par tant de chers souvenirs; mais le soir, quand je me retrouvais seule avec ma mère brisée de fatigue, je perdais moi-même toute énergie, et nous pleurions ensemble. Nous nous rappelions avec regret les années déjà éloignées où la maison prospérait, grâce à notre commune sollicitude; nous regrettions plus vivement même les journées si tristes qui avaient suivi la mort de mon père, et où nous pouvions encore travailler en liberté. Nous étions comme ceux qui, en hiver, se rappellent avec plus de charme les journées de l'automne que celles du printemps ou de l'été. Quand l'ouragan siffle et que la neige tombe, avec quel étrange plaisir ne se reporte-t-on pas vers ces jours paisibles et brumeux, où l'on suivait des yeux sur le ciel gris le passage des oiseaux voyageurs, où les bêlemens des troupeaux dans les prés fauchés et le frôlement des dernières feuilles nous attristaient comme les derniers adieux d'un ami! Et ne préfère-t-on pas souvent ces journées calmes et mélancoliques à leurs compagnes pleines de soleil, de verdure et de fleurs?

Quand vint la semaine du carnaval, mon frère et sa femme allèrent la passer à Twer. Je me trouvai enfin seule vis-à-vis de ma mère, et j'exigeai qu'elle consacrât ce court délai à réparer ses forces. Vers les derniers jours même de cette semaine, un incident bien imprévu vint m'annoncer une vie nouvelle. Une commère se présenta chez nous de la part du riche marchand avec lequel mon père avait parlé de mariage. Iwan Matwéich, c'était le nom du marchand, la chargeait de me demander pour femme. La *swacha* ou déléguée d'Iwan avait une faconde intarissable. Mon prédestiné était riche, il était généreux, il n'était pas aussi vieux qu'il en avait l'air, et quand il mettrait son nouveau cafetan, sa belle ceinture et son bonnet neuf en zibeline, il serait tout à fait bien. A la vérité, il était veuf; mais sa femme était morte depuis longtemps, et ses fils étaient tous établis dans des villes lointaines. « Quels beaux cadeaux, ajoutait-elle en s'adressant à ma mère, ta fille recevra de son fiancé! Colliers de perles fines, boucles d'oreilles d'émeraude, beaux sarafanes en riches

étoffes, *douchagrielkas* garnis de zibeline (1), pelisses en fourrure de renard noir, rien n'y manquera, excepté le lait d'oiseau et l'eau vive (2). Toujours du pain de froment et des gâteaux de millet; pas de travail, rien que des jours de fête. » Ma mère me regardait avec des yeux supplians, craignant une résistance à ces offres séduisantes. Je compris ce regard, et, après quelques instans de réflexion, voici ce que je répondis à la *swacha* :

— Écoute, ma vénérable commère : le mariage est une chose grave et sainte, et ne doit pas être traité comme un trafic entre marchands; au moins c'est ainsi que je l'entends. Epargne-toi donc des éloges exagérés; ils vont mal à l'âge et au caractère de celui qui t'envoie, et encore moins à l'orpheline pauvre et délaissée à laquelle tu les adresses. Notre respectable ami Iwan Matwéich est de l'âge de mon père pour le moins; il n'a jamais été beau, et, si je le connais, il n'a pas la prétention de le devenir. Quant à de beaux habits neufs pour la noce, il peut se les épargner; ils ne m'éblouiront pas. Il est riche, je le sais, et c'est un avantage réel que je comprends et que j'apprécie. Je sais aussi qu'il est veuf, et je connais le nombre de ses enfans. Si je l'épouse, j'espère être pour lui une bonne femme, et je gagnerai, je n'en doute pas, l'estime de ses fils. Je ne crains donc pas leur influence dans mon ménage. Tu dis qu'il est généreux; je le crois, et c'est une belle qualité dont je n'abuserai pas. Mon père m'a dit qu'il était honnête et juste, et c'est ce qui m'importe le plus. Je ne veux ni beaux habits, ni ornemens précieux, ni riches fourrures. Je ne puis lui apporter aucune dot, je ne veux rien accepter de lui, je veux travailler, et je sais qu'il compte *me faire travailler*. Quant aux friandises que tu me promets, je ne m'en suis jamais souciée, lorsqu'elles abondaient dans la maison de mon père; maintenant que je suis habituée au pain noir de la pauvreté, je m'en soucie encore moins. Je veux être traitée par lui comme la compagne de sa vie et l'associée de ses travaux et de ses peines, quels qu'ils soient, et non comme une poupée qu'on pare pour les autres, et qu'on jette dans un coin, quand elle a été assez admirée. Je te prie de lui répéter

(1) Le costume des femmes russes, dans les gouvernemens voisins de Moscou, est à la fois pittoresque et splendide. Outre les *sarafanes* ou vestes en brocard toutes parsemées d'or ou d'argent, ce costume comprend aussi la *douchagrielka* (chaufferette de l'âme), manteau en beau damas doublé de fourrures précieuses, le *kokoschnik*, espèce de bonnet en forme de diadème et brodé d'or ou de perles, le *fata*, veste rouge et jaune, en forme de mantille espagnole. Ces splendides vêtemens rappellent ceux de la cour de Byzance, et l'usage en a été introduit probablement par les alliances si fréquentes qui rapprochèrent la noblesse russe de celle du Bas-Empire.

(2) Le *lait d'oiseau* et l'*eau vive*, l'*eau d'immortalité*, sont deux merveilles introuvables que les héros des contes russes sont tenus de chercher par toute la terre pour satisfaire le vœu et le caprice de la belle *czarevna*, qui met sa main à ce prix.

exactement les paroles que je viens de dire, comme celles que je vais prononcer, sans rien y ajouter, ni rien omettre. Avant que je me décide, il faut qu'Iwan Matwéich m'accorde un entretien *œil à œil* (1), comme on dit, car j'ai à l'entretenir de choses graves. J'ai des conditions irrévocables à poser. Mon frère et sa femme ne seront de retour que le samedi de la première semaine du carême; qu'il vienne d'ici là, et peut-être pourrons-nous nous entendre.

Pendant ce discours si positif, et auquel son expérience des jeunes filles muettes et rougissantes l'avait si peu habituée (2), car tu sais que dans nos villages les jeunes filles n'ont pas de voix devant les étrangers et ne murmurent les confidences de leur cœur qu'aux oreilles de leurs mères; pendant ce discours, dis-je, la *swacha* me regardait la bouche béante. Ma pauvre mère était pâle et tremblante de tous ses membres; elle joignait les mains, faisait le signe de la croix, et s'écria quand j'eus fini :

— Ma fille, mon enfant chérie, tu rejettes ton bonheur, tu le foules aux pieds, tu tentes Dieu en refusant ainsi ses dons les plus précieux! Quand donc une jeune fille sans dot a-t-elle fait jamais des conditions à son prétendu? Quand donc une jeune fille modeste et réservée a-t-elle voulu entretenir un homme sans témoins? Seigneur mon Dieu, tu perds la tête!

— Laisse-la, commère, reprit la *swacha;* elle a peut-être raison. Ivan Matwéich est un homme entre mille, comme ta fille aussi n'est pas une fille à la douzaine. Je lui promets de lui rendre sa réponse mot pour mot. Sainte Vierge! ce sont de ces discours qu'on entend rarement dans la vie et qu'on n'oublie pas, quand même on aurait une plus mauvaise mémoire qu'une honnête *swacha* ne doit l'avoir.

— C'est cela même, ma chère commère, repris-je. Iwan Matwéich

(1) Expression usitée en Russie pour dire *en tête-à-tête.*

(2) La retenue des jeunes filles est extrême en Russie; on dit d'elles que leurs oreilles doivent être bouchées avec de l'or, car elles sont censées ne rien entendre ni rien comprendre de ce qui pourrait ternir leur pureté virginale. En général, l'existence des femmes dans les parties de la Russie où les mœurs nationales se conservent encore est tout exceptionnelle. Ce n'est nullement celle des femmes de l'Orient; elles ne sont ni voilées, ni espionnées, ni gardées par des eunuques dans des harems : c'est plutôt celle des femmes de l'ancienne Grèce. Le *terem* qu'habitent les femmes des boyards et la *swetelka* des filles dans les maisons des villageois aisés me paraissent correspondre aux gynécées grecs. Les femmes, très respectées en Russie d'ailleurs, consultées dans toutes les affaires de famille, ont, d'après nos lois, les mêmes priviléges que les hommes; plusieurs d'entre elles ont même été élues *posadnitza,* titre qui correspond à celui de bourgmestre, et cependant elles se tiennent tout à fait à l'écart dans la vie ordinaire de la famille, ne mangeant même pas à leur propre table, quand des étrangers s'y trouvent. Elles ne se fréquentent qu'entre elles, et il fallut un décret de Pierre le Grand pour les obliger à se mêler aux hommes dans les réunions qu'il appelait *assemblées,* et qu'il forçait ses nobles à donner dans sa capitale naissante de Saint-Pétersbourg.

est un homme sensé à qui on peut, sans crainte de le blesser, dire la vérité pure. Fais ma réponse, et tout ira bien. Maintenant, mère, ne songeons qu'à traiter avec honneur notre respectable amie. Je vais remplir la *samovare* d'eau et y mettre de beaux charbons bien rouges; toi, ôte les tasses de l'armoire et prépare vite de bonnes galettes bien chaudes, comme tu sais les faire. Nous allons la régaler de ce *thé fleuri* (1) que son ami Iwan Matwéich lui-même envoya à mon père quand il le sut malade. Tu seras contente, commère, j'en suis sûre, surtout si tu daignes verser dans ta tasse une petite cuillerée de cette eau-de-vie de France que ma tante nous a fait parvenir de Twer pour réconforter mon pauvre père.

Quand je me couchai le soir, mes prières furent longues et ferventes. Après les avoir achevées, je m'approchai de cette fenêtre, qui me rappelait tant de bonheur et tant de tristesse. Le vent avait chassé la neige contre les vitres du dehors, et on ne voyait ni le ciel ni la terre. Tout était obscur, quoique d'un blanc mat. — C'est comme ma vie, me dis-je. L'ouragan du malheur l'a obscurcie : viendra-t-il jamais, le jour où le ciel de Jérusalem l'éclairera de ses rayons?

V.

Le lundi de la première semaine du carême, nous vîmes arriver Iwan Matwéich. Ma mère me laissa seule avec lui, après m'avoir jeté un regard suppliant et inquiet. L'entretien fut tel qu'il devait être entre un homme prudent et une jeune fille réfléchie. — Tu dois me promettre, lui dis-je, que l'existence de ma mère chez toi sera paisible et tranquille, que jamais une parole de reproche ne fera couler une larme de ses yeux. Moi, en revanche, je te promets la soumission la plus complète, le respect et la vénération que toute femme doit à son mari.

La réponse du marchand me rassura entièrement sur le sort de ma pauvre mère.

— Merci, lui dis-je, merci, Iwan Matwéich, et maintenant que je t'ai posé une condition, permets-moi de te faire une prière. Je désire ne pas recevoir de cadeaux.

— Je ne fais à mon consentement qu'une réserve, dit-il, tu devras

(1) Le thé est le seul luxe que le paysan russe se permet dans son existence. La première acquisition qu'il fait, dès qu'il est en état d'acheter quelque chose au-delà du strict nécessaire, est une *samovare* ou bouilloire en cuivre jaune, une théière, quelques tasses et quelques cuillers en métal. A mesure que sa fortune augmente, le luxe de son service de thé augmente avec elle. La samovare s'agrandit, les tasses et les cuillers s'embellissent; le thé, d'ordinaire qu'il était, monte en prix, gagne en parfum, et devient chez les riches une dépense exorbitante.

recevoir de moi un cadeau : ce sera le premier et le dernier, je te l'assure. Ce cadeau, tu le recevras le jour de notre mariage, et nul n'a besoin d'en rien savoir.

J'acceptai cette offre. Il reprit : — Et maintenant, frappons-nous réciproquement dans la main, et que le Seigneur soit témoin et juge de la droiture de nos intentions à tous les deux!

Après un moment de silence, pendant lequel il examinait l'expression de mon visage, qui reprenait sa sérénité à mesure que je l'écoutais : — Xenia, me dit-il avec un demi-sourire, et ton désir de visiter Jérusalem?

— Je le renferme au fond de mon cœur, lui répondis-je. Rassure-toi, il est aussi silencieux qu'il est profond; mais qui t'en a parlé?

— Le père Grégoire, me dit-il. C'est mon meilleur ami, comme il était celui de ton père.

Je fus charmée d'être ainsi délivrée de l'obligation de garder un secret vis-à-vis d'un homme pour lequel, une fois devenu mon mari, je n'en devais plus avoir.

Quand ma mère revint, elle fut au comble de la joie en apprenant qu'Iwan Matwéich avait ma parole. Il fut décidé que la noce aurait lieu la semaine après Pâques. Comme le marchand devait aller le lendemain à Twer pour arranger quelques affaires, il promit de voir mon frère et de lui annoncer notre mariage.

Tout fut promptement décidé. La vie qui s'ouvrait devant moi était laborieuse; ce n'était pas l'amour, c'était la raison qui présidait à mon mariage; mais que m'importaient ces travaux, ces obligations sévères devant lesquelles d'autres jeunes filles eussent hésité? J'avais mon devoir à remplir, et, une fois ce devoir rempli, la cité de Jérusalem ne devait-elle pas me recevoir dans son enceinte sacrée? J'envisageai donc mon avenir avec courage. Pourtant, la veille de mes noces, l'idée de ce pèlerinage indéfiniment ajourné me causa une profonde tristesse. Les jeunes filles du village s'étaient rassemblées chez nous pour pétrir les gâteaux d'usage (*karawai*) et chanter ces belles complaintes de mariage qui font pleurer même les indifférens; alors je ne pus retenir mes sanglots, et je pensai que toute ma vie allait se passer peut-être loin de cette Jérusalem, patrie de mon âme; mais une voix intérieure me répondit : « Dieu et ton devoir. » Il me sembla que mon père me parlait lui-même du haut des cieux. Cette pensée me rendit le calme et le courage.

Le cadeau que me fit Iwan Matwéich était digne de sa fortune et de sa générosité. Après la cérémonie, il me remit un papier en me disant de l'aller lire seule dans ma chambre et de n'en parler à personne. Ce papier était l'acte d'achat, en mon nom, de la maison paternelle avec des champs et des prairies; il me garantissait un revenu plus que suffisant pour assurer mon existence et celle de ma mère.

Je remerciai Iwan d'un seul mot, mais il comprit le sentiment qui me le dictait. Le lendemain de la noce, mon frère et sa femme partirent pour la ville, et alors commença pour moi une existence paisible qui devait, pendant vingt ans, n'être troublée que deux fois, par la mort de ma mère et celle de mon mari.

Que te dirai-je encore, maîtresse? J'ai hâte de terminer ce long récit des épreuves que j'ai eu à traverser avant de toucher la Terre-Sainte. Je n'ai point à te parler de mon frère, qui, après avoir perdu sa femme, continua de dissiper tristement les restes de sa fortune. La déplorable fin de ce malheureux fut ignorée de ma mère, qui mourut en le bénissant. Je restai seule avec mon mari, dernier compagnon qui devait lui-même me quitter à son tour. Ma vie s'écoulait tout entière sous les yeux du digne marchand; je ne le quittais que pour aller à l'église, ou visiter la tombe de mes parens. Tout mon temps se passait à écrire et à régler les comptes de son commerce, à broder de beaux ouvrages pour l'église qu'il avait fait rebâtir à neuf et décorer magnifiquement, à lire à haute voix quelques passages des livres de mon père. Mon seul délassement était de passer quelques instans, dans les soirées de la belle saison, sous le tilleul du jardin.

Une maladie lente, qui se déclara chez mon mari, le retint bientôt dans sa chambre. Il put alors quelquefois manquer de patience envers moi, mais qui se vanterait de n'avoir jamais cédé à la colère? Et n'étais-je pas sa femme légitime? Ne lui devais-je pas obéissance et soumission complète? Ne m'avait-il pas choisie, fille pauvre et frêle, pour me combler de biens? N'avait-il pas soulagé et protégé la vieillesse de ma mère? Le chagrin est le lot commun des hommes: savais-je si cet homme grave et silencieux n'avait pas cruellement souffert avant de placer sa main dans la mienne? Son caractère ressemblait à ces grands fleuves de notre Russie. Il était large et profond, mais tranquille. Qui eût pu en découvrir le fond? Et quand un sourire ironique entr'ouvrait ses lèvres, qui eût osé l'interpréter?

Pendant cette longue maladie, il m'arrivait quelquefois de lire à mon mari quelque passage relatif à Jérusalem, quelque description des lieux saints. Je me sentais doucement émue alors, mais je ne versais plus de larmes brûlantes, et mon cœur ne battait plus comme aux premiers temps. Au lieu de me dire : Je *veux* aller à Jérusalem, je me disais : Je *dois* y aller. Je me surprenais même à mesurer la longueur de la route, et je pensais aux fatigues, aux difficultés du chemin.

Un jour mon mari, se sentant plus faible, m'appela près de son lit : — Eh bien! femme, me dit-il, voilà que ton désir va se réaliser. Bientôt tu seras seule, et tu pourras faire ton pèlerinage.

Je lui répondis en toute sincérité : — Si Dieu voulait te conserver

pour me fermer les yeux, à moi ta cadette, je renoncerais avec joie à ce rêve de ma vie. Je me contenterais de le remercier ici, en ta présence, pour la miséricorde dont il m'a comblée en t'inspirant de m'associer, moi pauvre créature, à ta destinée. Tu as été pour moi un père et un bienfaiteur, et en te perdant, je perds tout ce qui m'est cher dans ce monde. Je redeviens véritablement orpheline.

— Et cependant tu feras et tu dois faire ton pèlerinage, me dit-il. Tu dois remplir tes devoirs jusqu'au bout. J'ai besoin de ta main pour fermer mes yeux, et j'ai besoin de tes prières pour le repos de mon âme, car j'ai été un homme de passions et de colère. Oui, femme, crois-moi, ajouta-t-il avec un soupir, il faut aller à Jérusalem. En priant pour toi et les tiens, tu prieras aussi pour moi, et tu supplieras le Sauveur du monde de me faire miséricorde, à moi misérable pécheur.

Ce dernier effort l'avait épuisé. A partir de ce court entretien, son état empira, et quelques jours plus tard j'étais veuve, ou plutôt, comme je le disais devant le lit du mourant, je redevenais orpheline.

Ici la paysanne garda un moment le silence. Une larme brillait dans ses yeux. — Et à quelle époque entrepris-tu ton pèlerinage? lui dis-je en lui serrant la main.

— Le surlendemain de l'Annonciation, vingt ans juste après le jour où j'avais fait la promesse de visiter les saints-lieux. Ce jour-là, le soleil m'éveilla comme il m'avait éveillée vingt ans auparavant. J'allai m'asseoir à la même fenêtre; mais combien mes sensations furent différentes! Autour de moi et en moi-même, tout était changé. Les années avaient tout recouvert de leur voile, la vieillesse avait tout refroidi de son haleine. Je n'enviais plus aux hirondelles leur vol rapide; je leur enviais plutôt le nid où elles trouvaient chaque soir un sûr abri. Le vent, qui me paraissait vingt ans auparavant si frais et si vivifiant, me glaçait les joues, au lieu de les caresser. Seuls, les grands nuages blancs, qui nageaient dans le ciel bleu, m'apparaissaient encore comme de célestes messagers. J'allai, comme il y avait vingt ans, écouter les offices de la Vierge des affligés. Hélas! personne ne m'attendait à la porte, personne n'était là pour me bénir.

Combien de fois, dans le courant de ces vingt années, je m'étais représenté comme un jour de fête celui qui précéderait mon départ! Maintenant ce jour était venu, et je ne demandais plus à Dieu que de me laisser la force nécessaire pour tenir ma promesse. En rentrant, j'allai m'asseoir sous le tilleul du jardin. Celui-là était resté jeune et vivace; jamais ses branches ne m'avaient paru plus touffues, jamais son ombre ne m'avait paru plus fraîche et plus profonde. — Que sont devenus, bel arbre, ceux qui aimaient ton ombrage? m'écriai-je. Ils dorment sous la terre humide, eux qui partageaient avec moi ton bienfaisant abri. Et les heures de ma jeunesse, où sont-elles? — Ces

heures fugitives, pleines d'enthousiasme et d'espérances, je ne les apercevais plus que comme un rêve presque évanoui à travers la vapeur des années, et cet arbre que j'arrosais de mes larmes était resté le seul témoin de mes premières souffrances, le seul confident de mes premières joies. Je n'aspirais plus qu'à revenir chercher le repos sous son feuillage, après l'accomplissement de la sainte tâche que j'allais commencer si tard.

Le lendemain, je pris tristement le bâton du pèlerin et une besace, avec quelques hardes et un peu d'argent; puis je me mis en route, confiant à des gardiens dévoués la maison paternelle. A Twer, je rencontrai quelques compagnons. Avec l'aide de Dieu, j'arrivai ici non-seulement saine et sauve, mais avec une santé raffermie. Prosternée devant la place où s'élevait jadis la sainte croix, je pus m'écrier du fond de ma conscience : « Père, ta volonté a été faite, tes commandemens ont été accomplis. »

Telle est mon histoire, maîtresse. Si elle t'a paru longue, rappelle-toi que tu m'as ordonné de ne t'épargner aucun détail. C'est comme une confession que j'ai faite devant l'emblème de notre salut, et je te remercie de l'avoir provoquée. Maintenant descendons à l'église, car j'entends *frapper* (1) les matines.

Nous nous embrassâmes en silence et nous descendîmes les degrés du Calvaire, appuyées l'une sur l'autre. Je m'arrêtai sur le dernier degré. — Où te retrouverai-je, Xenia Damianowna? demandai-je à la paysanne.

— Je vais demain à Bethléem, me dit-elle, et je ne sais quand je serai de retour. Crois-moi, maîtresse mon amie, ne nous cherchons pas sur cette terre, ajouta Xenia en fixant sur moi son regard serein et en me souriant de son doux sourire.

— C'est bon, lui répondis-je; mais promets-moi de penser quelquefois à la nuit que nous venons de passer ici.

— Je te le promets, maîtresse, reprit la paysanne avec sa voix lente et grave : ne l'oublie pas non plus, et puisse ce souvenir nous rapprocher dans la céleste Jérusalem, dont celle-ci n'est que le reflet!

Ce furent ses paroles d'adieu. En entrant à l'église, elle se mêla à la foule des pèlerins, tandis que je me faisais conduire par un guide à la place qui m'était réservée. Après la messe, je cherchai des yeux la paysanne de Twer; elle avait disparu, mais le secret de sa vie restait confié à ma mémoire, et cette courageuse femme, que je n'espérais plus revoir, m'apparaissait comme une touchante personnification des instincts religieux de mon pays.

É. DE BAGRÉEFF-SPERANSKI.

(1) Dans tous les états musulmans, ce sont des espèces de marteaux de bois qui remplacent les cloches.

DU COTON

EN ALGÉRIE.

Si on établissait le compte des sommes versées par la France en Afrique, on trouverait qu'après déduction faite des recouvremens qu'il a été possible d'effectuer, l'acquisition des trois départemens algériens nous coûte à cette heure de 13 à 1,400 millions. Le découvert augmente d'année en année, et quoique la colonisation proprement dite, la mise en valeur des terres, soit en progrès depuis quelque temps, on n'entrevoit pas encore le terme où les charges de la métropole pourront être notablement allégées. N'y a-t-il donc aucun espoir d'amélioration pour le contribuable français? En discutant, il y a six ans (1), les nombreux systèmes proposés alors, la *Revue* ramenait le problème à cette formule : « Trouver une combinaison agricole qui, en intéressant le commerce de la métropole au succès de la colonie, procure à la terre algérienne l'énorme capital dont elle a besoin. » Elle faisait en même temps des vœux pour qu'on appliquât les plus puissantes ressources de l'industrie rurale à la production des matières premières destinées aux fabriques de l'Europe, en commençant par le coton. On ne songeait alors qu'aux céréales. L'expérience a modifié les idées : c'est pour le coton qu'on se passionne aujourd'hui. En Algérie, l'administration recommence une nouvelle série de sacrifices pour provoquer les plantations; en France, une compagnie à grand capital, ayant pour but unique de développer les

(1) Voir les livraisons du 1er février et du 15 avril 1847.

cultures cotonnières sur une large échelle, se forme au sein même de l'industrie spécialement intéressée à ce genre de récolte. Ces tentatives auront à coup sûr une influence considérable sur l'avenir de l'Algérie; mais, avant d'examiner les chances de succès qu'elles présentent et l'importance qu'elles peuvent avoir pour la métropole, il faut marquer la place qu'occupe actuellement le coton dans l'ensemble du mouvement commercial.

I. — PRODUCTION ET COMMERCE DU COTON.

Quoique la culture du cotonnier fût bien éloignée autrefois de l'importance qu'elle a acquise en ces derniers temps, on s'y adonnait plus généralement qu'aujourd'hui; elle constituait dans la plupart des pays chauds une de ces petites spécialités qui entrent dans l'économie rurale, de manière à procurer aux cultivateurs des bénéfices accessoires. Les Américains du Nord ont transformé ce genre d'exploitation en l'élevant au rang des plus grandes industries. Le coton ayant perdu depuis le commencement du siècle les trois quarts de sa valeur commerciale, il faut travailler sur une grande échelle et produire beaucoup pour obtenir des résultats suffisamment rémunérateurs. La production s'est localisée presque exclusivement dans quatre pays qui ont des ressources exceptionnelles en terres, en capitaux et en population travailleuse : les États-Unis, les Indes orientales, l'Égypte, le Brésil.

Pour conquérir cette supériorité qui constitue en leur faveur une sorte de monopole, les Américains ont déployé une persévérance qui est un des traits remarquables de leur histoire, car c'est un des élémens de leur grandeur. Les exilés anglais fondateurs de l'Union firent au début la même faute que les colons de l'Algérie : ils transportèrent dans le Nouveau-Monde les cultures de la mère-patrie, s'obstinant à produire du blé et des légumes; cela dura plus d'un siècle. Les hommes clairvoyans répétaient néanmoins que l'Amérique anglaise ne prendrait rang parmi les nations qu'à la condition de développer les cultures répondant aux besoins industriels de l'ancien monde; ils recommandaient notamment celle du coton. Ils prêchèrent longtemps dans le désert. L'effervescence qui suivit la proclamation de l'indépendance amena enfin l'idée à maturité. On se mit à l'œuvre en tâtonnant, car on n'avait alors ni l'expérience, ni les moyens d'action dont une grande nation comme la France peut disposer en faveur de l'Algérie. L'Europe croyait si peu au succès, qu'en 1784, huit balles de coton ayant été apportées à Liverpool par des navires américains, les autorités anglaises en ordonnèrent la

confiscation, sous prétexte qu'une aussi grande quantité ne pouvait pas avoir été récoltée dans les colonies récemment affranchies.

En 1786, on entreprit d'acclimater dans la Caroline du Sud une belle espèce provenant des Petites-Antilles, et connue dans le commerce sous le nom de *sea-islands* ou de *georgie-longue-soie*. Malgré l'insuccès des premières années, on ne perdit pas courage; les essais se multiplièrent sans résultats décisifs. Les récoltes étaient insignifiantes : on manquait de bras, bien que l'esclavage existât. A défaut d'auxiliaires pour les manipulations qui suivent la cueillette, une partie des récoltes était perdue : les cultivateurs craignaient de trop produire.

Vers 1794, un homme ingénieux et malheureux comme notre Jacquart, Élie Whitney, du Massachusets, imagina la machine à égrener, c'est-à-dire une espèce de moulin destiné à séparer les précieux filamens des graines auxquelles ils adhèrent. Quoique bien imparfaite alors, cette machine fut un excitant pour la culture. Dès l'année suivante, la réunion de toutes les petites récoltes fournit un total de 3 millions de kilogrammes. Les bonnes graines manquaient; l'Angleterre ne voulait pas en laisser acheter dans ses possessions de l'Inde et des Antilles. On envoya, disent les documens américains, des agens sur les côtes baignées par la Méditerranée, où le coton était alors beaucoup plus cultivé qu'aujourd'hui, et peut-être que notre Algérie a fourni sa part dans ces semences de la grandeur américaine. En 1799, le général Wade Hampton, de la Caroline du Sud, fait sensation en annonçant qu'il a récolté 600 balles sur 600 acres (environ 300 kilogr. par hectare). Une émulation décisive éclate sur plusieurs points. En 1801, la récolte est déjà de 18 millions de kilos; pendant les vingt années qui suivent, elle s'élève progressivement à 80 millions.

A partir de 1820, le prix des terres du domaine public fut abaissé de 26 francs l'hectare (2 dollars l'acre) à 16 francs (1 dollar 1/4 l'acre). On vit aussitôt coïncider les grandes expéditions de coton avec les grands achats de terre. Le prodigieux essor que prend vers le même temps l'industrie américaine facilite de toute manière les opérations du planteur. Au moyen des canaux et des chemins de fer, la denrée franchit à peu de frais de larges distances. Grâce au crédit que les banques prodiguent, les instrumens d'exploitation ne manquent jamais. Des navires sont appropriés au transport des cotons. Sur tous les points d'embarcation, on construit des presses mécaniques pour réduire le volume des balles destinées à l'exportation. Ces établissemens où les marchandises s'accumulent deviennent des espèces de docks prêtant sur consignation, régularisant le courtage entre le planteur et le négociant. Tant de facilités amoindrissent naturellement les frais de production. L'abaissement des prix décourage

la concurrence étrangère (1). Vers 1830, on exportait déjà 136 millions de kilogrammes. Après 1836, les récoltes dépassent 200 millions. De 1842 à 1851 inclusivement, la moyenne décennale monte à 376 millions. Pendant la campagne 1851-52 (2), les planteurs, favorisés par la saison, livrent au commerce 542 millions de kilogrammes. Grâce à la fièvre industrielle qui se propage en Europe, ils tiennent leur marchandise à bon prix, et en tirent 594 millions de francs. Enfin pour la campagne de 1853, close en septembre, et dont les résultats viennent d'être officiellement constatés, on arrive à 587 millions de kilogrammes, et comme les prix, quoique un peu affaiblis, sont encore satisfaisans, la vente dépassera 600 millions de francs! Les Américains estiment actuellement le capital vivant ou mécanique engagé dans ce genre de spéculation à 3 ou 4 milliards de francs. Ils sont particulièrement fiers de leurs cultures cotonnières, dont la progression est pour beaucoup dans cette veine de prospérité merveilleuse où se trouvent les États-Unis.

La patrie du calicot et de la mousseline n'est plus actuellement que le second des pays producteurs. La matière première est récoltée dans les Indes en quantités incalculables; mais la plus grande partie est utilisée sur place par les indigènes ou consacrée aux échanges avec les contrées voisines, et particulièrement avec la Chine. A défaut de bases pour évaluer les masses que réserve pour son propre usage le monde oriental, on ne tient compte dans la statistique que des envois faits en Europe. Or le contingent des Indes orientales est excessivement variable : c'est le prix de la denrée sur les marchés occidentaux qui en détermine l'importance. Il résulte des expériences faites en Asie, par ordre du gouvernement britannique, qu'à l'exception du georgie-longue-soie, qui a décidément échoué, toutes les autres variétés avaient des chances de réussite. Cependant le coton indien ne se présente jusqu'à ce jour, en Europe, que sous un aspect défavorable. Les filamens sont courts, mal nettoyés, presque toujours détériorés par défaut de soins dans les manipulations et les transports. L'indolence incurable des indigènes, leur répugnance à modifier les anciennes habitudes, laissent aux conquérans de l'Inde peu d'espoir de progrès. On soupçonne même les brahmines d'exercer

(1) Tels sont, d'après les documens américains, les prix moyens des cotons depuis trente ans sur les marchés des États-Unis : première période (1821-30), 1 fr. 55 cent. 1/2 le kilogramme; deuxième période (1831-40), 1 fr. 44 cent. le kilogramme; troisième période (1841-50), 97 cent. le kilogramme. Ces prix comprennent toutes les qualités, depuis les plus sordides jusqu'à celles qui valent de 7 à 9 francs. Au commencement du siècle, avant le déluge de la production américaine, les cotons en laine se vendaient généralement sur le pied de 5 fr. le kilogramme.

(2) Les campagnes se règlent de septembre en septembre, conformément au cours des récoltes.

à ce sujet une influence malveillante, tandis que les Anglais, qui se sont interdit le droit de posséder la terre, restent sans action sur les cultivateurs. Les cotons indiens ont d'ailleurs à supporter des frais de transport exceptionnels pour arriver sur des marchés où ils sont frappés de discrédit. Ils ont donc peu d'attrait pour les négocians. Ils constituent une réserve dans laquelle on puise quand la marchandise est rare et chère. L'importation s'arrête quand le prix des espèces préférées devient abordable. En 1849, époque de cherté, elle a atteint 58 millions de kilogrammes. Les prix ayant baissé depuis cette époque, elle ne dépasse plus de beaucoup 30 millions.

Rien de plus encourageant pour la France africaine que l'exemple de l'Égypte. En 1820, un Français, M. Jumel, remarque dans un jardin quelques pieds de coton cultivé comme ornement. Il conseille au pacha de créer des cotonnières. Les moyens d'exécution lui sont fournis immédiatement. Dès l'année 1821, on envoie à titre d'échantillons 48,000 kilogrammes de coton en laine. L'exportation de la seconde campagne est quarante fois plus forte, et en 1823, après deux ans d'essais, on est en mesure de fournir à l'Europe 13 millions de kilogrammes d'une qualité estimée. Un bénéfice net de 7 à 8 millions de francs entre dans les coffres du pacha.

Un despotisme inintelligent altéra peu à peu cette source de prospérité. Les cultivateurs, auxquels le gouvernement fournissait la terre et les outils, devaient livrer les récoltes suivant un tarif qu'il ne leur était pas permis de débattre. En apparence, le prix était suffisamment rémunérateur; mais on fit les paiemens avec un papier qu'il fallait escompter à perte, de sorte que la denrée, achetée à un cours nominal équivalant à 55 francs les 50 kilogrammes, ne rapportait effectivement qu'une trentaine de francs au travailleur. Les plaintes, si timides qu'elles fussent, parvinrent jusqu'au pouvoir. On daigna reconnaître qu'il y avait abus, et comme correctif, il fut décrété que le papier serait pris au pair en paiement des impôts; mais alors l'impôt fut élevé peu à peu, et comme d'ailleurs il y a en Égypte solidarité entre les contribuables, le *fellah* producteur de coton, un peu moins pauvre que les autres, fut obligé de payer pour ses voisins, et se trouva encore plus à plaindre que par le passé. On conçoit que les cultivateurs n'aient pas été fort ardens pour l'amélioration des cultures. Les résultats obtenus dès le début furent rarement dépassés pendant les vingt années qui suivirent; mais l'iniquité et la sottise d'un semblable régime paraissent avoir été sentis en ces derniers temps. Le producteur est moins scandaleusement exploité. Des travaux d'irrigation ont élargi la surface cultivable, et, la température aidant au progrès industriel, l'année 1852 a été remarquablement favorable. Dépassant d'un tiers les récoltes précé-

dentes, la production s'est élevée à 31 millions de kilogrammes, que se sont partagés l'Angleterre pour environ 18 millions, l'Autriche pour 7 millions, la France pour 5 millions. Le nom de M. Jumel est resté attaché au coton égyptien. Dans l'origine, cette espèce était classée au second rang par le commerce; mais, soit qu'il y ait actuellement négligence dans les manipulations, soit qu'on sacrifie volontairement la qualité à la quantité, le *jumel* a perdu beaucoup de sa réputation primitive.

On peut encore classer parmi les pays de grande production le Brésil, qui envoie à l'Europe environ 25 millions de kilogrammes d'une qualité très estimée. Le contingent des autres pays est insignifiant. Les Antilles et la Guyane anglaises, Haïti, Cuba, le Venezuela, le Pérou, la Turquie, la Russie, le Portugal, fourniraient à peine, en se réunissant, 6 millions de kilogrammes.

Estimons, en prenant pour type la dernière campagne, les quantités de cotons en laine mises actuellement à la disposition de l'industrie :

PAYS PRODUCTEURS.	QUANTITÉS en kilogrammes.	PROPORTIONS. par cent.
États-Unis d'Amérique	587,000,000	86 5
Indes orientales (pour les envois en Europe seulement)	30,000,000	4 3
Égypte	31,000,000	4 6
Brésil	25,000,000	3 7
Autres pays	6,000,000	9
Totaux	679,000,000	100 »

Les cotons arrivent à la vente sur les marchés du monde civilisé surchargés de frais de transport, d'assurances et de douanes. Dans ces conditions, la moyenne de leur prix commercial peut être évaluée à 1 fr. 80 c. le kilogramme, ce qui donne un total de 1 milliard 222 millions de francs; et comme le coût de cette matière première est au moins décuplé par la filature, le tissage et la coloration, on peut admettre que le genre humain consacre annuellement plus de 12 milliards à l'achat des cotonnades, sans même compter les dépenses qu'entraîne la consommation inconnue de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique centrale. Assurément le commerce du coton est le plus considérable du monde après celui des céréales, et cependant on serait bien douloureusement étonné, si l'on apprenait combien il reste de besoins à satisfaire, même en France.

Ici se présente naturellement à l'esprit la question capitale. Les quantités de coton actuellement produites sont-elles suffisantes? Est-il à craindre que la matière première fasse défaut à l'industrie? Est-

il urgent d'opposer une concurrence nouvelle à la spéculation envahissante des Américains?

L'industrie cotonnière est généralement en voie d'expansion. Depuis trois ans surtout, le progrès est moins un développement naturel d'affaires qu'une fièvre de croissance. Les anciens pays producteurs agrandissent leurs ateliers et en ouvrent de nouveaux. Beaucoup de peuples qui achetaient les tissus à leur usage se font un point d'honneur de les fabriquer. Que cette effervescence tienne à un sentiment de confiance dans l'avenir, à l'abondance des capitaux versés en Europe par la Californie et l'Australie, aux débouchés ouverts par le libre échange, ou bien, comme les pessimistes le supposent, à l'insuffisance des laines, dont le prix s'élève, le résultat n'en est pas moins significatif. C'est un des traits caractéristiques du moment que cet accroissement subit et universel dans la consommation d'une marchandise appropriée aux besoins des multitudes pauvres.

L'Angleterre marque naturellement le pas dans cette voie progressive. On y élargit les ateliers, on perfectionne le matériel, on fonde des établissemens nouveaux. Un inspecteur des manufactures a déclaré officiellement, en exposant les résultats de 1851, que dans le seul district dont Manchester est le principal foyer, 82 manufactures ont été construites ou agrandies, que les machines nouvelles ajoutent aux anciens moteurs une force de 3,717 chevaux, et qu'il a fallu recruter 14,000 ouvriers de plus. Des informations plus récentes encore nous apprennent qu'en 1852, les constructions appropriées au travail du coton se sont multipliées sur divers points, et que certains établissemens se sont développés dans des proportions tellement ambitieuses, que les esprits réservés commencent à s'en effrayer. En supputant l'énormité des capitaux qu'on engage et l'agglomération des ouvriers attirés par la hausse rapide des salaires, ils craignent qu'un chômage un peu prolongé ne devienne un désastre. En attendant, l'Angleterre se vante de mettre en mouvement 21 millions de broches, filant par jour une longueur suffisante pour entourer deux mille fois le globe terrestre. 220,000 métiers à tisser peuvent livrer journellement 5,500,000 mètres de cotonnades, c'est-à-dire environ 1,650 millions de mètres par an, dont elle exporte les trois quarts. Les cotons convertis en filés pour tissus, fils à coudre, lacets, bonneterie, figurent accessoirement dans ses envois à l'étranger pour plus de 200 millions de francs. Un excédant de matière première est devenu nécessaire pour alimenter les nouveaux établissemens; on l'évalue à 6 ou 8,000 balles (1) par semaine.

(1) On compte par balles dans le commerce, bien que le poids des balles ne soit pas uniforme. Il varie selon les pays et les qualités. Comme il y a tendance en Amérique à

Dans le reste de l'Europe, l'émulation n'est pas moins vive. La France, qui consommait 300,000 balles il y a quatre ans, en a acheté 427,174 pour la campagne 1852-53. Presque tous nos filateurs augmentent leur matériel. On estime qu'avant peu 500,000 broches seront ajoutées aux 4 millions que nous possédons déjà. Il y a en Russie, sous la protection du monopole, des manufactures disposant de 700,000 broches qui déjà mettent en œuvre 20 millions de kilogrammes. Dans la sphère du Zollverein allemand et surtout en Saxe et en Bavière, des droits protecteurs ont surexcité également la fabrication : on y compte 815,000 broches. La Suisse est arrivée à 600,000 broches, et elle consomme actuellement 8 millions de kilogrammes. Nous ne savons pas si les manufactures de l'Italie et de l'Espagne ont produit en 1852 plus que de coutume; mais, ayant aussi perfectionné leur matériel, elles ont augmenté leurs approvisionnemens en matières premières.

Quant aux progrès des manufactures aux États-Unis, c'est un des faits les plus considérables de notre temps. On commence à s'en inquiéter beaucoup en Europe. Les premiers essais de fabrication eurent lieu à Lowell il y a moins de trente ans. Cette petite ville du Massachusetts n'était encore en 1822 qu'un bourg de trois à quatre mille âmes. Une compagnie de spéculateurs, entrevoyant le parti qu'on pouvait tirer des cours d'eau qui sillonnent le district, y acheta des terres, les améliora par divers travaux de colonisation ou de terrassement, et les revendit par lots aux entrepreneurs d'industrie qui se présentèrent successivement. Douze sociétés, dont neuf sont exclusivement consacrées à la filature et au tissage du coton, se constituèrent pendant le cours d'une vingtaine d'années. En 1849, leur capital d'établissement, réalisé par actions, était évalué à 65 millions de francs, et ces ressources seraient décuplées au besoin par le concours que leur prêtent les banques du Massachusetts, au nombre de cent trente pour cet état seulement (1). Dans cette seule petite ville de Lowell, qui ne compte pas plus de 33,000 habitans, 300,000 broches étaient mises en mouvement, il y a quatre ans, par des chutes d'eau magnifiques équivalant à une force motrice de 10,600 chevaux. Or, depuis cette époque, à la faveur des nouveaux tarifs qui

les faire de plus en plus fortes, nous prenons pour mesure moyenne 180 kilogrammes, en faisant remarquer que les balles de l'Égypte, du Brésil et du georgie-longue-soie sont beaucoup plus faibles.

(1) Le capital de ces cent trente banques est de 150 millions de francs, pour une population inférieure à un million d'âmes. La France n'a qu'une seule banque ayant pouvoir d'émettre des billets au porteur, et, pour 36 millions d'âmes, son capital et ses réserves ne sont que de 108 millions. La différence à notre préjudice est dans la proportion de 1 à 50.

assurent aux tissus américains une protection de 30 à 35 pour 100, les sociétés diverses se sont mises en devoir de doubler leur essor en ajoutant aux forces hydrauliques celles de la vapeur. L'idéal est d'élever le nombre des broches à 600,000. En même temps on a vu surgir dans le même district, à Lawrence (1), un autre groupe de sociétés cotonnières, assez bien installées, dit-on, pour contrebalancer avant peu la suprématie de Lowell. L'activité est pareille dans les autres centres manufacturiers, et si les résultats sont moins saisissans, c'est que les ressources sont moins grandes. On va voir au surplus avec quelle rapidité augmente la quantité de matière première réservée par les Américains pour alimenter les fabriques nationales.

CONSOMMATION DU COTON PAR LES MANUFACTURES DES ÉTATS-UNIS.

Années.	Kilogrammes.
1825 (après trois ans d'essais)	1,200,000
1830	32,400,000
1835	38,880,000
1840	50,776,000
Moyenne de 1841-45	58,735,000
— 1846-50	81,952,000
1851	99,000,000
1852	108,544,000
1853 (campagne terminée en septembre)	120,780,000

Le géant américain n'en est encore qu'à ses premiers tâtonnemens, et déjà la France lui est inférieure, quant aux quantités produites, dans la proportion de 64 à 100. Fabriquer d'une manière à peu près exclusive pour les habitans de l'Union, et, en second lieu, disputer aux Anglais les marchés de l'Amérique du Sud, de l'Asie et des mers pacifiques, payer avec des cotonnades les marchandises précieuses et les denrées succulentes du monde oriental, tel est l'ambitieux programme des Américains du Nord. Leurs exportations, qui consistent en tissus grossiers, blancs ou imprimés, valent dès aujourd'hui plus de 40 millions de francs. Leur principal débouché est la Chine; ils y introduisent déjà pour 12 millions de cotonnades.

Rapprochons les renseignemens qui précèdent pour mieux montrer les progrès de l'industrie cotonnière pendant les quatre dernières campagnes.

(1) Ce nom rappelle celui du riche capitaliste qui a le plus contribué à la formation de Lowell.

COTONS LIVRÉS AUX MANUFACTURES.

(Quantités exprimées en millions de kilogrammes.)

PAYS DE FABRIQUE.	CONSOMMATION DES COTONS.			
	1850	1851	1852	1853
Angleterre	272	300	360	375
France	54	58	76	77
États-Unis	84	99	109	121
Autres pays	84	96	108	112
TOTAUX	494	553	653	685

Accroissemens de la consommation en 1853

comparativement aux années	1850	1851	1852
Angleterre	38 pour 100	25 pour 100	4 1/6 pour 100
France	42 —	32 —	1 1/3 —
États-Unis	44 —	22 1/5 —	11 —
Autres pays	33 —	16 2/3 —	3 2/3 —
Consommation générale	40 2/3 p. 100	23 4/5 p. 100	5 pour 100

On remarquera sans doute que les besoins satisfaits en 1853, estimés à 685 millions de kilogrammes, dépassent de quelques millions la récolte obtenue; mais il reste d'ordinaire dans les magasins des États-Unis, de Liverpool et du Havre, des excédans (*stock*) qu'il faut ajouter aux produits de l'année courante. L'excédant disponible en 1852 dépassait 100 millions de kilogrammes. La campagne qui vient de finir laissera beaucoup moins de marchandise en magasin.

A en juger par ce qui précède, la production de la matière première correspondrait assez exactement aux besoins des fabriques; mais doit-on compter sur la continuation d'un pareil équilibre? Ce serait, de la part de l'Europe, une grande imprudence.

Les Américains affirment que les ressources de leur territoire sont inépuisables, et qu'ils sauront maintenir toujours sa fertilité au niveau des besoins. Ils sont payés pour parler ainsi. Indépendamment des bénéfices que réalisent leurs planteurs, le privilége à peu près exclusif de fournir aux deux mondes une matière de plus en plus recherchée, le pouvoir d'affamer plusieurs millions d'ouvriers en suspendant leur travail, sont des ressorts politiques d'une grande puissance. Raison de plus pour que l'Europe soit prévoyante. Quoique d'une abondance inespérée, les deux dernières récoltes ont été strictement suffisantes : les hauts prix où la denrée s'est maintenue en sont la preuve. En agriculture, et surtout avec des plantes sensibles et capricieuses comme le cotonnier, l'alternative des séries

bonnes et mauvaises est un fait normal. Il suffit de jeter un coup d'œil sur le tableau des récoltes depuis le commencement du siècle, pour constater que les résultats ont été très inégaux, malgré l'extension régulière des surfaces cultivées (1). Nous ne savons pas s'il existe d'autres genres de travaux agricoles présentant des variations plus brusques et plus tranchées. L'Amérique ne s'en plaint pas : c'est qu'elle n'en souffre guère. Maîtresse des marchés, elle y dicte les prix, et retire ordinairement plus d'argent d'une mauvaise récolte que d'une bonne. Les 465 millions de kilogrammes qu'elle expédie en 1849 ne lui rapportent que 352 millions de francs, tandis que 286 millions seulement expédiés l'année suivante sont vendus 30 millions de plus. La différence est une perte à la charge de l'Europe. Le manufacturier, qui ne peut chômer sous peine de ruine, subit la loi du planteur.

Ce ne sont pas seulement les intempéries et les insectes qui menacent dans son essor la plus grande des industries européennes. Divers incidens qu'il est permis de prévoir, une guerre maritime, une révolte d'esclaves, peuvent suspendre la production ou le commerce des cotons. Le principal motif d'inquiétude, nous l'avons déjà dit, c'est la quantité toujours croissante de matières premières que dévorent les fabriques américaines. Si l'on ne considérait que la valeur des marchandises produites, ce genre de concurrence ne serait pas fort dangereux pour l'Europe. A de rares exceptions près, les États-Unis ne confectionnent encore que des tissus grossiers : la preuve est qu'ils emploient presque le double des matières premières consommées en France, avec un nombre de broches beaucoup moindre. Malgré les sacrifices qu'ils font pour la main-d'œuvre, le prix de revient à Lowell varie entre 4 et 6 1/2 cents le *yard* (soit 21 centimes

(1) Qu'on en juge par l'analyse du tableau des récoltes américaines depuis quinze ans seulement. — De 1838 à 1839, le produit faiblit de 314 millions de kilogrammes à 232, soit 26 pour 100 : les prix moyens s'élèvent de 44 pour 100. — On monte en 1840 à 388 millions, pour redescendre l'année suivante à 251 : différence en moins dans les quantités disponibles de 35 pour 100, élévation dans les prix moyens d'environ 20 pour 100. — A partir de 1843, succession de bonnes récoltes : on atteint en 1845 le chiffre de 457 millions, les prix tombent au plus bas; mais l'année 1846 est très mauvaise, l'année suivante pire encore : on ne recueille plus que 321 millions de kilogr.; la différence est de 39 pour 100. Le prix moyen du kilogr., qui était de 67 centimes sur les marchés américains, passe à 1 fr. 21 cent. en 1847. — L'année 1849 est phénoménale : elle donne 549 millions de kilos, le prix redevient très doux; mais l'année qui suit présente une réduction d'un tiers, malgré le contingent des nouvelles plantations du Texas, de sorte qu'une hausse de 76 pour 100 se déclare. — Enfin les trois dernières années sont favorisées par une succession de bonnes récoltes : néanmoins les prix se soutiennent, comme nous l'avons déjà vu, en raison de la rapide extension de l'industrie cotonnière. Après une série d'années abondantes, une série de récoltes au-dessous de la moyenne est dans les probabilités.

1/5 à 34 centimes 1/2 le mètre). Ce sont évidemment des tissus rustiques destinés aux pauvres du pays ou aux peuples demi-barbares de l'Asie. Plus cette fabrication est grossière, plus l'usage du coton est avili, et plus on y emploie de matière première : c'est là qu'est le danger. On peut prévoir que dans cinq ans les États-Unis consommeront plus d'un million de balles, le tiers des meilleures récoltes obtenues jusqu'à ce jour. Et si la révolution qui s'accomplit en Chine devait avoir pour effet d'ouvrir largement aux Américains ce vaste empire où ils se sont déjà insinués, si leur génie mercantile s'enflammait à l'idée de conquérir une clientèle de 300 millions d'êtres humains, ce serait bien autre chose! Qui sait s'ils n'aviseraient pas aux moyens d'écarter leurs concurrens en entravant l'exportation de la matière première? Les états planteurs seraient peut-être moins opposés à ce projet qu'on ne le suppose, car on s'y passionne pour la fabrication : déjà plus de 100,000 balles y sont confectionnées, et il a été question d'appliquer les esclaves à la filature.

L'Angleterre suit ces mouvemens avec une extrême anxiété. Après les sacrifices peut-être excessifs qui viennent d'être faits pour accroître les forces productrices du pays, l'insuffisance de la matière première serait une calamité publique. Cette dépendance industrielle est une gêne pour la politique nationale à l'égard des États-Unis. Les hommes d'état en gémissent, et ils accueillent avec empressement les projets tendant à affranchir leur pays de ce qu'on a appelé la *tyrannie des cotons d'outre-mer*. Les Indes orientales ne sont pas le seul champ d'expérimentation; d'autres essais ont été faits à Malte, à Sainte-Hélène, dans la Guyane et les Antilles anglaises, en Australie, sur divers points des côtes africaines, et si les événemens qui se préparent en Turquie amenaient un état de choses tel que les chrétiens fussent autorisés à exploiter le sol ottoman, on verrait probablement les Anglais manœuvrer de manière à faire de l'Égypte une vaste cotonnière à leur usage.

Ces éventualités menacent doublement l'industrie française, de la part de l'Amérique et de la part de l'Angleterre. La France a pour ressource son Algérie; mais saura-t-elle l'utiliser?

II. — LE COTON EN ALGÉRIE.

Les Américains se rappellent avec un orgueilleux sourire qu'en 1609, on publia un livre destiné à faire connaître les ressources du Nouveau-Monde, et qu'on étonna fort les colons en affirmant dans ce programme qu'on pourrait récolter en Amérique autant de coton qu'on en produisait à cette époque sur le littoral de la Méditerra-

née (1). C'est qu'en effet, depuis le moyen âge jusqu'aux temps où les planteurs des États-Unis ont écrasé toute concurrence, l'Espagne, la Sicile, la Grèce et les côtes barbaresques ont été les pays de grande production, eu égard du moins aux besoins de l'Europe.

Au point de vue agronomique, le doute ne peut donc exister sur la possibilité de cultiver le coton en Algérie. Les expériences sont nombreuses; elles sont concluantes. Toutes les espèces jusqu'aux plus estimées ont été reproduites avec un plein succès. Nous ne rapporterons pas les opinions exprimées à ce sujet par les principaux manufacturiers de Mulhouse, de Lille, de Rouen, de Saint-Quentin, de Troyes, etc.; on pourrait croire qu'elles procèdent d'un sentiment national. Voici un autre témoignage qui ne saurait être suspect. A la grande exhibition de Londres, des spécimens de cotons algériens figuraient au milieu des beaux échantillons provenant du monde entier. Le jury anglais les a appréciés en ces termes : « L'Algérie a envoyé des échantillons très intéressans. Il faut mentionner particulièrement le beau *louisiane* de M. Chuffart de Birmandreis, le *jumel* de M. Dupré de Saint-Maur, de la province d'Oran, le jumel à soie longue, nette et de très bon usage de M. Morin, d'El-Biar; la forte et belle espèce provenant de M. Pellissier, de Kaddous. Le jury a décerné un prix-médaille (second prix) à chacun de ces quatre exposans. La collection de cotons envoyée par M. Hardy, directeur de la pépinière-modèle du Hamma, est remarquablement belle : le jury l'a aussi récompensé par un prix-médaille. D'autres beaux échantillons ont obtenu des mentions honorables. »

Signalons en outre une circonstance qui est du plus favorable augure pour l'Algérie. Comme il devient de jour en jour plus difficile à la France de lutter contre les Américains pour les tissus de pacotille, elle est obligée de se rejeter sur les articles de goût et de fantaisie, où sa supériorité, si elle n'était pas évidente, serait encore assurée par le prestige qu'exerce à l'étranger tout ce qui émane d'elle. Notre commerce d'exportation se modifie conformément à cette tendance. Pour produire des étoffes de plus en plus séduisantes, les fabricans de tissus ont besoin de fils de plus en plus fins, et c'est particulièrement aux numéros élevés que sont destinées les 500,000 broches actuellement en construction. Or, la torsion étant moindre pour les fils d'une extrême ténuité, on n'y peut employer que des filamens d'une longueur, d'une élasticité et d'une consistance exceptionnelles. Une seule espèce de lainage réunit complétement les qualités requises pour la filature des cotons titrés au-dessus de 120, c'est-à-dire four-

(1) Cette citation est reproduite dans les pièces annexées au dernier message du président.

nissant une longueur de plus de 120,000 mètres pour une livre de 500 grammes : c'est le georgie-longue-soie, autrement dit *sea-islands*, parce qu'il est principalement recueilli dans les îlots semés sur les côtes de la Caroline et de la Georgie. Mais la récolte de cette qualité supérieure est très limitée : elle ne dépasse pas 4,500,000 kilogrammes, chiffre qui n'a pas même été atteint l'année dernière. Rare et demandée en Europe, elle s'y maintient à des prix élevés : son cours actuel sur la place du Havre est de 7 à 8 fr. le kilogramme, et elle sera cotée plus haut encore à mesure que le besoin des filés très fins sera plus généralement senti.

Fiers de leur *sea-islands*, les Américains ont eu quelque velléité d'en étendre la culture; mais les terrains favorables à cette spécialité leur manquent. Les tentatives faites dans l'Inde anglaise pour acclimater cette belle espèce ont échoué complétement. Les longues soies auraient pu être remplacées jusqu'à un certain point par les cotons d'Égypte, car il y a sans doute identité d'origine entre les jumel et le *sea-islands*, mais les provenances égyptiennes se sont peu à peu abâtardies. Eh bien ! ces riches duvets que réclame l'industrie française, notre Algérie offre des ressources particulières pour les produire. Les filamens du cotonnier y acquièrent aisément les qualités précieuses des plus belles espèces d'Amérique, ce qu'on peut attribuer aux exhalaisons salines sur le littoral et aux eaux salées répandues dans l'intérieur des terres. La chambre de commerce de Mulhouse, appelée récemment à examiner des échantillons soumis par le préfet d'Alger, s'est exprimée ainsi par l'organe de M. Schlumberger : « Le coton en laine qui nous a été envoyé a un brin fin, égal, long et soyeux; il rivaliserait certainement avec le georgie-longue-soie d'Amérique, si le brin était plus nerveux; son infériorité sur ce point disparaîtra sans doute par de meilleurs procédés de culture. Les résultats obtenus à la filature n'ont rien laissé à désirer (1). » Ces mêmes échantillons ont été estimés par experts à 6 ou 7 francs le kilogramme, évaluation élevée, et d'autant plus surprenante que les Algériens n'appliquent pas encore au nettoyage du coton les soins minutieux et les dépenses excessives prodigués par les Américains quand ils veulent obtenir des qualités hors ligne.

Le doute ne peut donc exister sur la possibilité de féconder le cotonnier en Algérie; mais parviendra-t-on à produire du *coton marchand*, c'est-à-dire une marchandise obtenue à des prix tels que son placement en Europe soit certain et lucratif?

Ne nous abusons pas. Au point où les Américains ont conduit ce

(1) Les cotons algériens ont été filés, en effet, jusqu'à 300,000 mètres, degré de finesse qui dépasse de beaucoup le besoin de l'industrie.

genre d'exploitation, la concurrence est fort laborieuse. Des terres d'une grande richesse achetées à très bas prix, des crédits illimités offerts à l'envi par les banques, la main-d'œuvre assurée au moyen de l'esclavage, des ressources pour nourrir et vêtir les noirs presque sans frais, une pratique agricole éprouvée par le succès, d'incomparables facilités pour les transports, de nombreux commerçans appliqués à entretenir l'émulation parmi les producteurs, tels sont les élémens qui ont assuré jusqu'à ce jour la supériorité américaine.

Qu'est-ce donc que notre Algérie pour entrer en rivalité contre de telles forces? C'est une terre naturellement opulente, mais fatiguée par plusieurs siècles de barbarie. Ce qu'elle conserve de richesse est enfoui; elle est médiocrement boisée. Les eaux, suffisamment abondantes, n'y sont pas encore disciplinées. Les difficultés résultant de l'état des lieux ne sont rien, comparées à celle qu'oppose la rareté des bras. La population ouvrière est à créer. Sur les sept à huit mille familles vouées spécialement à l'agriculture, il n'y en a certainement pas cinq cents en mesure de sacrifier un capital pour expérimenter un nouveau genre d'exploitation. Les autres vivent péniblement sur le petit coin de terre qu'elles doivent à la libéralité de l'état, sans autre fonds que leur énergie personnelle. Les canaux et les chemins de fer, presque indispensables pour le transport économique d'une marchandise encombrante qu'il faut livrer à très bas prix, n'existent encore que sur le papier : à peine a-t-on la ressource des cours d'eau naturels, qui sont rarement navigables. Enfin l'apprentissage de la culture cotonnière est à peine commencé. Si, au point de vue *agronomique,* on a constaté la possibilité de faire vivre le cotonnier sur le sol africain, on n'a pas suffisamment élaboré le côté *économique,* c'est-à-dire le rapport du prix de revient au prix de vente, et il n'y a probablement pas dix personnes en Afrique possédant sur la production et le commerce des cotons l'ensemble de connaissances nécessaires pour asseoir les bases d'une opération rationnelle.

Est-ce à dire qu'il faut renoncer à cultiver le cotonnier en Afrique? A Dieu ne plaise qu'on tire cette conclusion du parallèle que nous venons de faire! Aujourd'hui, comme il y a six ans, nous sommes persuadé que l'Algérie doit vivre et prospérer en fournissant le précieux lainage si nécessaire à l'industrie française. Nous ne craignons pas d'ajouter qu'elle serait bien menacée dans son existence coloniale, s'il était démontré que les cultures industrielles, et notamment celle du cotonnier, n'y peuvent pas être pratiquées avec avantage; mais nous croyons en même temps que pour lutter contre les Américains, il faut des combinaisons puissantes et des efforts exceptionnels, et que dans l'état actuel des exploitations cotonnières au Nou-

veau-Monde, la tentative de produire du coton en petite culture serait aussi déraisonnable de la part des colons français que celle de filer au rouet pour faire concurrence à la filature mécanique.

Nous avons entendu dire : Toute chose est chétive à son origine, les colons de la Virginie et de la Louisiane ont commencé petitement; pourquoi n'en serait-il pas de même en Algérie? La raison en est bien simple. Sans parler des ressources en capital et en main-d'œuvre que les planteurs américains avaient dès leurs débuts, la denrée qu'ils essayaient de produire se vendait communément de 5 à 6 francs le kilogramme en qualité moyenne; les mêmes qualités se vendraient actuellement à la Nouvelle-Orléans ou à New-York de 1 franc 20 à 1 franc 50 centimes, et le colon algérien ne doit pas espérer d'en tirer sur la place du Havre plus de 1 franc 80 centimes à 2 francs. La différence entre ces deux prix est énorme. L'Américain luttait contre une industrie en enfance : l'Algérien entre en lutte contre une industrie d'une étonnante vigueur.

Mais, vont dire les personnes qui n'ont pas étudié d'une manière spéciale le genre de culture qui nous occupe, le gouvernement n'est-il pas là, en France, pour essayer, conseiller, diriger, subventionner, primer et décorer? En effet, l'administration a publié des devis d'exploitation dans lesquels elle promet jusqu'à 1,408 fr. de bénéfice net par hectare; elle a offert une prime de 20 fr. pour vingt ares ensemencés, et elle donne les graines pour rien; elle achète les récoltes à des prix très élevés, en se chargeant même de l'égrenage, qui est une opération vétilleuse et dispendieuse. La chambre de commerce d'Alger ajoute à cette munificence une prime de 500 francs, destinée à l'entrepreneur de l'exploitation le plus habilement dirigée et ayant une étendue de deux hectares au moins. Aussi, s'écrie-t-on, quels résultats n'a-t-on pas obtenus depuis trois ans! Il n'y avait en 1851 que 2 à 3 hectares ensemencés; on en a compté 20 en 1852, et il y en a 700 aujourd'hui. Les planteurs qui viennent faire des demandes de graines se comptent par centaines; les Arabes eux-mêmes se rendent dans les jardins d'essais pour y apprendre la culture du cotonnier, et ils ont déjà exécuté des semis assez importans dans la zone voisine du Sahara.

Qu'on nous pardonne de ne pas partager l'admiration commune. Les expériences et les encouragemens administratifs accordés aux cultures cotonnières ne datent pas d'aujourd'hui; ils sont presque aussi anciens que notre domination en Afrique. Des essais très curieux et très satisfaisans ont eu lieu dès 1836 à la Rhéghaïa. En ouvrant le tableau officiel de 1846, nous trouvons des procès-verbaux de filateurs constatant déjà les qualités remarquables que possèdent les cotons récoltés en Algérie, et invitant le gouvernement à favo-

riser ce genre d'exploitation; à quoi le gouvernement répondait : « L'administration avait devancé ce vœu; dès l'année 1843, elle avait envoyé en Algérie des graines de toutes les variétés cultivées en Amérique et dans tout l'Orient. Des expériences comparatives devaient être faites dans toutes les pépinières du gouvernement, et des graines distribuées aux cultivateurs qui voudraient également faire des expériences. » L'extension des cultures pendant les deux dernières campagnes s'explique par les excitations et les avantages extraordinaires prodigués aux colons. De pareils sacrifices auraient leur utilité, s'il fallait seulement constater l'aptitude naturelle du sol algérien à la production du coton; mais le fait est indubitable, et la difficulté n'est plus là. Le problème est non pas agronomique, mais commercial. Il s'agit de démontrer que des cotons produits en Algérie sur une assez vaste échelle pour venir en aide à l'industrie métropolitaine peuvent être vendus sur la place du Havre avec un bénéfice suffisant pour le planteur, et malgré la concurrence des cotons américains. Or il nous semble que l'intervention du gouvernement, les primes et les faveurs qu'il prodigue tendent à fausser l'expérience en atténuant les charges des producteurs, en dénaturant les élémens du prix de revient.

Ce n'est pas sans quelque embarras que nous développons cette opinion. Nous ne voudrions pas que nos observations fussent prises pour une critique de l'administration algérienne, qui, après tout, ne mérite en cette affaire que des éloges pour ses bonnes intentions. Ajoutons que les renseignemens sur la culture cotonnière sont très difficiles à recueillir. Nous devons déclarer, en ce qui nous concerne personnellement, que depuis plusieurs années nous avons recherché toutes les occasions de consulter les hommes et les livres, sans recueillir des notions vraiment instructives surtout au point de vue de la spéculation. Des agronomes justement renommés, des voyageurs, des négocians, nous ont avoué leur insuffisance sur ce point. Les traités spéciaux, en fort petit nombre, ne paraissent pas découler d'une expérience personnelle, à l'exception toutefois d'une excellente petite brochure de M. Pelouze père, publiée en 1838. Un livre ou un journal venant d'Amérique nous est rarement tombé dans les mains sans que nous l'ayons consulté sur le sujet qui nous préoccupe, et, chose surprenante, nous n'avons recueilli par cette voie aucune information précise. En général, les Américains sont sobres de détails sur leur économie agricole : il faudrait parler de l'esclavage, et c'est là une plaie qu'ils cachent comme un mal honteux. L'administration algérienne a donc été réduite à se mouvoir dans l'inconnu.

Le doute existe encore jusque sur la nature du cotonnier et le genre de traitement qui lui convient en Afrique. Les premières in-

structions distribuées par ordre du gouvernement admettaient comme point de départ la multiplicité des types, et leur classement en deux grandes catégories : cotonnier herbacé et annuel, cotonnier arbre et vivace (1). Les espèces cultivées dans le sud de l'Union américaine, c'est-à-dire les herbacées à soie plus ou moins longue, qu'on sème et qu'on arrache chaque année, sont celles, assurait-t-on, qui conviennent le mieux à notre Algérie, où les cotonniers arbres ne supporteraient pas plus l'hiver que sur les côtes de la Georgie ou sur les rives du Mississipi. On a donc commencé par recommander aux planteurs algériens la culture qui réussit dans l'Amérique du Nord : choix de terres profondes et substantielles, trois ou quatre labours croisés avec autant de hersages pour ameublir et préparer le sol, coups de rouleau, irrigations, etc., en un mot toutes les ressources de la culture la plus savante. Les labours seuls étaient estimés 135 francs. La nécessité de renouveler chaque année les semis, c'est-à-dire de creuser douze mille fosses par hectare, entraînait une dépense de 82 francs. Il en était de même pour toute la série des manipulations. Il est vrai qu'on promettait au colon, pour le dédommager de ses avances, des récoltes extraordinaires, et de nature à lui laisser encore de gros bénéfices.

Mais, depuis cette époque, un autre agent de la colonisation a élevé des doutes sur cette prétendue nécessité de renouveler le cotonnier. Cette plante, dit-on de ce côté, unique en son espèce, ne se diversifie qu'en raison des influences extérieures qu'elle subit. Naturellement vivace, elle existera à l'état d'arbre durable en Algérie, où les hivers sont moins rudes, à latitude égale, qu'en Amérique. Loin d'être exigeante, une culture trop soignée, une nutrition trop abondante la fatiguent : on a constaté qu'entre plusieurs plants, le moins soigné a le mieux réussi. En un mot, le cotonnier se fait de lui-même dans un sol sain, léger, un peu maigre. Suivant cette doctrine, les frais d'exploitation se trouvent extraordinairement simplifiés; les terrains médiocres sont utilisés, les frais de labour et de plantation ne reviennent qu'à plusieurs années d'intervalle. On ne se souvient de l'arbre, pour ainsi dire, que lorsqu'il est disposé à livrer son fruit.

On le voit, ces deux affirmations sont radicalement opposées. Si nous avions à nous prononcer, nous dirions que sur un sol aussi vaste et aussi accidenté que notre domaine algérien, plusieurs procédés de culture sont admissibles, et que chacune des deux théories n'a péché que par exagération. Il y a des terres fortes et grasses auxquelles convient une culture rationnelle, et où le renouvellement

(1) Pour comprendre cette distinction, il faut savoir qu'il y a des cotonniers qui sont des plantes basses et chétives destinées à mourir chaque hiver, et d'autres qui sont de véritables arbres hauts de plusieurs mètres et vivant plusieurs années.

annuel des plants est nécessaire comme en Amérique; il y a sans doute aussi des expositions où peuvent suffire les procédés un peu sauvages des pays tropicaux. L'habileté consiste à proportionner les dépenses aux résultats probables; mais à travers ces hypothèses contradictoires, que devient la prétention officielle de diriger les cultivateurs?

Pour les gens à qui manquent les moyens de comparaison, rien n'est plus encourageant que le tableau des résultats obtenus dans les jardins d'essais. En voici le résumé d'après l'avant-dernier compte-rendu publié l'année dernière :

RENDEMENT PAR HECTARE

DANS LA PÉPINIÈRE CENTRALE DU GOUVERNEMENT.

ESPÈCES.	FRAIS d'exploitation.	PRODUIT brut.	PRODUIT NET après égrenage.	ESTIMATION du coton égréné.	BÉNÉFICE NET.
Georgie-longue-soie.	995 fr. »» c.	1460 kil.	267 kil.	9 fr. »» c.	1,408 fr. »» c.
Jumel-égyptien.....	570 »»	1676	375	2 50	367 50
Nankin.....	563 »»	2230	557	1 60	306 20
Louisiane blanc....	546 »»	2005	501	1 50	205 50
Moyenne par hectare.	668 fr. 50 c.	1842 kil.	425 kil.	3 fr. 52 c.	571 fr. 80 c.

Certes les planteurs américains seraient bien effrayés, s'ils supposaient qu'on pût obtenir communément en Algérie 267 kilogrammes par hectare d'une qualité assez belle pour valoir 9 fr. et 557 kilogrammes d'une qualité courante; mais étant de vieux praticiens, ils comprendront qu'il s'agit ici de cultures faites avec les soins minutieux et les ressources exceptionnelles que les savans prodiguent dans leurs expériences. En Amérique, on considère comme une très bonne année celle où on récolte 350 ou 400 kilogrammes net par hectare en qualités communes. Quant aux espèces à longues soies, les bilans de seize plantations, relevés en 1848 et 1849, donnent seulement une moyenne de 152 kilogr. par hectare. Il est même probable que ces chiffres se rapportent aux qualités ordinaires des *sea-islands;* car il résulte d'un document soumis récemment à la société industrielle de Mulhouse, par M. Dollfus-Mieg, qu'on ne retire pas plus de 68 kilogrammes en qualités tout à fait supérieures, tant le nettoyage poussé à la dernière perfection entraîne de pertes. Nous craignons qu'il n'en soit du rendement obtenu dans les jardins d'essai comme de ces beaux fruits de serres chaudes qu'il est impossible de reproduire en pleine terre. On s'exposerait probablement à des mécomptes en adoptant pour bases d'une large spéculation les chiffres signalés officiellement.

En supposant que l'état ne dût pas prendre la responsabilité de diriger le travail, ne peut-il pas du moins le stimuler par des libéralités en argent? Examinons. Il y a trois manières de subventionner la production du coton : accorder une gratification en raison des ensemencemens qui ont été faits, acheter les récoltes à des prix de faveur, accorder des primes d'exportation pour les quantités envoyées en France. Les deux premiers systèmes sont actuellement pratiqués; le troisième a été conseillé par un membre de la chambre de commerce de Mülhouse.

En mettant des graines à la disposition du public, l'administration a déclaré qu'elle décernerait une allocation de 20 francs à tout cultivateur qui aurait exécuté des semis sur une superficie de 20 ares au moins, sans qu'une culture plus étendue donnât droit à une prime plus forte. La réalité des travaux est constatée, du 15 juin au 15 juillet, par les inspecteurs de la colonisation. Quelle peut être l'efficacité de cette mesure? Ou bien les concurrens sont de pauvres petits cultivateurs qui, alléchés par la subvention de 20 francs, s'empressent de gratter un coin de terre et d'y jeter à tout hasard des semences qui ne leur coûtent rien, ou bien ce sont des propriétaires assez éclairés pour comprendre qu'une expérience faite sur un quart d'hectare ne prouve rien, et assez riches pour essayer sur une large échelle de la véritable industrie agricole. Avec les premiers, le gouvernement perd son argent; avec les seconds, une prime de 20 fr. est insignifiante.

L'achat des récoltes est pratiqué depuis deux ans. Des planteurs qui exploitent moins d'un hectare ne pouvant pas faire les frais d'une machine à égrener, l'administration offre d'acheter, à des prix différens bien entendu, le produit brut ou le produit net, c'est-à-dire les capsules du cotonnier avec les graines auxquelles les filamens adhèrent, ou bien le lainage seul complétement épluché. Voici donc les préfets algériens mis en demeure d'établir officiellement la proportion entre le produit brut et le produit net, chose qu'il leur est bien permis d'ignorer, car, nous le répétons, il n'y a presque personne en France qui ait eu occasion d'expérimenter ces matières. Par décision du 10 mars 1853, les prix d'achat furent ainsi fixés : georgie-longue-soie non égrené, 3 fr. le kilogramme; égrené, 9 fr.; — louisiane blanc courte soie non égrené, 1 fr. Or, bien que le rendement à l'égrenage varie en raison de la perfection des machines qu'on emploie et de la résistance plus ou moins grande des espèces sur lesquelles on opère, il est généralement admis comme mesure moyenne que les longues-soies perdent à l'égrenage quatre cinquièmes de leur poids brut, et les courtes-soies les deux tiers de ce poids. Le tableau des résultats obtenus dans les pépinières du gouvernement confirme

cette proportion. L'égrenage des capsules, le nettoyage et le triage du duvet étant des opérations dispendieuses et constituant peut-être la partie la plus difficile de l'apprentissage que nos colons doivent faire, on concevrait qu'un prix de faveur fût décerné au coton conduit au degré de netteté qui lui donne sa valeur commerciale. On a fait précisément le contraire. Le coton brut est payé en réalité 80 pour 100 de plus que le coton nettoyé; nous allons le prouver. Si le planteur prenait la peine d'égrener lui-même 5 kilogrammes de longue-soie, il en tirerait 1 kilogramme net estimé 9 fr.; qu'il présente les 5 kilogrammes à l'état brut, et on lui comptera 15 fr. Cette plus-value de 6 fr. ne sera pas son seul bénéfice : il gagnera encore les frais de manipulation, qui sont très considérables pour ces qualités superfines. *Le Moniteur* a publié récemment une note dont les élémens sont empruntés à l'un des plus célèbres producteurs, M. Whitemarsh-Seabrook, actuellement gouverneur de la Caroline du Sud. Nous y apprenons que dans ce pays, où la spéculation porte particulièrement sur les longues-soies, les plantations importantes renferment de vastes magasins où se trouvent des pièces séparées pour les cotons avant l'égrenage, pour les cotons égrenés, pour le battage, l'assortissage, l'emballage. La main-d'œuvre y est minutieusement divisée, comme dans une grande manufacture : ainsi, pour la préparation d'un sac de *sea-islands* superfin pesant 680 kilogrammes avant l'égrenage et devant donner seulement 136 kilog. égrenés, on emploie comme sécheurs, batteurs, cylindreurs, assortisseurs, emballeurs, 54 personnes à 50 *cents*, soit pour le tout 27 dollars valant 145 fr. Qu'on évalue en outre les frais de combustible et de matériel, et on trouvera que la préparation de chaque kilogramme entraîne une dépense d'environ 1 franc 25 centimes. N'avions-nous pas raison de dire que le prix de 3 fr. pour le kilogramme de longue-soie non égrené équivaut à plus de 16 fr. pour la même quantité de coton nettoyé? Pareille observation est à faire relativement aux courtes-soies. Acheter le produit brut à 1 fr. le kilogramme, c'est le payer au moins 3 fr. à l'état vendable. Ces prix sont excessifs, et nous ne serions pas surpris que l'état perdît 100 pour 100 en revendant ces marchandises. A ce compte, la production du coton en Algérie, si elle prenait une importance réelle, serait ruineuse pour la métropole.

Le troisième système, conseillé par d'honorables négocians, celui qui consiste à encourager la culture par des primes à l'exportation de la denrée, n'est pas non plus d'une exécution facile. Dans le commerce du coton, l'échelle des qualités est fort étendue, et les prix en France, avec la surcharge des frais de transport et de l'impôt, ont varié depuis dix ans entre 1 fr. 30 cent. et 9 fr. le kilogramme. Sur quelle base asseoierait-on la prime? On reconnaîtrait probablement

deux types : les longues et les courtes soies; mais il y a des nuances nombreuses dans ces catégories : il y a, par exemple, des georgie-longues-soies depuis 3 francs jusqu'à 9 francs. Allouer la même somme aux uns et aux autres, ce serait récompenser le mauvais travail. Essaiera-t-on de proportionner la prime à la valeur réelle de la marchandise? Il faudra constituer un corps d'experts pour vérifier et estimer chaque ballot exporté, et Dieu sait à quels abus et à quelles plaintes pourrait donner lieu ce genre de taxation arbitraire.

Remarquons d'ailleurs que la prime, destinée à rendre possible la concurrence contre l'étranger, manquerait assez souvent son effet. Supposez une très mauvaise récolte en Amérique, les prix de vente s'élèvent tellement, que le colon algérien peut réaliser un bénéfice : la prime lui est donc inutile. Vienne au contraire une année de grande abondance, les prix tomberont trop bas pour que la prime soit une indemnité suffisante. Ne perdons pas de vue non plus le côté financier. On consomme actuellement en France 256,000 kilogrammes de coton par journée de travail. Eh bien! n'accordât-on aux cotons d'Algérie qu'une prime de 25 centimes par kilo, l'alimentation des filatures françaises pendant une seule journée coûterait au trésor un déboursé de 64,000 francs, sans compter 58,000 francs perdus sur l'impôt.

Le plus regrettable effet de la protection administrative sera de faire éclore de petites exploitations impuissantes à vivre sans les libéralités du gouvernement : on se prépare ainsi de grands embarras dans l'avenir. Nous regrettons de ne pouvoir reproduire les devis sur lesquels notre affirmation repose; on y verrait qu'il y a des frais généraux d'outillage, des soins dispendieux dans les manipulations auxquels ne pourrait suffire le petit cultivateur travaillant isolément. Pour lutter contre les Américains, qui ont des forces extraordinaires, il faut des moyens exceptionnels. En quelque pays du monde que ce soit, même dans ceux où l'esclavage existe encore, le coton ne peut plus être produit qu'en grand, et avec l'ensemble de ressources que procure un puissant capital. Les conditions de cette grande culture sont les suivantes : 1° la possession de vastes espaces obtenus gratuitement ou à bas prix, et n'ayant à supporter qu'une faible rente; 2° l'emploi des moyens mécaniques pour toutes les manipulations et transports dans lesquels la force animale peut être remplacée; 3° une population ouvrière qui, quoique bien traitée et généralement satisfaite de son sort, ne coûte pas beaucoup aux entrepreneurs.

Est-il possible de réaliser ces trois conditions en Algérie? Les deux premiers points ne peuvent soulever aucune objection. Il est évident que, si le gouvernement veut féconder son domaine d'Afrique, il ne

marchandera pas l'espace à des entreprises d'utilité nationale. Quant à la puissance de l'outillage, c'est une affaire de capital. Les ingénieurs européens ne resteront certainement pas au-dessous des ingénieurs d'Amérique.

Le doute ne peut exister qu'à l'égard de la population ouvrière : là est la vraie difficulté; mais au moins n'est-elle plus insurmontable depuis qu'il est devenu possible, grâce aux progrès de notre domination, d'associer largement les indigènes au travail européen. De courtes explications à ce sujet sont nécessaires.

Les personnes qui ne connaissent l'Algérie que par les bulletins militaires s'imaginent une population belliqueuse, farouche, indisciplinable. Cela peut être vrai pour certaines catégories d'habitans; mais, dans tous les pays du monde, les hommes sont divisés par le rang, les intérêts, les préjugés, et la population indigène de l'Algérie est une des plus hétérogènes qui existent. Il y a là des tribus nomades et des tribus sédentaires, des tribus qui s'administrent librement et des tribus administrées par l'état, des tribus religieuses et des tribus laïques, des tribus nobles et des tribus serves, et au sein de chaque tribu, quelle que soit son essence, un groupe dominateur et une multitude fort mal menée, fort misérable. Entre de tels élémens, la cohésion est assez faible. La classe supérieure peut voir avec dépit son influence primée par une domination étrangère; mais pour la foule obscure, la grosse affaire, c'est de ne pas mourir de faim. Les gens de cette dernière classe cherchent à vivre en qualité de *khammas,* c'est-à-dire de *travailleurs au cinquième,* toujours disposés à accepter pour leur rémunération la cinquième partie de la valeur qu'ils ont produite.

L'idée de se servir des élémens qui existent, de greffer l'industrie européenne sur les habitudes du pays, est en effet la plus rationnelle. Nous lisons dans l'avant-dernier *Tableau des établissemens algériens,* publié par le gouvernement : « Ce qu'il est important de noter ici, c'est le mouvement remarquable qui pousse actuellement vers les exploitations rurales européennes une partie de cette population qui se déplace avec nous et avec nos travaux. Les fermes de nos colons, dans les plaines du littoral, emploient déjà comme métayers, jardiniers, moissonneurs, faucheurs, pasteurs, etc., etc., une quantité de journaliers kabyles, qui s'accroît chaque jour, au grand profit de la colonisation et de tous les intérêts algériens. » Cette citation se rapporte à l'année 1849. Depuis cette époque, les travaux agricoles sont en progression, grâce surtout aux auxiliaires indigènes, qu'on s'accoutume à utiliser. L'égrenage du coton récolté à la pépinière d'essai d'Alger coûtait fort cher. On vient de faire construire un appareil à égrener, mû par une machine à vapeur. Cet appareil,

desservi par un chauffeur européen, occupe vingt enfans indigènes de douze à quatorze ans, à qui on donne 60 centimes par jour.

Supposez une compagnie à large capital, assez intelligente pour être généreuse avec les indigènes, et la main-d'œuvre ne lui fera pas défaut. Dans les habitudes du pays, le travailleur au cinquième reçoit par avance une certaine mesure de grains, afin qu'il puisse vivre en attendant sa part dans la récolte. C'est tout ce qu'on lui donne. La compagnie ne s'en tiendra pas là, car il est de son intérêt que le *khammas* trouve, en s'attachant à elle, une amélioration dans son sort. Un cinquième dans le nouveau travail auquel on espère l'appliquer lui rapportera beaucoup plus que son contingent dans la culture du blé, son travail ordinaire, dont il retire au plus la valeur de 20 hectolitres à 12 francs. Au lieu d'un pain grossier et peu nourrissant, on lui procurera une ration vraiment substantielle. Ceux qui l'emploient actuellement le laissent sinon tout nu, du moins couvert de guenilles, qu'on se transmet de père en fils : une compagnie pourra donner chaque année un haïk pour l'homme et quelques vêtemens pour la femme et les enfans. Le *khammas* n'a pour abri qu'un *gourbi,* c'est-à-dire une espèce de hutte qu'il fait, à la manière des sauvages, avec les matériaux qui lui tombent sous la main. Il en coûtera peu de faire bâtir pour lui une espèce de petite chaumière en pisé, avec un jardinet au moyen duquel il pourra améliorer son alimentation. Il périt sans secours, quand il est malade; on assurera les soins médicaux à lui et aux siens. Enfin dans ses relations ordinaires soit avec les Européens, soit avec ses compatriotes, il est méprisé, parfois volé, souvent battu, parce qu'on ne cherche pas à se l'attacher. Au contraire, la compagnie aura intérêt à le traiter autant que possible avec justice et douceur.

Mais ce régime ne conduira-t-il pas à des dépenses écrasantes pour l'entreprise? Nullement. Dans les sociétés avancées où les moindres coins de terre sont utilisés de manière à produire des rentes considérables, la nourriture et le logement, ces deux grandes nécessités de l'existence, sont à des prix tels que l'ouvrier est parfois nécessiteux avec un salaire assez fort nominalement. Il en est autrement dans un monde nouveau comme l'Amérique ou notre Algérie. Là les grands planteurs, ayant beaucoup plus de terre qu'ils n'en utilisent, peuvent sans s'obérer procurer à leurs ouvriers un bien-être réel. Par exemple, en entrant dans les détails d'une exploitation de ce genre, on entrevoit que le pain, le logement et le jardin, auxquels l'indigène errant et affamé attacherait un grand prix, ne surchargeraient pas beaucoup le budget d'une entreprise africaine.

On a déjà compris que nous ne sommes pas tout à fait dans le domaine des conjectures, et que nous puisons le programme qui pré-

cède dans les études préparatoires d'une compagnie en instance auprès du gouvernement. L'entreprise a sa clientèle naturelle dans les villes de fabrique où elle a été chaleureusement accueillie. Nous distinguons avec plaisir parmi ses promoteurs principaux les notables de l'industrie française, surtout dans la spécialité du coton, des hommes qui, satisfaits de leur célébrité comme manufacturiers, ne descendraient pas à des spéculations étrangères dans une autre pensée que de rendre un service au pays. La compagnie se croit en mesure de réaliser un grand capital, en commençant par 20 ou 25 millions. Elle demande, en garantie des risques qu'elle assume, une concession de 100,000 hectares, à charge de verser au trésor, au bout de cinq ans, un impôt qui s'élèvera graduellement jusqu'à 500,000 fr. Elle considère en outre comme une des conditions de son existence le privilége de la vente des cotons produits en Algérie.

Le mot de *privilége* est malsonnant, nous le savons bien. Hâtons-nous donc d'expliquer le sens qu'on lui donne en cette circonstance.

Il ne s'agit point du droit exclusif de cultiver le cotonnier. Bien au contraire. Loin d'entraver les planteurs, la compagnie fera tous ses efforts pour en augmenter le nombre. Elle les aidera de son expérience, de son matériel, de son argent. Son but, suivant une heureuse expression que nous remarquons dans une de ses notes, est d'instituer en Algérie le *crédit foncier du coton,* en répandant les secours de toute nature propres à développer cette spécialité agricole. La garantie qu'elle sollicite serait seulement le droit exclusif d'acheter les récoltes des planteurs à un prix fixé, par le gouvernement, d'après les mercuriales des principaux marchés de coton : c'est un privilége analogue à celui des grandes sociétés commerciales du temps passé. Il est bien entendu que ce privilége serait temporaire. La compagnie donne pour motif de cette exigence la nécessité d'assurer une protection aux capitaux qu'elle appelle. Pour développer largement la colonisation au moyen des cultures cotonnières, il y a de gros capitaux à enfouir en travaux de défrichement, de desséchement, de routes, d'irrigation; il y a des écoles dispendieuses à faire pour dégager les méthodes de culture convenables au pays, pour attirer des Européens et discipliner des indigènes, pour créer des moyens économiques de transport et établir des courans commerciaux. La production cotonnière ne sera constituée que dans quelques années; on s'y attend, et les frais de cet apprentissage sont prévus. Serait-il juste qu'après cette période, une seconde, une troisième compagnie, vinssent profiter de l'expérience acquise et des dépenses faites? Avec une telle perspective, les capitaux de la métropole se risqueraient-ils sur le sol algérien? La compagnie fait valoir enfin que cette obligation de lui vendre les récoltes, loin

d'être onéreuse aux colons, entraînerait à peine un changement dans leurs habitudes. Les planteurs d'outre-mer n'expédient pas eux-mêmes leurs cotons sur les marchés lointains. Entre eux et le consommateur, il y a nécessairement des intermédiaires qui viennent traiter à domicile de l'achat des récoltes. Chez nous, en attendant que la production algérienne soit assez considérable pour donner lieu à une pareille spéculation, c'est l'état qui fait l'office du courtier (1). Eh bien! dans la combinaison dont il s'agit, les planteurs, au lieu de vendre à l'état, vendraient à la compagnie privilégiée, sous la surveillance tutélaire du gouvernement, qui, à coup sûr, ne livrerait pas les colons algériens à une exploitation abusive.

Sans nous prononcer actuellement sur cette combinaison, nous avons cru devoir constater comme un symptôme favorable l'importance qu'attache l'industrie cotonnière de la métropole au succès de la colonisation africaine, et la féliciter de l'initiative prise à ce sujet par les hommes qui la représentent le mieux. Étrange et honorable destinée de cette industrie! Si on prenait la peine de compiler le répertoire des lois et règlemens antérieurs à la rénovation de 1789, on n'y trouverait pas moins de trente-six ordonnances pour prohiber en France le commerce et l'usage des étoffes de coton. Provenant d'une plante exotique, disait-on, les cotonnades devaient ruiner à la fois l'agriculture nationale et les fabriques de draperies. Ne nous moquons point : chaque siècle a des sages de cette force, et Dieu sait ce qu'on pensera dans cent ans de beaucoup d'axiomes ayant cours aujourd'hui. Quant aux idées de nos pères sur le coton, jamais erreur économique n'a reçu un démenti plus prompt et plus éclatant. Le développement qu'a pris l'industrie cotonnière depuis le peu de temps qu'elle est autorisée chez nous est la meilleure preuve de son utilité. Elle tient le premier rang dans le travail manufacturier par l'importance du capital qu'elle a engagé et par le nombre des ouvriers qu'elle occupe. Elle a contribué notablement à la diffusion du bien-être en abaissant le coût de la plupart des vêtemens; elle a transformé une classe nombreuse de femmes en lui permettant une sorte d'élégance à peu de frais. Les autres fabriques de tissus lui doivent la plupart de leurs progrès mécaniques et chimiques, et loin de nuire à l'agriculture, elle l'a enrichie en suscitant une population nouvelle de consommateurs. Qui sait si elle n'est pas appelée à présent à consacrer la conquête de l'Algérie, en rendant enfin profitable cette acquisition si longtemps onéreuse?

ANDRÉ COCHUT.

(1) Avec cette différence qu'il paie actuellement les marchandises presque le double de leur valeur commerciale; mais il est évident que cette libéralité ne peut pas se perpétuer.

UN

PRÊTRE PUBLICISTE

EN ESPAGNE.

DON JAIME BALMÈS, SA VIE ET SES ŒUVRES.

I. *El Protestantismo comparado con el Catolicismo en sus relaciones con la civilizacion europeá* (traduit par M. de Blanche-Raffin), 2e édition, 3 vol. in-12; Paris, Vaton. — II. *Escritos politicos*, 1 vol., Madrid. — III. *Filosofia fundamental* (traduit par M. Manec), 2 vol. in-12. — IV. *Cartas à un Esceptico*, 1 vol., Barcelona. — V. *El Criterio* (*l'Art d'arriver au vrai*, traduit par M. Manec), 1 vol. in-12. — VI. *Jacques Balmès, sa Vie et ses ouvrages*, 1 vol. in-8o, par M. de Blanche-Raffin. — VII. *Vida de Balmès, Estracto y analisis de sus obras*, par don Benito Garcia de los Santos, etc.

La révolution, depuis qu'elle a quitté la région des abstractions et des idées pour devenir une réalité sensible et palpable, la révolution est un drame qui se déroule, prend tous les aspects, enveloppe tout dans son cours, se précipite ou s'arrête pour recommencer encore : drame singulier où, sous l'empire d'une obsession unique, d'une invincible loi, les hommes, les choses, les événemens en viennent à se coordonner, à se classer avec une simplicité saisissante, avec un caractère de plus en plus tranché. Les nuances intermédiaires s'effacent devant la puissance des faits, qui semble tout ramener incessamment à un double point de vue. S'il s'agit d'un homme, — politique, écrivain, penseur, soldat même, — on est presque tenté de se demander tout d'abord dans quel camp il sert, s'il est avec la révolution ou contre elle. Il y a des natures révolutionnaires et des natures qu'on pourrait appeler conservatrices : dans les temps de grandes luttes, de grande confusion, il semble que les intelligences

ne se reconnaissent plus qu'à ce signe. Si c'est d'un événement qu'il s'agit, on ne recherche pas ce qu'il est en lui-même, s'il est conforme au droit, à la vérité, à la justice; on commence par se demander si c'est un pas de plus ou une défaite, un temps d'arrêt de la révolution. Quel est le caractère de cette défaite, de ce temps d'arrêt, — ce n'est que la seconde question. L'intérêt de l'histoire contemporaine tout entière est dans ce drame, qui s'étend à tous les pays, embrasse hommes et choses, et va par coups de théâtre sans pouvoir aboutir jusqu'ici à un autre résultat qu'à des dénoûmens momentanés. Qu'on prenne pour exemple l'histoire de l'Espagne.

Au commencement de ce siècle, la révolution pénètre au-delà des Pyrénées à la faveur d'un soulèvement de l'héroïsme national. Elle ne naît point spontanément, comme l'expression d'un mouvement profond dans le pays; elle est recherchée et invoquée plutôt comme une alliée puissante, comme un auxiliaire naturel contre une tentative de domination étrangère et oppressive. Tant que la lutte se prolonge, la révolution s'étend et se propage; elle se personnifie dans une assemblée, celle de Cadix; elle s'inscrit dans une constitution, elle s'appelle fièrement la régénération politique de l'Espagne, elle va de succès en succès. Au premier bruit des restaurations de 1814, rien ne reste debout de tout ce qui se rattache à elle, ni les cortès auxquelles elle a soufflé son esprit, ni la constitution qu'elle a mise au monde, ni même les hommes qu'elle a fascinés. La Péninsule assiste à la résurrection du pouvoir royal entier, absolu, sans limites et malheureusement aussi sans modération, sans intelligence. La révolution semble bien morte. Voici cependant qu'un matin de 1820, elle sort d'un corps de garde et parcourt de nouveau l'Espagne, essayant de rendre la vie ou du moins l'apparence de la vie à tout ce que le souffle de 1812 avait enfanté; mais déjà l'état de l'Europe a changé : au-delà des Pyrénées, le malheur aussi a mûri bien des esprits, l'expérience les a éclairés sur la valeur de ces créations dont l'excès fait l'impossibilité. La révolution doute d'elle-même, elle n'est que faible ou violente, — violente par faiblesse. Aussi suffit-il de l'apparition d'une armée française au sommet des Pyrénées pour faire tomber cette ébullition révolutionnaire, et ici encore tout rentre dans le repos. Dix années de silence succèdent à trois années d'agitations : que faut-il pour ranimer la lutte, et pour la ranimer cette fois dans des conditions plus décisives? Il faut que Ferdinand VII, en mourant, laisse l'Espagne en face d'une crise dynastique. La révolution se glisse par cette issue. Il y a ceci de remarquable en effet, c'est qu'à cet instant comme en 1812 il n'y a dans la révolution en Espagne rien de spontané. Elle vient encore comme un auxiliaire, comme une force à l'appui de l'une des deux royautés en présence; mais c'est un auxiliaire redou-

table. Tant que la question dynastique reste incertaine, la révolution est comme une troisième puissance malfaisante qui profite de tout; elle sème le sol de ruines et d'incendies, elle ébranle tout ce qu'elle touche, elle humilie la royauté dont elle est le périlleux appui. La question dynastique une fois vidée, la révolution retombe épuisée; son drapeau se replie sur lui-même; sa dernière victoire est la régence d'Espartero. Après cet effort et sous le coup même de cet effort, le sentiment monarchique se redresse, modifié par les circonstances sans doute, tempéré et imprégné d'influences nouvelles, mais toujours vivace et puissant. Depuis 1843, chaque crise tend à replacer de plus en plus la royauté sur ses bases, à lui rendre quelque prérogative, à rajeunir son prestige. L'élément conservateur reprend le dessus, la constitution est réformée dans un sens monarchique, l'esprit révolutionnaire est successivement chassé des lois comme de la rue. — Telle est la réaction qui dure encore après un règne ininterrompu de dix années.

Ceci est en quelque sorte la trame de l'histoire moderne de l'Espagne. Chacune de ses phases a eu ses personnifications, ses popularités, ses courans d'idées, ses écrivains. Un des hommes dont la vie et les œuvres reflètent le mieux peut-être, au point de vue intellectuel, l'ère d'apaisement qui a suivi la dernière époque révolutionnaire en Espagne, c'est un publiciste des plus éminens, mort aujourd'hui, — don Jaime Balmès. Nullement homme d'état de profession, pas même député, étranger par position à la politique active, Balmès a été néanmoins, à beaucoup d'égards, l'âme, la pensée de ce mouvement de réaction, semant bien des idées qu'on n'accueillait pas d'abord et qui ont fructifié, exerçant une influence plus réelle qu'avouée. Le premier il a mis en cause la révolution espagnole dans son esprit, dans ses tendances, dans ses résultats; le rapport de cette révolution avec l'ordre général des événemens contemporains, il l'a défini; les révolutions européennes elles-mêmes, il les a pressenties; il en a d'avance signalé le vide en pénétrant les plus secrets mystères du monde moral. Pour se poser ainsi presque seul au milieu des partis, auxiliaire de toutes les réparations, critique des faiblesses des hommes et des opinions, sévère parfois comme il arrive à ceux qui pensent sans agir, philosophe du monde moderne, Balmès ne puisait-il pas une sorte d'originalité particulière dans son caractère? Il était prêtre, il mettait même une sorte d'orgueil à faire suivre son nom de ce simple titre, *presbitero*, et c'était par lui, chose remarquable, que se retrouvait pour la première fois dans le mouvement des luttes intellectuelles au-delà des Pyrénées cette autorité de l'église, restée si puissante dans les mœurs, dans la vie familière du peuple, mais qui semblait n'avoir plus de force pour se relever à la hauteur de ce genre d'influence.

Un des traits les plus caractéristiques de l'église en Espagne est d'avoir vécu toujours profondément identifiée à la destinée nationale; elle a partagé toutes les fortunes du pays. Ce qu'on a appelé ses passions, ses fanatismes, était le plus souvent des fanatismes nationaux non moins que des fanatismes religieux. L'inquisition elle-même, cette terrible inquisition, a été à l'origine une arme forgée par l'instinct de nationalité autant qu'un instrument de règne pour le catholicisme. Nulle part on n'a vu peut-être au même degré cette intime et forte adhérence à la vie d'un peuple, cette mystérieuse solidarité dans tous les sentimens, dans tous les instincts. Aussi les mesures qui ont successivement atteint le clergé espagnol dans les diverses périodes de la révolution ont-elles été infiniment moins populaires qu'on ne pourrait le supposer dans le sens strict de ce mot. Les masses populaires ne voyaient point une ennemie dans l'église, qui se mêlait à toute leur existence, qui était principalement protectrice pour elles, qui avait du pain pour tous les pauvres, pour tous les vagabonds même, au seuil de ses couvens, et qui était la fondatrice de ces universités où les enfans du peuple trouvaient depuis longtemps une instruction gratuite. Si l'église d'Espagne a pu voir s'amoindrir sa situation, ce n'est point qu'elle manquât de racines dans le peuple; c'est parce qu'il est malheureusement vrai qu'elle avait cessé d'être la lumière, le conseil, le guide de cette société déclinante et pressée de se rajeunir. Comme l'influence morale se déplaçait dans la société, on a été conduit à tenter de déplacer aussi les prérogatives. L'ensemble des tentatives dirigées contre l'autorité de l'église n'etait ainsi qu'une œuvre toute politique, nullement nationale ni populaire, compliquée par les fureurs factices et spoliatrices des passions révolutionnaires.

Rien ne serait plus curieux que l'histoire de l'église en Espagne. C'est d'elle surtout qu'on pourrait dire : Comme elle a été à la peine, elle a été à l'honneur, — pour être ensuite, il est vrai, à la décadence. Après avoir partagé cet immortel combat d'une nationalité occupée à se reconquérir elle-même, elle a joui pendant plusieurs siècles du plus souverain ascendant, — ascendant justifié par tout ce qui peut faire la prééminence sociale d'un grand corps. L'action de l'église est partout au-delà des Pyrénées; elle est dans la politique, elle est dans les arts et dans les lettres. Les plus rares écrivains sortent de l'église ou vont y aboutir sans effort. Lope de Vega fut prêtre comme Calderon, comme Moreto; Tirso de Molina était un frère de la Merci; le lyrique Rioja était du saint-office; dans l'histoire, le clergé espagnol compte un Mariana; parmi les moralistes, l'évêque de Mondoñedo et don Antonio de Guevara; dans la littérature mystique, un Jean de la Croix ou un Louis de Léon, un Davila ou un Louis de Gre-

nade. La décadence intellectuelle de l'église commence au-delà des Pyrénées avec la décadence politique du pays lui-même. L'église a gardé toujours son influence dans le peuple : elle s'est défendue par son organisation puissante, qui touchait aux ressorts mêmes de l'organisme national; mais elle a perdu la supériorité morale et intellectuelle, l'ignorance a envahi le clergé, surtout dans ses rangs inférieurs. C'est le malheur du clergé en Espagne de s'être si peu trouvé, par les lumières, à la hauteur des circonstances nouvelles. On ne peut guère trouver, dans le commencement de ce siècle, que les polémiques curieuses et rares du P. Velez, du *filosofo rancio,* contre le progrès des idées révolutionnaires, et dans un temps plus récent quelques essais de polémique religieuse où commence à se révéler un esprit nouveau.

Quelque part que l'église espagnole ait eue d'ailleurs dans les lettres en certains momens, il ne faut point l'oublier, il est resté toujours en elle quelque chose de ce passé militant, qui est celui de l'Espagne tout entière. Ainsi que Balmès lui-même le disait, les idées et les sentimens religieux ont eu longtemps dans son pays un caractère belliqueux. Le catholicisme espagnol a dû à des circonstances spéciales une attitude toute guerrière. De là ce penchant, quelquefois remarqué en Espagne dans le clergé lui-même, à se fier au sort des armes, à mettre l'action au-dessus de tout. Pendant l'invasion de 1808, des moines étaient souvent à la tête des soulèvemens populaires. Dans la dernière guerre civile, on a vu des ecclésiastiques devenir tout à coup des soldats et aller au feu. Il est même une contrée de la Péninsule où l'insurrection avait revêtu un caractère particulièrement religieux et monacal. C'étaient des chanoines et des prêtres qui, en Catalogne, étaient l'âme de la résistance carliste. Ils étaient en majorité dans cette fameuse junte de Berga contre laquelle vint se briser le comte d'Espagne, dont la disparition est restée un mystère. L'église militante, s'armant de l'instinct religieux des masses, livrait ainsi un suprême combat.

C'est une coïncidence étrange qui a fait apparaître justement dans cette partie de la Péninsule, et au moment où les armes tombaient des mains de l'insurrection, un esprit qui ouvrait au jeune clergé une voie nouvelle en lui faisant sentir le prix des moyens moraux et intellectuels, comme il disait lui-même. Balmès a montré en effet ce que pouvait être de notre temps un prêtre en Espagne, s'inspirant de la foi religieuse, ouvrant sa pensée à quelques-unes des influences modernes les plus légitimes et cherchant le succès de ses idées dans la discussion. Là est le caractère, la nouveauté du talent de Balmès. Sa vie intellectuelle a été courte cependant, elle n'a duré que huit années, de 1840 à 1848; mais cet intervalle a été rempli par les fruits

d'un travail obstiné et incessant, — par des œuvres de controverse religieuse et sociale telles que *le Protestantisme comparé au Catholicisme* et les *Lettres à un Sceptique*, — par des essais destinés, comme la *Philosophie fondamentale*, à doter l'Espagne d'une science propre, en la détournant des philosophies sceptiques ou révolutionnaires de l'Europe, — par toute une série de publications périodiques dont les fragmens, reflets de la situation de la Péninsule, forment aujourd'hui une substantielle collection d'*écrits politiques*, — par d'éloquentes esquisses comme *Pie IX*, — et enfin par le *Criterio*, cette œuvre charmante d'observation morale d'un La Bruyère espagnol. Enlevé prématurément par une de ces morts tristes et belles à la fois qui ne se confondent point avec le déclin d'une intelligence éminente, Balmès avait vécu assez pour toucher, comme prêtre, aux dignités ecclésiastiques les plus élevées, et pour pouvoir même en refuser l'honneur. Comme publiciste, ses ouvrages, popularisés par les dernières révolutions elles-mêmes, se sont répandus lentement et ont acquis la plus durable influence (1). Dans bien des considérations accréditées depuis quelques années, on serait assez surpris parfois de ne trouver que le développement de quelques pensées de l'écrivain espagnol. Si on veut chercher dans un fait la mesure de l'autorité de Balmès, peu avant sa mort, au milieu des effervescences croissantes de l'Italie, le pape lui avait demandé un mémoire « sur le droit des nationalités. »

Le mouvement des choses dans ce siècle a fait paraître avec éclat sur la scène plusieurs prêtres d'un talent supérieur assurément : M. de Lamennais en France, Gioberti en Italie. On sait où est allé aboutir l'auteur des *Paroles d'un croyant*. Après avoir introduit dans la philosophie la plus périlleuse des méthodes, il a glissé sur la pente et en est aujourd'hui à se débattre dans les profondeurs du radicalisme révolutionnaire. Sans tomber dans cette extrémité, Gioberti a usé un brillant esprit dans la recherche des plus chimériques systèmes, dont il a eu le malheur, pour lui et pour le Piémont, de faire quelque peu l'essai avant sa mort. Bien qu'à un degré inégal, tous deux ils ont porté au front le double signe des rebelles dans l'ordre religieux, des sectaires dans la politique. Balmès a eu le même éclat de talent en Espagne, il n'a point eu les mêmes éclipses et les mêmes

(1) *Le Protestantisme* de Balmès a été traduit dans presque toutes les langues. En France, la traduction en est à sa deuxième édition. Le *Criterio*, qui est passé dans notre langue sous le titre de *l'Art d'arriver au vrai*, en est à la quatrième édition. La *Philosophie fondamentale* vient d'être également traduite. Les *Lettres à un Sceptique* paraissent devoir être aussi publiées en français. Il serait fort à désirer qu'il fût fait en outre un choix intelligent dans les *Ecrits politiques* de Balmès. M. de Blanche-Raffin, auteur lui-même d'une intéressante biographie de Balmès et traducteur du *Protestantisme*, a mis un zèle rare à répandre les ouvrages du docteur espagnol.

aberrations. Quel était donc ce jeune prêtre qu'un pape consultait, dont l'oraison funèbre a retenti dans toutes les églises de la Péninsule, qui exprime à coup sûr une des plus remarquables phases de l'histoire de son pays, et dans les œuvres duquel se trouvent agités et débattus tous ces problèmes de la destinée morale des peuples, de la civilisation universelle, dont les révolutions récentes ont fait des problèmes de tous les jours?

I.

C'est au cœur des montagnes de la Catalogne, dans la petite et vieille ville de Vich, que don Jaime Balmès était né le 28 août 1810. Son origine était toute populaire; son père était un artisan livré au plus obscur négoce. Il avait pour mère une de ces femmes simples et croyantes chez qui l'instinct maternel s'élève à une sorte de génie de divination. Thérèse Urpia, la mère de Balmès, avait le pressentiment de quelque chose de grand pour son fils; elle l'avait voué à saint Thomas d'Aquin. Quelques instans avant sa mort, en 1839, elle lui disait encore avec un naïf orgueil : « Mon fils, le monde parlera de toi! » L'intérieur où Balmès avait grandi se trouvait être ainsi un intérieur sain, humble, religieux, mêlé de piété et de travail. Cette influence domestique, austère et simple, est faite pour former un esprit; l'influence de la contrée natale venait s'y joindre. La Catalogne a deux régions distinctes. Sur les côtes, la vie des affaires, le commerce, l'industrie, créent un mouvement à part; dans l'intérieur des montagnes, dont la base trempe dans la Méditerranée, et qui, en se déroulant, forment un vaste amphithéâtre, on retrouve la vie d'autrefois, les vieilles mœurs, les habitudes religieuses, les ascendans traditionnels. Il en était ainsi il y a trente ans. L'état ecclésiastique était encore à cette époque en Espagne une voie naturelle ouverte aux enfans du peuple pour s'élever, celle du moins où ils trouvaient le plus de ressources d'éducation gratuite. Balmès fut de bonne heure destiné à être prêtre. Son enfance tout entière se passa dans l'étude au séminaire conciliaire de Vich et à l'université de Cervera. C'était une organisation merveilleuse que cette organisation des vieilles universités espagnoles. On a bien souvent montré leur côté pittoresque, on n'en a pas toujours saisi la pensée puissante et protectrice, surtout à l'égard des enfans nés, comme Balmès, de familles indigentes.

L'enseignement n'était nullement le privilége des classes aisées en Espagne. Il semble au contraire que tout concourût à le rendre accessible au plus grand nombre, comme on dit aujourd'hui. Une multitude de fondations pieuses, d'immenses bénéfices, ouvraient aux enfans du peuple l'entrée gratuite des séminaires. A un degré plus

haut, les universités tendaient au même but. Dans celle d'Alcala, cinq cents étudians pauvres, nourris et entretenus, suivaient des cours de tout genre. Cinq établissemens disposaient de deux cent cinquante bourses. A l'université catalane de Cervera, il y avait plusieurs colléges, ceux de l'Assomption, de San-Carlos, de Santa-Cruz. Le premier seul exigeait une rétribution annuelle de quatre onces d'or; celui de San-Carlos se composait de boursiers désignés et envoyés par les évêques de la province. Le collége de Santa-Cruz, particulièrement consacré aux pauvres, comptait d'habitude plus de cent jeunes gens sans ressources. Il y avait des internes et des externes; ceux-ci recevaient un pain de trois livres et la soupe tous les deux jours. Dans les universités en général, du reste, les droits soit pour l'inscription, soit pour les divers grades étaient d'une extrême modicité. Le doctorat conférait la noblesse personnelle. Balmès a été l'un des derniers peut-être à se former dans ces conditions du vieil enseignement espagnol. Il avait une *beca,* — une bourse, — au collége de San-Carlos. Quand vint pour lui le moment de l'ordination, et lorsqu'il se présenta devant l'évêque de Vich, don Jesus de Corcuera, cet homme sage et prévoyant s'arrêta devant le jeune prêtre en lui disant : « Et toi, que veux-tu? — Monseigneur, une cure, répondit Balmès. — Reviens à l'université, et étudie, » ajouta l'évêque. Balmès étudia en effet, il étudia non-seulement la théologie, mais encore l'histoire, la philosophie, la jurisprudence, la littérature, les mathématiques elles-mêmes. C'était une intelligence ardente et active dans un corps débile, qui trahissait souvent chez lui la puissance de la volonté. Il avait de singulières façons d'étudier, qui scandalisaient fort les praticiens de l'université. Quelquefois il s'enfermait à l'obscurité, seul, la tête dans les deux mains, méditant et songeant, fécondant par sa propre pensée ce qu'il avait lu, la *Somme* de saint Thomas, la *Philosophie de l'éloquence* de Capmany, ou *Don Quichotte.* « Lire peu, bien choisir ses auteurs et penser beaucoup, disait-il, telle est la vraie méthode. Si l'on se bornait à savoir ce qui se trouve dans les livres, les sciences ne feraient jamais un pas. Il s'agit d'apprendre ce que les autres n'ont jamais su. » C'est ainsi qu'il amassait ce fonds immense qui fait la juste et saine fécondité de l'écrivain. Docteur de l'université de Cervera, Balmès se retrouvait bientôt simple professeur de mathématiques à Vich. Notez que c'était l'époque où la guerre civile rugissait dans toute l'Espagne et principalement dans la Catalogne. Le drame des événemens venait se mêler à ce travail intérieur d'un jeune esprit. « Plus d'une fois, dit Balmès dans une sorte d'autobiographie qu'il a écrite sous le titre de *Vindicacion personal,* — plus d'une fois il est arrivé que le tocsin ou la générale venait interrompre nos calculs; s'il était possible

de continuer, on continuait; sinon nous nous levions tranquillement et nous nous retirions... » Entre la leçon de la veille et la leçon du lendemain, il y avait ainsi un combat ou tout au moins une alarme. Ce mouvement de la guerre lui-même n'était pas sans intérêt pour le jeune professeur de Vich, qui en suivait toutes les péripéties avec une curieuse attention, une carte et les bulletins de campagne sous les yeux.

Au milieu de ces travaux et de ces diversions, il se formait donc obscurément, dans un coin de la Catalogne, une souple et mâle intelligence. Balmès avait vu de près ce spectacle d'une guerre civile qui éveille le sentiment des choses actuelles : il avait étudié l'histoire, qui donne de l'étendue à l'esprit; la philosophie, qui l'élève; les mathématiques, qui le rectifient; les législations, qui dévoilent l'organisme et le ressort des sociétés. Seulement, que ferait-il de ces connaissances? Là était la question pour lui. Un moment, pour s'arracher à l'obscurité d'une petite ville, à sa *cage* de Vich, comme il l'appelait, il songea à se faire précepteur de quelque enfant de grande naissance. — Non, lui répondirent ses amis, il faut que tu sois professeur de l'université ou publiciste. — Il y avait à cette époque, dans la Catalogne, un certain mouvement intellectuel assez distinct de celui de Madrid. Barcelone comptait des recueils tels que *la Religion,* devenue plus tard *la Civilizacion;* elle comptait aussi des hommes distingués, comme M. Roca y Cornet, M. Ferrer y Subirana. C'est de ce groupe surtout que partaient pour le jeune prêtre catalan les excitations et les encouragemens sous lesquels son âme se relevait sans effort. On était en 1840. En quelques mois, Balmès se révéla publiciste dans deux essais successifs, — les *Observations sociales, politiques et économiques sur les biens du clergé,* et les *Considérations politiques sur la situation de l'Espagne.* Jusque-là, il n'avait écrit qu'un mémoire sur *le Célibat ecclésiastique,* qui était allé exciter quelque étonnement à Madrid, dans le monde religieux.

L'Espagne, on peut s'en souvenir, a dans son histoire peu d'époques aussi agitées et aussi décisives que cet été de 1840. La guerre civile venait de finir; mais elle laissait en suspens tous ces problèmes d'organisation sociale soulevés par la révolution, notamment ceux qui touchaient aux propriétés du clergé et aux diverses réformes religieuses. Les cortès étaient alors embarrassées dans une discussion des plus passionnées et des plus périlleuses sur cette terrible question. D'un autre côté, la lutte, plus particulièrement politique, n'avait fait que changer de face. De dynastique qu'elle avait été pendant sept ans, elle devenait une lutte révolutionnaire entre la régente Marie-Christine et un général ambitieux. La Catalogne était justement le théâtre de ce drame nouveau. La reine Christine s'était

transportée à Barcelone, au camp d'Espartero, comptant subjuguer par son ascendant moral ou réduire par son autorité le chef militaire à demi rebelle, et elle ne trouvait autour d'elle que des piéges et des émeutes. Par une coïncidence singulière, dans une de ces émeutes périssait, victime de son ardeur monarchique, un jeune avocat catalan du nom de Balmès, qui n'avait cependant rien de commun avec le publiciste. C'est le lendemain que paraissaient, à Barcelone même, les *Considérations politiques sur la situation de l'Espagne,* œuvre de courage autant que de talent. La révolution, on le sait, restait matériellement victorieuse dans cette lutte; moralement, elle était vaincue. Elle était vaincue, non par ce seul fait de la publication d'une brochure émanée d'un jeune prêtre inconnu et jetée dans le tourbillon d'une tempête populaire, mais parce que cette brochure, à travers les obscurités du moment, allait rechercher la pensée nationale, aussi antipathique aux solutions révolutionnaires dans l'ordre religieux que dans l'ordre politique.

Il y a ceci de remarquable dans les premiers essais de Balmès, — les *Observations* et les *Considérations,* — c'est qu'ils sont comme le programme de sept années de polémique et de travaux intellectuels; ils contiennent le germe de toutes les idées qui alimenteront les discussions du *Pensamiento de la nacion*, ou qui se développeront dans *le Protestantisme* en théories religieuses, sociales et morales. Dans les *Observations sur les biens du clergé*, Balmès ne s'arrête pas aux côtés secondaires de la dépossession ecclésiastique; il montre les sociétés européennes à leur naissance et dans leur marche, l'église servant d'instrument à chaque progrès de la civilisation, contribuant à préserver l'Espagne en particulier de l'affreuse plaie du paupérisme, et il achève ce victorieux tableau en plaçant les gouvernemens spoliateurs en face du principe de la propriété violée sous une de ses formes, au moment où déjà on entend par intervalle ces cris faméliques qui s'échappent du sein des multitudes de l'Occident contre toute espèce de propriété. Dans les *Considérations politiques*, nées au milieu des scènes de Barcelone, l'auteur ne se borne pas à l'incident qui se déroule sous ses yeux; il décompose la situation de la Péninsule, trace la généalogie des partis et des opinions, surprend leurs mobiles et leurs faiblesses, oppose les réalités traditionnelles aux vaines et artificielles combinaisons des systèmes préconçus, met à nu les vices des régimes et des sociétés modernes, et de cette vaste anarchie espagnole il dégage les élémens d'une reconstitution large et vigoureuse. Que la pensée du publiciste catalan allât parfois fort loin, cela se peut; mais ses vues générales, entremêlées souvent de conjectures, de portraits, d'aperçus d'une spirituelle et profonde pénétration, se coordonnaient et s'enchaînaient avec une force singulière, et dans leur

ensemble elles forment encore aujourd'hui un des plus lumineux commentaires où l'on puisse aller chercher le secret du passé et de l'avenir politique de l'Espagne.

Rien n'est plus difficile à juger qu'une révolution, en raison même des passions factices qui se mêlent de toutes parts aux intérêts vrais et légitimes, et des rêves d'une réalisation impossible qui viennent embarrasser les innovations justes et nécessaires. La révolution espagnole n'a point échappé à cette loi. Il est cependant une question qui ressort de partout, que les écrits de Balmès aident singulièrement à éclairer, et qui a survécu au publiciste catalan pour venir se lier encore aux plus saisissantes et aux plus énigmatiques péripéties contemporaines. Quelle est la véritable nature des événemens qui ont pris le nom de révolution en Espagne? dans quelle mesure la tradition et l'innovation viennent-elles s'y combiner? Et subsidiairement on pourrait se poser cette autre question plus générale, qui est celle de tous les peuples placés en face de la nécessité évidente de se transformer : — quelles sont les conditions dans lesquelles une révolution peut s'accomplir sans jeter une société hors de toutes les voies conservatrices? Aussi bien n'est-ce point là le problème que l'Espagne, comme toutes les nations modernes, est occupée à résoudre?

L'origine de la situation actuelle de l'Espagne ne date point sans doute seulement de 1833; elle remonte au commencement de ce siècle, plus haut même encore, à vrai dire. 1833 cependant est pour l'Espagne une date caractéristique; c'est comme un point de départ où tout recommence dans des conditions nouvelles. Or quelle était à ce moment la situation de la Péninsule? Ferdinand VII, en descendant au tombeau, laissait l'Espagne en présence d'une guerre de succession, d'une minorité et d'une révolution imminente, — trois choses dont chacune suffirait pour mettre une nation à mal, et qui, réunies, font de son existence le miracle de l'instinct conservateur triomphant de la destruction. A l'heure où s'éteignait Ferdinand, tout était disposé pour un conflit redoutable. D'un côté, l'insurrection carliste grandissait, concentrant et groupant tous les élémens de résistance. Elle avait son appui et ses racines dans toutes les traditions, dans toutes les passions, dans tous les intérêts du passé, dans une portion considérable du clergé, — dans le clergé régulier surtout, — dans les masses populaires, accoutumées à s'ébranler au nom du roi et de la religion. L'instinct local venait se joindre à ces élémens dans les provinces basques, et mettait les armes dans les mains de cette mâle et fière population. C'est là le côté brillant et valeureux de la dernière guerre, celui qui a été mis en relief par l'héroïsme d'un homme, de Zumalacarregui. Quant au prince même en qui l'insurrection trouvait son chef, il avait tout ce qu'il fallait pour représenter sa propre cause

dans ce qu'elle avait de plus saillant et de plus impuissant politiquement. Don Carlos n'était point un cœur ambitieux ou méchant; c'était un esprit étroit, simplement et naïvement imbu de tous les fanatismes du passé. Il eût été sans effort, à une autre époque, l'instrument docile d'une théocratie dominatrice. La sincérité de ses ardeurs religieuses était son honneur. On a justement signalé plus d'une fois ce qu'il y avait de chimérique chez les révolutionnaires. Le chimérique, à coup sûr, peut revêtir plus d'une forme. Ce que don Carlos comprenait le moins, c'était son temps. Peu fait pour comprendre son siècle, il n'avait pas davantage l'intelligence de sa situation. Là où il eût fallu agir en soldat, il se retranchait dans l'étiquette du souverain, — souverain encore sans royaume. Il avait sa cour dans une petite ville des provinces basques, à Oñate, et cette cour cachait autant d'intrigues et de caprices qu'une cour plus prospère. Don Carlos a été souvent une cause d'insuccès et un embarras véritable pour ses généraux, tant qu'ils lui ont obéi. Dès que l'un d'eux s'est senti assez fort, la lutte s'est terminée.

De l'autre côté, en face de l'insurrection carliste, c'était un enfant de trois ans qui montait sur le trône. La jeune reine avait pour elle la possession du pouvoir, l'administration, l'armée, tous les élémens réguliers du pays en un mot. Chose singulière, on pourrait supposer que don Carlos eût dû rattacher à sa cause la noblesse de l'Espagne. C'était tout le contraire. L'immense majorité de la grandesse espagnole se rangeait autour de cette jeune monarchie où elle retrouvait des perspectives d'action politique que ne pouvait lui offrir le pouvoir de don Carlos. Il en était de même de cette portion de la population qu'on pourrait appeler la bourgeoisie espagnole, la plus accessible de toutes aux idées de réforme. Tous les instincts nouveaux allaient ainsi dans un camp, comme tous les souvenirs et les intérêts du passé allaient dans l'autre; mais au fond, entre ces deux royautés en présence, où était le droit, qui, quoi qu'on en dise, est bien aussi une force? On peut le dire aujourd'hui, sans tomber dans quelqu'une des partialités de la lutte, le droit était entièrement, absolument du côté d'Isabelle II. La jeune reine avait pour elle non-seulement le droit écrit, mais encore le droit traditionnel, national, populaire même. Une série d'actes politiques pendant sept siècles attestent le droit héréditaire des femmes au-delà des Pyrénées, et en fait le plus grand roi d'Espagne a été une femme, Isabelle la Catholique. C'est même en vertu de ce droit, et non seulement par une fantaisie ambitieuse de Louis XIV, qu'une dynastie française allait régner à Madrid au commencement du XVIIIe siècle. La loi salique peut être une fort bonne chose, mais en réalité c'est pour l'Espagne un droit étranger, introduit un moment d'une manière subreptice, et

qui n'a jamais eu d'application, qu'on le remarque bien. Le jour où, pour la première fois, il a dû être appliqué, il a volé en éclats. Il a été brisé non par la violence, mais par un acte régulier, sanctionné par des cortès et faisant revivre l'ancien droit, — acte créé non pour la circonstance, mais remontant à 1789. Tout se réunissait donc, au point de vue du droit monarchique, en faveur d'Isabelle II. Seulement le droit avait à triompher d'une guerre de sept ans, et à tirer des circonstances une signification nouvelle.

S'il n'y eût eu que cette question de légalité monarchique, le débat ne pouvait être douteux un moment. Ce qui le compliquait, comme l'a dit Balmès plus d'une fois, c'est l'antagonisme des principes politiques, c'est la lutte entre les idées monarchiques pures, absolues, personnifiées dans don Carlos, et les influences plus libérales qui planaient sur le trône ou sur le berceau de cette enfant qui était reine à Madrid; mais cela ne fait que mieux marquer le caractère d'une situation où l'Espagne trouvait, dans une royauté légitime selon le droit, une royauté également légitime selon les instincts et les besoins modernes. Une des erreurs les plus singulières de quelques cabinets de l'Europe et du parti légitimiste français a été de se méprendre comme ils l'ont fait sur cette situation. Ils ont cru être les gardiens incorruptibles du principe monarchique au-delà des Pyrénées, et ils ont contribué à lui faire essuyer une des plus rudes épreuves qu'il pût subir. Ils ont imaginé être les complices d'une croisade contre la révolution, et de fait ce sont eux qui ont été les plus efficaces auxiliaires de la révolution. Si tant d'excès ont été commis, si les couvens ont été incendiés, si l'anarchie s'est promenée si souvent dans les villes de la Péninsule, c'est en grande partie à l'insurrection carliste que cela est dû. Pour rendre plus palpable l'impopularité de ces excès, Balmès, dans ses *Considérations,* les montre tournant sans cesse durant la guerre au profit de don Carlos. « Voulez-vous savoir, dit-il, à quel point en est cette guerre, si la cause de don Carlos avance ou rétrograde? Vous avez dans la main un excellent baromètre, soumis à une règle bien simple : toujours la cause carliste progresse en raison directe de l'exagération et de la violence qui règnent à Madrid. » Oui, sans doute, mais le contraire n'est pas moins exact. Voulez-vous savoir, pourrait-on dire, où en est la révolution à Madrid, dans quelle mesure elle pèse sur le gouvernement et se propage dans le pays? Observez où en est la guerre dans la Navarre, dans la Catalogne, dans l'Aragon; comptez les avantages obtenus par Zamalacarregui ou Cabrera. C'est ainsi que l'Espagne va du programme de M. Zea Bermudez à l'*estatuto* de M. Martinez de la Rosa, de l'*estatuto* à l'exhumation de la constitution de 1812 et à l'embrasement de 1836. L'insurrection carliste avait deux résultats : elle enflammait les instincts libéraux de l'Espagne jusqu'à

la fièvre révolutionnaire, et elle laissait le gouvernement de Madrid faible, désarmé au milieu d'un pays déchiré et incertain, — de telle sorte qu'il y a une connexité fatale entre le progrès de la révolution et le progrès de la cause carliste. Cela est si vrai, que, comme nous le disions, dès que la guerre est terminée à Bergara, dès que la lutte change de face et devient une lutte directe entre la révolution et la royauté demeurée debout, c'est la royauté qui reste victorieuse.

Alors commence un mouvement de raffermissement progressif. La royauté retrouve son point d'appui dans l'instinct national désormais à l'abri des incertitudes, des fluctuations et des surprises, et le pays à son tour retrouve son point d'appui et sa sauvegarde dans la monarchie. C'est surtout à ce raffermissement que l'Espagne a dû de ne point suivre le branle des révolutions de 1848. Aussi, quelques rapports apparens qu'il puisse y avoir entre les crises actuelles de la Péninsule, entre les tentatives de remaniement politique qui s'y produisent, et les réactions qui emportent l'Europe, il ne faut point cependant exagérer cette solidarité. Au-delà des Pyrénées, c'est la suite d'un travail propre, continu, qui date de plus de dix ans sans interruption, et qui, par cela même qu'il n'est point né des événemens récens, peut fort bien atteindre son but sans détruire essentiellement le régime constitutionnel. Ce but, c'est de replacer de plus en plus la monarchie dans les institutions au rang où elle est dans les mœurs et de faire de la royauté même la garantie, la condition tutélaire d'une liberté régulière et modérée. Que don Carlos eût triomphé, la Péninsule était précipitée fatalement vers les extrêmes; elle n'avait d'autre choix qu'entre l'absolutisme et une révolution qui eût pris peut-être le sinistre cours de la première révolution française. Le caractère, le mérite de la monarchie d'Isabelle II, c'est justement d'avoir été un ordre nouveau offrant toute latitude aux réformes légitimes en restant dans la tradition. Si on compare les événemens contemporains de la Péninsule avec les événemens analogues dans l'histoire de quelques autres peuples, l'Espagne a certainement de moins qu'eux le vice d'une rupture violente avec le passé; cet avantage, elle l'a sur l'Angleterre elle-même, qui fut moins heureuse en 1688, et qui eut à faire subir une dérogation bien plus sérieuse à la tradition monarchique. Nous n'entreprendrons point à coup sûr de mettre en parallèle les résultats dans les deux pays; mais aussi il ne faut point oublier cent soixante-cinq années d'histoire, pendant lesquelles la pureté des institutions n'a pas toujours été intacte, la liberté n'a pas été sans éclipses, et le despotisme n'est pas sans avoir fait plus d'une trouée dans le régime constitutionnel, avant que l'Angleterre en vînt au point où elle est aujourd'hui.

Quelle était l'opinion de Balmès sur cette crise de la dynastie et de la société politique en Espagne? Elle ne pouvait être absolument

conforme à celle que nous émettons. Ce qu'il y a de certain, c'est que pas un mot dans la série de ses écrits, depuis les *Considérations* jusqu'au dernier de ses articles de polémique qui a pour titre : *Par où on s'en va, — Por donde se sale,* — pas un mot ne met en doute la légitimité d'Isabelle II. Seulement il était frappé en même temps de la singulière force de conservation qui résidait dans le parti carliste, même après sa défaite. Balmès a rédigé successivement plusieurs journaux de 1840 à 1848, — *la Civilizacion* et *la Sociedad* à Barcelone, le *Pensamiento de la nacion* à Madrid : c'est là qu'il faut aller chercher ses idées. Du reste, en étudiant chaque crise, chaque phase, chaque prétention, chaque symptôme, il ne se plaçait nullement à un point de vue abstrait. La valeur des formes politiques elles-mêmes, la diplomatie et les mots d'ordre des partis, les mécanismes organisés pour dégager l'opinion publique, ne lui imposaient que médiocrement comme expression de la situation réelle de l'Espagne. A ses yeux, il n'y avait qu'un critérium infaillible : l'histoire du pays, les faits; il n'y avait qu'une méthode sûre dans la politique comme dans les sciences naturelles : l'observation. C'était, si l'on nous passe le terme, une intelligence expérimentale.

Or, en appliquant ce procédé d'observation à l'Espagne au sortir des crises de la guerre civile et encore au milieu de l'incandescence des passions, qu'apercevait l'auteur des *Considérations?* Il voyait d'une part un état de société persistant et survivant, et de l'autre une série de bouleversemens factices. La révolution proprement dite, considérée en elle-même, ainsi que nous l'indiquions, n'est point le fruit d'un mouvement intime, spontané et profond de la société espagnole. Balmès l'appelle une *véritable surprise;* elle a été tout au moins quelque chose d'assez superficiel, ne répondant en rien aux plus invincibles instincts du peuple espagnol, aux élémens permanens de cette société pleine de mystères. De là son impuissance, sa stérilité en hommes et en idées, son impopularité même. La révolution n'est point assez forte pour rien fonder au-delà des Pyrénées; mais elle est assez forte pour troubler profondément le pays, pour ouvrir un champ de bataille aux passions, pour créer cette incohérence qui naît d'une contradiction perpétuelle entre les lois et les mœurs, et pour placer la Péninsule, comme bien d'autres peuples, dans cette voie fatale où tout les conduit à l'anarchie. Quel peut être le remède à cette situation? La nature du mal indique ce remède. Balmès se servait d'une expression qui est depuis passée en France. La nation espagnole lui apparaissait *semblable à une pyramide assise sur son sommet* et qu'il faut replacer sur sa base; en d'autres termes, il fallait rapprocher les institutions politiques de l'état réel d'une société restée à travers tout religieuse et monarchique. Mais sur quel terrain et par quels moyens pouvait s'opérer cette reconstruction? Indubitablement sur

un terrain assez large pour concilier toutes les forces conservatrices de l'Espagne. Sans lui donner expressément un nom, Balmès a été pendant quelques années le promoteur d'une sorte de torysme au-delà des Pyrénées, et cette idée n'était point aussi chimérique qu'on pourrait le croire; elle répond à un fait, elle touche à quelques-uns des incidens les plus récens de la politique espagnole.

Pour peu qu'on observe la Péninsule depuis longtemps, on peut y voir un travail sensible de décomposition et de transformation des partis politiques et des opinions dont l'attitude et les forces respectives ne sont plus déjà les mêmes. Les idées républicaines n'existent point en Espagne, ou, si elles existent, elles hantent quelques cerveaux creux occupés à dialoguer avec eux-mêmes, sans aucun écho dans la nation. Comme parti dynastique, le parti carliste est aujourd'hui dans la même décadence où a été le jacobitisme en Angleterre. La masse du parti s'est rattachée à la royauté d'Isabelle. Quelques-uns des généraux les plus engagés dans la cause du prétendant servent maintenant dans l'armée de la reine. Il y a peu d'années encore, l'un des conseillers les plus ardens de don Carlos, le père Cyrille, aujourd'hui archevêque de Burgos, prenait place au sénat. Restent les deux anciennes grandes fractions de l'opinion : le parti constitutionnel modéré et le parti progressiste, — ce parti qui, comme le disait Balmès avec une piquante ironie, a judicieusement cessé de s'appeler *exalté,* parce qu'il était assez bizarre de voir un législateur exalté, un homme d'état exalté, un magistrat exalté; — mais ces partis eux-mêmes tendent visiblement à se transformer pour faire place à des combinaisons, à des agrégations nouvelles, embryons de partis qui n'existent pas encore. D'un côté, c'est un certain nombre d'hommes venus de divers points, du camp modéré et du camp progressiste, et se groupant sous le drapeau libéral; de l'autre côté, un travail de la même nature tend à rapprocher et à fondre les nuances les plus intelligentes du parti monarchique pur, une portion considérable de l'aristocratie espagnole, certaines fractions de l'ancien parti constitutionnel modéré. Ce sont là les élémens de ce que nous appelons le torysme espagnol. M. le marquis de Viluma a passé souvent pour l'un des principaux hommes d'état de ce parti, qui a été une fois déjà, en 1844, sur le point d'arriver au gouvernement, et depuis cette époque, les diverses crises qu'a traversées l'Espagne ont montré bien des esprits errant dans ces régions encore mal définies.

Balmès a été de 1840 à 1848 le publiciste de ce mouvement d'opinion, — publiciste avoué, consulté, écouté. Il avait acquis rapidement une grande influence. Pendant huit années, il a soutenu pied à pied la lutte la plus singulière, mettant sans cesse à nu les incohérences de la situation de l'Espagne, indépendant des partis et disant à tous : « Tandis que vous parlez, tandis que vous vous agitez, il y a derrière

vous une nation de quinze millions d'hommes qui a ses croyances, ses sentimens, ses mœurs, ses nécessités nouvelles avec ses nécessités anciennes; une nation qui pense, qui veut, mais avec une certaine obscurité, avec une certaine confusion, comme l'individu qui sent s'agiter dans son esprit des idées mal formées et inexactes, des projets mal coordonnés et incomplets... Que quelqu'un vienne lui dire nettement : C'est là ce que tu veux, et voilà les moyens de le réaliser! — La nation répondra : C'était là en effet ce que je voulais sans pouvoir m'en rendre un compte exact. » La recherche de cette pensée est le sujet permanent du *Pensamiento de la Nacion*. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que la plupart des idées du publiciste catalan ont eu leur jour et leur heure. Le programme politique qu'il traçait dès le premier moment a fini presque constamment par être suivi, et il l'est encore.

La préoccupation monarchique dominait évidemment dans les idées politiques de Balmès. Était-il cependant absolutiste au fond, comme on l'a dit? Quelle part faisait-il à ces nécessités nouvelles dont il parlait lui-même, à un régime constitutionnel? Il se tirait spirituellement d'affaire en proposant une constitution assez courte pour pouvoir figurer sur les pièces de monnaie. Voici cette constitution modèle : « art. 1er, le roi est souverain; — art. 2, la nation vote l'impôt et intervient dans les affaires graves par ses organes légitimes. » — Seulement le jeune législateur ne remarquait point que si cette constitution n'était pas plus sincèrement observée que les autres, il importait assez peu qu'elle fût inscrite sur le bronze, sur l'airain ou sur le papier. Nous avons passablement de gouvernemens sur notre monnaie, et cela ne les a pas rendus plus durables. Peut-être le fond de la pensée de Balmès se dévoile-t-il mieux ailleurs. Il n'était point absolutiste, parce qu'il ne pouvait pas l'être, parce qu'il était dans la nature de son intelligence d'aimer la discussion, qui est la vie de l'esprit, la lutte ramenée à un objet sérieux et utile, — parce qu'il y avait en lui une certaine fierté qui portait aisément le joug des grandes vérités sociales et morales, mais qui se refusait aux despotismes vulgaires. Il le prouvait bien lorsque, se tournant vers les théoriciens de l'immobilité des sociétés et vers ceux qui plus tard, à l'occasion de l'apologie de Pie IX, lui reprochaient presque d'être un novateur, il leur disait : « Il ne faut point se laisser abuser par le cri de liberté; ne nous laissons point cependant abuser davantage par les mots d'*ordre social* et de conservation... L'anarchie est une chose horrible, mais le despotisme n'est pas beau non plus à coup sûr. La révolution par ses destructions offre un spectacle désastreux, mais les oppressions du pouvoir sont aussi un tableau répugnant... Respectons le passé, mais ne croyons pas que par un stérile désir nous le puissions restaurer, et en nous intéressant aux restes de ce qui fut, ne poussons

pas l'exagération jusqu'au point de maudire le présent et l'avenir. Quoi donc! ce qui existe aujourd'hui n'a-t-il point été nouveau un jour, et n'est-il pas venu prendre la place de choses passées à leur tour? La vie du genre humain n'est-elle pas une série de transformations continuelles? Et l'histoire, qu'est-ce autre chose qu'une succession magnifique de tableaux où éclatent à chaque pas les nouveautés les plus surprenantes?... » On peut conclure de là assurément que ce que voulait Balmès, ce n'était point la résurrection factice d'un ordre de choses évanoui, c'était une monarchie rajeunie, fortifiée au contact des élémens traditionnels du pays et compatible en même temps avec tous les développemens légitimes de l'existence moderne.

Il y a dans la vie de Balmès, si dénuée d'événemens et si remplie par l'action intellectuelle, un incident d'un caractère presque officiel : c'est la part qu'il prit à l'affaire du mariage de la reine. D'après la tournure d'esprit du publiciste catalan, il est clair que l'idée d'un mariage de la reine Isabelle avec le fils de don Carlos ne lui était point venue comme une fantaisie dynastique, mais comme le couronnement de cette reconstruction politique qu'il méditait et qu'il poursuivait. Il n'y cherchait pas le triomphe déguisé d'une prétention évincée dans le combat, il y voyait le sceau de l'alliance des forces conservatrices de l'Espagne. Aussi attachait-il un prix singulier à ce projet. Lorsqu'en 1845 eut lieu ce qu'on nommait l'abdication de don Carlos, Balmès était loin d'être étranger à cet acte; il l'avait conseillé. C'est lui qui était l'inspirateur ou plutôt le rédacteur du manifeste conciliant adressé par le fils de don Carlos à la nation espagnole. Le titre de prince des Asturies disparaissait soigneusement devant le simple titre de comte de Montemolin, afin de désarmer les susceptibilités à Madrid. Si quelqu'un a servi la candidature du comte de Montemolin et lui a fait faire du chemin, c'est sûrement Balmès par ses vigoureuses polémiques. Pendant quelques mois de 1846, dans le *Pensamiento de la Nacion,* il la montrait sous toutes ses faces avec la plus remarquable énergie de conviction et de talent. Plus il y avait mis d'ardeur, plus la déception devait être vive pour lui en présence du résultat, et cela a valu de sa part à la France et à son gouvernement plus d'un jugement acerbe.

Il y a sept ans déjà que les faits ont prononcé. Les considérations en faveur du mariage de la reine Isabelle avec le comte de Montemolin étaient puissantes sans doute. Peut-être les raisons contraires étaient-elles plus puissantes encore, même au point de vue exclusivement espagnol. N'était-ce point en effet remettre en doute une question vidée? Quelle eût été la situation respective des deux princes? Eussent-ils régné à droit égal? Ne risquait-on pas de placer au cœur même de la famille royale un germe permanent de guerre civile cette fois bien plus redoutable? Sur ce point délicat, Balmès pouvait se tromper;

il se trompait d'autant plus à notre sens, que la plupart des conséquences désastreuses qu'il voyait sortir de la combinaison adoptée définitivement ne se sont point réalisées. Là où il ne se trompait pas, c'est dans l'analyse pleine de sagacité et de profondeur à laquelle il a soumis tous les événemens de ce dernier demi-siècle, tous les élémens de la société espagnole. Tous ces fragmens, réunis aujourd'hui dans ses *écrits politiques*, — *la Stérilité de la révolution*, — *la Religiosité de la société espagnole*, — *la Force du pouvoir et la monarchie*, — *l'Aristocratie et la démocratie en Espagne*, — *l'Origine, le caractère et les forces des partis politiques*, — *l'Incertitude du gouvernement*, — *la Prépondérance militaire*, — *la Réforme de la constitution*, etc., — tous ces fragmens sont plus que des articles de journaux, ce sont des chapitres d'histoire sociale et politique qui remettent en scène tout un ensemble de faits et d'idées, et où se révèle en mille traits, en mille aperçus, un des plus ingénieux et des plus remarquables observateurs non-seulement de l'Espagne, mais de tous les peuples aux prises avec les difficultés et les complications de la vie moderne.

Parmi les morceaux de Balmès, il en est un d'un titre presque paradoxal, et qui ne fait que mettre plus vivement en saillie un des côtés les plus graves des crises morales où se débat notre siècle; c'est ce fragment qu'il intitule : *Il y a des temps pires que les révolutions*. Quels peuvent donc être ces temps? « Ce n'est pas le plus grand malheur pour une nation, dit l'auteur, que le sang de ses enfans coule sur les champs de bataille. Après des guerres formidables qui ont décimé la jeunesse, il arrive parfois que les peuples se retrouvent plus virils et plus forts, comme le guerrier qui manie plus fièrement l'épée d'une main cicatrisée par les blessures. Ce n'est pas non plus le plus grand malheur qu'un système politique tombe en ruine, et que l'ancienne machine de l'état, en se disloquant, laisse la place à quelque organisation nouvelle mieux adaptée aux circonstances. Dieu n'a pas fait la société si inféconde qu'elle ne puisse se gouverner que d'une manière et par un système unique. La raison, l'histoire, l'expérience, prouvent que, sauf les principes tutélaires dont en aucune situation les sociétés ne se départissent impunément, les combinaisons de gouvernement peuvent varier. Le malheur le plus grand encore, ce n'est point qu'au milieu des bouleversemens et des hasards d'une époque tourmentée, des intérêts matériels respectables aient été atteints, ni même que quelques-uns aient été détruits en totalité. Dans la vie des nations, les intérêts matériels entrent certainement pour beaucoup; mais rarement il arrive que la perte ou la disparition de quelques-uns d'entre eux précipite la ruine de la société... Tous ces malheurs sont graves

sans doute; ils entraînent avec eux d'irritantes injustices, de tristes et répugnans scandales, de honteuses immoralités. Au-dessus d'eux cependant il y a des désastres plus grands encore; au-dessus de ces maux terribles, il y a un mal plus terrible : c'est quand la vie intellectuelle et morale des peuples est attaquée dans la racine même, lorsqu'au milieu des délices de la paix, de la prospérité des intérêts matériels, des illusions trompeuses produites par l'augmentation factice de toutes les forces de l'état, les croyances religieuses se détruisent, les idées morales s'égarent, les esprits s'énervent dans les voluptueuses jouissances, l'orgueil s'exalte, la vanité se propage, tous les liens sociaux et domestiques se relâchant à la fois, et le culte des intérêts matériels venant remplacer la vertu par l'égoïsme, les sentimens élevés par les passions astucieuses et basses..... »

C'est au reste un des traits caractéristiques des œuvres politiques de Balmès : l'Espagne est le principal sujet, mais dans son histoire c'est le grand drame des révolutions que l'auteur étudie surtout. Balmès avait un mérite peu commun au-delà des Pyrénées : il avait une connaissance très réelle de l'Europe, de son état, du mouvement de ses idées, du travail de ses sectes; il avait ce qu'on pourrait appeler la science des symptômes généraux. Les commotions dernières ont trouvé bien des prophètes après coup et ont fait bien des convertis dont le passé et le présent pourraient avoir ensemble de singuliers dialogues : ils n'avaient rien prévu avant, et ils ont tout oublié après. Balmès avait tout prévu, et il n'avait besoin de rien oublier; toutes ses pensées étaient depuis longtemps tournées vers cet ordre nouveau de catastrophes. Il était venu en France plusieurs fois; il y avait séjourné, et au retour d'un de ces voyages il écrivait en 1846 : « La révolution de 1830 n'est point le terme de la révolution française, c'est seulement une de ses phases... Il n'est point d'homme réfléchi qui ne tremble en méditant sur l'état des idées et des passions dissolvantes qui pullulent si abondamment en France et menacent son avenir d'une manière formidable. » En 1847, il ajoutait : « Je viens de voir des symptômes semblables à ceux qui précédèrent la chute de Charles X. » Peut-être bien ces prédictions cachaient-elles un petit côté, l'implacable rancune née de l'affaire du mariage de la reine; mais les mêmes griefs n'existaient pas pour lui dans un ordre plus général : or c'est là surtout que les pronostics se pressent dans l'esprit de Balmès. « Le monde civilisé, disait-il, est intelligent, riche, tout-puissant, mais il est malade; il lui manque la morale, les croyances... » Les chocs prochains se dessinaient à ses yeux dans leur dramatique grandeur; il voyait la lutte des gouvernemens, la lutte des idées, la Russie grandissant d'une manière menaçante pour l'Europe et ne trouvant un contrepoids que dans l'Angle-

terre, les États-Unis montant à l'autre extrémité de l'horizon, l'éruption révolutionnaire prête à jaillir de nouveau de la France, son éternel foyer, et le vieux monde entraîné au hasard vers quelque écueil inconnu. Il y avait, selon lui, dans la civilisation quelque chose de faussé qui ne serait rectifié que par les épreuves les plus terribles, dont la situation réelle des choses recevrait un jour nouveau. C'est entre 1842 et 1846 que ces pressentimens étaient exprimés, et il y avait bien certainement quelque chose de remarquable dans de telles paroles jetées au milieu des prospérités, des sécurités, des illusions de ces années dont le 24 février a été le réveil. A quoi tenait cette étrange sagacité de vue? C'est que dès le premier jour Balmès avait pris de haut le problème de la destinée morale des sociétés contemporaines.

II.

La politique chez Balmès émanait d'une source plus élevée que les intérêts ou les doctrines de parti; elle procédait d'une pensée investigatrice dans laquelle les événemens contemporains se coordonnaient à la marche générale de la civilisation. En un mot, au moment même où le prêtre de Vich étudiait et décrivait heure par heure toutes les fluctuations, toutes les crises de la politique, il portait dans son esprit un des livres les plus remarquables de ce temps par la force de quelques parties, par l'ingénieuse sagacité de certains jugemens, par l'ensemble de faits et d'idées qu'il remue : *le Protestantisme comparé au Catholicisme dans ses rapports avec la civilisation européenne.*

Lorsque Bossuet traçait l'*Histoire des Variations*, il plaçait le protestantisme à son origine en quelque sorte en face de la mobilité inhérente à son principe même. Le côté dogmatique dominait dans ce vigoureux acte d'accusation. Une œuvre qui traite aujourd'hui des grandes tendances religieuses du monde revêt par la nature des choses un autre caractère; elle doit trouver ses principaux élémens dans toutes les considérations historiques, sociales, morales, politiques. Qu'on remarque bien le moment où *le Protestantisme* paraissait au-delà des Pyrénées, à Barcelone : c'était en 1842. On sortait d'une révolution qui avait tout ébranlé, qui n'avait pas même épargné à la Péninsule la périlleuse perspective d'un schisme. Or, au sortir des révolutions, le premier besoin pour un peuple, c'est de ressaisir sa foi et ses croyances. Au milieu de la mobilité universelle, un instinct mystérieux le pousse vers ce qui est immuable. Cela était vrai pour l'Espagne, cela s'est trouvé peut-être bien plus vrai encore pour l'Europe après ses récentes com-

motions. C'est ce qui fait que ce livre de Balmès, écrit d'abord pour son pays dans la solitude des montagnes catalanes, mais où l'auteur embrasse déjà du regard un plus vaste horizon, devient à beaucoup d'égards l'expression d'une situation plus générale. Cette réhabilitation des notions chrétiennes a pour elle toute la faveur des circonstances qu'avait le *Génie du christianisme* au commencement de ce siècle. Seulement nous oserons dire, et on va bien le voir, que l'œuvre espagnole est d'un ordre bien autrement profond, bien autrement saisissant que l'œuvre française. Là où Chateaubriand ramenait à l'idéal religieux par l'imagination, en rallumant dans les âmes lassées et déçues le sentiment des poésies de la foi, en décrivant les merveilles des fêtes chrétiennes et en montrant ce qu'il y avait de ressources pour l'art, pour le génie littéraire, dans le christianisme, Balmès, moins grand écrivain assurément, va droit, pour ainsi parler, au nœud des problèmes de la civilisation : il recompose une philosophie de l'histoire qui n'a rien d'abstrait ni de superficiel, qui s'appuie au contraire sur les réalités les plus profondes, et qui vient projeter une lumière étrange sur les maladies et les crises des sociétés modernes.

Quel est donc ce livre du *Protestantisme?* quel est le mouvement d'idées qu'il exprime? La science a de nos jours, on le sait, mis en honneur un système qui va rechercher de siècle en siècle, dans le cours de l'histoire, toutes les protestations individuelles élevées au nom de la raison humaine, et qui fait de ces protestations partielles, successives, grandissantes, comme les anneaux divers de cette chaîne d'or de la civilisation. La réforme au XVIe siècle apparaît comme le couronnement de cette tradition d'indépendance, comme l'ère de l'émancipation définitive de l'esprit humain. Affranchissemens, protestations ou révoltes, c'est là le travail d'enfantement du monde moderne, si bien que chaque progrès prend le caractère d'une victoire sur le catholicisme. On ne remarque pas que ce progrès, réel dans les sociétés et que Balmès est loin de nier, peut coïncider avec ces mouvemens et ne point s'identifier absolument avec eux, qu'il peut tenir à une infinité d'autres causes entre lesquelles la prépondérance religieuse est justement au premier rang. — Dans ce qu'il a de plus élevé, de plus modéré et de plus vrai, ce système fait le fond de l'œuvre que M. Guizot a consacrée à pénétrer les mystères de la civilisation européenne. C'est contre ces idées et ces vues que le livre de Balmès était principalement dirigé d'abord, avant de devenir lui-même une étude distincte, une analyse originale, animée et complète de la civilisation de l'Europe.

La réforme est-elle l'ère de l'émancipation définitive de la raison humaine? En vérité, ce n'est point ainsi que Balmès laisse la ques-

tion posée; il en change les termes et la replace sur un terrain moins abstrait et plus réel. Il y a dans les sociétés européennes bien des élémens divers : il y a l'individu avec ses facultés qui se développent, avec son état qui s'élève graduellement; il y a la famille avec ses caractères nouveaux; il y a la société morale et politique avec ses conditions et ses lois; il y a une conscience publique qui se forme; il y a les rapports entre les hommes qui changent; il y a des institutions qui s'élaborent. Tout marche : quel est l'instrument puissant de ce mouvement? Jusqu'au XVIe siècle, le doute est impossible, c'est le catholicisme : la réforme n'est venue que lorsque les sociétés européennes étaient déjà toutes formées; mais même encore à cette époque, sur ces élémens divers, — l'individu, la famille, l'état social, les institutions politiques, — quelle est l'action du catholicisme? quelle est l'action du protestantisme? Quelles sont les tendances, quels sont les résultats des deux croyances? Quelles solutions offrent-elles des grands problèmes de la destinée humaine? — Ainsi le monde ancien avec son esprit, ses conditions sociales et sa décrépitude, — le monde nouveau naissant des ruines, le christianisme régénérant les âmes, disciplinant l'énergie barbare, animant de son souffle les institutions, conduisant comme par la main les peuples vers la virilité et la grandeur; — la civilisation scindée à un moment donné, ce déchirement moral contribuant à l'affaiblissement des croyances et frayant la route au despotisme moderne, tout-puissant au sein de sociétés énervées par le scepticisme et pulvérisées par les démocraties athées, — c'est là le drame que Balmès déroule d'une main vigoureuse. Tel est le spectacle qu'il offre aux méditations de quiconque sent palpiter en lui l'instinct des grandeurs de la civilisation et de ses douloureuses épreuves.

Aussitôt qu'on entre dans cet ordre de considérations, surtout dans un temps comme le nôtre, en présence de certaines sociétés défaillantes et d'autres sociétés qui semblent conserver leur consistance et leur vigueur, il est un fait qui s'élève devant l'esprit. Comment des pays catholiques vont-ils sombrer dans toutes les révolutions, et comment des pays protestans ne les ont-ils traversées que pour reprendre le cours d'une destinée victorieuse? L'Angleterre et les États-Unis ont montré ce que c'est que la liberté s'incarnant dans une race et s'alliant à l'esprit de conduite. On ne saurait méconnaître la part du protestantisme dans ce développement. Le protestantisme est-il cependant l'explication souveraine de cet éclat et de cette persévérance de fortune? N'y a-t-il point une multitude d'autres causes tirées de l'histoire, des traditions antérieures, du caractère de la race, de la situation géographique elle-même? Si le protestantisme est si bien la condition de la liberté politique, comment se fait-il que

la liberté fleurisse si peu en Allemagne, là justement où la réforme est née? Ce qui est plus vrai, c'est qu'il y a eu dans la vie de la race anglaise des miracles de contradiction, c'est que l'Angleterre s'est fait un protestantisme à son usage, d'un caractère national, qui est une foi religieuse sans doute, mais qui sert surtout ses intérêts, sa politique, ses desseins d'influence, son action particulière, et qui est devenu une des formes du patriotisme britannique. Considéré en lui-même, à un point de vue général, le principe protestant est autre chose. Sans tomber dans les exagérations de ceux qui prétendent découvrir une intime et mystérieuse solidarité entre le mouvement religieux du XVIe siècle et les sectes socialistes contemporaines, ne peut-on dire qu'un des résultats évidens de la réforme à coup sûr, c'est d'avoir porté une profonde atteinte à l'homogénéité, à l'unité de la civilisation et d'en avoir changé le cours? En inaugurant le règne du sens individuel dans le domaine religieux, elle a ouvert toutes les voies à un mouvement d'un autre genre où le protestantisme lui-même a disparu en quelque sorte, — mouvement plus vaste, philosophique, embrassant tous les pays, allant de la réforme de la religion à la réforme des gouvernemens, de la réforme des gouvernemens à la réforme des sociétés, et promenant sur toute chose un radicalisme destructeur? De là sont nées ces deux civilisations dont Balmès trace le parallèle : — l'une se maintenant et se défendant par la force d'un principe profondément enraciné encore dans l'âme des peuples, l'autre roulant dans son cours toutes les traditions de révoltes, de négations et de destructions.

On ne saurait certes confondre le protestantisme avec cette civilisation révolutionnaire. Il a laissé le monde moins armé contre elle; mais il lui reste en commun avec le catholicisme ce que n'ont pas les philosophies socialistes modernes, — le fonds chrétien : c'est là le lien des deux croyances, et ce lien, à bien dire, existe encore. Cela est si vrai, qu'il peut se trouver des esprits éminens, protestans et catholiques, — Balmès et Carlyle, par exemple, si bizarre que puisse sembler ce rapprochement, — qui, à cette lumière commune, se rencontrent parfois dans la manière de juger certaines tendances de notre temps. Quelque différence qu'il y ait entre ces esprits, il est des instans où ils semblent parler un même langage empreint d'une religieuse pénétration. Balmès n'eût point crié plus haut que Carlyle dans ces dernières années : « De l'autorité! encore de l'autorité! » Il se soulevait avec non moins d'énergie, dans *le Protestantisme*, contre les religions sensualistes, les mysticismes révolutionnaires et les philanthropies écœurantes. Quand il aborde quelques-uns des problèmes les plus actuels, pas plus que l'écrivain anglais l'écrivain espagnol n'a foi aux abstrac-

tions, aux apparences, aux mécanismes, aux formes politiques elles-mêmes. Sans doute il croit à la supériorité de la monarchie, et nul n'a démontré cette supériorité avec une plus vive éloquence; mais le complément de sa pensée, c'est que toutes les formes politiques, même les plus larges, sont possibles dans une société où il y a de la vertu, de la religion, de la morale. Sans cela, il ne reste plus que le despotisme, l'empire de la force, pour régir des hommes sans conscience et sans Dieu. Telle est donc l'alternative en face de laquelle Balmès jette à son tour les nations contemporaines : — le frein intérieur de la religion ou la force! Et il dit aux hommes modernes : « Méditez et choisissez ! N'oubliez pas cela, vous qui faites la guerre à la religion au nom de la liberté... Ne dites pas que nous condamnons le siècle et que le siècle marche en dépit de nous : nous ne rejetons nullement ce qu'il a de bon... Le siècle marche, il est vrai, mais ni vous, ni nous, ne savons où il va. Les catholiques savent seulement une chose pour laquelle il n'est pas besoin d'être prophète : c'est qu'avec des hommes mauvais on ne peut former une bonne société, c'est que les hommes immoraux sont mauvais, c'est que là où manque la religion, la morale se trouve sans base... »

Nous ne faisons que résumer ici quelques chapitres du *Protestantisme,* où ces vérités sont mises dans un jour saisissant. Il est évident aux yeux de Balmès qu'il y a dans les nations européennes quelque chose de faussé; il y a des lois morales qui ne s'accomplissent pas, il y a des justices qui ne sont point faites, il y a des ressorts brisés et qui n'ont point été remplacés; il y a des forces qui, en l'état où elles sont, n'ont pu être comprises dans le dessein primitif de la civilisation. Les sociétés ne savent comment faire face aux nécessités qui les pressent. « La propriété se divise et se subdivise de plus en plus, dit l'auteur, l'industrie multiplie ses produits d'une manière effrayante, le commerce s'étend sur une échelle indéfinie : c'est-à-dire que la société, touchant au terme d'une prétendue perfection sociale, est sur le point de combler les vœux de cette école matérialiste aux yeux de laquelle les hommes ne sont que des machines, et qui ne s'est point imaginé que la société pût se poser un but plus utile et plus grand... La misère s'est accrue dans la proportion même de l'augmentation des produits. Aux yeux de tous les hommes doués de prévoyance, il est clair comme la lumière du jour que les choses suivent une direction erronée, et que, si l'on ne peut y porter remède à temps, le dénoûment sera fatal... L'accumulation des richesses, fruit de la rapidité du mouvement industriel et mercantile, tend à l'établissement d'un système qui exploiterait au profit d'un petit nombre les sueurs et la vie de tous; mais cette tendance même trouve son contrepoids dans les idées de nivellement

dont une foule de têtes sont agitées, et qui, se formulant en différentes théories, attaquent plus ou moins ouvertement la propriété, l'organisation actuelle du travail et la distribution des produits... »

Quels sont les moyens de la société pour se préserver, pour diriger et contenir les masses? Sera-ce l'instinct conservateur des classes aisées? Mais ces classes elles-mêmes, que sont-elles? Elles n'ont rien de fixe et de stable; elles vivent au jour le jour, — ensemble de familles sorties hier de l'obscurité et de la pauvreté pour faire place demain à d'autres familles qui parcourront le même cercle. Elles se hâtent d'accumuler, non pour fonder la tradition d'un nom, d'une maison, mais pour jouir aujourd'hui même de ce qui est amassé aujourd'hui. Le vertige de la dissipation s'augmente du pressentiment du peu de durée des choses. Quant aux masses, il semble que les hommes de ce siècle ne connaissent que trois moyens de les conduire et de les maintenir : l'intérêt privé bien entendu, la force, et ce développement du bien-être, des jouissances matérielles, qui porte à la paix et fait tomber les armes des mains des multitudes. — L'intérêt privé! on peut faire des philosophies, des dissertations très honnêtes pour démontrer au malheureux qu'il est de son avantage de respecter ce qui existe, de sauvegarder dans la propriété des autres son bien, son travail, sa propriété. S'il n'y a point cependant une autre influence qui le relève et l'épure, qui tempère ses envies, ses haines, ses colères, qui attache un sens moral à ces inégalités dont il souffre, et les comble par la charité, combien de temps persuadera-t-on au pauvre que son intérêt est le même que celui du riche? — La paix obtenue par l'accroissement du bien-être et des jouissances! Oui, en effet, les cœurs et les bras peuvent être alors moins portés à la guerre civile. Qu'on réfléchisse cependant à ce qu'il peut y avoir de terrible dans des multitudes savamment échauffées, enivrées par l'ardeur des jouissances matérielles, exaltées par le sentiment de leur nombre; la pire des barbaries est celle qui naît de la corruption. Reste l'expédient suprême de la force. Si l'on y songe bien, depuis trente-cinq ans, sauf quelques incidens, la paix générale a régné. Les armées sont debout cependant, elles ont gagné en puissance, en discipline, en autorité. Quel est leur but, lorsqu'on fait tout pour éloigner les guerres entre les peuples? Elles n'en ont point d'autre que de suppléer à l'action morale absente; mais c'est un expédient de peu de durée. Il est donc vrai que la société ne peut continuer à vivre sans le secours et l'influence des moyens moraux, sans la présence d'un sentiment religieux puissant, — non pas « d'un sentiment religieux vague, indéfini, sans règles, sans dogme ni culte, qui ne servira qu'à propager des superstitions grossières parmi les masses et à former une religion de poésie et de roman dans les classes cultivées, » —

mais d'un christianisme effectif, pratique et efficace. « Si vous prétendez, poursuit l'auteur du *Protestantisme,* bâtir sur un autre fondement, gardez-vous d'une flatteuse espérance : votre édifice sera la maison construite sur le sable. Les pluies sont venues, le vent a soufflé, l'édifice s'est renversé avec fracas sur le sol. »

Ainsi parlait cet éloquent esprit bien avant les dernières catastrophes, dès 1842. Il marchait dans ces prévisions avec une sûreté que le monde a trop justifiée, et c'est ce qui fait de son livre autre chose qu'une œuvre ordinaire de controverse religieuse. Ce qui pèche dans le *Protestantisme,* c'est l'exécution. Balmès avait eu trop de rencontres avec cette ennemie qu'on a justement à son sujet appelée l'exterminatrice des styles, — la polémique. La prolixité est le piége de son talent; c'est le défaut d'une œuvre dont il serait facile et utile de condenser les pages. Ce qui frappe à travers cette prolixité elle-même, c'est le mouvement de la pensée, la fécondité des développemens, la multitude des aperçus. Balmès est de cette famille d'écrivains qu'on a nommés de nos jours des penseurs. Seulement il a de plus que beaucoup de penseurs contemporains, hélas! une certitude, un point d'appui. « Je marche, disait-il, une boussole dans la main. » Que manque-t-il en effet à bien des esprits rares et généreux? Justement cette certitude. Ils observent merveilleusement, ils promènent sur le monde moral un regard plein de sagacité, ils multiplient les conjectures ingénieuses et neuves, ils embrassent une grande variété de connaissances; mais cette activité n'est parfois que le mouvement d'une pensée qui s'enivre d'elle-même, et qui porte dans l'étude des choses intellectuelles une sorte de dilettantisme ardent et passionné. On pense pour penser, si l'on nous permet ce terme : c'est l'art pour l'art dans une autre sphère. Avec une foi sûre, avec un point de départ et un but précis, Balmès avait cette même ardeur de pensée, cette même fécondité de vues et d'observation. On sent en lui une intelligence pleine et abondante, où la vie afflue, alimentée par la croyance, et nul ne justifiait mieux cette parole qu'il laissait tomber dans l'intimité : « Un écrivain ne doit épancher, en laissant couler sa plume, que ce qui déborde du vase rempli jusqu'aux bords. » Il y avait dans cette nature des nuances singulières qui font son originalité; il y avait l'esprit qui suivait, analysait avec une pénétration pratique des plus rares les faits, les crises politiques qui se déroulaient autour de lui, et il y avait l'homme de méditation intérieure, d'oraison, qui s'échappait parfois en développemens pleins d'un sentiment profond sur la vertu du mystère, sur la puissance de l'unité, comme dans les *Lettres à un Sceptique* ou dans un fragment de ses écrits politiques, — *Consideraciones filosofico-politicas.* Il y avait enfin l'homme qui, en venant de discuter le mariage de la reine,

entre deux polémiques, ravi au spectacle des montagnes catalanes, du Monseny et du Tangamanent, proposait à un de ses amis, un chanoine de Vich, d'aller faire une retraite sur ces cimes mystérieuses, pour y méditer à l'aise, loin des bruits du monde, sur Dieu, sur l'âme humaine, sur la destinée morale des peuples, sur les sciences philosophiques. Le sens réel, l'élan mystique, ces deux traits presque opposés de la nature espagnole, se retrouvaient en lui, mais pour se fondre dans une originalité nouvelle.

Balmès était un penseur, disons-nous, et c'était aussi, — c'était surtout peut-être un moraliste. Dans la politique même, il a ce caractère : ce qu'il étudie, c'est l'homme bien plutôt que le mouvement abstrait des idées et des principes pour lesquels les intelligences s'enflamment en se trompant elles-mêmes parfois. Les constitutions, soit! dit le publiciste catalan, et il semble ajouter aussitôt : Quel est l'homme qui se meut et qui vit sous ces constitutions? Dans *le Protestantisme* encore, ce qu'il recherche le plus souvent, c'est le rapport des doctrines religieuses avec la nature humaine, avec ses inclinations et ses besoins. Mais le fruit le plus rare, le plus achevé peut-être de ce talent de moraliste, c'est le *Criterio,* — œuvre d'une analyse fine et juste que nous oserions signaler comme pouvant entrer dans l'enseignement. Le *Criterio* est un de ces livres que les enfans comprennent et où les esprits élevés se plaisent. Ce titre de *Criterio* est devenu en français *l'Art d'arriver au vrai.* Art de juger, art du bon sens, art d'arriver au vrai, — ces traductions diverses qu'un des commentateurs les plus zélés de Balmès essaie, — ne sont point infidèles. Seulement, ni le titre original, ni le titre traduit ne donnent l'idée de cette étude ingénieuse et délicate, de ce traité de l'entendement pratique. Nulle part peut-être ne se fait mieux sentir ce qu'il y a de saveur, d'observation réelle et de bon sens dans le génie espagnol, quand il s'en mêle. Comment l'homme peut-il se retrouver au milieu de toutes les influences conjurées pour obscurcir la vérité à ses yeux? quelle place ont les passions dans ses jugemens? quelles causes secrètes et de tous les instans mettent sans cesse à l'épreuve la fragilité de ses opinions et de ses impressions? Tel est le sujet du *Criterio.* Il y a des portraits dignes de La Bruyère, comme ceux de la vanité, de l'orgueil, des esprits faux, de l'homme ruiné, de l'homme d'esprit insolvable, du rustre opulent; parfois aussi l'observation revêt la forme d'un récit, d'une petite action, comme dans *un seul Jour de la vie.*

Voyez cet homme, il s'est levé heureux et content. C'était une belle matinée d'avril, l'air était pur, le ciel nuancé des plus vives couleurs; tout parlait d'une Providence bienfaisante; il est riche, ses serviteurs et ses amis l'entourent. Son regard tombe sur le livre de quelque

génie méconnu qui maudit le monde, la société, les hommes, Dieu lui-même. — Absurde exagération! dit-il. Non, la vertu et le bonheur ne sont point bannis de la terre. Voici cependant l'heure des affaires. Le soleil s'est déjà terni, la pluie est tombée à torrens. Notre homme heureux a été éclaboussé par un cavalier au passage; il rentre et il se trouve en face d'un malheur imprévu : il est à peu près ruiné. Il se rend près d'un ami, mais il est reçu avec froideur. Son regard rencontre de nouveau par hasard le livre qu'il lisait le matin, et il trouve que le génie méconnu pourrait bien n'avoir point tort, que la société est bizarrement organisée, que l'amitié et le désintéressement ne sont qu'un mot. Sa douce et judicieuse philosophie est en train de s'envoler, lorsqu'un autre ami vient pour le consoler, le secourir, mettre des fonds à sa disposition. Oh! alors tout change encore une fois. Qui avait donc osé croire que le désintéressement et l'amitié n'étaient que des mots sonores? Le soleil reprend son éclat, la Providence a des sourires, la vie est pleine d'espérances. Un seul jour a suffi pour faire décrire à la philosophie d'un seul homme un cercle complet.

Nous voudrions aussi citer l'histoire d'*une Opinion politique*. C'est un brave homme qui va du libéralisme à l'absolutisme, selon que le vent est à l'émeute ou à l'état de siége. Pour le moment, tout ami de l'ordre qu'il est, il s'est vu enfermer dans un cachot, pris sans doute pour un émeutier, et voilà son libéralisme qui reverdit dans l'air d'une prison. Il hait l'arbitraire, le pouvoir absolu; il n'a point assez d'amour pour la liberté et la constitution : « La foi politique est aujourd'hui très vive, poursuit avec une piquante ironie l'auteur; sera-t-elle de longue durée? — Attendons une émeute, les cris de la rue, un échec à son amour-propre : jusque-là comptez sur lui... » Si les livres ont leur destinée, cette œuvre d'une observation ingénieuse et sans fiel a bien la sienne. Balmès écrivait le *Criterio* en quelques jours durant l'été de 1843, retiré dans une maison aux environs de Barcelone, tandis que la ville, au pouvoir d'une poignée de révolutionnaires, soutenait un siége et un bombardement; il l'écrivait n'ayant d'autres livres avec lui qu'une Bible et l'*Imitation* : c'était le bagage qu'il avait sauvé de la tourmente.

Chose étrange! croirait-on qu'avec ses opinions, avec les tendances de son esprit, Balmès pût être accusé d'être presque un révolutionnaire? Cela lui est arrivé cependant au sujet de l'esquisse qu'il consacrait en 1847 à l'œuvre réformatrice de Pie IX. Depuis un an déjà, le nouveau pontife avait pris l'initiative de ces réformes qui ont si tristement abouti. Balmès observait ce mouvement, il se sondait lui-même; il finit par rompre le silence pour saluer une ère nouvelle dans la tentative du généreux pontife. Il n'en fallait pas davantage pour soulever parmi ses adhérens eux-mêmes cette tourbe d'esprits

étroits qui ne pardonnent point l'indépendance, et qui, parce qu'il était le défenseur du catholicisme et de la monarchie, avaient imaginé trouver en lui l'oracle de leurs passions et de leurs instincts d'immobilité. Balmès faisait l'expérience d'un de ces reviremens de faveur, d'une de ces inconstances d'opinion qu'il décrit avec une si spirituelle justesse dans le *Criterio*. Qu'un homme serve un parti, qu'il relève sa fortune par la simple éloquence d'un esprit fécond en ressources : tant qu'il ne froisse pas les préjugés du parti, c'est un grand homme, il réunit toutes les vertus et tous les talens, ses défauts sont soigneusement dissimulés; il est utile au parti dans le sens de ses passions, et c'est tout dire. Qu'il lui arrive un jour de dépasser la portée des intelligences vulgaires, qu'il ose être lui-même, qu'il déroute des préjugés invétérés : aussitôt il n'est plus rien, — il est moins que rien; c'est un transfuge. La veille encore, Balmès, écouté, considéré, renommé en Espagne, était la lumière et la force des opinions religieuses et monarchiques; le lendemain, il subissait l'injure de certains apostoliques espagnols qui ne voyaient dans Pie IX qu'un révolutionnaire déguisé en pape, et dans son apologiste qu'un sectaire nouveau. Les pamphlets se multipliaient contre l'auteur du *Protestantisme* et allaient fouiller parfois jusque dans sa vie privée. Parce que le produit de ses livres l'avait mis au-dessus de l'indigence de son origine, son désintéressement était mis en doute; parce qu'il avait osé croire qu'il y avait place pour la liberté dans le monde, ce n'était plus que le Lamennais de l'Espagne. Que répondait Balmès? Cette dernière accusation était la plus sensible pour lui et le jetait dans une émotion singulière. « Plutôt qu'un tel malheur, disait-il, j'espère que Dieu m'enverra une mort précoce. » C'était le même homme qui disait à ses amis : « Si je venais à faillir, à manquer à mon devoir, si mon intelligence tombait dans le crime, je sens qu'elle perdrait sa force. » Belle parole que tout écrivain, tout penseur devrait avoir toujours présente dans un temps où il se commet un si grand nombre de ces crimes d'intelligence, et où le sentiment de la responsabilité intellectuelle s'est si étrangement émoussé!

Et toutefois l'instinct des détracteurs de Balmès ne les trompait pas quand ils commençaient à pressentir en lui un homme qui n'était pas de leur bord, ou du moins qui comprenait tout autrement le dogme conservateur. Ce que l'auteur de *Pio IX* voulait proscrire du monde, ce n'était point la liberté elle-même, c'était l'usage qu'en fait l'athéisme révolutionnaire, c'était aussi le sens destructeur qu'il donne à ce mot de liberté. L'intelligence séparée de la foi lui paraissait complétement impuissante; mais il ne voyait pas non plus de civilisation là où il n'y a point la vie de l'intelligence. Si les principes moraux lui semblaient la première, la plus invincible loi d'une société, ils n'excluaient pas dans sa pensée les améliorations matérielles. Il résumait

lui-même ainsi la civilisation : « La plus grande somme de moralité, la plus grande somme d'intelligence, la plus grande somme de bien-être dans le plus grand nombre possible. » L'auteur du *Protestantisme,* en un mot, avait l'esprit assez large pour comprendre tous les progrès, tous les développemens légitimes; seulement, ces développemens et ces progrès, il les plaçait sous la sanction de la religion, parce qu'à ses yeux, comme aux yeux de tout homme qui pense, si les idées religieuses sont excellentes pour civiliser les sociétés qui se forment, elles garantissent de la dissolution les sociétés riches, prospères et florissantes; elles sont le sel préservateur qui empêche une civilisation de s'aigrir, selon le mot de Bossuet. L'écrit de *Pio IX* ne fait que compléter en ce sens tous les autres écrits de Balmès. Même après 1848, dans le peu de temps qu'il a vécu et lorsque l'événement eût pu ébranler sa confiance, il disait encore qu'il n'avait pas un mot à ajouter, pas un mot à retrancher dans son ouvrage.

Qu'on résume tous ces travaux du publiciste espagnol, qui, pour une existence si courte, pourraient être réputés immenses. Dans *le Protestantisme,* Balmès traçait tout un tableau de la civilisation européenne. Ses *Écrits politiques* sont l'histoire contemporaine de son pays en même temps qu'une analyse des plus vigoureuses de toutes les tendances, de toutes les formes politiques de notre siècle. Les *Lettres à un Sceptique* sont la réfutation des systèmes de Schelling, d'Hegel, de la philosophie française, et une étude animée des plus profondes, des plus délicates questions religieuses. Dans la *Philosophie fondamentale,* l'auteur entreprenait une œuvre singulière et remarquable, celle d'approprier la philosophie de saint Thomas aux besoins du XIXe siècle. Il avait écrit encore une *Philosophie élémentaire;* on a vu ce qu'étaient le *Criterio* et *Pio IX.* Toutes ces œuvres et quelques autres plus secondaires se succédaient dans un espace de huit années, — de 1840 à 1848. Doué d'une fécondité extrême de pensée, Balmès travaillait néanmoins encore souvent quatorze heures par jour, comme s'il avait eu hâte de remplir sa carrière. On ne vit point impunément de cette vie dévorante. Dès le commencement de 1848, Balmès sentait se développer en lui le germe d'un mal incurable. On lui conseillait le repos, l'air des montagnes natales, et il quittait Madrid, selon son expression charmante, « tel qu'un pauvre oiseau qui cherche inutilement à se débarrasser des grains de plomb qui l'ont blessé. » Il se réfugiait à Barcelone d'abord, puis à Vich; mais il ne pouvait plus vivre : sa frêle et nerveuse organisation s'était rapidement usée dans la méditation et dans le travail, et les injustices qui l'avaient assailli pour son *Pio IX* n'avaient fait qu'activer son mal. Balmès était atteint d'une phthisie arrivée au dernier degré. Son intelligence seule survivait encore pour tracer quelques réflexions sur la république française naissante. On pourrait dire qu'il

était emporté comme un soldat frappé sur le champ de bataille de la pensée. Dans les derniers temps qu'il passait à Vich, ne pouvant rien faire, n'ayant plus qu'à s'acheminer vers sa fin, il retrouvait encore de ces élans mystérieux vers l'infini que son âme nourrissait même dans la chaleur des luttes politiques. Il s'était placé dans une maison amie d'où son regard pouvait embrasser un vaste horizon. Du balcon de sa chambre, il voyait la rivière du Meder couler presqu'à ses pieds, la campagne de Vich dérouler ses tableaux, et se dresser au loin les sommets gigantesques du Monseny et du Tangamanent. Parfois il s'oubliait à contempler religieusement ce spectacle. « Que les athées viennent ici, disait-il, et devant ces merveilles ils ne seront plus athées, ils se retireront croyans! » C'est dans ces impressions, au milieu de toutes les pratiques religieuses et de la prière, que Balmès s'éteignait peu à peu et achevait de mourir le 9 juillet 1848. Par une rencontre singulière et mystérieuse, il mourait au moment même où venait de se poser loin de lui, parmi nous et sous sa forme la plus terrible, cette grande et suprême alternative que sa pensée avait entrevue : l'obligation de la loi religieuse et morale, ou la nécessité de la force! Le combat de juin venait de finir. Il ne faut point s'étonner que la mémoire de l'auteur du *Protestantisme* ait été l'objet d'honneurs exceptionnels au-delà des Pyrénées, que son oraison funèbre ait trouvé place dans les églises, que son pays natal lui ait érigé des monumens : c'était un grand esprit qui s'éclipsait, laissant un de ces vides qui ne se comblent pas.

Balmès est mort depuis cinq ans déjà. Bien des événemens se sont déroulés dans cet intervalle; bien des situations et des gouvernemens ont eu le temps de se transformer plusieurs fois. L'extérieur du monde en quelque sorte a changé. Au fond, les problèmes sont restés les mêmes à travers toute cette confusion contemporaine; ils sont les mêmes pour l'Espagne comme pour l'ensemble de l'Europe. Par la puissance d'une tradition respectée, la Péninsule garde toujours une force secrète de préservation contre l'excès possible des turbulences révolutionnaires; par l'esprit nouveau qui a plané sur le berceau de sa royauté rajeunie, elle est garantie de l'absolutisme, non peut-être de l'absolutisme comme fait passager et accidentel, mais de l'absolutisme comme institution. On peut multiplier les essais, tenter toutes les combinaisons : en définitive, ce double caractère prévaudra dans ce qu'il a d'élevé et de juste, parce qu'il est la loi du développement contemporain de la Péninsule, et il n'y a que la monarchie actuelle qui puisse résoudre ce problème épineux de la conciliation des besoins, des instincts modernes de la société espagnole, avec ses traditions politiques, religieuses et morales.

Quant à l'Europe dans son ensemble, bien plus que l'Espagne, depuis cinq ans, elle a subi d'étranges reviremens : elle a traversé

toutes les alternatives de la pitié et de la terreur, elle a parcouru le cercle des épreuves et des périls, flottant entre les menaces d'invasions barbares et les répressions gigantesques. Qu'y a-t-il d'étrange et d'instructif dans ce spectacle? Ce n'est point tel ou tel incident de guerre civile, telle ou telle violence isolée commise dans le désordre d'une révolution; ce qu'il y a de nouveau, ce n'est point l'ardeur des passions et des convoitises. Tout cela a pu se voir; il y a assurément des époques qui ont égalé la nôtre, des catastrophes comparables à celles dont nous avons été les témoins. Il n'est point nécessaire de se créer une sorte de vanité singulière du malheur. Les systèmes révolutionnaires eux-mêmes dans leur essence ne sont point neufs; ils ont été l'aliment des intelligences malades de tous les temps. Ce qu'il y a de plus nouveau, c'est cet ensemble de destruction préméditée et systématique pratiquée à l'égard d'une société tout entière; c'est le vice et le crime souvent érigés en théories et justifiés par les considérations supérieures du progrès de la civilisation. Voilà ce qui est assez nouveau, et c'est ce qui donne un intérêt plus rare et plus actuel aux œuvres comme celles de Balmès, qui ravivent les notions justes et saines, qui opposent aux théories destructives la théorie des éternelles vérités, à l'abri desquelles le monde a vécu. Ces fortes et généreuses reconstructions ne suppriment point le mal sans doute; elles n'empêchent point le crime et le vice d'exister : elles les contraignent à garder leur véritable nom et les empêchent de s'appeler la civilisation et le progrès; elles retracent la limite entre le bien et le mal à mesure qu'on s'efforce de l'effacer. Une autre lumière peut être facilement dégagée des œuvres de Balmès. Aussitôt qu'il est question de l'influence du principe religieux, il est des esprits très perspicaces qui aperçoivent tout de suite l'inquisition avec tout ce qui l'accompagne. Non, il ne s'agit point ici d'inquisition; seulement cette liberté de la pensée et de la conscience désormais acquise n'est point sans condition. Les peuples et les hommes sont bien libres de penser et d'agir comme ils voudront, mais il faut qu'ils sachent qu'ils ne sont pas libres de tout faire, ni même de tout penser impunément; il faut qu'ils sachent que toutes les fois qu'ils enfreindront les lois morales ils en porteront la peine, que toutes les fois qu'ils se laisseront précipiter dans les révolutions anarchiques et athées, ils se réveilleront sous le joug de la force et se heurteront au despotisme. En un mot, à côté de la liberté elle-même, c'est l'idée de la responsabilité manifestée sous toutes les formes, surtout sous la forme du châtiment, et résumée tout entière dans le mot du docteur espagnol : « Méditez et choisissez! »

CHARLES DE MAZADE.

DU

MOUVEMENT INTELLECTUEL

PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES.

LES OUVRIERS DES MONTAGNES-NOIRES ET L'INDUSTRIE DES DRAPS.[1]

Tandis que dans les Cévennes et les Monts-Garrigues les mœurs industrielles gardent leur originalité, grâce à la dissémination et à l'isolement des centres du travail, une tendance contraire se produit dans les départemens de l'Hérault et du Tarn. Deux groupes distincts habitent cette région, peu visitée encore : l'un est fixé au milieu des montagnes de l'Hérault, et l'autre dans les Montagnes-Noires, sur les confins des départemens du Tarn et de l'Aude (2). Le caractère commun de ces deux groupes est un mélange de l'esprit méridional et de certaines influences empruntées au nord de la France. Les deux élémens semblent se disputer le terrain. La plus grande partie des ouvriers de ce vaste district sont enrôlés au service de trois villes manufacturières où règne une remarquable activité : Lodève et Bédarieux dans l'Hérault, Mazamet dans le Tarn. Quoique le travail y porte sur une même matière première, — la laine, — chacune de ces cités possède une physionomie fort tranchée, soit sous le rapport des applications industrielles, soit sous celui des mœurs et de

(1) Voyez les livraisons du 1er juin, 1er septembre, 15 octobre 1851, — 15 février, 1er août 1852, — 15 janvier, 15 août 1853.

(2) Dernier fragment de la chaîne des Cévennes, qui abaissent leurs sommets en descendant vers le sud, les Montagnes-Noires se développent sur un espace de 40 à 50 kilomètres, et décrivent un demi-cercle dont les cités de Saint-Pons et de Castelnaudary marquent les deux extrémités.

l'état des esprits. En réunissant aux singularités qu'on y observe quelques traits plus ou moins frappans, qui sont particuliers à quelques autres fabriques éparses dans le pays, nous arriverons à compléter le tableau du mouvement intellectuel parmi les populations laborieuses de l'antique Gaule narbonnaise.

I. — LODÈVE. — BÉDARIEUX. — MAZAMET.

Dans les manufactures de Lodève, de Bédarieux et de Mazamet, la laine est à peu près exclusivement employée à la fabrication du drap et de quelques étoffes analogues. La tâche des ouvriers de la draperie embrasse les manipulations les plus diverses, et il n'est pas sans intérêt d'en connaître au moins les principales. Après avoir été triées et lavées, les laines sont battues à diverses reprises pour les débarrasser des corps étrangers qu'elles peuvent contenir, et pour assouplir les filamens; puis on les graisse avec de l'huile, afin de les rendre plus coulantes. On procède ensuite à l'opération du cardage, qui a pour objet d'allonger les fils et de les réunir en larges rubans. La filature commence immédiatement après. Lorsque les fils sont sortis des mains des fileurs, ils sont dévidés et transformés soit en écheveaux, soit en bobines. Les qurdisseurs s'en emparent alors pour disposer les chaînes, qui sont remises aux tisserands avec les fils destinés à la trame. Voici maintenant l'étoffe tissée, mais nous n'avons pas encore du drap. Il faut que le foulage soit venu accroître la solidité du tissu et lui donner de l'élasticité en tous sens. On doit aussi dégraisser les pièces, en extraire les pailles qui s'y sont glissées et réparer les accidens qui ont pu se produire dans la fabrication. On passe enfin aux apprêts, c'est-à-dire à ces opérations qui ont pour but de mettre la marchandise en état d'être livrée au commerce. Ces derniers soins, en partie toujours indispensables, sont plus ou moins multipliés, plus ou moins minutieux, suivant la qualité des draps.

Quand on veut visiter la population industrielle que sa destinée voue à ces divers travaux dans les montagnes de l'Hérault, on quitte à Montpellier le réseau des chemins de fer du midi. Pour gagner Lodève, on suit d'abord une route montueuse et sauvage où la végétation devient de plus en plus rare. Quelques chênes verts rabougris et clair-semés croissent seuls sur des pentes rapides, au bord des précipices. A mesure qu'on s'élève, des monts inégaux dressent dans le lointain leurs sommets capricieusement découpés. Dès qu'on a franchi cette muraille, le tableau change : des vallées larges et fertiles se déploient au pied des montagnes; la route est bordée d'arbres magnifiques. Aux approches de Lodève, les hauteurs mêmes sont

cultivées jusqu'à leur sommet, et on pénètre dans la cité entre deux rideaux de verdure.

La ville est bâtie au sein d'un étroit vallon que traversent les deux petites rivières de la Lergue et de Soulondres. Autour du vallon se dresse un gigantesque amphithéâtre couvert de vignes, d'amandiers et de figuiers. Les maisons, qui auraient pu s'étendre sur un plus long espace en remontant la vallée, se sont serrées les unes contre les autres, de telle sorte que, sous un ciel pur et avec un climat très agréable, Lodève offre un assemblage de ruelles étroites, humides, sombres, où l'air se renouvelle avec peine, où la population semble s'être privée à plaisir de tous les charmes de la nature environnante.

Le développement de la fabrique lodévienne, — dont la première origine remonte à une époque éloignée, — est postérieur à l'introduction des métiers mécaniques dans les filatures, commencée en 1809. Aujourd'hui on compte dans la ville une quinzaine de grands établissemens, qui, à l'exception d'un seul muni d'une machine à vapeur, n'emploient que l'eau des torrens pour force motrice. Le tissage mécanique commence à y pénétrer. Sur une population de 11,000 habitans, la ville compte à peu près 4,000 ouvriers répartis dans des ateliers qui renferment jusqu'à 400 et 450 individus (1). Lodève circonscrit presque entièrement ses entreprises dans le cercle de la draperie militaire. Les capitaux, loin de manquer sur cette place, y excèdent les besoins, et ils appartiennent à ceux mêmes qui les font valoir. Pas une seule des maisons de Lodève ne serait embarrassée pour mettre 1 million de francs dans ses affaires, et quelques-unes peuvent disposer de moyens plus étendus; aussi les achats de matières premières se traitent-ils au comptant. Toujours créancière du gouvernement pour des sommes plus ou moins fortes, la fabrique ne doit jamais rien à personne, et les laines existent en magasin par quantités considérables.

Les fortunes manufacturières de Lodève, trop souvent regardées du dehors avec des yeux d'envie, ne sont pas des fortunes gagnées rapidement dans quelques fournitures urgentes; elles sont le fruit d'un âpre et long travail. Il se trouve sans doute en France d'autres districts manufacturiers où l'on a de même beaucoup travaillé sans avoir pu s'enrichir également; mais Lodève a eu les avantages de sa spécialité. La fabrique lodévienne a fait quelquefois de longs crédits, elle a répondu hardiment aux demandes qui lui étaient adressées dans des momens difficiles; puis elle a touché le prix de ses avances sans jamais avoir rien perdu.

(1) La durée du travail effectif varie suivant les saisons, mais sans dépasser le terme légal de douze heures; le salaire, généralement payé à la tâche, est pour les hommes de 1 fr. 25 cent. à 2 fr. 50 cent., et pour les femmes de 60 cent. à 1 fr. par jour.

Dépendant entièrement, quant au travail de ses ouvriers, quant à son existence même, de ses rapports avec le gouvernement, l'industrie de Lodève a pris soin d'approprier ses ateliers à sa fabrication spéciale; elle trouve dans les montagnes voisines des laines qui donnent un feutre extrêmement fort. De plus, la teinture en bleu, si importante pour l'armée, est dans ce pays d'une remarquable solidité (1). Ces circonstances sembleraient au premier abord devoir garantir contre toute atteinte le domaine du travail local. Cependant d'autres fabriques qui ont pris rang aux dernières adjudications du ministère de la guerre pourraient inquiéter plus tard les manufacturiers de ce pays, s'ils ne s'ingéniaient pas à profiter chaque jour de plus en plus des avantages de leur position.

Les conditions générales de la fabrique changent complétement à Bédarieux, à peine séparée pourtant de Lodève par quelques lieues. La route est, il est vrai, des plus difficiles. Après avoir suivi une délicieuse vallée sans issue, on gravit, par une suite de détours presque inextricables, une des plus hautes montagnes de la contrée, la montagne de l'Escandolgue. Aux environs de Bédarieux, les collines sont moins hautes, moins serrées et aussi moins pittoresques qu'autour de Lodève. Bien qu'on remarque à Bédarieux quelques larges et belles rues, il s'y trouve aussi des ruelles étroites, qui, dans une ville de dix mille âmes, présentent tous les inconvéniens des quartiers les plus décriés de nos grandes cités manufacturières. La rue Rougeoux, par exemple, et le groupe de ruelles aboutissant au carrefour appelé le *Plan du Rempart,* sont pour les familles ouvrières des asiles vraiment lamentables.

L'industrie de Bédarieux, qui fait vivre plus de cinq mille individus dans la ville et de nombreux travailleurs dans les campagnes, s'est complétement transformée depuis vingt à vingt-cinq ans. La confection des bas de laine, autrefois seul élément du travail de la fabrique, a complétement disparu : elle a cédé la place à la fabrication des draps unis et des étoffes de fantaisie dans le genre d'Elbeuf. A l'origine, on avait dû appeler de Normandie des ouvriers exercés au maniement du métier Jacquart, de même qu'Elbeuf avait tiré de Lyon ses premiers tisserands de la nouveauté. Maintenant on peut se passer de tout concours extérieur. Bédarieux possède à peu près en France le monopole des draps pour casquettes, et vend de 200 à 250,000 pièces d'étoffes par an pour cet unique article. Après la draperie proprement dite, le travail embrasse encore les flanelles et de légers tissus de laine et coton appelés *lainettes* ou *filoselles.* Un extrême bon

(1) Les laines sont teintes avant d'être filées pour toutes les couleurs, excepté l'écarlate, que les fabricans sont autorisés, par les cahiers des charges, à faire teindre en fil, à cause de son extrême délicatesse. Pendant longtemps, la couleur jonquille a été également teinte en fil; aujourd'hui on exige la teinture en laine.

marché distingue tous ces produits (1). Sans doute il ne faut pas demander ici la perfection de la draperie du nord de la France; mais les étoffes communes sont aussi une utile et lucrative spécialité.

Le travail des ouvriers de Bédarieux porte sur 500,000 kilos environ de laine par année, et donne lieu à 8 ou 9 millions de francs d'affaires. On compte dans la ville de 14 à 16 grandes maisons de fabrique. L'outillage des filatures semble un peu arriéré, quand on le rapproche de celui de nos établissemens de la Flandre, de la Champagne et de l'Alsace. Tous les appareils mécaniques sont mus par l'eau. Aucun atelier ne réunit plus de 150 à 200 ouvriers, en comptant les femmes et les enfans. Le tissage ne s'effectue qu'à bras, quelquefois en fabrique, le plus souvent au domicile du tisserand, surtout pour les articles unis. Les ateliers de Bédarieux sont en activité toute l'année, à moins d'obstacles matériels tenant à la sécheresse qui tarit la rivière de l'Orbe, sur laquelle les moteurs sont installés, ou bien à des pluies qui empêchent de sécher les draps.

Les produits fabriqués par les ouvriers de Bédarieux s'écoulent facilement. Les manufacturiers de cette ville exportent d'abord une assez notable partie de leurs draps unis soit dans le Levant, soit sur la côte septentrionale de l'Afrique. Les commandes du Levant arrivent par l'intermédiaire des commissionnaires de Marseille. Tandis que nos possessions d'Afrique deviennent un marché de plus en plus important pour Bédarieux, on s'y plaint au contraire que les débouchés orientaux tendent à se resserrer depuis une douzaine d'années (2). Les articles de nouveautés, les lainettes et les flanelles, se placent presque exclusivement à l'intérieur. Le cercle de la consommation embrasse tout le midi de la France et une partie de nos régions centrales. La célèbre foire de Beaucaire et surtout les foires de Toulouse, qui prennent chaque année une nouvelle extension, sont d'une extrême importance pour Bédarieux. Les étoffes de nouveautés viennent par masses à Paris, dans les maisons de confection d'habillement, obligées par leurs prix de vente de rechercher le bon marché. Presque tous les draps pour casquettes sont également consommés par les ateliers de la capitale, qui répandent ensuite leurs produits sur toute la surface de la France. L'étendue de ces débouchés assure le travail des ouvriers de cette fabrique. Son rapide développement atteste d'ailleurs en elle une remarquable aptitude manufacturière,

(1) Le prix des draps descend jusqu'à 4 fr. le mètre, il ne monte jamais au-dessus de 10 ou 12 fr.

(2) Les fabricans de Bédarieux réclament vivement contre des difficultés douanières soulevées à Marseille pour le calcul des *drawbacks*, c'est-à-dire pour la restitution, au moment de l'exportation, du droit perçu à l'entrée sur les laines étrangères. Ces réclamations ont été déférées, par l'intermédiaire de la chambre de commerce de Marseille, à l'autorité supérieure, juge de la question.

qui sait, sinon deviner, au moins suivre promptement la manifestation des goûts publics. Bédarieux ne tient néanmoins que le second rang parmi les cités industrielles du district montagneux où règne la fabrication des draps : la première place revient à Mazamet.

Située loin de toutes les routes commerciales, loin même du canal des Deux-Mers, à l'extrémité du département du Tarn, au pied de la Montagne-Noire, que la route suit depuis Saint-Pons, Mazamet n'était, il y a quarante ans, qu'une bourgade insignifiante où se fabriquaient seulement quelques grossières étoffes de laine. L'industrie en a fait rapidement une cité riche, active, ayant des relations étendues, et qu'on a pu surnommer, sans trop la flatter, l'Elbeuf du sud. Les familles ouvrières y composent au moins les deux tiers de la population, dont le chiffre dépasse déjà dix mille âmes. Quoique la ville soit assez resserrée, on n'y rencontre point de ruelles étroites et repoussantes, comme à Bédarieux et à Lodève; dans les prairies qui l'avoisinent du côté de l'ouest et du nord, elle pourra s'épandre en toute liberté à mesure que le travail y appellera une population plus nombreuse. Ici tout est nouveau, mais tout s'est élevé sans bruit. L'accroissement de Mazamet n'a pas eu, comme celui de Roubaix, Saint-Quentin, Saint-Étienne, un grand retentissement extérieur : de même que l'herbe croît sous les pieds de l'homme sans qu'il la voie pousser, de même s'est accrue la cité des Montagnes-Noires.

Les premiers pas de Mazamet dans la grande industrie sont postérieurs à 1830; mais à une époque plus lointaine, vers le commencement du siècle, alors qu'il se faisait tant de bruit dans le monde, des élans industriels énergiques s'étaient déjà manifestés sur ce sol. Douze hommes avaient alors formé une société de fabrication, et, par la réunion de leurs ressources, assez peu considérables isolément, ils avaient donné naissance à une force collective puissante. Ces douze argonautes qui, sans sortir de leur pays, cherchaient aussi la toison d'or, essayèrent de fabriquer quelques articles nouveaux et de modifier un peu les anciens; ils conduisirent leurs affaires de telle sorte, qu'au bout d'un court intervalle la plupart purent fonder chacun une maison particulière. Ce premier exemple donné, les destinées de la ville étaient fixées.

Dans la position géographique fort ingrate qu'occupe Mazamet, deux circonstances inhérentes au pays même secondèrent pourtant son essor. Parmi les rudes habitans des montagnes voisines, la main-d'œuvre était à bas prix; de plus, la nature offrait libéralement aux manufacturiers des chutes d'eau abondamment alimentées par les torrens. La petite rivière de l'Arnette, qui prend sa source au village de Pradel, et dont un canal a rendu l'usage facile, suffit pour mettre en mouvement tous les appareils de la localité.

Des conditions d'un autre ordre, indispensables pour assurer le

succès dans la carrière des affaires, — l'audace sans témérité, la ténacité sans entêtement, le désir infatigable de s'avancer dans la voie où l'on est entré, — tous ces instincts qui caractérisent à un si haut degré l'industrie anglaise se révélèrent dès le début au sein de la petite cité du Tarn. Une vive émulation, qui ne s'est jamais démentie, s'étendit des chefs d'établissemens aux ouvriers même. Chacun, en effet, se montre ici incessamment tourmenté de la crainte d'être dépassé par son voisin; chacun s'applique sans relâche à rehausser par de nouvelles conquêtes les améliorations déjà accomplies. En outre, les fabricans ne pensent point à quitter les affaires aussitôt qu'ils ont amassé une certaine fortune; ils restent sur la brèche jusqu'à la fin de leur carrière. Les professions libérales, qui honorent l'esprit, mais qui sont trop souvent environnées d'illusions funestes, n'exercent ici aucune séduction. Les chefs de maisons élèvent leurs fils pour la fabrique; l'esprit des affaires qu'ils tâchent de leur inculquer de bonne heure, ils le considèrent comme la meilleure partie de leur héritage. L'industrie est donc à Mazamet l'unique carrière ouverte à l'ambition et au talent.

Mazamet a encore eu ce bonheur d'avoir, pour l'initier aux larges procédés industriels de ce siècle, un fabricant distingué par sa vive intelligence, M. Houlès, dont le souvenir est également en honneur auprès des ouvriers et auprès des chefs d'établissement. C'est lui qui, en mettant sa ville natale en possession de nouveaux articles, a ouvert à son activité les voies les plus diverses et créé pour la population de nombreux genres de travail. Quelques centaines d'ouvriers sont occupés encore aujourd'hui à la fabrication des vieilles étoffes, premier noyau de cette manufacture, telles que les *cadis,* les *sorias,* etc., qui sont ou blancs ou teints en pièce. Un plus grand nombre s'attaquent aux flanelles, aux molletons, aux tissus appelés *tartans,* dans lesquels on tâche de calquer l'industrie rémoise (1); mais les tissus drapés et foulés sont le principal travail de la population. Dans aucune autre ville du midi, on n'a si largement appliqué l'art des tisserands de Lyon à la fabrication des lainages feutrés. Mazamet recherche d'ailleurs, comme Bédarieux, l'exploitation du genre le plus économique (2).

A mesure que s'étendait le domaine de la fabrique du Tarn, on perfectionnait aussi les instrumens de la production. On montait des filatures avec un matériel comparable à celui des belles usines de nos

(1) La teinturerie de Mazamet n'est point aussi perfectionnée que celle de l'antique cité de la Champagne; tandis qu'on teint les lainages de Mazamet comme la draperie, les teinturiers de Reims teignent leurs étoffes à la façon des soieries.

(2) Mazamet n'employait jadis que les laines les plus communes du midi; maintenant, avec sa fabrication si variée, elle consomme les laines d'à peu près tous les pays producteurs, sauf celles d'Allemagne et d'Australie, qui sont en général utilisées pour des tissus plus fins que les siens.

départemens septentrionaux. Inquiétés d'abord par l'installation des nouveaux appareils qui rendaient des bras inutiles, les ouvriers finissent par reconnaître que chaque progrès réalisé a pour résultat d'accroître la somme de travail. Où en serait l'industrie de la nouvelle cité, si elle avait répudié le concours des engins mécaniques? En face de la concurrence des autres villes manufacturières, les ouvriers de Mazamet n'auraient pas même pu conserver le fonds primitif qui leur servait à nourrir leurs familles (1).

Plus souvent occupés chez eux que réunis en atelier, les tisserands de Mazamet sont répandus dans un assez vaste rayon, et surtout dans les villages de la Montagne-Noire. Tous les fileurs, au contraire, travaillant en fabrique, se groupent dans la ville ou aux environs. Telle maison occupe soit dans ses établissemens, soit au dehors, 1,200 ouvriers, une autre 600, plusieurs 3 ou 400. Les salaires, dont la moyenne est de 1 franc 40 cent. pour les hommes et 55 cent. pour les femmes, paraissent faibles, si on les compare, sans prendre garde à la diversité des circonstances locales, aux salaires payés dans les villes du nord de la France qui fabriquent des tissus de nouveautés. Toutefois, en mesurant le prix de chaque chose et en tenant compte de la différence des besoins de la vie dans les deux contrées, on s'aperçoit que les tisserands de Mazamet gagnent un peu plus que ceux de Reims et d'Elbeuf.

A la différence de Bédarieux, qui exporte une partie de ses draps, Mazamet n'écoule hors de la France aucun de ses articles; mais cette ville est en rapport avec presque toutes les parties du territoire national. C'est la vieille Armorique, fortement attachée, on le sait, à toutes ses habitudes, qui reste le champ principal où se répandent les articles anciens de Mazamet. Le tissu nommé *cadi* n'a rien perdu sur le sol breton de la faveur dont il jouissait il y a cinquante années. Des commis-voyageurs, partis des bords de l'Arnette, ont soin de visiter périodiquement les petits marchands de la Bretagne, afin d'entretenir le goût public pour les produits des travailleurs de la Montagne-Noire. Les articles de fantaisie viennent à Paris en quantité considérable; mais pour les ouvriers de Mazamet encore plus que pour ceux de Bédarieux, les départemens du midi sont un marché d'une importance tout à fait capitale, et dont la ville de Toulouse peut être considérée comme le point central. L'usage des maisons de la cité des Monta-

(1) Les machines ne sont encore appliquées à Mazamet qu'à la filature et à quelques opérations secondaires de la fabrication des draps. Le tissage mécanique de la laine, dont l'avenir n'est plus douteux, y est inconnu, il en est de même du peignage mécanique des laines, aujourd'hui complétement installé sur d'autres points de la France; le peignage n'a pour les ouvriers de cette localité qu'une très minime importance. Si quelques filateurs traitent la laine peignée, c'est seulement pour des cliens du dehors; les articles de Mazamet n'emploient que la laine cardée.

gnes-Noires est du reste de porter leurs marchandises ou d'envoyer au moins des représentans pour faire des offres à toutes les grandes foires de nos départemens méridionaux. Ces habitudes commerciales, qui intéressent de si près les destinées du travail, tiennent à la fois au désir systématique des fabricans de se mettre en rapport direct avec les marchands en détail et à l'éloignement des voies habituelles suivies par le commerce. Pour réaliser le plus possible les conditions du bon marché, on s'applique à éviter l'emploi des intermédiaires; après avoir pris les matières premières à leur source, on porte soi-même les produits le plus près possible du consommateur.

Telles sont les singularités que présente la grande industrie des draps sous la main des travailleurs de Mazamet, de Bédarieux et de Lodève. La dernière de ces villes ne connaît guère que le drap de troupe. Bédarieux associe la fabrication des tissus unis pour l'exportation à celle des étoffes de nouveautés. A Mazamet, le tisserand s'attaque à peu près à tous les genres de lainages, et ne travaille que pour le marché intérieur (1). En dehors de ces trois cités et dans leur orbite, la même industrie apparaît encore sur divers points avec quelques caractères dignes d'être signalés.

Dans le voisinage de Lodève, par exemple à Villeneuvette, où la fabrication des draps pour l'armée fait vivre toute la population, composée de 400 personnes, le régime industriel se distingue très profondément de l'ordre établi dans les autres localités. La commune de Villeneuvette est tout entière dans la fabrique : église, mairie, maison du patron et maisons des ouvriers sont renfermées entre les mêmes murailles et appartiennent à un seul propriétaire. La place est entourée de murailles crénelées avec des redoutes de distance en distance; on y sonne la retraite et on y bat la diane comme dans une ville de guerre; une fois le pont levé et la poterne close, on ne saurait plus y rentrer. Située au milieu d'un vallon planté de vignes, d'arbousiers et de grenadiers, entourée de coteaux couverts de pins, cette fabrique a été créée en 1660; elle reçut à son origine les encouragemens de Colbert et une subvention votée par l'ancienne province du Languedoc. Jusqu'en 1789, on n'y travaillait que pour le commerce du Levant et des Indes (2); ce ne fut qu'après la révolution que la fabrication militaire remplaça la fabrication commerciale. Au-dessus de la principale des portes d'entrée, on lisait jusqu'en 1848, en vieux caractères dorés, ces mots, qui renouaient la chaîne des temps : *Manufacture royale.* Après la révolution de février, on y a substitué ceux-ci : *Honneur au travail.* Si l'inscription nouvelle rompt avec la

(1) A Bédarieux et à Mazamet, on fabrique aussi des draps de troupe, mais en une quantité relativement imperceptible.

(2) Colbert donnait à la compagnie qui avait fondé Villeneuvette une prime de 10 livres par chaque pièce de drap exportée.

tradition, elle s'accorde mieux que l'ancienne avec l'état réel des choses, et elle parle davantage à l'esprit des habitans de cette ruche laborieuse.

A trois ou quatre kilomètres de Villeneuvette, les ouvriers de Clermont-l'Hérault trouvent encore leur principale occupation dans les fournitures militaires; mais quelques maisons fabriquent en outre des draps unis pour le Levant et des étoffes communes pour l'intérieur. L'industrie se rattache donc d'un côté au genre de Lodève, et de l'autre au genre de Bédarieux. Dans le même département, à Saint-Chinian, les tisserands se rapprochent plus spécialement de la seconde de ces villes; on y fabrique ces grosses étoffes jaunâtres, ces espèces de castorines si recherchées par les populations maritimes du midi.

Dans le rayon de Mazamet, il existe une localité manufacturière qui comptait dans la fabrication longtemps avant la nouvelle cité industrielle du Tarn, et qui s'est vue rapidement effacer par sa jeune et vigoureuse rivale. Je veux parler de Castres, de cette ville bâtie ou plutôt suspendue sur la rivière de l'Agout, et dont les ouvriers, renommés pour leurs draps appelés *cuirs de laine,* jouissaient jadis en paix de leur réputation et des fruits de leur travail. Malgré d'honorables efforts pour améliorer les conditions de leur industrie, les fabricans n'ayant pas réussi à étendre le cercle de leurs affaires, les tisserands de la cité castraise tombent chaque jour de plus en plus sous la dépendance de Mazamet, qui en fait déjà travailler un certain nombre (1).

Je pourrais énumérer d'autres fabriques d'étoffes de laine ne dépendant ni de l'une ni de l'autre des trois villes maîtresses de cette industrie; mais le régime du travail n'y offre aucun trait saillant. En général même, l'état de ces manufactures reste stationnaire, quand la décadence n'y est pas manifeste. Ainsi, dans l'Aude, à Carcassonne, dont les draps noirs communs sont pourtant estimés, la fabrique n'ajoute plus rien depuis longtemps à son ancien domaine; à Limoux, deux ou trois cents ouvriers vivent précairement autour de petits ateliers manquant de capitaux. La situation est encore plus difficile à Chalabre, dans le voisinage de Limoux. La grosse draperie de Rhodez, de Saint-Geniez, d'Espalion et de Sainte-Affrique, dans l'Aveyron, reste circonscrite dans une étroite arène. La somptueuse cité de Montpellier, qui n'est pas une ville de manufactures, mais une ville d'université, se rattache néanmoins au mouvement industriel du pays par la fabrication des couvertures de laine, qui a lieu dans

(1) On confectionne toujours à Castres des cuirs de laine; j'y ai vu une étoffe d'un genre spécial, dont la chaîne est en fil de lin ou de chanvre, et la trame en fil de coton.

les environs sur une grande échelle. Cette industrie spéciale n'entraînant que de très minimes frais de main-d'œuvre, le bas prix des matières premières est une des principales conditions de sa prospérité. Comme Montpellier est assez favorisée sous ce rapport par le voisinage des montagnes, où paissent de nombreux troupeaux, l'industrie des couvertures paraît assurée d'y conserver son importance actuelle.

Dans le vaste territoire occupé par la seconde branche de la famille manufacturière du Languedoc, la variété n'est pas le trait distinctif du travail. Une fabrication consommant partout les mêmes matières, munie des mêmes moyens de force, y domine toute autre industrie. Et pourtant, quoique la besogne journalière se ressemble pour l'immense majorité des ouvriers, les mœurs et les caractères n'en présentent pas moins dans les principaux groupes des contrastes complets. Est-ce parce que les cités manufacturières sont séparées par des montagnes qui les isolent les unes des autres? Est-ce parce que l'industrie, n'y datant pas d'une même époque, n'a pu façonner également les habitudes? Bien que ces circonstances influent sur la situation, les différences signalées nous semblent pour la plupart provenir d'autres causes. A mesure que l'état industriel se développe davantage dans le midi, on tâche de plus en plus d'imiter les procédés de nos départemens du nord. L'uniformité dans le régime du travail est au bout de pareilles tentatives. En ce qui touche les mœurs au contraire, les diverses localités n'ont pas les mêmes raisons d'abdiquer leur physionomie originelle; leur caractère primitif s'épanouit avec tout le laisser-aller des instincts méridionaux.

II. — MOEURS ET CARACTÈRES.

Dans la plupart de nos contrées industrielles, quand on visite les grands centres du travail, on est volontiers attiré vers les populations laborieuses par une certaine naïveté de langage qui semble chez elles exclure la dissimulation, par un certain élan qui dénote la vivacité des impressions. Les ouvriers de Lodève font exception : c'est une des populations les moins avenantes qu'on puisse imaginer. Regardant avec défiance tout élément étranger à leur propre cercle, ils affectent un air revêche, provocateur et suffisant; ils semblent craindre incessamment qu'on ne fasse pas à leur importance une part assez large. Simples chez eux, ils ont l'ambition de compter au dehors, et ils le laissent voir assez brutalement. Il faut les connaître davantage, il faut avoir pénétré dans leur vie intérieure, pour leur accorder une sympathie qu'à première vue on se sent porté à leur refuser. On les trouve toujours très sensibles à la moindre mani-

festation dédaigneuse; on s'aperçoit du reste bientôt que ces âmes ardentes, en qui se révèlent certains instincts de la race espagnole, ont un réel besoin d'activité morale, activité qu'égare trop souvent la légèreté de leur nature.

A l'atelier, les ouvriers de Lodève ne manquent pas d'entrain, quand il faut terminer une besogne urgente; ils ont de l'habileté ou plutôt une extrême agilité de mains dans la fabrication traditionnelle à laquelle ils sont attachés, mais ils ne sont pas comme en d'autres contrées, en Alsace par exemple, essentiellement opiniâtres au travail : ils n'y sont poussés que par le sentiment des nécessités présentes. Toute prévoyance est inconnue dans leur vie domestique. Les incertitudes du lendemain ne leur inspirent presque jamais la pensée de se préparer d'avance à y faire face. Les femmes ne savent pas tenir leur maison, et un désordre repoussant règne presque toujours dans le logis de l'ouvrier. Les filles employées dans les manufactures consacrent, comme à Nîmes, la plus grande partie de leur salaire à des articles de parure. Quant aux jeunes ouvriers, ils remplissent tous les dimanches les nombreux cafés et cabarets de la ville, et y dépensent parfois en quelques heures une grande partie du gain de la semaine. Durant les jours ouvrables, on fréquente assez peu ces établissemens; les ouvriers ont l'habitude de se promener le soir par groupes sur le quai, appelé *Chemin-Neuf*, qui longe le torrent bruyant de la Lergue. Comme l'hiver ne dure que deux ou trois mois, il est assez facile pour eux de fuir leurs ruelles étroites et de passer en plein air leurs momens de loisir. Ils aiment d'ailleurs tous les divertissemens extérieurs et surtout les farandoles au son du fifre et du tambourin, danses nationales du Languedoc qui ont l'animation du fandango espagnol.

La population laborieuse de Lodève forme un noyau homogène d'autant plus serré qu'elle ne comprend aucun élément nomade. Si quelques familles sont venues du dehors, elles se sont implantées dans le sol. Les ouvriers du pays ne vont presque jamais travailler loin de la vallée où ils sont nés. Leurs habitudes sédentaires sont encore cimentées par des mariages précoces, qui, dès l'âge de vingt et un ou vingt-deux ans, fixent pour jamais la destinée des individus. Quand les enfans, garçons ou filles, commencent à travailler, ils continuent généralement à vivre jusqu'à l'époque de leur mariage dans la maison de leurs parens, auxquels ils abandonnent à titre de pension une partie de leur gain, en demeurant maîtres absolus du reste. Comme les denrées alimentaires, la viande surtout, sont d'un prix élevé à Lodève, on est contraint, dès que la famille devient un peu nombreuse, de s'imposer de dures privations.

Sous le toit domestique, les mœurs sont assez régulières. On ne compte dans la ville qu'un petit nombre de naissances illégitimes;

une faute trouve l'opinion publique implacable. Si une fille mal notée se rapprochait, dans une fête populaire, de ses anciennes compagnes, elle serait repoussée non-seulement avec dédain, mais encore avec violence. Un exil à Montpellier, exil qu'accompagne ordinairement une destinée fort triste, est le refuge ordinaire des réputations flétries.

Les habitudes religieuses forment encore à Lodève un frein contre la corruption des mœurs. Il n'y a plus là, comme à Nîmes, deux cultes en présence : la religion catholique règne seule sur les âmes; ses pratiques sont observées avec une remarquable ferveur; elles se transmettent héréditairement dans les familles. Si, durant la fougue de l'âge, les jeunes gens les négligent, ils ne tardent pas à revenir dans le sentier que suivaient leurs pères. En dépit des commotions contemporaines, les ouvriers de Lodève ont conservé sous ce rapport leurs traditions à peu près intactes. Vous les voyez toujours se presser le dimanche dans l'église paroissiale avec l'attitude du respect, couvrir d'*ex-votos* et de bougies un tombeau ou un calvaire, et remplir souvent les devoirs les plus intimes de la foi catholique. Vous les voyez suivre les processions, rangés en ligne, quelques-uns marchant nus pieds, l'encensoir à la main. Durant ces dernières années, dans les momens de la plus grande effervescence politique, on aurait défendu au péril de sa vie certains objets du culte particulièrement vénérés; on aurait craint de tomber soi-même frappé de mort, si on avait porté sur un signe religieux une main sacrilége; mais on n'en violait pas moins ouvertement les préceptes de la charité évangélique et de la résignation chrétienne. Le clergé, qui jouit à Lodève d'une omnipotence absolue quand il recommande le respect des formes extérieures du culte, le clergé, qui a su garder ici les ménagemens commandés par les circonstances, et faire une juste part entre les patrons et les ouvriers, perd son influence et devient suspect dès qu'il agite des questions étrangères au domaine de la foi.

C'est par les cérémonies qui parlent aux yeux que la religion exerce son empire. Le caractère de la population éclate surtout dans des confréries auxquelles les ouvriers sont affiliés en grand nombre et dans la vénération profonde qu'ils ont tous pour la mémoire d'un ancien évêque de la ville, saint Fulcran. Lodève possède deux confréries qu'on retrouve dans quelques autres villes des mêmes contrées : la confrérie des pénitens blancs et celle des pénitens bleus. Signe unique de distinction entre les deux sociétés, le costume consiste en une cape blanche ou bleue, garnie d'un large capuchon percé de deux trous à la hauteur des yeux, mais qu'on ne rabat plus guère par-dessus la tête et qu'on laisse tomber sur les épaules. Ces corporations, réservées exclusivement aux hommes, restent fidèles à leur origine religieuse dans toutes leurs manifestations. On se réu-

nit surtout pour fêter le patron de la confrérie et pour paraître en corps dans les grandes solennités du culte. La société crée en outre entre ses membres une sorte de parenté morale dont le domaine n'est pas très vaste dans la vie pratique, mais qui s'étend au-delà du tombeau. On assiste aux funérailles des membres décédés, et on fait célébrer pour les morts, à certaines époques de l'année, des prières publiques. Qu'il y ait de la rivalité entre ces deux confréries existant côte à côte et ayant un même objet, il ne saurait guère en être autrement; mais cette rivalité ne sort pas du cercle religieux : chacune des corporations s'efforce de l'emporter sur l'autre par la richesse de ses emblèmes; voilà le champ de leur éternel combat. Elles possèdent toutes les deux une croix qui fait leur gloire et qui n'a pas coûté moins de 8,000 francs. Cet éclat qui charme les yeux, des places d'honneur dans les cérémonies publiques qui flattent l'amour-propre des affiliés, contribuent puissamment à rallier les ouvriers autour de ces institutions.

La vénération tout à fait extraordinaire des classes populaires pour saint Fulcran remue les âmes plus profondément encore. De nombreuses légendes poétisées par l'imagination méridionale forment l'obscure histoire de cet évêque qui vivait au xe siècle (1). On garde pieusement la mémoire des prodiges qu'il a opérés durant sa vie, de son inépuisable charité pour les pauvres, de son zèle et de son courage à défendre les faibles et les opprimés contre les passions des puissans et des forts. Ce saint est représenté comme le patron, le soutien, le frère des malheureux. C'est à lui que s'adressent avec une confiance absolue, dans les calamités publiques comme dans les chagrins privés, les supplications des familles. On a composé en son honneur des litanies, des hymnes et des cantiques; on dit dans un de ces chants :

Saint Fulcran est notre frère
Et notre concitoyen.....
Il partage nos alarmes,
Attentif à nos besoins.....
L'indigent, sous ses auspices,
Voit finir tous ses soupirs.....

Combien ces mots sont propres à émouvoir ceux qui ont connu la misère! Aussi, quand arrive la fête de saint Fulcran, toute la population laborieuse est en émoi. Les ouvriers se chargent eux-mêmes des préparatifs, et ils s'en occupent avec une indicible ardeur, con-

(1) Vers le commencement du xie siècle, la vie de saint Fulcran a été écrite à la fois en vers latins et en prose par un abbé du diocèse de Viviers. Un des successeurs de cet évêque sur le siége épiscopal de Lodève a refait cette histoire trois cents ans plus tard. Enfin un autre évêque de la même ville a composé, il y a un siècle, un abrégé des deux anciennes compilations, en recueillant avec soin et en racontant, dans un style simple et familier, tous les faits propres à saisir l'esprit des masses.

vaincus que le saint pensera d'abord à ceux qui contribuent à honorer sa mémoire. Cette foi simple et touchante, cet attachement aux traditions locales, ce zèle pour le culte, ces aspirations vers le surnaturel, tiennent une place tout à fait prédominante dans la vie morale des ouvriers de Lodève. Voilà le pain des âmes, voilà l'aliment qui plaît le mieux aux esprits : par malheur, ces élans se mêlent à une ignorance souvent grossière. Vives et promptes de leur nature, les intelligences sont en général fort incultes. Quand on envisage même les classes les plus favorisées de la fortune, on s'aperçoit aisément que le goût de l'étude n'est pas très développé à Lodève, et que le niveau des connaissances est généralement peu élevé. Cette indifférence universelle a pu contribuer à ralentir le développement de l'instruction parmi les masses. Beaucoup de femmes d'ouvriers ne connaissent que le patois local, et les hommes sont incapables de soutenir en langue française une conversation un peu longue et un peu variée. Parmi les travailleurs des fabriques, la moitié tout au plus ont appris à lire; mais grâce à l'institution des frères de la doctrine chrétienne, on remarque depuis plusieurs années, dans la partie la plus jeune de la population, un progrès qui permet d'espérer pour l'avenir de meilleurs résultats. On peut d'autant mieux y compter, que les familles ouvrières semblent assez portées aujourd'hui à envoyer leurs enfans dans des écoles qui obtiennent toute leur confiance. La population pourra se relever ainsi peu à peu d'un abaissement intellectuel funeste à tous les intérêts.

Entre les ouvriers de Bédarieux et ceux de Lodève, on peut signaler quelques différences morales assez notables. Ces différences semblent s'expliquer par la condition si différente des deux fabriques. Il n'y a pas à Bédarieux comme à Lodève une démarcation infranchissable entre quelques fabricans millionnaires et tout le reste de la cité. D'ailleurs, en élargissant son domaine depuis trente ans, l'industrie de la première de ces villes a successivement modifié, sinon le fond des existences, au moins les perspectives que pouvait embrasser l'imagination des ouvriers. Lodève est demeurée au contraire immobile dans son ancienne spécialité, et rien n'y a diversifié l'horizon du travail. De plus, au lieu des efforts que nécessitaient à Bédarieux, de la part des manufacturiers, des applications nouvelles, les ouvriers lodéviens voyaient uniformément passer sous leurs yeux des fournitures militaires qui leur semblaient assurer sans peine aux fabricans d'infaillibles bénéfices.

Considéré dans son état normal, en dehors de faits récens et sinistres qui ne sont dans l'histoire de la ville qu'un douloureux épisode, le fond des caractères à Bédarieux est plus doux, plus inoffensif qu'à Lodève. Sous le rapport de la vie matérielle, la position est meilleure; les denrées de consommation étant un peu moins chères que

de l'autre côté de la montagne de l'Escandolgue, on s'y nourrit généralement mieux. Un peu plus d'aisance chez les familles ouvrières amène un peu plus de prévoyance dans les habitudes domestiques. Trop souvent, hélas! la disposition à l'économie se voit contrariée par le goût des ouvriers pour les cabarets et les cafés où ils s'entassent le dimanche. C'est à peu près là l'unique distraction à laquelle ils soient sensibles. Il faut mentionner cependant un plaisir d'un genre spécial qu'un certain nombre d'entre eux affectionnent passionnément : nous voulons parler du *braconnage*. Courir les montagnes avec un fusil sur l'épaule, chercher le gibier en fuyant les gendarmes, c'était pour eux un passe-temps favori avant que les circonstances politiques eussent entraîné un désarmement général. Nulle part les dernières dispositions légales relatives à la chasse n'avaient été regardées d'un œil plus haineux, nulle part elles n'avaient laissé dans les cœurs de plus profondes rancunes contre les agens chargés de les faire respecter. En dehors de ces courses hebdomadaires, aujourd'hui forcément interrompues, la vie habituelle, dans les jours de repos, présente une complète monotonie. La masse de la population ne laisse percer du reste dans ses divertissemens ni vices ni qualités dignes de remarque. Tout en fréquentant les cabarets, on ne s'enivre presque jamais; on dédaigne ces plaisirs en commun qui cimentent l'union des familles, mais on ne donne pas l'exemple de ces débauches, ailleurs trop fréquentes, qui dénotent une profonde altération du sens moral.

Les pratiques extérieures de la religion sont assez fidèlement observées à Bédarieux; il serait facile de compter les ouvriers qui s'abstiennent d'aller à la messe le dimanche. Un peu ébranlées en 1848, les habitudes anciennes ont bientôt repris leur empire. Cependant aucune assimilation n'est possible entre la population de Lodève et celle de Bédarieux. Ici, les cérémonies du culte, les traditions et les légendes religieuses occupent moins de place dans la vie et remplissent beaucoup moins les esprits; les âmes ne sont pas également imprégnées de ce mysticisme singulier qui, sous des dehors tout matériels, les livre sans cesse aux préoccupations de l'infini. A Bédarieux, on ne connaît pas les confréries de pénitens, du moins parmi les hommes. La ville renfermant une minorité protestante qu'on peut évaluer au huitième de la population, le culte réformé, dont l'idée seule bouleverserait les ouvriers de Lodève, y est régulièrement établi, et n'y suscite ni animosités ni divisions dans les relations privées. Les deux églises n'aspirent point à exercer de propagande l'une vis-à-vis de l'autre. S'il existe quelque différence relativement à l'instruction entre Lodève et Bédarieux, l'avantage appartient à cette dernière ville; on y trouve en effet un peu plus d'ouvriers sachant lire et écrire. Il est à regretter que les frères de

la doctrine chrétienne, favorablement accueillis par les familles de même qu'à Lodève, n'y soient pas plus nombreux; tant que les moyens d'instruction demeureront au-dessous des besoins, une partie de la population sera vouée à cette ignorance fatale qui laisse aux instincts toute leur brutalité originelle.

Les mœurs des ouvriers de Mazamet, récemment détachés des travaux agricoles, présentent un aspect plus primitif qu'à Bédarieux et à Lodève. Malgré le développement actuel de l'industrie, la vie quotidienne ne rappelle que de très loin les habitudes de ces populations du nord de la France qui sont nées, qui ont grandi dans les fabriques, et dont l'éducation et les goûts ont subi l'impérieuse influence d'une situation héréditaire. De même que les bûcherons ou les pâtres des montagnes voisines, les travailleurs de Mazamet sont généralement modérés dans leurs exigences et faciles à contenter. Le luxe extérieur, le goût pour la parure, par exemple, qui prélève ailleurs une si large dîme sur le gain de chaque jour, est fort peu développé parmi eux. Les occasions mêmes qui le provoquent, les divertissemens publics, les réunions où chacun cherche à briller, sont extrêmement rares. Le dimanche, les filles attachées aux fabriques ne recherchent pour distraction, après les exercices religieux, que de courtes promenades. Aussi y a-t-il de la retenue dans les mœurs. On ne cite pas beaucoup d'exemples de concubinage, et les enfans naturels sont fort peu nombreux. Comme à Lodève, comme dans toute cette région de la France, les ouvriers se marient de bonne heure, et les ménages sont généralement assez unis. Ce n'est pas à dire que les jours de repos se passent en famille : les femmes restent d'ordinaire au logis, et les hommes vont dans les cabarets. La règle municipale, très sévère pour ces établissemens, leur enjoint de fermer à huit heures du soir; mais dans l'application, une tolérance parfois abusive tempère la rigueur du principe. On commence à s'apercevoir ici qu'on s'éloigne un peu des contrées viticoles du Bas-Languedoc, où règne une remarquable sobriété; le vice si tristement répandu dans nos contrées du nord, l'ivrognerie, apparaît déjà de temps en temps dans la population des fabriques.

L'élément le plus accessible aux grossières séductions de l'ivrognerie comme à toutes les influences démoralisantes, c'est celui qu'ont appelé du dehors les progrès les plus récens de l'industrie. Ainsi les premiers tisseurs des métiers à la Jacquart ont apporté avec eux la funeste coutume de chômer le lundi. Les ouvriers étrangers n'ont ordinairement pour vivre que le produit de leur travail; parmi ceux du pays, au contraire, un bon nombre ont reçu en héritage quelque morceau de terre, et puisent dans une situation plus assurée d'utiles conseils de prévoyance et de modération. Grâce à la prospérité soutenue des manufactures, on ne rencontre point du reste à

Mazamet ces misères profondes qui désolent d'autres cités industrielles.

A l'intérieur des établissemens, certaines coutumes d'un caractère patriarcal tendent à rattacher les familles à ceux qui les emploient. J'ai vu les femmes employées au triage des laines et au bobinage apporter librement dans l'atelier leurs enfans qu'elles allaitent et qu'elles soignent sans être obligées de se déranger. Comme les nourrices sont placées dans des pièces à part qui ressemblent à des crèches d'un genre spécial, la tolérance accordée ne gêne personne. Ces femmes gagnent à peu près un sou de moins par jour que les autres ouvrières à cause des distractions et des inévitables pertes de temps que leur état entraîne. Tantôt les enfans sont tenus sur les genoux de leur mère, tantôt ils dorment sur un oreiller dans des paniers qui font l'office de berceaux; d'autres, un peu plus âgés, courent dans l'atelier ou se roulent sur les déchets de laine. On exige d'ailleurs que ces jeunes enfans soient proprement tenus. A mesure qu'ils grandissent, on les admet à prêter leur concours aux ouvriers adultes, et alors on interdit sévèrement à leur égard ces violences qui, en aigrissant les caractères, développent les mauvais penchans.

Presque tous les enfans d'ouvriers fréquentent aujourd'hui les écoles, soit celles des frères de la doctrine chrétienne, soit les classes d'enseignement mutuel. Jusqu'à ces derniers temps, l'instruction avait été fort négligée. Parmi les travailleurs adultes, il n'y en a pas plus d'un sur cinq qui sache lire, plus d'un sur dix qui sache écrire. A défaut de culture intellectuelle, la population ne se distingue pas par ces vives facultés naturelles qui suppléent parfois jusqu'à un certain point aux connaissances acquises : elle est d'un tempérament assez lourd, à peu près comme en Alsace. Le développement de l'instruction varie un peu ici suivant les cultes. Sur 10,000 habitans, 4,000 à peu près appartiennent au culte réformé. Tous les chefs d'industrie, excepté un, sont protestans, tandis que la majorité des ouvriers est catholique. Il y a moins d'instruction parmi ces derniers que parmi les familles laborieuses de la religion protestante, et les causes de cette différence viennent de circonstances toutes locales. D'abord les classes des frères de la doctrine chrétienne, qui sont les seules écoles des catholiques, ne remontent qu'à une époque très rapprochée. De plus, les protestans forment le noyau primitif de la population de Mazamet, où aboutit une rangée de villages du culte réformé situés au pied de la Montagne-Noire, à partir de Saint-Amand-la-Bastide. Or ces premiers occupans du territoire, jouissant de plus d'aisance que les derniers venus, ont pu donner plus d soins à l'instruction de leurs enfans. Des deux côtés, les habitudes religieuses exercent un assez grand empire. Sans être bien marqué, l'esprit de

division a néanmoins gagné du terrain entre les deux communions depuis quelques années; mais il n'enveloppe pas la vie de manière à devenir, comme à Nîmes, le trait le plus saillant des mœurs locales.

Parmi les travailleurs des fabriques disséminées çà et là dans le groupe des monts de l'Hérault et des Montagnes-Noires, les mœurs se rapprochent généralement des tendances qui prévalent dans l'une ou l'autre des trois cités industrielles les plus importantes. Ces analogies morales laissent percer toutefois de temps en temps des singularités dont il n'est pas toujours facile de se rendre compte. Ainsi, dans la ville de Clermont-l'Hérault, si voisine de Lodève, le sens religieux, au lieu d'être également vif et passionné, demeure assez profondément engourdi. De plus, comme les patrons ne sont pas des millionnaires, comme la fabrique de Clermont ne compte, à part trois ou quatre exceptions, que des maisons peu importantes, les ouvriers se mêlent souvent à leurs chefs dans la vie quotidienne. Il n'est pas rare de trouver le dimanche dans un café, assis à une même table de jeu, celui qui donne et celui qui reçoit le salaire. Si désirable que soit le rapprochement entre le patron et l'ouvrier, c'est ailleurs qu'on aimerait à le voir s'effectuer. Il est choquant que le premier coure la chance de regagner d'un coup de dé le maigre salaire payé la veille à ceux qu'il emploie.

A Villeneuvette, où la communauté ne renferme qu'un seul fabricant, propriétaire de la commune entière, je n'ai pas besoin de dire que de semblables familiarités ne sauraient se produire. Le lien de la subordination y est très solide, quoique en dehors de l'atelier il n'entrave point la liberté de l'individu. Sauf l'obligation de rentrer le soir à une heure fixe, ainsi que dans une place de guerre, chacun vit comme il l'entend et agit comme il le veut. On s'en repose sur certaines conventions entrées dans les mœurs pour garantir la régularité générale. Le jeu et l'ivrognerie ne viennent jamais porter atteinte à l'aisance des familles; il n'y a dans la commune qu'un seul café et un seul cabaret, qui ferment régulièrement leurs portes à neuf heures du soir. Dans un espace de trente années, on n'a vu qu'une seule naissance naturelle qui n'ait pas été suivie de légitimation; la communauté repousse l'individu qui ne réparerait pas sa faute par un prompt mariage. On a été plus loin : on a essayé de prévenir l'accroissement de la population au-delà des ressources locales et de résoudre ainsi la délicate question posée par Malthus. On s'était contenté d'abord de décider que la fabrique ne garderait pas ceux des ouvriers qui voudraient se marier avant un âge fixé. Qu'arrivait-il cependant? L'espérance de voir autoriser une union hâtive, quand il y avait un enfant à légitimer, aplanissait la voie qui conduisait au mal. On a donc pris le parti de renvoyer de la commune l'au-

teur même du scandale; il faut la simplicité des mœurs locales, il faut les tempéramens que peut apporter à la coutume la prudence du chef de l'établissement, pour que le remède n'entraîne pas les plus graves inconvéniens. Si, même à Villeneuvette, même dans cette sphère étroite et exceptionnelle, le problème de la population présente de telles difficultés, comment s'étonnerait-on qu'il soit insoluble pour la science économique dans les situations ordinaires? Ces règles diverses, qui résultent de l'usage, je le répète, bien plus que de prescriptions arbitraires, ne constituent pas un joug pénible pour les familles : on ne les sent même pas. Le séjour de Villeneuvette est particulièrement cher à ses habitans; ils n'abandonnent jamais la fabrique, ils l'aiment comme leur propre bien, ils en sont pour ainsi dire les colons partiaires.

Ce n'est pas par l'ignorance que le chef de l'établissement cherche à maintenir l'empire des idées traditionnelles, à préserver contre les attaques du temps cette constitution un peu féodale de l'industrie. Grâce à l'obligation imposée aux pères de famille d'envoyer leurs enfans à l'école, il y a plus d'instruction parmi les ouvriers de cette petite bourgade que parmi ceux de la plupart des villes des mêmes provinces. Dans tout ce groupe méridional, il faut le reconnaître, le développement des esprits se manifeste moins par les études élémentaires qui composent l'enseignement des écoles chrétiennes ou des écoles mutuelles que par l'essor naturel des imaginations. Quand on observe de près les ouvriers à Lodève ou à Bédarieux, à Montpellier ou à Carcassonne, on s'aperçoit que si la science acquise est parmi eux extrêmement bornée et souvent nulle, les âmes sont cependant remuées par des élans spontanés, illuminées par des éclairs instinctifs qui empêchent les facultés morales de tomber dans la torpeur. Nous avons fait remarquer avec quel scrupule les pratiques religieuses sont observées dans les trois principales cités industrielles du Tarn et de l'Hérault. Le même attachement se retrouve parmi les familles répandues autour des fabriques rurales. On dirait qu'on éprouve dans toute cette contrée l'influence de la capitale intellectuelle et littéraire du Haut-Languedoc, de cette belle cité toulousaine, où la foi reste si vivace, et où le culte aime à s'entourer de mystère. Là, dans les églises, une impénétrable enceinte enveloppe le sanctuaire, ainsi qu'en Espagne. Les vives intelligences méridionales percent les voiles et les ombres, et ne ressentent nullement ce besoin de voir tout à découvert, qui dans nos régions septentrionales enlève quelquefois au catholicisme une partie de son prestige, et qui n'a pas même laissé un tabernacle dans les temples protestans. Longtemps la religion se chargea seule de fournir un aliment à l'esprit des classes laborieuses du midi; mais voilà qu'au milieu de ce siècle, des enseignemens poli-

tiques sont venus solliciter aussi les intelligences et semer des germes jadis inconnus. Il faut rechercher quelle action ces nouveaux efforts ont exercée sur le mouvement intellectuel des populations ouvrières.

III. — ESPRIT POLITIQUE ET INSTITUTIONS.

A Lodève, où les masses sont portées à se passionner, les provocations qui suivirent la révolution de 1848 soulevèrent jusque dans ses profondeurs cette mer orageuse. La question des salaires avait d'avance préparé les voies à la politique. Les préoccupations des ouvriers à l'endroit de la rétribution du travail, quand elles ne se manifestent pas au dehors sous des formes illicites, sont sans contredit des plus naturelles et des plus respectables. Le travailleur défend son pain et celui de sa famille; il serait aussi injuste qu'absurde de lui reprocher de vouloir, comme dans toutes les professions, tirer le meilleur parti possible de son industrie. Par malheur, les faux pas sont faciles sur ce sentier glissant, surtout pour des agglomérations d'individus à qui toute réflexion est impossible. Dans une circonstance dont nous sommes déjà séparés par une dizaine d'années, les ouvriers lodéviens avaient fait *grève* au milieu de leur misère, pendant cinq à six mois, pour obtenir un salaire plus élevé. A côté du désir d'améliorer leur état, on put dès lors remarquer en eux contre les manufacturiers des ressentimens profonds, gros de ces désordres que nous avons vus éclater, et dont l'organisation même de l'industrie locale favorisait le développement. Dans presque toutes les autres villes industrielles de la France, de petits fabricans qui s'élèvent chaque jour forment des échelons entre la multitude des travailleurs et les grandes fortunes manufacturières. A Lodève, il n'y a rien entre quelques patrons millionnaires et les ouvriers vivant au jour le jour; aussi est-il bien plus facile d'égarer les idées populaires sur la situation relative des capitaux et des bras. On ne se rend pas compte, dans les rangs inférieurs, du temps, des peines et de l'économie que représente la richesse acquise. En l'absence de toute agriculture et de tout commerce dans ces montagnes, l'arène si hermétiquement close que forme la fabrique étant le seul moyen de faire fortune, la jalousie contre les fabricans ne s'est peut-être pas renfermée dans le sein de la population des ateliers. Cependant, sans nier que les meneurs du désordre fussent, dans les derniers temps, étrangers à la classe laborieuse, nous croyons que les ouvriers avaient puisé surtout en eux-mêmes, dans leur état précaire, dans des comparaisons inconsidérées, le sentiment funeste qui, sous le coup des excitations de 1848, les a poussés à des scènes fâcheuses.

Quiconque, après février, aurait vu Lodève pendant la journée

seulement ne se serait point douté des émotions qui bouleversaient les cœurs. Les rues étaient désertes, les ateliers, où les commandes de l'état entretenaient le travail, étaient remplis comme en des temps ordinaires. A l'intérieur même des établissemens industriels, aucune manifestation ne décelait des âmes ulcérées; mais le soir, dès qu'on avait quitté la fabrique, dès que la nuit arrivait, le tumulte commençait dans les rues. Un seul cri : *c'est notre tour!* résumait les sentimens des héros de ces émeutes nocturnes. La force des choses l'emporta sur l'égarement des meneurs : on n'essaya pas de réaliser l'impossible organisation de ce droit du hasard et de la force qui aboutit à la ruine générale. On aurait été bien embarrassé, s'il avait fallu donner à une telle pensée la forme de propositions précises et pratiques.

Dans une fabrique aussi concentrée que celle de Lodève, on pourrait croire que la masse des travailleurs nourrissait l'idée d'exploiter elle-même, par association, l'industrie locale, et, en s'emparant des capitaux des manufacturiers, d'entreprendre directement les fournitures militaires. Cette proposition, si profondément vicieuse qu'elle eût été et quant à son point de départ et quant à ses moyens d'exécution, aurait au moins donné un corps aux prétentions des agitateurs; mais elle ne surgit ni de la révolution de février, ni même des prédications postérieures du socialisme. Les ouvriers de Lodève n'étaient dominés que par le désir d'arriver enfin à la jouissance immédiate des biens dont ils se croyaient les seuls créateurs. Ils sentaient d'ailleurs la fausseté, la faiblesse et le péril de leur attitude, on n'en saurait douter; je n'en veux d'autres preuves que le soin qu'ils prenaient d'envelopper leurs manifestations dans les ténèbres. Trop peu nombreux, les manufacturiers n'avaient aucun moyen de résistance. Quelques-uns seulement, soit mauvais calcul, soit faiblesse, crurent pouvoir conjurer l'agitation en donnant dans leurs propres demeures des fêtes et des banquets aux travailleurs de leurs ateliers. Après le mois de juin 1848, lorsque l'autorité locale fut un peu reconstituée, les ouvriers lodéviens commencèrent à se modérer. Quoique l'ordre matériel ait fait depuis de notables progrès, quelques indices venaient naguère encore attester qu'une surface tranquille couvrait un sol toujours tourmenté. On put cependant se convaincre au mois de décembre 1851, alors que cette lave mal éteinte semblait prête à déborder de nouveau, combien il était facile, grâce à la crainte qu'inspire ici l'autorité, de prévenir les excès de la population lodévienne. Il suffit de la présence de quelques pelotons militaires pour empêcher des manifestations qui n'auraient pas manqué de se produire, si la foule avait été laissée à elle-même comme elle le fut à Bédarieux.

Certes, les déplorables égaremens des ouvriers de cette dernière ville y devaient paraître moins probables qu'à Lodève. La population n'avait pas des précédens propres à donner une égale inquiétude. Un changement qui mérite d'être remarqué s'était opéré en elle avant la révolution de février. En 1830, la classe ouvrière à Bédarieux était légitimiste; il eût été facile de la soulever alors avec le nom de Charles X ou de Henri V. Le développement des intérêts industriels, les élémens extérieurs qu'ils introduisirent dans la cité, avaient effacé si complétement ces anciennes impressions, que l'on en avait perdu jusqu'au souvenir en 1848. A cette époque, on était prêt à recevoir une impulsion en un sens tout opposé. Comme on n'avait pas d'ailleurs de ressentimens contre les manufacturiers, l'agitation manquait d'un but; mais l'influence socialiste, qui gagna plus tard du terrain dans le champ des convoitises populaires, vint fournir des prétextes au désordre. Ce n'est pas que les ouvriers en vinssent à répéter le cri de Lodève : *C'est notre tour;* non, ils entendaient seulement travailler moins et gagner davantage. C'était là pour eux l'*alpha* et l'*oméga* de la théorie socialiste. Tourmentée par ces désirs, la population s'imagina, au mois de décembre 1851, que le moment était venu de les satisfaire et d'anticiper sur les promesses qu'on lui avait prodiguées pour 1852. A l'exemple des paysans des environs de Béziers et sur la fausse nouvelle que toute la France était en feu, les ouvriers désertent bruyamment les ateliers, s'arment comme ils peuvent et vont s'emparer de la mairie. Il n'y avait d'autre force publique dans la ville que les gendarmes, qui soutinrent courageusement leur situation, mais qui ne pouvaient contenir un pareil débordement. Dans ce pays de braconniers, on nourrissait contre eux des haines d'autant plus violentes qu'elles avaient été plus longtemps comprimées. Les gendarmes furent les victimes choisies par l'émeute durant une nuit lugubre dont l'histoire s'est déroulée devant la justice. — On semblait rechercher cette volupté sinistre qu'offrent à certaines créatures et dans certaines occasions le mépris de la règle et la révolte contre l'ordre établi. En proie à ces hallucinations, les ouvriers se crurent un moment maîtres du présent et de l'avenir, et ils n'étaient pas en état de se demander ce qu'ils feraient de leur soudaine omnipotence.

Le lendemain de cette orgie sauvage, tout était déjà changé; le torrent avait épuisé sa fougue. On s'interrogeait avec inquiétude sur ce qui se passait en dehors de Bédarieux. Les bruits d'un soulèvement général, répandus et accueillis la veille, ne se confirmaient pas; chaque heure, en s'écoulant, apportait de nouvelles terreurs. Les ouvriers restèrent, pendant deux ou trois jours, dans cette anxiété croissante, impuissans à reprendre courage, maîtres embar-

rassés et mornes de la cité. Enfin on annonça que des forces militaires approchaient, et l'attroupement, déjà réduit, se dispersa de tous côtés. Affligeant spectacle! Voilà l'émeute telle que le socialisme l'avait préparée. Pas une idée ne s'échappe de l'agitation; il n'est point question de liberté ni de ces principes abstraits qui, s'ils n'absolvent pas les égaremens d'un jour, en modifient du moins le caractère. En plein XIXe siècle, en pleine civilisation chrétienne, on n'a sous les yeux que les plus sauvages instincts matériels mariés à une brutale ignorance.

Les ouvriers de Mazamet n'ont point subi aussi profondément que ceux de Lodève et de Bédarieux le contre-coup de nos agitations politiques. La révolution de février n'aurait probablement éveillé aucune émotion dans la Montagne-Noire, si la fabrique n'avait alors traversé une période critique qui devait être le point de départ de nouveaux progrès, mais qui pour le moment alarmait les masses et les prédisposait à l'agitation. On venait en effet d'importer les métiers *mull-jenny*, et les fileurs craignaient de voir arracher de leurs mains la plus grande partie de leur travail. Un mois s'écoula cependant avant que l'inquiétude des ateliers débordât sur la place publique. Le 24 mars 1848, des attroupemens se forment enfin dans les rues de Mazamet, et des menaces sont proférées contre les chefs d'établissement qui employaient les nouveaux mécanismes; mais l'arrivée d'un détachement militaire arrêta tout d'un coup des manifestations que n'avait accompagnées aucune violence matérielle. Le calme se maintint dès lors sans interruption jusqu'au mois de décembre 1851. Durant l'intervalle, les prédications socialistes n'avaient point épargné ces régions lointaines. Pour les ouvriers de Mazamet, irrités contre les appareils mécaniques, le socialisme voulait dire : *Abolition des nouveaux métiers*. Sans revêtir une forme déterminée, des promesses propres à flatter leurs convoitises les avaient mis peu à peu sous le joug des partis exaltés. Des rassemblemens se formèrent au mois de décembre 1851, dans les ateliers d'abord, puis dans les rues de la ville. Quelques individus isolés poussaient des cris hostiles aux fabricans, un plus grand nombre s'en prenait encore aux machines comme en 1848; la masse suivait l'émeute par le seul attrait du désordre. Un déploiement peu considérable de force militaire suffit pour rétablir l'ordre en quelques heures. On le voit, si la politique servait à agiter les ouvriers de Mazamet, ceux-ci tendaient sans cesse, par le poids de leur propre esprit, à ramener la question à un débat intérieur dans lequel les principes sociaux n'étaient pas du moins compromis.

Dans les autres fabriques drapières de cette même région du midi, les influences politiques ont eu un rôle moins actif. Ainsi à Clermont-l'Hérault, où il n'y avait en 1848, soit à la fin de février,

soit au mois de juin, que de fortes émotions, il se forma en 1851 des rassemblemens tumultueux qui se dispersèrent sans résistance aussitôt que parut la force armée. Les ouvriers de Castres, bien que très rapprochés de Mazamet, restèrent fidèles, en 1848 comme en 1851, sauf des émotions passagères, à leurs habitudes de calme et de docilité. La communauté de Villeneuvette n'a pas, à dire vrai, d'histoire politique. Si elle s'aperçoit des agitations contemporaines, c'est seulement pour songer à se prémunir contre des éventualités menaçantes. Quand des projets sinistres semblaient attendre, pour éclater, une date prochaine, Villeneuvette, avec ses créneaux et ses tourelles, se préparait à se défendre. La commune possédait un petit arsenal muni de soixante fusils que l'état lui avait confiés : quels indices dans de pareils préparatifs! On se voyait reporté au milieu des hasards du moyen âge, où la force sociale impuissante était obligée de laisser aux individus le soin de se protéger eux-mêmes. A Villeneuvette, les ouvriers, contens de leur sort, faisaient cause commune avec leur chef; le vieil adage « notre ennemi, c'est notre maître, » n'y trouvait point sa confirmation; mais cette individualité singulière, qui tranche sur le fond du tableau, et quelques autres situations exceptionnelles ne suffisent pas pour modifier l'aspect général de l'histoire politique des ouvriers des montagnes de l'Hérault et de la Montagne-Noire. Dans le mouvement des esprits comme dans les manifestations publiques, le caractère méridional domine avec ses entraînemens d'un jour et ses promptes défaillances. La réflexion cède la place plus visiblement peut-être qu'ailleurs à d'aveugles instincts.

Si, détournant les yeux des passions politiques, on les porte sur les institutions économiques existant dans le même groupe, on voit alors la réflexion se faire jour parmi ces masses si légères, si profondément imbues des tendances méridionales. L'organisation de Villeneuvette, par exemple, procède de combinaisons savantes qui remettent en mémoire les clans industriels de l'Alsace. Dans la petite communauté de l'Hérault, l'idée du clan est même réalisée dans des conditions plus complètes qu'à Munster ou à Wesserling. Le régime municipal y reçoit la profonde empreinte du système intérieur de la fabrique. La mobilité dans les fonctions y est inconnue; depuis l'empire, on n'y a compté que trois maires. En ce moment, le premier magistrat de la commune est en même temps le doyen du clan, et il occupe le fauteuil municipal depuis vingt années; c'est un ouvrier âgé de quatre-vingt-treize ans. Son successeur se trouve pour ainsi dire désigné à l'avance : ce sera l'adjoint, qui a lui-même dépassé sa soixantième année. On devine déjà par cette déférence pour la vieillesse que l'organisation de la communauté doit être calquée

sur le modèle de la famille. Le chef y garde en effet quelques-uns des attributs du patriarche et du père; mais son rôle n'est pas un rôle inactif. S'il confère des droits étendus, il impose de continuels devoirs; il prescrit, comme dans une famille, les sacrifices que réclame l'intérêt de chacun des membres de la communauté. La prévoyance s'est formulée dans des institutions qui offrent aux ouvriers des facilités de diverse sorte pour écarter les mauvaises chances de la vie industrielle. D'abord les familles laborieuses n'ont pas de loyer à payer; elles sont logées gratuitement dans des maisons convenablement disposées. De plus, on leur fournit la farine à prix coûtant, pour que chacune d'elles puisse, s'il lui convient de suivre l'usage local, faire elle-même son pain. On évite cependant avec soin que la prudence du patron ne dispense les ouvriers de toute initiative. Aucun avantage résultant des institutions intérieures n'est complétement gratuit; les cotisations demandées étant insuffisantes pour en couvrir les frais, la caisse de l'établissement se borne à combler le déficit. Ainsi chaque famille est obligée de payer un abonnement de 6 francs par an en vue des éventualités de maladie; la dépense s'élève à peu près au double du montant des abonnemens. Pour l'entretien des écoles, on verse mensuellement 60 centimes pour chaque enfant en âge de les fréquenter; il faut encore ajouter à la somme de ces subventions isolées un supplément d'environ moitié. Quand le travail devient impossible, on accorde des retraites, mais seulement pour aider les familles à porter un fardeau dont il ne serait pas moral de les décharger entièrement. Les retraites ne sont d'ailleurs payées qu'à un âge fort avancé, car il est extrêmement difficile de décider les vieux ouvriers à quitter l'atelier. On m'a montré un vieillard de soixante-quinze ans plié par l'âge qui se cramponne encore à son ouvrage, et ne peut se résigner à prendre du repos. Le maire actuel de Villeneuvette, qui jouit d'une pension depuis quinze années, avait travaillé jusqu'à soixante-dix-huit ans. Grâce à ces institutions, les pauvres et les mendians sont aussi inconnus dans la commune que les paresseux et les débauchés.

Nulle part, en dehors de Villeneuvette, les institutions économiques ne forment un ensemble aussi complet; toutefois il se produit des efforts partiels dignes d'attirer l'attention. On doit remarquer par exemple à Lodève des vestiges déjà anciens de l'esprit de corporation tel qu'il apparaît en Flandre. Dans la vieille église de Saint-Pierre, que notre première révolution a malheureusement détruite, chaque corporation avait son autel autour duquel elle rassemblait ses membres pour prier en commun dans certaines occasions déterminées. Cette tendance des intérêts de même nature à se réunir s'est manifestée de nos jours, soit dans l'établissement des tarifs de fa-

brication, soit dans diverses ébauches de sociétés de secours mutuels. Les tarifs, qui sont la règle admise par les patrons et par les ouvriers pour la rétribution du travail, n'offrent pas, dans une industrie toujours semblable à elle-même, comme l'industrie lodévienne, les difficultés insurmontables qui ont tourmenté la mobile fabrique de Lyon. La question ne s'est d'ailleurs pas posée sur les bords de la Lergue avec le même caractère qu'au confluent de la Saône et du Rhône. La première idée de ces conventions générales appelées tarifs remonte à plus de vingt-quatre ans. Les règles primitivement admises ont été depuis remaniées à diverses époques, notamment en 1845 et en 1848. De tels accords, quand ils sont volontaires de part et d'autre, n'ont rien que de très légitime. Si la loi punit les coalitions, c'est-à-dire le concert entre plusieurs individus pour peser sur la volonté d'autrui, elle garantit en termes énergiques l'exécution des conditions librement stipulées, et elle laisse à chacun la pleine faculté de donner ou de refuser son concours, suivant que la rémunération lui paraît ou non suffisante. Le tarif ne constitue pas un droit immuable, mais il forme de plus en plus à Lodève une institution intérieure de la fabrique, et comme de telles conventions, auxquelles les ouvriers attachent une importance capitale, intéressent le maintien de l'ordre public, elles ne sauraient être exécutées avec trop de scrupule et de fidélité.

Quant aux sociétés de secours mutuels, elles sont en quelque sorte annexées aux confréries des pénitens blancs et des pénitens bleus, sans se confondre aucunement avec elles. L'aide prêtée aux sociétaires malades consiste dans une allocation de 1 franc par jour pendant trois mois. Si modestes que soient ces associations de prévoyance, la politique ne les avait pas épargnées depuis la révolution de février. On les a dissoutes après les événemens de décembre 1851, mais on tolère leur intervention secourable jusqu'au moment où l'assistance mutuelle aura pu être organisée sur les bases plus fermes de la législation actuelle. Les fabricans doivent évidemment prêter un concours empressé à la réalisation d'une pensée qui tend à la fois au soulagement des misères privées et au maintien de la sécurité publique. On dit que la méfiance des ouvriers est un obstacle à la bonne volonté des fabricans; mais l'inertie de ces derniers n'était-elle pas antérieure aux manifestations du désordre? Les ressentimens qu'ont pu laisser les troubles de 1848 ne doivent pas paralyser une bienveillance qui est d'ailleurs la meilleure garantie pour l'avenir.

A Bédarieux, dans cette ville où l'essor de la fabrique est si récent, l'esprit de corporation ne se rattache pas à des souvenirs héréditaires. Cependant on y avait importé, même avant 1848, les sociétés de secours mutuels. Ces institutions ont su se préserver des at-

teintes de la politique, et elles n'ont pas été dissoutes comme à Lodève après le 2 décembre; mais elles auraient besoin de se développer sous l'égide intelligente de la fabrique.

La ville de Mazamet possède deux de ces associations, datant l'une de 1841 et l'autre de 1847, et qui ont toujours admis, comme dans le système de la loi nouvelle, des membres honoraires à côté des membres participans. L'une de ces sociétés est composée de catholiques, et l'autre de protestans. Dans le règlement de la société protestante, il est une disposition qui semble avoir été inspirée par le puritanisme des sociétés américaines de tempérance : *Nul ne sera admis dans la société,* dit-on, *s'il ne prend l'engagement formel de s'abstenir d'une manière absolue du cabaret et du café;* puis on ajoute, par manière de tempérament, « qu'un membre peut recevoir dans une auberge un étranger, pourvu qu'il en fasse la déclaration au surveillant de son quartier dans les vingt-quatre heures. » De telles règles doivent entraîner une surveillance perpétuelle sur les sociétaires. On n'a pas reculé devant cette conséquence, car un autre article porte que si un membre est vu dans un cabaret ou dans un café, il peut être dénoncé au bureau de la société, qui le cite à sa barre et lui applique les peines portées par les statuts. C'est ici, comme on le voit, l'enfance du règlement. Quand on débute dans le régime réglementaire, on craint toujours de ne pas établir assez d'entraves; on veut tout prévoir ou tout réprimer. Outre ces deux sociétés qui sont exclusivement réservées aux hommes, il en existe une autre pour les femmes constituée en 1847. On ne saurait trop applaudir à l'idée qui avait donné naissance à cette association, et qui, avant les facilités accordées depuis cette époque pour l'admission des femmes dans les sociétés mutuelles, cherchait à procurer des garanties à la branche de la famille industrielle la plus exposée aux atteintes de la misère.

La population de Castres, ayant précédé la ville de Mazamet dans l'industrie, l'a devancée également dans la pratique des institutions de prévoyance. Les associations castraises ressemblent encore davantage à celles du nord de la France; leur action se manifeste sous les formes les plus diverses. La société de Saint-François-Xavier déclare avoir pour but non-seulement l'amélioration du sort des ouvriers, mais encore le progrès intellectuel et moral de ses membres; elle admet le principe de secours en dehors du cas de maladie; elle consacre une certaine somme à des prêts gratuits. La société des *ouvriers castrais,* sous le patronage de saint Jacques, avait voulu, à son origine, combiner les avantages de la tontine et de la caisse d'épargne. La législation ultérieure sur les sociétés de secours mutuels et sur la caisse nationale des retraites a dû entraîner diverses

modifications dans les statuts, qui n'en gardent pas moins l'empreinte des intentions primitives.

Dans la phase qu'atteint aujourd'hui la vie industrielle de cette région de la France, ces premiers essais de l'esprit d'association forment un excellent point d'appui pour de plus larges applications des mêmes idées. En s'implantant de bonne heure dans nos provinces méridionales, avant que la production manufacturière y ait pris son complet développement, les institutions de prévoyance affaibliront les chances funestes mêlées aux avantages d'un accroissement désormais prévu du système industriel.

Le bien-être matériel des familles ouvrières dépend ici avant tout de la prospérité de l'industrie drapière. Sa situation jusqu'à ce jour se présente sous des auspices favorables; nos manufactures des Montagnes-Noires n'ont point connu les rudes épreuves économiques qui résultent des crises monétaires, d'une production exagérée, ou du contre-coup d'événemens extérieurs. Leurs marchés se sont agrandis aussi vite que leur fabrication; mais au milieu de la rivalité industrielle qui remplit notre époque, la draperie méridionale ne saurait sauvegarder son avenir qu'au prix d'efforts ininterrompus. Quelle ligne doit-elle suivre? vers quel but doit-elle s'avancer? On ne saurait le dire trop haut : l'erreur des manufacturiers serait ici de songer à marcher de pair avec nos cités du nord, Sedan et Elbeuf, où règne aussi la fabrication des draps, et de viser aux articles luxueux, aux étoffes superfines. Le Languedoc a une spécialité : la production à bas prix; qu'il se garde d'abandonner cette arène, moins exposée que la fabrication de luxe aux vicissitudes commerciales; mais, en s'y maintenant, il doit s'appliquer sans relâche à perfectionner les produits destinés à la grande consommation, et à réaliser de plus en plus l'alliance de la solidité et du bon marché. Sur son terrain, avec la main-d'œuvre à bas prix, avec les forces hydrauliques que lui offre libéralement la nature, la draperie méridionale est à peu près invincible. Ses marchés mêmes, c'est-à-dire les lieux où elle place communément ses produits, lui offrent des conditions particulières de sécurité : elle s'adresse, à l'intérieur, à celle de nos populations qui sont le moins mobiles dans leurs goûts, le moins agitées par les caprices de la mode. Quand elle exporte ses produits, c'est principalement dans le Levant, où les habitudes sont si tenaces et si uniformes. En dehors de la communauté de situation qui les unit, les diverses fabriques de ces contrées ont à soutenir entre elles une lutte qui suffirait pour les tenir en haleine. La décadence de quelques cités industrielles du midi témoigne assez haut que l'indolence est promptement suivie d'une ruine irréparable.

A l'habileté industrielle il faut aussi que les manufacturiers sachent

joindre, comme nous l'avons dit pour Nîmes, l'habileté commerciale. Jusqu'ici, ils semblent s'être plus préoccupés d'amoindrir les frais du placement de leurs produits, de supprimer tout intermédiaire inutile, que d'étendre à l'aide d'une action directe l'horizon même de leur clientèle. L'activité déployée dans cette voie trouverait cependant une récompense assurée. Comment, par exemple, le bon marché de ses tissus ne permettrait-il pas à une ville comme Mazamet de s'ouvrir au dehors des issues qui lui manquent encore?

Dans sa situation toute spéciale, Lodève a peut-être plus qu'aucune autre cité manufacturière du midi des motifs pour chercher à simplifier ses procédés de fabrication. Elle est menacée par la concurrence dans sa possession des fournitures militaires. Or avec la clientèle de l'armée disparaîtraient dans cette ville presque tous les élémens de travail, presque tous les moyens d'existence de la population laborieuse (1). Les mesures qui peuvent faciliter ou améliorer la fabrication prennent donc ici une importance capitale.

La région que nous venons de parcourir peut compter, on le voit, parmi les plus intéressantes de celles où se développe l'industrie française. L'instinct du travail s'y associe à des passions ardentes qui ne sont pas hostiles cependant à toute règle morale. Ce qui manque aux ouvriers du midi, c'est un contact plus fréquent avec le reste de la France. Le réseau de voies ferrées promis à ces régions sera un bienfait inappréciable, qui les ouvrira à la circulation des idées comme à la circulation des produits matériels. Le mouvement intellectuel parmi les classes populaires subira ici la loi qui lui est imposée en tout pays : il profitera des facilités offertes aux intérêts économiques.

A. Audiganne.

(1) Il serait à désirer, dans l'intérêt des ouvriers, que les commandes militaires pussent se répartir plus régulièrement sur tous les mois de l'année. Dans l'état actuel des choses, ces fournitures présentent, à côté de l'avantage d'un travail assuré, le désagrément d'un travail irrégulier. Les ordres arrivent subitement, et alors on se met à les exécuter avec une sorte de frénésie; puis à cet ardent coup de feu succèdent des chômages plus ou moins longs, toujours pénibles à traverser. — Il est certains grands travaux d'utilité publique qui amélioreraient singulièrement la situation de la place. On se plaint que, par suite du déboisement des plateaux voisins, les eaux des rivières diminuent sensiblement depuis quinze ou vingt ans. Le jour n'est peut-être pas loin où les appareils à vapeur, dont il n'existe qu'un seul aujourd'hui dans la fabrique, devront joindre aux moteurs hydrauliques leurs forces inépuisables; mais, bien que les gîtes houillers du Bousquet et de Graissessac, qu'un chemin de fer va bientôt réunir à Béziers, ne soient pas à une grande distance, comme il faut, pour les atteindre, gravir la rude montagne de l'Escandolgue, les transports du charbon sont extrêmement coûteux. Il a été question de percer les flancs de la montagne, dont la base n'a pas plus de quatre cents mètres d'épaisseur. Une telle entreprise mériterait de trouver un actif concours dans la fabrique de Lodève.

POÉSIE

LES TAUREAUX.

Sur les âpres sentiers du coteau basaltique,
J'entends crier le char de la Cérès antique.
Les blés étant semés, avant la fin du jour
Il ramène au hameau les outils du labour.
Sur le timon de frêne, un jeune bouvier celte,
L'aiguillon à la main, se dresse fier et svelte,
Dirigeant de sa voix qu'il adoucit encor
Ses taureaux accouplés comme au temps de Nestor.
Dans les plis de leur cou, le poil frémit et fume.
Les voilà dans la cour, le poitrail blanc d'écume.
Le maître alors paraît lui-même, et de sa main
Leur enlève le joug qu'ils reprendront demain;
Et sur leurs fronts touffus, pour effacer l'empreinte,
Un enfant les caresse et les frappe sans crainte.
Sous sa verge d'osier je me plais à les voir,
Dociles et joyeux, marcher vers l'abreuvoir;
Puis, libres et gardant un calme qui m'étonne,
Brouter avec lenteur l'herbe rare d'automne.
Alors au bord du pré je m'arrête, et souvent,
Jaloux de ce repos, je leur parle en rêvant :

Salut! ô vieux amis, vieux nourriciers de l'homme,
Qui depuis six mille ans creusez votre sillon,
Et subissez en paix le joug et l'aiguillon!
Des noms les plus sacrés il faut que je vous nomme.

Géans à qui suffit un peu d'herbe et de fleurs,
Qu'à la main d'un enfant un grain de sel amorce,
J'adore en vous voyant, ô vieux souffre-douleurs!
Deux attributs divins, la douceur dans la force.

Si vous sentiez l'orgueil, si, las de nos mépris,
Dans les champs du labour transformés en arènes,
Vous tourniez contre nous vos armes souveraines,
Les bouviers et les chars voleraient en débris.

Mais, soumis à la main qui frappe et qui récolte,
Comme si vous aviez quelque lointain espoir,
Vous tracez devant nous le sentier du devoir,
Et vous obéissez quand l'homme se révolte.

Laissez-moi donc flatter votre rude poitrail;
Je vous aime entre tous, ouvriers des vieux âges;
Votre exemple est offert aux plus forts, aux plus sages;
Soyez bénis, taureaux, symboles du travail!

Pour m'instruire avec vous, j'ai quitté les retraites,
Les bois qui me parlaient, animés par les vents;
C'est vers vous que me guide, entre tous les vivans,
L'esprit qui me choisit mes amitiés secrètes.

Vos pieds noirs et cambrés sont durs comme l'airain;
J'aime en un droit sillon leur pesanteur sacrée.
La force m'apparaît, une force qui crée,
Devant vos larges fronts à l'œil morne et serein.

Qu'un autre soit jaloux du coursier ou de l'aigle!
Je vois d'aussi près qu'eux l'inaccessible azur,
Quand, près de mes taureaux, je marche d'un pied sûr
Entre le bois de hêtre et la moisson de seigle.

Du pas lourd des grands bœufs, du bruit sourd des forêts,
J'écoute avec amour la lenteur cadencée;
C'est ainsi que je sens, dans mes instincts secrets,
Cheminer vers le but mes vers et ma pensée.

J'aime la majesté de votre doux sommeil,
Quand la splendeur du soir, dorant votre poil sombre,
Sur les prés rougissans où s'allonge votre ombre,
Semble aux cornes d'ébène attacher un soleil.

Vers l'astre qui descend tournant un front superbe,
Couchés en demi-cercle et fermant vos grands yeux,
Tandis que l'enfant joue entre vos pieds dans l'herbe,
Vous ruminez en paix, semblables à des dieux.

Vous êtes, comme ils sont, patiens et terribles,
Bienfaisans comme ils sont pour nous, ingrats mortels!
Et le sage Orient vous dressa des autels,
L'Orient qui voyait les vertus invisibles!

Mais l'esprit de nos jours, sombre ennemi du beau,
Et dont l'étroit savoir insulte à la nature,
De sa difformité posant partout le sceau,
A corrompu ta race, ô noble créature!

Dans ces monstres épais qu'il te donne pour fils,
Je cherche, hélas! en vain ta fierté disparue.
Lui déjà, dans son rêve, ô vieux roi de Memphis,
Il t'arrache aux honneurs de l'antique charrue!

Entends, au bout des prés, cet affreux sifflement :
C'est ton rival qui passe, et le monde l'acclame.
Doux et noble ouvrier, place au vil instrument,
Place au corps monstrueux qui vient détrôner l'âme!

Que l'esprit désormais passe dans le métal!
Mais, en donnant au fer la vitesse et la vie,
O pâle humanité, subis l'arrêt fatal :
A l'œuvre de tes mains tu seras asservie!

Accepte un joug plus dur que celui des taureaux;
Plus de soleil, d'air pur et d'horizons sans bornes;
Va pleurer longuement, dans les ateliers mornes,
Ce travail libre et fier qui faisait les héros !

Moi, tant qu'il restera quelque Celte aux mains rudes,
Du taureau de labour gardant le sang bien pur,
J'irai pour adorer, dans son chalet obscur,
L'antique liberté, fille des solitudes.

Disciple et confident des êtres dédaignés,
Je suivrai les troupeaux sur les sommets bleuâtres;
Là, docile aux accords par les bois enseignés,
Je veux goûter aussi la sagesse des pâtres.

Là, d'un siècle énervé je ressens moins le mal,
Je me crois un moment affranchi de ses chaînes,
Quand j'écoute, en mon rêve enivré d'idéal,
Mugir les grands taureaux à l'ombre des grands chênes.

VICTOR DE LAPRADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1853.

Pour tous ceux qui réfléchissent, pour tous ceux qui fixent sur le monde, sur notre pays en particulier, un regard clairvoyant et attentif, il n'est point douteux que nous entrons dans une période difficile, ou plutôt nous ne faisons chaque jour qu'avancer d'un pas dans une voie dont il ne nous est plus donné que de tempérer les embarras et les périls. Des préoccupations de la nature la plus diverse et également sérieuses sont venues remuer l'opinion publique, et la tiennent dans une continuelle perplexité. D'un côté, c'est une crise extérieure incessante, sorte de commencement d'incendie sur lequel tout le monde cherche à mettre le pied, et qui ne s'éteint pas, qui semble au contraire se rallumer à chaque instant; de l'autre, c'est l'incertitude qui existe sur les moyens réels de subsistance du pays. Il ne vient sans doute heureusement s'y joindre rien d'essentiellement politique, nous voulons dire rien qui tienne à la sécurité intérieure, au mouvement des partis, à la fermentation des passions; mais en vérité c'est bien assez pour une fois d'avoir tout ensemble la question d'Orient et la question alimentaire, — c'est-à-dire la plus grande affaire de politique extérieure qui ait surgi depuis cinquante ans et la crise la plus propre à émouvoir les populations, par cela même qu'elle met en doute leurs moyens de vivre. Peut-être d'ailleurs une telle situation, compliquée d'un double péril, est-elle d'autant plus faite pour peser sur le pays, qu'on s'y attendait moins et qu'on y était moins préparé. Parce qu'on avait retrouvé le calme et le repos au bout de quelques années de la plus violente confusion, il semblait presque que rien ne dût remuer dans le monde, et que la clémence féconde des saisons ne dût plus subir d'éclipses pour ne point troubler cette quiétude, un peu trop semblable à de la somnolence. Il n'en est malheureusement point ainsi, et ce sont les événemens qui se chargent de venir sommer la vigilance des gouvernemens et des peuples en leur offrant des épreuves d'un nouveau genre

à soutenir. En présence de ces épreuves, qui n'ont rien d'obscur ni d'équivoque aujourd'hui, il n'y a sans doute rien à exagérer, et il n'y a aussi, il nous semble, rien à dissimuler. Oui, il est bien vrai que les affaires d'Orient ne sont guère en voie d'arrangement malgré les efforts des gouvernemens français et anglais, et que les incertitudes nées de la crise des subsistances n'ont point perdu leur caractère sérieux. Chacune de ces questions se produisant seule aurait eu évidemment par elle-même une importance suffisante; leur coïncidence est une aggravation. S'il y a double embarras cependant, c'est une raison de plus pour envisager avec quelque sang-froid et quelque virilité cette crise complexe; c'est même, à vrai dire, le meilleur moyen de la traverser sans y rien laisser de nos intérêts ou de notre sécurité.

Où en est donc aujourd'hui l'affaire d'Orient? Elle suit son cours à travers toutes les complications qui se sont produites et qui se produisent à chaque instant. Selon l'habitude, les nouvelles se croisent et se multiplient. Tous les faits sont commentés, les résolutions des cabinets sont attendues et scrutées, et même on les divulgue souvent avant de les connaître, sur un simple indice. Encore une fois, on revient sur le passé et sur l'avenir de cette formidable question. Ce n'est pas qu'il y ait des incidens essentiellement nouveaux. La réalité est que les incidens actuels ne sont que la conséquence la plus logique de ceux qu'on connaît. C'est une situation qui se développe. Si la Russie s'établit dans les principautés danubiennes avec la pensée visiblement arrêtée de n'en point sortir de si tôt, il n'y a rien là qui ne découle entièrement de sa conduite antérieure. Si la Turquie, par un acte formel, accompli en ce moment, déclare la guerre à la Russie, elle ne fait que reconnaître et accepter un état de choses existant depuis trois mois déjà à son détriment. C'est là en effet qu'en est aujourd'hui la question d'Orient, et c'est là qu'elle en devait venir nécessairement après le refus de la Porte de souscrire à la note de Vienne et après l'étrange signification attribuée à cette note par M. de Nesselrode. Le complet insuccès de la médiation tentée par la conférence viennoise remettait tout en doute, laissait la Russie dans les principautés, ravivait les passions belliqueuses de la Turquie, et faisait à l'Angleterre et à la France un devoir de chercher à suivre les événemens de plus près, en franchissant les Dardanelles.

Telle est donc la situation au moment présent. De son côté, la Russie occupe les provinces moldo-valaques et songe moins que jamais à les quitter, sans nul doute. A quel titre et pour quel temps les occupe-t-elle? C'est là ce qu'il est désormais assez inutile de discuter. Ses intentions sont suffisamment claires; elles se décèlent par la nomination du prince Paskewitch au commandement de l'armée du Danube, par la déposition des hospodars et la création d'une vice-royauté qui serait confiée au prince Menchikof, en un mot par tous les actes qui signalent l'occupation russe. Si l'un de ces faits se confirme notamment, la substitution d'une administration russe au gouvernement des hospodars, on pourrait demander ce qui manquerait alors pour constituer une incorporation pure et simple des principautés à l'empire du tsar. Malgré des exagérations que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'est point certainement intéressé à démentir, les forces de la Russie

dans les provinces moldo-valaques ne paraissent pas avoir dépassé jusqu'ici soixante mille hommes, et encore ces forces sont-elles chaque jour décimées par les maladies de tout genre; mais elles peuvent s'accroître, et dans tous les cas cela a suffi jusqu'à ce moment pour l'attitude défensive que se donnait la politique russe. L'empereur Nicolas sent bien que s'il lui a été facile d'envahir les principautés et de pousser jusqu'au Danube, il ne serait point aisé à l'armée ottomane de franchir ce fleuve pour l'aller combattre sur le terrain où il s'est placé. Chose étrange et bizarre interversion des rôles! c'est la Russie qui, envahissant le sol turc, a la prétention de ne point se départir d'une attitude de défense, et c'est la Turquie, réduite à revendiquer son territoire, qui a les apparences de l'offensive! La Turquie en effet, — et c'est là l'acte le plus récent, — vient définitivement de sommer la Russie d'évacuer les principautés. Le délai importe peu : que ce soit dans quatre semaines ou dans quinze jours, le fait n'en est pas moins le même. Cette résolution suprême a été le résultat d'une délibération solennelle d'un grand conseil national convoqué à Constantinople dans les derniers jours de septembre, — délibération où il n'y a eu, dit-on, que trois voix pour la paix, et qui a été sanctionnée par le sultan. Ce n'est point Reschid-Pacha, comme on l'a dit, mais bien son fils, qui est chargé de porter cette sommation au prince Gortschakof, commandant actuel de l'armée russe du Danube. On peut d'avance imaginer comment elle sera reçue. A cela d'ailleurs vient se joindre, assure-t-on, une nouvelle levée de cent cinquante mille hommes ordonnée par le sultan à l'appui de sa déclaration. Enfin, en même temps que ces faits s'accomplissaient, les flottes de France et d'Angleterre ont quitté de leur côté le mouillage de Besika et sont entrées décidément dans les Dardanelles. Ainsi toutes les chances sembleraient pour la guerre. Le sultan s'est vu contraint de céder aux passions qui l'environnent et un peu aussi à la force des choses. Les contingens turcs placés sous les ordres d'Omer-Pacha ont désormais un rôle plus décisif et une action toute tracée vis-à-vis des soldats russes. Seulement entre les deux armées il y a le Danube, qui n'est point facile à franchir; il y a aussi l'hiver qui est là, et qui n'est point une saison très propice à des opérations militaires, surtout dans de tels pays, et par-dessus tout il reste en Europe le désir de la paix luttant obstinément encore avec la fatalité d'une situation extrême, de telle sorte que, malgré sa gravité apparente, la résolution du sultan pourrait bien n'avoir point avancé considérablement la question. En réalité, elle ne fait que donner un nom à un état de choses existant déjà, comme nous le disions, et ce nom, c'est l'état de guerre. Les armées campées sur les deux rives du Danube sont dès ce moment des armées ennemies; il peut pourtant se passer quelques mois encore avant que l'une ou l'autre soit en mesure de tenter quelque entreprise décisive.

Ceci, comme on voit, joint à un besoin universel, laisse une assez grande place à des négociations nouvelles. Sans doute la guerre est possible, elle existe même en droit, et il est des momens où le mieux qu'on puisse espérer, c'est de la circonscrire en Orient; mais la paix aussi est possible, et c'est là toujours que peut s'exercer avec fruit l'action de l'Europe. Nous ne nous dissimulons rien cependant : pour que cette action fût efficace, il faudrait qu'on pût s'entendre; il faudrait se ranger à une politique commune, là où

les intérêts sont communs. La conférence de Vienne a essayé de formuler cette politique, et à la première difficulté rien n'est resté debout de l'œuvre qu'elle avait tentée. Or sur qui peut peser la responsabilité d'une telle impuissance? Dans cette déplorable affaire d'Orient, depuis qu'elle est venue éveiller en Europe de si vives anxiétés, l'action des divers gouvernemens est tout naturellement tracée. On comprend l'attitude de la Russie : elle obéit à une ambition qui va droit son chemin; on conçoit la politique de l'Angleterre et de la France, l'une et l'autre défendent un intérêt fort clair; mais s'il est un rôle mystérieux et difficile à définir, c'est celui de l'Autriche et de la Prusse. Il y a peu de temps encore, la Prusse et l'Autriche, à peu de chose près, avaient sur la question d'Orient la même pensée que la France et l'Angleterre. Ce que celles-ci avaient entendu par la note de Vienne, les deux grands états allemands l'entendaient aussi; ils ne s'associaient nullement, que nous sachions, aux interprétations de M. de Nesselrode. Qu'est-il arrivé pourtant? C'est que quand il s'est agi de maintenir le sens de cette note, c'est-à-dire quand l'accord des quatre puissances était le plus nécessaire et pouvait être le plus utile en interposant l'autorité d'une médiation européenne qui se fût adressée à la fois à la Russie et à la Turquie, alors la dislocation a commencé; alors se sont produites, à la place des conférences diplomatiques de Vienne, les entrevues souveraines d'Ollmütz; alors sont venues les tergiversations du roi de Prusse, qui, après avoir refusé de se rendre personnellement au camp autrichien, est parti soudainement, à l'insu, dit-on, de son conseil, pour retrouver l'empereur Nicolas à Varsovie.

Ce n'est pas que nous ne nous expliquions les démarches personnelles des deux souverains allemands. Ils ont espéré être plus heureux que la diplomatie et obtenir la paix du tsar; ils ont pensé que mieux que personne ils pouvaient faire valoir les considérations supérieures qui font en quelque sorte une loi pour tous d'un arrangement amiable. Nous serions tentés de croire que c'est là dans le fond tout le secret des entrevues qui viennent d'avoir lieu à Ollmütz et à Varsovie. Il se pourrait en effet qu'il ne se fût rien passé dans ces entrevues d'aussi décisif qu'on a pu le supposer, et que tout se fût borné à des efforts mutuels, — du tsar pour gagner les souverains allemands à sa politique, — des souverains allemands pour amener l'empereur Nicolas à des conditions moins excessives et plus équitables. Mettons que ni les uns ni les autres n'aient aussi complétement réussi qu'ils l'eussent désiré, c'est le plus probable malgré tout ce qu'on peut dire : qu'en résulte-t-il? Pour l'Autriche et la Prusse d'abord, une situation trop peu nette et peu digne de grandes puissances. Il ne suffit point de prétendre se renfermer dans une neutralité inactive et expectante; il est des momens où, à moins d'une abdication véritable, cette neutralité est impossible : c'est quand il se produit des questions qui touchent à un intérêt général, européen. Lorsque l'Autriche et la Prusse s'étaient réunies à l'Angleterre et à la France pour travailler en commun à une conciliation, c'est que, sans nul doute, elles avaient aperçu cet intérêt européen, et ce ne sont point à coup sûr les complications nouvelles qui l'ont fait disparaître. Comment les deux grands gouvernemens allemands, après avoir partagé l'opinion de la France et de l'Angleterre sur le sens réel de la note de Vienne et sur la nécessité de maintenir intacte l'in-

dépendance de l'empire ottoman, avoueraient-ils aujourd'hui leur indifférence pour les empiétemens de la Russie en Orient? D'ailleurs, même en restant neutres, l'Autriche et la Prusse se prononceraient encore plus qu'elles ne le pensent; — elles se prononceraient, disons-nous, tacitement pour la France et l'Angleterre, parce qu'il est bien évident que, si un intérêt profond ne les séparait pas de la Russie dans cette question, elles n'hésiteraient point à lui prêter leur appui et à la seconder de leur influence, de telle façon que leur politique, mélange singulier de résistance timide et de connivence indirecte, ne ferait qu'attester à la fois ce qu'elles ont à défendre et leur impuissance à prendre un parti. Ce n'est point là apparemment le rôle qui convient à deux puissances comme l'Autriche et la Prusse, et après avoir eu le bon esprit, comme on l'assure, de résister au tsar dans des entrevues réitérées, M. de Manteuffel ne devrait-il pas encore imprimer un caractère plus décidé à la politique du cabinet prussien qu'il dirige?

Quant à l'empereur Nicolas, les voyages qu'il vient de faire en Allemagne pourraient bien aussi être un symptôme de la situation fausse où il s'est engagé. Cette situation, il l'a sentie évidemment, puisqu'il a éprouvé le besoin de faire cesser, par une intervention personnelle, l'isolement où le plaçait la conférence réunie à Vienne. On a parlé des dispositions pacifiques manifestées par le tsar au camp d'Ollmütz; par malheur, c'est un mot sur lequel il faut s'entendre : la Russie parlait de ses dispositions pacifiques, lorsqu'elle envoyait le prince Menchikof porter ses ultimatums hautains à Constantinople; elle en parlait encore lorsqu'elle faisait entrer ses troupes dans les principautés; elle en parlait aussi récemment lorsque, sous l'apparence d'une transaction à l'occasion de la note de Vienne, elle maintenait toutes ses prétentions primitives; elle a même si bien fait, qu'elle a tué du coup cette malheureuse note, et que les négociations ne peuvent plus se renouer que sur des bases nouvelles. Tout cela ne fait que rendre plus claire et plus nette la politique de la France et de l'Angleterre. Heureusement les deux puissances, fussent-elles réduites à elles-mêmes, ne peuvent avoir qu'une pensée, et cette pensée consiste à épuiser tous les moyens possibles de pacification, en maintenant toutefois intact un principe auquel est liée la sécurité de l'Europe. Comme elles n'ont aucun intérêt d'ambition à satisfaire, elles se trouvent plus libres pour défendre avec modération et fermeté l'intérêt occidental; c'est là leur politique, aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui; c'est là assurément encore l'unique destination des flottes envoyées devant Constantinople, pour surveiller les événemens qui peuvent s'accomplir.

Un des côtés les plus curieux, on le sait, de cette longue et pénible crise, c'est le retentissement qu'elle a parmi les populations orientales, en dehors du cercle où s'agite le fanatisme turc. Nous avons montré quelquefois, par des témoignages singuliers, la vive impression que produisent les événemens actuels sur l'esprit de ces peuples. La crise, en se prolongeant, ne fait qu'entretenir et activer ce mouvement, où s'expriment et se confondent tous les vœux, toutes les espérances d'affranchissement, toutes les irritations contre le joug musulman; c'est la vie grecque qui se manifeste auprès de la décadence turque. Depuis longtemps déjà, ce mouvement se poursuit, et s'il y a un intérêt particulier à l'observer aujourd'hui, c'est parce que nous nous

trompons souvent, faute de connaître les tendances réelles des populations de l'Orient, parce que nous ne nous rendons pas un compte fidèle de ce qui s'agite dans ce monde mystérieux et renaissant; c'est ainsi qu'un écrivain grec, dans un recueil d'Athènes, — *le Spectateur de l'Orient,* — montre ce qu'il y a d'arbitraire dans les classifications que nous faisons des partis helléniques. Il n'y a point en Grèce, à proprement parler, de parti français, anglais ou russe, comme nous le disons quelquefois; mais il y a ce qu'on peut appeler un parti oriental et un parti occidental. Le premier, estimant au-dessus de tout la religion, tourne toutes ses espérances vers la Russie, qui est la protectrice de la foi orthodoxe, qui partage la haine du chrétien grec contre le drapeau de Mahomet, et qui veut rétablir l'empire de Byzance; le second, aimant les sciences, les arts, le commerce, incline vers l'Occident, où il retrouve quelque chose de l'ancienne Grèce. Ces deux tendances ne s'excluent pas; elles se fondent, se combinent, se viennent mutuellement en aide, et de ce dualisme naît la supériorité de la civilisation grecque, appelée à servir de milieu entre l'Orient et l'Occident, en participant des deux. De là aussi la destinée spéciale de la race grecque dans les combinaisons auxquelles doit donner lieu la vraie et juste solution de la question d'Orient. C'est à cette race qu'appartient la mission de relever, sur ce sol où elle a dominé, un empire civilisé et florissant à la place de l'empire en décadence des Osmanlis. Ce sol est à elle du droit de l'intelligence, du droit des malheurs que lui infligea la barbarie musulmane, du droit des combats qu'elle a déjà soutenus pour s'affranchir, enfin de ce droit imprescriptible d'une race qui conserve intact à travers les siècles le dépôt de sa foi, de ses traditions, de sa nationalité. Ce n'est point l'ambition, on le voit, qui manque à ces vues remarquablement exprimées. C'est là au reste un fier et viril sentiment. Seulement le difficile est de traduire tout cela en une politique pratique que l'Europe puisse adopter. Cela viendra sans doute; jusque-là, si l'Europe prête son secours à l'empire ottoman, si elle arrête ce vieil édifice sur le penchant de la ruine, ce n'est point la religion qu'elle défend en lui, c'est l'indépendance de l'Occident, et cette indépendance, les chrétiens grecs sont plus que personne intéressés à ne point désirer qu'elle périsse, parce qu'alors ils ne feraient probablement que passer d'une servitude à l'autre. Malgré les espérances de l'auteur grec, il n'est point sûr que le Cosaque, attachant son cheval aux colonnes du temple de Jupiter olympien, laissât autour de lui la liberté très florissante. Toujours est-il que de tels livres dénotent le travail des esprits parmi les populations orientales; ils montrent combien ces populations s'émeuvent et se préoccupent, sous l'empire de leurs instincts religieux et nationaux, d'une question dont le poids oppresse l'Europe depuis plus de six mois, et qui passe d'un instant à l'autre par des phases toujours nouvelles et toujours plus graves.

Cette question d'Orient vient aussi de donner lieu à une publication d'un autre genre, et qui mérite à tous égards d'être signalée. *La Vérité sur la question des lieux saints, par quelqu'un qui la sait,* tel est le titre de cet écrit, qui révèle en effet une connaissance approfondie du débat d'où est venue la crise actuelle. En dépit de la suscription de cette brochure, qui porte la date de Malte, nous ne doutons point qu'elle ne sorte des presses de Constantinople, et bien qu'elle soit anonyme, nous croyons qu'on en pourrait facilement dé-

couvrir l'origine. Évidemment l'auteur a eu à la fois les confidences des deux gouvernemens européens qui se trouvaient aux prises dans la question des lieux saints, la France et la Russie, et nous ne serions point étonnés qu'on eût nommé à ce propos l'ancien ministre ottoman Fuad-Effendi. On se rappelle avec quelle hauteur le prince Menchikof avait cru pouvoir traiter ce ministre en arrivant à Constantinople. Celui-ci se venge aujourd'hui de ce dédain en faisant connaître avec autant de mesure que de raison la politique devant laquelle il a succombé. C'est la conduite de la Porte que l'auteur s'est proposé de défendre, c'est aux reproches d'offense exprimés dans les circulaires de M. de Nesselrode qu'il a pour principal objet de répondre. Dans une analyse aussi substantielle que rapide des diverses phases de la négociation concernant les lieux-saints, il montre en effet catégoriquement que si la Porte a donné à quelqu'un le droit de se plaindre de ses procédés, ce ne saurait être à la Russie. Quand la France revendiquait en faveur des religieux francs de la Palestine les sanctuaires dont ils avaient la possession en 1740, cette puissance avait pour elle non-seulement le droit écrit, mais en quelque sorte le droit naturel lui-même. Elle agissait en effet en faveur de ses propres sujets ou d'étrangers volontairement enrôlés sous son protectorat, et en vertu d'un traité formel, celui qui est connu sous le nom de capitulation de 1740. La Russie au contraire, en essayant de s'entremettre dans le différend, n'avait aucun traité à alléguer, aucun de ses sujets à défendre. « Le gouvernement ottoman, fort de ces raisons, dit le publiciste dont nous signalons le témoignage, aurait pu tout d'abord refuser d'admettre une intervention quelconque de la Russie; mais, par déférence pour une puissance alliée et voisine, il ne voulut pas le faire. Prenant en considération la sollicitude qu'elle affichait pour la religion dominante de ses états, et cherchant toujours le moyen de concilier l'intérêt de toutes les parties dans une question qui au commencement semblait être exclusivement religieuse, il ne ferma pas l'oreille à ces représentations. » Il est un autre point que l'auteur a parfaitement saisi et mis en relief. On se souvient qu'au moment où les négociations semblaient toucher à leur terme, l'empereur Nicolas avait cru devoir adresser au sultan une lettre autographe où il faisait un crime aux ministres ottomans d'avoir reconnu en principe la validité du traité au nom duquel réclamait la France. « C'était la première fois, dit l'écrivain ottoman, qu'on voyait un souverain adresser à un autre souverain des reproches pour n'avoir pas méconnu ses engagemens solennels envers une autre puissance. » Bien que l'écrit dont nous parlons n'ait pour but que d'expliquer la politique de la Porte et de repousser les reproches qui lui ont été adressées par la Russie, il renferme implicitement la justification la plus concluante qui pût être faite de la conduite de la France.

La Russie ne trouvait donc dans la question des lieux-saints aucun prétexte légitime pour soulever la question plus vaste qui met aujourd'hui en danger la paix européenne. C'est sur elle seule que doit peser la responsabilité morale de la guerre qui semble sur le point de commencer. L'auteur de l'écrit que nous citons n'a point de peine à établir de quel côté sont les premiers torts. Depuis que cette brochure est publiée, un fait significatif est venu d'ailleurs attester les véritables intentions de la Russie. Cette puissance avait déclaré qu'en réclamant le protectorat religieux des sujets grecs de la Tur-

quie, elle ne voulait rien exiger qui ne fût compatible avec l'autorité du sultan, et le jour où la Porte a jugé nécessaire d'introduire dans la note de la conférence de Vienne des modifications propres à lui assurer à ce sujet les garanties désirables, on a vu le cabinet russe rejeter cette note avec un commentaire où il prétend cette fois ouvertement à une portion de la souveraineté d'Abdul-Medjid. La pensée de la Russie n'est donc désormais que trop claire. Ce fait nouveau et décisif donne une confirmation éclatante à la thèse soutenue par l'auteur de l'écrit dont nous parlons : — ce n'est point la Russie qui a respecté ses engagemens. En se rappelant la politique modérée suivie par l'empereur Nicolas en présence des dernières révolutions européennes, on ne sait comment expliquer le changement qui s'est opéré dans cette politique. On ne saurait se dissimuler que jusqu'à ce moment l'effet moral de la crise est tout entier pour la Turquie et ses alliés. La France y a gagné de rentrer d'une manière décisive dans le concert européen. La Porte, de son côté, en a profité pour montrer qu'elle conserve une certaine énergie de patriotisme qu'on lui contestait, et qu'elle est encore de force à défendre honorablement son indépendance. En terminant cet examen de la publication attribuée à Fuad-Effendi, nous ferons une dernière remarque : s'il existait dans l'empire ottoman beaucoup d'hommes tels que cet ancien ministre, les espérances que l'on a fondées sur les progrès de la civilisation en Turquie pourraient bien donner un démenti à ceux qui n'y voient que des illusions. Cet empire, qui se soutient dans le présent par de si louables efforts, pourrait sans doute compter encore sur un honorable avenir.

Cette crise d'Orient est une des épreuves où la France est engagée comme tous les pays qui ont un rôle politique dans le monde : c'est la grande affaire du moment; elle revient sans cesse et se retrouve naturellement au bout de toutes les pensées, non-seulement parce qu'il en peut sortir la paix ou la guerre, mais encore parce que, pour tous ceux qui ont le don de réflexion, c'est une question vitale dont la solution peut déplacer toutes les influences et affecter profondément les destinées de l'Occident. La France a sa part dans cette situation; elle a sa politique à suivre, ce qui suffirait, comme nous le disions, pour absorber le zèle et les efforts d'un gouvernement. Et cependant à peine quitte-t-on la crise d'Orient, qu'on se retrouve en présence de cette autre question, qui n'est pas moins sérieuse en un certain sens : la question des subsistances. La France a eu à traverser assurément des crises alimentaires de ce genre; ce qui caractérise celle-ci, c'est que tous les produits se sont trouvés atteints à la fois. Une sorte de funeste influence s'est communiquée à tout et est venue comprimer la maturité de toute chose. Il est facile de mesurer le degré du mal, quand on songe qu'il est des pays en ce moment où le produit des vignes sera certainement fort au-dessous du prix du travail. C'est un bonheur du moins qu'on ait aperçu tout d'abord la gravité de la crise, qu'on l'ait soupçonnée même avant de la connaître. La prévoyance a pu s'exercer; des approvisionnemens ont pu se faire au dehors. Le gouvernement, pour sa part, a pu agir dans la mesure de ses prérogatives. Aux mesures qu'il a déjà prises, il ajoutait récemment encore plusieurs décrets qui prorogent les dégrèvemens de droits sur les importations de grains et farines, et la suppression temporaire de la surtaxe de na-

vigation sur les importations faites par des navires étrangers. En même temps l'exportation des pommes de terre et des légumes secs a été prohibée. Ce n'est point en un jour sans doute que des mesures de ce genre peuvent produire leur effet; elles atteignent leur but insensiblement, en facilitant par tous les moyens les approvisionnemens intérieurs. Si elles ne produisent pas des baisses subites dans les prix des subsistances, elles conjurent du moins les hausses trop brusques qui ajoutent au mal réel le mal de l'imagination, et, par une lente influence, elles arrivent à adoucir les conditions alimentaires, chose humaine, utile et désirable aux approches d'une saison où la misère sévit souvent avec le froid. Ce qui serait utile aussi, c'est que, venant en aide au gouvernement dans les campagnes surtout où l'action administrative ne peut toujours atteindre, chacun agît dans sa sphère. Cet effort de tous ne serait point certes le moyen le moins efficace pour tempérer une situation difficile et toujours douloureuse, lors même qu'elle n'arrive point à être critique.

La vie intérieure d'un pays est ainsi faite, que tout s'y mêle chaque jour, les préoccupations les plus fugitives comme les préoccupations les plus sérieuses, les questions générales et tout ce qui touche aux hommes ayant eu ou ayant encore une figure dans le monde. Un homme éminent qui disparaît de la scène, c'est aussi un événement pour une société comme la société française, et c'est l'honneur de notre pays de le ressentir. Cette impression, elle s'éveillait naturellement ces jours derniers en présence de la tombe ouverte de M. Arago. Nul ne pouvait oublier la place que cet homme illustre s'était faite dans la science. M. Arago était né en 1786. Voué dès sa jeunesse à l'étude des problèmes scientifiques, il y avait toujours porté une activité singulière, qui s'était manifestée par de nombreux et remarquables travaux. Nous n'avons point à coup sûr à parler des découvertes qui ont illustré son nom. Ce qui l'a le plus popularisé peut-être, c'est la nature même de son talent. M. Arago a été ce qu'on nomme un vulgarisateur de la science. Bien des savans aiment à garder leurs secrets; ils en jouissent seuls dans le sanctuaire étroit des initiés. C'est le caractère de M. Arago d'avoir voulu mettre la science à la portée de tout le monde en divulguant ses procédés, en cherchant ses applications pratiques, en éclaircissant tous ses mystères par une parole élégante et facile, et il a réussi souvent, comme on sait, dans cette œuvre réputée presque impossible. C'est sa gloire d'avoir rendu la science accessible et intéressante, attachante même. Malheureusement M. Arago avait succombé à un piége redoutable. Homme de science, il s'était livré à la politique, et c'est ainsi qu'ajoutant à la juste popularité du savant la popularité moins sûre de l'homme de parti, il s'était vu porté au gouvernement provisoire en 1848 : merveilleux gouvernement, où il y avait des savans, des poètes, des historiens, des journalistes, — un peu de tout enfin, excepté des hommes d'état. Nous prendrons la liberté, même en présence de la mort, de ne point compter cette époque parmi les titres de gloire de M. Arago, bien qu'il fût d'ailleurs un des plus modérés des dictateurs de ce temps. C'est lui, on s'en souvient, qui fut réduit un jour à faire à M. Louis Blanc la singulière proposition de descendre dans la rue pour que chacun fît appel à ses partisans, et ce jour-là certainement il dut faire des réflexions amères sur le degré de civilisation où il avait contribué à con-

duire la France en si peu de temps. Ramené par les événemens à la science, il se croyait déchu peut-être, et il ne faisait que reprendre sa vraie place, qu'il n'aurait pas dû quitter. C'est là, à vrai dire, un penchant de notre siècle : on croit volontiers que l'intelligence, que la science même donne une aptitude universelle. Qu'arrive-t-il alors? C'est qu'il suffit d'avoir marqué par l'intelligence dans un genre quelconque, et même, hélas! d'avoir eu seulement quelquefois l'intention de marquer, pour se croire des titres particuliers à être ministre, ambassadeur, tout au moins préfet. Combien en avons-nous vu en 1848 de ces préfets, de ces ambassadeurs, de ces ministres! Malheureusement dans ces curées périodiques, où chacun prétend naturellement avoir le plus d'intelligence et par conséquent le plus de titres, il y a toujours quelque chose qui souffre : c'est l'intérêt du pays, c'est la tradition de sa politique. Les hommes passent en quelque sorte dans les affaires sans les connaître, ne sachant pas celles qu'il faut éviter, celles qu'il faut soutenir, et un beau matin nous nous réveillons en face de quelqu'une de ces grandes questions qui font leur chemin au profit des autres, à travers nos révolutions stériles et nos abatis de gouvernemens d'un jour.

S'il est un spectacle curieux et instructif, c'est celui des peuples contemporains au milieu de ces révolutions qui viennent périodiquement les transformer, ou plutôt les bouleverser. Quel caractère apportent-ils donc dans ces mêlées orageuses? Quelles tendances s'y dévoilent? quelles influences s'y manifestent et s'entrechoquent? C'est toujours le plus abondant sujet d'observations, et si dans ces mouvemens l'intelligence a souvent une grande place par ses excès et ses violences, c'est à l'intelligence droite et saine de porter la lumière dans cette confusion, d'en dégager l'idée juste et féconde du progrès véritable, de quelque pays qu'il s'agisse d'ailleurs. C'est ce que M. Saint-René Taillandier vient de faire pour les contrées d'outre-Rhin dans ses *Études sur la Révolution en Allemagne*. M. Taillandier avait d'autant plus de titres pour entreprendre une telle œuvre, qu'il nourrit la plus vive prédilection pour l'Allemagne. Il l'aime comme un esprit sérieux, sans illusion ni faiblesse; il la connaît, il a suivi longtemps son histoire, et toutes ses études, ses esquisses fidèles et justes, forment aujourd'hui le tableau le plus attachant et le plus vrai des révolutions morales, intellectuelles, politiques, par lesquelles est passée de notre temps la civilisation germanique.

Il faut bien le dire, ce n'était pas toujours une tâche facile de représenter avec vérité tout ce mouvement multiple et confus. On a vu ce qu'a été un moment l'Allemagne dans ces dernières années, avec ses émeutes, ses insurrections, ses tentatives de transformation, ses parlemens. M. Taillandier retrace une portion de cette histoire, presque actuelle, dans les chapitres qu'il consacre au parlement de Francfort, ce sénat solennel qui s'était institué pour créer l'unité de l'Allemagne, et qui est mort dans la plus glorieuse impuissance; mais on ne comprendrait rien à ces événemens de 1848 et 1849, si on ne recherchait comment ils se préparent dans l'histoire de l'Allemagne depuis 1815. Avant l'explosion politique, il y a eu l'explosion philosophique, il y a eu tout ce travail intellectuel si confus et étrange, qui est passé par toutes les phases pour aboutir en certains momens à l'athéisme le plus sordide. Or c'est là véritablement le sujet du livre de M. Taillandier. Son héros, c'est l'intelli-

gence allemande sous toutes ses formes, même les plus bizarres, même quand elle s'appelle M. Feuerbach ou M. Stirner. L'auteur n'écrit point une histoire, il décrit une situation, il analyse un livre, il peint un personnage, et dans ce cadre il fait entrer le mouvement des partis, la lutte des systèmes. Il n'est point certes nécessaire de dire que toutes les théories révolutionnaires et athées de l'Allemagne trouvent dans M. Taillandier un adversaire éloquent qui leur rend un mauvais service, car il les montre impitoyablement sous leur vrai jour. Combien d'autres pages ingénieuses et fortes, où l'auteur aide à pénétrer des caractères comme ceux du roi de Prusse actuel et de M. de Radowitz, où il ne laisse plus rien à dire sur des écrivains comme Louis Bœrne! Le portrait de ce dernier est une des plus heureuses inspirations de la critique élevée de M. Taillandier. Il y a du reste un fait qu'on peut observer dans ce remarquable livre, c'est que l'Allemagne, malgré l'apparence du plus vaste mouvement intellectuel, subit la loi commune de notre temps. Il y a bien des écrivains, il n'y a plus l'inspiration d'autrefois. Schiller, cette âme idéale, Goethe, cette intelligence puissante, Jean-Paul, Louis Bœrne, tous ces esprits d'élite dans des genres différens s'en sont allés successivement, et après eux il semble que ce soit une sorte d'invasion tumultueuse et assez stérile dans le domaine de l'art et de l'imagination. Aujourd'hui peut-être une inspiration plus pure et plus saine est-elle près de renaître, et ce serait certes un mouvement qui trouverait en M. Taillandier, de ce côté du Rhin, le plus compétent et le plus sympathique des auxiliaires.

La vérité est que partout, en France comme en Allemagne, il y a un besoin indicible de cette inspiration plus saine, et le plus clair symptôme de cette phase nouvelle dans la littérature, c'est la décadence des écoles d'il y a vingt ans, c'est l'oubli même dans lequel sont tombées quelques-unes des œuvres qui ont fait le plus de bruit. En réalité, l'école romantique, pour lui laisser son nom, est entrée dans l'histoire. S'il survit encore quelque chose qui s'appelle ainsi, il ne faut pas trop y croire : ce doit être quelque fantôme obstiné à ne point se plier aux conditions nouvelles. Ce qu'il y avait d'heureux dans l'inspiration qui se fit jour sous la restauration, on peut l'apercevoir aujourd'hui, comme aussi on peut voir ce qu'il y avait de puéril et d'excessif. Ainsi qu'il arrive toujours, l'école romantique a péri par elle-même, par ses propres excès, par toutes les violences faites en son nom à l'art et à la langue. Il en est résulté l'épuisement rapide des écrivains qui se sont jetés dans cette voie, la lassitude et l'indifférence du public, et enfin cet état de réaction où tous les esprits en viennent à rechercher d'autres élémens d'intérêt ou d'émotion. Ces idées, qui ne sont point nouvelles, l'auteur d'un petit livre de critique, intitulé *Portraits à la Plume*, les exprime à son tour. Il y aurait sans doute beaucoup à dire sur plus d'un de ces portraits qu'esquisse M. Clément de Ris. On pourrait y trouver la trace d'une assez curieuse incertitude de goût et de jugement. Ce sont bien plutôt quelques pages légères, écrites un peu sur tout le monde, que des analyses sérieuses des talens qu'il étudie; mais ce que nous voudrions remarquer comme un symptôme, c'est ce que dit l'auteur dans quelques mots de préface. Oui, il a raison quand il signale la nécessité pour l'esprit littéraire de se renouveler, de se retremper à quelque source fortifiante, de renouer les traditions de l'intelligence nationale. Il n'est point le

premier à le dire, et il est fort à souhaiter que cela devienne la pensée commune. Il est très vrai aussi que, dans une réaction de ce genre, rien n'est plus nécessaire qu'une critique vigilante et sûre, sympathique à tous les essais sérieux, inflexible pour toutes les aberrations du goût. Que disions-nous pourtant que l'école romantique est morte? M. Amédée Pommier n'est-il pas encore là avec son poème de *l'Enfer?* M. Pommier est un homme de bonnes intentions, son *Enfer* en est semé; malheureusement elles ne sauvent personne, comme on sait, un poète moins encore qu'un autre. Il serait difficile d'entasser dans quelques pages de poésie plus de trivialités et d'images informes. Rien n'égale l'assurance de M. Pommier, si ce n'est sa bonne foi; il pousse même la conscience jusqu'à faire précéder son nouveau poème d'une critique certainement fort juste. Alors pourquoi l'auteur n'a-t-il pas simplement supprimé son *Enfer?* Il n'y eût point perdu, et le goût eût moins perdu encore à cette courageuse immolation d'hémistiches rocailleux et bizarres.

Renouons le fil de la politique contemporaine. En dehors des événemens d'Orient, on conçoit qu'il y ait une certaine stagnation dans la plupart des pays que quelque intérêt rattache à cette affaire. Quant aux autres, simples spectateurs de cette crise, ils ont leur mouvement propre de travaux et d'intérêts dont le caractère reste en quelque sorte plus national. L'Espagne, on ne l'a point oublié, vient d'avoir son changement de ministère. Lorsque cette sérieuse modification du pouvoir s'est produite à Madrid, c'était une question de savoir quelle influence allait dominer. L'incertitude qui règne depuis longtemps dans la politique au-delà des Pyrénées n'était pas de nature à rendre cette question inutile. Aujourd'hui, sur bien des points du moins, le doute n'est plus permis. Le nouveau gouvernement n'a point tardé à manifester l'intention de revenir à des moyens plus modérés et un peu plus constitutionnels que ceux qui ont été mis en usage à Madrid depuis quelques mois. La première affaire que devait rencontrer devant lui le cabinet présidé par le comte de San-Luis, c'est celle du général Narvaez, qui était encore dans une sorte d'exil. Une décision spéciale est venue autoriser le duc de Valence à rentrer en Espagne, et certes, il faut le dire, c'est la plus heureuse pensée que pût avoir le nouveau ministère de Madrid. Il y avait en effet quelque chose d'étrange et de triste à la fois de voir un des plus illustres serviteurs de la reine Isabelle, celui qui a le plus contribué à sauver la paix de l'Espagne en 1848, mis en suspicion et relégué hors du pays. Des considérations spéciales d'ailleurs rendaient naturelle cette résolution de la part de M. Sartorius, puisqu'il doit en partie sa fortune politique au général Narvaez, qui le premier lui confia un portefeuille dans son ministère.

Mais la mesure la plus importante et la plus décisive du ministère espagnol, c'est sans contredit la convocation des cortès pour le 19 novembre prochain. Cette réunion des corps législatifs doit coïncider avec les couches de la reine Isabelle, et en outre le ministère annonce avoir à demander leur concours aux chambres pour « des mesures importantes faisant partie de son système politique et administratif. » Quelles sont ces mesures? C'est là ce qu'on ne sait point encore. Malgré tout, il se pourrait qu'on n'eût point abandonné complétement la pensée de modifier quelques points, sinon de la constitution même, du moins de l'organisation politique. La preuve en

est dans les bruits qui ont circulé sur un projet de réforme du sénat. Cependant il n'est point probable aujourd'hui que ce projet ou tout autre de ce genre dépasse certaines limites, et dans tous les cas ce seront sans doute les chambres elles-mêmes qui auront à le discuter et à le voter. Le fait essentiel et saillant, c'est la convocation des cortès. Ainsi cesse la situation anormale où se trouvait l'Espagne, ne sachant pas trop si elle était encore un pays constitutionnel ou un état absolu. Seulement il est permis de se demander encore si le cabinet nouveau est dans de parfaites conditions de force et de durée pour se présenter devant les chambres. Quoi qu'on fasse, il est bien évident qu'il aura toujours le caractère d'un cabinet composé en grande partie d'élémens purement conservateurs et ne contenant point les principaux membres du parti conservateur. Ce n'est pas que le comte de San-Luis n'ait un rang distingué dans le parti constitutionnel modéré de l'Espagne; mais il n'est point le seul, et malgré la souplesse de son talent et son habileté, il serait difficile que seul il soutînt la situation. L'isolement pour les hommes politiques est assurément un danger, et c'est dans des momens comme ceux où se trouve l'Espagne qu'il serait nécessaire de reconstituer un gouvernement uni et imposant, capable de donner une forte impulsion à tous les intérêts du pays. Ce gouvernement est-il aujourd'hui possible? C'est là une question après la dissolution des partis qui s'est produite dans ces dernières années. Dans tous les cas, le comte de San-Luis aura eu le mérite de rétablir l'empire des lois et des usages constitutionnels.

En attendant que les chambres se rouvrent à Madrid, les états-généraux viennent, il y a peu de temps, de reprendre leurs travaux à La Haye. A peine la session extraordinaire était-elle close, que la session ordinaire commençait, et c'est le roi lui-même qui l'inaugurait par un discours étendu qui ne pouvait d'ailleurs rendre que de rassurans témoignages de l'état du pays. Le roi de Hollande, dans son discours, a touché aux relations extérieures, à l'organisation des forces de terre et de mer, à la situation des colonies, à l'état de l'agriculture et de l'industrie; il a insisté plus particulièrement, et à bon droit, sur une œuvre considérable qu'il qualifie d'entreprise gigantesque : c'est le desséchement du lac de Harlem, travail commencé sous le règne de l'aïeul du roi actuel, et qui s'achève aujourd'hui. C'est donc sous de favorables auspices que s'est ouverte la nouvelle session. Les travaux législatifs ont bientôt commencé, et les deux chambres ont d'abord eu à répondre au discours royal. Leurs adresses, aujourd'hui discutées et votées, ne sont en réalité qu'une paraphrase du discours de la couronne. Les deux chambres seulement s'accordent d'une manière spéciale à solliciter du gouvernement la préparation des lois organiques indiquées par la constitution. Maintenant les états-généraux néerlandais en sont à leurs travaux habituels.

La session actuelle ne saurait évidemment avoir l'intérêt sérieux et animé que la question religieuse donnait à la session extraordinaire. Il lui reste l'étude des projets qui touchent à des intérêts moins élevés sans doute, mais qui ont aussi leur importance toute pratique. Le ministre des finances, M. van Doorn, a présenté aux états-généraux le budget de 1854, et d'après la loi financière, les dépenses de la Hollande doivent s'élever à 70,216,987 florins, tandis que les recettes seraient de 71,789,752 florins. Il y aurait ainsi

un excédant de revenu de plus de 1 million de florins. Voici donc une des lois qui appellent dès ce moment l'attention des états-généraux. D'après le discours royal, de nouveaux projets d'amortissement de la dette doivent être également présentés; enfin il reste un dernier projet qui vient d'être soumis à la deuxième chambre : c'est un contrat passé entre le gouvernement et la Société de Commerce. Cette société, comme on sait, est constituée en qualité de commissionnaire pour le commerce des colonies. Quant à la situation réelle des colonies, elle est matériellement favorable, et au point de vue politique il y a presque constamment des insurrections que les autorités néerlandaises ont à réprimer par la force. Voici cependant un fait curieux à constater : c'est une exposition qui a lieu à Batavia. Les étrangers accourent, surtout des Indes anglaises. Le gouvernement offre toutes les facilités possibles aux princes indigènes pour qu'ils viennent contempler ce spectacle, et c'est ainsi qu'après avoir fait le voyage d'Amérique pour voir l'exposition de New-York, on partira quelque jour d'Europe pour aller visiter celle de Batavia, moins belle à contempler sans doute que le pays merveilleux qui lui sert de théâtre et de décoration.

CH. DE MAZADE.

Aux États-Unis, les questions politiques s'effacent un peu pour le moment devant les questions d'un autre genre que soulève le progrès de plus en plus remarquable de la nation américaine dans la double voie des intérêts matériels et des travaux intellectuels. Tandis que l'Europe poursuit encore péniblement la solution des affaires d'Orient, les démêlés de l'Union avec l'Autriche paraissent marcher vers une conclusion. Peut-être ce résultat est-il dû à l'attitude prise dès le commencement de l'affaire par les représentans de la grande puissance américaine. Au lieu de jouer au plus fin, comme l'Europe a voulu le faire avec l'empereur de Russie, au lieu de rédiger des notes et des protocoles, et de s'exercer dans les genres les plus variés de la littérature diplomatique, les Américains, en vrais barbares, sont allés tout droit au fait : ils ont frappé, et il leur a été ouvert; ils ont obtenu la satisfaction la plus pressante, la mise en liberté de M. Kosta et son retour aux États-Unis. Les questions de politesse se règleront plus tard à la satisfaction de l'Autriche, il faut l'espérer, car il est juste d'observer que, dans cette affaire, le capitaine Ingraham s'était montré plus énergique que poli, et plus ardent à faire respecter les droits de sa nation qu'à respecter ceux des autres gouvernemens. Néanmoins il ne faudrait pas trop compter d'avance sur la politesse des Américains, car la réponse de M. Marcy au chevalier Hulsemann, récemment publiée, refuse même à l'Autriche cette faible satisfaction.

Pendant que le capitaine Ingraham exécute ainsi un peu brutalement ses mesures de vigueur en Europe, que font les Yankees dans leur propre pays? Là il ne manque pas de gens qui à l'heure présente désireraient marcher sur les traces glorieuses du capitaine Ingraham, et frapper à leur tour quelque coup décisif sur Cuba, sur le Mexique, ou sur tout autre territoire depuis longtemps convoité. Ce désir excessif d'énergie est encore stimulé par l'embarras des richesses. D'après des chiffres publiés récemment, l'excédant des recettes accumulé depuis plusieurs années dans les caisses du trésor se monte environ à 30 millions de dollars. Quels beaux territoires on pourrait acheter

avec cette somme! 150 millions de francs soulageraient un peu les finances de l'Espagne, et suffiraient amplement à liquider les dettes du Mexique. Toutefois nous ne croyons pas que cette ardeur de conquêtes et d'acquisitions (d'acquisitions encore plus que de conquêtes) se tourne en ce moment contre l'Espagne. La question de Cuba soulève encore de trop grandes difficultés. L'Angleterre tout récemment s'est prononcée trop formellement contre la note de M. Everett, par l'organe de lord John Russell; la France non plus ne laisserait probablement pas attaquer une nation amie et sœur sans lui porter quelque secours. L'Espagne elle-même est encore parfaitement capable d'opposer une résistance énergique. Mais le Mexique! personne ne s'intéresse à lui; il est incapable de se défendre; il est manifestement, et de son propre aveu, en pleine dissolution; il est évidemment dans la situation d'un débiteur rongé de dettes, à qui l'expropriation serait plus utile que nuisible. Rien n'empêche donc les États-Unis d'exproprier le Mexique de quelques-unes de ses provinces. C'est l'avis de M. Marcy, et très probablement cet avis sera écouté. Il faut s'attendre à voir d'ici à peu de temps le Mexique payer pour la troisième fois les frais de l'humeur belliqueuse des Yankees. Dans quelques mois probablement, ce malheureux pays aura encore perdu quelques-unes de ses provinces, peut-être même ne restera-t-il plus du Mexique que le nom!

Tandis que l'ardeur politique des citoyens de l'Union va ainsi de l'avant et réalise à la lettre sa fameuse devise populaire *go a head*, une ardeur d'un genre bien différent, plus noble certainement, et qui peut-être aura sur l'avenir des conséquences meilleures que cette soif de conquête et de luxe qui les dévore, l'ardeur littéraire, qui commence à peine, enfante, sinon des prodiges, au moins des œuvres recommandables. Nous n'avons, il est vrai, aucun produit littéraire américain à comparer avec cet hôtel merveilleux qui vient de s'ouvrir à New-York, et dont les journaux nous racontaient récemment les splendeurs : — nulle tragédie, nul roman, nul livre d'histoire ou de voyage qui puisse rivaliser avec les fontaines, les lustres, les cheminées, les dorures, les escaliers de ce caravansérail magique, de cet Alhambra, bâti non pour des sultans, mais pour des bourgeois et pour quiconque porte dans sa poche un nombre suffisant de dollars. La littérature américaine n'a pas cette année à nous offrir non plus un succès comme celui de l'*Uncle Tom's Cabin* : pareille bonne fortune n'arrive pas tous les ans même aux peuples au berceau et favorisés du sort; mais ni la hardiesse, ni la bonne volonté ne manquent aux écrivains américains. Ils tentent plus d'une voie et s'essaient dans plus d'un genre.

Qui croirait par exemple que la littérature du dilettantisme a ses disciples dans le Nouveau-Monde, et qu'il s'y trouve des auteurs capables d'écrire un voyage en Orient tout aussi bien que M. Théophile Gautier, ou de broder un feuilleton avec tout l'art de M. Jules Janin? Les modernes touristes de notre école orientale n'ont pas de couleurs plus vives, de phrases plus musicales, ni plus d'habileté pittoresque que M. Curtis, l'auteur de deux récits de voyage intitulés *Nile Notes* et *le Voyageur en Syrie*. Les canges du Nil, les hôtelleries du Caire, les bazars, n'ont pas de secrets pour M. Curtis, les *drogmans* égyptiens ne sont point capables de lui en imposer. Seulement M. Curtis diffère de nos voyageurs par la tournure d'esprit et le caractère; il est peu

admiratif, il est en revanche fort sceptique, trouve les populations orientales stupides, et n'a point honte de le dire. La danse et la musique si vantées des Orientaux le divertissent peu; il trouve la danse folle et la musique monotone et barbare. Il ne partage pas l'admiration de ses prédécesseurs anglais pour les *drogmans;* selon lui, ils sont tous fourbes, menteurs et voleurs. La cuisine n'est point de son goût. C'est folie, selon lui, que d'espérer la résurrection des races asiatiques : si elles doivent jamais sortir de leur torpeur, dit-il, ce sera sous le costume européen, en chapeau rond et en grosses bottes, non en babouches et en turbans. Il souffle sur les souvenirs des *Mille et une Nuits,* qui l'obsédaient en arrivant, et ne laisse au lecteur presque aucune illusion : les couchers du soleil sont beaux, le désert est immense, l'architecture égyptienne est colossale, et les pyramides valent leur réputation. Contentons-nous du paysage oriental, et renonçons à nos illusions sur l'humanité orientale.

Parmi les productions les plus récentes de l'Amérique, nous trouvons un petit drame fort singulier intitulé *Calmstorm le Réformateur, commentaire dramatique.* L'auteur anonyme de ce pamphlet insinue contre son pays une accusation qui nous a toujours paru assez fondée : il insinue que la tyrannie, pour n'y être pas ostensible et matérielle, pour n'y être pas personnifiée dans un homme ou une institution, n'existe pas moins en Amérique que dans les monarchies les plus tyranniques dont l'histoire fasse mention; l'arbitraire, l'injustice, la malice, s'y exercent tout autant que dans les autres pays du monde, et y ont revêtu une forme infiniment plus terrible, l'opinion publique. Malheur à celui qui s'avisera de contredire les préjugés des masses, qui se permettra d'attaquer leurs injustes intérêts, qui essaiera de faire prédominer sa raison sur celle d'une foule ignorante, passionnée et égoïste! Tous les atômes humains qui forment les foules vont se réunir contre lui pour l'écraser, le calomnier, le noircir; la justice ne le défendra pas, les politiques qui le redoutent le livreront eux-mêmes, la presse le calomniera. Ce petit opuscule, qui soulève encore beaucoup d'autres questions et sur lequel nous reviendrons prochainement, pourrait être invoqué comme une preuve du danger de la liberté illimitée et de la nécessité d'un contrôle supérieur à celui des multitudes. Pour nous, qui ne croyons pas à l'infaillibilité des foules, qui croyons que la démocratie n'est pas le dernier mot du progrès humain, qui ne croyons pas la démocratie une forme de gouvernement supérieure à toutes les autres, qui pensons que l'individu ne doit pas plus être abandonné à la merci des foules que les foules à la merci des individus, nous avons lu ce petit plaidoyer avec plaisir, et pour ainsi dire avec un sentiment de reconnaissance pour l'auteur anonyme qui l'a écrit.

De ce petit drame aux *Tanglewood Tales* de M. Hawthorne, il y a loin. M. Hawthorne a occupé ses récens loisirs à mettre en contes les fables de la mythologie grecque, comme Charles Lamb avait mis en contes les tragédies de Shakspeare. Rien n'est bizarre comme de voir les fables qui ont jadis enseigné la sagesse à l'humanité dans sa fleur sous la forme de contes propres à amuser les enfans de l'humanité dans son âge mûr. Hélas! ces fables ne sont plus que des fables, toute la sagesse qu'elles contenaient s'est depuis longtemps dissipée, comme l'odeur du parfum d'un vase depuis

longtemps vidé. Ce n'est plus gracieux, ni profond; c'est grotesque, bizarre, amusant, et ces vieux oracles de la sagesse ne sont plus que des contes à dormir debout et des rêveries chimériques. Les petits *Yankees* qui liront ces récits pleins d'*humour* (l'*humour*, la chose la plus contraire au génie de ces fables!) ne verront dans les aventures de ces dieux et de ces héros rien d'héroïque ni de vertueux. Tel est le sort des choses humaines : ces belles fables pleines d'un sens si profond, exprimé sous des formes si parfaites, sont aujourd'hui le délassement des enfans, et, après avoir servi de culte et de religion, elles servent aujourd'hui de jouets et de poupées.

Mentionnons encore, parmi les récentes productions de l'Amérique, un livre intitulé *Légendes de l'Ouest*, où l'auteur, M. Hall, a raconté les scènes de la vie des colons de l'ouest au commencement de ce siècle. « Il y a trente ans à peine, et tout est changé! des villes sont là où était la solitude, des bateaux à vapeur courent sur les eaux naguère libres des grands fleuves, des rail-ways traversent les déserts jadis immaculés. » Oui, tout change; mais pour l'heureuse Amérique le changement, c'est la vie qui se multiplie, la population qui se presse, les arts qui naissent, et la civilisation qui commence.

Ces germes, ces commencemens, ces essais de civilisation, nous les trouvons très heureusement racontés dans un récit de voyage récemment publié par une Suédoise célèbre, Mlle Frederika Bremer; son livre est un des plus intéressans que nous ayons lus depuis longtemps sur cet inépuisable sujet des États-Unis. Grâce à sa condition et surtout à son sexe, Mlle Bremer n'a vu et n'a pu voir que le beau côté de cette société; il lui était naturellement interdit de se mêler à la vie populaire, d'habiter longtemps avec les émigrans, les esclaves ou les Indiens, de s'égarer, une carabine sur l'épaule, dans les prairies de l'ouest, et de mener la vie sauvage et aventureuse. Elle ne pouvait voir que des classes cultivées et civilisées, des *clergymen*, des poètes, des écrivains, des gens de bonne société; elle ne pouvait passer que dans certains lieux, des bibliothèques, des salons. C'est ce monde restreint de la haute société américaine que Mlle Bremer nous décrit surtout dans ses trois volumes intitulés : *Foyers domestiques du Nouveau-Monde* (1), titre parfaitement choisi; car son livre n'est guère qu'un voyage autour des coins du feu de quelques notables familles américaines : seulement elle a vu tout ce que ce monde restreint pouvait lui montrer. Son livre est surtout plein de renseignemens sur la société littéraire, et principalement sur ce groupe d'écrivains distingués et singuliers qui habite le Massachusetts. Mlle Bremer est le premier voyageur qui nous ait donné autant de renseignemens sur le philosophe Emerson. Sa belle figure, sa gravité gracieuse, son air aristocratique, le mélange de gravité et de froideur qui le caractérise, nous sont minutieusement décrits, à contre-cœur souvent, dirait-on, et comme par quelqu'un qui s'est senti dominé et qui a fait sous ses efforts pour s'en défendre. Après lui apparaissent successivement M. Alcott, l'utopiste platonicien, le prédicateur de l'hygiène pythagoricienne, le rêveur le plus bizarre que les États-Unis aient encore produit; Théodore Parker, le prédicateur dont le christianisme par trop philosophique est loin de plaire à Mlle Bremer, très

(1) 3 vol. in-8°, à Londres, Arthur Hall.

ardente luthérienne; le poète Longfellow, les abolitionistes Charles Summer et Wendell Philipps, miss Lucy Stone la réformatrice, miss Lynch et miss Sedgewick les *poétesses*, M. W.-H. Channing, M. Nathaniel Hawthorne, etc. Mlle Bremer nous donne même des nouvelles des personnes remarquables des États-Unis qui en étaient absentes pendant son séjour; ainsi elle nous transmet l'écho de tous les bruits qui ont circulé sur miss Margaret Fuller, alors en Europe, et sur son mariage. Nous avons aussi un résumé des conversations sur les sujets du jour, sur l'assassinat du docteur Parkman, sur l'esclavage, sur la cour de Russie, que sais-je? Nous entrons avec elle dans les salons des marchands sottement orgueilleux de leur or, et dans les demeures des savans ou des artistes, dans les *meetings* et les assemblées populaires, dans les temples des différentes sectes. Le voyage de Mlle Bremer n'est pas d'ailleurs exclusivement consacré aux États-Unis; les mœurs et la société de Cuba y ont aussi leur place. Pour nous résumer d'un mot, ce voyage est un des plus intéressans que nous ayons lus, parce qu'il nous fait pénétrer à l'intérieur de la vie américaine, au lieu de nous décrire seulement le spectacle extérieur et le panorama des villes, et surtout parce qu'il est presque exclusivement consacré aux classes les plus éclairées, à la portion véritablement civilisée de ce monde au berceau.

ÉMILE MONTÉGUT.

GLOSSOLOGY (ESSAI SUR LA NATURE DU LANGAGE ET SUR LE LANGAGE DE LA NATURE), par M. Charles Kraitsir (1). — L'auteur de ce livre commence par se permettre un néologisme gratuit dès le titre de son œuvre, et il continue comme il a commencé. Sans souci pour les habitudes ou pour les susceptibilités du lecteur, sans aucun scrupule, il se permet toutes les extravagances de langage et toutes les autres libertés qui peuvent être à la convenance de son humeur. Nous ne savons pas quel est son âge; mais certainement il a quelques-uns des procédés et des caractères les moins aimables de la jeunesse. M. Kraitsir se pique d'être révolutionnaire : il annonce l'intention de choquer le plus possible les opinions d'autrui, et dès ses premières pages il se hâte tellement de se montrer, qu'à moins d'y être forcé, on n'est pas tenté de le lire jusqu'au bout. Il y a trop peu de chances qu'un écrivain ait un esprit réfléchi, quand il n'a pas fait la réflexion qu'un langage aussi agressif n'était pas de nature à gagner un auditoire à ses idées. Un pareil livre, en vérité, est bien propre à causer une profonde tristesse, car, nous en avons peur, il ne témoigne pas seulement contre l'auteur. Pour comprendre qu'il ait pu être écrit, on est obligé de supposer un public auprès duquel les violentes explosions sont étrangement en honneur.

Dégagée de toutes les déclamations qui l'enveloppent, l'idée de M. Kraitsir revient à peu près à ceci. Jusqu'à présent, la linguistique avait procédé comme les autres sciences naturelles. Elle était partie de l'état appréciable des langues, et d'après leur constitution organique, elle avait cherché à concevoir les genres ou types de mécanisme linguistique auxquels les divers idiomes pou-

(1) Un vol. in-12; New-York, George P. Putnam.

vaient être rattachés comme des espèces. Par cette voie, l'Allemagne surtout était arrivée à distinguer : 1° des langues *monosyllabiques* qui expriment seulement les notions essentielles, sans représenter phonétiquement leurs relations; 2° des langues *agglutinantes*, où les relations s'expriment au contraire très richement, mais par simple apposition, c'est-à-dire par une suite de syllabes ou de lettres que la racine s'accole, tout en restant elle-même invariable; 3° des langues *à flexion*, où la racine qui exprime l'idée essentielle se mobilise en quelque sorte, pour se fondre plus ou moins avec les signes des relations, au point de ne faire avec eux qu'un seul mot. Quant à la matière première des idiomes, en d'autres termes, quant à la question de savoir comment ont pu se former les racines qui expriment les notions, et qui, plus ou moins défigurées, sont aussi devenues les signes des relations, la linguistique s'était en général abstenue d'engager la science sur ce terrain. Elle s'était maintenue dans le domaine de l'histoire naturelle, en laissant à l'imagination la liberté de spéculer sur la cosmogonie de la parole.

M. Kraitsir, au contraire, a voulu baser la science elle-même sur l'explication qu'il donne à cette mystérieuse origine des premiers germes du langage. Non-seulement il prétend expliquer comment tels sons ont été choisis pour emblèmes de telles idées, non-seulement il croit pouvoir résoudre la question que la linguistique avait laissée de côté : il reproche encore à la philologie d'avoir fait ce qu'elle a fait. Du moins il montre un grand dédain pour la vieille science, qui se *préoccupe tant* de chercher à nos langues des origines historiques dans les racines du sanscrit ou de n'importe quel langage. A ses yeux, les origines historiques masquent le véritable mot de l'énigme; elles ne sont que des causes secondaires. Le seul point important, c'est de reconnaître que tous les idiomes, quelle que soit leur généalogie, procèdent également d'un unique langage naturel, ou, pour parler plus juste, d'une nécessité de nature, inhérente à l'être humain, et qui a dû forcer tous les premiers groupes d'hommes à se façonner, d'après la même loi, leurs moyens de langage. Bref, M. Kraitsir soutient qu'il existe un rapport nécessaire entre les notions et les sons, et son but est d'exposer comment la nature même de l'idée a entraîné partout la nature du mot chargé de la figurer. De la sorte, il ne fait pas seulement la chimie des langues, il veut nous révéler les secrets d'après lesquels se sont créés les corps simples du langage. — Ces secrets, tels qu'il les révèle, peuvent être ramenés à quatre grands principes. D'abord il établit (et c'est la partie la plus raisonnable de son système) que la valeur significative des racines réside exclusivement dans les consonnes qui les constituent, puis il soutient que les consonnes gutturales ont nécessairement servi à représenter les idées qui avaient plus ou moins de rapport avec la position intérieure du gosier et avec ses fonctions dans l'office de la parole; de même il soutient que les labiales et les dentales ont forcément figuré les autres idées plus ou moins analogues au rôle ou à la conformation des lèvres et des dents. Pour spécifier, il affirme que les gutturales ont été les symboles naturels des causes actives et des principes internes, comme les labiales ont exprimé les effets externes avec mouvement, et les dentales les effets au repos.

Quoique cette théorie soit à nos yeux très chimérique, nous ne voulons pas

dire que son côté illusoire lui enlève absolument tout mérite. Comme il s'agit ici d'une question que la science avait presque abandonnée, les conjectures même pouvaient avoir leur valeur; et si M. Kraitsir se fût borné à conjecturer de son mieux, s'il eût gardé suffisamment conscience de la nature réelle de ses suppositions, l'illusion eût pu servir d'assaisonnement aux considérations utiles. D'ailleurs M. Kraitsir est perspicace, et, sa théorie mise à part, nous aimons à reconnaître qu'il s'est montré habile à suivre dans les divers idiomes les évolutions des racines; mais ce qui passe toutes les bornes, ce sont les déclarations de guerre qui viennent soutenir les affirmations du linguiste. Suivant M. Kraitsir, ne pas croire à son langage de nature, c'est nier l'ordre providentiel qui gouverne l'univers; ne pas se convertir à sa foi, c'est conspirer contre le progrès du genre humain. A l'entendre, la seule chose urgente est d'en finir vite avec les grammaires officielles, avec les méthodes d'enseignement, avec toutes les vieilleries pédagogiques issues d'un aveugle respect pour la tradition, afin de refaire à nouveau toutes ces choses suivant les éternels principes du langage que M. Kraitsir nous annonce. Tant que cette tâche ne sera pas accomplie, tous les travaux des penseurs et toutes les tentatives d'amélioration (nous citons ses propres paroles) ne seront que du temps perdu! Qu'on applique, au contraire, la méthode glossologique, et désormais les hommes ne seront plus sujets à l'erreur. M. Kraitsir ne promet pas moins, car il commence par déclarer que toutes les races humaines sont égales en intelligence, et que tous les enfans apportent en naissant des facultés analogues : pour lui, toutes les erreurs des hommes s'expliquent entièrement par la faute des mots et des instrumens.

Sous tout cela, il est facile de reconnaître une logique et des prétentions qui sont loin d'être particulières à l'auteur de la *Glossologie*, et c'est précisément pour cela que nous avons tenu à les relever. La passion de l'absolu et de l'unité est si répandue de nos jours, et elle pousse en ligne si droite à la destruction universelle, qu'il est bon de la dénoncer partout où elle se rencontre. C'est au nom de la religion naturelle qu'on a sapé les religions nationales vraiment adaptées au caractère des nations; c'est au nom des besoins inhérens à tous les hommes, et avec la prétention de trouver des institutions excellentes pour tous les hommes, qu'on a renversé les institutions réellement conformes aux exigences des diverses sociétés. Maintenant c'est au tour de la linguistique de voir ses découvertes menacées par cette folie du jour. Depuis cinquante ans, elle travaillait à nous fournir un nouveau moyen pour démêler les origines spéciales des peuples, en distinguant les origines spéciales de leurs idiomes : voilà que la passion de l'unité se jette à la traverse pour chercher à confondre de nouveau ce qui avait été distingué. Elle ne veut plus reconnaître qu'une seule généalogie à tous les idiomes. En fait d'explications, elle ne veut rien tolérer en dehors des causes premières qui peuvent tout expliquer d'un seul coup. Certes il est bon et très bon de chercher à saisir les rapports des choses distinctes; mais, quand le besoin d'assimiler est poussé à ce point, il n'est plus qu'un retour vers la barbarie. Il indique des esprits qui sont trop étroits pour embrasser à la fois toutes les idées déjà formulées, et qui par fatigue ne songent qu'à réduire cette masse trop large aux dimensions de leur petite capacité.

Telle est la morale à tirer de la *Glossologie*, ou plutôt telle est une des vé-

rités qu'elle démontre le plus clairement, car elle en démontre encore plus d'une autre. Évidemment M. Kraitsir n'est qu'une unité au milieu des multitudes qui combattent au nom du rationalisme (comme on dit) pour inspirer le mépris du passé et pour ramener toutes les choses humaines à des principes philosophiques. Des méthodes rationnelles! ce sont là de beaux mots; mais ils ne servent qu'à duper l'intelligence, et la grammaire rationnelle que rêve M. Kraitsir est comme un exemple palpable de ce que vaudraient des institutions rationnelles suivant le sens donné à ce terme. Elle serait bonne sans doute pour répondre à la curiosité des esprits mûrs, elle serait propre à aider dans leur tâche ceux qui n'auraient plus à apprendre leur langue, et qui se donneraient précisément pour tâche de rechercher les analogies des divers idiomes; mais elle serait très mauvaise comme moyen pratique d'enseignement, comme manière de classer les formes d'une langue donnée pour la plus grande commodité de ceux qui ont à l'apprendre. Qu'est-ce à dire? Que les grammaires pratiques ont bien d'autres conditions à remplir que de se conformer aux principes abstraits de la spéculation, et que la logique se méprend du tout au tout quand elle s'imagine que les grammaires ou les institutions philosophiques sont précisément les moyens dont les hommes ont besoin pour répondre aux nécessités de leur vie. La spéculation a ses exigences, la pratique a les siennes, et le rationalisme, qui ne s'inquiète que des premières, est simplement l'art d'être exclusif et aveugle, l'art de résoudre toutes les questions sans tenir compte de leurs données réelles. Avec cette facile manière de raisonner, on arrive, comme M. Kraitsir, à mépriser profondément les vieilleries empiriques du passé, parce qu'on ne sait pas voir leurs raisons d'être et leurs utilités. Au nom de la raison abstraite, c'est le règne même de l'expérience que l'on tend à anéantir; et tandis qu'on croit continuer Bacon, tandis qu'on se permet d'insulter ceux qui mettaient le *dixit* d'un maître au-dessus de l'évidence des faits, on s'enfonce soi-même dans une nouvelle scholastique; car c'est aussi une crédulité d'aveugle que de mettre au-dessus de l'expérience les notions abstraites de l'esprit, et de croire quand même aux conséquences, et rien qu'aux conséquences, que le raisonnement en peut tirer. La vraie méthode positive est tout autre : elle consiste au contraire à croire, même en dépit de la raison, que les vieilles institutions et les vieilles grammaires n'ont pu naître sans causes; elle consiste à savoir que ces méthodes se sont produites, parce qu'il existait des tendances et des exigences de nature à produire des résultats de ce genre; elle consiste enfin à partir respectueusement des choses établies pour juger, d'après elles, des conditions que doivent remplir les choses à établir.

J. MILSAND.

On nous accuse quelquefois d'avoir peu de sympathie pour les jeunes poètes, et tout récemment on nous écrivait les lignes suivantes : « Vous avez été dur pour moi, monsieur, très dur; vous m'avez repoussé en me confondant avec bien d'autres; mais je suis constant, mais je ne me rebute pas aisément quand j'ai un but, et j'ai un but : c'est que mon nom soit un jour ou l'autre au bas des pages de la *Revue des Deux Mondes*, précisément parce que vous êtes rigoureux, et que votre rigueur s'adresse à la médiocrité. Moi

aussi, je hais la médiocrité. Je ne me donne pas à vous pour un grand poète, mais comme un poète sincère, si humble qu'il soit. » Nous avons cité ces lignes, bien qu'elles se rapportent à un incident dont nous n'avons gardé aucun souvenir, parce qu'elles expliquent assez bien notre manière de voir et de procéder. Ce n'est pas notre faute si les poètes contemporains ne nous offrent pas plus souvent l'occasion de faire connaître leurs tentatives; les conseils pleins de franchise que la critique a pu leur donner ici ne sont-ils pas même une preuve de l'intérêt qu'ils y inspirent? Et si nous recevions plus souvent des vers indiquant, comme ceux qui suivent, un heureux effort vers la poésie intime et familière, peut-être serions-nous bien près de nous entendre.

PAYSAGES DE CHAMPAGNE.

A MA MÈRE.

Vous partez, vous allez, d'une pleine paupière,
Revoir nos peupliers au bord de la rivière;
Nous les aimons tous deux; ils se baignent si beaux
Dans le bleu si profond et le calme des eaux!
Ce serait un bonheur de s'asseoir sous leur ombre,
De lire, de rêver, penché sur le flot sombre!
Le bois de l'autre rive où l'écho nous répond,
La vache qui mugit en passant sur le pont,
Tout cela me revient en un frais paysage,
Et la brise du soir m'inonde le visage.
Ce serait à présent le plus cher de mes vœux
De sentir cette brise effleurer mes cheveux,
De regarder couler à mes pieds, en silence,
Le penser sans effort, le flot sans violence;
Rester là plein d'oubli, puis, quand je serais las,
Quitter enfin la rive et fouler sous mes pas
L'herbe qui sous l'ombrage a gardé sa rosée;
Voir cette vieille vigne au levant exposée,
Dont le raisin mûrit pour la soif du passant!
Pendant du cep noueux, le pampre est jaunissant.
Je vous en aime mieux, ô tige vieillissante
Qui redonnez toujours, quand l'automne est récente,
La grappe plus exquise et le fruit plus doré!
Sur ces contrevens verts, le matin empourpré
A de plus beaux rayons à travers le feuillage;
Le moineau qui, sans peur, rôde sous le treillage,
— Prenez garde au pillard, ô brave jardinier! —
C'est la gaîté du lieu, c'est l'esprit familier :
Le passant, grâce à lui, la grappe à peine mûre,
Est frustré de *son bien* quelquefois, et murmure;
Et lorsque vient le jour où l'on doit vendanger,
Cueillir les beaux raisins qu'en file on sait ranger,
Voyez donc le malheur : le panier reste vide,
Et cela, maître Jean, grâce au pillard avide.

Mais n'importe; il m'amuse, et son babil me plaît,
Et j'aime à voir son nid au-dessus du volet.
Dans les sentiers voisins parfois je m'aventure :
Sous ses aspects divers, j'aime à voir la nature, —
Jamais loin. Je me tiens dans les champs d'alentour,
Et suis vite au manoir dont cent pas font le tour,
Puis je reviens encore au bord de la rivière,
Alors que, du couchant reflétant la lumière,
De son cours ralenti, de l'azur de ses eaux
L'or s'échappe et remonte en limpides réseaux;
Et là, bercé toujours de voluptés rêveuses,
J'écoute longuement le battoir des laveuses :
Le bruit qui se répète, allant au fil des eaux,
Sous le bois de la rive éveille les échos.
Oh! Dieu, qui me rendra les champs et le silence,
Le souvenir sans ombre et l'espoir sans offense,
Le verger plein d'oiseaux et de fruits mûrissans,
De gazon jusqu'au ventre et d'essaims bruissans,
L'insecte qui frémit, l'abeille qui picore,
Le moineau butineur qui chante dès l'aurore?

LE FACTEUR RURAL.

Toujours distribuant la joie et le chagrin,
De village en village allant chaque matin,
Portant au même seuil aujourd'hui l'espérance,
Et peut-être demain la mort, l'indifférence;
Puis le soir chaque jour au logis rapportant
De l'absence de l'homme un cœur libre et content!
Pour lui, les traits rians de la belle nature,
Les parfums plus subtils et le plus doux murmure!
L'alouette a pour lui sa charmante gaîté,
Les bois sous la rosée ont l'aspect enchanté.
J'aime à le voir de loin, marche toujours égale,
Aller demi-penché. La brise matinale
Semble aider à ses pas, et le chant quelquefois,
Éveillé dans son cœur, s'exhale dans sa voix.
Il me jette en passant quelque parole amie,
Poursuit en s'inclinant sa marche raffermie,
Puis disparaît à l'œil, laissant derrière lui
Son chant, moindre d'abord, bientôt évanoui.

CHARLES DES GUERROIS.

Les pièces qu'on vient de lire sont tirées d'un volume que l'auteur se prépare à publier. Un autre recueil doit le suivre, et nos encouragemens ne sauraient manquer à une inspiration qui cherche si résolument sa voie. On a parlé de nos rigueurs : contestera-t-on notre bienveillance?

V. DE MARS.

LA

GUERRE DU CAUCASE

LE PRINCE WORONZOFF ET LE PROPHÈTE SHAMYL.

I. *Der Caucasus und das Land der Kosaken* (*Le Caucase et le Pays des Cosaques*), von Moritz Wagner; 2 vol. Leipzig, 1848. — II. *Die Vœlker des Caucasus und ihre Freiheits-kaempfe gegen die Russen* (*les Peuples du Caucase et leurs Guerres nationales contre les Russes*), von Friedrich Bodenstedt; 1 vol. Francfort, 1849. — III. *Die Poetische Ukraine*, von F. Bodenstedt; 1 vol. Stuttgart. — IV. *Tausend und ein Tag im Orient* (*Mille et Un Jours en Orient*), von F. Bodenstedt; 2 vol. Berlin, 1851.—V. *Reise nach Colchis* (*Voyage en Colchide*), von Moritz Wagner; 1 vol. Leipzig, 1852.

« Toute la plage a retenti,... ils souffrent de tes douleurs, tous ces mortels qui habitent le sol sacré de l'Asie, et les vierges de Colchide, intrépides soldats, et le peuple scythe, qui occupe les bords du marais Méotide, et cette fleur de l'Arabie, ces héros dont le Caucase abrite les remparts, bataillons frémissans et tout hérissés de lances. » Il y a plus de deux mille ans que les chœurs d'Eschyle peignaient ainsi les peuples du Caucase, et il semble que rien ne soit changé. Aujourd'hui encore, comme au temps de Prométhée, la fleur de l'Arabie s'abrite sous les remparts des montagnes sauvages, et les ravins cachent un peuple de héros. Un autre trait qui avait frappé Eschyle, et qui a conservé pour nous toute sa force, c'est le caractère fabuleux de ce pays. Le Caucase, aux yeux du vieux poète, ce sont *les confins du monde,* c'est *le désert inaccessible;* si nous ne répétons plus ces paroles, tous les voyageurs qui visitent les gorges du Kasbeck, tous les savans qui essaient de pénétrer les secrets de ces peuples, vivantes images des antiques migrations des races, s'écrient

encore avec la *jeune fille aux cornes de génisse :* « Où suis-je? chez quel peuple? Quel est ce captif que j'aperçois enchaîné à ces rocs? » Ces rocs, où le titan vaincu continuait de braver Jupiter et prophétisait sa ruine, ces gorges et ces défilés formidables, où le prophète Shamyl tient la puissance russe en échec, sont demeurés la plus mystérieuse contrée de la vieille Europe.

Il est peu de questions aussi compliquées que les questions du Caucase; des intérêts de toute sorte se croisent pour l'Européen autour de ces forteresses naturelles qui séparent les steppes de l'Occident des plaines les plus fortunées de l'Asie. Ce sont d'abord les plus curieux problèmes de l'histoire des races humaines. A quelle souche appartiennent ces peuplades innombrables? A quelle famille de langues faut-il rapporter ces idiomes qui changent de tribus à tribus? Parmi ces peuples si différens de type et de langage, en est-il qui remontent, comme on l'affirme, aux premiers jours du monde? en est-il d'autres qui aient fait partie des invasions barbares des IVe et Ve siècles, et qui, depuis Attila, soient restés dans les belles vallées du Térek, au pied de ces grands monts, où des luttes séculaires les ont repoussés aujourd'hui? Tous ces points ont provoqué les plus courageuses explorations. Il y a en Danemark depuis la fin du dernier siècle, surtout depuis les travaux de ce Frédéric Suhm à qui Herder exprimait en de si nobles termes la reconnaissance du monde savant, toute une vaste expédition qui poursuit partout la trace des barbares, et jamais, on doit le dire, les origines orientales et scandinaves de notre moderne Europe n'ont été étudiées avec une plus féconde ardeur. Tout cela n'est rien cependant à côté de l'intérêt que présentent les explorations du Caucase. Si les conjectures des savans ne sont pas de vaines chimères, ce ne sont pas des traces douteuses et des vestiges à demi effacés, ce sont les barbares eux-mêmes, ce sont les héritiers encore vivans de l'arrière-garde d'Attila, que la montagne abrite depuis quinze cents ans dans ses vastes refuges, depuis la Mer-Noire jusqu'à la mer Caspienne. C'est là ce que Saint-Martin et Sylvestre de Sacy, Klaproth et Dubois de Poméreux, l'Anglais Stanislas Bell, l'Allemand Eichwald, le Russe Potocki, le Polonais Bronewsky, l'Arménien d'Ohsson et bien d'autres encore ont cherché dans l'isthme caucasien et dans les contrées qui s'y rattachent. Le grand ethnographe du Caucase, Guldenstaedt, leur avait frayé la voie dès le milieu du siècle dernier, et depuis lors toutes les difficultés de l'entreprise n'ont fait qu'aiguillonner l'ardeur et la curiosité de la science.

Ce n'est pas tout : cette contrée, qui offre de si riches problèmes aux érudits, attire aussi l'attention de l'Europe par l'émouvant spectacle de ses destinées présentes. Dans sa route vers l'orient, la Rus-

sie a rencontré les populations du Caucase. En vain par l'habileté persévérante de sa diplomatie a-t-elle soumis à son pouvoir les contrées que domine le versant asiatique, cette ligne de montagnes hérissées de guerriers intrépides est un continuel obstacle à ses desseins. Maîtresse de la Géorgie et de l'Imérétie, établie à Tiflis et à Koutaïs, la Russie ne possédera complétement ces riches vallées que le jour où les défilés du Caucase ne cacheront plus d'implacables ennemis toujours prêts à décimer ses troupes ou à brûler ses forts. Voilà le but qu'elle est forcée d'atteindre, et elle y marche avec cette patience obstinée qui signale les armées aussi bien que la diplomatie des tsars. Il n'y a pas d'humiliation ni de défaite qui puisse décourager sa constance. Les terribles barbares du Caucase ont résisté pendant des siècles aux Tatares, aux Turcs et aux Persans; depuis cinquante ans, la Russie les assiège, et c'est seulement dans ces dernières années, s'il faut en croire les témoignages les plus nombreux et les plus sûrs, qu'elle a obtenu des résultats peu apparens, achetés par des pertes cruelles. Bien plus, l'ardeur des Caucasiens a grandi avec la lutte; dans leurs guerres avec les Persans et les Turcs, ce n'étaient que des hordes sauvages; aujourd'hui, face à face avec la puissance moscovite, on dirait qu'un peuple nouveau s'est formé, un peuple uni désormais par de fortes passions nationales, exalté par l'enthousiasme religieux et commandé par des prophètes! Cependant la Russie avance toujours, et son opiniâtreté est indomptable. On a très bien dit que l'armée russe dans le Caucase avait trois ennemis à combattre, le climat, la montagne et le Tcherkesse; ceux qui tombent sous les coups de ce triple ennemi sont remplacés immédiatement avec une précision sinistre : chaque jour le bataillon décimé se complète, chaque jour la forteresse ébranlée répare ses brèches de la veille. Le chef illustre qui commande les opérations du Caucase, le vieux prince Michel Woronzoff, est avant tout un administrateur du premier ordre; c'est lui qui enlace les montagnards dans un réseau d'opérations lentes, mais certaines; c'est lui qui resserre d'année en année le théâtre où se déploie désormais avec plus d'éclat que de résultats solides l'héroïque enthousiasme de Shamyl.

Or tout cela se passe dans l'ombre et dans le mystère. Comment voir clair au sein de ces ténèbres? comment pénétrer dans ce tortueux labyrinthe? Les énigmes proposées à la science par le sphinx du Caucase ne sont pas plus obscures que l'histoire des luttes dont le Daghestan est le foyer. Un spirituel voyageur assure que les Tcherkesses et les Ossètes s'amusent singulièrement des efforts que font les philologues allemands pour expliquer leurs langues : on n'éprouve pas des difficultés moins graves, lorsqu'on veut se faire une juste idée de la situation des Russes et de la résistance des Caucasiens.

Ce n'est pas aux bulletins de la Russie qu'il faut demander des renseignemens complets; quant aux intrépides chefs du Daghestan, s'ils ont essayé de faire quelques emprunts à la civilisation, ils n'ont pas encore de documens officiels, et de rares proclamations revêtues du sceau de Shamyl sont les seuls renseignemens directs qui nous viennent du Caucase. On ne peut donc que s'adresser aux voyageurs et confronter les témoignages.

On a lu ici même de remarquables récits qui ont fait exactement connaître des détails fort curieux de cette pathétique histoire. L'Allemagne surtout est notre intermédiaire auprès de l'Europe orientale; les plus complets tableaux que nous ayons sur la situation générale du Caucase, sur l'armée russe et les cavaliers de Shamyl, sur les Cosaques de la plaine et les Tcherkesses de la montagne, ce sont deux écrivains allemands qui viennent de les tracer. Le premier, M. Maurice Wagner, est un naturaliste aventureux. Esprit grave, observateur spirituel, il sait voir avec impartialité les pays où le pousse son ardeur scientifique. Il a recherché de préférence les pays de montagnes, et ceux-là particulièrement où un dramatique intérêt rehausse l'intérêt de la science; avant de voir le Caucase, il avait accompagné nos officiers dans leurs visites aux Kabyles. Que de réflexions ingénieuses se présenteront naturellement à un observateur préparé de la sorte! Que de piquantes analogies il aura à signaler! que de contrastes aussi entre ces gorges de l'Atlas qu'ont parcourues au pas de charge nos intrépides colonnes et ces montagnes où vient se heurter pesamment la valeur taciturne du soldat russe! L'autre voyageur à qui nous demanderons nos renseignemens est M. Frédéric Bodenstedt. M. Bodenstedt est un cœur généreux et une imagination brillante; ce qu'il cherchait d'abord dans le Caucase, c'étaient les problèmes ethnographiques et les séductions de la poésie : or peu à peu il s'est donné tout entier à cette partie de ses prédilections. Il était parti en touriste; il lui a semblé bientôt qu'il revenait à son foyer natal. M. Bodenstedt est véritablement le poète du Caucase; dans tout ce qu'il écrit, prose ou vers, nouvelles ou récits de voyage, études d'histoire ou strophes enthousiastes, on voit toujours briller, comme des diamans, les cimes neigeuses qu'ont chantées Pouchkine et Lermontoff; il connaît les Cosaques de l'Ukraine, il a vu les Lesghes de Shamyl; il a demeuré longtemps dans la capitale de la Géorgie, et ses meilleurs camarades littéraires, ce ne sont pas des écrivains de l'Allemagne, ce ne sont pas les collaborateurs de la *Gazette d'Augsbourg,* à qui il a fourni souvent de si curieux travaux : ce sont les chanteurs circassiens et les théologiens de Tiflis, c'est l'aimable poète Mirza-Schaffy et le savant Abbas-Kouli-Khan. Voilà, ce me semble, des compagnons de voyage comme on n'en trouve pas tous les jours.

M. Wagner est exact et sérieux; M. Bodenstedt est à la fois très érudit et très spirituellement passionné. M. Wagner est assez sympathique à la Russie; M. Bodenstedt la hait. Nous avons donc entre les mains les informations les plus variées; nos guides sont instruits, brillans, ingénieux, et nous pouvons les contrôler l'un par l'autre.

I.

La longue ligne du Caucase s'étend, comme on sait, entre les deux mers qui séparent l'Europe de l'Asie. Inclinée d'un côté vers les côtes orientales de la Mer-Noire, elle se dirige au sud-ouest vers la mer Caspienne jusqu'à cette curieuse presqu'île d'Apschéron, contrée toute volcanique où vivent aujourd'hui encore, fidèles au culte du feu, les derniers disciples de Zoroastre. Au sud, ses contreforts se relient à la grande chaîne de l'Ararat; au nord, les lignes secondaires qui s'y rattachent vont se perdre dans les steppes de la Russie méridionale. Lorsque du milieu de ces steppes on jette les yeux vers le sud, la première ligne qu'on aperçoit est celle du Beschtau, formée de cinq montagnes, lesquelles, s'élevant toujours comme de gigantesques gradins, vont s'adosser à l'Elbrus ou Elborus, le plus haut des sommets du Caucase. C'est cette montagne, appelée en persan Kaf-Dagh, qui a donné son nom à la chaîne tout entière; ses cimes, couvertes de neiges éternelles, sont le siége des traditions fabuleuses et des légendes cosmogoniques : les Caucasiens ont surnommé l'Elbrus le grand padischa des esprits. Au nord-ouest de l'Elbrus, le long des côtes de la Mer-Noire, les plus hautes cimes sont le Pelaw-Tepesch et l'Oschten dans le pays des Abschases, l'Idokapas et le Schapsach dans le pays des Adighés. Suivez la direction contraire, marchez vers le sud en inclinant à l'est, vous arrivez au pays des sauvages Ossètes, auxquels Klaproth a consacré un des premiers de si précieuses études, et vous verrez grandir les lignes formidables du Kasbek. Si l'Elbrus est le plus haut sommet du Caucase, le Kasbek en est le centre. C'est là qu'est la grande communication de la Russie avec la Géorgie; c'est là, sur les flancs de la montagne, au milieu des neiges et des abîmes, que passe la route militaire complétement possédée aujourd'hui par les Russes, et qui, du nord au sud-est, traverse le Caucase tout entier. Entre le Kasbek et la mer Caspienne, les cimes les plus remarquables sont le Barbela dans le Daghestan, le Shah-Dagh dans la province de Kouba, le Baba-Dagh entre les villes de Shirvan et de Bakou, et enfin, tout au bord de la mer Caspienne, le Besch-Pannaki-Dagh.

De nombreux cours d'eau descendent de ces montagnes. C'est d'abord le Térek adoré de l'enfant du Caucase, le Térek qui arrose

les vallées les plus splendides et sur les rives duquel habitent, comme des apparitions merveilleuses, les plus poétiques légendes de ces barbares. Un Russe me contait dernièrement une histoire bien connue à Saint-Pétersbourg, et qui confirme tout ce que MM. Bodenstedt et Wagner disent de la poésie du Térek. Un jeune Tcherkesse, enlevé par des Cosaques, servait dans l'armée russe; beau, vif, intelligent, il était parvenu à un grade supérieur, et le tsar n'avait pas de serviteur plus dévoué. Chargé un jour d'une mission dans le Caucase, dès qu'il a revu le Térek, il ne s'appartient plus. Vainement l'honneur militaire, l'orgueil des épaulettes, le sentiment de la discipline le font-ils hésiter; il écrit au tsar que la voix du fleuve l'a appelé, et que ses pieds désormais sont liés au sol natal. Sa lettre, assure-t-on, naïve, touchante, passionnée, exprimait admirablement les combats d'une âme sincère et les séductions irrésistibles du beau fleuve circassien. Le Térek prend sa source au pied du Kasbek, se dirige vers le nord, puis à l'ouest, sépare la grande et la petite Kabarda, tourne brusquement à l'est, arrose le pays des Tchétchens ou Tschetschenzes, et après de longs tours et détours va se jeter enfin par plusieurs bras dans la mer Caspienne. C'est surtout depuis sa source jusqu'à la Kabarda que le Térek, se précipitant à travers les rochers, parcourt les plus sauvages et les plus belles parties du Caucase. Le Kouban est moins pittoresque, mais son cours est plus étendu. Sorti des marais qui baignent la base septentrionale de l'Elbrus, il se dirige vers Wladikawkas, et traversant la ville des Cosaques, Jekaderinodar, se divise en deux bras, dont l'un va se jeter dans la mer d'Azow et l'autre dans la Mer-Noire. Il faut nommer aussi un des principaux affluens du Térek, le Malka. C'est le long du Térek, du Kouban et du Malka que s'étendent les trois routes militaires du Caucase et cette ligne terrible de forts, de stations de Cosaques, de postes avancés, rompue plus d'une fois par Khasi-Mollah et Shamyl, mais reformée aussitôt par la constance tranquille du soldat russe et l'énergique ardeur du Cosaque.

La plus importante de ces routes est celle qui traverse le Caucase et assure à la Russie des communications certaines avec ses riches possessions asiatiques, la Géorgie et la Colchide. Elle se dirige de Jekaderinograd, en remontant le cours du Térek, jusqu'à Wladikawkas; là elle s'enfonce dans les montagnes, sépare le pays des Ingusches et celui des Ossètes, longe cette partie du Térek où les eaux du fleuve roulent au milieu des rocs et des abîmes, atteint l'étroit passage auquel les anciens donnaient le nom de Portes Caspiennes et qui s'appelle aujourd'hui Dariel (de *Der-i-Allah*, la porte de Dieu), descend en droite ligne au petit village de Kasbek, situé au pied de la montagne de ce nom, s'avance ensuite le long de l'Ara-

gua, et, traversant maintes bourgades sur les pentes méridionales du Caucase, entre dans la Géorgie et va aboutir à Tiflis. L'autre route, tracée à l'extrémité opposée de la chaîne, va d'Astrakhan à Kilsjar, parcourt le territoire des Kumik ou Koumouiks, longe quelque temps la mer Caspienne et s'arrête à la ville de Bakou. Ces deux routes, qui se déploient parallèlement, celle-ci dans la région orientale, celle-là dans la région occidentale du Caucase, sont reliées entre elles par un chemin couvert de forts qui s'étend de Jekaderinograd à Kilsjar. Ces deux villes forment ainsi le point central des communications de l'armée russe.

On voit par ce tableau que la chaîne du Caucase se divise en deux régions très distinctes, séparées par le défilé du Dariel. Les montagnes qui s'élèvent entre le Dariel et la Mer-Noire sont habitées par de nombreuses peuplades : les unes à peine connues, comme les Ubiches, hordes sauvages victorieusement retranchées derrière leurs abîmes; les autres réduites en ce moment à l'inaction, mais toutes prêtes à se soulever le premier jour où les exigences d'une autre guerre affaibliraient la ligne de forts qui les tient en respect; d'autres enfin, plus rapprochées de la plaine et accoutumées à des relations pacifiques avec la Russie. Ces peuplades, dont les plus importantes sont les Ubiches, les Ossètes, les Adighés, les Kabardiens et les Abschases, sont le plus souvent désignées sous le nom général de Tcherkesses ou Circassiens, quoique les Ubiches et les Ossètes parlent une langue toute différente et que les seuls Adighés soient proprement des Tcherkesses. — L'autre partie du Caucase, celle que baignent la mer Caspienne et le cours inférieur du Térek, est habitée par des peuplades plus nombreuses encore et plus sauvages. C'est là que sont les Ingusches, les Lesghes, les Kistes, les Kumiks et surtout les Tchétchens, sous le nom desquels on confond souvent ces races diverses, dont les langues et les traditions religieuses attestent néanmoins des origines absolument contraires. Si le mot Tcherkesse sert à désigner les Caucasiens du versant de la Mer-Noire, — les Tchétchens, pour ceux qui veulent simplifier ces questions semées de détails sans fin, représentent les Caucasiens de la mer Caspienne. Or la situation de ces deux peuples ne se ressemble en aucune manière; il n'y a entre eux ni affinité de race, ni ressemblance d'idiome, ni alliance pour une cause commune. On parle toujours des Tcherkesses du Caucase; on croit que ce sont là les belliqueuses populations qui luttent aujourd'hui contre les Russes. En Russie même, cette méprise est populaire, et il est bien peu de personnes pour qui le sultan Shamyl ne soit pas le sultan des Tcherkesses. Shamyl a visité une fois les Tcherkesses, mais il n'était à leurs yeux qu'un hôte illustre. C'est le Daghestan qui est le théâtre de son action; ce

sont les Tchétchens et les Lesghes qui ont salué en lui le successeur de Mahomet. Si l'on veut se rendre compte de ces obscures questions du Caucase, il faut d'abord connaître le terrain où se déploient ces luttes nationales, et éviter toute confusion entre les Tcherkesses et les Tchétchens. Chez les Tcherkesses, la guerre est finie depuis longues années; chez les Tchétchens, voilà plus de vingt ans que Khasi-Mollah et Shamyl déciment l'armée de la Russie. Les Tcherkesses ont peu de relations avec les hordes voisines : race chevaleresque et aristocratique, ils ont presque toujours combattu seuls, sans demander d'appui aux bandes féroces des Abschases et des Ubiches; — au contraire les Tchétchens, exaltés par le fanatisme et conduits par des chefs de génie, ont noué des liens entre les différentes races du Caucase oriental, et les hommes que Shamyl conduit au combat forment désormais une nation dont il est tout ensemble le sultan et le prophète. M. Maurice Wagner n'a vu que les Tcherkesses; plus savant et plus complet, M. Bodenstedt nous introduit aussi chez les Tchétchens. Partons de la Mer-Noire en compagnie de M. Maurice Wagner, et complétons avec M. Bodenstedt ses dramatiques récits.

Le voyage de M. Wagner l'a conduit des bords de la Mer-Noire jusque dans cette gracieuse ville de Tiflis, le plus riant séjour du monde pour se reposer des fatigues du Caucase. Il a suivi le cours du Kouban et du Térek, il a traversé le passage du Dariel, et il a pu comparer les fertiles plaines de l'Imérétie et de la Géorgie aux rudes pays qu'il venait de parcourir. C'est de Kertch, en Crimée, que M. Wagner se dirigea vers le Caucase. Des bateaux à vapeur sillonnent la Mer-Noire et portent le voyageur sur les côtes orientales, au milieu même du pays des Tcherkesses. Toutes ces côtes sont à moitié soumises. Les Russes y possèdent dix-sept forteresses occupées par les Cosaques de la Mer-Noire, et destinées surtout à empêcher les communications entre les Caucasiens et la Turquie. Gardez-vous cependant de vous mettre en route la nuit; attendez que la matinée soit déjà assez avancée; attendez que les Cosaques, d'une forteresse à l'autre, aient balayé la route. Bien que la lutte régulière ait depuis longtemps cessé, le postillon cosaque qui conduit les voyageurs à travers les steppes du Kouban ne part jamais avant neuf heures du matin, et il faut qu'avant le coucher du soleil il ait atteint la station où il passera la nuit.

Le voyage est étrange au milieu de ces steppes lugubres; étrange surtout est ce peuple du Kouban. Les Cosaques du Kouban ou de la Mer-Noire (on les appelle aussi les Tchernomorzes) sont, avec les Cosaques de la ligne, la plus belliqueuse et la plus libre de toutes ces races barbares que la Russie a enrôlées sous ses drapeaux. Occupés longtemps à de terribles luttes contre les Tcherkesses, obligés

aujourd'hui encore de les surveiller à toute heure, ils ont conservé l'impétueuse intrépidité de leurs ancêtres, tandis que les Cosaques du Don s'amollissent dans le repos. Redoutés du Tcherkesse, ils le sont presque autant du Moscovite. Si le mot Cosaque, au dire de quelques philosophes, signifie cavalier libre, les Tchernomorzes méritent parfaitement le nom dont ils sont fiers. C'est une formule très usitée chez eux : *Ja nä soldat, ja Kasak* (je ne suis pas soldat, je suis Cosaque). La Russie, qui a complétement discipliné les Cosaques du Don, est forcée de garder des ménagemens de toute sorte avec les Cosaques de la Mer-Noire. Comment les dompter en effet? La liberté leur offre mille refuges. Si les chefs exigeaient d'eux plus d'obéissance qu'ils n'en veulent accorder, si le joug de la discipline pesait trop lourdement à leur orgueil, ils n'auraient qu'à monter dans leurs bateaux; les vagues de la Mer-Noire, avec lesquelles ils ont lutté si souvent, les conduiraient aux côtes d'Anatolie. Au-delà du Kouban, la grande et la petite Kabarda s'ouvrent à eux, steppes immenses où des Circassiens soumis, il est vrai, mais toujours hostiles au Moscovite, accueilleraient dans leurs rangs un frère nomade. Il leur resterait enfin, comme extrême ressource, la montagne même et l'amitié du Tcherkesse. Ces ennemis en apparence si implacables, faudrait-il beaucoup d'efforts pour les réconcilier? La Russie sait bien que non, et elle laisse au Cosaque tchernomorze toute l'indépendance dont il a besoin.

Au reste, les séductions de la vie civilisée feront plus pour enchaîner le Cosaque à la Russie que toutes les rigueurs de la discipline. S'il faut en croire M. Wagner, la vieille race des Cosaques de la Mer-Noire est en train de disparaître. C'est toujours une cavalerie légère d'une admirable audace, ce sont toujours ces tirailleurs intrépides que le duc de Raguse a vantés dans son *Esprit des institutions militaires;* ce n'est plus le fils d'Attila dont parle le poète des *Iambes,*

Le Hun, le Hun stupide à la peau sale et rance.

M. Wagner a rencontré à Fanagoria un officier dont la famille offre un remarquable exemple des transformations accomplies depuis un demi-siècle dans les rangs des Cosaques. Le père de cet officier était un chef célèbre, Wassily Iguroff, ignorant, fanatique, terrible dans la bataille et passionné pour les ducats d'or qu'il accumulait au fond de sa hutte. Lors des guerres de Napoléon, son grand âge l'avait dispensé du service; mais en 1812, quand il sut que les Français entraient en Russie, quand il vit le tsar appeler tous ses peuples à la défense de la foi orthodoxe, il partit entouré de ses enfans. Le petit-fils de Wassily, en racontant à M. Wagner les hauts faits du vieux Cosaque, semblait agité par mille réflexions soucieuses. Lorsqu'il eut

fini de peindre cette sombre et sauvage physionomie, il tomba dans une méditation profonde : le passé s'était relevé devant lui, et il le comparait avec tristesse aux choses présentes. « Mon grand-père était libre, disait-il à M. Wagner; il n'avait pas de grade, pas de croix, il combattait à sa guise; moi, je suis major, et deux croix brillent à ma poitrine. Jamais du moins je n'oublierai mon grand-père Wassily... Ce qu'il y a de plus triste pour les hommes de notre âge, ajouta-t-il avec un soupir, c'est de voir l'indifférence de nos enfans pour l'héroïque histoire de leurs aïeux. » Ces paroles s'adressaient comme un reproche à son fils, lieutenant de Cosaques, qui effectivement avait paru écouter avec un profond ennui cette iliade paternelle. La conversation changea bientôt après, et le fils du major, arrivé récemment de Saint-Pétersbourg, se mit à parler des modes nouvelles, des théâtres, des actrices françaises, des danses de Mlle Taglioni. Le grand-père Wassily, le major et le lieutenant représentaient trois phases bien distinctes de l'histoire des Cosaques : dans le fond, le vieux héros barbare, puis le Cosaque déjà discipliné, portant des croix, investi d'un grade, et cependant tourné avec un pieux respect vers un âge de liberté sauvage qui ne peut plus revenir, et enfin le Cosaque civilisé, jeune, brillant, dédaigneux du passé, un Cosaque ami des arts, et qui applaudit nos comédiens français de Saint-Pétersbourg!

La politique de la Russie vis-à-vis des Cosaques a toujours été de briser leur unité nationale. Dispersés sur des points éloignés, les Cosaques du Don ne connaissent plus les Cosaques de l'Ukraine. Sur la frontière même, ceux qui défendent la ligne du Caucase sont cantonnés depuis longtemps dans des forts, dans des *aouls* (1), dans de petites villes de quatre à cinq mille âmes. Ils n'ont plus de liens les uns avec les autres. L'hetman des Cosaques du Don est le fils aîné du tsar, l'héritier présomptif de la couronne, le grand-duc Alexandre-Nicolaewitch. Ce fait n'indique pas seulement, comme on pourrait le penser, l'importance qu'on attache à la soumission des régimens cosaques, il montre surtout combien les Cosaques du Don sont déjà façonnés à la discipline moscovite. Un jour viendra sans doute où un prince de la famille impériale pourra être hetman des Cosaques du Kouban; aujourd'hui il s'exposerait encore à des marques d'insubordination ou à des hardiesses de langage qu'il serait forcé de subir. L'hetman des Cosaques du Kouban est un homme de leur race, un Cosaque de la famille des Zaporogues, le lieutenant-général Sawadofsky. Sa résidence est à Jekaderinodar, ville cosaque de cinq mille âmes. La garnison n'a pas plus de huit cents cavaliers cosaques et cent cinquante hommes d'infanterie de ligne qui sont très souvent

(1) C'est le nom des villages du Caucase, chez les Cosaques comme chez les Tcherkesses.

renouvelés; les huit cents Cosaques, au contraire, sont presque tous mariés, ce qui ne les empêche pas d'être en selle au premier signal et de courir sus aux Tcherkesses. La ville est affreuse comme toutes les villes cosaques. La plupart des maisons, petites, étroites, sales, sont construites en terre; ce sont moins des maisons que des étables et des étables mal tenues, où bêtes et gens habitent ensemble au milieu d'un fumier qui infecte la ville. Heureusement les rues sont larges, et il y a çà et là de jolis jardins plantés d'acacias pour récréer la vue. On trouve aussi des maisons de bois, entre autres celle de l'hetman, qui attestent un certain goût d'architecture. Ce n'est plus tout à fait le genre des villes barbares dont parle Montesquieu, de ces villes de Crimée « faites pour renfermer le butin, les bestiaux et les fruits de la campagne. » Tout empreintes qu'elles sont d'une physionomie sauvage, les villes cosaques du Caucase portent déjà la trace des nouvelles mœurs. M. Wagner assure qu'il a trouvé la civilisation parisienne à Jekaderinodar : on y joue au whist, on boit du vin de Champagne sorti des caves de Reims, et les jeunes filles dansent nos quadrilles et nos valses avec une grâce française.

Les Cosaques tchernomorzes, que M. Wagner a visités le long des rives du Kouban, sont établis là depuis soixante-dix années. Ce sont les fils de ces Zaporogues qu'un ukase de Catherine II transporta vers la Mer-Noire en 1783. Au moment de l'émigration, ils étaient environ soixante mille; depuis lors, la peste de 1796, l'insalubrité du climat et les balles des Tcherkesses ont terriblement réduit ce nombre. Il s'en faut bien aujourd'hui que l'importance de la population soit en rapport avec l'étendue de la contrée. Les Cosaques mettent sur pied dix régimens composés chacun de mille hommes. Après trois ans de service, le soldat accroche sa lance dans la cabane et reprend la faux et la charrue; d'autres le remplacent pendant le même nombre d'années, et quand son tour est revenu, il quitte de nouveau la charrue pour la lance. Bien supérieurs aux Cosaques du Don et de l'Ukraine, les Tchernomorzes sont loin de valoir ceux de leurs frères qu'on appelle spécialement les Cosaques de la ligne. Ceux-là sont les plus belliqueux et les plus intrépides de tous. Limitrophes des Cosaques du Kouban, ils habitent les steppes comprises entre le Kouban et le Térek, au pied de ces montagnes du Daghestan où est concentrée désormais toute la guerre du Caucase. Il semble que les Cosaques en général mêlent à la fierté naturelle du cavalier nomade je ne sais quelle disposition à la mollesse. C'est la paix qui a énervé les Cosaques de l'Ukraine et du Don. Les Cosaques du Kouban et de la ligne, bien des symptômes l'attestent, ne garderaient pas longtemps leurs fières allures, si la guerre ne les tenait en éveil. Barbares aisément muselés, on dirait qu'ils ont été donnés à la Russie comme un mer-

veilleux instrument pour combattre d'autres barbares. La guerre du Caucase serait-elle possible sans eux? Et cependant on n'a pas à craindre que l'exaltation guerrière ne produise chez eux un esprit d'indépendance et de révolte : l'individu est fier, la masse est docile et maniable. Ces Cosaques si hautains, on les sépare de leurs frères, on les transporte loin de leur pays natal, et ils ne soupçonnent même pas qu'ils pourraient être une nation redoutée. La civilisation est là qui les prend dans ses piéges.

Parmi les barbares auxquels la Russie oppose la cavalerie cosaque, les Tcherkesses occupent le premier rang. Toutefois on est trop porté à croire que les Tcherkesses sont les seuls gardiens de ces forteresses imprenables où vient se briser l'élan du Tchernomorze. Les Tcherkesses sont réduits aujourd'hui à une sorte d'inaction; le jour où ils seraient complétement soumis, et ce jour est encore bien éloigné, on trouverait derrière eux les plus féroces hordes du Caucase. Suivez M. Wagner de Jekaderinodar jusqu'au Dariel, vous traversez le pays des Cosaques : au-dessus d'eux, sur la droite, au pied et sur les flancs de la montagne, voici les Tcherkesses et les nombreuses tribus qui sont comme les branches de ce tronc puissant; mais portez vos yeux plus haut, pénétrez plus loin par la pensée, voyez ces sommets désolés et ces gorges profondes, c'est là que vivent des peuples dont l'origine se rattache aux plus antiques migrations de la race humaine.

D'abord ce sont les Ubiches, dont le pays est aussi inconnu que le centre du continent africain. La grande carte du Caucase, dressée par l'état-major de l'armée russe, ne nous présente ici qu'un immense espace vide. Deux Européens seulement ont pu donner quelques renseignemens sur les Ubiches, le voyageur anglais Stanislas Bell et un officier russe, M. le baron de Turnau. Il y a quelques années, M. Bell, sur un navire qui lui appartenait, avait abordé aux côtes de la Mer-Noire, dans la direction du pays des Ubiches; il osa pénétrer chez eux, en ayant soin pourtant de ne jamais s'éloigner des côtes. Les Tcherkesses, avec leur imagination avide, avaient considéré M. Bell comme un diplomate anglais, et le bruit s'était répandu que l'arrivée de son navire présageait l'envoi d'une flotte qui aiderait les Circassiens à briser pour toujours la domination moscovite. Ce bruit, porté aussi chez les Ubiches, avait protégé M. Bell; on le reçut d'abord avec de grandes marques d'honneur. Il ne tarda pas cependant à s'apercevoir que les Ubiches étaient moins confians que les Tcherkesses : l'ambassadeur était prisonnier chez ses amis. Il essaya maintes fois de s'enfuir avec des Turcs venus pour acheter des esclaves, et n'y réussit enfin qu'à grand'peine. On comprend que M. Bell ait retiré peu de fruit d'une telle expédition. M. le baron de Turnau fut moins heureux encore. Le tsar, depuis quelques années, a essayé d'organiser des explora-

tions dans ces contrées mystérieuses, et d'y faire recueillir le plus de renseignemens possible sur la population et le climat. D'intrépides officiers, sachant la langue des Tcherkesses, prenaient le costume du pays et se lançaient hardiment au milieu des sanglantes aventures. Déjà plus d'un était parti et n'était pas revenu. M. de Turnau ne se laissa pas décourager. Il fit ses préparatifs avec autant d'adresse que de résolution. Il apprit d'abord la langue des Ubiches, il donna à son teint une couleur brune et olivâtre, il tailla sa barbe à la façon des Tcherkesses, il s'exerça à porter leur costume et à manier leurs armes. Un homme du pays, gagné à prix d'or, devait lui servir de guide. Tout réussit pendant quelques semaines : M. de Turnau avait déjà visité plusieurs tribus, lorsqu'un chef plus soupçonneux que les autres arracha au guide son secret et jeta dans un cachot l'audacieux envoyé du tsar. Les Ubiches sont cupides; ils demandèrent tout un bonnet circassien rempli de roubles pour la rançon de l'officier. Le gouvernement russe pensa qu'il était imprudent d'accoutumer les Caucasiens à battre ainsi monnaie, et que d'ailleurs M. de Turnau pourrait utiliser sa captivité dans l'intérêt de sa mission; il serait toujours temps de le racheter plus tard. Victime de ces calculs si cruellement égoïstes, le pauvre officier était menacé de mourir dans un souterrain humide, lorsqu'un jour, après de longs mois de souffrance, abattu, amaigri, désespéré, il fut sauvé tout à coup par un incident inattendu. Le chef qui retenait M. de Turnau avait insulté un de ses serviteurs. Celui-ci, pour se venger, résolut d'enlever à son maître l'esclave précieusement gardé comme une mine d'or. Il lui ouvrit pendant la nuit les portes du souterrain, et tous deux partirent au galop sur les meilleurs chevaux du chef. Ces sortes d'histoires, à ce qu'on assure, ne sont pas rares chez les Tcherkesses. Il y a un touchant poème de Pouchkine, *le Prisonnier du Caucase,* où le Moscovite est délivré par la jeune Circassienne qui l'aime, comme Chactas par Atala. Chez les Ubiches, les drames sont moins poétiques. De tous les étrangers qui ont visité ces sauvages, M. Stanislas Bell et M. le baron de Turnau sont les seuls qui aient échappé à la mort.

Les Ossètes sont plus connus que les Ubiches; malgré leur férocité brutale, ils sont moins portés à la guerre, et la Russie, grâce à certains ménagemens, n'a point à redouter leurs attaques. Les voyageurs peuvent aussi visiter le pays des Ossètes, en prenant, bien entendu, d'indispensables précautions. On vantait beaucoup trop autrefois l'hospitalité de cette peuplade. L'étranger n'a rien à craindre tant qu'il habite sous le toit de son hôte; mais, dès qu'il a quitté le seuil, il redevient une proie, et l'hôte lui-même l'égorgerait sans pitié à quelques pas de cette demeure où il vient de lui faire fête. Au reste, une faible escorte de gens du pays est une sauvegarde suf-

fisante. Bien des savans ont donc pu étudier de près cette tribu étrange dont l'idiome offre les plus curieux problèmes aux investigations philologiques. Les Tcherkesses appellent le Caucase *la montagne des langues;* de toutes ces langues d'origines si diverses, une des plus intéressantes est la langue des Ossètes, qui semble appartenir à la famille indo-germanique et se rattacher au sanscrit. Les Ossètes ont-ils reçu par la Perse quelques vestiges de cette vieille langue zende retrouvée par la prodigieuse sagacité d'Eugène Burnouf? ou bien est-ce par le nord qu'ils tiennent à la grande souche commune, et faut-il voir dans les Ossètes un débris des migrations germaines? C'est sur ce point que s'exerce l'aventureuse curiosité des philologues. Le savant Jules Klaproth, qui a visité les Ossètes, a consacré d'intéressans travaux à leur langue, et plus récemment M. le docteur Rosen, auteur d'une grammaire ossète et de plusieurs mémoires très estimés sur ces difficiles problèmes, a complété et rectifié en maints endroits le vocabulaire dressé par son devancier. Quant aux voyageurs qui ont donné sur l'état présent de ce pays les renseignemens les plus curieux, il faut citer au premier rang, outre Klaproth et M. le docteur Rosen, M. Kohl, M. Koch, professeur à l'université d'Iéna, et enfin M. Bodenstedt. M. Koch est un admirateur enthousiaste des Ossètes; M. Bodenstedt a l'avantage d'avoir comparé entre elles un grand nombre des populations caucasiennes, et son enthousiasme intelligent ne se prodigue pas au hasard. « Jamais je n'ai pu comprendre, écrit M. Bodenstedt, l'espèce de supériorité qu'on a prétendu attribuer aux Ossètes. J'ai habité leurs *aouls,* j'ai parcouru une grande partie de leur territoire, j'ai lu tous les ouvrages que voyageurs et savans ont publiés sur eux, et je me suis convaincu que, si les Ossètes se distinguent des autres populations du Caucase, c'est toujours à leur désavantage. Ils n'ont ni le sentiment poétique des Kabardiens, ni la loyauté chevaleresque des Adighés, ni le religieux patriotisme des compagnons de Shamyl. » M. Bodenstedt a raison : les brillantes peintures de M. Koch ne sont pas l'image de la réalité. Ce qui a attiré l'attention sur les Ossètes, ce sont les problèmes historiques dont quelques élémens se trouvaient réunis chez eux. En même temps que l'étude de leur langue emportait l'imagination au fond des premiers âges du monde, on voyait aussi dans leurs croyances religieuses les traces encore vivantes des plus anciennes transformations du genre humain. La religion des Ossètes est un mélange de paganisme oriental, d'islamisme et de christianisme. Introduit dans l'Ossétie par les missionnaires russes, le christianisme est la religion officielle du pays; mais ce christianisme n'a fait supprimer ni les pratiques musulmanes ni le culte des divinités primitives. Les Ossètes sacrifient aux idoles en

même temps qu'ils invoquent l'archange Michel et le prophète Élie, sans savoir d'ailleurs ce que ces deux noms représentent. M. Bodenstedt décrit certaines églises ossètes, expressif symbole de cette confusion. Construites sur les ruines des anciens autels, elles portent la double empreinte musulmane et chrétienne; derrière les images des saints et les arabesques du Koran, on aperçoit encore les grossières statues des dieux païens.

Les Abschases, les Kabardiens et les Adighés, trois branches principales de la famille tcherkesse, ont obtenu de vives sympathies qui paraissent mieux justifiées. Déjà, au XVIIIe siècle, le comte Potocki et le savant naturaliste Pallas, qui visitait le Caucase avec une mission du gouvernement russe, s'extasiaient sur cette généreuse race de chevaliers. Le célèbre M. David Urquhardt, dont l'opinion est plus suspecte en tout ce qui concerne la Russie, devait être un admirateur passionné de ces peuples du Caucase, qu'il appelle les protecteurs de l'empire anglais dans les Indes; on ne s'étonnera pas qu'il attribue au Tcherkesse le courage du montagnard, la distinction du *gentleman* et la candide simplicité de l'enfant. Ces exagérations plaisantes ont été assez aigrement contredites par un autre Anglais, M. Longworth, dont on a un curieux livre sur la Circassie : *A Year among the Circassians*. Il y a beaucoup à rabattre de l'enthousiasme de M. Urquhardt et des critiques amères de M. Longworth. M. Bodenstedt et M. Wagner me paraissent tracer une peinture plus fidèle de la réalité, lorsqu'ils sympathisent avec les Tcherkesses sans en faire le type idéal du genre humain. Quoiqu'il y ait certes bien des ombres au tableau, un peuple exalté par de fortes passions nationales et entretenu dans la simplicité du monde primitif doit présenter de nobles traits à un observateur impartial. Je ne parle pas seulement des cœurs généreux et poétiques comme M. Bodenstedt, M. Wagner est presque toujours du même avis, et les officiers russes eux-mêmes ressentent une sincère admiration pour les brillans cavaliers de la Kabarda et du pays des Abschases.

Les Adighés surtout, — les vrais Tcherkesses, — sont incontestablement la plus noble race du Caucase. Ils mêlent quelque chose de chevaleresque à la férocité naturelle du barbare. Leur constitution, aristocratique et libre comme celle des premiers Germains, entretient chez eux un certain sentiment de la règle qui ne nuit pas à la fierté. On sait combien le type de leur visage est beau. Leur religion, assez semblable à celle des Abschases, est un mélange de christianisme, d'islamisme et de paganisme, mélange moins grossier pourtant que chez les Ossètes; en Ossétie, c'est le christianisme qui domine, c'est l'islamisme chez les Adighés. Dans ses curieuses recherches sur tous ces peuples, M. Bodenstedt s'est convaincu que le

christianisme, introduit au ve siècle chez les Tcherkesses, s'y était maintenu jusqu'au XVIIIe siècle. Alors parut un homme, un chef intrépide et exalté, Scheick-Mansour, qui joua dans le Caucase à la fin du dernier siècle le même rôle qu'a repris aujourd'hui le prophète Shamyl. C'est en 1785 qu'il est pour la première fois question de Scheick-Mansour dans les traditions du Caucase. D'où venait ce fougueux prédicateur de l'islamisme? C'était, à en croire les Russes, un émissaire de la Turquie; payé par elle et investi de souverains pouvoirs, il avait mission de détruire chez les montagnards un christianisme mal affermi, et de les préparer ainsi à des luttes plus sérieuses contre les Russes. L'histoire très réelle de Scheick-Mansour est devenue un thème de légendes fabuleuses, et il est bien difficile de connaître aujourd'hui la vérité sur l'audacieux aventurier. Ce qu'il y a de certain, c'est que son nom est vénéré des Tcherkesses. Les poètes ont consacré son souvenir dans leurs vers, et transmis aux générations la gloire religieuse et guerrière du prophète. « Je chante, — dit un ami de M. Bodenstedt, le poète et théologien Kouli-Khan, — je chante Scheick-Mansour, le héros fort, le grand semeur du champ de la croyance. Sans tache dans la vie de chaque jour et terrible au milieu de la bataille, il a ouvert le chemin de la vérité à tous les peuples du Caucase, aux Tcherkesses et aux Kabardiens, comme aux Lesghes et aux Tchétchens. Sa langue répand les germes sacrés, ses yeux dissipent la nuit de l'erreur, son épée étincelante déroule les œuvres de la foi. De pays en pays, il s'avance en triomphe, fécondant le champ de l'islam avec le sang impur du Moscovite. Des bords de la mer Caspienne jusqu'au pays des Adighés, c'est lui qui fait flotter l'étendard de Mahomet! » Après six ans de guerres et de victoires, Scheick-Mansour tomba aux mains des Russes lors de la prise de la forteresse d'Anapa, en 1791, et mourut misérablement au fond d'un cachot dans l'île Szolowetzkoy. Les princes et les nobles de la nation des Adighés sont convertis depuis soixante ans à la religion de Scheick-Mansour; quant aux paysans, ils gardent encore, au milieu de leurs croyances nouvelles, certains dieux du paganisme primitif et maintes traditions chrétiennes horriblement défigurées.

Les Tcherkesses, en comprenant sous ce nom les Kabardiens, les Abschases et les Adighés, forment une population de six cent mille âmes. C'est du moins le chiffre indiqué par les statistiques russes. MM. Longworth et Bell portent ce chiffre à un million. Si les Tcherkesses étaient réunis sous un seul chef, il leur serait facile de rassembler sur un point une armée de vingt mille hommes, et dans l'organisation actuelle de la ligne du Kouban, il n'est pas une garnison qui pût leur résister. Heureusement pour les Russes, les Tcherkesses forment comme une république fédérative. Chaque tribu a sa con-

stitution féodale, ses princes, ses nobles, ses paysans, et s'inquiète assez peu de ce que fait la tribu voisine. M. Kupffer, président d'une commission scientifique qui accompagna le général Émanuel lors de l'expédition de 1829, écrit dans son rapport ces expressives paroles : « La terreur nous saisit à la pensée du péril qui menacerait la Russie méridionale, si les Tcherkesses étaient jamais réunis sous le commandement d'un seul maître. » Le jour où cette république féodale abandonnerait ses vieilles franchises à un dictateur fanatique comme Scheick-Mansour ou comme Shamyl, le jour où toute la ligne du Caucase serait en feu, où le cri de guerre du Daghestan serait répété par l'écho de Circassie, où les Tcherkesses d'un côté, et les Tchétchens de l'autre, presseraient l'armée russe dans le défilé du Dariel, — cette guerre déjà si sérieuse, quoique circonscrite aujourd'hui, prendrait des proportions bien autrement redoutables.

Il n'y a point d'hostilités, en ce moment, entre ces peuples et la Russie, mais le Tcherkesse est l'implacable ennemi du Cosaque, et si l'armée de la Mer-Noire tient les montagnards en respect, c'est à la condition de veiller nuit et jour. Sans cesse des villes et des forteresses on voit sortir des bandes de cavaliers qui vont balayer les routes. Ce ne sont pas seulement les gorges et les défilés qu'il faut explorer d'un œil perçant; il n'y a pas un buisson, pas une touffe d'herbe, pas un pli de terrain qui ne puisse cacher un Tcherkesse, accroupi ou ventre à terre, le fusil en joue, le doigt sur la détente, tout prêt à envoyer au loin une balle qui ne manquera pas son but et sûr d'une retraite voisine où on le cherchera en vain. Malgré cette fausse paix qui ne permet pas une heure de trève, les Tcherkesses sont admis dans les villes et sur les marchés de la Russie. Le prince Woronzoff n'a pas sur ce point les idées des généraux qui l'ont précédé dans le Caucase. Le général Sass, par exemple, dont les razzias ont laissé de si terribles souvenirs, ne connaissait d'autre procédé que l'extermination. On s'efforce aujourd'hui d'attirer le peuple des montagnes aux travaux de la paix, on voudrait les accoutumer aux transactions, faciliter l'échange de leurs produits, leur procurer enfin des avantages qui ouvriraient leurs cœurs à des sentimens d'amitié. Ce généreux système a soulevé parmi les officiers russes les objections les plus graves. La plupart de ces Circassiens qui fréquentent les marchés de Jekaderinodar, de Georgiesk, de Stawropol, de Wladikawkas, on assure que ce sont des espions. Depuis qu'on leur a donné un libre accès au milieu des Cosaques, ils savent de la façon la plus précise tout ce qu'ils ont besoin de savoir : la force de tel ou tel point, l'importance de la garnison, le côté vulnérable de la place, le chemin, la brèche, l'heure propice, rien ne leur échappe, et quand une invasion subite a lieu, elle frappe à coup sûr. Quoi qu'il

en soit, c'est un curieux spectacle de voir sur un marché russe les Cosaques auprès des Tcherkesses. On dirait des hommes de même race, mais les uns ont gardé toute leur fierté native, tandis que les autres la perdent de jour en jour. Le Cosaque est déjà un homme des villes; le Tcherkesse, à l'œil d'aigle, est le roi de la montagne.

Ces allures naïvement superbes qui distinguent le Tcherkesse, il les porte encore, assure-t-on, dans ces escadrons circassiens que le tsar a formés à Saint-Pétersbourg. A travers les rues de la capitale, au milieu de la foule qui admire son costume oriental et sa longue *schaschka* étincelante, le Tcherkesse enrôlé sous le drapeau du tsar marche aussi fièrement que s'il foulait le libre sol du Caucase. « Quand vous voyez dans les rues de Saint-Pétersbourg la foule s'écarter avec respect, dit un spirituel voyageur, soyez sûr qu'il y a là un officier des gardes ou un soldat tcherkesse. » Ce doit être bien autre chose encore sur les marchés de leurs adversaires, à quelques werstes de leurs montagnes. Il est impossible de ne pas être frappé de la supériorité de ces races barbares sur les peuples déjà soumis. M. Wagner, malgré les sympathies que la Russie lui inspire, est entraîné à des comparaisons peu flatteuses pour les soldats du prince Woronzoff. C'est surtout aux revues qu'il est intéressant d'examiner le Tcherkesse. Ses yeux ne perdent pas un mouvement du mousquet du Cosaque. On dirait qu'il en veut deviner les moindres perfectionnemens; la longueur du canon, la dimension du calibre, le jeu de la batterie, il voit tout, et il compare dans sa pensée l'arme de l'ennemi avec la sienne. Quand la parade commence, il ne se lasse pas de suivre ces masses énormes s'ébranlant à la voix d'un seul chef. Grave et impassible, il est manifeste cependant qu'il est captivé au plus haut point par ce spectacle extraordinaire. Quel est le résultat de ces méditations? Est-ce le vague soupçon d'un art supérieur qui l'étonne? est-ce un suprême dédain pour cette façon de régler l'impétueuse liberté de l'homme de guerre? Assurément il serait malaisé de le dire; mais celui qui observe à la fois et ce soldat russe si bien discipliné et cet enfant de la montagne perdu dans ses profondes rêveries ne peut s'empêcher de ressentir une sympathie ardente pour le libre cavalier circassien. Du côté de l'armée russe, si l'art est plus grand, l'homme ne vaut-il pas moins? Ici, point d'art, point de science, point de ces manœuvres compliquées où triomphe la géométrie militaire, mais comme toutes les forces de l'homme s'épanouissent au grand air de la liberté! Le seul aspect de ces Tcherkesses transporte l'imagination dans les temps héroïques. « A voir tant de noblesse unie à tant d'audace, je me représente ainsi, dit M. Wagner, un Cid Campéador, un Franz de Sikkingen, un chevalier Bayard! »

Une chose nuirait à cet air de chevalerie que tant de voyageurs ont admiré chez les Circassiens : ils sont féroces et implacables. On cite pourtant plus d'un trait qui atteste chez eux des sentimens de douceur et une certaine gratitude. C'est un chirurgien militaire qui racontait le fait suivant à M. Wagner. Un jour, après une sanglante mêlée, au moment où les Russes, demeurés maîtres du champ de bataille, séparaient les blessés et les morts, on trouva sur un monceau de cadavres un vieux Tcherkesse encore vivant qu'un Cosaque déjà tenait couché en jóue. Le chirurgien le sauve et l'emmène avec lui. C'était un mollah, vénéré pour sa vieillesse, sa bravoure et sa piété; on le nommait Arti-Mollah. Soigné par la femme de celui à qui il doit la vie, il se rétablit peu à peu. Cependant il était toujours faible; l'âge et les blessures lui laissaient à peine la liberté de se mouvoir, et quand il sortait de la maison de son bienfaiteur, les Cosaques, ne le considérant pas comme un prisonnier ordinaire, ne le surveillaient que de loin. Un matin, on le vit se traîner au bord du Kouban, où il avait coutume de se réchauffer au soleil; là, il pria quelque temps, puis tout à coup, s'élançant dans le fleuve et nageant d'un bras vigoureux, il aborda promptement à l'autre rive et disparut dans la montagne. Il y avait cinq ans que le chirurgien n'avait entendu parler d'Arti-Mollah, quand un jeune Tcherkesse vint le trouver à l'hôpital et le supplia de se rendre dans son *aoul* pour soigner son grand-père. Le chirurgien avait souvent de ces visites-là, et plus d'une fois, en effet, il était allé guérir des Tcherkesses dans leurs villages; on l'y recevait toujours avec une hospitalité empressée; ses malades le payaient avec du miel, du vin, des fruits, des provisions de toute sorte, jamais avec de l'argent : les Tcherkesses, comme les Cosaques, aiment à entasser les ducats et les roubles. Le chirurgien, trop occupé ce jour-là, refuse d'aller où on l'appelle. Le jeune Tcherkesse insiste; il supplie, il conjure, et, voyant que ses prières sont vaines, il tire de sa poche une poignée de roubles qu'il fait briller comme un irrésistible appât aux yeux du Russe. Cette étrange insistance, ces argumens inaccoutumés, piquent la curiosité du chirurgien. Il fait seller son cheval, et, accompagné d'un soldat cosaque, il part avec le jeune homme.

La route était longue; déjà le Cosaque s'inquiétait, et le chirurgien lui-même, malgré l'air de sincérité qui l'avait ému chez le jeune Circassien, commençait à lui adresser des reproches : « Prends mon pistolet, lui dit le jeune homme en lui tendant ses armes, et au premier signe de la trahison que tu redoutes, tue-moi. » Ils arrivent enfin. Introduit dans la maison du prétendu malade, le chirurgien aperçoit sur un banc, auprès d'un feu de charbon, un vieillard qui se lève à sa vue, et, mettant ses deux mains sur son cœur d'une

façon solennelle, semble remercier le ciel d'avoir exaucé ses vœux. C'était Arti-Mollah. Le chirurgien sut bientôt que le camp retranché où il habitait serait attaqué et pillé le lendemain par les Tcherkesses. Arti-Mollah avait voulu l'arracher à une mort inévitable, et il avait employé cette ruse pour l'attirer chez lui. Volontairement ou non, hôte ou prisonnier, le chirurgien fut obligé de rester chez le vieux Tcherkesse pendant que ses amis et ses compagnons d'armes allaient être surpris avant le lever du jour. C'était là une singulière façon de pratiquer la reconnaissance; du reste, on eut pour lui tous les égards possibles : femmes et enfans le comblaient de soins et d'amitiés comme pour le distraire des pénibles pensées que cette révélation avait dû faire naître dans son âme. Le lendemain, au milieu de la nuit, on vit revenir les cavaliers vainqueurs. Ils poussaient des *hourras* formidables et rapportaient un riche butin, des fusils, des sabres, des bestiaux et bon nombre de prisonniers. Le Cosaque du chirurgien devint pâle comme la mort quand il aperçut sa femme et son enfant parmi ces malheureux. Son maître s'adressa à Arti-Mollah et offrit de payer leur rançon; mais l'inflexible Tcherkesse ne voulait pas; que devait-il en effet à ce Cosaque? Il fallut bien des instances et une rançon considérable pour le fléchir. Le chirurgien dut rester deux jours encore chez son hôte, et tous les amis du mollah vinrent lui rendre visite; parmi eux se trouvaient quelques-uns des plus célèbres chefs de Circassie, Sélim, Guz-Beg, Mansour-Beg et Dschimbulat, qu'on appelait le Lion du Caucase. Il partit enfin, reconduit par toute la famille avec un cérémonial solennel, et emmenant un magnifique cheval, présent d'Arti-Mollah. « Depuis lors, disait le narrateur à M. Wagner, je n'ai plus eu de nouvelles de mon vieil ami. Je sais qu'il vit encore, mais il s'est enfoncé plus avant dans la montagne depuis que son *aoul,* visité souvent par le général Sass, a pris rang parmi les tribus neutres. Il prêche toujours la guerre et la haine des Russes. Plusieurs fois je lui ai envoyé des messages afin de négocier avec lui des échanges de prisonniers. Il ne m'a jamais répondu. Sans doute le vieux Tcherkesse se considère comme délié envers moi de tout devoir de reconnaissance. Je lui ai sauvé la vie, il m'a arraché à une mort certaine : nous sommes quittes. Il ne voit plus en moi désormais que le Russe, l'ennemi, l'impur infidèle, et non l'homme qui l'a sauvé, le médecin qui l'a soigné, l'ami qui avait ressenti pour lui une véritable tendresse. »

Nous touchons aux frontières du pays des Tcherkesses; franchissons le défilé du Dariel et entrons en Asie; quel contraste! Voici les plus riches vallées succédant aux steppes lugubres. Voici la Mingrélie et l'Imérétie, dont le nom ancien, la Colchide, rappelle tant de poétiques souvenirs et de migrations fabuleuses. Voici la Géorgie,

convertie au christianisme dès le temps de Constantin le Grand, la Géorgie qui, pendant le moyen âge, surtout sous les glorieux règnes de David III et de la reine Thamar, était devenue un des plus puissans empires de l'Asie occidentale, et qui, depuis lors, envahie par Gengis-Khan au XIIIe siècle, ravagée par Tamerlan au XIVe, n'a échappé au joug des Turcs et aux cruautés des Perses que pour trouver un refuge, au prix de son indépendance, sous la domination moscovite. Quelles traditions aussi chez la race arménienne! elle possédait jadis l'Ararat, le bassin de l'Aras et tout le pays qu'arrosent le Tigre et l'Euphrate, heureuses vallées où les plus antiques traditions du genre humain placent naïvement le paradis terrestre. M. Wagner et M. Bodenstedt ont consacré deux ouvrages spéciaux à ces splendides provinces; le *Voyage en Colchide,* de M. Wagner, est un brillant appendice à son *Voyage dans le Caucase,* et quant à M. Bodenstedt, les plus gracieuses pages qu'il ait écrites sont un tableau familier de la Géorgie. Sous le titre de *Mille et un jours en Orient,* M. Bodenstedt nous raconte d'une plume charmante son séjour à Tiflis. Que de figures spirituellement dessinées passent et repassent sous nos yeux! Je recommande le sage de Gjandsha, Mirza-Schaffy, le poète et le sage, — le premier des sages, comme il l'explique lui-même à M. Bodenstedt en lui apprenant l'arménien. A côté de Mirza-Schaffy, il y a aussi le sage de Bagdad, Mirza-Yussuf, il y a surtout le théologien Kouli-Khan, et les entretiens du voyageur avec tous ces curieux personnages nous initient d'une façon ingénieuse à tous les secrets de la société géorgienne. Ces peintures humoristiques ne semblent-elles pas parfaitement appropriées à ce pays où les traditions chrétiennes et l'esprit oriental composent un si aimable et si singulier mélange? On passerait volontiers de longues heures à écouter M. Bodenstedt discuter avec le sage de Gjandsha; mais, tandis qu'on s'abandonne à ces loisirs, l'écho du Caucase nous apporte les cris de guerre qui retentissent du Dariel jusqu'à la mer Caspienne. Tiflis n'est qu'une halte dans notre voyage. Il est temps de quitter cette Colchide si brillamment décrite par M. Wagner, cette Géorgie qui a inspiré à M. Bodenstedt de si spirituels tableaux de genre. Shamyl, le second prophète d'Allah, entraîne à la guerre sainte les cavaliers du Daghestan; toute la Tchétchénia est en feu : c'est là qu'il faut suivre nos deux guides.

II.

Il y a longtemps que la lutte est ouverte entre les peuples du Daghestan et les conquérans moscovites; pour en retrouver les premières traces, il faut remonter au fond du moyen âge. M. Wagner

débrouille cette confuse histoire avec beaucoup de précision et de netteté. Cette lutte, qui devait être si longue et causer de si cruelles humiliations à l'armée russe, s'annonça d'abord heureusement. Au xe siècle, le grand-duc Swatoslaff s'empare d'une partie de l'ancien royaume du Bosphore; au xvie, le grand-duc Wassiljewitch envahit la région orientale du Caucase et établit des postes militaires le long de la mer Caspienne. C'est vers le même temps que les Russes entrent en relations avec les royaumes transcaucasiens. La Géorgie avait été ravagée déjà plus d'une fois par les Mongols et les Tatares; menacé de tous côtés par les puissances musulmanes, le roi Alexandre se résolut, en 1594, à prêter le serment de vasselage aux souverains moscovites. La Géorgie voulait se donner un protecteur; mais pendant un siècle et demi, occupé qu'il était à d'autres guerres plus urgentes, le protecteur si impatiemment attendu ne vint pas, et quand il put enfin répondre à l'appel suppliant des chrétiens de Tiflis, ce ne fut plus un protecteur, ce fut un maître.

A la fin du xviiie siècle, le roi de Géorgie, Héraclius, menacé par les Perses et les Turcs, est obligé de se livrer aux tsars; il signe un traité par lequel les rois de Géorgie, avant de monter sur le trône, s'engagent à faire confirmer leur pouvoir par la Russie. Pendant que les Russes s'avançaient ainsi au cœur de ces belles provinces, ils faisaient de médiocres progrès dans le Daghestan. Les pères de ces hommes qui combattent aujourd'hui sous les drapeaux de Shamyl avaient repoussé Gengis-Khan et Tamerlan; Pierre le Grand, vainqueur de Charles XII, se fit battre vers 1730 par le Shamyl de ce temps-là. C'était un chef musulman nommé Schamchal, qui prêchait aussi la guerre sainte, et qui, s'il fallait en croire les récits manifestement exagérés de Klaproth, aurait réuni une armée de quatre-vingt mille hommes. Ce que Schamchal avait fait au commencement du xviiie siècle, Scheick-Mansour le fit vers 1789; il réveilla par ses prédications fougueuses le fanatisme musulman, il détruisit le christianisme dans le Caucase partout où les prêtres arméniens l'avaient porté, et sema les germes de cette exaltation patriotique et religieuse qui aujourd'hui encore, après plus de cinquante ans, oppose un si terrible obstacle aux desseins de la Russie. Cependant les Russes s'établissaient de plus en plus dans les royaumes situés au sud du Caucase; une invasion des Perses, qui prirent et pillèrent Tiflis à la fin du dernier siècle, leur fournit une occasion de mettre la main sur cette riche proie, et l'année 1800 un ukase du tsar Paul incorpora la Géorgie à l'empire, « pour imposer un terme, disait le tsar, à l'anarchie qui désole ces contrées. »

Avec la conquête de la Géorgie commence la guerre régulière des Russes et des Tchétchens. Ce n'étaient jusque-là que des luttes

partielles, des expéditions spéciales tour à tour abandonnées et reprises; depuis que Tiflis est une ville russe, les tsars sont obligés de faire le blocus du Caucase. Le premier général qui ait organisé cette guerre obstinément poursuivie depuis un demi-siècle a laissé de nobles souvenirs. Le général Zizianoff, gouverneur de la Géorgie et du Caucase, était un homme aussi intelligent qu'intrépide. Au lieu de déposséder la dynastie régnante, il laissa à ces faibles souverains une ombre d'autorité, et accoutuma peu à peu les Géorgiens à changer de maîtres, sans blesser chez eux le sentiment national. Zizianoff, assassiné, en 1806, par des émissaires de la Perse, est aujourd'hui encore, de Koutaïs à Tiflis, l'objet d'une vénération profonde. Le plus habile de ses successeurs est incontestablement le célèbre général Yermoloff. Quand on interroge un Russe sur les illustrations militaires de son pays, le nom de Yermoloff est le premier. D'autres ont commandé des expéditions plus importantes et gagné plus de batailles; qu'importe? Les plus heureux faits d'armes sont loin de valoir l'action continue d'une grande âme; le sentiment public l'a bien compris. Par la dignité de toute sa personne, par la juste idée qu'il inspirait de son habileté et de sa puissance, Yermoloff a toujours paru supérieur aux plus brillans capitaines de la Russie. C'était surtout l'homme qui convenait à la guerre du Caucase. Conquérant et civilisateur, il exerçait sur les Tcherkesses une irrésistible séduction. Sa douceur soutenue par la force, sa générosité chevaleresque, son ardeur vraiment humaine à transformer les vaincus, avaient obtenu de merveilleux résultats. Pendant tout le temps qu'il a gouverné le Caucase, les Tcherkesses ont respecté les Russes. Une insurrection ayant éclaté dans le Daghestan, sous la conduite d'Amulad-Beg, il la dompta presque aussitôt; Amulad-Beg fut pris et rendu à la liberté. C'est Yermoloff qui a établi dans la Géorgie des colonies allemandes, afin d'initier les Orientaux aux secrets de la culture européenne. Les chefs du Daghestan étaient en relations avec lui; ils venaient le voir dans sa résidence de Tiflis, et ces hardis montagnards, qui se jetaient sans pâlir au-devant des canons russes, tremblaient devant Yermoloff, comme les plus fiers animaux du désert tremblent devant le regard du lion. Cette majesté imposante qu'il possédait naturellement lui permettait de relâcher sans péril les liens de l'étiquette; Yermoloff avait pour les simples soldats ces familiarités cordiales qui semblent le secret de nos officiers. Aucun général n'a su comme lui enthousiasmer le soldat russe et apprivoiser les Caucasiens.

L'administration du général Yermoloff est la période brillante de l'histoire de la Russie dans ses rapports avec les peuples du Caucase. Mis subitement à la retraite en 1826 par une de ces disgrâces si fré-

quentes dans les cours despotiques, le vieux lion du Caucase vit encore, et depuis vingt-sept ans qu'il a quitté le théâtre de sa gloire, il a pu suivre d'un œil attristé bien des fautes commises et bien des tentatives mal conçues. Ses deux successeurs immédiats ont été le comte Paskewitch et bientôt après le baron de Rosen. Le comte Paskewitch ne fit que passer dans le Caucase, et, s'il faut en croire des hommes bien informés, il est fort heureux pour sa gloire militaire qu'il n'ait pas eu le temps de faire les expéditions qu'il projetait. Son système, conçu avec une présomption inouïe et sans le moindre souci des conditions d'une telle guerre, l'eût exposé à d'infaillibles échecs. Quand le baron Rosen prit le commandement, tout le Daghestan était soulevé. Un successeur de Scheick-Mansour, un ardent prédicateur de la guerre sainte (son nom était Khasi-Mollah ou Khasi-Mohammed) venait de réunir une armée de Lesghes et de Tchétchens à la tête de laquelle il ravageait tout le pays russe.

Il faut se donner ici le spectacle des ressources que contient encore l'islamisme, surtout chez ces nations traquées de toutes parts, dont la destinée est de lutter sans relâche ou de périr. Ce n'est pas seulement un fanatisme grossier qui inspire les tribus du Daghestan; il y a chez ces barbares des écoles théologiques dont l'audace et la subtilité tiennent du prodige. Le sentiment national et le sentiment religieux unis dans une âme solitaire doivent produire sans peine une sorte d'exaltation mystique; depuis une trentaine d'années, il y a des mystiques de ce genre-là chez les Lesghes et les Tchétchens. Les doctrines des philosophes et des théologiens musulmans n'étaient pas inconnues aux ulémas du Caucase; le *sufisme* particulièrement, cette théorie de l'extase au moyen de laquelle certains sages arabes prétendaient entrer en communication avec Dieu, le sufisme avait pénétré çà et là dans ces contrées belliqueuses, et y était venu en aide aux ardeurs du patriotisme. A force de se plonger dans ces enivrantes rêveries, les ulémas du Daghestan en ont formé tout un système, espèce de religion nouvelle ou plutôt perfectionnement naturel de l'islamisme, forme supérieure de la loi de Mahomet, qui met d'accord les vieilles sectes d'Omar et d'Ali en les faisant disparaître toutes deux, et qui est aujourd'hui la base de l'état constitué par Shamyl.

Le premier qui ait formulé dans le Caucase la théorie musulmane de l'extase était un certain Hadis-Ismaïl, qui, vers 1823, révéla ses secrets à Mollah-Mohammed, lequel les transmit à ce Khasi-Mollah dont nous parlions tout à l'heure, et lui mit aux mains le glaive embrasé d'Allah. D'après l'enseignement d'Hadis-Ismaïl, les anciennes interprétations du Koran n'avaient plus de sens; Khasi-Mollah était lui-même la loi et la parole d'en haut; il conversait avec Dieu, et les

croyans devaient être toujours prêts à lui sacrifier leur vie. Ces croyans, c'étaient surtout les *murides* ou *murschides*, prêtres guerriers, intrépides lévites, gardiens suprêmes des révélations de l'extase. On comprend quelle dut être l'action de ce renouvellement de l'islamisme sur des peuples qui nourrissaient des haines séculaires contre les Moscovites, et qui n'attendaient qu'un signal pour se lever. Ce fut d'abord un enthousiasme tout religieux; le petit village de Jarach, résidence de Mollah-Mohammed, était visité par des milliers de pèlerins qui venaient s'initier à la doctrine de Hadis-Ismaïl; puis, quand l'heure propice eut sonné, la guerre sainte éclata. Dès le commencement, en mai 1830, la forteresse de Tarki faillit tomber au pouvoir de Khasi-Mollah; c'est à grand'peine et au prix de pertes cruelles qu'elle fut délivrée par le général Kahanoff. Les Tchétchens furent plus heureux à Kilsjar; ils se rendirent maîtres des faubourgs le 1er novembre 1831 et emportèrent un butin considérable. La Russie comprit qu'elle avait affaire à des ennemis qui venaient de doubler leurs forces. Dès que les affaires de Pologne furent terminées, on se hâta de renforcer l'armée du Daghestan; alors le baron de Rosen prit l'offensive, et porta le fer et la flamme dans ces petits villages des montagnes qui sont comme des nids d'aigles. Il y eut là de terribles engagemens. A Durwek, à Tschumkessen, à Hermantschuk, à Himry, villages tchétchens situés sur des rochers, on se battait de part et d'autre avec un acharnement furieux. A Hermantschuk, lorsque l'infanterie russe eut emporté le village à la baïonnette, un des principaux murides, Muley-Abdurrahman, se jeta avec quelques hommes dans une maison fortifiée, et là, chantant les versets du Koran au milieu des balles et des bombes, ils combattirent en désespérés; on n'en vint à bout qu'en brûlant la maison. Au moment où les murailles s'abîmaient sur lui et les siens, Muley-Abdurrahman chantait encore. A Himry, en octobre 1832, Khasi-Mollah mourut sur la brèche, de la mort des héros et des prophètes. Couvert de blessures, inondé de sang, tout prêt à rendre son âme vaillante au dieu des armées, il s'était jeté à genoux, et, invoquant Allah, il excitait de la voix ceux que ne pouvait plus enflammer son héroïque exemple. Ce combat d'Himry fut effroyable; les Tchétchens étaient cernés de toutes parts; les murides de Khasi-Mollah se firent tuer jusqu'au dernier.

Parmi les hommes qui étaient tombés à côté de Khasi-Mollah, il y avait un jeune muride nommé Shamyl. Frappé de deux balles et percé d'un coup de baïonnette, il gisait, privé de connaissance, au milieu des cadavres de ses compagnons : on le crut mort; comment s'est-il relevé? par quel miracle de ruse et de hardiesse a-t-il échappé aux vainqueurs? nul ne le sait; mais quelques mois après la catastrophe

d'Himry, Shamyl était le premier des murides auprès du nouvel iman Hamsad-Beg. Le règne de celui-ci ne fut pas long. Occupé à relever les forces des Tchétchens, Hamsad-Beg travaillait à dominer par l'ascendant religieux les autres populations du Daghesthan afin de les lier à sa cause, lorsque des rivalités intérieures, suscitées par la diplomatie russe, amenèrent tragiquement sa mort : il fut assassiné dans une mosquée en 1834. C'est à la mort d'Hamsad-Beg que commence la dernière, la plus dramatique période des guerres du Daghestan, celle qui dure encore, et qui, dans la prévision d'une rupture de la paix générale, excite aujourd'hui plus que jamais l'intérêt et la curiosité de l'Europe. Shamyl était un des plus fervens soutiens de la nouvelle secte religieuse; disciple chéri du maître, il était tombé dans ses bras sur la brèche sanglante d'Himry; nul mieux que lui ne pouvait recueillir l'héritage d'Hamsad-Beg et relever le drapeau de Khasi-Mollah.

Shamyl avait trente-sept ans quand il devint le chef des Tchétchens. Il est né en 1797, dans ce petit village d'Himry où il avait failli trouver la mort auprès de son maître. Il s'était signalé dans sa jeunesse par une gravité précoce, une fierté ardente et une indomptable volonté. Il voulait être le premier en toutes choses; faible de corps, il s'exerçait à endurer les plus cruelles fatigues, et quand un de ses camarades l'emportait sur lui dans les jeux et les combats de la jeunesse, il s'enfermait pendant plusieurs jours comme un vaincu qui pleure sa honte. Son esprit grandissait aussi ardemment que son corps. Il avait un précepteur nommé Dschelal-Eddin, qui joue un rôle important dans son histoire. Dschelal-Eddin, le seul homme auquel il se soit jamais soumis, lui fit lire avec soin le Koran et les philosophes arabes. Affilié à l'école des sufis, il développait chez son élève l'enthousiasme religieux, et le préparait aux grandes choses. Cette forte éducation a porté ses fruits; le jour où Shamyl a succédé à Hamsad-Beg, toutes les rivalités ont cessé, tous les fronts se sont inclinés devant le front du maître. Shamyl est bien le digne chef de la secte ardente qui l'a proclamé prophète; il est persuadé que ses actes et ses paroles sont le produit immédiat d'une inspiration d'en haut. De là cette exaltation, non pas fébrile, mais majestueuse et calme, qui lui donne un impérieux ascendant sur ses peuples. Il a des éclairs dans les yeux et des fleurs sur les lèvres, dit un des poètes du Daghestan. Il est de taille moyenne; ses cheveux sont blonds; ses yeux, couverts de sourcils noirs et épais, sont pleins de feu; sa barbe a blanchi de bonne heure, mais tout dans sa personne annonce une juvénile énergie. Malgré l'activité ardente qu'il déploie, il est d'une sobriété de cénobite. Il mange peu, ne boit que de l'eau, et dort à peine quelques heures. M. Bodenstedt affirme qu'il a trois femmes;

il n'en aurait qu'une selon M. Wagner. Tous ces détails ont été donnés par des prisonniers revenus du Daghestan. La résidence de Shamyl a été longtemps la petite forteresse d'Akulcho; je dirai tout à l'heure à la suite de quelles luttes sanglantes il a été obligé de chercher un autre asile. Il s'y était fait construire par des prisonniers russes une maison européenne à deux étages. C'est là qu'il régnait dans les premières années, pauvre, sans trésor, n'ayant rien pour solder ses troupes, nourri souvent par elles, mais aussi puissant par l'enthousiasme religieux que s'il eût possédé des millions. Les murides qui l'entourent sont prêts à se faire tuer sur un signe de sa main. Jamais chef dans le Daghestan n'a exercé une autorité comparable à la sienne. Scheick-Mansour lui-même, qui avait soulevé tout le Caucase, Scheick-Mansour, le héros fort, le grand semeur du champ de la foi, n'était qu'un guerrier illustre et respecté. Shamyl est tout à la fois le sultan et le prophète des Tchétchens. « Mahomet est le premier prophète d'Allah! Shamyl est le second prophète! » Tel est depuis 1834 le cri de guerre du Daghestan.

Le plus redoutable adversaire qu'ait rencontré Shamyl est le général Grabbe. Le général Golowin, qui avait succédé au baron de Rosen dans le commandement du Caucase, était fort opposé au système de guerre offensive; le général Grabbe au contraire, chargé des opérations militaires du Daghestan, brûlait d'aller chercher dans ses forteresses cet ennemi dont il voyait grandir l'influence et l'audace. Il écrivait sans cesse à Saint-Pétersbourg que son chef, résidant à Tiflis, ne pouvait connaître exactement les nécessités de la situation, et il demandait comme une grâce qu'il lui fût permis de faire une expédition dans les montagnes. Il voulait surtout attaquer cette forteresse d'Akulcho, où Shamyl avait établi le siége de son pouvoir. La forteresse prise, les Tchétchens, dispersés ou découragés, ne tarderaient pas à se soumettre. Il espérait d'ailleurs que ce terrible Shamyl tomberait mort ou vif entre ses mains, comme Khasi-Mollah sept ans plus tôt sur les remparts d'Himry. La permission fut accordée; c'était au printemps de 1839. La colonne du général Grabbe se mit aussitôt en route. Akulcho était à soixante werstes (environ quinze lieues) des postes les plus avancés. Après quelques jours d'une marche pénible dans les gorges, on arriva au pied du rocher où s'élevait la demeure de Shamyl. Pas un coup de fusil n'avait été tiré pendant la route; les Tchétchens réunis à Akulcho attendaient l'ennemi de pied ferme. Les Russes avaient cru que les canons et les obus auraient facilement raison des assiégés. La forteresse en effet fut bientôt démantelée; mais les Tchétchens n'avaient presque pas souffert. A l'abri dans les souterrains et les caves, ils en sortaient pour tirer à coup sûr. Malheur au soldat qui se montrait derrière les

retranchemens! une balle, lancée par un Freyschütz invisible, l'étendait sur la place. Le premier assaut coûta cher à la colonne du général Grabbe : sur quinze cents hommes qui tentèrent l'escalade, il n'en revint pas cent cinquante. Le général Grabbe ne se découragea pas. Un second et un troisième assaut, moins meurtriers que le premier, assurèrent aux Russes la possession de deux points importans. On se mit alors à miner le rocher. Étonnés de l'immobilité apparente de l'ennemi et effrayés du bruit de la sape, les assiégés étaient sortis de leurs retraites afin de découvrir ce qu'on préparait contre eux; les Russes profitèrent de l'occasion, et un quatrième assaut, énergiquement dirigé, donna la forteresse au général Grabbe. C'est le 22 août 1839 qu'eut lieu la prise d'Akulcho; le siége durait depuis près de quatre mois. Exaspérés par cette longue résistance, les Russes ne firent point de quartier. Après le massacre, on chercha partout, mais en vain, le cadavre de Shamyl. Il y avait dans les flancs de la montagne des cavernes où s'étaient retirés un certain nombre de Tchétchens; c'est de là que le hardi prophète et les siens s'apprêtaient encore à frapper de mort plus d'un infidèle. Qu'allait-il devenir cependant? Impossible de fuir ou de résister longtemps, toutes les issues étaient au pouvoir de l'ennemi. Les murides qui l'accompagnaient n'hésitèrent pas à sacrifier leur vie pour sauver le chef de la foi. Avec quelques solives trouvées dans la caverne, ils construisent une sorte de radeau, le jettent dans le fleuve Koysou, qui coule au pied du rocher, et s'élancent eux-mêmes du haut de la caverne sur l'embarcation flottante. A ce coup hardi, les Russes ne doutent pas que Shamyl ne soit là. L'ordre est donné de poursuivre le radeau; l'infanterie le suit sur les deux rives, et les Cosaques lancent leurs chevaux à la nage pour s'emparer du prophète. Or, tandis que toute l'attention des Russes était tournée de ce côté, un homme s'élançait dans le Koysou, et, traversant le fleuve à la nage, disparaissait dans les montagnes. Les Tchétchens du radeau avaient tous péri en se défendant, mais Shamyl était sauvé. Qu'on se représente l'apparition du prophète au milieu des populations qui venaient d'apprendre la ruine d'Akulcho! On le croyait enseveli sous les ruines, et tout à coup il ressuscitait d'entre les morts. N'était-il pas manifestement l'envoyé de Dieu? L'autorité de Shamyl n'a jamais été plus grande que depuis cette héroïque défaite.

Après la prise d'Akulcho, Shamyl résolut de prêcher la guerre sainte aux Tcherkesses. Il avait échoué en 1836 auprès des Awares, importante peuplade du Daghestan complétement soumise à la Russie; il espéra que les Caucasiens de la Mer-Noire se joindraient aux Caucasiens de la mer Caspienne, car tous ceux-là, les seuls Awares exceptés, étaient enrôlés sous sa bannière et formaient presque une

nation. Si les Tcherkesses pouvaient recommencer la lutte en même temps que les Tchétchens, quel coup terrible porté à la puissance russe! Shamyl visita les Ubiches et les Adighés; il fut reçu par eux avec honneur, mais il obtint de médiocres résultats. La haine de la Russie a beau être un lien puissant entre les populations des deux parties du Caucase, il y a des rivalités séculaires qui les séparent. La différence des idiomes est aussi un obstacle à cette communauté d'efforts que voulait provoquer l'ardent chef des Tchétchens. Shamyl, obligé de prêcher la guerre sainte en turc, fut compris seulement des chefs et des mollahs. Il revint de la Circassie, n'emportant que de vagues promesses et l'assurance d'une aversion irréconciliable pour la Russie. Il avait choisi pour résidence la forteresse Dargo, une place moins forte qu'Akulcho, mais située aussi dans une position presque imprenable. Le général Grabbe voulut l'y poursuivre encore. Les troupes expéditionnaires partirent de Girselaul au mois de mai 1842. Shamyl donna l'ordre aux Tchétchens de ne pas tirer un coup de fusil pendant que la colonne serait en marche; on la laissa s'engager dans les sombres forêts et les défilés tortueux qui avoisinent Dargo, puis elle fut cernée de toutes parts et à moitié anéantie. Ce désastre des Russes à Dargo est un des plus terribles échecs qu'ils aient subis dans le Caucase. On attendait à Girselaul le retour de la colonne, et déjà l'on avait fait maints préparatifs pour fêter les vainqueurs; ce fut un lamentable spectacle quand on vit arriver ces troupes où tant de rangs étaient vides. Le prince Tchernicheff, ministre de la guerre, en mission alors dans le Caucase, était précisément à Girselaul; il put voir ce lugubre tableau, il put entendre les cris des femmes et des enfans, les plaintes des officiers, les murmures des soldats. Des entreprises comme celle-là veulent être justifiées par le succès : quelques semaines après, le général Grabbe perdait son commandement.

Pendant que Shamyl grandissait ainsi dans le Daghestan, les Tcherkesses de la Mer-Noire, excités par le bruit lointain de ses triomphes, tentaient aussi quelques attaques contre les Russes. Déjà, avant le voyage de Shamyl en Circassie, vers 1836, quelques soulèvemens avaient eu lieu. Les Tcherkesses, qui n'avaient plus affaire au brillant et intrépide général Sass, le Lamoricière du Caucase, rompirent plus d'une fois la ligne de défense confiée à la garde des Cosaques. Le général Sass, enlevé subitement à ses fonctions comme Yermoloff, avait eu pour successeur le général Wiljaminoff, qui prétendait effrayer les Tcherkesses par des proclamations retentissantes et des gasconnades en style poétique. M. Wagner en cite une des plus curieuses, datée de 1837. « La Russie, écrivait le général, a conquis la France. Elle a mis à mort les fils de ce pays et emmené ses filles en

captivité. Quant à l'Angleterre, comment pourrait-elle venir au secours des Tcherkesses? C'est de la Russie qu'elle reçoit son pain de tous les jours. En un mot, il n'y a que deux puissances : Dieu dans le ciel et le tsar sur la terre, et si la voûte des cieux s'écroulait, la Russie serait assez forte pour la soutenir sur ses millions de baïonnettes. » Les Tcherkesses, dit M. Wagner, s'amusaient beaucoup de ces prétentieuses niaiseries, et les attaques nocturnes se renouvelaient sur plus d'un point. En 1840, quatre forteresses de la ligne tombèrent au pouvoir des Tcherkesses, qui se contentèrent de les piller. En 1843, après la victoire de Shamyl à Dargo, il y eut encore quelques prises d'armes; mais deux ou trois succès énergiquement remportés par les Russes réduisirent bientôt leurs adversaires à ce rôle d'hostilité passive que nous avons décrit.

La défaite du général Grabbe à Dargo ne fut pas seulement l'occasion de sa disgrâce, elle amena aussi la destitution du gouverneur général; le système d'occupation défensive prévalait à Saint-Pétersbourg. Le général Golowin fut remplacé par le général Neidhardt, officier allemand plus distingué par son habileté administrative que par ses talens militaires, et le commandement actif, enlevé au général Grabbe, fut donné au général Gurko. On devait, d'après les instructions du ministre de la guerre, se fortifier sur tous les points occupés, et renoncer pour longtemps aux expéditions aventureuses : quelques années de paix étaient nécessaires pour relever le moral de l'armée. L'audace de Shamyl en décida autrement. La fin de l'année 1843 est une des plus sanglantes périodes de l'histoire du Caucase. Le prophète envahit au mois de septembre le pays des Awares, dont les chefs, nous l'avons vu, sont les alliés du tsar. Il assiége la garnison russe, détourne l'eau qui l'alimentait, et la force de se rendre jusqu'au dernier homme. Un bataillon envoyé au secours est massacré tout entier. Alors le général Kluke de Klugenau s'élance au-devant de Shamyl dans l'Awarie avec des forces considérables. Shamyl le bat, le poursuit, l'oblige de se jeter dans la forteresse de Chunsak, et semble près d'emporter la place, quand le général Dolgoroucki, arrivant avec des troupes supérieures en nombre, délivre la garnison après plusieurs combats où la victoire, longtemps indécise, est chèrement achetée. Shamyl retourne sur ses pas; il ravage l'Awarie, emmène tous les habitans de gré ou de force, se réservant de convertir par ses prédications guerrières ceux qui étaient encore attachés à la Russie, et quelques semaines après, revenant à la tête d'une armée composée de Tchétchens, d'Awares, de Lesghes, de Kumikes, populations sans liens de race ou de langage, mais exaltées par un même fanatisme, il va mettre le siége devant la forteresse de Wnézapnaia ou Vnézapné. Les généraux Kluke et Dolgoroucki, qui com-

mandaient la place, la défendirent énergiquement; mais Shamyl ne se retira pas sans avoir fait subir de cruelles pertes à ses ennemis. Telle fut la fin de l'année 1843. Un administrateur habile ne suffisait pas à une guerre de cette nature; ce qu'il fallait, c'était à la fois la vigilance minutieuse du général Neidhardt et l'activité ardente d'un Sass ou d'un Grabbe. Au commencement de 1844, la lente circonspection du général Neidhardt compromit un succès préparé avec adresse. On avait enfermé Shamyl dans un défilé; à force de prendre ses précautions, Neidhardt envoya un jour trop tard l'ordre de commencer l'attaque, et Shamyl eut le temps de s'échapper. Ce fut la condamnation du général; remplacé peu de temps après par le comte (aujourd'hui prince) Michel Woronzoff, il alla mourir de douleur à Moscou.

Voilà neuf ans que le prince Woronzoff et le prophète Shamyl sont en présence; depuis cette époque, l'héroïque audace de Shamyl n'a pas faibli, mais la conquête russe, il faut le reconnaître, se développe de jour en jour avec une régularité magistrale. Depuis vingt ans, dit très bien M. Wagner, on avait envoyé à Tiflis des hommes éminens à divers titres; on n'avait pas encore trouvé le vrai gouverneur du Caucase. Aucun des généraux russes, depuis Yermoloff, n'avait paru embrasser toute l'étendue de sa tâche. Paskewitch, connu par ses campagnes contre les Perses et les Turcs, méritait sa réputation d'administrateur irréfléchi. Rosen, au contraire, ne se distinguait que comme un négociateur adroit. Golowin avait la dignité et le calme diplomatique qui plaisent aux Orientaux, mais ses facultés étaient médiocres. Neidhardt était l'homme le plus consciencieux et le plus intègre; pourquoi cette circonspection, cette vigilance de toutes les heures n'étaient-elles pas jointes à une activité ardente? Ce *pédant Allemand,* dont la scrupuleuse probité gênait plus d'un fonctionnaire, ce *pédant Allemand,* disaient-ils, ne fera jamais rien qui vaille dans une telle guerre, et l'extrême prudence du général, on le vit bien en 1844, justifiait ces murmures. A qui allait passer le commandement? Les uns disaient que le vieux Yermoloff, quoique affaibli par l'âge, serait rappelé sur le théâtre de ses triomphes; les autres pensaient que le ministre de la guerre, le prince Tchernicheff, prendrait pendant quelques années la direction des affaires du Caucase. Personne ne songeait au comte Woronzoff, gouverneur général de la Nouvelle-Russie, qui passait pour être fort mal en cour. C'était une opinion accréditée en Crimée que le général avait autour de lui, dans son état-major, dans son palais, à sa table, des espions chargés de rapporter au tsar toutes ses paroles, et qu'on n'attendait qu'un prétexte pour destituer un homme dont l'indépendance avait excité d'implacables inimitiés. La nomination du comte au gouvernement du Caucase fit tomber tous ces

bruits. Jamais depuis Potemkin, le favori de Catherine II, un sujet russe n'a été investi de pouvoirs aussi étendus que les siens. Le comte Woronzoff a reçu du tsar une autorité dictatoriale, et il commande toutes les provinces conquises entre le Pruth et l'Aras; il a conservé en effet, bien que gouverneur du Caucase, son gouvernement de la Nouvelle-Russie et celui de la Bessarabie. Le comte Woronzoff a droit de vie et de mort sur les indigènes; il peut nommer et destituer à volonté tous les fonctionnaires jusqu'au sixième grade; il peut distribuer les récompenses et les décorations à l'armée sans les faire confirmer par le tsar; il peut enfin livrer aux tribunaux les fonctionnaires et officiers de tout grade. Le tsar, comme on voit, a abandonné à son représentant la plus grande partie de ses priviléges autocratiques. Une telle faveur est sans exemple; le maréchal Paskewitch lui-même, quand il gouvernait la Pologne, n'avait pas une autorité comparable à celle du prince Woronzoff.

Les services rendus par le prince dans la Nouvelle-Russie justifient cette confiance extraordinaire. Un Français illustre, le duc de Richelieu, avait déjà transformé ces provinces et prêté à une civilisation naissante l'appui d'une volonté forte et d'une intelligence supérieure; le prince Woronzoff a continué et agrandi en Crimée l'œuvre du duc de Richelieu. Il n'était plus jeune lorsqu'il fut envoyé dans le Caucase, mais son activité ne s'était point ralentie. On dit même que ses admirateurs rêvent pour lui des fonctions plus importantes que celles de gouverneur du Caucase. Un Russe de Crimée le disait un jour à M. Wagner : — « c'est à Constantinople qu'est la vraie place du prince Michel Woronzoff. Il aime et connaît admirablement l'esprit des peuples orientaux. Nul ne serait plus propre que lui à réconcilier l'Occident et l'Orient, le christianisme et l'islam. » Le prince Woronzoff, il faut l'espérer, n'aura jamais l'occasion d'exercer ses talens sur les rives du Bosphore. M. Wagner, tout favorable qu'il est à la Russie, n'hésite pas à ajouter : « La Russie n'a pas encore *digéré* les conquêtes de Catherine; tant que la Pologne et le Caucase ne seront pas devenues des provinces toutes russes, aucun tsar ne songera à s'emparer d'une proie dont la conservation seule lui coûterait plus de sang que n'en ont coûté tous les agrandissemens de l'empire. » On nous pardonnera d'être moins facilement satisfaits : nous pensons que la transformation complète de la Pologne et du Caucase, si difficile que soit une pareille tâche, ne serait pas le début d'une période nouvelle où la Russie règnerait sur le Bosphore : il y a d'autres obstacles que ceux-là à des projets qui menacent l'Europe entière. Toutefois cette digression de M. Wagner a son prix, et les ambitieuses espérances des amis du prince Woronzoff sont un avertissement qu'il convenait de signaler.

Les immenses pouvoirs du prince Woronzoff lui ont surtout été donnés pour mettre un terme, s'il est possible, à l'épouvantable corruption des fonctionnaires de tous ordres. Déjà, à plusieurs reprises, on avait fait justice de bien des abus; c'est ainsi que, sous l'administration du baron de Rosen, son gendre, le général prince Dadian, apostrophé par le tsar au milieu d'une revue, fut dégradé publiquement et condamné à quitter son brillant uniforme pour endosser la casaque du simple soldat. Les désordres, la concussion, le pillage des caisses publiques, étaient presque passés à l'état de choses régulières. Le général Neidhardt, le plus intègre des généraux qui ont précédé le prince Woronzoff, était taxé de pédantisme parce qu'il voulait tout voir de près; mais le général Neidhardt était mal secondé. Armé de la souveraine autorité des tsars, le prince Woronzoff a procédé à son œuvre avec une résolution inflexible. L'étable d'Augias est aujourd'hui nettoyée en partie. Des centaines d'officiers ont été dégradés, et quelques-uns de ceux-là occupaient les positions les plus hautes; presque tous les fonctionnaires civils, préfets, sous-gouverneurs, administrateurs de districts, qui pillaient à la fois le trésor public et les malheureux indigènes, ont été traînés devant les juges sur les bancs des voleurs. Autant le prince se montre impitoyable pour les Russes prévaricateurs, autant il est bienveillant à l'égard des indigènes. La plupart des Adighés lui sont dévoués; il envoie des présens aux chefs, il leur donne même des secours en argent, et leur fournit, par maintes concessions habiles, le moyen de bien vendre leurs denrées sur les marchés moscovites. Il n'est pas rare de voir des chefs autrefois redoutés visiter le prince dans son palais de Tiflis et assister à ses fêtes. Quant aux Tchétchens, il a compris que ce serait une duperie de vouloir nouer des relations amicales avec eux; tant que Shamyl sera vivant, il ne faut pas s'attendre à voir cesser la guerre sainte.

A l'époque où le prince Woronzoff vint prendre le commandement du Caucase, Shamyl n'était plus le chef que nous avons vu succéder à Hamsad-Beg. Son autorité était immense. Les Awares, les Kistes, les Kumikes, d'autres peuplades encore, subjugués par l'éloquence entraînante du prophète, avaient oublié leurs vieilles haines pour s'associer aux Lesghes et aux Tchétchens. Naguère il ne gouvernait qu'un petit nombre de tribus; c'était maintenant un peuple tout entier. Pour arriver à ce grand résultat, que d'efforts il lui avait fallu, quelle habileté, quel génie politique! Shamyl n'est pas seulement un homme de guerre, c'est un législateur. Soumettre les princes des tribus, fonder une monarchie théocratique au milieu d'une barbarie féodale, réconcilier des peuplades hostiles, leur donner à toutes une seule croyance, constituer une armée régulière chez

des races de cavaliers indépendans, établir des institutions durables, créer enfin et organiser une nation, telle a été l'œuvre de Shamyl. Par sa doctrine religieuse, il a concilié les sectes d'Omar et d'Ali; par ses victoires, il a ébloui les montagnards des différentes races et dompté l'orgueil de leurs princes. Les tribus une fois associées à la même guerre religieuse, il les a réunies sous une même loi civile; les anciennes divisions de territoire ont disparu. Le pays que possède Shamyl est réparti en vingt provinces, et chacune de ces provinces est administrée par un gouverneur ou naïb. Ces naïbs n'ont pas tous un égal pouvoir : il en est quatre seulement, les amis les plus dévoués du prophète, qui ont un droit de souveraineté sur leurs sujets; les autres sont tenus de soumettre leurs décisions au contrôle du chef suprême. L'organisation de l'armée, chef-d'œuvre de précision ingénieuse, est admirablement combinée pour entretenir à la fois l'unité de la discipline et l'ardeur militaire. Chaque naïb fournit trois cents cavaliers à l'état, et voici de quelle manière le recrutement est réglé : il faut un cavalier pour dix familles; or la famille à laquelle appartient le soldat est dispensée de toute contribution tant que le soldat est vivant; l'équipement et l'entretien sont à la charge des neuf autres. Ces cavaliers doivent être toujours armés, toujours équipés, même la nuit, et prêts à monter en selle au premier signal. En 1843, la cavalerie de Shamyl s'élevait à cinq mille hommes.

Telle est l'armée permanente du Daghestan; mais à côté de celle-là il y a la milice, composée de la population ordinaire. Tous les habitans des *aouls,* de quinze ans à cinquante, s'exercent sans relâche à monter à cheval et à manier les armes; ils sont organisés pour défendre leurs villages en cas d'attaque, et au besoin pour suivre le prophète dans les expéditions lointaines. Chacun des cavaliers de la troupe régulière est le chef des dix familles qu'il représente. La garde particulière de Shamyl est de mille hommes; chacun d'eux reçoit trois florins par mois et une part déterminée dans tout ce qui est pris sur l'ennemi. Tous les *aouls* du Daghestan se disputent l'honneur de fournir quelques soldats à ce corps d'élite. Shamyl, qui sait le prestige du faste sur les imaginations orientales, ne quitte jamais sa demeure sans une escorte de cinq cents cavaliers. Le revenu de Shamyl n'était d'abord que le butin, dont le cinquième, d'après l'usage antique, appartenait au chef, et le reste était partagé entre les soldats. Depuis, des impôts ont été établis; la dîme de la récolte grossit tous les ans le trésor public. Les terres données autrefois aux mosquées pour le seul avantage des prêtres et des derviches ont été attribuées à l'état; les prêtres reçoivent en échange un traitement régulier. Quant aux derviches, ceux qui pouvaient porter les armes ont été incorporés dans la milice; les autres ont été chassés

du Daghestan. Shamyl a établi aussi des postes afin de transmettre rapidement les nouvelles; chaque village doit tenir toujours des chevaux prêts à partir, et des courriers munis d'un passeport revêtu du sceau du naïb parcourent ainsi de longues distances avec une célérité merveilleuse. Les récompenses accordées au courage sont des ordres et des décorations; elles consistent surtout en médailles d'argent ornées d'inscriptions poétiquement expressives. Les punitions infligées au lâche, au traître, au voleur, au meurtrier, sont consignées dans un code qui est l'œuvre du prophète. La peine de mort y figure sous trois formes différentes, selon le degré d'infamie que le juge a prétendu attacher au crime. Pour s'assurer l'obéissance dont il a besoin, Shamyl laisse croire à son peuple qu'il a des entretiens avec Allah. Ces visions ont lieu une fois par an; il s'y prépare par de longues retraites, par des jeûnes et des prières. Pendant ce temps-là, sa maison est gardée avec soin, et nul n'y peut pénétrer. Enfin la retraite est finie, le ciel s'est révélé à son prophète, et Shamyl, appelant autour de lui les prêtres et les naïbs, leur communique les volontés d'Allah!

On connaît maintenant les deux hommes que la guerre du Caucase met aux prises depuis bientôt dix ans. Le prince Woronzoff et le prophète Shamyl sont dignes de lutter ensemble. Investis tous deux d'une dictature extraordinaire, ils combattent tous deux pour une cause qui les passionne. Le prince Woronzoff se considère comme un des pionniers de la civilisation; Shamyl est le sauveur de la foi de ses pères et le rempart de la patrie menacée. De grands faits d'armes ont signalé cette période nouvelle. La première pensée du prince Woronzoff fut d'effacer dans le sang des Tchétchens l'humiliation infligée au général Grabbe; il fallait que la forteresse de Dargo fût détruite, et tel a été en effet le résultat de la brillante expédition de 1845. Après cet acte de vigueur, le prince Woronzoff, étudiant la tactique de son ennemi, résolut d'approprier l'attaque aux conditions de la lutte. Il n'y avait eu jusque-là que deux systèmes : la guerre défensive et les expéditions aventureuses. Une attitude simplement défensive, tout en refoulant les Caucasiens dans leurs montagnes, leur permettait de s'unir entre eux et de développer les institutions de Shamyl; les expéditions, on l'avait déjà vu, n'offraient que des chances bien incertaines; le soldat russe ne sait pas se battre sur ces pentes hérissées que gravissent si gaiement nos bataillons. L'important, c'était d'abord de détruire cette unité nationale qu'on avait eu l'imprudence de laisser croître; il fallait briser ces liens, il fallait aussi diviser l'armée de Shamyl, arriver subitement sur des points éloignés, et obliger les cavaliers tchétchens à se porter de plusieurs côtés à la fois.

Après la victoire de Dargo, le comte Woronzoff, élevé à la dignité de prince, eut une longue conférence à Sévastopol avec l'empereur

Nicolas; il exposa son système et demanda surtout qu'il fût pratiqué avec persévérance. Vouloir soumettre le Caucase par une seule et décisive expédition, c'était, disait-il, une chimérique entreprise à laquelle toutes les forces de la Russie ne suffiraient pas; on ne devait songer qu'à épuiser l'ennemi, et ce dessein exigeait, comme dit la fable, *patience et longueur de temps*. Le plan du prince Woronzoff, approuvé par le tsar, fut aussitôt et résolument suivi. Les colonnes mobiles qui avaient obtenu de si glorieux résultats en Algérie sous le maréchal Bugeaud commencèrent à sillonner le Caucase. Si le soldat russe, ferme à son poste, mais dépourvu d'élan, eût pu comprendre cette guerre comme notre brillante armée d'Afrique, le succès de ces colonnes eût été certainement plus rapide; il a été toutefois assez grand pour provoquer de la part de Shamyl une résistance désespérée. Ainsi en 1846, pendant que les colonnes préparaient de nouvelles expéditions, le prophète, appelant aux armes non-seulement ses troupes régulières, mais tous les cavaliers des *aouls*, abandonna le théâtre de la guerre, traversa deux lignes de forts, sans compter deux grands fleuves, qui rendaient son retour plus difficile, et envahit la Kabarda. Les Kabardiens sont des Tcherkesses et appartiennent par conséquent à la partie occidentale du Caucase; ce sont les Circassiens de la plaine, comme les Adighés sont les Circassiens de la montagne. Exposés de toutes parts aux armes russes, ils sont soumis depuis longtemps, et il est évident que Shamyl, en commençant par eux, voulait porter la terreur chez les tribus indécises. Jamais chef du Daghestan n'avait montré une plus téméraire audace. Shamyl avait, assure-t-on, vingt mille cavaliers sous ses ordres; c'était beaucoup sans doute, et il s'en faut bien qu'avant 1846 il ait pu mettre sur pied une troupe aussi nombreuse; sa cavalerie cependant pouvait être cernée en rase campagne par l'armée russe et anéantie d'un seul coup. Sa témérité lui réussit; il pilla les Kabardiens, brûla les moissons, enleva des centaines de captifs, et, ramenant sa troupe grossie d'une multitude de recrues qu'effrayaient ses violences, il traversa comme un coup de foudre les lignes russes épouvantées.

Shamyl, en quittant la Kabarda, avait annoncé qu'il reviendrait bientôt; mais on ne frappe pas deux fois de pareils coups. Depuis six ans, l'infatigable persévérance du prince Woronzoff enferme les Tchétchens dans un cercle de fer. Shamyl pourrait-il aujourd'hui, comme en 1846, rassembler vingt mille cavaliers? La chose est peu probable. Le prophète est toujours le chef vénéré dont la parole crée des héros, il a toujours, malgré l'âge qui s'avance, la jeunesse de l'enthousiasme et la virilité des résolutions; mais le théâtre de son activité s'est singulièrement rétréci. Que ce théâtre doive se rétrécir de jour en jour, comme le proclament les Russes, il est

permis d'en douter. Le cercle impitoyable que le prince Woronzoff trace autour de la Tchétchenia ne dépassera pas certaines limites, et Shamyl est protégé par des forteresses naturelles qui longtemps encore abriteront ses enfans. Il lui arrivera plus d'une fois de rompre les lignes russes, de détruire des forts, de recruter violemment des soldats chez les tribus soumises, comme il l'a fait au mois de juin 1850 malgré le général Dolgoroucki. Je crois même que, dans cette situation nouvelle, les annales du Daghestan auront plus de journées victorieuses à enregistrer; le territoire du prophète, moins étendu désormais, est à l'abri d'une surprise, et Shamyl est le maître de choisir l'heure et le lieu pour frapper. Ce qui paraît certain, c'est qu'il doit renoncer à la grande guerre, dont le rêve a été l'espoir et l'inspiration de toute sa vie. Prêtre visionnaire, prophète enthousiaste, législateur et guerrier, il semblait appelé par ses facultés puissantes à devenir le souverain du Caucase. C'était à lui de renouveler en l'agrandissant le rôle de Scheick-Mansour, et de faire régner une seule foi, un seul amour, une seule haine, des bords de la Mer-Noire jusqu'à la mer Caspienne. Une telle espérance ne lui est plus permise. Les bruits de guerre qui des rives du Bosphore retentissent aujourd'hui jusqu'à son camp ont-ils rendu ses chances meilleures? Ils ont du moins donné un nouvel élan à son audace. Il y a quelques mois à peine, Shamyl a fait essuyer aux Russes une des plus sanglantes défaites qu'ils aient subies depuis le commencement de la lutte : il leur a enlevé un matériel d'artillerie considérable et a reconquis, — je tiens ce fait d'un officier de l'armée du Caucase, — environ huit lieues de terrain. Si les Turcs portent vigoureusement la guerre en Géorgie, on ne peut nier que les Tchétchens n'aient un rôle important à remplir. Ce ne sera toutefois qu'un rôle de détail, et à moins qu'on n'en vienne aux dernières extrémités, les audacieux projets de Shamyl ne se réaliseront pas. La mission qui lui reste est assez belle : héroïque représentant d'une nation destinée à périr, il lui a donné de telles ressources, qu'elle peut encore vivre de longs jours. Gardien des portes de l'Asie, il arrête l'ambition moscovite, et tient en échec avec une poignée de braves l'empire immense qui prétend faire trembler l'Europe.

Il est difficile d'étudier ces guerres du Caucase sans être agité de mille sentimens contraires. Si l'on se place au point de vue de la vérité abstraite, on est bien obligé de désirer le triomphe de la Russie, ou tout au moins de le prévoir comme une chose qui satisfait la pensée. N'est-ce pas la Russie qui représente la lutte de la civilisation contre la barbarie, la lutte du christianisme contre la religion de Mahomet? Quelque intérêt qui s'attache à des héros comme Shamyl et ses compagnons d'armes, l'inflexible loi de l'histoire nous montre ici des races condamnées à disparaître au sein d'une race supérieure.

Ce même principe qui justifie nos conquêtes africaines, nous ne pouvons sans une injustice flagrante en refuser l'application à la Russie. Nous qui avons vaincu et pris le Shamyl de l'Atlas, nous ne pouvons souhaiter le triomphe définitif de l'Abd-el-Kader du Caucase. Ces objections que se fait notre esprit ont toute leur force, encore une fois, si nous ne quittons pas le domaine des abstractions; mais jetez les yeux sur la réalité, voyez quel est l'ennemi de Shamyl, voyez quel but poursuit cet ennemi et quels seraient les résultats de sa victoire. Un poète l'a dit :

Il est beau d'envahir une terre nouvelle;
Il est beau de soumettre un pays indompté,
Lorsqu'au milieu des rangs marche l'humanité,
Et quand tout cavalier au pommeau de sa selle
Porte avec soi la liberté.

Ce n'est pas là précisément ce que les Cosaques de la ligne portent au pommeau de leurs selles. Est-ce l'humanité du moins qui marche dans les rangs de l'armée russe? N'est-ce pas plutôt l'ambition, cette même ambition astucieuse et ardente qui arrête en ce moment le travail de la civilisation européenne? Cette seule réflexion suffit; les sympathies inspirées par le vaillant Shamyl n'ont plus besoin d'excuse.

Une autre idée a frappé un des écrivains à qui nous avons emprunté quelques-uns des traits de ce tableau. En voyant tous ces peuples barbares, Cosaques et Tcherkesses, les uns complétement soumis, les autres attirés par la civilisation et qui déjà fournissent des escadrons au tsar, M. Wagner a porté ses yeux encore plus loin; il a vu ce qui se passe en Sibérie; il a vu les sauvages de la Tatarie et de la Mongolie enrégimentés par les mêmes hommes qui ont assoupli les Cosaques et qui commencent à discipliner certaines tribus tcherkesses; il a embrassé ainsi d'un même coup d'œil le travail souterrain de la Russie dans les solitudes de l'Asie septentrionale comme dans les steppes du Caucase, et il s'écrie avec une singulière épouvante :

« Cet immense empire d'où sont sorties les plus grandes catastrophes qu'ait subies la société européenne a-t-il réellement achevé sa tâche, et la civilisation n'est-elle plus exposée de ce côté à l'un de ces effroyables ouragans qui bouleversent le monde de fond en comble? Que les prophètes d'Orient ou d'Occident nous l'apprennent; mes yeux ne savent pas lire dans l'avenir. Je dis seulement que ce Cosaque si utile et si industrieux remplit l'office de l'éléphant apprivoisé qu'on exerce à prendre et à apprivoiser les éléphans sauvages. Et déjà en effet, au fond de la Sibérie, des centaines de hordes belliqueuses, à demi muselées par des mains habiles, s'accoutument chaque jour à comprendre et à suivre les ordres retentissans partis des bords de la Néwa. Elles sont inscrites, ces hordes, sur les registres de l'armée, comme des recrues bonnes au service. Quelques milliers d'instructeurs venus des

contrées du Don ne se lassent pas de leur enseigner la manœuvre, et ils ont établi pour cela des stations jusqu'aux frontières de la Chine. Là, de tous côtés, on travaille depuis dix ans à dresser des cavaliers et à former des escadrons. Ce sont, on l'assure, de très pittoresques régimens, et un curieux touriste d'Europe ne perdrait pas sa peine en allant rendre visite à ces centaures velus. Patience pourtant! Tous ces exercices dans ces plaines d'où venaient les Mongols, c'est peut-être pour donner un jour à l'Occident le spectacle d'une magnifique parade et faire défiler devant l'Europe deux ou trois cent mille de ces bêtes fauves. Ah! comme le vent de Sibérie sifflait ce soir sur la steppe et poussait vers l'Occident de noirs escadrons de nuages! Un instant je crus voir, au milieu des ombres du crépuscule, ces barbares que l'Asie précipitera encore sur l'Europe énervée. Je crus entendre les Mongols enrégimentés pousser leur cri d'autrefois, l'épouvantable *halla* de Gengis-Khan, lorsqu'il partait pour ravager le monde à la tête des démons de la steppe. Il me semblait aussi que les tombeaux mongols s'ouvraient et que les spectres des ancêtres, se dressant du fond de leurs fosses, faisaient des saluts d'encouragement à leurs arrière-neveux. Effrayé de ces fantômes qu'évoquait mon esprit, j'abrégeai ma promenade, et je revins sous le toit de mon Cosaque. La tempête ne sifflait plus, je n'entendais plus la mélodie cosaque et mongole de *hourras* et de *hallas;* seulement le vent murmurait comme un avertissement lugubre, et me remettait en mémoire ces expressives paroles d'un écrivain slave, que je prie le lecteur de lire deux fois : — Nous autres Slaves, nous devons un sérieux avis à nos frères d'Occident. L'Occident oublie trop les contrées septentrionales de l'Europe et de l'Asie, ce berceau des peuples nés pour le carnage et pour la destruction. Qu'on ne croie pas que ces peuples aient disparu de la terre. Ils sont toujours là, comme une nuée chargée d'orages, n'attendant qu'un signe du ciel pour se ruer sur l'Europe. Non, ne croyez pas que l'esprit d'un Attila, d'un Gengis-Khan, d'un Tamerlan, d'un Suwarow, de tous ces terribles fléaux du genre humain, soit mort dans ces contrées. Ces contrées, ces hommes, et l'esprit qui les poussait, tout cela existe encore, tout cela existe pour tenir en éveil la civilisation chrétienne, pour l'avertir qu'il n'est pas encore temps de changer le fer des épées en socs de charrue et les casernes en hospices. »

Cette page, écrite en 1848 par un homme qui ne nourrit aucun sentiment de haine contre la Russie et qui ne pouvait prévoir la crise actuelle; cette page, qui éclate comme un cri d'effroi involontaire au milieu des savantes recherches d'un esprit sans passion, méritait d'être citée tout entière. Si les faits qu'elle contient sont exacts, il est bon que ce renseignement soit connu. Je l'ai citée surtout parce qu'elle indique très vivement un des aspects de la puissance russe. La Russie sait quel est l'immense prestige de l'inconnu, et elle est habile à s'envelopper de ténèbres. Le mystère, voilà un des secrets de sa force. Où en est sa fortune? Quel est l'état de ses finances? Quelle est l'importance de son armée? Personne ne le sait d'une façon précise, et tout cela est adroitement calculé pour laisser s'accroître à la faveur de l'ombre l'idée d'une puissance extraordinaire. Les

peuples s'accoutument à cette idée, et les imaginations travaillent. De grands événemens historiques sont venus en aide à cette politique des tsars. Un jour Napoléon, maître de l'Europe, veut frapper la Russie; il y entre, et malgré ses victoires il est forcé de battre en retraite au milieu d'effroyables désastres : nouveau symptôme qui trouble l'esprit des peuples et propage cette vague croyance à je ne sais quelle force irrésistible. Eh bien! ce prestige des choses cachées, ce mystère si soigneusement entretenu, quelques précautions que l'on prenne, il y a un point où il s'arrête. Nous avons apprécié sans passion le rôle de la Russie dans la guerre du Caucase, nous avons signalé la valeur des soldats et le mérite de plusieurs généraux; nous continuerons de parler avec franchise. Or voici plus de vingt-cinq ans que la Russie, sous les yeux de l'Europe entière, est tenue en échec par quelques milliers de Caucasiens. On ne sait pas exactement tout ce qui se passe au Caucase; il y a pourtant un fait certain, un fait que toutes les précautions des bulletins officiels ne sauraient atténuer : la Russie avance sans doute, mais elle avance lentement, péniblement; elle paie d'un sang précieux chaque pouce de terrain qu'elle envahit, et elle n'est jamais sûre le lendemain de sa conquête de la veille. C'est que cette mystérieuse destinée dont se prévaut la Russie, Shamyl l'ignore et ne s'en inquiète pas : confiant dans son droit, défendu par la forte nature qui l'abrite, il va droit aux Russes et il livre bataille. Il y a là une leçon qui ne doit pas être perdue. Certes, on ne peut le nier, la Russie pèse d'un grand poids dans la balance des intérêts européens; mais s'il arrivait que cette valeur fût exagérée par je ne sais quelle exaltation des esprits, les périls imaginaires seraient bien pires que les dangers réels. Accoutumons-nous à voir les choses telles que la vérité nous les montre. Il y a cent ans à peine, la diplomatie traitait le pays de Pierre le Grand et de Catherine avec trop de dédain; aujourd'hui on paraît tenté de lui accorder une importance qui détruirait l'équilibre des états. Entre ce dédain qui laissait grandir l'empire des tsars et ces vaines anxiétés qui en doubleraient l'action morale, il y a place pour une vigilance clairvoyante et active. Le jour où l'Europe sera résolue à faire son devoir sans faiblesse comme sans bravade, le jour où elle voudra savoir ce qui est et se rendre compte des choses possibles, le jour enfin où la Russie sera pour elle une grande et sérieuse puissance à coup sûr, mais non pas ce prestigieux adversaire dont les imaginations s'alarment, ce jour-là, — qu'elle soit obligée ou non à tirer l'épée du fourreau, — elle ne croira plus que la liberté du monde soit menacée, et elle ne verra plus se dresser sans cesse à l'horizon les fantômes qui troublent son repos.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LE

MARÉCHAL BUGEAUD

ET LA

COLONISATION DE L'ALGÉRIE

SOUVENIRS ET RÉCITS DE LA VIE COLONIALE EN AFRIQUE.

Il y a plus d'un an déjà que l'Algérie reconnaissante élevait une statue à l'homme dont les travaux ont rempli le double champ de la vieille devise *ense et aratro*, et qui avait adopté cette devise comme cadre ou comme résumé de ses travaux. Le maréchal Bugeaud s'est partagé également entre cette double tâche de la conquête par l'épée et par la charrue; mais l'histoire ou du moins la chronique lui a, ce semble, été inégale. Le pinceau et la plume ont rivalisé d'ardeur à suivre la marche de nos colonnes et le sillon de l'épée, lit funèbre de tant de morts glorieux. Dans cette *Revue* même, que de pages animées ont redit les épisodes brillans, les faits héroïques, les courses sans fin devant lesquelles semblaient reculer sans cesse des horizons sans bornes, et les bivouacs du soir sous le dais mouvant dont les couronnait la fumée tiède encore du combat! Mais la conquête, dans le sens où l'avait comprise le maréchal Bugeaud, s'était fait aussi une autre armée, armée qui a ouvert aussi son sillon et qui l'a aussi comblé de ses morts, qui a également ses fatigues, ses privations et ses rudes labeurs, ses jours néfastes et ses triomphes, ses grandes luttes et ses héros, ses drames lugubres et sa gloire. Comme le soldat, le colon de l'Algérie a *combattu un bon combat*. Seulement le soldat a cet avantage, qu'il s'appelle légion et qu'il a pour ennemis des hommes : il combat sous les yeux de tous, excité par les regards de tous, contre un ennemi qu'il sait où frapper; l'honneur qu'il s'acquiert devient le patrimoine d'une grande famille intéressée à n'en rien laisser perdre, et les ennemis eux-mêmes raconteront sa gloire. Le colon est seul, aux prises non avec des hommes semblables à lui, mais avec toutes les forces de la nature, d'une nature sauvage,

ingrate et malfaisante jusqu'à ce qu'elle ait été domptée. L'ennemi qui doit venir, il ne le connaît même pas, sinon lorsque déjà il en a reçu le coup. Sera-ce la maladie, la sécheresse, les intempéries, les sauterelles, les bêtes féroces, l'épizootie ou la misère, toujours plus hâtive que la récolte? Derrière le soldat, il y a le gouvernement tout entier qui veille à ce que rien ne lui manque, soit en santé, soit en maladie. Derrière le colon, il n'y a personne. Si des crises extraordinaires ont obligé la colonie tout entière à se tourner vers l'administration comme vers une seconde providence, et l'administration à sortir de sa nature pour se faire nourrice de peuples, les peuples ont accusé leur nourrice de leur donner du pain quand ils avaient soif, de l'eau quand ils avaient faim, — et il n'en pouvait guère être autrement. Une administration n'a pas pour mission d'être la providence individuelle des familles, elle n'est pourvue de rien de ce qu'il faudrait pour cela, et avec toute la bonne volonté du monde, ce qu'elle s'efforcera de faire en ce sens laissera toujours beaucoup à désirer. En Algérie, pendant un temps, les colons en étaient venus à la compter au nombre de leurs fléaux, et peut-être la mettaient-ils au premier rang. Ces plaintes, poussées par des hommes aigris, attestaient en même temps de vives souffrances chez ceux qui les formulaient de cette manière — et l'impuissance naturelle de l'administration, bien plus que son incurie ou son mauvais vouloir. Absorbée par nécessité dans un rôle qui n'était pas le sien, celui de donner aux colons ce qu'elle ne leur devait pas, elle le leur donnait mal d'abord, et ensuite elle leur donnait plus mal encore ce qu'elle leur devait.

Le maréchal Bugeaud n'était cependant pas suspect d'indifférence pour la colonisation : elle était fille de sa pensée et de sa ferme volonté; elle se liait nécessairement dans son esprit à son plan de conquête, autre idée que nul autre avant lui n'avait osé concevoir ou su faire prévaloir. Cette idée au reste ne lui vint pas à lui-même de premier jet, ou du moins il fit plier une fois ses idées devant ses instructions, car ce fut lui qui, en attachant son nom au traité de la Tafna, accepta la mission de fonder l'empire d'Abd-el-Kader. C'était nous résigner à faire en Algérie la même figure qu'y avaient faite et que font encore au Maroc les Espagnols, éternellement bloqués dans leurs trois places de Ceuta, Melilla et Alhucemas. Hommes d'état et guerrier se fermaient les yeux, sans doute pour ne pas voir cette vérité plus évidente que le jour, et l'illusion dura peu. Une fois rappelé sur ce théâtre par la guerre qu'y avaient rallumée ceux-là même qui avaient le plus d'intérêt à la paix, le général Bugeaud n'y voulut reparaître qu'avec ses idées propres, qui étaient aussi des idées justes.

Il les avait naturellement justes et grandes quand ses préjugés ou ses passions leur laissaient le champ libre. Rien n'égalait la vivacité perçante de son coup d'œil, la netteté de son jugement, l'ingénieuse et originale lucidité de sa parole. Il savait beaucoup sans peut-être avoir beaucoup lu, mais il avait fait un choix excellent et il avait bien lu, avec l'œil d'un maître. Nulle matière ne lui était d'ailleurs absolument étrangère; il savait son temps comme il savait l'antiquité. Seulement cette dernière avait formé son esprit, l'autre ne l'avait que distrait. Aussi curieux que son compatriote Montaigne, il n'avait point passé devant les bruyantes écoles qui se sont tant multipliées et culbutées de nos jours, sans y jeter son regard par la fenêtre ou sans écouter

un moment aux portes. Ce bruit de nouveautés plus ou moins neuves, plus ou moins hardiès, ne le choquait point d'ailleurs *à priori*. Il y avait dans son humeur primesautière et parfois fantasque un courant de témérité aventureuse et paradoxale qui se laissait attirer volontiers vers les singularités du dehors, sauf à rentrer aussitôt dans son propre lit. Je l'ai vu, pour l'anniversaire de la naissance de Fourier, assister à un grand banquet phalanstérien, où il se chargea de porter le toast traditionnel à l'abolition des armées destructives et à leur transformation en armées industrielles et productives. Cette pensée, analogue aux siennes par certains côtés, leur répugnait souverainement et invinciblement par d'autres; il l'avait à cœur cependant, et plus tard il la traduisit en actes où elle apparut plus transformée que les armées qu'elle devait abolir.

Avec une nature incontestablement supérieure, mais inégale, le maréchal Bugeaud était pétri de contrastes, et il les aimait. Il n'était jamais plus militaire qu'avec les gens ou dans les affaires qui ne l'étaient pas; il ramenait tout alors au type de la caserne. Dans un groupe d'officiers, il aimait à rappeler son titre de député et à discuter les travaux des chambres; partout et avec tous, il mettait une coquetterie particulière à faire apparaître le paysan consommé sous l'habit du maréchal de France. Il était volontiers haut et cassant avec les pouvoirs ou avec les gens qui par position ou renommée lui portaient ombrage, bonhomme avec les petites gens, rustique et de rude écorce avec tout le monde. Malgré tout, une grande simplicité de mœurs et une certaine magie d'intelligence lui conciliaient de prime abord l'affection des gens qui l'approchaient; mais chez tous ceux qui ne lui étaient pas enchaînés par les liens de la discipline, il supposait plutôt l'hostilité, parce qu'il ne pouvait plus supposer ni exiger l'obéissance. Il voyait volontiers un adversaire dans tout ce qui ne lui était pas un subordonné. Singulière méprise du besoin impérieux de dominer dans les âmes! Par cette disposition inquiète et ombrageuse, il étouffait sa domination partout où elle ne demandait qu'à s'implanter d'elle-même. Il n'aimait qu'une chose peut-être à l'égal de la guerre, c'était la discussion; mais il avait une antipathie égale à cet amour, c'était l'horreur d'être discuté. De là son aversion préventive pour ceux qui ne se sont pas interdit la faculté de raisonner et sa prédilection pour ceux qui ne savent qu'obéir.

Le maréchal avait de bonnes raisons d'ailleurs pour aimer à discuter tout haut ses propres idées, surtout devant un auditoire respectueux et soumis. La fermeté incisive de son bon sens, la sérénité lumineuse de son jugement, la sûreté de son coup d'œil et la merveilleuse simplicité des aperçus par lesquels il s'ouvrait au cœur des questions des jours inattendus pour les présenter en deux mots pittoresques réduites à leurs points essentiels, ces qualités, si nettes et si limpides chez lui lorsque aucune passion ne les venait troubler, lui donnaient au plus haut point la puissance de subjuguer les esprits et d'y imprimer ses pensées. Aussi a-t-il fait école en Algérie. Personne au reste avant lui n'avait compris cette guerre. Il aimait à l'expliquer, même devant les simples soldats, et il n'en laissait guère échapper l'occasion. Les troupiers lui portaient une affection respectueuse et pourtant familière. Rien n'était plus mérité. Nul capitaine, et c'est là la marque du véritable homme de

guerre, n'a poussé plus loin la sollicitude pour ses troupes, l'art de leur ménager les marches et les repos, de choisir leurs haltes et le soin d'assurer leur subsistance. Il y mettait même une sorte d'ostentation qui semblait dépasser la mesure nécessaire; mais chez un chef cet excès peut bien n'en être pas un, et il ne faut pas se hâter de l'attribuer à un zèle bruyant ou à une affectation de vaine popularité. Ce qu'il fait au-delà du besoin de la chose même, il le fait pour l'exemple et pour prévenir le relâchement chez les subordonnés. On raconte qu'un soir, au bivouac, il faisait déballer et ouvrir devant lui les caisses de biscuit, les visitant une à une, ni plus ni moins qu'un capitaine de compagnie. Le duc de Nemours, qui avait été envoyé en détachement, rejoint en ce moment la colonne et s'approche du maréchal pour lui rendre compte de sa mission. Ce dernier n'interrompt point son inspection minutieuse, et le prince lui rappelant qu'il avait un compte à lui rendre : « Eh! mon cher, s'écrie le maréchal, nous verrons cela tout à l'heure; vous voyez bien que je suis occupé. »

Avec ce système, le maréchal demandait beaucoup à ses soldats et en obtenait beaucoup. Ses colonnes ont passé des saisons entières en campagne sans rentrer dans leurs garnisons. Il leur faisait faire souvent jusqu'à quinze lieues par jour et davantage sans les excéder ni les rebuter. Un autre maréchal, son devancier, avait trouvé le moyen d'exterminer les siennes en les maintenant vingt heures sous les armes sans avancer de plus d'une lieue.

Les prodiges que le maréchal Bugeaud avait obtenus de ses soldats le conduisirent à une idée fausse dans la forme absolue qu'il lui donna, et fâcheuse par les applications qu'il fut entraîné à en faire. Cette idée est qu'une armée porte en elle tous les élémens d'une société, et qu'elle peut se suffire à elle-même. Ce qui est vrai dans cette pensée, c'est qu'une armée contient en effet des hommes provenant de toutes les professions ou industries, et que, dans des cas de nécessité exceptionnelle, elle peut transitoirement, à l'aide de ces hommes, pourvoir à quelques-uns de ses besoins les plus pressés, sans le secours des populations civiles. De là à être le type complet d'une société il y a loin. Ce qui le prouve, c'est que les sociétés se sont constituées uniformément en deux groupes : l'un militaire, chargé exclusivement de protéger et de défendre; l'autre civil, chargé de tout le travail nécessaire à la subsistance ou à l'aisance commune. Si l'armée était un type complet de société, les sociétés se seraient naturellement constituées en armées, puisque après tout l'état de défense était pour elles une nécessité de premier ordre et permanente. Le point de perfection de cette idée, qui a été essayée en effet, n'a point dépassé l'organisation des gardes nationales; mais ce n'est point là ce que le maréchal entendait par une armée. Il ne voulait point, comme certains rêveurs de 1789, que le tout absorbât la partie, il voulait que la partie contînt le tout. De là ce régime militaire imposé partout aux villes naissantes, non comme provisoire et inévitable en attendant mieux, mais comme excellent en soi; de là ces magistratures civiles confiées à des officiers devenus maires et juges de paix; de là ce plan de colonisation par villages composés de militaires non encore libérés du service, conservant leur organisation, leurs chefs, ne possédant rien individuellement que leur solde, et allant à la manœuvre de la charrue comme à l'école de bataillon, sur le commandement

du lieutenant ou du capitaine; de là enfin ces mariages par voie de recrutement pratiqué sur les orphelines des hospices de la mère-patrie. La critique a enchéri sans doute sur les circonstances de ces mariages; mais il faut convenir aussi que le fonds était riche et prêtait.

Un pareil système, conçu de cette façon absolue et appliqué en tout avec cette rigueur de discipline, allait tout droit à mettre partout les forces propres de l'organisme militaire aux prises avec la force des choses. Dire comment cette erreur du maréchal Bugeaud a pu servir la colonisation et comment elle lui a nui, comment elle l'a arrêtée pour longtemps peut-être; montrer les bonnes intentions ou les bienfaits de l'homme et les vices du système, c'est ce que feront suffisamment, sans même que nous le cherchions, les récits, les épisodes, les tableaux de colonisation africaine qui vont passer sous nos yeux. La soumission de la Kabylie, formellement décidée et entreprise, a ravivé en nous le souvenir de l'homme fort qui l'avait conçue, commencée, et à qui l'on ne permit pas de l'achever. Or, avec l'idée du maréchal Bugeaud, dont la pensée et l'œuvre militaire achèvent de s'accomplir en ce moment et trouveront assez d'historiens, nous avons senti revivre aussi dans notre mémoire cette autre partie de l'œuvre qu'il avait également commencée, et qui n'a pas encore été racontée. Peut-être cette tâche revient-elle naturellement à un homme qui, sans être colon lui-même, a pendant près de trois ans partagé la vie du colon, suivi ses travaux, étudié ses besoins, couché sous son toit, constaté ses maux, éprouvé ses fatigues, aspiré le venin de ses terres et failli deux fois succomber aux atteintes de ses plus redoutables maladies : toutes choses par lesquelles sa pensée s'est liée à ce pays de toutes les forces d'une affection grandie peut-être au prisme des souvenirs.

I.

Avant le maréchal Bugeaud, la colonisation ne consistait guère qu'en *villages-étapes*, bâtis autour des camps ou des postes militaires que l'on avait établis le long des routes pour protéger les communications entre le chef-lieu et les quelques villes de l'intérieur où nous tenions garnison. Quelques-uns de ces camps avaient aussi pour objet de couvrir les avenues d'Alger ou de garder les débouchés de l'Atlas dans la plaine. La population civile qu'on y attira par des concessions de terres et de matériaux de construction y vécut d'abord des petits commerces qu'entretenait la présence ou le passage continuel des troupes, et de l'entreprise des transports qu'elle effectuait pour le compte de l'administration militaire avec des bestiaux qui, le plus souvent, lui avaient été donnés par cette même administration. Ainsi se sont formés, dès les premières années de l'occupation, les villages de Vieux-Kouba, de Bir-Khadem, de Deli-Ibrahim, de Douéra, de Boufarik et du Fondouk. Aux portes d'Alger, les villages de Mustapha, Hussein-Dey, Birmandreis, El-Biar, Saint-Eugène, s'étaient formés en partie sous l'influence des mêmes causes, en partie par l'agglomération des maraîchers qui approvisionnaient chaque matin les marchés de la ville, ou par la multiplication des maisons de campagne provenant des Maures ou bâties par les premiers spéculateurs. La spéculation avait bien aussi acheté toutes les terres que les Maures avaient voulu vendre dans

le Sahel ou dans la plaine, et les Maures, persuadés que les chrétiens seraient promptement rejetés au-delà des mers, poussaient de leur mieux à la spéculation en vendant à vil prix tout ce qu'ils possédaient et ce qu'ils ne possédaient pas, souvent même ce qui n'existait pas. Beaucoup d'Européens se trouvèrent ainsi avoir dans la plaine des fermes qu'ils n'avaient pas vues, qu'ils ne devaient pas voir de longtemps, et dont les plus heureusement situées étaient celles qu'on pouvait aller reconnaître sous la protection d'un escadron. Ces fermes sont celles qui plus tard furent ravagées à deux reprises par Abd-el-Kader, qui en brûla ce qu'il put. Voilà à quoi, pendant dix ou douze ans, se réduisait ce que l'on appelait déjà néanmoins la *colonisation en Algérie*.

De 1842 à 1846, tout changea de face. Il est à remarquer que cette période est précisément celle du soulèvement général de l'Algérie et de la guerre acharnée engagée par Abd-el-Kader, puis rallumée par le célèbre aventurier connu sous le nom de Bou-Maza. Ce fut dans cet intervalle de luttes si actives que le maréchal Bugeaud, presque toujours en campagne, voulut fonder la colonisation, appela des colons de France, leur distribua ce sol pour lequel on se battait encore, leur bâtit des maisons, leur perça des routes, et fit plus en effet en trois années de guerre générale qu'il n'a été fait depuis lui en six ans de paix.

En 1846, la colonie commençait à prendre de la force et à se sentir assurée de l'avenir. On entrait dans une phase nouvelle, et le gouvernement lui-même le sentait. Il fit quelques réformes administratives, multiplia les *directions*, ce qui était affaiblir l'administration civile plutôt que la renforcer. Les colons, de leur côté, publiaient force brochures, et accréditaient des délégués auprès du gouvernement : ils réclamaient un système de garanties et d'institutions civiles. Tout ce bruit et les péripéties de la lutte non encore abandonnée par Abd-el-Kader attiraient fortement l'attention sur l'Algérie. Vers la fin d'octobre 1846, quatre membres de la chambre des députés arrivaient à Alger, mus par le désir d'étudier sur place les problèmes que donnaient à résoudre le fait accompli de la conquête et le fait ébauché de la colonisation. Une curiosité de même nature, mais concentrée sur un objet spécial, m'y avait fait arriver trois jours avant eux. Deux de ces députés m'étaient connus, l'un par des liaisons d'enfance que j'avais eues dans sa famille, l'autre par des relations de monde et de littérature. Ce dernier, M. de T..., voulut bien m'exprimer le plaisir que lui faisait éprouver la surprise d'une semblable rencontre hors d'Europe et dans ce vieux nid de pirates. — Malheureusement, ajouta-t-il, il faudra tout aussitôt nous quitter. Le maréchal veut nous faire voir l'intérieur du pays. J'aurais eu beaucoup de choses à voir auparavant; mais le jour du départ est fixé, les ordres donnés sur tout le trajet d'Alger à Oran. C'est un bien curieux voyage, n'est-ce pas, et une occasion unique de le faire? Mais j'y pense, puisque vous êtes venu dans ce pays pour y faire des études, peut-être vous serait-il agréable d'y ajouter aussi ce complément. Si la proposition vous plaît, je demanderai l'agrément du maréchal ainsi que l'autorisation de vous présenter.

J'acceptai avec d'autant plus de reconnaissance, que la proposition était des plus séduisantes, et que j'avais déjà une commission à remplir près du maréchal au nom d'un général qu'il aimait beaucoup et qui m'honorait d'une

affection presque paternelle, le brave général Négrier. Au jour dit, trois voitures nous emportèrent jusqu'à Blida. Nous ne nous arrêtâmes pas aux villages qui se trouvaient sur la route. Le but du maréchal, dans ce voyage, était de faire ressortir les avantages que son système d'administration et de colonisation militaires avait sur toute espèce d'institutions civiles. Or nous ne devions rencontrer l'administration que dans les territoires dits militaires, et la colonisation qu'au village de Beni-Mered, entre Boufarik et Blida. Jusqu'à Beni-Mered, nous ne mîmes donc pied à terre qu'à Boufarik pour jeter un coup d'œil sur les chevaux du haras pendant qu'on relayait. Boufarik méritait bien cependant d'être visité pour lui-même. Ce charmant village, conquis sur l'infection et sur la mort, n'a été longtemps qu'un champ d'hécatombes humaines. Situé, comme son nom semble l'indiquer (1), dans l'axe même de la plaine, c'est-à-dire au point où elle se sépare en deux plans inclinés, dont l'un remonte vers le pied de l'Atlas, et l'autre vers les collines du Sahel, Boufarik est le rendez-vous de toutes les eaux qui viennent de l'un ou de l'autre côté par écoulement ou par infiltration. Ces eaux, avant qu'on leur eût percé des canaux, détrempaient le terrain, croupissaient et pourrissaient sur un sol éternellement fangeux. La position de Boufarik faisait de ce point néanmoins un lieu d'étape et la clé des communications de Blida avec le Sahel. Malgré toutes les conditions qu'il réunissait pour être un lieu extrêmement malsain, il se peupla lorsqu'on y eut établi un camp, et aujourd'hui ce village, sans égal dans l'Algérie, tout rempli de frais ombrages et d'eaux murmurantes, percé de larges rues qui, sous leurs dais de verdure, sembleraient être plutôt les allées d'un parc, est comme le miracle d'une transformation féerique et le plus encourageant exemple de ce que la puissance de l'homme peut arracher à cette nature d'Afrique si féconde et si revêche.

La fondation du village de Boufarik remonte à 1836 ou 1837. La date précise est déjà recouverte d'un voile difficile à percer. La population primitive a disparu tout entière. Les gens qui habitent aujourd'hui le pays ne peuvent donner de renseignemens positifs ou en donnent de contradictoires. Les cartons du commissariat civil ne contiennent aucun document administratif antérieur à 1840. L'autorité militaire qui commandait le camp ne s'occupait du village que pour y maintenir la police; elle donnait ou retirait arbitrairement les lots de terres ou de maisons sans garder trace de ce qu'elle avait fait. Les colons recevaient leurs concessions comme un soldat reçoit un billet de logement; ils les gardaient ou les quittaient sans que personne s'occupât d'eux. Les garnisons du camp se succédaient à chaque instant, et les chefs aussi. Point de traditions, point de registres, pas même pour l'état civil. Ce fut encore le maréchal Bugeaud qui songea à tirer Boufarik de ce chaos, en y plaçant, sous l'autorité trop mobile des chefs militaires du camp, une autorité civile permanente. Tout alors se fixa et commença à prendre une forme régulière. Le territoire, partagé en cent soixante concessions, fut distribué authentiquement entre autant de familles qui reçurent des titres de posses-

(1) *Bou-Farik*, le diviseur, le séparateur; mais, après tout, il se peut que ce nom, pris dans un sens purement mystique, ait été celui d'un vénérable marabout qui l'aura transmis au lieu qu'il avait habité.

sion. Il y eut des registres ouverts pour les mutations, registres difficiles à tenir d'ailleurs, car cette première génération de colons se composait surtout de chercheurs d'aventures plus nomades encore que les Arabes. Rien ne les pouvait fixer, pas même ce droit de propriété par lequel on avait espéré les allécher. Que leur importait une propriété nue, qui ne leur avait rien coûté à acquérir, et qui leur aurait coûté beaucoup de temps et de peine à convertir en chose utile à son maître? C'était pour eux comme un pis-aller dont ils se croyaient assez sûrs de pouvoir toujours retrouver l'équivalent quelque part. La mort ou l'épouvante achevait d'ailleurs d'enlever ou de disperser ceux qui auraient eu des intentions plus casanières. En sept ou huit ans, le personnel des concessions a été renouvelé au moins trois ou quatre fois. Quelques-uns de ceux que la terreur avait chassés au temps des grandes mortalités ont reparu plus tard, et ont pu redevenir concessionnaires à titre nouveau.

Les magnifiques plantations qui entourent ou sillonnent Boufarik datent de l'établissement du commissariat civil; elles ont coûté cher, ainsi que les premiers travaux de défrichement ou de desséchement. C'est alors qu'on a vu les populations, déjà maladives, fondre et disparaître comme les neiges de l'Atlas au soleil de juin. Chaque année, la mort emportait plus de victimes qu'elle ne laissait de survivans. En 1843, les choses en vinrent à cet excès que, sur 1,100 âmes de population fixe ou flottante, 800 succombèrent. La population flottante se composait d'ouvriers à gages employés aux travaux de construction, de culture ou de desséchement. On remarqua que le fléau sévit surtout contre cette classe, et on l'attribua soit à des habitudes de vie moins réglée, soit à l'usage assez général de coucher en plein air, à ciel ouvert ou sous un simple écran de roseaux étalés sur quelques bâtons. Boufarik devint la terreur de ceux qui avaient seulement à le traverser. On n'y passait que le cœur serré, comme sur un champ de carnage. Le camp fut évacué, et l'on ne prononçait plus le nom de ce lieu sinistre que pour y ajouter l'idée de nécropole. Des couches nouvelles de colons survenaient néanmoins pour remplacer les couches enfouies, et grâce à leur constance, ce lieu maudit est aujourd'hui un délicieux jardin. Les plantations multipliées à profusion, les canaux et rigoles de desséchement, les cultures continuées pendant plusieurs années, ont fait évanouir toutes les causes d'insalubrité, et la mortalité n'y est pas plus grande désormais qu'en France.

Le territoire de Boufarik est trop resserré pour sa population. Chaque concession avait été divisée en trois lots, dont un de ville et deux de campagne, ces derniers de quatre hectares chacun. Il y a 292 lots de ville, et le reste du territoire n'a pu fournir qu'à 160 concessions de huit hectares chacune, en deux lots séparés. Quelques colons à peine ont reçu les deux lots de terre qu'on leur avait promis. La plupart n'en ont qu'un, un plus grand nombre encore n'a que le lot de ville, et pourtant, parmi ces derniers, beaucoup étaient des agriculteurs, non des ouvriers d'art ou des commerçans, et ils n'ont dépensé leurs ressources à bâtir sur leur lot de ville que dans l'attente des terres qu'on s'était engagé à leur livrer. Il eût été facile d'arrondir le territoire de Boufarik et de satisfaire aux engagemens pris en distribuant aux colons la terre de Sidi-Abed, qui aujourd'hui a reçu une autre destination. On ne saurait blâmer le gouvernement de la sollicitude qu'il a montrée pour

l'établissement d'orphelins dirigé par le père Brumauld; mais il est à regretter qu'on n'ait pas cherché à récompenser les éminens services rendus par le révérend père et à le mettre à même d'en rendre de plus grands encore, sans nuire aux intérêts d'une population qui, elle aussi, a bien mérité, et sans manquer à des engagemens sur la foi desquels elle avait travaillé jusqu'ici. La superficie totale du territoire de Boufarik, ville et campagne, est de 1,409 hectares. L'adjonction de Sidi-Abed y en eût ajouté 500.

De Boufarik à Beni-Mered, il y a deux petites lieues. C'était là que nous devions rencontrer le système de colonisation du maréchal, celui que ses brochures et ses discours essayaient de faire prévaloir devant les chambres et devant le pays. Il faut dire à son honneur que si, sur ce chapitre, il était absolu et tranchant dans ses idées, il était on ne peut plus tolérant dans la pratique. Pour ce qui touchait aux systèmes de colonisation, il semblait, comme gouverneur général, n'en avoir épousé aucun. Il avait ouvert la lice à tout le monde, et ne s'était réservé que le droit de concourir. Ainsi, outre les systèmes du général Bedeau et surtout du général Lamoricière, qui s'était fait chef d'école dans sa province, il y avait dans la province même d'Alger, et sous les regards immédiats du maréchal, le système du comte Eugène Guyot, directeur de l'intérieur et de la colonisation. Ce système, qui a produit la grande majorité des villages, consistait à admettre les colons riches ou pauvres, à leur livrer sur place, pour une somme de 6 à 800 francs ou souvent à titre gratuit, les matériaux de construction d'une maison que chacun élevait à sa guise sur le lot qui lui était concédé. On leur prêtait en outre, autant qu'on le pouvait, des bœufs pris dans les parcs de l'administration militaire, des moutons de même origine, dont la laine et le croît restaient au colon, tenu seulement de représenter, lorsqu'il en était requis, un même nombre de têtes et un poids de viande sur pied égal à celui que les parcs lui avaient fourni. Diverses subventions en nature pour les semailles ou pour la subsistance du colon et quelques défrichemens opérés par l'administration complétaient les moyens d'assistance que le gouvernement mettait à la disposition du colon. Tous ces villages étaient protégés par un fossé d'enceinte et son revêtement, qui leur permettaient de se défendre contre une brusque irruption d'Arabes.

Un autre système était celui du colonel Marengo, qui livrait la maison bâtie et un certain nombre d'hectares défrichés. Ce nouveau mode s'adressait à des colons présumés plus riches. Ils trouvaient, en arrivant, le village tout construit et n'avaient qu'à s'installer, en payant 1,500 francs ou 3,000 francs, selon qu'ils prenaient une maison par moitié ou en entier. Toutes les maisons, bâties uniformément sur un égal espace de terrain, étaient en effet doubles, c'est-à-dire disposées de manière à pouvoir contenir deux ménages. Les maisons étaient rigoureusement alignées et espacées. L'intervalle qui les séparait devait servir de jardin, et chaque jardin se trouvait, comme la maison, coupé en deux parties égales, suivant l'axe qui partageait la façade. Cette uniformité géométrique rappelait peut-être un peu trop les habitudes militaires et donnait aux villages un aspect où manquait l'expression de la vie et de la spontanéité. Il y en eut trois bâtis sur ces données : Saint-Ferdinand, Sainte-Amélie, et, sur le trajet de l'un à l'autre, un hameau nommé le Mara-

bout d'Aumale. On réussit peu à remplir la partie du programme qui consistait à recruter des colons d'une catégorie un peu aisée. Quelques-uns payèrent en effet leur maison ou leur moitié de maison; ce fut le très petit nombre : tout le reste donna quelque à-compte et demanda du temps. La plupart ont sans doute renoncé aujourd'hui à achever le paiement, et le gouvernement à le recouvrer. Ils ont d'ailleurs reçu les mêmes secours que les colons du premier système. Le plan du colonel Marengo reposait tout entier sur une idée d'économie : il s'agissait de créer une colonisation qui, pouvant voler de ses propres ailes, ne coûtât rien à l'état. Les élémens ont manqué, et d'ailleurs, dans la population agricole jouissant d'une petite aisance, il eût été difficile de trouver assez de familles disposées à se *coupler* deux par deux dans ces incommodes petites maisons à deux compartimens symétriques. Trop de choses y étaient forcément en commun pour ne pas froisser les instincts de gens qui ont au plus haut point le goût et déjà quelque habitude de la propriété. Comme dernier expédient d'économie, le colonel Marengo avait supprimé dans ses villages le fossé et le revêtement d'enceinte. Il avait remplacé ce moyen de défense par des meurtrières percées dans les quatre faces des maisons, ce qui leur permettait de se défendre mutuellement en balayant, par une fusillade nourrie, la rue ou les jardins envahis : moyen très simple, auquel on aurait pu songer plus tôt, car il était suffisamment efficace contre des agresseurs arabes.

Il y eut aussi des entrepreneurs de pêche qui proposèrent de fonder des villages à la fois agricoles et maritimes, moyennant des concessions qui leur furent accordées, à Aïn-Benian, à Sidi-Ferruch et à Notre-Dame de Fouka. Les villages furent bâtis, si l'on peut appeler villages deux files de baraques blanches, composées d'une seule chambre, dans lesquelles j'ai vu pousser le palmier nain. A Sidi-Ferruch, on pêcha en effet, et la pêche put se soutenir pendant quelques années, grâce à l'énergie d'un homme doué d'un rare courage; mais on ne cultiva guère, et la pêche elle-même finit par succomber. A Aïn-Benian et à Notre-Dame de Fouka, il n'y eut ni pêche ni culture, et les vents et la pluie ou même les palmiers nains auraient fini par jeter à terre les baraques d'Aïn-Benian, si des charbonniers n'étaient venus en dernier lieu s'y installer pour exploiter les broussailles des environs.

Le maréchal ouvrait donc le champ libre à tous ces systèmes. Tout en parlant avec un sourire des *colons gants-jaunes* du système Lamoricière, il admit aussi les grandes concessions pour les colons à capitaux; toutefois son idée à lui, sa conviction profonde était que l'élément de colonisation le plus sérieux, le plus à portée, le plus facile à recruter, était dans l'armée. Il y avait beaucoup de vrai au fond de cette idée. L'armée fournissait en abondance des hommes jeunes encore, rompus aux fatigues, acclimatés, ayant pris goût au pays et élevés dans les travaux des champs; mais ces soldats ne sont généralement soldats que parce qu'ils n'ont pu trouver dans leur famille les 600 fr. nécessaires pour se faire assurer à la caisse des remplacemens : où prendraient-ils de quoi pourvoir aux premières et aux plus immédiates nécessités de leur installation dans la vie de colons? Là était le problème que le maréchal avait à résoudre. Il voulait à la fois récompenser l'armée, assurer à la colonisation un élément vivace, fort, et pour ainsi dire intarissable, enfin ménager autant

que possible les deniers de l'état. Il imagina pour cela de prendre dans l'armée d'Afrique des hommes ayant encore trois ans de service à faire, et par conséquent à la charge de l'état pendant ces trois années. Il les triait de manière à ce que les hommes d'un même village fussent un détachement du même régiment, conservant son numéro, ses chefs, l'esprit et les habitudes du corps, en un mot tout ce qui devait maintenir les hommes sous l'empire de leurs devoirs comme partie active de l'armée. L'emploi de leur temps seul était changé. Ce détachement formé, on lui assignait pour cantonnement le territoire du village qu'il avait à bâtir. Les magasins de l'état lui fournissaient les matériaux qu'il ne trouvait pas sur place, ou qu'il ne pouvait pas fabriquer lui-même. Ses petits ustensiles de soldat devenaient le premier mobilier de sa maison, que l'on complétait par une table et quelques chaises. Quant à son couchage, il y avait droit comme soldat, et les magasins de l'état le lui fournissaient encore. Le génie militaire lui construisait ses instrumens de labourage, et les parcs de l'intendance pourvoyaient au cheptel. Instrumens, bestiaux, terres, produits, tout était possédé en commun jusqu'à l'expiration des trois années. A ce terme, on liquidait la communauté; l'actif et le passif étaient répartis par portions égales sur la tête de chaque homme. L'état prélevait le remboursement de toutes ses avances, et chacun restait pour sa quote-part maître du surplus. Le soldat était redevenu citoyen et se trouvait propriétaire. Le sort lui désignait son lot.

On voit dans ce court exposé comment, en partant d'une idée juste, le maréchal a été conduit, par les difficultés d'application, à des combinaisons où l'utopie fait invasion par plus d'un côté. Trois villages furent formés sous l'empire de ce régime : Beni-Mered, dans la plaine; Maëlma, sur les dernières crêtes du Sahel et non loin du Mazafran; Aïn-Fouka, de l'autre côté du Mazafran, entre la mer et Koléah. De ces trois villages, le mieux situé et le plus prospère était Beni-Mered; aussi était-il le seul que le maréchal citât, le seul qu'il donnât comme le type réalisé de sa pensée, celui dont il se montrait réellement fier. Et pourtant ce fils aîné de ses affections, ce fruit accompli de ses théories n'était qu'une protestation vivante contre ces mêmes théories. L'histoire de Beni-Mered avait mis en relief ce qu'il y avait de faux et de forcé dans la condition de ces hommes, qui étaient encore soldats par leur solde, mais qui ne l'étaient réellement plus par leur position; ce qu'il y avait d'inconséquent surtout à appeler des gens à la propriété, à les mettre dans des conditions qui stimulaient sans cesse en eux cet instinct, pour les faire débuter par un long stage dans le régime de la communauté. Ces inconvéniens ne tardèrent pas à se manifester. A mesure que l'objet même de la propriété se formait et prenait du corps et de la valeur par le travail des soldats, les traditions de la caserne s'éteignaient, l'esprit militaire s'effaçait, pour faire place aux instincts de propriété, qui s'éveillaient d'autant plus que s'approchait davantage le moment où l'on pourrait mettre la main sur ces richesses que l'on créait chaque jour sans avoir le droit d'y toucher. — Ah! si j'avais ma part! de l'argent je ferais ceci, des terres cela, je mettrais à profit telle occasion qui ne se représentera plus, et je doublerais aujourd'hui mon avoir! — Un concert de malédictions s'élevait chaque jour contre cet odieux régime de communauté. Elles arrivèrent jusqu'au maréchal, qui se refusait

à les comprendre. Ce régime de communauté et la force d'unité qui résultait du maintien de l'organisation militaire étaient à ses yeux ce qui faisait le mérite du système au point de vue de l'intérêt des colons. Conçu dans le for de la bienveillance profonde et vraiment paternelle qu'il portait à ses soldats, ce système ne lui paraissait pouvoir être que souverainement bienfaisant. Les plaintes cependant s'accumulèrent tellement, le dégoût et le découragement les suivirent de si près, que le maréchal crut devoir intervenir lui-même. Il passa à Beni-Mered, rassembla les colons et leur dit :

— Eh bien! vous voulez donc la dissolution de la communauté?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Et pourquoi la voulez-vous?

Il se mit alors à écouter leurs griefs, leur prêtant l'oreille avec ce calme patient et ce regard à la fois attentif et préoccupé de sa propre pensée qui produisait des jeux de physionomie curieux à observer dans une nature si impérieuse et si impétueuse. Après avoir tout entendu et tout réfuté en passant, il s'anima en reprenant une fois de plus la thèse des avantages inhérens au régime provisoire de la communauté : l'économie qui en résultait pour eux, le petit capital que cela leur amassait insensiblement pour le jour de la liquidation, et qu'ils dissiperaient sans même s'en apercevoir, s'ils le percevaient goutte à goutte; le besoin qu'ils avaient de s'unir en faisceau pour vaincre les premières difficultés de leur installation sur une terre nue; le peu de titres qu'ils auraient à l'appui d'un gouvernement dont ils auraient secoué la tutelle et méconnu les avis. Puis, après tous ces développemens, il revint à sa question :

— Vous m'avez bien entendu? Vous avez réfléchi?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Voulez-vous toujours la liquidation de la communauté?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Allez! vous êtes des ingrats! Pour vous punir, je vous la donne.

La communauté n'avait cependant guère plus que six mois de durée normale, et elle avait encore beaucoup de choses à faire, car elle n'avait même pas achevé de bâtir toutes les maisons; mais l'impatience était à son comble. Quelques jours plus tard, en effet, la dissolution fut effectuée par l'intendance en présence du conseil d'administration de la compagnie. Chaque soldat reçut quatre hectares défrichés, une maison ou 800 francs de matériaux, deux têtes de gros bétail et dix de bêtes à laine. La communauté avait reçu pour 7,000 francs de bestiaux; au moment du partage, elle en possédait pour 17,976 francs, et l'on en avait déjà antérieurement vendu pour une dizaine de mille francs qui avaient été le premier noyau du fonds commun. On vendit pour le partage, et à l'enchère, les instrumens aratoires, dont le produit fut également versé à la masse commune. Le décompte fait, chaque soldat eut à percevoir pour sa part 436 francs 55 centimes. L'intendance avait prélevé 2,350 francs pour le remboursement des effets de couchage, 845 francs pour les instrumens aratoires, et repris en nature les bestiaux qu'elle avait fournis. L'état semblait donc ne rester grevé d'aucune dépense extraordinaire, et là était le côté spécieux de cette combinaison économique; mais en réalité l'état avait eu à sa charge, sous le titre de soldats, pendant deux ans

et demi, soixante-sept concessionnaires qui, soldats de nom seulement, travaillaient pour eux et non pour lui. En outre, une somme d'environ 200,000 francs est réellement restée à la charge du trésor soit pour la construction de dix maisons, d'un fossé et d'un bout de mur d'enceinte qui furent mis en état par le génie militaire avant l'arrivée des colons, soit pour d'autres dépenses et faux frais. Malgré la magie des apparences, l'avantage de l'économie pour l'état se réduit donc dans ce système aux mêmes proportions que les avantages de la communauté pour les colons.

Le maréchal n'en conservait pas moins toute sa verdeur d'illusions deux ans après cette épreuve concluante. Aussi le cortége mit-il pied à terre en arrivant à Beni-Mered. Ce village, d'un aspect moins riant et moins frais que Boufarik, s'annonce bien néanmoins, et pouvait à beaucoup de titres justifier l'orgueil de son fondateur. A l'intérieur, tout respire l'aisance; les colons ont grandement fait prospérer leurs affaires depuis qu'on leur en a laissé le soin. A l'époque de cette visite, il y avait dans le village, et appartenant à divers colons, 49 chariots, environ 70 paires de bœufs, une vingtaine de chevaux et mulets, 300 moutons ou chèvres, 2,000 porcs, etc. Tout concourait à produire cette prospérité, terres magnifiques, eaux abondantes, route fréquentée, et enfin l'avantage inappréciable, dont avaient joui les colons pendant trois années, de n'avoir pas à prélever leur subsistance sur les produits de leur travail, et d'avoir toujours sous la main ce qui leur était nécessaire pour produire.

La colonne élevée à la mémoire de Blandan et de ses compagnons, dans l'axe même de la route droite qui va de Boufarik à Blida, donne de loin au village de Beni-Mered un certain aspect monumental. Un vaste bassin de fontaine entoure le pied de la colonne taillée en forme d'obélisque et revêtue d'une inscription qui en rappelle l'objet. Les maisons sont là aussi des maisons d'uniforme et à deux compartimens, ayant chacun son entrée dans une salle basse. Cette uniformité n'a rien d'égayant; elle est seulement rompue par les maisons de 26 colons civils qui ont été ajoutés en 1844 aux 67 colons militaires, et qui ont bâti comme ils l'ont voulu dans un coin séparé. Le maréchal montra tout en détail à ses hôtes, leur expliqua le mécanisme de son système, glissa un mot sur l'aveuglement des colons qui l'avaient méconnu, et sembla en appeler aux colons futurs, mieux éclairés par l'expérience.

A Blida, où nous devions coucher, nous laissâmes nos voitures pour ne plus les reprendre. Nous quittions le territoire civil pour entrer dans ce qu'on appelait le territoire mixte, mais qui était déjà le véritable pays arabe, pays sans routes, sans villages, sans ponts. Nous allions longer le territoire de ces fameux Hadjoutes, autrefois la terreur d'Alger, aujourd'hui réduits à rien, escalader ce formidable col de Mouzaïa où tant de sang français a coulé dans les premières années. Nous allions, avec une faible escorte, mettre un maréchal de France gouverneur général à la merci de populations frémissantes encore des convulsions qui n'avaient pas alors cessé d'agiter les extrémités reculées du pays. C'était exposer à de rudes tentations les fidélités douteuses. Ce petit grain de danger, presque chimérique d'ailleurs, ne déplaisait évidemment pas au maréchal; il aimait du moins à en voir l'idée lointaine miroiter dans les imaginations et à montrer avec quelle sécurité il pouvait braver les

hasards d'un voyage de cent cinquante lieues à travers les débris d'une insurrection qui achevait à peine de sentir le poids de sa main. Il éprouvait une jouissance contenue, mais visible, à donner la mesure de ses succès et de son ascendant, en jouant négligemment avec la crinière du lion récemment dompté. Nous le pûmes voir surtout à une rencontre que nous fîmes dans le col de Mouzaïa, coupe-gorge gigantesque qui, en tout pays et en tout temps, semblerait un rendez-vous donné par la nature à tous les entrepreneurs de mauvais coups. Les deux seules créatures humaines que nous y aperçûmes furent deux Français qui s'en revenaient à pied, seuls et sans armes, de Médéa à Blida. Le maréchal ordonna qu'on les fît approcher, s'arrêta et les interrogea, comme s'il eût voulu les intimider et les réprimander :

— D'où venez-vous? Où allez-vous?

— Nous venons de Médéa et nous allons à Blida.

— Comment cela? seuls? Et vous ne vous trouvez pas imprudens?

— Non, monsieur le maréchal.

— Vous savez bien cependant que des hommes isolés ne doivent pas s'aventurer ainsi; on vous en répète l'avis sous toutes les formes. Pourquoi n'avez-vous pas attendu un convoi?

— Nous étions pressés, monsieur le maréchal.

— Eh bien! allez donc, et prenez garde qu'il ne vous arrive malheur.

Toute preuve de la sécurité des routes, surtout à cette époque si rapprochée de la guerre, était un triomphe pour le maréchal et une joie d'ailleurs bien légitime. Il avait rendu les tribus responsables des crimes que les coupeurs de routes pourraient commettre sur leur territoire; il leur avait fait établir de loin en loin, le long des chemins, une ligne de postes chargés d'éclairer les environs pendant le jour et d'interdire le passage pendant la nuit aux voyageurs isolés. Les deux hommes que nous venions de rencontrer lui avaient adressé sans le vouloir et sans le savoir la flatterie qui pût le toucher le plus dans le fait même de cette imprudence dont il feignait de les tancer. Quatre députés pourraient donc rendre témoignage à la France du respect que le gouvernement inspirait déjà aux indigènes et de la confiance que les Européens avaient dans sa force. Cet incident fournit à la conversation pendant une partie de la route.

A Médéa, nous entrions en plein gouvernement militaire. L'excellence d'un système d'administration gratuite, de justice gratuite, était encore une thèse du maréchal. Cette thèse était formellement contredite par le vœu des populations, qui ne trouvaient pas qu'un commandant de place armé de tous les pouvoirs, administratif, judiciaire et exécutif, fût le meilleur des maires ou des sous-préfets parce qu'il ne percevait point d'émolumens à ce titre, ni le meilleur des juges parce qu'il jugeait sans frais. Tant de pouvoirs accumulés avaient en effet quelque chose de formidable, même entre les mains de l'homme le plus sage. La moindre erreur administrative du maire pouvait amener un débat devant le juge, qui alors jugeait par un côté dans sa propre cause, et qui tout aussitôt, comme chef de la force publique, se chargeait lui-même de l'exécution de son jugement : les fonctions d'huissier étaient en effet remplies par des gendarmes, et celles de greffier par un sergent. Avec quelle facilité, dans des circonstances pareilles, la justice elle-même de-

vait être prise pour la force mise au service de l'arbitraire! Et quel n'était pas le mérite des officiers qui, dans ce cumul redoutable de fonctions, savaient se défendre de tout arbitraire et de tout mouvement précipité! Ici encore le maréchal tentait la nature humaine et voulait la forcer. Il s'étonnait qu'on réclamât, il s'en irritait même. Il y voyait un esprit d'hostilité contre l'armée, esprit qui n'a jamais existé, je pense, et en Algérie moins qu'ailleurs. A Médéa, il était tout rempli de ces idées. Au dessert, il porta un toast à l'armée. Les développemens qu'il lui donna étaient gros de taquineries et presque de colères. Il parla des services de l'armée comme si quelqu'un les avait contestés. Il vanta sa discipline, sa résignation, son courage, vus avec ingratitude par les uns, avec indifférence par les autres. Il jeta çà et là des rapprochemens malveillans, des allusions aux colons, aux chambres, au gouvernement. Personne ne fut épargné. Avec beaucoup de tact et de finesse, M. de T... sut dans sa réponse éviter tout ce qui eût pu donner à un simple toast le caractère d'une polémique : il reprit l'éloge de l'armée, mais il sépara ce que le maréchal avait confondu, écarta les allusions, et après avoir jeté dans la péroraison quelques traits heureux, qui enlevèrent le maréchal lui-même, il finit en proposant un toast à l'union du civil et de l'armée. Le maréchal, très froncé au commencement de ce petit discours, s'était déridé peu à peu en l'écoutant, et après le toast porté, il dit en s'y associant de bon cœur : « S'il en est ainsi, je n'ai plus rien à dire. » Ces mots révélaient tout, car où le maréchal avait-il pris qu'il *n'en fût pas ainsi?*

II.

A partir de Médéa, nous disions adieu aux régions fréquentées, au rayon d'Alger. Plus d'étapes européennes, plus de camps, plus de villages, plus de villes pour la couchée, si ce n'est à des distances que l'on ne peut franchir en un jour. Nous allions cette fois coucher sous la tente, en pleine broussaille; aussi, quoique notre bivouac fût marqué chez le fidèle Bou-Alem, *bach-agha* du Djendel, deux compagnies d'infanterie furent commandées pour le service du camp. Le maréchal se donna et procura à ses hôtes le plaisir d'en passer la revue. Ces deux magnifiques compagnies de grenadiers et de voltigeurs étaient rayonnantes et ne paraissaient nullement préoccupées de la petite journée de quinze lieues qu'elles allaient avoir à faire par un affreux pays de montagnes. Après la revue, nous allâmes visiter les jardins créés par nos soldats soit pour leur approvisionnement de légumes, soit pour l'agrément des officiers. Dans toutes les garnisons de l'intérieur, l'armée s'est donné de ces jardins, qui souvent sont l'unique ornement de la ville. Il est vrai de dire qu'en Afrique, partout où l'armée a posé le pied, elle y a laissé un bienfait. Ce sont ces mérites très réels qui fournissaient au maréchal un argument pour sa théorie; aussi ne laissait-il échapper aucune occasion de montrer toutes ces créations militaires en témoignage de l'aptitude universelle de l'armée. Nous visitâmes donc aussi la caserne de Médéa et d'autres constructions élevées par les soldats. Le temps nous manqua pour aller visiter un vieil aqueduc, reste d'une construction romaine et qui s'aperçoit de très

loin, Médéa étant située sur un plateau fort élevé. Cette ville, dépeuplée et à demi détruite par Abd-el-Kader, a été à peu près achevée par les Français, qui l'ont reconstruite presque en entier.

Nos courses faites, nous rentrâmes pour le déjeuner. Nous étions au moment de quitter la table, lorsqu'un officier vint demander au maréchal ses ordres au sujet des deux compagnies d'escorte.

— Comment! s'écria le maréchal tout étonné; elles ne sont donc pas encore parties?

— Non, monsieur le maréchal.

— Mais c'est impossible! A quoi songe-t-on? Qu'on les fasse partir tout de suite.

— Monsieur le maréchal, les hommes n'ont pas mangé la soupe, et ils sont en train de la faire.

— En vérité, c'est inexcusable! Quelle heure est-il?

— Il va être dix heures, monsieur le maréchal.

— Dix heures! Ils devraient être maintenant à la halte! Est-ce raisonnable? Allons! qu'on se hâte de leur faire manger la soupe, et qu'ils partent aussitôt après!

Nous montâmes nous-mêmes immédiatement à cheval. Le maréchal ne parlait que de ses soldats, de leur journée de quinze lieues et de la marche forcée qu'ils auraient à faire pour rattraper le temps perdu. Nous n'avions pas marché une heure, qu'à chaque instant il se retournait pour les chercher dans l'espace que nous avions laissé derrière nous; mais rien ne paraissait. La structure montagneuse du pays nous dérobait parfois tout le chemin que nous avions suivi; parfois aussi un point culminant nous le rendait en panorama jusqu'à Médéa, qui déjà n'était plus qu'une petite masse blanche. Sur tous ces points, le maréchal arrêtait la marche et regardait. Nous faisions comme lui, et tous les yeux interrogeaient le vaste contour que nous avions parcouru. Enfin, vers une heure, à un détour du Gontaz, quelqu'un crut apercevoir dans le lointain une petite masse semée de points brillant au soleil : « Les voilà! » On se retourne, on regarde, on se montre mutuellement du doigt le point indiqué, on s'assure que c'est bien en effet de la troupe en marche, on distingue même la teinte rouge des pantalons.

— Enfin! dit le maréchal. Pauvres gens!

Et nous reprenons nous-mêmes notre marche jusqu'à une source où l'on mit un instant pied à terre pour donner aux chevaux le temps de souffler.

Deux heures après, nos fantassins nous avaient rattrapés et passaient devant nous, gais, alertes, et comme tout triomphans de nous laisser en arrière. Ils avaient déjà fait quelque chose comme sept lieues tout d'une traite, et certes il n'y paraissait pas. Les deux capitaines s'approchèrent du maréchal.

— Eh bien! comment vont vos hommes?

— Très bien, monsieur le maréchal.

— Ils ne sont pas trop fatigués?

— Pas le moins du monde, monsieur le maréchal.

— Pauvres gens! Il vous reste encore bien du chemin à faire. Vous allez bientôt leur faire manger la soupe?

— Pas encore, monsieur le maréchal; il n'est que trois heures.

— Il ne leur manque rien?

— Non, monsieur le maréchal.

— C'est bien. Allons, ménagez-les. Ils ont une rude journée à faire. Pauvres gens! En vérité, c'est une extravagance!

Ils disparurent bientôt en avant et se perdirent dans les lointains comme ils avaient fait en arrière. Vers cinq heures, nous débouchâmes dans une espèce de vallon où nous les retrouvâmes tout à coup autour de leurs feux et de leurs marmites déjà vidées pour la plupart. Quelques-uns grignotaient pour dessert et en se promenant le morceau de pain qui leur restait après la viande mangée. L'œil du maréchal entrait en quelque sorte dans tous ces groupes et y saisissait tout au passage avec une satisfaction marquée.

— Eh bien! dit-il encore aux deux officiers, ont-ils bien mangé? sont-ils un peu reposés?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Laissez-les reposer encore, leur étape n'est pas finie; mais déjà il se fait tard...

Nous arrivâmes à notre bivouac et au pied de la maison de Bou-Alem un peu avant le déclin du jour. Cette maison, tout récemment bâtie, était la seule que nous dussions rencontrer entre Médéa et Miliana. Jugée d'après nos idées européennes, elle n'indiquait nullement la puissance et le rang du chef qui y réside; mais en pareil lieu, et comparée à la tente de poil de chameau, elle est un Louvre et un Versailles. C'est un parallélogramme composé de trois ailes étroites qui enferment une petite cour dont le quatrième côté est fermé par un mur où se trouve la porte d'entrée. Pas de jardin autour, pas un arbre pour lui donner un peu d'isolement ou d'ombrage; cette petite boîte de pierre jetée sur la croupe d'un mamelon, au beau milieu d'une broussaille, semblait n'être qu'un joujou oublié là la veille par quelque enfant. On a beaucoup excité les indigènes et surtout les chefs à se construire des maisons; on leur en a même bâti en assez grand nombre. C'est un intérêt de propriété qu'on a voulu leur créer pour corriger leurs instincts nomades et pour avoir au besoin par où les prendre. Ils ont fait ou se sont laissé faire; mais jusqu'à présent ils ne paraissent guère avoir compris la maison, et ils se bornent à camper sous la pierre, au lieu de camper sous la tente. C'est là, il est vrai, sous une forme inoffensive et douce, attaquer les mœurs d'un peuple dans ce qu'elles ont de plus intime. Il y faut du temps.

Bou-Alem nous fit les honneurs de sa maison comme si elle n'eût pas été une maison musulmane. Toutes les portes en furent ouvertes. Les femmes avaient été sans doute confinées dans une pièce à part ou sous quelque tente; mais le reste nous fut livré ou montré par le maître. Sa chambre à coucher devint notre salle à manger. Le maréchal, un peu fatigué de notre longue traite, s'assit ou s'étendit sur la large estrade matelassée qui servait de lit. Tant qu'on put distinguer à quelque distance, il demandait de moment en moment si l'on voyait paraître nos deux compagnies d'infanterie. Quelque officier de la suite sortait à chaque instant pour s'en assurer. On mit des Arabes en vedette. La nuit était venue, et le maréchal s'impatientait de plus en plus contre la méprise qui avait retardé le départ des deux compagnies. Le chemin, très difficile en plein jour, devenait en effet presque dangereux la nuit. Comme il coupait à angle droit tout le système de contre-forts que

le versant méridional de l'Atlas projette dans la vallée du Chelif, il était profondément sillonné par les ravins qui servent de lit aux torrens que la montagne envoie dans la vallée. Ce sont des montées et des descentes perpétuelles sur des pentes presque à pic, à travers des rocs qui affleurent ou des terres glaises rendues très glissantes lorsqu'elles ont été détrempées par le passage d'un certain nombre d'hommes ou d'animaux dans le lit du ruisseau. Ces circonstances ont au moins pour effet de rendre la marche extrêmement pénible et difficile, surtout pendant la nuit. Le maréchal était sur des charbons ardens.

Bientôt nous vîmes arriver la *dhiffa*, c'est-à-dire le kouskous, les gâteaux au miel, toutes les friandises arabes, et une procession de moutons embrochés tout entiers sur de longs pieux qu'une file d'hommes portaient à peu près dans l'attitude du soldat qui a l'arme au bras. Ces moutons avaient l'air de sortir d'un abattoir incendié. Le maréchal mangea peu, et plus la nuit s'avançait, plus son inquiétude et son agitation augmentaient. Enfin on vint lui annoncer l'approche de l'escorte. Peu après, les deux capitaines se présentèrent eux-mêmes. Il les invita à se mettre à table ainsi que les autres officiers des deux compagnies. Il leur renouvela toutes les questions qu'il leur avait faites aux premières rencontres; puis il sortit, et nous le suivîmes, pour aller donner un coup d'œil au bivouac de nos fantassins. Le camp était déjà dessiné et installé, les tentes dressées. Les hommes chantaient ou se nettoyaient, et se livraient à d'autres petits soins de ménage et de toilette.

Ces tentes, inventées en Afrique, n'ont pas trois pieds de haut le long de l'arète qui en marque le sommet. Elles se composent tout uniment du sac de campement qu'on donnait originairement aux hommes pour s'envelopper pendant la nuit. Ce sac, qui ne couvrait que les parties inférieures jusqu'aux épaules, permettait à l'homme d'absorber par la tête et par les voies respiratoires toutes les influences malignes du serein, de la rosée et des autres émanations terrestres. Or ces émanations nocturnes ont été reconnues comme le véhicule le plus énergique de l'infection qui a fait tant de victimes. Un employé de l'administration militaire imagina d'ouvrir ce sac en deux, d'y coudre quelques anneaux ou quelques cordons, et, au moyen d'un long bâton couché sur deux autres plus courts et qui servent de montans, il construisit une tente, ou plutôt une espèce de toit en toile. Dans la pratique, plusieurs hommes s'unissent ensemble pour avoir une tente plus grande et mieux fermée. Les sacs qui ne servent pas à former la tente proprement dite servent de courtines pour en clore les deux extrémités. Quatre hommes couchés en travers reposent ainsi sous un abri aussi parfait que puisse l'avoir un soldat en campagne. Le maréchal ne tarissait pas sur le bienfait de cette invention. Il regrettait de n'en pouvoir nommer l'auteur, dont le nom lui avait échappé; « mais je le ferai rechercher, disait-il: c'est un homme que je dois faire récompenser. » Je ne sais s'il aura eu le loisir de tenir cet engagement qu'il prenait avec lui-même.

Cette invention, des plus simples, est en effet des plus méritoires en ce sens que, remplissant les conditions de la tente, elle n'en a pas les inconvéniens. Cette tente nouvelle est légère et portative. Elle n'augmente pas ce train de bagages, ces *impedimenta*, comme disait le maréchal après les anciens,

qu'une armée doit traîner après elle, — considération très importante dans un pays sans routes, sans ponts, où il fallait néanmoins tout porter avec soi et lutter d'agilité avec un peuple qui a son clocher et sa patrie sur la selle de son cheval. L'effort de génie du maréchal Bugeaud a été surtout d'alléger son armée. Il a rejeté bien loin les gros canons, les gros caissons, tous les gros charrois du maréchal Valée. Il n'avait point de carrés à enfoncer, ni de redoutes à enlever; une simple artillerie de montagne portée à dos de mulets devait suffire pour les grands jours. Avec son extrême bon sens, il a également rejeté le système de quelques généraux de cavalerie qui, à ce même point de vue du besoin d'alléger l'armée, voulaient que la guerre fût une guerre de cavalerie exclusivement, et reléguaient l'infanterie à la garde des places et des magasins. Le maréchal leur démontrait fort bien, d'abord que ce n'était point une guerre de cavalerie seulement, mais ensuite et surtout qu'une cavalerie obligée, comme on l'était presque toujours en Afrique, de porter avec elle son orge et sa paille serait plus lourde que l'infanterie même, parce qu'elle aurait plus d'*impedimenta;* qu'obligée aussi de garder elle-même ses bagages et ses ambulances, elle cesserait de pouvoir agir comme cavalerie, sans devenir apte aux services de l'infanterie. Quant à lui, il se représentait le rôle de l'infanterie dans cette guerre comme celui d'une forteresse mobile qui fait voyager avec elle ses magasins, et qui au besoin peut envoyer une partie de sa garnison faire des sorties sur l'ennemi. Dans ce système, l'infanterie, rendue aussi légère que possible, gardait d'abord le convoi, rendu lui-même très mobile par la substitution des bêtes de somme aux charrois. Du sein de cette forteresse, la cavalerie pouvait à volonté s'élancer, faire des pointes de dix, quinze, vingt lieues même suivant les circonstances, et se faire appuyer au besoin par une partie de l'infanterie qui, laissant le sac au convoi, n'emportait que ses armes et ses cartouches. A l'infanterie revenait d'ailleurs une partie essentielle des opérations de cette guerre, comme de découvrir et de vider les silos, raser les gourbis, quand il y en avait, détruire les oliviers, les figuiers et les autres plantations ou récoltes, toutes choses pour lesquelles le cheval est un compagnon inutile et gênant. Tout cela fait, on retournait au convoi, qui lui-même avait continué sa marche, et l'on se rejoignait à moitié chemin.

Par cette heureuse combinaison de moyens, chaque corps était en tout temps apte à rendre le maximum de services possible. La cavalerie était toujours et tout entière disponible et mobile. L'infanterie n'avait qu'à jeter son sac, qui venait lui-même la retrouver, pour devenir la plus légère des infanteries. Celle d'Afrique en marche était d'ailleurs extraordinairement chargée. Pour avoir le moins de convois et par conséquent le moins de mulets possible à conduire et à garder, on mettait sur le dos des hommes tout ce qu'on y pouvait mettre. Un fantassin portait d'abord son sac à vêtemens, allégé, il est vrai, de tous ceux dont on présumait qu'il pourrait se passer pendant l'expédition, son sac de campement ou tente, et sa couverture de laine, ses rations de vivres pour cinq jours, pain, riz, café, etc., soixante cartouches, les bidons, marmites et autres ustensiles pour la cuisine ou la provision d'eau, quelquefois même le bois nécessaire pour faire la soupe, enfin son fusil d'une main, et de l'autre les longs bâtons qui servent à dresser

la tente. Ces longs bâtons dans les rangs offrent même un spectacle assez étrange à des yeux qui n'ont pu voir de troupes qu'en Europe. Vu de derrière dans cet équipage, le soldat disparaît complétement. On n'aperçoit plus en quelque sorte qu'un ballot qui marche. Aussi les Arabes, assez enclins à dédaigner le fantassin, appelaient le nôtre à l'origine *âskeur djemel* (fantassin-chameau). Quoi qu'il en soit, c'est dans cet attirail que notre infanterie a poursuivi sans la laisser respirer la cavalerie d'Abd-el-Kader, a éreinté, cerné et acculé un ennemi qui semblait avoir des ailes, a exterminé ses tribus nomades, bien plus encore par la fatigue et l'épuisement que par le fer et le feu. Mais on a vu par quels moyens le maréchal était parvenu à faire, quand il le voulait, de cette infanterie si lourdement chargée, une troupe plus légère devant l'ennemi qu'à la parade. C'est de ces objets qu'il nous entretenait en cheminant dans la vallée du Chelif. « J'ai rendu, disait-il, l'armée française bien agile, et je crois avoir presque atteint, sous ce point de vue, le dernier terme où l'on puisse aspirer. Peut-être cependant y a-t-il encore quelque chose à faire... Je ne sais, il se pourrait que de l'infanterie montée, des mulets..... un mulet pourrait porter deux hommes..... » Il n'achevait pas. On voyait qu'il cherchait le moyen de conserver son infanterie fraîche, ou de pouvoir la faire marcher tout en la reposant, lorsqu'elle serait fatiguée; mais cela nécessitait des mulets de main et par conséquent allongeait les convois : voilà pourquoi sans doute ce qu'il laissait percer de ce projet restait à l'état inachevé de monologue avec sa propre pensée. On comprend combien, dans cette préoccupation constante, il devait priser l'invention du garde-magasin qui avait trouvé le moyen de fournir un logement de campagne aux soldats, sans même ajouter un mulet aux convois. « Cette invention, disait-il, a été le salut de l'armée. Elle nous a permis de tenir la campagne pendant des mois entiers sans voir nos colonnes fondre dans les ambulances. Aucun homme n'a rendu un plus grand service à son pays, à l'humanité. »

Du Djendel, nous devions aller coucher à Miliana. Nous n'avions donc plus besoin de notre infanterie pour la garde de notre camp cette seconde nuit. Nos deux compagnies retournèrent à Médéa, non sans mille recommandations du maréchal au commandant du détachement. — Ne vous pressez pas; faites-les bien reposer. Aujourd'hui vous avez le temps. — Nous-mêmes, à l'aube du jour, nous montâmes à cheval après leur avoir fait nos adieux et en jetant un dernier regard sur la maison si dépaysée de Bou-Alem, sur le misérable *douar* qu'elle dominait et sur nos tentes qu'on repliait.

Nous prîmes notre route vers la vallée que nous ne devions plus quitter jusqu'à Orléansville. Nous descendions tranquillement de mamelon en mamelon et d'ondulation en ondulation, à la lueur d'un jour encore incertain, lorsque tout à coup nous nous aperçûmes que nous avions une escorte d'un nouveau genre. Nous avions bien entrevu, dans la pénombre et en avant de nous, deux ou trois groupes de cavaliers bédouins qui semblaient nous servir de guides; mais ces cinq ou six hommes, qui peut-être étaient là comme curieux ou s'en allaient au marché voisin, ne nous avaient nullement donné à soupçonner le régal qui nous attendait. Voilà qu'au premier rayon de soleil, un ouragan de *bernous* se précipite sur nous au grand galop de cent

cinquante chevaux et vient nous décharger ses fusils dans les jambes. C'était le *goum* de Bou-Alem qui nous donnait ou plutôt qui se donnait la *fantasia*. Les Arabes ont pour cet exercice un goût furieux et désordonné, et je crois que leurs chevaux le partagent. Autrement, comment ces pauvres bêtes y tiendraient-elles? Les maîtres ne les ménagent pas, tant s'en faut. Dès la première volte, il n'y avait pas un de ces nobles animaux qui n'eût les flancs ruisselans de sang et la bouche remplie d'une écume ensanglantée. Se mettre au galop pour aller prendre du champ à quelque cent mètres, revenir à toute bride et s'arrêter court sous le nez de nos chevaux aussitôt le coup de fusil tiré, puis recommencer immédiatement, c'est là ce qu'ils firent durant toute la journée, et chaque cheval dut avoir couru au moins ses cinquante ou soixante lieues avant le soir. Le maréchal avait encouragé d'abord ces divertissemens par ses *sahha! sahha!* qui étaient la politesse obligée. Bientôt il en fut étourdi, et il commença à dire : Assez! assez! Mais comment faire entendre cela à des Arabes? Ils redoublaient au contraire, et des ordres formels, transmis régulièrement, ne les continrent qu'à moitié vers la fin du jour.

Tous les officiers de la garnison de Miliana s'étaient réunis en cavalcade pour venir au-devant du maréchal. Le général Levasseur était à leur tête. Ils nous rencontrèrent dans la plaine à deux ou trois lieues environ de Miliana. Bien longtemps avant d'y arriver, nous apercevions cette ville comme un petit point blanc à mi-côte du Zakkar, qui est un terrible pic de l'Atlas. Après une halte faite au camp du Marabout, situé au pied de la montée, nous commençâmes notre ascension en suivant cette fois une véritable route ouverte par nos soldats. Miliana est aujourd'hui une petite ville de construction presque entièrement française. La plupart des rues et des maisons mauresques ont disparu. Située comme elle est, et surplombée par le Zakkar, qui, à partir du mur d'enceinte, s'élève droit en pain de sucre au-dessus de toutes les autres montagnes de cette chaîne, on se demande comment une pluie de printemps ne suffit pas pour faire couler la ville dans la plaine. Au débotté, nous allâmes visiter un magnifique hôpital construit par l'armée et qui vaut à lui seul autant que toute la ville, puis nous revînmes dîner chez le général Levasseur. Malheureusement *les civils* troublèrent la fête. Ils formèrent une députation qui vint présenter au maréchal les hommages de la population et lui faire connaître ses besoins. Parmi ces besoins se trouvait celui d'un commissaire civil pour l'administration municipale et d'un juge de paix pour l'administration de la justice. C'était blesser Achille au talon. Quatre députés étaient là qui entendaient ce vœu officiellement formulé, en dépit de toutes les théories du maréchal, et qui en pouvaient rendre témoignage à la France. Le maréchal accueillit les envoyés à peu près comme il avait reçu les colons de Beni-Mered demandant la dissolution de la communauté, avec cette différence cependant qu'il ne leur accorda pas, en forme de punition, l'objet de leur demande. Il leur exposa sa théorie des avantages d'une administration gratuite et expéditive, d'une justice gratuite et fondée sur le bon sens, sinon sur la connaissance des lois; il leur reprocha leur ingratitude envers les officiers qui se dévouaient à une tâche pénible et étrangère à leur carrière, sans avoir rien à y gagner; puis il les congédia avec assez d'humeur.

Le lendemain de bonne heure nous reprîmes notre course. Nous redescen-

dîmes dans la vallée, non par la route, mais à vol d'oiseau et par une série de mamelons dans les gorges desquels le maréchal nous fit voir le lieu d'une embuscade qu'il avait tendue à 15,000 Kabyles au mois de mai 1842. Il avait masqué le gros de sa colonne par les plis du terrain, envoyant seulement le général Changarnier au-devant des Kabyles pour les agacer et les amener à ses fins. Le général Changarnier, qui avait avec lui le duc de Nemours, avait ordre de ne point tenir contre les Kabyles, mais de feindre une retraite, de manière à les attirer jusqu'à l'entrée d'un ravin tortueux qui allait déboucher dans la plaine. L'infanterie du maréchal, soigneusement cachée, couronnait des deux côtés les hauteurs du ravin; sa cavalerie tout entière était massée au débouché dans la vallée. Les Kabyles, une fois entrés dans cette souricière qui se serait refermée sur eux, eussent été fusillés d'en haut, à droite, à gauche et en arrière, et poussés ainsi jusqu'en bas, où la cavalerie les eût achevés. Pas un n'eût échappé. Le coup manqua, à ce que nous dit le maréchal, parce que le général Changarnier, au lieu d'exécuter strictement ses ordres, voulut à lui tout seul avoir raison des Kabyles, et les chargea avec une vigueur très intempestive. Il en tua une ou deux centaines, mais le reste échappa, et la journée fut manquée; l'insurrection du Dahra conserva le gros noyau de ses forces pour l'avenir. Le maréchal, qui ne les retrouva que trop en 1845, avait encore sur le cœur cette journée du 8 mai 1842. La vue du terrain si admirablement disposé ravivait amèrement ses regrets.

Nous passâmes le Chelif sur un pont en pierre, ouvrage des Turcs, le premier que nous rencontrions, et le seul, à ma connaissance, qu'ils eussent dans la province après celui de l'Arrach, tout près d'Alger, au pied de la Maison-Carrée. Notre bivouac était marqué à l'Oued-Rouina. Un détachement d'infanterie de Miliana nous y avait précédés, et cette fois nous nous gardâmes sévèrement. Nous étions au milieu d'un pays très dur à soumettre et à grand'peine pacifié. En face de nous, de l'autre côté du Chelif, nous avions les montagnes des Braz, indomptable et puissante tribu kabyle; derrière nous, l'énorme pâté montagneux de l'Ouarensenis, si fameux dans cette guerre, et dont les dernières racines venaient, sous forme de collines plus ou moins abruptes, se mirer dans le Chelif. Nos avant-postes furent établis à mi-côte sur ces collines, et pendant une partie de la soirée nous pûmes, à travers les hautes broussailles qui les cachaient, distinguer leurs feux, qu'on eût presque pris pour des étoiles.

Ce fut dans ce pays perdu, au milieu des bois de lentisques, de chênes verts et d'oliviers, que nous fîmes le lendemain une rencontre pareille à celle du col de Mouzaïa : deux ouvriers français qui s'en allaient tout seuls, à pied et sans même un bâton, d'Orléansville à Miliana, petit voyage d'agrément où, pendant deux jours et demi de marche, on n'a pour abri que le ciel, pour protection que le ciel et pour subsistance que ce que l'on emporte, ou des racines et des asperges sauvages! Ce soir-là, nous bivouaquâmes sur l'Oued-Fodda, autre nom fameux dans cette guerre, et qui semblerait viser à un autre genre de célébrité (1). Nous n'étions plus qu'à six ou sept lieues d'Orléansville.

(1) *Oued-Fodda*, rivière ou ruisseau d'argent. Nous n'y vîmes même pas d'eau.

Averti de notre arrivée, le colonel Saint-Arnaud, qui commandait la subdivision, vint au-devant du maréchal au milieu d'un brillant entourage d'officiers. Nous avions déjeuné avant de partir, et il n'y avait guère plus d'une heure que nous avions quitté notre bivouac, lorsque dans cette vaste plaine nous commençâmes à distinguer la petite cavalcade à deux ou trois lieues en avant de nous. C'était faire plaisir au maréchal que de commencer à nous faire les honneurs d'Orléansville par nous montrer le beau jardin et la pépinière que la garnison a créés et entretient à un petit quart de lieue de la ville, du côté de Miliana. Le colonel Saint-Arnaud nous y mena donc d'abord; mais nous savions déjà ce qu'on pouvait attendre en ce sens des soins de l'armée, et combien elle avait été ingénieuse à se procurer les facilités ou les agrémens de la vie. Outre son jardin, Orléansville avait aussi une ferme militaire, une véritable exploitation agricole. Cette ferme est située de l'autre côté du Chelif, qu'on traverse sur un pont de bois *à l'américaine*, construit également par l'armée. Des chevaux de rechange nous attendaient dans la ville, et on ne nous laissa que le temps de passer d'un étrier à l'autre pour nous faire faire cette nouvelle excursion.

Le maréchal cependant était souffrant, et la demande de la députation de Miliana lui avait laissé de l'humeur. Il en avait souvent parlé pendant la route. Au dîner, il y revint. Il ne comprenait rien à cette manie. — Que veulent-ils? Sont-ils fous? Ils ont besoin de nous à chaque instant; ils ne peuvent rien faire sans nous; en tout, pour tout, ils ont recours à nous, et les voilà qui veulent se séparer de nous! Où trouveront-ils dans l'autorité civile les ressources et l'assistance que leur fournit constamment l'autorité militaire? Voyons, colonel Saint-Arnaud, puisque nous en sommes là, dites-nous ce que vous avez fait ici pour la population civile.

Le colonel Saint-Arnaud, dont la modestie était mise en jeu, s'en tira par des saillies qui ne répondaient pas précisément aux intentions du maréchal. Il vanta la superbe organisation qu'il avait donnée à la milice, la rigueur disciplinaire qu'il y maintenait, la beauté vraiment militaire qu'il avait donnée à cec orps, et dont on allait juger à l'instant, si le maréchal en témoignait le désir. — Mais aussi, ajouta-t-il, à la moindre négligence, je les mets dans le silo la tête la première. Voilà ce que j'ai fait pour eux.

On ne pouvait pas tenir à une pareille conclusion, et le maréchal pas plus que les autres, quoiqu'il n'y trouvât pas son compte : il y eut un rire universel; chacun en riant étudiait cependant le rire de son voisin. Un commandant du génie, chef du service dans la subdivision d'Orléansville, rajusta les choses en disant : « Messieurs, le colonel Saint-Arnaud n'a pas voulu se rendre justice à lui-même; mais il m'appartient de dire ce qui a été fait ici par ses ordres en faveur de la colonie. » Il raconta alors comment beaucoup de colons n'avaient pu bâtir leurs maisons qu'à l'aide du travail des soldats et des matériaux militaires, dont l'avance leur était faite par le génie; que les fonds mis par le budget à la disposition du génie pour ses travaux de tout genre avaient souvent servi à venir en aide aux colons, qui, à la vérité, les avaient fidèlement remboursés; qu'à défaut de ces fonds, le colonel Saint-Arnaud les avait souvent assistés de sa bourse, et qu'en ce moment plusieurs étaient encore ses débiteurs; que les transports de marchandises ou de matériaux

appartenant aux colons étaient constamment facilités par les convois du train des équipages militaires, etc. — Eh bien! vous le voyez, dit le maréchal, que gagneront-ils à passer de la tutelle paternelle de l'autorité militaire sous celle de l'autorité civile? Sera-ce l'autorité civile qui leur prêtera ses bras pour bâtir leurs maisons, ou ses équipages pour y faire voyager leurs marchandises? Où prendrait-elle cette abondance et cette variété de ressources que l'organisation de l'armée lui permet de mettre sans frais à la disposition des colons? Que les faiseurs de théories qui les excitent à réclamer des garanties, des institutions civiles, viennent donc ici leur garantir d'abord la première de toutes les nécessités, celle de pouvoir subsister et s'établir dans le pays!

A cela on pouvait répondre : — Il est très vrai que l'armée peut faire pour les colons ce que ne pourrait pas l'autorité civile; mais est-il donc absolument indispensable que, pour leur prêter une assistance dont ils lui rendent d'ailleurs l'équivalent sous mille formes, elle soit investie du droit de les administrer et de les juger? S'il n'y a avantage réel ni pour les colons ni pour l'armée au maintien d'un état de choses contre lequel ils protestent, est-ce donc uniquement à titre de sujets que l'armée persisterait à les retenir sous sa juridiction, et la France non militaire doit-elle ici se ranger dans la catégorie des vaincus? Ce n'est pas ainsi que les Romains, nos maîtres en colonisation, et qui en ont laissé de si beaux vestiges en Algérie, entendaient la condition du citoyen romain transporté dans la colonie. La loi de Rome tout entière l'y suivait et l'y protégeait comme à Rome même, et le proconsul n'avait pas le droit de lui imposer d'autres juges ni d'autres sanctions que ceux de cette loi. *Civis Romanus ego sum!* On ne voit pas que cela ait nui à l'essor des colonies romaines. Le maréchal, qui était plein de cette étude et de ces souvenirs, aurait pu en faire l'application à la question présente. A Orléansville, tout les lui rappelait, jusqu'au nom arabe de ce site repeuplé par nous (1). La ville française est en effet bâtie au-dessus d'une ancienne ville romaine qui s'est ensevelie dans sa propre poussière. Le sol ancien se retrouve aujourd'hui sous les fondations de la ville nouvelle, et forme le fond des caves. On a mis à découvert de précieux vestiges de l'antiquité, entre autres une grande mosaïque de l'époque chrétienne et parfaitement conservée. On a dégagé entièrement la mosaïque; par malheur, les travaux en sont restés là. Rien ne la protége, et à l'époque où nous l'avons vue, l'excavation qu'on avait pratiquée pour la mettre à découvert était un cloaque où s'abritaient toutes sortes d'immondices.

Pendant le dîner, on nous annonça l'arrivée du commandant Féray, gendre du maréchal, qu'un bateau à vapeur avait transporté d'Alger à Ténès, et qui de Ténès était venu nous rejoindre à Orléansville en compagnie du lieutenant-colonel Canrobert, commandant supérieur du cercle de Ténès. M. de T..., avant de partir d'Alger, s'était réservé près du maréchal la liberté de ne pas l'accompagner jusqu'au bout. Les études qu'il avait à faire sur la colonisation des environs d'Alger, les rendez-vous qu'il avait aussi pris dans la province de Constantine et la prochaine rentrée des chambres, à laquelle il voulait être présent, lui faisaient une loi de ne point dépasser Orléansville. Le bateau à

(1) *El-Asnam*, les colonnes, les statues, ou, d'une manière plus générique, les sculptures.

vapeur qui avait amené le commandant Féray était celui même qui suivait de loin le maréchal dans ses expéditions, et qui se tenait sur les côtes à portée de ses ordres. Le maréchal le mit à la disposition de M. de T... et de deux autres députés qui se joignirent à lui. Quant à moi, j'avais promis à M. de T... de ne le point quitter, quoi qu'il fît, et malgré ses instances pour que je ne me privasse point du reste du voyage, je m'obstinai à rester le fidèle compagnon de sa fortune. La simple curiosité de voir du pays et de manger la *dhiffa* du grand chef Sidi-Laribi ne pouvait plus d'ailleurs lutter en moi contre l'abasourdissement et la fatigue de cette vie à cheval. Notre départ fut donc résolu.

A Orléansville, il y avait plus qu'un jardin et plus qu'une ferme; il y avait une chose d'extrême civilisation, un théâtre monté par le colonel Saint-Arnaud et construit en bois par le génie. Des sous-officiers y remplissaient l'emploi de jeunes premiers, les amoureuses étaient jouées par des femmes quasi-militaires de la population civile. La représentation qu'on nous y donna me fournit une occasion personnelle de constater comment d'échelon en échelon et de délégation en délégation l'omnipotence militaire finissait par devenir une poussière d'autorité extrêmement incommode pour ceux qui y étaient exposés. Pendant l'entr'acte, j'étais descendu prendre l'air au pied du monument. Un sergent en bonnet de police vint à passer par-là. Le sergent, qui devait être un personnage d'importance, peut-être le greffier du ressort, m'avait à peine aperçu, qu'il m'apostropha de sa voix la plus rude et dans les termes les plus militaires. — Allez-vous-en, me dit-il, et au plus vite, ou sinon je vous mets dedans. — Ceci me parut un peu fort, et pour me trouver en territoire mixte, je ne me croyais pas encore en puissance de sergent. — Eh! qui donc êtes-vous, lui dis-je à mon tour, pour traiter ainsi les gens? Êtes-vous seulement factionnaire? Non, puisque vous êtes sergent. Êtes-vous chef de poste? Non, puisque vous n'êtes pas en tenue de service. Passez donc votre chemin, et ne poussez pas la plaisanterie trop loin, ou sinon ce serait vous qui seriez mis dedans. — Le sergent se rappela alors que le maréchal était entré ce jour-là même dans la ville, entouré de quelques figures semblables à la mienne, et il se retira en balbutiant des excuses. Nous rîmes beaucoup le soir, M. de T... et moi, de cette petite aventure. Nous avions déjà commenté plus d'une fois ces divisions en territoires civil, mixte et arabe. — Je sais maintenant, lui-dis-je, ce que c'est qu'un territoire mixte : c'est un territoire mêlé de sergens.

Le lendemain, après avoir fait nos adieux au maréchal et à nos compagnons de voyage, nous prîmes le chemin de Ténès sous la conduite du lieutenant-colonel Canrobert. Ce voyage, affreux d'ailleurs, avait ceci d'intéressant, que nous allions traverser le principal foyer de l'insurrection du Dahra l'année précédente, et en compagnie de l'homme qui, avec le colonel Saint-Arnaud, avait eu sur les bras le gros de cette guerre. Le lieutenant-colonel Canrobert, aujourd'hui général de division, est un homme de moyenne taille, vigoureux, tout militaire et de la bonne race. Sa parole est sobre et peu bruyante, ses manières simples, son geste et sa contenance posés, mais pleins de décision. Comme chef militaire ou comme homme, son abord prévient et inspire tout d'abord la confiance.

Le Dahra (1) est une longue chaîne de montagnes qui s'étend entre la vallée du Chelif, depuis les environs de Mostaghanem jusqu'à Ténès, d'où elle se relie, par Cherchel, avec l'autre chaîne qui entoure le bassin de la Metidja. Nous avions à traverser le Dahra dans une partie qui n'est pas la plus élevée, mais qui n'est pas la moins tourmentée. On comprend en passant par là combien devait être dure cette guerre que nos soldats y ont eu à soutenir contre la race énergique et sauvage des Kabyles (2). Il y a cinquante kilomètres de Ténès à Orléansville; qui croirait qu'au beau milieu de ce vaste guêpier, un Français a eu l'audace d'établir une ferme où il a tenu bon pendant toute l'insurrection, sans en vouloir sortir lui-même et sans qu'un Kabyle y ait pu entrer? L'énergie de cet homme a été une ressource précieuse pour les détachemens qui tenaient la campagne entre Ténès et Orléansville, et qui trouvaient à la ferme des Trois-Palmiers des rafraîchissemens et un lieu de sûreté.

Cette ferme était située sur le territoire d'un des chefs les plus féroces du Dahra, le fameux Kobzili, dont le *douar* était à une portée de fusil de la ferme au moment de notre passage. C'était chez lui que le colonel Canrobert avait décidé que nous déjeunerions. Nous ne fîmes donc qu'une courte halte à la ferme; mais, peu enthousiaste de la cuisine arabe, j'y fis provision de saucisson et de quelques bouteilles de vin. Avant tout, et comme nous arrivions chez Kobzili sous les auspices du colonel, j'avais demandé à ce dernier si le vin et la viande de porc ne seraient pas un scandale qui violerait les lois de l'hospitalité. — Faites, faites, me dit le colonel; nous n'avons pas à ménager cet animal-là. — Il paraît en effet qu'à part l'hostilité déclarée dont on l'avait bien guéri, le mauvais vouloir de Kobzili à notre égard était tel que nous n'avions rien à perdre dans ses bonnes grâces. Il n'y avait qu'une politique à suivre avec lui, celle de le contenir par la terreur.

Nous arrivâmes donc à son *douar* ou plutôt à sa *dachra,* car il logeait dans le *gourbi* et non sous la tente, sans que rien fût disposé pour nous recevoir, quoique nous eussions été annoncés. Personne ne venait à nous. Les quelques figures que nous voyions passer d'un *gourbi* à l'autre semblaient ne pas s'apercevoir que nous fussions là. On fut en quelque sorte obligé de mettre en réquisition les premiers qu'on put attraper. Le colonel leur demanda où était Kobzili, et comment il se faisait qu'il ne se présentât pas. On répondit qu'il était parti à cheval le matin pour je ne sais quel marabout où les autres chefs de ce cercle devaient aller saluer le maréchal au passage. Ce zèle parut trop beau au colonel, qui connaissait l'homme et qui n'en crut rien. — Vous allez dire à Kobzili que je lui ordonne de se présenter sur-le-champ, et que, s'il ne le fait pas, ce sera moi qui me chargerai de le déterrer. En attendant, préparez-nous la *dhiffa.*

Nous avions, pour appuyer cette menace, une escorte d'une douzaine de chasseurs d'Afrique, superbe cavalerie d'ailleurs, et dont le prestige grandis-

(1) *Dahr, Dahra,* signifie *dos* en arabe.

(2) Les Français, en arrivant en Afrique, ont adopté, pour beaucoup de noms inconnus, l'orthographe des voyageurs ou géographes anglais, très rationnelle chez ceux-ci, très impropre dans notre langue pour reproduire les mêmes noms. C'est ainsi, par exemple, que nous avons écrit *Sidi-Ferruch* pour *Sidi-Ferredj,* et *Kabyle* pour *Kabaïle.*

sait singulièrement dans la circonstance. L'ordre du colonel dut être plusieurs fois répété. On feignit d'envoyer des émissaires de divers côtés; mais le déjeuner était servi, et nous étions en train de déchiqueter quelques poules étiques noyées dans des écuelles remplies de je ne sais quelle graisse indéfinissable, lorsque Kobzili parut. Il était en *temak* ou bottes arabes de maroquin rouge, comme un homme qui descend de cheval. Il baisa la main du colonel, fit tous les *salamaleks*, raconta qu'il s'était mis en voyage pour aller saluer le maréchal, mais qu'ayant appris en route l'arrivée du colonel dans son *douar*, il s'était empressé de tourner bride pour venir le recevoir. Le colonel lui répondit : C'est bien; mais qu'une autre fois je ne t'y prenne plus.

Kobzili était un petit homme trapu, aux épaules larges comme une porte cochère. On racontait de lui des histoires atroces, mais non plus que sa figure. Sa bouche contournée semblait une énorme balafre qui lui traversait une joue pour aller rejoindre la tempe. On disait qu'un accès de colère lui avait laissé cet ornement. Ses petits yeux jaunes et inquiets semblaient être ceux d'un jaguar qui épie sa proie. Dans un autre accès de colère, il aurait, à ce qu'il paraît, éventré une de ses femmes à coups de yataghan. Tout tremblait autour de lui, et l'on comprend facilement en effet ce que de pareilles passions, servies par une structure athlétique, devaient imprimer de terreur chez ceux qui avaient à en essuyer les orages. Il n'y avait pas d'atrocités qu'il n'eût commises pendant la guerre. Nous le regardâmes avec le genre de curiosité que peut inspirer une bête féroce réduite à l'impuissance de dévorer ses spectateurs.

Une chose bien remarquable avant d'arriver à Ténès est la gorge de l'Oued-Allalah. C'est une crevasse étroite, surplombée par des roches qui s'élèvent presque toujours verticalement à plusieurs centaines de mètres de haut. On fait quatre kilomètres dans cette ornière de titans. Peu de spectacles au monde ont une plus sévère et plus redoutable majesté. A l'entrée de cette gorge sont des mines de cuivre dont on nous montra des échantillons. L'autre extrémité s'évase un peu avant de déboucher dans la mer. Dans cet évasement, formant un petit vallon encaissé, sont quelques jardins et la toute petite ville mauresque du vieux Ténès. La ville française, plus élevée, est construite sur la falaise, et touche à la mer.

Le bateau à vapeur nous y attendait; mais le colonel Canrobert nous retint à dîner. Notre amphitryon et le commandant du *Caméléon* nous pressaient d'aller à Oran avant de retourner à Alger. Le commandant, allié du maréchal, y mit surtout les plus aimables instances : ses ordres étaient de mettre son bateau à la disposition de MM. les députés, et, quant à lui, il serait heureux de les mener partout où ils voudraient, n'ayant besoin de se trouver à Oran que pour l'époque où le maréchal y arriverait. Deux des trois députés n'avaient aucune objection; ils s'en remirent à M. de T..., retenu par le peu de temps qui lui restait pour tout ce qu'il avait à faire et par des raisons de famille qui exigeaient son retour à Alger pour le lendemain. On lui promit de lever cette dernière difficulté en envoyant la nuit même une caravelle qui serait le lendemain matin à Alger, et préviendrait les inquiétudes que l'ajournement de son retour pourrait faire naître. Cette offre levait la seule difficulté qui pût rester, et notre départ fut décidé. Une heure après, nous

nous séparions du colonel Canrobert, emportant la plus vive estime pour sa personne et le regret de la brièveté du voyage que nous avions eu à faire avec lui. Les roues fouettèrent l'eau, et nous voguâmes vers Oran.

Nous y fûmes reçus par le général Lamoricière, qui nous fit encore monter à cheval pour parcourir les environs, dont la plus grande curiosité était alors un village nègre, frère aîné des villages français qui n'y existent peut-être pas encore. Oran est bâti, comme Alger, sur une pente extrêmement abrupte. Rien d'aride et de nu comme l'immense plaine qui se déroule à partir du sommet. A droite, en tournant le dos à la mer, cette plaine est dominée par un pic élevé où l'on aperçoit un vieux fort espagnol qui faisait partie des défenses d'Oran; à gauche, à l'horizon, la montagne des Lions; en avant, rien. Il y avait cependant par-ci par-là quelques velléités de culture européenne. Nous allions à la recherche d'un champ labouré, comme s'il se fût agi d'une Amérique. M. Azéma de Montgravier, chef du bureau arabe d'Oran, mettait le plus aimable empressement à nous guider dans ce voyage de découvertes. M. de T... recherchait avidement l'entretien des officiers des bureaux arabes, hommes d'ailleurs fort distingués pour la plupart. Durant tout le voyage, il n'avait point quitté M. le commandant Durrieu, alors chef du bureau arabe de Médéa, ou M. de Salignac-Fénelon, chez qui nous avions logé à Miliana, où il remplissait les mêmes fonctions, et qui se joignit également à nous jusqu'à Orléansville.

Toute l'attention du général Lamoricière était alors tournée vers la frontière du Maroc, encore agitée par la présence d'Abd-el-Kader. On négociait en outre avec l'émir la remise des quelques prisonniers français qui n'avaient point été massacrés. Le dîner fut animé par l'arrivée d'un jeune officier de marine, agent actif de cette négociation, et qui, par une mer affreuse, s'était jeté dans une caravelle pour venir annoncer au chef de la division d'Oran que le colonel Courby de Cognord et ses compagnons venaient d'être remis au gouverneur espagnol de Melilla, près duquel ils attendaient qu'un bateau à vapeur les vînt chercher. Ce jeune officier, qui venait de passer plusieurs nuits sans dormir, portait encore en lui l'animation fiévreuse avec laquelle il s'était dévoué à cette pieuse tâche. Sa mission officielle remplie près du général, il eut à satisfaire l'avide curiosité des convives, qui ne se lassaient point d'écouter ou de provoquer ses récits sur l'état des prisonniers, sur le camp d'Abd-el-Kader, sur les voyages répétés que les vicissitudes des négociations lui avaient fait faire, nuit et jour, pendant plusieurs jours de suite, de Melilla à ce camp. Les prisonniers durent au concours très empressé du gouverneur de Melilla, au courage et à la brûlante activité du jeune officier de marine, M. Durand, de ne pas voir s'éloigner encore le jour de leur délivrance.

Nous partîmes d'Oran par le bateau de service ordinaire, ce qui nous donna occasion de faire escale sur les points intermédiaires de la côte pour y prendre et y remettre les voyageurs ou les correspondances. A Mostaghanem, nous trouvâmes la garnison sous les armes pour l'arrivée du maréchal, qui y était attendu. Le commandant du bateau à vapeur ayant mis obligeamment une heure ou deux à notre disposition, nous profitâmes des chevaux de troupe qui nous furent offerts pour parcourir la ville et ses alentours; mais bientôt

le canon ayant annoncé l'approche du maréchal, nous nous hâtâmes de redescendre à bord pour éviter la rencontre. La mer était grosse et le temps devenait de plus en plus mauvais. Il l'était déjà la nuit de notre départ de Ténès. Aussi, en repassant devant cette ville, M. de T... apprit que la caravelle n'avait pas pu prendre la mer pour porter sa lettre à Alger, ce qui le jeta dans une inquiétude et une agitation violentes. Heureusement la prolongation de son absence n'avait point été interprétée dans le sens sinistre qu'il appréhendait, et il était en effet plus naturel de l'attribuer aux hasards imprévus d'un voyage d'exploration comme celui-là. Un accident ou un malheur arrivé à la compagnie du maréchal eût été immédiatement connu à Alger par le télégraphe, et le lendemain par les estafettes des bureaux arabes. Dès le lendemain de notre arrivée à Alger, nous nous remîmes tous deux en campagne sur des chevaux de troupe, ce qui nous valut l'escorte de deux chasseurs pour les garder et d'un brigadier pour commander les hommes.

III.

On connaît les trois principaux systèmes qui ont été essayés pour la colonisation rurale de la province d'Alger. Des renseignemens historiques précis sur quelques villages pris comme type, un choix de tableaux ou d'anecdotes empruntés à la vie des colons pendant une observation de trois années, suffiront pour compléter cette chronique de *la conquête par la charrue*, au point où les choses en sont aujourd'hui.

Nous sortîmes d'Alger un peu au hasard, et guidés seulement par une carte de la colonisation que j'emportais avec moi. Quelques indications fournies à M. de T... nous mirent d'abord à la recherche d'une ou deux fermes situées dans la direction de Cheragas; nous débutâmes par ce village.

Cheragas a été fondé en 1842 (18 octobre), comme la plupart des autres villages : 1842, c'est la grande année de la guerre et la grande année de la colonisation; tous les plans et projets furent faits dès cette année, toutes les fondations décrétées ou préparées. Quelques-unes seulement éprouvèrent un retard d'exécution qui les ajourna à l'année suivante ou à l'année 1844. La population de Cheragas se composait originairement d'une colonie de Provençaux venus de Grasse. Sur cinquante concessions, le gouvernement ne s'en était réservé que quatorze pour des colons d'autre origine. De ces quatorze concessionnaires, il n'en resta bientôt plus que deux : on fut heureux de recourir encore à la ville de Grasse pour combler les vides. Plus tard, un agrandissement de territoire ayant permis de porter le nombre des concessions à soixante-six, puis à soixante-dix-sept, la ville de Grasse fournit de nouveau douze familles. Le village est donc presque en entier formé de gens qui ont une communauté d'origine, d'idées, d'affections et d'habitudes; c'est là un grand élément de force, et cette circonstance n'a pas médiocrement servi à donner immédiatement au village de Cheragas un caractère de cohésion, de stabilité, qui a porté des fruits rapides.

Ces colons arrivaient pourtant dans les mêmes conditions à peu près que ceux des autres villages. A part deux ou trois qui apportaient de petites avances, les autres avaient à peine sur eux quelque argent de poche. C'est avec cela

qu'ils furent déposés au milieu de la broussaille, où, pour toute installation, ils trouvèrent deux ou trois grandes baraques de bois, en forme d'A, que l'administration avait préparées pour les recevoir. Des matériaux de construction, bois, chaux, pierre, leur étaient en outre avancés jusqu'à concurrence d'une somme de 600 francs; mais, la plupart d'entre eux ne sachant pas employer ces matériaux, l'administration leur vint en aide, en leur livrant tout construits des cadres de maisons en bois qu'ils n'eurent qu'à remplir. Ils se façonnèrent ainsi des habitations auxquelles ils ne surent pas donner une grande solidité, et que le premier hiver endommagea fortement. L'administration en vint donc au parti, généralement adopté depuis, de porter à 800 fr. la valeur de ses avances en matériaux, et de faire construire les maisons par des entrepreneurs. Dans d'autres villages, l'avance des 800 francs de matériaux suffit, mais sur cette somme il n'y avait de matériaux que pour une valeur effective de 600 francs. Le surplus payait le transport, que les colons n'étaient pas libres d'effectuer eux-mêmes, l'administration ayant traité avec des entrepreneurs. Ce système, s'il avait l'avantage de la régularité, avait aussi l'inconvénient de la cherté, car l'administration payait 45 francs, rendu sur place, le mètre cube de chaux que le colon eût payé 30 francs, pris au four, et transporté ensuite lui-même à peu de frais.

La population de Cheragas était active et industrieuse; elle se procura promptement des ressources, soit en portant des légumes au marché d'Alger, soit en allant faire des défrichemens pour le compte d'autrui dans les fermes et maisons de campagne des environs. Elle fut peu ou point éprouvée par les maladies, et elle dut sans doute en très grande partie son état sanitaire à l'état moral où l'entretenait sa force d'unité. En 1846, cette population était arrivée à 454 âmes dont 139 hommes, 89 femmes, 168 enfans et 58 domestiques; elle avait élevé 87 constructions en pierre, dont 7 dans la campagne et 12 aux portes du village, en dehors du fossé d'enceinte, dont elle demandait la suppression. Elle entretenait en activité cinq tuileries ou briqueteries, un four à chaux, un moulin à eau. Plus de la moitié de son territoire était défriché et en culture. 16 concessionnaires avaient déjà leurs titres de concession définitive depuis deux ans, c'est-à-dire que, depuis ce temps, ils avaient rempli toutes les obligations et conditions auxquelles ils étaient tenus envers le gouvernement.

Cheragas est un très joli village, entouré de plantations qui lui donnent un air de vie; mais, pour être complet, il lui manque un clocher. L'arbre et le clocher, deux symboles, deux signes visibles qui rattachent l'homme à la terre et à la foi de ses ancêtres! Ajoutons-y le cimetière, autre lien des générations qui manque également aux campagnes de l'Algérie. La broussaille est le tombeau commun, et le chacal vient librement paître, sur l'asile des morts, la grappe insipide du palmier nain. Il n'y a point de philosophie qui ne soit frappée d'une telle lacune dans l'aspect de cette nature d'Afrique, mais surtout quand on y retrouve la nature cultivée et civilisée. Par quelle singulière émotion, cela nous fut révélé à M. de T... et à moi le lendemain de notre passage à Cheragas! D'Alger à ce village, on se croirait en Europe. Ces versans du Bouzaréah sont couverts d'habitations, de jardins, de cultures. On monte à El-Biar, espèce de faubourg d'Alger qui touche presque aux portes de

la Casbah, et où l'on n'arrive cependant qu'après une montée d'une heure à travers les sites les plus variés, et dont quelques-uns sont certainement au nombre des beaux spectacles qu'il y ait dans l'univers. D'El-Biar on redescend vers Cheragas par une pente douce et légèrement ondulée, sur une étendue de 8 kilomètres environ; mais des deux côtés la route est encore égayée par des plantations, des habitations ou des cultures. A Cheragas, on est au pied des revers occidentaux du Bouzaréah; avec la plaine de Staouéli commence le règne de la broussaille, de la nature inculte, âpre et sauvage. Rien de triste et de désolé comme l'immense bassin de cette plaine limitée au nord par la mer, au sud par le prolongement des collines du Sahel. C'est sur la crête de ces collines qu'on a établi stratégiquement la ligne de villages que nous avions à visiter ce jour-là même ou le lendemain. Nous en avions déjà vu quelques-uns, et nous étions sur la route d'Ouled-Fayet à Saint-Ferdinand, d'où nous voulions gagner Maëlma, situé à deux lieues de là. La nuit venait. Nous cheminions sur un plateau élevé d'où nous découvrions à droite la mer, et, entre la mer et nous, la plaine de Staouéli, image de l'abandon et de la désolation. Une triste broussaille, décharnée et calcinée par l'incendie que les Arabes y allument chaque année, bordait les deux côtés de la route et semblait tendre vers nous ses bras desséchés et noircis. Pas un bruit autre que celui de nos pas dans cette morne immensité, pas un objet dont la vue rappelât le monde des vivans. Tout à coup une bouffée de vent nous apporte un petit son aigu, lointain, presque imperceptible, un son complétement oublié et encore plus inattendu. Nous nous arrêtons, nous nous retournons, l'oreille et les regards tendus. L'*Angelus!* Oui, c'est bien cela; c'est l'*Angelus* sonné au couvent des trappistes! Que d'impressions ce jour-là dans ce coup de cloche!... et il me semble que je m'émeus encore plus que je ne voudrais en le rappelant.

A Cheragas, un prêtre du dehors dit quelquefois la messe dans un des quatre blockhaus qui flanquent le fossé d'enceinte, et qui a reçu la destination de chapelle. C'est là qu'en sont, quand ils en sont là, tous les villages, à l'exception de Deli-Ibrahim, de Sainte-Amélie, de Douéra, de Kouba, de Draria et de Boufarik, qui ont chacun une église. A Saint-Ferdinand, le colonel Marengo et son gendre, M. Cappone, ont construit, pour l'usage de leur famille et pour celui des habitans, une chapelle que Mme Cappone se plaisait à orner et à entretenir. Partout j'ai entendu les colons réclamer un clocher qui, comme ils le disaient, leur rappelât qu'ils sont des hommes et qu'ils ont un Dieu, ainsi qu'un coin de terre sainte qui pût distinguer leur sépulture de celle des bêtes sauvages dont ils sont entourés. Dans ces vastes broussailles d'Afrique, l'homme se sent trop petit, trop isolé, trop séparé de ses semblables, pour ne pas chercher ailleurs la dignité et la force dont il a besoin. On verra à quelles scènes navrantes cette lacune a quelquefois donné lieu.

J'ai déjà nommé Deli-Ibrahim parmi les villages de la première génération, génération toute militaire, ou plutôt cantinière, qui se formait autour des camps pour exploiter les besoins de l'armée; on lui donnait néanmoins ou elle prenait des terres, d'abord pour se loger et ensuite pour faire des foins. La fondation de Deli-Ibrahim remonte à 1832, lorsque le camp établi en ce lieu n'était qu'un poste avancé d'Alger. Les colons y vécurent, à l'origine, de leurs cabarets et des transports qu'ils effectuaient, avec des

bœufs de razzia, pour le compte de l'administration militaire. Plus tard, des besoins d'administration et de célérité firent proscrire les bœufs pour cet usage, ce qui obligea les colons de Deli-Ibrahim à vendre les leurs pour acheter des chevaux ou des mulets. Plus tard enfin, l'administration effectua par elle-même ses transports, et alors les colons furent obligés de demander leur subsistance à d'autres industries : ils se sont mis difficilement à l'agriculture. Depuis 1842, leur principale ressource consistait à faire du bois dans les broussailles de la plaine de Staouéli. De grands propriétaires et des agriculteurs très soigneux appartiennent néanmoins à ce village. L'un de ces messieurs y a établi un superbe moulin à vent. La présence d'une lieutenance de gendarmerie, d'un hôpital civil (aujourd'hui transféré à Douéra), d'une cure, d'un bureau de poste et d'autres petits états-majors entretenait à Deli-Ibrahim une certaine population commerçante en dehors de la population rurale proprement dite. Celle-ci ne se composait que de 50 concessionnaires, dont 8 à peu près étaient dans l'aisance, en ce sens du moins qu'ils ne devaient rien. L'importance actuelle de ce bourg est plus bourgeoise qu'agricole, et son importance agricole tient plus à ses grands propriétaires qu'à ses colons. C'est sur ce territoire que se trouve le premier établissement d'orphelins fondé par le père Brumauld sur des terres d'achat, non de concession. Le gouvernement n'est intervenu dans cette fondation que par des secours en nature et par une subvention de 21 francs par mois pour chaque enfant; on y comptait un certain nombre de petits Arabes rapportés d'expédition par les soldats qui les avaient trouvés au milieu des ruines de leurs douars, ou qu'on a ramassés après la mort de leurs parens dans les rues d'Alger.

Deli-Ibrahim est la tête de cette ligne de villages qui couronnent les hauteurs du Sahel à l'ouest d'Alger. Ouled-Fayet, qui vient après, se rapporte comme origine à la même famille que Cheragas : il a été fondé à la même époque et par les mêmes moyens, sauf l'homogénéité de la population. Le territoire a été divisé en 62 concessions de 8 à 10 hectares, mais elles n'ont pas été réparties entre un semblable nombre de concessionnaires. Quelques-uns d'entre eux ont retenu un certain nombre de lots. Deux propriétaires aisés du nord de la France sont établis à Ouled-Fayet, où ils luttent avec énergie contre les difficultés de la tâche. Quoique voisin de Cheragas, Ouled-Fayet est en effet dans des conditions bien moins favorables. Plus éloigné d'Alger, il a des débouchés moins faciles. Situé sur une crête, il a des terres plus arides, plus exposées à l'action furieuse des vents de mer. Les eaux y sont nulles pour la terre, rares pour les besoins domestiques, malgré une fontaine et un lavoir publics qui sont de fondation dans tous les villages. Malheureusement il est de fondation aussi que l'administration centrale, représentée par les ponts et chaussées, entretienne fort mal les conduits : ils crèvent, ils s'engorgent, et les fontaines tarissent sans que les réclamations les plus pressantes puissent triompher des lenteurs administratives. Sur ce point, de tous côtés les plaintes étaient unanimes. J'ai vu, pour ma part, Ouled-Fayet passer un été sans autre eau que celle de trois puits creusés par des concessionnaires, et l'aqueduc de Cheragas répandre pendant plusieurs mois son eau par le chemin. La conséquence de ceci, au point de vue administratif seulement, est qu'au lieu d'une dépense de 50 centimes qu'aurait

coûtés une réparation faite à temps, on finit par avoir à reprendre toute une maçonnerie pour la refaire à neuf, ce qui occasionne une brèche notable au budget. Une autre conséquence est que les colons, ne pouvant abreuver leurs bestiaux, sont obligés de les vendre à tout prix et d'interrompre leurs travaux. L'entretien de ces conduits devrait être laissé à la charge des villages, moyennant la constitution d'un budget communal formé de prestations en argent ou en nature, ou, au pis-aller, pris sur le budget de la colonisation, dont on détacherait ces dépenses. L'état et les colons y gagneraient. L'administration a par malheur toujours tenu trop étroitement les colons sous sa tutelle. En leur interdisant de rien faire, elle s'est condamnée à tout faire, ce qui est une autre façon de se condamner à ne rien faire, car tout reste à moitié fait, ou mal fait, ou fait à contre-temps, et l'argent se gaspille en pure perte. De là les inconvéniens que nous venons de signaler, de là l'obligation de devenir la mamelle des colons et de leur prodiguer ce qu'on ne leur devait pas, après leur avoir refusé ce qui leur était dû, ce qui est la première de toutes les nécessités de la vie : un peu d'air, de liberté, de spontanéité.

Au commencement de 1847, le maréchal Bugeaud a employé les troupes à des travaux de défrichement dans presque tous les villages du Sahel. C'était une satisfaction qu'il donnait à la fois à deux instincts presque opposés, quoique très réels chez lui : sa sollicitude d'agriculteur et de gouverneur pour la colonisation, qui était son œuvre; sa partialité pour l'armée, dont il voulait faire l'élément universel et le grand pivot de la colonisation. Il disait au colon avec une bonté sincère : « Je viens à ton secours parce que je vois que tu as de la peine à te tirer d'affaire, » et en même temps, se retournant vers la France, vers l'opinion, il leur disait : « Voyez où en serait votre prétendue colonisation civile sans l'armée! »

Le travail des soldats a certainement profité aux colons; mais, tout compte fait, et quoique ce travail ne fût payé que dix sols par jour, le même résultat aurait pu être obtenu à moins de frais par d'autres moyens. C'était l'avis des colons, qui trouvaient que les soldats n'extirpaient pas complétement le palmier nain ni les racines de la broussaille. C'était aussi l'avis de M. le comte Guyot, directeur de la colonisation, depuis préfet de l'Eure, qui trouvait très cher le prix que son budget avait dû payer (25,000 fr.), comparé à la besogne faite. Le travail du défrichement, pour être bien fait, demande une habitude et une sollicitude que le soldat n'y apportait pas et que l'on ne pouvait pas en conscience exiger de lui. Ouled-Fayet eut pour sa part à loger, pendant un mois, une centaine de soldats qui lui défrichèrent 52 hectares.

Au-delà d'Ouled-Fayet, les villages de Saint-Ferdinand, du Marabout d'Aumale et de Sainte-Amélie appartiennent au système du colonel Marengo, qui a déjà été exposé. Il faut ajouter qu'à chacun de ses villages le colonel Marengo annexait une grande ferme destinée à un colon plus aisé, dont l'argent aurait pu vivifier un peu le travail du village. On comptait mettre ainsi le capital à portée des bras et les bras à portée du capital. L'idée, bonne en elle-même, n'a pas réussi, je crois, pour avoir été appliquée en des lieux trop ingrats. Il n'y a pas de sac d'écus, si gros qu'il soit, qui ne reculât d'horreur à l'aspect des palmiers nains dont il aurait à venir à bout sur les terres où sont situées les fermes de Saint-Ferdinand, de Sainte-Amélie et surtout de

Maëlma, car on a donné une ferme aussi à ce dernier village, construit par le colonel Marengo, mais dans le système de colonie militaire du maréchal.

Saint-Ferdinand, plus éloigné encore qu'Ouled-Fayet de ses débouchés, plus avancé dans la région aride et sauvage de cette crête, plus isolé de tout mouvement et de toute ressource, était aussi dans une situation plus précaire. Sa ferme (la Consulaire), un moment occupée, se trouvait abandonnée sans avoir jamais produit l'effet voulu. Des 51 concessionnaires qui avaient primitivement peuplé ce village et son hameau, le Marabout d'Aumale, 25 étaient partis, 8 nouveaux étaient survenus; mais, par suite d'autres mutations, le nombre total se trouvait, en 1847, réduit à 29. Sur ce nombre, il n'y avait, il est vrai, que deux célibataires; tous les autres avaient une famille. Les colons travaillaient avec peu de courage, rebutés sans doute par les mauvaises conditions dans lesquelles ils étaient placés, et qui avaient fait émigrer la moitié d'entre eux. Ils n'avaient encore rien ajouté aux défrichemens qu'ils trouvaient tout faits en prenant possession de leur maison de 1,500 francs, et que le maréchal fit agrandir par les soldats au mois de mars 1847. L'intention sur laquelle reposait le système du colonel Marengo, c'est-à-dire celle de former une colonisation qui, composée de gens possédant un petit capital, pût se soutenir par elle-même, était complétement trompée. Pendant les quatre premières années (de 1843 à 1847), l'administration avait fourni aux colons leurs semences, qu'ils s'empressaient de vendre au lieu de les mettre en terre. Pour arrêter ce commerce, M. Cappone, gendre du colonel Marengo et maire de Saint-Ferdinand, prit le parti de ne distribuer les semences qu'au fur et à mesure des labours exécutés. Les colons de Saint-Ferdinand n'avaient du propriétaire que la prétention de ne vouloir pas travailler pour autrui, ce qui, comme on vient de le voir, ne les rendait pas plus actifs à travailler pour eux-mêmes. M. Cappone et le colonel Marengo avaient seuls accompli sur cette terre ingrate des prodiges d'industrie et de persévérance. Les résultats obtenus n'étaient cependant pas encourageans (1); mais il faut tenir compte de la nature sauvage et dure de ces terres, calcinées depuis des siècles par un soleil dont la broussaille ne les défend pas, balayées chaque année par des pluies torrentielles qui en emportaient l'humus et ne cessaient

(1) Voici un tableau résumant les frais et les produits de diverses récoltes sur un hectare de terrain à Ouled-Fayet :

FRAIS DE CULTURE DE 1 HECTARE 6 ARES DE TERRE FORTE ENSEMENCÉE EN BLÉ LE 10 DÉCEMBRE 1847 ET RÉCOLTÉE L'ANNÉE SUIVANTE.

Deux labours	60 fr.	» c.
Hersage	12	»
Semence (2 hectolitres à 25 fr. 60 c. l'un)	51	20
Engrais (en pains d'huile de lin)	82	»
Sarclage	10	»
Moisson	32	»
Battage (au fléau)	56	85
Transport à Alger de dix quintaux métriques de paille longue	15	»
Total des frais	319 fr.	05 c.

de creuser que lorsqu'elles rencontraient un sous-sol lisse, glissant et compacte comme du savon. C'est ce sous-sol qui, aujourd'hui travaillé par l'homme, remué, brisé par la pioche et la charrue, imprégné d'air, de lumière, d'humidité et du sel des engrais, protégé par des terrassemens ou des rigoles contre les ravages des pluies, va reconstituer un sol nouveau auquel on ne peut pas demander dès les premiers jours les fruits de l'avenir. Malheureusement, pour opérer cette transformation, on ne trouvera que des colons pauvres, des hommes de travail et de privations, auxquels il faudra toujours plus ou moins venir en aide. Bien peu d'hommes possédant un capital petit ou grand seront tentés de le sacrifier en le confiant à une terre qui ne le rendra peut-être qu'à leurs successeurs. Combien de fois les trappistes eux-mêmes, ces hommes d'une abnégation si complète et qui ne sèment point pour le temps, mais pour l'éternité, combien de fois, malgré l'appui énergique du gouvernement, ils ont été sur le point d'abandonner la partie pour retourner à leur morceau de pain et à leurs légumes de France! Honorons le courage des colons qui ont persisté, et ne nous hâtons pas de jeter la pierre à ceux-là même qui ont faibli. Sans parler des maladies et de la mort, il y a eu là des épreuves plus fortes que la dose de constance ordinairement donnée à la nature humaine, et parmi ceux qui se sont trouvés des plus faibles là-bas, beaucoup peut-être mériteraient encore d'être comptés parmi les plus forts d'ici.

Ce qui a aidé les colons à se soutenir, c'est le foin qui vient de lui-même en Algérie partout où la broussaille et le palmier nain lui laissent un peu de place. Quelques pluies d'hiver suffisent pour créer partout des prairies sauvages plutôt encore que naturelles, où le sainfoin, la luzerne et les autres plantes fourragères se développent avec une abondance qui tient du prodige et une admirable vigueur; mais en ceci encore le Sahel est bien inférieur à la plaine. Néanmoins le foin est pour lui comme une manne qui lui tombe du ciel. Aussi nous paraît-il inutile de compter cela comme culture et d'y consacrer un tableau. Qu'il suffise de dire qu'en 1847, l'administration mi-

PRODUITS.

19 hectolitres, à 17 fr. 60 c. l'un	334 fr.	40 c.
10 quintaux de paille longue livrés à l'administration militaire	100	»
	434 fr.	40 c.
8 quintaux de paille courte restés à la ferme, à 3 fr. l'un.	24	»
Produit brut	458 fr.	40 c.
A défalquer pour frais	319	05
Produit net	139 fr.	35 c.

A Saint-Ferdinand, le produit net d'un hectare également ensemencé en blé, mais sans engrais, était encore inférieur à celui que nous tirons de l'exemple pris à Ouled-Fayet. — Pour un hectare d'orge, avec un seul labour, dans ce même village de Saint-Ferdinand, le total des frais donnait 158 fr., le produit brut 202 fr., ce qui laissait pour bénéfice net 44 fr. Cet exemple était pris sur des terres tenant au village, fumées et cultivées avec soin depuis leur défrichement, et d'une nature bonne et forte.

litaire payant 6 francs 50 centimes aux colons le quintal de foin pris sur place, l'hectare donnant 30 quintaux avait 90 francs de frais à supporter et en rapportait 195; bénéfice net, 105 francs (1).

Sainte-Amélie a la même origine que Saint-Ferdinand, appartient aussi à a formation du colonel Marengo, et se trouve à peu près dans les mêmes conditions. Seulement Sainte-Amélie est un peu mieux située; elle n'est point, comme Saint-Ferdinand, en vedette au haut d'une rampe découverte pour surveiller la plaine de Staouéli. Elle est plus en arrière, sur un plateau légèrement incliné vers le côté opposé, c'est-à-dire vers la Metidja, et entouré de vallons dont les terres fraîches sont moins rebelles à la culture. Autour de Saint-Ferdinand, il n'y a que des précipices. Sainte-Amélie n'en a pas moins éprouvé les mêmes vicissitudes que Saint-Ferdinand. Pour 54 concessions, elle ne comptait que 30 concessionnaires, dont 8 ou 9 avaient, il est vrai, des concessions doubles, ce qui portait à 38 ou 40 le nombre des concessions occupées. Les autres, ou n'avaient pas trouvé de preneurs, ou étaient redevenues vacantes par suite d'éviction ou d'expropriation. La ferme était inoccupée; la boulangerie, livrée pour le prix de 3,000 francs au concessionnaire, à cause de la construction du four, ne rapportait rien. — Si nous faisions vivre notre boulanger, me disait un colon, ce serait une preuve que nous ne pouvons pas vivre nous-mêmes. — Il voulait dire par là : Ce serait une preuve que nous n'avons pas de grains pour faire nous-mêmes notre pain. L'idée préconçue qui avait doté ce village d'une boulangerie reposait donc sur des données artificielles que l'expérience se refusait à consacrer.

(1) Une culture plus intéressante, parce qu'elle demande beaucoup de soins et qu'elle rapporte plus d'argent, est celle du tabac. En voici le tableau pour Saint-Ferdinand en 1847. Les frais d'engrais y manquent encore, ce qui indique assez à quels efforts désespérés sont réduits les courageux colons qui s'obstinent à lutter contre des conditions si ingrates. Le tabac exige, en effet, des terres très bien fumées et très ameublies, les deux conditions qui manquent le plus aux terres de Saint-Ferdinand, et dont la seconde ne s'obtient guère sans le concours prolongé de la première.

FRAIS DE CULTURE DE 1 HECTARE DE TABAC A SAINT-FERDINAND.

Deux labours et préparation de terrain	100 fr.	» c.
Plantage (25,000 pieds)	60	»
Deux binages	80	»
Écimage et ébourgeonnage	50	»
Cueillette et séchage	160	»
Mise en manoque et bottelage	40	»
Semis pour obtenir le plant	50	»
Total des frais	540 fr.	» c.

PRODUIT BRUT.

25,000 pieds, à raison de 15 feuilles par pied, donnant 375,000 feuilles, dont 500 font un kilogr., ce qui fournit au total 750 kilogr. au prix de 1 fr.	750 fr.	» c.
A déduire pour frais d'exploitation	540	»
Produit net	210 fr.	» c.

Il en était de même de la ferme, qui attendait encore son colon capitaliste. L'église seule remplissait sa destination et était desservie par son curé.

Plus on s'avance de Saint-Ferdinand vers Maëlma, à l'ouest, plus les coteaux se relèvent, plus aussi leurs pentes deviennent abruptes, leurs ravins déchirés et décharnés, leurs broussailles horribles et hérissées; mais Maëlma, à cause de cette élévation même, était un point éminemment stratégique, dominant d'une part la plaine de Staouéli, dont il est le poste avancé, et de l'autre les bords du Mazafran et les deux passages que nous y avons établis au moyen des ponts qui desservent la route d'Alger à Koleah par la Metidja et la seconde route d'Alger à Koléah par Staouéli. Aussi ce point avait-il été occupé par un camp avant de l'être par un village militaire. On a vu à Beni-Mered quelle était l'organisation de ces villages et sur quelles combinaisons le maréchal avait échafaudé son projet de colonisation par l'armée. Il n'y avait entre Beni-Mered et Maëlma d'autre différence que celle des localités; mais celle-ci était grande, Maëlma n'étant par lui-même et par le voisinage de Zeralda que la capitale de la fièvre et du palmier nain : aussi lui avait-on donné un docteur en médecine, quoique la population du village fût seulement de 29 colons militaires et de 8 civils, en tout 37. La fondation de Maëlma, un peu postérieure à celle de Beni-Mered, ne remontait qu'au mois de février 1843. Comme à Beni-Mered, la dissolution de la communauté s'y était faite avant le temps. La répartition des lots s'était faite alors au choix des hommes par droit d'ancienneté : singulier privilége de caserne quand on l'appliquait à trancher la question capitale de leur vie civile! Les lots de terre en effet étaient très inégaux, et il importait gravement de pouvoir choisir. Les premiers mariés ont reçu en outre 80 francs pour l'installation du ménage; les plus tardifs n'ont rien reçu. Cinq de ces colons militaires avaient abandonné leur concession aussitôt après leur libération du service. Il y avait deux sortes de maisons, de grand et de petit modèle, dix-neuf des premières et dix des autres. A la dissolution, elles furent aussi prises au choix par droit d'ancienneté.

Le quartier civil se composait de huit maisons semblables et construites d'avance. Le concessionnaire les devait rembourser au prix de 1,000 francs, qu'on réduisit plus tard à la moitié en considération de la pauvreté du village. Maëlma est un pays perdu et sans débouchés, car on ne peut considérer comme tels les bourgades de Koléah et de Douéra, qui produisent elles-mêmes ce qu'elles consomment de céréales et de fourrages, ou sont entourées de villages plus rapprochés. Jusqu'à ce que ces petites villes aient pris quelque importance, le seul marché de Maëlma est donc Alger, qui est à trois journées, aller et retour, pour les attelages de bœufs. On a vu ce que donnaient de produit net les blés et les orges du Sahel dans des sites meilleurs que celui de Maëlma. Trois ou quatre journées d'absence pour un homme et son attelage absorberaient le plus clair de son bénéfice. Maëlma est donc condamné à consommer ce qu'il produit, ou à ne produire que l'équivalent de sa consommation, c'est-à-dire à vivre de misère. Il n'est d'ailleurs sur aucune route de passage, celles dont il est doté du côté de Douéra et du côté du Mazafran ne servant qu'à son usage particulier.

Jamais je n'ai vu le palmier nain aussi fourré qu'autour de la ferme dont

on a doté les environs de Maëlma pour attirer une certaine circulation d'argent dans le village. Il n'y a que l'ambition du prix Monthyon ou d'une récompense céleste qui puisse déterminer un cultivateur aisé à entreprendre un défrichement semblable. Pour se créer là avec beaucoup de peine et de temps une terre médiocre, il aurait à dépenser plus d'argent que pour acquérir une excellente terre dont il lui serait permis de jouir tout de suite. Aussi la ferme reste-t-elle inviolablement tapie derrière son mur d'enceinte; mais à travers les fissures de la grande porte rouge qui donne entrée dans la cour, on voit le palmier nain s'épanouir au dedans comme au dehors et obstruer tellement les portes elles-mêmes, que l'acquéreur, s'il se présentait, ne pourrait plus pénétrer au-delà du mur d'enceinte que par une brèche ou par escalade.

Maëlma, dont le site élevé devrait être salubre, était infecté en partie par la barre du Mazafran, qui se jette ou plutôt s'infiltre dans la mer non loin de là, et par des amas d'eaux stagnantes formés dans les ravins profonds sur lesquels le village domine du côté de la plaine de Staouéli. On a ménagé un écoulement à ces eaux, et, pour n'en rien perdre, on a imaginé de les amener dans la fontaine de Zeralda, dont les eaux étaient rares. Zeralda n'avait pas besoin de ce renfort de peste. Ce pauvre petit village, assis non loin de l'embouchure du Mazafran, dans la vallée et à deux portées de fusil de la plage, sur la route d'Alger à Koléah par Staouéli, est certainement ce qu'il y a au monde de plus pauvre, de plus fiévreux, de plus cadavéreux. Une terre galeuse y nourrit à peine une chétive, mais tenace broussaille. Les eaux qui descendent des collines voisines balaient son territoire jusqu'à ce qu'elles viennent s'arrêter contre le rempart de sable que la dune leur oppose. Là, elles infectent la terre qu'elles n'amaigrissent plus, et elles la pourrissent sans la féconder. Les joncs, les sables, la fièvre, voilà, en dehors de la broussaille, le revenu le plus assuré du colon de Zeralda.

On a essayé de détruire ce foyer d'infection en l'enfermant circulairement dans un fossé profondément creusé et destiné à recevoir au passage les eaux qui s'y rendaient; mais en même temps on amenait dans la fontaine de Zeralda les eaux du marais de Maëlma, et d'ailleurs la grande cause d'insalubrité de ce canton est la barre de sable qui retient les eaux du Mazafran au moment où elles arrivent sur la plage, et qui les force à s'encaisser en détrempant par des infiltrations ou par des débordemens les terres basses et boisées qui se trouvent sur les deux rives.

Zeralda, qui mérite d'être cité comme type de l'extrême misère, appartient à la même formation que Cheragas, Ouled-Fayet et les autres villages de l'administration civile. Il se composait de 30 concessions de 15 hectares chacune : on avait cru devoir compenser la qualité par la quantité; mais après quatre années d'existence, 40 hectares à peine étaient défrichés. Tous les colons, à l'exception de deux ou trois, étaient arrivés là sans aucunes ressources. La plupart étaient Allemands, ce qui était un vice de plus ajouté à ceux du terroir et de sa configuration géographique, car en Algérie la race allemande réussit peu. Pour les faire vivre, on les employa aux terrassemens de leur grand fossé, au nivellement de leurs rues et de leur route. Le maire, homme de courage et qui avait quelques avances, les occupa aussi à ses dé-

frichemens, et c'est grâce à ses travaux surtout que le chiffre total des défrichemens du village avait pu s'élever jusqu'à 40 hectares. Un tiers des concessions était devenu désert; on ne voyait que maisons vides et fermées, les murs à moitié décrépis par les pluies, les volets descellés et pendans ou battant au vent. Que si vous vous informiez du sort de ceux qui les avaient occupées, on vous répondait : Celui-ci a abandonné, celui-ci aussi, cet autre également. Cinq familles étaient dans ce cas. Mais celle-ci? Morts. Et celle-ci? Morts. Et celle-ci encore? Orphelins; le père est mort. Quant aux vingt concessionnaires survivans, ils se mouraient, et je raconterai des funérailles.

Non loin de Zeralda, et à quelques pas de la route, on voit encore une grande baraque en bois qui a grisonné au soleil, et dont personne n'a jamais vu les portes ou les volets ouverts. La tradition du pays rapporte que cette baraque a été l'habitation de trois frères normands qui étaient venus s'établir là avant la fondation du village. Tous les trois y attrapèrent la fièvre. Le premier mourut, et les deux autres creusèrent sa fosse dans la broussaille; le second aussi mourut; celui-là encore laissait un survivant. Enfin le troisième mourut, et l'on ne sait dire par qui les portes et les volets ont été fermés. Ce n'est peut-être là qu'une légende, et je crois deviner à quelles fins administratives cette baraque aurait été dressée près de cette route (1); mais combien cette légende est sincère dans un tel pays, et comme elle en est l'histoire! Ne demandez pas aux vivans de Zeralda où sont les morts. Là chacun enterre les siens où il veut, et souvent le lendemain la mort l'emporte lui-même avec son secret.

Un matin, vers trois heures et demie, j'ouvrais ma fenêtre à Staouéli. Le jour s'annonçait à peine; l'air était frais et vif, et je contemplais, avec l'imagination plus encore qu'avec les yeux, les cimes embrumées de l'Atlas par-dessus la chaîne des coteaux d'Ouled-Fayet, de Saint-Ferdinand et de Maëlma. Bientôt les formes d'une charrette se dessinent sur la route de Koléah, qui traverse la concession des trappistes, et passe à quelque cent pas du monastère. Arrivée au bout de l'avenue, la charrette quitte la route et se dirige vers le couvent. Je me demandais ce qu'elle y pouvait venir faire à pareille heure, lorsqu'à travers les tons gris et froids du matin je crus reconnaître le maire de Zeralda. A mesure qu'il approchait, je constatais que ses traits étaient fortement contractés, son teint livide, ce que j'attribuai au froid matinal et à la fièvre, qui ne le quittait guère. Ses lèvres amincies laissaient voir ses dents serrées. Il marchait en avant, et tenait le cheval par la bride. Derrière la charrette venait un autre personnage, grand spectre osseux d'Allemand, au visage complétement décomposé par la fièvre, les yeux injectés de safran, et montrant aussi deux longues rangées de dents blanches qui se laissaient voir presque jusqu'aux deux coins des mâchoires entre ses lèvres contractées; une vraie tête de mort sur un squelette gigantesque, et, pour compléter la ressemblance, il portait, en guise de faux, une pioche sur l'épaule. La charrette était vide, à part une brassée de foin qui devait être là

(1) Elle ressemble beaucoup aux baraques que les ponts et chaussées ont construites sur bien des points pour remiser les outils et abriter les ouvriers, à l'époque où l'on faisait les tracés des routes ou les études de desséchement.

pour la provision du cheval. Le sinistre cortége s'arrêta sous ma fenêtre. Je saluai le maire de Zeralda, qui me répondit silencieusement par une inclinaison de tête, et je descendis pour causer avec lui.

— J'apporte mon fils, me dit-il d'une voix étranglée. Je n'ai pas pu me résoudre à le jeter dans la broussaille, et je viens demander aux trappistes la charité de me le laisser enterrer dans leur cimetière. J'ai d'ailleurs amené un homme pour le travail qu'il y aura à faire.

Je restai comme glacé d'horreur et de respect tout à la fois pour la situation et pour la démarche de ce père infortuné : ce voyage de trois lieues dans les sables et dans les ténèbres, cette piété furtive, cet appareil, et jusqu'à cette botte de foin, voile pieux et funèbre que la douleur du père, de la mère peut-être, avait ajouté à ceux de la nuit!

Cet enfant, âgé de neuf à dix ans, était fils unique. C'était pour lui sans doute que ses parens avaient apporté leurs petites épargnes en Afrique, alléchés par l'idée de se trouver tout d'abord propriétaires de 15 hectares de terre sans avoir eu à les payer. C'était un héritage tout fait qu'ils lui assuraient en un jour. Leur courage et le temps donneraient à cet héritage sa valeur. Pour qui maintenant vont-ils supporter les mécomptes, les fatigues, les gênes, les maladies qui ont enlevé l'héritier à l'héritage? J'avais vu plusieurs fois cet enfant. Sa mère, minée par la fièvre, l'amenait de temps en temps, tout fiévreux et le ventre ballonné, de Zeralda à Deli-Ibrahim, où il y avait un hôpital, des médecins, des secours. C'était un voyage de quatre lieues et demie que les deux malades faisaient à pied et par une route dont les sables rendent la plus grande partie très fatigante. Ils s'arrêtaient en passant à Staouéli pour respirer un peu, et s'asseyaient sur un banc de pierre près de la porte, les femmes ne pouvant pas pénétrer dans l'intérieur. Les bons pères s'empressaient, comme toujours, d'apporter aux voyageurs ce qui composait leur propre dîner : du riz, du lait, des légumes cuits à l'eau. La mère mangeait peu pour elle-même, mais elle tenait à *faire prendre des forces* à son pauvre enfant tout hâve, tout défait, tout gonflé par la fièvre. N'avait-il pas à se remettre en route après avoir déjà longtemps marché? Plus d'une fois j'avais eu occasion de lui dire : « Ne le faites point manger, madame; vous voyez qu'il n'a pas faim. Cette nourriture lui fera plus de mal que de bien. Faites-le boire seulement. Au lieu d'eau et de vin, le frère qui vous sert ira vous chercher à l'infirmerie de la tisane ou quelqu'un des rafraîchissemens qu'on tient préparés pour les malades. » La pauvre femme ne pouvait se persuader que son fils, déjà suffisamment abattu par la maladie, n'eût pas besoin de *prendre des forces* pour marcher.

Pour épargner au père des détails douloureux, j'allai trouver le révérend père abbé, et lui fis part de la demande qui lui était adressée. Il s'empressa de donner des ordres, et le cercueil de l'enfant fut apporté dans l'église et exposé à l'endroit même où l'on expose les religieux décédés pendant les vingt-quatre heures qui précèdent l'inhumation; il allait attendre là que les offices du matin fussent terminés et la fosse creusée. J'annonçai en outre au révérend père Régis que, pour lui causer moins de dérangement, le père avait amené de Zeralda un homme muni d'une pioche, mais que je doutais que cet homme, quoique charpenté en athlète, fût en état de remuer une pelletée

de terre. On lui adjoignit un religieux. Je les suivis jusqu'au cimetière. Le religieux seul en effet put travailler. Le grand Allemand s'exténuait et n'avançait point sa besogne. Un autre frère fut envoyé. Quand tout fut prêt, on récita les prières des morts sur le corps de l'enfant, et nous l'accompagnâmes jusqu'au pied de la croix qui, grâce aux trappistes, protége sa dernière demeure.

Je ne sortirai point du monastère de Staouéli sans dire un mot de cette fondation, l'une des plus intéressantes certainement qu'il y ait en Afrique, et celle où accourent tout d'abord les curieux d'Europe. Le monastère de la Trappe est assis dans la plaine de Staouéli, à environ 17 kilomètres d'Alger, et sur l'emplacement même du camp que Hussein-Dey avait formé en 1830 pour s'opposer à notre débarquement de Sidi-Ferruch. Les deux touffes de palmiers qui, dit-on, ombrageaient la tente du général en chef de l'armée du dey, ombragent aujourd'hui l'entrée du couvent. Un camp français y a été établi depuis sur la butte qu'occupe aujourd'hui le cimetière, butte dont le sol recouvre un grand amas de ruines, et sur le flanc de laquelle des travaux postérieurs ont fait découvrir les vestiges d'une ancienne église chrétienne.

La fondation de Staouéli fut provoquée en 1842 par le gouvernement, qui voulait inaugurer la colonisation sous les auspices d'un ordre religieux et agriculteur. Les négociations avec les chefs de l'ordre durèrent près d'un an. Enfin, le 20 août 1843, jour de Saint-Bernard, cette lumière et ce grand réformateur de l'ordre de Saint-Benoît, le révérend père Régis, aujourd'hui abbé mitré, alors seulement prieur de la communauté qu'il allait fonder, arrivait au pied des palmiers, après avoir bivouaqué dans la broussaille, où il s'était égaré la veille en les cherchant. Il débuta par y dire la messe en compagnie du père Brumauld, qui, plus ancien que lui en Afrique, avait voulu lui servir de guide. Toute l'installation consistait en un blockhaus resté là depuis le temps où le camp avait été évacué. On construisit une grande baraque pour recevoir provisoirement les premiers religieux qui allaient former le noyau de la communauté. Le génie militaire dressa, concurremment avec le père prieur, le plan de l'édifice permanent; le colonel Marengo amena ses condamnés militaires pour les travaux, et les constructions commencèrent.

La première pierre du couvent fut posée solennellement par le maréchal sur un lit de boulets ramassés dans la plaine de Staouéli. C'est aussi un obus qui est au couronnement de l'édifice, au haut du clocher, où il sert d'appui au pied de la croix qui surmonte le tout. Toutes les autorités d'Alger et l'élite de la société assistèrent à cette cérémonie. Bientôt les épreuves vinrent. Vingt-deux religieux, pères de chœur ou frères convers, avaient été appelés d'Aiguebelle, la maison mère. Ils logeaient dans la baraque, qui était en même temps leur réfectoire, leur dortoir, leur cloître et leur salle de chapitre. Le blockhaus avait été converti en chapelle ou plutôt en autel, car le chœur et la nef étaient la voûte des cieux. Les premiers défrichemens produisirent leur effet ordinaire. Deux religieux tombèrent malades, l'un mourut. Peu après, dix-sept furent atteints, puis tous, et avant l'expiration de la première année, dix étaient morts, dont sept en trois mois. Ce n'était pas tout. Les constructions avançaient, mais l'argent s'épuisait. Comme les murs extérieurs touchaient à leur couronnement, une violente pluie d'orage, comme on n'en voit pas en Eu-

rope, survient et abat cinquante mètres du mur de façade, malheur irréparable en ce moment, car tous les obstacles s'accumulaient. Un subside de 60,000 francs avait été promis par le gouvernement; mais des formalités de bureaux, ou je ne sais quelle autre cause, arrêtaient l'envoi des fonds. Un emprunt que s'était imposé la maison mère manquait par suite de l'intervention d'une autorité ecclésiastique qui voyait là une entreprise téméraire et d'un succès peu assuré : plus de ressources d'aucun côté; tous les religieux malades; les travaux de l'année détruits, et une caisse où il n'y avait même plus de quoi payer aux ouvriers la semaine commencée.

Alors le père prieur songea à ramener en France les débris de sa communauté, déjà à moitié renouvelée par les renforts que lui avaient envoyés diverses maisons de l'ordre. Le maréchal s'opposa à cette pensée. Il y a aux archives de Staouéli la copie d'une lettre magnifique qu'il écrivit à l'autorité qui avait empêché l'emprunt. Rien de simple, de digne et en même temps d'éloquent comme ce morceau. Les communautés ne meurent pas, et le temps viendra sans doute où l'histoire ecclésiastique de l'Algérie pourra recueillir bien des pièces intéressantes que toutes les convenances du moment retiennent dans l'ombre des archives. J'en donne dès à présent l'avis aux futurs historiens de l'Algérie, aux biographes du maréchal Bugeaud et aux chroniqueurs des maisons de l'ordre de Saint-Benoît, si jamais cet écrit doit tomber un jour à venir dans les mains des uns ou des autres. On battit monnaie comme on put, la maison royale envoya quelques dons; mais cela ne pourvoyait à rien qu'au besoin du jour, et les grandes difficultés continuaient de subsister. Le maréchal allait partir pour la France. Il dit au père prieur : « Venez avec moi; je me charge de votre affaire près du ministère, et vous vous arrangerez de votre côté avec les maisons de votre ordre. Le gouvernement vous y appuiera. »

Le révérend père, quoique malade, consentait bien à partir, mais en emmenant ses religieux; car comment les abandonner dans l'état où ils étaient tous, alités, sans ressources, et au milieu de ces difficultés de la fondation qui réclamaient à chaque instant la présence et la parole du chef? Le colonel Marengo s'en chargea. — Partez, lui dit-il, mon révérend père; ce sera moi qui vous remplacerai. Tous vos religieux sont malades, je les soignerai, et rien ne leur manquera. Je dirigerai vos travaux, et quant à l'argent, n'en ayez aucun souci : je sais où le prendre.

Il n'y avait pas à hésiter. Le révérend père partit donc avec le maréchal. Son voyage fut heureux : il ramena des religieux et de l'argent. Les travaux purent continuer et les avances du colonel être remboursées. Peu de temps après, la communauté eut enfin son installation complète, à part le cloître, qui ne fut fait qu'en 1846. Les tribulations ne touchaient pas cependant à leur terme. Les récoltes nulles de 1845 et de 1846, la récolte plus que médiocre de 1847, ne permirent pas aux trappistes de trouver leur subsistance dans les produits de leur travail. Le gouvernement, tout en leur continuant les prestations de vivres, les menaçait à chaque instant de les leur retirer, même en ne les fournissant qu'à titre d'avance. Le duc d'Aumale, pour sa bienvenue, leur accorda un répit, et la république également. Ce ne fut donc que la récolte de 1848 qui les remit à flot et les émancipa. Jusque-là ils continuèrent

à être éprouvés par les maladies. Sous ce rapport, les années 1846 et 1847 furent aussi désastreuses que les précédentes. C'est dans l'hiver commun à ces deux années que j'en ai vu pour mon compte mourir onze en peu de mois. La plupart des autres avaient une santé bien chancelante, et beaucoup ne passèrent pas l'hiver de 1847 à 1848.

Ce fut alors que moi-même je payai mon tribut. Une inflammation du foie, de l'estomac et des entrailles, contractée à Staouéli même, me mit aux portes de la mort, me retint trois mois au lit et trois mois en convalescence. Je fus admirablement soigné par deux religieux, le père et le frère hôteliers, qui, malades eux-mêmes, furent néanmoins toujours l'un ou l'autre présens à mon chevet tant qu'il y eut du danger. Ce n'était pas sans doute un des moindres prodiges de la foi religieuse que de voir deux santés ruinées user ce qui leur restait de forces à veiller de longues nuits près d'une vie agonisante. La convalescence, qui est encore une maladie, prêta une voix inaccoutumée à la reconnaissance et à l'admiration dont j'étais pénétré pour ces hommes évangéliques. Je ne leur ai point fait entendre cette voix, car ce n'est point de là qu'ils attendent leur récompense, et ces futilités mondaines ne sont pas faites pour eux; mais si, devant le monde, cette voix peut rendre témoignage, sinon à la gloire des trappistes, du moins à la gloire de la croix, qu'ils portent avec tant d'amour et qui les élève si haut au-dessus d'eux-mêmes, pourquoi ne pas dire au monde ce que je ne leur ai pas dit à eux? Voici donc comment de ma couche, que je ne quittais guère encore, je parlais au père hôtelier :

J'étais au lit, vous le quittiez à peine;
J'étais à bout, vous étiez faible encor;
Mon sang pâli tarissait dans ma veine,
La fièvre blême, hôte de cette plaine,
Avait du vôtre appauvri le trésor.

Et, près de vous, morne, en butte à la ligue
De tous les maux que puisse réunir
Ce climat d'or, — il en faut convenir, —
Je languissais plus que vous... La fatigue,
Les dégoûts, rien ne vous put prémunir
Contre une ardeur que Dieu devait bénir.
Vos soins ont mis à mon mal une digue;
Je n'en sais point qui vous pût retenir
Quand vous avez œuvre pie à fournir.
En vous voyant, de vous-même prodigue,
Suffire à tout, préparer et finir,
Porter, monter, descendre, aller, venir,
Tout deviner, prévenir tout, que sais-je?
Combien de fois tout bas j'ai souhaité
De dispenser la force et la santé!

Mais, hélas! que vous donnerais-je,
Quand vous avez la charité!

L'établissement de la Trappe à Staouéli a été la providence de cette route de Koléah par le Sahel et des villages des environs. Les mains de ces hommes,

qui manquaient de tout, étaient devenues comme le grenier de la misère. Outre les admirables travaux par lesquels ils ont transformé cette plaine si funeste, que d'autres bienfaits ne leur ont pas dus les alentours! Pendant les mauvaises années, des bandes d'enfans accouraient chaque jour de Deli-Ibrahim, qui est à une lieue et demie de Staouéli, d'Ouled-Fayet et de Saint-Ferdinand, qui sont à une lieue environ, de Sainte-Amélie et de Maëlma, qui sont à deux et à trois lieues. Ces enfans apportaient un bidon de fer-blanc qu'on leur remplissait de soupe ou de légumes cuits et qu'ils rapportaient à leurs parens. On distribuait ainsi régulièrement chaque jour jusqu'à trente soupes. Tout homme passant par la route n'avait qu'à sonner à la porte, on lui apportait à manger et à boire selon ses besoins. Les Arabes eux-mêmes profitaient parfois de cette hospitalité. Beaucoup d'ouvriers sans ouvrage s'abattaient sur la Trappe et y prenaient non-seulement un repas, mais un gîte dont ils usaient sans scrupule. Ceci amena bien vite un abus auquel on coupa court en envoyant ces hôtes, connus sous le nom de *colons familiers*, travailler aux défrichemens. On ne les gardait qu'à cette condition; mais ceci réglé, ils devenaient, comme leur nom l'indique, membres adoptifs de la *famille*. Quoiqu'on ne leur donnât pas d'argent, si ce n'est pour des ouvrages ou dans des temps extraordinaires, comme la fenaison, et qu'on se bornât à rajuster leur toilette avec des défroques provenant de l'intendance militaire, un certain nombre s'attachaient à cette vie et ne s'occupaient plus de chercher mieux ailleurs. La plupart, il est vrai, étaient des hommes faibles d'intelligence ou de courage, et qui, peu capables de gagner rigoureusement leur salaire sous l'œil d'un maître exigeant parce qu'il paie, trouvaient plus doux de se laisser aller à vivre au jour le jour et sans l'inquiétude du lendemain, moyennant un travail charitablement surveillé. Il y avait constamment à la Trappe une vingtaine de ces *colons familiers*. Staouéli devenait ainsi une véritable succursale du dépôt des ouvriers établis à Alger, et le révérend père abbé a plus d'une fois offert à l'administration de prendre ce dépôt à sa charge, si l'on voulait lui donner ce que l'on dépense pour le maintenir inutilement dans le faubourg Bab-Azoun.

Ces détails peuvent donner une idée de l'importance des services que l'établissement de Staouéli a rendus à ce coin du Sahel, de la vie qu'il lui a donnée. Ces services au reste ne s'arrêtent pas à ce qui a été dit. Les trappistes ont un moulin à eau, et pour une faible rétribution ils y admettent les grains des villages environnans; ils ont une forge et des ateliers de charronnage, et chaque jour ils sont la providence des attelages mis à mal au milieu de ces déserts par le mauvais état des chemins. Je ne sais comment sont aujourd'hui entretenues les routes; mais si dans l'origine on avait mis un grand zèle à en ouvrir de tous côtés, il est vrai de dire que, pendant les premières années, on les a complétement abandonnées à elles-mêmes, et quelques-unes avant de les avoir terminées. Ces dernières restant infréquentées, la broussaille toute seule s'est chargée de les rendre à leur état primitif en repoussant de plus belle, ainsi que cela est arrivé pour celle d'Aïn-Benian à Cheragas. On l'avait arrêtée juste à l'endroit où elle était indispensable, c'est-à-dire à la traversée de l'Oued-Beni-Messous, ravin abrupt et en précipice. Aussi jamais l'ornière d'une charrette n'a pu s'empreindre sur cette route, et au bout

de trois ou quatre ans, les broussailles l'avaient fait entièrement disparaître. On y avait dépensé 55,000 fr. pour l'amener en plaine d'Aïn-Benian jusqu'au bord du ravin.

Quant aux routes fréquentées, elles ne servaient guère, pendant l'hiver surtout, qu'à marquer la ligne où il fallait éviter de passer. En rase plaine et hors d'un pays cultivé, c'était un léger inconvénient. Les charrettes, pour éviter de s'engloutir dans les précipices bourbeux de la route, se jetaient à droite ou à gauche dans la broussaille, dont les branches formaient fascine sous les roues. Cependant il arrivait parfois que des terres labourées ou des accidens de terrain faisaient de la route l'unique passage, et il fallait bien y revenir, dût-on s'y briser ou y rester échoué jusqu'à l'été suivant, ce qui est plusieurs fois arrivé, et ce que je puis attester pour l'avoir vu. Sur la traversée du territoire de Staouéli, il y avait un de ces passages, mais là du moins il y avait du secours. Combien de fois les bons pères ont-ils eu à dételer leurs bœufs pour aller tirer de peine un équipage embourbé à une demi-lieue de là! Combien de fois ont-ils eu à envoyer des hommes munis de pioches et de crics pour le sauvetage d'un attelage coulé bas dans un océan de terre glaise délayée, ou pour le rajustement des timons rompus et des roues brisées!

Quelle page elles méritent dans l'histoire de la colonisation, ces routes dont les difficultés ont été un des plus grands obstacles qui aient éprouvé la constance des colons et qui aient achevé d'épuiser les ressources ou de surmonter les forces d'un grand nombre! Qu'on se figure des hommes perdus dans d'immenses solitudes qui les séparent de leurs semblables; ils ont jeté tout ce qu'ils possèdent dans le sein de cette terre, qui exige de longues avances et qui ne rend rien qu'à des époques déterminées. Cependant la faim arrive, sans se régler sur le mouvement des saisons et sans avoir à passer par les chemins de l'administration. La famille a recours alors à de petites industries secondaires. L'un fait des tuiles ou des briques, l'autre du charbon, l'autre du bois; l'on va porter cela à la ville prochaine, et l'on achète en retour les approvisionnemens dont la famille aura besoin pour la quinzaine ou le mois qui vient. Ici commence le procès avec la route qui vous dit : On ne passe pas! Mais la famille ne peut pas attendre. Coûte que coûte, il faut bien passer. On mettra dix jours, s'il le faut, à un voyage qui n'en demanderait que deux; mais, au risque même d'y perdre un bœuf ou d'y briser sa charrette, il faut que l'on passe, et l'on tente le voyage. Que d'exemples en ce genre on pourrait citer! J'en choisirai un. Un ancien officier de marine, démissionnaire par coup de tête collectif au temps des réactions politiques de 1822, est venu en Afrique après une longue carrière civile. On lui avait donné une concession de 800 hectares, à une demi-lieue de Zeralda, sur le bord même du Mazafran, lieu charmant, mais malsain. Autant l'autre revers de la colline est triste et désolé, autant l'étroite vallée du Mazafran en cet endroit est riche, plantureuse et enchantée. La famille de ce colon se composait de quatre enfans et de leur mère, race vigoureuse au physique, énergique et simple au moral. Deux de ces enfans moururent d'abord, une fille et un fils. Restaient deux superbes garçons, de dix-sept à vingt ans à l'époque où je les ai connus, chez qui une nature puissante dominait encore, comme

chez le père et la mère, les ravages souterrains, mais bien visibles d'ailleurs de la fièvre. L'un d'eux, à ce que j'ai appris, a depuis succombé. En attendant que sa terre domptée lui donnât des récoltes satisfaisantes et assurées, la famille vivait surtout du produit des beaux bois qui se trouvent sur la concession. Le vrai bois à brûler est très rare à Alger; on n'y brûle guère que des souches provenant des broussailles défrichées.

Un jour d'hiver, le père et l'un des fils, quoique malades, étaient allés porter à Alger la coupe de bois accoutumée; les besoins de la maison l'exigeaient impérieusement. Ils s'en revenaient par un temps affreux, rapportant les provisions attendues : deux feuillettes de vin, de l'huile, du grain pour faire le pain, mille autres denrées de ménage, une pharmacie complète dont toute la famille avait besoin, et un peu d'argent pour payer les ouvriers. Partis d'Alger avant le jour, ils étaient vers trois heures de l'après-midi en vue de l'abbaye; ils avaient fait quatre lieues. Les bœufs étaient exténués; eux-mêmes tremblaient de la fièvre sous leurs vêtemens collés à leurs os par la pluie battante. Il leur restait cinq lieues à faire pour arriver au milieu de la nuit, et à traverser un des plus mauvais passages de la route. Ils s'y engagent après en avoir évité ce qu'ils pouvaient en faisant un crochet dans la broussaille; mais à peine ont-ils fait dix pas, que le chariot s'enfonce jusqu'aux moyeux : bœufs, cheval, mule, tout s'arrête; pendant un quart d'heure, on les excite de la voix, du fouet et de l'aiguillon; rien n'y fait. Les bœufs finissent par se coucher. On se décide alors à leur donner du repos; on leur présente du foin, et pendant qu'ils mangent, on se met à déblayer comme on peut le devant des roues. Cette besogne faite, on essaie de se remettre en route. Coups de fouet recommencent; l'attelage s'épuise, mais n'avance pas. Un des bœufs crève à la peine; on le détèle et on le traîne sur le revers du chemin. Les choses en étaient là lorsque l'on apprit à la Trappe ce qui se passait. Trois paires de bœufs sont aussitôt envoyées en renfort. Des hommes emportent des pelles et des pioches pour frayer la voie des roues. On attèle les bœufs, les fouets résonnent, l'aiguillon joue dans les flancs; tout l'attelage donne un coup de collier avec ensemble et vigueur. La flèche du chariot vole en éclats. La nuit venait; il fallait bien tout remettre au lendemain, dernière contrariété, et la plus cruelle peut-être pour ces deux malades qui, après s'être dévoués pour les nécessités de la famille, envisageaient les inquiétudes et les privations que ce retard forcé allait y faire naître. Ils ne songeaient point d'ailleurs à eux-mêmes, et, dans l'état où ils étaient, il y eut lutte entre eux à qui passerait la nuit sous la charrette pour la garder des malfaiteurs. Je crois qu'ils s'accordèrent en l'y passant tous les deux, sous la pluie qui continuait, et avec la fièvre qui ne les quittait pas. Sans le voisinage de la Trappe, cette charrette était perdue, ainsi que celles que j'ai vues passer des saisons entières sur cette route même de Cheragas, et sur d'autres où elles avaient naufragé. Il est évident qu'elles appartenaient à des colons que cette perte ruinait si complétement, qu'il ne leur restait pas même les moyens d'en venir recueillir les débris.

Voilà un des faits qui portaient les colons à considérer l'administration comme cause de leur ruine. Un contraste singulier avec cette incurie à l'égard des chemins, c'est la rigueur réglementaire que les ponts et chaussées met-

taient à dresser procès-verbal contre le colon qui, pour franchir une différence de niveau entre son champ et la route, s'avisait de placer, sans autorisation préalable, quelques planches en travers. Ainsi l'administration des ponts et chaussées était absente pour entretenir ses routes, mais elle était présente pour ajouter des vexations aux fondrières et aux précipices qui les rendaient impraticables. Les colons avaient pourtant bien assez d'empêchemens et de difficultés à vaincre.

Je reviens à Maëlma, ou plutôt au récit de notre excursion, interrompu par des souvenirs qu'il m'était difficile de négliger en parlant de ce village. De Maëlma, M. de T... et moi allâmes coucher à Koléah après avoir visité le village d'Aïn-Fouka, situé au-delà de cette ville, sur le bord de la mer. Fouka est assis au haut de la côte en pente douce dont le bas est orné par ces vingt baraques si bien alignées qui devaient constituer le village maritime de Notre-Dame-de-Fouka. Aïn-Fouka est le troisième village fondé dans le système militaire du maréchal. Nous n'avons plus à y revenir. Mieux placé que Maëlma, moins bien que Beni-Mered, il était moins malheureux que le premier, mais bien éloigné de la brillante prospérité de l'autre. Nous visitâmes à Koléah le camp, le jardin des officiers, qui est un jardin délicieux, et enfin la mosquée et le tombeau des Embarek, famille sainte, puissante et illustre parmi les Arabes. Le dernier Embarek a été khalifa d'Abd-el-Kader. Des légendes pieuses et miraculeuses se rattachent à l'histoire de cette famille. Certaines reliques, telles qu'une chaîne de captif, avec son collier en fer, attestent aux yeux des indigènes la vérité de ces légendes. La mosquée et ses dépendances sont aujourd'hui en partie envahies par l'hôpital. Koléah domine de très haut la plaine dont il est séparé par le Mazafran, où l'on descend en contournant un massif de collines dont la plupart sont très boisées. Cette verdure de bon aloi, et plus élevée que la tête de l'homme, repose l'œil de la vue éternelle des broussailles. Nous quittâmes Koléah de bon matin, traversâmes le Mazafran à gué, et prîmes à travers champs la direction de Blida, la route droite qui existe actuellement entre cette ville et le gué de Koléah n'étant pas encore faite alors.

Nous avions pris un guide arabe qui nous aida beaucoup pour la traversée du Ferguen, vaste marais qui confine au Mazafran; mais une fois arrivés au fossé de l'*obstacle continu,* immense folie exécutée dans les premières années de l'occupation et qui est un plagiat de la muraille de la Chine, notre Arabe nous dit en étendant le bras : *Róah! guebala, guebala!* — Allez! tout droit, tout droit. — Après avoir longtemps suivi le parapet du fossé, nous nous aperçûmes que ce n'était point notre compte, et qu'il nous jetait beaucoup trop à droite, du côté de Boufarik. Voulant atteindre Blida par les villages de Joinville et de Montpensier, nous nous orientâmes alors, autant que nous le pouvions sans boussole, le nez de nos chevaux sur Blida, priant Dieu de nous épargner les marais qui nous barreraient le chemin et les ruisseaux encaissés dans des berges à pic. Un pli de l'Atlas, que nous prenions pour la gorge de l'Oued-el-Kebir, nous servait d'étoile polaire. Nous avions bien remarqué le matin, en descendant de Koléah, dans quelle position Blida se trouvait par rapport à certains grands enfoncemens remplis d'ombre ou à certains reliefs baignés de lumière. Malheureusement le soleil, en changeant

de place, déplaçait un peu quelques-uns de ces effets, et nous avions de la peine à reconnaître nos points de repère. Cependant plus nous avancions, plus la gorge de l'Oued-el-Kebir devenait distincte, même pour des yeux encore peu familiarisés avec le pays. A part les accidens de terrains qui nous forcèrent plus d'une fois à courir des bordées à droite, à gauche ou même en arrière, nous commençâmes donc à être sûrs de notre route, et en effet vers trois heures nous arrivâmes à Joinville. Nous avions mis une dizaine d'heures à franchir un intervalle de cinq ou six lieues.

IV.

Les villages des environs de Blida se rattachent à un système stratégique qu'on voulait établir sur la ligne du pied de l'Atlas et au débouché des principales gorges, comme on en avait établi un sur les crêtes du Sahel. De cette manière, la colonisation tenait en première ligne les clés de la Metidja, et en seconde ligne celles de la plaine de Staouéli. Les garnisons de Blida, de Boufarik, de Douéra, de Bir-Khadem, de Koléah et de la Maison-Carrée formaient au centre et sur les ailes les points d'appui de ces deux lignes. Stratégiquement cette idée était un peu préférable à celle de l'obstacle continu. Les villages du Sahel auraient pu être mieux placés sous le rapport agricole, mais au pied de l'Atlas l'intérêt des cultures s'accordait merveilleusement avec la donnée stratégique. Terres excellentes et d'alluvion, situation un peu plus élevée et par conséquent plus salubre que celle du fond de la plaine, eaux courantes et abondantes prises au sortir des gorges qui les produisent, rien ne manquait. Il est donc à regretter que ce système, inutile désormais pour la défense, ne soit pas encore complété, du moins pour la prospérité de la colonisation. Les colonies agricoles envoyées de Paris en 1848 ont fait combler quelques lacunes au fond ouest de la Metidja, mais il en reste de très regrettables dans les positions les plus centrales.

Ces villages du pied de l'Atlas ne remontent pas au-delà de 1843. Malgré ce qui vient d'être dit des avantages de leur situation, et malgré cette circonstance, presque aussi heureuse, — que les défrichemens dans la plaine n'ont pas à lutter contre le palmier nain, — il ne faut pas croire que ces villages n'aient pas eu aussi des premières années fort dures. Leurs trois premières récoltes ont été détruites comme dans le Sahel, l'une par le sirocco (vent du désert), l'autre par les sauterelles, la troisième par la sécheresse de l'hiver. L'administration vint à leur secours en leur fournissant des bœufs et des semences, en leur achetant leurs fourrages; mais c'est là plus qu'une administration ne peut faire, et ces secours même donnaient lieu à de nouvelles plaintes. Quant aux achats de fourrage, c'était presque un sujet de guerre civile. Le colon, habitué à se sentir en tutelle, regardait à peu près comme un droit pour lui d'imposer ses foins à l'administration militaire, et celle-ci, tout en se proposant de venir au secours des colons, avait aussi à régler ses achats sur ses besoins; elle fixait la quantité de quintaux métriques qu'elle aurait à prendre et le prix qu'elle y mettrait. L'administration civile avait donc ensuite à établir, par l'entremise des maires, la quantité proportionnelle que chaque colon individuellement pourrait livrer. On voit quel nid

de querelles il y avait dans cette circonstance seulement. En outre, l'intendance militaire se réservait naturellement le droit de ne pas recevoir les yeux fermés tous les foins qui lui seraient présentés: elle rejetait, et c'était son devoir comme son droit, ceux qui, par leur mauvaise qualité, n'auraient pu lui être d'aucun usage; mais le refus d'une charretée de foin, c'était souvent la ruine d'un malheureux qui n'avait pas d'autre ressource, et qui allait avoir à payer les frais d'un transport inutile. De là des scènes de désespoir, des récriminations violentes, et pour le bien qu'elle avait voulu faire, l'autorité se trouvait comblée de malédictions.

Nous retrouvâmes dans la plaine le même concert de plaintes que dans le Sahel. L'administration était *pire que le sirocco, pire que la sécheresse et les sauterelles:* c'est en ces termes que l'on s'exprimait. Et cependant le maréchal Bugeaud était plein de sollicitude pour la colonisation, qu'il aimait comme son œuvre propre; M. le comte Guyot, directeur de l'intérieur et de la colonisation, avait épousé avec une ardeur infatigable et un dévoûment sans bornes la tâche de réaliser cette œuvre; mais la donnée première, consistant à concentrer toute la vie dans le gouvernement et à ne laisser au pays qu'une vie artificielle qui lui était infusée et mesurée par voie administrative, cette donnée était fausse. Que pouvait-on contre une donnée fausse? Néanmoins l'effort de volonté fut tel que la vie finit par pénétrer dans ce spectre galvanisé, et il a été plus fait alors en trois ans pour l'installation de la colonisation en Algérie qu'il n'a été fait dans les dix années qui se sont écoulées depuis. C'est que malheureusement le maréchal a été remplacé et que ses idées ne l'ont pas été; lui seul pouvait quelque chose contre ses idées.

A Joinville, nous retrouvâmes aussi les plaintes sur les eaux: non pas qu'elles manquassent, car il y avait au contraire de belles eaux courantes; mais elles couraient à ciel ouvert et arrivaient à Joinville après avoir traversé les jardins de Blida, où elles se chargeaient de détritus végétaux et animaux qui les rendaient insalubres. Les fièvres sévissaient, et on les attribuait en partie à cette cause, ce qui fournissait un chapitre de plus aux griefs. Enfin là aussi on se plaignait d'être séparé de Dieu après avoir été abandonné des hommes. Un colon, arrivé à Joinville avec 4,800 francs et neuf enfans, dont six seulement survivaient, me disait, non sans quelque amertume: — Point d'église! point d'école! nous sommes comme des animaux. Un vicaire de Blida ne pourrait-il pas du moins venir ici? Si nous avions une chapelle, *si nous avions une clochette, on pourrait se rappeler comment on a été élevé.*

Les villages du pied de l'Atlas appartiennent tous à la fondation de l'administration civile. Les habitans ont reçu pour 800 francs de matériaux et les mêmes secours que les autres colons; mais on ne leur a pas fait de défrichemens, leur sol ne leur opposant pas les mêmes obstacles que celui du Sahel. Les broussailles de la plaine ne se composent en effet que d'arbustes, tels que le jujubier, le lentisque, le chêne vert, bien moins difficiles à extirper que le palmier nain, et donnant en outre un produit immédiat comme combustibles. Le village de Joinville se composait de 50 concessions, réparties entre 35 concessionnaires. 14 de ces concessions avaient déjà subi, en 1847, une, deux et jusqu'à trois mutations, ce qui indiquait du malaise et une grande instabilité dans près de la moitié de la population. Pendant les trois premières années en effet, ces colons n'avaient pu vivre que du produit de leurs

fourrages. Ceux du petit village de Montpensier, voisin de Joinville et plus rapproché de Blida, avaient une ressource dont ils subsistaient presque tous : c'était le laitage. Montpensier pourrait être appelé la laiterie de Blida. Il se composait de 20 concessions, réparties entre 19 concessionnaires. 4 d'entre eux avaient jusqu'à 10 vaches; 3 autres en avaient 5 ou 6, et d'autres moins. Ces vaches donnaient en moyenne par jour de 3 à 5 litres de lait, qui se vendait à Blida 50 centimes le litre; on y payait le beurre 2 francs le demi-kilogramme. Ceux qui n'avaient pas de vaches, et ils étaient cinq ou six, travaillaient pour les autres concessionnaires, ou allaient faire des fagots dans la broussaille.

Dalmatie et Souma se trouvent de l'autre côté de Blida, vers l'est. Ils étaient la tête de la ligne qui devait se prolonger jusqu'au Fondouk, et qui aujourd'hui encore, malgré la fondation de l'Arbâ en 1848-49, est inachevée. *Pendent opera interrupta.* Dalmatie était un grand village de 300 habitans, dont 54 chefs de famille ou titulaires de concession. Le nombre des concessions même était de 56. Fondé un an après Joinville (septembre 1844), Dalmatie était cependant dans un état plus satisfaisant. Il avait eu une mauvaise année de moins à traverser, ce qui avait moins usé son courage, et en outre l'expérience fâcheuse de ses voisins l'avait sans doute tenu en garde contre les fascinations du renom qu'avait la terre des environs de Blida, et qui semblaient convier l'homme à s'épargner le soin d'aider cette terre à produire. La population de Dalmatie était laborieuse et paraissait satisfaite; elle se plaignait seulement d'avoir été excitée à étendre ses cultures par le gouvernement, qui lui avait promis la quantité correspondante de semences, et qui ne lui en avait donné que 50 litres pour deux ou trois hectares de terres préparées.

Souma, plus éloigné de Blida, se trouvait plus isolé, plus réduit à lui-même; en outre, par suite de l'inachèvement de la ligne des villages et de la route qui devait les relier, il occupait le fond d'une impasse. Aussi avait-on ajouté aux 54 concessions qui composaient le gros du village deux grandes concessions de 100 hectares et quatre fermes qui formaient hameau entre Souma et Dalmatie. Malheureusement l'un des grands concessionnaires habitait Paris, et remplissait peu la mission qui lui était échue de répandre de l'argent sur ce territoire. D'autres se plaignaient beaucoup de l'administration, qui n'avait tenu aucune de ses promesses, et qui les ruinait en les paralysant. Souma était le dernier village fondé, il ne remontait qu'à 1845; mais il y avait dans sa population, comme dans celle de Dalmatie, quelques hommes d'énergie. Après des épreuves pénibles, ces hommes ont mis leurs affaires dans une voie brillante. La terre ne leur refusait rien; il ne fallait que savoir la mettre en œuvre.

Outre les villages de fondation administrative, la Metidja, dans son centre surtout, contient un grand nombre de fermes et de propriétés particulières; mais elle est bien loin cependant d'être peuplée et colonisée comme elle pourrait l'être dès à présent, comme elle le sera certainement un jour. Ce magnifique bassin s'étend en fer à cheval sur une superficie de 1,200 kilomètres carrés ou environ 120,000 hectares. Là-dessus on compte 14,503 hectares de terrains marécageux, dont 7,632 hectares de marais permanens. De grands travaux de desséchement ont été déjà exécutés, mais pas toujours avec un soin judicieux. Dans un travail d'ensemble, on évaluait la dépense

moyenne de ces travaux par hectare à 460 francs pour les marais permanens, à 250 francs pour les terrains marécageux, à 3,500,000 francs pour le tout. Déjà en 1832 on avait dépensé 2 millions pour les desséchemens de la Metidja; mais ces travaux, assez mal conçus, ne furent même pas entretenus. En 1843, on songea à systématiser le desséchement général de la Metidja, et, de cette année à 1845, 804,163 francs 75 centimes furent dépensés en travaux préparatoires seulement. A ce prix, on avait exécuté un ensemble d'opérations qui embrassaient 25,000 hectares; on avait fait des levés ou tracé des lignes de nivellement dont le développement total était de 1,200,000 mètres. On portait à 2,710,500 francs le devis des dépenses qui restaient à faire.

Ce système général avait le tort de n'être nullement *systématisé*, en ce sens que, considérant chaque marais isolément, il s'attaquait aux effets et laissait subsister les causes. Un autre plan bien plus complet a été conçu par un ingénieur d'un grand mérite, qui a longtemps dirigé les beaux travaux du port d'Alger. Ce plan consistait à dessécher les marais en arrêtant au passage les eaux qui les entretiennent, et en réservant en même temps ces eaux pour les irrigations. On les arrêterait d'abord par un canal parallèle au pied de l'Atlas, et ensuite par l'endiguement des cours d'eau qui sortent de ses gorges, et que les pluies d'hiver font déborder sur toutes les parties basses. Des barrages mobiles retiendraient au contraire à l'entrée des gorges et dans le canal les eaux rares de l'été, et rien n'empêcherait que le gouvernement, par la concession de ces eaux, même à un prix très modique, ne s'assurât un revenu proportionné à ses dépenses. Ces grandes causes maîtrisées et tournées en bienfait, le système actuel et totalement insuffisant des rigoles d'écoulement suffirait pour qu'on se rendît maître des eaux qui détrempent certaines parties basses par suite d'infiltrations souterraines. Le gouvernement retrouverait d'ailleurs l'équivalent de ses dépenses dans la valeur des terres qu'il rendrait ainsi à la culture. Le lac Alloula à lui tout seul y figurerait pour 3,000 hectares. Dans l'état de rareté où sont aujourd'hui les terres disponibles pour la colonisation, un pareil avantage n'est point à dédaigner.

En 1848, l'administration a voulu se rendre compte de ce qu'elle possédait dans la plaine; voici ce qu'elle a trouvé :

1° Sur le territoire des Beni-Khelil	910 hect.
2° Ben-Salah (contigu au précédent)	600
3° Sidi-Abed (près de Boufarik)	500
4° Ben-Hamidan (près de la Maison-Carrée)	30
5° Ben-Koula (enclavé dans les Beni-Moussa)	15
6° Le Ferguen (marais sous Koléah)	1,000
7° Rassauta	2,320
On y ajoutait un territoire qui n'appartient pas à la plaine, mais qui y confine et qui offrait de grands avantages. On y a assis aujourd'hui le village de Castiglione. Nous l'ajouterons donc à ce recensement historique des richesses territoriales de l'administration en 1848; c'est :	
8° Bou-Ismaïl	700
	6,075 hect.

Mais sur ces 6,075 hectares, il n'y en avait en réalité de disponibles que 1,760 ou 1,060, en retranchant la terre de Bou-Ismaïl, qui n'appartient pas à la Metidja. La terre des Beni-Khelil avait été promise au khalifa Sidi-Ali à titre de compensation. Celle de Ben-Salah était occupée par la tribu des Beni-Mered, qu'on ne jugeait pas convenable d'évincer. Celle de Sidi-Abed était réservée pour les habitans de Boufarik, à qui l'on avait promis des terres qu'on ne leur avait pas encore données. La Rassauta était occupée par les Aribs et par les bestiaux de l'administration militaire. Le Ferguen était occupé également par les bestiaux de cette administration. C'était néanmoins sur ces deux terres que l'on comptait pouvoir se faire céder les 1,000 hectares que l'on portait à l'actif de la colonisation dans la Metidja. Tel était le bilan de l'administration civile, dont le territoire embrassait la portion de la plaine comprise entre le Hamiz et la Chiffa.

A l'est du Hamiz et à l'ouest de la Chiffa, on entrait dans le domaine de l'autorité militaire. Le duc d'Aumale, quelque temps auparavant, avait voulu se faire rendre compte de ce que l'on pourrait tirer de ce domaine au profit de la colonisation. — A l'est, sur le territoire des Issers, il y avait bien 6,000 hectares qu'on aurait pu occuper sans difficulté; mais à cause du voisinage de la Kabylie, on ne jugeait pas encore prudent d'étendre la colonisation de ce côté. On se rabattit donc sur le territoire des Hadjoutes, à l'ouest de la Chiffa. Ce territoire, compris entre la Chiffa, la mer, le Sahel des Beni-Menad et les montagnes des Soumata, comprend 49,423 hectares qui se divisent ainsi :

1° Tout le territoire des Hadjoutes proprement dits		38,760 hect.
2° Portion du territoire des Chenoua (tribu montagnarde).		3,635
3° Portion du territoire des Beni-Menad	(id.).	236
4° Portion du territoire des Souhalia	(id.).	6,792
		49,423 hect.

Sur ce chiffre, le gouvernement n'avait à prétendre que la part qui lui revenait comme héritier de l'ancien beylik et celle provenant des confiscations prononcées contre les tribus ou les particuliers qui avaient encouru le sequestre.

La première catégorie donnait un total de.	16,518 hect.
La seconde	10,662
	27,180 hect.

C'est là une grande ressource assurément; mais ces terres ont l'inconvénient d'être trop éloignées de tout. Avant que l'on aille les peupler, il faudra avoir une colonisation compacte au centre; il faudra que les routes non encore percées d'Alger à Cherchel, de Cherchel à Miliana, de Miliana à Alger et à Koléah par la vallée de l'Oued-Djer, aient vivifié toute cette région perdue; il faudra que ces petites villes, aujourd'hui insignifiantes, aient pris graduellement une certaine importance. Trois ou quatre villages au reste ont été fondés dans ces directions à l'aide des 50 millions votés en 1848 pour les colonies parisiennes. On les a mis autant que possible sur la ligne suivie par les convois militaires ou par les voyageurs qui circulent de l'un à l'autre des points qui viennent d'être nommés, et cela les aidera à se soutenir; mais la

grande agriculture ne viendra qu'avec les grands débouchés, et ceux-ci qu'avec des routes régulièrement percées et un commerce solidement assis dans les villes. Il importerait donc avant tout de rendre à l'agriculture des terres qu'on aurait sous la main, mais qui sont aujourd'hui envahies par les eaux, et qui à ce premier dommage ajoutent celui de rendre inhabitables les terres voisines, où elles répandent le venin des maladies et de la mort. Si sur les 120,000 hectares dont se compose la Metidja on en pouvait, par ce moyen, conquérir seulement 4 ou 5,000 dans le rayon d'Alger, de Blida et de Koléah, ce serait une grande conquête dont toute la plaine se ressentirait. Et si l'on venait à bout de terminer la ligne de villages du pied de l'Atlas en commençant par ce Rovigo dont les colons, tirés de France il y a déjà huit ans, sont morts de désespoir et de misère en attendant les terres promises, on compléterait le monument du maréchal Bugeaud, on rentrerait dans la tradition de ses idées grandes et justes, et j'ai suffisamment dit qu'il les avait naturellement ainsi, quand l'essor n'en était point gêné par des préventions ou par des préoccupations étrangères. La soumission de la Kabylie va sans doute simplifier la question de la colonisation des terres situées au-delà du Hamiz. Il faudrait s'empresser de peupler ces 6,000 hectares, qui feraient une magnifique bordure à la route de Dellys dans sa traversée de la plaine. Elle leur prêterait une vie qu'ils lui rendraient avec usure.

Si, en revenant de Blida à Alger, on quitte aux Quatre-Chemins la route nouvelle qui côtoie la plaine, pour prendre l'ancienne, qui continue tout droit en pénétrant dans le massif du Sahel, on a devant soi et à droite le principal noyau de la colonisation administrative, les villages parcourus jusqu'ici n'étant que ses postes avancés ou ses vedettes. Ces villages intérieurs du Sahel sont : Douéra, Cressia, Baba-Hassen, Draria, El-Achour, par où l'on rejoint Deli-Ibrahim; Saoula, par où l'on rejoint Bir-Khadem, situé sur la nouvelle route d'Alger à Blida, et enfin Kouba, tout à fait à la pointe orientale du Sahel. Ces villages, de fondation administrative, sont, à l'exception de deux ou trois, entremêlés d'une série ininterrompue d'habitations ou d'exploitations formant, sinon des villages compactes et ramassés comme les autres, du moins de véritables communes et un vaste massif de cultures. Dans cette catégorie de formation spontanée sont : Tixeraïn, Birmandreis, Idra, El-Biar, etc. Sous cette latitude, tout change : la terre est toute civilisée, la colonisation forme un réseau continu, les villages administratifs eux-mêmes perdent jusqu'à un certain point le cachet de leur origine. Ce cachet est, quant à l'aspect extérieur, la nudité et l'uniformité. Les villages où cette transformation commence sont Draria et El-Achour. Elle est complète à Saoula, à Bir-Khadem et même aussi à Kouba. Il n'y en a pas l'ombre aux villages qui marquent l'extrémité du rayon, à Douéra, à Cressia, à Baba-Hassen.

Douéra remonte, comme Deli-Ibrahim et Boufarik, aux temps mythologiques de la colonisation. Son origine se perd dans les fumées d'un camp. Une forte garnison, des casernes, un hôpital et les nombreux états-majors militaires ou administratifs qu'entraîne une pareille réunion de grands établissemens, lui donnèrent d'abord le caractère d'une petite ville plutôt qu'un caractère rural. Douéra était la clé militaire du Sahel et la sentinelle avancée d'Alger. Peu à peu ce rôle fut dévolu à des villes qui laissaient derrière elles l'Atlas et qui enfin arrivèrent sur la lisière du désert. La splendeur de Douéra

décrut, puis s'éclipsa tout à fait. Les états-majors militaires avaient disparu. La garnison était réduite à un lieutenant de gendarmerie et à ses deux ou trois brigades. Restaient les états-majors civils : un commissaire civil, un ingénieur des ponts et chaussées, un curé, un médecin, un directeur de postes. On était encore chef-lieu, mais il fallait bien se résigner à se faire village. Ce qui restait d'habitans se plaignit amèrement de n'avoir point de terres. Ils en avaient cependant, ou on leur en donna, ce qui ne fera jamais que Douéra devienne un second Boufarik. Rien n'est désert, silencieux et vide comme les immenses solitudes qui entourent ce chef-lieu, de quelque côté qu'on y arrive.

Son voisin le plus rapproché est le pauvre village de Cressia. Cressia est la sentinelle la plus avancée du Sahel vers la plaine, on pourrait dire la sentinelle perdue. Aussi lui a-t-on donné une grande caserne de gendarmerie, d'une construction fort élevée, afin de pouvoir servir de poste d'observation. Cette caserne est aujourd'hui convertie en chapelle protestante. C'est dire assez que Cressia est un village allemand en très grande partie. Il y a pourtant quelques colons du Languedoc. Cette triste population est isolée de tout, comme celle de Douéra, et noyée dans une mer de broussailles. Au moins les villages des crêtes du Sahel, du côté de la plaine de Staouéli, sont placés de manière à pouvoir s'observer les uns les autres : c'était là une condition stratégique; mais Cressia ne s'annonce à quelque distance que par sa caserne, et lui-même n'a rien à l'horizon que l'éternelle broussaille.

Je n'ai visité qu'une fois ce triste pays, qui n'est sur le chemin de rien. Avant d'y arriver, j'éprouvais déjà un serrement de cœur qui me pressait d'en sortir. J'entrai dans la maison du maire, qui était absent, mais dont la femme tenait une petite boutique d'épicerie. Je lui demandai quelques rafraîchissemens et je la fis causer. Je voulais savoir comment on pouvait vivre sur cette terre déserte de Cressia. Voici ce que j'appris. Le village se composait de cinquante-deux concessions de 7 à 12 hectares chacune. Il possède en outre un grand communal, c'est-à-dire une grande étendue de broussailles pour le pâturage des bestiaux. Néanmoins, sur seize colons à qui l'on avait distribué la veille 84 moutons, deux avaient refusé de les prendre, parce qu'ils n'avaient personne pour les garder. Je sus encore de la femme que le mari, qui avait alors trois hectares défrichés, en avait tiré 5 ou 600 francs de revenu tant en fourrage qu'en légumes, qu'il était allé vendre à Alger. L'année précédente, il avait semé dans un lot d'un hectare 1 kilogramme de maïs qui lui en avait rendu 2 quintaux, dont il avait engraissé un porc, et ce porc lui avait rapporté un bénéfice de 60 francs. En outre, au milieu du maïs, il avait semé 4 livres de haricots qui lui en avaient rendu 50, à 30 cent. l'une : produit 15 francs. Enfin une partie de ce même hectare était restée en fourrage et en avait donné pour 100 francs, sur lesquels il y avait à défalquer 25 fr. de frais. J'admirai la constance de ces pauvres et honnêtes gens, et, par la position du maire, jugeant celle des administrés, je n'eus pas le courage de pousser plus loin mes investigations. Quelle force de volonté n'ont pas des gens qui se dépaysent, passent la mer, changent de climat, et viennent braver de terribles fléaux pour chercher une vie si pénible et si peu fructueuse!

Baba-Hassen est plus rapproché d'Alger, et s'il touche au désert par le côté de Cressia, il confine presque à la zone civilisée par le côté de Draria; toutefois cette zone n'arrive pas encore jusqu'à lui. Quoique Baba-Hassen soit placé dans

des conditions un peu plus supportables que Cressia, on y sentait de l'amertume dans les cœurs; certains colons y donnaient cependant des exemples d'une énergie qui tenait du prodige. Un nommé Porcher, quoique dénué de ressources, voulait néanmoins défricher ses terres : comment vivre sans argent pendant cet intervalle? Trois mois durant, sa femme et ses enfans allaient à la chasse aux escargots, tandis que le père arrachait le palmier nain; trois mois durant, la famille vécut de cet unique aliment et de racines. Au bout de ce temps, exténué par ce régime, il dut renoncer à ses défrichemens pour aller travailler chez autrui, dans une ferme près de Bir-Khadem. Il y était depuis trois mois, lorsque ses voisins m'apprirent son histoire.

Un autre colon, nommé Pausson, est bien plus curieux à citer encore. Cet homme assez pauvre, assez dénué pour avoir le droit de mendier, s'il l'eût voulu, avait aussi tout sacrifié pour ses défrichemens. Pendant dix mois, il avait pu soutenir cette gageure en vendant pièce à pièce son mobilier d'abord, y compris son lit, sa vaisselle, sa marmite, puis ses vêtemens jusqu'à sa dernière chemise, puis enfin la moitié de ses instrumens de culture. Il en était là lorsque, la faim le prenant et toute ressource étant épuisée, il fut réduit pour vivre à aller reprendre en terre les pommes de terre qu'il y avait semées. Ce n'est là que la moitié de son histoire, qui me fut racontée par un colon chez qui j'avais demandé à coucher, et qui m'offrit pour lit tout ce qu'il pouvait m'offrir, c'est-à-dire une table sur laquelle on étendit un matelas. Pausson lui-même avait passé avec nous une partie de la soirée. Lui sorti, on parla de la lutte étrange que cet homme soutenait contre une position insoutenable, des audacieuses entreprises d'avenir qu'il se mettait sur les bras, lui qui n'avait pas même de lendemain, et de la prodigieuse fécondité d'inventions qu'il déployait chaque jour pour vivre d'abord, puis pour avancer d'un jour dans l'une ou l'autre de ces entreprises. A vrai dire, on le trouvait un peu étrange et chimérique, mais on n'en parlait d'ailleurs que dans les termes les plus honorables et avec considération pour son caractère. Une toute jeune femme surtout, très jolie, espiègle, mariée depuis huit jours à Alger, et qui était venue ce jour-là même avec son mari pour la visite de noces à ses parens, relevait sans méchanceté, mais avec gaieté, quelques petites singularités de détail qui achevaient de peindre le tour de génie de Pausson; par malheur, celui-ci était resté à regarder les étoiles à la porte; quand il entendit prononcer son nom, il écouta et il s'affligea de ce qu'il entendait. La misère donne parfois de fausses susceptibilités. Je payai ma dépense avant de me coucher, annonçant à mes hôtes que le lendemain je partirais au petit jour. A l'heure dite, en effet, je mettais le pied dans la rue, lorsque je fus arrêté par un homme qui était déjà en sentinelle à la porte, où il m'attendait, quoiqu'il ne sût pas que je dusse sortir de si bonne heure : c'était Pausson.

— Monsieur, me dit-il, on a cherché hier soir à vous donner de mauvaises impressions sur moi... Je vous ai attendu, monsieur, pour vous faire voir si je suis aussi maladroit qu'ils le disent; et si vous voulez bien entrer dans ma maison, où tout a été fait par moi, vous pourrez vous en convaincre par vous-même. Cela d'ailleurs ne vous détournera pas, car voilà ma maison.

Je regardai et ne vis pas de maison. Cependant, à quatre pas de là, il s'arrêta devant un mur percé de fenêtres sans croisées et d'une porte sans clôture. Des solives posées à hauteur d'un premier étage annonçaient que plus

tard il y aurait un étage et un plafond. Une autre charpente, dressée au-dessus de la première, dessinait la forme d'un toit qui n'existait pas encore. Pas un meuble, pas un chiffon, rien qui pût faire soupçonner que ce fût là l'habitation d'un être quelconque, et en effet il n'y avait pas là d'habitation. On y était sous le ciel et dans la rue. Pas un mur d'ailleurs n'avait reçu son crépi. Près de l'entrée, en dehors, se trouvait un rouleau de bois de caroubier long d'un mètre environ.

— Je vous ai dit, monsieur, que je construisais un moulin à huile; voici l'arbre de mon moulin. Prenez la peine d'entrer et de passer dans la cour: voici la pierre d'assise de mon moulin.

En effet, au milieu d'une cour toute petite et étroite, il y avait une dalle bien posée d'équerre.

— Voici la chaudière pour mon moulin.

Et en disant cela, il me montrait dans l'épaisseur du mur une niche semblable à celles où l'on met les poêles des salles à manger à Paris. Le bas de cette niche était rempli par le fourneau. Sur la tablette du fourneau se trouvait une poignée de vieux clous rouillés, tordus, de toutes les espèces et de toutes les formes. — Ce sont des clous pour mon moulin. Quand j'ai occasion d'aller à Alger, si j'ai un sou, j'achète comme cela une pincée de vieux fer, c'est toujours ça de fait.

— Très bien, lui dis-je; je vois qu'il vous faudra du temps pour achever votre moulin, mais je sais que vous êtes persévérant. Ce qui m'inquiète, c'est de savoir où vous logerez d'ici-là, car tout ici est à la belle étoile.

— Ah! monsieur, dit-il en souriant de l'air d'un homme qui ne se laisse pas prendre en défaut. Et rentrant aussitôt dans ce qu'il appelait la chambre, il va au mur du fond, ouvre une trappe en fer pratiquée à hauteur d'appui, et, se rangeant de côté pour me laisser voir : — Je vous avais dit, monsieur, que j'avais aussi construit un four, voyez-le. C'est là que je couche.

Ce four n'était nullement passé au lait de chaux, comme une chambre à coucher, mais au noir de fumée, comme un vrai four qu'il était.

— Vous cuisez donc aussi dans ce four?

— Oui, monsieur.

— Mais alors vous avez du grain, de la farine.

— Non, monsieur. Ce sont les autres qui viennent cuire à mon four.

— En ce cas, maintenant que vous avez tout vendu, et que vous avez été jusqu'à déterrer vos pommes de terre pour pouvoir manger pendant que vous faisiez vos défrichemens et que vous construisiez ce four, vous devez en tirer une petite ressource en en louant l'usage aux autres colons.

— Ah! non, monsieur, ils sont si malheureux!

Cette réponse et le ton de candeur qui l'assaisonnait me coupèrent la parole. J'aurais volontiers glissé quelque argent dans la main de cet homme bienfaisant qui n'avait pas de chemise sous sa blouse. Je craignis de l'offenser; mais je lui demandai son nom, qu'il me donna : Melchior Pausson. C'est lui-même qui m'en a dicté l'orthographe.

Draria, à une lieue en avant de Baba-Hassen, et El-Achour, entre Draria et Deli-Ibrahim, sont, à proprement parler, les deux derniers villages qui appartiennent à l'histoire de la colonisation. Les autres font en quelque sorte partie des jardins d'Alger. Ils n'ont pas eu à traverser les mêmes phases ni

les mêmes épreuves. S'ils ont été fondés par les mêmes moyens, on n'a pas eu à employer les mêmes moyens pour les soutenir. Ils ont eu presque tout de suite leur vie propre, indépendante de l'action administrative, et ils ont grandi absolument comme les Batignolles à côté de Paris. Nous ne nous sommes pas astreint d'ailleurs à un aride travail de nomenclature, et il n'entrait pas dans notre plan de donner une monographie de chaque village, comme si nous avions fait un guide de l'étranger en Algérie. Il est quelques villages que nous n'avons même pas nommés, ou qui ne l'ont été qu'en passant, tels que Douaouda, près de Koléah; Sidi-Ferruch, village maritime évacué; le Fondouk, dont l'histoire n'est plus rien, quand elle cesse d'être une nécrologie. Ce qui a été dit de Boufarik suffisait pour ce dernier point. Nous avons donc essayé de fixer sur des exemples les caractères généraux; nous sommes allé d'abord aux types, puis aux faits particuliers qui pouvaient avoir un intérêt à part, et quand nous n'avons rien trouvé, nous n'avons rien relevé. Ceci n'est pas non plus un tableau de la colonisation comme ceux que publie le gouvernement. Nous ne nous sommes servi de la statistique que lorsqu'elle nous a été nécessaire pour expliquer ou compléter l'exposé d'une idée ou pour faire ressortir un fait important. Nous n'avons voulu faire qu'une simple chronique de *la conquête par la charrue*, chronique prise sur le vif, sincère comme l'amour qui nous en a fait amasser les matériaux pendant deux ans, complète autant que nous avons pu la faire sans craindre de la faire trop longue.

Nous ne nous sommes d'ailleurs adressé qu'au passé. Nous avons di ce que la colonisation a été, non ce qu'elle est. Cela nous laissait dans les régions sereines de l'histoire, au point de nous ôter presque le besoin d'être impartial, et écartait même de nos opinions particulières jusqu'à l'apparence d'un caractère polémique. Nous savons au surplus quel essor a pris la colonisation grâce aux belles récoltes qui datent de 1849, ainsi qu'à quelques mesures qui ont ouvert des débouchés, et rendu le cours des choses au jeu naturel des lois économiques, l'administration à son vrai rôle en la débarrassant de ce système égyptien qui avait fait de Méhémet-Ali l'unique acheteur, l'unique vendeur, l'unique producteur même des richesses de son pays. Tout est donc changé, tout a grandi, tout est transformé. Peut-être n'est-il pas jusqu'au moulin de Melchior Pausson qui, aujourd'hui achevé, ne le mette bientôt à même de poser enfin un toit sur sa maison. Je n'ai donc plus rien à dire de Draria, sinon que ce village a dû voir redoubler la prospérité de ses carrières de pierre, ni d'El-Achour, sinon qu'il doit aujourd'hui confondre ses cultures avec les jardins de Tixeraïn.

Les villages que nous avions visités successivement nous avaient permis d'observer la vie coloniale en Algérie sous ses principaux aspects. La colonisation militaire et la colonisation civile nous avaient révélé tour à tour leurs inconvéniens et leurs avantages. Nous ne jugeâmes point nécessaire de prolonger notre excursion au-delà des villages du pied de l'Atlas. Le départ de M. de T... pour la France ne pouvait plus d'ailleurs être différé, et deux jours après notre retour à Alger, il s'embarqua pour Philippeville. Je le laissai partir seul, mais le séjour que je fis bientôt à Staouéli, au cœur même de la colonisation, rappela plus d'une fois mon attention sur les problèmes que

nous avions étudiés ensemble. Pendant longtemps encore, la colonisation en Algérie ne sera que le développement des créations ou des projets du maréchal Bugeaud; on peut même dire que sans lui il n'y aurait pas de colonisation dans l'Afrique française. Aussi, dans cette étude, n'ai-je poussé aucune de mes observations au-delà du printemps de 1847, époque où le maréchal quitta l'Afrique après avoir ouvert à ses successeurs une dernière voie par son expédition de Kabylie. Quoique bien ralentie depuis lors, la colonisation a fait cependant quelques progrès. D'abord elle est née en quelque sorte dans la province de Constantine et dans celle d'Oran, où il n'y avait encore que des villages routiers ou cantiniers et quelques ébauches ou projets d'ébauches de villages agricoles. Dans la province d'Alger même, les soins d'un directeur général intelligent et zélé, M. Frédéric Lacroix, ont fait reparaître un phénomène interrompu depuis quatre ans : la création de quelques villages. L'hiver de 1848-49 a vu fonder les villages de l'Arbâ et du Fort-de-l'Eau sans autre dépense de la part de l'état que les études et quelques travaux d'utilité publique. Ces villages, où l'on a laissé plus de marge à la spontanéité des colons, ont eu tout de suite un aspect de vie et une vie réelle qu'un heureux mouvement de saisons a d'ailleurs favorisée. A cet avantage ils joignaient celui d'être situés dans d'excellentes terres et composés d'anciens colons non encore pourvus de concessions attendues ailleurs ou dégoûtés de concessions ingrates, ou enfin voués jusque-là à travailler pour le compte d'autrui. Cela faisait une population très forte, à l'abri des erreurs ou des tâtonnemens de l'ignorance et des mécomptes de l'illusion. L'Arbâ est situé sur le territoire des Beni-Moussa et sur la route d'Aumale, à l'entrée des gorges de l'Oued-Djemâa. Il figurait déjà comme projet dans la ligne des villages du pied de l'Atlas, interrompue à Souma en 1845. Le Fort-de-l'Eau, plus rapproché d'Alger, est sur le bord de la mer, un peu au-delà de la Maison-Carrée, à l'une des extrémités du territoire de la Rassauta : il est entièrement composé de Mahonnais, population vigoureuse, laborieuse, que le voisinage des îles Baléares fait affluer à Alger, où ils exercent généralement la profession de jardiniers et de petits fermiers.

Grâce aux 50 millions votés en 1848 pour les colonies parisiennes, les territoires militaires, jusque-là impénétrables, ont à leur tour attiré des colons. Il n'y a plus une ville de l'intérieur ou du littoral qui n'ait maintenant un, deux et jusqu'à trois villages dans sa banlieue. La population primitive a presque entièrement disparu et a été remplacée par des travailleurs sortant généralement de l'armée. C'est un excellent élément. Réussira-t-on à l'implanter par des procédés réguliers et constans qui servent les progrès de la colonisation sans grever l'état? C'est là une question qui sera résolue tôt ou tard, il faut l'espérer. Il serait dans l'intérêt même de la colonisation, dans l'intérêt de l'émancipation des colons, que l'Algérie *fît ses frais*, c'est-à-dire qu'elle couvrît au moins les dépenses de son propre peuplement; mais si jamais ce but doit être atteint, il restera toujours au maréchal Bugeaud une place considérable dans l'histoire de la colonisation africaine. Dans cette œuvre pacifique comme dans celle de la guerre, c'est encore à lui que revient l'honneur d'avoir donné l'impulsion et frayé la voie.

A. BUSSIÈRE.

VOYAGE DANS LE CIEL

COSMOS, par M. Alexandre de Humboldt. [1]

Le *Cosmos* de M. Alexandre de Humboldt embrasse et résume tous les travaux qui ont valu à l'auteur une des premières renommées scientifiques de ce siècle. Nous voudrions essayer aujourd'hui de faire connaître une des plus remarquables parties de cet ouvrage; mais comment remplir dignement cette tâche sans rappeler d'abord l'ensemble d'études et de recherches que le *Cosmos* est venu couronner? Voyageur scientifique, M. de Humboldt a appris aux voyageurs à voir, à observer, à mesurer tous les phénomènes du monde physique, et pour plusieurs branches des connaissances humaines, il en a le premier révélé l'importance. Contemplateur, artiste et poète, il a senti, il a décrit la beauté des scènes de la nature, sans que le coup d'œil attentif du mathématicien et de l'astronome fît tort à la perception des merveilles des astres, des airs, des eaux et de la terre, considérée tant dans les montagnes, les rochers, les terrains qui en forment la substance que dans la végétation qui l'*habille*, comme dit Homère, et dans les animaux de toute espèce qui la peuplent. Qui ne connaît ses travaux de géographie astronomique, descriptive, politique et physique? Ses déterminations magnétiques ont ouvert la voie à tout ce que le XIXe siècle a fait pour étendre cet ordre de notions si important. On sait quelle a été sa coopération à l'établissement des observatoires magnétiques qui nous ont déjà tant appris sur le fluide qui circule comme un véritable fluide nerveux dans l'intérieur de la terre. Sa description des lignes de chaleur

(1) 4 vol. in-8°, librairie Gide, 5, rue Bonaparte.

égale, dont il a marqué la direction sur notre globe, s'est confirmée par d'innombrables applications à la connaissance des climats et à celle des productions de la terre comme aussi aux déductions théoriques et purement scientifiques de la météorologie. Voyageur ou expérimentateur sédentaire, M. de Humboldt n'a pas seulement rendu d'innombrables services à la botanique, à l'anatomie, à la zoologie : on lui doit de remarquables travaux sur la constitution physique de la terre étudiée dans sa force intérieure ou volcanique, dans ses mines et ses produits souterrains, et surtout dans l'aspect des terrains, des roches, des agglomérations qui en composent la surface et servent de base à la vie végétale et animale.

C'est encore M. de Humboldt qui nous a révélé un des faits les plus importans pour la connaissance de notre globe et de son état antérieur. — Tandis que les plantes, les animaux et toutes les organisations vivantes offrent, suivant les divers climats, les plus étonnantes variétés, il a reconnu que le sol des contrées qui les portent est le même d'un pôle à l'autre, dans le nouveau comme dans l'ancien continent, dans les îles comme dans les régions centrales, dans l'Australie comme dans l'Amérique du Nord. Au moment de ces formations terrestres, la nature était encore une, les choses n'avaient qu'un aspect :

Unus erat toto naturæ vultus in orbe.

Mais un des titres essentiels de l'auteur du *Cosmos* à la reconnaissance du monde scientifique, c'est, nous le répétons, d'avoir appris aux savans à voyager. Il a bien fait et a appris à bien faire. Le degré d'exactitude qu'il a atteint dans toutes les observations est suffisant, et c'est tout ce que comportent les difficultés du transport, les besoins du voyage lui-même et les déductions scientifiques qu'on devra tirer des observations. Appelé moi-même à donner des directions à des observateurs venus après lui, j'ai toujours été conduit, malgré le perfectionnement des instrumens de position, à leur donner ce conseil : Faites comme M. de Humboldt, et *aussi bien que lui,* si vous pouvez. — Apprendre aux autres à faire, c'est une véritable invention. L'auteur du télescope, du microscope, du sextant, l'auteur de la pile électrique n'ont-ils aucun droit sur toutes les découvertes que leurs inventions premières ont suggérées, et qui ne se seraient pas accomplies sans les *outils* qu'ils ont fournis à la science? L'esprit humain, si puissant pour saisir les analogies, est bien faible pour la connaissance de l'absolu. Il nous serait bien facile maintenant, comme Archimède, de trouver, sans l'entamer, la quantité d'or et d'argent contenue dans la couronne du roi Hiéron fabriquée par l'infidèle orfèvre Démétrius; mais trouver le moyen de reconnaître la fraude

sans endommager un travail exquis, voilà ce qu'Archimède seul pouvait imaginer, ce qui lui faisait crier : *Eurêka!* je l'ai trouvé ! En un mot et par une seule image, il est infiniment plus aisé d'allumer mille flambeaux à un premier flambeau allumé déjà que de donner la flamme à ce premier flambeau lui-même.

En jetant ce rapide coup d'œil sur les œuvres si variées dont le *Cosmos* nous offre le résumé, laisserons-nous oublier qu'attaché à la cour du roi Frédéric-Guillaume IV, qui lui témoigne une considération, on peut dire même une affection aussi honorable pour le souverain que pour le savant, M. le baron Alexandre de Humboldt mène la vie de courtisan dans la plus stricte acception de ce mot? Ainsi nous avons vu Cuvier et Arago donner une part de leur activité à la vie publique sans cesser d'être à la tête des sciences d'observation, l'un pour les sciences naturelles, l'autre pour les sciences mathématiques. Un grand honneur pour M. de Humboldt, c'est d'avoir été également initié et, qui plus est, *praticien* dans l'une et l'autre de ces grandes divisions qui se partagent les onze sections de notre Académie des sciences. L'auteur du *Cosmos* appartient à l'Institut de France comme associé étranger, et cette distinction est justement regardée comme la plus élevée où puisse atteindre une capacité scientifique, car ces associés, en très petit nombre d'ailleurs, sont choisis entre les sommités de tous les pays : ce sont les premiers entre les premiers de la science et de la renommée, *primi inter primos.*

Si l'on en juge par les dernières publications de M. de Humboldt, l'âge n'a point de prise encore sur cette vigoureuse intelligence (1). Le *Cosmos* embrasse et résume, nous l'avons dit, tous les travaux de l'illustre savant. L'idée du *Cosmos* est développée dans les deux premiers volumes, un peu trop fortement empreints peut-être de cette métaphysique allemande qui mêle aux notions positives des sciences d'observation un reflet du raisonnement métaphysique de l'âme qui reçoit ces notions. L'homme a toujours été le même : l'ancienne dissidence entre les dogmatiques et les empiriques, entre les spéculateurs théoriques et les observateurs, entre les platoniciens et les partisans d'Aristote, subsiste toujours, et quoique dans la connaissance de la nature les progrès récens des sciences aient donné gain de cause aux observateurs sur les *théoristes,* qui osaient espérer de deviner la nature, cependant, et à juste titre, la théorie et les spéculations sont rentrées dans la science, mais, bien entendu, en ne s'écartant pas du domaine de celle-ci, limité et conquis par l'observation. Dans les premiers volumes de l'ouvrage de M. de Humboldt,

(1) M. de Humboldt est né en septembre 1769, l'année même qui avait donné à la France Napoléon et Cuvier. Il vient donc d'accomplir sa quatre-vingt-quatrième année.

l'univers est considéré non-seulement au point de vue descriptif et infaillible, mais encore il est mis en relation avec l'âme de l'homme ou plutôt de l'humanité entière dans les divers siècles. Cette admission de l'histoire et de la métaphysique sur le terrain de la science observatrice n'a pas été goûtée par tous les esprits, soit que l'on craignît un retour vers la science dogmatique, soit que l'on fût frappé de la nouveauté seule. Cependant tout ce qui, dans cette partie du livre, appartenait à la science d'exposition pure et simple était au-dessus de tout reproche.

Dans le volume récemment paru, la science descriptive règne exclusivement, et le succès de l'ouvrage a été incontesté et universel (1). Le troisième volume du *Cosmos* surpasse, à notre avis, les deux précédens par la vigueur de style, par la profondeur de vues, par la flexibilité de la pensée, enfin par la solidité de déductions analogiques, qui en font un tableau des phénomènes célestes exposés suivant la science que l'on peut hardiment appeler *française*, c'est-à-dire sans aucun mélange de la métaphysique allemande ou, si l'on veut, platonicienne. Le quatrième, non encore traduit, contient l'exposé des phénomènes du globe terrestre, comme le précédent traitait des phénomènes du ciel. On peut dire que M. de Humboldt, l'un des fondateurs de la physique terrestre, est là sur son terrain plus encore que dans le domaine de la physique céleste.

C'est la partie astronomique du livre de M. de Humboldt qui appellera surtout aujourd'hui notre attention; mais avant de suivre l'auteur du *Cosmos* dans son exploration des espaces célestes, nous avons à dire un mot des vues philosophiques qui précèdent et amènent cette partie purement descriptive de son œuvre. On aura ainsi une idée plus complète de l'imposant ensemble auquel se rattache le tableau du ciel tel que nous essaierons de le tracer d'après M. de Humboldt.

I.

Dans le petit traité sur le monde, sur le *cosmos*, que l'on trouve dans les œuvres d'Aristote, et qui contient, notamment sur l'existence du continent américain, des vues d'une portée merveilleuse, le

(1) En Angleterre, l'ouvrage a été traduit par Mme Sabine, aidée des conseils et sous la direction de son mari, le colonel Sabine, illustre savant anglais, et de l'auteur même du *Cosmos*. En France, le premier volume et la première partie du troisième ont eu pour traducteur M. Faye, l'un de nos premiers astronomes français, qui a même fourni quelques additions ou renseignemens. Au moment où commençait la publication du *Cosmos*, M. de Quatrefages en faisait l'objet d'une étude dans cette *Revue* (1er juin 1846), et M. de Humboldt avait publié ici même l'introduction de son livre (1er décembre 1845).

précepteur d'Alexandre, le grand seigneur macédonien, s'exprime ainsi : « Bien des fois, ô Alexandre ! la philosophie m'a paru quelque chose de divin et de surnaturel, surtout lorsque seule, osant s'élever à la contemplation de la nature des êtres, elle a voulu dans cette partie chercher la vérité..... Le monde (*cosmos*) est l'ensemble du ciel et de la terre, et de toutes les substances de toute nature qu'ils embrassent l'un et l'autre. Ce nom de *cosmos* est dérivé de l'ordre et de l'arrangement de tous les êtres sous l'empire de la Divinité et sous sa conservation immédiate. »

Ce qu'Aristote appelle *philosophie* est ce que nous appelons *science*, et surtout la science appliquée à la connaissance de l'univers matériel. Tel est aussi le plan du livre de M. de Humboldt : c'est la contemplation du monde physique, non-seulement dans les lois qui le régissent, mais encore dans ses rapports avec l'homme comme habitant du monde, et avec l'âme comme percevant des sensations artistiques et métaphysiques au spectacle de l'univers.

C'est principalement au début de son ouvrage que M. de Humboldt a développé la grande idée qui en constitue l'individualité. Il y montre pour ainsi dire l'âme universelle de l'humanité grandissant avec la connaissance du monde et les conquêtes des sciences depuis la navigation des Argonautes jusqu'à celles de Christophe Colomb et de ses successeurs, depuis les premières contemplations astrologiques du ciel jusqu'à la science astronomique du XIXe siècle, depuis les informes et superstitieuses notions météorologiques des premiers âges jusqu'à l'établissement des observatoires météorologiques du monde entier, qui nous révèleront un jour ce que dans chaque contrée, chaque année, chaque saison, on doit attendre de jours chauds et froids, sereins ou pluvieux, calmes ou agités par les vents, avec d'utiles prescriptions pour les cultures, les récoltes, les travaux publics, les transports de subsistances, les voyages, l'hygiène publique, enfin tout ce qui constitue les mille rapports du climat avec l'homme.

C'est donc un exposé général des lois et des faits de la nature entière que nous offre le *Cosmos* dans sa première partie. « La nature, considérée rationnellement, dit M. de Humboldt, c'est-à-dire soumise dans son ensemble au travail de la pensée, est l'unité dans la diversité des phénomènes, l'harmonie entre les choses créées dissemblables par leur forme, par leur constitution propre, par les forces qui les animent; c'est le Tout (le grand *Pan*) pénétré d'un souffle de vie. Le résultat le plus important d'une étude rationnelle de la nature est de saisir l'unité et l'harmonie dans cet immense assemblage de choses et de forces, d'embrasser avec une même ardeur ce qui est dû aux découvertes des siècles écoulés et à celles du temps où nous vivons,

d'analyser le détail des phénomènes sans succomber sous leur masse. Sur cette voie, il est donné à l'homme, en se montrant digne de sa haute destinée, de comprendre la nature, de dévoiler quelques-uns de ses secrets, de soumettre aux efforts de la pensée, aux conquêtes de l'intelligence, ce qui a été recueilli par l'observation.... Interroger les annales de l'histoire, c'est poursuivre cette trace mystérieuse par laquelle la même image du *cosmos* — qui s'est révélée primitivement au sens intérieur comme un vague pressentiment de l'harmonie et de l'ordre dans l'univers — s'offre aujourd'hui à l'esprit comme le fruit de longues et sérieuses observations. »

Telle est la tâche qu'a voulu remplir M. de Humboldt, et les premiers chapitres du *Cosmos* nous offrent successivement des tableaux abrégés de la terre, du ciel, de la vie organique, des considérations sur l'étude de la nature, et un essai historique sur le développement progressif de l'idée de l'univers. A ces tableaux viennent s'ajouter plusieurs centaines de pages de notes dans lesquelles brille peut-être encore plus que dans le texte la prodigieuse érudition de M. de Humboldt. Il a tout lu, tout compris, tout extrait depuis plus d'un demi-siècle. Plusieurs de ces notes sont d'admirables matériaux qui n'ont point trouvé place dans la contexture de l'ouvrage. On peut citer entre autres la réhabilitation de la mémoire d'Amérigo Vespucci, homme d'une haute science et d'une grande probité, qui n'a jamais cherché à donner son nom aux terres découvertes à l'occident de l'Espagne. Ces terres, jamais ni lui ni Christophe Colomb n'ont su qu'elles étaient un nouveau continent, un nouveau monde, étant morts l'un et l'autre avec la croyance, universelle alors, qu'ils avaient touché à la partie orientale de l'Asie. C'est un hasard malheureux et l'obscurité comparative de Christophe Colomb qui ont été funestes à sa gloire. A propos de ces notes, il est un désir que nous devons exprimer. Nous voudrions voir tous les auteurs consciencieux qui écrivent sur des sujets sérieux faire part au public des matériaux souvent très précieux qu'ils ont recueillis sans les employer, et qui éviteraient à d'autres travailleurs la peine d'aller les chercher dans les livres originaux. L'érudition de *seconde main,* bien plus commune qu'on ne pense, n'a rien que d'avouable quand on n'y joint pas la mauvaise foi de vouloir faire croire qu'on a soi-même puisé aux sources originales.

La partie de l'œuvre de M. de Humboldt dont nous venons d'indiquer en quelques mots les grandes lignes soulève quelques questions sur lesquelles, nous l'avons dit, nous voudrions nous arrêter avant d'arriver à la partie plus rigoureusement scientifique. « Ceux, dit Bacon, le père de l'école observatrice moderne, qui ont traité des sciences, ont été ou dogmatiques ou empiriques : les dogmatiques, semblables aux araignées, forment des toiles sans force de la sub-

stance qu'ils tirent d'eux-mêmes; les empiriques au contraire, semblables aux fourmis, amassent des matériaux et les emploient tels qu'ils les trouvent. L'abeille fait mieux, car elle recueille de la substance sur les fleurs, mais elle sait l'élaborer avec un art qui lui est particulier. » Je pense qu'on ne peut pas assez s'étonner qu'il ait fallu tant de siècles pour comprendre qu'avant d'expliquer il fallait connaître, et que jamais la théorie ne pouvait deviner les faits, pas plus qu'on ne peut arpenter un champ avant de l'avoir sous les yeux. Peut-on voir sans une surprise profonde Descartes, cet admirable génie, le grand promoteur du *doute* et de l'examen comme *principe préliminaire,* bâtir de toutes pièces un système de la constitution intime de la nature et des mondes parfaitement en contradiction avec ses propres règles de raisonnement? Encore s'il eût donné ses tourbillons et sa matière subtile pour une conception hypothétique, une espèce de type mécanique de l'organisation de l'univers et des corps; mais il y croyait, il s'était persuadé à lui-même ses incroyables hypothèses, et malheureusement il y fit croire ses contemporains. Il fut empirique comme raisonneur, mais complétement dogmatique dans ses systèmes. Aussi, à part l'histoire de la science, ne vivra-t-il que par la portion de ses travaux qu'il estimait le moins, savoir ses découvertes mathématiques et physiques.

Le mot *nature,* qui pour nous désigne l'ensemble des êtres que l'observation fait reconnaître à nos sens, signifiait chez les Romains, d'après son étymologie, non point l'existence, mais bien la *naissance* des êtres. Telle est la signification du titre du fameux ouvrage de Lucrèce sur la *nature* (la *naissance*) *des choses,* où il tend à fixer des limites à ce qui peut naître et à ce qui ne peut pas naître. Chez les Grecs, le mot *physis,* que l'on traduit toujours par le mot français *nature,* remonte plus haut que la naissance des êtres et signifie *engendrement.* Ainsi chez nous l'idée de nature se rapporte à l'existence des êtres; chez les Latins, elle se rapportait à la naissance de ces mêmes êtres, tandis que chez les Grecs, elle était l'idée même de leur génération : on voit que le langage, le sens commun s'est de plus en plus rapproché de l'empirisme. Mais au fond comment concevons-nous l'existence des êtres?

L'école métaphysique française moderne a sagement renoncé à définir les premiers principes des êtres. Si une existence est isolée des autres, si une sensation est d'une nature particulière, comment la définir par d'autres sensations d'une espèce différente? Autant vaudrait exprimer un chemin en kilogrammes ou une valeur en mètres cubes! La pensée, accoutumée à triompher dans la comparaison des idées, dans l'analogie, éprouve une grande humiliation, quand elle vient se heurter contre la connaissance intime des choses,

contre l'*absolu*. Alors il faut ou plutôt il faudrait *savoir ignorer*, mais c'est à quoi il est bien pénible de se résoudre, surtout quand on a à soutenir une position scientifique acquise. Un Persan, à qui j'avais à son gré éclairci quelques doutes sur le système du monde, me demandait, comme un léger accessoire, de lui dire ce que c'est que l'âme! Beaucoup de ceux qui consultent les organes de la science sont un peu comme ce Persan, et les philosophes, soit dans leurs livres, soit dans leurs cours, sont toujours fort peinés de dire : *je ne sais pas*. Il me semble pourtant qu'on peut hardiment convenir de son ignorance, pourvu qu'on ait la certitude qu'aucun autre n'en sait plus que soi.

Comme l'occasion s'offrira de revenir quelque jour sur la classification, sinon sur l'essence intime des êtres matériels, je me bornerai à faire remarquer que l'on trouve, en tête de tous les traités de physique, la matière, l'espace et le temps comme premiers principes des êtres. Peut-on concevoir des êtres en dehors de ces propriétés générales? Peut-on, avec Berkeley, créer par l'intelligence un univers immatériel? Puisque les êtres physiques ne sont pour nous que l'idée qui nous rend leur existence sensible, cette idée ne pourrait-elle pas naître et exister dans la pensée, dans l'intelligence, dans l'âme, sans résulter d'une action et d'une sensation matérielles? Je laisse tout cela aux habiles, et, revenant à notre monde, conçu à l'ordinaire, je me demande à quelles dernières limites s'arrêtent les notions intellectuelles que nous avons sur la matière, l'espace et le temps. Voici, je crois, ce que l'on peut dire de plus simple sur cet objet, sans cependant se flatter d'avoir défini ce qui est indéfinissable.

La première perception de notre intelligence est celle de l'identité ou de la non-identité de deux êtres. Or l'être matériel qui agit sur nos sens, d'après sa définition empirique, diffère de notre pensée; cela lui constitue une propriété particulière, une existence à part qui peut sinon le *définir*, du moins le faire reconnaître. Ainsi l'être matériel se *distingue* par sa *non-identité* avec la faculté pensante, de laquelle évidemment nous devons partir. Voilà donc l'idée la plus *primitive* que l'on puisse avoir des corps, des substances matérielles, des êtres physiques. Cette idée, c'est que ces êtres sont distincts de la faculté pensante. Voyons pour l'espace.

Peut-on concevoir un corps sans lui attribuer tacitement ou explicitement une étendue, une place dans le monde, une largeur, une longueur, une épaisseur, des dimensions sensibles, et plus vulgairement un dessus et un dessous, un avant et un arrière, une droite et une gauche? Je laisse tout cela à l'école dogmatique; mais, ramenant tout à la notion admise d'identité ou de non-identité, disons que, dès que la pensée conçoit deux corps, on a l'idée de l'espace qui les

sépare par l'idée même de leur non-identité. Plus on creuse cette pensée, plus on reconnaît que si elle n'est pas une définition absolue, elle fournit au moins tout ce qu'il y a de plus de simple dans la conception de l'idée de distance, d'espace, d'étendue. Répétons donc : la notion de l'espace est la notion de ce qui différencie l'idée de deux êtres matériels coexistans.

Enfin le temps lui-même, regardé ordinairement comme si rebelle à toute définition, se ramène facilement aux notions les plus simples d'identité et de non-identité. Concevons un seul objet et pensons-y deux fois. La notion du temps sera la notion de ce qui différencie ces deux idées d'un même objet. Il est évident que les deux idées du même objet n'ont aucune autre distinction que leur successivité. La notion du temps est donc la notion de la non-identité de deux idées du même objet.

Ces définitions ou plutôt ces quasi-définitions de la matière, de l'espace et du temps, qui cependant, au fond, sont empiriques, c'est-à-dire fondées sur l'observation, vont nous servir de type pour d'autres définitions ou limitations des êtres dans la nature. Et d'abord rien de plus célèbre que la classification des êtres en trois règnes ou divisions : le règne minéral, le règne végétal et le règne animal. Plus récemment, on avait voulu réduire ces trois règnes à deux, savoir : le règne des êtres privés de la vie, ou règne inorganique, et le règne des êtres vivans, végétaux et animaux, sous le nom de règne organique. En raisonnant d'après la stricte règle de la philosophie empirique, qui admet comme ayant une existence spéciale, comme contenant un principe distinct, tous les objets qu'on ne peut ramener expérimentalement à l'identité, nous serons conduits à quatre ordres d'êtres de natures diverses, à quatre règnes de la nature, savoir : les trois anciens règnes minéral, végétal et animal, et de plus le *règne humain*, caractérisé par l'âme, l'intelligence, la pensée définie expérimentalement, comme étant ce que possède l'homme d'une race quelconque à l'exclusion de l'animal (1).

Quelques mots encore sur cette importante question. Dans les sciences d'observation, la mécanique, la physique, la chimie nous font connaître les propriétés qui distinguent les corps purement matériels : par exemple, le mouvement, la vitesse, le choc, la dureté, le poids, l'étendue, la chaleur, la couleur, la composition élémentaire, les réactions mutuelles. Là point de vie, point de reproduction, point de spontanéité, point d'organisation, point de mouvement volontaire.

Il n'en est pas de même si nous observons une plante : nous y reconnaissons tout de suite une organisation qui déroge à toutes les

(1) M. de Humboldt admet avec raison l'unité de l'espèce humaine.

lois de la mécanique, de la physique et de la chimie des corps purement matériels. Et comme nous ne pouvons pas ramener les uns aux autres les phénomènes des êtres organisés et ceux des corps bruts, nous devons reconnaître dans la plante un principe nouveau, — la vie, l'organisme ou tel nom qu'on voudra lui donner, — pourvu qu'il soit bien admis que la plante contient deux principes distincts, la matière et la vie, et que tandis que le règne minéral ne contient qu'un seul principe, soumis aux lois physiques, la matière, — le règne végétal en contient deux, la matière et le principe vital, soumis à de tout autres lois.

Par le même raisonnement, nous reconnaîtrons que, comme il y a dans les animaux des particularités tout à fait étrangères aux végétaux, et entre autres le mouvement, la spontanéité, la volonté, qui ne permettent pas de les confondre avec les végétaux, nous devons admettre en eux un nouveau principe que j'appellerai la spontanéité, la volonté ou l'instinct. Ce principe devra faire reconnaître le règne animal comme distinct des deux autres tant qu'on n'aura pas fait un animal avec une plante ou donné les sens et la volonté à un arbre. Ainsi, dans le règne animal, trois principes élémentaires distincts, savoir : la substance matérielle, la vie, et l'instinct.

Existe-t-il un quatrième règne? Évidemment oui. En effet, l'homme, par sa pensée, son intelligence, son âme, se sépare des animaux, et ce n'est pas seulement une différence en plus ou en moins comme dans les affections, les passions, les sensations, la mémoire, le jugement, que l'homme partage avec l'animal et qu'il ressent seulement dans un degré plus élevé, dans une sphère plus étendue. Tout le monde sent et convient qu'il y a dans la faculté pensante un principe que l'homme possède seul à l'exclusion de tous les animaux, et, répétant ce que je viens de dire pour la différence entre le règne végétal et le règne animal, tant qu'on n'aura pas réussi à donner l'intelligence à la brute, on devra reconnaître un principe à part dans l'homme, principe que nous nommerons intelligence, faculté pensante, âme, et qui fera de l'humanité entière un quatrième règne de la nature contenant quatre principes distincts, savoir : la substance matérielle, la vie ou l'organisation, l'instinct, enfin l'âme.

Nous n'avons point pour aujourd'hui à insister davantage sur la partie métaphysique du livre de M. de Humboldt, à fixer par exemple les limites que doit comprendre chaque branche des sciences d'observation. Ce sont là des questions qui veulent être étudiées à part, et il nous a suffi de poser quelques-uns des principes essentiels qui dominent cette partie théorique du *Cosmos,* dont le but est nettement indiqué dans les lignes suivantes : « Je crois avoir retracé, dit M. de Humboldt, dans sept chapitres qui forment une série de ta-

bleaux distincts, l'*histoire de la contemplation physique du monde*, c'est-à-dire le développement progressif de l'idée du *Cosmos*. Ai-je réussi à dominer un si vaste amas de matériaux, à saisir le caractère des phases principales, à marquer les voies par lesquelles les peuples ont reçu des idées nouvelles et une moralité plus haute? C'est ce que je n'ose décider... »

Nous arrivons maintenant au développement purement descriptif de la partie céleste du monde. Là nous aurons de la science d'observation, et, à la grande louange de l'auteur du *Cosmos*, plus complète que dans aucun ouvrage, même spécial, sur l'astronomie.

II.

Avec une hauteur de pensée qui domine la science des résultats de l'astronomie mieux que ne l'ont fait jusqu'ici les hommes spéciaux les plus éminens, l'auteur du *Cosmos* partage son sujet en deux sections : la science des étoiles d'une part, et de l'autre, celle du système solaire, en y comprenant le cortége des planètes, des satellites, des comètes, etc. Nous allons faire avec lui cet intéressant *voyage dans le ciel*.

De la partie de l'espace où nous sommes placés, nous n'apercevons sans doute qu'une petite portion des corps qui composent l'univers entier. Cependant, lorsqu'on dirige le télescope vers le ciel, on pénètre à des distances telles que l'on sent plutôt le besoin de revenir en arrière et de se replier vers notre soleil que de s'étendre par la pensée au-delà de cette limite si lointaine que nous atteignons déjà. Tâchons d'en donner une idée. Notre terre nous paraît immense par rapport à notre stature humaine. Cependant, si tous les habitans de la France se donnaient la main, ils en feraient aisément le contour, à peu près comme les voyageurs mesurent le tronc d'un arbre gigantesque par le nombre d'hommes qu'il faut pour l'embrasser. Ce contour est de 40 millions de mètres. Or le soleil est éloigné de notre terre de douze mille fois l'épaisseur de celle-ci, en sorte que si l'on mettait en ligne douze mille globes égaux en grosseur à notre terre, on comblerait l'intervalle qui nous sépare du soleil. La longueur de cette espèce de pont idéal dépasse tout ce que nous pouvons nous figurer en kilomètres et en distances itinéraires. En partant de l'homme, la terre est immense en ses dimensions; en partant de la terre au soleil, c'est une immensité de plus; mais du soleil au soleil le plus voisin, c'est-à-dire à l'étoile la plus voisine (car personne n'ignore aujourd'hui que les étoiles sont des soleils lointains affaiblis par la distance dans leurs dimensions et dans leur éclat), la distance est au moins deux cent mille fois la distance de la terre au soleil.

Comprenons maintenant, s'il est possible, la profondeur de l'espace qu'occupent autour de notre soleil toutes les étoiles qui nous environnent, depuis la première grandeur, c'est-à-dire le plus grand éclat, jusqu'aux petites étoiles de douzième, de quinzième ou même de vingtième grandeur; mais ce n'est pas tout : au-delà des plus petites des étoiles qui nous entourent, le ciel n'est pas vide; d'autres étoiles encore plus petites sont accumulées, et finissent en une faible blancheur qui limite circulairement la voie lactée. A quelle prodigieuse distance doivent être les dernières, qui ferment la perspective par leur accumulation, et qui, dans leur ensemble, forment ce que M. de Humboldt appelle si pittoresquement une île isolée dans le ciel? L'idée de nuage de soleils serait peut-être plus appropriée à l'objet présent. Quoi qu'il en soit, l'île céleste qui forme notre voie lactée n'est pas la seule. Les deux Herschel, père et fils, sir William et sir John, en ont catalogué environ 4,000, et l'on a conjecturé que, pour nous arriver du plus éloigné de ces amas d'étoiles visibles, la lumière, qui parcourt 300,000 kilomètres par seconde, mettait au moins 10,000 siècles!

Ces distances surpassent tellement la conception ordinaire de nos distances terrestres, qu'elles ne disent plus rien à notre pensée; seulement elles nous ôtent toute curiosité métaphysique de rechercher si au-delà il n'y a point encore des corps matériels existans, mais rendus invisibles par leur éloignement, ou par leur manque de lumière. Quant à l'existence de grands corps obscurs, et par suite sans relation possible avec nous, puisque la lumière est le seul mode de communication entre les étoiles et la terre, elle ne peut plus être mise en doute depuis qu'on a vu en 1572 une immense étoile briller quelques mois d'un éclat extraordinaire pour disparaître ensuite complétement, phénomène qui s'est reproduit plusieurs fois dans diverses constellations. Or notre soleil, que des données précises ne permettent pas de placer parmi les plus brillantes des étoiles, est environ un million et demi de fois plus volumineux que notre globe terrestre. Il y a donc des corps immenses actuellement invisibles pour nous, car il n'entre sans doute dans la pensée de personne d'imaginer que ces immenses étoiles temporaires, dont l'éclat a cessé, soit par une véritable extinction, soit par l'interposition d'un corps opaque qui nous les a cachées, se soient anéanties sur place; s'il est une donnée scientifique solidement établie, c'est que rien ne périt dans la nature. Toutes les forces physiques, chimiques, mécaniques, physiologiques, sont impuissantes à détruire aussi bien qu'à créer un atome de matière, un atome de chaleur, un atome de lumière ou d'électricité; elles ne peuvent de même ni détruire ni créer la moindre quantité de mouvement. Le mouvement d'un corps qu'on arrête passe

dans l'obstacle qu'il vient choquer, et la recherche du mouvement perpétuel est aussi chimérique que la création des montagnes par les moyens dont l'homme et la nature peuvent disposer, ou leur anéantissement par l'emploi des mêmes moyens.

Mais pour sortir de ces fatigantes assertions, qui constituent cependant le vrai côté positif de la science, imaginons que l'on dirige un grand télescope sur une des belles voies lactées du ciel, lesquelles sont ordinairement désignées sous le nom de nébuleuses, qu'elles doivent à leur aspect analogue au faible éclat de la voie lactée : alors on voit avec ravissement ce petit nuage blanchâtre et pâle se transformer magiquement en un amas de points brillans d'un éclat admirable, comme si l'une des montagnes de sable qui bordent l'Océan sur les côtes de France, et qui forment des dunes de 100 mètres de hauteur vers Dunkerque, sur les côtes de Bretagne, ou autour du bassin d'Arcachon, au sud de Bordeaux, avait eu chacun de ses grains de sable transformé en un ver luisant, et rayonnait dans chacun de ces points d'un éclat fixe et pur qu'on ne pourrait se lasser de contempler !

L'auteur du *Cosmos* passe en revue, d'une manière peut-être un peu trop rapide, les progrès opérés dans la construction des télescopes à verres achromatiques et à miroirs; il arrive jusqu'aux grandes lunettes de 14 pouces français d'ouverture qui sont à Poulkova près Saint-Pétersbourg, à Cambridge près Boston aux États-Unis, à l'observatoire de Paris; il mentionne les télescopes à miroir de William Herschel de 4 pieds anglais de diamètre et de 40 pieds de longueur, ainsi que ceux de 3 pieds de M. Lassell, près Liverpool, et enfin le gigantesque télescope de lord Rosse, de 50 à 60 pieds de longueur, avec un miroir de 6 pieds d'ouverture installé dans un bâtiment formant une espèce de tour allongée dont les murs, découpés par étages, ont plus de 60 pieds de hauteur. Ici se placent plusieurs détails intéressans sur l'éclat relatif des étoiles, sur leur scintillation, sur leur visibilité en plein jour par le télescope, sur la transparence supposée imparfaite des espaces célestes, sur les différences optiques reconnues par Arago entre la lumière émanée des solides, des liquides ou des gaz, sur la lumière directe et la lumière réfléchie, sur la vitesse de la lumière, sur l'éclat comparatif du soleil et des étoiles, et particulièrement sur le rapport de la lumière du soleil à celle de la pleine lune (ce rapport est celui de 800,000 à 1, c'est-à-dire que le soleil est près de un million de fois plus brillant que la lune dans son plein). M. de Humboldt indique, d'après sir John Herschel, que Sirius, la plus brillante étoile du ciel, est, à distance égale, 63 fois plus brillant que notre soleil. Nous sommes conduits ainsi, dit-il, à ranger notre soleil parmi les étoiles d'un médiocre éclat intrinsèque. Si l'auteur du *Cosmos* veut bien prendre

la peine de refaire le calcul de sir John Herschel (*Outlines of Astronomy*, p. 553), il se confirmera encore davantage dans son assertion, car il trouvera que c'est par une erreur de calcul qu'on est arrivé au nombre 63, tandis que le véritable résultat est le nombre 146 1/2, — en sorte qu'en définitive il faudrait accumuler la lumière de plus de 146 soleils comme le nôtre pour équivaloir à l'éclat de Sirius, l'un et l'autre étant supposés éclairer à la même distance.

Combien d'étoiles peut-on discerner sur la voûte entière du ciel à l'œil nu et avec le télescope? combien en a-t-on catalogué? combien y en a-t-il dans chaque ordre de grandeur? Sans nous astreindre à transcrire tout ce qu'il y a d'intéressant sur ce sujet dans le *Cosmos*, indiquons quelques nombres. D'après Argelander, il y a dans tout le ciel de 5 à 6,000 étoiles visibles à l'œil nu, sans instrument aucun, l'incertitude provenant du plus ou moins de faculté pénétrante de la vue de l'observateur. On regarde comme de sixième classe ou *grandeur* les dernières étoiles perceptibles à la vue naturelle. A mesure que l'éclat est plus faible, le nombre des étoiles augmente rapidement; ainsi on compte 20 étoiles de première grandeur ou éclat; de second éclat, on en compte 65; de troisième, 190; de quatrième, 425; de cinquième, 1,100; de sixième, 3,200; de septième, 13,000; de huitième, 40,000; enfin de neuvième, 142,000, ce qui fait un total de 200,000 étoiles. Que serait-ce si on allait à la vingtième grandeur! Le catalogue français de Lalande contient plus de 47,000 étoiles, et il y en a plus de 32,000 dans les zones de Bessel et d'Argelander calculées par Weisse, directeur de l'observatoire de Cracovie (1). Sur ces 32,000, 20,000 étoiles sont de neuvième grandeur. Avec son télescope de 40 pieds, sir William Herschel estimait à 18 millions le nombre des étoiles qu'on pouvait distinguer dans la voie lactée seule.

Mais, dira-t-on, quelle utilité y a-t-il à marquer exactement la place de tant d'étoiles? C'est aujourd'hui le même motif qui portait Hipparque, il y a deux mille ans, à former son fameux catalogue : c'est pour mesurer le très petit déplacement qu'éprouvent ces astres appelés à tort étoiles fixes. Une autre notion bien surprenante est résultée de ces comparaisons entre les petites variations de position des étoiles, c'est que notre étoile elle-même, le soleil, est en marche assez rapide vers un point du ciel situé dans la constellation d'Hercule, tandis qu'il s'éloigne sensiblement du point du ciel situé dans la région opposée. Enfin ces catalogues servent encore à reconnaître les étoiles nouvelles et les petites planètes, dont le nombre est aujourd'hui de 26.

Un résultat moins mathématique de l'observation des étoiles, c'est

(1) Suivant M. Hind (1853), nous avons aujourd'hui plus de 130,000 étoiles cataloguées.

la couleur qui prédomine dans la lumière de plusieurs de ces astres. Ainsi Arcturus dans la constellation du Bouvier, Aldébaran dans le Taureau, Antarès dans le Scorpion, sont des étoiles rouges; mais ce qui est bien plus curieux encore, Sirius, la plus brillante étoile du ciel, que toute l'antiquité, Ptolémée en tête, cite comme une étoile rouge, est maintenant du blanc le plus pur. Je préviens ici mes lecteurs parisiens, ou ceux qui habitent les grandes villes illuminées artificiellement, que le contraste des lumières artificielles, qui sont toujours rouges à un certain degré, fait paraître bleues les étoiles blanches quand on les observe dans le voisinage de ces lumières. La lumière blanche de la lune, reflétée dans les eaux des rues, éprouve le même effet. Lalande, le célèbre astronome, donne Sirius comme une étoile bleuâtre, erreur que ne faisait point Arago. Du temps de Tycho-Brahé, Sirius était d'une blancheur parfaite. M. de Humboldt fixe approximativement l'époque de son changement de teinte. La Lyre, le Cygne, le Cœur-du-Lion, la Vierge, sont des étoiles blanches; les jaunes sont le Petit Chien, l'Aigle, la Polaire et l'étoile marquée de la lettre grecque *béta* dans la Petite Ourse. Il ne faut jamais perdre de vue ici l'influence de la couleur bleue du ciel, qui, par contraste, rougit un peu toutes les étoiles. Ce serait donc dans les hautes montagnes, par les ciels noirs de ces lieux d'observation *optiquement* privilégiés, qu'il faudrait noter la couleur des étoiles. Il est de petites étoiles, observées par sir John Herschel au cap de Bonne-Espérance, qui sont comme de petites gouttes de sang. Dans les étoiles doubles, souvent les deux compagnes sont teintes de couleurs différentes. Dans certaines nébuleuses ou amas d'étoiles, tous les soleils sont de la même couleur, par exemple, tous bleus, tandis que dans la nébuleuse de Lacaille, près de la Croix-du-Sud, de puissans télescopes révèlent plus de cent étoiles diversement colorées, rouges, vertes, bleues, bleu-verdâtres; c'est un véritable écrin de pierres précieuses.

Nous abandonnons à regret l'auteur du *Cosmos* dans sa revue de la voie lactée, dont il trace la marche au travers des constellations célestes, avec ses embranchemens, ses rapports avec les nébuleuses distinctes et les divers sondages télescopiques exécutés dans son épaisseur. Une des plus remarquables particularités de cette immense nébuleuse, c'est un trou noir, un manque presque total d'étoiles qui signale une région située au sud de la croix australe, et précisément au milieu d'une des localités célestes où l'éclat de la voie lactée est des plus intenses. Ce trou noir, ce *sac à charbon*, fut observé dès les premières navigations d'Améric Vespuce. Lorsque l'observatoire du cap de Bonne-Espérance sera muni du puissant télescope que le gouvernement anglais doit faire construire pour l'observation du ciel

austral, nous apprendrons encore bien des choses sur ce ciel, plus pauvre en étoiles que notre ciel boréal, mais plus riche en curieux objets célestes, dont les théories attendent l'observation exacte, soit pour leur confirmation, soit pour leur abandon définitif.

On lit avec intérêt dans le tableau du ciel tracé par M. de Humboldt tout ce qui se rapporte à l'apparition des étoiles nouvelles et à leur disparition. Telle fut dans Cassiopée la célèbre étoile de 1572, *la Pélerine,* bien supérieure en éclat à Sirius et même à Jupiter et à Vénus. Elle se voyait en plein midi à l'œil nu, et souvent au travers de légers nuages. Son apparition dura dix-sept mois. En 1600, dans le Cygne, et en 1604, dans le Serpentaire, de pareilles *éclosions* d'étoiles brillantes et temporaires furent observées, comme dans l'an 134 avant notre ère parut l'étoile nouvelle qui, suivant Pline, engagea Hipparque à faire son célèbre catalogue. Les étoiles périodiquement variables d'éclat ne sont pas moins intéressantes à connaître. M. de Humboldt nous donne un précieux tableau de vingt-quatre de ces astres curieux. Mais que dire des étoiles qui, comme l'étoile Êta du Navire, varient brusquement de la quatrième à la première grandeur, et dont l'éclat est centuplé en une période assez courte d'années? Si, pour ces étoiles comme pour le soleil, la chaleur est en proportion de la lumière, que peut-il advenir des planètes qui circulent sous l'empire calorifique de ce soleil bizarre, et que doivent éprouver leurs habitans? L'auteur du *Cosmos* examine ce qu'une crise pareille survenant dans notre soleil produirait sur la terre. Il regarde cette crise comme parfaitement possible. « Pourquoi, dit-il, notre soleil serait-il différent des autres soleils? » Cela n'est pas rassurant pour l'avenir, quoique M. de Humboldt y voie avec plaisir ou plutôt y entrevoie une cause qui *suffirait amplement à expliquer les anciennes révolutions du globe.* Nous croyons que la marche de la concentration progressive de la matière terrestre, depuis son origine cosmogonique assignée par Laplace, suffit à expliquer toutes les révolutions géologiques du globe et même la force de réaction de l'intérieur à l'extérieur du globe, réaction si admirablement établie par l'auteur du *Cosmos;* mais il est agréable d'avoir l'émotion de la peur, quand le courage peut la surmonter sans trop de peine, et sans doute l'appréhension de l'extinction ou d'un centuplement de la chaleur de notre soleil ne troublera le sommeil d'aucun habitant de notre globe. Ce qui peut du reste tranquilliser le genre humain, c'est que dans les deux cent mille soleils, depuis la première jusqu'à la neuvième grandeur, il en est bien peu qui prennent ainsi *le mors aux dents...* Mais arrivons aux étoiles doubles.

Je me vois forcé ici de rappeler ce que c'est que l'attraction, cette grande loi de la nature, découverte par Newton, et qui ramène les

mouvemens célestes aux plus simples notions de la mécanique. Par exemple, la lune, cette fidèle compagne de la terre, qui la suit dans son mouvement annuel autour du soleil, en tournant autour d'elle sans jamais la quitter et sans jamais se précipiter sur elle, quelle cause peut la maintenir ainsi? Comment ne s'échappe-t-elle pas? comment ne tombe-t-elle pas? Comment aucun des pics, des rochers, des terrains que nous y voyons ne nous arrive-t-il ici-bas par la chute naturelle à tous les corps matériels et par suite pesans? (J'en excepte, avec l'antiquité, le lion de Némée, qui, d'un bond prodigieux, sauta de la lune dans le Péloponnèse.) En voici la cause très simple et intelligible à tous.

La lune, comme tout corps matériel voisin de la terre, tend à tomber sur la terre. C'est ce que pensa Newton, voyant dans un verger tomber une pomme d'un arbre élevé, arbre que dans sa pensée il grandit jusqu'à ce que la cime atteignît la région de la lune. Comme on ne peut raisonnablement assigner la limite où la pomme détachée de l'arbre cesserait de tomber, Newton en conclut que la lune avait, comme la pomme idéalement soulevée à cette hauteur, une tendance à tomber. Pourquoi donc ne tombait-elle pas?

D'autre part, la lune, au travers des étoiles, s'avance rapidement vers l'orient, quittant continuellement les étoiles occidentales et envahissant continuellement la région des étoiles orientales. Avec cette grande vitesse en avant, vitesse de un kilomètre par seconde, comment la lune ne s'élançait-elle pas dans les espaces célestes, laissant seule la terre, ou circulant sous son propre nom autour du soleil?

Tout le monde pressent l'explication. Autant le mouvement de la lune en ligne droite éloignerait la lune de la terre, autant son poids, sa chute vers la terre la ramène vers nous, en sorte qu'elle reste à la même distance. Ce simple balancement soutient notre satellite autour de nous et nous assure son éternelle société. Qu'on se figure un palefrenier, dans un manége ou sur un terrain ouvert, dressant un cheval qu'il fait tourner en le retenant à la longe. Autant, par sa marche devant lui, le cheval libre s'éloignerait à chaque pas de l'écuyer, autant à chaque pas il est ramené par l'effet de la longe, et il décrit ainsi un cercle parfait dont le centre est le point d'où part la force qui le captive. Ainsi tourne la lune autour de la terre.

Cette loi d'attraction, que Newton avait déduite des mesures françaises de la terre, expliquait non-seulement comment la lune circule sans la quitter autour de la terre, mais encore comment la terre elle-même circule sans le quitter autour du soleil, qui lui dispense la chaleur et la vie, comment aussi toutes les autres planètes et toutes les autres lunes de notre système solaire accomplissent des mouvemens analogues et suivent des routes semblables, dans des fins probable-

ment pareilles, et avec de pareils cortéges d'habitans et d'êtres sans doute vivans, sentans et pensans. Que dire maintenant de l'immensité de la nature, si chaque soleil est reconnu, par la plus naturelle de toutes les analogies, comme le centre de nombreuses planètes éclairées, échauffées, fécondées par les rayons de ces millions de millions de soleils? Que d'organisations, que de volontés, que d'âmes! Et ne peut-il même pas y avoir dans ces mondes des intelligences d'un ordre bien supérieur à la nôtre? « Près de ces êtres doués de ces facultés métaphysiques d'une autre nature, disait un naturaliste contemporain, l'homme pour l'intelligence ne serait que leur chien! »

Or, comme, même pour les planètes sœurs de la terre, nous ne pouvons jusqu'ici apercevoir leurs habitans, il est hors de doute que jamais nous n'arriverons à la connaissance des êtres habitant les planètes des soleils autres que notre soleil. Les planètes elles-mêmes de ces soleils lointains ne sont pas assez éclairées pour devenir accessibles à nos observations. Tout ce que nous apercevons dans les planètes solaires, et de même nature que notre globe, se borne à des effets de climats, de saisons, de météores analogues à ce que nous observons sur la terre.

Qui croirait que des étoiles, dont la plus voisine est deux cent mille fois plus loin que le soleil, peuvent nous fournir, comme la pomme tombant vers la terre, comme la lune circulant autour de la terre, comme les planètes circulant autour du soleil, peuvent nous fournir, dis-je, des exemples, des preuves de cette attraction universelle qui tend à précipiter l'un vers l'autre tous les corps matériels du monde, et qui les lie entre eux, de manière à les faire circuler dans des cercles éternels, en compensant, par le rapprochement dû à la chute, l'éloignement naturel que produirait le mouvement existant seul? Tel est le cas des étoiles doubles. Le télescope nous a révélé que plusieurs milliers des étoiles qu'à l'œil nu nous jugeons simples sont un assemblage de deux ou de plusieurs astres, très voisins entre eux; mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que plusieurs de ces groupes ne sont pas formés simplement par deux étoiles situées l'une devant l'autre. Dans un assez grand nombre de cas, les étoiles sont très rapprochées, et si elles ne se précipitent pas l'une vers l'autre, c'est qu'elles tournent circulairement de manière à compenser leur chute mutuelle par l'effet de leur mouvement progressif. Or on observe réellement ces mouvemens circulaires des étoiles doubles : on doit donc en conclure que l'attraction existe à ces limites du monde visible. Un examen plus attentif fait même conclure que la loi de ces actions est la même que dans la région voisine du soleil, à peu près comme un spectateur placé sur une colline où le vent qui le frappe fait tourner les ailes d'un moulin à vent conclut, en voyant

sur des hauteurs lointaines tourner d'autres ailes de moulin, que dans ces localités distantes il règne le même souffle de vent qui donne l'impulsion aux ailes du moulin le plus rapproché de lui.

Mais quelle curieuse chronologie que celle de ces étoiles révolutives! Si dans tel siècle, dans telle année, la petite étoile (au méridien) est, par exemple, au-dessus de la grande, seize ans plus tard elle sera à côté et à droite; seize ans encore plus tard, la petite sera sous la grande; puis seize ans encore après, elle sera à côté, mais à gauche; enfin, au bout de soixante-quatre ans, elle aura repris sa place au-dessus de la grande étoile. C'est un véritable cadran d'horloge où la petite étoile fait fonction d'aiguille.

De pareilles périodes se montrent depuis les périodes de quelques dizaines d'années jusqu'à des périodes de plusieurs siècles; ce sont des soleils tournant autour d'autres soleils voisins, et pour la chronologie ce sont ou ce seront des cadrans d'horloges séculaires célestes, infatigables et invariables, qui des limites du monde compteront à l'humanité intelligente les ans, les siècles et les centaines de siècles. Un astronome du temps de Charles-Quint, au milieu du XVIe siècle, s'excuse de pousser ses calculs jusqu'en 1600, comme si 1600 eût été pour les nations une époque inabordable. Qu'aurait-il dit des périodes de dix siècles et plus que l'on observe dans les étoiles doubles! Bien des hommes passeront, dit Bacon, et la science s'accroîtra. Dans l'état actuel de l'astronomie, l'esprit humain a déjà fait assez de progrès pour que les phénomènes qu'il observe ne lui jettent plus le reproche d'ignorance, et par ceux qu'il a expliqués, il peut légitimement espérer d'arriver à l'explication ultérieure de ceux dont la cause lui est encore inconnue. « Félicitons-nous, dit Sénèque, des découvertes que nous avons faites, et laissons la postérité apporter son contingent à la connaissance de la vérité. »

Dans le magnifique tableau que trace le *Cosmos* des richesses scientifiques de l'astronomie, tableau complet jusqu'à nos jours, j'ai beau essayer d'abréger mes indications, la matière est trop riche. Encore des étoiles; mais ce sont les amas connus sous le nom de nébuleuses. Voici à l'œuvre les télescopes des deux Herschel, de M. Lassell, du comte de Rosse; voici les lunettes de Saint-Pétersbourg, des États-Unis et de Paris qui sont aussi à l'œuvre pour distinguer une à une ces étoiles entassées par la distance comme les grains de blé dans un grenier ou les grains de sable dans le désert. Rien ne résiste à la puissance de ces moyens optiques. Tous ces petits nuages blanchâtres, même celui d'Andromède, donnent des signes de décomposition en étoiles; mais qui pourrait jamais, non pas nombrer, mais imaginer même le nombre de ces soleils? *Aussi nombreux que le sable, aussi nombreux que la poussière,* dit Homère;

mais tout le sable, toute la poussière des déserts de l'Afrique et de l'Asie centrale ne pourraient nombrer les étoiles des nébuleuses. Nous avons déjà dit que les deux Herschel en ont catalogué environ quatre mille. Que sera-ce quand on explorera le ciel des nébuleuses avec le télescope de lord Rosse, dont l'ouverture est celle de la prunelle de l'œil d'un géant dix à douze fois plus haut que la grande pyramide d'Égypte, et qui pourrait la tenir dans sa main!

Encore un exemple d'immensité; mais ici ce sont les siècles, et non les soleils, qui sont pour ainsi dire entassés. Tout indique dans le ciel que les élémens matériels ont marché progressivement vers une concentration de plus en plus prononcée. Les soleils se sont conglomérés aux dépens de la matière cosmique ou chaotique. Ces soleils se sont ensuite rapprochés en vertu de la grande loi de l'univers, l'attraction newtonienne, qui pousse incessamment l'une vers l'autre toutes les substances matérielles. N'y a-t-il donc point quelque trace de la marche de ces soleils se rapprochant entre eux jusqu'à ce que les mouvemens de circulation dont nous avons parlé plus haut viennent à balancer cette concentration progressive? Oui. Nous devons à lord Rosse lui-même le dessin de plusieurs nébuleuses en spirales, c'est-à-dire disposées par traînées lumineuses qui s'arrondissent en arrivant vers le centre à peu près comme seraient les étincelles d'une pièce tournante dans un feu d'artifice, si, au lieu d'être dirigées en dehors, ces étincelles étaient projetées vers le centre de la pièce tournante. Mais ici, au moment où se présente la question du temps nécessaire pour opérer les déplacemens qui ont donné naissance à ces dispositions d'ensembles d'étoiles, l'imagination recule effrayée. Il n'y a ni années ni siècles pour de pareilles durées. Que sont même les révolutions des étoiles doubles avec leur courte période de dix à douze siècles? Pour accomplir de tels mouvemens, il a fallu plus de milliers de siècles qu'il n'y a de soleils dans ces entassemens de soleils sans limite concevable. Beau thème pour ceux qui désirent comprendre ou peindre l'éternité!

Des métaphysiciens insatiables ont voulu dépasser encore ces limites du monde perceptible. « Nous imaginons, disent-ils, des existences de corps sans lumière, et dès lors non perceptibles à nos sens. La puissance créatrice dans la production et dans l'organisation de l'univers ayant toujours dépassé les bornes de l'intelligence de l'homme, il est évident que, puisque nous concevons d'autres existences que celles que nos sens nous révèlent, ces existences doivent être réalisées, et même qu'il doit en exister que nous ne concevons aucunement. » Je n'ai rien pour contredire à de telles théories. Passer par analogie de ce qui existe à ce qui est possible et du possible à l'inconcevable est permis en métaphysique; mais les sciences d'ob-

servation ont pour limites ce qu'on peut voir, mesurer, contempler, et ce que j'ai dit prouve suffisamment sans doute que, dans l'état actuel de la science céleste, les exigences les plus outrées doivent se trouver satisfaites pour l'espace, la matière et le temps. Alexandre trouvait la terre trop petite pour son ambition : il étouffait, dit Juvénal, dans les étroites limites du monde terrestre; mais quelle ambition scientifique pourrait trouver trop petit le monde matériel de l'astronomie?

Reposons-nous dans le système solaire, au milieu des planètes, des comètes, des satellites et de tout le domaine de notre étoile centrale. S'il y en a de plus brillantes, comme Sirius, comme la plus brillante du Centaure, et probablement comme Canopus et les autres étoiles de première grandeur, celle-ci nous suffit, et la nature terrestre, coordonnée à son éclat, à sa chaleur et à ses autres influences, péricliterait sans aucun doute, si nos rapports avec ce grand dispensateur des principes essentiels à la vie venaient à changer. M. de Humboldt a exposé amplement les curieuses particularités relatives à la constitution du soleil, à ses taches, à ses diverses enveloppes, à son noyau obscur, etc. Je n'en dirai rien, non plus que de cet anneau lumineux immense qui entoure cet astre, et qui nous reflète cette mystérieuse lueur qu'on appelle la lumière zodiacale. C'est au milieu de cet anneau matériel que Mercure, Vénus, la Terre et peut-être Mars circulent autour du Soleil. Je ne ferai pas non plus l'histoire de ces masses curieuses qui, sous le nom de *pierres tombées du ciel,* arrivent réellement des espaces célestes. Je me borne à déclarer que dans cette matière, dont j'ai fait une étude spéciale, rien n'a été écrit de plus complet, de plus positif, de plus convaincant, de plus conforme à toutes les lois physiques, chimiques et mécaniques du monde, que le chapitre du *Cosmos* sur les pierres météoriques, les globes de feu et les étoiles filantes. Voici du reste ce que je glane dans les chroniques de France après les riches moissons de M. de Humboldt; il s'agit des présages de la fin du règne de Charlemagne : « ..... Il y eut plusieurs éclipses de soleil les trois dernières années de sa vie..... On vit une tache à l'œil nu dans cet astre..... A Aix-la-Chapelle, la terre trembla et le palais fut ébranlé..... A son dernier voyage en Saxe, une lumière semblable à un flambeau ardent passa auprès de lui et effraya son cheval, qui tomba et lui donna une si violente secousse, qu'on trouva son épée, son javelot et son manteau à dix pas de lui..... » On ne dit pas si l'empereur fut blessé dans sa chute, mais voilà un globe de feu bien caractérisé. Que devaient penser les contemporains de Charlemagne de pareils météores, tandis qu'à peine aujourd'hui nous sortons de l'ignorance en ce qui concerne leur origine et leur nature? Une curieuse liste de toutes les

substances que les bolides ont amenées à la surface de la terre et l'absence d'élémens chimiques nouveaux prouvent que la nature des minimes petites planètes qui nous donnent ce qu'on appelle des *étoiles filantes* est la même que celle de notre terre, qui voyage dans les mêmes régions circomsolaires.

Les planètes sont considérées dans le *Cosmos* sous de nombreux points de vue, tous très intéressans. On y trouve une liste fidèle et impartiale des découvertes de corps planétaires depuis l'invention du télescope. M. de Humboldt nous donne l'ordre chronologique de ces brillantes conquêtes de la science. Cette liste pour les petites planètes situées entre Mars et Jupiter s'arrête à Irène, qui est la quatorzième dans l'ordre de leur découverte. La liste que j'ai donnée dans cette *Revue* (1) comprend vingt-trois planètes, dont huit ont été découvertes en 1852. Pour compléter ici l'énumération de ces corps célestes, dont le nombre est aujourd'hui de vingt-six, je dirai que, malgré la saison peu favorable en 1853 aux observations du ciel, les astronomes ont encore pu cette année ajouter trois planètes aux vingt-trois autres conquises à la fin de 1852.

Voici la liste de ces trois nouvelles petites sœurs de la terre :

1853.	Phocea.....	Chacornac II. Marseille.
1853.	Thémis.....	Gasparis VII. Naples.
1853.	Proserpine.	Luther II. Dusseldorf.

M. de Humboldt se montre très sobre de conjectures sur les influences météorologiques déterminées dans chaque planète par leur distance au soleil, le temps de leur rotation sur elles-mêmes, et l'inclinaison de leur équateur sur le plan de leur orbite. Il constate bien que dans la planète Mars, assez semblable à notre terre pour l'obliquité de son écliptique, on voit les neiges polaires s'accumuler et se fondre comme sur la terre, suivant que l'un ou l'autre pôle a la saison chaude ou froide; mais il ne parle pas du printemps perpétuel qui règne sur Jupiter, et de la fixité d'aspect qui doit en résulter. Cependant ce calme n'est pas complet, puisque quelques-unes des bandes de Jupiter ont disparu momentanément. La planète qui doit offrir les plus curieuses circonstances climatologiques, c'est sans contredit Vénus, qui, pour la grosseur, la masse, la distance au soleil, est presque exactement semblable à la terre. D'où vient donc que dans cette planète on n'observe point les mêmes circonstances météorologiques que dans Mars et sur notre globe? Le voici :

Vénus tourne très obliquement sur elle-même. Si nous prenons la terre pour point de comparaison, le soleil arrive l'été jusqu'au-des-

(1) Livraison du 15 janvier 1853.

sus de Syène en Égypte, ou de Cuba en Amérique. Pour Vénus, l'obliquité est telle que l'été le soleil atteint des latitudes plus élevées que celles de Belgique ou même de Hollande. Il en résulte que les deux pôles, soumis tour à tour à un soleil presque vertical et qui ne se couche pas (et cela à quatre mois de distance, puisque l'année de cette planète n'est que de huit mois), ne peuvent laisser la neige et la glace s'accumuler. Il n'y a point de zones tempérées sur cette planète : la zone torride et la zone glaciale empiètent l'une sur l'autre, et règnent tour à tour sur les régions qui chez nous composent les deux zones tempérées. De là des agitations d'atmosphère constamment entretenues et d'ailleurs tout à fait conformes à ce que l'observation nous apprend sur la difficile visibilité des continens de Vénus à travers le voile de son atmosphère, tourmentée incessamment par les variations rapides de la hauteur du soleil, de la durée des jours et des transports d'air et d'humidité que déterminent les rayons d'un soleil deux fois plus ardent que pour la terre.

Les satellites des planètes et notre lune, dont la géographie est maintenant plus avancée que celle de notre globe, fournissent au *Cosmos,* comme on peut le penser, une immense quantité de détails historiques, astronomiques et physiques.

Les comètes, qui semblent ne voyager, comme les planètes, autour du soleil que pour contredire toutes les lois et les analogies qui existent entre celles-ci, n'ont pas fourni à l'auteur du *Cosmos* un thème aussi heureux que le reste du système solaire. Ce n'est pas que le *Cosmos* ne garde encore ici, comme ailleurs, sa supériorité sur tous les ouvrages d'exposition qui l'ont précédé; mais l'ouvrage fondamental de M. Hind sur les comètes n'avait pas encore paru, et un grand nombre de curieuses notions qui y sont contenues n'ont pu trouver place dans le tableau tracé par M. de Humboldt.

Sénèque avait déjà remarqué que les comètes suivent des routes fort différentes de celles des planètes, et qu'elles abordent des parties du ciel étoilé interdites aux autres corps errans ou planètes. Un astronome n'en croirait pas ses yeux, s'il voyait la lune, Vénus ou Jupiter quitter le zodiaque pour aller éclipser les étoiles de la Grande-Ourse ou l'étoile polaire! ou bien si, au lieu de marcher annuellement vers l'orient, ces astres revenaient en arrière! C'est pourtant ce que font chaque jour les comètes. Le seul point de vue auquel je veuille les considérer ici en terminant ce tableau du système solaire, c'est de les distinguer en comètes solaires et en comètes étrangères, errantes de soleils en soleils. Et d'abord, malgré le tableau de six comètes à courtes périodes donné par M. de Humboldt, je n'en reconnais que trois définitivement acquises à notre soleil, car il n'y en a réellement que trois qui aient été vues plus d'une fois, savoir les co-

mètes de Encke, de Biela et de Faye. En y joignant la comète de Halley, dont la période est de soixante-dix-sept ans, et qui a plusieurs fois mêlé son histoire à celle de l'humanité, ce sont quatre comètes conquises et assurées par la science. La comète de M. Faye, découverte par cet astronome en 1843 à l'observatoire de Paris et revue au commencement de 1851, a présenté une obéissance si ponctuelle aux lois du calcul, que, suivant M. Hind, elle ne s'est pas écartée d'une heure du moment où son retour dans le voisinage du soleil avait été prédit par M. Le Verrier. Sans doute d'ici à peu d'années on sera fixé sur la nature de l'orbite de neuf à dix autres comètes, dont on peut voir la liste dans l'admirable ouvrage de M. Hind, et dont le retour est présumé d'une manière plus ou moins probable. De 1856 à 1860, nous saurons encore à quoi nous en tenir sur la grande comète qui hâta l'abdication de Charles-Quint, et qui met trois cents ans dans sa révolution solaire; mais, je le répète, jusqu'à nouveau progrès, les seules comètes de Halley, de Encke, de Biela et de Faye sont acquises irrévocablement au domaine du soleil. D'autres comètes de soixante-quinze ans ou environ, de trois mille ans, ou même de cent mille ans, comme la comète de M. Mauvais, calculée par M. Plantamour, sont réservées aux observateurs futurs.

Il est un grand nombre de comètes qui se meuvent dans des courbes à branches infinies, savoir des paraboles et même des hyperboles. Celles-ci, venant vers notre soleil des profondeurs de l'espace indéfini, y rentrent ensuite et arrondissent légèrement leur marche autour de tous les soleils dans la proximité desquels elles viennent à passer, jusqu'à ce qu'enfin elles arrivent si juste en face d'un de ces puissans amas de matière, qu'elles s'y incorporent en les abordant de front. Là se terminent leurs excursions vagabondes. Il va sans dire, en dépit de la cosmogonie de Buffon, que l'étoile heurtée par la comète n'est pas plus ébranlée que ne le serait la grande pyramide d'Égypte par le choc d'une sauterelle poussée par le vent du désert. Ainsi donc on peut dire que les comètes, si peu dignes d'attention par la petitesse *inimaginable* de leur masse, servent de moyen de communication entre les étoiles et notre système, et que telle comète qui vient s'imprégner des feux ardens de notre soleil dont elle rase la surface, comme l'ont fait les comètes de 1680 et de 1843, a subi *ou a pu subir* préalablement la même influence de Sirius, de Canopus ou de la brillante étoile Toliman du Centaure, ces trois rois de la voûte céleste. Ce qu'il y a d'incontestable, c'est que ces astres, pour le plus grand nombre, s'éloignent sans retour de notre soleil, d'où l'on tire la conséquence non moins sûre qu'ils arrivaient de régions situées bien au-delà de ce qu'on peut appeler le domaine de cet astre.

En résumé, la partie du *Cosmos* consacrée à la description du ciel

nous offre le tableau fidèle des résultats de l'astronomie au milieu du XIXe siècle. L'histoire des sciences nous a transmis cet acte remarquable de l'astronome Ptolémée d'Alexandrie, qui consacra, par des inscriptions gravées sur les parois intérieures d'un temple, les résultats de sa longue carrière d'observateur des mouvemens célestes. L'ouvrage de M. de Humboldt est aussi la consécration de toutes les conquêtes de la science, mais gravée dans un temple bien plus impérissable que ceux d'Égypte, dans la *typographie,* l'une de ces supériorités des peuples modernes sur ceux des siècles passés. On a reproché au *Cosmos* un peu de confusion dans sa richesse, mais des tables analytiques très détaillées facilitent les recherches, ou bien aident ceux qui ont lu l'ouvrage à le considérer au point de vue dont ils ont besoin. Ainsi le physicien, le géographe, le métaphysicien, le théologien, le philosophe, le poète même, le consulteront aisément en ce qui les intéressera. Il y aura des oracles pour tout le monde. Le *Cosmos* était un des ouvrages d'astronomie ou plutôt le seul des ouvrages d'astronomie moderne que citât M. Arago. Il rendait pleine justice aux efforts que son illustre confrère avait faits pour donner aux amis de la science des résultats positifs, exacts, clairement énoncés et tout à fait à jour pour la science la plus moderne. Nous nous bornerons à cet éloge de l'ouvrage de M. de Humboldt. Plus on feuillette cette riche collection de découvertes qui honorent l'esprit humain, plus on acquiert soi-même de notions importantes, et plus on peut atteindre d'aperçus nouveaux. Le *Cosmos,* comme tous les bons livres, vaut par ce qu'il est et par ce qu'il fera faire aux autres.

M. de Humboldt, suivant ses propres expressions, considère la France comme sa patrie adoptive. Ce n'est pas seulement en effet comme savant ou comme écrivain national (car la plupart des ouvrages de M. de Humboldt sont en notre langue) que l'illustre octogénaire a droit au titre de citoyen français. Dans des temps de calamités tristes à rappeler, on l'a vu accourir à la suite de l'invasion étrangère et protéger contre le pillage et la spoliation notre Jardin des Plantes et tous nos établissemens scientifiques, se montrant bien plus dévoué à la France que bien des Français d'alors. Espérons que l'illustre savant viendra encore une fois recueillir à Paris les témoignages de gratitude et de sympathie de la génération scientifique actuelle, à laquelle il a servi de guide et d'exemple, comme il servira de modèle aux amis des sciences d'observation. Sous ce point de vue, comme sous beaucoup d'autres, l'auteur du *Cosmos* restera, suivant l'expression de Pline, *le savant qu'on ne pourra jamais assez louer. Nunquam satis laudatus.*

BABINET, de l'Institut.

DES

INFLUENCES ROYALES

EN LITTÉRATURE.

FRÉDÉRIC II.

Histoire philosophique de l'Académie de Prusse, par M. Bartholmèss.

Lorsque Napoléon appelait Talma à Erfurt, et faisait représenter les chefs-d'œuvre de la poésie française devant un *parterre de rois*, c'était l'image visible et matérielle de ce qui s'était passé cinquante ans plus tôt dans la région des idées. Grâce à son rayonnement inépuisable, à son irrésistible attraction, le génie français au XVIIIe siècle s'était créé un auditoire de princes et de souverains. Les rois de Prusse, de Suède, de Danemark, de Pologne, les princes d'Allemagne, l'impératrice de Russie, tous subissaient ou feignaient de subir cet ascendant universel, tous semblaient épris d'amour pour les idées libérales dont la France devenait le foyer. Ils entretenaient à Paris des correspondans littéraires chargés de les tenir au courant des petits vers et des gros ouvrages, résidens de nouvelle espèce auprès de cette nouvelle royauté. Eux-mêmes correspondaient avec nos grands écrivains et se disputaient l'honneur de les recevoir à leur cour. Jamais l'intelligence humaine n'avait reçu d'aussi éclatans hommages, et c'était à notre patrie qu'il était donné d'étaler ce grand spectacle devant le monde, compensation suffisante aux hontes de notre politique. Nous étions vaincus à Rosbach, nous signions le

traité de Paris, nous souscrivions au partage de la Pologne; mais par la pensée du moins la France régnait.

Il n'y avait guère alors en Europe qu'un gouvernement qui se montrât hostile à cet éclat nouveau, à cette popularité immense qu'obtenait partout la pensée française : c'était le gouvernement français; il emprisonnait les écrivains ou proscrivait leurs livres, et en cela il n'avait pas tort. Il voyait où le menait toute cette gloire. Persécuter à outrance eût été faire preuve de sagacité; mais que pouvaient ces résistances, entremêlées de faiblesses, contre cette coupable, qui trouvait partout de pareilles complicités ? « Voltaire se brouilla avec la cour de France, dit Goethe dans ses mémoires; mais les rois étrangers devinrent ses tributaires et ses vassaux »

I.

Celui qui le premier donna aux autres princes l'exemple de cette déférence si nouvelle alors pour la pensée fut en même temps le plus grand capitaine de son temps et le vrai fondateur de la monarchie prussienne, Frédéric II. Un savant, connu par de remarquables études sur Huet et Jordano Bruno, M. Bartholmèss, vient de nous donner une *Histoire de l'Académie de Prusse* depuis Leibnitz jusqu'à Schelling, mais particulièrement sous Frédéric le Grand. Cette histoire, écrite avec une érudition ingénieuse et solide, nous fournit l'occasion d'examiner le rôle que joua Frédéric au milieu de la littérature contemporaine.

Sa passion pour les lettres en général, et en particulier pour notre littérature, s'annonce chez lui de bonne heure et paraît le posséder tout entier, pendant qu'il n'est encore que prince royal, et que, confiné à Remusberg, il passe sa vie solitaire avec les livres, la musique et quelques amis. Dès l'âge de dix-neuf ans, il écrit à Fontenelle une épître flatteuse; mais il ne semble pas avoir eu avec lui des relations bien suivies. Cinq ans plus tard, il commence avec Voltaire et Rollin un commerce de lettres qui, sauf quelques interruptions, se poursuivra jusqu'à leur mort. La partie de cette double correspondance qui s'étend depuis 1736 jusqu'à l'avénement de Frédéric est fort curieuse. Frédéric alors a vingt-quatre ans, Voltaire quarante-deux ans, Rollin soixante-seize. Le ton du prince royal est celui d'un disciple soumis, plein d'admiration et de déférence, grave et réservé avec Rollin, familier et affectueux avec Voltaire, flatteur avec tous les deux.

A ce moment du siècle, les écrivains n'étaient pas encore habitués à voir l'héritier d'un trône faire vers eux les premiers pas, leur demander leur amitié, leur prodiguer les complimens. Encore moins

s'attendaient-ils sans doute à voir un prince les encourager « à faire la leçon aux souverains, à fouetter le vice ceint du diadème sur le dos des tyrans et des monstres dont fourmillent les annales de l'univers (1). » Aussi rien n'égale la joie et l'enthousiasme de Rollin et de Voltaire; ils promettent au monde un Trajan. Tous deux, du reste, sentent également dès le début que *Trajan* a déjà des prétentions d'homme de lettres, et veut être loué pour son style. Voltaire lui écrit : « Vous parlez français comme nos meilleurs écrivains; Louis XIV ne s'exprimait pas de même. » (Ce qui n'est que trop vrai, malheureusement pour Frédéric.) Quant à Rollin, il déclare que « le comble des vœux d'un auteur est de se voir estimé et loué par un prince d'un goût si délicat, et qui écrit dans une langue étrangère avec tant d'élégance, de justesse et de dignité (2). »

Le prince royal, on peut le croire, se trouvait infiniment plus à l'aise avec Voltaire qu'avec Rollin. Aussi ses lettres à ce dernier sont-elles courtes et rares; on peut y remarquer un petit manége qui ne prouve pas une parfaite simplicité. Frédéric y parle volontiers du *ciel* auquel il demande que « le Thucydide de notre siècle puisse voir prolonger le fil de ses jours comme ceux du roi Ezéchias. » Religieux de ton, biblique au besoin, on voit qu'il s'amuse de la naïveté du bon vieillard, et quand enfin Rollin, enhardi, se hasarde à toucher quelques mots de sa conversion qu'il espère (la conversion de Frédéric!), celui-ci lui répond qu'il a trouvé dans sa lettre « les conseils d'un sage et la tendresse d'une nourrice. » On sent que Frédéric a dû rire d'une espérance si mal fondée.

Dans le même temps, en effet, Frédéric faisait parade avec Voltaire d'une incrédulité telle que celui-ci se voyait contraint de la réfuter sur quelques points. Quoi qu'on en puisse dire, cette correspondance avec le prince royal fait honneur à Voltaire : ses conseils sur les devoirs des princes, ses discussions sur Dieu, sur la liberté de l'homme, ont un accent de conviction sincère qui ne saurait tromper. Plus tard, quand il aura vu dans l'intimité Frédéric devenu roi, le ton changera, deviendra trop souvent cynique ou bouffon; mais à cette première époque Voltaire a pris au sérieux ce rôle de Mentor et de directeur de conscience que le jeune prince lui a conféré. Quant aux louanges qu'il lui prodigue et dont on lui a fait un crime, il faut observer qu'à cet égard c'est Frédéric qui lui a donné l'exemple et

(1) Lettre de Frédéric du 4 juillet 1739.

(2) Voici un passage pris au hasard dans une des lettres de Frédéric à Rollin, on verra qu'il ne justifie guère de pareils éloges : « La vertu, dépeinte avec les vives et belles couleurs dont vous composez son coloris, trouve des attraits pour un chacun, et vous assurez son triomphe en diffamant le vice jusque sous l'appareil de la grandeur et de la plus splendide magnificence. »

qui renchérit sans cesse sur les flatteries de son correspondant. Si Voltaire traite Frédéric de Trajan et de Marc-Aurèle, s'il l'appelle *son adorable prince,* celui-ci n'est pas en reste; poètes et philosophes, tout est sacrifié à Voltaire, et Frédéric termine une discussion philosophique par cette phrase scandaleuse et ridicule : « S'il y a quelque chose dont je me puisse persuader, c'est qu'il y a un Dieu adorable dans le ciel, et un Voltaire non moins estimable à Cirey. » C'est un lieu commun de platitude d'identifier la Providence avec les puissans du monde; mais l'apothéose appliquée à un simple philosophe était vraiment une innovation. Et notez, dans cet échange de flagorneries, la différence des positions, qui excuse l'un et condamne l'autre. Un prince doué de quelque bon sens sait parfaitement combien il doit rabattre des complimens qu'il reçoit et dont une bonne partie s'adresse toujours à son rang plus qu'à sa personne; mais l'écrivain qui n'est rien que par lui-même, qui n'a d'autre puissance que celle de son génie, a le droit de considérer comme sincères les adulations qu'il reçoit d'un souverain; leur exagération même est un hommage que l'on rend à sa valeur personnelle, à l'influence que son génie lui a donnée sur l'opinion; fussent-elles intéressées et destinées à provoquer un retour de louanges, c'est toujours dire à l'écrivain : Vous pouvez donner la gloire. Tout prince que je suis, j'ai besoin de vous. — Je ne connais pas de compliment plus flatteur et moins suspect que celui-là. D'ailleurs, répétons-le, c'est Frédéric qui a donné le ton à Voltaire, et dans cet échange de flatteries souvent insipides, le premier, le principal coupable, c'est le prince : le poète n'est que son complice.

Vraiment les rôles sont intervertis; les faiblesses que d'ordinaire on caresse chez les princes, Frédéric les flatte chez l'écrivain. Il faut voir les fadeurs mythologiques qu'il adresse à Mme du Châtelet, et ses complimens peu délicats sur le bonheur que Voltaire goûte *dans les bras* d'Émilie. Avec une modestie inattendue, Voltaire proteste contre les suppositions du prince; je ne suis, dit-il, que l'ami de Mme du Châtelet, et ne suis plus d'âge à être autre chose :

> J'approche, hélas! de la nuit sombre
> Qui nous engloutit sans retour;
> D'un homme je ne suis que l'ombre,
> Je n'ai que l'ombre de l'amour.

Mais Frédéric insiste, déclare gracieusement qu'il n'en croit rien, redouble de galanterie avec la marquise : en même temps il s'attendrit avec Voltaire sur toutes les tracasseries que lui suscitent ses envieux, et quand Desfontaines ou tout autre sacrilége a osé porter les mains sur les tragédies de son ami, il se montre presque aussi ému que Voltaire, ce qui pourtant n'était pas aisé.

Sans doute l'espérance de faire de Voltaire un de ses prôneurs entrait pour quelque chose dans cette prodigalité de louanges et de caresses exagérées; mais dans l'enthousiasme du prince royal pour le génie de l'écrivain il y a une sincérité profonde qu'il est impossible de méconnaître. Voltaire parle quelque part de *l'harmonie préétablie* qui existe entre leurs intelligences; il a raison. Leurs esprits étaient faits l'un pour l'autre, et cela est si vrai, qu'après l'aventure de Francfort, lorsqu'ils recommencèrent à s'écrire après une brouille de plusieurs années (et ce fut Frédéric qui fit les premiers pas), jamais ils n'ont oublié leurs rancunes, jamais ils n'ont cessé de se les rappeler avec aigreur, et jamais pourtant ils n'ont pu renoncer à s'écrire, même pour se dire des duretés. « Vous êtes bien heureux, lui disait Frédéric à cette époque, d'avoir eu affaire à un fou amoureux de votre beau génie ! » Oui, *amoureux*, cela est vrai; cette passion pour le génie de Voltaire a survécu à toutes leurs querelles, à tous leurs torts réciproques; c'est que Voltaire était pour Frédéric la personnification la plus complète du génie littéraire tel qu'il le comprenait, et que son goût pour le poète se confondait avec sa passion pour les lettres, passion chez lui si vive à tout âge, et dans sa jeunesse exclusive de toutes les autres.

Quant à ses tirades philosophiques contre les oppresseurs de l'humanité, contre les conquérans, il y a quelque apparence qu'ici le futur Titus abusait un peu de la crédulité enthousiaste de son correspondant. Il trouve un moyen ingénieux de flatter les opinions de Voltaire : c'est de les exagérer. Le croirait-on? A l'égard du christianisme, il trouve Voltaire trop modéré! Quand le poète lui envoie son discours sur la loi naturelle, Frédéric lui adresse aussitôt des reproches, assurément inattendus, sur sa *condescendance pour la prêtraille*. Et pourquoi? Parce que le poète s'est servi de cette expression, *l'homme-Dieu!* Voilà une faiblesse que Frédéric ne saurait lui pardonner. — Autre méfait de Voltaire : dans son *Siècle de Louis XIV*, il a rangé Machiavel parmi les hommes illustres de la renaissance. Quel scandale! Frédéric ne se possède pas et s'écrie : « Quiconque enseigne à manquer de parole, à opprimer, à commettre des injustices, fût-il d'ailleurs l'homme le plus distingué par ses talens, ne doit jamais occuper une place due uniquement aux vertus et aux talens louables : Cartouche ne mérite pas de tenir un rang parmi les Boileau, les Colbert, les Luxembourg. Vous êtes trop honnête homme pour vouloir mettre en honneur la réputation flétrie d'un misérable coquin... » On pense si cette *vertueuse colère* arrache à Voltaire des cris d'admiration! Il se félicite d'en être l'objet, tout en faisant timidement observer qu'il n'a parlé que du *style* du Florentin; mais cette excuse ne suffit pas pour apaiser le prince royal, il revient

encore sur ce sujet : « Mon cher ami, votre plume doit regretter de s'être souillée de ce nom, » et aussitôt il prend la sienne pour protester contre les abominables doctrines du *Prince,* compose un livre bien vertueux, bien philosophique contre Machiavel, et charge Voltaire de le faire imprimer... Sur ces entrefaites, Frédéric devient roi, donne ordre d'arrêter la publication de son livre, et envahit la Silésie.

Frédéric avait alors vingt-huit ans. Rollin et Voltaire s'étaient trompés sans doute quand ils promettaient au monde un Marc-Aurèle : Frédéric fut autre chose assurément; mais ils ne se trompaient pas quand ils comptaient que les lettres trouveraient en lui un protecteur dévoué et fidèle, mieux qu'un protecteur, un ami.

C'est là en effet sa supériorité sur les autres protecteurs des lettres : il les a aimées pour elles-mêmes, indépendamment du profit qu'en espérait sa politique. Pour Auguste, le génie de Virgile et d'Horace fut surtout un instrument de domination; pour Louis XIV, la poésie n'était guère qu'un ornement de ses fêtes ou l'harmonieuse expression de ces louanges dont il ne pouvait s'assouvir. Sans doute le roi de Prusse comprenait très bien la puissance d'opinion qu'exerçaient déjà les écrivains, surtout les écrivains français, et que lui-même allait étendre en la reconnaissant. On en trouve une preuve frappante au début d'un de ses ouvrages historiques, *Histoire de mon Temps.* Dans le premier chapitre, qui est un tableau des forces de l'Europe à son avénement, l'historien consacre plusieurs pages à la littérature et aux sciences. La France y est représentée comme le vrai centre littéraire de l'Europe; ses écrivains sont pour lui une puissance avec laquelle il faut compter et dont il recherche l'alliance. Et pendant la guerre de sept ans, près de succomber sous le nombre, battu, traqué par les Autrichiens, les Russes et les Français, au moment de livrer une dernière bataille qui va décider de son sort et de celui de son royaume, se croyant perdu, c'est aux écrivains qu'il songe. Pendant une veillée remplie d'angoisses, il écrit une centaine de vers, « les meilleurs ou plutôt les seuls bons qu'il ait faits, » dit M. Villemain, et il les envoie, copiés de sa main, à Voltaire, avec lequel il est brouillé depuis plusieurs années : préoccupation étrange dans un moment pareil, mais qui suffit pour le peindre. Cette paix que dans sa fierté intrépide il s'obstine à ne pas demander à ses ennemis vainqueurs, il semble l'offrir à un écrivain (1). C'est déjà une chose remarquable que d'avoir reconnu une puissance supérieure à la force matérielle; ce respect, même intéressé, fait honneur à ce despote et à ce conquérant. Il y eut d'ailleurs autre chose chez Frédéric :

(1) La réponse de Voltaire est admirable (octobre 1757). Ce fut ainsi que se renoua entre eux une correspondance qui se poursuivit jusqu'à la mort de Voltaire.

il aima les lettres; il les aima jusqu'à la passion, jusqu'au ridicule. « Cet homme, disait de lui Voltaire dans un moment d'humeur, c'est César et l'abbé Cotin. » Mais cette passion obstinée et malheureuse pour les vers est précisément ce qui démontre sa sincérité. Cependant était-il d'une entière bonne foi quand il écrivait plus tard, en parlant de lui-même : « Je pense qu'en pesant les voix, les travaux du philosophe seront jugés supérieurs à ceux du militaire; » quand il disait à d'Alembert : « Je donnerais toutes mes victoires pour avoir fait *Athalie?* » Vraiment on serait tenté de le croire. Toujours est-il que des complimens sur ses écrits pouvaient le toucher beaucoup plus que l'admiration méritée par sa conduite politique et militaire. L'homme d'ailleurs est ainsi fait : a-t-il une supériorité constatée et reconnue; tranquille de ce côté, il se désintéresse des éloges dont il est sûr; sa vanité se déplace et se porte tout entière sur des prétentions moins justifiées et souvent assez puériles. Le prince de Ligne, dans le piquant récit qu'il nous a laissé de ses visites chez Rousseau et chez Voltaire, nous raconte que l'auteur de l'*Émile* paraissait surtout très fier de la propreté avec laquelle il copiait de la musique; quant à Voltaire, c'était son château de Ferney, c'était son jardin qu'il prétendait faire admirer : « C'est moi qui ai donné tous ces dessins, disait-il. Mon jardinier n'est qu'une bête; c'est moi qui ai tout fait! » Il était plus modeste quand il parlait de ses écrits.

Comme homme de lettres, Frédéric se montre fort chatouilleux et fort sensible à la critique. Diderot fait dans l'*Encyclopédie* un article où, après avoir versé à Frédéric auteur *ce boisseau d'éloges* dont parle Bayle, il a l'imprudence de mêler *un grain* de critique : « Ses poésies sont pleines d'idées, de chaleur, de vérités grandes et fortes. J'ose assurer que, si le monarque qui les écrivait à plus de trois cents lieues de la France s'était promené un an ou deux dans le faubourg Saint-Honoré ou dans le faubourg Saint-Germain, il serait un des premiers poètes de notre nation. Il ne fallait que le souffle le plus léger d'un homme de goût pour en chasser quelques grains de la poussière des sables de Brandebourg... Il n'a manqué à cette flûte admirable qu'une embouchure un peu plus nette. » — « De quel œil, dit M. Bartholmèss, Frédéric devait-il lire ces justes réflexions? Il les prit si mal, qu'il n'ouvrit plus aucun des volumes suivans de l'Encyclopédie, » et dans sa correspondance avec d'Alembert, toutes les fois que celui-ci lui parle avec éloge de son ami, le roi riposte par des épigrammes (1). Il avait ses *grammairiens,* auxquels il sou-

(1) Diderot ayant négligé, en revenant de Saint-Pétersbourg, d'aller rendre visite au roi de Prusse : « Pour l'invisible Diderot, écrit Frédéric à d'Alembert, je ne sais que vous en dire; il est comme ces anges célestes dont on parle toujours et qu'on ne voit

mettait ses écrits avant de les publier, et qui se chargeaient d'en chasser *les grains de sable du Brandebourg,* c'est-à-dire les fautes de langue et de style. Un de ces grammairiens, l'honnête Thiébault, nous a laissé dans ses *Souvenirs* le récit d'une scène qui prouve à quel point il savait Frédéric sensible à la critique. Un jour, dans un écrit que le roi lui montre, Thiébault veut lui faire effacer un solécisme; Frédéric résiste, se fâche, jette la plume avec colère... « Je suis persuadé, dit Thiébault, qu'il n'a pas été plus hors de lui lorsqu'il s'oublia au point de donner des coups de botte dans les jambes à un de ses ministres d'état. » Cependant Thiébault se rassure par cette pensée qu'il est Français, et que c'est avec ses sujets seulement que Frédéric se permet de ces *vivacités.* Il dissimule son émotion, raffermit sa contenance, et *l'air attristé, non abattu, avec le calme que donne la conviction que l'on fait son devoir et la voix d'un homme pénétré, mais inflexible,* il lui adresse une harangue de deux pages, dont il n'a pas voulu priver ses lecteurs, et où la fermeté inébranlable d'un académicien qui défend la grammaire est heureusement tempérée par les protestations de l'attachement le plus tendre et du respect le plus profond. Touché par tant d'éloquence, Frédéric cède enfin, renonce à son solécisme, et Thiébault, qui est encore étonné, en racontant cette scène, et de la magnanimité du roi et de sa propre audace, termine son récit par cette naïve réflexion : « Le roi fut en cette rencontre plus grand que je ne l'avais présumé, et je vis ce jour-là ce qu'il y a peut-être de plus rare dans l'histoire des rois, je vis un monarque qui sut se vaincre. »

Il est à croire que Frédéric ne sut pas toujours se vaincre, ou que ses *grammairiens,* à commencer par Voltaire, n'eurent pas toujours l'inflexibilité héroïque de Thiébault, car les fautes de français abondent dans ses ouvrages. On dit qu'il ne sut jamais bien sa langue maternelle, et il est certain qu'il n'écrivit jamais la nôtre qu'assez imparfaitement. Je ne parle pas seulement de la correction grammaticale, pas plus que de l'orthographe, qu'il a toujours ignorée; mais la propriété des mots, leur valeur exacte (1), et plus que tout cela, ce tour, cette allure, ce je ne sais quoi qui fait qu'une phrase est française, voilà ce qu'il n'a jamais bien su. Ces défauts sont frappans dans ses discours ou dans ses ouvrages historiques, où il vise au style soutenu. Sans doute ces écrits sont précieux à plusieurs égards; ils se lisent avec l'intérêt qui s'attache toujours aux pensées

jamais. Un de ses ouvrages me tomba naguère entre les mains. J'y trouvai ces paroles : « Jeune homme, prends et lis! » Sur cela, je fermai le livre, comprenant bien qu'il n'avait pas été fait pour moi, qui ai passé soixante ans. » (28 juillet 1774.)

(1) Il écrira par exemple qu'un roi doit être le *premier domestique* de son peuple. Évidemment ici l'expression a dépassé sa pensée.

d'un homme extraordinaire. Il est d'ailleurs impossible qu'un homme qui a fait de grandes choses les raconte sans communiquer à son récit quelques-unes de ses qualités. Qu'on y admire donc le grand capitaine, le politique habile, l'homme même, rien de mieux; mais Frédéric a voulu être et il est réellement autre chose : c'est un écrivain, et ce n'est pas lui faire injustice que de le traiter comme tel. Sec et écourté d'ordinaire, de temps en temps il vise au grand style et tombe dans la phrase : toute la monnaie courante du jargon philosophique alors à la mode est employée et prodiguée par lui sans scrupule; la vieille phrase ne lui répugne point. Quant aux impropriétés d'expression, elles pullulent dans ses écrits; qu'on ouvre au hasard l'un de ses ouvrages historiques, on ne trouvera pas deux pages de suite qu'on puisse supposer écrites par un Français.

Ce n'est pas qu'il reste Allemand dans ses écrits, ainsi qu'on l'a prétendu : on serait plutôt tenté de lui reprocher d'avoir en littérature le goût plus français que les Français eux-mêmes, ceux du XVIIIe siècle s'entend. C'est par son côté mesquin qu'il prend notre littérature. La mesure, la délicatesse, la légèreté, voilà les qualités qui le charment; la sèche poésie d'alors lui suffit; il ne demande ni plus de couleur, ni plus d'émotion, ni plus d'élévation et d'élan. Les petits vers de Voltaire, voilà quel devait être en poésie son idéal, et encore en comprenait-il la délicatesse, lui qui s'avisa un jour, sans penser à mal, de lui comparer Arnaud-Baculard (1)? S'il fait dans un de ses ouvrages un tableau de notre poésie au XVIIe siècle, il n'aura garde d'omettre ni Jean-Baptiste Rousseau, ni Chaulieu; il n'oublie que Corneille et Molière. Dans la littérature contemporaine, il ne paraît pas goûter ce qui est vraiment grand et neuf chez Rousseau, chez Montesquieu, chez Voltaire lui-même; mais il se préoccupe beaucoup des colifichets littéraires qui font l'amusement des Parisiens (2). Il est étrange qu'un homme qui a été souvent si grand par ses actions ait eu dans le goût tant de petitesse et de mesqui-

(1) D'Arnaud, par votre beau génie,
Venez réchauffer nos cantons...
Déjà l'Apollon de la France
S'achemine à sa décadence;
Venez briller à votre tour,
Élevez-vous, s'il baisse encore.
Ainsi le couchant d'un beau jour
Promet une plus belle aurore.

(2) Quand d'Alembert lui propose Suard comme correspondant littéraire à la place de Thiriot, qui se mourait, et que, par parenthèse, Frédéric payait fort inexactement, voici ce que le roi de Prusse répond à ce sujet : « Que le correspondant que vous me proposez m'envoie une feuille de sa façon, pour voir s'il me conviendra; *mais surtout qu'il n'omette pas les historiettes de Paris, si elles sont plaisantes.* »

nerie. Louis XIV n'avait pas pour les lettres le même amour, mais au moins avait-il dans le goût plus de grandeur et d'élévation.

Heureusement pour la réputation littéraire de Frédéric II, la seule partie de ses volumineux ouvrages que tout le monde connaisse est sa correspondance avec Voltaire et avec d'Alembert. Elle est mieux écrite que ses histoires. Là du moins il écrit en général simplement et naturellement, sans viser au style brillant et aux élégances académiques. Cette correspondance n'est pas seulement curieuse et intéressante par le fond, elle est d'une lecture facile, amusante, et répond suffisamment à l'insolente question que le père Bouhours posait au XVIIe siècle, et que Frédéric rappelle souvent en s'en moquant : *si un Allemand peut avoir de l'esprit.* Même en prenant le mot *esprit* dans le sens où l'entendait le jésuite, la correspondance de Frédéric eût pu le satisfaire, et ce qui le prouve, c'est que le voisinage des lettres de Voltaire et de d'Alembert ne nuit pas trop à celles de leur royal correspondant.

Le côté triste de cette correspondance, ce sont les doctrines désolantes, ce sont les plaisanteries cyniques qui y reparaissent trop souvent. On peut faire à ce sujet une remarque : c'est que, pendant plusieurs années, le ton de Voltaire reste décent, à peine répond-il à quelques plaisanteries assez légères de Frédéric; mais aussitôt qu'il a vu le roi à Berlin, le ton change brusquement, et sa première lettre après son départ contient déjà des grossièretés qui défient toute citation. Quoique Voltaire n'eût malheureusement pas besoin d'être provoqué à cet égard, il faut noter que presque toujours c'est le roi qui lui donne l'exemple (1). Il est certain que Frédéric fut pour beaucoup dans l'achèvement du déplorable poème qui pèse toujours sur la mémoire de Voltaire. « Croyez-moi, achevez *la Pucelle :* » cette fatale exhortation revient comme un refrain dans les lettres de Frédéric, jusqu'au moment où malheureusement le poète finit par y céder. Laissons cela, aussi bien que l'histoire de leur querelle, où les torts furent réciproques. Sans doute, Frédéric ne pouvait per-

(1) Il y a par exemple des vers déplorables sur la bataille de Rosbach que les ennemis de Voltaire ont cités assez de fois :

Nos blancs-poudrés sont convaincus
De tout ce que vous savez faire, etc.

On ne peut que les condamner sans doute au double point de vue du patriotisme et de la décence; mais ils ne sont qu'une réponse à des vers que Frédéric lui avait envoyés, et qui sont bien autrement repoussans. Ajoutons, comme circonstances atténuantes, que cette lettre ne fut écrite qu'un an et demi après Rosbach, que les *blancs-poudrés* dont il est ici question sont, non pas nos soldats, comme on pourrait le croire, mais les généraux de cour, nommés par Frédéric dans sa pièce (*Adieu, Turpin, Broglio, Soubise*), et que tout le monde chansonnait alors en France, comme on avait chansonné jadis l'infortuné Villeroy. On connaît la plaisanterie de Louis XV sur Soubise après Rosbach, double allu-

mettre à Voltaire de bafouer aux yeux de l'Europe Maupertuis, le président de son académie; mais faire brûler par la main du bourreau le pamphlet où Voltaire châtiait justement les opinions ridicules et parfois odieuses de Maupertuis était une vengeance indigne de Frédéric. Après tout, avouons que le premier tort fut du côté de Voltaire : ce fut, après s'être refusé pendant quinze ans aux sollicitations de Frédéric, qui l'appelait à Berlin, d'avoir cédé enfin, d'avoir cru possible une liaison si disproportionnée selon les idées du monde. D'Alembert, Rousseau, Diderot, furent plus sages à cet égard, et se dérobèrent à ces hautes protections dont ils voyaient tous les dangers.

Ce qui du reste pouvait faire illusion à Voltaire, ce n'étaient pas seulement les protestations d'amitié que lui avait prodiguées Frédéric, et qui paraissent en effet avoir été sincères, c'était aussi le ton d'égalité, de déférence même, que le roi prenait avec lui dans ses lettres; c'était aussi la tolérance parfaite avec laquelle il lui laissa toujours combattre ses opinions sans jamais paraître se souvenir de la différence de leurs positions. Cette tolérance, il faut le dire à l'honneur de Frédéric, ne l'abandonna jamais : il ne la porte pas seulement dans les discussions spéculatives, où la modération est encore assez rare, même entre des particuliers; mais il écoute sans se fâcher des avis parfois un peu vifs. Ainsi en 1749, quand ils n'en sont encore qu'aux douceurs, le roi, engagé dans une guerre sanglante qu'il avait provoquée, envoie au poète une ode contre la guerre: « Je croirais volontiers, lui écrit Voltaire, que cette ode est de quelque pauvre citoyen, bon poète d'ailleurs, lassé de payer le dixième et le dixième du dixième, et de voir ravager la terre pour les querelles des rois. Point du tout : elle est du roi qui a commencé la noise; elle est de celui qui a gagné, les armes à la main, une province et cinq batailles. Sire, votre majesté fait de beaux vers, mais elle se moque du monde. » A cette sortie, Frédéric se contente de répondre : « Ne vous étonnez point de mon *Ode sur la Guerre;* ce sont, je vous assure, mes sentimens. Distinguez l'homme d'état du philosophe, et sachez qu'on peut faire la guerre par raison, qu'on peut être phi-

sion à ses malheurs comme général et comme mari : « Tiens, ce pauvre Soubise! il ne lui manque plus que d'être content! » et le mot de la duchesse d'Orléans quand on disait devant elle que de victoires en victoires Frédéric pourrait bien venir jusqu'à Paris: « Ah! tant mieux; je verrai donc enfin un roi! » On sait combien cette guerre, suscitée par Bernis et Mme de Pompadour, était impopulaire en France. Tout en blâmant Voltaire, il ne faut pas oublier ce qui diminue la portée de sa faute. D'Alembert, du reste, est plus digne quand il félicite Frédéric de ses victoires, « excepté, dit-il, celle de Rosbach, dont votre majesté elle-même me défendrait de me réjouir. » Et pourtant il écrit à Voltaire : « Pour moi, comme Français et comme philosophe, je ne puis m'affliger de ses succès. Nos Parisiens ont aujourd'hui la tête tournée du roi de Prusse. » (11 janvier 1758.)

losophe par devoir et philosophe par inclination. Les hommes ne sont presque jamais placés dans le monde selon leur choix; de là vient qu'il y a tant de cordonniers, de prêtres, de ministres, de princes mauvais. » La réplique n'est peut-être pas trop bonne, mais elle est au moins bien modérée. Plus tard, après leur brouille et leur raccommodement, Voltaire, ranimant cette querelle éteinte, s'avise de publier dans ses *Questions sur l'Encyclopédie* un morceau où Maupertuis est fort mal traité. Toute la colère de Frédéric lui revient; il écrit à d'Alembert pour se plaindre amèrement de Voltaire, il écrit à Voltaire dans le même sens. Loin de s'excuser, celui-ci répond par une lettre très ferme, où il lui reproche durement ses défauts : « Vous vous êtes toujours fait un malheureux plaisir d'humilier les autres hommes, plaisir indigne de vous, etc. » Toute la lettre est sur ce ton. On s'attendrait à une rupture. — La réponse de Frédéric commence ainsi : « Je sais très bien que j'ai des défauts, et même de grands défauts. Je vous assure que je ne me traite pas doucement, et que je ne me pardonne rien quand je me parle à moi-même. » Et il continue avec autant de calme, tant qu'il ne s'agit que de ce qui lui est personnel; il ne reprend son aigreur que quand il en vient à parler de ce qui fait le sujet de leur querelle, et enfin termine par des complimens.

Cette modération, qu'il n'oublia qu'une seule fois, il eut encore à l'exercer envers Voltaire après sa mort. Beaumarchais, qui préparait l'édition posthume des *Œuvres de Voltaire*, fit proposer à Frédéric de détruire un fragment de prose trouvé dans les papiers de Voltaire, et où le roi de Prusse était très mal traité : c'étaient les *Mémoires*. Celui-ci refusa l'offre de l'éditeur et laissa même circuler l'ouvrage dans ses états. Pour comprendre tout ce que l'action de Frédéric eut de magnanime, qu'on se rappelle les imputations scandaleuses que contiennent ces trop charmans *Mémoires*. Quelques années auparavant, le roi avait adressé à l'Académie de Berlin un éloge de Voltaire, où, sans rappeler leurs querelles, il loue avec effusion les qualités de l'homme et le génie de l'écrivain.

II.

Ce goût si vif pour les travaux de l'esprit, ce respect sérieux pour la pensée et pour son indépendance, qui éclate dans la correspondance de Frédéric avec Voltaire et d'Alembert, se retrouve dans ses rapports avec les gens de lettres dont se composait l'académie fondée ou restaurée par lui à Berlin.

L'un de ses ancêtres, l'électeur Frédéric-Guillaume, avait donné l'exemple d'une hospitalité généreuse envers les Français que la ré-

vocation de l'édit de Nantes chassait de leur pays. M. Weiss, dans son histoire des *Réfugiés protestans*, nous a montré par quels services les exilés payèrent la protection bienveillante de Frédéric-Guillaume. Sous le patronage du grand-électeur et de son successeur, cette colonie, qui ne comprenait pas moins de vingt mille hommes, prospéra rapidement : des établissemens littéraires, dirigés par des émigrés français, furent fondés à Berlin et à Halle, et répandirent l'usage de notre langue que le savant Abbadie recommandait par ses écrits. A cent ans de distance, la Prusse devait s'ouvrir à d'autres réfugiés : c'étaient les jésuites; chassés de toute l'Europe, ils ne trouvaient d'asile qu'auprès de l'incrédulité tolérante de Frédéric II.

Cette bienveillance pour les étrangers, cet esprit de tolérance universelle se retrouvent dans une conception singulière de l'électeur Frédéric-Guillaume : c'était le projet d'une cité toute littéraire, composée uniquement de savans de toutes les nations et destinée à recueillir tous ceux qui ne trouvaient pas dans leur pays une liberté suffisante pour leurs travaux. Tous les cultes y devaient être admis, toutes les opinions librement professées. On espérait que les puissances de l'Europe s'engageraient à respecter, dans les guerres à venir, cet asile commun des arts, des sciences et des lettres. C'était là sans doute un plan chimérique; mais quand on pense que c'était au sortir de la guerre de trente ans, quelques années avant la révocation de l'édit de Nantes, que Frédéric-Guillaume rêvait cette utopie généreuse, il faut avouer que cet homme devançait son siècle, et le nôtre même, soit dit sans vouloir nous déprécier.

On voit que Frédéric II trouvait dans sa famille des traditions libérales auxquelles il lui suffisait de rester fidèle; mais son père lui avait donné un tout autre exemple : dur, avare à l'excès, n'aimant que l'argent, le vin et la parade, méprisant comme inutiles les sciences et les arts, ce roi caporal détestait chez son fils aîné ces goûts littéraires, qu'il ne comprenait point, et l'on sait avec quelle brutalité il le traitait, ainsi que ses autres enfans. Sa fille même, la princesse Wilhelmine, n'échappait point à ses violences : un jour il la lança à coups de pieds par une fenêtre qui s'ouvrait jusqu'au plancher; heureusement la reine la saisit au vol, et la retint par ses jupes. Sous ce brutal, la Société des sciences, que Leibnitz venait de fonder à grand'peine, aspirait uniquement à se faire oublier : les académiciens n'osaient paraître en sa présence, « craignant, dit M. Bartholmèss, de recevoir une de ces démonstrations dont le roi était si prodigue, telles que coups de poings, coups de pieds, coups de canne. » Voilà du moins un prince dont on pouvait dire sans flatterie qu'il traitait les gens de lettres comme ses enfans. Un jour pourtant, dans une débauche, ce vandale soupçonne que son académie peut ser-

vir à quelque chose : il lui vient à l'idée de savoir d'où provient la mousse du vin de Champagne qu'il boit, et il fait consulter l'académie. Celle-ci demande soixante bouteilles pour faire consciencieusement les expériences : « Ah ! qu'ils aillent au diable, dit le roi, j'aime mieux n'en rien savoir; pour boire mon champagne, je me passerai bien d'eux. » Voilà la seule velléité scientifique qu'on ait jamais remarquée en lui.

Frédéric II, qui arrivait au trône avec des dispositions toutes contraires, se hâta de compléter l'œuvre inachevée de Leibnitz en fondant une académie nouvelle où entrèrent les membres de l'ancienne société. Cette compagnie savante avait dès l'origine été conçue sur le plan encyclopédique que la convention réalisa chez nous dans l'organisation de l'Institut. Génie universel, Leibnitz y avait réuni toutes les branches des connaissances humaines, une seule exceptée, la philosophie. Frédéric en fit une classe, dont les attributions répondaient à celles de notre Académie des sciences morales et politiques. Le roi de Prusse n'avait pas peur des *idéologues*, et il ne semble pas qu'il s'en soit mal trouvé. On peut voir dans l'ouvrage de M. Bartholmèss quelle liberté d'opinions il laissa aux académiciens : despote partout ailleurs, dans le domaine de la pensée il admettait la liberté la plus complète. On le voit souffrir de l'académie non-seulement des contradictions et un esprit différent du sien sur des matières spéculatives, mais même des remontrances politiques. Au milieu de la guerre qui faillit emporter la monarchie prussienne en 1760, l'Académie lui transmet un projet de pacification envoyé par La Condamine; on y proposait au roi des conditions inacceptables. Il le repoussa avec fermeté, mais sans s'irriter aucunement de cette démarche. C'est ainsi qu'il tolérait de la part de l'Académie, comme le remarque très bien M. Bartholmèss, ce qu'il ne supportait pas dans sa propre famille. En effet, à la même époque, son frère bien-aimé, Guillaume-Auguste, se jetait un jour à ses pieds, le conjurant avec larmes de céder à la fortune. « Monsieur, lui répond durement Frédéric, vous partirez demain pour Berlin. Allez faire des enfans, vous n'êtes bon qu'à cela. » Son frère en mourut de chagrin.

Il faut le dire, l'Académie n'abusa guère en général de la liberté que lui laissait le roi, et dans une circonstance curieuse montra une prudence peu philosophique. D'après le conseil de d'Alembert, Frédéric avait fait proposer pour sujet de concours cette étrange question : Est-il permis de tromper le peuple ? Frédéric et d'Alembert n'envisageaient cette question qu'au point de vue religieux : l'Académie modifia le programme, et fit porter la question sur tous les genres de croyances, morales, politiques et autres; mais son audace n'alla pas plus loin. Quand vint le moment de décider du mérite des concurrens, elle couronna deux mémoires, l'un qui prétendait prouver

qu'on pouvait tromper le peuple, l'autre que cela était interdit par la bonne politique tout aussi bien que par la morale. Ce jugement de Salomon fit beaucoup rire; « mais, dit M. Bartholmèss, les académiciens, en réalité, auraient pu rire des rieurs, car ils ne faisaient autre chose que rappeler au règlement Frédéric même, que signifier au public que leur sphère devait rester celle de la spéculation indépendante, scientifique à la fois et pacifique, la sphère des études impartiales et sérieuses et non pas celle d'une polémique passionnée ou stérile. » Voilà, ce me semble, une singulière assertion : quoi ! des philosophes n'avaient pas le droit d'avoir une opinion sur une question de cette importance ! Et approuver à la fois le pour et le contre, c'était faire preuve d'impartialité ! N'était-ce point d'ailleurs se montrer bien maladroit? N'était-ce pas avouer qu'on ne prenait guère au sérieux les principes austères affichés par Frédéric dans son *Anti-Machiavel*, et qu'on voulait ainsi, par une décision équivoque, ménager à la fois les doctrines ostensibles du philosophe et les pratiques moins sévères du conquérant de la Silésie et de la Pologne? De plus habiles courtisans se seraient bien gardés au contraire de deviner sur ce point l'arrière-pensée du souverain.

Il est également difficile d'approuver, comme le fait l'historien de l'Académie de Prusse, la nécessité imposée par Frédéric à son académie de publier ses mémoires en français. Ici défendons-nous de la satisfaction d'amour-propre que nous éprouvons en voyant un grand esprit rendre un pareil hommage à notre littérature et à notre langue, et sachons reconnaître combien cette tentative singulière de substituer à l'idiome national une langue étrangère était tout à la fois contraire au patriotisme et au bon sens. Leibnitz s'était montré plus sage que Frédéric. Il invitait la société fondée sous son influence *à épurer la langue nationale, à étudier l'histoire du pays, à se pénétrer de sentimens allemands*. Quoiqu'il eût été en relation permanente avec la France, et qu'il eût écrit en français la plupart de ses ouvrages, il s'élevait avec une véhémence patriotique contre cette *manie de singer les Français*, que la mode avait propagée par toute l'Allemagne.

Frédéric, tout au contraire; élevé par des Français, sachant à peine l'allemand, il ne parle que notre langue, et exige que chacun l'imite autour de lui. « Le roi, dit Maupertuis, veut qu'une langue parlée et écrite par lui avec tant d'élégance soit la langue de son académie (1). » Permis aux académiciens allemands d'écrire, s'il leur plaît, dans leur

(1) C'est sans doute un fait très honorable pour notre littérature que cette académie ait proposé en 1782 pour sujet de prix cette question: *Des causes de l'universalité de la langue française* (ce fut un Français, Rivarol, qui remporta le prix); mais, on a beau dire, pour une académie prussienne, c'est montrer par trop de courtoisie à l'égard de l'étranger. En fait de patriotisme, un peu d'excès ne messied pas.

langue; mais leurs mémoires ne seront publiés qu'après avoir été traduits en français. C'était, dit-on, le seul moyen de les faire comprendre et connaître par toute l'Europe. Mais n'y avait-il pas, pour Frédéric, un intérêt bien plus important à donner enfin à son pays une littérature qui lui fût propre, et sans laquelle la nationalité d'un peuple est toujours incomplète? Et, en supposant que la langue allemande fût aussi informe que le prétendait Frédéric, n'était-ce pas éloigner indéfiniment le moment où elle se fixerait et prendrait rang parmi les idiomes littéraires que de lui interdire le domaine des sciences, de la philosophie et des arts? D'ailleurs, ce n'était pas à l'Académie seulement que Frédéric imposait l'usage exclusif de la langue française, il l'imposait encore aux professeurs et aux élèves de *son école civile et militaire;* l'allemand y était proscrit, on n'y pouvait parler que français, et « c'est ainsi, dit Thiébault, l'un des professeurs de cette école, c'est ainsi qu'on en usa pendant plusieurs années. » Singulière fantaisie d'un despote! Si la force des choses n'eût fini par triompher de sa volonté, l'élite de la jeunesse prussienne eût fini par ne pas savoir la langue de son pays!

C'est pourtant une chose grave que de renoncer à sa langue maternelle : une langue est le dépôt des traditions nationales, des sentimens politiques, religieux, domestiques, au milieu desquels on a été élevé; renoncer à sa langue, c'est en partie au moins oublier tout cela, c'est rompre jusqu'à un certain point avec le passé de son pays, avec les sentimens de ses concitoyens, avec le langage que notre mère nous a parlé dans notre enfance. Le génie du peuple, qui fait les langues, l'a bien senti : *langue maternelle,* ce mot dit tout; il exprime tous les sentimens pieux et tendres qu'on étouffe dans son cœur en adoptant un autre idiome. Les Romains disaient d'un homme qui parle trois langues : *il a trois âmes.* En effet, c'est changer d'âme que de quitter la langue de son pays, et je ne sais si ce changement se peut faire impunément.

Cette obstination de Frédéric est singulière chez un homme qui, à défaut d'autres sentimens tendres, aimait passionnément son pays. Il est vrai qu'à peine ce pays avait-il un passé; il ne datait que d'hier. Ses traditions et ses souvenirs appartenaient au moyen âge; or Frédéric était peu chevaleresque, et comprendre le moyen âge n'était guère dans la nature de son esprit. Français par l'intelligence, français du XVIIIe siècle, il n'avait rien de son pays, ni l'imagination rêveuse, ni la profondeur du sentiment, ni la foi; il n'avait de sa nation que cette ténacité patiente, cette force de volonté qu'il poussa jusqu'à l'héroïsme. Toute réflexion faite, on ne voit pas trop ce qui pouvait l'attacher à la langue de son pays; néanmoins son bon sens eût dû l'avertir de la folie de cette tentative, si son cœur n'y répugnait point. Pour lui démontrer combien cela était impossible, il suffisait de

son propre exemple; mais son amour-propre se fût refusé à comprendre cet argument. Les Français pourtant répétaient partout cette vérité cruelle, nous dit Goethe dans ses mémoires, et leur dédain pour cet *intrus* vengeait assez l'Allemagne, qu'il offensait par ses préférences. Son fameux discours sur la littérature allemande, composé dans ses dernières années, montre combien il était loin d'écrire notre langue aussi purement qu'il le croyait sans doute, après l'avoir pratiquée toute sa vie. « Parlons, dit-il, de la langue allemande, *laquelle je dis être diffuse, difficile à manier...* » En vérité, c'est bien la peine de renoncer à sa langue pour parler ainsi la nôtre après plus de quarante ans de prose et de vers français!

Dans ce discours, qui témoigne d'une médiocre connaissance de la littérature en général (1), et de notre langue en particulier, il veut bien, tout en déclarant que l'Allemagne n'a rien produit jusqu'alors, lui prédire de meilleurs jours. Ces jours étaient venus, la poésie allemande grandissait à côté de lui, en dépit de lui, et il ne s'en doutait pas, ou ne s'en apercevait que pour lui jeter l'insulte et le dédain (2). On lui en a fait un crime au-delà du Rhin. Ah! que c'était mal entendre les intérêts du pays, et que Schiller comprenait bien mieux ce que vaut la protection des princes, et combien on est heureux d'y échapper, quand il s'écriait avec orgueil :

« La muse allemande n'a point vu fleurir pour elle un siècle d'Auguste; les faveurs d'un Médicis ne lui ont point souri. Elle n'a point eu de glorieux patronage; ses fleurs ne se sont point épanouies aux rayons des faveurs princières.

« Éloignée du trône du plus grand des fils de l'Allemagne, du grand Frédéric, elle resta sans protection et sans honneur. C'est avec orgueil, c'est en sentant son cœur battre plus fort dans sa poitrine, que l'Allemand peut se dire : « Tout ce que je vaux, c'est à moi que je le dois. »

« Voilà pourquoi le chant des bardes de l'Allemagne s'élance d'un jet plus fier et roule plus librement ses flots. Voilà pourquoi, riche de sa propre abondance, jaillissant des profondeurs de l'âme, il se raille de la contrainte des règles. »

(1) Il prétend faire traduire *du latin* Épictète et Marc-Aurèle, lesquels, comme chacun sait, ont écrit en grec. Pour un philosophe, cette bévue vaut presque celle d'un ecclésiastique de nos jours, qui exigeait qu'on fît apprendre aux enfans le latin dans saint Paul, exigence difficile à satisfaire, puisque saint Paul a écrit en grec.

(2) On connaît sa phrase sur les débuts de Goethe : « Voilà un *Goetz de Berlichingen* qui paraît sur la scène, imitation détestable de ces mauvaises pièces anglaises, et le parterre applaudit et demande avec enthousiasme la répétition de ces dégoûtantes platitudes. » Goethe se contente d'écrire, à propos de ce jugement, qu'il ne s'en étonne nullement. « Un prince tout-puissant, qui mène avec un sceptre de fer des milliers d'hommes, doit trouver intolérables les productions d'une jeune tête libre et indépendante. D'ailleurs l'équité et la tolérance dans les jugemens ne sont pas la qualité dominante d'un roi : s'il la possédait, ce n'est pas là ce qui ferait sa gloire... Prenons-en notre parti, restons fidèles au vrai, et n'adorons que le beau et le sublime. » (Tome XXVII, p. 493, édit. de Stuttgart, 1840.)

Qu'on se figure un moment Frédéric *protégeant* la poésie allemande, y portant son goût faux et mesquin, lui imposant des *Henriade*, de sèches histoires, des tragédies décentes et régulières. Il n'eût pas fait violence sans doute au génie de la nation, mais chez quelques natures complaisantes peut-être l'eût-il faussé et perverti. Qu'on se félicite donc qu'il ait regardé ailleurs; tout s'est passé pour le mieux. En subissant l'influence de la pensée française, il en a étendu l'empire; par son exemple, il a semé partout les germes de cette philosophie qui contenait la révolution. En cela, il a été utile, parce qu'il a été non un protecteur, mais un disciple. Quant à la littérature allemande, il l'a servie comme il pouvait le faire, en l'oubliant. Nous avons sur ce point le plus précieux des témoignages, le sien. « Un jour, dit Mirabeau, j'osai lui témoigner des regrets de l'indifférence qu'il avait montrée aux lettres allemandes. » — « Mais, répondit Frédéric, qu'aurais-je pu faire en faveur des gens de lettres allemands qui leur valût le bien que je leur ai fait en ne m'occupant pas d'eux, en ne lisant pas leurs livres? »

Rien de plus curieux que cet aveu, rien de mieux justifié par le résultat. Comparez en effet la conduite de Louis XIV et de Frédéric à l'égard de la littérature de leur pays. L'un, animé des intentions les plus bienveillantes, trouve à son avénement la poésie française pleine de vigueur et de sève; il lui prodigue ce qu'on appelle les encouragemens et les faveurs, et en quelques années elle s'énerve et dépérit. Il l'avait prise florissante avec Corneille et Molière; il la laisse à Jean-Baptiste Rousseau. — Frédéric au contraire, tout préoccupé d'une littérature étrangère, ne songe même pas à celle de son pays; il l'ignore, elle n'existe pas pour lui, et cependant sous son règne vous voyez la poésie allemande, fille du génie national, naître, grandir, et, sous les yeux mêmes du vieux roi, qui s'obstine encore à la méconnaître, constater son existence et sa glorieuse fécondité. Quel enseignement dans ces deux exemples, et combien ils confirment la vérité profonde de ce mot qui les résume, de cette réponse de Frédéric à Mirabeau! Sans doute on ne peut guère lui savoir gré de ce service involontaire qu'il a rendu à son pays; mais, pour être involontaire, il n'en est pas moins réel, et pourquoi ne ferait-on pas un jour, par un calcul patriotique, ce que Frédéric a fait sans intention? La recette est simple, il ne s'agit que de n'en point abuser; mais, comme malheureusement il y a encore beaucoup de gens attachés ou par préjugé ou par intérêt au système contraire, il se passera bien du temps sans doute avant qu'on permette aux gouvernemens de mettre en pratique la théorie si libérale du despote prussien, et le génie littéraire sera toujours moins exposé aux inconvéniens de l'indifférence qu'aux périls des hautes protections.

EUGÈNE DESPOIS.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

XII.[1]

BEAUMARCHAIS AUX APPROCHES DE LA RÉVOLUTION.

I. — LE MARIAGE DE FIGARO DEVANT LA CRITIQUE FRANÇAISE ET LA CRITIQUE ESPAGNOLE.

Un critique assez célèbre au commencement du siècle, qui a laissé quelques bonnes pages malheureusement mêlées à beaucoup d'autres d'un ton grossier et d'une extrême pauvreté d'idées, Geoffroy, après avoir gratifié Beaumarchais d'une bordée d'injures, résumait ainsi en 1802 son opinion sur *le Mariage de Figaro :* « Aujourd'hui qu'il n'y a plus ni princes, ni grands seigneurs, ni parlement Maupeou, aujourd'hui qu'on juge Figaro avec l'expérience de dix siècles, ce n'est plus qu'une méchante rapsodie, qu'un salmis de quolibets, de coq-à-l'âne, de calembours, de turlupinades, de jeux de mots. Cette débauche d'esprit, ce style dévergondé, excitent encore de temps en temps le rire de la farce, mais on les méprise après en avoir ri. » Il y avait cependant en faveur de Beaumarchais un argument qui déjà, en 1802, embarrassait un peu le dédaigneux critique. « C'est une chose plaisante, dit ailleurs Geoffroy, que la destinée des auteurs dramatiques : Beaumarchais, du côté de l'art, est assurément un des moins estimables;... cependant, *les Deux Amis* exceptés, toutes ses pièces sont restées, et, ce qui est plus heureux, elles se

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852; 1er janvier, 1er mars, 1er mai, 1er juin, 15 juillet, 15 août et 1er octobre 1853.

jouent; *le Barbier de Séville* et *Figaro* sont même courus. Combien de poètes d'un mérite fort supérieur n'ont pas joui d'un sort aussi brillant! La Chaussée a quatre pièces restées au théâtre, on n'en joue jamais une seule, et La Chaussée, pour le ton, le goût et le style, pour toutes les parties de l'art, est infiniment au-dessus de Beaumarchais; mais la fortune littéraire de l'auteur de *Figaro* a de grands rapports avec sa fortune civile et politique; l'une a beaucoup influé sur l'autre, et toutes deux sont parties de la même source. Instruire, amuser les hommes, ce n'est rien : il faut les éblouir et les tromper. »

Comment Geoffroy, si peu rétif devant le succès en politique, ne comprenait-il pas que le succès en littérature, quand il se prolonge et se maintient, a bien aussi quelque valeur, et que si le mérite de Beaumarchais consistait à *éblouir* et à *tromper* les hommes, ce qui n'est pas déjà donné à tout le monde, ce ne serait point uniquement avec de *méchantes rapsodies* qu'il les aurait éblouis et trompés jusqu'en 1802? Que dirait-il donc s'il voyait en 1853 les hommes persister à se laisser *éblouir* et *tromper* par ces *méchantes rapsodies,* qui, quand elles sont bien joués, continuent à intéresser le public, non-seulement en France, mais un peu partout (1)? Il est certain que si l'intérêt qui s'attache à une satire politique a contribué d'abord à l'immense succès du *Mariage de Figaro,* ce n'est pas là ce qui soutient aujourd'hui cette comédie. Pour s'en convaincre, il suffit d'assister à une représentation et de voir combien cette partie de la pièce produit en général peu d'effet sur le public. Que de saillies mordantes, d'allusions fines et meurtrières contre des institutions ou des abus qui n'existent plus aujourd'hui, au moins sous la même forme, après avoir excité autrefois des applaudissemens frénétiques, passent maintenant inaperçues! Ce long monologue du cinquième acte, qui épouvantait Louis XVI et qui trouvait un si vif écho dans le parterre *roturier* de 1784, n'agit presque plus sur le parterre *démocratique* de 1853. Et cela se conçoit facilement : nous avons expérimenté depuis soixante-dix ans tous les genres d'aristocratie; chaque classe de la société a eu un moment où elle a dit comme Figaro : *Et moi, morbleu!* et où elle a plus ou moins accaparé à son profit le gouvernement et le trésor public. N'avons-nous pas vu naguère un bourgeois ingénieux usurper le titre d'ouvrier comme on usurpait jadis des titres de noblesse et arriver, grâce à ce stratagème, jusqu'au seuil de l'assemblée nationale, d'où il a été exclu, n'ayant pu produire ses *quartiers de prolétariat?* Un parterre qui a vu tout cela

(1) Les journaux nous apprenaient encore tout récemment qu'on représentait *le Barbier de Séville* aux conférences d'Ollmütz.

ne peut plus guère s'émouvoir des satires de Figaro contre ceux qui ont tout pour s'être *donné la peine de naître*. Que serait aujourd'hui un Montmorency qui n'aurait pas le sou à côté du dernier des roturiers qui aurait su, pour parler poliment, *gagner* quatre ou cinq millions à la Bourse?

Cependant ce monologue du cinquième acte n'est pas encore absolument mort. Il y a quelques passages qui vivent encore, et qui, depuis soixante-dix ans, ont de temps en temps cette bonne fortune de briller par leur absence, comme autrefois les effigies de Brutus et de Cassius aux funérailles de Junie. Geoffroy nous apprend qu'en 1802 on supprimait quelques-unes des plus *insolentes clabauderies* de Figaro, et spécialement le passage du monologue du cinquième acte relatif à la liberté de la presse. Seulement il paraît qu'on permettait à l'acteur Dugazon, chargé du rôle de Figaro, de remplacer le passage supprimé par un autre de son invention qui amusait assez peu Geoffroy, car il était spécialement dirigé contre le célèbre critique du *Journal des Débats*. « J'apprends, disait Figaro-Dugazon, qu'il s'est établi dans Madrid une multitude prodigieuse de journaux, *et que l'un d'eux fait fortune en dénigrant les plus grands poètes et les plus grands talens*. » « Le trait est court, dit Geoffroy à ce propos, mais vigoureux, éloquent, et même très convenable au caractère de Figaro : ce barbier était personnellement intéressé à crier publiquement contre un méchant journal qui faisait fortune dans Madrid en se moquant des farceurs de place et des méchans bouffons. » La censure actuelle, un peu moins sévère que la censure de 1802, se borne à supprimer juste le même passage du monologue, mais aucun acteur ne se croit permis d'y suppléer, et cette lacune subsiste comme un témoignage de la vitalité d'une pièce de théâtre qui, après *soixante-neuf ans* d'existence, après avoir perdu, par la ruine même de tout ce qu'elle attaquait, le prestige de hardiesse qu'elle empruntait à des faits qui ne sont plus, touche cependant encore par quelques points à des questions délicates qui ont survécu à la révolution. Certes, quand Figaro nous dit : « Les sottises imprimées n'ont d'importance qu'aux lieux où l'on en gêne le cours, » une déplorable expérience, qui se reproduit sans cesse parmi nous, répond tout aussitôt que cela n'est pas vrai, au moins pour la France, et que, malheureusement pour notre pays, les sottises imprimées engendrent des sottises en action qui mettent l'ordre en péril, et dont la liberté finit toujours par payer les frais; mais quand Figaro ajoute : « Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur, » quel homme de bonne foi pourrait se dissimuler qu'il y a là quelque chose d'éternellement vrai, et que l'interdiction absolue du blâme porte une grave atteinte à la valeur morale de l'éloge?

C'est ainsi que la comédie de Beaumarchais, quoique fanée dans son ensemble sous le rapport politique, conserve encore, même sous ce rapport, une certaine *actualité,* en même temps qu'elle reste pour les hommes instruits un monument curieux d'une situation unique, et qui peut-être ne se reproduira jamais en France : celle d'un gouvernement offrant assez d'abus pour défrayer largement une comédie satirique, et trop confiant en lui-même ou trop faible pour empêcher un auteur audacieux et tenace de le traduire sur la scène. Ce caractère *aristophanesque* du *Mariage de Figaro*, qui contribue incontestablement à son originalité, quoiqu'il n'offre plus aujourd'hui les dangers qu'il présentait autrefois, ne laisse pas de susciter contre cette comédie beaucoup d'adversaires et parfois des adversaires assez inattendus. De ce nombre sont d'honnêtes bourgeois, qui certainement seraient furieux si, par un coup de baguette, quelque magicien leur rendait un beau matin l'ancien régime, avec ses colonels âgés de sept ans, son parlement Maupeou, ses lettres de cachet (1), ses mille priviléges et ses mille abus. Ces mêmes hommes pourtant, parce qu'ils aiment la paix, et parce que l'ancien régime n'a pu être détruit sans une secousse qui dure encore, sont disposés à ne voir dans *le Mariage de Figaro* qu'une coupable provocation au désordre et à l'anarchie. Il faudrait être conséquent : ceux qui admettent que la destruction de l'ancien ordre de choses était juste et nécessaire ne peuvent pas faire à Beaumarchais un crime d'y avoir concouru.

Une critique plus juste à mon sens est celle qui porte sur le défaut de moralité reproché au *Mariage de Figaro.* Il est certain que la comédie, destinée à fustiger le vice en riant, ne peut pas avoir l'austérité d'un sermon; il n'est pas moins certain qu'il y a dans Molière des situations aussi scabreuses et des mots aussi forts que dans *le Mariage de Figaro;* mais si Molière, avec la franche bonne foi du génie, ne recule pas devant tout ce qui lui semble nécessaire à la vérité du tableau qu'il veut peindre, on ne le voit point, comme

(1) C'est en vain qu'avec une vue superficielle du passé on essaierait de comparer le régime parfois rigoureux qu'a subi dans notre siècle la liberté individuelle avec le régime antérieur à la révolution; il n'y a pas de comparaison possible. Qu'on se souvienne seulement que sous Louis XV un ministre, le duc de La Vrillière, poussait l'impudeur jusqu'à permettre à sa maîtresse de vendre à prix d'argent des ordres d'arrestation signés en blanc de la main du roi. « La marquise de Langeac, dit le comte de Tocqueville dans son *Histoire du règne de Louis XVI,* faisait commerce des lettres de cachet, et jamais ne les refusait à l'homme puissant qui avait une vengeance à exercer ou une passion à assouvir. » Il n'était pas même toujours nécessaire d'être un homme puissant. M. de Ségur raconte dans ses *Souvenirs* l'édifiante histoire d'une jeune bouquetière qui, pour se débarrasser d'un mari jaloux, avait obtenu, moyennant dix louis donnés à Mme de Langeac, une lettre de cachet contre lui. Le même jour, le mari ayant eu la même idée que sa femme et ayant de son côté donné dix louis, chacun des deux époux fit enfermer l'autre.

Beaumarchais, rechercher avec une sorte de parti-pris, multiplier sans nécessité, caresser avec complaisance tous les mots, toutes les idées, toutes les situations qui ont un sens plus ou moins licencieux et brutal. Presque tous les personnages de Beaumarchais, Almaviva, Figaro, Chérubin, Basile, Marceline, la comtesse elle-même, quoique avec un peu plus de réserve, semblent dominés, on pourrait dire presque absorbés, par le même genre de préoccupations. Cette création de Chérubin, par exemple, qui a trouvé grâce devant des critiques d'ailleurs sévères pour Beaumarchais, est-elle bien vraie? Si Beaumarchais a pu chercher dans les souvenirs de son enfance à lui, très précoce et, on s'en souvient, très effrontée même pour le XVIIIe siècle, les principaux traits de cette figure, est-ce bien là une personnification exacte de la puberté en général chez les jeunes gens, non-seulement de treize ans, mais même de quinze et de seize? Ces ardeurs fougueuses, occasionnées par l'éveil des sens, ne sont-elles pas sans cesse combattues par je ne sais quelle retenue mystérieuse et naïve, non pas factice et grimacière comme celle de Chérubin, qui *ose* très bien dire à Suzanne en style de jeune roué : « Tu sais bien, méchante, que je n'*ose* pas *oser*, » mais sincèrement craintive, inquiète et même un peu *farouche?* Ceux-là même qui seront des don Juan ne commencent-ils pas presque tous par être plus ou moins des Hippolyte? Cette nuance, qui donnerait plus de grâce en même temps que plus de vérité générale au rôle de Chérubin, me semble à peu près absente, et cependant les païens eux-mêmes l'admettaient. Daphnis, dans le petit roman de Longus, s'il n'a pas la décence extérieure de Chérubin, présente certainement une physionomie plus craintive et plus innocente. Le petit Jehan de Saintré, ce Chérubin du moyen âge, offre toutes les nuances qui manquent à celui de Beaumarchais, et même au XVIIIe siècle on comprenait assez bien tout ce qui se mêle de poésie et de tendresse de cœur aux premières ardeurs de l'adolescence, pour accueillir avec transport un autre Chérubin, qui apparut, je crois, la même année que celui de Beaumarchais, et qui en est comme la contre-partie. Quand on s'était amusé à voir le page du comte Almaviva lutiner Suzanne, mettre en péril l'innocence de Fanchette et soupirer pour la comtesse, on lisait avec délices ce dialogue charmant entre Paul et Virginie qui commence ainsi : « Lorsque je suis fatigué, ta vue me délasse; quand du haut de la montagne je t'aperçois au fond de ce vallon, tu me parais au milieu de nos vergers comme un bouton de rose. Quoique je te perde de vue à travers les arbres, je n'ai pas besoin de te voir pour te retrouver; quelque chose de toi que je ne puis dire reste pour moi dans l'air où tu passes, sur l'herbe où tu t'assieds..... »

Quoique la pudeur ne fût pas le caractère distinctif de Beaumar-

chais, il ne laissait pas d'avoir le sentiment que sa pièce dépassait un peu la dose de licence accordée à une comédie; aussi le voit-on, comme les ingénieurs qui s'inquiètent surtout du côté faible d'une place, incessamment occupé à défendre le côté vulnérable du *Mariage de Figaro*. La grande affaire de sa préface est de prouver particulièrement que *le Mariage de Figaro* est empreint d'une *moralité profonde;* sa correspondance est remplie de lettres aux acteurs de Paris ou aux directeurs des théâtres de province, recommandant surtout de jouer la pièce *noblement,* de ne l'avilir par aucune *charge indécente,* d'éviter de pousser même *la gaieté* jusqu'à *l'effronterie.* Tout cela est très bien; mais, comme dirait Beaumarchais lui-même, tout cela est bon pour le discours, et il serait assez difficile de jouer *le Mariage de Figaro* avec une parfaite candeur.

S'il est vrai que la moralité d'une comédie consiste à rendre le vice ridicule, méprisable ou odieux, on serait assez embarrassé pour déterminer la moralité du *Mariage de Figaro.* On a loué quelquefois Beaumarchais de l'impartialité courtoise avec laquelle il avait dessiné la figure d'un grand seigneur libertin. Le comte Almaviva en effet, quoique déjoué dans ses projets de séduction, reste le personnage distingué de la pièce, non-seulement par le ton et la tenue, mais même par les sentimens. Et cependant c'est lui surtout qui représente le vice, de sorte qu'il ne faut pas avoir beaucoup d'imagination, étant donné le caractère de Suzanne, pour admettre que si Almaviva a perdu la partie ce jour-là, il ne tiendra qu'à lui, pour peu que sa fantaisie persiste, de prendre bientôt sa revanche sur Figaro. De son côté, Figaro, quant aux intentions, est évidemment l'honnête homme de la pièce : il défend sa fiancée contre la corruption, et contribue à ramener le comte vers sa femme; mais pour s'apercevoir de ses bonnes qualités, le spectateur a grand besoin d'y regarder à deux fois, tant cette physionomie est mélangée.

Figaro se sent si fier de sa supériorité sur tout ce qui l'entoure, qu'il met une sorte de forfanterie à se faire beaucoup plus roué qu'il ne l'est en effet. Par exemple, quand il dit de Basile : « Fripon, mon cadet, je t'apprendrai à clocher devant les boiteux, » il ne tiendrait qu'à nous de croire qu'il revendique le droit d'aînesse en friponnerie, et cependant ce n'est pas la friponnerie, c'est seulement l'intrigue qu'il aime de passion. De même, dans la scène si grossière avec Marceline, scène pour laquelle Beaumarchais a beau jeu de recommander aux acteurs la décence et la noblesse, lorsque Figaro, en retrouvant sa mère, lui dit : « Embrassez-moi le plus maternellement que vous pourrez; j'étais loin de vous haïr, témoin l'argent; » ce cynisme artificiel et forcé produit une si fâcheuse impression, que lorsque Beaumarchais veut mettre dans le cœur de Figaro un bon sentiment, dans

sa bouche des paroles émues et dans ses yeux des larmes sincères, le public se demande si ce n'est pas encore là une plaisanterie, et tandis que Figaro pleure réellement, le parterre éclate de rire. Nous avons eu occasion de constater plusieurs fois cet effet de scène, qui ne manque jamais, et qui certainement n'était pas dans les intentions de Beaumarchais.

Ce persiflage universel, accompagné d'une assez grande indécence de mots, d'idées et de situation, est évidemment ce qui constitue, au point de vue moral, le côté faible du *Mariage de Figaro*. Néanmoins, soit que notre siècle, avec ses belles prétentions d'austérité, n'ait guère plus de vertu que le siècle précédent, soit que la gaieté spirituelle et intarissable qui assaisonne tout cela ne laisse pas au public le temps de s'arrêter sur ce qui le choquerait, il est certain que les mots équivoques et les situations scabreuses ne nuisent pas au succès de la pièce. Nous avons vu quelquefois, à des représentations du dimanche, de très honnêtes figures de mères de famille s'épanouir et rire avec délices des saillies les plus risquées de Figaro ou des jeux de scène du cinquième acte, sans paraître s'étonner beaucoup de ce qu'il y a de grivois dans les uns, de choquant et d'invraisemblable dans les autres. Le public, dans son ensemble, est peut-être après tout beaucoup plus innocent que nous tous, qui faisons de la critique et qui, pour employer une expression triviale, mais juste, *cherchons des vers dans les cerises;* il s'amuse de ce qui lui semble spirituel et amusant, et il n'en demande pas davantage.

Considéré au point de vue de l'art et dans ses rapports avec la comédie antérieure à Beaumarchais, *le Mariage de Figaro*, quoiqu'il soit moins judicieusement *intrigué* et écrit avec plus d'inégalité et d'affectation que *le Barbier de Séville,* offre plus d'ampleur et plus d'originalité, en ce sens qu'il représente plus complétement cet instinct et ce goût d'innovation qui distinguaient l'auteur.

On l'a déjà très justement remarqué, ce qui caractérise la comédie entendue à la manière de Beaumarchais, c'est la *modernité,* c'est-à-dire l'exclusion, ou du moins, en ce qui touche Figaro, la transformation absolue de toutes les traditions et de tous les types de la comédie antique; ce qui la caractérise encore, c'est la fusion de tous les genres de comédie que Molière avait jusque-là traités séparément dans *le Misanthrope,* dans *l'École des Femmes* et dans *les Fourberies de Scapin,* un mélange parfois un peu incohérent, mais brillant et original, de tons et d'effets empruntés à la comédie d'intrigue, à la comédie de mœurs et de caractère et à la haute comédie. *Le Mariage de Figaro* offre des alimens pour tous les goûts; il y a de l'analyse philosophique, même dans les parties où, comme dit Sedaine dans une lettre à Beaumarchais, la philosophie prend des allures de

Polichinelle; il y a des traits de caractère bien sentis et vivement rendus, des effets de scène très intéressans et très habilement amenés, un dialogue peu châtié parfois ou prétentieux, mais souvent attrayant pour les esprits, même les plus difficiles, par la prestesse avec laquelle les deux interlocuteurs se renvoient le volant des saillies sans jamais le laisser tomber par terre. Il y a dans l'action générale un entrain, un brio empruntés à la comédie espagnole, qui font passer par dessus les invraisemblances. Il y a enfin des parties de grosse gaieté et de charge qui ne sont pas celles qui ont le moins de succès. Beaumarchais n'avait pas le dédain de ces esprits trop délicats qui répugnent à se servir de certains moyens; tout lui était bon : il voyait dans le public assemblé un grand enfant qui ne demande qu'à rire, et il ne se trompait guère. Depuis bientôt soixante-dix ans qu'on joue *le Mariage de Figaro,* la tirade sur *goddam* n'a jamais manqué d'égayer le parterre; le bégaiement de Brid'oison, les glapissemens de l'huissier criant : *Messieurs, silence!* dans la scène de l'audience, le langage pittoresque et grotesque de l'ivrogne Antonio, contribuent largement, pour leur part, à l'effet général.

Quoique ce rire de la farce, comme le nomme Geoffroy, ne soit pas plus à dédaigner chez Beaumarchais que chez Molière, où on le rencontre également, il est certain que si *la Folle journée* ne brillait que par là, elle perdrait beaucoup de son prix; mais ce comique un peu fort, combiné avec tout le reste, contribue à donner à la pièce un avantage inappréciable et incomparable que toute l'élégance, toute la correction possibles ne donnent pas toujours, et qui s'appelle la vie. Cet avantage permet à la comédie de Beaumarchais de ne s'inquiéter pas plus de notre critique modérée que du dédain fastueux des aristarques les plus érudits.

Une question beaucoup moins souvent traitée que les précédentes, et qui cependant se présente ici tout naturellement, est celle de savoir jusqu'à quel point Beaumarchais, dans ses *comédies espagnoles,* a tiré parti du théâtre espagnol. Il me paraît incontestable que ses emprunts se réduisent à peu de chose. Les caractères sont très peu espagnols; Almaviva ne ressemble guère à un *grand d'Espagne,* surtout à l'époque du *droit du seigneur,* si tant est que le *droit du seigneur* ait jamais existé en Espagne, ce dont je doute; même en prenant Almaviva comme une figure française, il y a quelque chose de singulièrement hétéroclite dans cette coutume plus ou moins authentique du *moyen âge* qui vient ainsi se planter au beau milieu d'une comédie tout imprégnée des mœurs du XVIIIe siècle. Cependant l'ensemble de ces figures diverses offre je ne sais quelle nuance légère d'étrangeté assez difficile à définir, qui tient peut-être moins aux personnages en eux-mêmes qu'à leur nom, à leur costume, à la

guitare, aux balcons et à d'autres accessoires de même nature, mais qui ne laisse pas de contribuer à leur donner une physionomie originale. Dans sa structure, *le Mariage de Figaro,* avec ses surprises, ses scènes de nuit et ses coups de théâtre, n'est pas sans analogie avec la comédie espagnole, surtout avec les pièces d'*intermèdes,* qui, on l'a vu dans les lettres écrites d'Espagne par Beaumarchais, l'avaient particulièrement intéressé. Le personnage principal, quoiqu'il dérive plutôt du Gil Blas français que du *gracioso* espagnol, présente cependant quelques traits qui le rapprochent de ce dernier type, ne serait-ce que le goût des proverbes et du bel esprit. Dans la comédie de Moreto intitulée : *No puede ser el guardar una mujer* (garder une femme est chose impossible), comédie qui présente quelques rapports de détail avec *le Barbier de Séville,* il y a un *gracioso,* Tarugo, qui n'est pas sans offrir une certaine parenté avec Figaro. Un critique distingué, en cherchant l'étymologie de ce nom de Figaro, qui, pris en lui-même, n'est point espagnol, l'a fait dériver du mot *picaro,* qui est à peu près synonyme de vaurien, et qui a donné son nom en Espagne à toute une série de romans dits *picaresques,* dont les héros sont des aventuriers. J'ai vainement cherché dans les papiers de Beaumarchais quelque vérification de cette étymologie. Ce qui me porterait à en suspecter la justesse, c'est que dans le manuscrit du *Barbier de Séville,* l'auteur, au lieu d'écrire Figaro, écrit constamment *Figuaro.* Ce nom que Beaumarchais a rendu si fameux, se serait donc d'abord présenté à son esprit sous une forme qui n'est pas celle adoptée plus tard par lui-même dans le texte imprimé, et qui nous éloigne un peu plus de l'étymologie de *picaro;* mais *Figuaro* n'étant pas plus espagnol que Figaro, la difficulté reste entière et la question aussi douteuse que pour le Tartufe de Molière, dont l'étymologie est également un peu incertaine. Peut-être serait-il plus juste de faire dériver ce nom de fantaisie adopté par Beaumarchais du mot espagnol *figura,* qui s'applique à des personnages de comédie et qui, transformé en *figuron,* est devenu le nom commun de toute une classe de pièces qui tiennent de la caricature.

Quelque opinion qu'on ait de cette étymologie, ce qui peut sembler bizarre au premier abord, c'est que de tous les pays où les deux comédies de Beaumarchais ont été traduites (1), l'Espagne est celui

(1) Elles l'ont été à peu près partout, car en même temps que le prince de Nassau constate, dans une de ses lettres, l'existence et le succès d'une traduction *polonaise* du *Barbier de Séville,* Gudin, dans son manuscrit, nous assure que *le Mariage de Figaro,* « traduit, dit-il, dans la langue de l'*Indostan,* a été joué dans cette langue sur ces mêmes rives où les Grecs allaient chercher la sagesse. » Beaumarchais, avec son caractère essentiellement français, paraît en général se soucier assez peu de ce qui s'écrit sur lui à l'étranger. Par exemple, je ne trouve nulle mention dans ses papiers qu'il se soit

où elles paraissent avoir eu le moins de succès. Un poète dramatique espagnol assez distingué, Garcia de La Huerta, à la vérité très hostile au théâtre français en général, parlant en 1785 d'une traduction espagnole du *Barbier de Séville,* s'exprime ainsi :

« Don Manuel Fermin de Laviazo a fait une traduction du *Barbier de Séville,* et quoiqu'il ait purgé cette comédie de ses impropriétés les plus grossières, quoiqu'il lui ait donné plus de mouvement en la réduisant en trois actes et qu'il en ait amélioré le style en convertissant en vers la prose *soporifique* (*soporifera*) de Beaumarchais, la pièce n'en est pas moins restée une comédie burlesque pleine de cette *platitude française* (*platitud francesa*) qui est intolérable pour les personnes de bon goût. »

Ce critique espagnol, on le voit, n'y va pas de main morte; il peut marcher de pair avec Geoffroy, il peut même se flatter d'être le premier qui ait découvert que la prose du *Barbier de Séville* était *soporifique.* Personne, à coup sûr, ne s'était encore avisé de lui reprocher ce défaut-là. Ce même La Huerta, après avoir déclaré que les comédies de Beaumarchais ne peuvent être *envisagées qu'avec le plus profond mépris,* accuse la critique française de n'avoir pas assez insisté sur les *fautes les plus essentielles,* parce qu'elle ne connaissait pas assez, dit-il, l'invraisemblance qui y règne. Et comme il veut bien nous signaler lui-même ces fautes *énormes,* je pense qu'on ne sera peut-être pas fâché de savoir en France ce qui choque épouvantablement un Espagnol, un peu entaché de pédantisme, dans les comédies de Beaumarchais, et d'abord dans *le Barbier de Séville.*

« Cette pièce, dit La Huerta, ne mérite pas qu'on se donne la peine d'en faire un examen complet et rigoureux. Il suffira, pour convaincre les plus obstinés, de mettre en relief quelques-unes des fautes si nombreuses qu'elle renferme, fautes qui sont moins excusables chez M. de Beaumarchais que chez tout autre, non-seulement parce qu'il a résidé quelque temps en Espagne, et même assez longtemps pour pouvoir éviter les erreurs qu'il a commises, mais encore parce qu'il se vante très hautement de connaître nos mœurs. Quel homme ne rirait, par exemple, pour peu qu'il connaisse les mœurs de l'Espagne, de voir un barbier qui, ayant une boutique ouverte à Séville, se présente dans la rue à sept ou huit heures du matin, heure *précise* à laquelle il doit *faire ses barbes,* avec la tournure et le costume d'un *majo,*

inquiété du drame allemand dans lequel Goethe le faisait figurer tout vivant. Ce n'est qu'en 1784, lorsque parut en France la première traduction de ce drame par Friedel, qu'avant d'en autoriser la publication, le censeur écrit à Beaumarchais pour lui demander s'il consent à ce que la traduction paraisse avec son nom. Beaumarchais, sans doute occupé d'autre chose, fait attendre longtemps la réponse, ce qui désole l'infortuné traducteur; il répond enfin pour demander qu'on change le nom de Beaumarchais, adopté par Goethe, en celui de *Ronac,* et le nom de son beau-frère Guilbert en celui d'*Ilberto.* C'est en effet avec ce travertissement que parut en France la première traduction du drame allemand de *Clavijo.*

avec une guitare en bandoulière, écrivant une séguédille, retouchant de temps en temps sa chanson avec un crayon et faisant de son genou un pupitre. Un tel être n'a jamais existé et n'existera jamais, et s'il était possible qu'un barbier tombât dans une semblable folie, il en serait bientôt puni, car il se verrait chassé de la rue par les cris des enfans du quartier, et peut-être à coups de pierres. C'est en vain qu'on dirait, pour sauver l'absurdité de cette situation, que la maison du barbier est *à quatre pas*, car s'il en est ainsi, il pourrait, de l'endroit où il est, la montrer au comte Almaviva, sans avoir besoin de lui donner des détails sur son enseigne. En outre, la plus grande inconvenance de la situation consiste dans l'inopportunité de l'heure adoptée par l'auteur, heure à laquelle même les aveugles qui gagnent leur vie en jouant de la vielle n'ont pas coutume de faire leur charivari. Et voilà pourquoi le barbier, même à sa porte, ne pourrait ni chanter ni jouer de la guitare, attendu que les gens du voisinage qu'il incommoderait l'obligeraient à se taire et à se retirer. »

« Ce n'est pas une moindre inconvenance de faire paraître en scène le comte Almaviva, titre qui n'existe pas en Espagne, et encore moins avec la qualité de *grand* que lui donne le poète prosaïque (1), de le faire paraître vêtu à l'espagnole, ainsi que Rosine, en même temps qu'on nous offre le ridicule barbier habillé en *majo*, synchronisme fort extraordinaire pour un Espagnol et pour tous ceux qui savent que le costume et même le nom de *majo* sont si modernes en Espagne, qu'on ne trouverait ce nom dans aucun ouvrage ayant cinquante ans d'antiquité. Voilà pourquoi l'Académie espagnole, en acceptant ce mot de *majo* dans le quatrième volume de son dictionnaire imprimé en 1737, l'a accueilli sans y joindre aucune autorité qui garantît son origine, apparemment parce qu'elle n'en a point trouvé, à cause de la *modernité* de ce mot, et c'est probablement par la même raison qu'elle a omis les mots de *maja, majeza,* et autres dérivés dont nous nous servons aujourd'hui, et qui n'étaient pas aussi usités en 1737 que maintenant. Il y a donc ignorance grossière chez ceux qui disent et pensent que l'habit de *majo* est le costume propre et caractéristique de notre nation, tandis qu'il est certain au contraire qu'il est le plus opposé à notre caractère grave et circonspect... Et dans tous les cas, ce costume n'étant point encore en usage à l'époque où l'on portait le costume à l'espagnole, c'est une inconvenance absurde de les unir et de les faire paraître en même temps dans une pièce.

« Les noms que Beaumarchais donne à quelques-uns des acteurs de ses comédies sont également très ridicules et très impropres. Le nom de Bartholo, dont il baptise un médecin, ne s'emploie en Espagne qu'entre gens de la plus basse classe ou dans le style le plus familier, parce qu'il est une espèce de diminutif de *Bartholome*, diminutif dont on ne se sert que pour exprimer le mépris ou la tendresse, d'où il résulte qu'il y a une ignorance *très coupable* (*muy culpable*) à supposer que le billet de logement dont il est question au second acte du *Barbier* a pu être adressé au docteur *Bartholo*

(1) Cette critique de La Huerta, qui consiste à reprocher à Beaumarchais d'avoir placé dans une comédie un grand d'Espagne sous un nom imaginaire, au lieu de lui donner un nom réel, semblera un peu extraordinaire en France. L'inconvenance pour nous consisterait bien plutôt à mettre en scène un nom réel.

tout court. A cette inconvenance correspond gracieusement celle qui consiste à appeler deux valets galiciens, l'un *L'Éveillé*, c'est-à-dire *el Despierto*, et l'autre *La Jeunesse*, c'est-à-dire *La Juventud*, noms qui appartiennent à la soldatesque française, ou à des domestiques de quelque hôtel de Paris, et non point à des valets galiciens, qui d'ordinaire s'appellent *Domingo* ou *Farrucho*. Il est certain qu'un *L'Éveillé* et un *La Jeunesse* font avec un docteur *Bartholo* l'assemblage le plus réjouissant.

« Malgré tous ces défauts et beaucoup d'autres également grossiers sur lesquels je ne m'arrête pas, parce que, pour les relever, il faudrait un épais volume, cette comédie, très applaudie à Paris et dans toute la France, est une des comédies modernes qui ont eu le plus de succès et se jouent le plus fréquemment. On doit en conclure que partout il y a un public vulgaire qui approuve les choses absurdes, et se passionne pour les ouvrages qui ont le moins de mérite. »

Quel terrible homme que ce pédant espagnol! Quel fanatique amour de la vraisemblance! On ne se douterait guère que cette critique nous vient du pays qui a produit les héros de tragédie ou de comédie

Enfans au premier acte et barbons au dernier.

Il est probable que si Beaumarchais a jamais lu ce foudroyant réquisitoire de La Huerta, il se sera contenté de recopier pour lui et de lui envoyer ce passage de la préface du *Barbier de Séville* : « Des connaisseurs ont remarqué que j'étais tombé dans l'inconvénient de faire critiquer des usages français par un plaisant de Séville, à Séville, tandis que la vraisemblance exigeait qu'il s'étayât sur les mœurs espagnoles. Ils ont raison; j'y avais même tellement pensé, que, pour rendre la vraisemblance encore plus parfaite, j'avais d'abord résolu d'écrire et de faire jouer la pièce en langage espagnol; mais un homme de goût m'a fait observer qu'elle en perdrait peut-être un peu de sa gaieté pour le public de Paris, raison qui m'a déterminé à l'écrire en français. »

Après avoir ainsi écrasé *le Barbier de Séville* dans la préface d'un des volumes de son *Théâtre espagnol*, La Huerta annonçait pour un prochain volume une critique du *Mariage de Figaro;* mais, au moment d'aborder cette tâche, il y renonce parce que la pièce est, suivant lui, *trop méprisable dans toutes ses parties.*

« Cette comédie est, dit-il, une continuation de la comédie du *Barbier de Séville*, elle est conçue dans le même esprit, et nous y retrouvons tous les personnages de cette dernière, excepté les deux Galiciens si bien baptisés *La Jeunesse* et *L'Éveillé* (1); mais les défauts du *Mariage de Figaro* sont *beau-*

(1) On voit que La Huerta ne peut pas digérer les deux faux Galiciens. Cependant il y a dans *le Mariage de Figaro* le nom de *Grippe-Soleil*, jeune berger andaloux, qui

coup plus énormes (*mucho mas enormes*) que ceux du *Barbier de Séville*. Les calomnies et les satires contre notre nation, l'oubli de la décence et de la vérité et l'abandon de toute vraisemblance sont les principales qualités qui décorent cette pièce. Pour ce motif, et comme d'ailleurs j'ai lu une lettre écrite à une dame espagnole qui réside à Paris par un habitant de Madrid, dans laquelle *le Mariage de Figaro* se trouve analysé et ridiculisé avec assez de grâce, et comme cette lettre circule en manuscrit parmi tous les gens de goût, je me crois dispensé du pénible travail de relire une aussi méprisable farce, et cependant cette comédie, *avec tous ses défauts, a ses partisans, même parmi nous*. Rien n'est plus commun que de voir des gens se permettre de juger ce qu'ils n'entendent pas. Plusieurs pensent que la poésie est chose si commune, que chacun peut apprécier ses productions comme s'il s'agissait des choux et autres légumes qui se vendent au marché (1). »

Cette appréciation de La Huerta ne peut pas être prise comme l'expression exacte de l'opinion de ses compatriotes sur les comédies de Beaumarchais, d'autant plus que La Huerta nous apprend lui-même que ces ouvrages comptent des partisans en Espagne. Cependant nous avons eu l'occasion de constater qu'ils n'ont pas eu de l'autre côté des Pyrénées autant de retentissement que dans plusieurs autres pays. Des Espagnols assez instruits que nous avons consultés ne connaissaient même pas *le Mariage de Figaro*. Ce fait s'explique assez bien quand on réfléchit que c'est précisément cette teinte espagnole très légère et plus ou moins exacte, appliquée sur un fonds d'idées et de mœurs françaises, qui, en donnant pour nous Français aux comédies de Beaumarchais une physionomie plus piquante, rend ce mélange beaucoup moins intéressant pour des Espagnols, choqués surtout de ce qu'il peut offrir d'hétérogène.

Quoi qu'il en soit, malgré les anachronismes qu'un Espagnol découvre facilement dans le costume de Figaro, et malgré les défauts plus graves que la critique française a pu reprocher à ce caractère, Beaumarchais en a fait une de ces créations qui restent dans l'histoire de l'art et dans la mémoire des hommes. Figaro vivra autant que Panurge, autant que Gil Blas. Il y aurait, ce me semble, un travail instructif et nouveau à tenter sur Figaro, il y aurait à comparer ce personnage à tous les personnages de même nature, à montrer que Figaro est en même temps le roi et le dernier des valets de comédie. Beaumarchais est arrivé juste à un moment où ce type traditionnel, représenté par l'esclave dans la comédie antique, et qui s'est continué à travers les siècles jusqu'à nos jours en se modifiant, avait absolument perdu toute signification. En lui donnant sa der-

doit être encore plus difficile à traduire en espagnol que celui de *La Jeunesse* ou de *L'Éveillé*.

(1) *Theatro Hespañol, por don Vicente Garcia de La Huerta*, préfaces des t. V et XIII.

nière forme, Beaumarchais a consommé en quelque sorte l'existence de ce type. Après Figaro, il n'y a plus et il ne peut plus y avoir de *valet de comédie.*

Contrairement à l'opinion de Diderot et à celle qu'exprime le savant M. Naudet dans la préface de sa traduction de Plaute, je crois qu'on pourrait prouver que ce personnage du *valet de comédie,* quoique né de l'esclave antique, n'est pas une importation purement artificielle, restée sans aucun rapport avec nos usages et n'ayant jamais eu rien de réel. De l'esclave antique au valet de comédie tel que l'a compris Beaumarchais, on pourrait noter toute une série de transformations où l'on verrait ce type s'adapter plus ou moins aux sociétés dans lesquelles il se produit. Il faudrait prendre l'esclave de la comédie antique dans les ouvrages de Plaute surtout, où cette figure est particulièrement caractérisée, puis le comparer avec l'*esclave* de cette comédie du IVe siècle retrouvée par M. Magnin et intitulée *Querolus,* dans laquelle se rencontre une figure d'esclave des plus curieuses comme expression de la chute imminente de l'esclavage. On étudierait ensuite cette même figure d'esclave, quand elle reparaît au XVe siècle transformée en valet, dans le premier essai dramatique plus ou moins calqué sur la comédie ancienne, dans la *Célestine.* On examinerait les figures de *valets* qui se rencontrent dans la comédie du XVIe siècle, dans les pièces de Larivey par exemple, où ces figures sont également imitées de l'antique, mais considérablement modifiées. On suivrait ce type dans les comédies d'intrigue de Molière; on le verrait s'altérer de plus en plus dans les comédies de Regnard, où le valet devient exigeant, insolent, jusqu'à traiter son maître de voleur quand ce dernier ne lui paie point ses gages, et surtout dans celle de Lesage. Ici Crispin *rival de son maître* est réellement sur le point de le supplanter auprès de sa fiancée, et, lorsque sa fraude est découverte, au lieu de recevoir, suivant l'usage immémorial, des coups de bâton, il entend le beau père lui dire, ainsi qu'à son camarade La Branche : « Vous avez de l'esprit, mais il en faut faire un meilleur usage, et pour vous rendre honnêtes gens, je veux vous *mettre tous deux dans les affaires.* » Le valet fantastique de Beaumarchais représente précisément ce valet qui va passer maître et entrer *dans les affaires.* En suivant ainsi à travers les siècles ce type de l'esclave du théâtre antique transformé en valet de comédie, on pourrait, je crois, démontrer non-seulement que cette figure qui représente la protestation éternelle de l'intelligence contre la force ou le privilége a toujours offert quelque rapport avec le milieu social au sein duquel elle apparaissait, mais encore que ses altérations successives répondent assez bien au mouvement qui a fait passer les sociétés de l'esclavage au servage, du servage à la domesticité héréditaire et

jusqu'à un certain point forcée, de celle-ci enfin à la domesticité librement choisie, librement quittée, où par le fait le domestique n'est plus guère que ce qu'on appelait en style révolutionnaire un *officieux*. La conséquence de ces transformations diverses, c'est que le *valet de comédie*, n'ayant plus à représenter cette lutte de l'intelligence opprimée par la servitude comme dans le monde antique, ou gênée dans son essor comme dans les sociétés aristocratiques, ne peut plus jouer sur le théâtre le rôle qu'il y jouait autrefois. Au lieu d'y représenter l'homme habile d'une comédie d'intrigue, il y joue aujourd'hui exactement le même rôle que dans la vie réelle, c'est-à-dire qu'il annonce les gens et apporte les lettres.

Cette donnée sur le *valet de comédie* ne peut être qu'indiquée ici; nous laissons à d'autres le soin de la vérifier comme nous l'avons vérifiée nous-même. Ce qui est certain, c'est que Beaumarchais a été assez heureux pour pouvoir rattacher un personnage de théâtre à une des crises les plus importantes de l'histoire humaine. Le souvenir de Figaro est intimement lié à celui de la révolution française, et il n'en faut pas davantage pour éterniser un nom.

II. — BEAUMARCHAIS A SAINT-LAZARE. — QUERELLE AVEC MIRABEAU.

Le Mariage de Figaro avait eu soixante-huit représentations presque consécutives avec un succès jusqu'alors inouï. Le chiffre de recette de la première représentation est de 6,511 livres; celui de la soixante-huitième est de 5,483 livres. En huit mois, du 27 avril 1784 au 10 janvier 1785, cette pièce avait produit à la Comédie-Française (sans y comprendre la cinquantième représentation donnée au profit des pauvres sur la proposition de Beaumarchais) une recette brute de 346,197 livres, sur lesquelles, tous frais déduits, il restait aux comédiens en bénéfice net 293,755 livres, sauf la part d'auteur de Beaumarchais, évaluée à 41,499 livres. On voit que si *le Mariage de Figaro* pouvait être discuté comme œuvre d'art, il offrait comme élément de recette une valeur indiscutable. A la vérité, la pièce était montée avec un soin extrême et jouée avec une rare perfection.

Tous les rôles importans étaient confiés à des artistes de premier ordre : Mlle Sainval, la tragédienne alors en vogue, sur les sollicitations de Beaumarchais, avait accepté le rôle de la comtesse Almaviva, dans lequel elle déployait un talent d'autant plus attrayant, qu'il était plus inattendu; Mlle Contat enchantait le public dans le rôle de Suzanne par la grâce, la finesse de son jeu, le charme de sa physionomie et de sa voix. Une très jeune et très jolie actrice, qui fut bientôt enlevée par la mort à la fleur de ses dix-huit ans, Mlle Olivier, dont le talent, dit un contemporain, était naïf et frais comme sa figure,

prêtait cette naïveté et cette fraîcheur au rôle un peu vif de Chérubin. Molé jouait le rôle du comte Almaviva avec l'élégance et la noblesse qui le distinguaient. Dazincourt donnait au rôle de Figaro tout son esprit en le dégageant de toute vulgarité. Le vieux Préville, qui ne plaisait pas moins dans celui de Brid'oison, l'avait passé au bout de quelques jours à Dugazon, qui le rendait avec plus de force et autant d'intelligence. Desessarts, avec sa rondeur, donnait du relief au rôle ici très sacrifié de Bartholo; les rôles secondaires de Basile et d'Antonio étaient également bien joués par Vanhove et Bellemont; enfin, par un caprice original, un tragédien assez célèbre, Larive, ne voulant pas que la tragédie fût représentée dans la pièce seulement par Mlle Sainval, avait demandé le petit bout de rôle de *Grippe-Soleil*.

Cette vogue immense d'une comédie aristophanesque, en inquiétant quelques esprits ou en choquant quelques consciences sincèrement timorées, réveillait naturellement aussi la foule des envieux, qui ne manque jamais, surtout quand le triomphateur aime à afficher son triomphe, et l'on connaît le faible de Beaumarchais. C'était donc au milieu d'un feu croisé de satires en prose et en vers que l'auteur du *Mariage de Figaro* poursuivait sa carrière, versant sur ses *blasphémateurs*, non pas des torrens de lumière, mais des torrens de gaieté et de quolibets également en prose et en vers (1).

Non contens de le chansonner, ses ennemis lui tendaient des embûches. S'il écrivait une lettre mordante à un de ses amis, le président Dupaty, qui lui demandait une loge grillée pour des dames *scrupuleuses* qui voulaient bien voir sa pièce, mais qui ne voulaient pas être vues, on faisait circuler la lettre en disant qu'il avait eu l'audace de l'adresser à un duc et pair, et il était obligé d'écrire au ministre de la maison du roi pour rectifier le fait. En pleine Académie, l'*austère* Suard (2), recevant comme directeur M. de Montesquiou,

(1) On a souvent cité quelques-unes des pièces satiriques dirigées contre *le Mariage de Figaro*. On connaît moins les ripostes de Beaumarchais. Voici, par exemple, un quatrain inédit de lui en réponse à une épigramme assez plate du poète Piis : il me semble que le quatrain de Beaumarchais n'est pas dépourvu de sel :

Ton Pégase, Piis, est tombé dans l'ornière,
De son temple le Goût te ferme l'*ostium*.
Au bon petit Jésus je fais cette prière,
Auge Piis ingenium.

(2) Nous n'avons point à attaquer Suard, mais comme il a attaqué Beaumarchais avec un véritable acharnement, et comme nous allons voir tout à l'heure que c'est lui qui a occasionné son emprisonnement à Saint-Lazare, on ne sera pas étonné si nous nous croyons obligé de constater tout d'abord ici qu'il y a dans les lettres de Diderot à Mlle Voland des détails sur Suard qui, s'ils sont exacts, feraient peu d'honneur à son austérité, car ils tendraient à prouver qu'il était de ceux qui sont d'autant plus sévères en théorie

en présence du prince royal de Suède, depuis Gustave III, qui voyageait sous le nom de comte de Haga, avait trouvé moyen d'intercaler dans son discours une tirade très vive contre *le Mariage de Figaro*, qui fut fort applaudie par ceux-là même qui la veille avaient applaudi à outrance la pièce de Beaumarchais. Après la séance, le prince royal de Suède, complimentant M. Suard, lui dit : « Vous nous avez traités un peu sévèrement, peut-être avec raison; mais, ajouta-t-il en riant, je suis si inaccessible à la raison, que je vous quitte pour aller entendre une troisième fois *Figaro*. — Beau fruit de mon sermon, mon prince! » dit M. Suard (1).

De son côté, l'auteur du *Mariage de Figaro*, comme pour sanctifier sa pièce, en consacrait le produit à des œuvres de charité.

« Je propose, écrivait-il au *Journal de Paris* du 12 août 1784, un *institut de bienfaisance* vers lequel toute femme reconnue pauvre, inscrite à sa paroisse, puisse venir, son enfant au sein, avec l'attestation du curé, nous dire : — Je suis mère et nourrice, je gagnais 20 sols par jour, mon enfant m'en fait perdre 12. 20 sols par jour font 30 livres par mois; offrons à cette nourrice 9 francs de charité; les 9 livres que son mari ne donne plus à l'étrangère, voilà 18 livres de rentrées. La mère aura bien peu de courage si elle ne gagne pas 8 sols par jour en allaitant, voilà les 30 livres de retrouvées..... Quand je devrais être encore traité d'homme vain, j'y mettrais tout mon *Figaro* : c'est de l'argent qui m'appartient, que j'ai gagné par mon labeur, à travers des torrens d'injures imprimées ou épistolaires. Or, quand les comédiens auront 200 mille francs, mes nourrices en auront 28 mille; avec les 30 mille de mes amis, voilà un régiment de marmots empâtés du lait maternel; tout cela paie bien des outrages. »

La Comédie-Française, ne voulant pas rester au-dessous du zèle de Beaumarchais, consentait de son côté à consacrer à l'institution des *pauvres mères nourrices* le produit entier de la cinquantième représentation, et Beaumarchais remplaçait tous les couplets de la fin par des couplets de circonstance qui ne figurent point dans ses œuvres.

SUZANNE.

Pour les jeux de notre scène
Ce beau jour n'est point fêté.
Le motif qui nous ramène
C'est la douce humanité.
Mais quand notre cinquantaine
Au bienfait sert de moyen,
Le plaisir ne gâte rien.

qu'ils se mettent plus à l'aise dans la pratique. (Voir les lettres de Diderot à Mlle Voland, t. II, p. 411 et 433.)

(1) Garat, dans ses *Mémoires* sur Suard, arrange autrement cette phrase du prince de Suède. Je choisis la version publiée par Mme Suard comme plus vraisemblable.

FIGARO.

Nous, heureux cinquantenaires
D'un hymen si fortuné,
Rapprochons du sein des mères
L'enfant presque abandonné.
Faut-il un exemple aux pères?
Tout autant qu'il m'en naîtra
Ma Suzon les nourrira.

Se tournant ensuite vers Brid'oison, Figaro lui disait : « A vous, monsieur le juge ! »

BRID'OISON. — E...est-ce qu'on peut chanter quand on est attendri?... D'a...ailleurs on ne m'a rien fait.

FIGARO. — Vous avez tant de facilité!

BRID'OISON. — C'est...est vrai, oui, pour qu'on vienne peut-être me dire après : « Plu...us bête encore que l'auteur. »

FIGARO. — Pourquoi pas?

BRID'OISON. — Au...au bout du compte, je m'en moque, moi, et...et je m'en vais vous dire sur tout ceci ma façon de penser. (Il chante en se frottant la tête, comme s'il composait :)

Que d' plaisir on trouve à rire
Quand on n' voit du mal à rien!
Que d' bonheur on trouve à s' dire :
L'on m'amuse, et j' fais du bien!
Que d' bel' chose' on peut écrire
Contre tant d' joyeux ébats!
Nos cri...itics n'y manq'ront pas... (*Bis.*)

En effet, les critiques n'y manquaient pas, car dès le lendemain on faisait circuler ce quatrain :

De Beaumarchais admirez la souplesse,
En bien, en mal son triomphe est complet :
A l'enfance il donne du lait
Et du poison à la jeunesse.

Cet institut en faveur des *pauvres mères nourrices* rencontra des obstacles qui tenaient probablement aux inimitiés soulevées contre l'auteur du *Mariage de Figaro,* et il ne put être établi à Paris; mais comme l'idée était bonne, elle ne resta point stérile : l'archevêque de Lyon, M. de Montazet, l'adopta. Il accepta bravement le concours et l'argent de Beaumarchais, et l'*Institut de bienfaisance maternelle,* qui, si je ne me trompe, existe encore à Lyon, sortit du *Mariage de Figaro.* Beaumarchais fut un de ses protecteurs les plus constans. En 1790, il envoyait encore à cet établissement une somme de 6,000 francs, et recevait en échange la lettre suivante, signée de trois des plus considérables et des plus respectables habitans de Lyon :

« De Lyon, du 11 avril 1790.

« Monsieur,

« Vous offrir la preuve du succès de l'*Institut de bienfaisance maternelle*, c'est vous entretenir de votre ouvrage. C'est chez vous, monsieur, que nous en avons puisé l'idée; ainsi le plan de l'établissement vous appartient. Vous l'avez aidé de vos généreux dons, et plus de deux cents enfans conservés à la patrie vous doivent déjà leur existence. Nous nous estimons heureux d'y avoir contribué, et notre reconnaissance égalera toujours les sentimens respectueux avec lesquels nous sommes, monsieur, etc.,

« Les administrateurs de l'*Institut de bienfaisance maternelle*,

« PALERNE DE SACY, CHAPP et TABAREAU. »

Tandis que Beaumarchais occupait ainsi l'attention publique par les moyens les plus divers, ses ennemis, Suard en tête, le harcelaient sans cesse par des articles anonymes insérés au *Journal de Paris*. Un jour qu'on lui demandait malignement, dans ce journal, ce qu'était devenue la *petite Figaro*, dont il est question dans *le Barbier* et dont il n'est plus question dans *le Mariage*, il répondit par une histoire très plaisamment racontée, dans laquelle la petite Figaro se trouvait être une enfant adoptée autrefois par le barbier espagnol, venue en France, mariée depuis à un pauvre ouvrier du port Saint-Nicolas, nommé Lécluse, lequel venait d'être écrasé par accident, la laissant avec deux enfans sur les bras, et il terminait en invoquant la charité de l'interrogateur pour la veuve Lécluse. Ce dernier fait était vrai, mais cette manière de déjouer les malices anonymes de Suard, en lui imposant une charité, déplut apparemment à celui-ci, et soit qu'il agît de lui-même, soit qu'il fût, comme on l'a dit, excité à poursuivre cette polémique par le comte de Provence, depuis Louis XVIII, qui s'en amusait, et qui même, à ce qu'on assure, prenait sa part dans la rédaction, il continua toujours, sous l'anonyme, à poursuivre Beaumarchais d'articles qui devenaient de plus en plus outrageans. L'auteur du *Mariage de Figaro* riposta d'abord avec sa gaieté ordinaire, puis enfin, fatigué de ce commerce, il écrivit, le 6 mars 1785, une dernière lettre dans laquelle il déclarait aux rédacteurs du *Journal de Paris* qu'il ne répondrait plus aux insulteurs anonymes, et pour exprimer avec toute l'énergie possible le cas qu'il en faisait, il employait cette antithèse très colorée, mais un peu étourdiment rédigée : « Quand j'ai dû vaincre, disait-il, *lions et tigres* pour faire jouer une comédie, pensez-vous, après son succès, me réduire, ainsi qu'une servante hollandaise, à battre l'osier tous les matins sur l'*insecte vil de la nuit?* » Suard étant, je crois, très mince de sa personne, pouvait à la rigueur prendre pour lui le dernier terme de cette antithèse, d'un goût hasardé; malheureusement pour Beaumarchais, qui pensait n'avoir affaire qu'à Suard, le comte de Provence, quoique

très gros, ayant, à ce qu'il paraît, pris sa part des attaques de Suard, se jugea également atteint par la redoutable antithèse, et porta plainte au roi son frère de l'insolence de Beaumarchais. Toutefois, comme il ne voulait pas avouer qu'il s'y était exposé, il prit le parti de dissimuler ce qui le blessait particulièrement, et comme il était fort spirituel, il persuada sans peine à l'excellent Louis XVI que le crime de Beaumarchais consistait, non pas à avoir parlé de l'*insecte vil de la nuit,* mais à avoir écrit ces mots de *lions et tigres,* qui, suivant lui, désignaient *évidemment* le roi et la reine.

Accuser quelqu'un d'avoir songé à comparer Louis XVI à un tigre et même à un lion, c'était à peu près l'accuser d'avoir voulu emporter dans sa poche les tours de Notre-Dame. Beaumarchais n'avait mis en avant les *tigres* que dans l'intérêt purement littéraire de son antithèse, et pour faire ressortir l'*insecte vil de la nuit;* mais Louis XVI, le meilleur des hommes, quoique avec des accès de vivacité qui se bornaient habituellement à une brusquerie de parole, Louis XVI était déjà irrité contre Beaumarchais. Le succès immense d'une comédie jouée en quelque sorte malgré lui, succès qui l'inquiétait comme roi et le scandalisait comme chrétien, le rendait disposé à accueillir l'accusation même la plus invraisemblable. Celle-ci le mit hors de lui. Sans quitter la table de jeu à laquelle il était assis, Louis XVI écrivit, — si l'on en croit l'auteur des *Souvenirs d'un Sexagénaire,* M. Arnault, — sur un sept de pique, au crayon, l'ordre d'arrêter immédiatement Beaumarchais, et à la rigueur joignant l'insulte, ce qui n'est jamais permis à un roi, il ordonna de le conduire, non pas dans une prison ordinaire, mais dans une prison à la fois ridicule et honteuse pour ses cinquante-trois ans, à Saint-Lazare, où l'on enfermait alors les adolescens dépravés.

Traiter comme un jeune vaurien un homme de l'âge et de la célébrité de Beaumarchais, un homme à qui on avait donné des missions de confiance, qu'on avait initié à des secrets d'état, qu'on avait chargé des opérations les plus importantes, qu'on savait à la tête d'une maison de commerce considérable, et dont le talent exerçait sur le public une attraction puissante, c'était plus qu'une injustice, c'était une faute des plus graves : c'était rendre manifeste à tous les yeux la pernicieuse influence qu'un pouvoir non contrôlé par des lois exerce à un moment donné, même sur le meilleur des souverains. — Cet acte révoltant d'arbitraire est le seul de cette espèce qu'on puisse reprocher à Louis XVI.

Telle est la légèreté du public parisien, qu'en apprenant d'abord dans la matinée du 9 mars 1785 que l'auteur du *Mariage de Figaro,* au milieu de son triomphe, venait d'être emprisonné la veille, sans qu'on sût pourquoi, avec les jeunes bandits de Saint-Lazare, on trouva

l'idée si extraordinaire, si bizarre, qu'il y eut presque un éclat de rire universel. Le lendemain, on se demandait le pourquoi de cette étrange incarcération, et, comme le gouvernement ne disait rien, n'ayant rien à dire, attendu qu'il lui eût été assez difficile d'avouer qu'on enfermait Beaumarchais à Saint-Lazare parce qu'on était porté à croire qu'il avait eu l'*intention* de comparer Louis XVI à un *tigre*, le public s'inquiétait et commençait à murmurer; le surlendemain, il murmurait hautement. « Chacun, dit Arnault, se sentait menacé par là, non-seulement dans sa liberté, mais encore dans sa considération. » Le quatrième jour, il y avait, parmi les jeunes gens surtout, un *hourra* général, et telle était l'effervescence, qu'Arnault, quoiqu'il fût alors au service du comte de Provence, nous apprend qu'il n'avait pu s'empêcher de rimer contre cet acte d'arbitraire une ode des plus hardies. Enfin, le cinquième jour, on fit sortir Beaumarchais presque malgré lui, car, dans son ressentiment de l'affront qu'il avait reçu, il voulait rester en prison jusqu'à ce qu'on lui eût déclaré son crime et donné des juges. Le mémoire inédit qu'il adresse de Saint-Lazare au roi est curieux comme expression d'une situation aussi embarrassante pour Louis XVI que pour Beaumarchais. Le lieutenant de police avait sans doute dit à l'oreille du prisonnier quelle était la véritable cause de la colère du roi; mais comment entamer ce sujet? Comment discuter seulement l'*exécrable démence* (c'est le mot de Beaumarchais) de l'intention supposée? Comment se défendre devant le roi d'avoir songé à l'assimiler à un tigre? « Comparant, dit Beaumarchais, les grands obstacles que j'ai dû vaincre pour faire jouer une faible comédie aux attaques multipliées qu'on dédaigne après le succès, j'ai pris les deux extrêmes de l'échelle comparative, et de même que j'aurais dit : « *Après avoir combattu des géans*, dois-je marcher *sur des pygmées?* » ou tels autres rapprochemens figuratifs, j'ai dit : ..... Mais quand on s'obstinerait à penser qu'il peut exister en France un être assez capitalement fou pour vouloir offenser le roi dans une lettre soumise à la censure et publiée dans un journal, ai-je donné jusqu'à présent des marques d'une telle démence, que l'on puisse hasarder sans preuve une pareille accusation contre moi? »

Quelques jours de réflexion firent sans doute comprendre au roi qu'il ne pouvait pas décemment admettre l'intention qu'on avait prêtée à l'auteur du *Mariage de Figaro*, et, revenant aux sentimens de bon sens et de bonté qui lui étaient si naturels, après avoir en quelque sorte fait prier Beaumarchais de quitter sa prison, il se plut à le dédommager de toutes les manières de cette honteuse détention de cinq jours. Grimm constate que presque tous les ministres assistèrent à la représentation de *Figaro* qui suivit la sortie de prison, et qui fut des plus brillantes. Ils eurent le petit désagrément d'entendre applaudir avec énergie cette phrase du fameux monologue :

Ne pouvant avilir l'esprit, on se venge en le maltraitant. M. de Calonne écrivit à Beaumarchais que le roi le tenait pour justifié et saisirait avec plaisir les occasions de lui donner des marques de sa bienveillance. Louis XVI le fit bientôt de la façon la plus noble et la plus digne d'un roi qui sent qu'il a eu tort : « *Le Barbier de Séville,* dit Grimm, a été représenté sur le petit théâtre de Trianon dans la société intime de la reine, et l'on a daigné accorder à l'auteur la faveur très distinguée d'assister à cette représentation. C'était la reine elle-même qui jouait le rôle de Rosine, M. le comte d'Artois celui de Figaro, M. de Vaudreuil celui du comte Almaviva, etc... A coup sûr, on ne pouvait pas faire à Beaumarchais une réparation plus délicate et plus flatteuse de l'affront qu'il avait reçu. »

A ces réparations délicates vinrent s'ajouter des témoignages plus substantiels de la bienveillance du roi; mais on a commis à ce sujet une erreur, basée sur une lettre publiée pour la première fois dans la petite édition in-18 de Beaumarchais que M. Ravenel a enrichie de notes intéressantes. Dans cette lettre sans adresse et qui porte la date de juin 1785, Beaumarchais semble dire qu'il a reçu du roi, depuis sa disgrâce, *deux millions cent cinquante mille livres* sur de longues avances dont il sollicitait le remboursement. Il y a là une erreur matérielle, soit que la lettre réimprimée par M. Ravenel d'après un journal ne soit pas authentique, ou soit que Beaumarchais ait eu à ce moment quelque intérêt à paraître avoir reçu en bloc cette somme de 2 millions et plus. Ce qui est certain, c'est qu'il n'a reçu à cette époque que 800,000 livres. On se souvient que depuis 1779 il était en instance auprès du gouvernement pour obtenir une indemnité au sujet de sa flotte marchande, sacrifiée aux opérations militaires de l'amiral d'Estaing. On se souvient qu'il avait reçu successivement pour cet objet 905,000 livres d'une part, et d'autre part, trois mois avant la représentation du *Mariage de Figaro,* 570,625 livres avec une lettre de M. de Calonne lui annonçant que ses répétitions ultérieures seraient réglées par un comité d'armateurs. Ce sont ces répétitions ultérieures qui furent réglées, assez longtemps après l'emprisonnement à Saint-Lazare, par un ordre du roi en date du 12 février 1786, à la somme de 800,000 livres, laquelle, jointe aux deux sommes précédentes, forme un total de 2,275,625 livres que Beaumarchais a reçues, on le voit, non pas en bloc, mais par portions et à plusieurs années de distance. Nous avons dû donner ces détails, afin que l'on comprenne bien que la somme reçue après la détention à Saint-Lazare n'était pas un don du roi déguisé sous forme d'indemnité, mais le complément d'une réclamation sérieuse, fondée, et depuis longtemps reconnue par le gouvernement (1).

(1) Nous devons aussi faire valoir à ce sujet un argument qui nous a échappé lorsque

Malgré les dédommagemens que la bonté du roi accordait à Beaumarchais, ce témoignage public, non-seulement de rigueur, mais de mépris, donné dans un moment d'aveugle colère, eut une fâcheuse influence sur la situation morale de l'auteur du *Mariage de Figaro* vis-à-vis de l'opinion. On l'avait vu pour la première fois subissant un outrage et obligé de se taire devant la qualité de l'offenseur; ses ennemis se sentirent plus encouragés à l'attaque, et bientôt son étoile, qui commençait à pâlir, le mit aux prises avec un homme non moins audacieux, mais plus jeune et plus redoutable que lui.

Deux habiles mécaniciens, les frères Périer, avaient entrepris de faire distribuer l'eau de la Seine dans tous les quartiers de Paris, à l'instar de ce qui se pratiquait déjà depuis longtemps à Londres, en établissant sur les hauteurs de Chaillot cette pompe à feu qui existe encore. Ils s'étaient adressés à Beaumarchais, qui, toujours porté vers les entreprises utiles et pouvant devenir fructueuses, leur avait fourni des fonds, les avait aidés à fonder une société dont il était un des principaux actionnaires et un des administrateurs. Les actions, tombées d'abord au-dessous du pair, avaient éprouvé en 1785 une hausse rapide et considérable. Quelques banquiers, ayant aventuré beaucoup d'argent en jouant sur la baisse, avaient un intérêt pressant à arrêter et à faire rétrograder ce mouvement. Mirabeau se trouvait alors à Paris au sortir des prisons où il avait traîné son orageuse jeunesse, n'étant guère connu encore que par son ouvrage sur *les lettres de cachet* et par le scandale de ses procès et de ses amours. Pauvre, pressé de mille besoins de luxe, il rôdait à travers cette société en décadence, *sicut leo rugiens quærens quem devoret*, ou, si l'on aime mieux, comme un chevalier errant cherchant aventures et coups de lance. Lié avec les financiers Panchaud et Clavière, qui lui prêtaient de l'argent et que la hausse des actions des *eaux de Paris* contrariait essentiellement, muni par eux de calculs plus ou moins exacts, il entra en campagne contre la société des frères Périer par une brochure éloquente, dans laquelle il prétendait éclairer la nation sur ses véritables intérêts, et lui démontrer *patriotiquement* que la pompe à feu de Chaillot était une entreprise détestable.

En sa qualité d'actionnaire et d'administrateur, Beaumarchais avait également un intérêt patriotique à démontrer le contraire. Il faut noter cependant que sa position était bien plus nette que celle de son adversaire, puisqu'il défendait à la fois sa chose et une opération incontestablement utile. A la brochure de Mirabeau il répon-

nous avons parlé des 3 millions donnés secrètement à Beaumarchais en 1776 et 1777 pour concourir aux fournitures américaines. N'est-il pas évident que si Beaumarchais n'avait pas rendu à M. de Vergennes un compte satisfaisant de l'emploi de ces 3 millions, il n'aurait pas reçu plusieurs années après, sous le ministère de ce même M. de Vergennes, millions en plus à titre d'indemnité?

dit par une brochure dans laquelle, contre son habitude, il se montrait parfaitement calme, modéré, occupé presque uniquement de réfuter les calculs de Mirabeau. Néanmoins, comme il est difficile de chasser complétement le naturel, il laissait échapper un calembour qui n'était pas d'un goût exquis; comparant les brochures de Mirabeau aux *Philippiques*, il les appelait des *mirabelles*, et de plus sa péroraison, sous une apparente courtoisie, laissait percer des doutes sur les motifs plus ou moins désintéressés qui avaient conduit la plume de Mirabeau. Il n'en fallait pas davantage pour faire bondir un lutteur qui ne demandait que plaie et bosse. La réplique ne se fit pas attendre; Mirabeau riposta par une seconde brochure dans laquelle, laissant à peu près de côté les *eaux de Paris*, il prenait l'auteur du *Mariage de Figaro* à la gorge, défigurait toute sa vie, et le secouait rudement au nom de la morale et de l'ordre public. Mirabeau, le ravisseur de femmes, défendant les bonnes mœurs contre Beaumarchais; Mirabeau, qui, au donjon de Vincennes, écrivait et faisait vendre sous l'anonyme de véritable ordures (1), reprochant à Beaumarchais la licence de ses écrits; Mirabeau enfin, le tribun futur qui devait invoquer les Gracques et Marius, demandant compte à Beaumarchais de ses attaques contre les *ordres* de l'état, m'a toujours paru un spectacle plus réjouissant qu'émouvant. Une circonstance suffira pour donner une idée de la bonne foi de Mirabeau dans cette polémique. Parmi les griefs allégués contre Beaumarchais, un de ceux sur lesquels il appuyait très vivement, c'étaient les relations de ce dernier avec Morande; l'amitié d'un tel homme était, disait-il, *un opprobre* pour l'auteur du *Mariage de Figaro*. Qu'on juge de la fureur de Morande en recevant à Londres le pamphlet de Mirabeau, quand on saura qu'il avait dans les mains les billets les plus charmans adressés à lui, Morande, par ce même Mirabeau, qui, peu de temps auparavant, se trouvant en Angleterre et ayant besoin du rédacteur du *Courrier de l'Europe*, l'invitait à dîner, se déclarait son meilleur ami et le courtisait de son mieux! Il faut être très éloquent pour se permettre de pareilles audaces. Ce fait, que j'ai eu occasion de vérifier moi-même, me porte à penser qu'il doit y avoir quelque chose de vrai dans un petit détail du manuscrit de Gudin, destiné à expliquer la cause primitive des attaques de Mirabeau.

« Le comte de Mirabeau, dit Gudin, ne subsistait guère que d'emprunts, il vint trouver Beaumarchais; l'un et l'autre ne se connaissaient que de réputation, la conversation fut vive, animée, spirituelle entre eux; enfin le comte,

(1) Il ne s'agit point ici de la *correspondance de Vincennes*, qui ne mériterait point cette qualification, et qui d'ailleurs ne fut pas publiée par Mirabeau, mais de plusieurs ouvrages cyniques tels que l'*Erotika Biblion*, *Ma Conversion*, etc., que Mirabeau, dans sa prison, écrivait pour se procurer de l'argent, et dont, par une tolérance assez bizarre, la police lui facilitait la vente.

avec la légèreté ordinaire aux emprunteurs de qualité, demanda à Beaumarchais de lui prêter une somme de *douze mille francs*. Beaumarchais la lui refusa avec cette gaieté originale qui le distinguait. — Mais il vous serait aisé de me prêter cette somme, lui dit le comte. — Sans doute, lui répondit Beaumarchais; mais, monsieur le comte, comme il faudrait me brouiller avec vous au jour de l'échéance de vos effets, j'aime autant que ce soit aujourd'hui; c'est douze mille francs que j'y gagne. »

Après la seconde brochure de Mirabeau, on s'attendait à une riposte de Beaumarchais. A la grande surprise du public, ce dernier garda le silence. Soit qu'il jugeât que la partie n'était pas égale et que ce joûteur était trop fort pour lui ou avait moins à perdre, soit qu'il éprouvât ce besoin du repos que l'âge fait sentir aux êtres même les plus batailleurs, il prit le parti de se taire. Agit-il prudemment? Cela est douteux, car on verra bientôt un nouvel adversaire s'autoriser de ce premier témoignage de prudence pour attaquer à son tour Beaumarchais avec une fureur sans égale.

Quatre ans avaient passé sur cette querelle entre Mirabeau et Beaumarchais, le premier était devenu le grand Mirabeau, lorsqu'un beau jour, en 1790, fatigué à son tour des orages de la vie, il écrit à Beaumarchais la lettre suivante :

« Mon écriture ne pouvant pas vous déplaire, monsieur, lorsqu'elle est accompagnée d'un procédé que vous ne désapprouverez pas, je prends le parti de m'adresser à vous-même pour un éclaircissement qui vous regarde plutôt qu'à des intermédiaires.

« Très voisin de l'âge et surtout de la disposition d'esprit où, moi aussi, je ne veux penser qu'à mes livres et à mon jardin, j'avais jeté les yeux, dans les biens nationaux, sur les *Minimes* du bois de Vincennes; j'apprends que vous y pensez, on dit même que vous avez couvert l'enchère; il n'est pas douteux que si vous désirez ce joli séjour, vous le paierez beaucoup plus cher que moi, parce que vous êtes beaucoup plus en état de le faire, et cela posé, je trouverais très désobligeant de hausser à votre désavantage le prix d'un objet auquel je ne pourrais plus atteindre. Veuillez donc me dire si l'on m'a bien instruit, si vous tenez à cette acquisition, et de ce moment je retire mes offres; si, au contraire, vous n'avez qu'une velléité légère ou seulement le désir civique de concourir à ce que les ventes s'effectuent, sauf à vous défaire ensuite d'un bien probablement trop voisin de votre belle habitation pour que vous comptiez en faire votre maison de campagne, je suis persuadé que vous aurez le même procédé pour moi que moi pour vous, et que votre concurrence n'exagérera pas le prix de cette acquisition.

« J'ai l'honneur d'être parfaitement, monsieur, etc. MIRABEAU (l'aîné). »

« Le 17 septembre 1790. »

Voici la réponse de Beaumarchais :

« Je vais répondre à votre lettre, monsieur, avec franchise et liberté. Depuis longtemps je cherchais une occasion de me venger de vous; elle m'est offerte par vous-même, et je la saisis avec joie.

« Tous les motifs que vous citez sont en effet entrés dans mon projet d'acquisition. Un autre plus puissant s'y joint, et quoiqu'il soit assez bizarre, il n'est pas moins celui qui m'a le plus déterminé. A l'âge de douze ans, prêt à faire ma première communion (vous riez?), je fus conduit chez ces minimes. Un grand tableau du *Jugement dernier* qui était dans leur sacristie me frappa tellement l'esprit, que j'y retournais très souvent. Un vieux moine fort spirituel entreprit sur cela de m'arracher au monde; il me prêchait toutes les fois sur le texte du grand tableau en accompagnant son sermon d'un goûter. J'avais pris fort en gré sa retraite et sa morale, et j'y courais tous les jours de congé. Depuis, j'ai toujours vu ce clos avec plaisir, et aussitôt qu'on a mis en vente les biens de nos pauvres tondus, j'ai donné l'ordre de couvrir les enchères de celui-là. Autant de motifs réunis me rendent cette acquisition fort chère, mais ma vengeance me l'est encore plus, car je ne suis plus aussi bon que je l'étais dans mon enfance. Vous avez envie de mon clos, je vous le cède et me départs de toutes mes prétentions sur lui, trop heureux d'avoir mis enfin *mon ennemi entre quatre murailles!* Il n'y a plus que moi qui le puisse après la chute des bastilles.

« Si dans votre colère vous êtes assez généreux pour ne pas au moins vous opposer au salut de mon âme, réservez-moi, monsieur, le grand tableau du *Jugement dernier*. Mon dernier jugement sur lui est que c'est un fort beau morceau et fait pour honorer ma chapelle. Vous vous serez vengé de moi comme je me venge de vous. Si vous avez besoin de bons renseignemens ou même de mon concours pour la facilité de votre acquisition, parlez, je ferai là-dessus tout ce que vous voudrez, car si je suis, monsieur, le plus implacable de tous vos ennemis, mes amis disent en riant que je suis le meilleur de tous les méchans hommes. BEAUMARCHAIS. »

Les remerciemens de Mirabeau ne se font pas attendre :

« Il faut que j'aie été ravi à moi-même hier, comme en effet je le fus, monsieur, pour n'avoir pas répondu aussitôt à votre aimable lettre. La candeur de l'âge que vous y rappelez ne s'y trouve pas moins que sa gaieté et sa malice, et jamais forme plus piquante n'assaisonna un meilleur procédé. Oui, certes, le tableau qui vous est resté si vivement empreint dans l'imagination dans le cours d'une vie qui vous a nécessairement distrait un peu du *Jugement dernier* est à vous, si je deviens propriétaire de ce clos, et mon ambition à cet égard s'augmente d'un vœu : c'est de vous y voir venir chercher les vestiges de la sacristie et avouer qu'il n'est point de fautes inexpiables ni de colères éternelles. MIRABEAU (l'aîné). »

« 19 septembre 1790. »

Une lettre aimable de Beaumarchais termine cette correspondance :

« Je suis plus touché, monsieur, de votre lettre que je n'ose me l'avouer. Permettez donc que je vous adresse le bonhomme que j'avais chargé de me nettoyer cette affaire. Il a été un des experts de la municipalité; il vous expliquera ce que votre emplette a d'utile et le parti que l'on peut en tirer, ce qui vous apprendra, si vous ne le savez déjà, jusqu'où vous pouvez enchérir.

« Puisque mon badinage ne vous a pas déplu, recevez l'assurance la plus

sincère d'un oubli total du passé. Faites une salle à manger de mon antique sacristie, j'y accepterai avec joie un repas civique et frugal. Grâce à la révolution, personne n'est plus humilié de n'en offrir que de ce genre, et nous sommes tous enrichis de ce qu'elle a retranché aux dépenses de vanité qui nous appauvrissaient sans véritable jouissance. Messieurs les bons faiseurs, devenez bienfaisans en mettant fin à votre ouvrage; il sera toujours excellent, pourvu que vous l'acheviez vite.

« Agréez les salutations du cultivateur, BEAUMARCHAIS. »

C'est ainsi que le temps apaise les colères les plus ardentes. Ce projet de campagne et de repos était une de ces chimères dont se berçait aux heures de lassitude l'imagination de Mirabeau; il n'eut point de suite : l'homme des combats devait mourir sur la brèche. Il nous a semblé que cette correspondance pacifique, où chacun des deux anciens ennemis apparaît avec ses véritables allures, offrait plus de sincérité et par conséquent plus d'intérêt que leur querelle.

III. — LE PROCÈS KORNMAN.

Dans ce combat avec Mirabeau à propos des *eaux de Paris,* Beaumarchais avait donné au public l'idée d'un lutteur qui commençait à faiblir. C'était encourageant pour ceux qui pouvaient éprouver le besoin de se faire un nom aux dépens du sien, et il ne tarda pas à se voir assailli par un nouvel adversaire. En février 1787, au moment où il s'occupait de la première représentation de son opéra de *Tarare,* on répandit dans Paris à un très grand nombre d'exemplaires une brochure assez volumineuse et des plus virulentes intitulée : *Mémoire sur une question d'adultère, de séduction et de diffamation* pour le sieur Kornman contre la dame Kornman son épouse, le sieur Daudet de Jossan, le sieur Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais et M. Lenoir, conseiller d'état, ancien lieutenant général de police.

Ce mémoire d'une forme inusitée, imprimé même sans nom d'imprimeur, contenant une dénonciation adressée au public et non à la justice, était tout simplement signé Kornman; mais le style annonçait une plume plus exercée que celle d'un banquier alsacien. L'affaire dont il s'agit ayant eu, en raison des circonstances et des personnes attaquées, un immense retentissement, il faut expliquer d'abord par quel tour de force un avocat alors inconnu, et désirant exploiter à son profit la célébrité de Beaumarchais, avait pu l'englober dans un procès en adultère, auquel il était parfaitement étranger et qui couvait depuis six ans. En octobre 1781, Beaumarchais, se trouvant à dîner chez le prince de Nassau-Siegen, avait été vivement sollicité par le prince et la princesse de s'intéresser au sort d'une jeune femme que son mari tenait depuis six mois enfermée dans une maison de force en vertu d'une lettre de cachet, et d'unir

ses démarches à celles qu'ils faisaient eux-mêmes en sa faveur. Rendu prudent par l'expérience, Beaumarchais, avant de se mêler d'une chose aussi délicate, demanda tous les renseignemens possibles. On lui montra une requête touchante que cette jeune femme écrivait de sa prison au président du parlement. Elle était étrangère, née en Suisse, orpheline de père et de mère, mariée depuis l'âge de quinze ans à un banquier alsacien, à qui elle avait apporté une dot de 360,000 francs. Elle avait deux enfans, et elle était enceinte d'un troisième. Les affaires de son mari étant en mauvais état, elle avait voulu préserver sa dot dans l'intérêt de ses enfans, et son mari l'avait fait enfermer comme coupable d'adultère. Elle niait faiblement la faute que lui reprochait son mari, et qui, à ce qu'il paraît, était réelle; mais elle réclamait le droit de défendre librement devant la justice sa fortune et son honneur, et demandait à ne pas être condamnée à périr de souffrance en accouchant dans un lieu où l'on enfermait des folles et des prostituées.

Pour achever de décider Beaumarchais, on lui montra de plus des lettres écrites par le mari à l'homme qu'il accusait d'avoir séduit sa femme, et on lui présenta le séducteur : c'était un jeune homme élégant, spirituel, de mœurs un peu légères, nommé Daudet de Jossan, qui était assez lié avec le prince et la princesse de Nassau, et qui était petit-fils d'Adrienne Lecouvreur et du maréchal de Saxe (1).

Daudet, par la protection du dernier ministre de la guerre, le prince de Montbarey, avait obtenu la place, alors importante, de syndic-royal adjoint de la ville de Strasbourg. Cette situation lui donnant une certaine influence en Alsace, Kornman l'avait reçu chez lui à Paris. Daudet était devenu amoureux de Mme Kornman, le mari en avait pris son parti, avait fait son ami de l'amant de sa femme, et avait utilisé son crédit auprès du ministre Montbarey jusqu'au moment où la retraite de ce ministre ayant fait perdre à Daudet sa place et son influence, l'époux débonnaire et complaisant s'était tout à coup transformé en Othello. A l'appui de son dire, Daudet présentait des lettres à lui écrites par Kornman et exprimant une tolérance tellement ignoble, que Beaumarchais n'hésita plus. Il courut chez les ministres, et, avec cette activité persévérante qu'il mettait à tout ce qu'il entreprenait, il obtint bientôt la révocation de la lettre de cachet et un ordre du roi enjoignant au lieutenant de police, M. Lenoir, de faire conduire la prisonnière dans la maison d'un médecin-accoucheur, où elle pourrait librement recevoir ses hommes d'affaires et discuter ses intérêts avec son mari. Ce dernier, voyant

(1) Le père de Daudet, directeur des greniers à sel de la ville de Strasbourg, avait épousé Françoise-Catherine-Ursule Lecouvreur, fille naturelle de la célèbre tragédienne et du maréchal de Saxe.

que sa femme lui échappait, essaya d'entrer en accommodement avec elle; cinq ans se passèrent ainsi, remplis par des tentatives avortées de réconciliation et par des commencemens de procès en séparation de biens. Dans l'intervalle, les affaires commerciales de Kornman allaient de mal en pis; il fut obligé de suspendre ses paiemens, et sa femme, à laquelle Beaumarchais, en raison même du premier service rendu, ne pouvait plus refuser des conseils, dut entamer contre lui des procédures à l'effet de garantir sa dot.

Les choses en étaient là, lorsque Kornman eut occasion de se lier avec le jeune avocat Bergasse, encore inconnu, ou plutôt connu seulement par l'extrême exaltation qu'il avait déployée dans des brochures en faveur des expériences magnétiques de Mesmer. Soit que Bergasse ait réellement ajouté foi aux récits plus ou moins fantastiques que lui faisait Kornman, soit qu'il ait vu là une belle occasion de se produire avantageusement, soit enfin qu'il ait été conduit par ces deux motifs réunis, toujours est-il que c'est lui qui détermina ce banquier à confier au public des détails qu'on aime généralement à tenir secrets. C'est sous l'impulsion du fougueux Bergasse que Kornman se décida à donner à son affaire tout l'éclat imaginable, en comprenant dans la même accusation sa femme et son complice présumé, Daudet de Jossan; le lieutenant-général de police, que Kornman soupçonnait aussi, à tort ou à raison, d'avoir été l'amant de sa femme, et qui, venant de quitter sa place, offrait l'avantage de pouvoir être attaqué utilement et sans danger; le prince de Nassau même, que Bergasse devait attaquer dans un second mémoire; enfin, mais surtout Beaumarchais, l'*affreux*, le *scélérat* Beaumarchais, qu'on présentait comme la cheville ouvrière du plus abominable complot contre toutes les lois divines et humaines.

Tel fut l'objet du premier mémoire publié au nom de Kornman, rédigé par Bergasse, et répandu par milliers dans Paris. Ce mémoire est parfois assez bien écrit, souvent chaleureux, souvent bouffi et incorrect, et surtout pompeux d'un bout à l'autre; mais, au point de vue de la logique, de la raison et du droit, il ne supporte réellement pas l'examen. C'est un véritable galimatias. Qu'y voit-on? Un mari qui raconte ou plutôt un avocat qui fait raconter à un mari, en style emphatique, avec une épigraphe en vers latins, les torts qu'il reproche à sa femme. Ce qui tendrait du reste à indiquer une certaine bonne foi chez Bergasse, au moins au début de l'affaire, c'est que, dans son exaltation continue, il oublie à tous momens qu'il revêt d'un style imposant des faits qui sont peu à l'avantage de son client. Il pourrait, par exemple, se dispenser de nous montrer ce mari poussant pendant un an la débonnaireté jusqu'à la tolérance la plus honteuse, pour faire ensuite enfermer sa femme aussitôt qu'il est ques-

tion de séparation de biens. Il pourrait se dispenser de faire avouer tout naïvement à ce mari que, s'il a attendu six ans pour faire du scandale, c'est que le lieutenant de police, qu'il accuse aussi d'être un des amans de sa femme, lui *avait promis une place dans les Indes.* Enfin n'est-il pas singulier qu'un mari, après avoir traîné sa femme dans la boue, après l'avoir accusée, non-seulement des désordres les plus graves et les plus multipliés, mais encore d'escroquerie et même de complicité dans je ne sais quelle histoire d'assassinat qui est un véritable roman, vienne conclure en définitive à ce qu'on lui laisse la femme et la dot, la dot apparemment parce qu'elle est bonne à garder, la femme parce qu'elle est, dit cet aimable mari, *plus égarée que coupable,* et qu'*il l'aidera à vivre environnée de l'estime qu'elle peut mériter encore?* Et cela pour arriver à appeler toute la rigueur des lois, non-seulement sur le suborneur ou les suborneurs, ce qui serait assez naturel au moins de la part d'un autre mari, mais sur Beaumarchais, contre lequel on n'articule aucun autre fait précis que celui d'avoir contribué à obtenir des ministres, en faveur d'une femme près d'accoucher dans une maison de force, la révocation d'une lettre de cachet! Pour que tout soit logique d'ailleurs dans les mémoires de Bergasse, on y lit les déclamations les plus ardentes contre les lettres de cachet.

Excité par l'exemple de Mirabeau, Bergasse le laisse bien loin derrière lui en excès de langage. Tout ce que la fureur peut inspirer d'expressions outrageantes et d'imputations flétrissantes, il le prodigue à Beaumarchais. Et comme si ce n'était pas assez de le qualifier « un homme dont la *sacrilége existence* atteste avec un éclat si honteux le *degré* de dépravation *profonde* où nous sommes *parvenus,* » dans un second mémoire, cet avocat, parlant en son nom, crie à Beaumarchais qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vu : « Malheureux! *tu sues le crime!* » En temps ordinaire et pour un public impartial, la réponse de Beaumarchais à de telles invectives eût été foudroyante, car il se contenta d'opposer, comme il disait, à du *Kornman-Bergasse* du *Kornman* tout pur, c'est-à-dire qu'à ce mari si pompeux de sensibilité, d'indignation et de vertu, à ce mari qui, par la plume de Bergasse, dissertait avec tant d'abondance sur la sainteté du lien conjugal, il opposa le mari réel, le mari écrivant, — pendant cette même année où la conduite de sa femme l'avait rempli d'indignation *dans son mémoire,* — à ce même séducteur détesté *dans son mémoire,* des lettres où il fait de ce suborneur son ami, son confident, son protecteur auprès des ministres, l'artisan de sa fortune, l'ami et la compagnie habituelle de sa femme. Il montra Kornman méritant par là le dilemme fort embarrassant que lui posa plus tard à l'audience l'avocat de Daudet : « Ou vous êtes le plus

atroce calomniateur, ou vous êtes le plus vil des époux; il vous faut choisir. »

Quant à Beaumarchais, après avoir ainsi constaté la moralité du plaignant, il ne lui fut pas difficile de démontrer jusqu'à la dernière évidence qu'il n'y avait aucun motif raisonnable de l'envelopper dans cette plainte en adultère (1). Malheureusement pour lui, le public s'inquiétait fort peu de savoir qui avait tort ou raison quant au fond de l'affaire, assez insignifiante par elle-même, mais qui l'emporterait dans cette guerre à mort qu'un nouvel adversaire déclarait à Beaumarchais; car, après l'éclat du premier mémoire, Bergasse, comprenant sans doute qu'il était peu décent pour lui de se soustraire à la responsabilité de ses attaques en empruntant le nom de Kornman, lorsque d'ailleurs tout le monde savait que ce mémoire était de lui, s'en était positivement déclaré l'auteur, et Beaumarchais l'ayant assigné, ainsi que Kornman, en diffamation au parlement, Bergasse eut à continuer le combat tout à la fois au nom de Kornman et au sien. Or il avait ici plusieurs avantages sur Beaumarchais. Jeune et à peu près inconnu, il n'avait ni ennemis ni envieux; doué d'un tempérament bilieux et d'une imagination très ardente, il avait une certaine emphase naturelle de style qui déjouait l'ironie de l'auteur du *Mariage de Figaro,* et la violence de ses périodes, souvent forcées, mais toujours ronflantes, ressemblait à l'entraînement d'une conviction. — Il n'était pas moins habile que violent, car, profitant des circonstances et des querelles du ministère et du parlement, qui suspendirent l'administration de la justice et firent traîner ce procès durant près de deux ans, il sut prendre exactement le même rôle qu'avait pris autrefois Beaumarchais au temps du procès Goëzman et associer cette querelle à toutes les préoccupations du jour. Le fond de l'affaire disparut ainsi sous les accessoires, et bientôt dans les mémoires de Bergasse il ne fut presque plus question de M. et de Mme Kornman, mais de l'exil du parlement et de la scélératesse de Beaumarchais, qu'il accusait d'être vendu aux ministres; de la liberté de la presse, des états-généraux, des droits de

(1) Beaumarchais étant un peu suspect en ce qui regarde les femmes, j'ai mis le plus grand soin à chercher dans ses papiers s'il avait réellement servi Mme Korman en chevalier *désintéressé*. Il m'a été démontré d'abord qu'il ne la connaissait nullement quand il avait contribué à la faire sortir de prison, et ensuite qu'en l'aidant plus tard de ses conseils dans ses débats d'intérêt avec son mari, il avait été pour elle un ami, et rien de plus. — Elle l'appelle dans ses lettres *mon cher papa,* et il me paraît en effet jouer auprès d'elle un rôle purement paternel. Ce serait donc précisément un des actes les plus louables, les plus désintéressés de la vie de Beaumarchais, qui lui aurait valu le plus d'insultes et le plus de tracas. C'est ce qui le fait s'écrier dans ses mémoires sur cette affaire : « Grand Dieu ! quelle est ma destinée ! je n'ai jamais rien fait de bien qui ne m'ait causé des angoisses, et je ne dois tous mes succès, le dirai-je?... qu'à des sottises ! »

la nation, et de *la scélératesse* de Beaumarchais, ennemi des droits de la nation. Tous les oisifs se mêlèrent naturellement à ce débat, qui fut une des grandes affaires du temps. Pendant les deux ans qu'il dura, il se publia près de quatre cents brochures à ce sujet, Bergasse y faisant entrer tous les noms plus ou moins impopulaires qui se rencontraient sous sa plume, et chaque personnage désigné publiant à son tour des réponses et des explications. Beaumarchais n'écrivit que trois mémoires dans l'affaire Kornman; ils sont incontestablement plus faibles que ceux qu'il écrivit contre Goëzman et autres. Il a ici tellement raison quant au fond du débat, qu'il ne sait pas se défendre sur les accessoires qu'on entasse pour l'en accabler. Vainement ses amis lui recommandent d'éviter les formes de la raillerie, qui ne prendraient pas, attendu que Bergasse a su monter l'affaire au ton d'une grande question de morale publique, dans laquelle il se pose comme défenseur de la vertu contre un *tas d'hommes pervers :* comme l'opinion incline à l'accepter dans ce rôle, il faudrait l'en dépouiller avec gravité et lui opposer une véhémence égale à la sienne; mais Beaumarchais commence à vieillir, il a des habitudes d'esprit auxquelles il ne peut plus renoncer. Non content de prouver qu'il n'y a dans tout ceci aucun reproche à lui faire, ce qui est très vrai, il se permet des quolibets sur Kornman qui gâtent sa situation, et prêtent le flanc aux philippiques austères de Bergasse.

Ce dernier d'ailleurs en prend fort à son aise sur le droit qu'aurait, suivant lui, le premier venu d'exploiter la réputation d'un homme célèbre en l'accablant d'outrages. « Je n'ai, dites-vous, écrit que des faits faux; j'ai donc encouru toutes les peines destinées à la calomnie : eh bien! dans cette supposition même (évidemment fausse), le sieur Kornmann m'aurait trompé, vous auriez le droit de l'attaquer et de demander justice de son imposture; mais moi, dont les intentions ont été si pures, la conduite si franche, le but si digne d'éloges, je serais toujours au-dessus de vos atteintes... Mais, dites-vous, nous vous poursuivons, non pas parce que vous avez rédigé les mémoires du sieur Kornman, mais parce que vous nous y avez peints sous les traits les plus odieux... C'est-à-dire, s'écrie Bergasse, que vous voulez qu'on me punisse de ce que je suis moi, et non pas un autre, de ce que je n'ai pas écrit avec vos facultés, mais avec les miennes... » Et comme les facultés de Bergasse sont essentiellement tournées à la virulence, après avoir, durant deux ans, accumulé toutes les insultes sur Beaumarchais, sur M. Lenoir, sur le prince de Nassau, etc., à la dernière audience il leur administre encore cette péroraison : « Qu'ils apprennent, ces pervers, que je ne cesserai jamais de les poursuivre; que tant qu'ils seront impunis, je ne me tairai pas; qu'il faut qu'on m'immole à leurs

pieds, ou qu'ils tombent aux miens. L'autel de la justice est dans ce moment pour moi l'autel de la vengeance, et sur cet autel, *désormais funeste,* je jure que jamais il n'y aura de paix entre nous...., que je m'attacherai à eux comme le remords à la conscience coupable. Et vous, qui présidez ce tribunal auguste, vous, l'ami des mœurs et des lois, vous dans lequel nous admirons tous, etc., etc., recevez mes sermens! » Les nombreux admirateurs de Bergasse trouvaient cela sublime.

Le parlement reçut les sermens de ce fougueux avocat pour ce qu'ils valaient, et quoiqu'il eût avec soin entremêlé sans cesse les flatteries envers ses juges aux invectives contre l'auteur du *Mariage de Figaro,* le parlement le déclara *calomniateur,* par un arrêt du 2 avril 1789; il le condamna envers Beaumarchais et chacun de ceux qu'il avait insultés à *mille livres* de dommages-intérêts avec défense de récidiver, *sous peine de punition exemplaire.* Kornman fut condamné aux mêmes peines, et de plus, vu les preuves de sa coupable tolérance, déclaré non recevable dans sa plainte en adultère contre sa femme et Daudet de Jossan.

Il fallut au parlement un certain courage pour rendre cet arrêt, car cette lutte si prolongée avait eu pour résultat de faire à Beaumarchais une impopularité effrayante. Assailli chaque jour de lettres anonymes furibondes, attaqué même une fois dans la rue, il ne pouvait plus sortir le soir qu'armé et accompagné. Bergasse, au contraire, était devenu pour un moment l'idole du public; cette foule qui encombrait la grande salle du parlement, cette foule qui, aux temps du procès Goëzman, portait Beaumarchais en triomphe, accueillit sa victoire avec des murmures, réservant pour son adversaire toutes ses sympathies et toute son admiration. Pourtant, dans cette affaire, la situation de Beaumarchais était incontestablement, en morale et en droit, plus nette que dans l'affaire Goëzman; mais, comme il avait autrefois un peu abusé peut-être de la faveur de l'opinion, la Providence voulait sans doute qu'il eût à subir toutes les amertumes de son injustice.

Le lendemain, les amis de Bergasse disaient que Beaumarchais avait acheté le parlement. Il l'avait si bien acheté, que je ne puis m'empêcher de transcrire ici un détail intéressant que je trouve dans ses papiers, et qui prouve que le vrai parlement n'avait rien de commun, sous le rapport de l'intégrité, avec le parlement Maupeou.

Dans cette cause célèbre, où figuraient les cinq ou six premiers avocats de Paris, débutait comme avocat-général un jeune magistrat de vingt-neuf ans, Dambray, qui fut depuis chancelier de France sous la restauration. Après les plaidoiries, à la dernière audience, Dambray avait eu à donner ses conclusions et à dégager la cause de

tout le fatras compliqué dont elle avait été surchargée. Obligé de parler pendant plusieurs heures et suffoqué par la chaleur, le jeune avocat-général s'était évanoui deux fois; après chaque défaillance, il reprenait son argumentation où il l'avait laissée, avec autant de présence d'esprit que si elle n'eût pas été interrompue; il la poursuivait avec une éloquence pleine de force et de lucidité. Sans s'inquiéter de la soudaine popularité de Bergasse ou de l'impopularité de Beaumarchais, il avait conclu pour la justice et dicté en quelque sorte à la conscience des magistrats l'arrêt qui venait d'être rendu.

Plusieurs jours après cet arrêt, Beaumarchais, éprouvant le besoin de satisfaire un mouvement de reconnaissance envers Dambray et ne sachant trop comment s'y prendre pour ne pas effaroucher sa délicatesse, fait remettre chez son portier une boîte contenant un superbe camée avec ce billet anonyme, et qu'il n'avait pas écrit de sa main :

DÉLIVRANCE DE LEGS.

« Ce portrait de Cicéron antique et gravé sur *péridot*, pierre fine de la première qualité après l'émeraude, était la bague chérie que portait toujours M. d'Émery, le plus célèbre antiquaire du XVIIIe siècle; en mourant, il l'a laissée en dépôt à l'un de ses amis, sous condition de la remettre à l'homme le plus éloquent qu'il rencontrerait : elle appartient sans conteste à M. Dambray.

« On a eu le respect de ne pas faire repolir la pierre, de crainte d'altérer la parfaite ressemblance de l'ancien Cicéron en la présentant au moderne. »

Le lendemain, Beaumarchais voit revenir sa boîte avec la lettre qui suit :

« On m'a remis hier au soir, monsieur, une petite boîte contenant un portrait de Cicéron fort artistement gravé sur une pierre fine *de la première qualité après l'émeraude*, à ce que m'apprend un billet beaucoup trop obligeant, dans lequel on porte la flatterie jusqu'à me comparer à l'orateur de Rome; je n'ai pu attribuer qu'à l'enthousiasme d'un plaideur qui a gagné son procès et qui ne me connaît pas un cadeau qui ne me convient sous aucun rapport. J'ai questionné mes gens pour en connaître l'auteur, et le récit de mon portier qui a reconnu votre laquais ayant confirmé mes premiers soupçons, je m'empresse, monsieur, de profiter de cette découverte pour vous prier de vouloir bien reprendre un bijou qu'une juste délicatesse ne me permet pas d'accepter.

« Sous quelque forme qu'un présent soit offert, il ne cesse pas d'être un présent, et jamais un magistrat ne doit en recevoir.

« J'ai l'honneur d'être, monsieur, etc. DAMBRAY. »

« Paris, le 25 avril 1789. »

Beaumarchais répond en protestant que le cadeau n'est pas de lui; mais le jeune avocat-général, convaincu du contraire, persiste dans son refus. Voilà comment Beaumarchais avait acheté le parlement qui

venait de condamner Bergasse. Il est vrai cependant, comme on l'a dit, que s'il gagna son procès devant la justice, il le perdit cette fois devant l'opinion et fit la fortune de Bergasse, qui, quoique déclaré calomniateur par un arrêt, dut à cette seule affaire une célébrité éclatante, et se vit du premier coup appelé à l'assemblée constituante, où sa célébrité ne se soutint pas.

La Harpe, tout en se déclarant *indigné des calomnies aussi odieuses qu'absurdes* dont Beaumarchais avait été si souvent l'objet, trouve abominable que ce dernier se soit permis de donner plus tard au personnage du traître, dans son drame de *la Mère coupable*, le nom irlandais de *Begearss,* destiné à rappeler celui de Bergasse, et qui en réalité le rappelle assez peu. La Harpe, qui portait dans les moindres querelles littéraires une rancune si âpre et si tenace, en parle ici bien à son aise. Quoi! un homme à qui vous n'avez jamais fait le moindre mal vous aura traîné pendant deux ans dans la fange et traité comme le dernier des scélérats, et on sera inexcusable de l'avoir transformé en traître de mélodrame sous un anagramme irlandais! « En vérité, dit avec raison Arnault à ce sujet, la vengeance était moins cruelle que l'outrage qui l'avait provoquée. J'ai connu, ajoute-t-il, Bergasse et Beaumarchais : rien de plus opposé que leur caractère; avides de renommée l'un et l'autre, ils l'obtinrent d'abord par des écrits publiés à l'occasion d'un procès; mais dans ses mémoires, Beaumarchais se défendait, et dans les siens Bergasse attaquait. Tourmenté par la bile, Bergasse, honnête homme sans contredit, était de l'humeur la plus morose. Rien de plus gai au contraire que Beaumarchais, qui était, quoi qu'on en ait dit, un fort galant homme et, de l'aveu de tout le monde, un des hommes les plus aimables qu'on pût rencontrer. »

Ce témoignage impartial d'Arnault écrivant quarante ans après l'événement nous permet au moins de conclure que, si en effet Bergasse était foncièrement un honnête homme, il se conduisit ici comme un homme méchant, ce qui n'est pas permis, même aux plus honnêtes gens. Sans raison et sans droit, par ambition de renommée, par violence de caractère, il poussa contre Beaumarchais la fureur jusqu'aux derniers excès de l'outrage et de la calomnie; il fit à sa réputation une blessure cruelle dont elle ne s'est jamais bien guérie, et lorsque la révolution éclata, l'auteur du *Mariage de Figaro,* qui aurait pu espérer d'être accueilli sous le régime nouveau avec quelque faveur, vit commencer pour lui la période de la décadence et de l'impopularité.

LOUIS DE LOMÉNIE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 octobre 1853.

Au moment où les événemens peuvent se presser en Orient, au moment où chacun les interroge avec anxiété pour savoir s'ils vont suivre leur cours, ou s'ils vont s'arrêter tout à coup devant quelque expédient suprême tenu en réserve par l'esprit de conciliation, résumons encore une fois les faits les plus récens dans ce qu'ils ont de plus caractéristique, d'incohérent même souvent et de contradictoire. La vérité est qu'il n'est point de jour où quelque changement de décoration ne survienne dans cette terrible question. La nouvelle de la veille n'est plus déjà celle du lendemain; les bruits se succèdent pour se détruire l'un l'autre. Ceux qui se croient le mieux informés risquent fort d'être en retard d'une dépêche, et naturellement les craintes varient comme les espérances. Oscillations singulières dont on ne se rendrait pas compte, si on n'en pénétrait le secret, si on ne savait d'où elles naissent et où elles tendent! Au milieu de toutes les alternatives par lesquelles est déjà passée la question orientale depuis qu'elle est devenue la plus puissante préoccupation de l'Europe, il y a deux tendances permanentes qu'il est facile de reconnaître : il y a ce qu'on pourrait appeler la logique des choses; il y a la fatalité des passions, des antagonismes; il y a en un mot cet amas de difficultés en apparence invincibles, qui semble inévitablement conduire à une guerre entre la Russie et la Turquie, et il y a en même temps la crainte d'une conflagration universelle qui domine les conditions du différend local et ramène incessamment à la paix. L'une de ces tendances se traduit en froissemens, en manifestes, en commencemens d'hostilités; l'autre se traduit en négociations, en médiations, en combinaisons toujours inutiles jusqu'ici et toujours reprises. L'imminence des conflits rappelle la diplomatie à l'œuvre dès que les faits deviennent trop pressans, et l'impuissance de la diplomatie, quand elle devient trop patente, ne laisse plus de place qu'aux incalculables conséquences d'une lutte déclarée. C'est ainsi qu'on va depuis six mois, flottant entre la

paix et la guerre, voyant chaque jour se rétrécir le terrain des arrangemens possibles et diminuer les moyens de conciliation, jusqu'à ce qu'enfin, par un suprême effort, il faille bien en venir à un dénouement; et plus on approche de ce dénouement, plus il semble qu'on voie ces deux tendances dont nous parlons se mêler, agir à la fois et se disputer la solution de cette périlleuse crise politique dont l'issue reste encore un mystère.

En ce moment même, par exemple, est-ce la paix, est-ce la guerre, qui triomphe en Orient? C'est la guerre et la paix tout à la fois, pourrait-on dire, tant il est difficile de caractériser la situation actuelle sur la simple apparence des choses. La réalité est qu'à l'instant où la guerre était définitivement proclamée entre la Russie et l'empire ottoman, les représentans des quatre grandes puissances occidentales à Constantinople faisaient une dernière tentative et obtenaient du divan un répit d'une semaine dans l'ouverture des hostilités. Comment ces faits se sont-ils produits, et quelle en est la signification réelle? Il suffit de les indiquer en les rapprochant de leur date. Il y a peu de jours, comme on sait, après six mois d'attente, d'incertitudes et d'efforts infructueux, la question d'Orient semblait décidément sortir du domaine des négociations et passer sur un autre terrain, sur le terrain de l'action. On a pu lire le dernier manifeste où la Sublime-Porte résumait ses griefs avant d'accepter la lutte. On connaît la lettre par laquelle le prince Gortchakoff était sommé, au nom du gouvernement ottoman, d'évacuer les provinces moldo-valaques. Placée sous le coup de l'invasion d'une partie de son territoire et en présence de l'insuccès trop évident de la médiation européenne, comment la Turquie aurait-elle pu agir autrement? Elle ne le pouvait sous peine d'abdication. Que manquait-il à cette situation pour constater un pur et simple état de guerre? Était-ce un engagement effectif entre les troupes des deux pays? était-ce le sang répandu? Dans le fait, cet engagement a eu lieu, et le sang a été versé, à ce qu'il semble. Une flottille russe ayant tenté de forcer le passage du Danube a essuyé le feu de la forteresse turque d'Isactcha, entre Reni et Ismaïl. Un lieutenant-colonel russe, trois officiers et un certain nombre de matelots ont été tués, sans compter les blessés, à la suite de quoi les Russes, assure-t-on, ont brûlé la forteresse d'Isactcha. C'est le 23 octobre que cet engagement avait lieu sur le Danube, bien que sur un point assez différent de la ligne principale d'opération des deux armées. Or, qu'on le remarque, c'est le 21 que se produisait à Constantinople le fait, révélé par *le Moniteur*, d'une tentative nouvelle faite auprès du divan par les représentans des grandes puissances. C'est le 21, sinon avant, que les ministres européens obtenaient du sultan l'ordre d'ajourner le commencement des hostilités jusqu'au 1er novembre, à moins que les hostilités ne fussent déjà ouvertes, auquel cas l'ordre devait être considéré comme non avenu.

Maintenant il découle de ceci un certain nombre de questions qui ne sont point sans importance. D'abord l'engagement qui a eu lieu sur le Danube, postérieurement à cette récente tentative, est-il de ceux qui annullent virtuellement l'ordre du sultan? On ne saurait hésiter sans nul doute sur le sens à donner à cette parole, si les ministres européens étaient en mesure de proposer un moyen sérieux et efficace d'arrangement. La paix d'une por-

tion du continent, du continent tout entier peut-être, ne saurait être à la merci d'un incident qui s'est passé en dehors même de l'action immédiate des chefs des deux armées. Mais les représentans de l'Europe à Constantinople possèdent-ils effectivement par devers eux tous les élémens d'une conclusion définitive et pacifique de ce déplorable différend? N'ont-ils pas eu au contraire à en référer à leur gouvernement respectif? Et dans ce cas, à quoi pourrait servir un laps de temps si court, qui est expiré déjà ou qui va expirer? D'un autre côté, cette courte et insuffisante suspension pourrait-elle être considérée comme le préliminaire d'une trève un peu plus longue laissée à une médiation plus décisive et plus heureuse? C'est là ce qu'on peut se demander, et ce que les événemens viendront promptement éclaircir sans doute. Aussi bien, quelque poids que doivent nécessairement avoir les circonstances nouvelles, elles ne nous semblent point changer essentiellement l'état de la question. C'est une phase de plus dans cette lutte entre les deux tendances que nous signalions, — entre la fatalité d'un différend qui, pris en lui-même, semble ne pouvoir se dénouer que par la guerre — et le besoin supérieur de la paix qui s'interpose sans cesse pour conjurer, ajourner ou faire cesser les conflits. Dans ces termes, les considérations que publiait, il y a quatre jours, *le Moniteur* ne sont point sans être encore applicables à la situation actuelle. Que disait en effet cette déclaration? Elle montrait les hostilités sur le point de s'ouvrir entre la Russie et la Turquie; elle représentait la France et l'Angleterre comme profondément intéressées à l'intégrité de l'empire ottoman et prêtes à suivre en commun les événemens par l'entrée simultanée de leurs flottes dans les Dardanelles; elle laissait voir enfin, en ce qui touche l'Autriche et la Prusse, une différence de jugement et de conduite plutôt qu'une différence d'intérêts, expliquant ainsi comment les puissances allemandes se séparent de l'Angleterre et de la France dans les démonstrations maritimes des deux gouvernemens, comment leur concours est naturel dans l'œuvre diplomatique qui peut rester à poursuivre encore : de sorte qu'en réalité, aujourd'hui comme hier et demain comme aujourd'hui, il y a toujours ce double fait, — un conflit local possible et un intérêt européen servant en quelque sorte de limite à ce conflit et le dominant à un moment donné. Il y a toujours en un mot une question turque et une question européenne. Quels que soient les incidens secondaires, c'est la considération supérieure qui est la raison et la clé de tout, plus manifestement encore dans la crise actuelle que dans les crises précédentes de l'Orient.

Ce qu'on peut dire de la Turquie au moment où la diplomatie cherche encore une fois à lui épargner les horreurs de la guerre, et quant à l'intérêt de sa préservation propre comme état souverain, c'est que lorsqu'elle s'est sentie en présence d'une lutte inévitable et imminente, elle s'y est résolue avec une certaine fermeté virile. Au milieu de toutes les causes d'impuissance et de ruine qui travaillent cette masse incohérente de l'empire des Osmanlis, il s'est retrouvé quelque chose de ce soulèvement de l'instinct national qui est l'honneur des peuples ayant beaucoup vécu par la guerre et espérant toujours se relever par elle. C'est le témoignage que rendent à la Turquie ceux qui la visitent en ce moment, et qui la voient à l'œuvre dans ses vastes préparatifs guerriers. Il ne faut point tout accepter sans doute, il ne faut pas se

prêter à toutes les illusions; mais enfin, engagée la première pour elle-même, la Turquie a cherché à se sauver par elle-même, fût-ce au risque de déranger parfois les combinaisons de l'Europe; elle a formé des armées nombreuses, les plus considérables peut-être qu'elle ait eues depuis longues années. L'une de ces armées, sous les ordres d'Omer-Pacha, occupe la ligne du Danube. Une seconde armée de réserve se forme à Andrinople pour protéger la seconde ligne de défense des Balkans, rempart de Constantinople en Europe; un troisième corps, sous les ordres d'Abdi-Pacha, est en Asie. A ceci il faut joindre les forces navales, également augmentées. Qu'on écarte toutes les exagérations, la Turquie a sans doute aujourd'hui au moins deux cent mille hommes sous les armes pour sa défense, et il n'est point certain que pour le moment la Russie puisse disposer de beaucoup plus pour soutenir la lutte.

Par malheur, quelque importante qu'elle soit, ce n'est point la plus grosse question pour la Turquie de lever des hommes et des contingens; il faut les payer et les faire vivre, ce qui est l'unique moyen de les tenir disciplinés. Le gouvernement turc y a réussi jusqu'ici, et, chose singulière même, là où les armées turques se trouvent concentrées, elles exercent, dit-on, moins de vexations que les armées russes; mais combien de temps cela durera-t-il? C'est le grand problème : aussi les finances sont-elles devenues une des plus sérieuses préoccupations du gouvernement ottoman. C'est l'explication de la rentrée au ministère de l'un des hommes d'état remarquables de la Turquie, de Safeti-Pacha, qui s'est déjà distingué par d'intelligentes opérations financières. A la rentrée de Safeti-Pacha se lie la pensée d'un emprunt à négocier en Europe, et même le ministre du commerce aurait quitté Constantinople pour se rendre en France et en Angleterre. Ainsi renaîtrait cette pensée d'un emprunt contracté en Europe, qui a si tristement avorté il y a quelque temps, et à laquelle la nécessité semble ramener les hommes d'état ottomans. Ce n'est pas seulement à titre d'expédient en vue d'une campagne que ce projet devrait être admis par le cabinet turc, c'est comme système politique, autant qu'emprunter puisse être un système. Nous n'avons point le dessein d'élever encore des hypothèses sur l'avenir de la Turquie; mais enfin il n'est point douteux que le plus sûr moyen de vivre pour elle, c'est de s'identifier le plus possible avec l'Europe, de se lier à elle par de nombreux et intimes rapports, de créer de ces solidarités d'intérêts souvent plus puissantes que les solidarités politiques et qui en sont le gage. C'est au même titre de pensée politique que les gouvernemens de l'Occident devraient aider à la réalisation du projet auquel revient le cabinet turc. Puisqu'on veut l'indépendance de l'empire ottoman, il faut bien que cette indépendance s'appuie sur quelque chose; quand elle s'appuiera sur des intérêts nombreux qui auront leurs ramifications en Europe, elle sera indubitablement une réalité plus forte et moins problématique qu'elle ne l'est actuellement. Cela n'exclut pas l'intérêt politique, cela ne fait que le corroborer au contraire. C'est ainsi que cet emprunt est un des élémens de la crise qu'il s'agit de conjurer aujourd'hui, au moment où elle semble être arrivée à son degré le plus extrême.

L'intervention toute récente des représentans des quatre cours alliées à Constantinople sera-t-elle plus heureuse que les précédentes tentatives de médiation? Rien ne serait véritablement plus désirable que le succès de cet

effort nouveau à l'heure actuelle, où les armées de la Russie et de la Turquie, bien qu'étant en présence, ne se sont point encore vues de trop près. Que peut-il arriver en effet, une fois les hostilités sérieusement engagées? Si la Russie est victorieuse, pense-t-on que le tsar, après avoir refusé jusqu'ici de modifier ses prétentions, consente à les modérer dans sa victoire? Et alors, qu'on y réfléchisse bien, quelle sera la situation de l'Angleterre et de la France, qui ont jugé les conditions du cabinet de Saint-Pétersbourg incompatibles avec l'intégrité de l'empire ottoman, c'est-à-dire avec la sécurité de l'Europe? Si ce sont les Turcs qui ont l'avantage dans une première campagne, si l'armée russe a des revers à supporter, pense-t-on qu'au point où en sont les choses, l'empereur Nicolas se résigne à une défaite? La Russie peut n'avoir point en réalité, dans ce moment, plus d'hommes prêts au combat que la Turquie; mais sa force et son avantage, c'est qu'elle peut les renouveler, et il ne faut point demander sérieusement si, rejetée dans ses frontières, elle se tiendrait pour bien condamnée par un premier combat. De toutes façons ainsi une médiation est de nature à devenir plus difficile à mesure que les événemens se développeront. Difficile aujourd'hui, elle peut devenir impossible dans la suite par la force même des choses. Ce sont là des considérations qui ne doivent pas certainement trouver indifférentes l'Autriche et la Prusse, — l'Autriche, qui doit bien attacher quelque prix à ne point voir les bouches du Danube passer exclusivement entre les mains de la Russie, la Prusse, qui est la première intéressée sans nul doute à ce qu'il ne soit point touché à la carte politique de l'Europe. En présence d'un intérêt commun si évident et si pressant, comment se fait-il donc qu'on n'ait abouti à rien jusqu'ici? C'est que chacun a eu ses vues, ses propositions, ses moyens d'arrangement; chacun a prétendu agir d'une manière distincte, et de cette différence d'action il est résulté une absence à peu près complète d'action efficace. L'Autriche et la Prusse, mues par des raisons propres, se sont tenues dans une réserve toute spéciale. L'Angleterre elle-même a quelquefois peut-être refusé de suivre la France, soit par des considérations intérieures, soit afin de ne pas trop se détacher de la Prusse et de l'Autriche et de conserver au moins l'apparence de l'union entre les quatre grands états de l'Occident : chose utile sans doute, mais à une condition, c'est que cette union se manifeste d'une manière active et décisive. Or voici incontestablement l'heure où cette action commune doit s'exercer avec autorité. Faut-il croire que l'Angleterre et la France, comme on l'a dit, ont réussi à trouver un moyen acceptable pour la Russie et pour la Turquie? Faut-il croire que la Prusse a mené à bonne fin la pensée d'une médiation nouvelle?

Le rôle de la Prusse d'ailleurs, dans ces derniers temps, n'est point sans offrir quelques particularités curieuses. Au moment où s'ouvrait la conférence d'Ollmütz, il s'était formé deux partis, à ce qu'il paraît, à la cour de Berlin : l'un, composé de la reine, du général de Gerlach, considéré comme le chef du parti féodal, et de plusieurs autres personnes influentes, poussait le roi à faire le voyage d'Ollmütz, où il avait été très pressé de se rendre par l'empereur Nicolas; l'autre, à la tête duquel se trouvait M. de Manteuffel, était formellement opposé à ce voyage. Or le roi de Prusse a une considération singulière pour son président du conseil. Qu'en résultait-il? C'est que, par

une de ces subtilités qui entrent parfois dans l'esprit si distingué du monarque prussien, Frédéric-Guillaume n'allait point à Ollmütz comme souverain, mais il allait peu après à Varsovie comme beau-frère du tsar, qui l'invitait à ce titre. Sous une forme ou sous l'autre, était-ce un moyen de compromettre la politique prussienne? Toujours est-il que le roi de Prusse ne s'engageait en rien. La preuve en est dans le voyage fait par l'empereur Nicolas à Potsdam, pour chercher à agir sur l'esprit de M. de Manteuffel; mais là encore le tsar rencontrait une résistance invincible. M. de Manteuffel s'en tenait à la politique de neutralité, et en même temps il nourrissait, dit-on, la pensée de provoquer une nouvelle conférence diplomatique en Allemagne. Ce que nous voulons noter surtout, c'est cette pensée universelle de nouveaux efforts pour empêcher la paix d'être entamée, si l'on nous permet ce terme. Quoi qu'il en soit, les gouvernemens, il nous semble, ne sauraient se faire illusion. S'ils sont décidés à n'intervenir à aucun moment d'une manière efficace entre la Russie et la Turquie, ils n'ont certes rien à faire de plus qu'ils n'ont fait. Si l'intégrité de l'empire ottoman n'est point un vain mot à leurs yeux, il faut qu'ils sachent que leur intervention est plus difficile aujourd'hui qu'hier, qu'elle sera plus difficile demain qu'aujourd'hui, si elle n'est point impossible, sans mettre en péril la paix du continent, — tandis qu'une action commune dans un moment opportun et décisif eût suffi sans nul doute pour tout sauver et tout empêcher.

Mais n'admire-t-on pas ce qu'il y a parfois d'ironie secrète dans les événemens? Tandis que ces faits se déroulent et agitent l'Europe, tandis qu'en Angleterre même il se tient une foule de *meetings* qui ne sont pas tous fort sérieux, les uns pour les Turcs, les autres contre les Turcs, voici un *meeting* beaucoup moins sérieux encore qui vient dire son mot sur les affaires d'Orient : c'est le congrès de la paix. Hélas! combien en faudrait-il de ce genre pour qu'on finît par ne se plus entendre dans le monde? Le congrès de la paix de cette année s'est tenu à Édimbourg, et M. Cobden y a figuré avec éclat. M. Cobden est un homme d'esprit gâté par une campagne heureuse contre les lois des céréales; maintenant c'est contre le bon sens qu'il s'escrime, et il y réussit parfois au-delà de ses désirs. Il veut établir la paix universelle, et il commence par demander que l'Angleterre intervienne en faveur de la Russie, si elle intervient dans un sens quelconque. Il faut tout dire cependant : M. Cobden n'est point sans voir juste quand il dit que rien de ce qui arrive n'eût été possible sans les défiances qui existent entre les gouvernemens les plus intéressés à agir en commun, de même qu'il a bien quelque droit de rappeler ses paris, tout humoristiques qu'ils fussent, engagés l'an passé contre ceux qui cherchaient sérieusement à précautionner l'Angleterre contre une descente de la France. Malheureusement M. Cobden a souvent une manière de servir les bonnes causes qui ne laisse point de les compromettre, ne fût-ce que par la compagnie dans laquelle il les place.

Ce ne serait point certainement se hasarder beaucoup, de supposer que les agitations soulevées par la crise extérieure des affaires d'Orient ont pu aller remuer plus d'une espérance dans les profondeurs des partis révolutionnaires. Toute difficulté qui s'élève dans la vie d'un pays ou de l'Europe en général semble une chance pour ces partis et une issue naturelle par où il leur sera

permis de rentrer sur la scène où ils ont régné un moment. Aussi parlait-on récemment d'une alliance nouvelle entre M. Kossuth et M. Mazzini, quelque peu refroidis l'un envers l'autre, comme on sait, par la dernière insurrection de Milan. Il n'est rien de tel que l'insuccès pour mettre la guerre civile entre les dieux de l'olympe révolutionnaire; il n'est rien de tel que la possibilité entrevue de quelque intervention nouvelle pour les réconcilier, et c'est là, il faut le dire, une manière particulière de rendre plus sensible l'intérêt qui s'attache au maintien de la paix de l'Europe. Faut-il voir un des épisodes de cette effervescence dans les arrestations qui viennent d'avoir lieu en France? Elles ne sauraient évidemment avoir toutes le même caractère, et il en est d'assez nombreuses qui ont été suivies d'une prompte mise en liberté. D'autres semblent plus sérieuses, et parmi celles-ci on compte, à ce qu'il paraît, l'arrestation d'un délégué de l'émigration de Londres, ancien commissaire de la république de 1848 dans ses premiers temps. Quoi qu'il en soit, c'est sur un certain nombre de points à la fois que des mesures de rigueur ont été prises et que des investigations ont été opérées. Si une pensée d'agitation a pu être conçue quelque part, elle contraste singulièrement à coup sûr avec l'état du pays, bien plus occupé de pourvoir à ses intérêts que de faire honneur à la mémoire de la république par la lecture clandestine de quelque brochure démagogique. Ce serait là, dans tous les cas, comme nous le disions, la conséquence d'une crise extérieure prolongée allant réveiller les passions militantes là où elles existent encore.

Veut-on voir une autre conséquence possible de cette crise dans un domaine différent? Si les complications actuelles s'aggravaient, elles auraient évidemment pour premier effet de porter un coup singulier à cet immense mouvement qui s'est fait sentir partout, dans l'industrie, dans le commerce, dans les finances. Récemment encore, le gouvernement publiait un relevé des recettes publiques depuis le commencement de 1853. Or que résulte-t-il de ce relevé? C'est que les revenus publics n'ont cessé de s'accroître, et que la présente année offre une augmentation assez notable sur l'an dernier. Le mois de septembre 1853 a produit sept millions de plus que le mois de septembre 1852. Le troisième trimestre de l'année courante a produit dix-sept millions de plus que la période identique de l'année dernière. Dans l'ensemble, les neuf premiers mois de 1853 ont donné 40 millions de plus que les neuf premiers mois de 1852, et comme les recettes dépassent les prévisions du budget, il y aura là sans doute de quoi combler le déficit qui existait. C'est là d'ailleurs un résultat suffisant. A un autre point de vue, ce n'est pas que toute augmentation dans les recettes de l'état soit d'une manière absolue le signe d'un progrès correspondant dans la richesse publique; mais c'est du moins le symptôme de cette grande activité d'affaires qui s'est manifestée depuis quelque temps.

Les questions matérielles ont en effet pris le dessus parmi nous, cela est évident. De l'agitation politique, on passe à l'agitation de l'industrie, et les spéculations les plus aventureuses ne sont pas celles qui effraient le plus souvent. Il y a bien des gens qui échangent les droits de l'homme contre des titres quelconques de chemins de fer. Il n'y a qu'une chose à laquelle on ne s'accoutume point : c'est de ne pas jouir de toute sécurité pour sa vie sur ces

chemins de fer dont on achète les actions pour son argent. Rien ne le prouve mieux que l'émotion causée par les accidens successifs qui ont eu lieu sur le chemin de Paris à Bordeaux. Ces accidens ont été assez sérieux et assez répétés pour que le gouvernement ait cru devoir intervenir, et restreindre le nombre des convois qui parcourent cette grande ligne. Que la compagnie fasse savoir qu'elle perçoit de grosses recettes chaque semaine, soit; mais il y aurait à se demander, si le gouvernement n'y veillait point, ce que deviendrait la vie des hommes livrée à un tel monopole, quand il sera partout organisé. Nous ne sommes point encore des Américains du Nord; nous n'avons point ce degré d'héroïsme des citoyens de l'Union qui se cotisent pour payer l'amende du capitaine de leur paquebot, afin qu'il parte sans subir l'inspection de police et qu'il devance un concurrent. Et, à vrai dire, cela nous rassure un peu, parce que cela prouve que nous ne sommes pas des industriels aussi enracinés qu'on le dit parfois. Nous avons le goût, l'esprit, le besoin de l'industrie, nous n'avons pas cette passion qui sacrifie tout, fût-ce la vie des hommes, à l'industrie elle-même. Nous voulons des chemins de fer, mais à la condition d'arriver. C'est bien assez d'être emporté à l'état de numéro, de colis humain, par la machine fumante. — C'est qu'après tout au-dessus de l'ardeur des choses matérielles il nous reste toujours l'intelligence, l'imagination, ce qui fait notre piége souvent, ce qui fait aussi l'éclat et le charme de notre civilisation.

C'est ce qui fait la supériorité et l'attrait toujours rajeuni des choses de l'intelligence parmi nous. Quand la vie intellectuelle est puissante et bien réglée, elle élève et elle éclaire une époque; elle n'est pas seulement une décoration brillante, elle est comme l'âme secrète et le ressort de tout. Quand elle a été altérée dans ses sources, atteinte dans son essence même, dans le fond des idées et dans la manière de les exprimer, il vient bientôt un moment où on sent le besoin de se demander la raison de ces altérations, et de retrouver un peu de cette vie juste et saine de l'intelligence dont on est sevré. Ce n'est pas seulement par l'instinct littéraire qu'on y est conduit, c'est encore parce que, dans un pays comme le nôtre, l'ascendant de l'esprit, le maintien de la civilisation intellectuelle est presque un intérêt politique. Alors on se sent pressé de secouer toutes les influences funestes; alors, par un retour salutaire, on se reprend à chercher comment pourront renaître des doctrines saines, des notions vraies; on se remet sur la trace des philosophies qui ne commencent pas par renier Dieu et par dénaturer l'âme humaine; on aperçoit ce qu'il peut y avoir de fécondité nouvelle dans la simplicité et la rectitude de l'imagination. La lassitude de toutes les falsifications systématiques de l'histoire ramène à la véritable histoire. En un mot, on sent de nouveau tout le prix d'une littérature bien pensée, bien inspirée, bien parlée. On ne saurait le nier, il y a depuis quelque temps en France comme un vague travail de retour vers des conditions intellectuelles meilleures. Ce n'est pas que ce mouvement soit bien prononcé, qu'il ait un but avoué et très net; on cherche, on hésite, on s'interroge, on revient sur bien des choses en philosophie, en littérature. Bien des esprits sont possédés de ce besoin de se relever virilement, de se remettre dans une route plus droite et plus sûre. L'auteur d'un livre intitulé *Premières Études de philosophie* a eu une idée qui n'est point sans ca-

ractériser un certain côté de la période actuelle. Il a eu l'idée, en donnant à son étude la forme autobiographique, de prendre un esprit malade ayant goûté à tous les systèmes, ayant subi toutes les influences, ayant demandé leur secret à toutes les sectes, — de ramener pas à pas cet esprit vers des vérités plus solides, et de le faire remonter par degrés jusqu'aux sereines hauteurs d'une science qui commence par avouer Dieu et les mystères du dogme religieux, pour pouvoir se promener plus librement et plus sûrement sur le monde. Que l'auteur applique cette analyse à lui-même ou à un autre, peu importe; l'intérêt est dans ce travail méthodique pour se refaire une conscience, pour retrouver l'une après l'autre les vérités d'une philosophie spiritualiste, trésors de la raison respectueuse et virile. Dans la voie du vrai et du bien, il y a d'ailleurs une logique comme dans la voie du mal; une fois qu'on est entré dans la première, les conséquences s'enchaînent vite, une vérité amène à l'autre; à mesure qu'on avance, les choses s'éclairent d'un jour plus juste, et l'esprit sent l'aiguillon des émulations généreuses qui font de cette recherche une sorte de drame intellectuel saisissant et instructif. Ce que nous disons ici, l'auteur des *Premières Études de philosophie* l'a-t-il réalisé complétement? Nous n'affirmerions pas qu'il ait fort enrichi la science par ses dénominations nouvelles de l'*autonomie* et de l'*hétéronomie* du savoir humain pour des choses qui pourraient s'appeler d'un nom plus simple. Ce qu'on pourrait dire, c'est qu'il y a dans son livre, au milieu d'une certaine confusion, plus d'une pensée ingénieuse et juste, plus d'une page remarquable écrite dans un style visiblement inspiré des philosophes français du XVIIe siècle. C'est là en effet un style qu'il faut, non pas imiter, mais étudier, comme il faut étudier tous les secrets de cet art savant et immortel qui a fait notre langue assez puissante pour régner sur le monde, et assez malheureuse pour que des démocrates encore aujourd'hui en Amérique trouvent dans son universalité même la raison d'en faire la langue prédestinée de l'esprit révolutionnaire. On conviendra du moins que ce n'est point à cela qu'avaient songé Bossuet et Pascal.

Quand nous disons qu'il serait facile de distinguer autour de nous les symptômes d'un travail mystérieux des esprits, cela veut dire que nous sommes dans un état de transition; mais le propre des momens de transition, c'est que tout s'y mêle,—le pressentiment de quelque chose de nouveau, le reflet de l'inconnu en quelque sorte, et les traces de toutes les influences qui ont régné longtemps. Ces traces sont encore nombreuses à coup sûr; elles se font sentir dans ce qui reste du drame, du roman, de la poésie de tous les jours; la fantaisie y a sa place, comme on sait. La fantaisie même a cela de particulier qu'elle séduit naturellement les plus jeunes esprits, et c'est une illusion singulière, car il n'y a de fantaisie véritable et féconde que chez les esprits qui ont en eux-mêmes quelque chose de puissant, qui sont familiarisés avec tous les mystères, avec tous les caprices de l'âme humaine; sans cela, ce n'est tout au plus que le jeu facile et puéril d'une imagination adolescente. Qu'est-ce donc, par exemple, que cette comédie de *Murillo*, représentée il y a peu de jours au Théâtre-Français? Nous ne demanderons point certainement si c'est par des ouvrages de ce genre que le Théâtre-Français prétend vivre. L'auteur lui-même, jeune encore, à ce qu'il semble, n'a point eu sans doute la pensée

de créer une œuvre d'une originalité littéraire bien saisissante. Ce n'est point qu'il n'y ait plus d'un vers gracieux et facile; mais enfin lorsqu'on fait une comédie, la première condition apparemment, c'est qu'il y ait un sujet, et quand on la place dans un pays, quand on la rattache à une date, quand on lui donne pour héros un personnage de l'histoire, c'est bien le moins qu'on y retrouve quelque chose de tout cela. Pourquoi la comédie de M. Langlé est-elle espagnole? Pourquoi l'action, si action il y a, est-elle au XVIIe siècle? Pourquoi l'auteur fait-il de Murillo un héros dégoûté de la vie, plaisantant avec la corde de pendu, s'enivrant et faisant des dithyrambes comme un fantaisiste contemporain, bernant les tuteurs d'une jeune fille et trouvant dans l'amour de cette jeune fille comme une révélation de son génie? Quand nous y joindrions les dialogues entre la vigne de Canaan et la vigne d'Espagne, cela ne donnerait point sans doute un caractère plus frappant à la comédie de M. Langlé. C'est une tendance singulière de quelques esprits, d'aimer à mettre en scène des hommes qui ont marqué dans les lettres, dans les arts. Un jour c'est Shakspeare, une autre fois c'est Molière, voici maintenant Murillo. On n'observe pas que rien ne prête au drame chez ces hommes qui ont vécu par le cœur, par l'esprit, par l'imagination, et que la seule manière de les représenter, c'est d'analyser leur vie intellectuelle et morale, de pénétrer le mystère de leur génie. Pourquoi ne point faire comme M. Marc Monnier, auteur du *Roi Babolein, comédie de marionnettes,* qui n'a point été représentée sur le Théâtre-Français? M. Marc Monnier n'y met point tant de façons: il place son drame à Fantasie; ses personnages sont le roi Babylas, Babolein le bûcheron, Babolette. Babylas trouve que c'est un sot métier d'être roi, et qu'il vaudrait mieux être bûcheron. Babolein trouve au contraire qu'il vaut mieux être roi. De là un échange entre les deux; mais bientôt Babolein se dégoûte de la royauté, Babylas n'est pas moins las d'être bûcheron et fait des émeutes pour renverser son remplaçant, et chacun finit par redevenir comme devant. Tout cela est écrit en vers lestes, quelquefois prosaïques, souvent piquans, et avec plus d'une irrévérence pour les poètes mendians et les penseurs amphigouriques. Au fond, c'est la vieille histoire redite par Horace: « Comment se fait-il que nul n'est content de ce qu'il a, etc.? » et c'est aussi un peu l'histoire de notre temps, où chacun a horreur de rester où Dieu l'a mis, et est dévoré de l'envie de prendre la place du voisin. Comme on voit, *le Roi Babolein* n'est point sans nous ramener aux choses modernes et à quelques-uns de ces traits qui deviennent universels, tant ils s'étendent à la vie de tous les pays.

Mais c'est encore ici de la politique. Or la politique actuelle se manifeste à bien d'autres traits touchant à des intérêts contemporains. Au milieu des rudes et laborieuses années que nous avons traversées, un des plus curieux spectacles à suivre, c'est celui des pays où le régime constitutionnel s'est maintenu, non sans avoir eu parfois à traverser de périlleuses épreuves sans doute, mais enfin sans y succomber. Dans le Piémont, le régime constitutionnel s'est maintenu sans trop d'efforts, bien que son institution fût récente encore. Il a eu à passer par des crises bien autrement graves en Espagne, et ce n'est que depuis peu, comme on sait, qu'il a retrouvé en réalité un commencement d'application par la convocation des cortès. Les cortès en

effet doivent se réunir le 19 de ce mois, et c'est alors que s'ouvriront inévitablement les débats politiques qui peuvent avoir une singulière influence sur la durée du cabinet actuel. Jusque-là, c'est l'action administrative seule qui se manifeste. Le ministère espagnol se sert de son pouvoir non-seulement pour gouverner, mais pour opérer des réformes qui certes en tout temps seraient réputées des plus importantes. L'un des membres du cabinet espagnol notamment, le ministre de la justice, M. Castro y Orozco, n'a entrepris rien moins que de réformer l'administration de la justice. Il est certain que la justice en Espagne, telle qu'elle est restée comme un legs de deux ou trois siècles d'abus, était devenue un véritable chaos. Les formalités innombrables, les frais énormes de procédure, les lenteurs incalculables étaient de nature à faire reculer devant toute action judiciaire. Les réformes du ministre de la justice de Madrid, qui semblent devoir s'étendre plus loin, portent jusqu'ici sur plusieurs points principaux. Par une instruction du 30 septembre, M. Castro y Orozco fixe un délai de huit mois pour le jugement des procès civils et simplifie diverses formalités de procédure. Quant à l'instruction des causes correctionnelles, un décret du 30 septembre également supprime la prison préventive pour les peines inférieures; pour un certain nombre d'autres peines, il établit le système de la liberté sous caution et en règle les conditions. Enfin, là où la prison préventive subsiste, un nouveau décret du 10 octobre stipule que la moitié du temps passé en prison par les inculpés leur sera comptée dans l'application de la peine définitive, en cas de condamnation. Le ministre de la justice atteindra-t-il son but? Rien n'est plus délicat, on le sait, que la réforme de la justice. M. Castro y Orozco nous semble un ministre philanthrope animé des intentions les plus généreuses, mais soulevant bien des questions graves qu'il retrouvera devant lui plus d'une fois assurément, parce qu'il ne suffit pas d'un décret pour les résoudre.

Au milieu de ses préoccupations administratives, le gouvernement espagnol a eu à recevoir définitivement le nouveau représentant des États-Unis, M. Soulé. C'est récemment que le ministre américain a été admis auprès de la reine Isabelle. Que disait-on cependant que M. Soulé arrivait en Europe pour soutenir tous les opprimés, et en particulier ceux de Cuba, — la magnifique possession espagnole dont on lui prêtait même la pensée d'aller négocier l'achat? En vérité, M. Soulé n'a rien laissé percer jusqu'ici de sa mission démocratique et commerciale, et la reine Isabelle n'est point sans lui avoir répondu avec une certaine hauteur qui s'adressait moins peut-être au ministre d'aujourd'hui qu'à l'auteur des discours d'il y a quelques jours.

Le Piémont comme l'Espagne va avoir aussi dans peu de jours son parlement ouvert; mais il vient d'avoir d'ici là une petite crise, heureusement rapide et qui ne saurait avoir aucune suite sérieuse. Il y a peu de jours, quelques rassemblemens tumultueux se formaient à Turin et allaient assaillir en quelque sorte l'habitation du président du conseil, M. de Cavour. Un certain nombre de turbulens pénétraient même jusque dans l'hôtel ministériel. Là se sont arrêtées les violences, et la fermeté des autorités publiques en a empêché le renouvellement. Du reste, la tranquillité générale du pays s'est retrouvée entière après comme avant cet incident. Quel était cependant le prétexte de ces manifestations? C'était, dit-on, la cherté du pain et des denrées

alimentaires. Nous disons que c'était le prétexte; au fond, le gouvernement et ses amis ont cru apercevoir dans ce mouvement la trace d'une coalition des partis extrêmes, du parti mazzinien et de ce qu'on nomme le parti clérical, cherchant à exploiter la question alimentaire, qui a sa gravité dans le Piémont comme dans bien d'autres pays. Au surplus, le pouvoir de M. de Cavour ne s'est trouvé nullement ébranlé de cette passagère effervescence soulevée contre lui. C'est la politique du président du conseil qui règne encore aujourd'hui à Turin sans conteste, et elle vient de se manifester par quelques actes qui ne sont pas sans signification. Le gouvernement piémontais a nommé un certain nombre de sénateurs, et parmi ceux-ci se trouvent deux illustres émigrés lombards naturalisés sardes, le comte Casati et le comte Borromeo. En outre, M. Ratazzi est entré au conseil comme ministre de la justice, à la place de M. Boncompagni. Il ne serait point juste sans doute d'attacher un sens politique trop tranché à cette modification ministérielle. Cette nomination n'a d'ailleurs rien de bien surprenant après l'appui que M. de Cavour avait donné l'an dernier à M. Ratazzi pour son élection à la présidence de la chambre des députés. Si nous remarquons cette introduction d'un nouvel élément libéral dans le cabinet de Turin, c'est parce que depuis quelque temps, il nous semble, M. de Cavour a laissé percer en plusieurs circonstances son antipathie contre le parti clérical. Or il faudrait prendre garde de ne point confondre sous ce nom, à côté de quelques hommes extrêmes, la masse du parti conservateur que la politique du président du conseil peut ne pas toujours satisfaire complétement. Trop abuser d'un certain libéralisme qui ne répondrait à rien dans le pays, c'est certainement un des piéges les plus dangereux pour le Piémont. M. de Cavour est un homme d'une intelligence trop vive et trop perspicace pour ne point savoir que le meilleur moyen aujourd'hui d'être vraiment constitutionnel, c'est d'être conservateur, et quand on est conservateur, de ne point craindre de s'appeler de ce nom. Il y a incontestablement en Piémont les élémens d'un grand parti tenant avant tout à respecter toutes les traditions du pays et ne demandant pas mieux en même temps que de coopérer aux réformes justes et sages. C'est là la véritable force de tout pouvoir appelé à diriger et à assurer les destinées constitutionnelles du Piémont. CH. DE MAZADE.

L'OCCUPATION RUSSE DANS LES PRINCIPAUTÉS DU DANUBE.

Le caractère nouveau que viennent de prendre les affaires d'Orient donne un intérêt particulier à tout ce qui peut éclairer l'opinion sur les faits qui ont précédé la récente déclaration de guerre de la Porte. Un voyageur de distinction, que le désir d'observer de près les événemens a conduit dans les principautés, a bien voulu nous communiquer les impressions qu'il a recueillies, et même, relativement à divers points d'une nature délicate, les confidences qui lui ont été faites sur les lieux mêmes. Parmi ces informations, nous choisissons celles qui nous paraissent les plus propres à donner une idée exacte de l'état présent des choses. En puisant dans ces notes abondantes et précieuses avec toute la confiance qu'elles nous inspirent, nous les repro-

duirons souvent dans leur texte même, afin d'enlever le moins possible à l'originalité piquante du récit que nous avons sous les yeux.

C'est le 2 juillet dernier que les troupes russes ont franchi le Pruth, pénétrant à la fois dans les deux principautés, mais pour se porter en presque totalité dans la Valachie, qui s'avance jusqu'au Danube sur une vaste étendue de terrain. Cette invasion des principautés par une armée russe n'était point un fait nouveau. Jamais cependant ce fait ne s'était présenté dans la même forme, avec le même caractère; jamais, ajouterons-nous, il n'avait été plus difficile de s'en rendre compte au point de vue du droit international. Sans doute, la situation légale des principautés laisse beaucoup à désirer et constitue au milieu des états de l'Europe moderne une véritable anomalie : elles sont à la fois vassales de la Porte Ottomane et protégées par la Russie; mais elles n'en sont pas moins partie intégrante de l'empire turc. Les traités les plus favorables à la puissance protectrice le reconnaissent et le proclament. Pour que les armées russes soient autorisées à franchir la frontière qui sépare la Moldo-Valachie de l'empire des tsars, il faut que des circonstances particulières se soient produites, et ces circonstances ont fait totalement défaut à l'occupation qui, en se prolongeant, vient de réveiller chez les Turcs leur vieil orgueil national.

Nous nous rappelons qu'en juillet 1848, lorsque le cabinet de Saint-Pétersbourg voulut expliquer l'entrée de ses troupes dans la Moldo-Valachie, il publia une circulaire où on lisait que « ces provinces n'ont politiquement d'existence, quant à la Russie, qu'en vertu des traités conclus entre elle et la Porte Ottomane, traités n'ayant eux-mêmes rien de commun avec l'ensemble des transactions sur la base desquelles est fondé le droit public de l'Europe. » Il est facile de reconnaître ici l'une des préoccupations constantes de la diplomatie russe, le désir de donner à toutes ses conventions avec l'empire ottoman, surtout à celles qui regardent les principautés, un caractère en quelque sorte privé, et de traiter dans ces occasions en s'isolant le plus possible du reste de l'Europe. Une portion quelconque de la Turquie peut-elle être placée ainsi en dehors du droit commun, et le bénéfice du principe de garantie générale contenu dans le traité de 1841 serait-il nul pour les principautés? Ce sont là autant de questions auxquelles la réponse ne serait point douteuse et que l'on devrait se poser, si les traités que la Russie elle-même invoque n'attestaient que le droit d'occupation est restreint à quelques cas rares et spéciaux que l'on n'a point eu à signaler dans la crise actuelle.

Les relations de la Porte Ottomane avec la Russie sont réglées par une série de traités dont les plus célèbres sont, par ordre de dates, ceux de Kaïnardji, d'Yassy, de Bucharest, d'Ackerman et d'Andrinople. Ainsi qu'on l'a fait souvent observer, chacun de ces traités marque un pas nouveau vers le but que la Russie s'est proposé dès l'origine de ses luttes avec la Porte, d'obtenir un droit de protectorat sur les principautés. Il ne s'agit d'abord à Kaïnardji que d'un droit d'intercession en faveur des deux provinces; plus tard, à Ackerman (acte séparé), le droit d'intercéder se transforme en droit de représentation, à Andrinople en droit de garantie; enfin, dans le règlement organique qui devient en 1834 la loi constitutionnelle de la Moldavie et de la Valachie, le droit de garantie s'appelle droit de protectorat.

Jusqu'à la conclusion de la paix d'Andrinople, il n'existe dans les conventions des deux pays aucune clause qui fasse allusion à un droit d'occupation armée. Le fait même de l'occupation n'est pour la première fois réglementé qu'à la suite de cette paix, sous la forme d'un acte spécial relatif au paiement des indemnités et frais de guerre, et à titre de gage jusqu'à l'entier acquittement de la dette consentie par la Porte vaincue. Aussitôt les engagemens de cette puissance remplis, conformément à diverses conventions négociées successivement à Saint-Pétersbourg, le droit d'occupation cessait, et les principautés furent évacuées.

La question ne s'est reproduite qu'en 1848, sous le prétexte de la révolution qui venait de troubler l'état intérieur des principautés. Alors, il est vrai, l'on a laissé voir l'intention de transformer le fait en usage, et l'on a obtenu de la Porte la convention ou *sened* de Balta-Liman. Cette convention, quoique révélant de la part de la Turquie un grand désir d'être agréable au cabinet de Saint-Pétersbourg, est loin cependant d'admettre qu'il puisse intervenir à toute heure et à main armée dans la Moldo-Valachie. Elle limite les seuls cas d'occupation aux bouleversemens révolutionnaires et aux abus d'autorité qui pourraient survenir dans les principautés. Encore est-il nécessaire, pour que l'occupation ait le caractère de la légalité, qu'elle soit déclarée utile d'un commun accord par la cour suzeraine comme par la cour protectrice.

L'occupation récente a donc eu lieu en dehors des stipulations des traités spéciaux conclus par la Russie avec la Porte aussi bien qu'en dehors du droit des gens européen. En effet, le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a point caché que cette mesure avait pour objet direct de prendre une garantie contre la résistance opposée par le sultan à la revendication d'un protectorat religieux sur ses sujets de la communion grecque.

Par une curieuse rencontre de circonstances, le premier résultat de cette demande de protectorat religieux devait être de mettre aux plus rudes épreuves deux provinces de l'empire turc, et celles-là précisément qui sont déjà placées sous le régime du patronage qu'il s'agirait aujourd'hui d'étendre à la presque totalité des chrétiens de la Turquie.

A peine entré dans la Moldo-Valachie, le prince Gortchakof, général en chef de l'armée d'occupation, adressait aux habitans une proclamation destinée évidemment à les rassurer, mais qui n'atteignait qu'à demi son but. Ce général repoussait au nom de son souverain tout projet de conquête, toute intention de modifier les institutions du pays; il promettait que la présence de ses troupes n'imposerait à la Moldo-Valachie ni charges ni contributions nouvelles; il ajoutait que les fournitures en vivres seraient liquidées par les caisses militaires russes en temps opportun et à un taux fixé d'avance d'accord avec les gouvernemens des deux principautés. Malheureusement on savait, par une expérience douloureuse de situations analogues, qu'il y a dans la logique des circonstances une force supérieure aux plus belles promesses. Par les maux qu'elles avaient déjà connus en pareille occurrence, les principautés pressentaient ceux qui les attendaient encore. Avant de parler des souffrances qui devaient peser directement sur les particuliers, un mot d'abord de la pénible condition faite aux deux gouvernemens.

On sait quelles sont envers la Porte les obligations des gouverneurs placés

à la tête des deux provinces. Comment l'accomplissement de leurs devoirs de vassalité allait-il s'accorder avec les vues de la puissance protectrice campée en armes sur leur territoire? C'était là une question que s'étaient posée avec anxiété les hospodars dès le commencement de l'occupation, et que l'Europe n'envisageait point sans crainte de voir les difficultés déjà pendantes à Constantinople s'accroître encore de ce côté. Le doute ne devait pas durer longtemps. Il fut sans retard enjoint aux princes de suspendre toutes leurs relations avec la Porte et de cesser le paiement du tribut, signe presque unique du lien qui rattache les principautés à la Turquie. Les deux hospodars, en recevant de Saint-Pétersbourg cette injonction formelle, comprirent toute l'étendue de la responsabilité qui allait peser sur eux. Tous deux en furent consternés, l'un avec un mélange d'étonnement et de douleur qui marquait une plus grande droiture de sentimens, l'autre avec tout l'embarras d'un habile homme plus préoccupé des moyens de sortir de la difficulté qu'étonné de la voir surgir.

Il existe en effet une différence de caractère assez marquée entre les deux princes que les mêmes épreuves viennent de réduire ainsi aux mêmes expédiens. Élevés l'un et l'autre au pouvoir à la suite de la crise révolutionnaire de 1848, ils n'y sont point arrivés par les mêmes voies. L'un avait été mis en évidence principalement par l'honorabilité de ses antécédens et le désintéressement de ses vues, l'autre surtout par la culture et la finesse de son esprit. Tous deux en effet ont porté dans leur administration les aptitudes différentes qui avaient signalé leurs débuts. Le prince de Moldavie a travaillé avec autant d'ardeur que de conscience au bien du pays, en y sacrifiant, dit-on, sa fortune personnelle presque entière, au risque de se faire beaucoup d'ennemis dans la classe puissante qui vit des abus. Le prince de Valachie, sans méconnaître les besoins du pays, que sa perspicacité ne lui permet pas d'ignorer, n'a pas eu toujours la même énergie pour les satisfaire, croyant plus sage de ne pas lutter lorsqu'on n'est pas sûr de vaincre.

Les hospodars ont donc reçu avec des préoccupations très distinctes les ordres qui leur ont été adressés d'autorité, d'avoir à rompre toute relation directe et officielle avec la Porte Ottomane; mais, pour l'un comme pour l'autre, une pareille exigence était une véritable torture de conscience ou d'esprit. Telles sont les conséquences naturelles du protectorat, et nous doutons qu'elles soient de nature à faire envie aux autres populations chrétiennes qui auraient pu être tentées d'accepter le même régime.

Pour se convaincre que l'intention de l'autorité russe était de se substituer entièrement à la suzeraineté de la Porte, et successivement à tous les pouvoirs locaux, il eût suffi de voir l'attitude que le général en chef de l'armée d'occupation s'était hâté de prendre dans ses rapports officiels avec les hospodars. Les consuls de la cour protectrice à Yassy et à Bucharest eussent désiré que le vœu des deux gouvernemens allât au-devant de cette invasion armée, et que des députations des grands boyards fussent officiellement chargées de se porter sur le territoire russe, au quartier-général des troupes, afin de solliciter le prince Gortchakof de franchir la frontière. Si les hospodars surent résister à des insinuations aussi peu conformes à leurs sentimens et à leur dignité, ils ne purent du moins échapper à l'obligation de fêter avec solen-

nité l'entrée du général russe dans leurs capitales, et les églises d'Yassy et de Bucharest durent retentir des chants du *Te Deum* en l'honneur d'un événement si funeste au pays. A peine installé à Bucharest, le prince Gortchakof prit le pas dans toutes les occasions sur le prince Stirbey.

Une pareille situation était propre assurément à éclairer les hospodars sur la conduite qu'ils avaient à tenir pour échapper à de plus grandes humiliations. On pouvait donc s'attendre à ce qu'en faisant appel à leur loyauté, la Porte Ottomane trouverait en eux des dispositions marquées à rester fidèles à leur devoir. Ce fut en effet, on doit le croire, leur premier mouvement, en recevant la lettre de Réchid-Pacha, qui les invitait à continuer le paiement du tribut, ou à quitter le pays, en emportant avec eux la souveraineté locale qu'ils n'exerçaient plus librement.

On s'est demandé dans les principautés si ces ordres de la Porte n'ajoutaient point aux difficultés, déjà trop nombreuses, que les hospodars avaient à vaincre; mais pouvait-elle tenir honorablement une autre conduite? Conformément aux désirs de ses alliés, qui avaient foi alors dans le succès des négociations, elle s'était contentée d'une simple protestation en présence du passage du Pruth. Quand l'occupation prenait toute l'apparence d'une conquête, quand les hospodars recevaient l'ordre de se détacher d'elle, en cessant de lui payer le tribut, devait-elle accepter silencieusement cette nouvelle infraction aux traités? Les alliés de la Turquie pensaient en cette occasion comme elle, et l'on a lieu de croire que le même courrier qui transmettait aux hospodars l'invitation de Réchid-Pacha portait aux consuls de France et d'Angleterre l'ordre d'amener leur pavillon, dans le cas d'un refus d'obéissance de la part des princes, comme dans celui où, faisant passer le devoir avant l'intérêt, ils quitteraient les principautés.

Il serait impossible de retracer l'anxiété, l'agitation, les douloureuses hésitations dans lesquelles l'alternative posée aux hospodars les jetait naturellement. Sur le premier moment, le prince Stirbey, qui ne pouvait méconnaître la parfaite équité des invitations de la cour suzeraine, laissa croire que le sentiment du devoir l'emporterait. Dans cette chaleur du premier mouvement, il comprenait que telle était la conduite que lui prescrivaient l'honneur, la dignité et le respect de soi-même. Mais pouvait-il se maintenir dans de si excellentes dispositions en présence du langage que lui tenaient alternativement le commandant en chef de l'armée d'occupation et le consul-général de Russie? On assure que ni l'un ni l'autre ne voulait prendre sur lui de donner à l'hospodar l'ordre écrit de désobéir à la Porte; mais en rejetant sur le prince la responsabilité tout entière de sa décision, ils ne lui en laissaient point ignorer les conséquences possibles. Chose étrange! c'étaient les autorités russes qui invoquaient ici les traités. Dans leur opinion, la Porte n'avait point le droit de prononcer seule la déchéance des hospodars. On faisait toutefois valoir des argumens plus propres à agir sur l'esprit du prince de Valachie. On lui représentait que la Russie était forte, et qu'il n'était pas sans péril pour un prince placé sous sa protection de traverser ses desseins. Une disgrâce, en le frappant, rejaillissait dans l'avenir même sur sa famille. Au contraire, en se déclarant ouvertement pour la Russie, il n'avait que des faveurs à attendre de ce côté. Son avenir et celui des siens était assuré, car le

cabinet de Saint-Pétersbourg n'abandonne jamais ceux qui ont servi avec dévouement sa politique. — Que peut la Turquie dans les principautés? disait-on encore au prince de Valachie. Quelle récompense peut-elle offrir à la fidélité? N'est-ce pas, au contraire, en bravant son autorité, que Méhémet-Ali, Milosch Obrenovitch, George le Noir, qui n'étaient au début de leur carrière que des rebelles fameux, ont obtenu, de la puissance même dont ils avaient méconnu l'autorité, des honneurs, des dignités, le pouvoir qu'ils n'auraient jamais gardé, s'ils étaient restés fidèles? Il n'y a donc rien à espérer ni à craindre de la Porte, tandis que la Russie a en même temps le pouvoir et l'intention de récompenser ou de punir dans la mesure de ce que l'on aura fait pour ou contre elle. — Tel est le langage que l'on tenait au prince de Valachie, et que lui répétaient, avec toutes les variantes que pouvait leur inspirer leur zèle, les agens et les confidens valaques de l'influence qui dominait dans le pays.

Il eût fallu un caractère plus ferme que celui du prince Stirbey pour résister à de semblables considérations. On s'arrangea toutefois de manière à donner à la détermination de l'hospodar une couleur spécieuse. Comme les autorités russes avaient refusé de lui délivrer l'ordre écrit de désobéir à la Porte, on eut recours à de prétendues supplications du pays, ou du moins du corps qui est censé le représenter. Le divan valaque fut convoqué à l'effet de déclarer que le prince ne devait pas quitter la principauté. La résolution était prise, et la leçon faite à chacun des membres de ce conseil. Tant pis pour ceux dont la conscience y répugnait! On assure que l'adresse, qui devait être délibérée et votée après une prétendue discussion en règle dans le divan, était rédigée trois jours d'avance, par voie d'autorité supérieure, dans la forme définitive qu'il était enjoint d'y donner. On a prétendu toutefois, à l'honneur du prince Stirbey, que dans cet instant critique et décisif, saisi par un retour de conscience, il serait revenu aux premiers sentimens qu'il avait laissé éclater en recevant la lettre de Réchid-Pacha, qu'il aurait même fait connaître aux autorités russes son intention d'obéir à la Porte. Mais le vote du divan valaque était venu trancher la question; et après avoir répondu d'abord à Réchid-Pacha qu'il avait été sur le point d'obtempérer à l'invitation de la cour suzeraine, et qu'il n'était retenu que par l'émotion produite dans son conseil, le prince Stirbey écrivit à la Porte que le vœu du pays s'opposait décidément à son départ.

En Moldavie, les choses avaient suivi une marche analogue, sauf la sincérité plus grande que le prince Ghika avait apportée dans les diverses phases de l'incident. Ayant peut-être le sentiment du bien qu'il pouvait faire encore dans l'administration d'un pays auquel il paraît avoir consacré loyalement toute sa sollicitude, il ne croyait pas devoir dissimuler qu'il tenait au pouvoir, dont il était depuis trop peu de temps encore le dépositaire pour avoir accompli toutes les salutaires mesures qu'il avait projetées. Il est juste de le dire, le pays n'était pas moins sincère dans la crainte qu'il avait de voir échapper l'autorité à des mains plus pures que celles qui l'avaient depuis longtemps exercée en Moldavie. Il n'avait pas été nécessaire de travailler les boyards, le clergé et la bourgeoisie commerçante pour les décider à voter des adresses dans lesquelles ils suppliaient le prince de ne point abandonner le

pouvoir. Une autre considération devait agir encore sur les intentions du prince Ghika, c'était l'attitude de l'hospodar de Valachie et ses dispositions présumées à se conformer aux exigences de la cour protectrice. Les deux principautés sont liées non moins par la parité des situations et la communauté des intérêts que par l'unité d'origine et de langue. La plus puissante exerce naturellement sur la plus faible une influence considérable, et l'exemple de l'obéissance aux invitations de la Porte n'eût obtenu tout l'effet désirable que s'il eût été donné en même temps par les deux hospodars. Voilà du moins les argumens que font valoir les amis du prince Ghika pour justifier sa conduite. Ces explications sont loin d'être satisfaisantes, lorsqu'on se place au strict point de vue du devoir et du droit, et il serait dangereux d'encourager de semblables capitulations dans un pays où la mollesse des volontés est maintenant une plaie séculaire. Néanmoins, en voyant la plus honnête de ces volontés succomber ainsi, écrasée sous le poids des circonstances, on ne peut résister à de douloureuses réflexions sur le régime politique qui met ce pays à de si cruelles épreuves.

La Porte ne tira parti de l'attitude des hospodars que pour montrer une fois de plus sa modération. Elle était autorisée à prononcer leur déchéance; elle prit en considération la force supérieure qui pesait sur leurs résolutions. Il paraît en effet qu'elle aurait écrit en ce sens aux deux princes; elle n'a point du moins protesté ostensiblement contre leur séjour prolongé dans les principautés et leur persistance à conserver l'ombre de pouvoir qui leur reste. Cette ombre elle-même ne va-t-elle point leur échapper? L'état de guerre n'aura-t-il point pour conséquence de remplacer successivement toutes les autorités valaques par l'autorité militaire russe? Jusqu'ici, l'officier russe qui commande Bucharest pour l'armée d'occupation n'avait adressé ses communications au préfet de police valaque que sous une forme officieuse et courtoise. Depuis le jour où le prince Gortchakof a reçu la sommation d'Omer-Pacha, les invitations sont devenues des ordres, et ce n'est peut-être pas sans fondement que les feuilles publiques ont récemment parlé d'une administration russe, qui, sous un titre ou sous un autre, viendrait s'emparer du gouvernement des principautés : l'occupation ne ferait que prendre ainsi son véritable caractère.

Cette occupation, avons-nous dit, ne pèse pas moins sur les particuliers que sur le pays, et nous craindrions d'être taxés d'exagération, si nous reproduisions à ce sujet les plaintes que font entendre les Moldo-Valaques. On sait que les principautés présentent le spectacle d'une population généralement très pauvre sur un sol d'une admirable fécondité, car à peine demande-t-il quelque culture pour produire toutes les céréales en abondance; mais des circonstances constamment malheureuses, parmi lesquelles il faut compter au premier rang les nombreuses visites et les longs séjours qu'y a faits l'armée russe, n'ont jamais laissé le temps aux riches élémens de prospérité que renferme ce pays de se développer et de mûrir : on dirait un champ fertile dont la moisson serait toujours étouffée dès le printemps par une fatalité obstinée. A peine le pays délivré d'une occupation armée commence-t-il à respirer, qu'une nouvelle occupation survient et lui crée de nouvelles charges. L'occupation de 1848 avait eu lieu aux frais des principautés, et elle s'était

soldée pour la Moldavie et la Valachie par une dette considérable, qui, par l'impôt, retombait presque exclusivement sur la classe des paysans. Cette fois le prince Gortchakof avait annoncé que tout ce qui serait consommé sur le sol valaque serait payé par les caisses de l'armée russe. On avait néanmoins remarqué que la proclamation qui renfermait ces assurances était peu explicite sur deux points essentiels : d'abord les prix seraient fixés à l'avance d'un commun accord avec les gouvernemens des principautés, ensuite les fournitures seraient acquittées aux mains de ces gouvernemens « en temps opportun. »

Le prix qui a été choisi pour les approvisionnemens d'occupation est, comme on sait, celui de la fin de juin. Cette année la récolte en céréales a été admirable en Valachie, et les blés étaient, lors de l'entrée des Russes, à un taux très modéré, car les craintes que les pays de l'Occident commençaient à concevoir sur l'insuffisance de la moisson n'avaient point encore produit leur effet sur les marchés mieux approvisionnés de l'Europe orientale. Les producteurs moldo-valaques n'auraient toutefois souffert qu'indirectement de ces dispositions prises d'autorité, si l'état de l'embouchure du Danube à Soulina n'était pas venu apporter un obstacle naturel aux grandes expéditions que les propriétaires projetaient de faire pour l'Occident. On aurait pu facilement arrêter les progrès de l'encombrement de cette embouchure, si fâcheux à la fois pour le commerce des principautés et pour celui des pays de l'Europe qui avaient cette année besoin de suppléer à l'insuffisance de leur récolte. Il y a deux ans, la Russie s'était procuré en Angleterre une machine à draguer pour le curage de la barre; mais cette puissante machine, dont on était en droit de beaucoup attendre, si elle avait été employée avec toute l'activité nécessaire, a été plusieurs fois interrompue dans son travail sous divers prétextes, puis transportée à des endroits différens, sans aucune suite dans les opérations, sans la continuité qu'exige une pareille entreprise pour donner des résultats appréciables. Le commerce d'exportation pour les céréales, qui a ses principaux centres à Galatz et à Ibraïla, s'est donc trouvé cette année à peu près interdit aux navires européens. L'agriculture valaque, la grande et l'unique ressource du pays, a été ainsi paralysée par suite de circonstances que l'opinion générale se plaît à faire rentrer dans le plan d'occupation, et l'intérêt pousse aujourd'hui en Valachie des plaintes que le patriotisme n'aurait peut-être pas osé faire entendre.

En déplorant ces circonstances, les Moldo-Valaques pouvaient du moins conserver l'espoir de voir leurs avances remboursées *en temps opportun*. Mais que signifiait cette expression à double sens? Le gouvernement valaque ne devait pas tarder à l'apprendre. Déjà en avance de huit à dix millions de piastres, il s'est hasardé enfin à demander un à-compte de cinquante mille ducats au général Satler, intendant général de l'armée d'occupation. Le général Satler n'a point caché l'intention formelle où il était d'acquitter la dette réclamée, conformément aux engagemens pris avec solennité dans la proclamation du prince Gortchakof. En même temps toutefois que l'intendant de l'armée renouvelait ainsi les promesses du général en chef, le chargé d'affaires de Russie faisait auprès du gouvernement valaque une démarche ayant pour objet d'exiger le trimestre échu de la dette résultant de l'indemnité pour frais de l'occupation durant les trois annés 1848, 49 et 50. L'admi-

nistration valaque a donc pris dans la caisse centrale de Bucharest un million et demi de piastres qu'elle a versées aux mains du consul-général de Russie. C'est seulement quelques jours plus tard que le général Satler est venu à son tour faire aux autorités valaques un premier versement de trente mille ducats à valoir sur les huit millions de piastres avancés par le trésor public. Ainsi les Valaques sont et continueront d'être payés avec leur argent.

Nous ne dirons rien des avanies, qui ne pèsent pas moins directement sur les paysans et le petit commerce. On ne saurait exiger de l'administration militaire russe les manières de procéder qui sont devenues habituelles aux armées de quelques grands pays de l'Occident. Il serait injuste de demander au soldat russe, dans ses relations avec les paysans chez lesquels il est en quartier, les égards qui sont ordinaires au soldat chez les peuples où l'armée et la nation vivent en rapports sympathiques et familiers. C'est à ces causes, nous n'en doutons point, qu'il faut attribuer des actes tels que ceux qui consistent à parcourir les villes et les campagnes pour enregistrer les provisions faites sous chaque toit et en empêcher la vente, ou à emprisonner tout avocat assez courageux pour appuyer les plaintes que peuvent susciter des vexations trop fréquentes. Ce sont là des faits dont les hommes sont peut-être moins responsables que les mœurs, et nous n'en voulons point tirer de conséquences.

L'armée russe offre d'ailleurs une physionomie trop particulière pour que nous n'ayons point hâte d'en retracer les principaux traits. La guerre qui vient d'éclater comme résultat naturel de l'occupation des principautés donne aujourd'hui une importance de premier ordre aux défauts ou aux qualités de cette armée. Personne n'ignore combien les sentimens varient sur le chiffre des troupes russes envisagées en général. La différence en effet très grande qui existe entre l'effectif officiel et l'effectif réel est la cause des jugemens si opposés dont les forces militaires de la Russie sont d'ordinaire l'objet. Tandis que les uns, prenant à la lettre les chiffres produits par l'administration centrale, exagèrent outre mesure le nombre des hommes que ce pays peut mettre sur pied, les autres, frappés surtout de ce que ces données présentent d'exagéré, tombent assez souvent dans l'excès contraire. Il n'est pas étonnant que les mêmes exagérations en sens divers aient circulé en Europe sur l'effectif de l'armée d'occupation. Ainsi, tandis que les uns l'ont porté à cent vingt-cinq mille hommes, les autres l'ont réduit jusqu'à soixante mille. Les uns et les autres étaient également éloignés du vrai, et il paraît démontré que le chiffre précis de l'armée russe entrée dans la Moldo-Valachie est de quatre-vingt-quatre mille hommes.

Il est bien entendu que ce chiffre comprend les convois militaires, la garde des magasins, les malades et même les décès qui ont eu lieu depuis le passage du Pruth. Sur ces derniers points aussi, les opinions se sont fort partagées en Europe. Il est toutefois hors de doute que le nombre des lits occupés dans les hôpitaux est au-dessus de toute proportion avec ce qui arrive généralement dans l'état normal des choses. On n'évalue pas le chiffre des malades à moins de treize mille, et celui des décès est porté à trois mille. Ces données ne paraîtront point trop éloignées de la vérité, si l'on veut bien se rendre compte du régime auquel le séjour des principautés a soumis le

soldat russe au sortir des garnisons et des cantonnemens de son pays. Malgré l'ordre venu de Saint-Pétersbourg de distribuer de la viande cinq fois la semaine, le soldat de l'armée d'occupation est fort mal nourri. En 1848, on avait eu à Bucharest l'occasion d'observer un fait contre la vraisemblance duquel on s'était d'abord vivement récrié. On avait vu, disait-on, des soldats russes demandant l'aumône le long des rues et des places publiques. On peut aujourd'hui se donner à toute heure le même spectacle dans les promenades de Bucharest. Malgré les fournitures considérables demandées au gouvernement valaque et les approvisionnemens supplémentaires que l'on tire de Russie, c'est le paysan qui est généralement obligé de nourrir le soldat. Chaque maison ou plutôt chaque case contient, à côté du paysan et de sa famille, quatre ou six soldats logés pêle-mêle avec les animaux domestiques. L'administration militaire donne 25 paras (environ 23 centimes) par jour pour chaque soldat. Il est inutile de dire que la consommation du soldat russe dépasse cette modique allocation; mais cela ne fait point qu'il ait une nourriture solide, saine et régulière : il est à charge au paysan sans profit pour lui-même.

L'état particulier du climat, extrêmement chaud et sec cette année, comme par contraste avec celui de nos contrées, a puissamment contribué à développer les conséquences fâcheuses des mauvais logemens et de la mauvaise nourriture. La dyssenterie a sévi dans beaucoup d'endroits avec la plus grande violence; ailleurs, c'est le typhus qui règne, au grand effroi des paysans, car ils se rappellent encore en Valachie que le typhus y fut apporté en 1806 par les armées russes, et qu'il y causa les plus terribles ravages. On s'explique que dans ces conditions l'état sanitaire de l'armée russe laisse beaucoup à désirer.

Ce n'est pas qu'elle ne soit commandée par des généraux très entendus, de manières aimables et d'un esprit distingué. On ne saurait cependant leur attribuer des qualités très éminentes, et l'on s'accorde à penser qu'aussitôt que la guerre prendra un caractère sérieux, de plus grandes capacités militaires viendront diriger la marche des opérations. Il ne faudrait point d'ailleurs s'attendre à trouver dans les généraux de l'armée d'occupation des hommes remplis d'enthousiasme patriotique et religieux, tel que l'aurait été assurément un Souwarow dans une guerre entreprise sous le prétexte mis aujourd'hui en avant par le cabinet russe. Un semblable mysticisme n'est point l'affaire du prince Gortchakof, et ce n'est pas de lui qu'en pourrait venir l'exemple. Le soldat lui-même, dont l'imagination ne laissait pas d'être montée au moment du passage du Pruth, s'est depuis lors beaucoup refroidi. Les récits qui le passionnaient ont déjà vieilli. Il s'était persuadé d'abord qu'il marchait à la délivrance des saints lieux vendus aux Juifs par les Turcs. En le tenant depuis quatre mois pacifiquement campé dans les principautés, on lui a laissé croire que le péril du moins n'était pas pressant. Il ne doutait pas, en s'avançant naguère à marches forcées sur Bucharest, que cette ville ne fût au pouvoir des Turcs, et déjà mise à feu et à sang. Il s'est assuré par ses yeux que le véritable état des choses était bien différent. Aujourd'hui, c'est du massacre des chrétiens de la Bulgarie qu'il faut l'entretenir pour réchauffer son zèle attiédi. Quant aux chefs qui ne peuvent se faire illusion sur les vraies causes de la guerre, on se demande si l'amour-

propre national peut suffire pour leur faire oublier que le droit n'est point de leur côté. Les uns en effet paraissent envisager les éventualités avec la seule satisfaction de braves officiers qui trouvent l'occasion de se battre sans se soucier du motif, les autres avec un parfait scepticisme, d'autres encore, assure-t-on, avec une douleur qui ne se cache point, parce qu'ils ne se sentent pas soutenus par la grandeur et l'équité de la cause, par cette ardeur naturelle qu'inspirent les encouragemens de l'opinion dans une généreuse entreprise. Ces derniers ne peuvent contenir leurs plaintes et l'expression de leurs noirs pressentimens, et il nous a été rapporté par des personnes dignes de foi que l'un de ceux-ci était allé jusqu'à verser publiquement des larmes dans un salon de Bucharest. On avait déjà vu au reste l'expression de dispositions semblables à la veille de l'expédition malheureuse qu'un corps de l'armée d'occupation tenta, lors de l'insurrection de Hongrie, contre les troupes de Bem concentrées dans la Transylvanie méridionale.

Il n'appartient aujourd'hui qu'aux événemens de dire ce qu'il y a de vrai ou de faux dans ces pressentimens, et quelle tournure pourront prendre les opérations militaires; mais il paraît dès à présent probable que le poids de la guerre va d'abord peser sur les deux principautés. C'est sur elles que s'est consommée l'infraction aux traités contre laquelle la Porte réclame à main armée. Ce sont elles qui ont subi les charges et les avanies de l'occupation. Il ne leur manquait plus, pour connaître d'un seul coup toutes les calamités du protectorat, que de devenir le théâtre de la guerre entre la cour protectrice et la cour suzeraine.

Ici s'arrêtent nos informations en ce qui regarde les principautés. Après avoir séjourné à Bucharest, le voyageur distingué auquel nous empruntons ces détails a passé sur l'autre rive du Danube et visité aussi l'armée ottomane, qui attendait alors avec impatience la déclaration de guerre. Nous pouvons dire dès à présent que l'armée turque lui a laissé une impression favorable, qu'il l'a vue, dans toutes les positions importantes où il s'est rendu, payant exactement ce qu'elle consommait, pourvue de chariots suffisans pour les transports et tenue dans une juste discipline par le zèle de sa cause. Il ne se dissimule point les imperfections des troupes turques, ni les innombrables difficultés de la tâche qui leur est assignée; mais il voit dans le seul fait de cette armée si promptement mise sur pied un témoignage non équivoque de la vitalité de l'empire ottoman, et il s'en réjouit en pensant que le principe de l'intégrité de cet empire est de toute manière digne des efforts que l'Europe pourra faire pour le sauvegarder.

V. DE MARS.

LE CARDINAL MEZZOFANTI.

Esquisse historique, par M. A. Manavit; 1 vol. in-8°, Paris, Sagnier et Bray, 1853.

En 1849, Rome, bouleversée par les passions et le tumulte d'une révolution, vit s'éteindre obscurément un homme qui a été une des gloires de l'Italie moderne, le cardinal Mezzofanti. Ce nom réveille le souvenir du plus étonnant linguiste qui fut jamais, du génie le plus admirablement doué pour s'as-

similer tous les idiomes. L'histoire cite le roi de Pont, Mithridate le Grand, qui possédait vingt-deux langues différentes; Mezzofanti était parvenu à en connaître soixante-dix-huit et les parlait presque toutes avec facilité et avec une vérité d'intonation capable de produire la plus complète illusion sur sa nationalité. « Je ne me rappelle pas, dit Byron dans ses *Pensées détachées*, un seul des littérateurs étrangers que j'eusse désiré revoir, excepté peut-être Mezzofanti, qui est un prodige de langage; Briarée des parties du discours, polyglotte ambulant, qui aurait dû vivre au temps de la tour de Babel, comme interprète universel; véritable merveille, et sans prétentions encore! Je l'ai tâté sur toutes les langues dont je savais seulement un juron ou adjuration des dieux contre postillons, sauvages, forbans, bateliers, matelots, pilotes, gondoliers, muletiers, conducteurs de chameaux, *vetturini*, maîtres de poste, chevaux de poste, maison de poste, toute chose de poste, et pardieu! il m'a confondu dans mon propre idiome. »

L'illustre cardinal repose depuis cinq ans dans la tombe, et pas une voix ne s'était élevée pour nous raconter les détails de sa vie de prêtre et de linguiste, pour nous dire ce que fut cette organisation extraordinaire, où une puissance d'analyse portée au plus haut degré s'alliait à la mémoire la plus vaste, la plus tenace qui se puisse imaginer, et qui était servie par une incroyable flexibilité de l'instrument vocal. Cette tâche vient d'être remplie avec zèle, avec soin, par un des littérateurs les plus distingués que compte aujourd'hui la ville de Toulouse, et qui a voué un culte pieux à la mémoire de Mezzofanti, M. A. Manavit, auquel sont dues plusieurs publications importantes sur l'Italie religieuse. Ce travail n'était pas sans difficultés. Le cardinal, dans sa profonde modestie, n'a rien écrit sur les événemens de sa vie, sur sa famille, les fonctions publiques qu'il a exercées, non plus que sur les études qui n'ont jamais cessé de l'occuper. Les notices qui lui furent consacrées par la presse romaine sont très courtes et insuffisantes; mais grâce aux relations que l'auteur de l'*Esquisse historique* s'est créées dans la péninsule italique, visitée par lui à différentes reprises, et où il a d'ailleurs connu personnellement Mezzofanti, il a pu faire utilement appel à ses propres souvenirs, à ceux des amis et des anciens élèves de ce dernier, et recueillir une foule de faits et d'anecdotes qu'il a sauvés de l'oubli.

Le polyglotte pour lequel l'Allemagne, cette terre classique de la philologie, avait inventé, dans l'admiration qu'elle avait conçue pour lui, l'épithète de *Sprachenbändiger*, — le dompteur de langues, et que l'Italie surnommait *Pentecôte vivante*, Mezzofanti naquit dans cette noble cité de Bologne, aux origines incertaines, tant elles sont anciennes, célèbre déjà sous la domination étrusque et romaine, et dont les Gaulois Boïens firent la conquête en lui laissant son nom primitif de *Bononia*, — Bologne la docte, amoureuse des arts et des lettres, la patrie d'un grand pape, Benoît XIV, du Guide, de l'Albane, des trois Carrache, et de tant d'hommes remarquables. Ce fut le 17 septembre 1771 qu'il vint au monde. Il dut le jour à François Mezzofanti et à Gesualda dal Olmo, qui habitaient la paroisse, aujourd'hui supprimée, de *San Tommaso del Mercato;* il reçut au baptême les prénoms de Gaspard et Joseph. La maison où il naquit, voisine de celle d'où sortit le célèbre naturaliste Camille Ranzani, le savant élève de Cuvier, l'auteur des *Élémens de*

Zoologie (1), existait encore *strada dei Malcontenti*, au commencement de ce siècle. Sa famille, peu favorisée des biens de la fortune, jouissait de l'estime et de la considération publiques. Sous le toit paternel, tout respirait la simplicité, une piété douce, l'ordre et une économie convenable. A la fin du siècle dernier, les familles italiennes conservaient encore presque toutes ces mœurs patriarcales et cet esprit chrétien que les révolutions ont depuis profondément altérés, et qui avaient produit ces bienveillantes relations de chaque jour, que les prêtres et les moines entretenaient surtout dans les classes moyennes de la société. On se visitait, on se rendait de mutuelles prévenances; l'homme de Dieu venait s'asseoir au foyer domestique. Dans une des communautés de Bologne vivait un religieux, le père Jean-Baptiste Respighi, préfet des oratoriens, qui était dévoué à la famille Mezzofanti. Il prenait souvent dans ses bras le jeune Joseph, dont il devint plus tard le protecteur et l'ami. Son influence sur les destinées de cet enfant fut décisive et détermina son avenir. Lorsque le père Respighi, dans sa vieillesse, ferma les yeux à la lumière, il avait eu la consolation de voir son disciple élevé à la dignité de cardinal. Mezzofanti commença ses premières études de grammaire et de latin sous la direction de don Philippe Cicotti, prêtre de Bologne, et ses progrès furent si rapides, que son père, homme prudent, craignant que la carrière des lettres ne séduisît son fils et qu'elle ne fût pour lui, comme pour bien d'autres, stérile ou semée de difficultés, se montrait peu jaloux de ces progrès. Il voulut lui faire abandonner ses études pour l'engager dans une profession qui eût été bientôt lucrative; mais la Providence avait d'autres vues sur le jeune Joseph, et elle avait placé auprès de lui, au sein de sa famille, le père Respighi. En homme judicieux et dans l'abandon de l'intimité, il avait bien vite discerné la portée de cette précoce intelligence. Toutefois ce ne fut qu'après de longues instances que le père céda aux prières de l'ami, et laissa son fils sur les bancs du collége. Sans le crédit et l'intervention de l'oratorien, Mezzofanti n'eût été probablement toute sa vie qu'un modeste artisan bolonais. Rassuré sur son avenir, il se livra avec une nouvelle ardeur à l'étude. Il entra aux Écoles Pies, où ses succès et sa bonne conduite lui valurent les premiers grades et les premières récompenses. Déjà en lui perçait cette merveilleuse puissance de mémoire qui devait le rendre un jour si célèbre. A quinze ans, ses cours de rhétorique et de philosophie étaient terminés. Il avait ressenti cet attrait irrésistible qui le portait vers la science des langues, et il commença à s'y appliquer. De quinze à dix-sept ans, les excès du travail et des austérités trop rigoureuses et mal entendues compromirent gravement sa santé; les médecins appelés ordonnèrent un repos prolongé. Le jeune homme en profita pour consulter le ciel sur la carrière qu'il devait embrasser, et qu'il était aisé de prévoir. Celle du sacerdoce s'offrait tout naturellement à lui, comme réunissant les avantages de l'étude à l'habitude des pratiques religieuses, qu'il avait contractée dès l'enfance.

Sous le patronage du père Respighi, Mezzofanti fut admis au séminaire épiscopal de Bologne; sa réputation l'y avait précédé, et de nouveaux succès

(1) Les premiers volumes de cet ouvrage, qui devait en avoir dix-sept, in-8°, ont seuls paru; la mort du professeur Ranzani, arrivée en 1830, vint interrompre ses travaux.

la justifièrent en l'augmentant. Il obtint de continuer ses cours de grec sous l'habile direction du père Emmanuel da Ponte, jésuite espagnol réfugié à Bologne, et cette langue, au milieu de la variété d'idiomes et de dialectes qu'il posséda plus tard, resta toujours l'objet de sa prédilection. Le père Olivieri, dominicain, qui, à la fin du siècle dernier, était compté comme un des savans de Bologne, l'initia à la connaissance de l'hébreu. Mezzofanti y joignit celle de l'arabe et des langues vivantes les plus répandues. Un religieux de Blois, que les malheurs de notre pays avaient forcé de chercher un asile en Italie, fut son maître de français. Notre langue lui devint bientôt familière, et c'est une de celles qu'il parlait le plus volontiers et le mieux. La même supériorité qu'il apportait dans ses travaux de linguiste, il la manifestait dans ses études théologiques. Un vieil archi-prêtre de Porreta, dans le diocèse de Bologne, D. Gioachimo Monti, son ancien condisciple, se plaisait à raconter l'impression que faisaient sur les élèves du séminaire ces épreuves théologiques soutenues avec tant d'éclat par son compatriote. Le jeune et pieux savant fut promu au sacerdoce le 23 septembre 1797 par Mgr Giovanetti, alors archevêque de Bologne. Cette même année, le 15 décembre, il commença à professer un cours élémentaire d'arabe à l'université de cette ville : il était alors dans sa vingt-quatrième année. C'est la première période de son enseignement public; elle fut de courte durée. Dès sa première entrée dans les ordres sacrés, l'archevêque lui avait conféré deux bénéfices simples, dont la collation était dans ses attributions. Ces deux bénéfices réunis produisaient à peine 200 fr. de revenu. Mezzofanti, né sans fortune, trouva dans le père Antoine Magnoni un généreux appui. Ce religieux, ami de sa famille et qui avait deviné toute la valeur du jeune séminariste, lui constitua, par acte passé devant le notaire de l'archevêché, une rente annuelle à peu près équivalente au revenu de ces deux bénéfices. C'est avec ces faibles moyens pécuniaires qu'il put se soutenir jusqu'à ce qu'il eût reçu le sacerdoce. Dans la suite, il les accrut par les émolumens attachés à son enseignement, soit public soit privé.

On était à l'époque des guerres d'Italie. Les mémorables victoires de Napoléon Bonaparte dans la péninsule avaient rendu plus que jamais le nom français redoutable et glorieux. Conquise plusieurs fois, Bologne avait été successivement au pouvoir des Français et des Autrichiens, et ses hôpitaux, où affluaient les soldats étrangers blessés sur le champ de bataille, devinrent un théâtre où se déploya le zèle du jeune lévite, et où sa vocation de linguiste devint un apostolat. Rien de plus touchant que cette page de la vie de Mezzofanti sous la plume de son biographe. — Ces pauvres soldats, dit-il, qui ne savaient pas plus raconter leurs douleurs physiques au médecin chargé de les soulager que découvrir les plaies de leur âme au prêtre qui devait les guérir, et qui venaient, loin de leur patrie, mourir sans pouvoir déposer dans un cœur ami leur dernière pensée, devaient profondément attrister l'âme compatissante de Mezzofanti. Son intelligence et son cœur s'enflammèrent au chevet du lit de ces guerriers frappés dans les combats. La charité sacerdotale fit le reste; elle se montra ce qu'elle est toujours, douce, résignée, persévérante. L'ardeur qu'il mettait à remplir ses devoirs, la sollicitude qu'il témoignait à tous et sa parole entraînante lui gagnèrent bien vite la confiance des soldats et de leurs chefs. Ils se sentaient disposés à aimer celui qui leur rappelait si

bien la patrie absente, et qui leur parlait avec tant de vérité le langage de leur mère. Au milieu quelquefois d'intolérables douleurs que le cœur du prêtre savait charmer, ces braves mutilés s'abandonnaient à la résignation, au repentir, à l'espérance. La religion adoucissait l'amertume de leurs derniers momens.

Dans ce commerce de la charité et du dévouement, le linguiste acquit cette facilité de conversation et ces formes de langage simples et familières que les livres n'enseignent pas. Nommé en 1804 professeur de grec et de langues orientales à l'université de Bologne, il garda sa chaire jusqu'en 1808. A cette époque, les agitations du temps, les nouveaux orages qui vinrent fondre sur l'église et sur son chef suprême, en contristant son âme, lui firent préférer une studieuse retraite à l'enseignement public, et il devint professeur émérite; il en sortit en 1812 pour accepter la place de sous-bibliothécaire de la ville de Bologne, heureux de trouver dans ce dépôt littéraire toutes les ressources de la science, et dans le concours des étrangers qui le visitaient l'occasion de s'exercer à la pratique des langues vivantes. Deux ans plus tard, la main qui retenait la papauté captive à Fontainebleau lui rendit la liberté. Pie VII traversait en triomphe la Ligurie, le duché de Modène, et arrivait à Bologne, la seconde ville des états pontificaux. La position élevée qu'y occupait l'abbé Mezzofanti, sa fidélité à la papauté malheureuse et ses convictions politiques, sa renommée littéraire et l'auréole de vertu et de science qui ceignait son front, avaient rendu Pie VII désireux de le voir et de le connaître. Il demanda que Mezzofanti lui fût présenté, et après lui avoir fait l'accueil le plus gracieux, il lui offrit l'emploi de secrétaire du collége de la Propagande; mais le modeste bibliothécaire pria le pape d'agréer ses motifs de refus, fondés sur sa répugnance à briser les liens qui l'enchaînaient à sa ville natale, à ses amis, à ses habitudes et à ses travaux. Il obtint de Pie VII d'y rester fidèle. Vainement le pontife, rentré à Rome, insista de nouveau en lui faisant écrire par son ministre Consalvi; vainement Mgr Justiniani, délégué de la province, et Mgr Fieschi, son subdélégué, joignirent leurs efforts à ceux de Consalvi; rien ne put l'ébranler. Les raisons politiques qui lui avaient fait quitter l'enseignement public n'existant plus, il reprit le 18 avril 1814 sa chaire de langues orientales à l'université, dont il fut en même temps nommé régent (*rettore*). Le 15 août de la même année, il fut nommé bibliothécaire en titre. Il succédait dans ces dernières fonctions au père Pompilio Pozzetti, savant religieux des Écoles Pies, et l'un des littérateurs distingués de ce temps. Le père Pozzetti avait été bibliothécaire du duc de Modène et avait remplacé Tiraboschi, l'auteur de l'*Histoire de la Littérature italienne*.

Cependant la renommée du linguiste bolonais avait franchi les limites de la cité qui fut son berceau, et les honneurs et les distinctions venaient de tous côtés le surprendre dans son humble et paisible demeure. Tous les étrangers éminens par leur science ou leur rang social qui passaient par Bologne ambitionnaient de le voir et de l'entendre. Après la chute de l'empire français, lorsqu'il revenait occuper le trône qui lui avait été conservé, le roi Murat, en traversant Bologne, voulut s'entretenir avec l'illustre polyglotte, et lui offrit l'ordre royal des Deux-Siciles. En 1819, l'empereur d'Autriche, pendant son court séjour à Bologne, témoigna le même désir. Le monarque le reçut entouré des hauts dignitaires de sa cour et d'officiers supérieurs par-

lant les diverses langues et les dialectes des peuples qui composaient son vaste empire. L'abbé Mezzofanti fut l'objet de l'attention et des égards de tous; il leur répondit avec une rare présence d'esprit et une parfaite pureté de langage, dans l'idiome que chacun d'eux employait. L'empereur, pour lui témoigner son admiration, lui offrit à Vienne une noble existence. Mezzofanti refusa avec une respectueuse courtoisie. Le grand-duc de Toscane lui fit personnellement les plus vives instances pour l'attirer auprès de lui. C'est à grand'peine que ce prince, ami des lettres, put l'engager à accepter la décoration de l'ordre de Saint-Joseph, dont il devint grand-croix à sa promotion au cardinalat. Rien ne pouvait l'arracher à ses livres et à ses études favorites. En même temps, aucune occasion n'était négligée par lui pour accroître ses richesses linguistiques. Les Bolonais se rappellent que lorsque le neveu du célèbre médecin Uttini arriva dans leurs murs, du fond de la Suède, non-seulement il ignorait la langue italienne, mais encore nul ne paraissait moins propre que lui à la parler; il se trouvait privé de toute espèce de communication avec ses nouveaux compatriotes; la réputation du polyglotte lui avait fait espérer rencontrer en lui un maître habile; par malheur, Mezzofanti lui-même ne savait pas le suédois. Quelques livres que lui remit l'étranger et un exercice de quelques semaines suffirent pour lui en donner une pleine connaissance. En 1818, un Arménien de distinction vint à Bologne; il entra en rapports avec Mezzofanti, et ces relations valurent à celui-ci une conquête linguistique à ajouter à toutes celles qu'il avait faites déjà. Guidé par les conseils du docte père Mingarelli, chanoine de Saint-Sauveur, il avait étudié le copte et ses trois dialectes, pour l'intelligence desquels il trouva dans la suite de précieux documens dans les manuscrits de la bibliothèque du Vatican. Les événemens politiques avaient amené à Bologne de jeunes Hellènes; il apprit d'eux la pratique du grec moderne, qu'il déclarait ne pouvoir jamais devenir une langue classique et spéciale à cause de ses analogies multipliées avec le grec ancien, qui restera à l'égard du dialecte moderne ce qu'est la langue de Cicéron et de Virgile à l'égard du latin du moyen âge. Les révolutions des pays étrangers lui vinrent plus d'une fois en aide; des prêtres espagnols originaires de la Biscaye, réfugiés à Bologne, lui enseignèrent les élémens de la langue basque, dont la difficulté est proverbiale, et dans laquelle il se perfectionna plus tard à Rome avec l'aide d'autres ecclésiastiques de la même nation, et qu'une autre révolution condamnait à l'exil. Parmi les secours inattendus que lui fournirent ses propres compatriotes, on cite à Bologne le professeur Rosario, surnommé *il chirurgo mauro,* avec lequel il apprit le birman. On mentionne aussi une famille géorgienne qui vint s'y établir, et qui lui fut utile pour l'intelligence des dialectes du Caucase.

Mais c'est surtout dans son enseignement public à l'université que Mezzofanti déployait tous les trésors de son inépuisable érudition. Ses collègues s'inclinaient devant sa supériorité. Bologne s'honorait alors de maîtres habiles : Valeriani, Tommassini, Orioli et Schiassi, dignes de recueillir l'héritage que leur avaient légué Galvani, Monti, Zanotti et la célèbre Clotilde Tambroni. Quelques mots en passant au sujet de cette dernière, qui a clôturé l'ère des femmes professeurs à Bologne. Elle était née dans cette ville en 1758. On rapporte que dans son jeune âge elle travaillait à des ouvrages de broderie dans

un salon où son frère recevait des leçons de grec. Sans avoir l'air d'y faire attention, elle en profita mieux que lui, car un jour, comme il ne pouvait répondre à une question qui lui était adressée par son professeur, sa sœur le fit de manière à surprendre ce dernier. Ses parens chargèrent alors les deux jésuites espagnols Colomès et da Ponte de son éducation; ses progrès dans le grec lui permirent bientôt de lire des vers de sa composition dans cette langue à l'académie Degli Inestricati, dont elle devint membre. D'autres sociétés savantes de la péninsule s'empressèrent de se l'associer. En 1794, le sénat de Bologne nomma Clotilde professeur à la chaire de grec, qu'elle conserva jusqu'en 1798. Elle en fut alors privée pour refus de serment civique. Clotilde, dit-on, faisait son cours toujours voilée. Plus tard, le vainqueur d'Italie, Napoléon Bonaparte, fit réintégrer son nom sur la liste des professeurs; mais elle ne s'occupa plus que de sa vaste correspondance avec la plupart des érudits de l'Europe. L'un des plus grands hellénistes du siècle, d'Ansse de Villoison, disait d'elle : « Il y a en Europe trois hommes capables d'écrire comme la Tambroni, et quinze au plus qui puissent la comprendre. » Clotilde finit ses jours en 1817, laissant ses travaux manuscrits à son frère, qui eut, à ce qu'il paraît, l'intention de les publier; mais la mort l'en ayant empêché, ils sont restés jusqu'à présent inédits.

Parmi les hommes de mérite que formèrent les leçons de Mezzofanti et qui se sont fait un nom, il faut compter l'honorable bibliothécaire actuel de Bologne, M. le docteur Liberio Veggetti, qui succéda à son illustre maître; le chevalier Angellini, qui a fait paraître une traduction italienne de Sophocle justement estimée; Hippolyte Rosellini, le compagnon de Champollion en Égypte, auteur des *Monumenti dell' Egitto e della Nubia;* enfin le plus digne de ces élèves, le savant numismate et archéologue le père Cavedoni, aujourd'hui préfet des antiquités et du médailler de Modène, qui ne parle jamais qu'avec une profonde vénération de celui qu'il appelle encore son *ottimo ed esimio maestro.*

Le polyglotte dont nous avons suivi jusqu'ici la carrière dans la studieuse solitude de la bibliothèque de Bologne et dans la chaire de l'enseignement va nous apparaître maintenant sur un nouveau et plus vaste théâtre. Une renommée qui avait retenti jusqu'au dehors de la péninsule italique, un apostolat de charité exercé dans les temps les plus critiques et en quelque sorte au milieu du tumulte des camps, de longs et importans services rendus aux lettres et à l'instruction publique, en un mot toute une vie de savant et de prêtre dévoué frayait à Mezzofanti la route des honneurs qui s'était ouverte déjà devant lui, et d'où sa modestie l'avait détourné. Au mois d'octobre 1826, Léon XII avait institué le cardinal Capellari préfet du collége de la Propagande. Il avait voulu reconnaître les services rendus par le savant camaldule à la philologie orientale. De vives sympathies devaient entraîner Capellari vers le linguiste bolonais, et bientôt en effet commencèrent entre eux des relations directes et fréquentes. Le nouveau directeur de la Propagande l'employa dans plusieurs négociations qui avaient pour objet la prospérité du collége auquel il était préposé. A peine monté sur le trône pontifical, le 2 février 1831, Capellari (Grégoire XVI) écrivait au cardinal Oppizzoni, archevêque de Bologne, pour l'entretenir de celui qui jetait tant d'éclat sur le clergé de cette ville et sur son université.

Les agitations politiques dont la France devint le foyer en 1830 se propagèrent jusqu'en Italie. L'année suivante, Bologne se soulevait contre la domination papale. Nous n'avons point à retracer ici les phases et la péripétie de ce drame. Lorsque la paix fut rétablie, Mgr Oppizzoni rentra dans la ville, dont il était le premier pasteur, avec une mission réparatrice à remplir. Il chargea une députation de porter aux pieds du souverain pontife l'hommage de fidélité de la ville et de la province. Le plus illustre des enfans de la docte cité devait naturellement faire partie de cette députation; son nom s'était le premier présenté au cardinal-archevêque. Pendant les quelques jours que Mezzofanti passa à Rome, Grégoire XVI le nomma prélat, avec le titre de protonotaire apostolique non-assistant. Il lui déclara qu'il voulait le vòir s'établir à Rome, et qu'il n'admettrait aucun refus. Il faut croire cependant que quelques résistances se produisirent encore, puisque Grégoire XVI aimait à répéter qu'il lui avait fallu soutenir un véritable siége pour décider Mezzofanti à quitter sa chère Bologne. Ce pontife disait, avec une certaine gaieté qui lui était familière, que le voyage du polyglotte à Rome était l'unique service que lui eût rendu l'insurrection bolonaise. Il l'appela successivement aux fonctions ecclésiastiques les plus honorables; en 1832, il le nomma chanoine de la basilique de Sainte-Marie-Majeure, quelque temps après premier custode de la bibliothèque Vaticane, et enfin chanoine de Saint-Pierre. Ces dignités n'étaient que le prélude de celles qui devaient les couronner toutes. Dans le consistoire du 12 février 1839, Grégoire XVI créa Mezzofanti cardinal de l'ordre des Prêtres, et lui assigna le titre de Saint-Onuphre. Le nouvel élu dut naturellement prendre sa place dans les congrégations de la Propagande, de l'Index, des Rites, des études et de l'examen des évêques *in sacra teologia e sacri canoni,* enfin dans la congrégation des affaires de la Chine; mais de tous les devoirs que ces titres divers lui imposaient, il n'en est aucun qui fût plus cher à son cœur, plus conforme à ses goûts et à sa vocation spéciale que celui de veiller sur les jeunes néophytes de la Propagande. Leurs examens, le soin de leurs études, les avis paternels à leur donner, les intérêts matériels du collége, des correspondances à entretenir avec les pays les plus éloignés, l'attiraient sans cesse dans cette académie de toutes les nations. Cependant sa présence n'y était jamais plus sollicitée, plus utile qu'aux approches de l'Épiphanie, où l'on célèbre la mémoire de l'initiation de toutes les races humaines à la révélation chrétienne. Pendant l'octave de cette solennité, la Propagande fait la *fête des langues*. Les élèves membres de cette académie, réunis de tous les points du globe, récitent leurs compositions oratoires ou poétiques en cinquante idiomes environ. Toutes ces compositions étaient remises au cardinal avant la tenue de la séance solennelle; il les corrigeait avec soin. La pensée des auteurs, la construction des phrases, les formes oratoires, le rhythme poétique, la cadence de ces vers, quelquefois sauvages, devenaient pour lui un thème d'observations lumineuses, toujours profitables à celui qui lui en fournissait l'occasion.

Au début de sa carrière sacerdotale, Mezzofanti avait recherché l'une des plus pénibles et plus obscures fonctions du ministère sacré, celle de confesseur. Prélat et cardinal, il continua de les exercer avec le même zèle, et on peut dire qu'il réunit en sa personne la charge de pénitencier de toutes les basiliques romaines. Aucun prêtre n'a dirigé la conscience d'un plus grand

nombre de personnes appartenant à plus de nations différentes; il se plaisait à accueillir les étrangers de distinction, comme ceux de condition plus modeste, qui témoignaient le désir de s'adresser à lui.

Dans le nombre des anecdotes, touchantes ou curieuses, qui donnent un vif intérêt au livre de M. A. Manavit, nous en choisirons deux ou trois, qui suffiront pour mettre en relief le talent du cardinal polyglotte.

Un jour, Grégoire XVI voulut se donner le plaisir d'une de ces conversations improvisées en divers idiomes, véritable assaut de linguistique que soutenait quelquefois Mezzofanti, et où il restait toujours vainqueur. Dans les allées tortueuses des jardins du Vatican et derrière des massifs de verdure, il fit cacher un certain nombre d'élèves de la Propagande. A l'heure de sa promenade habituelle, il amena avec lui Mezzofanti. Tout à coup, à un signal convenu, ces jeunes gens viennent en foule fléchir le genou devant le chef de l'église, et se relevant aussitôt, ils s'adressent à la fois, chacun dans sa propre langue, à Mezzofanti avec une telle abondance de paroles et une telle volubilité, que dans ce conflit de langages si dissemblables il paraissait impossible de rien discerner. Le polyglotte lutta d'habileté et de promptitude avec ses interlocuteurs; il répondit aussitôt à chacun d'eux avec élégance en autant de dialectes différens. Il laissa le pape dans l'étonnement et l'admiration d'une mémoire si vaste, si prompte, si sûre, et que la surprise la plus inattendue ne pouvait mettre en défaut.

Le second trait que nous ayons à reproduire ici est celui qui est relatif à la visite de l'empereur Nicolas dans la capitale du monde chrétien. Le monarque revenait de Naples, où la douceur du climat avait attiré l'impératrice malade. C'était dans les premiers jours de décembre 1845. On se préoccupait de l'entrevue du pape avec le tsar; on ne savait quel serait, des deux ou trois cardinaux sur lesquels se portait l'opinion publique, celui qui assisterait à cette entrevue solennelle et servirait d'interprète au souverain pontife. Grégoire XVI désigna le cardinal Acton par un choix dans lequel on crut entrevoir une sorte d'intention politique. L'empereur, qui occupait avec sa suite le palais Justiniani, visitait les monumens et les merveilles de Rome; le cardinal Mezzofanti en était une des plus rares. L'autocrate voulait le voir et converser avec lui. M. de Boutenieff l'invita par une lettre à venir présenter ses devoirs à l'empereur. Nicolas recourut encore à une démarche qui avait quelque chose de plus direct et de plus délicat. L'aide de camp de service auprès de sa personne écrivit au nom de son maître au cardinal. L'éminence se rendit auprès du puissant monarque, qui lui fit l'accueil le plus distingué et le plus bienveillant. L'entrevue fut assez longue : le tsar lui parla russe et polonais, et il avoua que le cardinal s'exprimait en russe avec autant de facilité qu'aucun de ses sujets; mais celui-ci ne pouvait rendre le même témoignage à l'empereur quant au polonais. Il disait que le tsar, malgré la grande habitude qu'il avait de cette langue, se trahissait dans quelques mots, et qu'il l'avait entendu parler par d'autres avec plus de perfection.

Le cardinal connaissait tous les dialectes en usage dans le sud-ouest de la France, ainsi que la plupart des patois de nos départemens. Les ecclésiastiques de la Basse-Bretagne conversaient avec lui en bas-breton. « Un jour, dit l'auteur des *Trois Romes*, ce cardinal demandait à un de nos amis de quelle province de France il était? — De la Bourgogne, répondit-il. — Ah!

vous avez deux patois bourguignons; lequel parlez-vous? — Je connais le patois de la Basse-Bourgogne, et le cardinal se mit à lui parler le bas-bourguignon avec une facilité capable de rendre jaloux tous les vignerons de Nuits et de Beaune. »

Une autre fois un prêtre, originaire du midi de la France, lui adressait ses hommages dans un de nos dialectes romans. « Monsieur l'abbé, lui dit Mezzofanti, vous n'êtes point de Toulouse, encore moins Provençal; mais vous n'êtes pas né bien loin de cette ville. » Effectivement cet ecclésiastique était de Montauban, et il s'adressait au cardinal dans le plus pur dialecte montalbanais. On peut concevoir tout ce qu'il fallait de sagacité pour distinguer les variétés de la langue romane, qui sont quelquefois peu tranchées, et qui devaient, ce semble, être à peine sensibles pour un Italien qui n'avait jamais quitté son pays.

Lorsque la révolution romaine vint apporter le trouble dans cette vie d'études et de calme qu'avait menée jusqu'alors le cardinal, comme sujet fidèle, comme prince de l'église, il s'associa à toutes les douleurs du pontife qui était allé demander à l'exil l'indépendance de son autorité et la sûreté de sa personne. Resté à Rome, témoin forcé des excès des révolutionnaires, de leurs attentats contre tout ce qui était pour lui l'objet d'un culte et d'un pieux dévouement, il sentit son âme se briser. Ses forces, épuisées par de longues veilles et vaincues par la douleur, allaient chaque jour s'affaiblissant. L'année 1849 s'ouvrait sous les plus tristes auspices; le cardinal ne sortait plus de ses appartemens. Au mois de février, une pleurésie aiguë se déclara; son état inspirait les plus vives inquiétudes. Des soins éclairés, que secondait avec une tendresse toute filiale sa nièce, Mlle Minarelli, conjurèrent d'abord le danger; mais le mal ne tarda pas à empirer, et il rendit le dernier soupir dans la nuit du 15 mars.

Le malheur des temps ne permit pas à sa famille et au clergé de la paroisse des Saints-Apôtres, à laquelle il appartenait, de rendre à l'illustre défunt les honneurs que comportait son rang. Son corps ne fut point exposé sur le lit funèbre, dressé dans la salle du trône des palais cardinalices, où on élève des autels pour la célébration des saints mystères. Dans la soirée du second jour qui suivit sa mort, ses restes mortels furent dirigés, au milieu d'un cortége *mezzo privato*, vers l'église de Saint-Onuphre, dont il était titulaire. La voiture qui portait le corps était précédée et suivie de domestiques à sa livrée, une torche à la main. Trois voitures de deuil suivaient, occupées par des chapelains, des camériers, le doyen et ses serviteurs, cortége bien modeste, et à Rome plus que partout ailleurs. Les religieux hiéronymites de Saint-Onuphre reçurent le précieux dépôt destiné à rester sous leur garde. Ils l'ont placé à côté des ossemens du Tasse. Le poète, après sa sortie des prisons de Ferrare, en 1595, était allé chercher un dernier abri et une suprême consolation à ses malheurs dans ce couvent, dont la position sur le mont Janicule est une des plus pittoresques de Rome. Le grand linguiste et le chantre immortel de *la Jérusalem délivrée* y reposent aujourd'hui réunis dans la mort.

Cette science des langues que posséda Mezzofanti à un degré unique, et qui semble l'effet d'une révélation surnaturelle, doit nous faire vivement regretter de ne posséder aujourd'hui aucun ouvrage de lui sur ce sujet. Quelle mé-

thode a-t-il suivie pour s'assimiler un si grand nombre d'idiomes? Comment a-t-il pu pénétrer si avant dans leur génie grammatical et littéraire, et retenir fidèlement et classer dans sa mémoire cette effrayante masse de mots, qu'il savait au besoin retrouver spontanément et coordonner sans confusion? C'est là un secret qu'il a emporté avec lui dans la tombe. Un écrivain italien qui, sous le voile de l'anonyme, a consacré quelques pages dans un recueil périodique, la *Civittà Catolica*, à apprécier le talent de Mezzofanti, après avoir dit qu'il parlait soixante-dix-huit langues, non compris une foule de dialectes, assure qu'il savait les retracer avec leurs caractères particuliers, et composer dans chacune d'elles des poésies. Or, dans tous les idiomes, la langue poétique est, comme on le sait, ce qu'il y a de plus intime, de plus artificiel, de plus difficile. Il nous apprend aussi que Mezzofanti, dans l'année qui précéda sa mort, lui avoua qu'il avait rédigé une *Esquisse des signes comparatifs des langues de Sem, Cham et Japhet*, où il indiquait la source commune d'où toutes tirent leur origine, et montrait les rapports plus ou moins rapprochés qu'elles ont entre elles pour la construction, la signification des mots ou les sons. Il lui dit qu'il avait ébauché une méthode simple pour apprendre et retenir sans difficulté un grand nombre d'idiomes. Le même écrivain ajoute qu'il ignore dans quelles mains sont tombés ces écrits. Un des élèves de Mezzofanti, que nous avons cité précédemment, le père Cavedoni, dans une communication particulière qu'il a adressée à M. A. Manavit, raconte que Mezzofanti lut en sa présence, dans une des séances de l'*Institut pontifical de Bologne*, un mémoire sur la langue des populations montagnardes qui habitent les *Sette Communi*, dans le Vicentin; cette langue, dont les origines forment une question controversée depuis le XVe siècle, serait, suivant l'opinion de quelques philologues, un reste des anciens Cimbres et Teutons. Ce mémoire n'a pu être retrouvé, quoique le procès-verbal de la séance où il fut lu en fasse mention. Suivant le même père Cavedoni, Mezzofanti avait composé un travail sur la philosophie des langues et sur la grammaire générale; mais, par une excessive délicatesse (*soverchia delicatezza*), il l'avait jeté au feu. Le polyglotte prétendait qu'il n'avait pas le temps de travailler pour lui, de parler pour les autres et d'écrire pour tous, et qu'un trop long labeur de cabinet, la plume à la main, nuisait à sa santé. La seule production qui nous reste, avouée par lui, est l'Éloge qu'il publia en 1819 de son ancien professeur de grec, le père Emmanuel da Ponte, et qui a été inséré dans le recueil des *Opuscules littéraires de Bologne*.

Le livre de M. A. Manavit est terminé par un document qui a aussi sa valeur, et qui est le complément naturel de la biographie qu'il a écrite : c'est le catalogue de la bibliothèque du cardinal. S'il est vrai, comme il le fait observer, que l'homme tout entier se révèle dans le choix de ses livres, que ses besoins intellectuels, ses principes, ses goûts particuliers se montrent à découvert sur les rayons de sa bibliothèque, on peut dire que celle de Mezzofanti est la fidèle expression de ce qu'il fut, un linguiste encyclopédique dans la plus large acception de ce mot.

ED. DULAURIER.

V. DE MARS.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00674 8574